SOUS LA DIRECTION DE

Michel Camau etVincent Geisser

Habib Bourguiba, la trace et l'héritage

Éditions Karthala
22-24, boulevard Arago
75013 Paris

Institut d'études politiques
25, rue Gaston-de-Saporta
13625 Aix-en-Provence cedex 1

SCIENCE POLITIQUE COMPARATIVE

À l'initiative de l'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence et de son Centre de science politique comparative (CSPC), les éditions Karthala éditent la collection *Science politique comparative.*

La science politique, discipline en expansion, couvre un large champ de recherche propice à une diversification des connaissances et à une ouverture aux autres disciplines des sciences sociales et historiques.

L'ambition de *Science politique comparative* est de contribuer à un dépassement d'une division dans l'énonciation, la production et la diffusion des savoirs entre un « chez nous » et un « chez les autres » de la politique, entre l'Euro-Amérique et les « aires culturelles ».

Ce projet est celui du CSPC, qui a pour champs prioritaires les mobilisations politiques et l'action publique, en fonction de trois grandes aires de référence : l'Europe, le Monde arabe et musulman et l'Amérique latine.

Science politique comparative accueille les travaux individuels et collectifs du CSPC et de chercheurs ou d'équipes collaborant avec celui-ci.

Ouvrage déjà paru :

Sous la direction de Christophe Traïni, *Vote en Paca. Les élections 2002 en Provence-Alpes-Côte d'Azur.*

Les auteurs

Abdelkafi Jellal, urbaniste
Aït-Chaalal Amine, professeur, codirecteur du Centre d'études des crises et conflits internationaux (CECRI), Université catholique de Louvain (UCL)
Allagui Abdelkrim, enseignant, faculté des lettres et des sciences humaines de l'université de Tunis
Belaïd Habib, Institut supérieur d'histoire du Mouvement national, université de la Manouba, Tunisie
Belhassen Souhayr, journaliste, vice-présidente de la Ligue tunisienne des droits de l'Homme
Belkhodja Tahar, ancien ministre
Bendourou Omar, professeur de droit public, université Mohamed-V de Rabat
Ben Khader Noureddine, membre fondateur du Groupe d'étude et d'action socialistes tunisien (GEAST), dit « Perspectives »
Ben Smaïl Mohamed, ancien rédacteur en chef des hebdomadaires *L'Action* et *Afrique Action*
Bessis Juliette, docteur ès lettres, historienne du Maghreb contemporain et des relations interméditerranéennes
Bessis Sophie, agrégée d'histoire, écrivain et journaliste
Bras Jean-Philippe, professeur de droit public, université de Rouen, ancien directeur de l'IRMC de Tunis
Brondino Michele, chercheur et directeur SECUM
Brown L. Carl, Princeton University
Caïd Essebsi Béji, ancien ministre
Camau Michel, professeur des universités, Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence
Chouikha Larbi, chercheur, universitaire
Dhifallah Mohamed, chercheur à la Fondation Temimi (Zaghouan-Tunisie)
Entelis John P., professeur, Fordham University ; éditeur de *The Journal of Northern African Studies*
Farag Iman, CEDEJ, Le Caire
Frégosi Franck, chargé de recherche au CNRS (laboratoire « Droit, religion et société en Europe »)
Gafsia Nawel, doctorante en droit, université de Paris-I Sorbonne-Panthéon, LAJP

Geisser Vincent, chargé de recherche au CNRS (IREMAM)
Grimaud Nicole, ancienne directrice de recherche au CERI
Hajji Lotfi, journaliste
Hamrouni Chokri, enseignant, docteur en science politique de l'université de Paris-VIII
Henry Clement Moore, University of Texas at Austin
Hopkins Nicholas, American University in Cairo
Khaddar Moncef, Associate Professor, Eastern Mediterranean University, Department of International Relations, Cyprus
Khiari Sadri, politologue
La Gorce Paul-Marie de, écrivain, journaliste
Larif-Béatrix Asma, chercheur en science politique
Liauzu Claude, professeur émérite, université Denis-Diderot-Paris-VII
Martel André, professeur émérite, Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence
Pierrepont-de Cock Laurence, docteur en histoire
Redissi Hamadi, professeur, faculté de droit et de sciences politiques de Tunis
Ruf Werner, professeur émérite de relations internationales, université de Kassel
Sayah Mohamed, ancien ministre
Siino François, IREMAM-MMSH, Aix-en-Provence
Zalila Iqbal, enseignant-chercheur en cinéma, université de la Manouba (Tunisie) ; doctorant, université de Paris-I

Avertissement

Pour la translittération des termes arabes, nous avons délibérément opté pour un mode simplifié dans le souci de faciliter leur accès à un lectorat francophone. Nous avons également privilégié pour certains mots la prononciation tunisienne, à savoir le « d » emphatique sera toujours écrit « dh » *(Nahdaha)* au lieu de « d » *(Nahda)* et l'article défini « el » au lieu de « al ». En revanche, pour les citations extraites d'ouvrages ou d'articles, nous avons respecté scrupuleusement la translittération de leurs auteurs.

Les références aux discours de Habib Bourguiba sont tirées, sauf indication contraire, de la série de recueils publiés par le secrétariat d'État à l'Information (Tunis).

La trace et l'héritage[1]

Michel CAMAU*
Vincent GEISSER**

Des lendemains de la première guerre mondiale à la veille de la chute du mur de Berlin, la trajectoire politique de Habib Bourguiba s'est déployée dans les limites du « court XX^e siècle ». Le fondateur de la République tunisienne, alors jeune étudiant de vingt ans, a rencontré la politique à l'époque du « Cartel des gauches ». Tour à tour journaliste militant, leader de parti et chef d'État, il aura vécu pour elle soixante années durant. Elle l'a quitté en 1987, lorsqu'un coup d'État constitutionnel a mis fin, pour cause de « sénilité », à trois décennies d'exercice du pouvoir. Dans la solitude d'une semi-captivité, il lui aura survécu jusqu'en l'an 2000.

Au-delà des particularités de la scène tunisienne, la figure de Bourguiba, qui se réclamait volontiers du « juste milieu », est partie prenante des conflits et recompositions du « siècle des extrêmes »[2] : l'apogée des empires coloniaux et les mouvements d'indépendance nationale, la montée des fascismes et leur liquidation à l'issue de la seconde guerre mondiale, l'ordre mondial bipolaire de la guerre froide et l'implosion de l'URSS, l'essor de *l'État social* et son démantèlement sous la poussée des forces du marché, la sécularisation des formes sociales et le renouveau des idiomes religieux...

« Quel homme faut-il être pour avoir le droit d'introduire ses doigts dans les rayons de la roue de l'histoire ? » Max Weber posait la question pour définir les qualités requises non point du *grand homme historique,* mais de « l'homme politique professionnel » susceptible de s'élever « au-dessus de la banalité de la vie quotidienne »[3]. Si d'aventure il en avait eu connaissance, Bourguiba aurait vraisemblablement récusé cette problé-

---

* Professeur des universités, Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence.
** Chargé de recherche à l'IREMAM (CNRS).

1. Cet ouvrage collectif fait suite au colloque international, *Habib Bourguiba. La trace et l'héritage*, coorganisé par l'Institut d'études politiques et l'IREMAM d'Aix-en-Provence, les 27, 28 et 29 septembre 2001.

2. Cf. E. J. Hobsbawm, *L'Âge des extrêmes. Le court vingtième siècle 1914-1991*, Bruxelles, Complexe/*Le Monde diplomatique*, 1994.

3. M. Weber, *Le Savant et le politique*, Paris, 10/18, 1963, p. 195.

matique désenchantée. Il était enclin à se réclamer, sinon d'une explicite philosophie hégélienne de l'histoire, du moins de la stature du *héros* incarnant *l'Esprit* du peuple. Cette prétention, entre autres effets, a révélé maintes vocations d'hagiographes du *Combattant suprême* au faîte du pouvoir et donné libre cours, une fois le vieil homme déchu, à la « psychologie des maîtres d'école » et des « valets » raillée par Hegel. Elle mérite considération dans la mesure où elle imprègne durablement le discours et la symbolique politiques. Mais s'employer à l'avaliser ou à l'infirmer nous paraît ici totalement hors de propos. Nous entendons bien nous placer d'un point de vue historique mais hors de cette « histoire »-là, une histoire gouvernée par la *Raison* et appréhendée à l'aune du *grand homme*, agent de son accomplissement. Nous ferons nôtre la métaphore des « doigts » de l'homme politique et des « rayons de la roue de l'histoire ». Nous postulons, en effet, que Bourguiba, personnalité qui a traversé le XX^e^ siècle, a été un homme politique au sens plein du terme, et c'est là lui rendre hommage : il a contribué, avec beaucoup d'autres, connus ou anonymes, en Tunisie et dans un croisement d'échelles avec le Monde arabe et le « Monde libre », à une histoire en train de se faire. Nous tenterons de le suivre à la trace, la trace de ses « doigts », il va sans dire, mais aussi et simultanément celle de « la roue de l'histoire ». Plutôt que de faire œuvre biographique, il s'agit d'analyser et d'interpréter des moments et des sites du parcours de Bourguiba dont les enjeux et la profondeur dépassent, souvent de loin, sa personne et son action.

La trace de Bourguiba témoigne d'une personnalité alliant *passion*, *sentiment de la responsabilité* et *coup d'œil*, autant de qualités qui, d'après Weber, *font l'homme politique*[4]. Mais au-delà des faits et gestes, décisions et prises de position, la trace de ce professionnel tunisien de la politique invite à porter le regard sur des configurations culturelles, sociales et politiques qui excèdent les limites de la seule Tunisie. Aujourd'hui, ces configurations sont, pour partie, datées mais elles demeurent reliées à la trame du nouveau siècle : les relations *Occident-Orient*, islam et politique, échanges internationaux et développement inégal, démocratie et autoritarisme, droits de l'homme et répression...

Bourguiba s'inscrit dans une lignée intellectuelle et politique, celle des réformistes et des réformateurs tunisiens, arabes et musulmans. Sans doute ne saurait-il être tenu pour un « penseur » de la réforme au sens où, par exemple, le nom de l'Égyptien Mohamed Abdouh est associé tout à la fois à une œuvre intellectuelle et à une pratique politique. Celui-ci, il est vrai, n'a pas été en situation de briguer ni d'exercer le pouvoir, contrairement à Bourguiba dont le seul vrai « métier » n'a jamais été que la politique. Ses quelques articles de journaux et ses nombreux discours n'ont de signification et de portée que par rapport à ce métier. Ils expriment des prises de position et des justifications au regard de *l'action*, élément

4. *Ibid.*

central du vocabulaire bourguibien, qui sous-entend toujours l'épithète « politique ». Bourguiba a été un praticien de la réforme, animé certes par des convictions et prônant des orientations mais toujours préoccupé de considérations tactiques comme tout homme politique digne de ce nom. Réformateur plutôt que réformiste, il a fait lien, dans un contexte différent, avec le mouvement de réformes amorcé au XIX^e^ siècle par les *Tanzimat* (les Réformes) de l'Empire ottoman et les règnes de Mohamed Ali en Égypte et d'Ahmed Bey en Tunisie.

Bourguiba ne revendiquait pas cette lignée ni même celle du gouvernement Khéreddine, dernier sursaut de la Tunisie beylicale avant l'avènement du Protectorat. Le *héros* ne saurait se reconnaître des ascendants ou des précurseurs. Il ne peut s'affirmer tel que par contraste avec l'ère antérieure à son intervention dans l'histoire. « Un Jugurtha qui a réussi », concédait-il parlant de lui-même. Mais en aucune façon un Khéreddine qui aurait « réussi », pour la bonne raison que ce réformateur était l'agent d'une monarchie honnie et l'émanation de l'ancienne élite dirigeante (un *mamelouk* !), tenues pour les fourriers de la colonisation. Dans la geste bourguibienne, les réformes ne prenaient sens qu'à l'aune de l'indépendance, dont le Combattant suprême aurait été le promoteur.

De fait, la trace de Bourguiba est difficilement dissociable du processus de décolonisation et de l'irruption sur la scène internationale des « nouveaux » États. Elle est devenue synonyme de *bourguibisme*, entendu comme approche pragmatique de la décolonisation et présenté par le premier intéressé comme « la politique des étapes ». La tentation est grande d'ériger en paradigme cette démarche qui a réussi, à l'exception notable du conflit de Bizerte en 1961, et dont on ne sait trop si elle est qualifiable de stratégie ou d'accumulation de succès tactiques à la faveur d'un opportunisme de bon aloi. Bourguiba, lui-même, s'y est risqué en vain à propos de l'Algérie et de la Palestine. Le *bourguibisme* n'a pas fait école, sans doute parce qu'il doit beaucoup à une rationalisation *a posteriori* de conditions particulières. Les mêmes mots, colonisation et décolonisation, ne recouvrent pas partout les mêmes formes ou forces sociales et politiques. En revanche, à défaut de pouvoir se décliner dans d'autres terroirs et conjonctures, le bourguibisme a mis en jeu des variables qui, à des titres divers, peuvent élargir l'horizon de l'analyse au-delà du seul cas tunisien.

La première d'entre elles tient à la parfaite connaissance de la partie adverse qu'il s'agit de transformer en partenaire. On songe ici à la relation entretenue avec la scène politique intérieure française et ses acteurs, une conflictualité régulée par une forme de connivence liée à la maîtrise des codes en usage (en l'occurrence, ceux des III^e^ et IV^e^ Républiques) et à un réseau d'amitiés et de contacts. Bourguiba, dès les débuts de son action politique, a noué des liens avec des personnalités françaises de gauche – hommes politiques, journalistes, militants des droits de l'homme – à l'exception des communistes. A-t-il appartenu à la franc-maçonnerie ? Vérifiée ou non, l'assertion est significative de l'aisance, prêtée et sou-

vent attestée, de Bourguiba à se mouvoir dans la *polité* française. Les rues ou places de Tunis portant après l'indépendance les noms d'Alain-Savary ou de Pierre-Mendès-France confirment la solidité des liens noués au fil de la lutte avec les partisans et artisans de la décolonisation. On sait les sentiments d'estime et de reconnaissance affichés à l'égard de ceux-ci et notamment de Mendès France, promoteur de l'autonomie interne, dont le portrait figurait en bonne place dans le bureau où le chef de l'État tunisien recevait ses visiteurs. On connaît moins la relative proximité avec un Edgar Faure. Professionnel de la politique, Bourguiba l'était, pour partie, en raison d'une forme d'empathie avec le personnel politique français. Les limites rencontrées par le bourguibisme à Bizerte ne sont sans doute pas totalement dépourvues de lien avec un brouillage des repères de calcul par la manière d'agir et de réagir de De Gaulle, personnalité atypique au regard du *Who's Who* bourguibien.

Autre variable à prendre en compte, le rapport à l'Orient arabe. Bourguiba, contrairement à une idée reçue, ne l'a jamais négligé. Les déceptions, les rancœurs, voire les diatribes, participent d'un phénomène d'attraction-répulsion. Le leader tunisien est allé chercher des soutiens au Machrek lorsque, à la fin de la seconde guerre mondiale, la cause nationale tunisienne était au plus bas. Il en est revenu déçu dans la mesure où il n'y avait pas trouvé des appuis à la hauteur de ceux qu'il escomptait. Mais le bourguibisme a frayé sa voie en alternant références positives et négatives à cet Orient très proche. Revendication de l'arabité et critique de l'arabisme certes, mais plus encore prise en compte de l'espace politique arabe tout à la fois comme caisse de résonance et comme épouvantail dans les relations conflictuelles avec la puissance coloniale. La crise « youssefiste » et le choix de Nasser en faveur de Salah Ben Youssef ont marqué de leur empreinte les relations tumultueuses entre la Tunisie et une Égypte en quête du leadership dans le Monde arabe. La tournée de Bourguiba en Palestine en 1965, les positions qu'il y a défendues et les réactions enflammées qu'elles ont suscitées seraient difficilement compréhensibles si on les isolait de ce contexte. Le réalisme affiché de Bourguiba sur la question palestinienne, bien que taxé de traîtrise, n'allait pas nécessairement à l'encontre, sur le fond, des réflexions *mezza voce* des dirigeants des États limitrophes d'Israël, à commencer par Nasser. En revanche, sa prise de parole et les circonstances de celle-ci constituaient un pavé lancé délibérément dans la mare diplomatique, sorte de réponse du faible au fort dans des relations interarabes où Bourguiba aspirait à reprendre la main. À partir des années 1970, début de l'ère post-nassérienne et de recomposition de la scène arabe, la Tunisie a ouvert son économie aux investissements des capitaux arabes et sa société au financement de mosquées et autres fondations par les États du Golfe. Partie prenante du jeu diplomatique qui a vu l'isolement de l'Égypte lors des accords de Camp David passés avec Israël en septembre 1978, la Tunisie est devenue, provisoirement, le siège de la Ligue des États arabes. Bourguiba, non sans réticence ou hésitation, a avalisé cette présence de la

Ligue sur le sol tunisien. Il devait également consentir à accueillir la direction de l'OLP en septembre 1982 suite à l'invasion israélienne du Liban. Il est vrai que ce transfert, encouragé par une partie de son entourage, était appuyé par la diplomatie française et ne rencontrait pas l'opposition des États-Unis.

Les rapports avec les États-Unis constituent, en effet, la troisième des principales variables en fonction desquelles le bourguibisme s'est déployé et qui font sens au-delà des particularités tunisiennes. « Axe du bien » et « axe du mal », dans un tout autre contexte que celui des relations internationales de l'après-septembre 2001, ces catégories croisent la trace de Bourguiba. L'action de celui-ci, à bien des égards, est indissociable d'une géopolitique de la guerre froide. Elle a épousé le camp de « l'Amérique » et du « Monde libre » alors même que l'ordre mondial bipolaire favorisait les jeux de position par rapport aux deux grandes puissances et que le « mouvement des non-alignés » mobilisait ce que l'on appelait alors le tiers-monde. Dans le combat national comme après l'indépendance, Bourguiba, nonobstant la participation de la Tunisie à telle ou telle conférence, a joué la carte américaine. L'alignement sur les États-Unis se prête à plusieurs interprétations. Il relevait, pourrait-on soutenir sans grand risque d'erreur, d'une stratégie induite par la présence américaine en Afrique du Nord et l'affaiblissement de la France au sortir de l'occupation allemande de la Tunisie : celle-ci ne trouverait place dans le concert des nations qu'avec la reconnaissance des États-Unis, puissance fédératrice de l'Atlantique Nord, et partant, de la Méditerranée occidentale. La relation privilégiée avec les États-Unis a répondu tout autant à des préoccupations tactiques pour peser sur la IV^{e} République française et, par la suite, pour rééquilibrer les rapports de force entre la Tunisie et ses puissants voisins algérien et libyen. Mais elle a également correspondu à une adhésion d'ordre idéologique, à une aversion pour le communisme et ce qui en tenait lieu. Bourguiba et l'élite politique qui progressivement s'est structurée autour de lui ont intériorisé le schème d'une société tunisienne du « juste milieu », de classes moyennes et de paysans, d'où la lutte des classes devait être bannie au profit d'une solidarité intrinsèque entre les différents groupes sociaux. L'option en faveur du « Monde libre » ne s'est jamais démentie. Bourguiba a continué à donner des gages aux États-Unis, y compris aux pires heures du conflit vietnamien. L'ennemi restait le communisme, fût-il nationaliste et asiatique et quand bien même cette guerre contribuait à une radicalisation de l'opposition tunisienne de gauche. Illustration à la limite de la caricature, la Tunisie a été l'un des rares États à reconnaître le gouvernement du Viêt Nam du Sud jusqu'à la chute de Saigon.

Bourguiba et le gouvernement tunisien ont longtemps été payés de retour par l'Amérique. Du moins l'ont-ils cru jusqu'au raid de l'aviation israélienne sur le quartier général de l'OLP à Hammam-Chott dans les environs de Tunis, le 1er octobre 1985. Alors que les radars américains en Méditerranée étaient censés concourir à sa protection, le ciel tunisien a

été laissé à la merci d'Israël. Bourguiba a manifestement ressenti la passivité de l'administration Reagan comme un affront personnel et le déni d'une fidélité de quarante années. L'aurait-il voulu, il pouvait d'autant moins changer de « camp » que la logique bipolaire cessait de rendre compte de l'ordre du monde. Le bourguibisme essuyait ainsi son plus grave échec, sorte de point final d'une démarche désormais obsolète.

Le temps n'était plus celui de la décolonisation et de la guerre froide qui avait valorisé « la politique des étapes ». Les mutations à l'échelle internationale se traduisaient également par la promotion d'une nouvelle orthodoxie du développement, le « consensus de Washington », axée sur la libéralisation des échanges. Il est d'ailleurs symptomatique que l'adoption par la Tunisie d'un programme d'ajustement structurel sous l'égide du FMI, en juin 1986, s'inscrive à quelques mois près dans la même séquence que la désillusion géopolitique d'Hammam-Chott. En matière de développement, la trace de Bourguiba se confond avec un cycle politique caractérisé par la tutelle de l'État, vecteur de l'action réformatrice.

L'intérêt longtemps porté à « la Tunisie de Bourguiba » tenait dans une large mesure à ce qui pouvait apparaître comme une sorte d'archétype d'une modernisation économique et sociale impulsée par une « formule politique rationnelle »[5]. Bourguibisme rimait avec développementalisme. Il partageait avec ce courant, peu homogène, de la science politique la même méta-théorie : l'idée d'étapes sur la voie de la modernisation des sociétés et le développement de leurs systèmes politiques en fonction de lois universelles de transformation. Dans la perspective développementaliste, qui mettait généralement l'accent sur la rationalisation des structures et des cultures, l'Euro-Amérique constituait un modèle implicite du devenir. Les régions en développement *(Developing Areas)* pourraient accéder à la démocratie, horizon commun de l'humanité, mais dans le cadre d'un processus lent et contradictoire. Contrairement aux postulats des théories en usage dans l'ère postcommuniste avec la *démocratie de marché* et *la fin de l'histoire*, l'autoritarisme n'était pas perçu comme archaïque ou résiduel mais accepté comme un stade inévitable, sorte d'antichambre de la démocratie[6]. En ce sens, le développementalisme était organiquement relié à un état du monde et de ses représentations qui ne sont plus aujourd'hui dans l'air du temps. Il a produit nombre de typologies tendant à classer l'ensemble des sociétés et des régimes au regard de variables réputées significatives du développement. Dans certaines d'entre elles la Tunisie était rangée parmi les *démocraties tutélaires*[7] et

5. Cf. à ce sujet C. Henry Moore, *Politics in North Africa. Algeria, Morocco and Tunisia*, Boston, Little, Brown and Company, 1970.

6. Cf. B. Badie, *Le Développement politique*, 4e éd., Paris, Economica, 1992 ; M. Camau et V. Geisser, *Le Syndrome autoritaire. Politique en Tunisie de Bourguiba à Ben Ali*, Paris, Presses de Sciences-Po, 2003.

7. J. S. Coleman, « The political system of the Developing Areas », p. 532-576, dans G.A. Almond et J.S. Coleman, eds, *The Politics of Developing Areas*, Princeton, Princeton

dans d'autres parmi les *systèmes de conciliation*[8], avec pour dénominateur commun la désignation d'un en deçà démocratique caractérisé par une semi-compétition et la recherche de compromis entre les groupes[9]. Plutôt que de *démocratie*, mieux vaudrait-il parler d'*État tutélaire*. La Tunisie n'a pas eu le monopole de l'État tutélaire mais Bourguiba fut l'une des principales figures emblématiques d'une relation de pouvoir postulant une mise sous tutelle de la société par l'État aux fins de développement. Cette religion de l'État, en obturant ou contrôlant les canaux d'expression sociale, a donné libre cours au culte du *grand homme historique* qui, paradoxalement, prétendait incarner l'impersonnalité de l'État[10]. Elle a servi un pouvoir d'injonction sans partage dont elle sublimait les pratiques coercitives par le pouvoir des mots. Le verbe bourguibien a fasciné la plupart des contemporains, partisans et adversaires, gouvernés et observateurs, Tunisiens et étrangers. En professionnel accompli, Bourguiba savait parler politique, au sens où sa parole « faisait exister un agrégat »[11], en l'occurrence la Tunisie, mais il abolissait la politique en condamnant au silence toute énonciation autre que la sienne. L'erreur, toujours présente, a été de prendre cette parole exclusive et omniprésente pour ce qu'elle ne pouvait être, le *logos* qui rendrait transparentes à elles-mêmes la société et la politique tunisienne. Le déclin du verbe bourguibien, tari et ritualisé, est allé de pair avec la crise de l'État tutélaire ; la fluidité sociale a rompu quelques-unes des digues qui la contenaient et seul l'islamisme a été à même d'énoncer une parole politique, un discours tendant au « re-groupement »[12]. La répression promue par Bourguiba à l'encontre de cet adversaire, qualifiable d'historique dans la mesure où l'islamisme représentait tout ce que le fondateur du Néo-Destour avait combattu sa carrière durant, a précipité sa propre chute. Faute d'alternative et/ou défaut d'analyse de la situation, il s'en est remis pour la sauvegarde d'un régime, qui avait toujours été autoritaire mais jamais *policier*

University Press, 1960. La catégorie « démocratie tutélaire » était empruntée à Edward Shils, *Political Development in the New States*, La Haye, Mouton, 1960.

8. D. E. Apter, *The Politics of Modernization*, Chicago and London, The University of Chicago Press, 1965.

9. Si l'on en juge d'après les typologies auxquelles elle se prête parfois, la théorie de la transition (la « transitologie ») n'a pas, contrairement à ses ambitions et aux nouvelles représentations de l'état du monde, toujours innové : Larry Diamond, s'appuyant sur l'index de *Freedom House*, classait alors la Tunisie parmi les régimes « semi-compétitifs partiellement pluralistes » (L. Diamond, « Economic development and democracy reconsidered », dans Gary Marks and Larry Diamond, eds, *Reexamining Democracy. Essays in Honor of Seymour Martin Lipset*, Newbury Park, Sage Publications, 1992, p. 93-139). Il est vrai que quatre ans plus tard, toujours sur la base de l'index de *Freedom House*, il modifierait sa typologie, la Tunisie figurant alors parmi les « régimes autoritaires » (L. Diamond, « Is the third wave over ? », *Journal of Democracy*, 3, 1996, p. 20-37).

10. Cf. à ce sujet, H. Béji, *Le Désenchantement national. Essai sur la décolonisation*, Paris, Maspero, 1982.

11. B. Latour, « Si l'on parlait un peu politique ? », *Politix*, 58, 2002, p. 143-165.

12. *Ibid.*

au sens propre du terme, au pouvoir d'un appareil policier dont la professionnalisation avait échappé à son contrôle.

La trace de Bourguiba, réformateur, décolonisateur et tuteur du développement serait-elle dépourvue de prolongement au-delà du siècle qu'elle a parcouru ? N'aurait-elle laissé en héritage que l'autoritarisme ? Ce legs ne saurait être occulté mais il importe de se garder des simplifications ou des interprétations mécanistes. L'autoritarisme développementaliste est à l'autoritarisme de marché que connaît la Tunisie dans le nouveau contexte de la mondialisation et de l'insertion dans le dispositif euro-méditerranéen du libre-échange[13] ce que le Premier Empire français est au Second : l'un relève des variables explicatives de l'autre mais il ne peut en figurer « la » cause, sauf à envisager la diversité des configurations historiques à la manière d'un convoi de chemin de fer. Il en va de même pour les autres composantes de l'héritage bourguibien, car celui-ci ne se résume pas à l'autoritarisme.

En succombant au verbe de Bourguiba, nous pourrions citer l'un de ses dits : « L'histoire retiendra l'œuvre de Bourguiba. Si les hommes passent, le peuple, lui, est immortel et il garde l'empreinte de cette œuvre »[14]. À vrai dire, nous ne savons pas ce que « l'histoire retiendra » et nous sommes peu enclins à considérer que les peuples portent « l'empreinte » de « l'œuvre » d'un grand homme pour la bonne raison que nous ne disposons pas (aujourd'hui ?) du *modus operandi* pour évaluer une telle « empreinte ». En revanche, nous pensons que les héritages politiques peuvent se percevoir et se mesurer à la manière dont une personnalité et son « œuvre » continuent à figurer parmi les enjeux d'une situation advenue après elles. Bourguiba, comme, par exemple, de Gaulle en France toutes choses égales par ailleurs, a croisé la roue de l'histoire à tel point qu'il demeure la référence incontournable pour les positions et prises de position politiques. Le régime du 7 novembre, il est vrai, fait tout pour suggérer que l'histoire de la Tunisie indépendante n'a véritablement commencé qu'un matin de 1987. Il est pris dans un paradoxe qui figure au cœur de sa fondation : invoquer le « changement » et dévaloriser ce qui a précédé mais aussi, ce faisant, placer Bourguiba en creux du discours et le placer en position du Commandeur, sorte de surmoi oppressant. Au demeurant, les opposants ne manquent pas de cibler ce défaut de la cuirasse en jouant de la figure de Bourguiba contre celle de son successeur. Affaire de discours ? Sans aucun doute, mais ces jeux de langage portent sur les manières de gouverner, les réformes à consolider et à développer, et plus généralement sur les valeurs centrales de la société.

C'est dire la difficulté de tenir le cap que nous nous sommes fixé, d'adopter un point de vue historique alors que Bourguiba reste d'actualité. Néanmoins, le moment était venu de s'y risquer. Non point pour les

13. M. Camau et V. Geisser, *Le Syndrome autoritaire. Politique en Tunisie de Bourguiba à Ben Ali*, *op. cit.*

14. Message à la Nation du 3 juin 1970.

besoins d'un quelconque procès en canonisation ou, à l'opposé, en usurpation d'histoire. Mais tout simplement parce que s'abstenir de poser les jalons d'une évocation de sa trace et de son héritage serait renoncer à la compréhension de ce présent si pesant.

PREMIÈRE PARTIE

RACINES ET PORTÉE DU PROJET RÉFORMATEUR

1

Bourguiba, héritier de Tahar Haddad et des militants réformistes des années 1920 ?

Claude LIAUZU*

> « L'histoire n'est pas tellement la recherche de l'accompli. C'est aussi la recherche de ce qui, sous cet accompli, se ramassait de potentiels – et de potentiels souvent injustement réprimés. Autrement dit, l'histoire, ce n'est pas seulement la recherche du passé, c'est aussi la recherche des avenirs possibles. »
>
> Jacques Berque, *Abd el-Krim et la République du Rif*, p. 49.

La réflexion placée en exergue donne le sens de cette étude comparée de deux destins contrastés, de deux attitudes différentes à l'égard des mouvements sociaux, et, plus généralement, de deux conceptions de l'action politique en situation coloniale.

L'échec de Tahar Haddad est inscrit, en creux, dans le succès de Habib Bourguiba et dans le présent tunisien.

Deux destins contrastés

L'un est mort plus de soixante ans après la disparition de l'autre. Aussi a-t-on tendance à oublier qu'ils sont contemporains, puisque l'état civil leur prête seulement quelques années d'écart (Bourguiba est né en 1903

* Professeur émérite, Université Denis-Diderot – Paris 7.

et Haddad en 1899). Ils appartiennent à la même classe d'âge mais pas à la même génération politique.

L'un quitte la scène publique en 1935, réduit au silence (*Hawatir*, ses *Pensées* ne seront publiées qu'en 1975) au moment où l'autre fonde le Néo-Destour (1934).

L'un est entré très jeune en politique – en adhérant au Destour, en participant à toutes les grandes luttes des années 1920, et en intervenant dans tous les débats majeurs : ceux qui concernaient la Zitouna, la guerre du Rif, le syndicalisme et la femme. À la même époque, l'autre, selon le parcours classique des futurs leaders nationalistes, après Sadiki et le lycée, faisait son Droit et Sciences-Po, parachevant ainsi sa formation de dirigeant à Paris, au cœur de la puissance coloniale et de ses secrets.

La précocité de l'engagement du premier le rapproche d'un Chabbi, qui a une vingtaine d'années en 1929, quand sa conférence sur l'imagination poétique des Arabes fait scandale. Sauf erreur, Bourguiba ne dit rien de Chabbi dans *L'Étendard* et ne prend pas position dans la querelle des Anciens et des Modernes qu'il ouvre. Autre rapprochement possible, pour cette précocité, avec Ali Djrad, d'abord destourien lui aussi, emprisonné en 1925 à l'occasion d'une manifestation de protestation contre l'érection de la statue du cardinal Lavigerie à la frontière de la Médina de Tunis, et qui sera le premier secrétaire général du Parti communiste tunisien.

Tous ces jeunes Tunisiens sont pressés, mais certains le sont plus que d'autres. C'est que tout les condamne : ils sont du Sud (du Djérid et de la région de Gabès), de milieu modeste et de formation zitounienne[1].

Ainsi Habib Bourguiba et Tahar Haddad n'ont-ils pas vécu la même expérience historique. À cette première différence s'ajoute le contraste de leurs positions vis-à-vis du syndicalisme.

Deux attitudes envers le syndicalisme

L'une des particularités de l'histoire du mouvement national tunisien est l'importance et l'autonomie du mouvement ouvrier dans sa genèse. Dès 1924, une confédération syndicale naît, en rupture avec la CGT française, fait sans équivalent dans l'empire colonial. Autre originalité de cette expérience, elle a été rendue possible par l'engagement d'un petit groupe de militants radicaux très influencés par le communisme et l'effervescence du Proche-Orient. Autodidactes tels Mohamed Ali, étudiants zitouniens, ils assurent les fonctions d'intellectuels organiques du mouvement social.

1. Le docteur Ben Miled m'a fait part des moqueries suscitées par l'accent de Mohamed Ali dans le milieu des artisans soyeux.

Des origines géographiques et sociales communes entre travailleurs et jeunes populistes renforcent la cohésion de cette dynamique. Son noyau dur est en effet constitué par certains métiers du transport et du portage, des grains en particulier, exercés par une population immigrée du Sud, qui habite surtout le quartier Tronja dans la Médina. Les luttes de 1922, 1924-1925, qui lient des aspects nationalistes, urbains et ouvriers, s'inscrivent dans une onde qui suit la première guerre et s'étendent du Rif à l'Égypte et la Turquie, débordant les partis et les notables qui les dirigent.

On sait que la Confédération générale des travailleurs tunisiens (CGTT) a été rapidement interdite, que ses principaux leaders ont été expulsés (Mohamed Ali, Moktar Ayari, Jean-Paul Finidori...). Mais, grâce en particulier à Tahar Haddad, qui s'en fait l'historien, la CGTT s'inscrit dans les mémoires collectives. Sans elle, il n'y aurait certainement pas eu le décret du 12 novembre 1932 établissant – pour la première fois dans un territoire colonial français – le droit syndical. C'est là une réponse de Jouhaux et Herriot au défi de 1924-1925.

Trois mois après la parution du décret, Bourguiba réagit (dans *L'Action* du 2 mars 1933) et relève, avec surprise, le grand nombre de syndicats créés. Mais il insiste surtout sur la capacité d'adaptation de la société tunisienne à une réalité étrangère à sa tradition, sur la transformation d'un instrument de lutte des classes en instrument commun de défense des intérêts des patrons et salariés de l'artisanat contre la concurrence étrangère. On peut trouver là des analogies avec un projet de société coopérative que Mohamed Ali et Tahar Haddad avaient élaboré en juin 1924, qui n'obtint guère l'écoute des souks et qui a été éclipsé par les grèves lançant le mouvement de la CGT. On sait aussi les réserves de Tahar Haddad envers la priorité donnée par les communistes à la lutte des classes. Il faut cependant souligner que ses réticences tiennent non pas à une philosophie politique refusant cette lutte, mais à une analyse donnant la priorité à une réforme économique et sociale dans une société où la bourgeoisie et le prolétariat pèsent peu face à la puissance dominante. Réduire Tahar Haddad à un rôle de caution d'une idéologie niant les différences et les conflits de classes sous prétexte d'unanimisme nationaliste serait une déformation de sa pensée.

Qui plus est, de manière difficilement explicable, l'article de Bourguiba ne fait aucune référence à la CGTT et à son rôle dans la conquête de la liberté syndicale. Habib Bourguiba a-t-il lu le livre de Tahar Haddad concernant cette aventure, paru en 1927 ? Mais dans l'été 1924, quand il prépare son départ en France, et entre 1925 et 1928, ni la CGTT à Tunis ni le mouvement prolétarien qu'est l'Étoile nord-africaine (ENA), fondée alors à Paris, ne paraissent mobiliser son énergie, susciter son adhésion.

Polémiques sur la femme : différences tactiques ou conceptions opposées de l'action politique ?

Habib Bourguiba fait une entrée très remarquée sur la scène tunisienne en janvier 1929. À l'occasion de la conférence d'une jeune femme, qui appelle ses sœurs au dévoilement à l'instar des féministes égyptiennes, il déplace la polémique en direction de la SFIO et de sa doctrine coloniale.

Le problème du voile lui permet de préciser les éléments fondamentaux de sa démarche, et ses hagiographes en feront un résumé du bourguibisme.

Priorité à la défense de l'identité nationale menacée sur les droits de l'individu, droits mis en avant par les socialistes pour mieux éroder la personnalité tunisienne et faire avancer le cheval de Troie assimilationniste. De fait, la gauche française met en avant l'opposition entre libération nationale et libération de la personne, en particulier à propos de l'émancipation des femmes. Elle se fonde sur une perception négative de la culture arabe et musulmane, considérée comme un frein au progrès.

Pour Habib Bourguiba, la société tunisienne, quand elle aura échappé au poids du colonialisme, saura évoluer à partir de sa propre dynamique et à son rythme – de manière graduelle, par étapes – pour résoudre le problème de la femme.

« Le rôle de l'élite n'est donc pas de forcer son allure au risque de se détacher complètement de *la masse* qu'elle a charge de guider »[2]. Il faut relever le singulier – la masse – qui a un sens très différent du même terme employé au pluriel.

Cette formule est essentielle pour une comparaison avec Tahar Haddad. Habib Bourguiba reprend ici l'un des éléments clés de la pensée de l'Association des étudiants musulmans nord-africains (AEMNA) qui s'attribue alors la tâche de conduire le peuple. On voit la précocité du discours de légitimité des futurs dirigeants nationalistes, qui effectuent leur propédeutique en métropole.

Au même moment, Tahar Haddad prépare son livre sur la femme, et il en publie des passages ou des ébauches dans *Al Alam al Adabi* (*Le Monde littéraire*, février 1930, n° 2). Son contenu, la cabale et la persécution qui suivent sont trop connus pour qu'on y insiste.

Ce qui est central pour lui, c'est la nécessité de réformer la société, de lutter contre ses conservatismes (ce que les *Pensées* développeront de manière particulièrement sombre). Dans son esprit, la lutte contre la colonisation et cet effort de modernisation et de régénérescence doivent être menés de pair. Il y a là une différence d'attitude entre les deux hommes.

---

2. H. Bourguiba, *L'Étendard tunisien*, 1er février 1929, dans *Habib Bourguiba. Articles de presse (1929-1934)*, Tunis, CDN, 1967. Le terme *la masse* est souligné par moi. Le trouve-t-on au singulier sous la plume de Tahar Haddad ?

Habib Bourguiba n'a pas participé le 17 octobre 1930 au banquet des 82 destiné à soutenir Tahar Haddad contre ses détracteurs, et n'a dit mot publiquement sur l'affaire[3]. Cette prudence est partagée par ses amis. Se « trouvant dans l'obligation de parler », dans *La Voix du Tunisien,* le docteur Materi, tout en se reconnaissant dans « la plus grande partie des idées » du livre, en désapprouve l'allure provocatrice. Pour lui, Tahar Haddad a commis « l'imprudence » de blesser « tous les croyants ». Si, comme il le soutient, les commandements religieux sont soumis aux nécessités d'une époque, « il risque de ne plus rien rester du Coran ». Or, pour les musulmans, « le dogme est une révélation divine ». Il refuse donc de soutenir le contestataire contre les sanctions qui le frappent, car ses diplômes et ses fonctions, qui lui sont retirées par la Zitouna, touchent à la sphère religieuse.

Cette péripétie est-elle simplement tactique, les réalistes l'ayant emporté sur un penseur intransigeant et trop en avance sur son temps, comme cela est communément admis ? Peut-être peut-on – et faut-il – compliquer les choses.

Les divergences entre le groupe dont Tahar Haddad est représentatif et le groupe qui va fonder le Néo-Destour semblent dues surtout à la situation et à la position des acteurs dans le champ des forces tunisiennes. L'un est socialement enfermé dans le cercle des prisonniers de la tradition, alors que l'autre occupe une situation stratégique de pouvoir à la charnière du monde occidental et du monde traditionnel. D'où leurs différences de fond dans la conception de l'action. Pour l'un, la réforme par elle-même de la société tunisienne ne peut attendre, pour l'autre, elle se fera, par en haut, quand les élites nationalistes tiendront les leviers politiques.

Un souvenir personnel me paraît significatif de cette logique bourguibienne. Enseignant à l'École normale de Monastir dans les années 1960, j'ai reçu la visite du président Bourguiba lors d'un cours sur catholicisme et protestantisme dans l'Europe du XVI^e^ siècle. Après avoir écouté quelques instants mon cours et les réactions des élèves, qui voyaient dans les schismes chrétiens la preuve de la fausseté de cette religion, il a semoncé lesdits élèves pour leur aveuglement sur les réalités non moins schismatiques de l'islam. En aparté, il m'a confié que le catholicisme était plus facile à transformer, car on pouvait influencer son clergé et sa tête – le pape – accompagnant ses paroles d'un geste de la main signifiant que ledit pape pouvait être serré.

3. Invité au Congrès de 1931 de la Ligue française des droits de l'homme, Habib Bourguiba n'a pas fait allusion à l'affaire Tahar Haddad.

Tensions entre réforme et mobilisation nationaliste

Pour prendre la mesure de la portée et des enjeux de ces désaccords, il faut rappeler que le lustre 1929-1934, où se nouent ces deux destins, est celui où la Tunisie paraît toucher le fond de l'abîme. Les agressions colonialistes se multiplient : 1930 « centenaire de l'Algérie » et Congrès eucharistique à Tunis, assorti d'un défilé d'enfants déguisés en croisés ; 1931, cinquantenaire du Protectorat, cinquième centenaire d'Ibn Khaldoun, où certains orientalistes français annoncent la fin de la langue arabe...

D'où les réactions de panique identitaire, une hantise darwinienne de la mort menaçant leur société que l'on retrouve alors chez tous les colonisés, des Vietnamiens à Léopold Sédar Senghor.

C'est sur le front identitaire que la mobilisation populaire va se faire. Elle se focalise d'abord en Tunisie contre les enterrements des naturalisés dans les cimetières musulmans, avec des manifestations qui se multiplient à partir d'avril 1933.

Le choix des élites politiques a été d'associer étroitement nationalité et appartenance religieuse, comme déjà le Destour en 1923. C'est aussi le choix de l'AEMNA, qui refuse d'accueillir les étudiants naturalisés le 28 février 1930. Dans une telle perspective, l'islam est conçu comme la clef de voûte de la personnalité nationale : on ne peut être musulman et français, changer de nationalité c'est abandonner la religion musulmane. Les protestations aboutissent à un recul du pouvoir colonial et à un arrêt du mouvement des naturalisations, puis à un retour des transfuges à la nationalité tunisienne. Il y a d'ailleurs sur ce point une convergence objective des nationalistes avec une partie de l'administration, qui répugne aux naturalisations des colonisés. À partir des années 1930, une nouvelle donne s'amorce donc, avec l'approfondissement de la crise de la société tunisienne, la crise du système colonial et le développement du Néo-Destour.

Dans le milieu zitounien, qui a fourni les intellectuels contestataires des années 1920, la mobilisation, marquée par des grèves répétées et interminables[4], s'effectue dans un enfermement identitaire et un misonéisme qui préfigurent les caractères des années 1950. Les contradictions que représentent les différences d'origine et d'intérêts entre les « aristocrates du savoir sacré » (Jacques Berque) et la plèbe étudiante ne débouchent plus sur la charge contestataire qu'a exprimée la génération de Chabbi et Haddad, sur le front culturel et social. Ces figures disparaissent sans être remplacées. Les conséquences pèsent lourd pour l'avenir du mouvement national. À cet égard, la coalition hétéroclite, qui s'opposera

4. Décembre 1929, avril 1933 contre la *fetwa* sur les naturalisations, octobre 1934, février 1936, mars 1937 (jusqu'à la fin de l'année)...

au « bloc historique » dirigé par Bourguiba lors de la période d'autonomie interne, rassemble des forces qui n'ont pu s'engager dans le mouvement de réforme autour des années 1930.

Le croisement des itinéraires de Habib Bourguiba et Tahar Haddad, que l'on s'est trop longtemps contenté de juxtaposer ou d'inscrire dans une succession, débouche sur plusieurs questions de fond intéressant l'histoire de la Tunisie.

La première question concerne la distinction que l'on fait entre le registre culturel – où l'on inscrit Tahar Haddad[5] – et le registre politique (celui dont Habib Bourguiba est l'illustration la plus remarquable). Cette prépondérance du culturel chez Tahar Haddad ne lui est-elle pas en grande partie imposée par une double répression ? Par la répression colonialiste qui frappe la CGTT, brise la génération de 1924 et interdit toute autonomie syndicale, mais aussi par celle émanant de la hiérarchie de la Zitouna et de l'état-major du Destour contre la critique de la tradition et le livre sur la femme, qui prive de toute perspective d'action un Chabbi ou un Haddad ?

La deuxième question concerne les relations entre Habib Bourguiba et Tahar Haddad, et elle n'est pas anecdotique : se sont-ils rencontrés ? Dans le Tunis des années 1930, où les leaders politiques constituent un microcosme peu nombreux, comment expliquer le fait qu'apparemment ils ne se soient pas reconnus ? Quelle est la signification de ce qui semble un rendez-vous manqué ?

La troisième question porte sur les dynamiques de la société tunisienne : la Tunisie (comme l'Algérie voisine) a connu des moments où la critique sociale et culturelle des conservatismes a pris le pas sur l'action contre le colonialisme. Dans quelle mesure les phases de mobilisations populaires n'ont-elles pas bloqué ces courants critiques ? Un corollaire (pessimiste) serait que ces mobilisations soient contradictoires avec une élaboration réformatrice.

Dans tous les cas, la Tunisie vit toujours les contradictions auxquelles avaient été confrontés les deux hommes, entre projet de modernisation et autoritarisme du pouvoir, entre tentation de l'occidentalisation et repli identitaire. La grande question que Tahar Haddad avait posée : comment rester soi-même tout en changeant, demeure d'une actualité brûlante.

5. Cf. I. Marzouki, « Où sont les générations intellectuelles tunisiennes ? », *Correspondances*, Bulletin scientifique de l'IRMC, Tunis, 66, 2001, p. 14.

Bibliographie sélective

Bessis Sophie et Belhassen Souhayr, *Bourguiba*, Paris, Jeune Afrique-Livres, tomes 1 et 2, 1988

Kraïem Mustapha, *Pouvoir colonial et mouvement national. La Tunisie des années trente*, Paris, Le Sseuil, 1990

Sraïeb Noureddine, traduction et présentation, *Tahar Haddad. Les Pensées et autres écrits*, Oran, Cahiers du CRIDSH, 1984.

Une partie des faits analysés ici se trouve dans les travaux des spécialistes du mouvement national et du mouvement syndical tunisien et dans ma thèse.

À cet égard, il me faut remercier mes étudiants d'hier et d'aujourd'hui pour leur aide.

Les recherches présentées dans Ilhem Marzouki, « Où sont les générations intellectuelles tunisiennes ? », *Correspondances*, Bulletin scientifique de l'IRMC, Tunis, 66, 2001, et dans Aïssa Kadri (dir.), *Parcours d'intellectuels maghrébins*, Paris, Khartala, 1999 offrent l'intérêt de penser en termes de générations.

2

Projet national bourguibien et réalités tunisiennes

Laurence PIERREPONT-DE COCK*

La question de la nation est une question politique majeure dans l'histoire de la décolonisation et du postcolonialisme qui rejoint celle de l'identification de soi. Il s'agit pour un groupe de déterminer son cadre spatial et temporel au sein duquel pourront se développer ses activités, ses valeurs, ses objectifs ; bref, au sein duquel pourra s'affirmer une personnalité nationale ou une identité. Mais la nation est une catégorie politique très vaste. On a parfois tenté d'en dégager deux types de définition ; celle qui serait basée sur des critères plutôt objectifs : la langue, la culture, l'histoire, le sang, les racines ; puis, en face, la version plus libérale : la nation qui procède d'un choix, le « vouloir vivre ensemble » qui suffit à fonder un sentiment national. La nation est donc à la fois un phénomène social et politique qui, la plupart du temps, s'inscrit dans le cadre territorial étatique. En terre arabo-musulmane, il faudrait ajouter cependant une autre dimension : celle de la nation musulmane, l'Oumma, qui, elle, transcende les frontières étatiques et fédère les musulmans autour de l'appartenance religieuse commune. Mais en Tunisie, la nation du *temps bourguibien* ne peut pas se laisser enfermer dans des catégories aussi rigides ; nous verrons qu'elle est tour à tour instrument et projet politiques, et qu'elle s'inscrit dans une dynamique de construction/déconstruction.

Cette question nationale revêt une dimension idéologique évidente dans le cadre de l'écriture de l'histoire coloniale : « la production historique et sociologique relative au mouvement national est à bien des égards une anthologie de la falsification et de la dissimulation », écrivait Mohammed Harbi en 1975[1]. Certes, depuis, des réflexions ont été menées qui viennent nuancer cette affirmation. Néanmoins, plusieurs aspects

* Docteur en histoire.

1. M. Harbi, *Aux origines du FLN*, Paris, Bourgois, 1975, p. 61.

continuent de faire débat : la préexistence ou non du sentiment national chez les peuples colonisés qui aurait été le moteur de leur combat nationaliste ; la construction d'un État indépendant sur le modèle de l'État-nation, une fois l'indépendance acquise et toutes les interrogations qui en découlent : s'agit-il d'une simple greffe du modèle occidental, y a-t-il eu négation des spécificités des sociétés concernées, manipulation de la conscience politique par l'État naissant pour nourrir une légitimité de plus en plus douteuse ? La dérive autoritaire était-elle nécessaire ? Le divorce entre l'État et la société civile était-il prévisible ?

J'aimerais alors réfléchir ici à un paradoxe qui ne constitue pas un simple jeu sur les mots : si la conquête de l'indépendance procède d'une lutte nationale et du nationalisme, alors comment expliquer qu'il faille, l'indépendance acquise, construire cette nation qui était censée être une évidence, une donnée objective ? De même, si la nation est à construire, alors le modèle « État-nation » devient un *couple paradoxal* car, tandis que l'État se pose sous la forme (importée) d'un État-nation, le premier élément du couple s'efforce de construire le second alors qu'il prétend tirer sa légitimité de sa préexistence.

On pourrait ainsi montrer qu'il y a dans la Tunisie de Bourguiba une véritable puissance du discours politique qui tente de réifier les choses et de leur donner corps ; et qu'au final, dans la marche des événements, le réel n'a parfois que peu de poids et s'efface derrière une réalité projetée, comme si tout cela procédait d'un autre temps, d'une négation permanente du présent et d'un futur donné comme certitude. L'État bourguibien joue avec le ou les *temps* en tentant de faire coïncider deux temporalités distinctes : celle de la construction politique de la nation et celle de sa construction culturelle. Dès lors, même le passé peut être malmené, l'histoire confisquée, et la société dépossédée de sa mémoire qui doit, à tout prix, devenir nationale.

J'inscrirai cette étude dans un *temps long* autour d'une seule inflexion chronologique : celle de l'avant/l'après-indépendance.

« Le temps dé-colonial[2] »

C'est le moment où se joue la décolonisation. C'est un temps particulier de l'histoire qui semble subir une accélération, celui de la « luxuriance existentielle » où « l'être nouveau surabonde » et « l'homme décolonisé reconquiert son inachèvement, c'est-à-dire ses accomplissements possibles »[3]. Celui où le parti nationaliste se pose devant le colonisateur

2. On doit cette formule à Jacques Berque.

3. J. Berque, *Langages arabes du présent*, Paris, Gallimard-nrf, 1974, rééd. 1980, p. 113.

comme l'émanation légitime d'une conscience nationale, signifiant ainsi que, dans la lutte, la nation serait devenue le cadre identitaire principal des Tunisiens.

Dans le discours néo-destourien, la nation est en effet présentée comme une évidence, une entité ancestrale qui se dresse comme un seul homme contre les forces occupantes : « Au nord comme au centre, la nation tunisienne est aujourd'hui comme les doigts d'une main : elle se dresse contre la tyrannie et contre la honte »[4].

Une idée que l'on trouve aussi dans un texte écrit à la Galite par Bourguiba en 1953 : « La conscience nationale en Tunisie comme partout ailleurs, se posa en résistant à un danger venu de l'extérieur. Réaction normale et prévisible d'un peuple de vieille civilisation qui n'appartenait nullement à une race attardée, un peuple qui eut même son heure de gloire et qui n'admettait pas que le protectorat ait mis un point final à sa longue histoire »[5].

Il est toujours délicat de polémiquer sur l'existence ou non d'une entité nationale dans un territoire donné. La géographie du pays se prête plutôt bien à la formation d'un sentiment unitaire : petit pays de plaines ouvertes sur la mer, la Tunisie bénéficie de conditions favorables pour pouvoir se penser en territoire autonome ; mais elle a également toujours été terre de conquête et d'assimilation de ses occupants, et elle ne s'est nommée que très tardivement comme pays autonome. Si l'on suit le *portrait du colonisé* d'Albert Memmi, le colonisé souffrirait en outre d'un « trou pédagogique » qui le priverait de la possibilité de prendre une nation comme référence identitaire. « Le colonisé, écrit-il, ne jouit d'aucun des attributs de la nationalité, ni de la sienne qui est dépendante, contestée, étouffée, ni bien entendu celle du colonisateur »[6]. Car il ne faut pas oublier que la Tunisie du *temps colonial* est une « société mosaïque » dans laquelle chaque ville ou village tendait à se constituer en une entité fondée sur l'enracinement familial dans une localité ou un terroir et souvent explicité par des signes distinctifs : saints-patrons *(sidi)*, parlers, coutumes alimentaires, vestimentaires. L'homme tunisien vit au quotidien dans un véritable kaléidoscope de solidarités : l'homme de la ville n'est pas celui de la campagne ; l'homme du désert n'est pas celui de l'olivier, l'homme du Sahel n'est pas celui de Tunis, les tribus, les clans, les confréries..., tous ces territoires (au sens large : territoire géographique mais aussi mental) sont donc autant de lieux identitaires circonscrits, avec leur propre logique interne, parfois en complémentarité, parfois en rivalité avec le territoire voisin. L'État tunisien n'est pas une création récente, le *beylik* était un État, mais on est en droit de s'interroger sur ses capacités à structurer une collectivité. Michel Camau évoque même la

4. Bizerte, discours du 13 janvier 1952.

5. Cité par M. Sayah, *Habib Bourguiba, ma vie, mon œuvre,* 1952-1956, Paris, Plon, 1987, p. 324.

6. A. Memmi, *Portrait du colonisé*, Paris, Gallimard, 1957, rééd. 1985, p. 111.

possibilité que l'État ne soit, de ce point de vue-là, qu'une entité particulariste parmi les autres, qui certes les dépasse par sa puissance, mais qui reste dépourvue de toute supériorité[7]. Sous le Protectorat, il y a bien, avec la création du Destour, les cellules du parti qui tentent d'encadrer le pays jusque dans ses moindres recoins ou encore les syndicats ; mais faut-il voir ces nouveaux lieux comme des cadres de référence qui viendraient absorber les anciens ou simplement des nouveaux territoires, identitaires pour certains, encombrants pour d'autres ? Où s'enracine alors la conscience politique lorsqu'elle existe ? Même s'il est indéniable que la colonisation française a pu agir comme un catalyseur du sentiment national (par la centralisation administrative, par la diffusion des valeurs républicaines), la société tunisienne, à la veille de l'indépendance, est encore en état de « nation qui se cherche ». Les archives sont d'ailleurs intéressantes à ce sujet : les documents censés informer le gouvernement français sur « l'état d'esprit de la population » (qu'il faut certes manier avec prudence en éliminant les scories de connotation raciste évidente) sont unanimes : en pleine acmé de la crise tunisienne, en 1952, les populations du Nord au Sud sont lasses ; elles n'aspirent qu'à retrouver le calme et la prospérité, leurs préoccupations ne sont que matérielles, et ceci dans tout le pays. À Tunis, la population est « par nature inconsciente de ses devoirs civiques » ; à Teboursouk, « la population composée surtout d'agriculteurs vit en très bonne intelligence avec les Français, et désire avant tout retrouver sa tranquillité et la stabilité de la situation économique » ; à Sousse, « la masse demande un retour à une situation normale, comme une enfant qui jugerait avoir assez joué » ; à Kasserine, il est écrit que « les agriculteurs sont plus attachés à quelques familles locales qu'à des personnalités tunisiennes qui n'ont jamais eu de contact avec eux »[8]. Seule nuance, mais de taille, ces archives distinguent « les lettrés » ou « les évolués » qui, eux, semblent plus concernés par les aspects politiques.

Ainsi, lorsque le discours néo-destourien active l'imaginaire de la nation entière « qui se libère de l'oppresseur », on est déjà dans l'idéologie. Il s'agit de montrer que par-delà les vieux intérêts particularistes, la conscience nationale est la part de soi qui est enfin dévolue à l'universel.

Avant l'indépendance d'ailleurs, cette prétendue unanimité nationale se fracture avec le conflit bourguibisme-youssefisme. Une lecture régionaliste de cet épisode permet d'appréhender le riche Jerbien Salah Ben Youssef comme le rival d'un Bourguiba incarnant la moyenne bourgeoisie du Sahel. En utilisant une thématique plus proche de l'imaginaire mental arabo-islamique (rivalités régionales, références religieuses, panarabisme), Salah Ben Youssef active finalement des données plus compréhensibles et plus proches pour beaucoup de Tunisiens que les références occidentales, rationalistes des Bourguibiens. Et ce n'est sans doute pas un

7. M. Camau, *La Tunisie,* Paris, PUF, « Que-sais-je ? », 1989, p. 31.

8. Cf. les archives du ministère français des Affaires étrangères (MAE)/série Tunisie, 1949-1955, dossier 354.

hasard si le discours youssefiste a été très entendu à Jerba, mais aussi surtout dans le Sud resté à l'écart des débats d'idées « de la ville ». Comme l'écrit Juliette Bessis, cette guerre civile revêt les « dimensions d'un soulèvement rural à l'échelle du pays tout entier »[9].

C'est par ailleurs cette *fitna* (discorde) que Bourguiba va prendre comme prétexte pour accélérer le processus de l'indépendance, cette scission traumatisante qui devient l'un des fondements du nouvel État et, du coup, de la nation elle-même.

Le temps postcolonial

Dès la prise de pouvoir par le *zaïm*, la nation tunisienne change de statut dans la parole bourguibienne : il faut désormais la construire, et beaucoup de discours seront consacrés à des explications sur la nature de la nation à édifier. Le terme de nation est l'un de ceux qui apparaît le plus souvent dans ses discours aujourd'hui publiés[10]. La nation dans le vocabulaire de Bourguiba est d'abord *watan* : patrie, terre sentimentale, lieu de naissance à connotation nostalgique ; mais elle est aussi *Oumma,* comme si le cadre illimité de la communauté des croyants était transposé dans le cadre restreint de la nation tunisienne. Les références à l'islam sont fréquentes dans les discours ; il fournit le système de symboles le plus efficace pour une mobilisation politique. L'enthousiasme religieux des Tunisiens est mis au service de l'édification nationale et la nation elle-même est sacralisée : « la nation musulmane doit être caractérisée par l'équilibre entre le spirituel et le temporel. Guidée par les hautes valeurs de la spiritualité, la nation musulmane est appelée à édifier une société fondée sur la justice et le bien et aspirant au bonheur dans ce monde comme dans l'autre »[11]. Car le sentiment national n'est pas inné, dit Bourguiba, « il doit être acquis et développé par un effort soutenu d'éducation »[12]. On peut retrouver ici la fameuse « pédagogie révolutionnaire de construction de la nation » dont parlait Frantz Fanon.

Une obsession de l'homogène va imprégner tous les discours de Bourguiba. La nation devient la figure de l'unité par excellence ; elle est une forme de communion ; elle est un corps aussi au sein duquel les hommes sont dans un état de dépendance réciproque. La nation doit être

9. J. Bessis, *Maghreb, la traversée du siècle*, Paris, L'Harmattan, 1997, p. 161.

10. Il est clair que ces discours ont été publiés après relecture et corrections éventuelles. De ce fait, ils gomment toute la dimension spontanée et théâtrale des prestations publiques de Bourguiba. Nous ne les utilisons ici que comme des contenants d'idées forces.

11. Sousse, discours du 10 juillet 1965.

12. Tunis, discours du 14 décembre 1961.

« semblable à un être vivant dont les organes solidaires sont appelés à remplir des fonctions bien déterminées. Faute d'organes pour assurer ses fonctions, la vie de l'organisme national ne peut que s'étioler »[13]. Les groupes sociaux doivent former un bloc sans faille. C'est une conception monolithique du corps social. La nation devient le cadre identitaire suprême. Le lien d'allégeance nationale doit désormais supplanter toutes les divisions existantes ; la nation « doit apporter un cadre de solidarité qui transcende les divisions »[14]. Depuis la crise youssefiste, Bourguiba a une véritable hantise de la division. Et pourtant... voici ce qu'il écrivait en 1933 dans le journal du Destour, *l'Action tunisienne* : « Cette manie de vouloir uniformiser des groupes humains radicalement hétérogènes, ayant chacun ses mœurs, ses coutumes, et ses traditions propres, constitue une atteinte à notre dignité [...]. Raisonnement puéril qui cache aux esprits avertis un sophisme dangereux »[15].

Il faut alors cimenter le peuple, et faire circuler la parole devient un moyen d'irriguer le peuple tunisien d'un sentiment national nécessaire à l'édification d'un État. La parole bourguibienne devient l'origine et l'adjuvant d'une reconquête de l'identité. À ce propos, la langue utilisée dans les discours politiques joue un rôle fondamental. Bourguiba donnera droit de cité à la langue dialectale dans l'élocution politique : celle de l'enracinement premier et de la socialisation progressive des individus. Les notions techniques sont exposées dans une forme accessible aux masses, la rigueur et la discipline de l'arabe littéral sont mêlées à l'élan passionnel du dialecte dans une symbiose qui confère aux discours un aspect de vérité et de proximité tout à la fois. « Le langage du cœur est indispensable », affirme-t-il, « il pénètre jusqu'aux tréfonds de la conscience »[16]. Le verbe bourguibien sera par ailleurs relayé par des lieux d'enracinement du sentiment national : les écoles d'abord, qui doivent permettre une élévation intellectuelle du peuple tunisien. Elles seront l'un des premiers sujets de préoccupation du leader tunisien[17], notamment à travers l'enseignement de l'histoire nationale. Toute prise de conscience nationale est inséparable de la mise en commun d'un passé. Lorsque l'État se charge lui-même de cette lourde mission, le risque n'est jamais très loin de voir apparaître la reconstruction, la falsification, voire la manipulation historique. Bourguiba adorait l'histoire, une histoire porteuse de leçons qui devait dévoiler les grandeurs passées du pays, ses erreurs aussi, et indiquer la voie à suivre. Une histoire khaldounienne aussi, circulaire, totalisante, au sein de laquelle la renaissance était toujours possible. « Il s'agit de dégager des événements historiques les enseigne-

13. Tunis, discours du 29 juin 1961.
14. Le Kef, discours du 12 mars 1964.
15. *Action tunisienne*, 6 mars 1933.
16. Tunis, discours du 7 décembre 1962.
17. Voir la thèse de M. Ayachi, *Écoles et société en Tunisie*, 1930-1958, université de Tunis, 1997.

ments qui développeront le jugement et élargiront les horizons de nos concitoyens afin qu'ils puissent assumer pleinement leurs responsabilités au sein de la nation »[18].

Quels seront alors les thèmes privilégiés de l'histoire à enseigner ?

Tout devra être centré sur l'histoire du mouvement national, l'histoire tunisienne doit illustrer la longue quête vers la souveraineté nationale. Pour Bourguiba, deux questions fondamentales doivent être posées par les historiens : comment la Tunisie est-elle entrée dans une phase de décadence qui a favorisé la mise en place du Protectorat ? Comment est-elle sortie de cette impasse ?

Et pour répondre à la première question, « il faudrait non seulement consacrer des études à l'époque qui s'étend de 1864 à nos jours, mais remonter jusqu'à celle de Jugurtha. Un tel effort contribuera à cimenter la nation et à renforcer davantage notre unité nationale qui a fait de la Tunisie un pays respecté »[19]. L'histoire nationale devra alors s'efforcer de montrer que depuis les origines, la division du peuple est à la source des phases de déclin des différents régimes. Ce pays, à travers les siècles, était devenu maintes fois puissant et avait atteint un très haut degré de civilisation, mais à chaque nouvelle ascension, le mouvement n'a pas été suivi par la totalité de la population, des régions entières, des collectivités vivant à l'état tribal étant restées en retrait. La dimension idéologique de cette version de l'histoire est évidente : elle est dictée par cette obsession de l'homogène chez le président tunisien. Par ailleurs, l'histoire enseignée sera *bourguibisée* : « Ma vie tout entière n'est-elle pas une épopée exemplaire de nature à inspirer la conduite de la nation ? »[20], s'exclamait Bourguiba qui finira par s'improviser lui-même historien du mouvement national dès 1973 en prononçant une série de conférences sur l'histoire du mouvement national à l'école de journalisme de Tunis. La trajectoire de Bourguiba devient l'unique prisme pour l'écriture de l'histoire de la décolonisation. Les commémorations en sont le reflet : 9 avril, 1er juin, équivalent pour Bourguiba du 14 Juillet français, le 18 janvier, anniversaire de son arrestation en 1952, qui sont des moments de mise en scène d'un passé commun mythifié et de communion nationale autour du chef. C'est une véritable tyrannie de l'histoire et de la mémoire qui se met en place en Tunisie et la parole bourguibienne offre une mythologie nationale comme fondement de la mémoire collective. On pourrait encore citer d'autres lieux d'édification du sentiment national : le sport, par exemple, car « il est scientifiquement établi qu'un lien étroit existe entre un corps sain et un esprit sain »[21], le scoutisme, l'armée, les « villages de Bourguiba », etc.

18. Tunis, discours du 7 décembre 1962.
19. Tunis, discours du 15 août 1970.
20. Tunis, discours du 15 octobre 1970.
21. Tunis, discours du 30 septembre 1960.

Au final donc, Bourguiba invente dans ses discours une image de la nation qui fournit un langage et une représentation collective au peuple tunisien. La nation est nommée comme telle par la parole du leader. Elle doit être une nation uniforme, solidaire et, pour cela, doit se fier à son nouveau guide. Comme l'écrit Buran Ghalioun, « le projet national a été conçu comme un projet de renversement et transformation d'une société dégénérée et incapable, ne pouvant se réaliser que grâce à un pouvoir extériorisé, d'avant-garde, incarnant toutes les vertus et se posant comme la seule source du progrès et de la raison »[22].

Mais quel impact ce discours a-t-il produit sur la société elle-même ? Quelle efficacité a-t-il eue sur les Tunisiens ordinaires ? La célèbre étude de Jean Duvignaud sur le village de Chebika – même s'il s'agit d'une localité très excentrée et certainement pas représentative de l'ensemble de la Tunisie – apporte des analyses intéressantes qui peuvent aider à prendre la mesure de ces réactions : dans ce village, Bourguiba au début des années 1960 est deux choses : un nom, « Si Habib », et une voix à la radio. Les habitants n'ont donc qu'un rapport auditif au chef de l'État ; rien ne vient recouper leur réalité quotidienne. Ils vivent dans un monde de paroles rigoureusement formel qu'ils élaborent eux-mêmes au contact de la radio. On leur dit qu'une nouvelle période avait commencé, ils le croient, mais qu'est-ce qui est nouveau ? Cette voix les accompagne comme une musique quotidienne et le sens des discours paraît si abstrait qu'il isole encore davantage le village. Depuis les années 1960, l'école est venue relayer la radio, la Tunisie y est matérialisée par une carte au tableau et tous les enfants scolarisés interrogés rêvent de quitter Chebika, car « Si Habib » et la radio promettent une autre vie dont les caractéristiques annoncées ne recoupent en rien les réalités connues des gens du village, explique Jean Duvignaud[23]. Pire encore, que penser d'un État qui demande aux villageois de ne pas donner une mauvaise image de la Tunisie en dévoilant trop leur misère[24] ?

Certes, le cas de Chebika n'a pas vocation à être généralisé ; et pourtant, comment saisir le fossé qui s'est creusé lentement entre l'État et la société tunisienne ; comment expliquer ce déficit démocratique qui fit dire à l'essayiste Hélé Béji que « l'idéologie nationale est partie en guerre contre sa propre société »[25] ?

Là, encore une fois, les archives signalent un désintérêt profond des Tunisiens pour les élections dès le début de l'indépendance : à Sfax, par exemple, lors des élections partielles pour l'Assemblée constituante en août 1956, des membres des Jeunesses destouriennes sont obligés de circuler en ville pour demander aux habitants d'accomplir leur devoir

22. B. Ghalioun, *Le Malaise arabe, l'État contre la nation*, Paris, La Découverte, essais, 1991, p. 119.

23. J. Duvignaud, *Chebika, étude sociologique*, Paris, Gallimard-nrf, 1968.

24. *Ibid*, p. 281.

25. H. Béji, *Désenchantement national*, Paris, François Maspero, 1982, p. 50.

électoral, les commerçants reçoivent l'ordre de fermer boutique et de se rendre aux bureaux de vote. D'après le représentant français, les élections se déroulent dans une indifférence générale, et lorsque ce n'est pas de l'indifférence, les archives évoquent « une fronde hostile et platonique, mais massive » à l'égard du régime[26]. La même année, tous les observateurs notent un désintérêt croissant de la population des différents gouvernorats pour le Combattant suprême. Les manifestations du 20 mars sont décrites sans enthousiasme[27]. En 1963, lors des élections municipales, on relève qu'à Tunis le corps électoral urbain n'a augmenté que de très peu en trois ans alors que la croissance démographique a été galopante[28]. Ainsi, très tôt, des divisions, des oppositions, des incompréhensions, voire de l'indifférence, se manifestent dans tout le pays. Le décalage avec le discours politique est alors flagrant : on est bien loin de l'unanimité proclamée.

En définitive, au lieu d'une communauté d'hommes libres, la nation n'a été pensée que comme un groupe en fusion soumis à un même maître. Bourguiba s'est posé comme le seul capable de renverser l'ordre ancien, donc de régénérer un peuple tombé dans la décadence. À vouloir incarner seul le principe national, et en sapant tous les lieux traditionnels de solidarité, en confisquant aussi l'histoire aux Tunisiens, l'État bourguibien a sapé de l'intérieur sa légitimité, il n'a pas su conjuguer les particularités et la collectivité. Le modèle d'État-nation n'est opérationnel que lorsque les deux termes du couple interagissent, s'inventent et se nourrissent en même temps. Or, l'État bourguibien a agi sur le mode de la transcendance et n'a pas su laisser de place à l'immanence.

À force d'être infantilisée, la société ne pouvait qu'en arriver à se nier comme force autonome et donc alimenter la logique autoritaire de ce régime qui a construit des clients, seul mode d'allégeance à l'État, mais pas des citoyens. On comprend alors mieux pourquoi les générations postérieures à la lutte indépendantiste n'ont pas pu se reconnaître dans ce mythe fondateur du héros de l'indépendance et se sont tournées vers d'autres mouvements dont certains thèmes mobilisateurs pouvaient sembler plus proches de leurs représentations. Lorsqu'une société se disloque et se trouve en crise identitaire, la demande des anciens cadres de solidarité ne peut qu'être exacerbée. C'est un sujet d'actualité.

26. MAE/série Tunisie, 1956-1969/304/dép. 4193.
27. MAE/série Tunisie, 1956-1969/287/bulletin sur l'activité du Néo-Destour 1956.
28. MAE/série Tunisie, 1956-1969/288/dép. n° 1240.

3

Habib Bourguiba, l'intelligibilité de l'histoire

Asma LARIF-BÉATRIX*

« Y a-t-il une belle terre ? Elle appartient aux mamelouks. Y a-t-il une belle esclave, un beau cheval, une belle maison ? Cela appartient aux mamelouks. Si l'Égypte est leur ferme, qu'ils montrent le bail que Dieu leur a fait ? Mais Dieu est juste et miséricordieux pour le peuple. »

Indigné de l'oppression subie par les Égyptiens, l'auteur du propos, n'était autre que Napoléon Bonaparte. En conquérant l'Égypte en 1798, le général lui fit don, ceci compensant cela, d'un rêve : juguler le despotisme et restaurer l'Orient dans sa grandeur !

Ce n'était pas la première fois que l'Occident auscultait l'Orient malade, sinon toujours pour lui prescrire des remèdes, du moins pour lui dire de quoi il souffrait. Que le diagnostic ait obéi autant, sinon plus, aux intérêts et aux soucis du médecin qu'à ceux du malade, n'empêcha pas des générations de réformistes et de contre-réformistes dans le monde arabo-musulman, de s'y limiter et d'en faire l'horizon indépassable de leurs combats. C'est dans cette trame de l'histoire qu'on se propose de situer et de comprendre l'attitude réformiste de Bourguiba vis-à-vis des Lumières et de la *Nahdha*, vis-à-vis de l'Occident et de l'Orient.

Le réformisme et le réalisme de Bourguiba, qui a dénoncé plus d'une fois l'irréalisme « oriental », ne sont réductibles ni à une simple reprise des préjugés de l'Occident sur l'Orient, ni au rejet des grandes visions ou à leur dépréciation au nom d'un pragmatisme ou d'un opportunisme systématique et étroit. Le réformisme de Bourguiba pourrait mieux se comprendre à la lumière de sa profonde méfiance à l'égard des problématiques et des équations sur le développement et le sous-développement, telles que forgées par l'Occident et recueillies par l'Orient. Cette méfiance, qui n'est entachée d'aucun complexe vis-à-vis de l'autre et

* Chercheur en science politique.

d'aucune complaisance vis-à-vis de soi, renvoie à une lecture personnelle de l'histoire ou à une intelligibilité de celle-ci qui ne prend toute sa valeur qu'après l'exposition d'autres lectures.

Les trois termes de l'équation occidentale de la décadence orientale

En dénonçant « l'affermage » de l'Égypte aux mamelouks, Napoléon Bonaparte ne s'est pas seulement conformé à sa vocation de propagateur des idées et de l'État modernes. Il s'est fait aussi, bon gré, mal gré, l'écho d'une tradition intellectuelle française qui, depuis Montesquieu et Volney[1], ne cesse de pointer du doigt le despotisme de l'Orient.

Montesquieu, comme on le sait, voit dans le despotisme une conséquence des climats chauds engendrant mollesse et servitude. Mais cette fatalité climatique cède parfois le pas à la fatalité religieuse. Ainsi peut-on lire, au livre XXIV *De l'esprit des lois*[2] : « Pendant que les princes mahométans donnent sans cesse la mort ou la reçoivent, la religion chez les chrétiens, rend les princes moins timides, et, par conséquent moins cruels. Le prince compte sur ses sujets, et les sujets sur le prince (...). C'est la religion chrétienne qui, malgré la grandeur de l'empire et le vice du climat, a empêché le despotisme de s'établir en Éthiopie et a porté au milieu de l'Afrique les mœurs de l'Europe et ses lois. » Un peu plus loin, au chapitre IV, Montesquieu insiste : « sur le caractère de la religion chrétienne et celui de la mahométane, on doit, sans autre examen, embrasser l'une et rejeter l'autre (...). C'est un malheur pour la nature humaine, lorsque la religion est donnée par un conquérant. » Les contre-exemples de cette attitude sont pratiquement inexistants. Voltaire, pourtant mesuré et nullement porté à l'apologie du christianisme, n'assimile pas moins, comme ses contemporains, l'islam à la fourberie et au fanatisme comme en témoigne sa pièce, *Le Fanatisme, ou Mahomet le prophète.*

Certes, on l'a souvent dit, les hommes des Lumières cherchaient à combattre le despotisme chez eux en caricaturant son visage chez l'autre et, à la fin du XVIII[e] siècle, l'Europe, remplie d'une nouvelle confiance en son destin, était bien différente de celle durant laquelle le grand Turc était admiré ou simplement pris au sérieux. On ne reviendra pas sur le pourquoi des attitudes hostiles à l'islam – qui débordent les points ici mentionnés et qui ont été traités par ailleurs –, mais notons d'ores et déjà la récurrence de deux thèmes : despotisme et fanatisme religieux.

1. De ce dernier, Bonaparte lut l'ouvrage sur l'Égypte et la Syrie. Cf. F.-C. de Chassebœuf Volney, *Voyage en Égypte et en Syrie*, Paris, La Haye, Mouton, 1959.

2. Chapitre III, « Que le gouvernement modéré convient mieux à la religion chrétienne, et le gouvernement despotique à la mahométane ».

Despotisme, fanatisme et corruption des hommes et des institutions

Avec Volney, et plus tard avec Renan, les négativités « intrinsèques » de l'islam vont rejaillir sur les personnes et les institutions pour saper l'idée même d'une relève intellectuelle et sociale.

Volney prolonge les préjugés de Montesquieu sur l'islam et reprend ses réflexions sur « le commerce de luxe et le commerce d'économie ». Ainsi, le despotisme de l'islam, politiquement traduit par le gouvernement d'un seul homme, serait à l'origine de la stagnation économique du monde musulman dans la mesure où seul le commerce de luxe (importations de produits finis et exportation de produits bruts) intéresse les despotes. Renan, plus encore qu'aucun autre, fera de la religion musulmane la cause première et primordiale du sous-développement et de l'arriération du monde arabe. Dans sa fameuse conférence sur *l'islamisme et la science,* reproduite dans le journal *Les Débats* du 30 mars 1883, on peut lire : « Toute personne un peu instruite des choses de notre temps voit clairement l'infériorité actuelle des pays musulmans, la décadence des États gouvernés par l'islam, la nullité intellectuelle des races qui tiennent uniquement de cette religion leur culture et leur éducation. » Que la science des anciens n'ait pu être communiquée à l'Occident chrétien que *via* le médium arabe n'implique pas, d'après Renan, que les Arabes y sont pour quelque chose. L'esprit et le sang de ceux qui ne sont pas arabes, cas de la majorité des philosophes et des hommes de science souvent d'origine persane et syrienne, ne pouvaient être arabisés par le fait d'écrire en arabe. Mais si l'Arabe est réfractaire à la philosophie et à la science, quel rôle attribuer à l'islam ? Renan dénie tout impact positif de l'islam, qui, d'après lui, a toujours persécuté la science et la philosophie, « son affaiblissement fait revivre l'esprit et son triomphe le tue (...). Faire honneur à l'islam d'Avicenne et d'Averroès, c'est comme, observa-t-il, si l'on faisait honneur au catholicisme de Galilée ».

À la fin du XIX^e^ siècle, Renan donne une forme claire à une certaine idée de l'islam et des musulmans, en gestation depuis la fin du XVII^e^ siècle. Comment les réformistes musulmans ont-ils réagi à ce qui se disait des causes de leur sous-développement ? Ont-ils enrichi, brisé, le cadre dans lequel ils ont été portraiturés, ou bien s'en sont-ils contentés, et avec quelles conséquences ?

Le mouvement réformiste : accueil et inversion du regard de l'autre

Même si le repli turc en Europe centrale a commencé à la fin du XVII^e^ siècle, il ne semble pas qu'avant l'expédition d'Égypte le monde musulman se soit soucié de ce qui se disait de lui ou de sa position dans

le monde. Les mamelouks d'Égypte étaient loin de se douter qu'ils allaient être écrasés par les armées de Napoléon Bonaparte, tant ils se croyaient encore capables d'affronter les Francs[3]. Quand il a fallu par la suite se rendre à l'évidence et admettre la supériorité de l'envahisseur, l'élite, mue par le désir de répondre au défi de l'Occident, se mit à réfléchir sur les causes de la décadence des musulmans.

Si l'on prenait les termes de l'équation du sous développement *islam = despotisme = corruption des hommes et des institutions*, pour voir comment ils ont été accueillis, force serait de constater qu'ils ont été totalement repris mais inversés pour devenir : *abandon de l'islam = despotisme = corruption des hommes et des institutions*. Le cadre du raisonnement est adopté dans les termes et la vision même de l'autre, que cette vision ait embrassé ou non les véritables causes de la décadence des musulmans.

Le despotisme, auquel furent associés absolutisme et iniquité, *zulm*, a particulièrement bien résonné dans les oreilles du Tunisien Ibn Abi Dhiaf[4] pour qu'il en fît la cause ultime de la décadence et même du dépeuplement de la campagne au bénéfice de la transhumance. C'est pour fuir les exactions du pouvoir central, son *zulm,* si contraire à la religion musulmane, que les Bédouins auraient renoncé à bâtir et à construire comme il est normal de le faire. Ibn Abi Dhiaf, homme du XIX^e^ siècle et bureaucrate policé de son état, ne pouvait imaginer, ou feignit de ne pouvoir imaginer, la possibilité d'une autre explication que le *zulm* à propos du « choix » d'une partie de la population, contre la nature humaine, en faveur du nomadisme ou de « la vie sauvage » des loups. Sur ce point précis, Ibn Abi Dhiaf a superbement ignoré la thèse khaldounienne, ainsi que les données du climat.

Comme la poignée de gens qui partageaient son appartenance sociale et sa relative connaissance de l'Europe dans le monde musulman, Ibn Abi Dhiaf supportait mal une situation de monopole du pouvoir qui, du jour au lendemain, pouvait dépouiller et réduire à rien n'importe quel homme, aussi riche et puissant soit-il. Cet arbitraire qui s'exerçait surtout à l'égard des grands du royaume, modérant du coup leurs propres prévarications, fut combattu et supprimé. Le résultat, comme on le sait, fut de saper la logique du système traditionnel, sans vraiment créer les conditions de son remplacement par un autre, de facture moderne. Loin d'aboutir au renforcement d'une classe bourgeoise (mitoyenne, gardienne de la propriété et du droit, selon Volney) et loin de contribuer à rendre le système plus juste ou moins inique, les nouveautés institutionnelles ouvrirent la porte aux abus et aux appétits des spéculateurs indigènes et étrangers. La Tunisie,

3. Ayant appris que l'armée française était composée surtout de fantassins, le bey, commandant de l'armée en Égypte, confiant en la supériorité de sa cavalerie, aurait dit : « Nous les couperons en deux comme des pastèques ! » J.-B. Méchin, *Bonaparte en Égypte,* Lausanne, Clairefontaine, 1966, p. 89.

4. Ibn Abi Dhiaf, *Ithaf...*, t. 1, Tunis, Maison tunisienne d'édition, 1977.

suivant les expériences parallèles d'ouverture sans discernement à l'Occident de la Turquie et de l'Égypte, se retrouva sous la tutelle de la France, suite à son endettement excessif.

Les réformistes de la deuxième vague, ceux qui ont connu les débuts de la colonisation, d'Afghani à Mohamed Abdouh, ont-ils fait plus qu'inverser, comme leurs aînés, la formule du sous-développement trouvée par l'Europe ?

L'impossible rupture avec l'équation stigmatisante

Dans sa réponse à Renan, à propos de sa conférence sur l'islamisme et la science, l'Iranien Afghani n'a pas disculpé l'islam d'avoir persécuté les libres penseurs, comme en témoigne l'histoire de leur massacre en masse à Bagdad sous le calife Al-Hadi. Donnant, à l'occasion, l'impression d'avoir repris à son compte les idées de Renan, Afghani note : « Cette religion (l'islam) a cherché à étouffer les sciences et elle a été merveilleusement servie dans ses desseins par le despotisme »[5]. Cela dit, Afghani a refusé, par ailleurs, non sans tomber quelque peu dans la contradiction, de se placer sur le plan de l'essence des religions, qu'il s'agisse de l'islam ou du christianisme. Réfutant ces deux points de la thèse rénanienne : la religion musulmane « par son essence même est opposée au développement de la science » ; le peuple arabe « par sa nature n'aime ni les sciences métaphysiques, ni la philosophie », Afghani écrit : « On ne peut s'empêcher de se demander si ces obstacles proviennent uniquement de la religion musulmane ou de la manière dont elle s'est propagée dans le monde, du caractère, des mœurs et des aptitudes des peuples qui ont adopté cette religion ou de ceux des nations auxquelles elle a été imposée par la force. » Aux yeux d'Afghani, il n'y a pas de spécificité musulmane. Toutes les religions remplissent les mêmes fonctions et souffrent des mêmes tares : d'une part, elles ouvrent aux hommes un champ d'espérance et, d'autre part, elles développent, « chacune à sa manière », l'intolérance. Afghani semble aussi vouloir confondre l'histoire d'une religion et l'histoire sociale du peuple qui porte cette religion. Il n'y a pas de religion qui vive par elle-même et les musulmans, tout comme les chrétiens, sont immergés dans le social.

Afghani s'était acharné, au moins dans sa réplique à Renan, à se positionner sur le plan de la critique historique et à rappeler au philosophe que sa condamnation de l'islam et des musulmans n'a pas de valeur au regard même de sa propre méthode d'investigation scientifique. Mais

5. La réponse d'Afghani à Renan ainsi que la réponse de ce dernier à Afghani se trouvent dans le journal *Les Débats* du 30 mars 1883.

l'appel d'Afghani pour une investigation plus libre et plus critique de l'histoire politique et sociale du monde arabo-musulman a-t-il été poursuivi par les gens de la *Nahdha* ?

Le Tunisien Tahar Haddad a incarné, à mon avis, la plus attachante figure du penseur du social. Son livre sur la femme, publié en 1927[6], combine véracité descriptive et force analytique du cercle de reproduction du mal social. Selon Haddad, l'homme arabo-musulman, tout comme la femme qu'il domine, vit des liens prescrits par l'ignorance et les préjugés sociaux qui les condamnent à se nuire mutuellement et à se tirer réciproquement vers le bas. Ainsi, l'homme est vite vidé de toute substance et de toute énergie créatrice tant il s'épuise, sa vie durant, à lutter contre son épouse et parfois ses coépouses, qui ne manquent pas de se venger de sa domination, lui rendant la vie infernale et mêlant les enfants aux intrigues et aux haines ouvertes ou sournoises. La femme décrite par Haddad, évolue, y compris chez les riches, dans un univers domestique désorganisé et cauchemardesque où la vie se déroule, stérilisante et abrutissante pour tous, comme à l'intérieur d'une toile d'araignée. Haddad était certes un très fin observateur mais il a réduit le mal social aux seules lacunes de l'éducation de l'homme et de la femme. Si Ibn Abi Dhiaf et même, comme on le verra, Thaalbi ont ignoré la société, Haddad, lui, a ignoré l'État.

Abdelaziz Thaalbi, auteur de *la Tunisie martyre*[7] et premier responsable du premier parti politique tunisien, qu'il a créé en 1920, était un homme de culture mais soit pour répondre aux besoins politiques de l'heure, soit par conviction, il se garda de toute critique politique ou sociale, idéalisant même une Tunisie mythique qui n'aurait régressé que sous l'impact de la colonisation. Il n'est pas aisé de connaître la conviction politique profonde de Thaalbi, mais il est un fait qu'il a atteint son but de ressusciter la fierté nationale du Tunisien et de confondre l'occupant. *La Tunisie martyre* fit pleurer le jeune Bourguiba et déplut au pouvoir colonial français, accusé de violer ses propres déclarations et principes de gouvernement. Cela étant, Thaalbi s'inscrit, par son insistance à défendre les libertés constitutionnelles et institutionnelles et sa mise en valeur de l'esprit libre du Coran, dans la lignée d'Abdouh plus que dans celle d'Afghani.

Mohammed Abdouh, égyptien et disciple d'Afghani, était mû par une sincère ardeur de réformer l'islam de l'intérieur et de l'innocenter des tares des musulmans. Mais il fut amené, bon gré mal gré, à verser dans une apologie de la religion qui remit, encore une fois, les problèmes du monde musulman dans son ancienne équation, selon le même renversement opéré par ses prédécesseurs. L'œuvre d'Abdouh est fortement sinon

6. Réédition en français sous le titre : *Notre femme. La législation islamique et la société*, Tunis, Maison tunisienne de l'édition, 1978.

7. Ouvrage publié à Paris, sans nom d'auteur, en 1920. Réédité en 1985, à Beyrouth, par les éditions Dar al-Gharb al-Islami.

uniquement inspirée par la réfutation de la stigmatisation rénanienne de l'islam comme opposé à la science.

L'effort des ténors de la *Nahdha*, somme toute louable, de faire concorder raison et religion a, entre autres, souffert, selon le philosophe égyptien N. H. Abou Zayd, d'une attitude utilitariste ainsi que du renoncement, non seulement d'Abdouh mais aussi d'un critique de la stature de Taha Husayn, à considérer franchement la question de l'historicité du Coran et par là même sa lecture forcément évolutive, forcément incomplète et forcément sociale[8].

Le nassérisme semble avoir incarné aussi bien les aspirations que les limites du mouvement réformiste égyptien, d'où le mélange d'opportunisme et d'ambivalence camouflés sous le vocable du progrès et de l'authenticité, avec une vision grandiose du destin du monde arabe sous l'égide de l'Égypte. Lorsque enfin l'équation occidentale (adoptée mais renversée) de la marche vers le progrès échoua vers la fin des années 1960, la réaction contre les compromis des prédécesseurs prit l'aspect d'un retour à un islam pur. À cette occasion, et après la défaite de Nasser, qui suivit la guerre de 1967 contre Israël, les monarchies pétrolières prirent leur revanche des satires épicées et de la verve révolutionnaire de ses journaux et de sa radio, « La voix des Arabes ». Cependant, les nouveaux puritains sont restés, malgré leur rejet des compromis des anciens, prisonniers de la formule du développement héritée car, encore une fois, c'est l'islam qui demeura le déterminant de l'équation de la reprise.

Comme le rêve de retour au passé glorieux ne cesse de tourmenter l'âme musulmane et comme le savoir profane ne cesse d'être détenu par l'Occident, il ne restait aux nouveaux zélateurs que de s'en saisir, par un acte de subterfuge ou de magie, qualifié d'« islamisation du savoir »[9]. C'est ainsi que l'on assista à la fin des années 1970 à un reflux agressif et régressif de l'islam, porteur d'une subordination au second degré à l'Occident et en qui l'Occident, fidèle à son premier diagnostic, ne vit surtout qu'une réponse dévoyée au vieux despotisme de l'Orient.

C'est dans ce contexte historique, schématiquement brossé, de la *Nahdha* arabo-musulmane et de ses limites, que l'originalité de Habib Bourguiba prend sa valeur.

---

8. Nasr Hamed Abou Zayd, *Al Nass, al Sulta, al Hakika* (« Texte, pouvoir, vérité », en arabe), Casablanca, Al Marquez al Thakafi al Arabi, 1997.

9. Pour avoir une idée du non-sens dans lequel les adeptes de l'islamisation des sciences se sont fourvoyés, cf. P. Hoodboy, *Islam and Science*, Kuala-Lumpur, S. Abdul Majeed & Co (in association with Zed Books), 1992.

La vision bourguibienne de l'affaissement civilisationnel

Homme de réflexion et homme d'action, Bourguiba n'a jamais été séduit par les interprétations unidimensionnelles du sous-développement. Il n'a été tenté par aucune idéologie globale, ce qui ne veut pas dire que son pragmatisme se réduisait à la prose quotidienne du pouvoir. L'homme avait un projet pour son pays et une vision de l'histoire qu'il importe aujourd'hui de saisir dans la trame du réformisme arabo-musulman.

Lorsque Bourguiba se demande, comme beaucoup d'autres, la raison de la décadence du monde musulman, il écarte explicitement la déviation religieuse. Tout en se proclamant fidèle à l'esprit de l'islam, Bourguiba ne retient pas l'idée du retour aux sources, car il y voit un échec annoncé et une rhétorique sans perspective. Dans le discours prononcé le 20 novembre 1959, devant la première Assemblée nationale élue au suffrage universel, il a explicitement qualifié de fausse voie le retour aux sources ou le puritanisme religieux des wahhabites. Si Bourguiba s'est arrêté à l'exemple de l'Arabie, c'est qu'il était convaincu que tout retour aux sources ne pouvait être qu'une version du wahhabisme, jugé historiquement incapable d'enclencher une relève. D'emblée, Bourguiba refuse de s'inscrire totalement dans l'équation religieuse, même s'il reconnaît, et il était bien placé pour le faire, son grand impact. Dès lors, l'importance du social reprend toute sa valeur. La perception de la religion, ou son interprétation, devient tributaire du bien-être et du mal-être qui caractérise l'être social dans sa totalité. En s'écartant de l'essentialisme religieux, Bourguiba ne tombe cependant pas dans le déterminisme. Sur ce point, il n'a guère laissé planer de doute : « Aucune théorie, affirme-t-il, qu'elle soit politique, sociale ou littéraire, ne peut prétendre cerner la réalité dans sa totalité. Cette réalité est d'abord le monde sensible que nous appréhendons avec nos sensations et vis-à-vis duquel nous réagissons par notre affectivité et notre imagination »[10].

On ne trouve chez Bourguiba, ni reprise, ni inversion de l'équation *islam = despotisme = corruption*. Le développement et le sous-développement ne sont réductibles, à ses yeux, à aucune appréhension mécanique, même s'il accorde à ce qu'il appelle l'enchaînement de la raison, un rôle de premier plan.

Le poids du social

Il arrive qu'une société se ferme sur elle-même parce qu'elle se sent menacée et qu'elle entame, dans de telles circonstances, un processus de

10. Skanès, discours du 28 juillet 1968.

régression mentale et spirituelle qu'on nomme décadence. Bourguiba semble de cet avis quand il parle de la décadence des musulmans. La communauté musulmane aurait senti que l'islam était sournoisement menacé de dénaturation par des éléments étrangers et, dans un réflexe de sauvegarde, aurait refusé de suivre la progression de la vie. Maintenue au-delà des circonstances ponctuelles qui sont à son origine, la fermeture des sociétés musulmanes allait leur être fatale. Une fois désertées par l'esprit critique et l'innovation créatrice, elles sont tombées dans un état d'ignorance et d'obscurantisme qui ont fait d'elles la proie du colonialisme[11]. Ces idées ne sont pas différentes, *a priori*, de celles des autres réformistes de la fin du XIX^e^ ou du début du XX^e^ siècle. Qui n'avait pas dénoncé le *taqlid* et prôné l'usage de la raison ? Ce qui distingue le réformisme de Bourguiba des autres, c'est que le sien ne s'est jamais réduit à une rhétorique doctrinale sélective dans son analyse du social. Si le social est décadent, il faut s'attaquer directement à tous les aspects de cette décadence. Aucun secteur de la vie sociale ne peut être traité comme s'il était isolé. Ainsi, il y aurait une dynamique de la décadence, comme il y a une dynamique de la reprise, dans laquelle tout ce qui tisse la vie sociale se trouve impliqué.

Bourguiba utilise sciemment le vocabulaire des hommes des Lumières pour parler de l'obscurantisme des temps décadents. S'attaquer à l'obscurantisme, c'est combattre, où elles se trouvent, les attitudes qui s'opposent à l'éclosion d'un esprit critique, que ces attitudes prennent l'aspect d'une tradition vénérable, d'un consensus social ou d'une pratique désuète. Aussi Bourguiba mit-il fin, en les fustigeant, au système juridique et *charaique* traditionnel, à la polygamie, au voile de la femme, aux cérémonies nuptiales infamantes, etc. Que les pratiques sociales aient une valeur religieuse, aux yeux de la foule, n'a pas empêché Bourguiba de les combattre et de les interdire. C'est en fait à ce type de laïcisation que Bourguiba avait procédé, désacralisant, dévoilant l'abject et le non-dit dans les pratiques sociales les plus enveloppées dans l'obscurité des tabous, et bénéficiant de toutes les complicités fournies par une société en débâcle matérielle et spirituelle.

On ne trouve chez Bourguiba aucune hésitation à nommer ce qui doit disparaître de la société tunisienne, à savoir : l'ignorance, la pauvreté, la natalité galopante et le chômage. Ces quatre calamités, qui font les briques et les murs d'une société malade d'elle-même, ont été les premiers points de mire du président, auxquels il a livré une bataille acharnée, dès la formation de son premier gouvernement. Il faut se rappeler les interventions répétées de Bourguiba pour que les campagnes les plus reculées puissent avoir un dispensaire médical, que les médecins ne restent pas cantonnés dans les grands centres urbains et que les femmes puissent bénéficier d'une éducation et de toute l'infrastructure possible pour prati-

11. Tunis, discours du 3 août 1956.

quer sans danger le contrôle des naissances. Si la Tunisie d'aujourd'hui peut se targuer d'une réussite, relative mais certaine, dans le domaine du contrôle des naissances, de l'éducation et de la santé, c'est grâce aux efforts soutenus entrepris par Bourguiba dès l'indépendance.

Le legs et le progrès

Le leader tunisien ne semble nullement tourmenté par la question de l'authenticité. La personnalité tunisienne, menacée sous le pouvoir colonial, n'a plus rien à craindre sous le nouvel État national chargé de l'accomplir et de la transporter à de nouvelles hauteurs.

On ne rencontre dans le réformisme de Bourguiba ni tiraillement entre le legs et le progrès, ni coupure entre la technique et la pensée qui la produit. L'attitude utilitaire, tendant à couper et à séparer l'innovation de l'esprit qui en a été à l'origine, n'est pas de mise chez Bourguiba. Conscient du piège qui consiste à emprunter un terme sans l'autre (au risque de devenir simple consommateur de la technique de l'autre), il a tenu à préciser : « L'essentiel n'est pas de se parer des conquêtes spirituelles et morales de nos ancêtres ou d'emprunter aux autres peuples leurs sciences et leurs techniques, mais de recréer chez nous l'instrument générateur de civilisation et de retrouver le facteur fondamental de toute création : la Raison, la Foi, les valeurs spirituelles, ne sont efficientes que dans la mesure où elles s'appuient sur la Raison au plus intime de l'être, et où elles s'allient à sa puissance de conception, d'invention et d'action »[12].

Le religieux et le social

Bourguiba fait de la décadence, comme du développement, un état d'esprit, une attitude quasi spirituelle[13] vis-à-vis de tous les défis d'origine interne et externe que l'histoire réserve à un peuple. Tantôt ce peuple va de l'avant, fait face et sort vainqueur et agrandi, tantôt il ne trouve en lui-même aucun ressort et succombe à la décadence et à la mort. À cet égard, la religion n'est pas une variable autonome, dans la mesure où elle

12. Tunis, discours du 1er juillet 1965.

13. A. J. Toynbee, dans son grand travail sur l'essor et la décadence des civilisations, a soutenu l'idée que tout déclin est un déclin spirituel avant d'être matériel. Cf. *A Study of History,* Oxford, University Press, 1974, notamment la partie intitulée, « The breakdowns of civilizations ».

fait partie du tout social pour le meilleur et pour le pire. Bourguiba a su faire vibrer la fibre religieuse, mais il a refusé de l'isoler et d'agir uniquement sur elle. Son attitude sur ce point se rapproche de celle d'Afghani[14] et diffère de celle d'Atatürk qui, épousant le diagnostic et le regard de l'autre sur l'islam, fit de son affaiblissement la condition du progrès. Le laïcisme de Bourguiba, autant qu'on ne récuse pas l'emploi du terme, tend plutôt à dégager de l'aura du sacré les archaïsmes et les pratiques sociales, qu'elles soient d'ordre vestimentaire, cérémonial ou autre. Le port de la chéchia et du voile féminin, pour certains Tunisiens, relevait de l'acte de foi, contre lequel Bourguiba avait d'ailleurs recommandé de ne pas lutter, durant la période coloniale[15]. Dans le registre de la santé publique, il a fallu aussi arracher aux marabouts et aux guérisseurs leur couverture religieuse, toute faite de crédulité populaire, de pauvreté et même de désespoir de guérir un jour.

Les démons que Bourguiba craignait

On dit que toutes les sociétés ont leurs démons. Les démons de la société tunisienne que Bourguiba craignait par-dessus tout n'étaient nullement contenus dans l'équation de l'islam et du despotisme mais dans l'effritement du corps social, la faiblesse de l'État, les guerres fratricides, l'indiscipline et le non-discernement entre ce qui est possible et ce qui est souhaitable. Les images qui hantaient Bourguiba sont extraites de l'histoire et des écrits d'Ibn Khaldoun, relatant le cycle infernal d'une construction politique, toujours à refaire parce que toujours ruinée. Les forces de l'anarchie, toujours tapies quelque part, tels les mauvais *djinns* des *Mille et Une Nuits*, sont promptes à se déchaîner au moindre signe d'indolence de l'État. Dès lors, l'anarchie sociale, ennemie de tout progrès et de toute accumulation artistique et économique, est la force même des ténèbres à laquelle il faut livrer un combat sans merci. L'État, au regard hégélien de Bourguiba[16], est l'instrument même de cette lutte, car lui seul est capable de s'élever au-dessus des intérêts particuliers. On peut toujours méditer l'acte ultime du « Combattant suprême » qui, malade,

14. Si l'on prend pour référence sa réponse à Renan, Afghani a peu écrit mais, homme cultivé et d'un grand ascendant personnel, il a impressionné tous ceux qui l'ont connu, y compris Renan. Grand défenseur d'une Renaissance musulmane, Afghani a modelé son discours sur son auditoire.

15. Cf. *L'Action tunisienne*, 6 mars 1933.

16. Sur les aspects hégéliens dans la pensée bourguibienne de l'État, cf. H. R. Hamza, *L'État dans la pensée bourguibienne*, Zaghouan, FTERSI, 2001. Pour une lecture critique des rapprochements effectués entre Mustapha Kemal et Habib Bourguiba, cf. du même auteur, *Habib Bourguiba et Mustapha Kemal : gallicanisme, laïcisme et islam dans la Tunisie et la Turquie contemporaines*, Zaghouan, FTERSI, 1998.

démis et meurtri, se déplace pour voter en faveur du président Ben Ali, qui l'avait déposé. La peur de voir l'œuvre de sa vie s'abîmer dans les dissensions internes n'était pas étrangère au geste d'auto-immolation de ce bâtisseur de l'État tunisien[17].

Bien voir et bien analyser pour bien agir relevaient de la façon de faire de Bourguiba. Mais il s'en remettait à lui-même pour détecter les maux de la Tunisie. Fort de sa connaissance de l'histoire et de la société tunisiennes, dépourvu de complexe vis-à-vis de l'Occident, qu'il connaissait dans ses aspects les meilleurs et les pires, Bourguiba ne jugea bon ni d'abonder dans la surenchère religieuse à la Renan, ni dans le despotisme à la Volney. Le regard bourguibien est indigène, libre et rationnel, au sens où il scrute le terrain et choisit, sans autre considération, la stratégie qu'implique la nature de celui-ci. Aux yeux de Bourguiba, la nature du terrain tunisien nécessitait l'édification d'un État fort. La question de la démocratie et du despotisme ne se posait pratiquement pas pour lui, qui n'entendait pas mettre la charrue avant les bœufs, la société particulariste et arriérée avant l'État universel et moderne. Toute technique de gouvernement était secondaire par rapport à celle de la force de l'État et de sa pérennité.

Le réalisme : une méthode contre l'inefficacité

Il n'était pas rare d'entendre évoquer l'occidentalisation de Bourguiba, son manque de foi religieuse ou son aliénation culturelle pour expliquer sa constante réticence face aux appels à l'union arabe. En fait, Bourguiba choisit d'être un désenchanteur du rêve d'union parce que son analyse des données sociales et historiques lui recommandait de privilégier l'attitude nationaliste. Faire face, dans le cadre de l'État national, aux immenses problèmes du sous-développement, lui paraissait plus efficace que leur gestion dans la chimère d'un ensemble supranational. Résumant son point de vue à propos de l'union proposée par le colonel Kadhafi, il déclarait en 1972 : « L'union, ne l'oublions pas, n'a de signification que dans la mesure où elle est facteur de force (...). Ce n'est pas accroître notre force que d'ajouter un million et demi de Libyens à cinq millions de Tunisiens, sans nous attaquer aux causes réelles de leur sous-développement (...) »[18].

Ce qui a tant plu, et aussi tant déplu, chez Bourguiba résidait dans sa propension à livrer ses doutes, ses analyses et ses jugements dans des messages qui ne s'encombraient pas toujours de diplomatie. C'est sur le ton de la franchise, pouvant devenir véritable remontrance ou confidence

17. Bourguiba avait une galerie dans le palais présidentiel réservée aux portraits des hommes d'État tunisiens sans exclusive.

18. Discours du 16 décembre 1972.

que le leader a sciemment choisi de parler aux foules tunisiennes. Cette attitude prolongeait un regard lucide et sans complaisance sur les tares de la société. Bourguiba expliquait sa politique, prenait les foules à témoin, mais ne les flattait, pour ainsi dire, jamais.

On peut se contenter de ces éclairages ponctuels pour saisir l'originalité du bourguibisme dans la pensée réformiste arabe. Cependant, on ne saurait comprendre la logique profonde de ses positions idéologiques et de ses pratiques politiques, en harmonie les unes avec les autres, sans référence à sa philosophie de la vie.

Prométhéisme et orphisme

Prométhée déroba la flamme aux immortels et en fit don aux hommes pour leur permettre de survivre. Dans le prométhéisme de Bourguiba, c'est l'État qui tient lieu de flamme. Un être de majesté, *haibat al-daoula,* qui ne s'élève au-dessus de tous que pour permettre à chacun, non seulement de survivre, mais aussi de réaliser, à travers une expérience de vie pleine et consciente, une *joie de vivre* qui transcende les limites de l'existence humaine.

Les idées, les concepts et les images qui abondent dans les écrits de Bourguiba semblent réaliser le mot de Goethe : « L'Orient et l'Occident ne peuvent plus être séparés. » Le modèle majestueux sur lequel Bourguiba avait tant insisté pour communiquer aux hommes une nouvelle idée de l'État, de sa place et de son rôle dans la conduite du peuple vers une meilleure destinée, est-il plus proche du modèle d'Al-Farabi ou de celui de Hegel ? On peut longuement débattre de la question, mais l'idée d'un État rationnel et indépendant de tous les groupes sociaux se trouve aussi bien dans l'État moderne de Hegel que dans *Les Opinions des gens de la cité idéale* du philosophe musulman Al-Farabi.

Bourguiba, homme sans frontières, quand il s'agit de l'esprit, peut, avoir aussi bien emprunté à la Grèce polythéiste comme à l'islam monothéiste l'idée de la joie de vivre ou *farhat al hayat.* La joie de vivre fut découverte par la Grèce antique pour transformer le tragique de l'existence humaine, limitée et fragile, en une esthétique de vie, en une perfection des formes qui ouvrent sur la transcendance. D'un point de vue mystique et musulman, la joie de vivre procède de la sacralité de l'existence humaine dans le sens où elle est voulue par Dieu, non pas pour punir les hommes, mais pour les ouvrir sur la beauté de la création, dont l'existence terrestre pourrait être un prélude.

Découvrir la beauté, combattre la laideur, c'est encore l'homme et l'homme seul qui peut, par un acte libre de sa volonté, s'atteler à cette tâche sous l'égide de l'État. Bourguiba, sans fausse modestie, a compris, alors qu'il était jeune avocat, qu'il possédait la stature d'un leader ainsi

que la fibre « magique », la verve, qui fait vibrer les foules. Tel Orphée, il en usa comme d'une lyre pour conduire ses compatriotes vers la sortie du colonialisme et ensuite du sous-développement. Est-ce un hasard si, tel un héros de l'Antiquité, quelque chose de son ascendant magique s'est cassé en même temps que sa voix ? Bourguiba n'achèvera pas son œuvre : changer l'État en changeant l'image métaphysique de l'État, l'arracher à des siècles d'exactions et d'oppression pour en faire l'instance de synthèse et de réconciliation.

Il ne serait pas paradoxal, bien qu'il n'y ait pas deux histoires sociales et politiques tout à fait superposables, de parler d'un modèle bourguibien. Le leader de l'indépendance a, en fait, montré que pour atteindre l'essentiel, le développement humain, il fallait dépasser, par une démarche intellectuelle libre, les engouements pour les idéologies, les techniques de gouvernement et les équations savantes et se rapprocher de la réalité du social.

Pour les Tunisiens, la figure de Bourguiba ne peut être séparée de celle du père de l'indépendance et du grand bâtisseur de l'État dévoué au bien public. Sa fin solitaire et son dernier acte de sacrifice et d'abnégation ont racheté quelques aveuglements ou faiblesses de sa vie de président. Bourguiba est entré, devrait entrer, dans la légende. Peut-être continuera-t-il, par ce biais, à témoigner, outre-tombe, pour une haute idée de l'État.

4

Pour une relecture critique de la relation de Bourguiba à l'islam

Lotfi HAJJI*

Durant cinquante ans, le *zaïm* Habib Bourguiba a développé une vision de l'islam qui n'a cessé de susciter des réactions et des passions. Celle-ci a provoqué un choc psychologique en Tunisie et dans l'ensemble du monde arabo-musulman, incitant ses détracteurs à combattre les idées bourguibiennes sur les plans confessionnel et politique.

La relation de Bourguiba à l'islam connaît deux phases déterminantes. La première couvre la période entre ses débuts dans l'action politique et l'indépendance du pays en 1956. Bourguiba défend alors un *islam du vécu* qu'il associe à la mobilisation du peuple pour la libération du joug colonial. Dans cette perspective, il engage de nombreux combats afin de promouvoir cette conception de l'islam. Il se prononce notamment en faveur du port du voile, considéré comme un signe de l'identité nationale. S'appuyant sur une *fetwa* du cheikh Idriss, il prend position également contre le principe de naturalisation des Tunisiens, considérant que la personnalité tunisienne se trouve de la sorte menacée. Malgré les conflits apparus au milieu des années 1930 avec les dirigeants conservateurs du Vieux-Destour, Bourguiba réussit ainsi à apparaître comme le défenseur de l'identité nationale, y compris ses fondements islamiques.

La seconde phase commence avec l'édification de l'État national. Elle se manifeste au cours des premiers mois de l'indépendance par la promulgation de dispositions législatives contredisant une tradition séculaire[1]. Durant cette période, Bourguiba critique publiquement certaines pratiques musulmanes : le jeûne, le pèlerinage, le sacrifice du mouton de l'Aïd, la

* Journaliste.

1. Cf. dans le présent ouvrage les contributions de Franck Frégosi, « Habib Bourguiba et la régulation institutionnelle de l'islam : les contours d'un gallicanisme politique à la tunisienne » et de Nawel Gafsia, « Bourguiba et le Code du statut personnel : réflexion sur le recours à l'*ijtihad* ».

polygamie, le rôle de la femme, etc., positions qui sont mal accueillies en Tunisie et dans le monde arabo-musulman. Elles constituent un choc important au regard de la mentalité dominante. Les tenants de la vision traditionnelle s'engagent alors dans une dénonciation virulente contre Bourguiba. Elle aboutit à l'accusation d'apostasie, de même que son identification par les salafistes[2] au nombre des « ennemis de l'islam ».

Mais au-delà de ces registres propagandistes et de l'avis tendancieux de ses détracteurs, la démarche bourguibienne peut être considérée comme une *voie possible* pour promouvoir de l'intérieur le progrès de la religion. C'est d'ailleurs pour cette raison que Bourguiba s'est toujours opposé à toutes les tentatives d'écarter l'islam du devenir des sociétés arabo-musulmanes et au principe de séparation État-religion. À ce titre, il considère Kemal Atatürk comme fautif pour avoir supprimé la référence religieuse de la vie publique et d'avoir poursuivi les tenants de certaines traditions islamiques. Dans ses discours, le leader insiste sur la nécessaire évolution de l'islam de l'intérieur ; évolution basée sur une lecture du Coran et de la tradition. Son argumentation est structurellement analogique. Elle lui permet de saisir la dialectique historique qui réunit deux phases différentes de l'histoire de l'humanité.

Le *zaïm* et ses « oppositions religieuses »

Réactions orientales : Bourguiba ou « l'apostasie » déclarée

Les conceptions religieuses de Bourguiba suscitent des oppositions qui vont de l'appréciation critique du « bourguibisme » à la dénonciation de son apostasie, l'appelant du coup à la Rédemption et l'invitant vivement à réviser ses positions. L'accusation d'apostasie est lancée depuis l'Orient arabe, et ce de manière très officielle, en 1974, à la suite d'un discours prononcé par le *zaïm* lors de l'ouverture d'un Congrès international des enseignants tenu à Tunis sur le thème *La culture identitaire et la conscience nationale*. Certains médias arabes répercutent alors le contenu du discours, dont le quotidien libanais *Echihab*. Sur la base de l'article publié dans le journal, le cheikh Abdelazziz Ben Baz, président de l'Université islamique de Médine et qui deviendra, quelques années plus tard, le Grand mufti d'Arabie saoudite, considère que les propos tenus par Bourguiba sont dangereux pour la nation musulmane (Oumma), dignes d'un apostat et d'un renégat. Il en appelle même à la rupture des relations diplomatiques avec la Tunisie, dans le cas où Bourguiba ne démentirait pas les paroles qui lui sont prêtées par la presse ou n'annon-

2. La *Salafiyya* constitue un courant ultraconservateur de l'islam, prônant un retour aux sources.

cerait pas publiquement sa repentance. Le cheikh adresse en ce sens une lettre officielle à Bourguiba. Dans celle-ci, il considère que le président tunisien a sciemment attaqué le Coran. Il reproche au *raïs* d'avoir décrit le Prophète Mohamed comme un être démuni de moyens intellectuels qui se serait imprégné de légendes populaires et qui les aurait transcrites dans le Coran au cours de ses voyages fréquents dans le désert[3].

Bourguiba ne néglige ni la lettre du cheikh Ben Baz ni la polémique qu'elle suscite dans l'opinion publique arabe. Il répond par l'intermédiaire de son chef de cabinet, Chedli Klibi, dans une missive où ce dernier précise qu'il est « honoré de vous informer que Son Excellence le Président de la République a pris connaissance de votre lettre et qu'il vous remercie en premier lieu de la qualité de votre attention et de votre initiative désintéressée pour le seul service de Dieu, de son Prophète, des dirigeants musulmans et de l'ensemble de la communauté des croyants. Comme nous prions tant nos frères musulmans de ne pas oublier que Habib Bourguiba a lutté *(jihad)* contre la France afin de rehausser la parole de Dieu et de la patrie et de redonner son indépendance à l'État tunisien dont la religion est l'islam et la langue officielle l'arabe, en vertu de l'article premier de la Constitution tunisienne. Et il n'était pas dans l'intention de Son Excellence de remettre en question le Livre sacré de Dieu dont le texte est exempt de toute perversion avérée ou bien cachée, ni de la personnalité sainte et sacrée du Prophète »[4]. Bourguiba rappelle ainsi qu'il ne souhaite pas mener une guerre contre l'islam et ses symboles sacrés.

Malgré cette mise au point, le cheikh Ben Baz maintient ses exigences initiales, c'est-à-dire La Rédemption ou bien un démenti public. Dans une seconde lettre adressée au *raïs* tunisien, il affirme que « [...] les précisions apportées ne suffisaient pas à réfuter les soupçons »[5]. Pour émettre ce jugement, le cheikh Ben Baz ne s'est pas contenté de réagir au fameux discours de Bourguiba retranscrit dans le journal libanais *Echihab* ; il s'est appuyé aussi sur l'édition du journal tunisien arabophone *Essabah* qui a choisi de publier le discours dans son intégralité. Selon le cheikh, les propos de Bourguiba comportent d'autres idées dangereuses pour l'islam, concernant notamment la part de l'héritage de la femme et l'interdiction de la polygamie. En effet, le *zaïm* tunisien estime que son statut de Commandeur des croyants l'autoriserait à introduire de telles innovations, démarche audacieuse que le cheikh assimile à une réfutation violente et à une apostasie déclarée sur des vices supposés du Coran[6]. Selon lui, l'interprétation n'est possible que dans le cas où la question ne porte pas sur des aspects fondamentaux et formels de la religion tels que

3. A. Grami, *L'Apostasie dans la pensée musulmane contemporaine*, thèse de doctorat, faculté des lettres de La Manouba, Tunis, 1994.

4. *Ibid.*

5. *Ibid.*

6. *Essabah*, 20 et 21 mars 1974.

le texte les a formulés, mais exclusivement sur des questions accessoires sans référence textuelle précise.

Le théologien Youssef El Quardawi, figure religieuse respectée dans le monde arabo-musulman, rejoint le cheikh Ben Baz sur la question de l'interprétation bourguibienne du texte coranique au sujet de la polygamie : « Ces propos, affirme-t-il, si nous acceptons de les considérer comme des interprétations, seront réputés légalement nuls et non avenus pour trois raisons : 1 – l'auteur n'est pas habilité ; 2 – l'interprétation n'est pas inspirée par la tradition ; 3 – le raisonnement est construit sur des considérations elles-mêmes frappées de nullité. Et tout raisonnement construit sur la nullité est lui-même frappé de nullité. »

El Quardawi va encore plus loin que le cheikh Ben Baz en « excommuniant » Bourguiba et en l'associant aux groupes de combattants et d'opposants à l'islam tels qu'Atatürk. Il entend réagir également au discours précité de 1974, dont il cite volontairement certains passages afin de souligner leur caractère profondément antimusulman comme, par exemple, la réflexion de Omar Ibn El Khattab, embrassant la Pierre noire et déclarant : « je sais que tu es une pierre inerte, sans aucun pouvoir, et si je t'embrasse c'est parce que j'ai vu le Prophète le faire » ; ou encore ce passage où le *zaïm* tunisien explique la reconduction par le Prophète de certaines pratiques anté-islamiques : afin de « [...] ne pas effaroucher les masses, il avait fallu maintenir beaucoup de choses, y compris certaines pratiques héritées de l'anté-islam [...] et pour cela, il fallait éviter de traumatiser les foules arabes accoutumées à certaines pratiques. C'est de bonne politique, il fallait admettre beaucoup de choses pour en changer quelques-unes, [...] comme disait Lénine »[7].

Le commentaire de l'imam El Quardawi est sévère et sans concession pour le *raïs* tunisien : « De tels propos représentent une apostasie manifeste qui exclut leur auteur [Bourguiba] de la communauté de l'islam parce qu'ils sont un démenti manifeste au Coran et doutent de la Toute-Puissance absolue de Dieu et une accusation infamante du Prophète qui aurait menti aux nations et aurait accepté le vice et le mensonge au nom de l'intérêt. Et je ne comprends pas comment le peuple tunisien peut accepter une apostasie aussi flagrante ? Et comment peuvent-ils l'entendre sans se lever contre leur auteur ? Et comment un dirigeant peut oser proférer de tels propos dans une société musulmane »[8] !

7. Y. El Quardawi, *L'Extrémisme laïque face à l'Islam : les cas de la Tunisie et de la Turquie*, Londres, Centre maghrébin de recherche et d'édition, 2001, p. 130 (en arabe).

8. *Ibid.*, p. 131.

Une bataille politique sous couvert de religion

Le leader islamiste Rached Ghannouchi[9] choisit, lui, de critiquer les positions de Bourguiba sur le registre politique de l'apostasie et non sur l'aspect spirituel comme les cheikhs Ben Baz et El Quardawi. Il tente de placer le débat sur le terrain de la laïcité et de la modernité, telles qu'elles se dévoilent dans la pensée de Bourguiba. Il considère que la modernité véhiculée par l'élite bourguibienne ne représente ni le progrès scientifique ni la rationalité, mais la négation de l'identité d'un peuple et de son histoire, la rupture avec son environnement arabo-musulman et son rattachement à la civilisation « d'outre-mer Méditerranée »[10].

Pour le leader islamiste, le *zaïm* aurait cherché à construire l'État tunisien sur la laïcité, l'islam étant considéré dans la pensée bourguibienne comme un obstacle à la modernité et à la démocratie : « Si l'Occident s'est séparé de l'Église et est sorti de la féodalité vers la modernité, nous devons impérativement nous détacher de l'islam et de sa tradition et aussi de notre indépendance culturelle, économique et politique »[11].

En résumé, Rached Ghannouchi accuse Bourguiba d'avoir fait le choix de la laïcité dans le seul but de s'opposer à l'islam et non dans la perspective de promouvoir les libertés fondamentales et individuelles, la neutralité de l'État à l'égard des convictions spirituelles et la souveraineté populaire[12]. Le Mouvement de la tendance islamique prétend incarner cette opposition radicale au projet bourguibien. Certes, le MTI n'a pas accusé directement Bourguiba d'apostasie, comme l'ont osé les cheikhs orientaux. Mais il a construit son combat politique contre Bourguiba sur des registres ouvertement religieux : le jeûne du mois de Ramadan, la rupture avec la tradition dans la détermination des mois lunaires, le statut de la femme, la nature théocratique de l'État et les relations de la Tunisie avec l'Occident. L'ensemble de ces questions est au cœur d'une grande polémique au cours des années 1970 et 1980.

Toutefois, il convient de s'interroger aujourd'hui sur les limites de cette « perception islamiste » du projet bourguibien et de sa perversion par le combat politique ; perversion qui empêche probablement ses acteurs (islamistes et autres) d'avoir une vision juste des conceptions bourguibiennes de la religion, telles que présentées par Bourguiba lui-même dans ses discours.

En fait, la position de Bourguiba sur la religion se distingue des conceptions dominantes dans les milieux populaires et islamiques qui

9. Émir et président fondateur du Mouvement de la tendance islamique (MTI) devenu, en 1988, le parti *En Nahdha* (Renaissance). Il vit aujourd'hui en exil à Londres.

10. R. Ghannouchi, *Dix Approches sur le sécularisme et la société civile*, London, Centre maghrébin de recherche et d'édition, 2000, p. 148.

11. *Ibid.*, p. 150.

12. *Ibid.*, p 151.

diffusent auprès des masses une vision appauvrie, selon laquelle Bourguiba serait un adversaire de la religion. Selon nous, une telle conception caricature et instrumentalise à outrance certaines positions bourguibiennes relevant de la provocation comme, au début des années 1960, sa mise en scène publique de la rupture du jeûne, ou bien encore certaines de ses réformes audacieuses comme l'interdiction de la polygamie qu'aucun autre dirigeant arabo-musulman n'est jamais parvenu à imposer.

Soulever ces questions est devenu une nécessité en raison de la contradiction flagrante qui réside dans la démarche des détracteurs du bourguibisme ; ces derniers s'appuient entièrement sur la thèse de l'apostasie et recourent à la diffamation. Or, la démarche de Bourguiba n'a jamais réfuté l'islam et n'a jamais appelé, ne serait-ce qu'une seule fois, à la rupture avec la religion. Le *zaïm* tunisien a œuvré pour le renouvellement de la pensée, ce qu'aucun chef d'État d'un pays arabo-musulman n'a osé entreprendre avant lui. L'ampleur de son projet rejoint l'essentiel des idées des grands réformateurs contemporains.

Caractéristiques de l'islam dans l'optique bourguibienne

L'islam : une religion de la libération permanente

Dès 1956, Bourguiba cherche à mettre en évidence les finalités pratiques de la religion musulmane. Il utilise son contact direct avec l'opinion publique et les cadres du nouvel État[13] pour expliciter et diffuser cette nouvelle pensée ; son objectif est de faire reculer les perceptions erronées de la religion qui ont servi de prétexte à l'immobilisme et ont formé un obstacle au progrès et aux avancées du monde moderne. Quinze jours seulement après l'indépendance du pays, à la tribune de l'Association tunisienne des jeunes musulmans, Bourguiba exhorte ainsi son auditoire – en sa qualité de musulman et de frère dans la foi –, à une meilleure compréhension des obligations de l'ère moderne. Il rappelle qu'il ne faut pas prendre prétexte de la religion pour se tenir hors de la civilisation et de la culture qui font de l'individu l'outil de la renaissance de la Nation[14].

Dans la vision bourguibienne, l'islam est la religion de la libération. Le message de Dieu vise à libérer les nations du paganisme et à la

13. Y. Ben Achour, « La réforme des mentalités, Bourguiba et le redressement moral », dans M. Camau (dir.), *Tunisie au présent, une modernité au-dessus de tout soupçon,* Paris, éd. du CNRS, 1987, p. 145-160. Cf. aussi M. Hédi Chérif, « Réforme et Islam chez Bourguiba », *Annuaire de l'Afrique du Nord,* XIII, 1974, p. 59-67.

14. Discours du 5 avril 1956.

purification des esprits et des âmes. Selon Bourguiba, l'islam a libéré la génération qui a été le réceptacle du message prophétique. En atteignant les plus hauts degrés de l'humain, les compagnons ont libéré à leur tour d'autres peuples[15]. Dans plusieurs de ses discours, le *zaïm* insiste sur l'idée que l'islam constitue une force dirigée vers l'avenir, le progrès et la disparition des chaînes qui entravent les capacités humaines. La sauvegarde de l'islam est une priorité. Bourguiba est convaincu que le jeune État tunisien est voué à cet objectif ultime, l'islam ne pouvant en aucun cas devenir un obstacle dans la voie du progrès et de l'élévation. Sans bases culturelles solides, l'indépendance politique ne serait que pure illusion[16].

Bourguiba souhaite mettre en relief les bases théoriques de sa pensée réformatrice et libératrice. Il se perçoit ainsi comme le continuateur des réformistes musulmans et des rénovateurs qui se sont appuyés sur les finalités de libération contenues dans les textes, tels Khéreddine Pacha, Ibn Abi Dhiaf et Jamaleddine Afghani. Pour lui, ce qu'a connu la Tunisie à la fin du XIX^e^ siècle n'est que « le souffle d'une pensée religieuse dans un mouvement réformateur, cherchant à débarrasser le pays du danger grâce aux justes principes de l'islam, débarrassé des pensées et des pratiques déviantes. Les livres du ministre Khéreddine, d'Ibn Abi Dhiaf et du cheikh Mohamed Bayrem en Tunisie sont les meilleures références et exemples de la vitalité de la pensée réformatrice »[17]. Ils ont en cela anticipé le mouvement réformateur en Orient initié par Afghani.

Le rôle de l'islam dans la lutte contre le colonisateur

Toutefois, l'intérêt de Bourguiba pour l'islam n'a pas commencé avec les impératifs de l'édification de l'État tunisien. Quelques jours après l'indépendance, il a d'ailleurs rappelé dans l'un de ses discours que le sentiment religieux musulman était la meilleure référence pour engager les Tunisiens et accroître la détermination des leaders qui ont pris le commandement de la Nation pour le combat qui a abouti à la sauver de la catastrophe du colonialisme : « Pour moi-même, ce sentiment fut d'un très grand secours au plus profond de mon être depuis mon enfance, à cause de ce que j'ai vu de l'injustice et de la répression, et de ce que supportait le musulman indigène de pratiques humiliantes »[18].

Dans son contact direct avec les masses populaires, le *zaïm* développe longuement le rôle de l'islam dans l'élaboration de l'esprit de résistance face à la répression coloniale, instrumentalisant deux concepts essentiels.

15. Discours du 28 avril 1956.
16. Discours du 11 août 1962.
17. *Ibid.*
18. Discours du 5 avril 1956.

En premier lieu, la ferveur religieuse qui signifie le lien spirituel unissant le peuple, c'est-à-dire son identité nationale. Le combat contre le colonisateur n'est plus une simple libération de la terre, mais un monument de résistance pour préserver l'identité tunisienne : « Depuis que nous avons commencé la lutte politique, il nous est apparu que le meilleur chemin est le contact direct avec le peuple, la mobilisation de la ferveur religieuse et nationale et la transmission de l'esprit de sacrifice, en souvenir des luttes menées pour la confirmation des principes fondamentaux de la religion. Sur cette ligne nous nous sommes situés et ainsi notre lutte a obtenu un puissant soutien qui a inquiété le colon qui a mobilisé toutes ses forces pour la répression et ceci nous a déterminés encore plus »[19].

En second lieu, le « martyr Bourguiba » saisit l'importance du *martyrologe* dans l'optique musulmane, plus particulièrement en matière de résistance et de guerre. Il instrumentalise largement cette notion dans la lutte contre le colonialisme français : « Chaque fois que les résistances ont marqué le pas s'est imposé le rappel de la capacité du croyant à mourir pour la cause et de ce que Dieu a promis comme rétribution aux combattants et aux martyrs »[20].

L'islam, religion de la modération

L'interprétation bourguibienne occupe une position médiane entre les deux conceptions dominantes à l'époque de la *Nahdha* (fin XIX^e^-début XX^e^ siècle). La première, laïcisante, voire antireligieuse, considère que la religion représente un obstacle à toute tentative de renaissance arabe. La seconde, dite « salafiste », prône le retour à l'islam originel du Prophète et des califes « bien guidés » *(rachidoun)* comme condition fondamentale de toute œuvre de réforme.

Dans la perspective bourguibienne, l'islam est la religion de la modération. Cette modération est la caractéristique même de l'islam, contrairement à la vision étriquée véhiculée par les oulémas traditionalistes, engendrant intolérance et fanatisme[21].

Pour le leader tunisien, la religion musulmane, telle qu'elle a été révélée par le Prophète Mohamed, incite les citoyens à la perfection, à l'amélioration de l'organisation des affaires publiques et à la défense des intérêts supérieurs de l'État. Bourguiba reproche aux musulmans de n'avoir compris ni la profondeur du message essentiel du Prophète Mohamed[22], ni cette sagesse éternelle qui avait de la considération pour

19. Discours du 26 février 1965.
20. *Ibid.*
21. Discours du 31 juillet 1963.
22. Les compagnons de Bourguiba révèlent que l'ancien président de la République tunisienne était très fortement impressionné par la vie du Prophète Mohamed et qu'il lisait

les affaires de ce monde. Dieu n'a pas créé l'homme en vain et ne lui pas donné une existence sans finalité[23].

L'islam, pilier fondamental de l'État national et de la nation tunisienne

Les salafistes ont souvent accusé Bourguiba d'avoir transformé l'État tunisien en un État laïque. Mais l'analyse des conceptions bourguibiennes de l'État enlève tout crédit à ces accusations. Pour le leader, l'islam est « la première base sur laquelle s'est constitué l'État tunisien après son indépendance, c'est la base même sur laquelle s'est constituée la lutte nationale et c'est l'islam, et la rédaction de la Constitution a fermement confirmé ce fait : l'État tunisien a pour religion l'islam et sa langue officielle est l'arabe »[24].

Il convient de souligner que cette approche de la place de l'islam dans la construction étatique ne relève ni de la démagogie ni d'une manœuvre politique, mais d'une conviction profonde : l'islam est le liant des membres de la communauté nationale. Bourguiba a même identifié son propre combat contre la colonisation à la conquête de l'Ifriquia par les troupes de Okba Ibn Nefâa en lutte contre les troupes byzantines. Comme tous les grands militants qui l'ont précédé, il estime avoir lutté sous la bannière de l'islam, se référant en permanence à la vie du Prophète et aux commandements divins.

Lorsqu'il développe ses conceptions quant au rôle de la religion dans la cité, son discours paraît plus proche de la rhétorique religieuse des imams que de celle des hommes politiques : « À méditer cet événement, on découvre un symbole d'une profonde signification. Il marque la continuité, à travers les siècles, de l'esprit religieux et de la volonté islamique dans cette généreuse contrée. Il atteste le lien étroit qui unit, d'une part, l'époque de Okba, les premières conquêtes musulmanes et l'édification sur cette terre de la première maison de Dieu. D'autre part, à l'époque présente, celle où Dieu nous a honorés en nous confiant dans ce pays, la direction de la lutte pour libérer sa religion et ses fidèles de la honte de l'asservissement pour leur éviter de disparaître ou de se diluer en nous aidant à faire renaître l'État tunisien, nous avons édifié une république dont l'arabe est la langue et l'islam sa religion. Nous avons pris la charge de la préserver des dangers, de restaurer les préceptes de la religion et d'y renforcer la foi. En rétablissant nos liens avec le passé, en maintenant les principes et les prescriptions de l'islam, nous soulignons notre sincère fidélité à la religion révélée au Prophète, nous apportons une preuve parmi d'autres de notre profond attachement à ses lois, de notre détermi-

souvent l'ouvrage de l'écrivain égyptien Mohamed Hassine Haykal, *La Vie de Mohamed*, paru dans les années 1930.

23. Discours du 11 août 1962.

24. Discours du 26 février 1965.

nation à maintenir jusqu'à la fin des siècles le rayonnement de la foi sur cette terre d'islam »[25].

Pour une relecture de l'islam

Se référant aux textes fondateurs, Bourguiba développe sa propre conception d'un islam moderne. Il va livrer ce combat durant de longues années, adoptant toujours une démarche pédagogique : remplacer les conceptions erronées par des visions renouvelées, à certains moments par le dialogue, à d'autres par l'attitude audacieuse et la provocation, jusqu'à la manifestation recherchée de ce qu'il nomme le « choc psychologique »[26].

Cette démarche repose sur trois idées essentielles :

– la nouvelle prise en considération du monde « d'ici-bas » par le musulman et la valeur de l'action concrète au service de ses nécessités ;

– l'affirmation de la place sacrée de la Raison dans l'islam ;

– l'importance de l'étude et de l'interprétation des textes sacrés *(ijtihad)* pour la renaissance de la Nation (Oumma).

L'islam, religion d'ici-bas et de l'au-delà

La décadence de la civilisation musulmane a entretenu une confusion de l'islam originel avec des traditions erronées. Cette confusion a participé au blocage du développement intellectuel et spirituel des musulmans, devenus incapables de participer à la civilisation mondiale, alors qu'à une époque lointaine ils en furent les grands promoteurs. Une telle conception qui favorise une rupture complète entre les affaires de ce monde et celles de l'au-delà est catégoriquement réfutée par Bourguiba. Selon lui, les siècles de la régression ont fait naître une conviction dominée par le mépris des préoccupations du monde matériel, d'autant que les musulmans ne considéraient pas l'effort et sa connaissance comme une obligation de l'existence, comme si le monde, de leur point de vue, n'était qu'un parcours obligé, en tout cas secondaire. En réaction à cette vision d'immobilisme, le *zaïm* entend promouvoir une démarche réformatrice, en insistant sur le fait que le monde est fini pour l'Être mais

25. Discours du 31 juillet 1963.

26. Le cheikh Abdelaziz Djaït, mufti de la République tunisienne de l'époque, aurait conseillé à Bourguiba de prononcer des discours préliminaires avant de proclamer le Code du statut personnel afin que ces nouvelles dispositions ne choquent pas les mentalités. Cette suggestion aurait été formellement refusée par le leader qui lui aurait répondu : « Je voudrais faire un choc psychologique. »

continu pour la Nation et les peuples en devenir, d'où « l'obligation de conserver le patrimoine de la civilisation, d'en consolider les fondements et d'en élargir les frontières, afin que les générations futures recueillent plus de sagesse et de profit que n'en avait trouvé celles qui les ont devancées, que ce monde s'achemine continuellement vers le mieux et connaisse un progrès ininterrompu »[27].

La Raison dans la vision bourguibienne

Deux idées fondamentales ont marqué la lecture bourguibienne des textes fondateurs de l'islam : celle de l'*ijtihad*[28] et celle de l'évolution. Il a fait de la Raison le fil conducteur de ces deux idées et la force créatrice de toutes les innovations humaines, ainsi que l'outil efficace pour faire harmoniser les sources principales de la législation musulmane (Coran, *Sunna*, *Ijmaa* des compagnons du Prophète) avec les exigences de notre temps. Bourguiba refuse de voir dans l'essence de la religion le facteur conduisant à la décadence et à la sclérose. Au contraire, l'incapacité de la Raison à saisir la vraie mission de l'islam a engendré un esprit d'immobilisme, sacralisant la tradition de *salaf*. Pour le leader, « le secret du retard des musulmans pendant les siècles de la décadence réside dans leur refus de la Raison et leur enfermement dans la tradition et l'imitation. Il réside aussi dans le fait qu'ils ont suivi les charlatans et les pratiquants d'une fausse croyance ainsi que celle des *fuqaha* et des soufis immobiles »[29].

Aussi, dans la conception bourguibienne, la construction d'un État national indépendant n'est-elle possible que par une libération de la Raison : « Si vous voulez que ce peuple progresse et rattrape le cortège (des nations développées), alors il faut s'engager dans la voie tracée par ceux qui nous ont devancés, il faut savoir tirer parti de l'intelligence qui est le privilège de l'homme. C'est le secret du progrès. Car tout dépend en dernier ressort de l'intelligence, il faut donc commencer par le commencement et, pour cela, le libérer de tous ses complexes. D'ailleurs, l'islam est la seule religion à avoir encouragé l'esprit d'initiative et l'homme qui cherche mais qui se trompe n'en est pas moins vertueux, tandis que celui qui cherche et aboutit à des conclusions saines est doublement méritant. Ce noble enseignement devra toujours nous guider »[30].

Bourguiba entend déterminer d'une manière claire les principaux fondements de la religion, que l'on peut classer en deux catégories :

– la Révélation comme source principale certaine,

– la Raison comme attribut propre à l'être humain.

27. Discours du 11 août 1962.

28. Cf. dans le présent ouvrage, la contribution de Nawel Gafsia, « Bourguiba et le Code du statut personnel : réflexions sur le recours à l'*ijtihad* ».

29. Discours du 13 août 1960.

30. Discours du 18 février 1960.

S'agissant du premier fondement, Bourguiba le considère comme infaillible. Quant au deuxième, il a permis à l'espèce humaine de s'élever au-dessus des animaux : « C'est grâce à l'intelligence que l'homme a pu réaliser de merveilleuses découvertes qui chaque jour nous étonnent davantage. On ne peut qu'être plein d'admiration devant l'étendue de la liberté intellectuelle reconnue par l'islam à ses adeptes. Il leur accorde le pouvoir d'adapter ses lois et leur laisse le soin de sauvegarder leurs intérêts temporels et de les entourer d'un système de protection juridique né d'un effort de recherche plus ou moins heureux dans son aboutissement, mais qui tend toujours dans sa finalité à adapter la loi aux exigences de l'intérêt général qui évolue et entraîne forcément une évolution du système juridique correspondant »[31].

Dans la vision bourguibienne, il est inconcevable de séparer la Raison de la Révélation, toutes deux étant nécessaires à l'entreprise de réforme et d'appréhension des problèmes de la société tunisienne et musulmane. Le *zaïm* part d'une approche religieuse pour justifier la place de la Raison dans l'islam et pour donner une légitimité à son projet de réforme sociale et politique. Pour convaincre, il cite fréquemment les versets coraniques encourageant l'usage de la Raison.

L'ijtihad ou « la clé magique »

Si la Raison est l'outil principal pour le progrès des civilisations, l'*ijtihad* en constitue « la clé magique » qui illustre la capacité de l'Oumma à l'innovation et à l'action. L'*ijtihad* bourguibien se base sur un principe simple : l'évolution de la société et de l'esprit humain nous oblige à fournir l'effort de réflexion, c'est-à-dire l'*ijtihad*. Pour illustrer cet impératif sociétal, Bourguiba cite volontiers l'exemple des dispositions pénales *(hudoud)* qui ont subi à travers les temps des transformations radicales. Celles-ci ont permis aux leaders politiques (princes et gouvernants) de notre temps de les remplacer par un corpus juridique s'inspirant d'un droit positif afin de pouvoir s'adapter aux exigences de l'époque contemporaine[32]. Bourguiba considère également que les avis des premiers *fuqaha* et légistes pourraient ne plus être valables aujourd'hui. Toutefois, pour établir sa définition de l'*ijtihad*, le *zaïm* ne s'est pas inscrit dans une démarche classique basée sur une conception strictement codifiée[33]. Il ne s'estime pas contraint par les conditions strictes posées

31. Discours du 14 septembre 1959.

32. Cf. la contribution de Nawel Gafsia, art. cité.

33. Les *fuqaha* établissent des critères précis de la validité de l'*ijtihad* : apprendre par cœur tout le Coran et un ensemble important de *hadiths*, la capacité à discerner entre l'universel et le particulier, l'absolu et le déterminé, les versets annulants et les versets annulés, la cause de l'effet, l'explicité du non-analysé, à côté bien sûr de l'excellente maîtrise de la langue arabe.

par les *fuqaha.* Il se réfère exclusivement à deux éléments, à savoir l'élément linguistique et l'élément logique.

Ces deux principes suffisent à permettre au chef d'un État musulman de promouvoir l'*ijtihad* qui représente, dans l'étape de la construction nationale, le moteur du développement.

Tout au long de ses discours, Bourguiba essaye de prouver l'ampleur de la catastrophe qu'a subie l'Oumma du fait de la « fermeture des portes de l'*ijtihad* »[34]. Celle-ci équivalait à interdire toute innovation. Les avis des *fuqaha* se sont alors transformés en des conceptions sacrées et la « Oumma a régressé et on a constaté la décadence aussi bien au niveau spirituel que social et économique et elle est devenue un objet de convoitise de toutes parts ».

Dans ses discours, Bourguiba s'attache à analyser les raisons expliquant l'arrêt de l'*ijtihad.* Parmi celles-ci, il évoque surtout l'irruption d'idées étrangères et contraires à l'islam, susceptibles d'engendrer la discorde *(fitna)* et de mettre ainsi en cause l'unité de la Nation. Pour légitimer la reprise de l'interprétation des textes sacrés, Bourguiba affirme que cette menace de discorde n'a plus lieu d'être, dans la mesure où l'unité de la Nation, aujourd'hui libérée de la domination coloniale, est fondée sur l'engagement dans la construction de l'État national. En ce sens, le *zaïm* en appelle à l'exercice de la Raison, en dehors de toute contrainte, condition nécessaire au progrès et à la réussite du projet de l'État national.

Bourguiba a bien saisi l'influence de la tradition sur la conscience religieuse qui règne à l'époque. Cette tradition est représentée par un certain nombre de chefs religieux qui pratiquent encore un enseignement basé sur un apprentissage littéral, ainsi que sur un mimétisme des œuvres anciennes, sans aucun effort de compréhension. Or, pour le leader, l'islam suppose une approche globale et une vision qui intègre les problèmes actuels et ne se limite pas exclusivement à l'interprétation du *salaf.*

Dans le cadre de son incitation à l'*ijtihad,* Bourguiba distingue entre ce qui est constant et ce qui est variable dans la religion : « Depuis le jour ou nous avons recouvré les attributs du parcours dans ce bastion avancé et invulnérable de l'islam, nous n'avons pas cessé de scruter les mystères de la religion de Mohamed et nous inspirer de ses principes vivants, les plaçant à la base de notre renaissance nationale et de notre progrès moderne ; nous nous attachons aux enseignements essentiels, valables pour tous les temps et tous les lieux, sans pour autant négliger de prendre en considération les devoirs qu'imposent les circonstances particulières au propre comme au figuré à des époques définies »[35].

Cependant, Bourguiba ne souhaite pas que « son » *ijtihad* soit isolé et individuel. Il estime qu'il ne constitue que la poursuite des efforts des

34. Discours du 5 avril 1956.
35. Discours du 31 juillet 1963.

oulémas et des imams illustres qui l'ont devancé et qui ont vécu en Tunisie, dont il loue les mérites : Assad Ibn Elfourat, Sohnoun, Ibn Zaïd, Lakhmi, Mazri, Abdelhamid Essaegh, Ibn Arafa, Barzali, Ibn Naji, etc. : « Les traités de jurisprudence laissés par ces éminents docteurs reflètent toutes les exigences et les marques de leurs époques. Si bien que les conclusions retenues pour une époque pouvaient être contredites pour une époque ultérieure. Les points de vue différaient selon les méthodes de recherche et les contingences du temps et de l'espace »[36].

En définitive, trois éléments sont nécessaires pour comprendre la vision bourguibienne de l'islam.

D'abord, il faut inscrire cette vision dans son contexte historique et national. Dès lors, Bourguiba apparaît comme un homme habité par le souci du changement. Le leader nationaliste souhaite transformer les conditions de vie dans son pays, pour le faire passer de l'état de la colonisation à celui de l'indépendance et du sous-développement au développement. Pour réaliser cet objectif, il mobilise tous les facteurs positifs, y compris l'islam. Mais pas n'importe quel islam : celui des réformateurs et des réformistes[37], en y intégrant les éléments de la réflexion humaine universelle. Bourguiba, qui naît au début du XX^e^ siècle, est sensible à la pensée et aux idées des mouvements réformistes arabes. Son passage en France, où il a poursuivi des études en droit, lui a permis également de se confronter aux courants intellectuels européens.

Ensuite, il est nécessaire de sortir d'une lecture strictement idéologique et partisane des idées réformistes de Bourguiba. Son attitude vis-à-vis de l'islam n'a pas été bien comprise, parce que précisément l'on a voulu privilégier une lecture politique. Celle-ci s'est d'abord révélée lors du conflit avec les youssefistes. Il est aujourd'hui admis par certains historiens que ces derniers ont été les défenseurs de l'arabité et de l'islam, alors que Bourguiba aurait été, au contraire, l'ennemi des valeurs traditionnelles et de la religion. Ce type de lecture a également marqué le conflit entre Bourguiba et le mouvement islamiste. En exploitant certaines prises de position du leader à l'égard de l'islam, caricaturées en Tunisie et dans l'ensemble du Monde arabe, les islamistes n'ont fait que renforcer l'idée selon laquelle Bourguiba voue une haine à la religion musulmane.

Enfin, il nous faut éviter les procès d'intention. En effet, d'aucuns ont délaissé les discours de Bourguiba pour produire une vision biaisée de sa posture à l'égard de l'islam, faite principalement de clichés et de préjugés : Bourguiba a toujours été pour eux un franc-maçon et un

36. Discours du 14 septembre 1959.

37. La pensée religieuse de Bourguiba a été fortement influencée par les grands réformateurs musulmans de la *Nahdha* (renaissance), en particulier le cheikh Mohamed Abdouh qui était le précurseur de l'idée de l'abolition de la polygamie en cas d'iniquité entre les femmes. Cf. M. Amara, *L'Islam et la femme*, Beyrouth, Fondation arabe des études et de l'édition, 1980, p. 42.

ennemi de l'islam. Ses détracteurs ont délibérément ignoré les prises de position du leader où il fait l'apologie de l'islam et magnifie sa grandeur. Il est vrai que l'islam dont parle Bourguiba n'est pas celui de ses accusateurs. La relation du *zaïm* tunisien à l'islam est complexe. Elle ne peut pas être interprétée en fonction de critères traditionnels ou figés. Bourguiba célèbre l'islam, tout en déployant une approche rationnelle et singulière. De même, il refuse de s'enfermer dans les visions des traditionalistes *(salaf)* mais illustre fréquemment ses discours par leurs citations et reconnaît leur génie. Il est vrai que Bourguiba apparaît parfois comme un laïque radical, tout en n'hésitant pas à prêcher dans les mosquées et en utilisant le style traditionnel des oulémas, dont il ne cesse pourtant de critiquer les limites et la rigidité de la pensée. Bourguiba s'interroge aussi sur certains comportements du Prophète, mais cela ne l'empêche pas de faire appels à ses *hadiths* comme le font les traditionalistes.

Le leader a toujours voulu sortir des limites de l'islam stéréotypé, l'islam de la *sunna* et de *ahl jamâa* qui s'est mélangé aux traditions et est resté figé pendant des siècles. Quand il pose ses nouvelles idées, le *zaïm* exprime une vision de l'islam fruit de sa double culture arabe et occidentale. Des idées que l'on retrouve chez les grands réformateurs de l'islam (Mohamed Abdouh, Khéreddine Pacha, Jameleddine Afghani, Rachid Ridha...) et en Occident.

Bourguiba ne cherche à « occidentaliser » ni l'islam ni la société. Il déploie une lecture spécifique de la religion musulmane, en tant que « guide des croyants » qui détient légitimement le pouvoir d'interprétation des textes. Le leader n'est jamais sorti du champ religieux. Il recourt dans ses discours à une terminologie et à une rhétorique religieuses, celle-là même qui est exploitée aujourd'hui par tous ceux qui appellent à la réforme de l'islam : « Rénover les préceptes de l'islam », « protéger l'islam et ses grands principes », « les lumières divines », « le message prophétique », etc., autant d'expressions que l'on retrouve de manière récurrente dans les discours du président tunisien.

Bourguiba est sans doute le seul homme politique dans le Monde arabe à avoir pratiqué la réforme religieuse, le seul à avoir traduit dans les faits les idées des grands penseurs réformistes. Contrairement à la quasi-totalité des leaders politiques de son époque, il a osé défier l'institution religieuse. Ces hommes politiques sont devenus rapidement les otages de cette institution, incapables de la transformer de l'intérieur ou de proposer une lecture alternative de l'islam, allant jusqu'à épouser de manière encore plus virulente ses idées dans une sorte d'hypocrisie flagrante, formant ainsi une coalition qui n'a servi ni l'évolution de la conscience religieuse, ni son rayonnement.

5

Bourguiba et le Code du statut personnel : réflexions sur le recours à l'*ijtihad*

Nawel GAFSIA*

Le 13 août 1956, Habib Bourguiba[1] fait promulguer par voie de décret[2] le Code du statut personnel (CSP), rompant avec les prescriptions séculaires de la doctrine juridique musulmane classique *(fiqh)*. Celui-ci abolit la polygynie[3], la répudiation et supprime le tuteur *(wali)* pour la formation du lien matrimonial[4]. Le leader nationaliste justifie ses mesures *a posteriori* à travers ses discours politiques en se référant à un « *ijtihad* nouveau ».

Dans la pensée doctrinale dominante, la pratique de l'*ijtihad* constitue l'effort de raisonnement libre destiné à la recherche de solutions juridiques élaborées par les *fuqaha* (savants de l'islam) et conformes à la volonté divine[5]. Elle est réprouvée officiellement depuis la consécration

* Doctorante en droit à l'université de Paris I Sorbonne-Panthéon, laboratoire d'anthropologie juridique de Paris (LAJP).

1. À l'époque Premier ministre et président du Conseil.

2. Cette procédure s'inscrit dans la continuité de la période coloniale, où Mohamed Lamine Pacha Bey, « Possesseur du Royaume de Tunisie », était encore en charge de la promulgation des décrets, le système de production juridique législatif sous le régime du Protectorat français revenant au pouvoir exécutif.

3. La « polygamie » (plusieurs mariages) fait ainsi l'objet d'une incrimination. Par ailleurs, seule la polygynie (mariage d'un homme avec plusieurs femmes) était admise par l'ordre juridique du *fiqh* classique, et non la polyandrie (mariage d'une femme avec plusieurs hommes). Cf. C. Bontems, « Les rêveries utopiques du juge colonial », dans *Le Juge, une figure d'autorité, Actes du colloque des 24, 25 et 26 novembre 1994,* Paris, L'Harmattan, 1998, Association française des anthropologues du droit, p. 537.

4. Dans le même temps, il instaurait l'obligation du consentement des deux époux au mariage, la limite d'âge au mariage à 15 ans pour les filles, qui fera l'objet d'une modification ultérieure où l'âge s'élèvera à 17 ans (décrets-lois n° 64-1 et 64-2 du 20 février 1964), la majorité légale à 20 ans, et enfin le droit au divorce judiciaire ouvert à égalité pour les deux époux.

5. J. Schacht, « Idjtihad », *Encyclopédie de l'Islam*, nouvelle édition, t. III, p. 1052 et s.

définitive des quatre écoles de droit dites « orthodoxes »[6] aux IIIe-IVe siècles de l'hégire. Cette conception juridique est désignée par l'expression de la « fermeture de la porte de l'*ijtihad* »[7]. Ainsi, dès l'indépendance, le nouvel État s'empare d'un champ juridique, en l'occurrence les relations interpersonnelles familiales et matrimoniales, réservé jusqu'en 1956 aux corps professionnels traditionnels de l'islam (*muftis* et *cadis*), chargés de s'assurer du respect des doctrines scolastiques. Le législateur, personnifié en Bourguiba, ose l'ouverture de la porte de l'*ijtihad*, pour justifier l'adoption des normes novatrices du Code du statut personnel.

Nous partirons des contenus des discours prononcés par Bourguiba entre 1956 et 1965, tout en tenant compte de leur évolution, afin de tenter d'apporter une réponse sur ses motivations et sur l'intérêt d'une telle démarche discursive en matière d'innovations juridiques dans un contexte musulman.

Les origines du recours à l'*ijtihad*

La revendication d'une continuité historique : la filiation avec les réformistes

Un décret du 3 août 1956 substitue à l'ordre judiciaire pluriel, et notamment la justice du *charaâ* réservée aux affaires du statut personnel, une juridiction dite « séculière » et « unifiée ». Cette modification est présentée par le leader comme le corollaire d'un droit nouveau et d'une justice plus équitable et efficace[8]. Afin de justifier ces changements institutionnels, il inscrit ce programme dans le sillage de la pratique des savants de l'islam, les *fuqaha*, dont l'*ijtihad* a constitué le fondement même du droit musulman. Dans la perspective de préparer l'opinion tunisienne, encore imprégnée de piété religieuse et de traditions, à l'adoption future du CSP, il rattache cette mesure aux principes fondamentaux de

6. Les quatre écoles juridiques sont le malékisme (dominant en Tunisie et dans l'ensemble du Maghreb), le hanafisme, le hanbalisme et le chafiisme.

7. W. B. Hallaq, « Was the gate of ijtihad closed ? », *International Journal of Middle East Studies*, vol. 16, 1984, p. 3-41 ; l'auteur considère que « bab », c'est-à-dire la porte, traduit l'idée de la « voie », de la « possibilité » d'agir sur un plan exclusivement juridique : « As often used in legal discussions, the term "bab" means "way". Thus, "saddu babi al-talaqi" may be rendered as "closing the way of divorce" or "making divorce infeasible". Similary, "insadda babu al kiyasi" may be translated "the way of kiyas was closed" or "the procedure of kiyas was suspended" », Kiyas représentant une variante de l'*ijtihad*, p. 20. Cf. du même auteur, « On the origins of the controversy about the existence of mujtahids and the gate of ijtihad », *Studia Islamica*, LXIII, 1986, p. 129-141.

8. Tunis, discours du 3 août 1956.

l'islam : « de même que nos ancêtres ont fait un effort de réflexion sur les moyens d'atteindre les fins assignées par l'islam, nous devons à notre tour fournir le même effort pour adapter la vie de la communauté aux impératifs de notre temps, dans le cadre des principes généraux de l'islam. L'esprit humain, dans son évolution, donne à la notion de droit un contenu variable selon l'époque : ce qui était admis il y a quatorze siècles ne l'est plus en notre temps. La raison manquerait à son rôle si elle se fermait à des conceptions qui, différentes dans leur contingence des conceptions traditionnelles, répondent dans leur essence aux impératifs de justice, d'équité et de respect de la personnalité humaine »[9].

Bourguiba prône par ailleurs une vision évolutionniste du droit et de la société. Il l'appuie sur le concept de « progrès », qu'il rattache au principe fondamental de l'islam, selon lequel la religion est « valable en tout temps et en tout lieu », conformément à l'enseignement des prophètes et des jurisconsultes des premiers temps[10], l'islam étant une religion qui « encourage à la réflexion et libère l'esprit des sujétions débilitantes »[11]. Il présente cette nouvelle organisation judiciaire comme le résultat d'une longue lutte des élites intellectuelles sous la période coloniale pour l'unification de la justice : Ali Bach Hamba, Béchir Sfar, Abdelaziz Thaalbi, ou autre Abdeljelil Zaouche, ainsi que les militants du Néo-Destour, préconisaient eux-mêmes les réformes sur la base d'un « retour » aux « valeurs fondamentales » de l'islam. Dans ses discours des 3 et 10 août 1956, il annonce la promulgation imminente du Code du statut personnel, où la polygynie et la répudiation seront abolies, une décision, précise-t-il, ayant reçu l'aval des cheikhs Tahar Ben Achour et Abdelaziz Djaït[12]. Ce projet est censé s'inscrire dans la continuité des savants contemporains, tels que Jameleddine Afghani, cheikh Abdouh et Rachid Ridha[13].

Ces réformistes de la *Nahdha* (renaissance de l'islam) marqueront l'histoire des idéologies musulmanes relatives aux questions de l'émancipation féminine et de l'égalité entre les genres. L'évocation de la légitimité historique de ces penseurs, hommes politiques et savants contemporains de l'islam, précurseurs de l'ouverture des portes de l'*ijtihad*, permet ainsi à Bourguiba de faire valoir des antécédents pour éviter la marginalisation de sa conception du changement juridique. En confrontant les discours aux œuvres de ces réformistes, nous nous apercevons que celui-ci adopte un raisonnement analogue en matière de recours à l'*ijtihad* ; cela afin de justifier la suppression de certaines dispositions du *fiqh* relatives à la formation et à la dissolution du lien matrimonial. À la lecture du

9. Tunis, discours du 3 août 1956.
10. *Ibid.*
11. *Ibid.*
12. Tunis, discours du 3 août 1956. Il semblerait, en réalité, que cheikh Djaït ait sévèrement critiqué le projet.
13. *Ibid.*

commentaire du Manar[14] de Mohamed Abdouh et Rachid Ridha, et de l'ouvrage *Notre femme dans la loi et la société* de Tahar Haddad[15], l'argumentation en faveur, d'une part, d'une pratique libre de l'*ijtihad* et, d'autre part, de l'usage de l'*ijtihad* pour la réforme juridique relative notamment aux droits de la femme et à la place de la polygynie, nous observons que Bourguiba s'est directement inspiré de leur raisonnement.

Néanmoins, pour Joseph Schacht, les hommes des mouvements réformistes ont apporté des « pensées originales » dans l'histoire de l'intelligence islamique mais sans portée effective sur un plan pratique, c'est-à-dire dans le domaine juridique[16]. Par la détention du pouvoir de production juridique, légitimé par les préceptes de l'islam – domaine réservé jusque-là aux oulémas de la mosquée Zitouna –, Bourguiba aurait ainsi réalisé la jonction entre l'idéologie du mouvement réformiste de l'islam et le registre pragmatique des réformes juridiques. Il aurait fondé les normes du CSP sur la base des principes libéraux de justice et d'équité, contenus dans le Coran et la *sunna*, idéaux que nous retrouvons notamment dans l'ouvrage de Abdelaziz Thaalbi[17]. En d'autres termes, Bourguiba aurait conféré un contenu concret, à travers des normes juridiques, au projet idéologique des réformistes, en matérialisant leur approche et en recourant au principe d'exécution positiviste d'un « *ijtihad* nouveau ».

Cette hypothèse nous conduit à poser la question centrale de cette contribution : faut-il considérer Bourguiba comme un successeur des réformistes et/ou comme un homme politique et un stratège intellectuel qui disposant du pouvoir de légiférer de manière quasiautoritaire a été amené à légitimer, à partir d'un fondement discursif à la fois rationnel et religieux, l'adoption des normes novatrices du CSP ?

Bourguiba, stratège intellectuel ?

En dehors de « six ou sept réunions » en Conseil des ministres[18], l'élaboration du Code du statut personnel a été réalisée dans l'urgence, en l'absence d'un débat public et de travaux préparatoires, afin de répondre à des impératifs d'ordre institutionnel du nouvel État en voie de construction. Les circonstances de cette rédaction ont été rapportées par Beji Caïd

14. J.-P. Jomier, *Le Commentaire coranique du Manar*, Paris, Maisonneuve & Cie, 1954.

15. T. el Haddad, *Notre femme dans la loi et la société*, cité dans M. Borrmans, *Documents sur la famille au Maghreb de 1940 à nos jours*, IPO, Paris-La Haye, 1979.

16. J. Schacht, *Introduction à l'étude du Droit musulman*, Paris, Maisonneuve & Larose, 1999, p. 64-65.

17. A. Thaalbi, *L'Islam libéral*, Beyrouth, Dar al Gharb al islami, 1985.

18. Discours du 10 août 1956.

Essebsi, corroborant par ailleurs le discours de Bourguiba daté du 10 août 1956[19]. Parmi les auteurs du CSP, Ahmed Mestiri ministre de la Justice, sera en charge de la présentation officielle du Code à la population. Une commission semble-t-il restreinte à quelques protagonistes de l'indépendance, jouissant du pouvoir exécutif, procède ainsi en quelques semaines à une révolution juridique. En réaction à cet événement inattendu dans le milieu zitounien, une *fetwa* a été rendue le 11 septembre 1956 par des membres du Tribunal supérieur du *charaâ*, condamnant cette initiative juridique. D'après eux, la réforme serait contraire à l'islam[20].

Bourguiba justifiera régulièrement les normes du CSP par la présentation d'un projet de société à vocation modernisateur, tout en rappelant les bases d'un « *ijtihad* nouveau ». Dans le discours du 10 août 1956, il légitime l'abolition de la polygynie en soutenant que « l'esprit général du Coran s'oriente manifestement vers la monogamie »[21] et que « c'est dans un souci de réformer notre société, d'améliorer la condition de la femme, de faire régner la stabilité et l'harmonie au sein de la famille tunisienne, et d'imposer le respect mutuel entre les conjoints pour le grand bien des enfants et de l'ensemble de la collectivité nationale, que nous avons interdit la polygamie »[22]. Au fil de ses discours, il reprend des arguments analogues pour justifier la suppression de la répudiation, l'établissement de l'acte authentique et le principe de consentement des futurs époux. Par ailleurs, l'élimination de la répudiation est expliquée par une volonté d'assurer la stabilité du couple et, par extension, de la famille. En effet, Bourguiba, après avoir instauré le divorce judiciaire, insiste sur le caractère exceptionnel du recours à cette institution, en citant un *hadith* du Prophète : « dans tout ce qui est licite, rien, au regard de Dieu n'est plus détestable que le divorce »[23], le terme « divorce » étant ici la traduction du mot arabe *talaq*, désignant aussi bien la répudiation unilatérale que le divorce judiciaire. En se basant ainsi sur un *hadith* du Prophète, Bourguiba démontre non seulement que l'interdiction de la répudiation est conforme à l'islam mais que la procédure du divorce judiciaire doit faire l'objet d'un usage modéré de la part du croyant qui veut demeurer fidèle à l'esprit de sa religion. En insistant sur le caractère négatif de la séparation du couple et, quelle que soit la forme de la rupture, il relègue la répudiation unilatérale au profit du mari, au niveau des pratiques innommables et inhumaines. Il fait valoir que le divorce judiciaire lui-même est condamnable, avec pour objectif d'induire dans les mentalités tunisiennes la nécessité de conserver le plus durablement possible les

19. M. Borrmans, *Statut Personnel et famille au Maghreb de 1940 à nos jours*, Paris-La Haye, Mouton, 1977, p. 290.
20. *Ibid.*, p. 292.
21. Discours du 10 août 1956.
22. *Ibid.*
23. Discours du 24 juin 1966.

liens du couple afin de gagner plus de stabilité dans la famille et, par extension, dans la collectivité. Car « la société a besoin de famille stable »[24] afin de faire régner le « bien » ainsi que l'islam l'enseigne. Bourguiba cherche à démontrer que son programme législatif est directement inspiré par la recherche du bien : « (...) Édifier une société fondée sur la justice et sur le bien... »[25], telle qu'elle est requise dans les versets du Coran, en l'occurrence le verset 79 de la sourate IV *Des femmes*[26]. Il justifie l'intrusion de l'État dans les relations maritales, jusqu'alors du ressort exclusif de la famille, par la réglementation de la formation et de la dissolution du lien matrimonial : « Le contrat de mariage et sa rupture, qui intéressent au premier chef la collectivité nationale tout entière, ne doivent pas être laissés au bon vouloir des seuls époux ou dépendre du caprice de l'un d'eux »[27]. De plus, la formalisation du mariage par l'institution ultérieure de l'acte authentique[28] est destinée à représenter un obstacle à toute velléité de mariage polygynique, par le contrôle des unions par l'État[29]. Le consentement des futurs époux au mariage et la nouvelle conception du lien matrimonial, avec sa « fonction sociale »[30], doit permettre à la femme de choisir sa vie conjugale et fait d'elle une personne à part entière, et donc disponible pour la nation. Pour Bourguiba, « (...) l'Islam authentique ne saurait en aucune manière freiner l'ascension. Au contraire, il laisse grande ouverte « la porte de l'interprétation » en ce qui concerne aussi bien les croyances que les choses de la vie [...] Fermer la porte de l'interprétation de la loi divine, c'est se condamner au retard et à la décadence »[31]. À travers des discours reprenant les thèmes évolutionnistes et développementalistes de l'époque, il prône la nécessité de l'« élévation » du « niveau de la femme », de son « émancipation », de sa « libération », pour « l'intérêt de la nation » qui se doit de devenir « forte »[32]. Dans le discours « phare » prononcé le 13 août 1965 à l'occasion de la fête de la Femme et la célébration des neuf années d'existence du CSP, intitulé « La Femme, élément de progrès dans la société »[33], ainsi que dans celui du 24 juin 1966, « La femme et l'évolution de la société »[34], il réitère les objectifs de sa politique volontariste de

24. Discours du 24 juin 1966.
25. Discours du 10 juillet 1965.
26. « Tout ce qui t'atteint par un bien c'est de Dieu et tout ce qui t'atteint comme mal c'est de toi-même », trad. et notes, Salah ed-Dine Kechrid, *al-Qur'ân al-Karîm, Initiation à l'interprétation objective du texte intraduisible du Saint Coran*, 6e éd., Beyrouth, Dar al Gharb al islami, 1994.
27. Discours du 10 août 1956.
28. Décrets-lois n° 64-1 et 64-2 du 20 février 1964.
29. *La Justice dix ans après*, Tunis, Secrétariat d'État à la Justice, 1966, p. 181.
30. Discours du 13 août 1965.
31. Discours du 31 juillet 1963.
32. Discours du 7 avril 1958.
33. Discours du 13 août 1965.
34. Discours du 24 juin 1966.

modernisation de la Tunisie, où la femme est représentée comme l'enjeu principal. Loin de reproduire littéralement le Code civil suisse à l'instar de Kemal Atatürk en Turquie, Bourguiba s'attelle à une dialectique juridico-théologique par la voie d'un outil conceptuel dans le domaine de la production juridique en islam : l'*ijtihad*. Une méthode perçue par ailleurs, comme une simple stratégie intellectuelle[35] visant à asseoir la légitimité juridique du CSP. Mais cette démarche interpelle et nous conduit à considérer Bourguiba comme l'initiateur d'un modèle endogène de production juridique. Bien que le leader semble avoir instrumentalisé l'*ijtihad* par la reprise des raisonnements des jurisconsultes contemporains, tels que Mohamed Abdouh et Tahar Haddad, n'apportant finalement rien de nouveau dans la méthode rationnelle, l'innovation réside probablement dans la consécration du lien opéré entre un ordre juridique imposé et une approche dynamique de l'islam.

La portée politique et sociétale de « l'*ijtihad* bourguibien »

Quel enseignement pouvons-nous tirer de la démarche discursive rationnelle de Bourguiba en matière de production juridique en terre d'islam ? Le recours à l'*ijtihad* peut-il se justifier par la recherche de l'égalité, de la justice et de l'équité par la voie d'une méthode rationnelle conforme au Coran ? Dans cette perspective du « bien », quelles limites religieuses sont concevables dans les pensées juridiques musulmanes contemporaines ?

La démarche bourguibienne est porteuse d'une pensée cohérente et non antinomique des liens entre l'héritage rationnel de l'islam et le droit, s'inscrivant ainsi en dehors d'une conception dichotomique opposant la modernité à la religion, à travers l'idée du « mouvement »[36], dans le sens d'une modernité en perpétuelle renaissance.

---

35. Y. Ben Achour, *Politique, religion et droit dans le monde arabe*, Tunis, Cérès-Productions-Cerp, 1992, p. 203-225 ; du même auteur, « Islam et Constitution », *Revue tunisienne de droit*, 1974, p. 77 ; S. Ben Achour, « États non sécularisés, laïcité et droits des femmes », *Revue tunisienne de droit*, 1993, p. 297 ; M. Charfi, *Introduction à l'étude du droit*, Tunis, Cérès-Productions, 1997 ; du même auteur, « Le droit tunisien de la famille entre Islam et modernité », *Revue tunisienne de droit*, 1973 ; H. Djaït, *La Personnalité et le devenir arabo-islamiques*, Paris, Le Seuil, 1974, p. 140-145 ; A. Mezghani, « Réflexions sur les relations du Code de Statut Personnel avec le droit musulman classique », *Revue tunisienne de droit*, 1975, p. 53 ; K. Meziou, « Pérennité de l'Islam dans le droit tunisien de la famille », *Le Statut Personnel des Musulmans*, Bruxelles, Bruylant, 1992 ; du même auteur, « Tunisie, mariage, filiation – Législation comparée », *Jurisclasseur*, Fascicule 1, 1997.

36. D'après Georges Balandier, la modernité « c'est le mouvement plus l'incertitude... [et] ... l'homme est acteur de sa propre histoire ». Cf. « Sur les modernités, entretien », *Qantara*, Institut du Monde arabe, 14, 1995, p. 19-22.

Aussi, envisagerons-nous la démarche de Bourguiba, non pas comme une rupture avec l'islam à l'instar d'une vision doctrinale dominante séculaire, mais comme une rupture avec le *fiqh*, pour rejoindre une approche historique de la formation du droit en islam[37]. Il est vrai, qu'au regard de l'approche orthodoxe du droit musulman, la rupture avec le *fiqh* représente une rupture avec l'islam tout entier, où la *charia*, en tant que voie à suivre littéralement, ne devrait faire l'objet d'aucune interprétation mais d'une imitation sans fin.

À l'appui des considérations historiques relatives à l'affrontement doctrinal entre les traditionnistes et les rationalistes représentés par les mutazilites, un antagonisme qui « se perpétue jusqu'à nos jours »[38], peut-on assimiler la rupture du CSP avec le *fiqh* à une sorte de retour de la Raison et d'une revanche des dialecticiens, sans pour autant encourir l'accusation de mécréant[39] ?

En nous rangeant du côté de l'approche « historique », nous serions tenté de répondre que la rupture avec le *fiqh* se limiterait à une coupure avec une interprétation humaine de l'islam, posant un droit en étroite relation avec un milieu et un contexte temporel spécifiques, dont les modèles de vie seraient différents les uns des autres. Nous serions ainsi conduit à opposer l'*ijtihad* de Bourguiba à celui des anciens *fuqaha*, à envisager le changement juridique sous l'angle d'une substitution à un droit humain d'un droit fondé sur une rationalité. L'objectif commun à l'un et à l'autre est de se conformer aux principes de l'islam. Si l'on considère la *charia* uniquement dans sa première définition incluant le Coran, puis la Tradition, et en faisant ainsi abstraction de cette construction juridique humaine, qui est le *fiqh*, nous serions amené à considérer que les normes novatrices demeurent fidèles à l'essence des textes sacrés. Bourguiba, en revendiquant un *ijtihad* libre, comme les premiers *moujtahidoun*, oppose

37. M. Arkoun, « Le concept de raison islamique », *Pour une critique de la raison islamique*, Paris, Maisonneuve & Larose, 1984, p. 65-80 ; M. S. Al-Ashmawy, *L'islamisme contre l'islam*, Paris-Le Caire, La Découverte-Al-Fikr, 1989, p. 37-38 ; Y. Ben Achour, « Islam et Constitution », art. cité, p. 76-121, pp. 105-115 ; N. Bouderbala, « La loi musulmane et le changement social », *Revue juridique, politique, et économique du Maroc*, 8, 2e sem., 1980, p. 59-69 ; du même auteur, « Le statut de la femme en Islam », *Raisons d'être*, Tunis, université de Tunis, CERES, série sociologique, 5, 1980, p. 191-194 ; C. Chehata, *Études de droit musulman*, Paris, PUF, 1971, p. 33-47 ; J. Chelhod, « La place de la coutume dans le fikh primitif », *Studia Islamica*, LXIV, 1986, p. 19-38 ; M. Fahmy, *La Condition de la femme dans l'Islam*, Paris, Allia, 1990 ; S. Laghmani, *Éléments d'histoire de la philosophie du droit, le discours fondateur du droit*, t. I, *La Nature, la Révélation et le Droit*, Tunis, Cérès-Productions, 1993, p. 167-226 ; J. Schacht, *Introduction à l'étude du droit musulman*, Paris, Maisonneuve & Larose, 1999, p. 64-65 ; « Shari'a », *Encyclopédie de l'Islam*, édition 1934 ; « Fikh », *Encyclopédie de l'islam*, 1977 ; M. El Shakankiri, « Loi divine, loi humaine et Droit dans l'histoire juridique de l'Islam », *Bulletin du CEDEJ*, 13, décembre 1981, p. 5-29 ; G. Tillion, *Le Harem et les cousins*, Paris, Le Seuil, 1966, p. 87-106.

38. M. El Shakankiri, *op. cit.*, p. 26.

39. N. Bouderbala, art. cité, p. 64 ; M. El Shakankiri, art. cité, p. 26.

son intervention humaine et actuelle dans un champ sacré, à un autre effort d'interprétation humain également mais ancien, dont le résultat serait inadapté au présent. L'objectif visé par Bourguiba à travers ces normes novatrices est appuyé sur la solide conviction de créer des conditions favorables pour atteindre une certaine « modernité », et ce par une politique juridique volontariste ayant pour vocation de réaliser l'égalité entre les femmes et les hommes. Celle-ci est définie comme l'une des principales préoccupations et priorités du nouvel État. Son intention repose donc sur la modernisation de la société en démontrant que « l'islam est une religion de tout temps et tout lieu ». Car, s'il permet au droit d'évoluer, l'*ijtihad* postule que l'idée d'évolution est intrinsèque au Coran.

Si l'on considère la dimension humaine du droit musulman, justement par la voie de l'*ijtihad*, d'après une approche anthropologique et historique du *fiqh*, peut-on considérer que le principe invoqué par Bourguiba est justifiable du fait de ces antécédents ? Que signifie la « laïcité », si ce n'est la prise en compte du facteur « temps » et, par là, de la construction d'un droit temporel basé sur une philosophie fondée sur une équité d'origine divine ? Nous serions ainsi en présence de la coexistence d'un double système de référents juridiques, d'un mode de pensée fondé sur la base de l'*ijtihad*, d'une part, et d'une procédure étatique de production du droit, d'autre part. Le recours à l'*ijtihad* en tant qu'instrument dynamisant l'élaboration de la loi au sens large, et dans sa mise en œuvre, représente un apport conséquent du point de vue de la recherche en anthropologie juridique : comment concilier des fondements différents et faire évoluer le droit sans pour autant emprunter à un droit relevant d'un processus historique et par là d'un autre *topos* ?

L'enjeu politique et sociétal du recours à l'*ijtihad*, reposant sur la conciliation entre le principe d'une amélioration du statut de la femme et les revendications identitaires, apporte ainsi des pistes de réflexion sur la question de la pensée d'un paradigme d'une modernité juridique, dans le sens d'une dynamique interne de l'évolution du droit en contexte musulman.

La démarche de Bourguiba pourrait représenter à l'avenir un modèle de réflexion et d'effort en matière de pratique judiciaire. Elle repose sur la consécration d'une double légitimité, celle des normes novatrices du Code du statut personnel, d'une part, et du recours même à l'*ijtihad*, d'autre part. Selon le discours bourguibien, les dispositions juridiques interdisant la polygynie et la répudiation, par exemple, doivent leur existence à la légitimité de l'effort de raisonnement. L'intérêt de la démarche bourguibienne induit une conception endogène de la production juridique en terre d'islam, dans un contexte où se côtoient depuis la période ottomane et, plus encore depuis l'époque coloniale, des systèmes de représentation de droit issus de processus historiques diversifiés[40]. Entre l'ordre

40. Avec, d'une part, la doctrine séculaire du *fiqh*, résultat du travail conceptuel des *fuqaha*, désignée par une expression devenue générique, la charia, et d'autre part, le principe du *qanoun*, législation d'origine purement étatique.

juridique étatique et l'ordre normatif divin, une alternative rationnelle endogène pourrait émerger à travers le fondement discursif de l'*ijtihad*, en tant que méthode permettant la recherche de solutions dans la consécration de la justice et des intérêts individuels et collectifs, sans rupture autoritaire avec l'Histoire. Au-delà des considérations purement politiques et tactiques liées à son règne, c'est ce qu'il faut retenir de l'*tjtihad* de Bourguiba.

6

Bourguiba et la régulation institutionnelle de l'islam : les contours audacieux d'un gallicanisme politique à la tunisienne

Franck FRÉGOSI*

> « (...) La religion n'acquiert force de droit que par le décret de ceux qui ont le droit de régir l'État ; que le règne singulier de Dieu sur les hommes ne s'établit que par ceux qui détiennent le pouvoir politique, et qu'en outre l'exercice du culte religieux et les formes extérieures de la piété doivent se régler sur la paix et l'utilité de l'État, d'où suit qu'ils doivent être réglés par le souverain seul et que le souverain doit en être l'interprète. »
>
> Baruch Spinoza, *Traité théologico-politique*, chap. XIX.

> « (...) Les disciplines corporelles ont été prescrites par la loi religieuse en supposant l'exigence d'un État islamique fort. Si cet État vient à être mis en danger, les nécessités politiques doivent prendre le pas sur les rites religieux. L'État d'abord. Car sans l'État, la religion serait en péril. C'est à l'État qu'il appartient d'assurer la sécurité de l'homme qui prie dans la mosquée et de sauvegarder sa dignité qui était bafouée à l'époque du Protectorat. »
>
> Habib Bourguiba, Monastir, discours du 14 mai 1960.

Lorsqu'on évoque la question de la modernisation des rapports entre l'État et la religion dans l'aire musulmane, les expériences kémaliste[1] et

* Chargé de recherche au CNRS, laboratoire « Droit, religion et société en Europe ».

1. Sur l'épisode kémaliste voir la somme de Bernard Lewis, *Islam et laïcité. Naissance de la Turquie moderne*, Paris, Fayard, 1988, 528 p.

bourguibienne s'imposent à l'évidence comme les deux tentatives les plus abouties de transcription d'un schéma de laïcisation[2] qui débouche sur l'entière autonomie de l'État, de ses institutions et de son droit par rapport à la religion et à son support normatif représenté par la charia.

Il est vrai que sans minorer les spécificités de chacune d'elles (différences de méthodes principalement), les deux expériences présentent certains traits communs[3]. On retrouve de part et d'autre cette volonté forcenée de procéder à la modernisation d'ensemble du corps social à partir de l'établissement d'un nouvel ordre politique régénérateur, de bousculer les hiérarchies et les institutions traditionnelles, en soustrayant la société aux « vents venus d'Orient » et, partant de là, de les raccorder au monde occidental.

Cette proximité s'explique, en grande partie, par l'indéniable fascination qu'a exercée Mustapha Kemal sur de nombreux leaders musulmans, notamment sur Habib Bourguiba[4] ; admiration vis-à-vis de celui qui incarnait le leader musulman nationaliste, proclamé héros de l'islam qui était venu à bout par les armes des puissances occidentales en septembre 1922 et qui était également parvenu à imposer une modernisation sans tutelle[5].

L'homme Bourguiba, pétri de positivisme, était à l'évidence convaincu de la prééminence de la raison sur tout autre ressort de la pensée et, notamment, de la religion[6]. À ce titre, il peut être considéré, sans l'ombre d'un doute, comme laïque. Peut-on en dire autant de la façon dont dans la pratique, sous son autorité de 1957 à 1987, les rapports entre l'État et l'islam ont évolué ?

Telle est l'interrogation centrale de cette contribution, à laquelle je vais m'efforcer d'apporter une réponse nécessairement contrastée. Pour ce faire, j'essaierai, dans un premier temps, d'identifier le type théorique de relations religion-État instauré par Bourguiba et dans, un second temps, de relever les spécificités de cette régulation institutionnelle qui

2. P. Rondot, « La laïcité en pays musulman », dans L. Trotabas (dir.), *La laïcité,* université d'Aix-Marseille, faculté de droit et des sciences économiques, Centre de sciences politiques de l'Institut d'études juridiques de Nice, PUF, 1960, p. 131.

3. R. Ben Achour, « La Turquie et la Tunisie modernes : comparaison à la lumière des principes kémalistes », dans *Le Kémalisme et les kémalistes*, Zaghouan, Fondation Temimi pour la recherche scientifique et l'information, avril 1999, p. 21-27.

4. Comme Ferhat Abbas qui prendra le pseudonyme de Kamal Abencérages par référence au leader turc.

5. O. Kologlu, « Les répercussions du kémalisme dans le monde arabe », dans *Le Kémalisme et les kémalistes, op. cit.*, p. 73.

6. « Il est encore des gens qui ne conçoivent pas que la raison doit s'appliquer à toutes choses en ce monde et commander toute activité humaine. Pour ceux-là, certains domaines – celui de la religion en particulier – doivent échapper à l'emprise de l'intelligence. Mais alors en agissant de la sorte on détruit du même coup la ferveur et la vénération que nous devons à tout ce qui est sacré (...). Comment admettre cet ostracisme contre la raison ? Comment s'abaisser à ce comportement d'animal intelligent ? La religion ne peut pas le commander ». Tunis, discours du 8 février 1961.

fondent l'originalité de l'approche bourguibienne par rapport aux autres types idéologiques de régulation de l'islam dans le monde musulman.

Bourguiba, l'islam et l'État : un gallicanisme à la tunisienne

La Tunisie de Bourguiba jouit de ce côté-ci de la Méditerranée (en partie aussi en Tunisie tant chez ses détracteurs islamistes que parmi l'intelligentsia laïque) de la solide réputation d'être l'une des rares Républiques civiles et laïques[7] dans un océan politique où prédominent tantôt des dictatures militaires, des démocraties civiles virtuelles ou des monarchies se drapant souvent du voile protecteur de la religion.

On peut estimer à l'instar d'Abdelkader Zghal que tout débat sur la question de la laïcité de l'État tunisien doit être nécessairement resitué dans le cadre général « d'un rapport entre les mots et les choses »[8].

Il est vrai que le concept de laïcité est lié historiquement au contexte occidental et culturel chrétien, et rend compte de la confrontation entre deux bureaucraties : celle de l'État et celle de l'Église. Une telle configuration ne correspond pas vraiment à la réalité des sociétés arabo-musulmanes sunnites d'une part, et à une religion (l'islam) dépourvue d'une bureaucratie cléricale autonome d'autre part. Les mots peuvent être identiques, ils ne rendent pas nécessairement compte des mêmes situations.

En dépit de ces précautions d'usage, il nous apparaît cependant que le recours ou, plus exactement, la transposition du concept de laïcité au contexte tunisien demeure problématique à plusieurs titres.

Le concept de laïcité fait lui-même l'objet d'un débat récurrent en France, moins dans son substrat législatif d'origine (loi de 1905 portant séparation des cultes et de l'État que nul n'envisage officiellement d'amender) que dans sa transcription idéologique, cette « laïcité imaginée » qui est tout aussi constitutive du « modèle français de séparation » que l'histoire tumultueuse des relations entre l'Église catholique et le pouvoir politique dans l'Hexagone[9].

S'ajoutent à cela les diverses lectures possibles du terme selon que l'on privilégie une approche juridique et institutionnelle, politique ou une lecture en termes d'histoire des idées ou de philosophie.

Pour nous limiter à une lecture strictement juridique et institutionnelle, la laïcité pourrait s'entendre de façon idéal comme la transcription insti-

7. A. Zghal, « L'islam, les janissaires et le Destour », dans M. Camau (dir.), *Tunisie au présent, une modernité au-dessus de tout soupçon ?*, Paris, éd. du CNRS, 1987, p. 375.

8. *Ibid.*, p. 376.

9. F. Messner, « Laïcité imaginée et laïcité juridique. Les évolutions du régime des cultes en France », *Le Débat*, 77, novembre-décembre 1993, p. 88-94.

tutionnelle d'au moins cinq principes majeurs distincts quoique complémentaires :

– la non-confessionnalité de l'État qui consiste en une indifférence de l'État vis à vis des croyances individuelles des individus. Cela sous-entend notamment que les fonctions et les services publics ne sont pas confessionnels et sont assurés par un personnel étatique séculier (accès libre de tous les citoyens sans distinction de confession et absence de limitation confessionnelle à l'accession à certaines fonctions publiques) et, en amont, l'absence de toute formule de religion d'État ;

– la neutralité religieuse de l'État implique, elle, que la puissance publique n'interfère pas dans les affaires internes des cultes. En d'autres termes, il s'agit d'une règle d'indifférence aux institutions religieuses renvoyant peu ou prou à la notion de séparation organique entre les institutions religieuses et les institutions publiques ou de « dissociation institutionnelle »[10]. Dans la mesure où l'État n'intervient pas dans les affaires internes des cultes, ceux-ci disposent de la liberté d'auto-organisation dans le respect de leurs traditions propres, avec comme seule limite les règles d'ordre public ;

– l'État laïque, neutre religieusement, est en même temps le garant de la liberté religieuse (liberté de conscience, liberté de manifester en public comme en privé sa religion comme sa non-religion). Il doit, par exemple, veiller à ce que chaque confession puisse exercer librement son culte. Cette exigence suppose un cadre, des lieux adaptés, etc. ;

– la primauté de l'ordre juridique étatique séculier sur toute autre expression normative et notamment religieuse (cela n'exclut pas que dans des cas limités l'ordre juridique étatique puisse renvoyer à des ordres juridiques confessionnels)[11] ;

– le non-subventionnement public des cultes : l'absence plus ou moins totale de mécanismes de soutiens publics directs, notamment financiers, des activités religieuses.

Force est de constater que l'État bourguibien (et avec lui l'ensemble des États arabo-musulmans) ne saurait à proprement parler être assimilé à ce modèle théorique d'État laïque.

La réalité nous conduit plutôt à relever une présence institutionnelle de l'islam, certes strictement encadrée, mais non moins effective tout au long des trente années d'exercice du pouvoir par Bourguiba d'une part, et la constante sollicitation implicite ou explicite du référent religieux pour cautionner les différentes orientations du régime d'autre part.

Il est vrai que les services publics tunisiens sont accessibles à tous sans distinction de confession. En théorie, la liberté religieuse est garantie

10. J. Baubérot, *La Laïcité quel héritage ?*, Genève, Labor et Fides, 1990.

11. Franck Frégosi, « Droit français et norme religieuse ou les limites d'une prise en compte dans un État laïque : le cas de l'islam », dans P. Kahn (dir.), *L'Étranger et le droit de la famille. Pluralité ethnique, pluralisme juridique, Perspectives sur la justice*, Mission de recherche « Droit et Justice », La Documentation française, 2001, p. 183-200.

par la puissance publique. Il est néanmoins difficile – en dépit des précautions prises en 1956 par les constituants (à la demande de Bourguiba)[12] pour écarter la formule juridique de l'islam religion de l'État et de la suppression en août 1956 de toutes les juridictions confessionnelles (musulmane comme israélite) – de ne pas constater que l'islam est bien, sinon *de jure*, en tout cas *de facto*, la religion de l'État.

L'appartenance à la religion musulmane figure explicitement dans la Constitution de 1959 comme une condition de droit pour être éligible à la fonction de président de la République.

Si effectivement le droit commun tunisien est entièrement séculier en matière de statut personnel, la législation quoique progressiste continue sur certains points de reprendre à son compte des éléments du droit musulman qu'une jurisprudence tardive semble conforter.

Loin donc de renvoyer à une quelconque forme de séparation institutionnelle entre la religion et l'État, l'expérience bourguibienne s'apparente davantage à un avatar tunisien du gallicanisme politique. Le gallicanisme renvoie originellement à la doctrine historique des relations entre la religion et l'État en vigueur en France sous l'Ancien Régime (et sous l'Empire) qui se caractérisait par l'union de l'Église de France avec le roi. La « Déclaration des quatre articles » de 1682 en fut la charte constitutive. Celle-ci visait à limiter les droits du siège romain. Le Régime des cultes reconnus, instauré à partir de 1801 par le Premier consul Bonaparte, s'inspire également du gallicanisme dont les effets seront simplement élargis aux cultes non catholiques reconnus (protestantisme, judaïsme)[13].

Si l'on fait abstraction du contexte français et catholique, le gallicanisme se présente donc comme l'idéologie et la pratique institutionnelle visant à asseoir la primauté de la sphère étatique sur la sphère religieuse. Cette primauté se traduit par un contrôle systématique qui passe le plus souvent par la mise sous tutelle de ses cadres et leur intégration dans le personnel étatique, leur subordination financière et la régulation monopolistique de toute activité de production et de diffusion de la symbolique religieuse. Autant de caractéristiques qui cadrent parfaitement avec le type de relations établi par Bourguiba entre l'État et la religion.

L'État tunisien naissant devait mettre sur pieds une véritable « administration du culte »[14].

Fut créée dans un premier temps au sein du secrétariat à la présidence une direction des Affaires du culte (décret du 5 octobre 1967) qui devait

12. M. Kerrou, « Politiques de l'islam en Tunisie », dans M. Kilani (dir.), *Islam et changement social*, Lausanne, Payot, 1998, p. 84.

13. Dans ce dernier cas, l'État faisait un pas de plus en direction de sa décatholicisation, puisque la puissance publique apportait son soutien non plus à un seul culte mais à plusieurs, le catholicisme étant reconnu non plus comme la religion de l'État mais comme celle de la majorité des Français.

14. Y. Ben Achour, « Islam perdu, islam retrouvé », *Annuaire de l'Afrique du Nord*, XVIII, 1979, p. 68.

ultérieurement être rattachée au Premier ministère, puis à celui de l'Intérieur en juillet 1986. Celle-ci, à l'instar de son équivalent turc, la direction des Affaires théologiques *(Diyanet)*, qu'avait contribué à créer Mustapha Kemal, fut chargée à la fois de la coordination de l'action de l'État en matière religieuse (politique de construction et d'aménagement des édifices cultuels), de la nomination et de la formation des agents du culte (imams et prédicateurs) et de leur rémunération en tant que membres de la fonction publique (décret du 8 avril 1966), ainsi que du contrôle de l'exercice du culte et des programmes d'éducation en matière religieuse. S'ajoute à cela le constat que jamais dans l'exercice du pouvoir, y compris pour faire admettre les restrictions de certaines pratiques religieuses (jeûne, observance de la prière, sacrifice du mouton), Habib Bourguiba n'a renoncé à user d'une rhétorique et d'une gestuelle religieuses dans ses prestations civiles, comme lors des solennités du calendrier islamique, allant même jusqu'à arguer de ses attributions d'imam découlant de sa charge politique. Bourguiba rejetait l'idée selon laquelle le domaine religieux était hors de la compétence de l'État. Loin s'en faut. Comme l'a écrit Mohamed Tozy, « la cible du régime était en fait bien la maîtrise de l'initiative religieuse, plus que la religion elle-même »[15].

Au premier abord donc, le type de relations existant entre l'État et la religion durant la longue présidence de Bourguiba ne diffère guère de ce que l'on peut observer ailleurs dans l'espace musulman et maghrébin, à savoir un strict contrôle étatique de toutes les activités religieuses, la mise en place d'une administration censée diffuser la version officielle de l'islam de l'État et une instrumentalisation permanente de la variable religieuse au bénéfice du régime en place.

Les contours spécifiques du gallicanisme bourguibien

Une étude plus approfondie des mesures prises et surtout de leur mode d'énonciation nous révèle cependant les particularités de ce gallicanisme bourguibien. Ces caractéristiques recoupent une série de faits qui renvoient aussi bien aux convictions profondes de leur auteur (anticléricalisme et modernisme), à la rhétorique et à la mise en scène (et en sens) du pouvoir (*Moujtahid* suprême et religion séculière de l'État) qu'à la conjoncture politique (instrumentalisation fluctuante du religieux).

L'anticléricalisme constitue l'une des grandes constantes idéologiques qui sous-tend toute la politique de Bourguiba en matière de relations

15. M. Tozy, « Islam et État au Maghreb », *Maghreb-Machrek*, 123, octobre-novembre-décembre 1989, p. 29.

islam-État. Cette idéologie politique positive[16] pourrait se définir non pas comme une défiance généralisée à l'égard de tout sentiment religieux, mais bien comme la volonté de contenir ou ramener l'influence de la religion et principalement de son personnel d'encadrement (qui dans le cas de l'islam est à la fois civil et religieux) dans les limites conformes à une certaine idée de l'autonomie de la société civile. Cette disposition intellectuelle négative à l'égard de l'islam institutionnel et, non de l'islam religion, constitue une « seconde nature » chez Bourguiba. Elle obéit autant à des considérations proprement idéologiques qui s'enracinent dans sa formation intellectuelle, philosophique rationaliste, qu'aux conditions particulières dans lesquelles le mouvement national a été amené à capter à son profit la symbolique religieuse pour s'opposer à la politique d'assimilation de la Résidence d'une part, et à se démarquer de l'attitude jugée trop conciliante des autorités religieuses musulmanes de l'époque d'autre part.

Une fois l'indépendance acquise, Bourguiba n'aura de cesse de revenir sur l'attentisme des cheikhs durant le Protectorat, et notamment leur silence, caution à la politique de naturalisation des Tunisiens (lois des 12 juillet et 20 décembre 1923). Un rappel des faits s'impose.

À partir d'août 1923, les destouriens lancent une campagne de dénonciation de la politique de naturalisation des autorités coloniales qui aboutissait, selon eux, à nier la personnalité propre des Tunisiens. Pour mener à bien cette démarche, les nationalistes n'hésitèrent pas à se situer sur le terrain religieux. La religion musulmane étant supposée régir aussi bien la vie publique que la vie privée. Celui qui optait pour la nationalité française passait d'un statut personnel basé sur la législation coranique à une législation civile non islamique ; il était donc assimilé à un apostat, se plaçant en dehors de l'islam. Toute revendication politique trouvait dès lors une justification supplémentaire dans un précepte religieux et toute atteinte formelle à la religion venait en retour alimenter la revendication nationaliste[17]. La mobilisation nationaliste à propos de l'inhumation des naturalisés dans les cimetières musulmans s'intensifiera au lendemain de la double humiliation du Congrès eucharistique de Carthage (mai 1930)[18] et de la commémoration du Cinquantenaire du Protectorat (mai 1931). Les nationalistes organisèrent des manifestations populaires afin d'empêcher ces inhumations. Le mufti de Bizerte, cheikh Idriss Shérif, finit par

16. R. Rémond, *L'Anticléricalisme en France. De 1815 à nos jours,* Bruxelles, éd. Complexe, 1985, p. 7.

17. Le Destour qui ne s'était pas du tout construit sur un critère confessionnel (à la différence du mouvement algérien des oulémas de Ben Badis) va dès lors recourir de façon plus explicite à l'islam.

18. Ce congrès qui devait à la fois servir la cause de la présence catholique en terre musulmane, et consolider la présence française dans la région face aux visées italiennes, fut doté d'un comité d'honneur dans lequel figuraient des personnalités musulmanes parmi lesquelles le Bey et les cheikhs al Islam Hamida Bayram et Tahar Ben Achour.

promulguer une *fetwa* déclarant que le naturalisé était un renégat et qu'il ne pouvait donc être enterré dans un cimetière musulman. Cet avis autorisé devait conférer à la mobilisation et à la lutte contre le système colonial dans son ensemble une légitimité religieuse.

Afin de réagir à cette *fetwa*, les autorités coloniales entreprirent de solliciter à leur tour l'avis du tribunal du *charaâ* de Tunis. La décision prudente qui fut rendue ne donna satisfaction à aucune des deux parties. Les nationalistes en profitèrent pour dénoncer une fois de plus la collusion des autorités de l'islam officiel avec la puissance coloniale. Celles-ci finirent par céder et adoptèrent le principe de la création de cimetières spéciaux réservés aux naturalisés.

Cet épisode devait largement contribuer à renforcer *a posteriori* chez Bourguiba sa défiance à l'égard des hommes de religion. Dans la Tunisie indépendante, à l'occasion de tensions avec les religieux, Bourguiba reviendra fréquemment sur cet épisode pour dénoncer l'opportunisme de ceux qu'ils qualifient de « cheikhs courtisans » ; ceux « qui, dit-il, nous accusent d'être les fossoyeurs de la religion et qui feignent de craindre pour elle, ont été avec leurs maîtres et leurs prédécesseurs, les collaborateurs de ceux qui se proposaient de détruire l'islam et de fouler aux pieds les Musulmans [...]. Ils se sont toujours placés résolument dans le camp de nos adversaires, des adversaires de la religion et de la Nation musulmane. Ils se sont distingués par une soumission servile aux autorités françaises »[19].

Cette défiance devait également s'amplifier à l'occasion du conflit l'opposant au Vieux-Destour qui comptait parmi ses membres fondateurs de nombreux zitouniens. Une autre occasion lui fut donnée lors du conflit l'opposant à Salah Ben Youssef, lequel sut jouer des hostilités des zitouniens et des milieux religieux envers le leader de l'indépendance. Ce n'est pas un hasard si Ben Youssef, le 7 octobre 1955, choisit à dessein de s'exprimer dans l'enceinte symbolique de la Grande Mosquée Zitouna pour prononcer un réquisitoire contre la politique des conventions d'autonomie menée par Bourguiba et annoncer l'avènement d'une Tunisie indépendante, « partie intégrante de la nation arabe et profondément ancrée dans l'islam »[20].

L'accession de Bourguiba au pouvoir allait par la suite lui donner les moyens « techniques » de s'en prendre plus directement à l'appareil religieux traditionnel.

La mise au pas de la Zitouna (décrets du 29 mars 1956 et du 1er octobre 1958) obéissait autant à des considérations pragmatiques, à une volonté de moderniser un enseignement moribond – dont la réforme avait été réclamée par les Jeunes – Tunisiens au début du siècle – qu'à des considérations plus partisanes. En s'en prenant à la Zitouna, Bourguiba était

19. Monastir, discours du 14 mai 1960.

20. S. Bessis et S. Belhassen, *Bourguiba. À la conquête d'un destin 1901-1957,* Paris, Jeune Afrique-Livres, coll. « Destins », 1988, p. 58.

bien décidé à solder ses comptes avec « un centre d'opposition politique des plus actifs », neutralisant toute velléité de résistance du milieu religieux estudiantin.

Bourguiba ne ratera en fait aucune occasion pour faire régulièrement tonner son anticléricalisme, s'en prenant aux « vieux turbans » et autres « oulémas de la décadence, censeurs infatués, mauvais bergers[21], ces vieux professeurs que l'âge condamne à rester ce qu'ils sont... »[22], rappelant au passage qu'il pouvait se dispenser de l'avis juridique des dignitaires religieux, puisqu'en sa qualité de chef d'un État musulman il avait entière compétence selon lui pour s'exprimer en matière religieuse et émettre de sa seule autorité des *fetwa*.

La liquidation des tribunaux charaïques (décrets des 3 août, 25 septembre et 25 octobre 1956) s'inscrit également dans une perspective anticléricale. Elle participait à la fois d'une volonté de rationalisation de modernisation et d'unification de l'appareil judiciaire tunisien, ce qui allait dans le sens d'une sécularisation progressive de l'État et retirait au corps des jurisconsultes une grande partie de leurs prérogatives au bénéfice de juridictions étatiques séculières civiles auxquelles il revenait d'appliquer le nouveau Code de statut personnel (CSP). Lors de cet épisode, Bourguiba insista sur le caractère nécessaire de cette réforme à la fois dans l'intérêt conjoint des justiciables et de l'islam, lequel ne pouvait être rendu responsable de la décadence d'une institution et de procédures inutilement sacralisées par de « faux et bornés ulémas »[23]. De plus, il convient de rappeler que lors de l'adoption du nouveau code ceux des membres du tribunal du *charâa* qui dénoncèrent la réforme comme contraire aux principes et lois de l'islam, furent révoqués ou mis à la retraite anticipée.

L'abolition-nationalisation des habous publics et privés, des *zaouïas*, puis la suppression de l'administration des habous (décrets du 31 mai et 18 juillet 1957) aboutissaient enfin à limiter considérablement les ressources financières de l'appareil religieux désormais financièrement dépendant de l'État. Ces réformes réduisaient également leur mode de présence dans la société.

Si l'on suit la typologie de René Rémond[24], l'anticléricalisme de Bourguiba représente une version hybride qui tient autant du type libéral que de son pendant religieux, l'anticléricalisme de tradition gallicane. Comme le premier, il puise son inspiration dans la philosophie rationaliste et individualiste des Lumières. Il est favorable à l'autonomie de la société civile et à la liberté de conscience tout en procédant à un inventaire sélectif de l'héritage religieux. Dans le même temps, l'anticléricalisme de Bourguiba se décline comme un anticléricalisme de l'intérieur

21. Tunis, discours du 8 février 1961.
22. Tunis, discours du 18 février 1960.
23. Tunis, discours du 3 août 1956.
24. R. Rémond, *L'Anticléricalisme en France..., op. cit*, p. 41-42.

de la tradition musulmane qui, par certains côtés, est proche de celui des réformistes comme Mohamed Abdouh qui fustigeait également l'imitation servile *(taqlîd)* des docteurs de la loi.

Le modernisme constitue la seconde source d'inspiration de la politique bourguibienne envers l'islam et sans nul doute sa contribution majeure qui concourt à différencier très nettement dans le temps l'expérience tunisienne de la version kémaliste.

Chaque fois que Bourguiba mettra en œuvre un projet qui impliquait une remise en cause de certaines pratiques et usages sinon directement religieux, en tout cas dérivés de l'auto-compréhension dominante de la religion, il s'évertuera à justifier ces réformes à partir d'une interprétation libérale de la loi religieuse, cherchant à faire primer l'esprit sur la lettre du texte. Selon le *zaïm*, la modernisation de la société tunisienne supposait également une modernisation conjointe de l'islam moins dans son dogme que dans ses expressions pratiques extérieures.

Cet effort de réformation de l'islam se déclinait le plus souvent par une double lecture contextualisée de tels ou tels principes, à la lumière de l'époque, de la révélation et de la période contemporaine, d'un rappel des faits et gestes du Prophète et d'un appel à un « effort de raisonnement ». Le but était de parvenir à « une saine interprétation de la loi divine »[25], laquelle ne pouvait manquer de coïncider avec les intérêts du pouvoir.

On retiendra en guise d'illustration majeure du « réformisme bourguibien à implication religieuse »[26] parmi les nombreuses mesures modernistes (choix du calcul astronomique pour fixer le début du jeûne, limitation des sacrifices individuels à l'occasion de l'Aïd el Kébir, limitation du pèlerinage...)[27] l'adoption du Code de statut personnel le 13 août 1956 et les tentatives successives de limitation de l'accomplissement du jeûne de Ramadan à partir de 1960.

Bourguiba n'aura de cesse de faire la démonstration que ces deux projets, de loin les plus audacieux de son règne, pouvaient se justifier de l'intérieur même de l'islam : dans un cas, en recourant à une lecture scripturaliste minutieuse du texte coranique et à son interprétation ouverte et, dans l'autre, par le recours à la règle de la dispense prévue pour ceux qui sont engagés dans une action militaire majeure.

En ce qui concerne la question du Code de statut personnel (CSP)[28], Bourguiba prit par exemple la peine de le présenter (une fois le texte rédigé) comme un résumé synthétique de la *Majallah* du cheikh Moha-

25. Tunis, discours du 8 février 1961.

26. M. Hédi Chérif, « Réformes et islam chez Bourguiba », dans S. Ferchiou (dir.), *L'Islam pluriel au Maghreb*, Paris, éd. du CNRS, 1996, p. 61.

27. Pour plus de détails cf. M. Kerrou, « Politiques de l'islam en Tunisie », art. cité, p. 81-102.

28. Le nouveau code devait stipuler, entre autres, l'interdiction de la polygamie (article 18), celle de la contrainte matrimoniale *(jabr)* (article 3), la substitution du divorce judiciaire à la répudiation unilatérale de la femme (article 30), la fixation de l'âge minimum pour le mariage (article 17), enfin l'abolition des empêchements confessionnels au mariage.

med Abdelaziz Djaït de 1949, conforme aux textes fondateurs de l'islam. À la différence d'un Mustapha Kemal qui opta pour la transposition-transcription du code suisse de Neuchâtel, Bourguiba veilla toujours, au plan formel, à présenter sa réforme (qui contenait pourtant de profondes innovations par rapport au droit musulman classique) comme le fruit d'un effort d'interprétation conforme à l'esprit originel de l'islam, ayant reçu l'onction des autorités religieuses, tout en étant en phase avec les exigences des temps modernes.

C'est ainsi qu'à propos de l'interdiction de la polygamie il eut notamment recours au verset coranique suivant « Si vous craignez de ne pas être justes, tenez-vous en à une seule » (Coran IV, 13), pour démontrer que dans l'esprit, le texte coranique présentait la polygamie comme un état civil si contraignant matériellement qu'il en venait à être impossible à réaliser.

La réforme de 1956 lui permit néanmoins de poser les bases solides d'un dépassement progressif du système confessionnel au profit « d'un modèle moderne et unitaire d'un code commun »[29] légitimé sur la base d'une interprétation libérale de l'islam qui fait de ce texte, encore aujourd'hui, un « document unique en son genre dans le monde arabe »[30].

Bourguiba devait ainsi réussir le tour de force de mettre en œuvre une politique séculière tout en continuant de se réclamer de l'islam.

Ces précautions n'empêchèrent pas les réactions hostiles d'une partie des autorités religieuses de l'époque. Mis à part le soutien que lui apporta le cheikh Fadhel Ben Achour[31] qui salua l'élan réformiste du nouveau code, les autres religieux se réfugièrent soit dans un mutisme gêné, soit dans une franche opposition.

C'est ainsi que treize membres des deux chambres du Tribunal supérieur charaïque rendirent publique une *fetwa*, le 14 septembre 1956, dans laquelle ils dénonçaient le nouveau code comme contenant des dispositions strictement contraires au Coran, à la Sunna[32] et à l'Ijmaa[33].

Le cheikh al Islam Mohamed Abdelaziz Djaït lui-même – présenté à tort comme l'un des inspirateurs du CSP – prit ses distances avec le régime et désapprouva plusieurs dispositions introduites. Il réclamait officiellement au ministre de la Justice la révision des articles relatifs à l'interdiction de la polygamie et à l'instauration du divorce civil[34].

Le Code de statut personnel après la conquête de l'indépendance reste sans nul doute le grand œuvre du règne de Bourguiba, indépendamment du

29. J. Deprez, « Pérennité de l'islam dans l'ordre juridique au Maghreb », dans E. Gellner, J.-C. Vatin (dir.), *Islam et politique au Maghreb*, Paris, éd. du CNRS, 1981, p. 322.

30. Y. Ben Achour, *Politique, religion et droit dans le monde arabe*, Tunis, Cérès-Productions-CERP, 1992, p. 216.

31. *Ibid.*

32. Tradition.

33. Consensus au sein de la communauté.

34. Y. Ben Achour, *op. cit.*

fait qu'il s'agit d'une œuvre inachevée, le Combattant suprême retirant in extremis en 1973 un projet de loi instaurant l'égalité successorale entre frère et sœur. Une jurisprudence et des consignes ministérielles restrictives atténueront certains aspects novateurs du code (mariage d'une musulmane avec un non-musulman), ce qui conduisit des spécialistes à évoquer le glissement vers un véritable « ordre public confessionnel »[35].

L'affaire dite du Ramadan intervenue en 1960 est une autre illustration témoignant du modernisme audacieux de Bourguiba.

Bourguiba décide de s'attaquer à un symbole fort : celui de l'observance du jeûne du mois sacré[36] et des dépenses qu'il génère. Il apparaît ainsi en public en buvant un verre d'eau en plein mois de jeûne et invite la population à ne plus observer le jeûne au nom de l'impératif figuré de la lutte contre le sous-développement assimilé à un authentique *jihad* requérant la mobilisation de toutes les énergies en sa faveur. Afin de démontrer la licéité de la non-observance du jeûne, Bourguiba rappelle que les dispenses sont clairement prévues par l'islam, notamment en situation de conflit armé et multiplie, à chaque occasion, les exemples historiques apportant la preuve que le Prophète lui-même, dans certaines circonstances exceptionnelles, appela à la rupture du jeûne : « Pendant qu'il marchait sur La Mecque avec ses compagnons, ils ont été surpris par le ramadan. Certains s'en sont tenus au jeûne, d'autres ne l'ont pas respecté. Le Prophète a rompu le jeûne, pour encourager les premiers à en faire autant. Il dit à ses compagnons : Mangez ! Vous serez plus forts pour affronter l'ennemi ! C'est une parole admirable. On devrait la commenter le vendredi dans les mosquées. Elle s'applique parfaitement à notre cas, nous avons un ennemi à vaincre, la misère. Par la voix du Prophète, Dieu nous convie à être plus forts en travaillant, en refusant d'occuper le dernier rang parmi les peuples »[37].

Habib Bourguiba ne se contenta pas d'en appeler verbalement au Prophète et à l'esprit responsable des Tunisiens, il prit des mesures radicales en ce sens. C'est ainsi qu'il dispensa de jeûne les collégiens, les militaires, maintint les horaires habituels dans les administrations et imposa l'ouverture des restaurants et des bars durant le mois du jeûne avec la ferme intention de « favoriser l'inobservation du jeûne »[38].

---

35. Cf. K. Meziou et A. Mezghani, « Chronique Droit international privé », *Revue tunisienne de droit*, 1980, p. 455-471.

36. P.-A. Martel précise dans sa biographie de Bourguiba, qu'au moment où la Tunisie était encore sous le régime de l'autonomie interne, déjà Bourguiba ne boudait pas son plaisir en plein ramadan de choquer certains de ses ministres et d'en amuser d'autres en lançant une invitation à aller se restaurer. Cf. *Habib Bourguiba. Un homme, un siècle,* Château-Gontier, éd. du Jaguar, 1999, p. 74.

37. Tunis, discours du 5 février 1960.

38. H. Ben Salah, *Système politique et système religieux en Tunisie*, mémoire pour le diplôme d'études supérieures de science politique, sous la direction de A. Mestre, université de Tunis, faculté de droit et des sciences politiques et économiques, année universitaire 1973-1974, p. 30.

Si dans ses réformes antérieures Habib Bourguiba avait pu compter sur la caution d'oulémas réformistes de renom, il dut affronter dans cette affaire l'hostilité généralisée de l'ensemble des religieux. Le Grand Mufti le cheikh Djaït, sollicité afin de rendre une *fetwa* conforme aux orientations du pouvoir, émit un avis très en retrait par rapport à l'interprétation audacieuse du chef de l'État. Dans sa *fetwa* du 13 mars 1960, tout en approuvant certaines mesures visant à supprimer, par exemple, les veillées excessives, le religieux réaffirme par contre le caractère obligatoire du jeûne et déclare même que « le jeûne est (...) un devoir et celui qui ne l'accomplit pas se place en dehors de la communauté islamique »[39].

Si par la suite, notamment à partir de la décennie 1970-1980, les relations entre les systèmes politique et religieux devaient évoluer dans un sens nettement plus favorable aux interprétations les plus conservatrices de l'islam, elles ne devaient en rien modifier ce climat de pluralisme et de liberté en matière de pratiques religieuses, qu'avait contribué à créer l'attitude de Bourguiba à propos du jeûne.

C'est ainsi que la tentative de remise en cause de cette liberté *via* la circulaire Mzali en juillet 1981 – préconisant, entre autres la fermeture des cafés et restaurants, ainsi que l'interdiction de vente de boissons alcoolisées durant ce mois sacré et invitant les hôteliers à décourager les Tunisiens musulmans qui se présentaient aux restaurants pour consommer – fut un échec. Le chef de l'État en personne annula aussitôt la circulaire et ordonna la réouverture des établissements visés.

Du *Moujahid* au *Moujtahid* suprême : aux sources du paradigme théologico-politique bourguibien

Dans le cas de la Tunisie, l'étatisation de la religion dépassant la simple logique d'instrumentalisation du religieux participe plus globalement d'un processus que Michel Camau a clairement décrit comme celui d'une ritualisation de la religion politique : la religion d'État étant mobilisée au service de la religion de l'État, la sacralisation de l'État s'opère par la médiation de l'islam religion d'État[40].

Nous abordons là un des points centraux (au-delà du cadre tunisien), à savoir : celui de la difficulté inhérente à toute société humaine de s'ordonner dans la simple immanence du corps social. Ce constat revient à postuler le caractère incontournable du recours au vocabulaire, aux symboles et aux usages de la religion afin d'asseoir la relation d'autorité, indépendamment du fait que ce nouvel ordre pourra se présenter extérieu-

39. *Fetwa* du 13 février 1960, cité par Hafez Ben Salah, *op. cit.*, p. 31.

40. M. Camau, « Religion politique et religion d'État en Tunisie », dans E. Gellner et J.-C. Vatin (dir.), *Islam et politique au Maghreb, op. cit*, p. 221-230.

rement comme une rupture avec un ordre ancien et traditionnel dans lequel la religion a pu jouer formellement un rôle central.

« Les iconoclastes, écrit Régis Debray, ne détruisent que les ex-voto qu'ils peuvent remplacer »[41].

Aussi bien les travaux de Claude Lefort[42] que ceux d'Ernst Kantorowicz[43] plaident dans le sens du caractère insécable de la théologie et de la politique, apportant la démonstration de la permanence dans les sociétés occidentales du théologico-politique, dans le sens où le politique ne peut se concevoir indépendamment d'une symbolique et d'un langage en provenance du registre théologique : « tout ce qui exprime l'idée d'un enracinement social, d'une commune appartenance, d'une identification à un principe formateur de la coexistence humaine doit procéder d'un sentiment religieux »[44].

Cette analyse vaut également pour les sociétés musulmanes[45] et cadre assez bien avec la présidence bourguibienne.

Dans le cas tunisien, cela se traduit notamment par le recours systématique du *raïs* à des formulations théologiques, en particulier celles liées au combat *(jihad)* contre le sous-développement. « (...) C'est pourquoi, déclare Bourguiba dans un de ses nombreux discours, je ne cesse de répéter que notre lutte pour arracher cette nation musulmane au sous-développement hérité des époques de la décadence n'est pas moins valable que le *jihad*, la lutte armée »[46]. Ailleurs il sera encore plus explicite en reprenant à son compte la distinction classique du grand *jihad* (celui contre les passions intérieures) et du petit *jihad* (la lutte armée), le premier coïnciderait avec le décollage économique du pays, le second renverrait à la lutte pour son indépendance : « Prions Dieu qu'il nous prête à tous assistance dans ce combat suprême que rien aujourd'hui ne nous empêchera de livrer, après avoir triomphé dans notre combat mineur pour nous libérer du colonialisme de ses séquelles et de ses vestiges »[47].

Bourguiba n'hésitera pas non plus à adopter des postures religieuses, celle du Président-*moujtahid*, qu'il se réapproprie à des fins elles séculières, l'édification d'un État moderne et son développement économique : « De par mes fonctions et responsabilités de chef de l'État, je suis qualifié pour interpréter la loi religieuse. À ce titre, je vous engage, dans

41. R. Debray, *Critique de la raison politique ou l'inconscient religieux*, Paris, Gallimard, 1981, p. 19.

42. C. Lefort, *Essais sur le politique. XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Esprit/Le Seuil, 1986, 332 p.

43. E. Kantorowicz, *Les Deux Corps du Roi*, Paris, Gallimard, 1989.

44. C. Lefort, *Essais sur le politique*, *op. cit.*, p. 271.

45. Voir dans le cas de l'Algérie la stimulante contribution de Ramdane Babadji, « Le chahid, l'État et le Droit : note sur une figure de la théologie politique algérienne », *Journées d'études sur l'anthropologie de la mort au Maghreb*, université d'Oran, 1990, (document dactylographié communiqué par l'auteur et non publié à ce jour).

46. Tunis, discours du 8 février 1961.

47. Kairouan, discours du 11 août 1962.

l'intérêt de l'Islam, à travailler davantage pour augmenter la production nationale, dussiez-vous renoncer pour cela à la pratique du jeûne. Vous ne cesserez pas d'être musulmans. En participant à l'effort d'édification, vous vous acquittez d'un devoir religieux qui assurera la survie de l'Islam. Le Prophète lui-même nous a indiqué la voie que nous devons suivre dans une circonstance analogue »[48].

Le *moujahid al akbar* (Combattant suprême) se mue alors en *moujtahid al akbar*, court-circuitant les autorités religieuses trop timorées à son goût quand il ne substitue pas directement « sa propre image à la figure du Prophète »[49] : « Croyez-moi, mon interprétation de la loi musulmane est l'interprétation la plus valable. Si le Prophète était encore parmi nous, il y souscrirait. Il n'aurait pas manqué de convier les musulmans à assurer la puissance de la Nation musulmane dont nous faisons partie »[50].

Bourguiba ira jusqu'à dresser un parallèle entre sa propre responsabilité vis-à-vis de la nation tunisienne avec celle du Prophète par rapport à la communauté naissante des premiers croyants. « En tant que Chef de l'État, responsable des progrès de la Nation dans ce monde au même titre que le Prophète pour les Musulmans de l'époque, il est de mon devoir de penser à tout ce qui est de nature à la consolider, à la relever et à lui insuffler un dynamisme créateur. Je me dois de vous faire sentir la nécessité de réfléchir à ces moyens de rénovation nationale avec une optique nouvelle et de leur prêter le même caractère sacré et catégoriquement obligatoire qu'aux prescriptions religieuses »[51]. Il fera d'ailleurs régulièrement un rapprochement entre son œuvre d'édification d'une Tunisie nouvelle et l'instant fondateur dans l'imaginaire musulman représenté par la Cité de Médine. Ce faisant, il confère à l'édification de la Tunisie une dimension transcendante, sacrale.

La religion est totalement mobilisée moins en ce qu'elle renvoie à un ailleurs, vers un au-delà, mais en ce qu'elle vient renforcer la primauté et l'autorité de l'État ici-bas et celle de son incarnation en la figure du Père de l'indépendance : « À quoi serviraient les prières et le jeûne si l'État était condamné à l'impuissance et à l'effritement ? [...] L'État d'abord ! car sans l'État, la religion serait en péril »[52].

Autre exemple, en 1975, à l'occasion de la célébration du mouled[53], Bourguiba ne manquera pas de dresser un parallèle entre le régime présidentiel et le régime de l'imamat : « Si le régime présidentiel est l'un des régimes démocratiques adoptés dans les pays occidentaux, il a des

48. Sfax, le 19 avril 1964.

49. L. De Cock, « Entre paternalisme, populisme et prophétisme. Bourguiba et le peuple tunisien à travers ses discours », dans A. Temimi (dir.), *Habib Bourguiba et l'établissement de l'État national : approches scientifiques du bourguibisme*, Zaghouan, FTERSI, 2000, p. 73.

50. Sfax, discours du 19 avril 1964.

51. Tunis, discours du 8 février 1961.

52. Sfax, discours du 19 avril 1964.

53. Anniversaire de la naissance du Prophète.

sources profondes dans l'islam. La législation islamique n'en reconnaît pas d'autre ; c'est ce que les juristes appellent l'Imamat, le commandement suprême. Le Président n'est autre que l'Imam dont l'investiture résulte du suffrage de la communauté nationale »[54].

Ce transfert de sacralité vers l'État n'est pas en soi une innovation dans l'espace musulman quand on songe à ce célèbre hadith qui déclare : « l'amour de la nation est une forme de la foi », ou à l'épisode des guerres dites de *ridda*, dans lesquelles le non-paiement de la *zakat* au calife du moment a été assimilé à un acte d'apostasie, d'abandon de l'islam.

Nous sommes là confrontés au paradoxe suivant qui veut que la tentative en partie réussie de Bourguiba de sécularisation de la société tunisienne, loin d'impliquer une quelconque marginalisation de la religion conjugue à la fois une régulation étatique forte de la religiosité islamique et un transfert d'éléments de cette dernière vers l'instance politique.

Cette imbrication du théologique et du politique chez un leader réputé laïque comme Bourguiba participe en fait « d'un système de gouvernement »[55], dont la fonction majeure réside davantage, selon Claude Rivière, « dans son rôle cognitif comme renforçant, recréant et organisant des représentations collectives »[56], que dans sa fonction intégrative.

L'instrumentalisation fluctuante du religieux : le poids de la tactique et de la conjoncture

La troisième spécificité de l'expérience bourguibienne réside dans le fait que ce gallicanisme a connu différentes inflexions durant les trente années de présidence de Bourguiba.

Au lendemain de l'indépendance, l'orientation était résolument moderniste, allant jusqu'à conférer à la figure du Combattant suprême la réputation religieuse supplémentaire d'être le réformateur de l'islam.

Mais avec le coup d'arrêt porté à expérience coopérativiste de Ben Salah en septembre-novembre 1969, le régime allait devoir procéder à une « compensation-transfert »[57], pour reprendre une expression de Mohamed Kerrou, et se lancer dans une politique de réislamisation progressive par le haut que devait par la suite amplifier le nouveau régime issu du 7 novembre 1987. Si déterminantes que furent les convictions laïques intimes de Bourguiba dans l'orientation générale de sa politique reli-

54. Kairouan, discours du 24 mars 1975, cité par M. Camau, *Pouvoirs et institutions au Maghreb,* Tunis, Cérès-Productions, 1978, p. 270.

55. C. Rivière, *Les Liturgies politiques*, Paris, PUF, coll. « Sociologie d'aujourd'hui », 1988, p. 183.

56. *Ibid.*, p. 170.

57. M. Kerrou, art. cité, p. 95.

gieuse, celles-ci ne sauraient suffire à rendre compte de la totalité de sa pratique institutionnelle de l'islam et, partant de là, de la réalité d'une instrumentalisation fluctuante du religieux. Cela revient à faire intervenir dans notre analyse l'incidence de la conjoncture et de la tactique dans le positionnement politique de Bourguiba par rapport à l'islam.

Cette fluctuation est déjà perceptible durant la période coloniale quand on songe que Bourguiba ne fit jamais vraiment état de ses ambitions réformatrices envers l'islam. Jean Lacouture évoque à ce propos la timidité de Bourguiba en matière religieuse[58]. Quand il ne se réfugiait pas dans un mutisme total (affaire du Congrès eucharistique de Carthage), il n'hésitait pas à se draper à son tour tactiquement dans le voile de la religion. Bien que « le Néo-Destour, comme l'a écrit Charles André Julien, était davantage soucieux de revendications laïques que d'idéal musulman », il n'en demeure pas moins qu'officiellement il se présentait comme un parti attaché aux valeurs islamiques, prescrivant lors de l'adhésion de ses membres une prestation de serment sur le Coran.

Bourguiba n'hésita pas en 1929 dans une conférence célèbre à prendre même la défense du voile, symbole et support de l'identité tunisienne qu'il fallait préserver face aux velléités d'assimilation du pouvoir colonial. « Nous sommes, dit-il à propos du voile, en présence d'une coutume entrée depuis des siècles dans nos mœurs évoluant avec celles-ci, à la même cadence, c'est-à-dire assez lentement (...). Avons-nous intérêt à hâter, sans ménager les transitions, la disparition de nos mœurs, de nos coutumes (...). Ma réponse, étant données les circonstances politiques dans lesquelles nous vivons, fut catégorique. Non »[59].

De la même manière, Bourguiba ne réagira pas à la campagne d'hostilité orchestrée par les milieux zitouniens conservateurs contre Tahar Haddad, qui fut mis à pied de la Zitouna, au lendemain de la parution de son ouvrage révolutionnaire *Notre femme dans la religion et la société ;* seul le néo-destourien Mahmoud Materi prit fait et cause pour lui[60].

Il semble clair qu'à cette époque ce n'était pas une priorité pour Bourguiba ; seule primait l'action politique, les questions de société étaient secondaires. Bourguiba ne fera véritablement preuve d'audace envers la religion qu'une fois son autorité assurée et disposant de tous les ressorts du pouvoir entre ses mains. C'est alors qu'il mettra en pratique ses options modernistes évoquées plus haut.

Autre exemple significatif du caractère conjoncturel de la politique religieuse de Bourguiba : durant les dix dernières années de son règne, la politique religieuse du régime va connaître une nouvelle orientation sous la forme d'un rapprochement ou plutôt d'un réajustement du système

58. J. Lacouture, *Cinq hommes et la France*, Paris, Le Seuil, 1961, p. 119.

59. H. Bourguiba, « Le voile », *L'Étendard tunisien*, 11 janvier 1929 ; reproduit dans *L'Action tunisienne*, 22 octobre 1956, p. 13. Cf. *infra* la contribution de Sophie Bessis.

60. Cf. *supra* la contribution de Claude Liauzu.

politique par rapport au système religieux, au profit de ce dernier. Cette « nouvelle politique religieuse » allait notamment se traduire par un infléchissement du discours des élites dirigeantes dans un sens moins virulent à l'encontre de l'accomplissement de certaines obligations religieuses jusqu'alors décriées, mais aussi par la volonté de redorer le blason du patrimoine islamique de la Tunisie.

Alors que durant les années 1960 le jeûne du Ramadan était présenté comme un obstacle au développement du pays, à partir de la décennie suivante, les pouvoirs publics non seulement ne critiquaient plus cette pratique mais aller en favoriser l'observance. Ainsi, les horaires des administrations et des établissements scolaires allaient être aménagés afin de permettre aux personnes qui jeûnaient de le rompre dans de bonnes conditions ; en revanche, aucune interruption de travail n'était prévue à midi pour les personnes qui ne jeûnaient pas.

Il en alla de même avec le rite du sacrifice du mouton à l'occasion de la solennité de l'Aïd el Kébir qui fit l'objet de sévères critiques dans les années 1960 et d'une réglementation dissuasive (amendes pour tous sacrifices accomplis dans un domicile privé). Le gouvernement prendra le contre-pied de cette attitude. Il octroiera même des aides matérielles envers les nécessiteux afin qu'ils puissent acquérir un animal pour le jour de la fête, dans les administrations les employés à faibles revenus pouvaient sur demande disposer d'une avance sur salaire à l'occasion de la fête du sacrifice (le fameux « prêt mouton »).

Les horaires des administrations seront également aménagés afin de permettre aux fonctionnaires d'accomplir la prière du vendredi à la mosquée, voire sur leur lieu de travail par l'octroi d'un local affecté à cet usage.

Autre exemple, l'attitude envers le patrimoine architectural arabo-islamique qui a été caractérisée, au lendemain de l'indépendance, par « un laisser-faire iconoclaste »[61] en signe de rupture avec la société traditionnelle, va à partir du milieu des années 1970 faire l'objet de l'attention soutenue des autorités (restauration de monuments historiques).

La revalorisation du patrimoine arabo-islamique passe également par une revalorisation de l'enseignement religieux (l'éducation religieuse jusque-là confondue avec l'éducation civique devient un cours spécifique, augmentation des heures d'enseignement religieux dans tous les établissements scolaires...) et de la culture arabo-musulmane *via* la multiplication d'associations religieuses créées avec l'aval des pouvoirs publics. C'est ainsi qu'en janvier 1968 vit le jour l'Association pour la sauvegarde du Coran qui va progressivement échapper à la tutelle du régime, et à l'ombre de laquelle s'effectuera une partie de la gestation de la mouvance islamiste[62].

61. J. Abdelkafi, *La Médina de Tunis. Espace historique*, Tunis, Alif, 1989, p. 232.
62. F. Burgat, *L'Islamisme au Maghreb*, Paris, Karthala, 1991, p. 205.

Ces changements sont la traduction en fait d'une profonde modification des rapports de force au sein même de l'équipe dirigeante au lendemain de l'éviction d'Ahmed Ben Salah et du terme mis à l'expérience socialisante. Bourguiba privé de ses alliés de la gauche du parti se retourne logiquement vers l'aile droite sur laquelle il pourra s'appuyer dans sa lutte contre la gauche marxisante (et accessoirement contre l'aile libérale du PSD), implantée dans le monde universitaire et syndical.

Ce renversement d'alliance permettra en retour aux fractions les plus conservatrices du parti néo-destourien de faire entendre leurs différences et d'afficher leur attachement viscéral aux valeurs arabo-islamiques, voire même à un retour à une application de la charia lors du Congrès de Monastir d'octobre 1971[63].

Ce retournement de stratégie lié à la conjoncture sera maintenu durant les années 1980 au moment où la mouvance islamiste sort progressivement de la clandestinité. Des contacts vont même être noués entre celle-ci et le pouvoir par l'intermédiaire du Premier ministre Mohamed Mzali dont la proximité de vue en matière culturelle avec les tenants de l'islam politique était évidente. De plus, toute l'attention du PSD était alors centrée sur la répression des actions de l'extrême gauche, les islamistes étaient loin de représenter à leurs yeux une menace réelle[64].

Des phases de tension puis de connivence vont ponctuer les relations délicates (contre-nature) entre le régime bourguibien finissant et la mouvance islamiste qui s'achèveront en 1987 par un emballement de la machine répressive contre ces nouveaux clercs de l'islam, pour qui le Combattant suprême n'a jamais cessé d'incarner le *taghout* (le tyran) malmenant les principes de l'islam.

Les acquis et les limites du gallicanisme bourguibien

Au terme de cette étude critique sur la politique du président Habib Bourguiba en matière de rapports État-religion, il convient de souligner les acquis indéniables et les limites de cette expérience politique qui par certains côtés est restée sans suite.

Il en va ainsi notamment en ce qui concerne la tentative bourguibiennne de combiner en contexte musulman un processus de sécularisation des institutions et de la société et la réformation sinon du dogme islamique, du moins des formes extérieures du culte.

Même les régimes du Moyen-Orient qui se réclamaient du nationalisme arabe le plus séculier à l'instar du Baath ont fini à leur tour par se

63. C'est ainsi qu'on entendra le cheikh Mestaoui réclamer « l'application des prescriptions islamiques », entendons par là la charia.

64. Cf. à ce sujet F. Burgat, *op. cit.*, p. 214-215.

draper *in extremis* des oripeaux de la religion, leurs leaders faisant assaut de bigoterie.

Les équipes politiques qui se sont succédé en Turquie depuis la disparition du Ghâzi, sans remettre en cause les grands principes de l'héritage kémaliste et l'absence de toute référence à l'islam dans la constitution (l'armée veillant au grain) ont toutefois sérieusement atténué une partie de ce legs en rendant, par exemple, obligatoire l'enseignement de la religion dans les écoles publiques et en se dotant d'une véritable politique de formation de cadres religieux officiels destinés à desservir les mosquées de Turquie mais aussi celles de l'immigration en Europe.

L'audacieuse tentative menée à son tour par Mahmoud Taha et ses Frères républicains[65] au Soudan semble pour l'heure ne pas avoir susciter de dynamique en sa faveur.

L'hypothèque islamiste en Tunisie (comme dans l'ensemble du monde musulman) a sans nul doute eu un effet largement dissuasif, tout comme la parodie d'ère nouvelle, au lendemain du 7 novembre.

La bigoterie officielle tient encore trop souvent lieu d'ultime arme pour contrer les nouveaux clercs politiques de l'islam, continuant ce faisant de sur-valoriser la variable religieuse pour ne pas avoir à répondre aux véritables attentes, politiques celles-là, en termes de démocratisation et de pluralisme.

On en vient ainsi à se demander si pour aboutir, tout projet de sécularisation/différenciation institutionnelle dans l'espace musulman semble paradoxalement contraint de recourir à une formulation à partir des seuls présupposés islamiques.

La démarche de Bourguiba (non exempte d'arrière-pensées politiques) a cependant durablement marqué les esprits et a représenté sans aucun doute une étape décisive en ce qui concerne la progression de la condition féminine en milieu musulman. À telle enseigne que rares sont en Tunisie aujourd'hui ceux qui, y compris parmi l'opposition islamiste, envisageraient une remise en cause du Code bourguibien.

Cela mérite d'être rappelé à l'heure où une certaine réécriture officielle de l'histoire tunisienne tend à minimiser le rôle majeur de Bourguiba, notamment en faveur de la promotion de la femme tunisienne, accréditant l'idée contestable que la date symbolique du 7 novembre marque le véritable commencement de la Tunisie moderne.

À l'instar hier d'un Ali Abd Al Raziq, aujourd'hui d'un Fouad Zakarya ou d'un Fillali Al Ansari, Habib Bourguiba a largement contribué à dépoussiérer le débat sur le devenir des relations entre l'État et la religion dans le monde musulman. Les acquis sont encore bien présents.

---

65. M. Khayati, « Introduction à la pensée de Mahmud Muhammad Taha, réformiste et martyr (Les Frères Républicains au Soudan) », dans H. Bleuchot, C. Delmet et D. Hopwood, *Sûdân, History, identity, ideology*, Aix-en-Provence/Oxford, IREMAM/Ithaca Press, 1991, p. 287-297 ; du même auteur, « Le devenir de la shari'a dans le Second Message de M. M. Taha », *Dossier du CEDEJ*, 1994, p. 185-192.

Comme on a pu le voir lors de la publication en 1988 d'une pétition réclamant l'inscription dans la Constitution de la mention de l'islam religion de l'État, une partie des intellectuels et des artistes tunisiens s'est mobilisée pour contester avec force cette démarche, à l'image de ceux qui, déjà en 1981, s'étaient mobilisés pour dénoncer une tentative de remise en cause du climat de tolérance qui entourait le mois de jeûne depuis 1960.

Observons, enfin, que de nombreuses voix en Tunisie en provenance de différents horizons intellectuels et idéologiques ont repris à leur compte le débat sur les relations entre le religion et l'État. Elles cherchent par d'autres chemins à exprimer la nécessité de dissocier religion et action politique en repensant la place symbolique de l'islam par rapport à l'État. Sans nullement prétendre à l'exhaustivité, je pense, entre autres, aux travaux d'Abdelmajid Charfi sur la sécularisation en contexte arabo-musulman[66], à Mohamed Talbi et son souhait d'affirmation d'un islam résolument moderne[67] ou encore à H'mida Ennaïfer revisitant Ali Abd Al Raziq à la recherche d'une *via media* entre islamisme et laïcisme agressif[68]. On se doit également de citer la dernière contribution de Mohamed Charfi dans laquelle il insiste sur la nécessité de « libérer l'État de l'islam et l'islam de l'État »[69] et se prononce en faveur d'une gestion alternative des mosquées par une autorité religieuse indépendante séparée de l'institution étatique. Sans doute faut-il voir là aussi *a posteriori* un des ultimes acquis de l'ère Bourguiba.

66. A. Charfi, « La sécularisation dans les sociétés arabo-musulmanes modernes », Groupe de recherches islamo-chrétien, *Pluralisme et laïcité. Chrétiens et musulmans proposent*, Paris, Bayard/Centurion, 1996, p. 17-28.

67. M. Talbi, *Plaidoyer pour un islam moderne*, Tunis/Paris, Cérès-Production/ Desclée de Brouwer, 1998, 199 p.

68. H'mida Ennaïfar, « État et religion dans le débat actuel : islamisme ou voie moyenne ? », Groupe de recherches islamo-chrétien, *Pluralisme et laïcité. Chrétiens et musulmans proposent*, *op. cit.*, p. 195-205.

69. M. Charfi, *Islam et liberté. Le malentendu historique*, Paris, Albin Michel, 1998, p. 192.

7

Bourguiba féministe : les limites du féminisme d'État bourguibien

Sophie BESSIS*

S'il est un héritage de l'ère bourguibienne que revendique haut et fort le pouvoir qui lui a succédé, c'est bien celui qui a fait de la condition de la femme tunisienne un des titres de gloire du pays et une exception à tous égards notable dans le monde arabe. On le sait, les Tunisiennes ont, depuis l'indépendance de leur pays en 1956, acquis des droits qui se font douloureusement attendre partout ailleurs sur la rive sud de la Méditerranée. Au-delà des faits, sur lesquels on reviendra, qu'est-ce qui peut expliquer l'exception tunisienne ? L'histoire et la sociologie d'un pays souvent qualifié d'atypique au regard de ses voisins ? La personnalité de celui qui le conduisit vers l'indépendance et qui – au contraire de nombre de ses pairs du monde arabe – avait un projet clair de modernisation de sa société ? L'importance et la demande de modernité de ses élites, probablement plus prêtes que dans d'autres nations colonisées à consentir les adaptations nécessaires à l'entrée dans cette modernité ? À quelle alchimie proprement tunisienne les femmes doivent-elles le caractère unique de leur condition ?

Mais ce caractère est-il réellement unique ? La Tunisie a-t-elle connu dans ce domaine un véritable changement de nature ou un simple changement de degré par rapport aux autres États du monde arabo-musulman auxquels il faut la comparer ? En d'autres termes, peut-on parler en ce qui la concerne de la naissance et du développement de ce que d'aucuns ont appelé un féminisme d'État ? Ou faut-il plutôt rappeler que les progrès incontestables qu'y a connus la condition des femmes sont à la fois loin de les avoir hissées à une égalité – même théorique – avec le sexe masculin, et restent bridés par des pratiques sociales paralysantes mais peu combat-

* Agrégée d'histoire, écrivain et journaliste.

tues et même encouragées par les deux pouvoirs qui s'y sont succédé, y compris celui de Bourguiba ?

Et pour revenir à ce dernier qui reste le sujet de notre propos, peut-on le qualifier de féministe et le créditer réellement de l'instauration sous son long règne d'un « féminisme d'État » dont il a fait un de ses principaux titres de gloire ? Jusqu'où ce despote éclairé qui a servi les femmes s'est-il servi d'elles, pour quoi faire et aller où ? Ont-elles été un simple instrument dans un projet politique plus global, ou la révolution de leur statut peut-elle être considérée comme un axe central de ce projet ?

On tentera d'apporter quelques réponses à ces questions en interrogeant d'abord l'histoire du rapport de Bourguiba aux femmes et à la question féminine, en analysant le contexte, les ressorts et les limites de sa politique féminine, ainsi que les discours successifs qui en ont justifié les avancées et les blocages. En faisant enfin, au terme de ses trente ans de règne, le bilan d'une action qui a modelé – au-delà de toutes les péripéties politiques qu'a connues ce pays – son image dans le monde entier.

Bourguiba et les femmes avant l'indépendance : relative indifférence et réelle instrumentalisation

Bourguiba, qui n'avait pas son pareil pour forger lui-même sa légende, s'est attaché à construire *a posteriori* l'édifiante histoire des raisons qui l'ont poussé à devenir féministe. Le culte officiel qu'il n'a cessé de vouer à sa mère, Fatouma, y a puissamment contribué. Dans la multitude de discours qu'il a prononcés à sa propre gloire revient le souvenir de cette femme, morte à ses yeux prématurément en 1913 de l'épuisement généré par le métier d'épouse et de mère, et la dénonciation des conditions de vie des femmes dans la société traditionnelle tunisienne. Si l'on peut considérer ces propos comme sincères – d'autres discours contiennent la même hostilité à l'égard des traditions domestiques de son époque –, il faut cependant souligner que le souvenir de Fatouma n'a guère influencé les positions de nature politique qu'il a prises en matière de condition féminine tout au long de la période du Protectorat.

La première prise de position qu'on lui connaît dans ce domaine, qui est restée célèbre et a été constamment justifiée par la légende bourguibienne, est celle qu'il prend dans la seconde affaire du voile, en 1929. En janvier 1924, le jeune Bourguiba – qui essayait de réunir les moyens nécessaires à son départ en France pour ses études – n'a pas semblé intéressé par la première affaire de ce type, le dévoilement en public de la jeune Manoubia Ouertani au club littéraire socialiste de l'Essor, à l'occasion d'une conférence sur le thème « Pour ou contre le féminisme en pays d'Occident, en pays d'Orient ». En 1929, en revanche, il prend publiquement position pour le voile, au grand étonnement de ses amis socialistes

qui le rangeaient dans le camp des jeunes modernistes venant de rejoindre le Destour. La manière dont il explique et justifie cette position résume à la fois d'incontestables convictions modernistes, un solide pragmatisme et une instrumentalisation sans états d'âme de la condition féminine au service de la cause qu'il a alors entrepris de servir, celle du nationalisme. Bref, tout Bourguiba – en quelque sorte – est dans ses premières prises de position publiques sur le sort des femmes.

En janvier 1929, Habiba Menchari présente, toujours dans le cadre de l'Essor, une conférence intitulée « la femme musulmane de demain, pour ou contre le voile ». Bourguiba réagit vivement à son rejet du voile en arguant que « du fait du régime qui lui est imposé, la Tunisie court à la déchéance de sa personnalité... Pour parer à ce danger, les Tunisiens doivent veiller à sauvegarder leurs coutumes qui demeurent les signes distinctifs et, par conséquent, les dernières défenses d'une identité nationale en péril »[1]. La messe est dite : à la suite de tant d'autres et avant tant d'autres, Bourguiba charge les femmes de porter le signe identitaire de toute une collectivité et les proclame gardiennes de valeurs qui peuvent encore servir.

Mais l'homme est trop subtil pour s'en tenir à cette position. Au cours de la polémique qui l'oppose – par journaux interposés – au socialiste Joaquim Durel sur la question, il s'en explique plus longuement dans *L'Étendard tunisien*, non sans brocarder au passage les « valeureux apôtres du féminisme vestimentaire » : « nous sommes en présence d'une coutume entrée depuis des siècles dans nos mœurs, évoluant avec celles-ci à la même cadence, c'est-à-dire assez lentement. Or les mœurs d'un groupe (...) sont ce qui fait son individualité propre, sa personnalité. Avons-nous intérêt à hâter, sans ménager les transitions, la disparition de nos mœurs, de nos coutumes, bonnes ou mauvaises ? (...) Ma réponse, étant donné les circonstances toutes spéciales dans lesquelles nous vivons, fut catégorique : non... Est-ce à dire que, pour maintenir notre individualité, il faille repousser tout progrès, faire figure d'êtres préhistoriques (...) ? Pas davantage. L'évolution doit se faire, sinon c'est la mort (...). Le jour où la femme tunisienne, en sortant sans son voile, n'éprouvera plus cette impression étrange qui est comme le cri de révolte de son atavisme inconscient, ce jour-là le voile disparaîtra de lui-même, sans danger, car ce dont il était le symbole aura disparu »[2]. On peut retenir deux signes intéressants dans ce texte très riche pour qui veut bien s'y attarder : d'une part, l'instrumentation des femmes certes, mais aussi celle de la tradition, cette dernière n'étant aucunement sacralisée par celui qui deviendra l'un de ses pires adversaires quelque trente ans plus tard ; d'autre part, l'absence totale de référence à la règle religieuse qui, à aucun moment, n'est appelée par le jeune leader nationaliste au secours

1. S. Bessis et S. Belhassen, *Bourguiba. À la conquête d'un destin*, t. 1, Paris, Jeune Afrique-Livres, 1988.
2. *L'Étendard tunisien*, 11 janvier 1929.

de la tradition. Le fait mérite d'être souligné car il est fort original dans le contexte de l'époque.

La religion est, en effet, au centre de la polémique soulevée un an plus tard par l'affaire Tahar Haddad. Considéré depuis comme un des pères du féminisme tunisien, ce jeune professeur à l'université de la Zitouna publie cette année-là un véritable pamphlet contre le sort des femmes dans son pays[3] et un plaidoyer en faveur de leur libération, soulevant un tollé dans le milieu des oulémas qui le chassent aussitôt de l'université théologique. C'est peu dire que Bourguiba ne le soutient pas. On note de sa part un silence total sur cette affaire. Selon un témoin de l'époque[4], il confie à son propos que « hormis, la politique, tout pour l'heure est secondaire ». L'affaire est entendue. Non seulement la question féminine n'est pas prioritaire pour lui, mais il ne tient pas pour l'heure à s'aliéner les notables conservateurs, avec lesquels il pactisera à l'occasion pour son plus grand profit, entre autres dans l'affaire des naturalisations en 1933.

Jusqu'à l'indépendance, les femmes doivent donc se mettre au service du mouvement nationaliste et ne pas l'affaiblir par l'exposition de divergences sur leur condition. Cette conviction de Bourguiba explique pour une grande part l'indifférence qu'il marque durant cette période pour toutes les manifestations d'un féminisme relativement précoce en Tunisie[5], et son soutien constant à l'Union musulmane des femmes de Tunisie, organisation créée en 1936 à l'initiative des cheikhs de la Zitouna par la fille de l'un d'entre eux, Bèchira Ben Mrad.

Cette association, qui se donne pour but « d'orienter la jeune fille et la femme tunisiennes vers l'instruction et la morale dans le cadre de l'esprit islamique et d'élever leur niveau culturel, social et civique »[6], s'oriente vers l'action sociale et la bienfaisance tout en menant une politique de promotion de l'éducation féminine. Mais elle sert surtout de puissant relais du mouvement nationaliste en milieu féminin musulman. Plusieurs femmes proches de Bourguiba, comme sa nièce Chedlia Bouzgarou et sa future épouse Wassila Ben Ammar s'y engagent, de même que nombre de militantes du Néo-Destour.

À la veille de l'indépendance, il aurait donc été difficile de créditer Bourguiba d'un clair engagement féministe. Il convient cependant de signaler qu'il a toujours fait montre d'une réelle absence de préjugés vis-à-vis des femmes de son entourage plus ou moins proche. Il a toujours considéré ses nièces, son épouse puis sa compagne, ou – dans sa jeunesse

3. T. Haddad, *Notre femme, la législation islamique et la société*, Tunis, Maison tunisienne de l'édition, 1978.

4. Cité par Bessis et Belhassen, *op. cit.*

5. En 1930, Zohra Ben Miled, membre de la section tunisienne de la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté, prend publiquement la défense de Tahar Haddad. En 1930 également, la Tunisienne Habiba Chareh est la seule Maghrébine à participer au premier Congrès des femmes d'Orient à Damas.

6. Voir à ce sujet I. Marzouki, *Le Mouvement des femmes en Tunisie au XX^e siècle*, Tunis, Cérès-Productions, 1993.

– des femmes comme la socialiste Ève Nohelle, comme des interlocutrices dignes d'intérêt, discutant avec elles de ses idées ou les consultant au besoin. Mais enfin, cela ne faisait pas une politique. Or c'est une politique quasiment révolutionnaire qu'il inaugure avec la promulgation, le 13 août 1956, du Code du statut personnel.

La révolution de 1956-1957 et les réformes du règne bourguibien

Le contexte

On l'oublie un peu vite, tant la guerre de libération algérienne voisine diffère par son ampleur, la Tunisie accouche aussi de son indépendance dans la douleur. Mais, à partir de 1954, ce n'est pas tant la lutte sur le terrain avec la puissance coloniale qui fait problème – celle-ci se traduit plutôt par d'âpres négociations – que l'affrontement tuniso-tunisien qui naît et se développe à la faveur de la « dissidence youssefiste ».

Peu importent, pour ce qui concerne notre sujet, les véritables raisons des choix idéologiques, politiques et stratégiques de Ben Youssef et la sincérité de ses convictions affichées. L'important, pour nous, est que la Tunisie de 1955 se scinde rapidement en deux. Pour aller vite, et en ayant conscience de simplifier, le pays profond, rural, celui qui a peur de voir son monde se déliter sous l'effet des chocs engendrés par la modernité, celui qui se carapaçonne dans des traditions parées depuis longtemps de l'onction divine et dans lesquelles il voit une assurance tangible contre l'inconnu, mais également une partie des vieilles élites qui ont conscience de n'avoir rien à gagner des changements annoncés, cette Tunisie-là est youssefiste. Une autre population se range derrière Bourguiba : la partie francophile et modérée de la vieille bourgeoisie, peu tentée par les sirènes du nationalisme arabe incarné par un Nasser qui a vite fait d'éliminer son homologue égyptienne, les jeunes élites urbaines séduites par l'aventure réformatrice et moderniste que leur propose Bourguiba, les embryons de nouvelles classes moyennes voyant dans les changements qui s'annoncent l'occasion historique de se hisser à la tête du pays. Tunisie moderne contre traditionalistes et « vieux turbans ». Si l'image est outrancière, elle n'est pas totalement fausse.

Le combat, on le sait, se solde par la victoire de Bourguiba. Il n'a de cesse, dès lors, de démanteler jusqu'aux fondements de cette partie de la Tunisie qui s'est élevée contre lui.

L'arme des femmes contre l'ordre ancien

Il n'existe pas, à la veille de l'indépendance, de mouvement féminin essentiellement axé sur la revendication des droits des femmes. Les orga-

nisations existantes sont étroitement liées à des partis politiques qui, s'ils en parlent à l'occasion, ne font pas de ces droits une priorité. Aux côtés du Parti communiste, l'Union des femmes et l'Union des jeunes filles de Tunisie s'activent surtout dans la sphère sociale et le monde du travail. L'Union musulmane et les cellules féminines destouriennes qui sont créées à partir de 1951-1952 ne commenceront à revendiquer des droits qu'à partir de 1955 (droit de vote et d'éligibilité). Un seul droit est unanimement réclamé par les organisations féminines de l'époque : l'éducation. Il faut donc en convenir, le Code du statut personnel n'a été promulgué sous aucune pression d'une base militante féminine orientée, quand elle existe, vers d'autres idéaux.

Il n'en a pas moins des racines qu'il convient de rappeler, le réformisme modernisateur tunisien ayant quelques solides antécédents pré-bourguibiens. De Mohammed Essnoussi aux auteurs de *L'Esprit libéral du Coran*, puis à Tahar Haddad[7], la question féminine fait figure de sujet récurrent des interrogations tunisiennes sur la modernité, beaucoup plus que dans les autres pays maghrébins. Une première et timide tentative de réforme du code malékite, majoritaire en Tunisie, avait enfin eu lieu en 1947, sous la direction du cheikh Djaït[8].

Par son ampleur, le CSP de 1956 n'en représente pas moins une rupture avec les propositions et tentatives antérieures. Il constitue d'abord la pièce maîtresse d'une opération méthodique de démantèlement des structures juridico-sociales traditionnelles, menée à partir de 1956 et à peu près achevée deux ans plus tard. L'État moderne, que tous les discours de Bourguiba de l'époque entreprennent de sacraliser, doit s'édifier sur les décombres du vieux pays qui n'a pas voulu de lui. Bourguiba fait ainsi d'une pierre deux coups : en construisant au pas de charge l'État moderne dont il rêve pour son pays, c'est tout le terreau du youssefisme que le nouveau chef de la Tunisie fait disparaître. Le 3 août 1956, des tribunaux séculiers remplacent les instances charaïques et rabbiniques. Le 31 mai, les habous publics sont supprimés, le tour des habous privés vient le 1er juillet 1957, quelques jours avant la proclamation de la République. Bientôt les écoles coraniques sont fermées et l'Université de la Zitouna supprimée. Quelques années plus tard, la collectivisation menée par Ben Salah aura également pour volonté et pour effet de casser les vieilles structures du monde paysan.

7. Le cheikh M. Essnoussi publie en 1897 *L'Épanouissement de la fleur ou étude sur la femme en islam*, où il préconise l'éducation des filles. Une quinzaine d'années plus tard, C. Benattar, A. Thaalbi et H. Sebaï publient *L'Esprit libéral du Coran*, qui plaide pour l'éducation des filles et la suppression du voile. Puis, l'ouvrage de Haddad est publié en 1930.

8. Le cheikh Djaït désavoue le CSP de 1956, qu'il considère comme trop éloigné des préceptes charaïques. Cf,. sur ce sujet, S. Ben Achour, « Féminisme d'État figure ou défiguration du féminisme » dans *Mélanges Mohamed Charfi*, Tunis, Centre de publication universitaire, 2002.

Étendue et logique de la réforme du statut personnel

Le CSP, on l'a assez dit, est révolutionnaire. Il l'est d'autant plus qu'il se prolonge par une série de réformes allant toutes dans le même sens, celui d'une autonomisation des femmes par rapport à l'emprise des hommes de la parentèle, et de leur entrée contrôlée dans la sphère publique. Mais, si cette avalanche de réformes qui font des Tunisiennes des Arabo-musulmanes « à part » s'écarte sur bien des points de la norme coutumière et/ou religieuse (l'institution de l'adoption plénière en 1959 en est l'exemple le plus manifeste), elle ne rompt jamais formellement avec la seconde. Bourguiba ne cesse de brocarder les coutumes et les superstitions, il se garde bien de faire de même avec la religion. Il n'est ni ne veut être un Mustapha Kemal, auquel il a souvent reproché de s'être trop éloigné de sa société, et déclare plutôt faire œuvre de *Moujtahid*[9]. Il se proclame tel devant la levée de boucliers d'une partie des oulémas et des magistrats religieux après la promulgation du CSP, qu'il met aussitôt à la retraite après avoir déclaré leur *fetwa* nulle et non avenue. « De par mes fonctions et mes responsabilités, je suis qualifié pour interpréter la loi religieuse », argue-t-il pour répondre à leur fronde.

C'est ainsi que Bourguiba justifie presque chaque disposition du Code par une interprétation libérale des prescriptions coraniques, la plus célèbre concernant l'abolition de la polygamie : « Nous nous sommes, explique-t-il, conformés à l'esprit du Livre saint (...) qui s'oriente vers la monogamie. Notre décision en la matière ne contredit aucun texte religieux et se trouve en harmonie avec notre souci de justice et d'égalité entre les sexes. » Ne dédaignant pas la provocation à l'égard des contestations conservatrices, il ajoute dans le même commentaire : « les défenseurs de la polygamie devraient admettre dans un esprit d'équité que la femme soit polyandre en cas de stérilité de l'époux »[10]. Le même argumentaire est employé dans le cas du remplacement de la répudiation unilatérale par le divorce judiciaire à égalité entre époux. Quant à la suppression de l'institution du *wali*, elle est d'autant plus facile qu'il s'agit d'une institution propre au droit malékite, qui n'existe pas – par exemple – en droit hanéfite introduit en Tunisie par les Ottomans. Certes, à l'inverse de la quasi-totalité des autres pays arabes, même ceux qui abritent d'importantes minorités non musulmanes comme l'Égypte, la *charia* n'est pas officiellement une source du droit positif tunisien. Mais en matière de statut personnel, la religion n'est jamais très loin de la règle de droit retenue. Et, depuis 1956, tous les responsables – de Ahmed Mestiri qui fut ministre de la justice en 1956 aux dirigeantes successives de l'Union nationale de la femme tunisienne (UNFT) – ont eu soin de rappeler que le CSP et les lois qui ont suivi ont été adoptés au nom d'un

9. Autorité habilitée à entreprendre l'exégèse du Coran, conformément au principe de libre interprétation *(ijtihad)*.

10. S. Bessis et S. Belhassen, *Bourguiba. Un si long règne*, t. 2, *op. cit.*

islam rénové, et non contre lui. C'est en son nom qu'est maintenue – à peine réformée par l'exclusion des mâles collatéraux de l'héritage d'un père ne laissant que des filles – l'inégalité devant l'héritage.

Si la coutume est désacralisée par le Combattant suprême qui l'attaque de front dans sa bataille de la fin des années 1950 contre le voile, elle n'en continue pas moins, elle aussi, de marquer le Code qui ne déroge pas à la logique patriarcale en ayant soin de maintenir le privilège de masculinité : l'époux demeure le seul chef de famille, seul son domicile peut faire office de domicile conjugal, et nombre de dispositions demeurent autant de freins à une égalité plus célébrée dans les discours que dans la loi elle-même.

Profondément réformateur, le CSP de 1956 n'est donc ni laïque ni égalitaire, comme on l'a souvent cru à l'étranger où le sort fait aux femmes a contribué à construire une image positive de la Tunisie.

La dynamique de l'émancipation : la poursuite des réformes et la politique démographique du régime bourguibien

Bourguiba avait-il mesuré toute l'importance de la réforme sociétale qu'il entreprenait ? En avait-il prévu les retombées ? Dans quelle mesure a-t-il été grisé par sa popularité – les résistances ayant été somme toute modestes – et, a-t-il voulu la capitaliser en peaufinant son image de « libérateur de la femme tunisienne » ? Très vite, en tout cas, la promulgation du CSP apparaît comme la première étape dans son processus d'émancipation. Le calcul politique n'est certes pas absent de cette dynamique car, ce faisant, Bourguiba s'assure le soutien presque sans faille de la moitié de la population. Quels qu'aient été par la suite ses reculs, on y reviendra, les Tunisiennes n'ont jamais mesuré leur reconnaissance à l'homme du CSP. Après 1987, ce sont elles surtout qui ont empêché qu'on fasse silence sur lui et qui ont rappelé son œuvre à chaque occasion.

À partir de 1956 et pendant plusieurs années, Bourguiba lui-même prend la tête d'une campagne de promotion et d'explication du CSP et d'appel à l'accélération de l'émancipation des femmes. Chacune de ses tournées dans l'intérieur du pays, chacune de ses nombreuses interventions à la radio, lui fournit l'occasion de tonner contre les archaïsmes misogynes et sexistes. Traitant le voile qui couvre les femmes de « misérable chiffon » ou « d'épouvantable suaire », faisant appel à la science pour tourner en ridicule la virginité, il se fait tout au long des années 1960 leur inlassable avocat. Les Tunisiennes l'écoutent et le suivent : elles se dévoilent et n'hésitent pas à faire appel à lui en cas de litige avec leur époux. Ravi de faire office de juge de paix dans ce domaine, Bourguiba tranche toujours en faveur des femmes ou des jeunes filles venues se plaindre à lui de l'arbitraire de l'époux ou du père. Ainsi se construit progressivement un discours officiel de rupture avec la tradition, que d'aucuns n'hésitent pas à qualifier de féminisme d'État.

Dans les années suivant l'indépendance, les femmes obtiennent le droit de travailler, de se déplacer, d'ouvrir des comptes bancaires ou de créer des entreprises sans l'autorisation de leur époux. Au fil des nouvelles réglementations et des nouvelles pratiques, leur installation dans la sphère publique se consolide et contribue à changer en profondeur la société tunisienne.

Dès le début des années 1960, une énergique politique de planification familiale est mise en place. L'on encourage vivement les femmes à limiter leur progéniture en rendant accessibles dans tout le pays les moyens contraceptifs, en autorisant l'interruption volontaire de grossesse, et en chargeant l'UNFT – courroie de transmission des mots d'ordre du régime en milieu féminin – de faire une propagande active en leur faveur. La portée de cette politique est immense puisque la Tunisie parvient presque, contrairement à ses voisins, à contrôler sa croissance démographique. Dès la fin des années 1980, elle affiche un des taux de croissance les plus faibles des pays du Sud, et le plus faible du monde arabe.

Ce long train de réformes qui, ensemble, font une manière de révolution, explique que dès les années 1960, le statut octroyé aux femmes devient, non sans raison il est vrai, l'une des meilleures cartes de visite de la Tunisie en Occident.

Une révolution inachevée, les ambiguïtés bourguibiennes

La place des femmes dans la vision bourguibienne de la société

Participer mais à leur place, ainsi pourrait être résumé le « féminisme » de Bourguiba. Il encourage l'insertion professionnelle des femmes, à condition qu'elle s'effectue en conformité avec « leurs dispositions naturelles ». Leur émancipation ne doit pas renverser l'ordre patriarcal que le chef de l'État tunisien n'est pas loin de considérer comme naturel, dès lors qu'il l'a débarrassé de ses principaux archaïsmes. Dès 1962, dans le discours qu'il prononce au III^{e} Congrès de l'UNFT (20-29 décembre 1962), il déclare qu'il faut protéger la famille en préservant le privilège de l'homme d'en être le chef.

La dynamique d'émancipation perd effectivement de son souffle dans les années 1970. Moindre vigilance d'un Bourguiba affaibli par l'âge et la maladie ? Retour sur le devant de la scène de conservateurs qui s'étaient faits discrets au cours de la décennie précédente ? Résistances d'une société secouée jusque dans ses fondements par les bouleversements que lui a fait subir au pas de course son chef charismatique ? Il y a certes de tout cela dans le coup d'arrêt donné aux réformes. Mais il convient aussi d'incriminer la volonté du pouvoir de casser la gauche intellectuelle marxisante en donnant des gages aux franges les plus conservatrices du

parti au pouvoir et de la société, et en encourageant la constitution d'associations de sauvegarde du Coran, premiers noyaux de ce qui sera le mouvement islamiste.

En 1973, une circulaire interdit ainsi la célébration et l'enregistrement de mariages entre musulmanes et non-musulmans, et les mariages mixtes où le conjoint ne se serait pas converti à l'islam sont désormais frappés de nullité aux yeux des autorités tunisiennes. Le corps judiciaire étant par ailleurs resté passablement conservateur, les tribunaux interprètent le plus souvent le Code dans un sens restrictif, refusant par exemple tout droit à l'héritage pour les épouses non musulmanes de mariages mixtes. Bourguiba lui-même paraît céder aux conservateurs : après avoir renoncé en 1974, sur la pression de son entourage et d'une majorité de son gouvernement, à modifier la loi successorale pour instituer l'égalité des sexes devant l'héritage, il déclare au VI^e^ congrès de l'UNFT en 1976 qu'« il n'est pas nécessaire que la femme exerce des activités rémunérées hors de son foyer ». Le « libérateur de la femme tunisienne », comme le nomment les discours apologétiques qu'il affectionne, semble ainsi revenir sur un des fondements de sa politique de modernisation.

De fait, son attitude est plus complexe. Profondément convaincu que l'évolution de la condition féminine est un des leviers essentiels de la modernisation de la société, il n'a pas moins toujours veillé à ne pas aller trop au-delà de ce que cette dernière était capable d'accepter. Résolument moderniste dans ses fondements, la politique tunisienne des femmes et de la famille repose de ce fait sur une série d'ambiguïtés. Le féminisme d'État bourguibien est donc limité, dès l'origine, par les bornes qu'il s'est fixées : le respect de la norme patriarcale, le plus souvent mais pas toujours légitimée par le recours aux textes sacrés, tempère une très réelle volonté de modernisation.

Le « bond en arrière »

On peut mesurer les reculs de la parole bourguibienne à l'occasion des discours qu'il prononce chaque 13 août, date anniversaire de la promulgation du CSP, devenue fête nationale de la femme et jour férié. Celui de 1966, qui sonne comme un rappel à l'ordre, insiste sur la lutte contre « l'immoralité » qui guetterait la société et appelle les femmes à retrouver une pudeur qu'elles auraient oubliée. Le discours du 13 août 1973 puise à la même veine. Le discours qu'il prononce au VI^e^ Congrès de l'UNFT (13-15 août 1976) incite, on l'a dit, les femmes à rester au foyer pour défendre l'emploi masculin et préserver l'équilibre familial. Il reprend la même antienne au VI^e^ Congrès de l'Union des femmes qui se tient du 10 au 13 août 1981.

On comprend donc que les années 1980 soient marquées par un immobilisme presque total en matière de condition féminine, mises à part quelques avancées non négligeables au début de la décennie. En 1981,

une loi confie en effet automatiquement à la mère la tutelle des enfants mineurs en cas de décès ou d'incapacité de l'époux, et de nouvelles dispositions favorisent les femmes en cas de divorce. Mais la dynamique semble enrayée. Faut-il, toutefois, mettre ce blocage au seul compte d'un pouvoir effrayé par ses premières audaces et soucieux de ralentir un mouvement qui pourrait le dépasser ?

La société tunisienne et le « féminisme » bourguibien

« Il a trop donné aux femmes et s'est trop éloigné de la religion. » Tels sont les propos que l'observateur peut entendre dans les couloirs du premier congrès public que tient le Mouvement des démocrates socialistes (MDS), premier parti tunisien d'opposition, en décembre 1983. L'heure est à une relative ouverture politique de la part du pouvoir. Mais la montée en puissance de l'islamisme tétanise une classe politique loin d'avoir été convertie au féminisme par le bourguibisme offensif des décennies précédentes. Plutôt tentée de nouer des relations avec le Mouvement de la tendance islamique (MTI), elle n'est pas prête à sacrifier sur l'autel de l'émancipation des femmes de possibles convergences avec un courant paraissant avoir le vent en poupe. Conscient du danger, le mouvement féministe tunisien, né à la fin des années 1970, se réfugie au cours des années 1980 dans une position défensive. Il ne s'agit plus pour les féministes de réclamer comme elles l'ont fait à leurs débuts de nouvelles avancées juridiques, mais de défendre le CSP contre les attaques de moins en moins masquées dont il fait l'objet, non seulement de la part des islamistes, mais aussi dans le parti au pouvoir et dans certaines formations politiques légales.

À la révolution de la fin des années 1950 et des années 1960, a donc succédé un « féminisme » d'État bien tempéré, qui calque dans les décennies 1970 et 1980 le rythme de ses réformes sur celui de la société et semble écouter davantage que naguère les voix de la résistance aux évolutions. Bourguiba, lui, n'a plus guère de prise sur les évolutions de son pays. Prisonnier de sa sénilité et du sérail, il n'est sensible qu'aux louanges et change d'opinion au gré des influences dont il est le jouet.

Les réserves apportées par la Tunisie à la Convention des Nations unies de 1979 sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, qu'elle ratifie en 1985, confirment ce retour au conformisme qui, sans remettre en cause les acquis, interdit de nouvelles avancées. En envoyant aux Nations unies ses instruments de ratification, le gouvernement tunisien spécifie « qu'il n'adoptera en vertu de la Convention aucune décision (...) qui serait susceptible d'aller à l'encontre des dispositions du chapitre premier de la Constitution », affirmant – rappelons-le – le caractère musulman du pays. Les principales réserves portent, quant à elles, sur la nationalité, l'octroi du nom de famille et l'hé-

ritage. Les autorités entendent ainsi préserver le noyau dur du privilège de masculinité, une fois de plus légitimé par le recours à la religion.

Déposé en novembre 1987, Bourguiba emporte-t-il avec lui ce féminisme d'État dont il s'est voulu le promoteur et sur lequel il a assis une partie de sa gloire ? Après un moment d'hésitation correspondant à son éphémère souhait de se rapprocher du mouvement islamiste, son successeur Zine El Abidine Ben Ali décide, lui aussi, d'en faire un des piliers de sa politique et de l'image de la Tunisie. Depuis 1989, le second chef de l'État tunisien a saisi toutes les occasions de reprendre sur ce chapitre le flambeau bourguibien. Le « féminisme d'État » tunisien a donc survécu à son initiateur. Mais, comme sous Bourguiba, il demeure prisonnier de toutes les ambiguïtés dont il était frappé avant 1987. Aujourd'hui encore, la condition des femmes est à l'image d'une modernité tunisienne hésitante, soumise à des pressions contradictoires, et pour tout dire inachevée.

8

Bourguiba et les Juifs 1930-1967

Abdelkrim ALLAGUI*

Au début du XX^e siècle, une frange des élites juives tunisiennes, décidées à renoncer à leur lien à la justice musulmane et à leur statut juridique particulier relevant des tribunaux rabbiniques, a mené un combat, en vue d'un rattachement de la communauté juive de Tunisie à la justice française[1]. Cette revendication, formulée lors du Congrès colonial de Marseille, a été notamment portée par l'hebdomadaire juif libéral *La Justice*, qui a été le fer de lance de la critique contre l'organisation judiciaire tunisienne, jugée archaïque et irréformable. En retour, cette campagne a provoqué une contre-mobilisation des élites musulmanes réformistes et modernistes[2] qui, par la voix du journal *Murshid al Umma*, ont dénoncé une atteinte à la souveraineté intérieure[3]. Bien que critiques à l'égard des dysfonctionnements de la justice tunisienne, les Jeunes-Tunisiens se sont attachés à réfuter les arguments des élites juives libérales. Le débat sur le droit et la réforme judiciaire s'est rapidement amplifié[4], dépassant les cercles élitistes pour gagner l'ensemble de la population musulmane et juive de Tunisie.

Au lendemain de la Grande Guerre, avec la promulgation de la loi du 20 décembre 1923, cette polémique est réapparue lors de la campagne

* Enseignant à la Faculté des lettres et des sciences humaines de l'université de Tunis.

1. T. Ayadi, *Mouvement réformiste et mouvements populaires à Tunis (1906-1912)*, Tunis, Publication de l'université de Tunis, faculté des lettres et sciences humaines de Tunis, série Histoire, 1986, p. 99-128.

2 A. Bach-Hamba, *Les Israélites tunisiens*, Hassen Guellaty, *La Justice tunisienne* et Abdeljelil Zaouche, *Les Israélites et la justice*, Tunis, Imprimerie Rapide, 1909.

3. *Ibid.*, p. 95.

4. S. Ben Achour, *Aux sources du Droit moderne tunisien. La législation tunisienne en période coloniale*, Tunis, thèse de doctorat, faculté des sciences juridiques politiques et sociales de Tunis, 1995, p. 148-157.

menée par l'élite juive tunisienne pour l'acquisition de la nationalité française. Cette nouvelle mobilisation élitaire a suscité une vive réaction des nationalistes opposés au principe même de naturalisation[5]. Malgré le caractère passionnel des débats, il semblerait que Habib Bourguiba ait choisi de rester muet, position de neutralité confirmée par le témoignage de Charles Haddad, qui, à l'époque, côtoyait le leader nationaliste comme stagiaire au sein d'un cabinet d'avocat[6]. La consultation des écrits de Bourguiba, notamment dans la presse nationaliste, attesterait d'ailleurs de la rareté de ses réflexions personnelles sur la relation de la communauté juive au mouvement national tunisien, rareté qui contraste avec ses nombreux écrits sur la Palestine[7]. Le leader nationaliste tunisien était particulièrement impliqué sur ce dossier : il a été notamment chargé de présenter au nom du Bureau du Maghreb arabe au Caire un rapport sur la situation en Palestine, rapport dans lequel il a occulté l'aide et le soutien américain au sionisme[8]. Par ailleurs, il a entretenu des relations fréquentes et cordiales avec Easterman, le représentant politique du Congrès juif mondial à Londres[9].

L'objet de cette contribution est d'analyser les prises de position de Bourguiba à l'égard de la communauté juive, et ce à travers les moments significatifs de l'histoire contemporaine de la Tunisie[10].

Le premier moment est celui du *Temps colonial,* où l'on constate le peu de place des Juifs tunisiens dans les registres écrit et oral du leader nationaliste. Ce moment est celui de la crise des années 1930 caractérisée par les inquiétudes et les protestations d'une grande partie de la population face à l'ébranlement néfaste et traumatisant de leur société. La campagne contre les naturalisations est le lieu de contestation de cette dépossession. C'est notamment au cours de celle-ci que Bourguiba a joué un rôle capital et recouru fréquemment au registre identitaire et religieux

5. Polémique dans le journal *Tunis socialiste* entre Salah Farhat, « La question de la naturalisation d'après le Parti libéral constitutionnel », 6 décembre 1923 et Gaston Smadja, « La question de la naturalisation : à mon ami Salah Farhat secrétaire du Parti libéral constitutionnel », 16 décembre 1923.

6. C. Haddad De Paz, *Juifs et Arabes au pays de Bourguiba*, Aix-en-Provence, Imprimerie Paul Rouland, 1977, p. 42.

7. H. Timoumi, *L'Activité sioniste en Tunisie 1897-1948*, Tunis, Maison d'édition Mohamed Ali, 2001, p. 185-188. Cf. aussi S. Merlin, *Guerre et paix au Moyen-Orient : le défi de Bourguiba*, Paris, Denoël, 1970.

8. Rapport présenté à la Commission anglo-américaine, cf. *Pour préparer la 3e épreuve (Le Néo-Destour brise le silence) 1944-49,* Tunis, Centre national de documentation, non daté, p. 257-264.

9. S. Merlin, *Guerre et paix*, *op. cit.*, p. 244-245. A. Temimi, « La question palestinienne et les relations de Bourguiba avec le Congrès juif mondial », *Revue d'Histoire maghrébine*, 97-98, mai 2000.

10. Mes sources sont constituées des écrits de presse de Bourguiba regroupés dans quinze ouvrages de la collection sur l'Histoire du Mouvement national et de ses discours, essentiellement de la période postcoloniale, publiés en vingt-trois volumes par le secrétariat d'État à l'Information.

« arabo-musulman » pour rallier les Tunisiens à la cause nationaliste. Ces impératifs tactiques et opératoires jouant sur les fondements ethno-religieux de la nation tunisienne ont probablement participé au succès de la mobilisation populaire contre l'inhumation des nouveaux naturalisés, assimilés par les néo-destouriens à des apostats. Dans le même temps, ce discours identitaire a contribué *de facto* à exclure les Juifs tunisiens de l'équation nationaliste.

Le deuxième moment significatif est celui du *Temps postcolonial,* où Bourguiba a développé un discours et un rapport ambivalent envers la communauté juive. La conception de l'État qui prévaut au moment de l'indépendance est celle d'un régime fort, hyper-interventionniste dans tous les secteurs de la société et rejetant tout particularisme religieux. L'idée d'autonomie juive était donc inconcevable dans le nouvel État. Mais simultanément, le *raïs* a développé une attitude d'ouverture et de compréhension à l'égard des Juifs, se traduisant par plusieurs signes en faveur de leur intégration au sein de la nation tunisienne.

Le Temps colonial : l'occulation des Juifs dans le discours bourguibien

Les années 1930 peuvent être considérées comme des moments majeurs d'occultation des Juifs dans le discours et la théorie nationalistes de Bourguiba. Le leader néo-destourien a développé une conception mythique des origines de la nation tunisienne qui la fait remonter à l'époque antique. L'idée de l'*africanité* trouverait ses prémices chez Apulée et Tertullien, son prolongement chez saint Cyprien (au milieu du IIIe siècle) et saint Augustin (fin IVe et début Ve siècle). Cette africanité n'exclurait pas l'ancrage dans la *romanité* à travers l'usage du latin et l'allégeance à Rome. Les chroniqueurs de l'époque moderne[11] ont continué à développer cette idée de l'appartenance à un terroir à travers Ibn Ali Dinar, fin XVIIe, dans son précis d'histoire tunisienne, *Al Munis fi Akhbar Ifriqya wa Tunis*, W. Sarraj au XVIIIe dans son *Hulal as-soudoussiya fil Akhbar Attounissiya* et B. Messaoudi au XIXe dans *Al Khoulassa au Naqiyya fi umarà Ifriqiyya* et surtout Ahmed Ibn Abi Dhiaf dans son fameux *Ithaf.* Cette *tunisianité* construite au fil du temps par les « historiens » et reprise par Bourguiba a néanmoins un contenu flou et ambigu dont les frontières et les fondements sont fluides[12]. Le leader développe un nationalisme où cohabitent à la fois des référents arabes, des référents islamiques pan-ottomans et une dimension particulariste mettant l'accent

11. A. Abdessealem, *Les Historiens tunisiens des XVIIe, XVIIIe et XIXe, essai d'histoire culturelle*, Paris, Librairie Klincksieck, 1973, p. 473.

12. P.-R. Baduel, « L'identité tunisienne à l'épreuve de la frontière », *Hérodote*, 1987, p. 107-118.

sur la *personnalité tunisienne*. Ces notions identitaires se superposent[13], d'où l'ambiguïté et la faible épaisseur théorique de son discours, confirmant ainsi que Bourguiba est davantage un homme d'action et un entrepreneur politique qu'un théoricien. C'est donc à partir de cette combinatoire identitaire extrêmement habile, qu'il se lance dans la campagne contre les naturalisations et l'inhumation des nouveaux naturalisés dans les cimetières musulmans[14].

En effet, l'administration coloniale éprouve de sérieuses inquiétudes en constatant que les 55 000 Français de Tunisie doivent faire face à un nombre double d'étrangers, dont plus de 80 000 Italiens considérés comme un danger pour la prépondérance. Dans ces circonstances, la loi du 20 décembre 1923 et les décrets qui suivent ont donc pour objectif de favoriser autant que possible la naturalisation individuelle et volontaire. Ainsi, entre 1921 et 1930, 10 234 Italiens ont obtenu la nationalité française, soit moins de 10 %, 5 549 Juifs pour une communauté de l'ordre de 56 000 individus, soit environ 10 %, et à peine 1 016 musulmans sur une population de plus de deux millions, soit moins de 0,05 %. Le mouvement de naturalisation connaît même une baisse régulière au cours de cette décennie. Concernant les Tunisiens musulmans, une centaine se naturalisent chaque année avec une pointe de 248 naturalisations en 1927, puis une chute radicale en 1930 avec 22 cas, chute qui va s'accentuer en 1931 et 1932 avec 5 cas pour atteindre son périgée avec seulement deux cas en 1933. Bien que la naturalisation des musulmans soit devenue un phénomène marginal, ce non-événement va être instrumentalisé par Bourguiba à des fins politiques. Comme nous l'avons vu, il choisit cette période pour développer sa campagne contre les inhumations des naturalisés dans les cimetières musulmans, l'obtention de la nationalité française signifiant l'apostasie. Le combat des néo-destouriens prend l'allure d'un *jihad* contre la France. Cette collusion du religieux et du politique a permis la mobilisation de larges couches populaires tout au long de la période coloniale. En effet, l'argument religieux a été utilisé à maintes reprises lors de l'insurrection des tribus Fréchiches en 1906, durant les grèves des étudiants de la Zitouna en 1910 et au moment de l'affaire du cimetière du Djellaz en 1911. Toutefois, l'on peut noter une évolution quant aux contours sociologiques de ce combat nationaliste. Si jusque dans les années 1920, la lutte contre la naturalisation des musulmans est restée circonscrite principalement aux cercles élitistes, elle a pris très rapidement avec Bourguiba et le Néo-Destour la dimension d'une mobilisation populaire gagnant l'ensemble du pays. L'agitation s'est étendue à toutes les régions de la Régence et a revêtu plusieurs formes : grèves étudiantes,

13. S. Belaid, « Nationalisme, arabisme et islamisme dans l'idéologie politique du Maghreb contemporain », *Annuaire de l'Afrique du Nord*, XXIV, 1985, p. 35-52.

14. Y. El Ghoul, *Naturalisation française et Mouvement national tunisien*, mémoire, certificat d'aptitude à la recherche, Tunis, faculté des lettres et des sciences humaines, 1972-1973.

fermeture des magasins, prière du *Latif*, rassemblements devant les Contrôles civils et les Caïdats, envoi de télégrammes et de pétitions de protestation aux autorités du Protectorat, etc.[15]. Cette effervescence a même dégénéré en des affrontements sanglants, notamment dans le Sahel et le sud du pays entre 1932 et 1935[16].

Des mobilisations comparables se produisent à la même époque au Maroc, où Lucien Saint promulgue, le 16 mai 1930, le *dahir* berbère[17] qui prévoit l'autonomie coutumière des tribus, les soustrayant du champ d'application de la *charia* et de la justice pénale du *makhzen* pour les soumettre à la compétence des tribunaux français. Le *dahir* a déchaîné des passions et des protestations ayant pour centre de gravité les mosquées[18], transformant la lutte des nationalistes en guerre sainte contre le colonisateur[19]. La campagne en Tunisie et au Maroc a eu également des répercussions dans tout le Monde arabe, notamment en Égypte, où la presse a dénoncé la politique d'anéantissement. Mais la réaction qui a eu certainement le plus d'écho est celle du Bureau permanent du Congrès islamique de Jérusalem. Ce dernier décide de publier un *Manifeste*[20], soulignant la crainte ressentie par les musulmans devant la situation de leurs « frères tunisiens et de l'Islam en Tunisie où les naturalisations sont de nature à faire disparaître la religion musulmane de Tunisie et abandonner les préceptes de l'Islam »[21]. Cette lutte qui a pris de l'ampleur n'a pu s'étendre et se déployer qu'à la faveur du contexte des années 1930[22], considérées habituellement comme un tournant dans l'histoire du mouvement national, du fait de sa structuration et de sa radicalisation. À l'instar du *tajdid* zitounien et du *tajdid* culturel, ce *tajdid* politique[23], apparaît comme une réponse aux défis et aux provocations de l'administration coloniale : accroissement des inégalités sociales consécutives à la crise économique, célébration en grande pompe du cinquantième anniversaire de l'établissement du Protectorat et tenue du Congrès eucharistique de Carthage.

Dans ce contexte passionnel, quelle est la place des Juifs tunisiens dans le discours de Bourguiba ?

Fidèle à son nationalisme à fondement juridico-territorial, le leader nationaliste s'est attaché à distinguer nettement la situation de la commu-

15. A. Kraïem, « L'échec de la politique de naturalisation en Tunisie (1933-1937) », *Actes du Colloque Institut supérieur du Mouvement national*, Tunis, 1985.

16. *Ibid.*

17. A. Bakr Kadi, *Mémoires du Mouvement national marocain de 1930 à 1940*, Rabat, 1992, p. 47-48.

18. R. Rezette, *Les Partis politiques marocains*, Paris, Armand Colin, 1955, p. 8.

19. Témoignage sur les conséquences du dahir berbère de 1933 dans *Maghreb*, 4, octobre 1932, p. 6.

20. M. Amine Al Husseini, « La Palestine », journal *Jaffa*, 12 mai 1933.

21. *Ibid.*

22. M. Kraïem, *Mouvement national et Front populaire. La Tunisie des années 30,* Tunis, Institut supérieur du Mouvement national, 1996, p. 9.

23. *Tajdid* : renouveau, rénovation.

nauté juive en Tunisie de la question israélo-arabe qui prend pourtant de plus en plus d'ampleur sur la scène internationale, à la suite du plan de partage de la Palestine en novembre 1947 et de la guerre de 1948. Bourguiba semble privilégier un fonctionnement selon l'ancien modèle de la *dhimma* mais en y apportant des aménagements substantiels, donnant naissance en quelque sorte à une *nouvelle dhimma*. Le futur *raïs* cherche à remettre en cause le couple judaïsme-sionisme, en essayant de soustraire les Juifs tunisiens à la tentation de l'émigration en Terre promise. Toutefois, Bourguiba se refuse à développer une gestion particulariste du *fait juif* en Tunisie, l'essentiel de son énergie étant consacré à l'ébranlement de la forteresse coloniale. Avec l'édification du *nouvel État*, le Combattant suprême tend à affirmer son approche du « problème juif » qui contraste, dans le discours comme dans la pratique, avec celle du *Temps colonial*.

Les Juifs au lendemain de l'indépendance : la marque de l'ambivalence étatique

Au cours des neuf premiers mois de l'État indépendant, Bourguiba fait adopter par l'Assemblée constituante un certain nombre de mesures institutionnelles et législatives, aboutissant notamment à l'unification de l'appareil judiciaire[24]. Parmi ces mesures, la suppression du Tribunal rabbinique, vieille institution décriée depuis les années 1920 par l'élite juive libérale[25] qui rejoint en cela les préoccupations des premiers responsables de la Tunisie indépendante : « la suppression du Tribunal Rabbinique s'inscrit dans le cadre général de l'orientation du Gouvernement de la République qui ne fait aucune discrimination entre les citoyens tunisiens qu'ils soient musulmans ou Israélites », affirme Ahmed Mestiri, secrétaire d'État à la Justice[26]. La compétence de ce tribunal, né au milieu du XIX^e^ siècle, est désormais dévolue aux tribunaux civils séculiers appliquant les codes modernes positifs promulgués pour tous les justiciables. Parmi ces codes, le Code du statut personnel du 13 août 1956 qui remet en cause les dispositions du droit mosaïque relatif à la polygamie, au mariage, à la tutelle, au culte, aux successions, au lévirat, etc.[27].

24. Éditorial, « Unification de la Justice », *Le Petit Matin*, 10 octobre 1956. Cf. aussi *Le Petit Matin*, 25 juin 1957.

25. S. Tibi, « Le Tribunal Rabbinique ne peut être maintenu », *L'Avenir Centre*, 11 juillet 1921.

26. A. Mestiri, « Conférence de presse sur la justice », *Le Petit Matin*, 1^er^ octobre 1957.

27. La loi du 27 septembre 1957 affirme l'extension du Code du statut personnel aux Juifs tunisiens.

Toutefois, compte tenu de la sensibilité religieuse de cette mesure, les autorités tunisiennes ont préféré agir avec prudence afin de « ne pas effaroucher les justiciables tunisiens de confession israélite »[28]. Ainsi, le président du Tribunal rabbinique a pu conserver ses charges de Grand rabbin et deux des cinq magistrats de cette institution ont été réintégrés dans les juridictions tunisiennes. À ces mesures s'ajoute la dissolution du Conseil de la communauté israélite de Tunis et des différentes caisses de secours et de bienfaisance réparties sur tout le territoire. Leurs patrimoines et prérogatives sont confiés dorénavant à des comités de gestion du culte israélite[29]. Parmi eux, celui de Tunis a pour finalité d'assurer l'exercice du culte. À la lecture de cette loi, un certain nombre de modifications sont à signaler touchant principalement aux objectifs assignés aux associations et au domaine autonome de leur intervention dans le champ cultuel, social, voire politique. Pour les dirigeants du nouvel État, ces associations sont l'émanation du Protectorat et ne répondent donc plus aux nécessités de l'indépendance. Ainsi, la nouvelle loi relative à la réforme du culte israélite s'inscrit dans le projet des nouveaux dirigeants d'adapter le culte aux « impératifs découlant de l'indépendance et aux réformes profondes intervenues dans les institutions du pays »[30]. Lors de l'installation de la Commission provisoire de gestion du culte israélite, Ahmed Mestiri réaffirmant l'incompatibilité de la nouvelle conception de la communauté nationale avec les castes et les milieux clos de la communauté juive déclare : « en dehors du domaine spirituel rien ne doit désormais distinguer le citoyen juif des autres citoyens »[31]. À cette exigence générale s'ajoutent la participation des femmes israélites à la gestion des associations communautaires et l'éviction des Juifs étrangers de leur direction : seuls les Juifs tunisiens sont habilités à les gérer.

Cette politique novatrice se poursuit avec la nomination par Bourguiba de Meiss-Cohen en qualité de Grand Rabbin de Tunisie, fonction dont le titulaire était auparavant choisi par le Conseil de la communauté israélite de Tunis et des notabilités juives. De même, le leader décide le « transfert » du cimetière juif de l'avenue de Londres, vieux projet colonial que l'administration n'avait pu réaliser. À l'instar des cimetières musulmans, le cimetière juif délabré a fait l'objet, en février 1958, d'une demande d'immatriculation de la municipalité de Tunis qui aboutit à la délocalisation au

28. H. Bourguiba, « La tunisification de la justice : couronnement d'une longue lutte », *Discours*, t. XVII, Tunis, publications du ministère de l'Information, 1979, p. 260.

29. Loi n° 58-78 du 11 juillet 1958 relative au régime du culte israélite, *JORT* 11/07/1958. L'article 17 prévoit la nomination des membres de la commission provisoire par arrêté du secrétaire d'État à la Présidence et la désignation des comités des différentes villes par les gouverneurs.

30. *Ibid.*

31. A. Mestiri, « Installation du Mordekhei Meiss-Cohen Grand Rabbin de Tunisie et de la Commission provisoire de gestion du culte israélite », *Le Petit Matin*, 17 juillet 1958.

cimetière du Borgel pour des raisons d'hygiène, de salubrité publique et de nécessité d'urbanisme. L'omnipotence du nouvel État se manifeste également par la promulgation d'un décret relatif au Code de la nationalité. Le Code ne mentionne pas le critère religieux pour l'octroi de la nationalité mais avance les notions de territorialité et de *jus sanguinis*, marquant ainsi une évolution substantielle dans le sens d'une certaine « laïcisation » de la définition de l'appartenance nationale. Toutefois Bourguiba, gêné par le sentiment que la communauté juive a le corps en Tunisie et le cœur ailleurs, bouleverse la multiplicité des repères et des fidélités des Juifs tunisiens. En effet, l'article 30 dudit Code stipule que : « perd la nationalité tunisienne, le Tunisien majeur qui acquiert volontairement une nationalité étrangère », article amendé en 1963 dans un sens restrictif, obligeant le naturalisé à quitter le territoire. L'article 31 étend la perte de la nationalité à la femme et aux enfants. Ainsi en vertu de ces articles, entre 1956 et 1962, 172 Juifs ont été « libérés » de l'allégeance tunisienne.

L'ensemble de ces mesures a pour finalité d'affaiblir et d'assujettir les institutions juives à l'État, en empêchant la constitution d'un contre-pouvoir sous couvert d'action cultuelle et sociale, susceptible de gêner l'action du Néo-Destour. Le nouvel État cherche à consolider l'unité nationale, en abolissant le « cloisonnement juif » et en faisant sortir les Juifs du « carcan communautaire ». En somme, le nouveau *raïs* veut détruire cette *açabiya* juive, au même titre qu'il entend lutter contre les clanismes et les tribalismes, perçus comme néfastes pour le consensus national. Il souhaite promouvoir une politique d'affirmation de la communauté politique dissociée des particularismes communautaires mais aussi de l'*Oumma* musulmane et de la mystique de l'unité arabe.

D'une manière générale, les réactions de la communauté juive à cette nouvelle politique ont été plutôt négatives. Elle a accueilli avec de nombreuses réticences ces mesures considérées comme des actes coercitifs envers les institutions juives. Elles ont été ressenties comme une violence[32] affectant le vécu communautaire, diluant les Juifs et contribuant au recul du judaïsme en Tunisie. Ainsi vont s'installer dans la communauté juive tunisienne un sentiment de crainte et un malaise quant à l'effacement de leurs institutions et de leurs structures communautaires, symboles de leur spécificité et de leur particularisme. Cette mainmise étatique contraste d'ailleurs avec l'autonomie conservée par les comités juifs marocains grâce au maintien de leurs structures traditionnelles. En dépit de l'acquisition de la « nouvelle citoyenneté », les institutions communautaires juives marocaines sont maintenues en l'état[33]. Charles Haddad, président du Conseil de la communauté israélite de Tunis, prenant conscience de cette évolution « positive » du judaïsme marocain écrit : « Au loin à Casa comme à Fez, d'autres juifs continuent à confier

32. Habib Kasdaghi, « Les Juifs et Bourguiba au lendemain de l'Indépendance » *Revue d'Histoire maghrébine*, 2000.

33. *La Voix des communautés*, février 1961.

leurs démêlés au Tribunal Rabbinique sans que l'indépendance de l'État en souffre ou en soit blessée »[34].

À l'inverse, la communauté juive de Tunisie tend à percevoir le nouvel État comme un corps étranger. Il n'est plus ce lieu d'émancipation et d'ascension que les élites avaient connu au cours de la période coloniale. L'absence de promotion dans l'administration, l'arabisation radicale de l'institution judiciaire, le déclassement social, le blocage du développement des entreprises juives consécutif à la politique de collectivisation des années 1960 contribuent à accroître ce sentiment de marginalisation. La Tunisie indépendante est de plus en plus perçue par la communauté juive locale, comme un pays haineux et responsable de la perte de son capital symbolique et matériel. Son allégeance à l'État n'est plus vécue comme une adhésion volontaire et spontanée mais comme une loyauté déshonorante, un abaissement et une soumission.

Cependant, Bourguiba, conscient de la position de *passeurs* que symbolisent les Juifs tunisiens dans leurs relations avec l'Occident, joue aussi très largement la carte du dialogue, affirmant le rôle central que la « Tunisie peut et tentera [de jouer] comme intermédiaire entre deux mondes arabe et juif et également entre les monde arabe et occidental »[35]. Du fait de ses rapports avec l'Occident et principalement la France, une autre image de la Tunisie apparaît, celle d'un pays tolérant, rayonnant, où cohabitent différentes communautés. Bourguiba souhaite entretenir une relation privilégiée avec la communauté juive, et ce à travers des actes, des gestes, des déclarations..., bref à travers des signes marquant la volonté d'obtenir sa confiance et son adhésion[36]. Avant même l'indépendance, Bourguiba avait décidé d'associer une partie de l'élite juive aux négociations franco-tunisiennes pour l'autonomie interne par la participation du conseiller Albert Bessis à la délégation tunisienne. De son côté, l'organisation estudiantine sous la houlette néo-destourienne avait lancé un appel aux étudiants israélites les invitant à l'unité et à la cohésion à l'instar « des prédécesseurs adultes israélites et musulmans sans distinction »[37]. L'ouverture à la communauté juive se manifeste, entre autres, par le soutien aux indigents juifs[38], par les multiples visites de hautes personnalités en des lieux du judaïsme[39], principalement celle de Bourguiba en

34. C. Haddad De Paz, *Juifs et Arabes*, *op. cit.*, p. 191.

35. Rapport d'Easterman à Nahum Goldman dans Y. Tsur, « Bourguiba et le Congrès mondial juif à la veille de l'Indépendance de la Tunisie », non publié.

36. M. Kerrou, « Politiques de l'islam en Tunisie », p. 89, dans M. Kilani (dir.), *Islam et changement social*, Lausanne, Payot, 1998.

37. Motion générale du II[e] congrès de l'UGET tenu à Tunis les 14 et 15 juillet 1954.

38. « Répartition des subventions aux œuvres de bienfaisance », *Le Petit Matin*, 21 novembre 1956 et *Information juive*, n° 107, avril 1959.

39. « Le Docteur Mokkadem au Tribunal rabbinique », *Le Petit Matin*, 2 septembre 1954 ; « Hédi Ben Mustapha directeur du Protocole s'est rendu à la grande synagogue pour présenter les vœux du Président Bourguiba à la population israélite de Tunisie », *Le Petit Matin,* 5 octobre 1957 ; « Azouz Rebaï Secrétaire d'État à la Jeunesse et aux Sports

février 1957 dans le quartier de la Hara. Des institutions juives se maintiennent et/ou se développent comme l'école de l'Alliance israélite universelle (AIE) de la rue El-Mechnaka, la garderie israélite, l'Organisation du secours de l'enfance (OSE) de la rue Achour, l'école hébraïque de *Keter-Thora* et l'association communautaire « Nos Petits ». Au cours de la visite de la Hara, fortement appréciée dans la communauté, Bourguiba exprime son étonnement de constater que l'aide du *Joint American* soit destinée exclusivement aux Juifs pauvres : « nous avons tous besoin de l'aide des pays plus développés et nous voudrions que celle-ci ne s'adresse pas à une catégorie d'enfants mais à tous les enfants du pays car, autrement, cela risquerait de créer des cloisons étanches »[40], note-t-il en s'adressant aux responsables de la communauté juive, rappelant au passage son attachement à une politique égalitaire et non discriminatoire. Cette conception non différentialiste est réitérée lors de la visite historique du leader à la Ghriba de Jerba, où les Juifs lui ont offert les Tables de la loi. Il a insisté sur l'ouverture du nouvel État en direction de tous les Tunisiens sans distinction de race et de religion[41]. Dans la même perpective, il n'a pas hésité à réagir énergiquement, à la fin de l'année 1956, à la décision des autorités du Caire de retirer leurs passeports aux Juifs tunisiens et à la séquestration de leurs biens. En signe de protestation, Bourguiba convoque l'ambassadeur d'Égypte en Tunisie et lui fait savoir qu'il n'établit aucune différence entre ses nationaux[42]. Après cette intervention auprès de Nasser, plusieurs délégations juives se rendent auprès du *raïs* tunisien pour lui exprimer leurs témoignages de satisfaction et de reconnaissance[43].

Simultanément, le nouveau pouvoir a pris un certain nombre de mesures intégratives en faveur des Juifs. Par exemple, aux Jeux panarabes de Beyrouth d'octobre 1957, la participation des Juifs tunisiens à l'équipe nationale de football, d'escrime avec Norbert Brami et surtout de volley-ball est conséquente[44]. Encore plus significatif de cette volonté étatique d'intégration, des personnalités juives participent aux instances dirigeantes. Ainsi, maître Émile Taïeb, ancien champion de Tunisie de natation, et le docteur Jules Barrouch font parti du Comité supérieur du sport. D'autres notabilités juives sont élues au sein de la liste destourienne d'union nationale à l'Assemblée nationale constituante de 1956[45],

aux cantines "Nos Petits" », *Le Petit Matin*, 29 novembre 1956 ; « Mohamed Masmoudi inaugure les festivités de la Ghriba », *Information juive*, mai 1959.

40. *Le Petit Matin*, 13 février 1957.

41. « Visite de Bourguiba à la Ghriba », *La Presse*, 28-29 novembre 1966.

42. *Le Petit Matin*, 26 décembre 1956.

43. *Le Petit Matin*, 27 décembre 1956.

44. Conférence de presse du sous-secrétaire d'État à la Jeunesse et aux Sports, *Le Petit Matin*, 29 octobre 1957.

45. A. Bouguerra, *L'Assemblée nationale constituante (1956-1959)*, mémoire, certificat d'aptitude à la recherche, faculté des lettres et des sciences humaines et sociales de Tunis, 1986.

à la première et la seconde Assemblée législative de 1959 et de 1964[46]. Certaines entrent même dans les instances gouvernementales : maître Albert Bessis occupe le poste de secrétaire d'État à l'Urbanisme et à l'Habitat en 1955, André Barrouch lui succède lors de la formation du nouveau gouvernement après la proclamation de la République en 1957[47].

D'un point de vue plus institutionnel, le système politique tunisien assure la communauté juive de sa protection en s'engageant à veiller au respect de la liberté de conscience et de culte. Bourguiba, président du Conseil, intervient lui-même sur cet aspect lors du débat sur la nouvelle Constitution de 1959 qui reconnaît la liberté de conscience, le libre exercice des cultes et l'égalité de tous les citoyens sans distinction de race ou de confession[48]. Cette garantie est une constante de la législation tunisienne. Elle est réaffirmée dans la loi du 3 juin 1968 sur la fonction publique qui ne retient pas de conditions ayant trait aux opinions religieuses dans le recrutement des agents publics. Plusieurs textes juridiques consacrés à la protection de la conscience contre les injures et les diffamations voient le jour, principalement la loi du 28 avril 1975 portant Code de la presse.

Ce message adressé au monde est confirmé par la liberté de circulation et d'émigration individuelle et non massive des Juifs tunisiens[49]. Si au Maroc, les autorités n'ont pas permis cette liberté de circulation, elles ont favorisé comme à Tunis, l'accession de nombreuses personnalités juives à des postes politiques et administratifs importants[50]. La nomination du docteur Benzaquen au ministère des PTT sera suivie de celle de plusieurs hauts fonctionnaires juifs dans les différents ministères, dans les offices publics et semi-publics et à la Chambre de commerce et d'industrie[51]. Les Juifs marocains font partie du Conseil national consultatif créé par le roi Mohamed V en 1956[52], année au cours de laquelle l'Istiqlal a constitué une organisation de dialogue judéo-musulman : le *wifaq*.

Mais à Tunis comme à Rabat, cet épisode a été de courte durée et n'a pu résister aux turbulences de l'histoire. L'ouverture, la volonté d'intégra-

---

46. D'autres candidats juifs, n'ayant pas réussi à se faire élire, sont présents également sur les listes du Parti communiste, traditionnellement ouvert aux Israélites.

47. André Barrouch, président de la Fédération du textile, collabore avec le Néo-Destour, est éloigné à Remada en avril 1953. Libéré, il occupe le poste de vice-président de la Chambre tunisienne de commerce. En 1956, il est élu au Congrès de Sfax du Néo-Destour au Comité central. Député en 1956, il occupe d'avril 1956 à décembre 1958 le poste de secrétaire d'État à l'Urbanisme et à l'Habitat.

48. Hafedh Ben Salah, *Système politique et système religieux en Tunisie*, Mémoire pour le Diplôme d'Études supérieures de Sciences Politiques, Faculté de Droit et Sciences Politiques, et Économiques de Tunis, 1973-1974, p. 4.

49. Selma Houissa, *La liberté religieuse en Tunisie*, Mémoire de DEA en Droit public, Tunis, Faculté de Droit et Sciences politiques, 1990-1991, p. 20.

50. Déclaration de Béchir Ben Yahmed, secrétaire d'État à l'Information au *Petit Matin*, 23 avril 1956.

51. Jacques Dahan, *Regard d'un Juif marocain*, Paris, L'Harmattan, 1995, p. 79.

52. *La Voix des Communautés*, 23, mars 1963 et 27 août 1963.

tion et la reconnaissance de l'Autre ne sont pas parvenues à rassurer une communauté juive déchirée et tiraillée. Les Juifs tunisiens n'ont pas réellement cru en leur intégration au sein du nouvel État, considérant que ces manifestations et ces actes d'inclusion, dus principalement à la volonté de Bourguiba, n'avaient pas véritablement de retombées dans la pratique politique. La crise de Bizerte, au début des années 1960, et surtout les répercussions négatives des événements de 1967 à Tunis (manifestations populaires antijuives, saccage des magasins juifs, incendie de la Grande Synagogue de l'avenue de La Liberté...) ont précipité le détachement et la perspective de départ d'une minorité hésitante. Au-delà du cas tunisien, ce divorce reflète la difficulté à promouvoir une identité nationale « plurielle » dans le monde arabo-musulman, y compris dans un pays comme la Turquie qui constitue pourtant le seul exemple de « laïcité étatique ».

9

Un village tunisien sous Bourguiba

Nicholas Hopkins*

> « Ce régime est le vôtre et n'est inféodé à aucune catégorie sociale particulière. Il jouit de votre confiance comme le parti dont il est l'émanation. Après avoir libéré le pays, nous l'avons doté de structures et d'institutions spécifiquement tunisiennes issues du peuple et que celui-ci a choisies en toute liberté. Il s'agit à présent de nous libérer du sous-développement »[1].
>
> Les cadres du Parti et de l'Administration de la délégation de Testour « expriment leur attachement indéfectible à la personne du Combattant Suprême et à sa politique clairvoyante, ainsi que leur considération pour les efforts déployés par le gouvernement de M. Hedi Nouira, en vue de sortir le pays du sous-développement »[2].

Habib Bourguiba a dominé la scène politique tunisienne de 1934 à 1987 et ses politiques ont transformé la société et la culture tunisiennes à bien des égards. Dans cette communication, j'analyserai les transformations de la société et de la culture à Testour, un village du nord de la Tunisie, telles que je les ai connues au début des années 1970, c'est-à-dire

* Université américaine du Caire.

1. Habib Bourguiba, discours prononcé à Sfax, le 7 mai 1975, pour encourager les Tunisiens à répondre convenablement au recensement de 1975. Cf. « Allocution de Monsieur de Président de la République à l'occasion du Recensement général de la population et des logements, le 7 mai 1975 », *Recensement général de la population et des logements du 8 mai 1975,* Tunis, Institut national de la statistique, s.d. [1976 ?], p. 9-11 (extrait, p. 9). Je ne suis nullement un expert des discours de Bourguiba ; les deux citations dans cette communication ont été trouvées par hasard au bord de la route de la recherche.

2. Télégramme adressé au président Bourguiba, publié dans *L'Action*, 24 février 1973 (autrement dit, quelques jours après l'évasion d'Ahmed Ben Salah).

après les grandes heures de l'époque Bourguiba. Ces analyses sont basées sur mon « terrain » d'anthropologue ; elles sont maintenant revues avec un recul de presque trente ans. L'évolution de Testour peut se comprendre suivant trois grandes dimensions : politique, économique et sociale. Entre la fin du XIX[e] siècle et les années 1970, une petite communauté précoloniale et précapitaliste s'est intégrée à un État moderne et à un système capitaliste.

Pour saisir le rôle de Habib Bourguiba, en particulier, et de l'État national, en général, dans l'évolution de Testour, il convient d'abord de situer cette localité géographiquement et historiquement. Testour avait, lors de mon séjour, environ 7 000 habitants[3] agglomérés dans une cité dont le noyau remonte au XVII[e] siècle, quand le site a été occupé par les Andalous expulsés d'Espagne à l'époque de l'Inquisition et des guerres entre Ottomans et Habsbourgs[4]. Testour se trouve dans la vallée de la Medjerda, à la limite entre la plaine côtière et le Haut Tell, à une altitude de 80 m et à environ 80 km de Tunis sur la GP5, ce qui équivaut à une heure de route. Près de Testour, deux affluents, l'Oued Siliana et l'Oued Khalled, se jettent dans la Medjerda. Une des particularités de la cité tient aux jardins irrigués, où sont cultivés fruits et légumes, sur les basses terrasses du fleuve Medjerda. Au-delà de la zone des jardins se trouvent les oliveraies et les champs de blé, et plus loin encore les parcours de pâturage sur les pentes des collines ou sur les champs en jachère.

Testour sert de centre commercial et administratif pour une zone qui correspond essentiellement à l'actuelle « délégation »[5]. Ce rôle est concrétisé par le marché hebdomadaire qui se tient tous les vendredis. La centralité de la cité est renforcée par le rayonnement de ses mosquées, bains, et *zaouias*, qui attirent les gens des campagnes. Au moment de l'enquête, ce rôle était relevé par la présence des différentes administrations (délégation, police, PTT, agriculture, travaux publics, mais aussi et surtout les écoles et les hôpitaux) qui reliaient les populations locales au gouvernement central.

L'évolution politique

Au moment de la conquête française en 1881, Testour était dominé par une élite agraire et religieuse composée surtout de membres des vieilles

3. 6 749 présents pour 7 375 résidents dans la commune d'après le recensement de 1975.

4. N. Hopkins, « Notes sur l'histoire de Testour », *Revue d'Histoire maghrébine*, 9, p. 294-313, 1977.

5. La population de cette « délégation » (circonscription administrative au sein du « gouvernorat ») était d'environ 25 000 personnes en 1975.

familles andalouses[6]. Le *khalifa* (chef local) était originaire de cette élite (famille el-Hendili). Il en allait de même pour l'imam de la grande mosquée (famille Ben Moussa, dont étaient issus les cadis, jusqu'à ce que ce poste soit supprimé en 1903, et le gérant des terres habous) et pour les chefs de certaines confréries religieuses (également de la famille el-Hendili). Les habous au nom de la grande mosquée de Testour, des lieux saints en Arabie ou d'autres destinations, étaient nombreux sur les terres de grande culture. Ces terres étaient louées aux enchères aux grandes familles qui organisaient ensuite leur culture par l'intermédiaire de métayers *(khammas).* Il apparaît que ces grandes familles se sont bien accommodées de la présence française, qui les soutenait. Ce sont donc des membres un peu marginaux de cette élite qui se sont opposés les premiers à cette domination.

J'ai retracé la rivalité entre ces deux clans[7], l'un autour de Taher el-Hendili, *khalifa* et chef de confrérie *'Issawiyya*, l'autre autour de El Hadi Adib Ben Attia, propriétaire terrien non andalou, notaire, et chef de confrérie *Rahmaniyya*, dans la première moitié du XX^e^ siècle. Ben Attia était un « militant de la première heure » et a adhéré au Destour dès les années 1920 ; il était déjà qualifié de « destourien convaincu » par les administrateurs français en 1924. Le premier conflit entre ces deux clans a éclaté autour de la nomination d'un imam en 1911 ; après maints débats le candidat non andalou fut nommé, parce que plus qualifié. Vers 1925, le régime du protectorat décida de supprimer le poste de *khalifa*, choisi dans une grande famille de Testour, et de nommer un *kahia*, fonctionnaire de Tunis. Ce changement a encore ébranlé la dominance des « Andalous ». Finalement, Ben Attia a préféré le Néo-Destour de Bourguiba et a assisté au congrès de Ksar Hellal en mars 1934. C'est encore lui qui a mobilisé les Testouriens pour protester contre l'arrestation de Bourguiba en septembre 1934 (réunion de 200 personnes le 8 septembre, participation à une manifestation à Tunis, grève des commerçants, pétition). D'ailleurs, dans le contrôle civil de Medjez el Bab, il n'y avait de section du parti qu'à Testour d'où se diffusaient les mots d'ordre du Destour puis du Néo-Destour dans l'intérieur de la Tunisie du Nord[8]. Parmi les militants, certains venaient des zones rurales autour de Testour (Ouled Ayar, Skhira). Ainsi, Testour continuait à jouer son rôle micro-régional aussi bien que régional.

En 1938, Ben Attia fut emprisonné avec Bourguiba à Téboursouk, avant d'être transféré en France pendant la deuxième guerre mondiale. Il

6. N. Hopkins, « Testour au dix-neuvième siècle », *Revue d'Histoire maghrébine*, 17-18, 1980, p. 19-31.

7. N. Hopkins, *Testour ou la transformation des campagnes maghrébines*, Tunis, Cérès Productions, 1983, p. 125-140.

8. Tous ces détails sont tirés de M. Dellagi, *Septembre 1934 : répression et résistance : synthèse de documents secrets,* Tunis, Maison tunisienne de l'édition, s.d., p. 20, 115, 125, 157, 200, 263.

est rentré fatigué à Testour et n'a plus joué de rôle politique important. Il est mort peu après l'indépendance. À Testour se trouvent une école et une rue qui portent son nom. C'est à travers lui et son histoire que Testour peut se vanter d'une réputation de « militants de la première heure »[9].

La maladie de Ben Attia l'a empêché de jouer un rôle lors de l'épisode suivant, une manifestation au moment de la visite du Résident général français Jean de Hauteclocque, le 26 février 1953[10]. Les participants à cette manifestation étaient d'origine sociale plus modeste que la première génération. Le leader était fils d'un conducteur de travaux publics et beaucoup d'autres étaient des « gens du marché » plutôt que de grands cultivateurs. Ce leader est resté chef du parti destourien à Testour jusqu'en 1977.

Les deux instances principales des affaires politiques locales dans les années 1970 furent la cellule du Parti socialiste destourien (PSD) et le conseil de la municipalité[11]. Les membres du bureau de la cellule et de la municipalité étaient élus dans des élections disputées (le nombre de candidats dépassait le nombre de sièges à pourvoir). Il faut noter que tous les participants au jeu politique étaient des hommes. Si, dans l'esprit des Testouriens, ces élections reflétaient surtout les rivalités individuelles ou de factions, il y avait quand même un changement dans la qualité des élus. Lors du renouvellement du bureau en 1973, l'élection opposait deux groupes – les anciens membres, « gens du marché » dont la légitimité remontait à la manifestation contre de Hauteclocque, et un groupe d'enseignants qui se faisaient appeler les « jeunes révolutionnaires » et qui voulaient s'emparer de la direction du bureau. Les jeunes ont gagné du terrain en 1973, mais n'ont atteint leur objectif qu'en 1977, quand le vieux président de la cellule a pris sa retraite. Les jeunes représentaient, en quelque sorte, le savoir et ressemblaient davantage aux autres cadres du parti aux échelons supérieurs ; l'ère des militants sans formation mais ancrés localement était révolue. Leur ascension se faisait donc dans un nouveau contexte où les connaissances techniques (y compris la capacité de s'exprimer oralement et par écrit dans les deux langues, arabe et française) primaient sur le militantisme. Une de leurs revendications était la création d'un lycée à Testour. Bourguiba en a annoncé l'approbation lors d'une visite à Testour en 1974 et ce lycée a ouvert ses portes peu de temps après.

9. Son fils m'a dit ne pas avoir voulu suivre son père dans la politique, parce qu'il s'était ruiné sur le plan économique.

10. Sur l'hostilité des Tunisiens envers de Hauteclocque en 1952, voir C.-A. Julien, *L'Afrique du Nord en marche : nationalismes musulmans et souveraineté française*, 3e édition revue et mise à jour, Paris, Julliard, 1972, p. 191-234. Julien, toutefois, termine son récit avec l'assassinat de Ferhat Hached, quelques mois avant l'incident de Testour.

11. Une troisième instance jouait parfois un rôle : le comité culturel du parti, considéré comme l'apanage des jeunes instruits.

Le conseil de la municipalité comprenait, en dehors de certains membres de la cellule, quelques grands agriculteurs qui détenaient un pouvoir économique à Testour, mais qui, suite à la période des coopératives, étaient brouillés avec le parti lui-même. La municipalité les intéressait parce qu'elle avait le pouvoir d'approuver les permis de construire, les lotissements et la voirie.

Par ailleurs, on peut constater une alliance entre le bureau de la cellule et les grands agriculteurs. Les anciens militants, dont les origines étaient parmi les « gens du marché », avaient souvent acquis des terres agricoles qui avaient été la propriété des anciens colons et avaient donc les mêmes intérêts que les grands agriculteurs face aux ouvriers agricoles. Les « jeunes révolutionnaires », issus des mêmes milieux mais s'en différenciant par l'éducation, n'ont rien changé à cela.

L'évolution économique : les structures agraires

L'influence de la politique de Bourguiba était surtout sensible en ce qui concerne la propriété et l'exploitation de la terre. Comme ailleurs en Tunisie, il y a eu de grands bouleversements à Testour pendant et après la période coloniale.

L'économie de Testour étant surtout agricole, l'accès à la terre et sa propriété revêtaient une importance capitale. Avant la période coloniale, la possession de la terre à Testour était surtout une question de propriété privée et de terrains habous gérés d'ailleurs par les testouriens. Mais Testour se trouve dans la zone nord de la Tunisie, où les colons français avaient accaparé beaucoup de terres. Vers 1950, selon un recensement de la FAO, 44 % des terres dans le cheikhat de Testour et des Ouled Slama étaient exploitées par des Européens ; le chiffre était assez typique de la région[12]. Pour le dire autrement, il y avait dix-sept Français qui exploitaient 7 700 ha, dont 5 800 cultivables, et sept Tunisiens qui vraisemblablement utilisaient le même système pour exploiter 2 500 ha, dont 2 300 cultivables, contre 600 petits fellahs sur 7 000 ha, dont 3 800 cultivables[13]. Il faut noter que les exploitants français n'étaient pas toujours des propriétaires mais des locataires ou des gérants pour le compte de propriétaires absentéistes qui étaient parfois des personnes morales (banques, sociétés)[14]. Comme les exploitants français louaient souvent des terres

12. J. Poncet, *Paysages et problèmes ruraux en Tunisie*, Tunis, Publications de l'université de Tunis, faculté des lettres et sciences humaines, 3e série, mémoires du Centre d'études de sciences humaines, vol. 8, PUF, s.d., fig. 7, p. 138. L'ouvrage date de 1962 ou de 1963.

13. *Ibid.*, p. 117.

14. C. H. Moore, *Tunisia Since Independence, The Dynamics of One-Party Government*, Berkeley, University of California Press, 1965, p. 206.

aux propriétaires tunisiens, la terre exploitée par les Européens était plus importante que la terre possédée. Le paysage agricole était dominé par les grandes exploitations modernes (mécanisées, embauchant une main-d'œuvre salariée), le plus souvent européennes mais parfois tunisiennes. Il y avait une bipolarité entre quelques grandes exploitations et de nombreuses petites. Les exploitations européennes pouvaient accéder plus facilement au crédit que les exploitations tunisiennes ; ainsi, même les grands exploitants tunisiens étaient défavorisés par rapport aux Européens[15]. Il faut ajouter que les jardins dans la vallée de la Medjerda autour de Testour n'ont été touchés ni par la colonisation ni par la décolonisation et sont restés des exploitations privées.

Après l'indépendance, tout cela a changé. Durant les huit premières années de l'indépendance (1956-1964), l'État tunisien a aboli le système des habous et a expulsé tous les propriétaires terriens étrangers. Au moment de l'indépendance, les terres cultivables de la Tunisie s'étendaient à 7 455 000 ha[16]. Les terres habous publics, qui couvraient 150 000 ha, sont revenues à l'État, tandis que les terres habous privées (1 000 000 ha) ont été distribuées entre les ayants droit[17]. Les propriétés étrangères couvraient 670 000 ha en exploitation directe, plus 15 000 ha loués à des Tunisiens[18]. Par étapes entre 1959 et 1964, l'État tunisien a transféré ces terres à la propriété tunisienne, généralement au domaine de l'État. « Le gouvernement tunisien devait finalement s'attaquer aux lots de colonisation se trouvant sur n'importe quel point du "patrimoine national", en procédant d'abord de biais puis plus tard par une mesure de dépossession brutale, ce qui coïncide d'ailleurs avec l'évolution générale de la République tunisienne s'orientant de plus en plus résolument sur la voie du socialisme »[19]. Ainsi, d'une part, la réforme agraire visait à créer la propriété privée (à partir des terres habous et collectives) et, d'autre part, elle servait à renforcer le domaine de l'État ; de plus, certaines propriétés coloniales sont passées directement des étrangers aux Tunisiens privés.

Étant donnée l'importance des exploitations coloniales dans la délégation de Testour, ces politiques ont eu une grande influence sur l'utilisation de la terre. Pendant les années 1960 (suite à la loi du 27 mai 1963), environ dix-sept coopératives (Unités coopératives de production, UCP) ont été créées dans la délégation de Testour, d'ailleurs rebaptisée « Unité régionale de développement ». Comme ailleurs en Tunisie, ces coopéra-

15. J. Poncet, *op. cit.*

16. J.-M. Verdier, P. Desanti, et J. Karila, *Structures foncières et développement rural au Maghreb*, Paris, PUF, 1969, p. 10.

17. *Ibid.*, p. 23, 86.

18. D'après Jacques Berque, les colons détenaient 850 000 ha. Voir J. Berque « The rural system of the Maghrib », dans L. C. Brown (dir.), *State and Society in Independent North Africa,* Washington, Middle East Institute, 1966, p. 192-211. Ici, p. 200.

19. J.-M. Verdier *et al.*, *op. cit.*, p. 13.

tives comportaient un noyau domanial (l'ancienne exploitation coloniale) et les terres des petits fellahs aux alentours. La structure administrative était assez complexe, avec des « ayant part » d'un côté et les coopérateurs d'un autre, sans compter le rôle de l'État et de ses agents. Le système coopératif devait remplacer le système de la gestion directe par l'État, qui s'est révélé trop onéreux, mais la relève s'est également avérée difficile. La main-d'œuvre devait être fournie par les anciens ouvriers et les fellahs incorporés, mais leur nombre était souvent trop élevé pour le travail à accomplir, ou du moins pour les fonds disponibles pour les payer. Il s'agissait de trouver l'équilibre entre superficie, travail, main-d'œuvre et budget, une tâche qui s'est avérée très difficile.

Selon Khalil Zamiti[20], qui en 1969 a mené une enquête dans les coopératives du gouvernorat de Béja, y compris deux cas, de bons exemples paraît-il, de Testour[21], les coopérateurs avaient perdu de leur enthousiasme initial. Les responsables de Béja ont estimé que dans ce gouvernorat les coopératives qui fonctionnaient bien représentaient entre le sixième et le quart du total. Il n'y avait pas assez de travail pour tout le monde et donc les revenus individuels étaient trop bas. De plus, le regroupement de l'habitat, qui faisait partie de cette rationalisation, empêchait les gens de retrouver toutes leurs sources de revenus, notamment de l'élevage. En même temps, les coopératives ressemblaient trop aux fermes d'État et l'esprit d'autogestion faisait défaut. « La comptabilité, l'organisation du travail, la commercialisation des produits, les méthodes culturales, la nature des spéculations reviennent à l'Union régionale des coopératives et aux Services agricoles. Si l'on ajoute à cela la tutelle du délégué on voit que la coopérative, en ce qui concerne l'intégralité de sa vie quotidienne et de son fonctionnement est entièrement téléguidée de l'extérieur et soumise à l'emprise de l'État »[22].

En outre, la politique de la généralisation des coopératives, annoncée en janvier 1969, a fait peur aux petits cultivateurs de Testour et notamment aux propriétaires des jardins. Petits et grands se sont réunis pour lutter contre cette politique. Ils ont profité de la fête annuelle (la *zerda*) dédiée à Sidi Ali el Arian, le « patron » de Testour, pour sacrifier des bœufs dans une manifestation importante afin d'implorer la protection de Sidi Ali[23]. Leurs vœux ont été exaucés, parce que quelques mois plus tard, et sans doute avant la réalisation effective du projet de généralisation

20. K. Zamiti, « Les obstacles matériels et idéologiques à l'évolution sociale des campagnes tunisiennes. L'expérience de mise en coopératives dans le gouvernorat de Béja », *Revue tunisienne de sciences sociales,* 21, 1970, p. 9-55.

21. Les deux coopératives de Testour étaient, d'une part, « Essadfine » avec 76 coopérateurs, créée en 1964, et d'autre part le « 12 mai » avec 67 coopérateurs, créée en 1967 (voir K. Zamiti, art. cité, p. 14, 21). Chacune avait environ 10 % de coopérateurs spécialisés.

22. K. Zamiti, art. cité, p. 43.

23. Quelques années plus tard, quand j'effectuais mon terrain à Testour, les gens se souvenaient encore de cet épisode.

des coopératives, la politique de l'État a brusquement changé[24]. Les cultivateurs privés n'étaient donc plus obligés de devenir coopérateurs. Ceux qui étaient déjà intégrés dans les coopératives ont retiré leurs terres et leur participation ; ceux qui attendaient leur intégration furent soulagés.

Ainsi, au moment de mon séjour à Testour entre 1971 et 1973, il y avait des restes de coopératives dans les zones de grande culture, mais aussi des exploitations privées, grandes et petites. Les jardins irrigués n'avaient pas changé[25]. Il y avait même un début d'extension des jardins irrigués, à la fois chez les particuliers et dans les coopératives[26]. Ces jardins étaient exploités directement et souvent avec une main-d'œuvre engagée à la journée ou à la semaine. Les produits des jardins irrigués étaient commercialisés par les exploitants, soit à Testour, soit au marché de gros de Tunis, soit parfois avec des commerçants de passage. Le blé ne pouvait être vendu qu'à l'Office des céréales, instance étatique. Les olives étaient soit vendues et pressées localement, soit vendues aux pressoirs de Sousse ou de Sfax[27].

L'UCP (coopérative) de Ghanima en 1973

Après « l'ouverture » des coopératives en 1969-1970, les noyaux de certaines d'entre elles ont formé la base d'une nouvelle. La coopérative de Ghanima était, en 1973, la plus importante des neuf coopératives restantes dans la circonscription de Testour. Des terres ainsi que les coopérateurs de deux anciennes coopératives ont été joints à ceux de Ghanima pour créer une nouvelle structure[28].

---

24. Avec la loi du 22 septembre 1969.

25. Voir N. Hopkins, *Testour*, *op. cit.*, p. 56-86 ; A. Kassab, *Études rurales en Tunisie*, Tunis, Publications de l'université de Tunis, faculté des lettres et sciences humaines de Tunis, 2e série, géographie, vol. 6, 1980, p. 83-128.

26. Ce n'est que dans les années 1980 que l'achèvement du barrage de Sidi Salem permit d'irriguer, loin des bas-fonds, le long des fleuves et avec une autre technologie – irrigation de goutte à goutte ou par aspersion.

27. Le début de la « coopérativisation » des circuits commerciaux à Testour à la fin des années 1960 n'a pas eu de suite après l'ouverture des coopératives. Voir A. Kassab, *op. cit.*, p. 122, et K. Zamiti, « The reform of marketing structures in Tunisia : State capitalism or collectivization of the means of exchange » et dans J. Nash, J. Dandler et N. S. Hopkins (dir.), *Popular Participation in Social Change*, The Hague, Mouton, 1976, p. 459-480.

28. Pour Ghanima, voir N. S. Hopkins, « Cooperatives and the non-cooperative sector in Tunisia and Egypt » et dans D. W. Attwood. et B. S. Baviskar (dir.), *Who Shares ? Cooperatives and Rural Development*, Delhi, Oxford University Press, 1988, p. 211-230. Pour l'expérience d'autres coopératives en Tunisie, voir G. Gagnon, *Coopératives ou autogestion : Sénégal, Cuba, Tunisie*, Montréal, les Presses de l'Université de Montréal, 1976 ; M. Zussman, *Development and Disenchantment in Rural Tunisie : The Bourguiba*

Ghanima était une coopérative de production ; ses membres travaillaient dans une équipe dont le produit était partagé entre les travailleurs selon des normes établies. Elle avait son quartier général dans la riche vallée de l'Oued Khalled, un affluent de la Medjerda, à quelques kilomètres de Testour. La majeure partie de la terre dans cette vallée intérieure était constituée autrefois d'habous de la grande mosquée de Testour et beaucoup de Testouriens les considéraient toujours comme faisant partie de leur terroir. Ces terres étaient passées aux mains des colons avant d'être incorporées dans le système coopératif des années 1960[29]. La coopérative louait ces terres à l'État pour la somme symbolique d'un dinar par hectare.

Ghanima cultivait une superficie de 990 ha avec une force de travail de 70 membres permanents et environ 90 journaliers (ou journalières). Les salaires des deux catégories étaient semblables, mais les membres avaient droit en outre à une part des bénéfices éventuels. Cette part reflétait aussi le nombre de leurs journées de travail dans l'année. Les membres avaient droit en principe à cinq sacs de blé et pouvaient acheter des fruits et légumes à la coopérative pour la moitié du prix du marché.

La plupart des coopérateurs étaient classés comme simples ouvriers, mais il y avait aussi une main-d'œuvre spécialisée – mécaniciens, tractoristes, spécialistes de l'irrigation, etc. Parmi les membres de la coopérative, beaucoup avaient leurs racines familiales dans la zone de Nefza, au nord-ouest de Testour ; en effet, les colons avaient recruté leur main d'œuvre dans cette région. Mais c'est aussi une façon de dire que beaucoup de coopérateurs n'étaient pas des Testouriens de souche. Seulement le cinquième des coopérateurs étaient originaires de Testour, par exemple les spécialistes de l'irrigation et le laitier.

Les coopérateurs se sentaient favorisés. Ils avaient le sentiment de travailler beaucoup pour la réussite de la coopérative et pour augmenter leur revenu. Ils avaient aussi le sentiment de travailler ensemble et sans surveillance, donc indépendamment. On avait maîtrisé l'équilibre entre ayants droit et travail. Pour cette raison, les coopérateurs étaient hostiles à l'idée de recruter de nouveaux membres, car dans cette hypothèse la part de chacun dans les bénéfices aurait diminué. Leur stratégie était d'embaucher des femmes en tant que journalières. Selon les coopérateurs, un homme qui travaillait souvent pour la coopérative pourrait demander à en devenir membre, tandis que les femmes journalières ne le demanderaient pas.

La coopérative était gérée par un président et un directeur. Le président était un ancien ouvrier de fermes coloniales, où il avait reçu une

Years, Boulder, Westview, 1992 ; A. Chérif, *Secteur organisé et développement agricole dans le Haut Tell (Tunisie). Étude de géographie agricole*, Tunis, université de Tunis-I, faculté des lettres de la Manouba, série Géographie, vol. 3, 1991.

29. N. S. Hopkins, « The emergence of class in a Tunisian town », *International Journal of Middle East Studies*, 8, 1977, p. 453-491 ; *Testour*, *op. cit.*, p. 77.

formation de mécanicien. Il avait été élu président en 1963 et l'était toujours en 1973. Il était fier de la réussite de Ghanima. Le directeur, nommé par l'administration de l'agriculture, était en place depuis deux ans en 1973. Le directeur s'occupait des relations externes, surtout avec le ministère de l'Agriculture, tandis que le président organisait le travail quotidien dans la coopérative.

Sur les terres de la coopérative, on cultivait blé, olives, fruits, légumes et cultures fourragères ; il y avait aussi des vaches laitières. Sur les 990 ha, 872 étaient utilisés pour l'agriculture, dont 473 pour les céréales, 247 pour les pâturages, 50 de terres irriguées consacrées aux légumes, 59 aux oliviers (4 851 pieds) et 43 aux vergers fruitiers (6 160 pieds).

La coopérative de Ghanima, et sans doute les autres du même type, était l'exemple le plus frappant d'une nouvelle institution économique à Testour. La coopérative était une espèce d'enclave économique, qui opérait sur le marché national (la vente de son produit sur le marché national, par enchères, était même obligatoire), sans être intégrée à l'économie locale. Mais il y avait des cultivateurs à Testour qui convoitaient les terres fertiles de Ghanima[30] et souvent les commerçants de fruits et légumes ont manipulé le processus de la vente aux enchères pour en tirer profit aux dépens de la coopérative.

L'évolution sociale

Les réalisations sociales de la politique de Bourguiba à Testour étaient surtout évidentes en matière d'éducation et de santé. L'école primaire d'avant l'indépendance a été élargie et rebaptisée au nom d'Ibn Khaldoun, tandis qu'une nouvelle école primaire était créée et recevait le nom d'El Hadi Ben Attia, héros local. De même, on a créé des écoles dans les zones rurales de la délégation, par exemple à Skhira. D'année en année, le nombre de classes augmentait, mais la surcharge a obligé les responsables à partager les élèves inscrits entre deux séances. Les élèves de Testour qui poursuivaient leurs études après la sixième année devaient se rendre à Medjez el Bab (à 20 km) ou ailleurs, ce qui a été beaucoup plus facile pour les jeunes garçons que pour les fillettes. La revendication la plus insistante des responsables de Testour envers le gouvernement central était la création d'un lycée à Testour. Chaque fois que le groupe de « jeunes révolutionnaires » et leurs alliés en ont trouvé l'occasion, lors du passage d'un ministre, du gouverneur de Béja, ou de quelque autre res-

30. Par exemple, après les inondations de 1973 dans les jardins de Testour, certains ont réclamé la distribution des terres de la coopérative à ceux qui avaient « perdu » leurs jardins.

ponsable[31], ils ont formulé cette demande. Ils ont finalement eu gain de cause quand Bourguiba lui-même est passé par Testour en 1974 et a annoncé son accord. On a d'abord ouvert un « petit lycée », c'est-à-dire un établissement sans les années de baccalauréat, et dans des locaux de circonstance. Mais petit à petit on a construit un véritable lycée sur un terrain offert par un citoyen et on a ajouté le cycle complet du secondaire. Ainsi, le niveau de scolarisation a augmenté.

Je dois malheureusement laisser de côté le sujet de la santé, pour lequel je ne dispose pas d'informations valables. En matière de santé publique, on peut toutefois noter que l'eau courante traitée arrivait à Testour depuis la source d'Ain Tounga, distante de 10 km, que les ruelles de la ville étaient goudronnées et que les ordures ménagères étaient ramassées, mais qu'il n'y avait pas de système d'épuration des eaux usées, qui se déversaient à travers les égouts dans la Medjerda en contrebas de la ville. En 1973, il n'y avait pas encore de médecins privés à Testour ; ils s'y sont établis plus tard. Le seul médecin en ville était une coopérante bulgare affectée à la clinique d'État.

En 1973, la majorité de la population urbaine habitait dans les maisons traditionnelles de l'ancien noyau de la ville, celui protégé par les remparts sacrés des sanctuaires[32]. Le code de la famille n'avait visiblement pas trop d'impact, si ce n'est le cas de quelques jeunes femmes qui ont pris l'initiative de leurs divorces. La structure de la famille n'avait pas changé. Le patriarcat restait très fort, et avec lui les restrictions sur les déplacements des femmes et des hommes et les rapports entre hommes et femmes. Beaucoup de Testouriens étaient plutôt fiers de ce conservatisme. Sinon fiers, du moins conscients – à ma première visite à Testour, en 1970, un jeune homme a tenu à me faire remarquer qu'il n'y avait « pas de femmes dans la rue ».

Les hommes ne se rendaient pas visite chez eux, pour éviter de voir la femme d'autrui, et ne pouvaient donc se rencontrer que dans les lieux publics. De même, les femmes ne pouvaient sortir de chez elles que couvertes d'un voile (le *safsari*) et encore ne pouvaient-elles se rendre sans difficulté qu'au bain public, au cimetière et aux sanctuaires de certains saints. La rue principale était interdite aux femmes, qui ne pouvaient pas, en conséquence, fréquenter ni les magasins ni le marché hebdomadaire. Elles devaient effectuer leurs achats par homme ou enfants interposés ou alors, pour certaines, se rendre à Tunis, où elles pouvaient circuler librement.

Vingt ans plus tard, le souk du vendredi s'était déplacé en dehors de la rue principale, car les commerçants de l'extérieur avaient menacé de ne

31. Ce qui arrivait environ tous les deux mois à cette époque.

32. Et avant le Protectorat peut-être par de véritables remparts. Cf. A. Saadaoui, *Testour du XVII^e^ au XIX^e^ siècle : histoire architecturale d'une ville morisque de Tunisie*, Tunis, publications de la faculté des lettres de la Manouba, 1996 ; ici, p. 30.

plus venir au marché de Testour si les femmes ne pouvaient pas y venir acheter, notamment chez les vendeurs de fripes.

Parmi les institutions religieuses, il y avait surtout la grande mosquée avec son imam. Les écoles coraniques fonctionnaient péniblement et étaient considérées surtout comme des garderies d'enfants pendant les congés scolaires. En principe, l'enseignement religieux nécessaire était dispensé par les écoles primaires. En 1973, la tentative de l'Association pour la sauvegarde du Coran visant à faire revivre cet aspect de la vie religieuse[33] en était à ses tout débuts. On pratiquait la prière, le jeûne, le pèlerinage. Mais, à côté, on pratiquait aussi ce qu'on peut désigner comme le culte des saints. Il y avait à Testour une douzaine de sanctuaires importants et un réseau de quelques autres dans les campagnes avoisinantes. Chacun avait sa personnalité : tel d'entre eux était lié à l'une des anciennes confréries[34], par exemple, tandis que tel autre jouait un rôle dans la médecine populaire (guérisons miraculeuses par la baraka du saint) ; certains n'étaient pas visités mais étaient craints pour la colère de leurs saints. Le « saint patron » de la ville, Sidi Ali el Arian, était censé protéger Testour contre tous les maux : menaces contre les terres ou les jeunes filles, ou encore défaite de l'équipe de football. Il y avait même un sanctuaire juif, dédié à Rebbi Fraji. Les croyances relatives aux saints et aux sanctuaires jouaient un rôle de premier plan dans la vie quotidienne.

Pourtant les gens avaient ressenti des agressions contre leur système de croyances et leurs institutions, notamment pendant la période socialiste des années 1960. Le rationalisme devait remplacer la superstition, or le culte des saints était assimilé à la superstition[35]. D'un côté, l'État a essayé de transformer les sanctuaires en lieux séculiers (notamment lieux de formation à l'artisanat pour jeunes filles – centres de tissage – ou lieux pour la distribution de vivres aux pauvres ou encore bureaux) ; d'un autre, il a tenté de privilégier un islam officiel en restaurant les mosquées, à Testour notamment la grande mosquée et la mosquée Abdellatif[36]. Dans

33. Susan Waltz considère cette association comme la pépinière de l'islamisme en Tunisie. Cf. S. Waltz, « Islamist appeal in Tunisia », *Middle East Journal*, 4, 1986, p. 651-670 ; ici p. 652-653.

34. Les confréries ont pratiquement cessé d'exister à Testour dans les années 1930, mais leur souvenir n'avait pas totalement disparu.

35. Bourguiba voulait préserver l'islam à la fois du matérialisme (c'est-à-dire du marxisme) et de la superstition. C'est ainsi qu'il déclarait : « Nous croyons en une nécessaire révolution de la religion et nous refusons toute révolution simplement matérialiste (...). Nous avons adopté cette méthode de rénovation religieuse pour débarrasser la foi de certaines tares, de certains aspects rétrogrades qui heurtent les jeunes, naturellement portés vers la civilisation moderne. Ainsi l'Islam ne sera plus accusé d'immobilisme et de réaction (...). Parce que fondé sur la raison, l'Islam a acquis une vocation universelle. Il a fait de la raison le guide le plus sûr de l'action humaine (...). » Discours du 29 juin 1966. Voir aussi M. Hédi Chérif, « Réformes et Islam chez Bourguiba », dans S. Ferchiou (dir.), *L'Islam pluriel au Maghreb*, Paris, éd. du CNRS, 1996, p. 59-67.

36. Voir A. Saadaoui, *Testour du XVII^e^ au XIX^e^ siècle*, *op. cit.*, p. 67-68, 161, 251, 343. Les façades des boutiques de la rue principale, site du marché, connue sous le nom d'avenue Bourguiba, ont été également restaurées à cette époque.

les années 1970, les gens se souvenaient de cette période où ils ne pouvaient pas s'exprimer librement en matière de religion ; ils pensaient donc pouvoir revenir aux anciennes habitudes. La période de mon séjour était peut-être un moment entre, d'une part, le rationalisme et parfois le sécularisme de Bourguiba et de son équipe et, d'autre part, l'islamisme (le « scripturalisme ») qui a suivi.

Vers 1968, on a créé à Testour un Festival de Malouf – cette musique traditionnelle tunisienne basée sur les poésies *muwashahat*. Testour est en effet considérée comme l'un des endroits où cette musique a été préservée avant d'être reprise et modernisée à partir des années 1930. Les autorités culturelles tunisiennes des années 1960 ont encouragé la création de « festivals » dans beaucoup de villes et de villages de l'intérieur du pays ; les Testouriens y ont répondu, sous l'influence du délégué de l'époque. Chaque année, en juin, des troupes sont venues de partout en Tunisie pour participer au festival, qui était aussi une compétition se déroulant selon des règles établies par le ministère de la Culture[37]. Il s'agissait ainsi d'une rationalisation de la culture populaire par l'État.

On peut relever quelques grands thèmes dans la transformation de Testour sous la présidence de Bourguiba.

Testour a connu l'amorce d'une transition vers un système social de classes – avec, d'une part, les dirigeants économiques et politiques issus de la petite bourgeoisie des boutiquiers, jardiniers et cadres de Testour ainsi que quelques grands cultivateurs, et d'autre part, les ouvriers, souvent journaliers. En résumé, on peut dire qu'il s'agissait d'une transition d'un système de « clans » à un système de « classes »[38]. Mais l'examen d'une seule communauté ne permet d'appréhender qu'une petite partie d'un réel système de classes. Il offre la possibilité d'observer les détails des relations entre personnes dans le cadre des nouvelles institutions alors que c'est l'ensemble de ces relations qui pourrait constituer un système de classes[39]. Par contre, on peut constater que Testour était effectivement une communauté, pour employer une expression un peu désuète, en ce sens que l'attention des Testouriens était orientée vers l'intérieur, vers leurs rapports entre habitants de la même localité, y compris les rapports inégaux.

La modernisation, quant à elle, était perceptible à travers quelques changements et tentatives de changement, dus notamment à l'éducation. En effet, le noyau de gens éduqués s'élargissait avec de jeunes diplômés

37. En 1973, par exemple, le ministre de la culture, Chedli Klibi, est venu pour l'ouverture du festival.

38. N. S. Hopkins, « Clan and class in two Arab villages », dans F. Kazemi et J. Waterbury (dir.), *Peasants and Politics in the Modern Middle East*, Miami, Florida International University Press, 1991, p. 252-276.

39. En bref, dans un système de classes, les individus cherchent à s'associer à leurs semblables pour s'opposer aux autres, tandis que dans un système de clans, on cherche à s'allier aux gens dissemblables, supérieurs ou inférieurs, pour s'opposer aux alliances semblables.

issus de l'école moderne alors que les anciens étaient souvent des gens de la Zitouna. Il convient également de noter les pressions extérieures en vue de rationaliser la religion (ou plutôt de combattre la « superstition », autrement dit la religion populaire) tout en gardant les valeurs jugées essentielles. L'enthousiasme des Testouriens pour le football ou la version moderne du malouf fait aussi partie des changements culturels. L'ambiance culturelle de la vie évoluait lentement vers d'autres conceptions et vers l'insertion accrue de la ville dans la nation.

En effet, les Testouriens voulaient s'insérer dans la nation, ou peut-être simplement dans le giron de Tunis, tout en gardant une certaine liberté d'action. Malgré la présence des administrations étatiques (agriculture, éducation, police), Testour des années 1970 se gouvernait elle-même, à travers les institutions dont elle était dotée. On écoutait ce que disaient le président et les autres responsables nationaux, mais on essayait d'infléchir ces propos vers une interprétation locale de la réalité.

L'impact de la politique de Bourguiba s'est fait sentir sur tous ces aspects de la vie. Mais dans quelle mesure s'agissait-il d'une « politique de Bourguiba » et non de celle d'un gouvernement ? Certaines de ces politiques auraient vraisemblablement été suivies par d'autres – par exemple, l'enseignement ou l'évolution politique – et en définitive, on ne saurait comparer ce qui est à ce qui aurait pu être en d'autres circonstances. Il est d'ailleurs intéressant de constater que les sociologues tunisiens de l'époque n'ont pas attribué les détails des changements à Bourguiba, l'individu, mais plutôt à une « élite administrative »[40].

Après l'indépendance de la Tunisie, qui a apporté la liberté d'action sur les plans politique et économique, le changement social le plus important concernait l'accès à la terre et surtout la propriété foncière. Les colons français avaient disparu et avec eux l'agriculture coloniale. Le régime des coopératives a pris la relève pendant un moment et, même après leur « ouverture », certaines coopératives se sont maintenues dans le cadre d'une économie de marché. L'intégration de ces terres coloniales dans un système tunisien mais aussi testourien a jeté les bases des nouvelles structures sociales. L'influence la plus durable de la politique de Bourguiba, spécifiquement à Testour, s'est exercée sur les structures agraires et le régime foncier, que cela ait été motivé par des considérations socialistes ou nationalistes.

40. A. Zghal, « L'élite administrative et la paysannerie », *Revue tunisienne des sciences sociales,* 16, 1969, p. 41-52.

10

Villes et territoires de la Tunisie à l'heure du nationalisme

Jellal ABDELKAFI *

Entre 1931, date du « Congrès international de l'urbanisme aux colonies »[1] et 1961, date du « Concours international pour la percée de la Casbah de Tunis »[2], sont énoncées les idéologies – coloniale et nationale – de l'architecture et de l'urbanisme, exprimées en termes politiques par Lyautey et Bourguiba.

Lyautey avait postulé la séparation des villes *indigène* et *européenne* comme principe politique du respect des mœurs et des coutumes, et comme projet d'organisation spatiale[3]. Bourguiba avait revendiqué la percée de la *ville arabe* comme principe d'émancipation de la société traditionnelle et comme projet préalable à la modernisation urbaine[4].

Ces positions antinomiques ont fait débat dans le champ des sciences de l'homme et de la société. De grandes figures universitaires se sont interrogées sur le devenir des villes et des territoires à l'heure où le mouvement national accédait aux responsabilités étatiques. Au cours

* Urbaniste.

1. J. Royer, *L'Urbanisme aux colonies et dans les pays tropicaux*, Paris, Delayance éditeur, 1932.

2. Secrétariat d'État aux Travaux publics et à l'Habitat – Union internationale des architectes, *Concours international pour la percée de la Casbah 1959 et colloque Tunis*, 1961 (ronéo).

3. Le programme de Lyautey comporte une condition essentielle : « la séparation complète des agglomérations européennes et indigènes, et cela pour des raisons politiques, économiques, sanitaires, édilitaires et esthétiques ». Résidence générale de la République française au Maroc, *La Renaissance du Maroc 1919-1922. Dix ans de Protectorat*, p. 362. Cf. également Lyautey, *Paroles d'action 1900-1926,* Paris 1927 : « L'essentiel c'est qu'il y ait le moins de mélange possible entre les deux ordres de la ville », p. 453.

4. Bourguiba a fait siennes les recommandations du plan d'aménagement de la ville de Tunis (MTPH 1957) et le projet de percée établi par l'architecte O. C. Cacoub (*Architecture d'aujourd'hui*, 1958).

d'« Entretiens interdisciplinaires sur les villes dans les sociétés musulmanes », Fernand Braudel évoquait, dans un avant-propos cadrant la problématique de ce moment de transition, « la résistance des peuples aux solutions rationnelles que proposaient les constructeurs de ville, leur attachement déraisonnable aux *formes* de vie résiduelles, non essentielles, et que l'Histoire et le Progrès contraignent d'abandonner »[5]. Le thème de l'habitat coutumier qui se développe à Alger en 1930 à l'occasion de la célébration de *la Maison indigène du Centenaire*, présentée par la propagande coloniale comme un modèle idéal, le conduit également à s'interroger sur la pertinence du dogme rendant « impossible la construction en hauteur en raison de son inappropriation aux mœurs musulmanes »[6].

En bref, tous les thèmes du discours national en gestation sont ainsi énoncés : Raison et Rationalité, Histoire et Progrès.

S'inscrivant en faux quant à l'incapacité des mœurs à évoluer et aux mentalités à se transformer, dénonçant les discours sur le fatalisme musulman et les théories socioéconomiques de l'indigénat, Bourguiba fera du progrès la nouvelle religion nécessaire à la modernisation de l'espace et de la société, récusant ainsi l'idéal des élites traditionnelles dont les ambitions à la fois quiétistes et a-politiques se limitaient à la réplication de la maison à patio et à la fixité des us et coutumes dans le décor familial.

Au moment de la transition de la gestion administrative du territoire de la Régence par les autorités du Protectorat à la gestion nationale par l'État-parti, théorisé comme *Nouvel État*[7], le volontarisme politique de Bourguiba, qui ne s'embarrasse ni des contingences sociales ni des formes juridiques[8], se manifeste par des gestes de transgression des usages et des normes. Les néo-destouriens, exhortés par leur leader, se sont en effet employés, toutes affaires cessantes, à refaçonner les terroirs traditionnels et à transformer les villes anciennes. Les *tabias* de tel paysage du Cap Bon sont arasées ; tel ensemble de *ghorfa*-s, à Medenine, est détruit ; tel sanctuaire, la *zaouia* de Saïda Manoubia à Tunis, devient cellule du parti destourien ; telle célèbre mosquée, Sidi Mahrez, est dépouillée de sa parure de *zelij*-s, etc. Tout indique que le legs historique, les valeurs traditionnelles, les symboles religieux sont délibérément bousculés, voire violentés, à l'instar des notables beylicaux compromis avec les autorités du Protectorat qui ont subi l'opprobre de « l'indignité nationale »[9].

---

5. École pratique des hautes études, VI[e] section, *Les Villes. Entretiens interdisciplinaires sur les sociétés musulmanes*, Paris, 1958.

6. *Ibid.*

7. M. Sayah, *Le Nouvel État*, Tunis, Dar El Amal, t. 1, 1962.

8. Dans les premiers moments de l'indépendance, la parole de Bourguiba se transformait quasi instantanément en action. À titre d'exemple, Bourguiba a fait dégager le Colisée d'El Jem des constructions qui s'appuyaient sur lui. Mais la démolition a laissé une situation de contentieux qui n'est à ce jour pas totalement épurée : les ayants droit réclament encore leurs indemnités d'éviction.

9. Loi du 19 novembre 1957 relative à l'indignité nationale.

Ce volontarisme iconoclaste ne se résume pas, cependant, à un activisme politique visant à abattre ce que l'administration du Protectorat avait protégé dans la perspective du maintien de la société musulmane dans sa situation précoloniale, même si au moment de l'indépendance, l'irrépressible pulsion de perturber l'ordre spatial, si soigneusement mis en scène aux fins de la domination[10], animait les militants nationalistes. Il est sous-tendu par le projet syndical de planification économique : l'UGTT, lors de son VI^e^ congrès en 1956, appelait de tous ses vœux la disparition « des structures périmées qui ont, si longtemps, pesé sur notre vie sociale »[11]. Il s'inscrit également dans le courant de pensée des architectes fonctionnalistes qui, dans la perspective corbuséenne du Congrès international d'architecture moderne, revendiquaient la *Tabula-Rasa*, pour édifier des villes d'ordre et d'hygiène segmentant les lieux d'habitat et de travail, et construire des « machines à habiter »[12].

Pour suivre la trace, l'observateur s'efforcera de restituer la geste bourguibienne en matière de villes et de territoires dans le contexte politique du *mouvement national* et dans le courant de pensée des architectes du *mouvement moderne*, dont la conjonction a eu pour effets pratiques de porter des atteintes souvent irréversibles aux « ensembles historiques ou traditionnels »[13]. La volonté de progrès – aussi légitime soit-elle – ne justifiant pas pour autant les blessures infligées au patrimoine, l'analyse prendra en compte l'évolution de l'idée nationale, dont on peut constater qu'elle fluctue en fonction des rivalités du personnel politique dans l'univers destourien, des ambitions professionnelles de tel architecte ou de tel ingénieur conseil du Combattant suprême, de la construction idéologique de la tunisianité par les figures autorisées de la culture.

Ernest Gellner note que « la société moderne ne peut se réaliser sans la satisfaction de quelque chose de très proche de l'impératif nationaliste », mais en même temps, il relève que l'idéologie nationaliste est, en général, imprégnée de raisonnements erronés et que ses mythes inversent la réalité[14].

Ainsi, à l'heure de l'héritage, les réalités concrètes de l'urbanisme nationaliste révèlent une profonde méprise dans l'ordre de la pensée : la modernité – schématiquement opposée à la tradition – a été confondue

---

10. La monumentalité soigneusement mise au service de l'expression de la souveraineté française a été analysée par François Beguin qui relève la volonté de « marquer un territoire aux armes de la France et imposer aux vaincus le respect du vainqueur ». F. Beguin, *Arabisances. Décor architectural et tracé urbain en Afrique du Nord (1830-1950)*, Paris, Dunod, 1983, p. 251.

11. Union générale des travailleurs tunisiens. VI^e^ Congrès national. *Rapport économique*, Tunis 1956.

12. *IV^e^ Assemblée des Congrès internationaux d'architecture moderne (CIAM)* à Athènes en 1933, Paris, édition anonyme, 1941. Réédition préfacée par Giraudoux, 1957.

13. Unesco, *Recommandations relatives à la sauvegarde des ensembles historiques ou traditionnels et leur rôle dans la vie contemporaine*, Nairobi, 1976.

14. E. Gellner, *Nation et nationalisme*, Paris, Payot, 1989.

avec la modernisation, pratique elle-même réduite à une somme d'expédients en termes de production de logements et d'équipements, calibrée dans le cadre d'une planification économique et sociale fortement centralisée et hiérarchisée. Cette schématisation a paradoxalement réactivé le dualisme de l'espace et de la société que le mouvement national dénonçait à l'heure coloniale[15].

De cette modernisation sans modernité, de cette action volontaire sur la ville sans projet d'organisation spatiale, que reste-t-il aujourd'hui ? Les nouvelles générations découvriront une pauvre utopie qui a invalidé la société traditionnelle et ses formes spatiales sans pour autant produire les nouveaux lieux de l'identité contemporaine.

Rien ne peut mieux illustrer la dérive identitaire que l'éclatement spatial de Monastir dont les falaises littorales, le puissant Ribat, la médina si finement structurée en Bled et R'bat ne sont plus aujourd'hui que des fragments épars dans une urbanisation indifférenciée. Ainsi, cette ville qui a vu naître le Combattant suprême a perdu à tout jamais son urbanisme traditionnel, nombre de ses monuments historiques et de ses symboles religieux ; rien ne saurait remplacer désormais le savoir-faire architectural de cette société sahélienne dont le territoire, marqué au sceau de l'idéologie nationale, est l'illustration grandiloquente de la personnalisation du pouvoir.

Tunis a failli connaître le même funeste destin ; mais la médina a été défendue par son maire qui a pris le contre-pied du discours officiel au risque de la disqualification politique[16]. Ainsi, la question patrimoniale qui émerge à l'occasion des débats et conflits suscités par le projet de modernisation, peut-elle être analysée en trois phases clés.

La rupture avec la société traditionnelle et la création de la culture nationale

Au milieu du XIX^e^ siècle, les palais des notables, les édifices civils et religieux des médina-s de la Régence de Tunis constituaient un patrimoine monumental – mal entretenu en raison des difficultés financières du moment – mais assuré de poursuivre son existence en raison même de sa valeur d'usage. Pour cette raison, les autorités du Protectorat ont limité leur action de conservation aux seules « antiquités mobilières et immobilières antérieures à la conquête arabe ». Par voie de conséquence, ce décret du 8 janvier 1920, qui autorise la récupération du trésor archéolo-

15. M. Camau, « Le discours politique de légitimité des élites tunisiennes », dans M. Teitler *et al.*, *Élites, pouvoir et légitimité au Maghreb*, Paris, CNRS, 1973, p. 29-72.

16. Hassib Ben Ammar, maire de Tunis, 1967-1969.

gique punique et romain, exclut les médinas de la politique patrimoniale.

En 1956, dans un contexte d'accélération démographique (aggravée par la migration rurale) et de mutation sociologique (*gourbification* et *taudification de l'habitat*), le patrimoine relevant des arts et traditions islamiques entre en déshérence, d'autant que l'abolition de la législation habou publique et privée[17] fait disparaître les institutions qui en ont eu la responsabilité. Cette situation entièrement nouvelle qui appelait la mise en place d'un dispositif conservatoire administratif et juridique n'a pas été traitée ; la question patrimoniale n'était pas à l'ordre du jour.

En 1961, le secrétaire d'État au Plan et aux Finances énonce, en effet, la volonté de rompre avec la société traditionnelle. « Les problèmes laissés par l'administration du Protectorat sont antérieurs à la période coloniale puisqu'ils se rattachent à cette décadence qui a rendu possible la colonisation »[18]. Cette grave accusation qui avait cours aussi bien dans la sphère politique qu'intellectuelle, a accrédité le thème de la déchéance du patrimoine culturel comme conséquence de la décadence de la société traditionnelle.

Dans le même document, « le primat de la *Raison* est affirmé afin que les intérêts du plus grand nombre l'emportent sur les intérêts particuliers » dans le cadre d'une planification censée encadrer « notre peuple longtemps abandonné à l'anarchie de ses désirs et de ses impulsions ». Ainsi, dans la mesure où les autorités du Nouvel État ont pris fermement position dans le champ de la *rationalité*, la société traditionnelle et ses productions culturelles ne pouvaient qu'être reléguées au champ de l'irrationalité. « Lorsque j'écoute nos responsables politiques, nous dit Hélé Béji, je ne sais pas très bien s'il faut jeter l'identité comme une vieille défroque, comme l'irrationalité négative contre laquelle lutte la volonté de développement, ou s'il faut partir à la reconquête de cette profondeur culturelle nivelée par la colonisation »[19]. Cette ambiguïté dans le discours du responsable national n'aurait pas dû exister, car, comme l'explique la revue *At-tajdid*, « dans les pays en retard, le rôle du ministère des Affaires culturelles est de *créer la culture nationale* »[20].

Ayant récusé l'élitisme de la société traditionnelle et revendiqué la promotion des masses tunisiennes, il ne restait plus à ce ministère qu'à se mettre en quête de la nouvelle identité culturelle. S'il ne l'a pas trouvée,

17. Décret du 31 mai 1956 relatif à l'abolition des habous publics ; décret du 27 septembre 1956 relatif à la suppression de la Djemaïa des Habous ; décret du 18 juillet 1957 relatif à l'abolition des habous privés et mixtes.

18. Secrétariat d'État au Plan et aux Finances, *Perspectives décennales de développement* 1962-1971, *Projet*, Tunis, 1961 (ronéo).

19. H. Béji, *Le Désenchantement national. Essai sur la décolonisation*, Paris, Maspero, coll. « Cahiers libres », 1982.

20. Cité dans G. Granai, « Chronique sociale et culturelle (Tunisie) », *Annuaire de l'Afrique du Nord*, I, 1962, p. 583.

force est de constater cependant qu'il a réussi à mobiliser l'opinion sur un extraordinaire paradoxe : discourir incessamment sur l'histoire, l'authenticité, la tunisianité tout en révoquant les valeurs éminentes de cette culture.

Le patrimoine monumental, « cette foule de témoins » selon la belle métaphore d'André Chastel, était-il si encombrant dans le projet de modernisation pour qu'on l'abandonne ainsi ? L'explication tient sans doute au fait que « le thème de l'identité, dans la surenchère culturelle, est la figure centrale d'un discours qui finit par étouffer la culture qu'il prétend restaurer »[21].

La mise en accusation de la modernité et la récupération des valeurs arabes et musulmanes

La création en 1968, à l'initiative de la municipalité de Tunis, d'une association de sauvegarde en réponse à la volonté étatique de percer la médina a certainement pris valeur, sinon de résistance, tout au moins d'alternative au discours officiel. Et cette possibilité d'alternative a fait école puisqu'une dizaine de villes de l'intérieur du pays se sont dotées d'associations revendiquant la conservation du patrimoine arabe et musulman.

C'est ainsi qu'au début des années 1970, l'emploi quasi systématique du thème arabo-musulman dans les discours – officiels aussi bien que contestataires – exprime la montée en puissance de la question patrimoniale sur la scène politique. Mais, dans ce contexte nouveau, l'histoire se rétrécit et la religion s'étatise : les arts de l'islam sont réduits à leur seule version arabe. Abdallah Laroui a relevé la contradiction : « l'islam est communément vu comme l'élément qui détermine l'être historique des Arabes, alors qu'en fait, à l'exception d'une courte période, il n'a jamais été à dominante arabe »[22]. Oleg Grabar, quant à lui, estime qu'« aucun passage de la Révélation ne peut être compris dans le sens d'une doctrine, voire d'une idée, sur la création des arts en général et d'un espace architectural en particulier »[23]. En fait, les autorités du Nouvel État ne font référence à l'histoire et à la religion que dans la mesure où elles permettent de construire la nation ; et, dans cette perspective, le nationalisme peut se définir comme « la réémergence des forces du sang et du territoire »[24]. Oubliant sans doute volontairement que la période ottomane

21. H. Béji, *Le Désenchantement national*, *op. cit.*

22. A. Laroui, *Islam et histoire. Essai d'épistémologie*, Paris, Albin Michel, 1996, coll. « Idées ».

23. O. Grabar, *Penser l'art islamique. Une esthétique de l'ornement*, Paris, Albin Michel, 1996, coll. « Idées ».

24. E. Gellner, *Nation et nationalisme*, *op. cit.*

a été plus longue que la période hafside, les nationalistes feignent d'ignorer les influences des diverses civilisations que la Sublime Porte a amenées en même temps que sa domination. Cette attitude intellectuelle reflète deux aspects essentiels d'une certaine pensée arabe contemporaine : le rejet de l'autre et le repli identitaire.

Elle donne également à penser qu'au-delà du legs historique, ce sont les valeurs religieuses de la société traditionnelle qui ressurgissent avec force, dans le sillage de l'Association pour la sauvegarde du Coran qui apparaît dans la période de grande instabilité politique 1969-1974.

En 1975, M. Mahmoud Messadi, nouveau ministre des Affaires culturelles, a pris la mesure de la nouvelle situation et des nouveaux rapports de force tant au sein du Parti socialiste destourien que dans la société. Revendiquant la diversité comme facteur d'enrichissement, il rappelle que l'ouverture ne doit pas faire oublier la tradition culturelle ni les exigences de l'identité nationale : « les arts de notre pays et de notre tradition arabo-musulmane sont toujours bien représentés », affirme-t-il[25].

En accouplant désormais authenticité et ouverture, les autorités du Nouvel État se proposent d'embrasser par un appel à la culture nationale qui irait de la tradition à la modernité, les différentes forces politiques de la société. « Le partage d'une même identité culturelle permet de rétablir un certain ordre intérieur et social »[26].

En un mot, dans le nouveau paysage politique du milieu des années 1970, les autorités s'efforcent, par un discours culturel pacifiant et réconciliateur, de panser les blessures infligées à la société traditionnelle du début des années 1960. En récupérant les valeurs arabes et musulmanes, en faisant place à cet Orient, passablement mis à l'index pendant les premières décennies de l'indépendance, à côté de l'Occident, elles élargissent, par un réajustement des équilibres des valeurs culturelles, leur propre champ politique.

Mais ce réajustement n'a eu qu'une faible portée sur les nouvelles générations qui ne répondent plus avec enthousiasme comme en ce 1er juin 1955, date du retour d'exil du Combattant suprême, commémoré depuis comme la fête de la Victoire, aux invites du discours nationaliste. Ni l'appel à la raison ni l'invitation à l'ouverture qui se présentaient comme les bases philosophiques de « la promotion de l'homme » ne mobilisent plus les militants et encore moins la population. M. Mohamed Mzali a pris acte de cette désaffection et, dès sa nomination au poste de Premier ministre en 1980, il s'est efforcé de renouveler le contenu du discours culturel.

25. Interview de Mahmoud Messadi, ministre des Affaires culturelles, *Dialogue*, 8 septembre 1975.

26. H. Béji, *Le Désenchantement national*, *op. cit.*

L'instrumentalisation du référent religieux et la résurgence de la tradition

La relance en 1983 du projet de rénovation urbaine de Sidi Mahrez-Bab Souika-Halfaouine qui ambitionnait de créer dans la médina de Tunis « une place à la dimension du Président »[27], donne lieu à nombre de passes d'arme entre le ministre de l'Équipement, M. Mohamed Sayah, et le Premier ministre, une étape qui marque l'instrumentalisation du référent religieux et la résurgence de la tradition, avec en toile de fond, les rivalités de positionnement pour la succession.

Ce qui frappe dans l'abondance des propos tenus depuis 1980, c'est l'emploi incessant du mot « civilisationnel », néologisme qui place d'emblée la démarche du gouvernement de M. Mzali dans la participation au grand-œuvre de l'humanité alors que ses prédécesseurs, par une démarche sans doute raisonnable mais peu attentive aux valeurs traditionnelles, s'étaient limités à la lutte contre le sous-développement et à la promotion de l'homme. Dans un discours sur « la responsabilité des Arabes pour la sauvegarde de leur patrimoine architectural »[28], la modernité « aussi peu respectueuse des traditions que des spécificités des peuples et des civilisations » est mise en accusation tandis que le patrimoine arabo-musulman est présenté comme une alternative à la démesure de la croissance, au gigantisme et à la standardisation.

Ainsi, et par rapport au précédent discours de M. Messadi invitant à équilibrer authenticité et ouverture, M. Mzali appelle à un retour aux sources : « le message culturel et civilisationnel de l'islam » ayant une portée universelle, la cité est présentée comme « la véritable projection sur le sol de l'idéal religieux, lui-même inséparable de son idéal social. » Dans un contexte d'agitation syndicale et d'émergence des mouvements de l'islam politique, le Premier ministre envoie à l'opinion des messages identitaires enjoignant aux architectes de « sauvegarder le cachet traditionnel ». Somme toute le thème de « l'architecture moderne de style arabe », conceptualisé par l'architecte Raphaël Guy au début du siècle est-il toujours en vigueur. Cette singulière résurgence de « l'arabisation des formes » qui a été, en Algérie, une directive du gouverneur général Jonnart, prend la dimension d'un mot d'ordre politique.

À défaut de « penser l'art islamique », à défaut de créativité, une certaine *arabisance* qui se veut l'expression tunisienne de l'architecture assure, dans la pratique, la continuité entre les idéologies coloniale et nationale de la culture.

Arabisance et *tunisianité* sont de subtiles expressions cache-misère qui ne peuvent empêcher la folklorisation de l'architecture. « Le folklore récupéré, nous dit Abdallah Laroui, ne représente pas l'ancienne culture ;

27. Expression de O. C. Cacoub, architecte conseiller du président de la République.
28. Icomos, colloque de Bâle, 1983.

il ne renvoie pas à l'ancienne société mais à la nouvelle car il dénote une progression décisive de l'embourgeoisement »[29]. Insistant sur l'essence bourgeoise de la nouvelle culture, ce dernier montre comment l'œuvre folklorique participe de l'infériorité historique de la structure sociale qui lui donne naissance.

En somme, en une vingtaine d'années, les autorités du Nouvel État ont affirmé successivement le primat de la raison pour justifier leur attitude iconoclaste, puis le juste milieu pour équilibrer authenticité et ouverture, enfin la prééminence des valeurs arabo-musulmanes.

Cet itinéraire chaotique de la pensée nationaliste traduit l'opportunisme politique des figures du Parti socialiste destourien qui n'hésitent pas à instrumentaliser à leurs fins le thème patrimonial ; il révèle également l'impuissance du Combattant suprême à faire passer dans les faits le projet de modernisation urbaine. Ce ne sont, cependant, ni les plans ni les schémas directeurs qui ont fait défaut ; les diverses administrations responsables de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire ont abondamment planifié sans pour autant que la planification soit suivie d'effets, car les autorités politiques ont répugné à soumettre leurs actions d'aménagement au débat démocratique[30] et à les inscrire dans le droit.

Le déphasage entre l'intention et la réalité est tel que le ministère de la Culture a dû s'y reprendre à trois fois pour produire une loi patrimoniale que les spécialistes, mais également l'opinion, estimaient indispensable pour combler le vide juridique laissé par l'administration du Protectorat. Bien que la Tunisie ait ratifié toutes les recommandations et conventions de l'Unesco, la loi de 1986 refusait de considérer le patrimoine dans son universalité : son article 3 énonçait que « les œuvres créées par l'homme depuis moins d'un siècle » ne sont pas éligibles à la conservation. En clair, cela signifiait que les architectures du Protectorat n'avaient pas droit de figurer au panthéon de la mémoire tunisienne. En pratique, la conséquence de cette vindicte culturelle a été la destruction de témoignages remarquables des XIX^e^ et XX^e^ siècles ; et dans ce contexte d'hostilité, le théâtre municipal de Tunis a failli être démoli au profit d'un projet de rénovation urbaine, sa survie n'ayant été assurée que grâce à une mobilisation de l'opinion.

29. A. Laroui, *Islam et histoire. Essai d'épistémologie*, *op. cit.*

30. La loi n° 75-33 du 14 mai 1975 portant promulgation de la loi organique des communes énonce dans son article 47 : « il est interdit à tout conseil municipal soit de publier des proclamations et adresses soit d'émettre des vœux politiques ». Cette étonnante formulation qui tient le conseil municipal en infériorité politique est issue du décret du 15 septembre 1945 qui autorisait pour la première fois l'élection au suffrage universel direct par scrutin de liste majoritaire de la moitié française des conseillers municipaux, l'autre moitié tunisienne étant élue au suffrage restreint à deux degrés par scrutin uninominal à la majorité relative. La loi organique n° 95-68 du 24 juillet 1995 qui modifie et complète la loi de 1975 conserve l'article 47, ce qui fait de la commune une collectivité publique locale mineure politiquement.

Finalement, et après une nouvelle loi en 1988 sans portée pratique, il a fallu attendre 1994 pour que soit promulgué le Code du patrimoine[31].

Au début des années 1980, la question patrimoniale n'est plus guère d'actualité et le projet de modernisation ne résiste pas à l'épreuve des faits sociaux et économiques, dont, notamment, les migrations : les phénomènes de l'urbanisation ont relégué le débat tradition-modernité à la portion congrue. La poussée démographique et l'accélération de l'urbanisation ont, en un quart de siècle, radicalement bouleversé les rapports de la société à son espace, mettant en évidence une nouvelle forme de désarticulation du territoire : la Tunisie littorale draine les hommes et les ressources qui s'y concentrent au détriment de la Tunisie intérieure, qui s'appauvrit.

En 1982, lors de la consultation nationale pour l'élaboration du VI[e] plan, Bourguiba appelait à « réaliser l'équilibre entre les différentes zones du pays et dégager certaines de ces zones de la pauvreté et du sous-développement »[32].

Au-delà de ce projet visant à corriger les disparités sociales et spatiales, qualifié de « devoir patriotique » exaltant « la nécessaire solidarité nationale » pour « progresser vers un minimum d'équilibre entre les régions », Bourguiba dénonce avec constance « les raisons qui pourraient inciter certains à la pratique d'un régionalisme générateur de conséquences funestes sur l'unité nationale ».

Il ne manque jamais, que ce soit à l'occasion d'une réception de militants néo-destouriens ou d'un entretien avec une personnalité, d'exprimer sa méfiance vis-à-vis des tribus. C'est ainsi que, commentant l'insurrection de 1864 devant l'historienne Bice Slama qui lui présentait son étude[33], il confie son sentiment de désolation devant l'impuissance des tribus à s'unir face au pouvoir beylical et l'incapacité de leur chef, Ali Ben Ghedhahem, à les conduire à la victoire.

Mais dans la pratique, il ne s'embarrasse pas de ces contradictions sur l'unité puisqu'il n'hésite pas à fomenter un contre-pouvoir sahélien, et surtout, à ériger Monastir en capitale politique alternative. Cette attitude complaisante s'est traduite, en matière d'aménagement du territoire, par la tentation de créer une entité régionale, Sousse-Monastir ; mais les divers schémas directeurs d'aménagement n'ont pu résister à la contradiction politique et les clientélismes locaux ont eu raison de ce grand dessein.

En 1985, le schéma national d'aménagement du territoire est publié. Mohamed Sayah, ministre de l'Équipement et de l'Habitat, constate que

---

31. Loi n° 86-35 du 9 mai 1986 relative à la protection des biens archéologiques, des monuments historiques et des sites naturels et urbains ; loi n° 88-44 du 19 mai 1988 relative aux biens culturels ; loi n° 94-35 du 24 février 1994 relative au Code du patrimoine archéologique, historique et des arts traditionnels.

32. Tunis, discours du 15 mai 1982.

33. B. Slama, *L'Insurrection de 1864*, Tunis, MTE, 1967.

« les inégalités spatiales risquent de devenir irréversibles ». Il en appelle au volontarisme politique pour atteindre l'équilibre régional à l'horizon 2025[34].

En 1987, le ministre d'État chargé de l'Intérieur prend les choses en main et annonce son ambition de « changer le paysage rural tunisien »[35]. Revendiquant « la conception de la société et la philosophie de la vie que nous a inculquées notre guide Bourguiba », Zine el Abidine Ben Ali se propose « d'assurer le développement intégral du pays, sans risque de méprise ou d'errements ». Pour ce faire, il s'agit « d'identifier les vrais besoins et d'éviter le superflu » ; efficacité et vigilance sont les maîtres – mots pour changer la mentalité d'assisté et « faire de l'homme l'agent actif de sa propre promotion », selon le credo bourguibien, revendiqué avec ostentation.

Bien que le temps des joutes oratoires sur le thème de la tradition versus modernité semble révolu, le territoire qu'il s'agit de développer pour le contrôler est manifestement un enjeu fondamental de l'action politique. En témoigne la parution, en 1996, d'un nouveau schéma national d'aménagement qui propose « une nouvelle lecture du territoire »[36] justifiée par les mutations qu'entraînerait la signature du traité de libre-échange avec l'Union européenne. Pour les auteurs du rapport, « la Tunisie s'engage ainsi dans une voie de développement inconnue », car, à l'inverse des pays émergents du Sud-Est asiatique qui se sont développés à l'abri des barrières douanières, la Tunisie entend promouvoir ses industries dans un contexte largement ouvert à la concurrence...

Compte tenu de cette nouvelle orientation, le concept d'équilibre régional ne semble plus fondé ; il est tout simplement qualifié de « pernicieux ».

Mais contrairement à l'avis des experts de l'aménagement du territoire, le ministre du Développement économique poursuit la politique antérieure d'équilibre régional à travers toute une série de projets urbains et ruraux visant l'intégration sociale : il s'agit, coûte que coûte, de combattre « les zones d'ombre », nouvelle expression qui entend manifester la sollicitude du chef de l'État vis-à-vis des plus démunis.

Deux fers sont ainsi au feu : atténuer les disparités régionales et locales quelle que soit la cohérence économique de cette volonté politique d'une part et, d'autre part, moderniser le réseau urbain ; car tout donne à penser que désormais « l'avenir se jouera dans les villes » et bien évidemment à Tunis.

---

34. Ministère de l'Équipement et de l'Habitat, Direction générale de l'aménagement du territoire, *Schéma national d'aménagement du territoire, Rapport final*, mars 1985.

35. Zine El Abidine Ben Ali, ministre d'État chargé de l'Intérieur, « Changer le paysage rural tunisien », *La Presse*, 19 juillet 1987.

36. Ministère de l'Environnement et de l'Aménagement du territoire, Direction générale de l'aménagement du territoire, *Schéma directeur d'aménagement du territoire national. Bilan diagnostic, document de synthèse*, juin 1996.

Dans le rapport au « Schéma directeur d'aménagement du territoire national » en cours d'approbation, on peut lire que les autorités n'ont pas pris « toute la mesure de la mutation à accomplir en matière de politique urbaine ». Pour répondre aux exigences fonctionnelles du procès de mondialisation, les experts recommandent la restructuration de l'agglomération tunisoise sur la base d'une stratégie de métropolisation qui hisserait la capitale au niveau de ses concurrentes méditerranéennes. Dans ce contexte nouveau, la volonté tenace de Bourguiba de moderniser la Tunis des beys soumise aux autorités du Protectorat apparaît comme prémonitoire.

Ironie du sort, le chaotique projet d'aménagement qui nécessitait la percée de la médina pour entrer dans la modernité, aboutit, *in fine*, à l'aménagement des berges du lac de Tunis où s'édifie, depuis 1985, une ville nouvelle de quelque 300 000 habitants sur quelque 2 000 hectares de terrains gagnés sur le rivage boueux. Cette opération d'urbanisme de grande envergure est exceptionnelle, car la ville nouvelle de Tunis s'édifie au cœur de l'agglomération alors que les expériences similaires dans le monde ont vu le jour à la périphérie des métropoles.

La transformation radicale de la structure de la capitale qui mobilisera les autorités pour une trentaine d'années au moins est aussi l'ultime marquage du territoire par le Combattant suprême.

11

Une histoire de rechange, le nouveau temps bourguibien

François Siino*

Ce serait sans doute un tort que d'attribuer aux seuls monarques de droit divin et aux despotes absolus l'obsession de la durée politique, du pouvoir éternel, associée à l'idée de laisser une empreinte indélébile, d'accomplir une mission quasi divine dans laquelle l'itinéraire d'un homme fusionne avec l'histoire d'un pays. Dans l'histoire récente, de multiples exemples démontrent qu'une telle conception du pouvoir n'a pas manqué d'affecter nombre de leaders nationalistes réputés « modernistes », laïques, faisant foi d'universalisme, de rationalité et de positivisme. Pour le seul Monde arabe, le Syrien Hafez Al Assad constitue un cas intéressant, qui a fait sien pendant trente ans de présidence le slogan *Al-Asad ila-l-abad* (Al Asad pour l'éternité) tout en préparant longuement ses fils à prendre sa succession après sa mort.

Habib Bourguiba aurait pu sembler étranger à ce genre de vision. Dans les premières années de l'indépendance tunisienne, il est celui qui pèse de tout son poids pour l'abolition d'une monarchie héréditaire (en 1957) et son remplacement par une République. On l'entend dans un premier temps plaider vigoureusement – et faire inscrire dans la Constitution de 1959 – la limitation à cinq ans du mandat présidentiel au motif qu'une telle période suffit à décider « s'il est encore digne de notre confiance » (Tunis, 20/11/1959)[1]. Semblant prêt à abandonner son statut de leader charismatique, il appelle les Tunisiens à reporter le respect

* IREMAM-MMSH, Aix-en-Provence.

L'idée de cette étude est née à la suite d'une discussion avec Dionigi Albera sur les représentations sociales et politiques du temps. Je remercie Vincent Geisser qui a facilité mes recherches en mettant à ma disposition sa collection personnelle de textes issus de l'immense corpus « bourguibien ».

1. Pour ne pas alourdir le texte, les discours sont identifiés par le lieu et la date.

qu'ils lui manifestent sur l'État et sur lui seul, car, dit-il, « les hommes passent et l'État demeure » (Carthage, 8/08/1968).

Pourtant, comme beaucoup d'autres, Bourguiba n'a pas échappé à l'obsession de la durée – durée de la vie qui se confond avec celle du pouvoir, durée de l'œuvre également – qui le conduira à s'accrocher au pouvoir avec l'énergie d'un désespoir mythomane.

Mais de manière plus spécifique chez lui, cette obsession paraît fortement liée à une représentation du temps, de l'histoire et du rôle qu'il y joue. Cette représentation de l'histoire, que nous essayerons d'analyser ici, peut se lire dans le grand récit que le Combattant suprême élabore tout au long de son « règne ». Car pour lui, l'exercice du pouvoir passe avant tout par la parole qui convainc, réprimande ou pardonne, par le discours qui informe, éduque et réforme les esprits de ses concitoyens[2]. Sa vision de l'histoire, Bourguiba veut la faire partager ; il prend donc soin de la diffuser dans ses nombreuses prises de parole publiques, ses entretiens et bien sûr ses écrits. Il ne se pose pourtant jamais comme historien de son propre personnage. Il se campe plutôt dans l'attitude du prophète profane : il est venu pour effacer une période révolue et annoncer des temps nouveaux qui sont contenus en germe dans un présent exceptionnel. Si l'analyse de ces représentations bourguibiennes de l'histoire contribue à cerner le personnage lui-même, nous verrons qu'elle peut également éclairer certains aspects de sa pensée et de son action politique.

Le moment bourguibien : un présent de rupture

Ce qui frappe en premier lieu dans la vision du temps et de l'histoire chez Bourguiba, c'est la force de l'idée de rupture. Il s'agit d'une vision chronocentrée, focalisée avant tout sur le présent, un présent qui se veut une césure radicale. Il y a un *avant* et un *après*, et entre les deux, une sorte de moment d'exception, de refondation et de remise à zéro des compteurs de l'histoire. C'est le moment bourguibien.

Si les références au passé sont nombreuses – on va le voir –, ce n'est pas tant pour en tirer des leçons, encore moins pour s'inscrire dans une filiation ; le passé joue un rôle de repoussoir, il n'a de sens que pour être stigmatisé, balayé et définitivement enfermé dans une « pré-histoire » relevant d'autres lois que celles instaurées par le présent bourguibien. Comme l'écrit Aziz Krichen, pour qui cette négation de la filiation vaut

2. Cf. Y. Ben Achour, « La réforme des mentalités : Bourguiba et le redressement moral », dans M. Camau (dir.), *Tunisie au présent. Une modernité au-dessus de tout soupçon ?*, Paris, éd. du CNRS, 1987, p. 145-159.

aussi pour l'histoire personnelle du Combattant suprême et explique notamment l'absence totale d'évocation du père, « lui n'avait pas mission de préserver une continuité, il était chargé au contraire d'introduire une rupture, il ne venait pas pour assurer une succession mais pour fonder un ordre nouveau, le sien. Il ne pouvait pas avoir été engendré par un père particulier : il sortait tout droit des flancs mystérieux du destin, une sorte d'accident extraordinaire dans le déroulement du temps »[3].

L'expression utilisée par Driss Abassi d'un Bourguiba « chronomètre de la Nation »[4] est de ce point de vue particulièrement évocatrice ; car le chronomètre n'est pas seulement l'instrument qui mesure le temps de façon précise (même si on verra que cet aspect est important), il le réinitialise en effaçant les « temps antérieurs ». Il ne saurait donc y avoir pour lui de dette envers quiconque, pas plus que de « grands anciens » auxquels rendre hommage. Car il « ne vient pas pour continuer l'œuvre de redressement national commencée avant lui, quitte à la corriger et à l'amender, il vient à l'inverse pour précipiter dans le néant tout ce qui l'a précédé et instituer sa propre action sur la page blanche d'une histoire qui ne débute véritablement qu'avec lui »[5].

À quel moment Bourguiba lui-même fixe-t-il la rupture et l'origine d'un nouveau départ ? L'homme avait certainement sa propre chronologie historique, qu'il entendait faire partager par l'ensemble des citoyens tunisiens, confondant en une seule trame son histoire personnelle et celle du pays. Ainsi, la date présumée de sa naissance, le 3 août 1903, qu'il souhaitait voir célébrer « indéfiniment »[6], avait-elle fini par prendre le pas sur la fête nationale, elle-même fixée pour commémorer son retour en Tunisie le 1er juin 1955, et non l'indépendance du pays (20 mars 1956). Mais si l'on lit attentivement ses discours, il paraît clair que pour Bourguiba, le véritable basculement s'effectue le 2 mars 1934, date du fameux congrès de Ksar Hellal, lorsque le Néo-Destour affirme sa scission et met définitivement horsjeu la première génération nationaliste, désormais stigmatisée sous le nom « d'Archéo-Destour ». Dans le récit bourguibien, c'est à partir de cet instant fondateur que se termine une longue suite d'échecs, d'humiliations et de défaites ; c'est à compter de ce moment – celui en fait où il s'affirme comme leader – que l'histoire commence à se construire comme une suite ininterrompue de victoires successives : la lutte insurrectionnelle de 1952, l'autonomie interne, la victoire sur Salah Ben Youssef, l'indépendance, l'évacuation de Bizerte...

3. A. Krichen, *Le Syndrome Bourguiba*, Tunis, Cérès-Productions, 1993 (1re éd. 1992), p. 35.

4. D. Abassi, *L'Écriture de l'histoire en Tunisie de l'indépendance à nos jours (1956-1998)*, thèse de doctorat d'histoire contemporaine, sous la dir. de Robert Ilbert, université de Provence, 2001.

5. A. Krichen, *op. cit.*, p. 36.

6. Cf. T. Belkhodja, *Les Trois Décennies Bourguiba*, Paris, Arcantères-Publisud, 1998, p. 30.

autant de grandes dates inlassablement rappelées dans les écrits et les discours qui sont les premières graduations d'un nouveau système de coordonnées temporelles.

Entre l'*avant* et l'*après*, en effet, l'histoire – telle qu'interprétée par Bourguiba – change de nature. Le temps lui-même – qui est le substrat, la matière de cette histoire – se transforme, et ses caractéristiques initiales se trouvent intégralement et définitivement bouleversées.

Le temps d'avant : l'histoire cyclique de la décadence

Dans le récit bourguibien, le temps *d'avant* – fortement stigmatisé et dévalorisé – est d'abord un temps cyclique et non maîtrisable. Ce temps est le support d'une histoire elle-même cyclique, chaotique et dénuée de sens. Dans cette configuration, le temps social et politique s'aligne sur le temps cosmique (rotation et révolution des astres) et biologique (saisons et rythmes circadiens)[7]. Il est caractérisé par le retour inexorable des mêmes phases d'ascension, de déchéance et de renouveau à l'identique ; des fléaux semblables, des erreurs répétées entraînent les mêmes chutes, sans qu'à aucun moment l'action humaine puisse interférer afin de mettre un terme au processus.

Une analyse attentive de la vision bourguibienne permet de distinguer plusieurs types de cycles emboîtés les uns dans les autres (un peu à la façon de ceux que proposent les modèles des économistes), chacun comportant à une échelle de temps différente ses phases d'ascension, de décadence et de bouleversement.

En toile de fond, il y a d'abord un cycle de longue durée, celui de la grandeur et de la chute de la civilisation arabo-musulmane prise dans son ensemble. Il s'agit là d'un thème cher aux penseurs réformistes du XIX^e^ et du début du XX^e^ siècles, que Bourguiba reprend à son compte. À un « âge d'or » de l'islam[8] marqué par une extraordinaire expansion a succédé la décadence. Celle-ci est à la fois politique (la perte de la Cité musulmane idéale édifiée par le Prophète Mohamed et les quatre premiers califes), militaire (la dislocation de l'Empire), économique (la fin de l'emprise marchande sur une zone qui s'étendait de l'Espagne à l'Inde), scientifique (la perte du savoir bâti par les savants arabes, en particulier la médecine), spirituelle et religieuse (les divers schismes qui ont, au fil du temps, divisé la communauté initiale ; la sclérose de la pensée théologique ; enfin les manifestations visibles d'un islam « populaire » métissé

7. Cf. H. Barreau, « Modèles circulaires, linéaires et ramifiés de la représentation du temps », dans D. Tiffenau (dir.), *Mythes et représentations du temps*, Paris, éd. du CNRS, 1985.

8. Souvent associé au nom du calife abbasside Haroun Al Rachid (*170-194* /786-809).

de croyances antérieures ou extérieures impures du point de vue de l'orthodoxie). Pour Bourguiba, les penseurs de la *Nahdha*, malgré leur perception du caractère dramatique de la situation, n'ont pu enrayer le déclin comme le prouve l'expansion coloniale sur la quasi-totalité de la zone :

> L'élite prit conscience aux XVIII[e] et XIX[e] siècles que les peuples qui occupaient cette région du Globe [l'aire arabo-musulmane] sombraient dans la régression après avoir connu la grandeur, la puissance et la gloire, qu'ils rétrogradaient après avoir été à la pointe du progrès. Leur décadence n'était pas un fait accidentel ou passager, mais un phénomène continu à travers la succession des siècles qui a fini par les livrer aux convoitises des impérialismes, à l'exploitation et à l'humiliation de la servitude (Tunis, 20 novembre 1959).

À l'intérieur de ce long processus de déclin civilisationnel, Bourguiba pointe volontiers un deuxième type de cycles plus courts – peut-être davantage caractéristiques du Maghreb – que l'on pourrait appeler « cycles khaldouniens »[9], au cœur desquels se trouve le fait tribal. Ibn Khaldoun, tentant de saisir les causes de l'instabilité chronique du pouvoir dans les cours maghrébines auprès desquelles il séjourne tout au long de sa vie (entre autres Fès, Bougie, Tunis) a élaboré une théorie, tout entière construite sur la notion de cycle, qu'il expose dans ses *Prolégomènes (Muqaddima)*. À la base du processus, on trouve la tension constitutive entre sédentaires urbanisés et nomades. Au début du cycle, les derniers, forts d'une solide cohésion de groupe, d'un esprit de corps *('açabiyya)*, s'emparent des villes-centres de pouvoir et fondent une nouvelle dynastie. Dans sa première génération, la tribu détentrice du pouvoir *(mulk)* possède la vigueur et les qualités guerrières nécessaires « pour neutraliser l'agressivité de toutes les autres »[10]. Mais au fil des successions, cette dynamique s'essouffle, la cohésion initiale des nouveaux dirigeants s'effrite et des dissensions et rivalités commencent à déchirer la dynastie au pouvoir. Selon Ibn Khaldoun, quatre générations suffisent pour qu'au contact de la civilisation urbaine, les princes s'amollissent. Dès lors, ils sont mûrs pour être abattus par de nouvelles forces nomades, comme eux-mêmes, en leur temps, avaient abattu la dynastie précédente. Le cycle est ainsi prêt à recommencer[11].

---

9. En référence au penseur et écrivain maghrébin Ibn Khaldoun (1332-1406).

10. A. Cheddadi, « Le système de pouvoir en islam d'après Ibn Khaldûn », *Annales – Économies sociétés, civilisations* (3-4), mai-août 1980. Pour l'analyse de la théorie cyclique d'Ibn Khaldûn, cf. également Y. Lacoste, *Ibn Khaldûn, naissance de l'histoire, passé du tiers-monde*, Paris, La Découverte, 1985 ; M. Talbi, « Ibn Kaldûn et le sens de l'histoire », *Studia Islamica*, XXIV, 1967, p. 73-148.

11. Cette représentation cyclique du changement politique est également inscrite dans l'étymologie. En arabe, le terme *dawla* (État, mais aussi dynastie ou pouvoir) est le substantif correspondant au verbe *dâla* qui désigne l'action du changement périodique, de l'alternance, de la révolution (au sens d'accomplissement d'un cycle).

Bourguiba, qui a fait du « fléau tribal » un de ses thèmes de prédilection, voit dans cet enchaînement sans fin et sans raison autre que la lutte infinie des tribus pour le pouvoir, l'une des principales raisons de la stagnation et de l'affaiblissement des sociétés arabes du Maghreb :

> Les peuples nord-africains [étaient] divisés bien avant la colonisation qui ne remonte qu'à cent ans, par des siècles de décadence et de luttes. Ce sont ces luttes intestines, de tribus à tribus, de villages à villages, de villes à campagne, qui l'ont affaibli et livré à la convoitise du colonialisme (Redeyef, 12 janvier 1956).

Dans ces affrontements intemporels, les tribus se sont ainsi faites les complices objectives des conquérants successifs, livrant le pays et son « peuple » à la mainmise et à l'exploitation étrangères, la conquête française n'étant que la dernière d'une longue série :

> L'Afrique du Nord a été au cours des siècles l'objet de conquêtes multiples. Les colonialistes s'y sont constamment succédé. Le pouvoir étranger y a changé plusieurs fois de mains. Chaque fois, le prétendu libérateur était accueilli dans la joie, par la haine contre l'ancien occupant. Chaque fois aussi, on se rendait compte qu'une domination s'était substituée à une autre. Le peuple restait asservi au profit de maîtres étrangers. Depuis les Romains jusqu'aux Beys et aux Deys, en passant par les Vandales, les Byzantins, les Normands, les Espagnols et les Turcs, le sort du peuple ne s'est jamais amélioré (Tunis, 2 juillet 1962)[12].

Indissociablement de son caractère cyclique, le temps *d'avant* est donc un temps anarcho-tribal, ce qui dans la bouche de Bourguiba vaut disqualification définitive.

Enfin, on peut distinguer un troisième type de cycle, celui des tentatives de libération et d'émancipation qui, depuis Jugurtha jusqu'aux « archéo-destouriens », ont systématiquement échoué. Jugurtha, malgré tout son courage, n'a pu repousser la puissance romaine, et Bourguiba aime à rappeler ce précédent tout autant glorieux que malheureux, se qualifiant lui-même de « Jugurtha qui a réussi »[13]. Et jusqu'à la période très contemporaine, les cycles de lutte qui ont répondu aux cycles de colonisation, non seulement n'ont pas fait mieux, mais ont contribué à aggraver la situation :

---

12. Il convient de noter au passage que, de façon tout à fait significative, la conquête arabo-musulmane n'est pas évoquée et reste en quelque sorte « dans l'angle mort » d'une lecture de l'histoire effectuée à travers le rétroviseur nationaliste. L'identité « arabo-musulmane » revendiquée par le leader tunisien au fil de ses discours est ainsi abstraite de son contexte historique, renvoyée implicitement à une essence éternelle et par là même « naturalisée ».

13. Déclaration à l'envoyé spécial de Radio France (21 mars 1976), rapportée dans l'ouvrage *Citations choisies par l'Agence Tunisie-Afrique-presse*, Tunis, Éditions Dar el-Amal, 1978, p. 201.

> Certains d'entre vous ont gardé le souvenir de ces précurseurs, depuis ceux du journal « La Hadhira », jusqu'à ceux du Vieux-Destour. Leur action se présentait sous la forme d'un journal qui entretenait un courant d'opinion dans un cercle réduit et qui, après avoir vécu quelques mois, voire quelques années, était interdit pour ne laisser, une fois son équipe dispersée, aucun progrès, aucun résultat positif. L'oppression, elle, reprenait de plus belle (...). Cinq ou dix ans après, d'autres patriotes, indignés par les excès du colonialisme, tentaient encore de s'opposer au régime. Les autorités françaises, après une période d'expectative plus ou moins longue, répondaient par la répression et tout rentrait dans l'ordre... et ainsi de suite (...). Ainsi des mouvements ont vu le jour, ont lutté et disparu sans qu'un seul pas en avant ait été enregistré. Bien pis, c'était plutôt à une dégradation progressive de nos intérêts nationaux, à un véritable recul de la cause tunisienne que l'on assistait (Sousse, 2 mars 1959).

Cette analyse des représentations bourguibiennes des temps qui ont précédé son avènement en tant que leader est bien sûr une reconstruction, et non une description de ses propres analyses. Car – on l'a dit plus haut – pour lui, il ne peut y avoir d'enseignement valable à tirer de toute cette période. En témoigne la remarque qu'il fait à un historien tunisien venu lui faire part de travaux sur la période médiévale :

> J'ai reçu hier M. Ferhat Dachraoui qui m'a présenté une étude sur les Fatimides. Je lui ai déclaré que, quelle que soit la dynastie qu'il étudiera, il verra que toute notre histoire est marquée par l'anarchie qui, avec les luttes pour le pouvoir, a condamné la Tunisie à la décadence, puis à la servitude (Carthage, 1er décembre 1967).

Selon cette conception, les périodes qui précèdent le moment bourguibien ne fournissent pas d'objet pertinent pour l'historien professionnel : il s'agit d'un temps sur lequel la démarche scientifique n'a pas de prise, pas plus qu'elle n'a de sens puisque aucune leçon valable ne peut en découler[14].

Ce que veut surtout souligner le leader tunisien, c'est que ce temps d'avant, cette histoire cyclique, sont désormais révolus – au premier sens du terme, c'est-à-dire que le dernier cycle colonial s'est terminé par une *révolution*, celle menée par le Mouvement national – et que s'ouvre, devant le peuple tunisien libéré, un temps doté de caractéristiques nouvelles, porteur d'une histoire radicalement différente de tout ce qui a précédé.

14. On sait en revanche tout l'intérêt que le Combattant suprême portera à l'étude et plus encore à l'écriture de l'histoire du Mouvement national, au point d'y consacrer, à partir de 1981, un Programme national et un centre de recherche – l'Institut supérieur d'histoire du Mouvement national – encore actif aujourd'hui.

Le nouveau temps et l'histoire de rechange

Le nouveau temps – celui qui surgit à partir de cet instant d'exception qu'est le moment bourguibien – n'est plus un temps cyclique, mais un temps linéaire. Au cercle a succédé la droite, une droite orientée, au sens vectoriel du terme, c'est-à-dire munie d'une origine et d'un sens. Loin d'être un achèvement, le moment présent est un début. « Pour nous – affirme Bourguiba lors du premier anniversaire de l'abolition du Protectorat – l'Indépendance n'est pas un but : c'est un commencement. C'est un premier pas qui nous a permis de prendre conscience de nos devoirs envers nous-mêmes et envers l'humanité » (Tunis, 20 mars 1957). De plus, il s'agit d'un temps cumulatif. Si le temps a désormais un sens, c'est également un sens moral : on va d'un « moins bien » vers un « mieux », et les temps ultérieurs ne détruisent plus les acquis des temps antérieurs, comme c'était le cas dans le temps cyclique. Ce temps cumulatif est donc un temps ascendant et infini :

> Chaque génération recueille un patrimoine d'efforts à poursuivre jusqu'à la fin des temps. Nous voulons installer le peuple dans cette perspective afin qu'il s'engage dans la voie ascendante. La bataille se poursuivra indéfiniment avec le peuple et pour lui (Tunis, 7 novembre 1958). Si nous persévérons dans cette voie, si de père en fils, nous gardons tous précieusement, peuple et gouvernement, ces principes toujours vivaces, nous serons assurés de voler de victoire en victoire à l'infini jusqu'à la consommation des siècles (Zarzis, 2 décembre 1958).

Toutes ces caractéristiques du nouveau temps linéaire le rendent également quantifiable et donc planifiable. La politique de planification, mise en œuvre dès les premières années de l'indépendance, repose sur cette conviction que l'histoire est désormais constituée d'une succession d'événements intelligibles à l'homme car reliés entre eux par des relations de cause à effet. Armés de leur connaissance de ces lois, les scientifiques et les gestionnaires peuvent désormais non seulement expliquer, mais aussi prévoir. Les temps futurs deviennent une étendue dont il faut prendre la mesure et graduer les étapes :

> Pour nous, la planification est une sorte de lumière qu'il était nécessaire de projeter sur notre route pour mesurer la distance à parcourir, découvrir les difficultés du trajet et décider de la vitesse à imposer à notre progression (Le Bardo, 6 avril 1961).

Une telle conception permet en 1962 la publication des premières *Perspectives décennales de développement (1962-1971)* dont les divers chapitres prévoient, secteur par secteur, et à l'unité près, ce que seront les besoins du pays cinq ou dix ans plus tard.

La nouvelle histoire dans laquelle Bourguiba affirme avoir fait pénétrer la Tunisie, c'est bien entendu l'Histoire-Progrès. La vision qu'il professe est directement inspirée de la philosophie de l'histoire avec laquelle les Lumières ont révolutionné la pensée européenne à l'époque moderne. C'est en effet à la fin du XVII^e^ et durant tout le XVIII^e^ que ces penseurs – de Fontenelle et Leibniz à Turgot et Condorcet – introduisent l'idée d'un progrès infini. La conception antérieure, selon laquelle les civilisations devaient atteindre un *optimum* au-delà duquel leur destin s'infléchissait inéluctablement pour sombrer dans la décadence, a été lentement mais irrésistiblement balayée[15]. Le XVIII^e^ siècle voit à l'inverse s'ancrer la conviction que les sociétés ne cesseront plus d'amasser connaissances et richesses dans un processus que la raison humaine rendra de plus en plus rapide. Selon les promoteurs de ce renversement idéologique – qui suivent en cela le philosophe anglais Francis Bacon –, la « preuve » de la réalité du progrès se lit dans l'avancement perpétuel des sciences. Ce n'est pas un hasard si l'idée d'une Histoire-Progrès apparaît au moment où les sciences modernes prennent leur essor en Occident. « Si l'idée générale de progrès s'est formée au cours de la modernité, c'est parce qu'elle s'est conformée au modèle du processus cumulatif et mélioratif fourni par le savoir scientifique moderne, illustré principalement par la physique mathématique »[16].

Se réappropriant cette vision de l'histoire devenue consubstantielle de la modernité et paradigme dominant des représentations contemporaines du monde, Bourguiba s'en fait le vulgarisateur auprès de ses concitoyens. En adoptant cette perspective, il s'inscrit de plain-pied dans la croyance au progrès, ou, selon la terminologie spécifique aux pays du tiers-monde de l'époque, au développement. Pour lui – comme pour la plupart de ceux qui partagent cette croyance –, il ne s'agit pas d'une vision « occidentale » de l'histoire[17], mais bien de « l'Histoire » universelle, et pour cette raison, les références culturelles arabo-islamiques ne sont en rien contradictoires avec elle. Si Bourguiba a fait sienne cette vision et a entrepris de la diffuser avec autant d'énergie, c'est qu'il entend montrer que c'est lui, et lui seul, qui a permis à la Tunisie de s'arracher à la décadence et de s'in-

15. On trouve, selon Gilbert Rist, une bonne illustration de ce retournement considérable chez Fontenelle qui interrompt le fil de la traditionnelle comparaison entre le cycle de l'histoire de l'humanité et celui de l'existence humaine (enfance, jeunesse, maturité) en ces termes : « Il est fâcheux de ne pouvoir pas pousser jusqu'au bout une comparaison qui est en si beau train, mais je suis obligé d'avouer que cet homme-là [la société humaine] n'aura pas de vieillesse ; il sera toujours également capable des choses auxquelles sa jeunesse estoit propre, & il le sera toujours de plus en plus de celles qui conviennent à l'âge de la virilité ; c'est-à-dire, pour quitter l'allégorie, que les hommes ne dégénéreront jamais & que les vues saines de tous les bons esprits qui se succéderont s'ajouteront toujours les unes aux autres. » Cité par G. Rist, *Le Développement, histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Presse de Sciences-Po, 1996, p. 64-65.

16. P.-A. Taguieff, *Du progrès*, Paris, Librio, 2001, p. 19.

17. Cf. G. Rist, *op. cit.*

sérer dans le mouvement général de l'histoire ; il est celui qui a mis les Tunisiens sur la voie du progrès, qui leur a fait rejoindre le « cortège des nations civilisées » (Tunis, 10 juillet 1958), en un mot, accéder à l'universel.

En y regardant de plus près, davantage qu'avec l'*Esquisse de tableau historique des progrès de l'esprit humain* d'un Condorcet, la vision bourguibienne renoue avec la veine du roman utopique du XVII^e^ siècle qui avait annoncé et préparé la venue des Lumières. Dans ces ouvrages, dont le plus connu – *L'Utopie* de Thomas More – a donné son nom au genre, le voyageur-conteur découvre de lointaines « terres d'utopie »[18] qui sont autant de modèles idéaux et, en quelque sorte, de miroirs inversés de leur propre société. Mais ces sociétés n'ont atteint ce stade de perfection, ne sont parvenues à entrer dans le cours d'une histoire idéale qu'à partir du moment où s'est manifesté un individu hors du commun, qui a jeté les bases d'un temps nouveau. Dans ces romans, « on retrouve presque toujours, derrière les événements, le même personnage-clé. C'est le grand législateur, "le législateur incomparable" qui grâce à sa "sagesse singulière" et après avoir "reconnu de quelles sources dérivent les malheurs des sociétés" donne à son peuple la législation parfaite qui le rend heureux. Ce personnage (ainsi que son acte fondateur, ou, si l'on veut, sa parole fondatrice) marque le tournant – le commencement d'une histoire modèle »[19]. La mise en récit par Bourguiba de sa propre action offre un parallèle frappant avec la vision que les romanciers utopistes donnent de la geste de leur grand législateur, toutes deux sont le résultat d'une analyse similaire : « La dégradation est jugée inévitable si l'histoire demeure abandonnée aux forces qui commandaient son cours jusqu'alors. Mais l'histoire est aussi un champ ouvert de possibilités : la réalisation du projet de législation idéale permet de renverser le courant et d'installer une "histoire de rechange" »[20].

La nouvelle histoire – du point de vue de Bourguiba, comme de celui des romanciers utopistes – possède une autre caractéristique majeure : son mouvement repose désormais sur la volonté de l'homme, sur une volonté guidée par la Raison. La nouvelle histoire « est une œuvre humaine et non providentielle » ; comme en utopie, « elle est dérivative d'un acte et d'une parole fondateurs qui déploient leur rationalité dans le temps et s'emparent ainsi de lui »[21]. Elle n'est plus une succession chaotique d'événements irrationnels, livrés aux aléas de la providence qui entraînait une attitude fataliste (que Bourguiba ne cesse de reprocher aux religieux conservateurs).

---

18. Parmi les ouvrages célèbres étudiés notamment par Bronislaw Baczko : *La Basiliade* de Morelly, *Histoire des Sévarambes* de Vairasse, les *Projets* de l'abbé de Saint-Pierre, *L'an 2440* de Mercier.

19. B. Baczko, « L'utopie et l'idée de l'Histoire-progrès », *Revue des Sciences humaines*, XXXIX, 155, juillet-septembre 1974, p. 476.

20. B. Baczko, art. cité., p. 480.

21. *Ibid.*, p. 478.

Pour autant, elle n'est pas non plus guidée par un déterminisme mécanique, et Bourguiba critique tout autant les explications marxistes de l'histoire en les assimilant à un néo-fatalisme tout aussi démobilisateur que celui des temps anciens. Ainsi, la lutte des classes (dont il refuse farouchement le principe explicateur) ne saurait pour lui exister au sein de la nation tunisienne enfin unifiée, encore moins constituer un moteur du changement historique. Pendant la période du socialisme destourien, il prend soin de s'en expliquer :

> Dans les pays sous-développés, le socialisme n'est pas un processus mûri par l'évolution de la société et devenu inéluctable par le déterminisme historique, il est un acte de choix, volontaire et rationnel. En Tunisie, le Parti a opté pour un tel système parce qu'il constitue la meilleure approche des problèmes du développement et la voie la moins longue pour une promotion authentique de l'homme[22].

On ne saurait donc confondre ce choix « volontaire et rationnel » avec une quelconque soumission à un dogme importé sur la base d'une préférence idéologique, encore moins avec un abandon passif à l'action du déterminisme historique.

La fin des révolutions et le leadership éternel

Une telle vision du temps et de l'histoire, si elle ne suffit pas à expliquer le système politique mis en place par Bourguiba et autour de lui, contribue à en éclairer un certain nombre d'aspects. Elle a en effet des implications dont semblent découler naturellement les choix que Bourguiba effectue une fois à la tête de l'État.

Une première conséquence repérable concerne la valeur à accorder à d'éventuelles contestations politiques, aux désaccords et aux revendications plus ou moins virulentes. Pour Bourguiba, la cause est entendue : si, comme il n'a eu de cesse de le montrer, la Tunisie est sortie de l'histoire cyclique de la décadence pour entrer dans l'Histoire-Progrès, linéaire et ascendante, cela signifie que l'on en a fini avec les révolutions. S'il n'y a plus de cycle, si l'histoire ne fait plus de retour sur elle-même, les révolutions – au double sens du terme : le moment où se termine un cycle, mais aussi le bouleversement politique qui l'accompagne – sont désormais terminées. La seule « vraie » révolution, la dernière, est intervenue avec la victoire du Mouvement national.

---

22. Préface de Habib Bourguiba au *Plan quadriennal 1965-68*. République tunisienne. Secrétariat d'État au Plan et à l'Économie nationale, p. 12.

Il s'ensuit que tout mouvement prétendant transformer le régime politique – et *a fortiori* le transformer de façon *révolutionnaire* – doit être considéré comme une imposture et sera violemment dénoncé comme un resurgissement de l'agitation tribale archaïque ou une tentative de sabotage des efforts d'édification nationale. Ce discours sera martelé en particulier contre une opposition de gauche qui se manifeste dans la seconde moitié des années 1960, notamment sur les campus universitaires. À ces premières générations d'étudiants formés après l'indépendance qui opposent à l'hégémonie étatique « un projet révolutionnaire postulant l'intervention politique des masses »[23], Bourguiba répond en les traitant de « révolutionnaires en peau de lapin ». Alors qu'au début de la décennie, Bourguiba s'adressait aux étudiants avec la fierté d'un père satisfait des résultats scolaires de ses enfants, c'est désormais sur le ton de l'amertume qu'il constate que « leurs licences ou leurs agrégations ne les auront pas – hélas – élevés au-dessus de la mentalité tribale du temps de Ben Ghedhahem et de la décadence des années 1881 qui ont vu l'abaissement de la nation » (Carthage, 31 janvier 1967). Le bilan qu'il tire de l'agitation étudiante du printemps 1968 montre clairement qui sont, pour lui, les véritables dépositaires de la « légitimité révolutionnaire » :

> [Des] groupuscules subversifs ont voulu détourner la jeunesse au profit d'un faux révolutionnarisme fondé sur la haine, la rancune, la violence et la négation, et qui ne trouve de satisfaction que dans la destruction et la ruine. (...) Notre enseignement supérieur [doit être] parfaitement adapté à l'esprit du siècle et au souffle révolutionnaire qui anime l'ensemble des entreprises et des institutions de l'État (Carthage, 29 juin 1968).

D'un côté, le « faux révolutionnarisme » de groupuscules nihilistes et anarchistes dont le seul but est l'instauration d'un désordre destructeur, de l'autre le vrai « souffle révolutionnaire », celui qui émane du Parti socialiste destourien et qui continue d'animer le mouvement de construction nationale mené par l'État.

Ainsi, dans la mesure où le temps des révolutions est définitivement clos et où le chemin tracé est infailliblement voué à conduire au succès, rien n'est plus important, dans l'immédiat, que le rassemblement unanime autour de l'État et de son chef. Rien ne doit être considéré avec plus de méfiance qu'un éparpillement trop précoce et forcément néfaste des forces de la nation, même si une telle liberté d'action est parfois revendiquée au nom de la démocratie. Pour Bourguiba, la démocratie ne relève pas d'une nécessité immédiate, en revanche elle recèle le risque du pire des dangers, celui de la *régression* :

---

23. M. Camau, *Tunisie au présent. Une modernité au-dessus de tout soupçon ?*, *op. cit.*, p. 39.

> L'histoire est riche en exemples où la démocratie a dégénéré en anarchie, où la règle démocratique est devenue loi de la jungle. C'est que le dévouement, la probité, la compétence sont des qualités rares, notamment dans les pays sous-développés marqués par des siècles de décadence et où la plus grande partie du peuple vit encore dans l'obscurantisme. (...) Tant que les conditions ne sont pas remplies, instituer un régime de démocratie absolue serait hasardeux. Cela reviendrait à confier la construction d'une maison à un profane qui ignore tout de la technique du bâtiment et de l'architecture. (...) L'essentiel, c'est d'avoir continuellement présent à l'esprit que la promotion de la démocratie doit se faire progressivement, sans précipitation ni démagogie, car la démocratie implique responsabilité. Sans responsabilité, la démocratie engendre des abus, source de régression (Carthage, 26 avril 1966).

On l'a dit, le moteur de l'Histoire-Progrès, dans son acception bourguibienne, n'est pas la résolution dialectique des contradictions comme chez les marxistes, mais plutôt la volonté humaine unanime tendue vers l'horizon infini du progrès. Dès lors, une telle conception viendra régulièrement justifier le choix « naturel » du parti unique, incarnation de la volonté d'unité supposée du peuple tout entier :

> Il est arrivé à certains journalistes de me poser la question de savoir si le peuple n'était pas encore assez mûr pour s'adapter à un régime multipartiste. En vérité, ai-je toujours répondu, le peuple a trop souffert de la pluralité des partis pour ne pas tenir pour une fois dans son histoire, au seul parti qui incarne son unité autour d'un homme et d'une idéologie (Le Bardo, 12 novembre 1974).

Une seconde conséquence de cette conception de la « nouvelle histoire », dont Bourguiba se présente comme l'accoucheur, a trait à la nature et à la durée du leadership exercé par le Combattant suprême. Sous l'idée générale selon laquelle l'histoire est désormais soumise à la volonté humaine perce très vite une vision beaucoup plus personnalisée. La « volonté humaine » se restreint de plus en plus fréquemment à la seule volonté qui compte vraiment, celle du leader, homme hors du commun dont le destin exceptionnel se confond avec celui du pays. C'est ce que rappelle Bourguiba en proclamant en juin 1959 la première Constitution de la Tunisie indépendante :

> Il est rare que les événements qui jalonnent la vie d'un homme s'intègrent dans l'histoire d'un peuple à un point tel que l'homme semble incarner tout son peuple. Si la transposition a pu s'accomplir, c'est que l'homme a su se faire le porte-parole sincère et désintéressé de la conscience nationale, qu'il a lutté pour la cause du peuple tant et si bien que les péripéties de la vie de l'un et de l'autre ont été amenées à se confondre (Le Bardo, 1er juin 1959).

Dans ses discours, le « je » ou le « moi » (voire le « il », lorsqu'il parle de lui-même à la troisième personne) oblitèrent de plus en plus souvent le « nous » collectif[24]. La vision bourguibienne devient celle d'un homme seul ; l'idée que tous l'ont trahi devient une figure imposée de ses discours-souvenirs. Comme le rappelle Mohsen Toumi, « tous les hommes qui ont œuvré, peu ou prou, pour la libération nationale sont systématiquement discrédités. On redit les années passées (et même contemporaines) pour leur assigner des rôles pusillanimes, de lâches et, pourquoi pas, de traîtres. Ils sont crépusculaires. Le chef seul lumineux, lui, l'héritier des grands ancêtres (Jugurtha, Hannibal) est la synthèse (ô combien supérieure aux composants !) de tous les courants du réformisme arabe et musulman. "J'ai chaque fois été trahi par mes compagnons. Cette triste constatation reflète une réalité historique", raconte/atteste Bourguiba »[25].

C'est donc sur ses seules épaules que repose le sort de la Tunisie, c'est-à-dire son maintien dans le sillon rectiligne de l'Histoire-Progrès universelle et la défense contre ce qu'il craint le plus et qu'il appelle parfois « le démon des Numides », « ce démon qui pousse à la désunion, aux luttes intestines, qui nous a fait rater notre histoire après la révolte de Jugurtha »[26]. Cette idée d'une responsabilité personnelle impossible à partager ou à transmettre, Bourguiba la formule tout à fait explicitement dès la fin de sa première décennie de pouvoir :

> D'aucuns peuvent évidemment se demander s'il est prudent de laisser dépendre le destin d'un pays des éclairs de génie d'un homme. Mais comment faire autrement ? (Carthage, 26 avril 1966).

La réponse, ou plutôt la confirmation de l'impossibilité de répondre à cette interrogation de pure forme, viendra moins de dix ans plus tard. Pendant cette période, Bourguiba prépare soigneusement le peuple tunisien à l'inscription de son pouvoir dans la durée, pratiquant à l'occasion des formes originales de consultation politique, comme ce « référendum imaginaire » dont il dévoile les résultats en 1973 :

> Le fait de me désigner à vie à la tête de l'État ne peut être qu'un hommage de reconnaissance rendu aux yeux du monde entier à un homme dont le nom s'identifie à la Tunisie [...]. Il est hors de doute que si l'on procédait à un référendum dans le pays, 99,99 % sinon 100 % des personnes consultées consacreraient Bourguiba Président à vie. L'Assemblée Nationale ne ferait, dans ce cas, que répondre au vœu unanime de la nation et confirmer son attachement et sa gratitude à la personne de Bourguiba (Carthage, 12 avril 1973).

---

24. Cf. dans le présent ouvrage la contribution de Moncef Khaddar, « L'énonciation et l'énoncé bourguibiens, le pouvoir d'État en Tunisie, 1959-1971 ».

25. M. Toumi, *La Tunisie, pouvoirs et luttes*, Paris, Le Sycomore, 1978, p. 382.

26. Cité par T. Belkhodja, *op. cit.*, p. 35.

Et de fait, en 1974, Bourguiba se voit accorder la présidence à vie du Parti socialiste destourien, ce qui constitue le préliminaire du véritable but visé : la présidence de la République à vie, proclamée en mars 1975 par une Assemblée à sa dévotion[27], devant laquelle il déclare :

> Les acquis grandioses réalisés l'ont été grâce à l'union qui s'est formée autour d'un homme volontaire et décidé, sincère dans ses propos autant que loyal dans ses actes, et résolu à poursuivre la lutte jusqu'au terme final (Le Bardo, 19 mars 1975).

Mais ce terme final, aussi loin qu'il puisse être repoussé, n'en rend pas moins la solution toute provisoire, car ainsi qu'il l'ajoute, non sans regret, « bien sûr, nul n'est immortel, et le jour viendra, inéluctable, où je serai rappelé à Dieu. Mais avant de partir, je veux être rassuré sur le sort d'une Nation que j'ai modelée, à force de patience, de fermeté, de sacrifices et de souffrances » *(ibid.)*.

À compter de ce moment, le système politique tunisien entre dans une phase d'instabilité croissante dominée par la question de la succession – en l'occurrence de l'impossible succession. L'absence d'échéance déterminée et l'incertitude qui plane sur l'horizon d'attente entraînent l'ensemble de la classe politique dans les luttes et les intrigues tandis que le pays s'enfonce dans une crise politique chronique qui mettra plus de dix ans à être résolue, contre la volonté du principal intéressé.

Avec l'arrivée au pouvoir de son successeur, le déni de postérité dont Bourguiba va être victime est à la mesure de son obsession de l'éternité. L'homme qui avait demandé – en vain – aux autorités soviétiques le secret de la momification, afin de connaître le sort de Lénine, verra ses statues escamotées ou reléguées[28]. Celui qui avait longuement et minutieusement planifié ses obsèques sur le modèle des plus grandes figures de l'histoire afin de marquer les mémoires pour des décennies[29] sera enterré en catimini tandis que la télévision nationale diffusera des émissions animalières. Quant aux acquis les plus marquants du bourguibisme, ils seront annexés par son successeur, sans qu'il ne soit jamais fait mention de l'auteur du legs ni de la provenance de l'héritage.

Les prétentions de Bourguiba à une postérité éternelle, sa vision d'une histoire régénérée par lui et mise sur les rails du progrès infini, peuvent sembler dérisoires dans une Tunisie où les années se comptent aujourd'hui à partir du « Changement » de 1987. Une telle construction idéologique n'en reste pas moins révélatrice d'une sorte d'archétype qui n'est sans doute pas propre à la Tunisie bourguibienne, dans lequel la philosophie de l'histoire des Lumières se trouve réinterprétée dans le contexte

27. Qui vote les amendements nécessaires à la Constitution de 1959 (loi constitutionnelle n° 75-13 portant amendement des art. 40 et 51 de la Constitution).

28. Cf. T. Belkhodja, *op. cit.*, p. 34.

29. *Ibid.*, p. 34.

historique des nationalismes issus de la décolonisation. Dans le cas tunisien, cette vision, non seulement s'accommode d'une pratique politique qui a pu être qualifiée de « traditionnelle »[30] – en ce qu'elle reproduit nombre de traits des régimes précoloniaux –, mais la renforce en lui conférant une légitimité nouvelle : celle du progrès et de la Raison. Et ce n'est pas le moindre des paradoxes de la formule politique autocratique qui en résulte que d'être obsédée par la durée au point de s'interdire toute forme d'avenir.

30. M. Camau, *La Tunisie*, Paris, PUF, 1989, p. 67.

DEUXIÈME PARTIE

L'HOMME DE POUVOIR, LE POUVOIR D'UN HOMME

12

Leader et leadership en Tunisie

Potentiel symbolique et pouvoir autoritaire

Michel CAMAU*

Parler de *leadership* à propos de Bourguiba semble aller de soi. *El-moujahid el akbar* (Combattant suprême), *zaïm*, *raïs*, les divers qualificatifs accolés à son nom constitueraient, si nécessaire, autant d'invites à aborder ce thème. La référence positive ou négative au leader, qu'il s'agisse de Bourguiba ou de Ben Ali, est omniprésente sur la scène tunisienne, à tel point que l'évocation du *leadership* relèverait en quelque sorte des figures imposées[1].

Malgré ces évidences, ou à cause d'elles, l'analyse du *leadership* s'avère un parcours semé d'embûches. Elle se heurte à trois séries de difficultés étroitement imbriquées : le flou conceptuel, les stéréotypes en usage et le risque d'anachronisme.

Les notions mêmes de leader et de *leadership* se caractérisent par une polysémie qui les privent d'un contenu stable. D'aucuns se plaisent à souligner que ces vocables anglais n'ont pas d'équivalent dans les autres langues et, partant, se prêteraient à des transpositions multiples, sources de confusions et de malentendus[2]. Les différentes acceptions s'opposent, pour l'essentiel, en fonction du type d'autorité associé au *leadership* d'une part, et de la dimension individuelle et/ou collective de celui-ci d'autre part.

---

* Professeur des universités à l'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence.

1. Le présent article complète sur certains aspects et condense sur d'autres l'évocation du *leadership* dans M. Camau et V. Geisser, *Le Syndrome autoritaire. Politique en Tunisie de Bourguiba à Ben Ali*, Paris, Presses de Sciences-Po, 2003.

2. G. Sartori, *Théorie de la démocratie*, Paris, Armand Colin, 1973, p. 91 ; J. Blondel, *Political Leadership. Towards a General Analysis*. London, Sage Publications, 1987, p. 123.

Ce flou conceptuel, de portée générale, offre prise, concernant plus particulièrement le Monde arabe et la Tunisie, à des stéréotypes sur le *leadership* « personnalisé » et le rôle du charisme au sein de ces sociétés. Ce faisant, il contribue à accréditer l'imagerie d'un chef omnipotent et d'une politique réduite à la personnalité du leader, à ses inclinations et aux intrigues de son entourage. En Tunisie, cette imagerie, hier associée à Bourguiba, a gardé aujourd'hui toute sa prégnance avec Zine El Abidine Ben Ali.

Évoquer Bourguiba *post mortem* n'a pas la même signification que durant son règne. Le recul d'une quinzaine d'années, loin de favoriser une plus grande distanciation, expose aux raccourcis et aux simplifications d'un anachronisme diffus. *Nolens volens*, la réflexion sur le passé bourguibien prend sens et donne sens en fonction des enjeux du présent. Derrière la figure de Bourguiba se profile subrepticement celle de son successeur. Évoquer le *leadership* de Bourguiba peut relever du détour rhétorique pour parler de celui de Z. Ben Ali[3].

Il n'entre pas dans notre propos de traiter directement et tour à tour de chacune de ces trois séries de difficultés. On s'y confrontera certes mais en adoptant une autre démarche. On tentera de spécifier la stature et le statut, sinon la statue, du « leader Bourguiba » à partir de deux variables dont la combinaison nous paraît constitutive de tout *leadership*. Chemin faisant, on sera ainsi conduit à aborder de plain-pied les questions d'ordre théorique, à se démarquer des stéréotypes en usage et à contrôler la comparaison entre hier et aujourd'hui, entre Bourguiba et Ben Ali.

Les deux variables en cause se rapportent respectivement aux dimensions individuelle (ou personnelle) et collective du *leadership*. L'une désigne un dispositif narratif et symbolique et l'autre un dispositif de pouvoir. Au regard de la première, la stature de leader de Bourguiba se caractérisait par le potentiel identitaire d'un « homme qui savait raconter une histoire ». Par rapport à la seconde, le statut de leader de Bourguiba était constitutif d'une formule autoritaire.

Le dispositif narratif et symbolique du *leadership* : Bourguiba, « l'homme qui savait raconter une histoire »

La dimension individuelle du *leadership* tient à la relation entre le leader et ses « suiveurs » *(followers)*, celui-ci apparaissant comme un narrateur, un acteur qui raconte une histoire *(story, narrative)* et symbolise la teneur de ce récit.

3. Sur cette question de portée générale au-delà du cas de Bourguiba, cf. M. Edelman, *The Symbolic Uses of Politics*, sec. edition, Urbana, University of Illinois Press, 1985, p. 94.

En la circonstance, raconter une histoire ne préjuge pas de la véracité historique du récit relaté. Pas plus que cette activité ne revient à « raconter des histoires », au sens où le locuteur s'emploierait délibérément à tromper ou à mystifier ses auditeurs. Le dispositif narratif et symbolique du *leadership* se situe dans cet entre-deux de l'histoire *(history)* et de la manipulation.

De cette notion, Murray Edelman a posé les jalons mais en des termes qui présentent l'inconvénient de par trop suggérer la mystification. Au regard de ses « suiveurs » et de ses adversaires, des acteurs et des observateurs, souligne-t-il, le leader fait « signe ». Il remplit une fonction essentielle, d'ordre symbolique, en personnifiant les processus ; autrement dit, en donnant du sens à un monde complexe, par une incarnation du bien et du mal, du vice et de la vertu, du malheur et de l'espérance. Les gouvernés aspirent, en effet, à croire que le monde est maîtrisable et que le pouvoir d'intervenir sur le cours des choses est entre les mains de personnalités singulières qui mobilisent leurs affects et leur permettent d'abdiquer, en bonne conscience, leur propre responsabilité. De ce point de vue, le *leadership* consiste en un langage, en un « dispositif narratif captivant », qui réduit « une scène complexe et historiquement dynamique à un ensemble de traits et d'action individuels ». Edelman associe directement à cette fonction symbolique, au *leadership* comme signe, une fonction d'occultation des multiples facteurs économiques et sociaux qui pèsent sur les situations, les rapports de force et les méandres des processus de prise de décision. Avec le *leadership*, nous serions dans le domaine d'histoires qui simplifient le rapport au monde et « estompent l'histoire »[4].

La mise en équation de la fonction symbolique avec une fonction d'occultation pose problème. Le symbolique, dans le cas d'espèce, est le produit d'interactions entre le leader et ses « suiveurs », comme Edelman le rappelle par ailleurs. À ce titre, il relève d'agencements sociaux qui participent de l'histoire et contribuent à la faire. Les rapports de sens renvoient à des rapports de force, le dispositif narratif du *leadership* à un dispositif de pouvoir, comme on le verra plus loin. Mais pour autant, ils ne sauraient se résumer en une entreprise de manipulation ou de mystification. Sauf à confondre purement et simplement le dispositif narratif et symbolique du *leadership* avec les pratiques routinières de propagande ou plus sophistiquées de communication.

Edelman tend à amalgamer deux ordres de phénomènes, les pratiques sociales observables et tel ou tel mode d'analyse et d'interprétation par les observateurs. Il est vrai que parmi ces derniers plus d'un peuvent se montrer enclins à « estomper l'histoire » en hypostasiant la personnification. En France, par exemple, ils contribuent à l'inflation de la production

4. M. Edelman, *Pièces et règles du jeu politique*, Paris, Le Seuil, 1991, p. 119-120 ; *The Symbolic Uses of Politics*, *op. cit.*, p. 78.

éditoriale et audiovisuelle sur les dits et les non-dits de Charles de Gaulle ou de François Mitterrand. Bien que de moindre ampleur, la littérature sur « la Tunisie de Bourguiba » ou celle « de Ben Ali » n'est pas davantage épargnée par les raccourcis de la personnification. Au vu de tels exemples, on serait tenté d'acquiescer à la proposition suivant laquelle en matière de *leadership*, il y aurait « conflit entre les réquisits de l'explication et celles de la politique et du journalisme »[5]. Mais pour autant devrait-on en tirer une conclusion de portée générale tendant à confiner l'explication dans les limites d'une problématique de l'intérêt et de la « fausse conscience » ?

Le leader parle sur lui, sur la société, les problèmes et les défis qu'elle rencontre ainsi que sur la manière de les maîtriser comme s'ils relevaient des seuls vertus et mérites de la compétence et de la volonté. Son propos est simplificateur et répond à des objectifs de justification. Il est permis de considérer qu'il relève de l'idéologie. À condition toutefois de se garder de l'aporie de la « fausse conscience » et d'envisager l'idéologie en tant que « système culturel », suivant l'acception de Clifford Geertz. La fonction de l'idéologie est « de rendre possible l'autonomie de la politique en lui fournissant des concepts qui font autorité et lui donnent sens, les images persuasives à partir desquelles elle peut être judicieusement appréhendée »[6]. Le dispositif narratif et symbolique du *leadership* développe, en réponse à des situations, une stratégie discursive qui a pour fil conducteur l'identité et l'intégration du groupe de référence autour de « modèles de croyances et de valeurs »[7] à promouvoir et/ou à défendre.

Cette mise au point précise la portée de la définition du leader avancée précédemment et empruntée pour partie à « l'approche cognitive » de Howard Gardner : un homme (ou une femme) qui raconte une histoire, qui livre un récit et en symbolise la teneur[8]. Les leaders sont des « régulateurs du sens »[9] : ils ne créent pas, de toutes pièces « leurs » histoires. Suivant les cas, ils explicitent une histoire préexistante demeurée en usage, réactualisent une histoire dont les éléments sont déjà présents à l'état latent ou produisent une nouvelle histoire[10]. Mais, quels qu'en soient les ressorts, la mise en récit a pour objet des « figures schématiques de l'ordre social »[11] esquissées à partir de cadres de signification en partage au sein du groupe.

---

5. M. Edelman, *Pièces et règles du jeu politique*, *op. cit.*, p. 95.

6. C. Geertz, « Ideology as a cultural system », p. 193-233, dans C. Geertz, *The Interpretation of Cultures*, New York, Basic Books, 1973. Cf. p. 218.

7. Formulation empruntée à C. Geertz, *ibid.*, p. 231.

8. H. Gardner, *Leading Minds. An Anatomy of Leadership*, New York, Basic Books, 1996, p. 9.

9. Sur les « régulateurs du sens », cf. P. Braud, *L'Émotion en politique. Problèmes d'analyse*, Paris, Presses de Sciences-Po, 1996, p. 101.

10. H. Gardner, *Leading Minds*, *op. cit.* H. Gardner distingue à cet égard trois catégories de *leaders* : « ordinaires », « innovants » et « visionnaires ».

11. Expression empruntée à C. Geertz.

Le degré d'effectivité du *leadership*, la stature du leader, est fonction de son aptitude à conférer de la densité et de la crédibilité à l'histoire qu'il raconte. Le leader se révèle en tant que tel dans la mesure où il *sait* raconter. Sa capacité narrative doit moins à l'expertise et à la technique de l'art oratoire qu'à un potentiel ou capital symbolique. Savoir raconter suppose que le locuteur jouisse d'un crédit tel qu'il puisse s'identifier et être identifié à « l'univers de valeurs et de croyances » du groupe et prétendre à « un privilège légitime d'interprétation »[12]. Ce capital personnel qui confère le pouvoir des mots est susceptible d'emprunter plusieurs formes. Il trouve son expression la plus accomplie dans le capital « héroïque » ou « prophétique » constitué à la faveur d'une « action inaugurale » dans une conjoncture de crise[13]. De Gaulle et Nasser, raconteurs d'histoire s'il en fut, en offrent des archétypes avec « l'appel du 18 juin » et la nationalisation du canal de Suez.

Toutes proportions gardées, Habib Bourguiba peut être rangé parmi cette catégorie de leaders « héroïques » qui savaient raconter une histoire. Des leaders « charismatiques » ? Les multiples usages de cette notion ont eu pour effet de la transformer en une catégorie fourre-tout. Plutôt que de leaders charismatiques[14], il semble plus pertinent, comme le propose Jaqueline Mer, de raisonner en termes de fonctions, de situations et d'opérateurs charismatiques. La fonction charismatique s'exerce sous le signe du bouc émissaire. Elle répond aux enjeux de l'expression d'une identité de groupe tant en ce qui concerne la préservation des valeurs transmises que « la conquête du devenir ». Elle s'actualise dans des circonstances où le groupe, percevant une menace ou aspirant à un devenir, vit son identité sur le mode de l'unisson. Le leader se révèle alors un « opérateur », un agent jouissant d'un potentiel propice à la réalisation de l'unisson[15]. Bourguiba, à l'instar de Nasser en Égypte, de Kassem *(al zaïm al awhad)* en Irak ou de De Gaulle en France s'est révélé un opérateur charismatique[16]. Mais les situations charismatiques, par définition, revêtent un caractère exceptionnel. La Tunisie a connu ce genre de situation lors du retour triomphal du *moujahid el akbar*, le 1er juin 1955, après la reconnaissance de l'autonomie interne. Situation de très courte durée puisque quelques semaines plus tard Bourguiba était

12. P. Braud, *L'Émotion en politique*, *op. cit.*, p. 106.

13. P. Bourdieu, « La représentation politique. Éléments pour une théorie du champ politique », *Actes de la Recherche en sciences sociales*, 36/37, février-mars 1981, p. 3-24.

14. Sur le recours à cette notion en ce qui concerne plus particulièrement le Monde arabe, cf. M. Camau et V. Geisser, *Le Syndrome autoritaire. Politique en Tunisie de Bourguiba à Ben Ali*, *op. cit.*, p. 78-80.

15. J. Mer, *Le Parti de Maurice Thorez ou le bonheur communiste français. Étude anthropologique*, Paris, Payot, 1977, p. 16, 21, 36.

16. Sur la dimension « charismatique » de Bourguiba, cf. L. Carl Brown, « Bourguiba and Bourguibism revisited : reflections and interpretation », *Middle East Journal*, vol. 55, 1, hiver 2001, p. 43-57.

contesté par Salah Ben Youssef, le *zaïm el kebir*, et le pays devenait le théâtre d'un affrontement entre deux factions. Situation quasi unique par son intensité, sauf à considérer l'émotion suscitée par le décès de Bourguiba en avril 2000[17]. C'est dire que le leader n'exerce une fonction charismatique que de manière intermittente, celle-ci dépendant de circonstances extraordinaires dans la vie du groupe. Le trait ne met pas en cause la teneur ni l'efficacité du potentiel symbolique du leader. Ce potentiel s'actualise, en temps ordinaire, et à l'instar des leaders « ordinaires », à travers l'histoire qu'il raconte.

Le récit bourguibien postulait, est-il besoin de le rappeler, une symbiose de la Tunisie et de la personne du Combattant suprême. Cette idée de la Tunisie et de soi-même ne résistera pas à la dérive de l'autoglorification sur le thème « Mon passage à la tête de ce pays le marquera d'une empreinte indélébile pendant des siècles »[18]. Elle ne résumait pas la teneur du propos mais signifiait la revendication d'une légitimité à l'interprétation, au nom d'une « action inaugurale » tenue pour indiscutable. « La Tunisie nouvelle est l'œuvre d'un homme. Bourguiba n'a pas créé l'État tunisien, mais il a donné à son peuple conscience de sa vocation nationale. Il l'a révélé à lui-même et l'a conduit à l'indépendance. » Cet énoncé de l'argument n'est pas le fait de Bourguiba lui-même mais d'un Français qui soutenait la cause tunisienne et bourguibienne en 1955[19]. Il n'en a pas moins le mérite d'énoncer la *doxa* qui devait prévaloir à partir de l'indépendance et animer le récit bourguibien.

S'il fallait résumer en quelques mots le substrat de celui-ci, on pourrait recourir à trois vocables : tunisianité, constitutionnalité et progrès. La Tunisie est une nation à part entière, entité distincte de l'Oumma musulmane et de la Nation arabe. « Seule la force de l'État peut garantir la sécurité et le bien-être des individus »[20]. Ce pouvoir juste et fort trouve son assise et les conditions de sa survie dans la Constitution, caractéristique de l'État moderne, qui substitue le règne de la loi aux errements de l'État-dynastie. La solidarité entre les citoyens doit prévaloir sur les appartenances particularistes pour assurer l'égalité effective de tous et le progrès social.

On observera tout d'abord que cette trame axée sur la modernisation des structures et des comportements s'adossait, pour partie, à des ressources narratives préexistantes. Elle opérait une adaptation d'une histoire promue par le réformisme tunisien depuis le XIX^e^ siècle : face au défi de l'Occident, la défense et la promotion de l'identité passeraient par

17. En dépit d'obsèques officielles qui n'étaient pas à la hauteur de ce moment d'unisson redouté et contenu par les autorités. Pour un bref commentaire, cf. M. Camau, « Le fantôme de Bourguiba », *Le Monde*, 22 avril 2000, p. 17.

18. Discours du 12 avril 1973, devant l'Assemblée nationale.

19. F. Garas, *Bourguiba et la naissance d'une nation*, Paris, Julliard, 1956, p. 15.

20. Discours du 1^er^ juin 1959 devant l'Assemblée nationale constituante, lors de la promulgation de la Constitution.

l'adoption et l'appropriation des instruments de la puissance occidentale, au premier rang desquels l'État rationnel.

Il reste que cette adaptation constituait par elle-même un défi dans la mesure où Bourguiba entendait porter auprès de l'ensemble de la société tunisienne un discours réformiste qui n'était audible jusque-là que par une élite. Paradoxalement, elle n'a pu s'opérer que parce qu'elle abordait la tunisianité, la constitutionnalité et le progrès à partir des schèmes et du lexique de leurs antonymes. Le prix en a été une ambivalence du récit, incarnée par Bourguiba et qui prévalait déjà durant la lutte nationale.

La tunisianité, dans le même temps où elle exprimait un projet de *patriotisme civique,* faisait fond sur un *nationalisme communautaire*[21]. Elle était revendiquée et justifiée au nom des appartenances arabe et musulmane. Sans doute était-elle associée au bilinguisme comme moyen d'ouverture sur le monde moderne et au cours d'une histoire dont les débuts remonteraient jusqu'à Jugurtha. Mais l'identité tunisienne dans sa conquête de l'historicité était référée à la langue arabe, langue nationale (et langue de l'autorité) et à l'arabité. De même, l'islam ne cessait de sous-tendre le récit. Quand bien même s'agissait-il d'en réformer certaines pratiques ou institutions, la symbolique nationale en mobilisait les référents : l'Oumma comme négation de clivages intra-sociétaux, l'imam comme *alter ego* du président, le *jihad* comme combat contre le sous-développement, *l'ijtihad* comme voie de la réforme, la mosquée comme composante centrale de l'espace public de toute agglomération ou commune[22].

La constitutionnalité, attribut de l'État rationnel, se voulait l'antithèse de l'État des Beys. Mais la notion de pouvoir juste et fort, fondée sur le principe de légalité, était confondue avec la figure du père juste et fort. Les nouvelles relations d'autorité étaient justifiées sur le mode d'une extension du modèle patriarcal à l'échelle de l'ensemble de la société tunisienne, présentée comme une grande famille ayant à sa tête le chef de l'État. Le leader s'adressait volontiers à ses auditeurs en les appelant « chères filles et chers fils », traitant en public des sujets les plus intimes et prenant part aux affaires familiales et privées des citoyens[23].

L'évocation du progrès social valait dénonciation des « archaïsmes » des comportements et justifications de nouveaux modèles de vie. Le tribalisme et le régionalisme, qui figuraient au premier rang des pratiques ainsi récusées, n'en étaient pas moins sous-jacents au récit. Ils constituaient, pour ainsi dire, le lieu d'où parlait le Sahélien de Monastir, prompt à

21. Sur le *nationalisme communautaire*, cf. M. Rodinson, *L'Islam : politique et croyance*, Paris, Fayard, 1993.

22. Cf. M. Camau, « Religion politique et Religion d'État en Tunisie », dans E. Gellner et J.-C. Vatin (dir.), *Islam et Politique au Maghreb*, Paris, CNRS, 1981, p. 221-230.

23. Cf. J. Lacouture, *Quatre Hommes et leurs peuples. Sur-pouvoir et sous-développement*, Paris, Le Seuil, 1969.

fustiger les Tunisois ou tout autre groupe de solidarité supposé enclin à faire prévaloir son particularisme sur la solidarité nationale.

L'ambivalence, en elle-même, n'est certainement pas un trait distinctif du récit bourguibien. Pour s'en convaincre, il suffit de se reporter, par exemple, à un François Mitterrand, autre homme qui savait raconter une histoire et dont le récit puisait la force dans l'ambivalence. À ce propos, on renverra, entre autres, à l'analyse du pèlerinage et du message de la Roche de Solutré, le lundi de la Pentecôte, par Marc Abélès ou au commentaire de la disposition testamentaire « Une messe est possible » par Danièle Hervieu-Léger[24]. Au demeurant, l'ambivalence ne constituerait-elle pas une condition nécessaire de la régulation du sens par le leader, dont la personnalité, la position et le récit sont immergés dans les contradictions et les conflits de la société.

L'ambivalence négocie avec une conflictualité qui, derrière les oppositions mettant aux prises groupes de croyance, d'appartenance, d'opinion et d'intérêts, se cristallise dans des récits concurrents. Le récit bourguibien porte l'empreinte de cette concurrence. Mais il n'a pu prétendre au monopole d'interprétation qu'à la faveur du silence imposé à d'autres voix et à d'autres histoires. L'assassinat du leader syndical Ferhat Hached, à la veille de l'indépendance, par des ultras du colonialisme, a réduit, *de facto*, l'espace concurrentiel. Seul Salah Ben Youssef disputera le *leadership* à Bourguiba, en investissant dans les ressources narratives de la Nation arabe et de l'Oumma musulmane. On sait la part de la ruse mais aussi celle de la force dans la mise au pas de ce concurrent d'abord contraint à l'exil et par la suite assassiné.

Au tournant des années 1970, le dispositif narratif et symbolique du bourguibisme devait de nouveau se heurter à une concurrence ouverte significative de son déclin. La capacité narrative de Bourguiba a été fortement entamée par quatre séries de facteurs aux effets cumulatifs : la crise qui secoue le régime tunisien avec la remise en cause de la politique socialiste associée au nom d'Ahmed Ben Salah et, par contrecoup, du mode d'exercice du pouvoir ; l'onde de choc de l'issue désastreuse de la guerre des Six Jours de juin 1967, qui, au-delà de l'Égypte et du nassérisme, ouvre, à l'échelle de l'ensemble du Monde arabe, le procès du tout-État et de sa prétention à régenter les comportements et à monopoliser l'allocation des ressources ; à la faveur de cette béance, la montée en puissance d'un récit concurrent qui réactive le thème de l'appartenance musulmane comme vecteur identitaire ; le renouvellement de la société tunisienne rythmé par ses mutations démographiques avec le poids croissant de nouvelles générations qui n'ont pas connu la lutte pour l'indépen-

24. M. Abélès, *Anthropologie de l'État*, Paris, Armand Colin, 1990. D. Hervieu-Léger, « Une messe est possible. Les doubles funérailles du Président », p. 89-109, dans J. Julliard (dir.), *La Mort du roi. Essai d'ethnographie politique comparée*, Paris, Gallimard, 1999.

dance et se déploient dans un cadre de vie dominé par la scolarisation de masse, l'urbanisation et l'industrialisation.

Bourguiba, bien que demeuré à la tête de l'État, n'a pas été à même de mettre en récit ces transformations. De moins en moins savait-il raconter une histoire. Il s'en est tenu, pour l'essentiel, à un récit devenu daté et peu opératoire. Atteint, il est vrai, par la maladie et l'âge, il n'allait plus au-devant d'auditoires. Le temps était révolu de la pratique des « contacts directs » qui, associés à l'usage de l'arabe dialectal et au maniement des formules langagières de la vie de tous les jours, avaient contribué à l'efficacité du récit. S'ouvrait une période caractérisée, sur le plan du verbe et du discours, par la ritualisation *via* les médias. Illustration qui confine à la caricature, une émission télévisée quotidienne, intitulée « Directives présidentielles », rediffusait des extraits d'anciennes prises de parole qui faisaient signe vers le passé et valaient aveu d'une absence. De la personnification il ne restait plus que le culte de la personnalité avec lequel elle avait toujours fait bon ménage mais sans s'y diluer.

Sur la base du critère de la capacité narrative, on serait tenté de soutenir que le leader est tombé une quinzaine d'années avant le président. Toutefois, il convient de nuancer la proposition. La ritualisation de l'histoire racontée par Bourguiba a correspondu à la concurrence croissante d'autres récits, qu'il s'agisse de l'islamisme politique ou, bien que de moindre audience, de la mouvance se réclamant du thème de la « société civile ». Mais ces concurrents ont, à des titres divers, intégré et adapté des éléments du récit bourguibien. D'autant plus qu'ils participent, eux aussi, du cycle ouvert par le réformisme tunisien du XIX^e^ siècle. Nonobstant la virulence des critiques et l'âpreté du combat politique, ils participent tous d'une seule et même matrice. Les questions qu'ils posent, en y apportant des réponses divergentes, demeurent axées sur la tunisianité, la constitutionnalité et le progrès. Par là on voudrait soutenir que la ritualisation peut également se comprendre comme une sorte d'institutionnalisation faisant de nombre d'éléments du récit bourguibien le passage obligé, la référence implicite ou explicite, positive ou négative de tout autre récit prétendant à la régulation du sens. À ce titre, Bourguiba, à la manière de De Gaulle ou de Nasser, est resté l'objet, direct ou indirect, des histoires advenues après lui et/ou contre lui.

La ritualisation du récit dessine en creux les limites de la capacité narrative du successeur de Bourguiba. De ce point de vue, la comparaison entre les deux leaders ne saurait s'en tenir à leurs personnalités contrastées. Elle suppose la prise en compte de la différence entre deux configurations historiques. Bourguiba était un *zaïm*, il appartenait à cette génération de leaders façonnés dans et par les mouvements nationaux et qui trouvaient dans ce contexte d'émergence les ressorts de leur capacité narrative. La nouvelle génération de leaders représentée ici par Zine El-Abidine Ben Ali a été produite dans et par les appareils d'État. Elle est appelée à opérer au moment où la recomposition des espaces d'échange et de communication, sous l'effet des processus de mondialisation et d'in-

tégration régionale, pose en termes nouveaux la question de l'identité de groupe et, partant, celle des possibilités et des besoins narratifs. En Tunisie, cette mutation renvoie pour l'essentiel aux implications de l'adhésion au projet euro-méditerranéen[25]. Cette plate-forme d'intégration régionale, on le sait, tend notamment à la mise en place d'une zone de libre-échange à l'horizon 2010. Au-delà de ses aspects économiques et sociaux les plus immédiats, elle représente un défi à la mesure de ceux que tentèrent de relever les réformateurs tunisiens du XIX[e] siècle et les promoteurs du Nouvel État de l'indépendance. Comment donner sens à cet arrimage à l'Europe au regard des cadres symboliques du vivre-ensemble ? Comment le penser et le représenter dans sa relation avec une logique identitaire ? Ce type d'interrogations n'offre pas seulement matière à histoire. Il délimite l'objet nécessaire et primordial du récit. Or force est de constater que cette histoire reste à conter et qu'elle ne peut se résumer au thème de la *mise à niveau* des entreprises et des administrations[26].

En fait de récit, l'épure bourguibienne n'est pas dépassée alors même que la geste de Bourguiba est contestée ou réévaluée. Du Combattant suprême ne demeure que le « *zaïm* Bourguiba », leader parmi les leaders, dont Salah Ben Youssef, l'ancien rival désormais réhabilité. Son rôle à la tête de l'État est systématiquement minimisé au nom du « changement ». Cette réécriture procède d'une logique de constitution d'un capital politique personnel au profit d'un successeur qui en était dépourvu, avec pour seul viatique, sur le plan symbolique, la mise d'office à la retraite d'un président à vie devenu sénile, revendiquée comme « action inaugurale ». Mais, *ipso facto*, elle a maintenu Bourguiba au cœur du propos, moins par des références explicites à sa personne que par une tentative d'adaptation de son récit, se prévalant de corrections et d'amendements par rapport à la version originale. Pallié momentanément par la condamnation des récits concurrents au silence et sa justification au nom de la défense de la « société civile » et de la « démocratie », ce déficit symbolique s'est traduit par une ritualisation en quelque sorte prématurée. Le culte de la personnalité s'est installé avant même que la personnification ne fût advenue.

Au regard du dispositif narratif et symbolique, le *leadership* de Bourguiba, en dépit de ses vicissitudes, aura donc lourdement pesé dans le sens de l'atrophie de celui de son successeur. Cependant, une telle proposition ne rend compte que de la moitié du chemin à parcourir pour tenter d'élucider le phénomène du *leadership*. Celui-ci ne se limite pas, loin s'en faut, à un dispositif narratif et à une symbolique associée à la personnification. Le leader fait « signe » mais il opère dans le cadre de relations d'autorité et de commandement. Les *leaderships* de Bourguiba

25. Cf. M. Camau et V. Geisser, *Le Syndrome autoritaire, op. cit.*, p. 80.

26. Sur le thème de la *mise à niveau*, cf. M. Camau, « D'une République à l'autre. Refondation politique et aléas de la transition libérale », *Monde arabe Maghreb-Machrek*, 157, juillet-septembre 1997, p. 3-16.

et de Z. Ben Ali ne recouvrent pas seulement un différentiel narratif lié à leurs potentiels symboliques respectifs. Le dispositif narratif qui mobilise l'attention sur la personnalité du leader a pour arrière-plan un dispositif de pouvoir issu d'interactions entre une multiplicité d'acteurs et reposant sur des bases structurelles[27].

Envisagé sous cet angle, celui des interactions politiques et sociales, le *leadership* peut difficilement être considéré comme une simple notion jumelle de celle de leader. Parler du « *leadership* de Bourguiba », clause de style utilisée jusqu'ici, perd de sa pertinence dès lors que l'on entend désigner plus que le seul potentiel symbolique de la figure de proue de la direction politique tunisienne durant trente ans[28]. Sur ce second versant, celui du dispositif de pouvoir, Bourguiba ne se révèle plus seulement comme « signe », « homme qui savait raconter une histoire » ; il y apparaît également et de manière indissociable comme la clef de voûte d'une formule autoritaire.

Le dispositif de pouvoir du *leadership* : Bourguiba, clé de voûte d'une formule autoritaire

Le *leadership* est souvent présenté comme l'un des traits distinctifs des régimes démocratiques, par opposition au *rulership* ou commandement. À travers lui, la relation de pouvoir mettrait en présence dirigeants et dirigés, et non plus dominants et dominés[29]. Certains insistent à ce propos sur la dépendance réciproque entre leaders et suiveurs, engagés dans une entreprise commune dont ils partageraient les motifs, valeurs et buts. Ainsi, le leader se distinguerait non seulement du tyran ou du despote, mais également du détenteur d'une autorité (traditionnelle) tirant sa légitimité des seules institutions. En compétition avec des rivaux, il mobiliserait des ressources, institutionnelles mais aussi psychologiques et de nature diverse, pour stimuler, mettre en œuvre et satisfaire les aspirations des suiveurs. Réceptif aux préférences et réponses de ceux-ci, il ferait montre d'une capacité d'adaptation[30].

---

27. Cf. M.-A. Montané, *Leadership politique et Territoire. Comparaison intermédiaire entre trois configurations départementales*, thèse pour le doctorat de science politique, université Montesquieu-Bordeaux IV, Institut d'études politiques de Bordeaux, novembre 1999, p. 25, 153. Thèse publiée sous le titre *Leadership politique et territoire : Des leaders en campagne*, Paris, L'Harmattan, 2001.

28. Sur l'irréductibilité du *leadership* au leader, *ibid.* Cf. également M. Camau et V. Geisser, *Le Syndrome autoritaire, op. cit.*, p. 154. Sur le débat autour du leadership, cf. A. Smith et C. Sorbets (dir.), *Le Leadership politique et le territoire. Les cadres d'analyse en débat*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2003.

29. G. Sartori, *Théorie de la démocratie, op. cit.*, p. 93-94.

30. J. MacGregor Burns, *Leadership*, New York, Harper & Row, 1979, p. 18, 426.

Bien que séduisante, l'interprétation pèche par unilatéralisme. Pour les besoins d'une spécification de l'autorité en régime démocratique, elle s'en tient à une conception individuelle du *leadership*. Elle ne lui reconnaît une dimension collective qu'au travers de la relation interpersonnelle entre le leader et ses suiveurs[31]. L'imputation démocratique du *leadership* est ici le corollaire de sa stricte individualisation : il ne relève exclusivement de situations compétitives et de choix que dans l'exacte mesure où il se définit par la seule interaction entre un leader et des suiveurs. Au surplus, à trop vouloir insister sur la personne du leader pour définir un type d'autorité (démocratique, en l'occurrence), on s'expose à l'ambiguïté. La relation d'autorité se définit par son caractère impersonnel. Du moins cantonne-t-elle la personne dans une fonction d'ordre symbolique. À ce titre, elle est antinomique d'un *leadership* individualisé privilégiant les relations interpersonnelles[32].

À l'encontre du double postulat démocratique et individuel, on retiendra une acception plus large du *leadership* associant étroitement les dimensions individuelle et collective, sans préjuger de la nature du régime politique. On se référera à une « direction politique » ou dispositif de pouvoir[33]. Sous cet angle, le *leadership* met en jeu une élite spécialisée, le personnel politique, sa dynamique interne et ses transactions tant avec les autres élites qu'avec les suiveurs. Sa teneur démocratique ou autoritaire et son degré d'individualisation sont, l'une et l'autre, fonction de l'agencement de ces différentes variables. Celles-ci délimitent un espace de contraintes et de possibilités, des « codes de comportement », pour les divers acteurs. L'individu faisant figure de leader n'y échappe pas : il occupe une position ou *status* en relation avec d'autres positions qui lui assignent un rôle ; la manière dont il s'en acquitte est à la mesure de ses qualités individuelles[34].

Depuis les débuts de l'indépendance, le *leadership* tunisien n'a cessé de combiner deux caractéristiques majeures : un fort degré d'individualisation et une forme autoritaire d'exercice du pouvoir. Au sein du personnel dirigeant, l'individualité a toujours prévalu sur la collégialité tandis que le pluralisme politique était limité et la mobilisation de la population contrôlée[35]. L'apparente continuité recouvre en réalité deux

31. J. MacGregor Burns insiste sur le fait que le *leader* conduit des personnes et n'est pas enclin, contrairement au simple tenant du pouvoir, à traiter les gens comme des choses. *Ibid.*, p. 18.

32. Cf. R. Bendix, *Max Weber. An Intellectual Portrait*, London, Methuen &Co Ltd, 1960, p. 298.

33. Cf. M. A. Montané, *Leadership politique et Territoire*, *op. cit.*, p. 33.

34. On reprend ici les éléments de la définition classique de *position* (*status*) et de *rôle* de R. Linton (*The Study of Man*, New York, Appleton, 1936 ; extraits dans T. Parsons *et al.*, *Theories of Society*, New York, The Free Press, 1961, p. 2002-2008). La définition est reprise à son compte par R. K. Merton, *Éléments de théorie et méthode sociologique*, Paris, Armand Colin, 1997 [1953], p. 280-281.

35. Cf. la définition de l'autoritarisme avancée par J. Linz en fonction de quatre variables dont notamment le type de pluralisme politique limité et la démobilisation (ou

épures différentes de l'individualisation et de l'autoritarisme qui se sont construites progressivement et se sont succédé dans le temps.

Il est tentant d'imputer ou de référer cette dualité de modèles à une césure entre la période bourguibienne et celle de l'après-Bourguiba. Nombre d'analyses militent en ce sens. Parmi les plus récentes on mentionnera le « Manifeste des démocrates progressistes tunisiens » du 20 mars 2001, prise de parole collective de quatre-vingt-treize personnalités en faveur d'un changement politique « radical ». Le document, dès les premières lignes, faisait retour sur les années Bourguiba, sans concession mais non sans nostalgie. Durant les trois premières décennies de l'indépendance, en dépit de l'autoritarisme et de la répression et grâce au « combat des démocrates de diverses sensibilités », il y aurait eu « de la politique »[36]. En établissant ce diagnostic, les signataires entendaient signifier « la dérive sans précédent » du « régime actuel » : en Tunisie, soulignaient-ils, la politique « est désormais interdite ». Si l'on raisonne schématiquement en termes d'hier et d'aujourd'hui, l'argument n'est pas dépourvu de pertinence : une forme de *leadership* autoritaire a succédé à une autre, la seconde se traduisant par une limitation encore plus draconienne du pluralisme politique et un contrôle accru de la mobilisation. Cependant, à l'encontre de ce que suggère le Manifeste, la ligne de partage entre le présent et le passé du *leadership* autoritaire est irréductible à la succession entre deux leaders, Bourguiba et Ben Ali. Si l'on s'emploie à répondre à la question comment et sous quelles conditions s'est opéré le passage entre deux configurations de la direction politique, les années Bourguiba cessent de faire bloc.

Les travaux sur le *leadership* et les élites politiques en Tunisie et plus généralement au Maghreb sont historiquement datés. Dans leur grande majorité, ils se rapportent à la décennie 1960 et aux débuts des années 1970. Contemporains de leur objet, ils le représentaient dans son actualité. Dans ces conditions, on peut comprendre les raisons pour lesquelles le *leadership* tunisien a été présenté comme une sorte d'archétype du *successful leadership*, du *leadership* qui réussit[37]. Sa dimension autoritaire n'était pas méconnue. Mais elle apparaissait comme le coût initial d'une réussite susceptible de déboucher sur un développement politique de type pluraliste.

Le *successful leadership* a correspondu, pour l'essentiel, à l'âge d'or du récit bourguibien, à la période durant laquelle le potentiel symbolique de Bourguiba lui conférait une pleine aptitude à raconter une histoire. Le critère de son « succès » résidait dans une forte congruence entre le récit

contrôle de la mobilisation) de la population. J. J. Linz, *Totalitarian and Authoritarian Regimes*, Boulder, Lynne Rienner, 2000, p. 54. Sur l'autoritarisme en Tunisie, cf. M. Camau et V. Geisser, *Le Syndrome autoritaire, op. cit.*.

36. Entre guillemets dans le texte original.

37. C. A. Micaud, « Leadership and development. The case of Tunisia », *Comparative Politics*, vol. 1, juillet 1969, p. 468-484.

du leader, la stratégie de mise en œuvre des réformes et l'organisation de l'encadrement de la population par le canal du parti destourien et des « organisations nationales »[38]. En fait, cette direction politique présentait des caractéristiques relevant, suivant la typologie des formes autoritaires de J. Linz, de la catégorie des « régimes autoritaires de mobilisation post-indépendance »[39].

Dans une large mesure, ce *leadership* devait ses traits distinctifs aux conditions mêmes de son émergence. Il a pris forme dans un contexte de crise à l'occasion d'un conflit ouvert entre factions, entre « bourguibistes » et « youssefistes », mettant à nu les dissensions internes du Mouvement national et plus fondamentalement les clivages de la société tunisienne. Il s'est imposé à la faveur de la victoire d'une coalition résolue à l'élimination de ses adversaires et à la neutralisation des forces centrifuges. Partant, il s'est structuré autour de la personne de Bourguiba dans le cadre d'une formule de parti unique assurant l'unification et la professionnalisation d'une élite investie du monopole de la politique légitime. Sa dimension autoritaire et son fort degré d'individualisation apparaissaient ainsi étroitement liés. Bourguiba tenait place de dénominateur commun pour une élite dont l'épreuve de force avait resserré les rangs et renforcé la prétention à l'exclusivité de la représentation de l'intérêt national et au contrôle de la participation populaire. Sous l'égide du parti Néo-Destour, désormais épuré des éléments hostiles à Bourguiba ou critiques déclarés à son égard, se constituait un personnel politique confinant les autres élites dans des compétences et activités sectorielles subordonnées à ses propres options et décisions[40]. Toutefois, il absorberait, par voie de cooptation, ceux de leurs membres disposés à faire allégeance au parti et *ipso facto* à Bourguiba. Ainsi, des représentants des vieilles familles *beldi*, des grands propriétaires fonciers, des syndicats et des notables religieux ont pu accéder à des postes de responsabilité dans l'appareil d'État. Ce *transformismo*, qui décapitait des groupes sociaux

38. *Ibid.*, p. 469.

39. *Postindependence Mobilizational Authoritarian Regimes*. J.J. Linz, *Totalitarian and Authoritarian Regimes*, *op. cit.*, p. 227.

40. Cf. M. Camau et V. Geisser, *Le Syndrome autoritaire, op. cit.*, p. 156. Ce type de relations entre l'élite politique et les élites sectorielles vaudrait au *leadership* le qualificatif de « monocratique » dans la terminologie de F. J. Fleron (« System attributes and career attributes : the soviet leadership system 1952 to 1965 », dans C. Beck *et al.*, *Comparative Communist Political Leadership*, New York, David McKay Company, 1973 ; d'après C. Ysmal, « Élites et leaders », p. 603-642, dans M. Grawitz et J. Leca (dir.), *Traité de science politique*, vol. 3, Paris, PUF, 1985.

Sur les caractéristiques du personnel politique tunisien, cf. CRESM, *La Formation des élites politiques maghrébines*, Paris, LGDJ, 1973 (chapitre VII – Tunisie – M. Camau, G. Dubray et N. Sraieb, p. 176-221) ; R. A. Stone, « Tunisia : a single party system holds change in abeyance », p. 144-176, dans I. W. Zartman *et al.*, *Political Elites in Arab North Africa. Morocco, Algeria, Tunisia, Libya, and Egypt*, New York, Longman, 1982 ; A. Larif-Béatrix, *Édification étatique et environnement culturel. Le personnel politico-administratif de la Tunisie contemporaine*, Paris, Publisud, 1988.

susceptibles de contestation, s'est doublé d'une entreprise de mobilisation de la population tendant à réduire la participation politique à un alignement sur les objectifs, normes et valeurs diffusés par l'élite dirigeante et systématisés dans le récit bourguibien. Le quadrillage du territoire et l'encadrement des différentes catégories sociales (salariat, patronat, femmes, jeunesse, étudiants...) par le parti et les « organisations nationales » organisaient cette mobilisation « descendante » ou « stalactite » depuis l'État en direction de la société tandis que Bourguiba s'en faisait le porte-drapeau[41].

La mobilisation et le transformisme ont davantage servi les intérêts du *Combattant suprême* que ceux du parti en tant que tel. Ce dernier est demeuré le canal exclusif de l'expression et de la participation politiques. Mais il a perdu toute autonomie comme instance de détermination des orientations et de sélection des dirigeants. L'imbrication de son organisation avec l'appareil d'État, aux divers échelons de commandement, l'a privé d'une base propre d'autorité susceptible de limiter celle de Bourguiba, tandis qu'elle faisait obstacle au développement autonome des institutions constitutionnelles[42]. Libéré des contraintes institutionnelles, de leurs contrepoids et de leurs canaux de régulation du groupe dirigeant, le leader est devenu la clef de voûte de l'architecture du *leadership*. Garant de l'unité et facteur de segmentation de l'élite du complexe État-parti, il s'est imposé comme arbitre entre les acteurs d'une compétition dont il constituait à la fois l'enjeu et le bénéficiaire. La conquête, le maintien et le renforcement d'une position dirigeante étaient fonction de l'aptitude à susciter, capter et capitaliser l'intérêt et la confiance du leader. Celui-ci entretenait cette lutte d'influence en la ponctuant de distinctions, de disgrâces et de retours en grâce. La logique de régulation résidait dans le maintien d'un équilibre exclusif d'une prépondérance par trop accusée de l'un des compétiteurs ou de la formation d'une coalition susceptible de marginaliser durablement les autres factions.

---

41. M. Camau, F. Amrani et R. Ben Achour, *Contrôle politique et régulations électorales en Tunisie*, Aix-en-Provence, Édisud-Tunis, CERP, 1981. Les notions de mobilisations ascendante et descendante sont empruntées à J. P. Nettl (*Political Mobilization. A Sociological Analysis of Methods and Concepts*, London, Faber and Faber, 1967). La mobilisation descendante peut être rapprochée du « système de mobilisation » de D. E. Apter (*The Politics of Modernization*. Chicago, The University of Chicago Press, 1965).

Sur cette phase du *leadership* tunisien, on renverra aux travaux de C. H. Moore : *Tunisia since Independence. The Dynamic of One Party Government*, Berkeley, University of California Press, 1965 ; *Politics in North Africa. Algeria, Morocco and Tunisia*, Boston, Little Brown, 1970. Voir également E. Hermassi, *Leadership and National Development in North Africa*, Berkeley, University of California Press, 1972.

42. S. P. Huntington observait que dans la phase de « consolidation » d'un système de parti unique, les intérêts du leader tendent à diverger d'avec ceux du parti (« Social and institutional dynamics of one-party systems », art. cité). La lettre adressé par Ahmed Tlili à Bourguiba pour critiquer la subordination du parti en offre une illustration : A. Tlili, *Lettre à Bourguiba, janvier 1986*, Tunis, Imprimeries réunies, 1988.

Ce jeu de positions et de prises de position, avec le leader pour pivot, tissait la trame d'un champ politique aux conditions d'accès particulièrement restrictives. Dans ces limites, il médiatisait les conflits et contradictions de la société. Les tenants des positions les plus éminentes faisaient figure d'entrepreneurs intervenant sur un marché politique semi-concurrentiel. Placés à la tête de réseaux interpersonnels, ils se comportaient en patrons engagés dans une série de relations de dépendance et de soutien réciproques avec des individus ou des groupes clients. À la mesure de leur capacité distributive, ils dispensaient protections et rétributions en contrepartie d'allégeances susceptibles de conforter leurs assises face à la concurrence dans la recherche de l'influence et de l'audience auprès du leader[43].

Trente ans après, il serait trop facile d'ironiser à propos du thème du *successful leadership*. D'autant plus que l'erreur de diagnostic est moins criante que ne le suggère le premier abord. Les limites du « succès » étaient entrevues : le caractère « autocratique » de la direction, des réformes de structures mobilisant plus les élites que les masses, l'inadéquation prévisible entre le monopartisme et de nouvelles aspirations sociales. Pour réussir sur le long terme, le *leadership*, estimait-on, devrait se réformer pour s'adapter à la société pluraliste dont, par son impact, il aurait, en définitive, favorisé l'avènement[44]. À l'épreuve des faits, ces observations se sont révélées pertinentes si l'on considère que ce *leadership* est entré dans une phase de déclin provoqué par son incapacité à assumer les transformations sociales qu'il avait induites. À deux réserves près, cependant : l'extrême individualisation du *leadership* n'était pas envisagée comme un sérieux handicap dans une perspective de réforme du dispositif de pouvoir ; l'urgence d'une telle réforme n'était pas davantage diagnostiquée, mais à vrai dire, peu avaient prévu la crise multiforme de la fin des années 1960, qui a ébranlé le *leadership* autoritaire de mobilisation post-indépendance, tout comme elle a entamé la capacité narrative de Bourguiba.

Le déclin du *leadership* a eu pour effet de modifier les modes de limitation du pluralisme politique et de contrôle de la population. Il a ainsi posé les jalons d'un nouveau type de direction autoritaire. Confronté désormais à des potentialités de mobilisation « ascendante » ou « stalagmite » depuis la société vers l'État, il a été acculé à des concessions dans le sens du pluralisme qui ont stimulé moins sa capacité d'adaptation que la résistance des structures et acteurs de l'État-parti et le recours accru à des mesures répressives. La crise de janvier 1978 est à cet égard particulièrement révélatrice ; le processus d'autonomisation de la Centrale syndicale a été stoppé à l'occasion d'une épreuve de force se soldant par une grève générale et des émeutes réprimées par l'armée. D'une manière

43. Cf. M. Camau et V. Geisser, *Le Syndrome autoritaire, op. cit.*, p. 156.
44. Ch. A. Micaud, « Leadership and development », art. cité, p. 483-484.

générale, l'accès au champ politique a été ouvert à des forces indépendantes ou d'opposition dans le même temps où celui-ci était neutralisé. Des îlots de liberté et de contestation ont ainsi été circonscrits et confinés dans des marges qui écornaient le monopole du parti destourien sans l'entamer véritablement. Celui-ci a maintenu et renforcé son quadrillage dans une perspective non plus de mobilisation mais de dépolitisation des demandes et des comportements[45].

Cette évolution vers une formule caractérisée par un pluralisme à la Potemkine et l'incitation à l'apathie politique est imputable pour partie au maintien de Bourguiba dans une position centrale. À partir de 1969, la question de la succession de Bourguiba s'est posée pour des raisons à la fois politiques et personnelles tenant à son état de santé. Elle a été d'une certaine manière ouverte par Bourguiba lui-même lorsqu'en juin 1970 il reconnaissait publiquement s'être trompé dans le choix de ses collaborateurs et concluait à la nécessité de prendre du recul[46]. Mais un an avant sa destitution, toujours à la tête du parti et de l'État, il se croyait encore en mesure de déclarer : « la succession n'est pas pour demain. » Dans l'intervalle, l'hypothèse – hypothèque de la succession a exacerbé la compétition au sein du personnel politique. Mais les règles du jeu s'en sont trouvées modifiées. Certains entrepreneurs politiques ont tenté, en vain, de promouvoir une logique institutionnelle faisant prévaloir la collégialité[47]. D'autres ont persisté dans leurs professions de foi envers un leader de moins en moins présent et actif. Les disgrâces ont fait place aux exclusions sans retour et la lutte d'influence à une course à la succession par éliminations. Cette dérégulation a progressivement réduit les offres du marché politique et dévitalisé le champ politique. L'élite dirigeante peu à peu décimée et soumise aux intrigues de l'entourage immédiat du leader ne s'est pas renouvelée. Faute d'autoriser l'émergence de nouveaux entrepreneurs politiques, la cooptation pour l'exercice des responsabilités a promu des élites spécialisées dépourvues de capital politique mais reconnues pour leurs compétences sectorielles. L'ascension d'un « technicien » de la sécurité comme Z. Ben Ali en est l'exemple le plus notoire et assurément le plus conséquent.

Ainsi, au début des années 1980 le *leadership* tunisien développait déjà des tendances qui seraient pleinement les siennes la décennie suivante : un fort degré d'individualisation, un pluralisme de façade et une dépolitisation sous-tendue par la neutralisation du champ politique, l'absence d'entrepreneurs politiques, le poids de l'entourage familial du leader, la montée d'élites « techniciennes » dépourvues de pouvoir de décision et la propension à la répression à l'encontre de toute tentative de

45. Sur cette évolution, cf. les chroniques politiques des années 1978 à 1982 d'Issa Ben Dhiaf dans *l'Annuaire de l'Afrique du Nord* (Paris, CNRS).

46. Message à la Nation du 3 juin 1970.

47. Tel fut le cas d'Ahmed Mestiri dont les thèses emportèrent la majorité lors du 8e Congrès du Parti socialiste destourien tenu à Monastir en octobre 1971.

contestation organisée. À l'instar de l'affaiblissement de la faible capacité narrative du leader, la disparition d'un personnel politique professionnalisé met en évidence un déficit, qui tout à la fois contraste avec le *successful leadership* et procède de son déclin.

Une analyse plus circonstanciée ferait apparaître les heurts et les contradictions de l'évolution, illustrés notamment par la récurrence de brèves séquences d'ouverture, donnant momentanément consistance au pluralisme et à la politique. La dernière en date remonte à la succession de Bourguiba et a pris fin en 1990. Autrement dit, durant la dernière décennie, le dispositif de pouvoir s'est stabilisé. Le *leadership* post-Bourguiba, à défaut de renouer avec le « succès » d'antan, peut se prévaloir de l'instauration d'un nouveau type de relations avec les élites sectorielles, qui lui a assuré la durée et fourni les moyens de la dépolitisation.

Ce mode de stabilisation ne se limite pas à la cooptation de « techniciens » et d'élites universitaires en lieu et place d'un personnel politique, dont la plupart des figures marquantes ont été éliminées au lendemain du 7 novembre 1987[48]. Pour l'expliciter il convient d'effectuer un détour et de prendre en considération la teneur des transformations sociales qui, dans un passé encore récent, ont mis à l'épreuve le *leadership* politique : une « sectorisation » partielle de la société propice à des mobilisations « multisectorielles »[49].

La société tunisienne s'est modernisée au sens où elle est devenue plus complexe. Sous l'impact de la croissance démographique, de l'urbanisation, de la scolarisation et de l'industrialisation, elle a connu un renouvellement de ses clivages, qu'ils soient catégoriels, régionaux, générationnels ou culturels. Son économie s'est engagée dans un processus de libéralisation, amorcé au début des années 1970 et approfondi par le programme d'ajustement structurel de 1986 et l'accord euro-méditerranéen de 1996. Sa population est exposée à de nouveaux modes de consommation et modèles de vie[50]. La conjonction de ces mutations a pesé dans le sens d'une « sectorisation » accrue de la société mais sans assurer une pleine étanchéité entre les secteurs. Autrement dit, des sphères ou champs sociaux se sont différenciés mais sans s'imposer aux acteurs concernés comme espaces restreints et contraignants de confrontation, de coopération et de calcul : le milieu des affaires, la Santé,

48. Hédi Baccouche, qui aux côtés de Z. Ben Ali et du général Habib Ammar, a été l'un des principaux acteurs du coup d'État constitutionnel du 7 novembre 1987, aura été pratiquement le dernier entrepreneur politique en activité. Nommé Premier ministre en novembre 1987, il quittera ses fonctions en octobre 1989.

49. Dans les développements qui suivent, on recourt aux catégories avancées par M. Dobry, *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris, Presses de Sciences-Po, 1992 [1986].

50. Sur ces mutations, voir : M. Camau, F. Amrani et R. Ben Achour, *Contrôle politique...*, *op. cit.* ; M. Camau, « L'État tunisien : de la tutelle au désengagement », art. cité ; M. Camau, H. Zaïem et H. Bahri, *État de Santé. Besoin médical et enjeux politiques en Tunisie*, Paris, CNRS, 1990 ; M. Camau, « D'une République à l'autre », art. cité.

l'Université, la production artistique et culturelle, par exemple, dessinent les contours de secteurs différenciés. Mais les individus qui en relèvent par situation ne se cantonnent pas toujours dans une logique qui serait inhérente et exclusive à leurs secteurs. En effet, l'emprise de l'État sur la société a été telle que demeure l'inclination à se tourner vers lui et à se déterminer en fonction de lui.

Cette sectorisation partielle s'est révélée un facteur prédisposant à des mobilisations « multisectorielles », des mobilisations affectant simultanément différents secteurs sans pour autant préjuger d'une communauté d'objectifs. On songe ici aux formes diversifiées mais concomitantes empruntées par la protestation collective en Tunisie à partir du milieu des années 1970. La violence de masse, la montée de l'islamisme politique, le renouveau du militantisme syndical et la défense des droits de l'homme constituent des phénomènes en eux-mêmes distincts. Mais ils se sont actualisés dans la même conjoncture, mettant en mouvement des individus animés par des préoccupations différentes mais se trouvant *de facto* en situation d'interdépendance. La crise de janvier 1978 et à un degré moindre celle de janvier 1984 constituent les points d'orgue de ces mobilisations multisectorielles.

Les caractéristiques présentes du *leadership* sont issues de cette « conjoncture critique » et pour partie expriment une tentative de réponse à ses défis. Elles tendent à conforter la sectorisation, ou plus exactement à confiner les potentialités de mobilisation dans les limites des secteurs. De ce point de vue, elles participent d'une dépolitisation qui affecte la structuration du groupe dirigeant lui-même. Celui-ci a cessé de se confondre avec une élite unifiée et spécialisée de professionnels de la politique. Il emprunte désormais des formes plus diffuses qui aménagent les relations entre, d'une part, le leader et son entourage et, d'autre part, les élites sectorielles[51]. Le vide politique consécutif à l'absence de personnel doté de ressources politiques et à la neutralisation du champ politique confère ici une signification particulière aux notions de « réseaux de consolidation » et de « transactions collusives » avancées par M. Dobry dans son analyse des sociétés complexes[52]. Les reconnaissances mutuelles fondées sur l'autonomie et l'interdépendance des élites dominantes des différents secteurs sont, dans le cas d'espèce, exclusives d'une sphère à proprement parler politique. Les milieux d'affaires, l'armée et l'appareil de sécurité, pour ne citer que les principaux, constituent des entités relativement autonomes, dotées de leurs propres élites. Mais les articulations et les hiérarchisations entre les différents secteurs et élites ne concernent que le seul palais présidentiel. Partant, elles confèrent une importance déterminante aux proximités personnelles et familiales ainsi qu'aux

51. Ces aspects sont explicités dans M. Camau et V. Geisser, *Le Syndrome autoritaire, op. cit.*, chapitre 5, « Le néo-autoritarisme », p. 191-226.

52. M. Dobry, *Sociologie des crises politiques, op. cit.*

alliances matrimoniales. Apparemment, le paysage institutionnel n'est pas dépourvu de densité : le parti continue à assurer le quadrillage de la population, le gouvernement à gérer les affaires publiques, le corps électoral à élire des députés, y compris « d'opposition », qui votent des lois... Mais ces instances ne sauraient tenir lieu de secteur ou de champ politiques dès lors que leurs agents ne disposent pas de ressources leur permettant d'affirmer un pouvoir de décision ou d'influence.

Dans le réseau de consolidation qui caractérise le nouveau dispositif de pouvoir, l'appareil de sécurité occupe une place à la mesure de l'enjeu d'un cantonnement des mobilisations. Les crises de 1978 et de 1984 avaient mis en lumière ses limites. Depuis, sa professionnalisation, sa densification et sa diversification l'ont érigé en secteur pleinement différencié des autres appareils d'État, tendance dont témoignait déjà sa part active dans la destitution de Bourguiba en novembre 1987. Ses élites en orientent et contrôlent le déploiement indépendamment des organigrammes ministériels. Elles n'ont pour interlocuteur et référence contraignante que le « Palais ». Dans le passé, les transactions ne se bornaient pas à ce face-à-face. Elles impliquaient également des responsables politiques, notamment ceux en charge du ministère de l'Intérieur.

L'armée a également acquis une autonomie sectorielle. Mais celle-ci s'avère moins récente. Bourguiba, il est vrai, s'était employé à assurer une subordination étroite de l'appareil militaire et à freiner son développement. Néanmoins, il avait fini par se résoudre à avaliser un changement de doctrine militaire lié notamment au voisinage avec la Libye et l'Algérie. Ainsi, à partir de 1976, le budget de la Défense a-t-il connu une forte progression pour répondre aux besoins d'armement mais aussi pour assurer une amélioration de la situation matérielle des officiers. La promotion de l'armée au sein du dispositif de pouvoir a été renforcée par ses interventions répétées pour le maintien de l'ordre. En 1978 et en 1984, du fait des carences des services de sécurité intérieure, elle a constitué l'ultime recours pour réprimer les émeutes. Elle est également intervenue en 1980 lors du coup de Gafsa[53]. Elle n'a joué d'autre rôle dans la mise à l'écart de Bourguiba que celui de ne s'y être point opposée. Elle inaugurait ainsi une forme de transactions avec le nouveau « Palais », fondée sur un soutien sans participation active, en contrepartie de la concession d'une sphère d'autonomie sous contrôle. Le nouveau *leadership* jouit de la caution des élites de l'armée mais il n'est point qualifiable de « militaire » bien qu'il s'identifie à la personne d'un ancien

53. Le 26 janvier 1980, un commando armé formé d'opposants tunisiens a pris le contrôle de la ville de Gafsa, après s'être infiltré depuis l'Algérie.

Sur l'armée tunisienne, cf. L. B. Ware, « The role of tunisian military in the post-Bourguiba era », *The Middle East Journal*, vol. 39, 1, hiver 1985, p. 27-47 ; du même auteur : *Tunisia in the Post-Bourguiba Era. The Role of the Military in a Civil Arab Republic*, Montgomery, Air University, 1986. R. Leveau, *Le Sabre et le turban. L'avenir du Maghreb*, Paris, François Bourin, 1993.

général. Au demeurant, le cursus de Z. Ben Ali est plus sécuritaire que militaire[54].

Le troisième secteur caractéristique du réseau de consolidation se situe dans la sphère des entreprises. Les « pratiques de chevauchement entre positions de pouvoir et d'accumulation économique » relèvent de phénomènes bien connus de la nouvelle économie politique[55]. Elles correspondent à une forme de libéralisation de l'économie encadrée par l'État, qui se traduit par un « système de tolérance » à l'opposé de l'État de droit. Les règles du jeu oscillent suivant les circonstances et les situations entre le critère de la légalité et celui de l'allégeance, le passage d'un registre à l'autre permettant au pouvoir politique de garder le contrôle du champ économique nonobstant sa régulation supposée par les lois du marché. Dans ces conditions, la sauvegarde des positions acquises et l'extraction de nouvelles ressources restent tributaires, en définitive, de la proximité avec les détenteurs du pouvoir de contraindre[56]. En Tunisie, ces transactions collusives, à propos desquelles des libelles mettent en accusation la famille et la belle-famille du leader, ont vu l'apparition de la catégorie dite des « capitaines d'industrie »[57]. Ces élites, distinguées par le Palais et les médias officiels, sont investies du rôle de porte-parole autorisé du monde de l'entreprise et de diffuseurs du discours légitime de la libéralisation économique. Occupant le devant de la scène, elles constituent des médiateurs tant avec les autres entrepreneurs tunisiens qu'avec les intérêts étrangers. À travers elles, le secteur des entreprises se révèle, bien que dans une position subordonnée, partie prenante du dispositif de pouvoir.

Au réseau de consolidation contribue également la neutralisation du champ syndical par la cooptation des dirigeants de la centrale UGTT et la régulation des demandes et revendications dans le cadre d'une formule néo-corporatiste. Mais cet élément du dispositif n'est pas nouveau en lui-

54. Sur la trajectoire de Z. Ben Ali, qui n'a jamais exercé de commandement au sein de l'armée, si ce n'est la direction de la Sécurité militaire et du Deuxième bureau, cf. M. Toumi, *La Tunisie de Bourguiba à Ben Ali*, Paris, PUF, 1989. On observera que le 7 novembre 1987, un autre officier général a joué un rôle clé, le général Habib Ammar. Mais celui-ci, depuis 1984, commandait la Garde nationale, l'une des composantes de l'appareil de sécurité intérieure.

55. Cf. B. Hibou, « Retrait ou déploiement de l'État ? », *Critique internationale*, 1, automne 1998, p. 151-168.

56. Cf. à ce sujet É. Gobe, *Les Hommes d'affaires égyptiens. Démocratisation et secteur privé dans l'Égypte de l'infitah*, Paris, Karthala, 1999 ; B. Hibou, *Les Enjeux de l'ouverture au Maroc, Dissidence économique et contrôle politique*, Paris, *Les Études du CERI*, 15, avril 1996 ; B. Hibou et L. Martinez, *Le Partenariat euro-maghrébin : un mariage blanc ?*, *Les Études du CERI*, 47, novembre 1999.

57. Cf. J.-P. Cassarino, *Tunisian New Entrepreneurs and their Past Experiences of Migration in Europe. Resource mobilization, networks, and hidden disaffection*, Aldershot, Ashgate, 2000 ; du même auteur : « The EU-tunisian association agreement and Tunisia's structural reform program », *Middle East Journal*, vol. 53, 1, hiver 1999, p. 59-74.

même[58]. Il s'inscrit dans la continuité des relations entre les directions syndicales et le pouvoir politique depuis des décennies. À une nuance près : depuis 1987, le contrôle exercé sur le syndicalisme n'a pas connu de débordements remettant en cause le *statu quo*.

Le nouveau mode de structuration d'un groupe dirigeant dépourvu de personnel politique digne de ce nom a fait ses preuves dans la mesure où la Tunisie des années 1990 n'a pas été le théâtre de nouvelles mobilisations multisectorielles. Les situations conflictuelles et manifestations de mécontentement n'ont donné lieu qu'à des mobilisations restreintes. Mais demeure la hantise du dérapage de conflits ou de contestations qui, en faisant tache d'huile, éprouveraient la solidité du réseau de consolidation. Les « dérives » ou « excès » autoritaires, dont la presse internationale se fait régulièrement l'écho, ne peuvent être dissociés d'une sorte de qui-vive ou de sur-crainte par rapport à l'impact de toute initiative ou comportement qualifiable de politique, fût-il marginal. Ils laissent planer le doute sur les réserves de légitimation d'un *leadership* dont la dépolitisation a pour corollaire le faible potentiel symbolique.

« Libéralisation ou décadence politique ? » La question que posait Clement Henry Moore, dès 1966, à propos de l'après-Bourguiba a reçu sa réponse, mais en des termes décalés par rapport à son énoncé[59]. Le *successful leadership* est entré en « décadence » bien avant le départ de Bourguiba pour déboucher sur une forme d'organisation qui combine des traits de *l'autoritarisme bureaucratique* et du *sultanisme*[60], à l'instar de certains régimes du Moyen-Orient.

Assurément, Bourguiba aura été victime de sa longévité. « Il est poignant, observe L. Carl Brown, que l'homme qui avait tant accompli soit demeuré en place si longtemps et qu'il ait ainsi contribué à l'effilochement de son œuvre maîtresse[61]. » À la différence d'un Nasser qui n'aura pas longtemps survécu à la défaite de 1967, Bourguiba a pu survivre physiquement et politiquement à la crise de la fin des années 1960. Mais il s'est montré incapable d'en percevoir la portée profonde. Abstraction faite d'aventureuses explications d'ordre psychologique, observons que sa trajectoire politique ne lui en offrait pas les ressources. Son potentiel symbolique et sa position de leader suprême et incontesté au sein d'une élite politique professionnalisée étaient étroitement liés à un cycle politique qui a pris fin avec la mise en échec des « socialismes » arabes ou « spécifiques », dernier avatar de la construction nationale.

Le *leadership* tunisien aura été victime de la longévité de Bourguiba pour autant que celle-ci est allée de pair avec le rajeunissement de la

58. Cf. en ce sens E. C. Murphy, *Economic and Political Change in Tunisia. From Bourguiba to Ben Ali*, New York, St Martin's Press – London, MacMillan Press, 1999.

59. C. H. Moore, « La Tunisie après Bourguiba ? Libéralisation ou décadence politique », *Revue française de Science politique*, XVII, 4, août 1967, p. 645-667.

60. Sur ces catégories, cf. J.J. Linz, *Totalitarian and Authoritarian Regimes*, *op.cit.*

61. L. Carl Brown, « Bourguiba and bourguibism revisited », art. cité.

société et la montée de nouvelles aspirations. Le décalage entre une formule historiquement datée et le cours de l'histoire elle-même a précipité le pays dans de nouvelles crises, la prétendue parenthèse autoritaire se soldant par l'installation de l'autoritarisme.

L'hypothèque de la succession de Bourguiba aura inhibé les capacités de renouvellement d'une élite politique divisée contre elle-même et entraîné ainsi sa disparition. À cet égard, elle n'est pas dépourvue de lien avec l'une des limites actuelles d'un *leadership* individualisé à l'extrême et tributaire du seul réseau de consolidation avec les élites sectorielles : le caractère impensable de la succession.

13

De Bourguiba à Ben Ali : modernisation et dictature éducative

Clement Henry MOORE*

> « (...) Il est rare que les événements qui jalonnent la vie d'un homme s'intègrent dans l'histoire d'un peuple à un point tel que l'homme semble incarner tout son peuple. Si la transposition a pu s'accomplir, c'est que l'homme a su se faire le porte-parole sincère et désintéressé de la conscience nationale, qu'il a lutté pour la cause du peuple tant et si bien que les péripéties de la vie de l'un et de l'autre ont été amenées à se confondre. »
>
> Habib Bourguiba, discours prononcé le 1er juin 1959, devant l'Assemblée nationale constituante, lors de la promulgation de la Constitution.

L'État policier de Ben Ali tel qu'il a émergé au début des années 1990 n'était certainement pas inévitable. Néanmoins, il apparaît à certains égards comme l'héritage de Bourguiba. Entre les deux régimes les analogies ne manquent pas : le culte de personnalité du président, un parti unique ou dominant qui fait obstacle à toute contestation réelle et plus encore à une quelconque alternance politique, une police « musclée » qui torture les opposants. Le legs que je voudrais évoquer ici n'est autre que l'idéologie développementaliste, dimension la plus éclatante du bourguibisme reprise à son compte par le successeur. Le bourguibisme légitimait une dictature éducative, idée aussi vieille que *la République* de Platon et réactualisée sous une forme léniniste, au milieu des années 1960, par

* University of Texas at Austin.
Traduction de l'anglais par Michel Camau.

Herbert Marcuse, l'un des leaders intellectuels de la Nouvelle Gauche américaine. Suivant les termes de Marcuse, « la suppression de ce qui relève de la régression [politiques, opinions et mouvements] est un préalable au renforcement de ce qui va dans le sens du progrès »[1]. Pour Bourguiba, l'éducation était nécessaire pour changer des mentalités « rétrogrades ».

En 1956, le nouveau gouvernement issu de l'indépendance venait à peine d'achever la liquidation des dernières unités de la guérilla yousséfiste, avec l'aide des troupes françaises. Les Tunisiens apprirent alors de la bouche de Bourguiba qu'ils avaient besoin d'un État fort, d'« un édifice sans faille » pour contenir leur individualisme anarchique et leurs atavismes tribaux[2]. En 1973, le chef de l'État les mettait encore en garde contre « le démon de la désunion ». Ben Ali, à vrai dire, se livre aujourd'hui à ce même type de pratiques développementalistes, que peu d'analystes tunisiens ou étrangers n'ont véritablement mis en cause lorsque Bourguiba prétendait éduquer et moderniser son pays. Entre-temps, il est vrai, le monde a changé et la théorie de la modernisation a connu, elle aussi, nombre de critiques. Le legs éducatif de Bourguiba, à l'instar de celui de Mustapha Kemal Atatürk en Turquie, a contribué pour beaucoup à la sclérose politique de la Tunisie. Tandis que les artères du président se détérioraient, le fameux consensus national forcé se lézardait, tant « les péripéties de la vie de l'un et de l'autre (avaient) été amenées à se confondre » sous son régime de pouvoir personnel.

L'héritage de Bourguiba comporte cependant beaucoup d'éléments positifs. Je ne peux être que pleinement d'accord avec Carl Brown : « Nous l'avons tous aimé autrefois, non sans raison ! » (L. Carl Brown 2001 : 43.) Nous sommes nombreux, observateurs étrangers ou citoyens tunisiens, à avoir intériorisé pour une large part ce pour quoi il luttait, son combat pour la modernisation. Sa lutte contre l'occupation coloniale fran-

1. H. Marcuse, « Repressive tolerance », dans Wolff *et al.*, 1969, p. 116. Je remercie Douglas Kellner de l'université de Californie (UCLA) pour sa présentation du concept dans les écrits de Marcuse : « Le concept de dictature révolutionnaire, écrit-il, était l'un des concepts de Marcuse les plus controversés ; il a été rapidement abandonné. Tel qu'il était avancé dans *Critique of Pure Tolerance*, c'était une notion très léniniste puisqu'elle postulait que les masses du fait de leur ignorance avaient besoin d'une dictature éducative. Cette notion a été sévèrement critiquée par la Nouvelle Gauche qui récusait cette sorte de dictature et Marcuse l'a bientôt abandonnée. » Dans son « Postscript » de l'édition de 1968 de *A Critique of Pure Tolerance*, p. 117-123, Marcuse revient en effet sur la position qu'il avait défendue dans la première édition de son essai en 1965.

2. La référence originale, le discours de Bourguiba du 23 juin 1956, cité par Cohen (1986 : 62), décrit la Tunisie comme « une seule et unique famille, unie comme les pierres d'un édifice sans failles ». T. Belkhodja (1998 : 35) cite un discours de Bourguiba prononcé en juin 1973 à Genève, à la conférence de l'OIT : « D'une poussière d'individus, d'un magma de tribus, de sous-tribus, j'ai fait un peuple de citoyens. Mais j'ai peur de ce que j'ai appelé un jour le "démon des Numides", ce démon qui pousse à la désunion, aux luttes intestines, qui nous a fait rater notre histoire après la révolte de Jugurtha. »

çaise fut exemplaire. Imaginons, par exemple, ce qui serait advenu si Bourguiba avait dirigé le mouvement palestinien. Comme il l'avait dit à propos des panarabistes de Tunis et du Caire, « leur tournure d'esprit orientale les empêche de comprendre que la politique est l'art de réaliser ce qui est possible » (Habib Bourguiba, 1954 : 256). Les disciples d'Edward Said pourraient objecter que Bourguiba était par trop occidentalisé et qu'il avait simplement succombé aux illusions de l'orientalisme. Mais Bourguiba, qui maîtrisait les deux cultures, aurait pu à son tour soutenir que l'émancipation nationale exige l'assimilation des valeurs de l'adversaire et leur investissement dans un nouveau projet partagé de renouveau national, plutôt que leur refus au nom d'une tradition imaginaire ou d'une condition première. Bourguiba l'emporte-t-il rétrospectivement sur Edward Said ou bien la situation coloniale de la Palestine est-elle trop implacable et radicale – peut-être plus proche de l'Algérie française que de la Tunisie du Protectorat – pour être surmontée avec les méthodes du bourguibisme ?

Le bourguibisme n'a jamais penché pour le compromis à tout prix ou le simple « prendre ce que est offert et demander ensuite davantage ». Suivant les termes de Bourguiba lui-même (discours du 6 avril 1961, peu avant la crise de Bizerte) :

> En fait, le bourguibisme n'accepte le compromis partiel que dans la mesure où il offre la possibilité d'arracher tout le dû. (...) Il faut se placer dans le cas de quelqu'un qui, de l'extérieur, veut enlever une forteresse tenue par un ennemi plus fort et à qui l'on ne peut pas tout arracher du premier coup. S'il offre de vous céder un sentier sans utilité, rien ne sert d'accepter le compromis. Mais s'il vous abandonne une position stratégique susceptible de devenir une base de départ pour enlever tout le système fortifié, alors il serait criminel de refuser. Tant que je ne me sens pas capable d'enlever par la force toute la citadelle, je manquerai au devoir et je porterai atteinte à la cause de la patrie si je refuse une position qui, par la suite, me permettra d'arracher tout le reste.

Bourguiba aurait-il vu dans les propositions de Barak à Camp David en juillet 2000 une clé possible pour la récupération de Jérusalem-Est et des territoires occupés par Israël depuis la guerre de 1967 ? En tout cas une chose est sûre : il aurait offert une image plus positive de la cause palestinienne et avancé des contre-propositions aux Israéliens avant d'entreprendre la seconde *intifada*. Je ne peux pas spéculer ici sur le point de savoir si Bourguiba aurait vraiment pu œuvrer avec Barak en vue d'un compromis historique susceptible de déboucher sur une Palestine viable. La question palestinienne est infiniment plus complexe que celle du Protectorat français en Tunisie : elle met en jeu non seulement les colons mais également les réfugiés et leur revendication d'un droit au retour, sans parler de Jérusalem. La comparaison de la structure des deux mouvements de libération nationale est également moins favorable aux

Palestiniens. Il en va de même des groupes de pression des colons en Israël et à Washington, que Bourguiba aurait dû d'une façon ou d'une autre diviser et assouplir en mobilisant les partisans de la paix. Le secret du succès de Bourguiba résidait dans un parti bien organisé qui pouvait réduire au silence l'opposition extrémiste dans les conjonctures exigeant le compromis et la mobiliser pour affronter l'adversaire colonial lorsque le compromis ne semblait pas possible (discours du 2 mars 1959, discuté dans Moore, 1965 : 98). Arafat n'a jamais joui d'une telle emprise sur l'opinion palestinienne, dispersée comme elle l'était entre différents pays, y compris Israël et les territoires occupés. Il était également confronté aux intérêts contradictoires des différents pays arabes. À Camp David Arafat avait évidemment beaucoup moins de marge de manœuvre que les bourguibistes quarante-cinq ans plus tôt lorsqu'ils étaient défiés par l'opposition youssefiste. La comparaison permet au moins de mettre en évidence l'assise de Bourguiba et son levier de propagande, le parti du Néo-Destour.

Soutenu par le parti qu'il avait progressivement placé sous son contrôle personnel entre 1958 et 1964, Bourguiba s'est engagé dans un effort massif de pédagogie politique. Rappelons ses belles paroles du 24 juin 1961 :

> Il faudra (...) inculquer (au peuple) le sens de la dignité. (...) De même que nous avons donné à notre compatriote tunisien du Centre et du Sud le sentiment que sa dignité était bafouée lorsque le Résident, à Tunis, humiliait un ministre ou que le Contrôleur brimait ses compatriotes, il est nécessaire qu'il ressente le besoin d'améliorer ses conditions d'existence par son travail, qu'il aspire à mieux s'habiller, à mieux se nourrir, à entretenir décemment sa famille, à instruire ses enfants, à se soigner, en un mot à vivre honorablement comme les peuples évolués (...).

De 1956 à 1968 Bourguiba a prononcé en moyenne environ 44 discours par an (calcul à partir des données produites dans Barrouhi 1990 : 58). La plupart d'entre eux étaient axés sur les thèmes de la modernisation et de la construction nationale, et donnaient lieu à des prêches et des exhortations formulés, comme le discours reproduit plus haut, dans un dialecte accessible à la plupart des Tunisiens. Bourguiba était un grand acteur et un modernisateur héroïque tout autant qu'un constructeur de nation. Mais il se rangeait lui-même ainsi que son élite politique parmi les « peuples évolués » évoqués dans l'allocution précitée et dans beaucoup d'autres discours. Ils étaient supposés promouvoir une révolution psychologique tendant à changer les mentalités de leurs concitoyens.

Le message diffusé d'en haut auprès de la population était une *da'wa* fondamentaliste basée sur des stéréotypes de la modernité. Je me souviens, par exemple, d'un déplacement dans le Sud en 1961 avec un responsable (absent de ce colloque) qui deviendrait plus tard directeur du parti. Tandis que nous visitions les fraîches excavations de Matmata, il

expliquait que les gens avaient été libérés de ces habitats traditionnels pour vivre dans de nouveaux ensembles immobiliers (en fait, de vraies fournaises en été) comme « les peuples évolués ». Bourguiba ne disait-il pas qu'« un niveau de vie décent ne se conçoit pas sans logement décent » (discours du 27 mai 1960) ? Les squatters des bidonvilles de Tunis ont été réexpédiés par camion dans leurs gouvernorats d'origine. La médina de Tunis, plus chanceuse que celle de Monastir, la propre ville de Bourguiba, a échappé de justesse à une destruction destinée à favoriser la fluidité de la circulation urbaine[3]. La théorie de la modernisation a manifestement été appliquée de manière trop littérale et sans nuance. Ce fut une sorte de modernisation fondamentaliste comme celle pratiquée par Atatürk en Turquie. Bourguiba a simplement assimilé les habitants troglodytes de Matmata à l'arriération, la superstition et autres dépréciatifs dans le cadre d'une conception manichéenne du monde fondée sur la simple opposition du Bien et du Mal, du Moderne et de l'Archaïque. Rappelons à ce propos l'appréciation émise par le futur directeur du parti sur les masses arriérées. Il les comparait à des sauterelles : « Si vous les mettez dans une bouteille, disait-il, elles prendront sa forme » (Moore 1970 : 100). Nombre de campagnes populaires pour la modernisation, bien que louables dans leurs intentions aux yeux des « peuples évolués », ont eu un coût social excessif. Ainsi, par exemple, les politiques de contrôle des naissances dans les campagnes ont causé chez les femmes une souffrance qui rétrospectivement paraît inutile. Le revers de la médaille de toute modernisation par le haut réside dans le postulat que les gens sont arriérés et immatures, et doivent être secoués de leur torpeur traditionnelle comme des sauterelles, des crapauds ou pire encore.

Nous autres, observateurs étrangers mais également adeptes de la théorie de la modernisation, avons sympathisé avec les efforts de Bourguiba dans les années 1950 et 1960 pour secouer la Tunisie de sa supposée léthargie. Il avait dû nous faire subir un lavage de cerveau quand nous considérions en 1964 la modernisation comme une « ingénierie sociale, pour autant que l'homme moderne soit capable de jauger et de canaliser les courants sociaux ». Les « valeurs modernes » étaient supposées pleinement assimilées par une large élite capable d'agir efficacement. « La tâche est avant tout politique, écrivions-nous, parce qu'elle exige le consentement, chaque fois que possible, des membres de la société traditionnelle » (Micaud *et al.*, 1964 : XI).

L'ennui c'est que lorsque le consentement n'était pas possible le régime de parti unique imposait quand même des réformes indigestes. Celles-ci ont non seulement suscité l'hostilité des gens et fait le lit des islamistes et autres mouvements d'opposition, mais elles ont également corrompu l'élite politique, contrainte de les défendre. Le coup de barre

3. Cf. Jellal Abdelkafi, « Villes et territoires de la Tunisie à l'heure du nationalisme », dans le présent volume.

maladroit donné en 1969 lorsque Bourguiba est complètement revenu sur sa politique de collectivisation agricole, a humilié quelques-uns de ses plus fidèles partisans. Les dix-huit années restantes de son règne ont humilié pratiquement toute l'élite politique. Durant la dernière séquence de la présidence de Bourguiba, les journaux télévisés rediffusaient ses discours des années 1950 et 1960 et montraient ses promenades autour du palais présidentiel. L'élite en était réduite à guetter sur les écrans de télévision les signaux de l'attention présidentielle pour tels ou tels courtisans et à s'employer ensuite à rechercher leur faveur. Ahmed Manaï tente d'expliquer à propos de cette élite sa « mentalité d'esclave héritée de l'éducation bourguibienne » (1995 : 124).

> La règle générale de la Tunisie des années quatre-vingt voulait que tant qu'il est au pouvoir et en grâce auprès du « combattant suprême », un homme politique est adulé, porté aux nues, même s'il n'a aucune envergure. Et tout le monde autour de lui, ses proches, ses amis et jusqu'à son chien, jouit des retombées de son prestige. Il suffit qu'il tombe en disgrâce, quelle qu'en soit la raison, pour que tout le monde se détourne de lui (Manaï, 1995 : 127).

Manaï poursuit en observant que même ceux qui avaient déjà été disgraciés nourrissaient l'espoir d'un retour en grâce. En fait, Bourguiba a atomisé l'élite politique et a progressivement privé son parti de bases indépendantes de pouvoir. Il avait déjà établi sa monarchie présidentielle au début des années 1960 (Moore, 1965 : 93) et fait accéder au pouvoir de nouvelles générations de « fils », sans jamais choisir un prince héritier unique. Je dénombre au moins six « fils », à un moment ou à un autre, de ce père très prolifique – Masmoudi, Belkhodja, Sayah, Mzali, Caïd Essebsi et bien sûr Habib Bourguiba Junior – et sans doute y en avait-il beaucoup plus.

Comme l'explique l'un d'entre eux, « la personnalisation de l'État est ainsi consolidée par un système de relations interpersonnelles qui, derrière la façade institutionnelle, favorise davantage le couple État-Parti. Et cette personnalisation à l'outrance consacre la gestion "privée" de l'État, concrétisée par des pratiques de nature néo-patrimoniale » (Belkhodja, 1998 : 130[4]). La question qui mérite peut-être une plus grande attention est de savoir comment le système de pouvoir personnel – « Le système ? C'est moi le système ! » (Moore, 1965 : 41) – dépolitisait en effet l'élite en transformant ses membres, « fils » ou non, en instruments serviles, offensés, rebiffés et humiliés. C'est une version plus douce du syndrome autoritaire décrit de manière très éclairante par le chercheur marocain Abdellah Hammoudi dans son *Master and Disciple : the Cultural Foundations of Moroccan Authoritarianism.* Non point que les

4. Cf. M. Camau, « L'État tunisien : de la tutelle au désengagement », *Maghreb-Machrek*, 103, janvier-février-mars 1984, p. 13.

ministres de Bourguiba puissent être tout à fait comparés aux apprentis soufis. Mais il semble que les « fils » éprouvaient une telle crainte à l'égard de leur maître que les médias différèrent l'annonce de l'attaque aérienne d'Israël contre le quartier général d'OLP en 1985, de peur de déranger Bourguiba durant sa sieste. Par la suite, le Premier ministre n'a pas osé faire une déclaration en temps opportun sur le raid aérien américain en Libye avant d'avoir pu consulter son maître (Barrouhi, 1990 : 181 ; Cohen, 1986 : 121). Ainsi que l'a expliqué Wassila, l'épouse de Bourguiba, « pour de bonnes ou mauvaises raisons, les autres dirigeants s'étaient habitués à ne compter que sur lui » (*Jeune Afrique,* 1125, 20 juillet 1982, cité dans Barrouhi, 1990 : 204).

Au début des années 1970, cependant, les discours de Bourguiba étaient devenus significativement moins fréquents. Après tout, comme il l'a lui-même expliqué dans le discours du 12 avril 1975 faisant part de son acceptation de la présidence à vie, « j'ai nettoyé le pays de toutes les tares qui l'enlaidissaient, j'en ai extirpé les mauvaises coutumes, je l'ai libéré du joug qui l'asservissait... » (cité dans Tahar Belkhodja, 1998 : 33). Recourir de nouveau à une pédagogie apparaissait d'ailleurs de moins en moins en phase avec les nouvelles générations montantes qui n'avaient pas connu les luttes politiques contre la domination coloniale française. Par conséquent, ceux qui avaient été formés pour répercuter la voix de leur maître ont été de plus en plus pris en tenailles entre les exigences de leur fidélité et la nécessité de garder le contrôle des masses sans pouvoir beaucoup compter sur l'aide pédagogique du maître. Les enseignements de Bourguiba sur la modernisation ont fait place à des leçons d'histoire de la libération nationale (tandis que le leader charismatique « routinisait » sa légitimité sous la forme d'une autorité traditionnelle, arbitraire). Le *pays pilote*, avatar de la modernisation sous la forme d'un bourguibisme codifié, était continuellement mis en avant par la machine de propagande.

Progressivement, de 1958 à 1964, le parti s'était transformé en une courroie de transmission à sens unique. Enrégimenté pour imposer le socialisme destourien, le parti, comme le rappelle Tahar Belkhodja (1998 : 87, 95-97), a semblé la plupart du temps être moins en contact avec l'opinion publique que ses propres agents de police. Des événements comme la réaction populaire à la guerre de 1967 ont apparemment échappé au contrôle du parti. Par ailleurs, dans le domaine de la sécurité extérieure, observe Nicole Grimaud, des investissements lourds ont été entrepris depuis la fin des années 1970, avant même le raid de Gafsa, parce que le régime s'était rendu compte qu'il ne pouvait plus compter sur les forces paramilitaires du parti qui avaient été mobilisées en 1961 pour la bataille de Bizerte (Grimaud, 1995 : 146). Un tournant crucial pour le régime est survenu en 1970-1971, bien qu'à cette époque il fût peut-être déjà été trop tard pour stopper la corrosion de la structure politique causée par le pouvoir personnel. Bourguiba a alors déjoué les tentatives des réformateurs visant à assurer une plus grande démocratie interne au sein du parti et à ranimer ses institutions délibératives. Avec l'échec de

l'institutionnalisation de limites du pouvoir présidentiel, le parti, loin de se remettre des effets des années Ben Salah, était condamné à une nouvelle atrophie. Les jeunes *apparatchiks* provinciaux du parti au milieu des années 1980 étaient endoctrinés sur la manière de distinguer la Tunisie moderne du reste du monde arabe. Ils avaient aussi appris à se distinguer eux-mêmes des masses : le parti-État consistait en une élite de formation moderne encore engagée dans le combat contre le *takhallif* – « l'arriération » des masses. Celles-ci incluraient finalement les islamistes, élites de formation moderne contraintes de mobiliser hors du système.

Ben Ali a hérité d'une élite politique humiliée, réduite au silence et amère, apparemment incapable d'action collective. Il a aussi hérité d'un appareil partisan formé pour être aux ordres de son maître. En secouant et en renouvelant les directions provinciales et locales du parti en 1988-89, il a conservé cet instrument de pédagogie politique plutôt que de mettre en place son propre nouveau parti ou de changer véritablement, de quelque manière, les règles du jeu politique en Tunisie. Le registre de justification est demeuré inchangé : le peuple tunisien n'est pas encore prêt pour la démocratie ; il doit être progressivement préparé aux usages démocratiques ; en attendant le parti-État demeure le meilleur juge, se cantonnant dans des réformes graduelles qu'un historien pourrait comparer avec les réformes du Protectorat français de 1950. Une démocratie effective saperait le développement et le progrès en promouvant les oppositions islamistes. Les événements d'Algérie servent de mise en garde pour ce qui pourrait survenir en Tunisie s'il y avait des élections honnêtes et libres. En effet, les islamistes doivent être totalement réprimés, de même que Bourguiba avait autrefois réprimé les youssefistes.

Bien sûr, les nouvelles générations de Tunisiens sont totalement en désaccord avec ces rationalisations d'une mise en sursis de toute réforme véritable. Mais elles ne peuvent s'exprimer que rarement – et à l'étranger – craignant que leurs familles et eux-mêmes soient victimes de harcèlements, de pressions économiques, de chantages, voire de tortures. Ahmed Manaï, le critique le plus représentatif du principal courant de l'opposition non islamiste, a dû faire sortir clandestinement sa famille de Tunisie avant de pouvoir publier son *Supplice tunisien*. Dans ce livre il souligne les continuités de Bourguiba à Ben Ali, y compris la torture des prisonniers politiques[5]. Après tout, le propre tortionnaire en chef de Manaï en 1991 est demeuré plusieurs années en fonction après l'âge de la retraite parce que le nouveau régime avait besoin de son expertise professionnelle (Manaï : 133).

Toutefois, le régime de Ben Ali a introduit d'importantes innovations. Non seulement la torture a été utilisée à une plus grande échelle après 1987, mais encore ces pratiques ont été étendues à des services tels que ceux de la Garde nationale qui était demeurée relativement propre du

5. Cf. également Juliette Bessis, « Bourguiba ou les contradictions d'un règne en situation défensive », dans le présent volume.

temps de Bourguiba (Manaï : 83). D'après les évaluations d'Ahmed Bennour, ancien supérieur hiérarchique de Ben Ali au ministère de l'Intérieur, le budget de la Police a presque quadruplé entre 1987 et 1999 et le nombre de lignes téléphoniques sur écoute est passé de 200 à plus de 3 000 (Beau et Tuquoi, 1999 : 96). Ben Ali, promu après les émeutes du pain de 1984 pour moderniser la sécurité intérieure, a transformé l'appareil répressif de Bourguiba en une forme d'oppression plus « sophistiquée » ou même plus « totalitaire » (Manaï : 229). Entre 1990 et 1998, non seulement il y a eu des milliers de victimes de tortures, dont au moins trente en sont morts (Beau et Tuquoi, 1999 : 106) mais encore les familles de ceux-ci ont été également exposées à la répression. Les services de sécurité, renforcés par les comités de quartiers du parti, sont devenus beaucoup plus présents qu'à l'époque de Bourguiba. Ils ont également, phénomène nouveau, étendu leur surveillance aux communautés de Tunisiens émigrés en Europe. Après que les services tunisiens ont tenté en vain de faire passer Ahmed Bennour, qui réside à Paris, pour un agent du Mossad israélien, le gouvernement français a mis en garde l'ambassadeur de Tunisie contre toute agression à son encontre sur le sol français (Beau et Tuquoi, 1999 : 194-195).

Si Bourguiba avait traité les Tunisiens comme des enfants, « son successeur les enfoncera plus bas encore, les traitant en mineurs délinquants, et certains d'entre eux comme de dangereux récidivistes » (Manaï : 32). Ces différences significatives ne peuvent pas être attribuées au legs de Bourguiba. Bien que Ben Ali ait hérité d'un appareil répressif et d'une opposition islamiste, sous-produit de la pédagogie fondamentaliste de Bourguiba, la Tunisie semblait avoir en 1988 un avenir politique prometteur. À l'époque Ben Ali ne voulait peut-être pas développer un culte de la personnalité et se prêter au jeu d'un autre Bourguiba. Cependant, la politique des étapes a empêché une transition rapide rompant avec le système du parti-État.

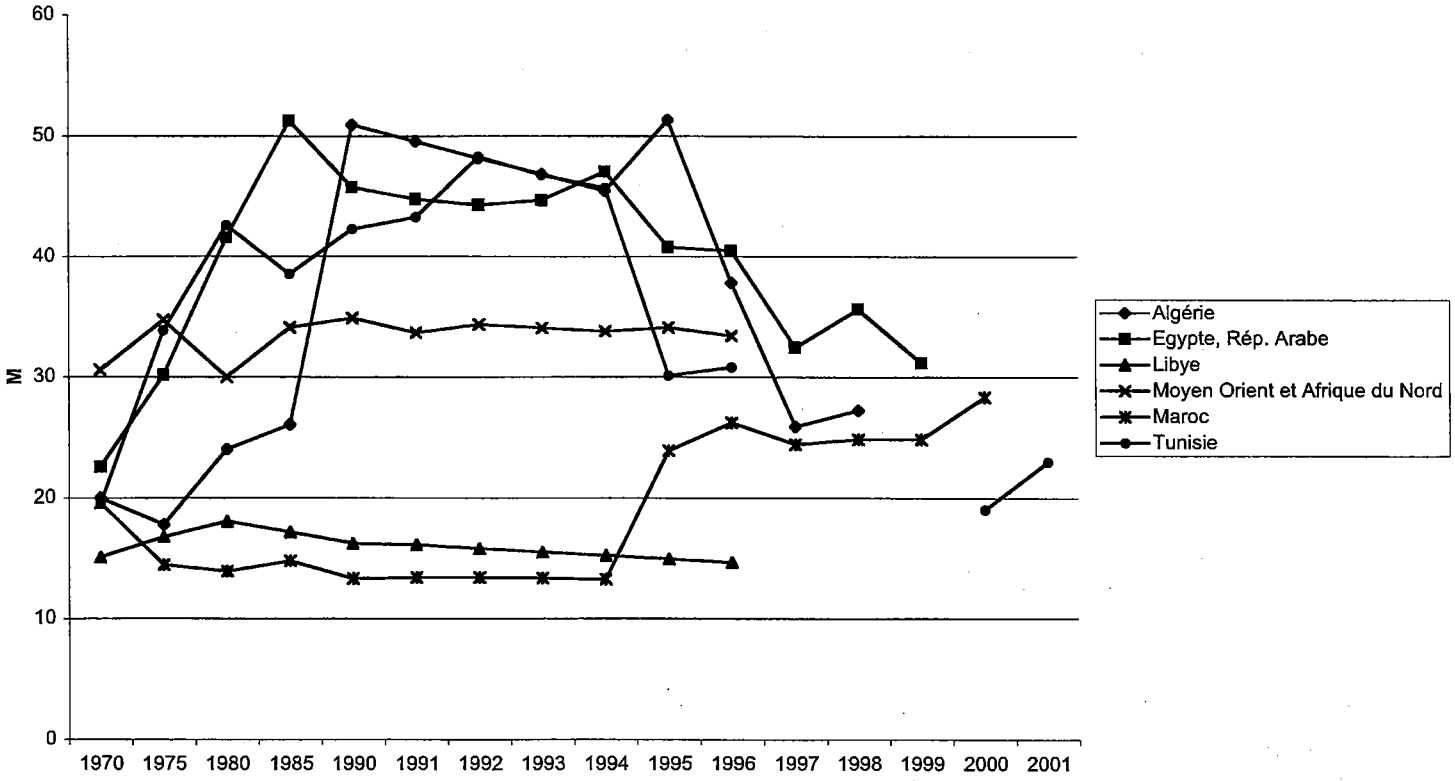
Un aspect du problème de Ben Ali, abordé dans cet article, tient à ce que la théorie non critique de la modernisation héritée de Bourguiba ne fonctionne plus. Bourguiba lui-même a cessé de prononcer beaucoup de discours après 1973. Ceux de Ben Ali peuvent sonner faux parce qu'ils conservent les mêmes images de modernisation et de développement alors que les tendances de l'opinion ont changé à la fois en Tunisie et à l'étranger. La théorie non critique de la modernisation n'est plus à la mode et l'opinion internationale est davantage concernée par les droits de l'homme que durant les années 1950-1960. Une dimension de la mondialisation réside dans les larges assises d'ONG comme Amnesty International et Human Rights Watch et leurs comptes-rendus détaillés des conditions locales. La Tunisie est confrontée au problème que Lord Milner avait relevé à propos du protectorat « dissimulé » de la Grande-Bretagne sur l'Égypte, il y a plus d'un siècle, lors de la précédente phase de la mondialisation : elle est trop ouverte aux visites des touristes et des journalistes pour pouvoir se soustraire au « regard de l'humanité

civilisée » (Milner, 1889 : 21). Mais aujourd'hui il n'y a plus autant d'empressement à fermer les yeux sur des violations des droits de l'homme au nom du développement économique. À l'encontre des excuses économiques invoquées par Ben Ali pour justifier le maintien des restrictions des libertés, il est maintenant possible de faire valoir que la démocratie n'a pas de pré-conditions économiques. On peut également soutenir qu'au contraire une véritable libéralisation politique est requise pour stimuler l'investissement et la croissance économique[6]. On notera avec ironie que Ben Ali, « accro » de l'information électronique, a tenu son pays à l'écart de l'internet jusqu'en 1997, sept ans après que les connections étaient devenues techniquement possibles. Malgré de vigoureux efforts pour combler le retard en la matière, le pays reste à la traîne de beaucoup de pays de la Méditerranée du Sud, y compris le Maroc. Les tentatives pour attirer les investissements étrangers requièrent des flux d'information plus libres que ceux que l'État policier est à même de tolérer. De plus, les autres sources de capital s'avèrent moins disponibles que durant les années 1960, « la décennie du développement », lorsque la Tunisie absorbait plus d'aide étrangère par habitant que les autres pays de la région, à l'exclusion d'Israël et de la Jordanie.

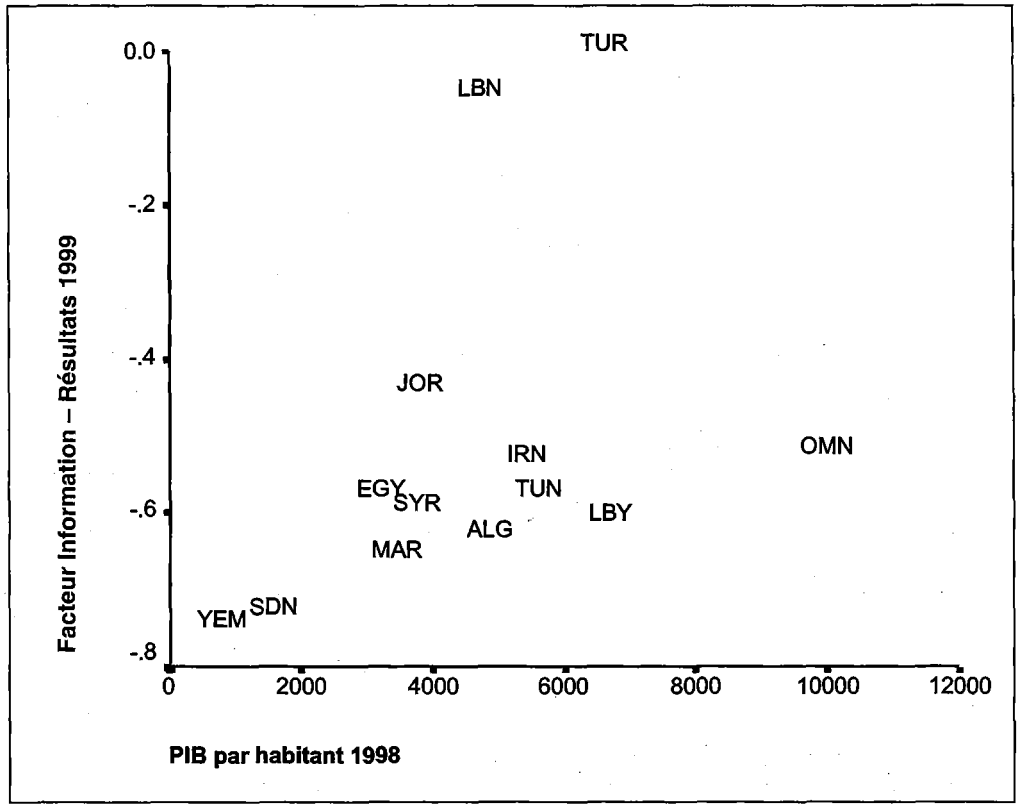
Dans la nouvelle phase de la mondialisation, l'information peut s'avérer le facteur critique conditionnant le développement économique. Sous Bourguiba comme sous Ben Ali, la presse tunisienne a toujours été morne et muselée mais elle l'est peut-être encore plus aujourd'hui. Le lectorat de la presse a apparemment plongé après 1994. Le graphique 1 compare la Tunisie avec ses voisins en ce qui concerne le nombre d'exemplaires de quotidiens en circulation par milliers d'habitants. La Tunisie est tombée au-dessous de la moyenne parmi les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord en 1995 et 1996. Les Tunisiens lisent plus de journaux que les Libyens ou les Marocains mais moins que les Algériens et les Égyptiens. Le revenu par tête d'habitant est bien sûr assez étroitement relié aux flux d'information. Les Tunisiens témoignent à cet égard de performances en matière d'information plus faibles que ce que leur revenu par habitant laisserait prévoir. Le graphique 2 compare les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, à l'exclusion de ceux, plus riches, du Conseil de coopération du Golfe, sous l'angle du revenu par habitant et d'un index de l'information basé sur la lecture de la presse, les lignes de téléphone et l'utilisation d'Internet[7]. On constate aisément que la Tunisie

6. Un chercheur tunisien, Béchir Chourou, conteste pertinemment les prétendues préconditions économiques dans un texte publié dans Brauch *et al.*, 2000. Il cite l'une des études sur la question, celle d'Adam Przeworksi et Lomongi Neto, 1997.

7. Le facteur information a été construit suivant la méthode de l'Analyse en composantes principales à partir de trois variables fortement corrélées, l'utilisation d'Internet, les lignes téléphoniques et le lectorat de la presse, tirées de *World Development Indicators 2001* de la Banque mondiale. Les données relatives à Internet et au téléphone se rapportent à l'année 1999 tandis que la dernière année disponible pour le lectorat de la presse est



Graphique 1. *Presse quotidienne – Journaux par milliers d'habitants (1970-2001)*



Graphique 2. *Flux d'information (1999) / revenu par habitant (1998)*

occupe en matière de flux d'information un rang plus bas que ceux de l'Iran, de la Jordanie, ou du Liban, pays qui sont tous sensiblement plus pauvres. La Tunisie se trouve au même niveau que l'Égypte, pays dont le revenu par habitant est considérablement plus bas.

Le goulot d'étranglement de l'information est une conséquence compréhensible, bien qu'ironique, de la pédagogie bourguibiste. La presse internationale n'est pas aimable pour la Tunisie malgré les investissements du régime dans les relations publiques en France et aux États-Unis. Récemment lorsqu'un important juge tunisien s'est plaint du manque d'indépendance de la Justice, *Le Monde* a annoncé que la fin du régime de Ben Ali était en vue (Beaugé, 2001) ; le régime était devenu aux yeux de l'opinion publique mondiale totalement dépourvu ne serait-ce que d'une simple feuille de vigne de légitimité. Il fait de son mieux pour empêcher l'entrée d'informations aussi dissonantes. Mais il lui est pratiquement impossible d'isoler la Tunisie des médias mondiaux dans le même temps où il promeut des réformes économiques qui ouvrent le pays à l'investissement et au tourisme. Le régime doit essayer de faire face à la révolution de l'information pour attirer l'investissement étranger direct. Les efforts en la matière n'ont pas été notablement couronnés de succès, sauf dans le secteur de l'énergie et pour la vente d'usines de ciment à un cartel européen qui a également mis la main sur des usines marocaines, égyptiennes et turques.

Pour échapper au dilemme de l'information, la Tunisie a essayé de séparer l'information politique de l'information économique et de diffuser librement pour partie cette dernière. Elle a été le premier pays arabe à adhérer, à la mi-2001, au Système de diffusion de données générales du FMI. Elle a également autorisé la publication de l'*Article IV Staff Reports* du FMI qui offre des aperçus inédits sur la macroéconomie. Cependant, les investisseurs et les hommes d'affaires locaux peuvent avoir besoin d'autres types d'information économique concernant des marchés spécifiques et des firmes. En ces domaines, les sélections de données sont beaucoup plus fines et, à vrai dire, il s'avère difficile en Tunisie de séparer les informations économiques des informations politiques. Les principaux acteurs du secteur privé tunisien incluent des familles proches de celle de Ben Ali et leurs stratégies économiques – comme celles de leurs concurrents – ne peuvent être dissociées de leurs connexions politiques[8].

En Tunisie, l'auditoire potentiel pour un bourguibisme « recyclé » par Ben Ali s'est volatilisé. Il ne prête plus l'oreille aux voies et moyens de

---

1996. Chacune des variables témoigne d'un coefficient de corrélation d'au moins 94 avec le facteur information. Ce facteur est étroitement associé au revenu par habitant. Dans notre échantillon Banque mondiale de 179 pays (à l'exclusion de quelques petites îles et micro-États) la richesse expliquait presque 80 % de la variation (r-au carré ajusté = 793) dans le facteur information.

8. Beau et Tuquoi, 1999 :152-157 résument deux libelles bien informés et intitulés *Les familles qui pillent la Tunisie.*

l'émancipation ou aux appels à se moderniser. La nouvelle classe moyenne, qui au lendemain de l'indépendance formait une élite de taille relativement réduite et dont beaucoup de membres pouvaient s'identifier avec Bourguiba, s'est énormément élargie. Elle inclut désormais de nombreux diplômés exposés au chômage ainsi qu'une grande quantité de fonctionnaires et autres salariés. Ces larges strates témoignent de l'héritage de Bourguiba dans la mesure où elles ont à peu près intériorisé sa pédagogie. Elles sont, pour ainsi dire, déjà « modernes ». Elles articulent de nouveaux énoncés oppositionnels, islamiste ou post-marxiste, à un discours bourguibien, bien qu'elles soient susceptibles de se montrer hostiles à Bourguiba lui-même. Manière de dire que Bourguiba était tout autant un reflet qu'un énonciateur de la culture méditerranéenne de la Tunisie. Ajoutons que la « menace verte » en Tunisie constitue la forme la plus modérée et la plus libérale d'islamisme dans le Monde arabe. Ainsi, par exemple, Rached Ghannouchi en est venu à accepter les réformes de Bourguiba. Bien sûr, les diverses oppositions rejettent l'État policier de Ben Ali. Néanmoins elles participent tout autant du legs de Bourguiba que l'appareil du parti-État dont Ben Ali a hérité. Si lors des obsèques de Bourguiba les autorités ont empêché la population de manifester son chagrin, c'est précisément parce que les oppositions étaient mieux à même d'exprimer le véritable héritage de Bourguiba

Le régime de pouvoir personnel de Bourguiba a transformé une élite politique en une bande d'enfants qui se disputent. Est-ce là l'explication principale de l'État policier de Ben Ali ? Certes, un autre legs de Bourguiba, le contre-coup islamiste, sert d'excuse à l'État policier, et ce notamment lorsqu'il est, de manière délibérée, confondu avec l'insurrection que connaît l'Algérie. L'élite politique tunisienne n'a pas été seulement humiliée et atomisée par Bourguiba. Elle a également été menacée hors de ses rangs par des forces que la version bourguibienne de la nation excluait au motif d'arriération. L'héritage de Bourguiba en ce qui concerne la culture de l'élite politique ressemble au cas marocain décrit par Abdellah Hammoudi, qui prétend expliquer les raisons d'un enracinement de l'autoritarisme au Maghreb et dans d'autres parties du Monde arabe. Cependant la situation de la Tunisie, après que Bourguiba a cessé de mener le jeu, semble relever plutôt du provisoire et de l'artificiel, la construction d'un État policier, que d'une dimension culturelle innée.

Assurément il y a d'autres explications possibles du gouvernement autoritaire en Tunisie. Dans le contexte actuel de mondialisation effrénée et de diminution de l'aide extérieure et de la rente pétrolière, peut-être un État policier répond-il à la nécessité de réprimer le travail et d'encourager l'investissement étranger en assurant la sécurité des hôtels pour les touristes (White, 2001 : 20, 80), quels qu'en soient les coûts au regard de l'information. Des facteurs politiques sont également susceptibles d'entrer en ligne de compte : dans certains pays arabes, les opérations *Tempête du désert* et *Bouclier du désert* ont été de nature à accentuer la polarisation entre régime et opposition, et, partant, à contribuer au durcis-

sement des formes d'autoritarisme. En Tunisie, le facteur temps a aussi joué. Bourguiba aurait pu décéder et non devenir président à vie. De même, le parti aurait pu retrouver dynamisme et légitimité en 1970-1971 dès lors que les propositions de Mestiri en matière de pluralisme et de démocratie auraient été acceptées et appliquées en mettant en cause la responsabilité de Bourguiba dans la débâcle de Ben Salah. En définitive, entre la Tunisie et l'Égypte, deux États enclins à brimer leurs citoyens, pour ainsi dire des États « brimeurs » *(bully states),* les contrastes et les parallèles tant historiques que contemporains sont saisissants (Henry et Springborg, 2001). Nasser est décédé à temps (1970), pour ainsi dire, et n'a jamais pratiqué la dictature développementaliste avec l'énergie ou l'intelligence de Bourguiba. Les contraintes économiques liées au niveau désordre mondial (avant le 11 septembre 2001) et la présence américaine dans le Golfe peuvent contribuer à expliquer le phénomène de l'État policier dans les deux cas, tunisien et égyptien. Mais la Tunisie témoigne de plus grandes possibilités et également de menaces issues les unes et les autres de l'héritage de Bourguiba. Bien qu'à l'instar du kémalisme il fût une forme fossilisée de la théorie de la modernisation, le bourguibisme a généré une opposition islamiste constructive qui résiste à la tentation de la violence et offre de riches perspectives pour l'approfondissement d'alternatives démocratiques face aux défis de la mondialisation.

Cependant on ne saurait tabler sur une libéralisation politique. La nouvelle « guerre contre le terrorisme » promue par les États-Unis offre aux régimes autoritaires dans la région de nouvelles possibilités pour perdurer. Les facteurs économiques et politiques régionaux qui durant les années 1990 ont joué à l'encontre de la libéralisation politique semblent devoir encore peser dans la présente décennie. En guise de conclusion, laissons Bourguiba formuler un avertissement qui reste d'actualité. Le 12 mars 1962, il déclarait :

> C'est que nous sommes talonnés par les générations montantes, par la démographie galopante. Si on n'y prend garde, dès maintenant, il y aura dans dix ou vingt ans, une disproportion trop marquée entre le revenu national et les bouches à nourrir. Entre notre développement économique et la pression démographique, c'est une course contre la montre. À moins de prendre dès aujourd'hui les mesures qui s'imposent, le pays connaîtra dans quelques dizaines d'années les convulsions les plus redoutables. Les déshérités trouveront des chefs de file pour attiser leurs rancunes. Leurs enfants élevés dans la haine s'infiltreront dans les forces armées. Un jour ou l'autre à l'aube, ils feront mouvement pour s'emparer du pouvoir et mettre aux arrêts le chef de l'État, souverain ou président de la République, avec ses ministres. Ils voudront mettre fin à la corruption. En fait les ressources nationales sont devenues trop réduites pour suffire à une population dont les effectifs auront démesurément augmenté. Confrontés avec les difficultés du pouvoir, les nouveaux maîtres chercheront des diversions. Ce sera l'aventure.

Bibliographie

Barrouhi Abdelaziz, *Demain, le démocratie ? Communication et politique sous Bourguiba*, Tunis, Afkar wa Ich'haar, 1990.

Beau Nicolas et Tuquoi Jean-Pierre, *Notre ami Ben Ali : L'envers du « miracle tunisien »*, Paris, La Découverte, 1999.

Beaugé Florence, « Le combat perdu du président Ben Ali », *Le Monde*, 22 juillet 2001.

Belkhodja Tahar, *Les Trois Décennies Bourguiba. Témoignage*, Paris, Publisud, 1998.

Bourguiba Habib, *La Tunisie et la France*, Paris, Julliard, 1954.

Brauch Hans Günter, Marquina Antonio et Biad Abdelwahab, (eds), *Euro-Mediterranean Partnership for the 21st Century*, New York, St. Martin's Press, 2000.

Brown L. Carl, « Bourguiba and bourguibism revisited : reflections and interpretation », *Middle East Journal*, 55, 1, hiver 2001, p. 43-57.

Cohen Bernard, *Bourguiba. Le pouvoir d'un seul*, Paris, Flammarion, 1986.

Grimaud Nicole, *La Tunisie à la recherche de sa sécurité*, Paris, PUF, 1995.

Hammoudi Abdellah, *Master and Disciple : the Cultural Foundations of Moroccan Authoritarianism*, Chicago, University of Chicago Press, 1997.

Manaï Ahmed, *Supplice tunisien. Le jardin secret du général Ben Ali*, Paris, La Découverte, 1995.

Micaud Charles A., Brown Leon Carl et Moore Clement Henry, *Tunisia : the Politics of Modernization*, New York, Praeger, 1964.

Milner Sir Alfred (Lord) , *England in Egypt*, London, Edward Arnold, 1889.

Moore Clement Henry, *Tunisia Since Independence*, Berkeley, University of California Press, 1965.

–, *Politics in North Africa,* Boston, Little, Brown, 1970.

Moore Henry Clement et Springborg Robert, *Globalization and the politics of development in the Middle East*, Cambridge UK, New York USA, Cambridge University Press, 2001.

Przeworski Adam, Neto Limongi et Papaterra Fernando, « Modernization : theory and facts », *World Politics*, 2 janvier 1997, p. 155-184.

White Gregory, *A Comparative Political Economy of Tunisia and Morocco : On the Outside of Europe Looking In*, Albany, State University of New York Press, 2001.

Wolff Robert Paul, Moore Jr. Barrington et Marcuse Herbert, *A Critique of Pure Tolerance*, Boston, Beacon Press, 1969.

14

L'autoritarisme de Bourguiba : continuités et ruptures

Hamadi REDISSI*

Le terme autoritarisme est ambigu : il prend racine dans l'autorité, une domination légitime dont les formes sont variables, mais, par là même, il se réfère à la puissance dont l'extension démesurée est la violence pure. Les Anciens avaient d'autres mots pour en rendre compte : les Grecs, la tyrannie ou le despotisme, les Romains, la dictature. Il est remarquable de noter qu'en dépit de la modification du paradigme, les Anciens et les Modernes s'accordent sur trois choses : le despote, le dictateur ou le tyran, les mots ayant un air de famille, *gouverne seul, par la peur et hors de la sphère politique.* Toutefois, entre les Anciens et les Modernes, d'une part, et les Contemporains, d'autre part, s'interpose ce que Leo Strauss a appelé « la technologie et l'idéologie »[1], qui ont fait en sorte que le pouvoir autoritaire peut être collégial et s'accommoder volontiers des institutions formelles. Mais surtout, l'autoritarisme, phénomène post-colonial, devient une catégorie intermédiaire et parfois résiduelle, par rapport à deux types de systèmes, la démocratie et le totalitarisme. Par opposition à la démocratie, procédure et valeurs, l'autoritarisme abhorre la procédure – ce que Schumpeter appelle la libre compétition du leadership pour les votes du peuple –, mais peut sélectivement acquiescer à quelques-unes de ses valeurs. Et, dès lors que le totalitarisme a absorbé les frontières entre société et pouvoir dans une organisation militaro-policière à la violence absurde, les dictatures postcoloniales ont été reclassées pour être définies par un faisceau d'indices : pouvoir détenu par un chef ou un groupe restreint ; parti clientéliste ou bureaucratique ; pluralisme cosmétique ou limité par des contre-pouvoirs insignifiants ; unanimisme de façade et agnostique qui remplace l'idéologie fondée sur la race ou les

* Professeur à la Faculté de droit et de sciences politiques de Tunis.

1. L. Strauss, *De la tyrannie*, Paris, Gallimard, 1954, p. 42.

classes ; absence de terreur généralisée ; séparation entre société et État et dissociation entre espace public et privé alors que le totalitarisme les efface dans un État total[2].

Il est évident que Bourguiba n'a été ni démocrate ni totalitaire. Son État non plus, jusqu'à un certain point, celui-là même dont parle Leca à propos des pays arabes[3]. Ruptures et continuités de l'autoritarisme de Bourguiba, nous les envisageons en amont et en aval, à la manière de saint Augustin qui disait que « les temps sont au nombre de trois : le présent des choses passées, le présent des choses présentes, et le présent des choses futures ». Notre thèse tente, autant que faire se peut, d'articuler trois propositions. La première : l'État postcolonial passe d'une monarchie absolue à une pseudo-république dont Bourguiba a été le fondateur, le fossoyeur et la victime. Deuxième proposition : par contraste avec la période précoloniale, l'autoritarisme de Bourguiba est institutionnalisé alors que le pouvoir précolonial est un État tyrannique tel qu'il est décrit par les Anciens et les Modernes. Néanmoins – troisième proposition –, cet autoritarisme a fini dans l'État privatisé, d'allure précoloniale. Sauf que cette privatisation a dû passer par le truchement de l'étatisation du lien social.

De la république partisane à une monarchie déguisée

La république est née par effraction, le 25 juillet 1957. Les cahiers de doléances attestent que les nationalistes s'étaient accommodés de la monarchie pourvu que la Tunisie recouvrât son indépendance. À peine la question de l'abolition de la monarchie a-t-elle été évoquée par Bourguiba, dans une interview à *l'Express*, le 29 mai 1954, puis, au cours de la campagne électorale, en mars 1956 et en août 1956 (lors des élections partielles), enfin, devant l'Assemblée nationale constituante (ANC)[4]. Mais le laps de temps est trop court pour qu'on puisse parler d'un héritage « républicaniste », si bien qu'à juste titre on a déploré la « faiblesse de l'idée républicaine », l'absence d'un « imaginaire républicain » ou d'une « mystique républicaine »[5].

2. G. Hermet, « L'autoritarisme », p. 279-312, dans J. Leca et M. Grawitz (dir.), *Traité de science politique*, Paris, PUF, 1985 ; du même auteur, « Prologue », p. 5-12, dans G. Hermet (dir.), *Totalitarismes*, Paris, Economia, 1984.

3. J. Leca, « L'hypothèse totalitaire dans le tiers-monde : les pays arabo-islamiques », p. 215-235, dans G. Hermet (dir.), *Totalitarismes*, *op. cit.*

4. La question a été effleurée par Bourguiba lors de la séance inaugurale du 8 avril 1956 et par Ahmed Ben Salah, vice-président de l'ANC (séance du 24 avril 1956).

5. A. Amor, « Rapport introductif », p. 30, et Y. Ben Achour, « Rapport final », p. 216, dans *L'Assemblée nationale constituante* (en arabe), Actes du colloque des 29-31 mai 1984, Tunis, CERP, 1986 ; G. Gherairi, « La devise de la république », p. 35 et R. Ben

Pour clarifier les termes du débat, la république signifie trois choses. D'abord, depuis les Grecs, la *Politeia*, la cité, ce vivre-ensemble régulé par la participation des citoyens. Ensuite, tout type d'État, indifféremment de la forme de gouvernement, pourvu que l'État soit régi par des lois stables. C'est en ce sens que des cités-États (Rome, Venise, Florence) et des monarchies (l'Angleterre, la Hollande, la Pologne) ont été considérées comme des républiques[6]. Ce dont il s'agit avec la Constituante, c'est du troisième sens : le régime républicain, *stricto sensu*, en tant que forme de gouvernement alternative à la monarchie, où le mode de désignation notamment du chef de l'État est l'élection[7].

Les travaux de la Constituante commencèrent sur la base d'une résolution prise par le Bey, le 29 décembre 1955, appelant à des élections pour élaborer « une constitution pour notre royaume » (art. 3). Le premier projet de Constitution du 9 janvier 1957 allait dans ce sens : « l'État tunisien est une monarchie constitutionnelle » (art. 4). Cependant, on soupçonnait que la monarchie fût dans la tourmente. Ainsi, les travaux traînaient en longueur quand, subitement, plus d'une année après, le 25 juillet 1957, la question de la nature du régime fut inscrite à l'ordre du jour et 94 constituants (sur 98 : quatre absents), sommés de se prononcer : *êtes-vous pour la République ?* Le vote unanime fut sans surprise, mais si agréable qu'on le refit une seconde fois, lors de la troisième lecture de la Constitution, le 28 mai 1959, comme pour s'assurer que tous les députés s'étaient expressément prononcés sur son abolition. Ils ne seront plus alors que 83 députés pour voter, d'un bloc, la résolution qui abolit la monarchie, le préambule et le texte de la Constitution. Entre-temps, profitant de l'aubaine, Bourguiba, cumulant, depuis avril 1956, les postes de président du Conseil, ministre des Affaires étrangères et ministre de la Défense, avait déjà retiré au monarque ses ultimes compétences, par une série de décrets authentifiés par le sceau de Sa Majesté[8].

Les juristes, gardiens de la légalité, aiment à épiloguer sur ce « coup d'État » par lequel une assemblée, au pouvoir délégué, dessaisit le Bey de son autorité souveraine, se transformant ainsi en un pouvoir constituant absolu. Ce récit professionnel est a-historique. Aux États-Unis, les 39 fédéralistes représentant neuf des treize États, réunis en convention à Philadelphie, en 1887, n'étaient pas non plus mandatés pour parler au nom du peuple des États-Unis puisque, six ans auparavant, la Confédé-

Achour, « Rapport final », p. 53 (partie arabe), dans *La République* (bilingue), Actes du colloque des 2-3 décembre 1994, Tunis, CPU, 1997.

6. N. Tenzer, *La République*, Paris, PUF/Que sais-je ?, 1993, p. 9-35 ; S. Laghmani, « Le concept de République dans la pensée occidentale », p. 9-41 (partie française), dans *La République*, Actes, *op. cit.*

7. C'est le sens qu'en donne Madison, *Le Fédéraliste*, 39, p. 311-319, dans *Le Fédéraliste,* Paris, Economica/Nouveaux Horizons, 1988. *N.B.* : *Le Fédéraliste* conteste le caractère républicain des monarchies sus-indiquées.

8. R. Ben Hammed, « Le travail non constituant de l'ANC », p. 159-175, dans *L'Assemblée nationale constituante, op. cit.*

ration stipulait en son article 13 que toute modification des dispositions de l'Union perpétuelle devait être approuvée par les législatures des treize États formant la Confédération. Les fédéralistes avouent volontiers que « la convention s'est écartée de son mandat », estimant, cependant, que l'approbation du peuple « effacerait les irrégularités antérieures »[9]. En France aussi, on s'accorde à considérer que la république, proclamée le 21 septembre 1792, fut un accident : la monarchie constitutionnelle, de 1789 à 1792, a créé sans le savoir, ni le vouloir, du reste, la République. Pour clore le débat, Yadh Ben Achour dira ce que les fédéralistes ont déjà assumé, à savoir qu'il s'agissait « d'une action illégale, mais légitime ». Les constituants ne furent pas dupes, non plus. Ahmed Ben Salah, président de la commission de coordination des travaux de la Constituante, malhabile, se justifie : « Nous ne considérons pas cela comme un coup d'État. Dans la période de libération nationale nous étions une république illégale dirigée par un président [Bourguiba, on imagine !] et la Tunisie légale était dirigée par un monarque ! » Effet rhétorique auquel Bourguiba, lors de son discours de clôture de la journée du 25 juillet 1957, fait écho en disant qu'il s'agit bien d'un changement constitutionnel par la volonté d'un peuple souverain afin que la Tunisie soit « un bien commun des Tunisiens en partage » *(macha^{c} bayn at-tunisiyyin)*. Nasr Mazouki, l'allusion à peine dissimulée, ironise sur un roi qu'il nomme « l'affairiste suprême » *(as-samsâr al-akbar)* qui a tellement abusé du pouvoir que le colonialisme aura été un régime plus clément, avoue-t-il !

La république est sortie indirectement des urnes, mais, en fait, ce n'est pas le peuple en corps qui a la souveraine puissance (auquel cas elle eût été une démocratie selon Montesquieu) ; mais une république partisane où une partie seulement du peuple, en l'espèce, celle des lettrés destouriens, qui dispose du pouvoir. Une sorte de *république patricienne*, le patriciat militant, ceinturée par la plèbe, mais restreinte au camp des gagnants[10]. La République ressemblait ainsi à cette « aristocratie élective » dont parle Rousseau[11], l'appartenance à l'ordre des lettrés laïques étant le principe de sélection de la classe bénéficiaire et critère d'excellence de recrutement dans la tribu des militants. Forte de cette distinction, elle ne pouvait pas imaginer qu'on dût céder la direction des opérations aux suffragants. Bourguiba, point de ralliement de toutes les forces, avait formé un cercle concentrique de fidèles, allant des politiques jusqu'aux hommes de main, commis aux affaires délicates et discrètes.

9. *Le Fédéraliste*, *op. cit.*, 40, p. 327-329. Cf. B. Ackerman, *Au nom du peuple. Les fondements de la démocratie américaine*, Paris, Calmann-Lévy, 1989, p. 65-93 et 217-255.

10. Près de 76 % des députés à l'Assemblée constituante avaient eu une part active dans la lutte nationale et parmi eux 35 % avaient connu la prison et la déportation : D. Jazi, *Les Origines des parlementaires en Tunisie*, mémoire de DES en sciences politiques, Paris, faculté de droit et des sciences économiques, 1971, p. 65.

11. J.-J. Rousseau, *Du contrat social*, Paris, Garnier Flammarion, 1966, p. 109.

Le charisme contre la république

Très tôt, la république a été empoisonnée par ce que Michel Camau a appelé *la question constitutionnelle* dans un système politique où, d'un mot, la Constitution est l'équivalent fonctionnel de la Révolution en Algérie et de la Tradition au Maroc. En fait, d'après *Le Fédéraliste*, deux dérives menacent tout régime républicain : les factions idéologiques et charismatiques[12]. Les fédéralistes, ainsi que les révolutionnaires en France, clans de chefs charismatiques, ont tout de même fait preuve d'une modestie honorable quand ils décidèrent d'élaborer une Constitution qui mette fin à leur propre charisme, jugulant ainsi cette tentation si humaine d'abuser du pouvoir.

Pas en Tunisie, où une curieuse conception de la République conditionne le principe d'alternance à l'effectivité d'une meilleure alternative au parti au pouvoir ! *A fortiori*, quand il s'agit de Bourguiba, auquel le président de l'ANC, Jallouli Farès, le jour de la proclamation de la république, s'adressa en ces termes : « Je demande à Monsieur Bourguiba d'accepter que nous soyons liés à vie ? » En effet !

Inévitablement donc, le charisme devait entrer en conflit avec la république. Bourguiba est un *zaïm*, cet « imam des temps modernes », disait Berque, qui ranime la veille unanimité de l'*Oumma*, ne retenant de la tradition que les gravats qui traversent le tamis. En vérité, Bourguiba n'est pas un magicien prestidigitateur, un prophète ou un philosophe. Certes, la magie du verbe peut aller, tel un chaman, jusqu'à l'extase, voire, d'après ses détracteurs, la crise épileptique, sauf que sa parole emphatique et délibérément dramatisée supplée à la détention de secrets magiques. Il a tellement sillonné le pays que chacun a fini par croire qu'il avait été touché par sa *baraka* ; si bien que tous finirent pas former une communauté émotionnelle idolâtre liée au sauveur par une inconditionnelle loyauté, laquelle dégénéra, plus tard, en une association des vétérans, commis à la milice et à la trique, vivotant d'aumônes partisanes. Il y avait aussi de la mystagogie dans ce personnage qui a revisité l'histoire du mouvement national, le réduisant à un mouvement qui oscille entre apathie et agitation, à peine corrigé par la providence – ce qu'il appelait la chance *(al-bakht)* : la chance que la Tunisie l'ait enfanté, la chance que la France eût un Mendès ! Et, bien qu'il se soit donné des allures prophétiques, il fut plus proche d'un réformateur de la foi que d'un fondateur d'une secte : exégète attitré du Coran, il appartient, forcément, à la cléricature, les *Fuqaha* (les jurisconsultes). Et s'il lui arrive souvent de faire valoir la sagacité sur l'aventurisme, il n'a jamais prétendu être inspiré par le *Daïmon*, l'esprit qui souffle la vérité au philosophe, le bourguibisme étant à la sagesse sapientielle ce que la mimique est au discours articulé. Toujours est-il, fort d'une qualification exemplaire, il ne lui restait plus qu'à saborder la République, sa création.

12. *Le Fédéraliste*, *op. cit.*, 10, p. 69.

République, Divan et dynastie

Les péripéties qui rythment la longue agonie de la république sont connues[13]. Retenons trois modalités typiques : républicaine, collégiale et dynastique.

La modalité républicaine a été le choix du constituant : le président de la République n'étant pas rééligible plus de trois fois consécutives (art. 40 ancien). En même temps, on devait prévoir le cas de vacance, au cours du mandat, pour cause de décès, démission ou empêchement absolu : on confia aux membres du gouvernement, état-major collégial, le soin de désigner l'un d'entre eux ; l'Assemblée se réunirait alors pour élire le nouveau président au scrutin secret et à la majorité absolue, juste pour le restant du mandat (art. 51 ancien). C'est sur cette ligne républicaine que la protestation libérale tire une légitimité démocratique, longtemps obscurcie par la morgue *beldi* (citadine) de ses émules (Ahmed Mestiri, Hassib Ben Ammar, Béji Caïd Essebsi...).

La solution collégiale, déjà esquissée par la Constitution, a failli être adoptée, entre 1964 et 1969, quand on a hésité entre la désignation du successeur par le comité central, lors du congrès de Bizerte du Parti socialiste destourien (PSD) en 1964, puis, en 1966, par le Conseil de la République, réunissant à la fois le bureau politique et les membres du gouvernement. C'est là solution du *Divan (Diwan)*, la République (au sens second du terme) du XVII^e^ siècle, telle qu'elle fut décrite, en 1666, par le chevalier D'Arvieux, envoyé du roi de France en Orient, comme « une république à laquelle on donne le nom de Royaume comme on le donne à celle de Pologne »[14]. À l'époque, le pouvoir était détenu par quatre puissances en conflit (le Pacha, l'Agha, le Divan et le Bey), à partir de 1574, avant que le pouvoir n'échût définitivement au Bey en 1705. Le Divan était alors une assemblée composée de la hiérarchie militaire des janissaires, dirigée par un supérieur, l'Agha, au point qu'on a pu parler de « quasi-démocratie militaire »[15]. Mais alors : la présidence à vie n'est-elle pas sortie de la République, comme la Monarchie beylicale de la lutte entre les quatre puissances !

Finalement donc la modalité dynastique a fini par prévaloir, en deux temps : la succession automatique, au profit du Premier ministre par la loi du 31 décembre 1969 ; doublée par la présidence à vie, lors de la révision constitutionnelle de 1975 portant modification des articles 40 et 51, confirmée par celle de 1976. Il ne s'agissait que de succession, mais la

13. Cf. le suivi : M. Camau, *La Notion de démocratie dans la pensée des dirigeants maghrébins*, Paris, CNRS, 1971 ; et jusqu'à la présidence à vie, et du même auteur, *Pouvoirs et institutions au Maghreb*, Tunis, Cérès-productions, 1978, p. 267-269.

14. Cité dans M. Kraïem, *La Tunisie précoloniale*, vol. 1, Tunis, S.T.D, 1971, p. 369-370 (fragments des Mémoires de D'Arvieux).

15. T. Bachrouch, *Formation sociale barbaresque et pouvoir à Tunis au XVII^e^ siècle*, Tunis, Publications de l'université, 1977, p. 51.

République était aussi en question ! Les protestations n'ont pas manqué. S'agit-il d'un assassinat de la République comme le dit Hichem Moussa ? Ce qui est sûr, c'est que le régime politique a fini par ressembler à ce dont parlait déjà Robespierre, le 31 juillet 1791, devant le club des jacobins : « Qu'est-ce que la constitution française actuelle ? C'est une république avec un monarque. Elle n'est donc point monarchie, ni une république, elle est l'une et l'autre. » Moins prosaïquement, mais tout aussi grave pour la symbolique républicaine, un pointage montre qu'un reliquat de rescapés de la Constituante, y compris son président, siégeront, les uns sans interruption, d'autres par intermittence, lors de la quatrième législature 1974-1979, au cours de laquelle Bourguiba est proclamé président à vie, le 18 mars 1975, par l'Assemblée[16].

La tentation dynastique

La solution choisie par Bourguiba a le défaut sur lequel Spinoza s'est déjà prononcé : « Dans un régime où toute la puissance a été donnée à un seul, rien n'est plus facile que de le faire passer ensuite du premier individu à un autre »[17]. Tôt ou tard, Bourguiba devait donc succomber, comme disait Hegel à propos de César, « sous les coups de ceux qui étaient en train de devenir ses ennemis. Ceux-ci avaient pour eux la forme de la constitution et la force des apparences juridiques »[18]. A-t-il été mis de côté, le 7 novembre 1987, comme un jouet usé par un si long règne ? Il est heureux qu'il n'ait pas été « réduit en pièces, assassiné ou forcé à l'exil »[19]. Oui, mais il sera privé de liberté jusqu'à sa mort ! L'accession de Ben Ali à la magistrature a suscité des commentaires contrastés[20] ; mais certains, emportés par l'enthousiasme, ont parlé d'une « seconde république »[21] et « d'une nouvelle *dawla* (État) »[22]. Mais si l'hypothèse d'une militarisation du régime est écartée[23], en avons-nous vraiment fini avec la tentation dynastique ? Car, il appert que les portes de l'alternance

16. Jellouli Farès, Ferjani Bel Hadj Ammar, Habib Achour, Hédi Nouira, Habib Chatti, Abdallah Farhat, Sadok Mokaddem, Mahmoud Zehioua et Fathi Zouhir.

17. Spinoza, *Traité de l'autorité politique*, Paris, Gallimard, 1994, p. 148.

18. Hegel, *La Raison dans l'histoire*, Paris, Plon/10-18, 1965, p. 112.

19. L. Carl Brown, « Bourguiba and bourguibism reviseted : reflections and interprétation », *Middle East Journal*, 1, hiver 2001, p. 43-44.

20. M. Camau, « La succession et l'héritage », p. 48, dans M. Camau (dir.), *Tunisie au présent. Une modernité au-dessus de tout soupçon ?*, Paris, éd. du CNRS, 1987.

21. D. Jazi, « Était-ce légal ? », *Jeune Afrique*, 18 novembre 1987, p. 46-47, et D. Vanderwalle, « From the New State to the New Era : Toward a Second Republic in Tunisia », *Middle East Journal*, 4, automne 1988, p. 602-620.

22. E. Hermassi, « Le système politique tunisien après le 7 novembre », p. 97-106, dans B. Kodmani-Darwich (dir.), *Maghreb : les années de transition*. Paris, Masson, 1990.

23. Pronostic de Lewis B. Ware, émis en 1985 et maintenu : L. B. Ware, « Ben Ali's constitutionnel coup in Tunisia », *Middle East Journal*, 4, automne 1988, p. 596 et 601.

à peine réouvertes par la réforme de l'article 39 en 1988 limitant l'éligibilité à la présidence à trois mandats, qu'elles se referment sur elles-mêmes : les appels réitérés pour une rallonge présidentielle montrent qu'on était passé de la dynastie à la république, puis à la monarchie républicaine ; et qu'on s'apprête à passer de la présidence à vie à la présidence à espérance de vie !

D'un autoritarisme institutionnalisé à l'étatisation de la société

Autant que le premier tournant, le passage d'une république partisane à une monarchie honteuse, le second s'inscrit à rebrousse-poil des attentes normatives. Certes, tout pouvoir se partage forcément, mais le Bey disposait, en gros, de la totalité des pouvoirs[24]. En revanche, il est difficile de réduire l'autoritarisme de Bourguiba à un quelconque trait décisif. Mais s'il fallait d'un mot le résumer, on pourrait dire qu'il était institutionnalisé. Non qu'il respectât scrupuleusement les institutions, mais il avait su traduire son pouvoir quasi absolu dans des institutions. Et c'est le charisme, catégorie intermédiaire entre la domination consentie et la force imposée, qui a servi de relais, une fois pour faire supporter aux institutions l'autoritarisme, et une autre pour l'imputer à la personne de Bourguiba.

Un État légal mais non de droit

Bien qu'il soit tributaire dans sa formation de la culture francophone, l'État de Bourguiba ressemblait plus à la conception allemande du XIX^e^ siècle, un État de la puissance *(Machtsstaät)* ou de police *(Polizeistaät)*, plus qu'à un État de droit *(Rechtsstaät)* à la française. L'une sublime l'État et réduit le droit à un instrument de l'activité étatique, l'autre soumet l'État à un régime de droit et garantit les droits subjectifs contre leur empiétement par les pouvoirs publics. Mais un État de la puissance n'est pas un État d'arbitraire. En vérité, l'État tunisien est légal, mais il n'est pas un État de droit, c'est-à-dire assujetti au droit. Au mieux peut-on dire qu'il est un État de la puissance limitée. Les apparences de l'État de droit ont été sauves, mais l'esprit constitutionnel a été dévoyé et sa lettre constamment violée, au point qu'on peut légitimement douter qu'on ait une Constitution c'est-à-dire une norme qui régule la vie politique. Son dispositif sépare nominalement les pouvoirs entre eux, mais ne sépare pas l'État de la religion et tait la confusion entre parti et État. Il

24. M. Kraïem, *La Tunisie précoloniale*, *op. cit.*, p. 207-213.

institue la supériorité de l'exécutif sur le législatif et le judiciaire, et au sein de l'exécutif, accorde la primauté au chef de l'État sur le gouvernement. Les droits individuels à peine proclamés seront neutralisés, conditionnés et bafoués[25]. Kant disait que « même un peuple de démons, pourvu qu'il ait quelque intelligence » pouvait bien résoudre « le problème de l'institution d'un État ». Les constituants n'en étaient sûrement pas dépourvus, mais, tels des ingénieurs sans originalité, ils n'ont fait, en somme, qu'améliorer les pièges juridiques dont les plans ont été conçus ailleurs. Mais les catégories du droit peuvent-elles rendre compte totalement du système politique ?

Le néocorporatisme

Ce qui caractérise le plus l'autoritarisme tunisien est le néocorporatisme. Celui-ci est défini comme un système de représentation des intérêts dans lequel l'État crée ou reconnaît, mais en tout cas attribue à des corps constitutifs, en nombre limité et hiérarchiquement organisés, le monopole de la représentation socioprofessionnelle. En échange de quoi, ils jouent le rôle de support de l'État qui les domine[26]. Tel est le cas de la Tunisie, où la stabilité de l'autoritarisme peut se mesurer à l'aune de marqueurs rigides de la vie politique. Le premier est la confusion des rôles ou l'enchevêtrement entre les structures du parti et de l'État, un système bien huilé où on est destourien par la voie militante ou la banale détention de la carte du parti, plébiscité par le peuple mais coopté par les intrigues de la hiérarchie. Le deuxième est l'articulation entre le populisme électoral et l'organisation de la consultation électorale entachée de défauts rédhibitoires. Le troisième est le contrôle de l'État-parti-président sur le bloc historique des organisations nationales. Inauguré lors de la Constituante, il est encore au pouvoir, quarante ans après, en dépit de nombreuses crises qui ont émaillé son parcours, les mutations internes qui l'ont affecté et les nombreux ajustements de sa nomenclature : les travailleurs (l'UGTT), les industriels et commerçants (l'UTICA), les agriculteurs (l'UNA), les femmes (l'UNFT) et la jeunesse (l'UTOJ). Cette thèse a été encore défendue récemment par Emma C. Murphy ; toutefois, celle-ci a tort de parler du rôle de l'armée dans le corporatisme de Ben Ali, qu'elle qualifie de « gouvernement de soldats et de technocrates »[27]. La thèse

25. Cf. R. Ben Achour, « L'État de droit en Tunisie », p. 245-256, dans A. Mahiou (dir.), *L'État de droit dans le monde arabe*, Paris, CNRS, 1997.

26. Cf. D. A. Chalmers, « Corporatism and comparative politics », p. 59-81, dans H. J. Wiarda (dir.), *New Directions in Comparative Politics*, Boulder Colorado, Westview Press, 1991.

27. E. C. Murphy, *Economic and Political Change in Tunisia : From Bourguiba to Ben Ali*, New York, St Martin's Press, 1999. Voir : J. Sigler, *The Middle East Journal*, printemps 2000, p. 312-314.

récente de Stephen J. King, selon laquelle le parti, depuis l'ajustement structurel de 1986, abandonnerait la représentation de larges couches pour se lier à la bourgeoisie urbaine, qui utiliserait l'État comme son véhicule, est fausse[28]. Celle-ci, au contraire, comme Eva Bellin l'a montré, demeure faible. Bourgeoisie rentière, elle est créée par l'État ; sa structure est familiale ; son entreprise type, les PME ; son expression organisationnelle, l'UTICA, fragile ; et sa hantise, le contrôle fiscal[29].

Un pluralisme sélectif et discriminatoire

Quand le monopole néocorporatiste s'est érodé durant la phase libérale (1970-1980), il a composé volontiers avec un pluralisme sélectif et discriminatoire. Sélectif en ce que le pouvoir choisit ses opposants. À l'exception de la levée de l'interdiction du Parti communiste en 1981, le pouvoir choisit, certes contraint, les candidats au pluralisme limité : le MDS (Mouvement des démocrates socialistes) et le PUP (Parti de l'unité populaire) avant 1987, l'UDU (Union démocratique unioniste), le RSP (Rassemblement socialiste progressiste) et le PSL (Parti social libéral), tous trois en 1988. Remarquons que la règle de l'octroi du monopole de direction qui préside au néocorporatisme est celle-là même qui régit la vie des partis. C'est-à-dire qu'en cas de conflits internes le pouvoir intervient pour ou contre les scissionnistes : le conflit Ben Salah-Belhadj Amor-Azouna au PUP et l'épisode Moada-Ben Jaafar-Boulehya au MDS. Discriminatoire en ce qu'il exclut les extrêmes en vertu d'un principe, admis de la démocratie (pas de tolérance aux intolérants), mais qui, de vertu de prudence commandée par les circonstances comme nous dit Rawls, se transforme en une intolérance politique foncière.

L'étatisation de la société

Avec l'indépendance s'amorce le mouvement d'étatisation de la société. Mais celui-ci ne va pas sans la formation de foyers de résistance par le bas, lesquels suscitent une contre-mobilisation par le haut, comme dirait Camau.

Économiquement, la modernisation autoritaire par capitalisation bureaucratique (1964-1969), si elle cède la place, à partir du gouvernement Nouira (1971-1980), à la logique du marché[30], n'aura été qu'un mode de

28. S. King, « Economic reform and Tunisia hegemonic party : the end of administrative elite », *Arab Study Quarterly*, printemps 1998, p. 59-86.

29. E. Bellin, « Tunisian industrialists and the state », p. 45-65, dans W. Zartman, *Tunisia : The Political Economy of Reform*. Boulder & London, Lynne Rienner Publishers, 1991.

30. M. Camau, « L'État tunisien : de la tutelle au désengagement », *Monde arabe Maghreb Machrek*, 103, janvier-mars, 1984, p. 8-38.

redéploiement de ce que Weber appelle l'économie « orientée politiquement », au point qu'on peut dire que seul l'accord d'association Tunisie-Union européenne (1995) a des chances d'y mettre fin.

Étatisation de la société civile consacrée par la promulgation de la loi de 1959 sur les associations, encore en vigueur en dépit des réaménagements de 1988. Pourtant, la société civile s'impose dans les années 1970 en « même temps que la république civile » contre l'intervention à trois reprises de l'armée dans la vie politique (1978, 1980 et 1984)[31]. Malheureusement, elle n'a pas été en mesure de constituer ce contrepoids qui aurait pu, comme dirait Foucault, défendre la société contre l'État. Tout au plus, prise en tenaille entre l'islamisme et l'autoritarisme, elle s'est progressivement effilochée, avant qu'elle ne soit quasiment domestiquée.

Étatisation de la question féminine par un féminisme d'État, faisant fond sur une rente de situation (le code de statut personnel, 1956), mais qui suscite, cependant, un mouvement féministe fort actif[32].

Étatisation de la religion qui, d'un tenant, s'attaque à la base de l'islam traditionnel (la liquidation des *Waqfs*, la dissolution des tribunaux charaïques et l'affaiblissement de l'islam populaire), intègre les institutions de la socialisation culturelle dans le dispositif étatique (le Mufti de la République, l'Université de la Zitouna, la gestion des mosquées et des écoles religieuses) et enfin crée de nouvelles institutions, notamment le Conseil islamique supérieur de la République en avril 1987, le tout couronné par la création d'un ministère des Affaires religieuses en 1992[33]. Ce « césaro-papisme » ne va pas non plus sans une double résistance radicale : la surenchère islamiste contre le laïcisme « ataturkiste » d'une partie de la gauche démocratique[34].

Enfin, étatisation du patriotisme qui prétexte du fait national, la correspondance entre unité territoriale et nationale selon Gellner, pour monopoliser le libre sentiment d'allégeance que MacIntyre appelle la vertu patriotique[35].

---

31. A. Zghal, « Le concept de société civile et la transition vers le multipartisme », dans M. Camau (dir.), *Changements politiques au Maghreb*, Paris, CNRS, 1991, p. 208.

32. Hafidha Chekir, *Le statut de la femme entre les textes et les résistances. Le cas de la Tunisie*, Tunis, Chama, 2000, p. 149-174. Cf. *supra* la communication de Sophie Bessis.

33. M. Kerrou, « Politiques de l'islam en Tunisie », p. 81-102, dans M. Kilani (dir.), *Islam et changement social*, Lausanne, Payot, 1998 ; F. Fregosi, « Les rapports entre l'islam et l'État en Tunisie et en Algérie : de leur revalorisation à leur contestation », p. 103-123, dans A. Mahiou (dir.), *L'État de droit dans le monde arabe*, *op. cit.* ; A. N. Ben Daiya, *Le Mufti de la République en Tunisie. L'Institution et la fonction* (en arabe), Tunis, Cérès-productions, 2001.

34. M. Al Ahnaf, « Tunisie, un débat sur les rapports État-religion », *Monde arabe Maghreb Machrek*, 123, octobre-décembre1989, p. 98-90.

35. A. MacIntyre, « Le patriotisme est-il une vertu ? », dans A. Bertin, P. Da Silva et H. Pourtois (dir.), *Libéraux et communatariens*, Paris, PUF, 1997, p. 287-309.

Vers la privatisation de l'État

L'étatisation de la société est, si on utilisait le langage hégélien, la scène médiatrice, par laquelle l'État sera privatisé ; car, dans un régime où l'État occupe toutes les surfaces, rien n'est plus facile à un chef de l'État qui considère le parti, la société et l'État comme émanant de sa personne de faire de l'État sa chose. La théorie de la privatisation de l'État appartient à deux corpus distincts. Le premier relève de l'économie politique quand la crise de l'État providence mène à une impasse financière, une efficacité décroissante et des mutations culturelles qui contrarient son développement[36]. Toutefois, le désengagement de l'État a charrié des effets pervers inédits qui ont poussé les chercheurs à parler carrément d'élites malveillantes et malfaisantes qui ont criminalisé la politique[37]. Le second corpus appartient à l'analyse culturelle. Dans le sillage de Weber qui a défini le pouvoir islamique à l'âge classique comme une autorité personnelle arbitraire exercée sur les sujets, « de la même façon que n'importe quel objet susceptible de possession »[38], on a parlé, dans les temps modernes, de pouvoir néopatrimonial qui s'inscrit dans une tradition avérée, tout en s'ouvrant à l'innovation sociale dont il fixe cependant les limites. Tel est le cas du Maroc ou des monarchies du Golfe.

Mais le pouvoir en Tunisie est-il néopatrimonial ? Oui, répond John Waterbury. Camau doute que la catégorie puisse rendre compte fondamentalement du système politique, mais seulement de certaines de ses modalités pratiques[39]. Toutefois, il manque au néopatrimonialisme pour qu'il épouse les contours de la privatisation le chevauchement entre l'imperium et la maisonnée, notamment l'emprise sur le pouvoir pour la prise du butin. Nous articulons les deux corpus, pour parler, dans le sillage d'autres, de l'État privatisé[40].

Cette privatisation présente les six caractères suivants. Premièrement, l'hypertrophie de la fonction présidentielle. En tant que telle, elle brouille les frontières entre quatre niveaux de la représentation du lien social : le

---

36. P. Rosanvallon, *La crise de l'État providence*, Paris, Le Seuil, 1984, p. 13-25.

37. J.-F. Bayart, S. Ellis et B. Hibou (dir.), *La Criminalisation de l'État en Afrique*, Bruxelles, Complexe, 1997, p. 47-50 ; B. Hibou, « De la privatisation des économies à la privatisation des États », p. 11-67, dans B. Hibou (dir.), *La Privatisation de l'État*, Paris, Khartala, 2000.

38. M. Weber, *Économie et société*, t. 1, Paris, Plon/Pocket, 1991, p. 308-309.

39. J. Waterbury, « La légitimité du pouvoir au Maghreb : tradition, protestation et répression », p. 413, et M. Camau, « Caractère et rôle du constitutionnalisme dans les États maghrébins », dans J. Leca (dir.), *Développements politiques au Maghreb*, Paris, CNRS, 1979, p. 405-407.

40. Outre les travaux de Michel Camau, *op. cit.*, Mustapha Kraïem a, en un mot, parlé de privatisation de l'État ; cf. M. Kraïem, « Réflexions sur la personnalité de Bourguiba », dans A. Temimi (dir.), *Habib Bourguiba et l'établissement de l'État national : approches scientifiques du bourguibisme*, Zaghouan, 2000, p. 18 et à propos du Bey, dans *La Tunisie précoloniale*, *op. cit.*, p. 108 et 157.

pays, l'État, le régime et la fonction de chef de l'État finissent par se confondre avec la personne de ce dernier. Deuxièmement, la captation de la gloire : toute gloire émane *in potentia* du chef de l'État, s'autorise de son éthique chevaleresque et lui revient comme s'il s'agissait d'un devoir éthico-religieux. Il en découle une apathie collective, car le désir de reconnaissance qui anime les individus, ce *thymos* dont parle Socrate et qui pousse les êtres, disait Hegel, jusqu'à mourir pour être reconnus en tant que tels, est écrasé. Troisièmement, l'asymétrie des relations de pouvoirs au sein de l'État. Le lien du président aux autres agents est un rapport d'injonction vertical, de donneur d'ordre infaillible à des exécutants dociles. En revanche, le lien entre les subalternes est horizontal et de compétition : les uns et les autres se jalousent mais la logique de la compétition s'arrête au seuil du chef de l'État, hors compétition du fait qu'il entretient lui-même savamment celle-ci. Ainsi, l'accès à une charge politique se vit par le candidat comme une surprise et se dispense comme une grâce irrationnelle que rien ne justifie sinon l'insondable volonté du chef de l'État. On en arrive à l'abolition de la politique ; faire de la politique devient une condition « disqualificatoire », une activité clandestine réservée à des parias, des illuminés et des va-nu-pieds hérétiques qui cherchent à compliquer une donne si simple : l'indifférence à la politique comme condition d'accès au fonctionnariat politique. Quatrièmement, le pouvoir du sérail, ce lieu magique et opaque qui dispense le faste et le néfaste, enrichit et appauvrit, nomme et limoge. Il comprend le cercle privé autour du chef, son personnel, ses conseillers, sa garde, sa famille et ses amis. L'enjeu : le corps du Prince, sa proximité physique, ses intentions inavouables, son humeur versatile, sa mémoire défaillante et ses blessures secrètes. Sans le sérail, la politique en Tunisie est incompréhensible mais à cause du sérail, elle est irrationnelle. Cinquièmement, la domestication de la masse. Le paradoxe est de taille : d'une part, le pouvoir s'origine dans le peuple, mais, d'autre part, le peuple est tenu pour suspect, car il porte en son sein le risque de la tyrannie du nombre et le gouvernement de la foule, à propos desquels Bourguiba était intarissable. Sixièmement, le chevauchement entre position de pouvoir et disposition financière. Concomitant à la libéralisation de l'économie, il signifie l'appropriation illégale et oligarchique des ressources publiques par des agents privés, ceux-là mêmes qui s'agitent dans le secret, comme un essaim de frelons autour de la ruche de miel.

Pourquoi l'État s'est-il effacé devant des intérêts sectaires et particuliers ? Il faudra un jour faire l'histoire de la confusion entre public et privé en Tunisie. Dès le XVII[e] siècle, la course a profité aux dignitaires du régime[41] ; et le *Beylik* recrutait le personnel politique dans sa domesticité[42]. Il est revenu à la puissance occupante de dissocier le public du

41. P. Sebag, *La Course au XVIII[e] siècle*, Tunis, IBLA, 2001, p. 9-13.

42. A. Mahjoubi, *L'Établissement du protectorat français en Tunisie*, Tunis, Publications de l'université de Tunis, 1977, p. 11-33.

privé, en fixant le principe de la liste civile incluse dans la Constitution de 1861, puis en réorganisant, entre 1902 et 1910, le domaine privé du monarque, limitant ses revenus et nommant un administrateur civil pour gérer le domaine affecté à la couronne. Enfin, la république dépossède les monarques et égalise les statuts. L'éthique du bien public animait si fortement la Constituante qu'il fut considéré comme incongru que le projet de la Constitution de 1959 envisageât l'abus d'autorité en vue d'obtenir des avantages injustifiés, de la part des parlementaires (art. 41) et des ministres (art. 79). Et de la part de Bourguiba ? Inimaginable de celui qui, lors de la séance du 25 juillet 1957, avait dit de Hussein Ben Ali (1705-1735), qu'il s'était imaginé avoir acquis un domaine agricole *(hinchîr)* qui avait pour nom la Tunisie ! Dans cette histoire qui s'étale sur trois siècles, Bourguiba aura été une exception. Défait, Sidi Lamine, nominalement dix-neuvième monarque, alors qu'il franchissait une dernière fois la porte de son Palais, traça de son doigt : *la illah illa Allah*[43]. Malheureusement, le temps, même le présent des choses passées, nous est compté à tous pour déchiffrer l'énigme !

43. F. Bey, *La Dernière Odalisque*, Paris, Stock, 2001, p. 460.

15

L'héritage contradictoire de Bourguiba : modernisation et intolérance politique*

John P. ENTELIS**

Le régime actuel de Ben Ali en Tunisie laisse perplexes les analystes et les spécialistes. Il a procédé à de remarquables réformes tendant à instaurer une économie de marché et a ainsi mis en place l'une des configurations socioéconomiques les plus avancées du Monde arabe. Mais il témoigne d'une incapacité et d'un refus persistants à prolonger ces initiatives en une véritable démocratie politique qui va généralement de pair avec de tels progrès. Diverses théories, dont aucune n'est entièrement satisfaisante, ont été avancées pour expliquer ce paradoxe où entrent en ligne de compte l'économie politique, la culture politique, la psychologie politique et le processus de mondialisation. Dans cet article je défends le point de vue suivant lequel Habib Bourguiba (1903-2000), durant les trois décennies de son règne (1956-1987), a joué un rôle déterminant dans la promotion de réformes économiques libérales relevant d'un programme évolutif de modernisation et l'adoption d'une politique étrangère pro-occidentale. Mais il a également pesé dans l'institutionnalisation d'une « culture politique » autoritaire, développée et renforcée par son successeur.

Au nom du combat contre le colonialisme, de la réalisation de l'indépendance, de l'édification d'un État national moderne et de la mise en place de réformes sociales et économiques, Bourguiba a justifié une forme modérée de pouvoir autoritaire matérialisée par le parti monolithique et les structures étatiques qu'il a créées. Son charisme et sa vision populiste ont rencontré un réel accueil favorable chez une population bien disposée à son égard, du moins durant les premières années de l'indépendance. Toutefois, le « Combattant suprême » eut tôt fait de se départir de

---

* Traduction de l'anglais par Michel Camau.

** Professeur à Fordham University et éditeur de *The Journal of Northern African Studies*.

sa dimension populiste pour s'en remettre toujours davantage à l'État autoritaire afin d'imposer sa volonté à une société civile rétive. Lors de sa destitution par le général Zine El-Abidine Ben Ali, le 7 novembre 1987, à la faveur d'un coup d'État « constitutionnel », le legs autoritaire était déjà bien en place.

Plus que toute autre considération, c'est ce legs contradictoire de libéralisme économique et d'intolérance politique transmis de Bourguiba à Ben Ali qui permet d'expliquer la capacité de ce dernier à maintenir un ordre politique autoritaire en dépit des réactions tant de la société civile tunisienne que de la mouvance internationale des droits de l'homme. En restant au pouvoir trop longtemps, Habib Bourguiba a moins « contribué au démantèlement de son œuvre [l'indépendance, le changement pacifique et la modernisation] »[1] qu'il n'a, à vrai dire, institutionnalisé une forme modérée d'autoritarisme justifiée au nom de la modernisation et de l'occidentalisation. De modérée, cette forme institutionnalisée est devenue toujours plus radicale dans les mains d'un Ben Ali politiquement moins habile. Plutôt que de réaliser une transition et une consolidation démocratiques, ce dernier a développé une forme de pseudo-démocratie s'apparentant davantage à un réaménagement de l'autoritarisme qu'à une promotion du libéralisme politique.

Bien sûr, cette « culture politique » autoritaire imposée par Bourguiba et son élite dirigeante durant trois décennies n'explique pas à elle seule le caractère intolérant du régime actuel. D'importants facteurs d'ordre économique, y compris la cooptation des classes et des groupes dirigeants au sein de la société civile, évoqués par une nouvelle génération de chercheurs tels Chris Alexander, Stephen King, Eva Bellin et Greg White[2], permettent également de mieux comprendre pourquoi la politique du bâton et de la carotte du régime en place a éloigné de la scène politique les forces démocratiques naissantes.

Dans cette perspective, plutôt que d'encourager la « troisième vague » de démocratisation, les réformes néolibérales du type de celles lancées aussi bien par Bourguiba dans les années 1970-1980 que par Ben Ali depuis 1987, ont renforcé l'autoritarisme. Comme King le fait observer, « la coalition des agents de l'État, des élites foncières, de la bourgeoisie urbaine et de l'armée qui forment la combinaison centrale du régime aux

1. L. C. Brown, « Bourguiba and bourguibism revisited : reflections and interpretation », *The Middle East Journal*, vol. 55, 1, 2001, p. 57.

2. C. Alexander, « State, labor, and the new global economy in Tunisia », *in* D. Vanderwalle (ed.), *North Africa. Development and Reform in a Changing Global Economy*, NY, St. Martin's Press, 1996 ; E. Bellin, « Civil society in formation : Tunisia », *in* A. R. Norton (ed.), *Civil Society in the Middle East*, Leiden, E. J. Brill, 1995 ; du même auteur, *Stalled Democracy : Capital, Labor, and the Paradox of State-Sponsored Development*, Ithaca, NY, Cornell University Press, 2002 ; S. J. King, *Market Reforms and Corporate-Authoritarianism : Tunisia in Comparative Perspective*, Bloomington, IN, Indiana University Press, 2003 ; G. White, *À Comparative Political Economy of Tunisia and Morocco*, Albany, NY, Suny Press, 2001.

lieu et place de la formule populiste ISI (Industrialisation par substitution d'importation) dispose d'importants moyens pour réorienter le régime dans un sens favorable aux intérêts de puissants groupes économiques. Le populisme ISI a laissé en héritage des institutions et traditions culturelles autoritaires »[3]. C'est par rapport à ces traditions culturelles que l'héritage de Bourguiba est le plus prégnant et grâce à elles que l'« autoritarisme corporatiste » *(corporate-authorianism)*, suivant l'expression de King, a maintenant émergé.

Le régime de Ben Ali s'inscrit dans la tradition de l'autoritarisme corporatiste plutôt que dans la tradition démocratique libérale. Dans le cadre d'un tel système, « le gouvernement contrôle l'ensemble de la main-d'œuvre par le biais de mécanismes corporatistes inhérents aux nouveaux aménagements du marché. Les liens clientélistes entre les notables ruraux et la petite paysannerie ancrent la présence de l'État dans les campagnes, la société civile est tenue fermement en laisse et, si nécessaire, la répression est utilisée pour contrôler les groupes subordonnés. D'un point de vue institutionnel, le régime se caractérise par un exécutif exceptionnellement puissant qui domine un législatif et un judiciaire faibles »[4].

En Tunisie, l'autoritarisme corporatiste diffère des anciennes formes de pouvoir corporatiste. En effet, le régime de Ben Ali utilise « la rhétorique de la démocratie libérale, introduit une dose d'ouverture politique et organise des élections partiellement concurrentielles afin de paraître en phase avec les normes internationales »[5]. Mais en pratique le régime a mis sur pied des mécanismes qui empêchent un transfert effectif du pouvoir. L'amendement de l'article 39 de la Constitution tunisienne censé limiter le nombre de mandats présidentiels successifs à trois, de cinq ans chacun, a favorisé l'inclination autoritaire de Ben Ali. Celui-ci, au pouvoir depuis 1987, s'est fait plébiscité en 1989, 1994 et 1999, à l'occasion de trois élections présidentielles non concurrentielles. À partir d'août 2001, dans le cadre d'une campagne orchestrée et minutieusement coordonnée, la presse tunisienne contrôlée par le gouvernement a réservé une très large place à des appels émanant d'institutions liées à l'État qui tour à tour demandaient au président Ben Ali de briguer un quatrième mandat présidentiel à l'occasion des futures élections de 2004. Une réforme constitutionnelle a parachevé cette campagne, réalisant ainsi ce que Bourguiba avait décidé par décret en 1974 : la présidence à vie.

De plus, « le contrôle social est primordial pour le régime et ce dernier, bien qu'il dispose d'une assise électorale, suit la tradition corporatiste qui considère l'État comme une instance paternelle. Les conflits entre groupes socio-économiques pour la disposition des ressources rares

3. S. King, *Market Reforms and Corporate-Authoritarianism*, *op. cit.*, p. 55-56.
4. *Ibid.*, p. 5-6.
5. *Ibid.*, p. 56.

nécessitent le contrôle de l'État et celui-ci intervient pour empêcher que les clivages sociétaux n'interfèrent avec la compétition politique »[6].

Ces considérations d'économie politique mettent nettement en lumière l'articulation d'impératifs d'ordre matériel avec une nouvelle forme d'autoritarisme désormais plus qu'évidente en Tunisie. Cependant leur pertinence ne peut être appréciée qu'en prenant en compte les valeurs politiques en usage, les traditions et les mœurs enracinées par les élites antérieures à l'indépendance et délibérément institutionnalisées par Bourguiba et son clan dirigeant durant les trente années de leur mainmise sur l'État.

Avec l'islamisme ou islam politique s'est affirmée une culture politique prégnante chez les masses, qui représente un autre aspect des réactions, durant la période antérieure à 1987, à la manipulation opérée par une élite occidentalisée à travers Bourguiba et sa classe dirigeante. À défaut d'une authentique expression du sentiment populaire sous la forme d'une participation démocratique, une « contre-culture » islamique a émergé à la fin des années 1970 et au début des années 1980. Elle a incité une grande partie des mécontents, dans l'ensemble des classes sociales mais particulièrement chez les jeunes chômeurs de sexe masculin en milieu urbain, à adhérer à des représentations plus « authentiques » de l'identité tunisienne[7]. À ce défi mettant en cause le *statu quo* politique, le régime de Bourguiba a réagi de manière réactionnaire et parfois violente, une violence que son successeur a poussée à l'extrême. Ben Ali a notamment argué des menaces qu'aurait fait peser l'islamisme sur les intérêts économiques et sociaux de la classe moyenne en Tunisie et sur la sécurité à l'étranger.

Bref, l'héritage d'intolérance politique s'est réclamé à la fois de la nécessité économique et du militantisme islamique comme *raison d'être*[8] de l'action politique. La société civile était effrayée par la perspective que le militantisme islamique puisse compromettre la prospérité économique dont bénéficiaient les principaux groupes et classes. À tel point que la relation de commandement de type *top-down* était tenue pour acceptable sinon indispensable compte tenu des termes de l'alternative : la stabilité, la prospérité et l'intolérance politique ou, à l'opposé, la peur, l'incertitude et le chaos politique. Ainsi Bourguiba a-t-il dressé l'échafaudage de l'autoritarisme tunisien tandis que Ben Ali en a réalisé la structure.

---

6. *Ibid.*, p. 56-57.

7. J. P. Entelis, « Ideological change and an emerging counter-culture in tunisian politics », *Journal of Modern African Studies*, vol. 12, 4, 1974, p. 543-568.

8. En français dans le texte original.

Le passé : les expériences des Jeunes-Tunisiens et des deux « Destour »

L'expérience coloniale française en Tunisie n'a pas été douce, mais n'a pas engendré autant de bouleversements sociaux que dans l'Algérie voisine. La colonisation a officiellement débuté le 12 mai 1881 lorsque les Français forcèrent le Bey de Tunis (sous peine de mort) à signer le traité de Ksar Saïd, également connu sous le nom de traité du Bardo. Ce document autorisait la France à contrôler la sécurité et la politique étrangère de la Tunisie durant une « période temporaire mais indéfinie ». En 1883, les Français obtinrent, grâce au traité de La Marsa, le contrôle de la politique intérieure. La résistance au pouvoir colonial fut réelle dans les campagnes même si elle n'a pas eu l'intensité de la résistance berbère d'Abdelkrim El Khattabi dans le Rif marocain ou de celle, non moins féroce, de l'émir Abdelkader en Algérie.

Bien que la structure hiérarchique traditionnelle fût préservée, le pouvoir du Bey fut réduit à une dimension symbolique. Les Français établirent une administration de protectorat parallèle et différenciée sous l'autorité d'un résident général qui acquit rapidement le contrôle effectif de l'État. Les responsabilités administratives étaient en théorie ouvertes aux fonctionnaires tunisiens et européens mais, en réalité, jusqu'à la seconde guerre mondiale, les Français occupèrent les postes de décision les plus importants.

La Tunisie n'a pas été une colonie de peuplement comme l'Algérie[9] ; néanmoins l'administration française faisait prévaloir les intérêts des colons européens. Elle soumettait également le pays à des réformes qui n'étaient pas explicitement dans les intérêts de la population musulmane. Alors que les colons français et italiens achetaient les terres, la population musulmane rurale, dépossédée, sombrait dans le dénuement. Les colonisateurs investirent la vie économique et commerciale du pays avec plus ou moins d'intensité. Ils laissèrent, par exemple, la zone sahélienne, fertile et prospère, ainsi que la côte Est du pays aux mains des Tunisiens.

D'un certain point de vue, l'expérience coloniale française en Tunisie impulsa des réformes relativement positives qui, la plupart du temps, se contentèrent de poursuivre celles initiées depuis de nombreuses décennies.

Étant donné que le gouvernement local était déjà bien structuré, les Français furent en mesure de gouverner de manière indirecte et discrète. En Tunisie, par exemple, la présence militaire était presque inexistante alors qu'elle était très prononcée au Maroc et plus encore en Algérie.

Dans le champ éducatif, la contribution française fut particulièrement importante pour le développement du pays. Malgré certaines limitations qualitatives, les Français instituèrent un système éducatif bilingue arabe

9. Le nombre de colons n'excéda jamais les 7 % de la population tunisienne totale.

et français[10] qui permit à l'élite tunisienne éduquée de se former dans les deux langues et cultures.

La formation de Tunisiens dans les universités françaises renforça ces atouts qui, au demeurant, furent bien utilisés au cours de la lutte pour l'indépendance et, plus tard, lors de la constitution de l'État moderne. La Tunisie fut le premier pays arabe à être influencé par le nationalisme moderne. En 1905, le mouvement des Jeunes-Tunisiens fut fondé par des membres de la classe moyenne de Tunis éduqués à l'européenne. Ces derniers imitèrent le mouvement des Jeunes-Turcs de la période d'effondrement de l'Empire ottoman. Les Jeunes-Tunisiens revendiquaient une meilleure éducation, une mixité des cultures arabe et française, et la possibilité pour les Tunisiens d'exercer des responsabilités au gouvernement. Ils ont cherché non pas à renverser le pouvoir colonial mais plutôt à le réformer. Certains se considéraient même solidaires des Français dans leur lutte pour moderniser les pratiques et les institutions traditionnelles. Avant tout d'ordre intellectuel, ce mouvement ne fut jamais un porte-parole des masses.

Le Parti libéral constitutionnel ou Destour[11] fut constitué en février 1920 par Cheikh Abdelaziz Thaalbi, également cofondateur du mouvement des Jeunes-Tunisiens. L'émergence du Destour marqua une nouvelle étape dans le nationalisme tunisien. Contrairement à la plate-forme biculturelle des Jeunes-Tunisiens, le Destour prenait davantage en considération l'islam et la culture arabe. Il reprochait aux Français d'avoir introduit en Tunisie un ordre culturel étranger. Le Destour, composé principalement de classes moyennes urbaines, fonctionnait, dans une certaine mesure, comme un groupe de pression essentiellement bourgeois. Néanmoins, il offrait une base idéologique de rupture avec le colonialisme français. La décennie suivante, il recruta de nombreux jeunes instruits qui devaient finalement prendre le contrôle du mouvement nationaliste. En mars 1934, ces derniers rompirent avec le Destour et formèrent le Néo-Destour. Un avocat de trente et un ans d'éducation française, Habib Bourguiba, l'homme qui conduira le pays à l'indépendance et partant, fera figure de « Père de la nation », était le principal promoteur de ce nouveau parti.

Bourguiba est né en 1903 à Monastir dans la région du Sahel. De parents de classe moyenne, il suivit des études de droit à la Sorbonne. Comme beaucoup d'autres représentants de sa génération formés dans les universités françaises des années 1920, il adopta un comportement politique nationaliste et populiste. Bourguiba et ses contemporains héritaient des Jeunes-Tunisiens une profonde adhésion au « libéralisme français » ; de ces derniers ils admiraient également les innovations économiques et culturelles. Cette génération politique reprenait le flambeau de l'anticolo-

10. Ce système échoua en Algérie et ne fut pas vraiment développé durant la brève période du Protectorat au Maroc.

11. « Destour » signifie Constitution en arabe.

nialisme et contestait moins la présence française que la relation de subordination qu'elle impliquait.

On peut considérer les néo-déstouriens comme les premiers nationalistes séculiers tunisiens, quand bien même ils utilisaient les symboles islamiques comme instruments de mobilisation des masses. Le parti recherchait l'indépendance du pays et le développement économique par le biais de ses organisations de base dans une perspective d'éducation politique. Il n'était pas concurrencé par d'autres groupes nationalistes, ce qui lui permit de créer un mouvement de masse, malgré les tentatives sporadiques d'éradication dont il fit l'objet de la part des autorités françaises. Jusqu'en 1954, l'année du déclenchement de la guerre d'indépendance algérienne, le mouvement n'eut pas recours à la violence. Cette année-là, des groupes tunisiens et algériens de guérilla commencèrent à opérer dans les campagnes et par voie de conséquence immobilisèrent près de 70 000 soldats français. Préoccupé par les insurrections d'Algérie et du Maroc – et à peine remis de la défaite catastrophique de Diên Biên Phu en Indochine – le gouvernement français dirigé par Pierre Mendès France accorda l'autonomie interne à la Tunisie, le 3 juin 1955. Moins d'un an plus tard, le 20 mars 1956, la France reconnut officiellement l'indépendance de la Tunisie.

La Tunisie indépendante : vers l'institutionnalisation de l'autoritarisme

Bourguiba et le Néo-Destour, devenu, en 1964, le Parti socialiste destourien (PSD) puis, en 1988, le Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), dominèrent la scène politique tunisienne durant les trois premières décennies de l'indépendance. Le charisme et la popularité de Bourguiba s'avérèrent durables. Il fut le seul président du pays jusqu'au 7 novembre 1987, date de sa destitution pacifique. Durant cette période, le parti maintint sa suprématie politique sur toutes les organisations nationales et les institutions gouvernementales, et ne se priva pas de recourir à la répression contre les opposants politiques. Malgré son inclination de plus en plus forte à l'autoritarisme, plus particulièrement durant les dernières années de son règne, Bourguiba, le Combattant suprême, a assuré à son pays l'unité nationale et une structure politique stable aux lendemains de l'indépendance. De ce point de vue, il ne serait pas exagéré de porter au crédit de la direction autoritaire de Bourguiba et de ses talents de manipulateur l'évolution de la Tunisie dans une relative stabilité politique.

Pour mieux saisir l'héritage contradictoire de Bourguiba, on analysera successivement neuf phases historiques depuis 1955 spécifiées par des changements économiques, sociaux et politiques majeurs. Ce découpage permet d'expliquer les modalités suivant lesquelles les réformes écono-

miques libérales ont servi à justifier la répression politique, et ce au sein d'un environnement régional et international en constante évolution.

Durant la première période, de 1955 à 1959, Bourguiba surmonta les dissensions internes et consolida son pouvoir. Lorsqu'en 1955 il signa avec la France les conventions d'autonomie interne, le secrétaire général du Néo-Destour, Salah Ben Youssef, dénonça cet acte comme un « pas en arrière » et s'en prit ouvertement à Bourguiba en le taxant de « collaborateur ». Ben Youssef revendiquait l'indépendance immédiate de la Tunisie dans le cadre du panarabisme. Il avait le soutien de groupes religieux et conservateurs ainsi que d'éléments urbains qui sympathisaient avec sa sensibilité nationaliste arabe radicale, inspirée du nassérisme. De son côté, Bourguiba, qui représentait la modération et l'attachement à une identité nationale tunisienne spécifique (opposée à la conception nationale panarabe et panislamique) bénéficiait du soutien des élites instruites et formées en Occident issues des régions du Sahel et de Tunis.

Dans la confrontation personnelle acharnée qui s'ensuivit, Bourguiba l'emporta grâce en grande partie au soutien inconditionnel de l'environnement international, au parti et à l'appui décisif du mouvement syndical. Ce dernier était dirigé par Ahmed Ben Salah, un allié de Bourguiba. Ben Youssef organisa après l'indépendance un mouvement de guérilla dans le sud du pays mais celui-ci fut écrasé avec le concours de l'armée française. En 1956, Ben Youssef s'enfuit en Libye et fut finalement assassiné en 1961 à Francfort en Allemagne.

En dépit de son échec, le soulèvement fomenté par Ben Youssef constitua pour Bourguiba et le Néo-Destour le plus grand défi qu'ils eurent à relever durant cette première période. Il a contribué à modeler le caractère autoritaire du régime tunisien jusqu'à aujourd'hui. Il a également marqué de son empreinte l'ascendant politique pris par une élite sahélienne, pro-occidentale et séculière, sur une opposition islamiste conservatrice, sorte de schisme qui demeure encore aujourd'hui.

La défaite de Ben Youssef n'a pas complètement éliminé les défis posés au leadership bourguibien. En 1956, après l'indépendance, Ben Salah, le dirigeant syndical, rompit, du moins momentanément, avec Bourguiba, son vieil allié. Socialiste, il prônait la nationalisation des ressources du pays, la planification de l'économie par l'État et la transformation de l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT) de telle manière qu'elle devienne le principal agent du développement économique et social. Bourguiba, de son côté, tout en s'employant à assurer le monopole du pouvoir au parti, voulait réunir au sein de ce dernier la base politique la plus large. Partisan de l'économie de marché, il souhaitait éviter de compromettre l'unité nationale ou de décourager les investissements étrangers par un changement économique radical. Il l'emporta et remplaça Ben Salah à la tête de l'UGTT par Ahmed Tlili qui partageait avec lui la même philosophie libérale et réformiste.

Ainsi, durant les premières années d'autonomie et d'indépendance, Bourguiba fut en mesure d'assurer sa suprématie non seulement dans le

parti mais également dans l'appareil l'État. En avril 1956, il devint Premier ministre, dirigeant un gouvernement dont seize des dix-sept ministres appartenaient au Néo-Destour. En juillet 1957, il devint Chef de l'État à la faveur de l'abolition de la monarchie, impuissante et impopulaire, et de la proclamation de la République.

Une nouvelle Constitution promulguée en juin 1959 fit de la Tunisie une république « islamique » au sein du Grand Maghreb avec l'arabe pour langue officielle et un régime politique de type présidentiel. Le gouvernement était davantage responsable devant le président que devant le législatif. Le 8 novembre 1959, la Tunisie tint ses premières élections présidentielles et législatives dans le cadre de la nouvelle Constitution. Le scrutin présidentiel ne connut d'autre candidature que celle de Bourguiba. De même, les quatre-vingt-dix candidats au *Majlis el Nuwaab*, la Chambre des députés, furent tous patronnés par le Néo-Destour. Ainsi, dès 1959, Bourguiba et le Néo-Destour marquèrent de leur empreinte indélébile le système politique tunisien.

La deuxième période, de 1960 à 1964, fut le théâtre d'une série de crises internes et externes et d'un changement d'orientation du régime en faveur d'une économie de type « socialiste ». En juillet 1961, un conflit armé opposa les troupes tunisiennes et françaises suite à la revendication tunisienne de l'évacuation de l'importante base navale de Bizerte, au nord du pays. Les Français se retirèrent finalement de la base en mars 1963, mais les relations franco-tunisiennes demeurèrent tendues jusqu'au début des années 1970. Les rapports n'étaient guère des plus cordiaux avec l'Algérie – indépendante depuis 1962 – en raison de son prétendu soutien à la rébellion yousséfiste à la fin des années 1950. En décembre 1962, malgré le prestige et la popularité dont jouissait Bourguiba dans l'ensemble du tiers-monde suite à son combat contre la France, un complot visant à l'assassiner fut découvert. Une poignée d'officiers furent jugés et exécutés. Puis, en janvier 1963, Bourguiba interdit le Parti communiste tunisien (PCT), qui tentait de s'implanter chez les étudiants et les travailleurs.

En 1961, la Tunisie prit le chemin du socialisme d'État. Pour souligner son engagement en faveur de cette nouvelle orientation économique, le Néo-Destour changea officiellement de nom, devenant le Parti socialiste destourien (PSD) en octobre 1964. Le « socialisme destourien » était, d'un point de vue idéologique, relativement modéré. Il rejetait la lutte des classes pour mettre en avant des notions telles que la « coopération », la « liberté » et « la promotion de l'homme ». Il correspondait également à une tentative visant à contenir et à contrôler toute opposition de la part des travailleurs syndiqués. Afin de mettre en œuvre cette nouvelle politique économique, Bourguiba nomma son ancien rival Ben Salah en qualité de ministre du Plan et de l'Économie nationale[12].

12. Par métonymie, le nom de Ben Salah désigne aujourd'hui les années 1960 en Tunisie.

En mai 1964, le *Majlis* vota une loi d'expropriation des terres appartenant à des étrangers, initiative qui aggrava des relations franco-tunisiennes déjà tendues. La nationalisation des terres marquait un nouvel engagement politique envers le socialisme. Un mois plus tard, il y eut de nouvelles élections. Bourguiba, de nouveau, y participa sans affronter de concurrents et le PSD, seul parti à présenter des candidats, remporta tous les sièges du *Majlis*.

La troisième période, de 1964 à 1969, fut dominée par les efforts de Ben Salah, soutenu par Bourguiba et le PSD, pour collectiviser l'agriculture, autrement dit pour mettre sur pied un système de coopératives agricoles. Dans une première phase, ce système devait être mis en œuvre dans le Nord, sur les grandes propriétés françaises qui avaient été nationalisées. Puis, dans une seconde phase, il devait s'étendre aux propriétés des nombreux petits agriculteurs tunisiens. Beaucoup de paysans s'opposèrent à leur intégration au sein des coopératives. Les grands propriétaires fonciers perçurent eux aussi cette politique comme une menace. Dans la mesure où nombre d'entre eux avaient de l'influence au sein des cercles gouvernementaux, l'opposition devint bientôt plus directement politique. D'un point de vue économique, les niveaux de productivité demeuraient faibles malgré les importantes subventions étatiques, ce qui accentuait les problèmes liés à la mauvaise gestion économique et financière.

En janvier 1969, Ben Salah tenta de d'étendre le système des coopératives, provoquant des émeutes de petits propriétaires dans le Sahel à Ouardanine. Cette opposition émanant d'un soutien majeur du PSD – qui plus est, très proche de Monastir – conduisit Bourguiba à retirer son soutien à la politique économique socialiste de Ben Salah et à destituer celui-ci en septembre 1969. Le même mois, une loi de réforme des structures agricoles fut promulguée. Elle mettait l'accent sur la coexistence des trois secteurs : étatique, coopératif et *last but not least*, privé. Plus tard, Ben Salah fut arrêté et condamné, en mai 1970, à dix ans de travaux forcés pour mauvaise gestion financière et autres irrégularités. En février 1973, il s'enfuit en Europe où il devint un critique virulent du régime.

Durant cette période, Bourguiba, malade de manière chronique, dut se rendre fréquemment à l'étranger pour s'y faire soigner. Sa maladie, de notoriété publique, exacerba la crise politique et conduisit Ben Salah et d'autres dirigeants politiques à se situer en fonction de la perspective de la succession. En outre, le soutien initial de Bourguiba à l'impopulaire politique socialiste refaisait surface et devenait compromettant. Néanmoins, le contrôle de la présidence sur le parti et le gouvernement restait bien établi comme le montrèrent les élections présidentielles et législatives de 1969. En quelques années, Bourguiba recouvra la santé, du moins suffisamment pour participer, de nouveau, activement à la vie politique du pays.

La quatrième période, de 1970 à 1974, connut une brève résurgence du libéralisme politique. Bourguiba cherchait à retrouver sa popularité et son prestige et à stabiliser l'économie. Il rappela quelques anciens

responsables à des postes clés au parti et au gouvernement. Parmi eux, citons Ahmed Mestiri, le leader d'un courant libéral social-démocrate implanté à Tunis, Habib Achour, qui reprit les rênes de l'UGTT, Mohammed Masmoudi, qui devint ministre des Affaires étrangères, et Bahi Ladgham, qui exerça brièvement la fonction de Premier ministre avant d'être remplacé, en novembre 1970, par Hedi Nouira, un proche de Bourguiba, anciennement gouverneur de la Banque centrale. Nouira était originaire de Monastir comme Bourguiba et exerçait depuis 1969 les fonctions de secrétaire général du PSD. En tant que Premier ministre, il se décrivit lui-même devant le *Majlis* comme un technocrate sérieux et un arbitre impartial dévoué à la solution des problèmes économiques et financiers du pays.

Lors du congrès du PSD de 1971, le régime fit preuve d'une certaine aptitude à s'affranchir du poids de l'autoritarisme, privilégiant ainsi une forme de libéralisme politique et de compromis. Les débats furent ouverts, libres et démocratiques. Bourguiba, néanmoins, nomma ses propres hommes aux postes clés du bureau politique, faisant fi de l'esprit libéral qui soufflait sur le congrès. Dans les années qui suivirent, l'expérience de libéralisme politique perdit de son dynamisme. Elle prit fin lors du congrès du PSD de 1974, au cours duquel les délégués proclamèrent unanimement par acclamation Bourguiba président du parti à vie et se prononcèrent pour l'adoption d'un amendement constitutionnel le proclamant également président de la République à vie. En décembre 1974, le *Majlis* entérina par acclamation cette « mesure exceptionnelle, en reconnaissance des services rendus ». Cette disposition constitutionnelle faisait également du Premier ministre – Nouira, à l'époque – le successeur désigné en cas de décès ou d'incapacité de gouverner du président. En dépit de la stabilité de l'ordre politique et de la persistance d'un soutien populaire, le régime exerça le pouvoir de manière de plus en plus autoritaire, notamment à l'encontre des étudiants et des autres éléments de gauche ouvertement critiques.

Durant la même période, dans le domaine économique, Nouira et ses technocrates opèrent une spectaculaire réorientation qualifiée d'*infitah* ou ouverture économique. L'État leva les obstacles aux investissements étrangers et au commerce extérieur, opta pour une industrialisation axée sur l'exportation et adhéra à la « dure loi du marché ». La nouvelle stratégie économique de Nouira mettait l'accent sur le secteur privé exportateur et le tourisme. L'État demeurait fortement impliqué dans l'économie, mais son principal objectif devenait la promotion du secteur privé. Cette *infitah* se poursuit aujourd'hui. La Tunisie, en l'initiant à cette époque, fut une fois de plus l'un des pays innovateurs de la région.

Durant la cinquième période, de 1975 à 1979, le PSD devint de plus en plus monolithique sur les plans politique et idéologique alors même que, corrélativement, il perdait beaucoup de son efficacité comme instrument de mobilisation de masse. Par ailleurs, de nouveaux acteurs politiques de premier plan apparurent. Certains opéraient au sein de l'ordre

politique institué tandis que d'autres le contestaient de l'extérieur. Le phénomène se traduisit par un affaiblissement du PSD et un paysage politique de plus en plus hétérogène et conflictuel. Contrairement à Ben Salah, Bourguiba et son Premier ministre Nouira témoignaient de peu d'intérêt pour les politiques de réforme sociale et culturelle. Désireux de contenir la mobilisation sociale, ils accordèrent moins d'importance à la participation populaire dans les activités de base du PSD. Se proclamant réformistes et non point révolutionnaires, ils continuèrent à se consacrer à l'élargissement du secteur privé de l'économie, au démantèlement des dernières coopératives et à l'encouragement coûte que coûte des investissements étrangers.

Dans ces conditions, l'appareil du PSD ne pouvait que s'atrophier. L'activité politique de masse diminuait nettement et le parti perdait de son dynamisme au niveau local. L'activité militante visant à encourager la sensibilisation et la participation populaires a pratiquement disparu. La plupart des cellules du parti se bornaient à pratiquer le clientélisme pour conserver le soutien des notables locaux. En outre, le régime tolérait de moins en moins le désaccord et se confondait plus étroitement avec une seule tendance idéologique.

Le Mouvement d'unité populaire (MUP), créé par Ben Salah depuis son exil européen, fut particulièrement la cible du régime. Il accusait Bourguiba et Nouira de favoriser les classes privilégiées nationales et étrangères et de ne plus œuvrer pour le peuple tunisien. Le MUP fut interdit en Tunisie et, durant les années 1976 et 1977, de nombreux éléments de gauche sympathisants de Ben Salah furent arrêtés. Au cours de l'été 1977, trente-trois membres du MUP furent jugés pour atteinte à la sûreté de l'État et diffamation envers le président. Les libéraux, qui avaient participé au limogeage de Ben Salah et qui avaient constitué une force majeure au sein du PSD au début des années 1970, s'en tirèrent mieux. Néanmoins, leur sort témoignait également de l'opposition constante du régime au pluralisme politique. Dirigés par l'ancien ministre de l'Intérieur Mestiri, les libéraux formèrent en 1976 le Mouvement des démocrates socialistes (MDS), en proclamant qu'un régime à parti unique n'était « plus adapté aux besoins et aux aspirations du peuple ». En juin 1978, le MDS demanda en vain l'autorisation de constituer légalement un parti social-démocrate. Les libéraux purent toutefois publier des journaux en arabe et en français même si ces publications furent parfois suspendues pour avoir critiqué le gouvernement.

À la fin des années 1970, deux nouvelles forces sociales commencèrent à défier le régime : le mouvement syndical et le mouvement islamiste naissant. Habib Achour dirigeait alors l'UGTT. La centrale syndicale qui avait marché main dans la main avec le PSD commençait à montrer quelques signes de désaccord avec le gouvernement. Suite aux grèves de 1977, le gouvernement et l'UGTT négocièrent la même année un « pacte social » qui indexait les salaires sur l'inflation. Malgré cela, l'agitation des travailleurs persistait et le gouvernement était très préoccupé par la

présence notable dans les manifestations de jeunes chômeurs dont beaucoup n'étaient pas affiliés à l'UGTT. Certains responsables du gouvernement considéraient que ces troubles étaient une réponse compréhensible aux bouleversements économiques et sociaux. Nouira, avec le soutien de Bourguiba, adopta une ligne dure débouchant sur un large remaniement du gouvernement.

La réponse l'UGTT advint en janvier 1978. D'abord, Achour démissionna du Bureau politique et du Comité central du PSD. Ensuite, la centrale défia ouvertement le gouvernement en appelant à la grève générale pour le 26 janvier. D'importantes émeutes dans la capitale et dans d'autres villes accompagnèrent la grève, mettant ainsi en lumière la colère des couches urbaines défavorisées. En s'employant à rétablir l'ordre, l'armée fit au moins une centaine de victimes. Les forces de sécurité arrêtèrent des centaines de personnes dont Achour et une trentaine d'autres dirigeants de l'UGTT. Tous furent poursuivis pour subversion[13]. Achour fut condamné à la prison et, après avoir été gracié par Bourguiba en 1979, resta assigné à résidence jusqu'en 1981. L'UGTT, pour sa part, modéra désormais son opposition au gouvernement et désigna un nouveau secrétaire général.

La seconde source d'opposition était l'islam militant. Très différents des partisans de Ben Youssef, les islamistes de la fin des années 1970 étaient dans une démarche plus explicitement politique. Ils se donnèrent le nom de Mouvement de la tendance islamique ou *Harakat al-Ittajah al-Islami*, connu par son sigle en français MTI. Ce mouvement n'obtint pas de statut légal.

Le MTI attaqua un café fréquenté par les militants syndicaux à Sfax durant le ramadan de l'année 1977. Cette violente manifestation d'opposition au régime fut désavouée par la plupart des dirigeants islamistes. Toutefois, les critiques de ceux-ci envers le régime et sa politique étaient extrêmement virulentes. Par exemple, en 1975, Hassan Ghodbani, un jeune imam d'une importante mosquée de Tunis, déclarait publiquement : « nous nous élevons contre la prétention de Bourguiba à se considérer comme le Combattant suprême. Nul n'est plus grand que quiconque, si ce n'est Dieu ». Le gouvernement était visiblement préoccupé par le soutien populaire grandissant rencontré par les groupes islamistes contestataires. Au début des années 1980, il arrêta de nombreux dirigeants du MTI.

La sixième période, de 1980 à 1986, vit quelques timides évolutions vers la création d'un système politique multipartite. Plus importants cependant furent la continuation et l'approfondissement des tendances politiques apparues au milieu et à la fin des années 1970. Le PSD restait dominant mais sa vitalité continuait à s'éroder. Corrélativement, l'émergence de groupes rivaux d'opposition au régime contribuait à la complexité de la scène politique. Finalement, l'approfondissement du

13. Le 26 janvier 1978 est également connu sous le nom de « jeudi noir ».

mécontentement inhérent aux conflits politiques et économiques occasionna de nouvelles violences d'une ampleur et d'une intensité que la Tunisie n'avait jamais connues.

Au début de l'année 1980, Nouira, le Premier ministre, fut victime d'une attaque cérébrale. Bourguiba le remplaça par Mohamed Mzali, un ancien ministre de l'Éducation. Le gouvernement de Mzali avança à tâtons vers une libéralisation politique. À vrai dire, cette évolution avait commencé en 1979. Bien que Nouira et le PSD aient formellement rejeté l'idée d'un système multipartite, le *Majlis* avait, cette année-là, amendé le code électoral en introduisant la règle d'un nombre de candidats double de celui des sièges à pourvoir lors des élections législatives. En 1980, Mzali libéra la plupart des prisonniers politiques et fit entrer au gouvernement un membre du MDS et plusieurs anciens ministres qui avaient été limogés après s'être opposés à la fermeté de Nouira contre le syndicat. Au début de l'année 1981, tous les membres du MUP, excepté Ben Salah, furent amnistiés.

Lors du congrès extraordinaire du PSD tenu en avril 1981, Bourguiba déclara que des candidats n'appartenant pas au PSD pourraient se présenter aux élections législatives de novembre. Il précisa également que tout groupe qui obtiendrait 5 % des suffrages serait reconnu en tant que parti politique. Le PCT et le MDS présentèrent chacun des candidats aux élections de 1981. Un groupe tunisois, qui avait scissionné du MUP (MUP2), fit de même[14]. Seul le MTI fut exclu de cette ouverture limitée à des groupes d'opposition au PSD. De toute façon, aucun d'entre eux n'obtint de siège au *Majlis*. Le PSD allié à l'UGTT dans un front électoral rafla 95 % des votes et la totalité des sièges de l'Assemblée.

La perspective d'un pluralisme politique était toujours à l'horizon lorsqu'en novembre 1983 le gouvernement reconnut officiellement le MDS et le MUP2. Bientôt, certaines voix s'élevèrent au sein du PSD pour contester cette avancée. De toute évidence, nombre de témoins de cette époque ne virent que très peu de consistance dans ce qui venait d'être accompli. Vu la faiblesse des groupes qui orbitaient hors du PSD et les soupçons qui entouraient les circonstances du scrutin de 1981, certains conclurent que Mzali était plus intéressé à déjouer les plans de ses rivaux à l'intérieur du PSD plutôt que d'encourager le pluralisme politique. Parmi ses principaux rivaux figuraient Driss Guiga, ministre de l'Intérieur et adversaire du pluripartisme, ainsi que Mohamed Sayah, ancien directeur du PSD, qui avait soutenu la politique de Nouira en 1978. La position qu'occupait Mzali en tant qu'éventuel successeur de Bourguiba était contestée par Wassila, la femme de Bourguiba. Cette dernière usait de son influence pour soutenir des rivaux de Mzali. En 1983, Bourguiba, octogénaire, restait politiquement actif. Mais son âge avancé allait peser sur la vie politique future du pays.

14. Ce groupe, dirigé par Mohammed Belhadj Amor, avait pris ses distances avec celui de Ben Salah implanté en Europe.

Les conséquences politiques et les frustrations de cette période se manifestèrent de manière spectaculaire lors des grandes émeutes populaires de la fin de l'année 1983 et du début de l'année 1984. Les événements se déclenchèrent le 29 décembre suite à l'annonce par le gouvernement de l'augmentation des prix du pain et de la farine. Au bout du compte, la révolte qui s'était emparée du pays tout entier fut matée le 5 janvier. Environ 150 personnes furent tuées et des centaines d'autres blessées par les forces de sécurité. Le 6 janvier, Bourguiba annonça publiquement à la télévision l'annulation des augmentations. Cette décision supprima le facteur qui avait été à l'origine immédiate des émeutes et provoqua des manifestations de joie qui annoncèrent le retour à une situation normale. Toutefois, la portée et l'intensité de l'agitation témoignaient de ce que la colère populaire n'était pas exclusivement liée à l'augmentation du prix du pain. En effet, le ressentiment le plus fort ne visait pas seulement le régime. Il avait également pour objet les classes moyennes et supérieures vivant dans une société de consommation. Ces catégories étaient perçues comme les bénéficiaires de la politique économique du gouvernement alors que la situation des pauvres se détériorait sérieusement et que le régime demandait à ces derniers de se serrer un peu plus la ceinture.

Les émeutes de janvier 1984 intensifièrent les luttes de pouvoir au sein du PSD, acculant Mzali et le ministre de l'Intérieur à la confrontation. Soutenu par Wassila, Guiga était le concurrent le plus sérieux de Mzali pour la direction du PSD. Pourtant, Mzali réussit à rejeter la plus grande part de responsabilité des émeutes sur le ministre de l'Intérieur. Guiga fut ainsi contraint de démissionner. Plus tard, il quitta le pays et fut jugé par contumace pour haute trahison. De toute évidence, la position de Mzali demeurait instable, comme en témoignait la présence de nombreux autres concurrents dont Mohamed Sayah, le protégé de Bourguiba.

Le premier militaire à occuper une fonction politique importante dans la Tunisie indépendante fut le général Zine El-Abidine Ben Ali. Il fut propulsé au sein du gouvernement en tant que secrétaire d'État à la Sûreté nationale. Durant l'été 1986, Bourguiba limogea Mzali qui était, à ce moment-là, accusé de n'avoir pas réussi à résoudre les problèmes économiques et sociaux du pays. Son successeur, Rachid Sfar, un technocrate de l'économie et des finances, tenta de résoudre la crise économique dans laquelle était plongée la Tunisie. Son entreprise obtint un succès mitigé. Néanmoins, Ben Ali, alors ministre de la Sûreté nationale, le remplaça l'été suivant. Le terrain pour la destitution du Combattant suprême était préparé.

Ben Ali au pouvoir : une gestion contradictoire de l'héritage bourguibien

La septième période, de 1987 à 1990, fut marquée par des changements spectaculaires. Le plus significatif fut la fin de la domination de Bourguiba sur la politique tunisienne. Il y eut également des bouleversements politiques et économiques provoqués par l'invasion irakienne du Koweït et le déclenchement de l'opération *Tempête du Désert* en janvier 1991.

La destitution de Bourguiba, le 7 novembre 1987, fut, dans une large mesure, le fruit d'une relation de plus en plus instable avec le MTI et sa direction, notamment Rached Ghannouchi. Celui-ci avait effectué des études à Damas dans les années 1960. Il y fut déçu par le nationalisme arabe et se tourna vers l'étude normative de l'islam. À la fin des années 1970, il fonda le MTI. En collaboration avec Abdelfath Mourou, il édita une publication islamiste, *El Ma'arifa* (La Connaissance) jusqu'à ce qu'elle soit interdite en 1979.

L'essentiel de la critique islamiste en Tunisie, comme un peu partout chez les courants similaires du monde musulman, consiste à dénoncer le caractère trop pro-occidental du régime et à l'accuser de compromettre l'intégrité du pays en favorisant les influences étrangères non musulmanes. Donnons un exemple : lorsque, durant l'*infitah*, le gouvernement misait sur le marché touristique constitué par les classes moyennes d'Europe du Nord[15], les islamistes voyaient seulement en ces touristes des personnes irréfléchies, arrogantes et décadentes.

Bourguiba avait fait emprisonner Ghannouchi de 1981 à 1984, et lors des événements de janvier 1984, le gouvernement avait accusé le MTI d'incitation à l'émeute. En 1987, une cour de justice, avec l'aval de Bourguiba, condamna Ghannouchi aux travaux forcés. Ben Ali, conscient que l'attitude de Bourguiba ferait des dirigeants du MTI des martyrs, décida que le moment était venu pour lui de remplacer le « vieux » président. La raison officielle de la destitution de Bourguiba était d'ordre médical. Il avait alors 84 ans et sa santé laissait à désirer. En vertu de l'article 57 de la Constitution et sur la base d'un rapport médical signé par sept médecins censés suivre l'état de santé de Bourguiba, Ben Ali s'empara du pouvoir et se proclama lui-même président, le 7 novembre 1987.

Ben Ali libéra Ghannouchi en 1988 et, malgré son hostilité bien connue à l'égard de l'islamisme, le rencontra en novembre. Ghannouchi vit en exil à Londres depuis 1988 où il est resté politiquement actif en écrivant. De son côté, le MTI ne rompit pas non plus avec la politique. Pour se conformer au nouveau code électoral interdisant les dénomina-

15. Soulignons que cette stratégie contraste avec le tourisme marocain haut de gamme. En l'an 2000, la Tunisie accueillait deux fois plus de touristes que le Maroc et drainait deux fois moins de devises.

tions partisanes à caractère religieux, ethnique et/ou régional, il changea sa dénomination en Parti de la renaissance ou *Hizb En Nahdha*.

En 1988, Ben Ali et la direction du parti convinrent de changer le nom du PSD en Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD). Ils légalisèrent un large éventail de partis politiques. Tout au long de l'année 1988, les statues de Bourguiba tombaient les unes après les autres. Ben Ali affichait sa détermination d'intégrer dans l'appareil d'État des figures publiques de l'opposition des dernières années du règne de Bourguiba. En outre, en juillet 1988, il fit adopter des amendements à la Constitution tendant à limiter l'exercice de la fonction présidentielle à un maximum de trois mandats de cinq ans, réforme qui abolissait la présidence à vie créée en 1975 pour Bourguiba.

Le 7 novembre 1988, un an après la fin du règne de Bourguiba, Ben Ali élabora un Pacte national, un « code de bonne conduite » entre le gouvernement et les groupes d'opposition légale. Au cours de la même année, il gracia de nombreux opposants comme Ghannouchi, Mourou et Ben Salah.

En dépit de ces ouvertures, à l'occasion des élections d'avril 1989 les problèmes commencèrent à se profiler à l'horizon. Suite à une nouvelle loi électorale instituant une formule de scrutin majoritaire à un tour, les petits partis rencontrèrent des difficultés pour participer aux élections. Ben Ali remporta 99 % des suffrages exprimés et le RCD tous les sièges du *Majlis*. Le parti au pouvoir nia toute irrégularité dans le déroulement du scrutin. De leur côté, les islamistes, qui concouraient sur des listes indépendantes dans dix-sept circonscriptions, obtinrent 14 % des suffrages exprimés et, selon certaines estimations, jusqu'à 30 % dans les zones urbaines ; bien plus encore d'après des sources islamistes.

La huitième période, de 1990 à 1999, fut marquée par la guerre du Golfe et la guerre civile algérienne. L'opposition politique du début des années 1990 continuait à s'étioler lentement. En janvier 1990, trois partis de l'opposition légale et *En Nahdha*, toujours non reconnu, boycottèrent la première réunion du « Haut Conseil » du Pacte national. En mai, trois partis d'opposition – le MDS, le Parti communiste et le MUP non reconnu de Ben Salah, qui était revenu au pays en 1989 – formèrent une coalition qui contesta la monopolisation du pouvoir par le RCD. Au début de l'année 1990, l'agitation entretenue par des étudiants de toutes les tendances politiques se poursuivit dans plusieurs universités. La plupart des 72 000 étudiants du pays revendiquaient la suppression des postes de police dans l'enceinte des universités. Au même moment, *En Nahdha* et l'Union générale tunisienne des étudiants (UGTE), d'obédience islamiste, exigeaient la démission du ministre de l'Éducation, Mohammed Charfi.

Puis, l'opposition boycotta les élections municipales de l'été 1990[16] alors que, le 13 juin 1990, le Front islamique du salut (FIS) remportait en

16. Le RCD argua de l'inefficacité du boycott étant donné le taux élevé de participation (80 %).

Algérie les élections municipales. Cet événement inquiéta grandement et durablement le pouvoir tunisien.

Enfin, l'invasion irakienne du Koweït en 1990 et la guerre du Golfe de 1991 déchirèrent la Tunisie. Si quelques-uns approuvaient Saddam Hussein et l'invasion du Koweït, beaucoup se montraient critiques envers la coalition internationale mise sur pied contre l'Irak. Les élites tunisiennes ne manquèrent pas, par exemple, de souligner qu'un membre éminent de cette coalition, l'Arabie saoudite, avait apporté un soutien financier aux mouvements islamistes. Pour sa part, le gouvernement s'aligna sur le sentiment populaire anti-occidental si bien que des étrangers quittèrent le pays avant et pendant la guerre. Au regard d'une politique de développement fondée sur l'encouragement des investissements étrangers et des échanges commerciaux avec l'extérieur, notamment avec l'Europe et le Moyen-Orient, le départ de la communauté étrangère entraînait de sévères complications diplomatiques et commerciales. Toutefois, la stratégie du gouvernement s'avéra opérante. La plus grande manifestation rassembla un peu moins de 10 000 personnes si bien que, par ironie du sort, les étrangers revinrent peu à peu en Tunisie.

Au printemps 1991, alors que se faisait sentir le contrecoup de la guerre du Golfe, des militants islamistes furent accusés de l'incendie d'un local du RCD. À la même époque, l'agitation reprenait dans les universités entraînant la mort de deux étudiants. Le gouvernement cria au complot islamiste et interdit l'UGTE, l'organisation étudiante islamiste. L'automne suivant, le gouvernement annonça la découverte d'une nouvelle conspiration. *En Nahdha* aurait projeté d'assassiner Ben Ali et d'autres dirigeants afin de créer « un vide constitutionnel », ce que Ghannouchi, en exil, démentit fermement.

Le début des années 1990 fut marqué par l'apparition de deux nouvelles tendances qui persistent encore aujourd'hui : d'une part, la consolidation du pouvoir de Ben Ali et, d'autre part, la tentative du régime de concilier les impératifs sécuritaires liés au défi persistant de l'islamisme avec le maintien d'une image d'État libéral et démocratique à même de rassurer les investisseurs étrangers.

En octobre 1991, des élections législatives partielles se tinrent dans neuf circonscriptions. Les six partis d'opposition légale les boycottèrent, considérant que la loi électorale favorisait le RCD. Au bout du compte, celui-ci remporta tous les sièges.

En mars 1994, Ben Ali fut réélu pour un second mandat présidentiel par une majorité écrasante. *En Nahdha* était alors très affaibli. En effet, l'annulation des élections algériennes en janvier 1992 et la guerre civile qui s'ensuivit avaient fourni au régime tunisien le prétexte d'une dure répression des islamistes. Par ailleurs, une réforme du code électoral garantissait au gouvernement l'obtention de la majorité au *Majlis* tout en entretenant l'illusion d'un système ouvert. Elle consistait en une formule hybride combinant le scrutin majoritaire à un tour avec une dose de représentation proportionnelle. Il en résultait un système dans lequel les partis

d'opposition se concurrençaient mutuellement et étaient cooptés. Pour l'élection présidentielle, le seul candidat qui projetait de se présenter contre Ben Ali, Moncef Marzouki – le président sortant de la Ligue tunisienne des droits de l'homme (LTDH) – ne put réunir le nombre suffisant de signatures pour participer au scrutin et fut, au bout du compte, arrêté. Finalement, le RCD remporta 97,73 % des suffrages et 144 sièges sur les 163 du *Majlis*. Les autres partis se partagèrent moins de 1 % des voix mais enlevèrent quelques sièges. Le MDS obtint 10 sièges, l'ancien Parti communiste, *El Ettajdid*, 4, l'Union démocratique unioniste (UDU), 3, et le Parti d'unité populaire (PUP), 2. À l'élection présidentielle, Ben Ali remporta 99,91 % des voix.

En 1995, la Tunisie conclut avec l'Union européenne un accord de partenariat prévoyant la création progressive d'une zone de libre-échange à l'issue d'une période de douze ans[17]. Partie prenante du processus de Barcelone initié par l'Europe en 1998, l'accord ouvre davantage l'économie tunisienne aux exportations et aux investissements européens. La Tunisie fut le premier pays de la zone méditerranéenne, suivi par Israël et le Maroc, à passer ce genre d'accord[18]. Ce partenariat témoigne de l'importance représentée par l'Union européenne pour la Tunisie ainsi que de l'intérêt de l'Europe à soutenir l'économie d'un pays tiers soucieux de sa stabilité.

La neuvième période commença en 1999. En octobre de cette année, tandis que le RCD maintenait sa domination sur le *Majlis*, Ben Ali fut réélu pour un troisième mandat avec un score extraordinaire. Contrairement aux élections précédentes, Ben Ali avait en face de lui une opposition en la personne de deux candidats : Mohammed Belhadj Amor du PUP et Abderrahmane Tlili de l'UDU. Cette élection était présentée comme la première élection présidentielle concurrentielle de l'histoire tunisienne. Néanmoins, Ben Ali obtint 99,4 % des suffrages exprimés, le taux de participation étant de 89 %. D'après la presse, même Amor et Tlili finirent par soutenir Ben Ali. Au *Majlis*, le RCD enleva 148 sièges alors que le système électoral en garantissait 34 sur 182 à l'opposition. Le MDS en obtint 13, l'UDU et le PUP, 7 chacun, *El Ettajdid*, 5 et le Parti social libéral (PSL), 2.

À travers les pratiques électorales des années 1990, le régime a cherché à afficher un processus d'ouverture progressive, réformant çà et là afin de faire taire les critiques mais sans remettre en cause la position dominante du RCD. En novembre 1999, peu après les élections, un ministère délégué auprès du Premier ministre, chargé des droits de l'homme fut créé et confié à Dali Jazi. En mai 2000, le RCD annonça que les femmes représenteraient 20 % de ses candidats aux élections municipales. En outre, s'inspirant de la politique de Hassan II au Maroc, le gouvernement amnistiait régulièrement des prisonniers politiques.

17. L'accord est entré en vigueur en 1998.
18. L'Égypte et le Liban sont en négociation.

Malgré ces tentatives, la Tunisie reste l'objet de critiques virulentes de la part des défenseurs des droits de l'homme. Depuis le début des années 1990, les services de sécurité ont accru la censure, détenu des membres supposés d'*En Nahdha*, harcelé des hommes portant la barbe ou des femmes voilées. L'accès des chercheurs étrangers est sévèrement limité, Internet est étroitement surveillé, tandis que des policiers opèrent en civil un peu partout et qu'une presse indépendante est inexistante. En juin 1992, le gouvernement suspendit les activités de la Ligue des droits de l'homme[19]. Cette dernière fut de nouveau autorisée à la fin de 1993 mais a fait l'objet d'interdictions périodiques et d'un harcèlement constant. Le Conseil national pour les libertés en Tunisie (CNLT) et la section tunisienne d'Amnesty International sont interdits. La presse n'est pas autorisée à publier des communiqués d'*En Nahdha* ou des informations émanant de la LTDH. En fait, accusé de violation des droits de l'homme, le gouvernement paye la rançon de sa politique de répression envers les islamistes. Amnesty International et la LTDH ont tous deux dénoncé les atteintes aux droits de l'homme en Tunisie, notamment concernant les nombreux détenus emprisonnés illégalement. Rached Ghannouchi, de son exil, a dénoncé avec force la pratique de la torture sur les détenus. En 2001, on comptait, parmi ces détenus, Sihem Bensedrine, membre du CNLT, relâchée après six semaines de mise en détention préventive. Mohamed Moada, dirigeant du MDS, fut arrêté de nouveau cette année, après deux séjours en prison en 1995 et 1996.

Le régime a invariablement répondu aux accusations en soutenant qu'il devait maintenir l'ordre public et que, s'il ne le faisait pas, ses efforts pour attirer les capitaux étrangers en vue du développement de l'économie pour le bien de tous les Tunisiens seraient vains. Le ministre de l'Intérieur, Abdallah Kallel, ironisait en 1992 : « Nous n'avons pas de pétrole, nous avons du soleil et le soleil a besoin d'être protégé ».

De plus, Ben Ali a tenté de préparer le terrain pour un quatrième mandat. En effet, la Constitution qu'il avait révisée en 1988 en autorise seulement trois. Il a ainsi modifié cette même constitution pour permettre au président l'initiative d'une révision en cas de situation d'urgence et pour abroger la limitation du nombre de mandats présidentiels. Les partisans du président célèbrent la perspective d'un quatrième mandat alors que les critiques de l'opposition y voient une tentative pour pérenniser le « capitalisme de copain » au bénéfice de la famille de Ben Ali et de ses courtisans. En tout cas, le pouvoir de Ben Ali semble maintenant suffisamment consolidé pour résister à n'importe quelle contestation au sein du parti.

Ainsi, les principaux problèmes qui se posent à l'avenir pour le régime tiennent à la succession, le moment venu, de Ben Ali et à la manière de contrer l'opposition tant de gauche qu'islamiste. Si la réussite de la crois-

19. La Ligue tunisienne des droits de l'homme, fondée en 1977, est la plus ancienne de la région.

sance économique tourne court ou si les investisseurs se retirent en raison de la situation des droits de l'homme, les soutiens du régime pourraient s'effondrer.

Structure politique et rapport État-société

La culture politique de la Tunisie a été façonnée par une tradition historique d'unité nationale qui a assuré au pays un atout durant les premières années de l'indépendance. En fait, deux dimensions sont au fondement de cette unité, l'une géographique et l'autre démographique.

D'un point de vue géographique, les contours de la Tunisie moderne sont tracés depuis la période romaine et, à quelques exceptions près, cette zone géographique a été gouvernée, depuis cette époque, à la manière d'une entité étatique unifiée. Les différentes dynasties qui régnèrent sur le pays disposaient d'un réseau administratif dense et centralisé qui s'étendait sur la majorité du territoire. Ainsi, malgré la dépendance souvent nominale de ces dynasties à l'égard d'un pouvoir étranger, tel le sultan ottoman, les frontières de la Tunisie demeurèrent stables et l'État s'assura une légitimité aux yeux de la population.

D'un point de vue démographique, la Tunisie, contrairement à l'Algérie ou au Maroc, n'a jamais présenté de clivages ethniques ou culturels significatifs. Les Tunisiens sont pratiquement tous arabes et musulmans de tendance sunnite. Les berbérophones représentent moins de 2 % de la population globale et la communauté juive, même à son apogée, n'a jamais représenté plus de 3 %. La Tunisie témoigne ainsi d'un degré d'homogénéité rare dans le monde d'aujourd'hui.

Bourguiba et le Néo-Destour établirent un corpus de croyances à propos de la modernité et du développement. Celui-ci consistait dans la recherche d'un équilibre entre l'héritage arabo-islamique et la « personnalité méditerranéenne ». Puisant dans l'histoire tunisienne jusqu'aux empires phénicien et romain, cet équilibre recherché amena le régime dès l'indépendance à développer l'arabisation tout en construisant un ordre normatif multiculturel (arabo-islamique et franco-européen). L'accent mis sur « l'unité dans la diversité » s'est maintenu sous Ben Ali. Par exemple, dans sa déclaration du 7 novembre 1987, Ben Ali insistait sur le caractère islamique, arabe, africain, maghrébin et méditerranéen de la Tunisie.

Le régime accordait également une large place au rôle et à la responsabilité du « citoyen-individu » pour promouvoir le développement national, l'importance accordée à l'éducation et à la mobilisation sociale le dénote. L'objectif était de susciter une « révolution psychologique » qui aurait restructuré les relations humaines et sociales de façon à rendre possible la modernité. Tel que défini par Bourguiba lui-même, le but était de faire de chaque Tunisien « un bon citoyen capable d'initiative, disposé

à apprendre et à coopérer » et « ainsi la bataille contre le sous-développement serait remportée ».

Le concept de « démocratie contrôlée » était partie intégrante de la philosophie politique de Bourguiba. Il pensait que tant que la révolution psychologique n'aurait pas eu lieu et que la nation ne consisterait pas en un ensemble de citoyens éclairés et politiquement mûrs, une élite dévouée, compétente et progressiste devait assumer le pouvoir et s'assurer le contrôle de l'État.

Les politiques et les projets mis en œuvre durant les quinze premières années de l'indépendance portaient ces valeurs et reflétaient ces objectifs. Ils ont donné au pays une réputation d'innovateur, de réformateur audacieux faisant preuve d'un esprit largement progressiste, qui ne s'est pas entièrement éteint d'ailleurs, bien que considérablement appauvri depuis le début des années 1970. En outre, ces politiques et projets ont contribué à former une génération de Tunisiens éduqués dont le poids politique commence à peine à se faire sentir, mais dont la contribution à la culture politique du pays deviendra visible dans les années à venir.

Les réformes opérées par le régime touchèrent de nombreux domaines. Le code du statut personnel, par exemple, adopté en 1956, fut conçu en partie pour promouvoir l'émancipation des femmes. Il abolit la polygamie, fixa à 15 ans l'âge légal du mariage pour les femmes, leur permit de signer elles-mêmes leur contrat de mariage, de demander le divorce, de voter et d'exercer des fonctions publiques. Bourguiba interprétait le coran d'une manière très progressiste. Il traitait publiquement le voile de « torchon » et considérait les habits musulmans traditionnels des femmes comme « une servitude, une décadence et un esclavage ». L'orientation ainsi adoptée en ce qui concerne le statut des femmes a conféré à la Tunisie l'image d'un des pays les plus progressistes du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. Bien que la critique islamiste du code du statut personnel au début des années 1990 ait aligné Ben Ali et le RCD sur des positions plus conservatrices, les réformes entreprises par la suite ont accordé des droits supplémentaires aux femmes divorcées, notamment en ce qui concerne la garde des enfants et les pensions alimentaires. Notamment, en cas de divorce, la garde est étendue aux grands-parents maternels de l'enfant, possibilité accordée antérieurement aux seuls grands-parents paternels. En 1996, le gouvernement a également élargi le droit pour les femmes de contracter des emprunts en toute liberté sans l'autorisation du mari.

Dans d'autres domaines, le régime a procédé également à des réformes. Il a nationalisé les terres *habous* en 1956 et 1957 sous prétexte que les dirigeants religieux qui les contrôlaient n'étaient pas à même de les exploiter selon des méthodes agricoles modernes. En fin de compte, le Néo-Destour redistribuera ces terres d'une manière discrétionnaire. En 1958, le gouvernement mit en place un nouveau système éducatif bilingue. L'arabe fut privilégié bien que le français restât la langue de nombreuses disciplines du niveau supérieur. L'université de Tunis, par exemple,

dispensait la plupart de ses cours en français. En 1960, Bourguiba entama une campagne contre la traditionnelle observance du ramadan, prétextant qu'il nuisait à la productivité économique. Les musulmans étant dispensés de jeûne en période de guerre, Bourguiba et Ben Salah faisaient valoir que la Tunisie était en guerre contre le sous-développement. Mais, suite à une vive protestation populaire, Bourguiba dut battre en retraite.

Durant ces années-là, le Néo-Destour était une organisation qui avait en quelque sorte pour vocation le changement social. Les membres du parti, qui se répartissaient entre les quelque 1 250 cellules territoriales et professionnelles, se réunissaient souvent pour débattre des problèmes nationaux et élever la conscience civique du peuple. Le parti remplissait également d'importantes fonctions de régulation et de redistribution au niveau local, aidant les « citoyens » à résoudre des problèmes personnels tout en tissant des relations de patronage. Toutes ces activités forgeaient l'allégeance au système politique et entretenaient le soutien populaire aux réformes impulsées par le parti. Le parti revendiquait 400 000 membres actifs en 1965 et une toile d'organisations parallèles comme l'Union nationale des femmes tunisiennes (UNFT) et l'Union générale des étudiants de Tunisie (UGET) qui remplissaient un rôle non négligeable dans la mobilisation et la politisation de la population.

Un grand effort fut entrepris pour développer l'éducation. En effet, cette dernière mobilisait entre 25 % et 30 % du budget de l'État. Durant la première décennie de l'indépendance, le taux d'alphabétisation passa de 15 % à 35-40 %, le pourcentage d'enfants scolarisés en maternelle de 25 % à 60-70 % et celui des élèves achevant leur scolarité secondaire de 3 % à presque 30 %. En 1960, parmi les pays arabes, la Tunisie était ainsi en troisième position pour le taux de scolarisation. En 1965, elle passa à la seconde place juste derrière le Liban. Le régime prit également soin de veiller à ce que les hommes et les femmes jouissent équitablement du développement de l'éducation. La proportion de filles parmi les élèves grimpa soudainement durant cette période, passant de moins de 30 % à l'indépendance à plus de 40 % une décennie plus tard. Des formations continues furent également offertes aux élèves qui avaient décroché avant la fin du secondaire.

Bien qu'aucune réelle opposition ne soit tolérée dans cet environnement politique, certes dynamique mais fortement centralisé, le pouvoir de Bourguiba n'était pas totalitaire. Il était voué aux progrès de la nation et non pas à la promotion de sa propre personne. Bourguiba demandait souvent conseil à propos des affaires politiques importantes et permettait aux principaux responsables de débattre avec lui de manière virulente. Il haranguait le peuple au cours d'innombrables discours. Il réhabilitait au sein du parti les anciens opposants qui désiraient collaborer avec lui. Hors de la sphère dirigeante, une compétition serrée se déroulait parfois, les responsables locaux s'opposant les uns aux autres et à la hiérarchie du parti. Ainsi, malgré quelques abus de pouvoir, le gouvernement était véri-

tablement engagé dans la promotion d'un difficile changement social, tout en étant particulièrement aimé du peuple.

Au milieu des années 1970, toutefois, les principales structures du régime, le *Majlis*, le gouvernement et le PSD, étaient devenus à peine plus que des appendices du système de pouvoir personnel de Bourguiba. Sous sa férule se tenait une élite dirigeante composée d'une vieille garde de compagnons de route de la lutte pour l'indépendance et de jeunes technocrates que Bourguiba avait intégrés au gouvernement en raison de leur formation spécialisée, de leur compétence technique et de leur conception moderniste. Malgré tout, Bourguiba n'a permis à aucun de ces groupes d'acquérir une base de pouvoir autonome assez forte pour concurrencer son propre pouvoir.

Bourguiba a acquis ce rôle prééminent dans le processus politique en manipulant et en contrôlant adroitement ses subordonnés. Il maintenait de cette façon une atmosphère d'insécurité autour des luttes pour l'obtention de la faveur présidentielle. Il était également très habile pour démettre des contestataires de leurs fonctions, voire les contraindre à l'exil, puis les « recycler » dans des postes de responsabilité. En fait, son succès pourrait s'expliquer par son charisme prodigieux, son prestige de père de la nation, ses talents de tacticien politique et le fait qu'il disposait de personnalités elles aussi talentueuses pour gérer les affaires du parti et de l'État de manière efficace.

Une contre-culture politique commença à émerger dans les années 1970, accompagnée et renforcée par les changements dans l'orientation idéologique de l'élite dirigeante et l'autoritarisme grandissant du régime. Ces nouvelles tendances, consistant en un mouvement syndical revigoré et un soutien populaire de plus en plus conséquent aux militants islamistes, reflétaient les désillusions d'une population de plus en plus mobilisée ainsi que l'aggravation des problèmes économiques et des inégalités. Beaucoup de Tunisiens, en effet, ont perdu confiance dans la conception et la stratégie de développement du régime, une perte de confiance qui prévaut encore aujourd'hui. Cela vaut particulièrement pour les « hordes grandissantes » de jeunes gens d'origine modeste dont la formation scolaire ne s'est pas poursuivie au-delà du primaire. L'orientation biculturelle tunisienne limite les possibilités d'ascension sociale pour les personnes qui proviennent d'un milieu traditionnel dont la sensibilité à la langue et à la culture françaises est limitée. En outre, l'industrialisation rapide intensifie la concurrence pour l'emploi et les statuts et accentue les phénomènes de déclassement des groupes incapables de saisir les nouvelles opportunités qui sont créées.

Le fonctionnement interne du régime s'est considérablement modifié sous Ben Ali, bien que les conséquences de ce changement sur la population dans son ensemble soient encore limitées. Contrairement à Bourguiba qui prenait de la distance et jouait un jeu de « chaises musicales » avec ses ministres, Ben Ali est davantage un homme pratique qui s'entoure de professionnels aguerris qui ont déjà travaillé pour lui durant

des années : Habib Ben Yahia, le ministre des Affaires étrangères, Mohamed Ghannouchi, le Premier ministre, Dali Jazi, le ministre de la Défense, et Abdallah Kaâbi, le ministre de l'Intérieur. Selon certains observateurs, Ben Ali dirige de près, il exerce le pouvoir avec « une main de fer dans un gant de velours », consultant maintes et maintes fois avant de prendre une décision finale.

Conscient de la perte du pouvoir d'attraction des icônes et des symboles inspirés de l'Occident dans plusieurs domaines, depuis la fin des années 1980 le régime s'emploie à manier les symboles arabes et islamiques pour consolider son pouvoir et couper l'herbe sous le pied des groupes d'opposition et particulièrement d'*En Nahdha*. Néanmoins, les valeurs séculières occidentales sont encore parties prenantes de l'identité nationale tunisienne, trait illustré par les liens très forts du pays avec l'Union européenne. De nombreux accords diplomatiques et protocoles de coopération dans les années 1970, 1980 et 1990, ainsi que la diffusion de programmes de télévision français et italiens, ont véritablement propulsé la Tunisie dans une sphère culturelle et économique dominée par l'Europe.

L'invasion irakienne du Koweït a perturbé les tentatives du régime visant à amalgamer les influences arabo-islamique et occidentale. Les mouvements d'opposition, notamment les islamistes, instrumentalisèrent la guerre du Golfe afin de critiquer l'orientation pro-occidentale du gouvernement et de l'économie. Afin de se prémunir contre tout désordre, le régime quadrilla les rues des principales villes de tanks, de barbelés et de soldats. Suite à la guerre du Golfe, les opérateurs touristiques annulèrent les séjours prévus en Afrique du Nord, ce qui porta un coup terrible à l'économie tunisienne en 1991. Toutefois, celle-ci reprit de sa vigueur en 1992 et en 1993. La répression à l'encontre des islamistes continua néanmoins à soulever des questions sur les perspectives de stabilité intérieure de la Tunisie.

Habib Bourguiba a joué un rôle déterminant dans la transformation d'une petite nation dotée de ressources modestes, marquée par l'oppression coloniale, le retard et le sous-développement, en un État libre jouissant d'une relative prospérité. Sa politique socialiste tâtonnante des premières années de l'indépendance prépara le terrain à des réformes économiques plus libérales, ce qui permit à Ben Ali de promouvoir un développement socioéconomique impressionnant. Au demeurant, les penchants autoritaires de Bourguiba, de sa personne et de son idéologie, ne pouvaient qu'inhiber l'émergence d'une politique démocratique. D'ailleurs, la combinaison d'intérêts de classes aux bases étroites et d'options culturelles en faveur de valeurs étrangères rendait l'autoritarisme plus opérant que le libéralisme politique pour assurer à la fois la prospérité et la stabilité. Ben Ali a construit sur cet héritage bourguibien de modernisation progressive un développement économique et social encore jamais atteint tout en réaménageant l'autoritarisme sous la forme d'une pseudo-démocratie qui a réduit à néant l'espoir d'un véritable changement politique à court et à moyen terme.

16

Les contradictions d'un règne en situation défensive

Juliette BESSIS*

« Pour juger des hommes d'État, il convient de mettre leur action en perspective. Mais leur propre unité de mesure ne saurait dépasser une vie d'homme, voire la durée de leur pouvoir »[1].

J'ignore si Habib Boularès a pensé à Bourguiba en écrivant ces lignes à propos de Hannibal.

Il a beaucoup été dit et écrit sur Habib Bourguiba[2], sur son œuvre, sa personnalité complexe, son envergure politique. Je voudrais quant à moi dire trois opinions reçues parmi tant d'autres à son sujet.

Un ambassadeur de Tunisie me faisait un jour cette remarque : « Il faudra que nous comprenions enfin pourquoi Bourguiba a pu à ce point nous subjuguer, subjuguer toute une génération de Tunisiens. »

Un vieux militant communiste Khemaïs El Kaabi me parlait un jour de lui qu'il avait connu dès le début de sa carrière de militant : « Mahboul, il est fou ! Je me souviens de réunions où il se mettait à crier, à pleurer, il se mettait à genoux quelquefois, il était capable de tout pour capter l'attention et convaincre son auditoire, c'est un vrai comédien. »

Lors d'une interview de Henri Smadja alors directeur de *Combat* mais je m'adressais à Henri Smadja l'homme des Renseignements militaires au temps de la guerre, qui me donna des informations précieuses sur la période et les liens du Néo-Destour, j'en vins à lui poser cette question : « Peut-on croire qu'à un moment Bourguiba fût l'homme de l'Italie ? »

---

* Docteur ès lettres, historienne du Maghreb contemporain et des relations inter-méditerranéennes.

1. H. Boularès, *Hannibal*, Paris, Perrin, 2000, p. 22.

2. De toutes les biographies de Bourguiba, la plus détaillée et proche des faits reste celle de S. Bessis et S. Belhassen, *Bourguiba. À la conquête d'un destin* et *Un si long règne*, Paris, Jeune Afrique-Livres, 1988 et 1989.

Sa réponse fut nette : « Bourguiba n'a jamais été l'homme de personne d'autre que de lui-même. »

Le plus remarquable de ce si long règne, tout autre qu'un règne paisible, est que Bourguiba ait réussi à se maintenir à la tête de son parti puis de l'État plus d'un demi-siècle en dépit d'oppositions constantes de nature diverse quoique souvent conjuguées : oppositions politiques et de personnes au sein de son parti, oppositions dans le pays, opposition d'un environnement régional hostile pesant plus lourd que la petite Tunisie privée d'atouts majeurs aptes à lui conférer un poids déterminant, handicaps d'un état de santé déclinant à mi-parcours et de signes de sénilité de plus en plus apparents.

Remarquable que ces oppositions constantes et sa dégradation physique n'aient jamais complètement altéré son charisme, un attachement durable à sa personne, une reconnaissance tant interne qu'internationale ; mieux, les oppositions contenues ont été traduites en preuves de sa stature politique incontestée.

Tenter de comprendre les contradictions entre ces deux dimensions de l'époque bourguibienne, c'est en définitive mieux comprendre sans doute la Tunisie.

Il fut l'homme d'un objectif poursuivi tout au long de sa vie de militant puis de chef d'État, de la jeunesse à la fin de sa vie civile, celui de faire exister la Tunisie en tant qu'État souverain et moderne. Mais doté de passion narcissique pour la politique et le pouvoir, il fut en même temps l'homme d'une certitude, celle d'être le seul parmi ses pairs capable de maintenir son pays dans la voie tracée, l'homme providentiel, « le Combattant suprême ».

Laquelle de ces deux constantes l'emportera-t-elle sur l'autre ?

Moderniste, il fut partisan convaincu du modèle occidental – on n'en connaît pas d'autre – et du monde occidental, ce qui lui valut de sa part une réputation élogieuse, un soutien sans faille interdit de critiques mais en même temps ce fut un des nœuds, voire le nœud principal, des oppositions générées.

Contradictoirement, les oppositions ou plus exactement une partie d'entre elles, parfois les mêmes, ont appuyé leur contestation sur le jeu tronqué des institutions : parti unique omnipotent, listes uniques et manipulation des élections, surveillance et répression policières, étouffement de la pensée libre, contraires aux institutions de cet occidentalisme revendiqué, sans remettre en cause le slogan d'Unité nationale, notion fétichiste de la Nation que véhicule le mythe unitaire, fondement de l'État-parti.

Non conservateur mais pragmatique avant tout, il ne fut ni révolutionnaire ni idéologue, tout au contraire. Il s'est toujours méfié de la violence révolutionnaire et des idéologies.

Méfiant à l'égard du Monde arabe qu'il estimait retardataire et irréaliste, hostile à son projet unitaire, hostile aux communistes, à la lutte des classes et aux conflits sociaux qu'elle engendre, en un mot il fut hostile

aux grands courants qui ont traversé son siècle, le monde colonisé ou ex-colonisé auquel il appartient, leur influence sur la Tunisie elle-même.

Ne déclare-t-il pas dans un discours prononcé au Capitole de Rome, destiné à rappeler le grand passé anté-islamique de l'Afrique du Nord dont son pays fut le centre glorieux : « La vérité pour moi c'est le concret (...). Je tourne alors le dos à la théorie pour rechercher l'action utile (...) »

Doit-on conclure qu'en dépit des apparences, Bourguiba gouverna à contre-courant ?

Est-ce une contradiction de son règne ou seulement une contradiction apparente ?

Si l'on voulait dresser un tableau chronologique de l'État bourguibiste en s'en tenant aux étapes essentielles, il se développerait à mon sens de la manière suivante :

– des prémices aux grandes années réformistes, de 1954 aux débuts des années 1970,

– après l'échec du bensalahisme, l'ère des réformes est à son terme. Bourguiba, vieillissant et malade, garde son pouvoir omnipotent mais ne gouverne plus. La continuité du bourguibisme chancelle dans un pays troublé où les clans commencent à s'agiter pour une succession annoncée (des années 1970 à 1980),

– la déliquescence du régime dans une Tunisie qui a changé : 1980-1987.

Les grandes années

Dès que prennent forme les négociations pour l'Autonomie interne à la fin de 1954, Bourguiba, interlocuteur non officiel mais privilégié de la France, avant même d'accéder au pouvoir eut à combattre une opposition déterminée à ses options, à sa politique, à sa personne : le youssé-fisme.

Rappelons que plus d'un tiers du Néo-Destour et de la presse nationaliste, l'Archéo-Destour qui confirme son opposition lors de son congrès national d'avril 1955, la plus grande partie des organismes professionnels, l'Université de la Zitouna, l'entourage beylical avec prudence, marginalement dans ses débuts le Parti communiste tunisien (PCT) déterminé par les grèves ouvrières et rurales massives qui se succèdent et surtout la majorité du mouvement des *fellaga* qui a tenu la part prépondérante du terrain dans la dernière phase de la lutte pour l'indépendance sous la double référence de la Nation et de la religion – interrompue en décembre 1954 pour laisser la place à la négociation –, se rangent sous sa bannière. Loin de s'éteindre à la proclamation de l'indépendance, les combats reprennent et s'intensifient et ne seront réduits qu'avec l'aide de l'armée française. Rappelons à leur sujet que les territoires du Sud, foyer

de la révolte, sont maintenus sous occupation militaire française par les conventions d'autonomie et le resteront jusqu'aux conséquences du bombardement de Sakiet Sidi Youssef et la restitution de ces territoires aux autorités tunisiennes par les accords du 17 juin 1958.

La cause déclarée de cette opposition politique et armée : la contestation puis le refus des conventions. Mais elle recouvre la vision radicalement contraire, nassérienne, relayée après la mort du leader égyptien en 1970 par son « héritier spirituel », Kadhafi, et de l'Algérie benbelliste puis boumédiéniste.

Bourguiba le pro-occidental, l'homme du compromis avec la France est dénoncé par Salah Ben Youssef qui a rejoint Le Caire – échappant à l'arrestation, averti de son imminence –, comme l'ennemi du combat unitaire arabe. Derrière Ben Youssef, il y a l'Égypte et l'aile marchante du FLN qui lui est associée.

La radio *Saout el Arab* (La Voix des Arabes) du Caire jette chaque jour l'anathème sur « le juif Bourguiba (...) traître à la solidarité arabe anti-impérialiste », dont la félonie des conventions vise à isoler le soulèvement algérien qui commence, favorisant les efforts d'étouffement de la France. L'accusation est injuste, Bourguiba ayant toujours soutenu et abrité le combat algérien. Mais il tient à protéger son pays d'une implication directe dans le conflit, position difficile à tenir, les troupes françaises et algériennes campant à l'intérieur de ses frontières.

Les bourguibistes sortent vainqueurs de cette grave crise de lisibilité complexe dans une Tunisie en phase de mutations. Le Congrès de Sfax du Néo-Destour (15 novembre 1955) confirme le ralliement du parti et le soutien déterminant de l'UGTT liée à lui par le biais des responsables néo-destouriens qui l'encadrent. Mais le prix de cette victoire est lourd pour le présent et pour l'avenir.

Un arsenal répressif a été mis en place pour répondre à la menace de subversion qui frappe le nouvel État indépendant : police politique du parti sous la dénomination de « Comités de vigilance destouriens », cour criminelle pour atteintes à la sûreté de l'État, chasse à toute opposition et ripostes sanglantes, arrestations massives, traque des *fellaga* et exécution des chefs capturés, yousséfistes traduits devant les cours d'exception, torturés et lourdement condamnés, impriment au nouveau régime un caractère autoritaire[3] : « pour les consuls français souvent maltraités, il apparaissait que les yousséfistes n'étaient pas un clan de pro-nasseriens mais un rassemblement d'hommes de toutes classes et de toutes

3. À ce sujet, C.-A. Julien, « Un épisode de la lutte pour l'indépendance tunisienne. L'affrontement de Bourguiba et de Ben Youssef » et J. Bessis, « Une diatribe qui éclaire l'Histoire » et « Interview inédite de Salah Ben Youssef », dans *Les Temps modernes*, 356, mars 1977 ; J. Bessis, « La crise de l'autonomie et de l'indépendance tunisienne, classe politique et pays réel », p. 265-292, dans *Mouvement ouvrier, communisme et nationalismes dans le monde arabe*, ouvrage collectif Cahiers du mouvement social, 3, 1978, article repris dans *Maghreb, questions d'Histoire,* Paris, L'Harmattan, juin 2003.

tendances du Bey au syndicaliste socialisant voulant secouer une dictature policière »[4].

En même temps, la Tunisie souveraine et modernisatrice commence à s'édifier par un train de lois réformistes qui fixent les bases du nouvel État.

Pour autant l'opposition vaincue n'est pas éradiquée et le youssefisme n'est pas mort.

Contre le leadership du Caire, la crainte d'une future Algérie frontalière trop puissante et peu amicale, et convaincu des avantages d'un contrepoids unitaire maghrébin, idée très populaire dans tout le Maghreb, Bourguiba se prononce dans deux discours des 12 août et 26 septembre 1957 pour « un Grand Maghreb uni de Sollum à Casablanca pour une coopération libre sur un pied d'égalité et dans le cadre de la communauté des intérêts avec la France et l'Occident ». Le vœu unitaire est confirmé à Tanger en avril 1958 par les dirigeants nationalistes maghrébins représentatifs du pouvoir établi ou à venir comme c'est le cas de l'Algérie. Mais le cadre fermement occidental de l'unité qu'il propose n'est pas de nature à rallier à ses vues Nasser, pour qui l'unité maghrébine est contradictoire de l'unité arabe, ni l'Algérie en guerre contre la France et peu encline au choix occidental.

L'intention de rééquilibrer d'une manière ou d'une autre le poids de la Tunisie par rapport à l'Algérie reste un des soucis permanents du président tunisien qui fera dans ce sens des tentatives vouées à l'échec.

Souveraineté tunisienne et unité arabe

La grande méfiance de Bourguiba à l'égard des leaders et projets unitaires arabes ou arabo-islamiques ne commence pas avec Nasser. Elle lui est antérieure, antérieure à l'indépendance qui le place au sommet de l'État.

L'épisode de ses rapports avec l'Italie fasciste – face interdite de son histoire – est très instructif à cet égard, comme il reste très important en car il constitue sa première vraie expérience de gestion de politique étrangère particulièrement délicate vu la lourdeur du contexte.

Durant son séjour à Rome (de janvier à avril 1943), lors des entretiens qu'il conduit avec Alberto Mellini Ponce di Leon, chef du bureau arabe des Affaires étrangères, comme dans ses conversations avec le commandant Ugo Dadone, chargé des relations quotidiennes – et de la surveillance –, des trois chefs installés au palais Respighi comme des autres responsables destouriens logés à l'hôtel *Continental*, dont il rend compte

4. M. Bersot, *Le Youssefisme*, cité par J. Bessis dans « La crise... », art. cité.

chaque jour, Bourguiba se plaint à plusieurs reprises de la légèreté de ses anciens compagnons de captivité qui, dit-il – notamment ceux de l'hôtel *Continental* – se compromettent quotidiennement avec des responsables arabes présents à Rome. Il désigne en particulier les émissaires du Grand mufti de Jérusalem (lequel a quitté la capitale italienne pour Berlin, « la politique islamique de l'Axe y rendant sa présence nécessaire »), qu'ils fréquentent trop assidûment n'ayant aucune autorité pour le faire, lui seul possédant le pouvoir décisionnel. Ils mettent, insiste-t-il, en péril les tractations qu'il poursuit sur le statut futur de la Tunisie dans la perspective italienne de victoire de l'Axe.

C'est que le projet unitaire que soutient le Grand Mufti, celui d'un grand État musulman allant de l'Atlantique au Golfe, avec pour capitale Jérusalem et placé sous protection allemande, serait, s'il avait la moindre chance d'aboutir, parfaitement contradictoire de l'État tunisien souverain qu'il ambitionne de fonder un jour et dont il défend pied à pied les prérogatives dans ses discussions avec Mellini. Noyée dans un vaste État musulman, la Tunisie ne serait plus qu'une petite province d'un ensemble pas vraiment moderniste et privée de toute souveraineté.

Bourguiba est un nationaliste tunisien, et non un nationaliste arabe ou musulman

Subsidiairement, cette perspective réduirait à rien la place que Bourguiba occupe et ambitionne de conserver dans la destinée de son pays et pour son bien.

Mais, en même temps, le projet ruinerait également les ambitions italiennes sur la Tunisie, qui lui échapperait. Il se trouve donc que ponctuellement les intérêts de Bourguiba et des Italiens concordent, et ces derniers se sont déjà opposés au voyage projeté de Husseini à Tunis, où se trouvent ses émissaires pour le préparer[5]. Bourguiba obtient que tous ses compagnons rentrent à Tunis d'autant que *Ifriqya el Fatat*, organe du parti, a publié dans son numéro du 13 février le portrait et le message du Grand Mufti aux populations d'Afrique du Nord.

Ces derniers rentrent (26 février 1943) munis de directives secrètes pour tempérer les soutiens du quotidien et du parti dirigés par Habib

5. J. Bessis, *L'Italie mussolinienne et la Tunisie*, thèse de doctorat 1980, 3 tomes, et *La Méditerranée fasciste*, version condensée, Paris, éd. La Sorbonne/Karthala, 1981, 409 p. En particulier, rapports au ministère des Affaires étrangères, réunion des hautes autorités allemandes et italiennes concernant le voyage à Tunis du Grand Mufti, notre interview de A. Mellini Ponce di Leon, lettres autographes de H. Bourguiba, comptes-rendus quotidiens de Dadone à Mellini, dont la plupart mais non la totalité sont archivés à l'Archivio Centrale dello Stato-EUR-Rome.

Thameur à l'Axe, dont on commence à considérer à Rome l'inéluctable défaite, tandis qu'il y reste seul selon le vœu italien pour gérer la situation.

Deux ans plus tard lors de son exil au Caire (1945-1949), la méfiance à son égard marque ses relations avec le Bureau du Maghreb arabe et ses rapports d'hostilité réciproque avec archéo et néo-destouriens notamment avec Thameur, très sensible aux projet arabes, qui lui conteste entre autres, le titre de président du parti qu'il s'est attribué[6].

Il est en même temps contesté à Tunis au sein du Bureau politique du parti dirigé par Salah Ben Youssef.

Face à ce danger de marginalisation, il se dépense sans compter. Il soigne à la fois ses relations avec les différents représentants des États arabes, les Saoudiens proches de l'Occident en particulier dont il recevrait des subsides, et de la Ligue arabe récemment constituée qu'il soutient sur la question palestinienne, objectif prioritaire, tout en essayant sans grand succès de la sensibiliser au Maghreb, à la Tunisie en premier. Il entretient parallèlement des rapports amicaux avec l'ambassade américaine dirigée par Hooker Doolittle, lequel lui avait grandement rendu service en le protégeant de la menace d'arrestation qui pesait sur lui à l'entrée des Alliés dans la capitale tunisienne et, si l'on en croit les services français, au moment de son départ vers le Caire. Doolittle favorise son voyage « très médiatique » à New York en janvier 1947[7], qui a le grand mérite de poser la question tunisienne devant la scène internationale. Il entretient en même temps des relations suivies avec l'ambassade de France, dont on l'accuse de recevoir également des subsides, provoquant jalousie, rivalités politiques et critiques acerbes dont rend compte la presse égyptienne.

Mal vu au Caire, contesté à Tunis, il décide de rentrer en dépit des réserves que sa décision suscite au sein de la direction du Néo-Destour[8].

Les circonstances, son charisme, son intelligence politique et ses capacités manœuvrières, la nécessaire unité du parti dans les batailles qui s'annoncent, sa baraka aussi qui le débarrasse de personnalités susceptibles de lui porter ombrage lui assurent la première place[9].

---

6. Sur les raisons de cette hostilité au-delà des rivalités de personnes, l'histoire officielle, hagiographie du « Combattant suprême », ne s'étend guère. Cf. *Pour préparer la troisième épreuve – le Néo-Destour rompt le silence*, Tunis, CDN, 1972, 596 p.

7. Déplacé de Tunis au Caire à la demande de la France, Doolittle sera envoyé aux Indes en 1947 après insistance française. Cf. J. Bessis, « L'opposition France/États-Unis au Maghreb de la deuxième guerre mondiale à l'indépendance des Protectorats », dans *Les Chemins de la décolonisation de l'Empire colonial français*, Paris, éd. du CNRS, 1986, p. 341-356. Une rue de Tunis porte le nom de Hooker Doolittle. Cf., dans cet ouvrage, la contribution de L. C. Brown.

8. Au cours de nos interviews, Slimane Ben Slimane nous a fait le récit détaillé de la séance au cours de laquelle la question de ce retour a été débattue.

9. Thaalbi encore très respecté est mort en 1944, Moncef Bey en 1948, Habib Thameur en 1950, Ferhat Hached en 1952 et Salah Ben Youssef est contraint à l'exil en 1952 avant d'être exécuté sur l'ordre de Bourguiba en 1961.

Ces précédents éclairent le conflit permanent ouvert par la crise yousséfiste.

La Tunisie n'adhère à la Ligue arabe qu'en 1958 sur le conseil du président irakien Kassem intéressé comme Bourguiba à faire pièce à l'hégémonisme nassérien. Mais c'est pour en ressortir aussitôt, en même temps que les relations avec l'Égypte sont rompues par la Tunisie pour « impérialisme pharaonique » et protection de Ben Youssef.

Bourguiba ne prendra pas cet antagonisme à la légère surtout quand les négociations franco-algériennes ne tarderont plus à aboutir, le soutien algéro-égyptien à la subversion yousséfiste restant avéré.

Préoccupation aggravée par la solidarité qu'il sait être ressentie par beaucoup de Tunisiens pour le courant unitaire arabe même si très peu envisagent de s'y associer, et plus encore pour l'Algérie en guerre.

Le 27 février 1961, l'entrevue de Rambouillet avec de Gaulle, dont l'invitation l'avait comblé, est un grave échec. Il sait qu'entre lui et l'Algérie, de Gaulle – qui de plus ne l'aime pas, vu ses ambiguïtés anti-françaises passées et son pro-américanisme présent – et la France choisiront l'Algérie pour les liens historiques et le pétrole, ce qui n'empêche l'entrevue d'être dénoncée comme « un étranglement de la question algérienne » par les dirigeants du FLN emprisonnés à Turquant, qui ne le ménagent guère. Il craint l'isolement, pire une coalition égypto-algéro-yousséfiste pour le balayer. La rencontre avec Ben Youssef survenue en Suisse à sa demande le 2 mars 1961 est désastreuse. Il faut réagir vite.

Avec beaucoup d'habileté sous le premier prétexte venu et sans économie de moyens, il engage « la bataille pour l'évacuation » de Bizerte les 21 et 22 juillet 1961, met Tunis sur pied de guerre montrant par là que, comme Nasser, il est lui aussi un champion du combat anti-impérialiste. Dans ses discours du moment, il se défend – bataille à l'appui – d'être pro-français, couvre d'éloges l'œuvre – interne – de Nasser, parle de Nation arabe, bref il lâche du lest et coupe l'herbe sous les pieds de ses détracteurs. Le tiers-monde l'applaudit, une majorité à l'ONU le soutient, les relations avec l'Égypte sont rétablies, la Ligue arabe lui ouvre grand ses portes.

Ses excellentes relations avec les États-Unis, couronnées par sa visite officielle à Washington de mai 1961, un instant ternies par « le coup de Bizerte », sont confirmées.

Dans la lancée, il se débarrasse de Ben Youssef assassiné à Francfort le 12 août[10]. Ses protecteurs se taisent.

Pourtant, malgré l'atmosphère assainie, un nouveau complot est découvert en décembre 1962 qui, si l'on en croit les propos que m'a tenus Brahim Tobbal, premier lieutenant de Ben Youssef au cours d'une interview, était en préparation depuis plusieurs mois sous la houlette algérienne et la bénédiction égyptienne.

---

10. J. Bessis, « Et Ben Youssef signa son arrêt de mort » (titre de l'éditeur), dans *Dossiers secrets du Maghreb et du Moyen-Orient*, Paris, Japress, 1992, p. 135-149.

La riposte du régime est une fois de plus sans clémence. Treize comploteurs plus ou moins impliqués, « reste » de yousséfisme et de révolte du Sud, mais aussi militaires montés contre la conduite des opérations à Bizerte, sont condamnés à mort en janvier 1963 et onze sont exécutés. Parmi eux, Lazhar Chraïti, chef historique de la guerre d'indépendance des *fellaga*.

On doit les deux commutations de peine à la mère du jeune Materi, neveu du cofondateur du Néo-Destour, venue se traîner aux pieds de Wassila Ben Ammar, toute récente épouse du président, pour supplier qu'on laisse la vie sauve à son fils âgé de 24 ans.

Dans la foulée du verrouillage encore accru du régime, *Et Taliaa* organe du Parti communiste tunisien (PCT), comme le parti lui-même et *La Tribune du progrès* dirigée par l'ex-dirigeant néo-destourien exclu, Slimane Ben Slimane, qui ne sont pour rien dans cette affaire, sont interdits en janvier 1963.

Ainsi disparaissent les derniers restes bien informels du défunt pluripartisme tunisien.

Nasser et Ben Bella sont conviés à célébrer en décembre 1963, dans la liesse populaire, l'évacuation effective. Les relations tuniso-arabes semblent au beau fixe. Elles étaient déjà assez bonnes avec l'Arabie saoudite et les États du Golfe qui investissent beaucoup dans l'économie du pays.

Bourguiba se sent désormais assez fort pour donner une leçon politique aux États arabes sur leur propre terrain, celui de la Palestine, en opposant sa stratégie de la négociation et du compromis au refus arabe, inopérant et ruineux, incapable d'intégrer la réalité de l'existence d'Israël. Et c'est la bombe en 1965 de son périple au Moyen-Orient et du discours de Jéricho et autres. Il est non seulement convaincu de la justesse de sa stratégie, il se sent de plus seul capable de mener à bien l'indispensable négociation qu'il préconise.

Mais l'heure n'est au Moyen-Orient ni à la clairvoyance ni à la raison, et Bourguiba l'a frappé au cœur de ses certitudes, provoquant la levée de boucliers sans précédent que l'on sait. Tandis que Tunis lui réserve à son retour un accueil enthousiaste, l'ambassade de Tunisie au Caire est saccagée, et des manifestations monstres le conspuent dans les capitales arabes.

La désastreuse guerre des Six Jours voulue par Nasser, l'occupation de la Cisjordanie puis la colonisation israélienne, la surenchère ultranationaliste des deux camps changent la donne sans apporter de solution même si la bombe lancée par Bourguiba fera son chemin.

Mais le 5 juin, Tunis a connu une quasi-émeute en soutien à la cause arabe, orchestrée par les ambassades d'Irak et d'Algérie. Des troubles antijuifs ont eu lieu, l'ambassade américaine a été conspuée.

Même si ce n'est pas la personne de Bourguiba, c'est sa politique qui a été insultée par la rue.

Pourtant les relations tuniso-algéro-égypto-libyennes et arabes vont évoluer vers une sorte de paix armée. Après la mort de Nasser en 1970,

Kadhafi vient deux années de suite en 1971 et 1972 à Tunis exposer son projet unitaire. Boumédiène qui a obtenu à son avantage, en 1968, le règlement du litige frontalier dans « l'affaire de la borne 233 », reçoit le président tunisien puis lui rend sa visite en 1972. Bourguiba lui a proposé en préalable à l'unité que ce dernier a envisagée, la cession – ou rétrocession – du Constantinois, toujours par souci de rééquilibrage, provoquant l'ironie de son interlocuteur. Sadate vient à Tunis en 1973. Mais les visites du premier ne sont pas sans poser problème et ne permettent pas d'éviter, entre autres, un contentieux pétrolier d'éclater un peu plus tard, celle du deuxième n'empêche pas des complicités certaines dans l'évasion de Ben Salah en 1973, reçu avec les plus grands égards à Alger, et le troisième se garde bien de mettre dans la confidence de la guerre imminente qu'il prépare pour engager avec une position plus forte les négociations avec l'ennemi symbolique du Monde arabe le président tunisien si désireux de jouer le rôle qu'il pense lui revenir en tant que précurseur. La guerre dite du « Kippour » lui paraîtra une guerre inutile.

Avec persévérance, Bourguiba plaidera pour la reconnaissance mutuelle, y compris auprès d'Arafat en 1974.

Laïcité et gestion de l'islam

Les tendances laïcisantes de Bourguiba accordées à ses vues modernistes marquent de leur sceau les principales réformes fondatrices de l'État-Nation postcolonial : code du statut personnel et droits accordés aux femmes en avance sur tous les pays musulmans, planning familial et liberté de contraception, démantèlement des tribunaux religieux et de l'Université théologique de la Zitouna, suppression des habous publics et privés, lutte contre l'analphabétisme et développement d'un enseignement primaire, secondaire et universitaire laïcisant, bilingue et mixte, sans compter les réformes sociales, telles que la lutte contre la pauvreté, l'adduction d'eau, la politique du logement, le statut des ouvriers agricoles, etc. Ces initiatives donnent à la Tunisie cette image de pays en marche vers la modernité, faisant la fierté des Tunisiens, citée en exemple non seulement en Occident mais aussi çà et là dans le Monde arabe et ex-colonisé.

N'a-t-on pas dit que durant l'épisode éclair d'union tuniso-libyenne de janvier 1974, une délégation de femmes libyennes se rendit auprès du colonel Kadhafi pour demander que le code tunisien du statut personnel soit étendu à la Libye ?

Néanmoins, cette union que signera Bourguiba porte le nom de République arabe islamique à la stupeur des étrangers et des Tunisiens eux-mêmes, tant cette appellation semble contraire à son image. Pourtant la gestion bourguibienne des rapports parti puis État/religion a toujours été

entachée d'ambiguïté. Que ce soit chez lui *ijtihad* ou pragmatisme et prudence défensive face à une société majoritairement traditionaliste et conservatrice en la matière et utilisation de la religion pour « faire passer » sa politique et se protéger des oppositions, jamais Bourguiba ne s'est réclamé de la laïcité.

Bourguiba n'est pas Atatürk. Il a 55 ans lorsqu'il accède au pouvoir. Là aussi son passé éclaire la continuité de son discours.

En 1933, la violente campagne des radicaux du Destour contre la naturalisation, qu'il dirige, campagne d'agitation plus que de réalité, ne se fonde pas sur la défense de la nationalité tunisienne, ce qui serait logique, mais sur le refus d'une nationalité étrangère à l'islam – française en l'occurrence – pour des musulmans en terre d'islam, et ce avec des accents imprégnés de fanatisme (violation des sépultures). Pourtant cette campagne ne répond pas à un mouvement populaire profond, elle n'a pas le soutien de la direction du Destour, ni même celui des autorités religieuses tant hanéfite que sunnite (affaire des *fetwas*). Elle reçoit par contre celui du Conseil islamique de Palestine[11].

En octobre 1937, Bourguiba désigne comme « martyrs de l'islam » – et non de la Nation – les militants qui après la rupture du « préjugé favorable » au Front populaire subissent la répression dans la lutte frontale engagée contre la France, qualificatif qu'il réutilisera lors la crise de Bizerte en 1961.

Ce recours au levier de la religion est une constante des partis nationalistes, Archéo comme Néo-Destour. On le retrouve dans presque tous les temps forts de la lutte pour l'indépendance. C'est en psalmodiant le Coran qu'une « foule impressionnante » encadrée par des militants du Néo-Destour se rend le 7 avril 1938 au palais beylical de Hammam-Lif pour réclamer un parlement tunisien avant qu'une partie d'entre elle – vérité historique oblige – ne manifeste au retour devant le consulat italien au cri de « Vive Mussolini »[12]. Durant l'occupation de la Tunisie par l'Axe, *Ifriqya el Fatat*, organe du parti, demande dans son numéro du 20 mars 1943 la mise en vigueur des lois islamiques et la création d'une police spéciale pour les faire appliquer. Là, Bourguiba n'y est pour rien, il est absent et la surenchère évidente du Néo-Destour vise à ne pas se laisser dépasser, en se plaçant à sa tête, par le courant fondamentaliste, qui s'est organisé sous le nom de Légion Sidi Moncef, exigeant la peine du fouet pour les buveurs d'alcool et autres mesures purificatrices.

C'est qu'en Tunisie ce courant dit parti de la Zitouna a toujours existé. D'expression minoritaire mais présent dans la société, il s'est manifesté au long de l'entre-deux-guerres et après. « Un seul destour, le Coran » sert de slogan aux Jeunes Musulmans. Les prêches d'un de leurs leaders,

11. J. Bessis, « À propos de la question des naturalisations dans la Tunisie des années 30 », *Actes du colloque sur les mouvements politiques et sociaux dans la Tunisie des années 30,* Tunis, 1987, p. 597-609.

12. La presse de Tunisie comme des pays étrangers rapporte et commente ces faits.

Cheikh Baouendi, sont célèbres. L'Association des Jeunes Musulmans, placée sous la direction du très conservateur Mohammed Salah Ennaïfer, se manifeste lors de la visite à Tunis et à la Grande Mosquée des deux princes saoudiens, dont le futur roi Fayçal, le 12 décembre 1943, aux cris de « Vive Moncef, Vive l'Unité arabe »[13]. Salah Ben Youssef, pas moins laïcisant que Bourguiba dans le passé, s'élèvera au cours de l'affrontement qui oppose les deux camps dans un discours prononcé du haut de la Grande Mosquée, contre « l'islam bafoué » par le nouveau régime qui se met en place, taxé « d'athéisme débauché ».

Rappelons que jamais l'Égypte ou l'Algérie n'ont adopté une quelconque mesure laïcisante.

Conviction, prudence, nécessité ou recul, le premier article de la Constitution tunisienne et bourguibiste du 1er juin 1959 rompt avec tout principe de laïcité et rejette dans une forme de non-appartenance les non-musulmans : « La Tunisie est un État libre, indépendant et souverain, sa religion est l'islam (...) »

Pourtant n'était-ce pas lui, Bourguiba, qui déclarait dans les années 1930 : « La Tunisie que nous entendons libérer ne sera pas une Tunisie pour musulmans, pour juifs ou pour chrétiens. Elle sera la Tunisie de tous ceux qui, sans distinction de religion, de race, voudraient l'agréer pour leur patrie et l'habiter sous la protection de lois égalitaires » ?

Ne déclare-t-il pas beaucoup plus tard, le 29 novembre 1966, au *Monde* : « Notre État est celui de tous les Tunisiens sans distinction de religion », ce que, pour l'essentiel, les faits ont rendu caduc ?

On peut multiplier les exemples du soin que mettra Bourguiba à abriter les réformes d'inspiration laïque promulguées ou ses efforts pour inciter à la laïcisation des mœurs déjà sensible dans le pays, sous une justification par la religion.

En interdisant la polygamie, du reste très rare en Tunisie, où se pratique par contre couramment la répudiation coranique, elle-même abolie au profit d'une loi moderne sur le divorce, beaucoup plus favorable aux femmes, il déclare s'être inspiré du Livre saint. En les appelant à se dévoiler, traitant le voile de « chiffon », il précise que ce n'est pas une prescription coranique. Quant au Ramadan qu'il combat ouvertement, il associe la non-observation du jeûne à un *Jihad el akbar* ou plus grande guerre sainte contre le sous-developpement. Là, la résistance est manifeste et provoque dans la ville sainte de Kairouan de sanglants affrontements, le 17 janvier 1961.

D'autres oppositions ont agité à propos de l'émancipation féminine, le noyau dur du conservatisme religieux. Une *fetwa* avait, dès sa promulgation, condamné le code du statut personnel comme contraire au Coran, le 26 septembre 1956. Une véritable campagne contre les mariages mixtes

13. J. Bessis, « Moncef bey et le moncéfisme – La Tunisie 1942-1948 », *Revue française d'Histoire d'outre-mer,* 260/261, 1983, p. 97-131.

qu'il a rendu licites s'est développée, soutenue par la presse féminine officielle et l'Union des femmes d'obédience gouvernementale. C'est que les résistances se manifestent au sein même du parti et malgré ses tentatives, Bourguiba ne réussit pas à faire adopter une loi sur l'égalité en matière d'héritage entre les dévolutaires des deux sexes, contraire à la prescription coranique qui accorde à l'homme une double part.

En même temps qu'une laïcisation rampante se poursuit, une imposante mosquée dite « Mosquée Bourguiba » est édifiée dans sa ville natale de Monastir.

L'action persévérante des États du Moyen-Orient arabe pour faire entrer la Tunisie et le Maghreb dans son ensemble dans la constellation arabe, celle plus spécifique des fonds saoudiens, plus tard iraniens, pour entretenir le mouvement islamiste, les circonstances politiques, la solidarité d'action, les liens culturels, politiques et religieux renforcés depuis l'indépendance, vont favoriser l'opposition islamiste. Cette dernière s'appuie souvent sur la dénonciation de la corruption et du favoritisme d'un régime répressif et inégalitaire, jugé laxiste à l'égard des mœurs d'une société en mutation. Ce mouvement minoritaire se transformera en opposition politique déterminée au régime et au président.

La Tunisie change, le Monde arabe aussi. Après la mort de Nasser, le nassérisme a vécu, l'Égypte s'est rapprochée de l'Occident, puis Sadate est allé à Tel-Aviv.

C'est la victoire de Bourguiba. Pourtant, c'est à Tunis que la Ligue arabe, solidaire du « Front du refus », s'installe en avril 1979, en dépit des réserves de Bourguiba et de celles du Premier ministre. Elle favorise forcément les interventions dans la politique tunisienne et dans l'opinion.

Les oppositions libérales

Très tôt, dès le début des années 1960, les critiques du « pouvoir personnel » se sont étendues, cristallisant le mécontentement dans le pays, démissions/exclusions et retours en grâce à l'intérieur du parti. La dénonciation la plus spectaculaire reste la lettre réquisitoire d'Ahmed Tlili de janvier 1966. Ce vieux syndicaliste, fidèle entre les fidèles du Néo-Destour, de Bourguiba lui-même, et baron du régime replié à la direction de la CISL à Bruxelles, constate qu'« aucun citoyen n'est aujourd'hui à l'abri d'une mesure arbitraire (...) ». Considérant l'Assemblée nationale comme une caricature, il plaide pour la démocratisation mais non pour le départ du président.

La contestation généralisée de la collectivisation forcée, parfois sanglante comme à M'saken, l'un des fiefs sahéliens du pouvoir, en décembre 1964 ou à Ouardanine, en janvier 1969, est relayée dans le parti par le groupe des « libéraux ». Ceux-ci demandent en même temps, en

1968, l'ouverture démocratique, derrière un autre des barons du régime bourguibien, Ahmed Mestiri, qui démissionne de ses hautes fonctions.

Lentement mais sûrement, le Néo-Destour constitutif du pouvoir se fissure.

Au sein de la jeunesse étudiante et de son organisation l'UGET, protestations, grèves et répression sont une constante. Enseignants enlevés et cagoulés pour avoir manifesté leur désaveu de la guerre du Vietnam, en 1967-1968, arrestations suivies de tortures et lourdes peines contre les militants et militantes du mouvement *Perspectives* coupables de délit d'opinion, reflètent le climat qui règne.

Les oppositions semblent faire craquer l'édifice qui a tenu bon depuis la liquidation du youssefisme. Il n'en sera rien.

Bourguiba n'a-t-il pas déclaré le 25 juillet 1970 que « la démocratie ne paraît pas à l'ordre du jour (...). Quelle confiance peut-on avoir dans le discernement de la multitude » ?

Là encore, c'est lui qui joue le premier rôle en mettant bon ordre à la fronde des libéraux, majoritaires au VIII[e] Congrès de Monastir d'octobre 1971 du Néo-Destour – devenu Parti socialiste destourien depuis le Congrès de Bizerte de 1964. L'opposition est matée et son chef de file, Ahmed Mestiri, est suspendu et plus tard exclu.

Ce dernier fondera un nouveau parti, le Mouvement des démocrates socialistes (MDS), non encore anti-bourguibiste mais déviant par rapport au parti et au chef de l'État, et réclamant l'élargissement du régime.

Entre poussées démocratiques avortées, ouvertures sans lendemains, oppositions manifestes, interventions extérieures et état de santé du président, la Tunisie est en crise.

Les premières années de 1970 marquent un tournant du régime.

Après la profonde secousse, y compris personnelle, liée à l'échec puis à l'interruption de l'expérience « socialiste », à la destitution puis au procès et à la condamnation de l'ex-« super-ministre », Ahmed Ben Salah (1969-1971), Bourguiba, déjà victime d'un accident cardiaque en 1967, est un homme malade et passe des mois à l'étranger pour subir les soins intensifs que nécessitent sa santé physique et son état psychique.

Il règne mais ne gouverne plus. Certes, il demeure jusqu'à sa déposition de 1987 le maître omnipotent, se déplace à l'étranger, intervient de façon péremptoire pour imposer ses décisions, les soins dispensés faisant alterner des périodes d'absence ou d'incapacité notoire avec des temps de rémission où un instinct de vie et une volonté de pouvoir extraordinaires lui font récupérer une partie de ses facultés.

Dans les années 1970, Hédi Nouira gouverne sous sa coupe capricieuse et commencent alors les années de happening de la succession. Clans aspirant au pouvoir et sérail, avec des objectifs qui varient entre défense de l'État soumis à des pressions destructrices et visées personnelles qui ne peuvent que l'affaiblir, se disputent en son nom.

Pendant ce temps, ses adversaires politiques et personnels de l'Est et de l'Ouest, Algérie et Libye, guettant sa chute avec pour objectif d'ali-

gner le pays jusque-là souverain sur leurs vues elles-mêmes conflictuelles, interfèrent dans le jeu des clans et les affaires intérieures d'un État affaibli. L'exemple de l'Union tuniso-libyenne de janvier 1974, les pressions contraires qu'il subit démontrent que Bourguiba n'est plus en état de contrôler la situation.

Nouira empêche la réalisation du projet. Soucieux de la souveraineté tunisienne et doté du sens de l'État, il souhaite par ailleurs ne pas envenimer les relations avec l'Algérie, laquelle a mis ses troupes en état d'alerte. Il est soutenu par une partie des dirigeants du pays en dépit de leurs conflits de pouvoir, et par Wassila, « la présidente », dont le pouvoir et les interventions se confirment et qui rencontre Boumédiène à cette occasion.

Kadhafi tentera une « marche populaire » aux frontières stoppée par la Tunisie, puis essaiera de se venger de Nouira par une tentative d'assassinat. Ses émissaires ayant été arrêtés, il décide en 1976 le renvoi de milliers de travailleurs tunisiens émigrés en Libye – opération qu'il renouvellera en 1986, lors d'une nouvelle crise – et se livre au petit jeu des lettres piégées.

Bourguiba et les années Nouira

Bourguibiste, pro-occidental et pro-français, le Premier ministre se montre très hostile aux courants qui se réclament du marxisme. Bien que conservateur, il est partisan des réformes modernisatrices, du parti unique et du pouvoir fort. Libéral autant que Ahmed Ben Salah fut planificateur, Hédi Nouira accorde tout son soin à la promotion de technocrates attachés au relèvement économique du pays endommagé par le forcing planificateur, coopérativiste et autarcique du bensalhisme qui a en partie vidé les campagnes et déclenché un vaste mouvement migratoire vers les villes et l'étranger appelé par les demandes en main-d'œuvre de l'Europe, de la France en particulier. Toutefois, il maintient l'essentiel du système coopératif mis en place par son prédécesseur.

Débarrassé provisoirement des contestataires du parti mais soucieux de paix sociale, c'est sous son gouvernement que sont promulguées les dernières réformes favorisées par la relative prospérité retrouvée, le tourisme et l'ouverture à la sous-traitance, qui permettent la réduction du chômage. Le SMIG augmente de 25 %, le salaire minimum agricole pour une agriculture qui commence à manquer de bras augmente de 33 %, les régimes de retraite et congés familiaux sont généralisés.

En 1975, Habib Bourguiba a été consacré président à vie. Les restrictions du Code de la presse ont été renforcées. Mais dans le pays, trop longtemps soumis, loin de l'unité, voire « l'unanimité nationale », slogan en vigueur, éclatent les contradictions sociales, politiques, culturelles de

cette Tunisie qui a changé. Grèves étudiantes – des centaines d'étudiants sont jugés en 1973 et 1975 –, grèves d'enseignants, grèves ouvrières[14], un temps absentes ou occultées du paysage social, se succèdent avec de plus en plus de dureté, pour atteindre des proportions quasi insurectionnelles, en octobre 1977, à M'saken et Ksar Hellal, une fois encore dans le fief du Néo-Destour. Une centaine d'ouvriers son arrêtés, trente-trois bensalahistes sont condamnés en août 1977.

Le pouvoir tente de désamorcer la contestation grandissante par des concessions.

En 1977, le journal *Erraï* (L'Opinion), expression de la tendance MDS, sera autorisé à paraître. Une ligue des droits de l'homme, la première au Maghreb et dans le Monde arabe, voit le jour. Cinq cent vingt intellectuels signent une pétition demandant un « Conseil national des libertés publiques ». L'UGTT, qui n'a cessé d'osciller entre soutien du pouvoir et poussées autonomistes, connaît à la fois un renouveau syndical et une opposition politique radicale. Celle-ci est impulsée par la nouvelle génération contestataire d'anciens étudiants le plus souvent rentrés des universités parisiennes et ouverte aux mouvements gauchistes d'après-1968.

Mais l'UGTT est aussi, au niveau de sa direction, impliquée dans les manœuvres politiciennes des clans et trouve des appuis dans les États frontaliers, Algérie et Libye, intéressés à accélérer la chute du vieux Combattant suprême qui les avait jadis tenus à distance.

De toutes ces turbulences mêlées, éclate l'émeute du 26 janvier 1978. Ce « jeudi noir », la troupe tire. Tunis compte ses nombreux morts et blessés, et se demande comment on a pu en arriver à tuer des enfants du pays.

Bourguiba, hors de lui, demande une condamnation exemplaire de Habib Achour, le dirigeant de la Centrale syndicale, lequel non indépendamment des menées libyennes, a lancé puis repris le mot d'ordre de grève générale qui a mis le feu aux poudres. Les autorités, prudentes, évitent de prononcer une peine de mort.

En 1979, les embastillés de *Perspectives* retrouvent la liberté. L'intervention finale de la « présidente » ne serait pas étrangère à la mesure.

Mais son pays, sa jeunesse, Bourguiba ne les connaît plus. Les milliers de jeunes qui ont envahi la place n'expriment pas d'objectifs clairs, ils sont contre. La dépolitisation du pays, fruit de l'absolutisme, a contribué à assécher le débat, hors du cercle étroit et mieux armé des intellectuels. Ils sont contre le pouvoir, l'État, les inégalités, le favoritisme, mais un autre cri a été entendu ce jour-là à Tunis, contre « les ennemis de Dieu ».

C'est qu'enfin et surtout dans les années 1970 les courants islamistes presque ouvertement subventionnés par les États intégristes, les *khouangi*,

14. On doit noter que contrairement aux travaux nombreux sur la période coloniale, il n'existe pas, sauf erreur ou omission, de recherche de fond sur l'évolution du Néo-Destour après l'indépendance, ni sur l'UGTT, les mouvements sociaux, les grèves, ni sur l'UGET, chacun de ces thèmes constituant un sujet en soi. Le politique semble banni de la recherche.

se sont organisés en groupement politique, le Mouvement de la tendance islamique (MTI), frontalement ennemi de toute laïcisation, de l'émancipation féminine et de la libéralisation des mœurs, en un mot du bourguibisme, et prônant l'unité non plus du Monde arabe mais du Monde musulman. Ils se manifestent d'abord dans les quartiers populaires et les universités, parfois ici à coups de chaînes et de jets d'acide (esprit de sel dont la vente sera interdite) contre les étudiants qui s'opposent à eux, en particulier contre les étudiantes en tenue vestimentaire jugée impudique. En 1977, ils provoquent des troubles à Sfax, en tentant de fermer de force les cafés durant les heures de jeûne de Ramadan.

Dans le but de contrebalancer l'influence des mouvements de gauche, le gouvernement a favorisé les islamistes pensant affaiblir les uns et les autres par leur confrontation, en autorisant au début des années 1970 l'Association pour la sauvegarde du Coran, dirigée par un ancien baathiste formé à Damas et converti à l'islamisme, Rached Ghannouchi. Les mariages mixtes, que Bourguiba avait rendus licites, sont de nouveau interdits, du moins officiellement, la multiplication des mosquées est accélérée, et non point celle des maisons de la Culture.

Deux ans plus tard, en janvier 1980, considérant sans doute le régime à bout de souffle, restes de youssefisme encore, héritiers des déshérités du Sud et des répressions passées autant qu'on sache, soit peu de choses, constitués en Algérie en Parti révolutionnaire populaire tunisien (PRPT) et en Libye en Front populaire de libération de la Tunisie (FPLT), entraînés dans les camps libyens, lancent l'opération de Gafsa destinée à servir de point de départ au soulèvement du pays. Kadhafi les encourage. Ni le Sud ni le reste du pays ne se sont soulevés mais l'alerte a été chaude. On exécute quinze meneurs capturés, après les avoir longuement torturés et produits à la télévision pour désigner leurs commanditaires.

Hédi Nouira, victime d'une hémorragie cérébrale, le 25 février 1980 doit céder la place.

Les années Mzali ou le naufrage de Bourguiba

En avril 1980, Mohamed Mzali, homme d'appareil, devient Premier ministre et selon la règle, successeur désigné de par ses fonctions. Il est choisi surtout du fait de son manque de stature politique, qui convient aux clans assurés de conserver leur liberté de manœuvre. Davantage soucieux de rendre définitive sa place de « dauphin » que des intérêts de l'État, il joue sur les divisions, s'appuyant sur la présidente bien placée pour contrôler son époux puis contre elle en nourrissant les basses intrigues du sérail qui aboutiront en 1986 au divorce des époux présidentiels, ne faisant qu'aider à la triste image que renvoie désormais la Tunisie.

Répondant aux revendications démocratiques, en dépit des réserves du parti et du président lui-même, toujours réticents quand il s'agit d'ouverture du régime, il relégalise le Parti communiste tunisien en 1981, autorisation présentée comme un contre-feu au progrès des islamistes, puis légalise en 1983 le MDS et le MUP II (Mouvement d'unité populaire bensalahiste, divisé en deux fractions concurrentes). Les élections législatives de 1981, attendues comme une victoire du pluripartisme esquissé, sont aussi manipulées que les précédentes et confirment le pouvoir exclusif de l'ex-parti unique.

Tandis que vis-à-vis des islamistes, comblés par sa réforme de l'enseignement de 1979 accélérant l'arabisation et l'enseignement des sciences islamiques au détriment de la philosophie grecque et occidentale, alors qu'il était ministre de l'Éducation nationale du gouvernement précédent, l'attitude de Mzali reste opaque. Cent sept islamistes arrêtés dans la période précédente passent en procès en septembre 1981. En même temps, par mesure démagogique, son ministre de l'Intérieur, Driss Guiga, appartenant à un clan opposé, cède à l'une de leurs revendications, en décrétant lors du Ramadan 1981 la fermeture des cafés et restaurants durant les heures de jeûne. Bourguiba, informé de la mesure, donne l'ordre de l'annuler.

La décision de doubler le prix du pain et des produits céréaliers prise le 31 décembre 1983, malgré des réticences au sein du gouvernement mais soutenue par le président, entraîne aussitôt de graves désordres dans les régions les plus déshéritées du Sud. Ceux-ci se propagent dans les campagnes puis dans toutes les villes du pays comme une traînée de poudre. Des villages flambent. Une fois de plus, Tunis connaît un soulèvement dont les motifs concernent mais dépassent le prix du pain. Les révoltés détruisent tout sur leur passage, y compris des statues de Bourguiba et des drapeaux tunisiens. Le sang coule à nouveau.

Bourguiba, d'abord indifférent, annonce à la télévision la suspension des mesures prises, provoquant des explosions de joie, lui-même est acclamé par la foule. Le ministre de l'Intérieur est démis de ses fonctions et menacé d'arrestation, il fuit à l'étranger. Les procès ont lieu. Des peines capitales sont prononcées. On doit à l'insistance de Wassila Bourguiba qu'elles ne soient pas exécutées. Pendant cette dernière période, l'OLP, chassée de Beyrouth par l'invasion israélienne de 1982, a trouvé refuge à Tunis avec le soutien actif de la « présidente » dévouée à la cause palestinienne, et l'accord américain, faisant de la Tunisie après le transfert de la Ligue arabe, la capitale de son combat.

Le 1er novembre 1985, l'aviation israélienne bombarde le quartier général de l'OLP à Hammam Chott dans la banlieue sud de Tunis avec l'approbation américaine. Bourguiba, furieux contre les uns et les autres, ressent cette agression et la position américaine comme une offense personnelle à l'ami inconditionnel de l'Amérique, et qui implique son pays dans une guerre qu'il avait sans cesse critiquée.

Pris à son propre jeu, Mohamed Mzali est remercié en juillet 1986. Il fuira en septembre à l'étranger à travers l'Algérie qui lui réserve très bon accueil muni, dit-on, de confortables deniers de l'État. Il faut souligner à propos de la corruption très présente que jamais Bourguiba ne s'est constitué de fortune personnelle ni n'en a fait bénéficier son fils, mais il a fermé les yeux sur les indélicatesses de collaborateurs pour mieux les tenir. L'activisme des islamistes et le poids qu'ils ont acquis obsèdent le président. Le fanatisme religieux va-t-il détruire le pays qu'il a voulu construire ? En 1983, dix-neuf militaires dont un capitaine sont condamnés pour appartenance au parti islamiste, signe inquiétant dans une armée au comportement loyaliste. Bourguiba veut l'élimination des islamistes contre l'avis de ceux qu'il accuse de faiblesse. En février, puis mars 1987, nombre d'entre eux sont arrêtés. L'« émir » Ghannouchi est parmi eux. Des tracts islamistes menacent de représailles. La nuit précédant le 3 août 1987, date de l'anniversaire de Bourguiba, devenu la principale réjouissance à laquelle sont conviés les Tunisiens – trois jours fériés, festivités, poèmes à sa gloire –, quatre explosions se produisent dans des hôtels de Sousse et Monastir. Le tourisme, poumon de l'économie, est visé. Il n'y a ni morts ni dégâts considérables. Lors du procès qui s'ensuit, le 27 août, les juges prononcent, après de longues hésitations, des condamnations relativement modérées, dont tout de même deux à mort suivies d'exécutions. Bourguiba juge le verdict trop clément et exige la reprise du procès. Il veut voir tous les islamistes pendus, Ghannouchi en tête. Ce sera son dernier combat, celui dans lequel par ses réformes laïcisantes il avait engagé le pays dans des circonstances et un climat intérieur bien différents. Outre sa sénilité c'est la crainte de nouveaux troubles que risque de provoquer son obstination qui précipite sa déposition, saluée avec soulagement. Ce vieillard dépossédé de son trône va vivre encore longtemps, quasi centenaire, dans une retraite forcée mais confortable, avec toujours des moments de lucidité où homme de culture, il s'intéresse, dit-on, à la Révolution française, récite des poèmes et se fâche à quelque nouvelle des affaires de l'État.

Que reste-t-il du bourguibisme ?

Bourguiba, le despote éclairé

Comment conclure sur le bilan et l'œuvre de Bourguiba et du bourguibisme, car il y a une distinction à opérer entre les faiblesses de l'homme et son projet, sans pour autant les dissocier ?

Bourguiba, à la tête du parti que l'indépendance a placé aux commandes, plébiscité par l'aile marchante du pays, a assis en une quinzaine d'années les fondements de la Tunisie nouvelle apte à occuper sa place dans le concert des nations.

Ensemble, Bourguiba et son parti ont liquidé les structures coloniales et rendu à leur peuple la dignité nationale, car de tous les méfaits de la colonisation le plus grave est peut-être l'humiliation qui lui a été infligée. Ils ont modernisé les institutions, liquidé la plus grande misère que la colonisation n'avait pas résorbée et souvent aggravée, développé le pays et accru ses capacités.

Bourguiba et le bourguibisme ont réalisé non une révolution mais une mutation sociale qui a éliminé les « Vieux Turbans » et l'aristocratie des notables de l'époque précoloniale ménagés par la colonisation. On ne trouve pour ainsi dire pas d'héritiers de ces grandes familles dans la classe politique, ni dans les secteurs dirigeants de l'économie, ni dans les grands corps de l'État.

Ce sont les enfants de cette vieille Tunisie des classes moyennes urbaines et villageoises, y compris une fraction de « l'aristocratie ouvrière », qui remplacent les anciennes élites et forment désormais l'ossature du pays. En majorité satisfaites d'une promotion sociale qui leur a ouvert les portes des responsabilités à tous les niveaux dans la gestion de l'État, de la réduction des conflits sociaux, d'un pouvoir qui les a protégées d'une implication directe dans les conflits régionaux, ce sont les classes moyennes dont Bourguiba et la majorité des cadres du Néo-Destour sont eux-mêmes issus, et les femmes, soit la moitié du pays, qui ont constitué le rempart du « Père de la Nation ».

Les Tunisiens sont-ils pour autant majoritairement acquis à toutes les dimensions du bourguibisme ? L'évolution du pays ne le confirme pas, même si le constat reste contradictoire. Bourguiba et sa génération sont les enfants de la colonisation, qu'ils ont combattue mais qui les a marqués et dont ils ont intégré la culture. Ce sont des acculturés dans le sens premier du terme et leur vision s'en ressent. Il n'en va pas de même des générations qui ont grandi dans l'indépendance, nourries d'une vision héroïque de leur Histoire éloignée du réel, du monoculturalisme, de l'influence grandissante de l'Orient arabo-musulman, d'un nationalisme exacerbé par l'exaltation identitaire. Quelle nation, quel État ont-ils ensemble construits ?

Bourguiba et le Néo-Destour étaient-ils porteurs du « pouvoir personnel », de la dictature policière, de la répression souvent sanglante, du refus du pluralisme de pensée ?

L'unité, voire l'unanimité nationale, décrétées au sommet, racine du totalitarisme sont-elles des fondements du parti nationaliste ?

Bourguiba et le parti ont-ils facilité l'extension au pays de la déferlante islamiste du monde musulman en instituant au détriment de la laïcisation bourguibienne empreinte de contradictions, une sorte d'islamisme d'État différent de l'État islamiste qui détruirait l'acquis et leur ôterait le pouvoir ? Ont-ils ensemble cédé à une pression sociale ou est-ce l'étouffement des libertés publiques qui a ouvert un chemin à l'extrémisme religieux ? Bourguiba, opposé à cette dérive, était-il en avance sur la société tunisienne ?

17

L'énonciation et l'énoncé bourguibiens : le pouvoir d'État en Tunisie de 1959 à 1971

Moncef KHADDAR*

Les interventions présidentielles objet de notre contribution sont principalement constituées par des discours, interviews, déclarations et conférences de Bourguiba de 1959 à 1971. Nous entendons privilégier une approche diachronique et synchronique du vocabulaire partisan-étatique sur la base d'un corpus relatif aux VI^e^, VII^e^ et VIII^e^ Congrès du parti au pouvoir en 1959, 1964 et 1971.

Nous tenons compte du fait que les discours sont généralement traduits en français, alors qu'ils ont été émis directement en « arabe intermédiaire ». L'énoncé néo-destourien est analysé au niveau du fonctionnement de la langue et de l'idéologie. L'énonciation bourguibienne est appréhendée à l'aide des traces linguistiques (pronoms personnels, temps verbaux, etc.), que laisse l'acte de parole dans des conditions de production bien déterminées. Notre préoccupation majeure porte sur le rapport de l'énonciation bourguibienne, symbole de la prise de parole et de pouvoir, à l'échelle nationale, à l'énoncé partisan érigé en véritable orthodoxie étatique.

Il est important de souligner le passage de la forme « Bourguiba » à l'effet idéologique du « bourguibisme » en tant que modèle idéologique et linguistique de *représentation-constitution* des rapports sociopolitiques à l'ère postcoloniale. Ce modèle bourguibiste a survécu à l'énonciation bourguibienne après avoir contribué à la consolidation du pouvoir d'État au-delà des crises de régime. Il reste à expliquer comment la structure des rapports socioéconomiques, en cours de transformation, détermine encore partiellement les stratégies symboliques, ainsi que la nature et la configuration des formations idéologiques et discursives, selon une logique qui ne lui est pas réductible.

* Associate Professor, Eastern Mediterranean University, Department of International Relations, Cyprus.

Langage et idéologie du discours politique officiel

Nous considérons ici le discours politique officiel comme un élément fondamental de la définition du régime politique en Tunisie. Non seulement ce discours légitime d'une manière appropriée le pouvoir politique et en donne une représentation, mais il l'organise aussi. Il est un sous-système du système de parti unique. Une police veille à l'ordre de ce discours en tant que fait et norme de l'ordre établi[1].

Le monopole d'expression et d'inculcation du parti-État, légendaire pour son inflation verbale, est propice pour analyser le fonctionnement du discours politique dominant, voire unique, en tant que prise de parole officielle, à l'échelle nationale. Quand le discours de propagande étatique ambitionne de passer pour la « réalité », il est utile de se poser la question : qu'en est-il des rapports langage/réalité politique ?

Par ailleurs, à une époque où les modèles théoriques et formels se multiplient dans l'approche des phénomènes politiques, il n'est pas superflu de soumettre à une analyse méthodologique le discours scientifique et théorique sur la politique, ainsi que le langage de la vie politique. Cela, bien entendu, sans perdre de vue combien la sociologie politique reste reliée au langage de l'action politique et de la lutte idéologique. À ce niveau, l'objectif ne consiste pas à imaginer une quelconque langue politique rigoureuse, mais plutôt à mesurer l'influence du langage sur l'observateur et l'acteur politiques.

Pour ce faire, il est nécessaire de « retourner » l'histoire des idées politiques, comme celle des discours du pouvoir politique. Car, du point de vue linguistique, elle marche encore sur la tête. L'objectif est d'analyser rigoureusement et concrètement ce que recouvrent certains termes de telle doctrine ou de tel régime. Dans cette perspective, il est possible d'élaborer des théories politiques qui décriraient et expliqueraient les rapports du langage des idéologies avec le personnel politique, la stratification sociale et le système économique.

Il existe une autonomie relative du discours politique par rapport à la base matérielle qui le conditionne et sur laquelle il agit en retour. Ainsi, la structure des rapports économiques et sociaux détermine la structure des rapports symboliques selon une logique qui ne lui est pas réductible.

Pour ces raisons, nous envisageons le discours politique dans ses relations avec ses conditions sociales de production et de reproduction. C'est dans ce sens qu'il est question de restituer ses rapports avec les groupes sociaux dont il exprime les intérêts, les valeurs et les objectifs, par-delà l'affirmation idéologique de son autonomie absolue par les porte-parole.

---

1. M. Khaddar, *Parti unique et violence politique en Tunisie,* DES en science politique, université de Paris-I-Sorbonne, 1971.

Dans nos précédents travaux[2], nous avons examiné les problèmes posés par les différentes méthodes qui nous permettent d'étudier le texte politique au niveau de ses formes, de ses signifiants, pour accéder à sa signification idéologique et à son contenu politique.

Au départ, il nous a paru nécessaire de rendre compte de l'attitude du parti unique et de ses idéologues à l'égard de leur propre pratique discursive. C'est là une occasion de prendre un premier contact avec le langage néo-destourien en tant que forme et fond. C'est la situation par excellence où, n'ayant que lui-même pour référence, il est un absolu. Il s'agit aussi de l'analyse de la valeur « langage » dans l'idéologie officielle et de ses rapports à l'extra-linguistique, à la réalité sociopolitique. Or la « réalité » est une formule : la *réalité nationale*. Du discours sur la réalité, dans toute sa complexité et diversité, nous glissons ainsi à la *réalité nationale*, homogène et simpliste, du langage néo-destourien. Voilà ce qui, tout en opacifiant la réalité sociale et politique en Tunisie, nous permet de faire la lumière sur le langage partisan dans toute sa « réalité » : un langage, une réalité, au même titre qu'il n'est question que d'un chef, un parti, un État, une nation, un peuple, un pays, etc. Les termes de l'unicité et de l'unité, eux-mêmes plus ou moins interchangeables et commutables, se voient souvent substituer des notions morales encore plus abstraites : bien, homme, raison, etc. L'arbitraire du pouvoir se manifeste alors par des relations réversibles et quasi circulaires entre les formes, les masques et les gestes. C'est à n'y rien comprendre ! En effet, la croissance du pouvoir oligarchique et le renforcement du monopole s'accompagnent de la perte et de la mort du sens politique. L'abus du pouvoir est aussi abus de langage aux dépens de tous et de tout. Le verbalisme de l'absurdité étatique empiète sur les autres catégories de l'activité sociale.

L'action politique passe *par* et *pour* l'action psychologique des « responsables », ces prophètes qui récitent et reformulent le discours unique du « sommet » partisan. La pensée politique est alors principalement verbale, symbole sonore de « l' indépendance ». Soumis à l'obligation de formuler tel type d'énoncé qui interdit tout autre, les néo-destouriens des jours de congrès procèdent à la fusion des énoncés partisans. Le « je » et le « nous », l'écrit et l'oral, le dialectal, l'arabe classique et le français se rejoignent au niveau des moyens d'information. C'est l'unité nationale des énoncés des dirigeants. Le discours est ainsi, par lui-même, une pensée, une langue exclusive. Il est un lien formel de conformisme langagier et discursif. L'inconsistance de la doctrine officielle, quelles qu'en soient les dénominations prestigieuses et les personnalisations autoritaires, et le vide théorique sont faits pour masquer les divergences jusqu'à l'intérieur du front partisan. Il n'y a plus comme dénominateur commun, comme « principe », qu'un chef et un langage, c'est-à-dire des

2. M. Khaddar, *Langage et réalité politique en Tunisie,* thèse d'État en science politique, université de Paris-I-Sorbonne, 1977.

formes. En effet, l'idéologie se répand et se vide dans des discours sur le pragmatisme, l'homme... La forme est alors le fond.

Bourguiba est moins le nom propre d'un individu qu'un symbole, le signe d'une position dans les rapports sociaux et politiques. Et l'on passe de la forme « Bourguiba » à l'effet idéologique du « bourguibisme » et à la pratique politique autoritaire des bourguibistes. Mais l'essor du discours politique des leaders et des chefs n'est pas celui des discours politiques en général ; il a même pour contrepartie le sous-développement, voire l'inexistence du contre-discours politique.

L'idéologie est faite aussi bien de travail, de pratiques, que de conflits et d'appareils qui ne sont discernables que par les discours qui s'y mêlent. Dans ce sens, le discours du pouvoir est un rapport social et politique médiatisé par des choses et des mots. Son idéologie n'est que la forme contingente, politique, que prend l'idéologie dominante des groupes sociaux hégémoniques à un certain moment historique. L'idéologie dominante est multiforme, en tant que système collectif de représentations, discours, actions. De sa configuration naissent plusieurs discours dont le discours politique par lequel elle est pratique politique et synthèse idéologique. De même, une formation sociale peut comporter plusieurs formations idéologiques lesquelles peuvent, à leur tour, correspondre à plusieurs formations discursives.

L'émergence de la forme politique de l'idéologie implique une laïcisation progressive de la pensée dominante éthico-religieuse. À cette étape, le discours politique à l'échelle nationale emprunte ses premiers principes au vocabulaire religieux.

L'idéologie est ici une articulation entre un certain type de discours et une pratique du pouvoir d'État. Il s'agit moins du discours de la société entière, discours de la nation, que du discours de gouvernement de l'État-nation.

Le développement de l'idéologie politique et du discours unique s'explique par la faiblesse économique des nouvelles couches ascendantes. Dans ce contexte, est particulièrement remarquable le rôle que jouent la petite bourgeoisie et l'élite intellectuelle. En conséquence, la nation est au départ une pure structure idéologique, une formule dans la bouche de l'élite moderniste à la recherche d'un substrat social et économique. Il s'agit souvent du discours élitiste-nationaliste, à l'heure occidentale, à l'immense foule en voie de décolonisation, de l'Empire français et en proie à la manipulation de l'État tunisien.

L'idéologie nationale est un modèle idéologique et linguistique, structure discursive et construction imaginaire, de représentation des rapports sociaux. En tant que symbole, la « nation » est le produit d'une lutte sociale précise, celle des nouvelles couches sociales modernes. Ce sont elles qui, les premières dans l'histoire, ont créé le discours idéologique *de* et *à* la nation. La « bourgeoisie » en tant que classe unificatrice a besoin de mobiliser les masses contre les anciennes catégories dirigeantes. Dans un premier temps, le nationalisme est utilisé contre le Protectorat et les

groupes traditionnels, ensuite contre les masses et leurs aspirations émancipatrices.

Le discours en tant qu'arme spécifique de la « bourgeoisie moderniste », inexistante officiellement et légalement, l'aide à se perdre dans son *discours-nation.*

Les signifiants du discours politique nationaliste renvoient à la forme qu'a prise la volonté des groupes hégémoniques de prendre le pouvoir à l'échelle nationale, dans des conditions particulières. Portant sur une forme spécifique des rapports sociaux, le discours de l'idéologie nationale est structuré autour du territoire et de son nom. Il institue mythiquement la société et répond à l'exigence de symbolisation de la pratique politique. Ce discours suppose l'existence d'élites politiques, de minorités actives et dirigeantes. En tant que discours *à* la nation et *sur* la nation, il est le discours du pouvoir politique moderne, de l'État et de son parti. Fétichisé, il devient un absolu et fonctionne à vide : les phénomènes politiques et sociaux sont expliqués par des formules et des slogans, les rapports sociaux deviennent association normative de mots.

Les deux moments de la crise du langage officiel sont les suivants : il se manifeste d'abord une coupure entre le pouvoir et les destinataires de ses mots d'ordre, puis ce sont les partisans eux-mêmes qui ne comprennent plus leur jargon qui rejoint l'opacité du geste rituel de la « communion de pensée ». Tout cela est ponctué de remaniements et de reniements... de procès aussi, au nom du discours officiel et des intérêts qu'il articule et défend.

Après avoir braqué l'éclairage sur l'élite politique et son discours partisan, il faut savoir regarder, à partir de là, plus loin. La formule politique de l'élite devient discours idéologique des oligarchies dominantes. Les « principes » du « Parti » sont relayés par les valeurs de la ploutocratie, en voie d'enrichissement durable et rapide, qu'ils ont contribué à libérer et à développer. Le discours patriote de la bureaucratie néo-réformiste et des élites administratives rejoint celui du capitalisme périphérique. La page est tournée sur le discours politique principalement bourguibien et néo-destourien du parti-État. Le discours partisan à la nation trouve son dépassement dans sa réalisation sociale de classe. Il disparaît du coup en tant que tel. D'où l'impression d'une crise du militantisme et d'un relâchement de la ferveur idéologique au moment où le but est atteint et dépassé. Le personnel politique, constitué de professionnels qui maîtrisent un langage spécifique et manipulent un matériel idéologique, se charge de transmuer en catégories politiques, selon le modèle idéologique dominant, les « aspirations » et les « intérêts » des nouveaux « prépondérants » dans la nation indépendante.

Quand la domination d'une idéologie particulière est effective, serait-elle basée sur les mythes de la nouvelle méritocratie, elle balance dans le réel des conflits sociaux. Elle n'est plus que langage sur la réalité qu'elle balise. Son fonctionnement prend le dessus sur sa formulation.

L'énonciation bourguibienne et l'énoncé néo-destourien

La vie de l'énonciation

En nous basant sur *L'Index chronologique des discours, interviews, déclarations et conférences* de Bourguiba de 1959 à 1971[3], nous avons établi un tableau qui quantifie les interventions présidentielles. Celles-ci, comme le montre le document, sont allées en se raréfiant[4].

Si le locuteur, chef du « Parti » au pouvoir, s'exprime, de notre point de vue, non seulement en tant que porte-parole d'un groupe et individu, il est donc utile de faire une incursion dans le domaine de l'énonciation. Cette dernière constitue cet acte par lequel un texte est produit. Le discours politique est ici appréhendé au niveau de l'émergence du sujet parlant *en* lui et *par* lui. Le discours est alors propre à son sujet d'énonciation.

Notons que le discours comporte plusieurs signes nous renseignant sur la situation du locuteur par rapport à son énoncé : pronoms personnels, temps verbaux, modalisation, etc. Par ailleurs, le locuteur intervient parfois dans son discours pour expliciter et éclairer sur la façon dont ses paroles doivent être comprises ; alors, il conseille, avertit, ordonne...

Le concept de *distance* nous permet de nous prononcer quant à la situation du locuteur par rapport à son discours. La distance maximale étant réalisée quand, dans un discours didactique, le sujet d'énonciation s'efface. Mais en général, l'énoncé est plus ou moins pris en charge, assumé par le sujet.

Il est important de signaler que, si l'énoncé destourien, langage politique officiel, est à appréhender au niveau du fonctionnement de la langue et de l'idéologie, l'énonciation destourienne selon tel ou tel dirigeant, ou l'énonciation bourguibienne, ne peut être saisie que par les traces linguistiques que laisse l'acte de parole dans des conditions de production bien déterminées. Rappelons que la modalisation est un ensemble de marques dont le sujet affecte son énoncé, que cela concerne les verbes (optatif, subjonctif) ou la phraséologie (« vous savez bien », « comme vous le savez », « vous me connaissez », « sincèrement », « évidemment », « sans doute », « nécessairement », « peut-être », « probablement », etc.), sans oublier l'emphase, la négation, l'interrogation et les énoncés rapportés.

Le rapport de l'énonciation, symbole de la prise de parole monopolisée à l'échelle nationale, à l'énoncé politique est à étudier dans la mesure où, selon la conceptualisation d'Austin[5], dans le cas des énoncés performatifs (courants dans le discours institutionnel), l'énonciation est en elle-même une action, un accomplissement. À ce niveau, les verbes de

3. Publication du ministère des Affaires culturelles et de l'Information, Tunis, 1972.
4. Cf. tableau 2 en annexe de cet article.
5. J. Langshaw Austin, *Quand dire c'est faire*, Paris, Le Seuil, 1970.

parole à la première personne du singulier, par leur énonciation même, constituent une action. Compte tenu des représentations et des conventions, ils modifient la situation. Il en est ainsi du président ouvrant la campagne électorale, du président d'une assemblée proclamant la séance ouverte ou clôturant les travaux du congrès du parti. Et n'oublions pas la proclamation de la République par l'Assemblée constituante. Dans tous ces cas, rien qu'en étant professionnels de la politique discursive, les partisans du sommet, les idéologues en chef sont des hommes d'action quel que soit le contenu de leur propagande idéologique. Le journal qui n'en finit pas de rendre compte de leur activité langagière, par le menu et en termes épiques, ne porte-t-il pas le nom *L'Action* ! ? Nous pouvons dire que l'énoncé performatif est souvent repérable par l'emploi, dans l'énonciation et par le locuteur, de verbes tendant à provoquer chez le destinataire une certaine action ou attitude ; c'est le cas de l'impératif, du subjonctif et des modaux : devoir, pouvoir, falloir, vouloir, dont les gouvernants sont grands consommateurs.

Les oppositions dans le système des pronoms ont une grande importance pour l'analyse du discours politique, ce champ où s'affrontent, avant tout, des groupes et non des individus. Le « moi, Je » bourguibien est à la fois le « je » singulier et le « je » à valeur d'exemple qui sous-entend l'application de l'énoncé à d'autres locuteurs, à commencer par les « responsables » destouriens. « Nous » renvoie-t-il à eux ?

La mise en place du « nous »

Ce « nous » qui n'est presque jamais le pluriel de majesté, surtout dans l'arabe dialectal républicain, équivaut à « Moi, Je », « Bourguiba » + « mes compagnons » de la première heure, des fondateurs du Néo-Destour en 1934, etc. « Nous », c'est aussi le « Chef », « Combattant suprême » + les troupes néo-destouriennes. Le « Président de la République », « Chef du Parti » + les « Militants » + les « citoyens », c'est aussi « nous » les Tunisiens. Ainsi selon le rapport des forces et l'interprétation, le pouvoir est à « nous »... C'est le « Je » du chef qui le dit à « nous » tous. Éthique et altier, ce « nous » dans toute son ambiguïté est énoncé pour chasser d'autres : le « nous » de l'oligarchie partisane, le « nous » des nouveaux « prépondérants » et enrichis, le « nous » de la dictature populiste. Bien sûr, il y a bien de la place pour « nous » les Arabes et « nous » les hommes.

Le choix entre « je » et « nous », surtout entre les différents « je » et « nous », est aussi bien lié au contenu qu'à la manière de présenter le discours et de s'y présenter soi-même, de se situer par rapport aux représentations dont le locuteur est le support. Par exemple, l'histoire de « la Tunisie moderne » étant réduite, chez les néo-destouriens, à « l'histoire du mouvement national », et celui-ci au « Néo-Destour », quand le « Chef du Parti » narre et réécrit l'histoire, de vive voix, il la réduit à sa vie, à sa

carrière politique, etc. Alors s'établit une équivalence de dénotation entre « je » et « nous » destouriens et/ou tunisiens. L'alternance des deux pronoms personnels est ainsi liée à la rhétorique du discours bourguibien. Cependant, si l'utilisation du « je » est en rapport avec une certaine volonté de personnalisation, elle correspond sur le plan idéologique à un effet de masquage. L'idéologisation sous forme de confidences personnelles, du haut des tribunes, c'est du « bourguibisme »... par lui-même. Dans une certaine mesure, le locuteur tente de s'abstraire de sa tendance, de son courant, de sa place dans les classes et de son rôle dans les rapports de production, voire de sa position politique, pour se présenter comme « cet homme qui vous parle ». Pour influencer, persuader autrui, il vaut mieux afficher sa liberté, en s'isolant verbalement de la fraction à laquelle on appartient. Ce qu'il faut signaler, c'est le lien entre le processus d'énonciation et l'opération d'idéologisation. Ce niveau de l'analyse n'est pas à confondre avec l'étude de la propagande verbale en termes d'analyse de contenu, d'approche sociologique ou psychologique[6]. Nous nous plaçons ici plutôt du côté du signifiant, de la linguistique et plus précisément dans l'énonciation même. Bourguiba diffusant le « bourguibisme » illustre bien un paradoxe : la personnalisation de l'idéologie dominante, notamment en matière d'organisation politique, passe par l'énonciation en forme de « Moi, Je ». De cette manière a lieu la socialisation des valeurs et des intérêts de certains groupes sociaux. En envisageant le pouvoir politique institutionnalisé, rationalisé par l'organe étatique, il est nécessaire de tenir compte de l'énonciation des rapports politiques. Ainsi, par exemple, s'il est intéressant de connaître le mode d'élaboration de la constitution et la force du texte constitutionnel, il n'est pas moins instructif de s'interroger sur le mode d'énonciation de la Constitution, loin de tout pouvoir constituant, compte tenu de la force de la parole. Doté d'une voix, le pouvoir politique traditionnel ou moderne est magique : il reste de tradition orale. L'État de droit et la démocratie de tradition écrite correspondent, de nos jours, à d'autres stratégies amplifiées par les moyens de communication.

Le régime renvoie aux prises de parole du « chef » et à ces « je » pour fonder son pragmatisme et se laver de tout soupçon idéologique. Or, le fait que les Destouriens ne fassent que reformuler le discours du principal acteur de l'énonciation officielle, cette *récitation-répétition* dénote à la fois un aspect de la propagande axée sur le culte du chef, mais surtout combien le discours politique est une action collective et non une succession de performances rhétoriques individuelles. La dépolitisation, en tant que conséquence de la pléthore discursive à la base de la propagande idéaliste, provoque une attitude de spectacle et d'obéissance vis-à-vis des consignes du pouvoir. La formulation et l'énonciation de ces dernières

6. La propagande en tant que telle est un phénomène qui déborde notre sujet et à propos duquel ne manquent pas les analyses. C'est à peine si nous évoquons l'effet du discours. Cf. J.-M. Domenach, *La propagande politique*, Paris, PUF, 1969.

tendent à être perçues comme un concours d'éloquence gagné d'avance par « Le Président ». Le spectacle de l'éloquence, comme la personnalisation de l'énoncé politique, fait tourner les regards vers le champ discursif et la scène politique, là où joue l'apparence d'unité. Le « nous » inclusif, s'adressant à la « nation entière », affirme et confirme que « la Tunisie se porte bien ». Il reste tout de même le « nous » oppositif, distinguant les socialistes destouriens des autres socialistes, ainsi que le « nous » exclusif de ce qu'il est convenu d'appeler l'infime minorité irresponsable ou subversive, pour réintroduire dans le discours de la communion la lutte idéologique et politique comme traduction des contradictions sociales.

Remarquons que si, dans les périodes de stabilité, le « nous » paraît presque étranger au discours bourguibien[7], même quand il est socialiste destourien, c'est qu'il est réduit à « je ». Ce dernier, même en période de crise, recherche par l'énonciation une affirmation du groupe partisan identifié à la « communauté nationale » qu'il est censé exprimer. L'idéologie nationale destourienne n'est pas moins bien servie par le discours bourguibien où le « je » vise à symboliser une « unité nationale » active, à l'image d'un seul homme.

« Vous » interpellé

« Vous », identifié[8] à partir du contexte, manifesterait cette volonté de « dialogue » supposé permanent et direct depuis toujours. C'est dire combien il est formel et stylistique, réalisé au niveau du monologue. « Vous », ce mot clé de la participation, interpelle idéologiquement « vous, militants de notre parti » tout autant que « vous, mes fils », citoyens, patriotes, Tunisiens. « Vous » recoupe « nous » lequel est surtout « moi » et « vous ». En 1971, « vous » tente de retrouver le « dialogue ». Dans cette période difficile pour le régime, « je », celui du chef, fait un pas dans le sens de « vous », dans la nation, et sur le plan strictement verbal... pour sauver, dans les faits, « nous » du pouvoir. Pour les besoins de la cause, « je » se fait modeste : « je vous propose »... Ramenant la vie politique et ses problèmes à un tête-à-tête entre « je » (Bourguiba) et « vous » (mes fils), l'énonciation présidentielle découvre, au bon moment, des formules bien habiles : « je vous demande pardon » ! Quelle importance a la crise quand « je » sait que « vous » lui accorde tout ce qu'il lui demande. « L'unité nationale », le « dialogue » sont alors supposés rétablis à partir de l'énonciation de cette « demande » qui en fait lie « je » à « vous ». En somme « Je » est tout-puissant, car par l'énonciation, il fait exister « vous » par rapport à lui. Dans le cadre de l'idéologie technocratique, « vous » est distinctif de « nous », les responsables, les guides, les

7. Cf. tableau 1 et schéma en annexe concernant la quantification de « nous » lors des congrès de 1959, 1964 et 1971.

8. *Ibid.*

éducateurs, les compétents, les experts, les gouvernants. Et parmi ces derniers, il n'y a pas que le « vous », frères, camarades, par lequel s'interpellent les congressistes néo-destouriens, il y a aussi le « vous » hiérarchique de moi-je Bourguiba à « vous » bourguibistes.

« Je » par-dessus tout

Il est courant que certains énoncés bourguibiens soient rapportés par le « je », de Bourguiba, dans un discours se référant à une autre prise de parole présidentielle. La forme directe utilisée par le locuteur qui les rapporte est faite pour laisser penser que sa stratégie et sa méthode n'ont pas changé. Par-delà le temps passé au pouvoir, c'est la fidélité et la continuité aux mêmes « principes » qui est ainsi affichée. L'absence de marques de rejet signifie ici que ce qui est rapporté est assumé dans son fond et dans sa forme. Si des guillemets existent parfois, c'est en tant que signe d'authenticité.

Dans le discours bourguibien à style « je », les négations renseignent sur un certain mode de présence de l'énoncé adverse. Car le dirigeant qui parle se saisit tour à tour comme une individualité exceptionnelle, géniale, et comme membre de la collectivité partisane et nationale. Les pronoms utilisés lors du Congrès « socialiste destourien » de 1964 font ressortir la pauvreté en « nous » et la richesse en « je ». Le « je » de l'homme providentiel. La série de noms de personnes à commencer par « Bourguiba » montre bien la tendance à attribuer ce qui est positif ou négatif à des individus : Bourguiba et bourguibistes, Ben Youssef et youssefistes, Ben Salah et ben salhistes, Mestiri et mestiristes. De même lorsqu'on parle du discours politique en Tunisie, on pense au discours officiel et on se réfère aux oracles : « les discours du Président ». Le discours présidentiel est perçu comme une activité noble d'un *discoureur suprême*, un chef-d'œuvre du géant de la pensée politique moderne de la Tunisie indépendante. Il n'y est nullement question d'un sujet, locuteur produisant des textes idéologiques, quelqu'un d'assujetti à un ensemble de règles linguistiques et socioéconomiques.

L'énonciation qui porte ce « je » de l'auto-glorification est un procès dont rend peu compte l'analyse structurale ; celle-ci privilégie l'énoncé lui-même. L'acte de parole bourguibien est la *formulation-utilisation* du langage destourien. Il est à la fois l'acte de production du discours officiel sacré et l'attitude du locuteur devant son propre énoncé. L'idéologie qui gouverne le message semble s'effacer devant l'insertion du leader discoureur à l'intérieur de sa parole toute faite d'amour pour le pays.

L'énoncé bourguibien, cette production discursive destinée à être diffusée, imprimée et consommée, en tant que modèle du discours politique néo-destourien, peut être considéré, au niveau de l'énonciation, en

recourant aux concepts de distance, modalisation, tension et transparence[9].

Si dans le cas bourguibien, la distance est toujours relative entre le sujet et l'énoncé, le sujet parlant assume totalement son énoncé. On peut même parler d'identification entre le « je » sujet de l'énoncé et le « je » de l'énonciation. La modalisation est une marque que le sujet ne cesse de donner à son énoncé. Elle se résume aux modalisateurs formalisés comme les adverbes d'opinion : « sans doute », « n'est-ce pas », « en effet », « évidemment »...

La relation entre le sujet parlant et l'interlocuteur, réel ou éventuel, peut être saisie à partir de l'énonciation grâce à des indices révélateurs tels que le système des temps, les pronoms, les auxiliaires comme *vouloir*, *pouvoir*, *faire*, *devoir* et tant d'autres traces de la tension entre les parties de la communication politique. Envisagée du point de vue du récepteur, l'énonciation relève de la transparence ou de l'opacité. Énoncé de type éthique et à forme de maxime, le discours bourguibien doit beaucoup à une énonciation qui crée une identification entre le récepteur « Nation » (peuple, pays, Tunisie, etc.) et l'émetteur « Bourguiba » (responsables, État, parti, etc). Combinée à l'identification, la personnalisation donne l'impression que le sujet de l'énonciation est comme gommé. Le « je » est alors ce « nous » silencieux, un nous rationalisé, dompté à la destourienne.

De l'énonciation bourguibienne à « Bourguiba » énoncé

Nous nous dégageons du modèle individualiste centré sur une problématique du sujet qui tendrait, par la personnalisation de la vie politique et son cortège de soucis de la succession et de la compétition des personnes, à cacher l'idéologie qui gouverne jusqu'à l'énonciation, le discours politique. Mais cela ne dispense pas de l'examen de ce mécanisme.

L'évocation du nom « Bourguiba » dans les discours bourguibiens ou destouriens a souvent servi à électriser l'auditoire. Rappeler à l'imagination le « Combattant suprême » a été consacré comme une tradition dans l'énonciation du discours fraternel. Les discoureurs en herbe, essayant leur talent oratoire, se donnent confiance et s'attirent des applaudissements à la seule invocation du nom du chef. Bourguibistes zélés, du moins pour la galerie, ils pensent ainsi être promus et mieux écoutés et suivis. Investi d'une charge affective, d'une énonciation à l'autre, le nom remplit une fonction politique. Conditionnés par cette méthode, bien des

9. Sans conduire l'analyse en termes actanciels, nous nous référons à L. Courdesses, « Blum et Thorez en Mai 36, Analyses d'énoncés », *Langue française*, n° 9, février, 1971, p. 22 et s. ; J.-B. Marcellesi, « Éléments pour une analyse contrastée du discours politique », *Langages*, 22, septembre, 1971 ; *Le Mouvement social, langage et idéologies*, 28, octobre-décembre, 1973.

militants ne savaient plus où donner de la tête devant un Ben Salah qui n'oubliait pas de mettre « Bourguiba » en préfixe ou en suffixe à la planification et aux coopératives. La liquidation de cette politique baptisée par le Premier ministre de l'époque « redressement » et « assainissement » n'est pas allée sans recours au même procédé, l'énonciation de « Bourguiba » et l'invocation du « bourguibisme »... Histoire de bénir, justifier et donner un visage humain à la tyrannique raison d'État !

Quant à Bourguiba, il suffit qu'il dise « je » pour pouvoir énoncer n'importe quoi et entraîner l'enthousiasme. Ainsi, au lendemain de son remariage, parlant de « moyen », il utilise, en puisant dans l'arabe littéral, le terme « wassila » qui se trouve être l'homonyme du prénom de « Madame la Présidente », inconnue auparavant en tant que figure politique ; il récolte des applaudissements nourris et inattendus. L'éducation néo-destourienne, cette école de l'énonciation bourguibiste, ne peut que renforcer les réflexes conditionnés.

La « mort » dans l'énoncé

Les marques énonciatives nous permettent de considérer l'énoncé non comme un objet, un événement extérieur au sujet parlant qui l'a produit mais comme un produit fabriqué. En même temps s'y inscrit le locuteur potentiel de l'autre Tunisie privée du droit à la parole. La parole bourguibienne, comme lieu privilégié de l'improvisation et de l'éloquence d'un sujet psychologique toujours mouvant, particulièrement exceptionnel, est un mythe. À côté, l'énoncé bourguibien comme texte réalisé, clos, est vénéré par les journalistes, les fonctionnaires de l'information et les intellectuels au service de l'autocrate, de la dictature de son parti et de la lutte hégémonique de nouvelles forces sociales. Ce qui est plus important, sur le plan politique, c'est de comprendre que l'une des « missions » du « Responsable », l'un des « devoirs » du militant de base et du citoyen-sujet re-colonisé par l'élite du pouvoir, est d'assister à l'énonciation, à l'acte bourguibien de *production-reproduction* du texte destourien modèle. C'est une communion. Par-delà toute manœuvre idéologique et toute stratégie discursive, le procès d'énonciation est fondamental. Il permet de mettre l'accent sur le facteur sujet et le facteur situationnel. Dans une certaine mesure, le bourguibisme est tout entier dans l'énonciation de « Bourguiba ». Il est révélation et actualisation du sujet bourguibien dans le discours politique officiel. Il est apparition, marque et présence. En conséquence, pour l'idéologie bourguibienne-destourienne, toute crise de l'énonciation est inséparable de la maladie, du silence, de l'absence, du vieillissement, de la disparition du chef. Cela constitue un changement dans l'ordre discursif avec des implications sérieuses pour la légitimité du régime bourguibien. Cependant, la crise du discours dominant ne signale pas nécessairement la vulnérabilité du système politique et de l'ordre post-colonial souvent perçus comme favorisant des couches sociales rapaces et

florissant à l'ombre d'un « capitalisme sauvage ». Les « sources pures du bourguibisme » ne sont pas à rechercher dans les « principes » du « Parti », mais plutôt dans ces lois de l'énonciation bourguibienne, bien sûr à partir d'une énonciation réalisée dans un corpus donné.

Quand le chef rapporte ses propres paroles, le regard réflexif du sujet sur son propre énoncé est renforcé par cette relation personnelle entre sa perception permanente de lui-même et les autres. Ce sont les moments où émerge l'obsession majeure du « Président », sous les traits méconnaissables du slogan de « l'unité nationale ». Cette recherche d'absolu est une régularité discursive fondatrice d'un ordre idéologique et affectif dont le visage quotidien est l'euphorie gouvernementale. Mais persiste l'inquiétude fondamentale qui finit par se révéler : la mort du chef, la fin du régime. Alors se suivent et se pressent les phrases par lesquelles « Bourguiba » demande à être rassuré sur la solidité de l'État, la pérennité du parti, la santé de la nation. Entre le chef et le groupe national, la tension est d'autant plus grande que « l'unité nationale » et « l'État moderne » sont présentés à la fois comme acquis et comme enjeux. Du coup, les verbes ont un aspect accompli (l'unité est réalisée) et non accompli (s'unir, serrer les rangs, renforcer l'État, etc.). Le « je » fonctionnant ici comme un substitut de « nous » signifie le désir de voir l'œuvre accomplie et à accomplir survivre à son auteur-créateur. Ce dernier, à travers ses « fils fidèles », est immortel... Le vrai problème politique ne se situe pas à ce niveau, encore que l'importance de *l'énonciation-dramatisation* de la mort de « Bourguiba » n'est pas à négliger. Rapportant et commentant le discours du « chef », du « leader du Néo-Destour », *L'Action* du 20 octobre 1964, l'année de la tenue du Congrès du parti, se félicite d'une énonciation « qui ne devait pas durer moins de trois heures »... Voici comment a été vécue l'auguste énonciation, à son point paroxysmique : « Rappelant soudain que le chef du parti est après tout un homme appelé à connaître le sort final de tout homme, les recommandations ont provoqué un serrement des cœurs. Dans un élan spontané et généreux, comme pour éloigner cette perspective, ou refuser la loi du destin, les congressistes ont entamé « houmat el hima »... puis, après l'hymne national-partisan, l'entourant et se serrant autour de lui, les congressistes ont conduit le chef du parti jusqu'à sa voiture aux cris de « yahia Bourguiba ».

On ne sait pas combien cela a duré, mais le même journal qui est censé rendre compte des travaux du congrès, nous apprend que, seul candidat à la présidence du parti, « Bourguiba » a entendu son nom scandé durant dix-sept minutes, en guise d'élection à l'unanimité, par mille trois cents « délégués » ! Le Congrès du Destin de la « nation » est ainsi, par certains côtés, macabre, puisqu'il a vu le chef suprême, déifié depuis longtemps, faire des efforts pathétiques pour se rappeler qu'il est mortel : « Voilà ce que vous devez comprendre. Nous sommes tous musulmans, nous croyons tous à notre mort inéluctable, il faut penser à ce jour... » Ce qui attire notre attention ici, ce n'est pas tant les liens qui pourraient exister entre la disparition du chef et l'instabilité politique et sociale, comme le

craint le locuteur : « Rappelez-vous la mort du prophète et la division qui s'ensuivit... Et ce fut la guerre civile. » En fait le discours d'outre-tombe a été inauguré il y a longtemps à l'adresse des « jeunes » qui doivent garder « toujours vivant le souvenir de cet homme »... De même de l'enseignement du chef disparu, il restera aux dauphins de quoi tirer des leçons d'histoire, en entendant des voix... Mais ce que la « mort » dans l'énoncé annonce de plus grave, sur le plan discursif et sur le plan politique, c'est la fin de l'énonciation bourguibienne. Cette fin là, qui n'attend pas la disparition physique du chef et se contente de la maladie et du vieillissement, a des répercussions insoupçonnables. Dans l'immédiat, le silence du maître de l'énonciation bourguibiste sonne le glas pour l'hégémonie idéologique néo-destourienne et des groupes sociaux qui en bénéficient. Elle donne à voir les difficultés rencontrées par la République dans son entreprise de consolidation des nouvelles relations sociopolitiques. Les tentatives de stabilisation et de sécurisation d'un ordre politique désormais associé avec un *statu quo* oppressif cachent mal la peur des privilégiés du « Développement national » et le désespoir des masses embrigadées. Et dans l'avenir, sans attendre l'an 2000, en partant de 1934 à la manière bourguibienne, l'usure du pouvoir peut être évaluée en termes de crise de l'énonciation politique officielle.

Tableau 1. *Quantification des formes figurant dans le glossaire et jouant le rôle d'embrayeurs dans les trois discours d'ouverture, prononcés par Bourguiba, aux congrès de 1959, 1964 et 1971*

La fréquence éclatée par partie donne ceci :
– discours d'ouverture 1959 : 17665 items
– discours d'ouverture 1964 : 11651 items
– discours d'ouverture 1971 : 3735 items

Année	1959	1964	1971
« Nous »	265	230	34
« Notre »	170	81	26
« Nos »	43	27	10
« Vous »	39	8	13
« Vos »	3	1	2
« Votre »	1	1	4
« Je »	80	42	17
« J' »	43	24	11
« Me »	20	10	6
« M' »	14	8	6
« Moi »	15	5	5
« Mes »	10	5	6
« Mon »	12	7	2
« Ma »	8	4	5

Schéma 1. *L'emploi du « nous », « vous » et « je » dans le discours bourguibien*

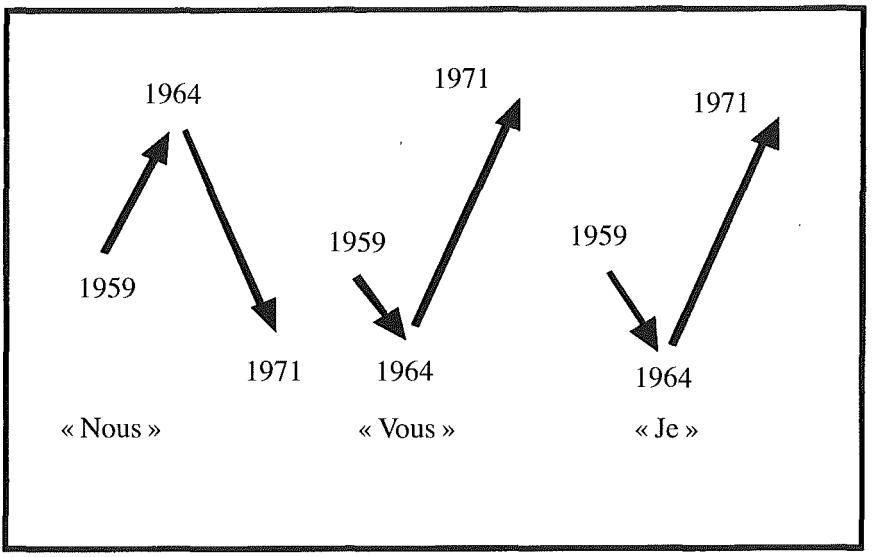


Tableau 2. *Nombre de discours, interviews, déclarations, conférences de presse, allocutions, messages, réponses diplomatiques, entretiens..., par mois et par année*

	Janv	Fév	Mars	Avr	Mai	Juin	Juil	Août	Sept	Oct	Nov	Déc	Total
1959	7	14	C 7	6	9	11	8	4	4	10	8	5	93
1960	6	5	7	18	10	4	4	12	5	4	6	5	86
1961	3	18	7	9	29	10	10	13	4	10	3	5	121
1962	5	5	8	4	4	5	6	5	0	6	6	5	59
1963	5	3	7	9	15	15	4	6	8	6	6	5	89
1964	10	5	12	4	4	3	7	1	1	C 15	2	4	68
1965	4	18	23	24	24	11	13	10	6	19	43	29	224
1966	2	5	7	14	9	12	20	3	5	9	9	6	101
1967	9	4	3	1	2	7	5	11	9	10	11	6	78
1968	8	4	8	9	23	3	20	7	6	9	5	9	111
1969	9	4	9	11	3	3	3	4	1	2	4	3	56
1970	1	0	1	0	1	2	2	3	4	2	5	1	22
1971	0	1	1	1	2	3	4	1	4	C 6	4	2	29

C = Congrès : interventions présidentielles lors de la réunion du congrès du parti au pouvoir.

18

Des mises en scène du pouvoir à la fiction du pouvoir

Bourguiba au prisme des actualités cinématographiques tunisiennes

Iqbal Zalila*

« De sa voix cassée, parfois suraiguë et avec ses mains sans cesse en mouvement, il parle beaucoup, énormément : ses meetings, ses interventions radiophoniques, puis son allocution télévisée hebdomadaire sont attendus par les Tunisiens qui avec lui, rient, pleurent, s'indignent ou s'esclaffent ; menton relevé, ne craignant pas les expressions vigoureuses, il fascine par la théâtralité de son discours. »

Bernard Cohen, *Bourguiba. Le pouvoir d'un seul*, Paris, Flammarion, 1986, p. 92.

« Il parle sans cesse et la foule massée à ses pieds écoute subjuguée le tribun debout animateur d'un spectacle dont il est l'unique acteur. La relation de Bourguiba avec son peuple est charnelle, vivante, complice. Il sait trouver les mots et même la langue que la masse attend. Il parle comme elle et pour elle. Il improvise, s'emporte, s'oublie parfois. La voix change parfois sous l'effet de la colère ou de l'émotion, le regard se voile ou prend l'éclat de l'acier, la main balaie d'un geste l'espace, la mâchoire s'avance agressive, le corps tout entier se tend pour mieux convaincre. »

Sophie Bessis, Souhayr Belhassen, *Bourguiba. Un si long règne*, Paris, Jeune Afrique-Livres, p. 21.

* Enseignant-chercheur en cinéma à l'université de la Manouba (Tunisie), doctorant à l'université de Paris-I.

> « L'apparition du chef sur une estrade, le discours qu'il prononce, la traversée de la capitale qu'il effectue debout dans sa voiture découverte, ce sont autant de psychodrames de l'indépendance, de la naissance de la nation, du pouvoir nouveau. Le leader se transforme en un acteur investi d'une fonction symbolique : il s'agit de réciter et de mimer la nation pour la rendre plus visible... Ainsi le héros est-il celui qui fait voir et entendre la liberté et la grandeur de la collectivité, le récitant du destin national. »
>
> Jean Lacouture, *Quatre hommes et leur peuple*, Paris, Le Seuil, 1969, p. 57.

On a beaucoup glosé sur le verbe bourguibien.

Cette parole aseptisée, expurgée par les thuriféraires du régime pour être consignée dans les vingt-neuf tomes consacrés aux discours du « Combattant suprême » a été jaugée, analysée, retournée dans tous les sens dans le but d'essayer d'en dégager une doctrine : le bourguibisme.

À trop vouloir se focaliser sur la parole, les « bourguibologues » l'ont quelque part désincarnée en la séparant du corps qui la porte. Si bourguibisme il y a, il relèverait au-delà du verbe de véritables « performances » théâtrales (au sens anglophone du terme), où le corps est indissociable de la parole et le discours de son lieu d'énonciation. Tragédies ou comédies dont Bourguiba était à la fois l'auteur, le metteur en scène et l'unique protagoniste.

Cette théâtralité du pouvoir n'est certes pas l'apanage du régime bourguibien. L'anthropologie politique nous enseigne qu'elle est « une dimension consubstantielle à tout pouvoir »[1]. Les mises en scène du pouvoir bourguibien « prenaient » parce qu'elles étaient servies par un acteur hors pair pour qui le jeu relevait d'une seconde nature.

La séduction et la fascination qu'exerçait ce corps offert au désir de ses sujets[2] constituent des dimensions essentielles – malheureusement peu explorées – pour l'intelligence du régime bourguibien. Ces corps à corps entre un leader et une masse subjuguée par son verbe conféraient à la relation de Bourguiba avec son peuple un caractère quasi fusionnel.

Or, et nous en arrivons à notre propos, ce lien s'est progressivement distendu (et par voie de conséquence « l'effectivité » du verbe) à partir du

---

1. Cette notion de théâtralité du pouvoir a été forgée par Georges Balandier dans *Le Pouvoir sur scènes,* Paris, Balland, 1980, 188 p., puis retravaillée dans le cadre d'une anthropologie politique comparée dans *Le Détour : pouvoir et modernité*, Paris, Fayard, 1985, 266 p. Plus proche de nous, les travaux de Marc Abélés, notamment son *Anthropologie de l'État*, Paris, Armand Colin, 1990, 183 pages, mettent en avant la persistance de cette contrainte « théâtrocratique » en modernité.

2. Hédi Khélil est probablement le seul auteur à avoir entrepris une lecture psychanalytique de la séduction à l'œuvre dans les mises en scène bourguibiennes. Cf. *Journalisme, cinéphilie et télévision en Tunisie*, Québec, Naaman, 1985.

moment où – dans une volonté du régime de démultiplier ce corps dans une quête illusoire d'une visibilité maximale – c'est l'image (cinématographique puis télévisuelle) du corps qui s'est progressivement substituée à celui-ci pour finir par l'effacer.

L'image cinématographique des Actualités filmées a procédé dans un premier temps à une sorte de « rethéâtralisation »[3] du corps bourguibien. Surexposé par la caméra, usé par le temps et la maladie, il n'en demeurera que le simulacre. Les mises en scène du pouvoir bourguibien sont désormais prisonnières des conventions esthétiques propres aux Actualités et tributaires du regard que porte le spectateur sur ces images.

Le propos de ce travail est de montrer, à travers l'analyse d'un échantillon de bandes d'actualités couvrant la période allant de 1956 à 1970, de quelle manière et jusqu'à quel point le cinéma (par une sorte de retournement) en arrive à déréaliser le pouvoir par la surexposition du corps bourguibien.

Éléments de méthode

Les Actualités cinématographiques constituent un genre qui puise son fondement dans « le pacte de croyance »[4] qu'il instaure avec le spectateur : « la caméra était là, elle a enregistré l'événement ». C'est précisément ce pacte implicite qui donne lieu à toutes les manipulations que notre étude se propose de déconstruire.

Le cinéma loin de refléter le réel, le travaille, le transfigure. L'image cinématographique est une découpe de la réalité, un artefact, un construit, une « non-indifférence » comme le dit si bien Jean-Louis Comolli[5].

Analyser les mises en scène du pouvoir médiatisées par le cinéma revient donc à analyser les mises en scène des mises en scène du pouvoir. Tout film est film de fiction, nous enseigne Christian Metz[6] et les Actualités ne dérogent pas à cette règle.

L'image cinématographique n'est jamais neutre. Elle se déploie à travers un langage. Elle est symbole (analogique dans la mesure où elle

3. Nous empruntons cette expression à Alain J. Bélanger, « La communication politique ou le jeu du théâtre et des arènes », *Hermès*, 17-18, 1995, p. 127-143.

4. F. de la Bretéque, « Les Actualités filmées françaises », *Cahiers de la cinémathéque*, 66, juillet 1997, p. 3-5.

5. « Pas plus que les miroirs, le cinéma n'est transparent à ce qu'il montre. Montrer n'a rien de passif, d'inerte, de neutre, et quelle que soit la clarté de l'être ou du moment représenté, l'action de montrer, elle, reste opaque, elle reste une action, un passage, une opération, c'est-à-dire une turbulence, un trouble, une non-indifférence », cité par J.-L. Comolli, « Le miroir à deux faces », dans *Arrêts sur histoire*, Paris, Centre Georges-Pompidou, 1997, p. 11-12.

6. C. Metz, *Le Signifiant imaginaire*, Paris, Christian Bourgois, 1993, p. 63.

duplique le réel[7]) et comme tout symbole elle signifie à travers un langage et des codes.

Nous aurons recours pour les besoins de notre étude à un certain nombre d'instruments de l'analyse filmique (les échelles de plan, le montage, les angles de prise de vue, etc.), ces éléments étant vecteurs de signification pour le spectateur.

Cette lecture sera redoublée d'un éclairage historique sur l'événement filmé, les contraintes techniques éventuelles qui auraient présidé à la production de tel type d'images. Cette contextualisation nous est dictée par la nature du matériau cinématographique constitué par les actualités qui peut difficilement se prêter à une analyse purement sémiologique.

Éléments historiques sur les Actualités tunisiennes

La production des Actualités

Les Actualités tunisiennes sont nées avec l'indépendance. Le secrétariat d'État à l'Information lance en 1956 un journal d'actualités, *La Tunisie d'aujourd'hui*, produit par la société de droit tunisien « El ahd el jedid » (La nouvelle ère)[8].

Les travaux et fournitures sont assurés par des opérateurs locaux alors que le développement et le montage se font à Paris dans les studios des Actualités françaises jusqu'en 1968, date de la parution du premier numéro entièrement tunisien des Actualités. Il ne serait pas abusif de dire que le véritable auteur des Actualités est le monteur français des Actualités françaises.

La première bande des Actualités tunisiennes est un résumé de la vie tunisienne entre le 15 et le 30 mai 1956. Le 10 juin 1956, la présentation de ce premier numéro a eu lieu à la salle du Colisée (à Tunis) en présence du président Bourguiba et de l'ensemble des membres du gouvernement.

Le rédacteur en chef des actualités et, à travers lui, le secrétariat d'État à l'Information exerceront un contrôle très strict de ces images par le biais de l'établissement d'une feuille de route destinée aux opérateurs et leur indiquant les événements à couvrir. Ce contrôle s'exercera également sur le commentaire rédigé par les soins de deux journalistes tunisiens (un pour la version française, l'autre pour la version arabe), présents à Paris, sur la base de coupures de presse en provenance de Tunis.

---

7. Voir à cet effet Philippe Braud reprenant Peirce, *L'Émotion en politique*, Paris, Presses de Sciences-Po, 1992, p. 77-78.

8. *Film-Afric*, organe corporatif du cinéma nord africain, Alger, août-septembre 1956.

La diffusion des actualités

Les actualités cinématographiques tunisiennes sont diffusées dans l'ensemble des salles du circuit commercial en avant-programme. À la fin des années 1960, le réseau de salles en Tunisie a été évalué à une centaine pour 60 000 fauteuils[9].

Par ailleurs, la diffusion des Actualités tunisiennes a été rendue obligatoire par l'article premier de l'arrêté du secrétaire d'État aux Affaires culturelles et à l'Orientation du 20 avril 1964.

Dès les premiers mois de l'indépendance, conscient de l'impact que peut avoir le cinéma sur les masses, le secrétariat d'État à l'Information a initié des tournées de propagande cinématographique dans toute la Tunisie. La première tournée du genre a eu lieu entre septembre et octobre 1956 et a permis aux habitants du nord-ouest de la Tunisie d'assister à des séances publiques et gratuites de cinéma[10].

En avril 1957, le bilan des tournées de l'unique camion « Cinébus » s'est élevé à 270 séances récréatives qui ont drainé 600 000 spectateurs dont 25 % de femmes et 25 % d'enfants, dont la plupart voyaient pour la première fois des images cinématographiques. Cet engouement des Tunisiens de l'intérieur pour le cinéma a amené le secrétariat d'État à l'Information à lancer un deuxième camion « Cinébus » en 1957. C'est ainsi qu'à la fin des années 1960, le parc des circuits ruraux comptait 26 « Cinébus » couvrant 156 villages.

En l'absence de données concrètes sur la réception des images, ces éléments épars nous permettent d'affirmer que, de par leur diffusion et de par le nombre de Tunisiens qu'elles ont touchés, les Actualités ont constitué jusqu'à la généralisation de la télévision un support de communication privilégié par le régime bourguibien dans la phase d'édification nationale.

Les mises en scène du corps

Le corps magnifié

L'analyse de bandes d'actualités couvrant la période allant de 1956 à 1970 nous a permis de dégager un certain nombre de figures récurrentes dans la mise en image du corps de Bourguiba. Les images procèdent à un véritable travail de reconstruction du corps du « Prince ».

9. M. Hamdane, *Le Régime du cinéma au Maghreb*, thèse de doctorat, université de Paris-II, 1973, p. 28.

10. *Film-Afric*, novembre 1956.

Le premier élément à relever est celui relatif à l'angle de prise de vue[11] et à l'échelle de plan[12]. Bourguiba est systématiquement filmé en contre-plongée légère, en plan rapproché. Ce point de vue de bas en haut combiné à l'échelle de plan confère au corps un caractère imposant et majestueux.

Cette approche du corps semble avoir été dictée par Bourguiba à en croire l'un des opérateurs qui l'ont filmé. La petite taille de Bourguiba est ainsi escamotée au profit d'une image construite du corps qui le valorise. Le plan rapproché accentue l'intimité du spectateur avec le personnage et met en valeur le jeu du visage et le regard de Bourguiba.

Ce procédé de mise en image est systématique et restera inchangé sur l'ensemble de la période étudiée, sa persistance dans le temps naturalise ce qui relève d'un choix de mise en scène, d'une découpe de la réalité et finit par s'ériger en mémoire.

Le corps et l'image du corps ne font plus qu'un.

Cette majesté du corps bourguibien se transmute en domination lorsqu'elle est inscrite dans une succession de plans. Les meetings populaires que Bourguiba affectionne particulièrement (surtout durant les premières années de l'indépendance) constituent le lieu privilégié d'expression de cette domination. Celle-ci est signifiée cinématographiquement par l'alternance de plans d'ensemble en plongée sur le « peuple » massifié et de contre-plongées en plan rapproché de Bourguiba.

Un Bourguiba qui écrase son auditoire par le biais de ce changement brusque d'échelle et d'angle de prise de vue qui traduit le passage de l'anonymat et de la distance (signifiés par le plan d'ensemble en plongée) à l'intimité d'un visage, d'une expression à la majesté d'un corps (que la contre-plongée en plan rapproché rend perceptible).

Le corps dédoublé

Les absences de Bourguiba des Actualités sont généralement compensées par de gros plans fixes plein cadre sur ses portraits. D'abord discrets, ces portraits deviendront de plus en plus agressifs et seront d'autant plus sollicités dans la période allant de 1967[13] à 1969 ; période caractérisée

11. L'angle de prise de vue détermine la portion visuelle de l'espace enregistré par la caméra. Il varie en fonction des objectifs utilisés et de la place de la caméra : dans la plongée la caméra est située au-dessus du sujet filmé, dans la contre-plongée la caméra est située en dessous de lui. J. Collet et M. Marie, *Lectures du film*, Paris, Albatros, Ca/Cinéma, 1980, p. 224.

12. L'échelle de plan détermine la distance du personnage ou de l'objet filmé par rapport à la caméra. Le plan d'ensemble montre un groupe de personnages dans un décor. Le plan rapproché cadre le personnage au niveau du buste. J. Collet et M. Marie, *ibid.*, p. 234.

13. Le 12 mars 1967, Bourguiba est atteint d'une thrombose coronarienne localisée qui fait craindre le pire et nécessite un repos complet. Cette alerte sera suivie le 8 mai

par un retrait relatif du Bourguiba charnel de la vie politique suite à la détérioration de son état de santé.

Généralement utilisés en raccord, ces portraits ont pour principale fonction de pallier une absence ou de l'irréaliser. Ces portraits figurent généralement un Bourguiba radieux, à la force de l'âge. Ils se déclinent en des tonalités claires qui contrastent avec le caractère sombre des plans qui les précédent. Ils constituent des symboles (ils fonctionnent sur le registre de l'analogie) et ont essentiellement une fonction de représentation.

Ces portraits canalisent le regard par leur caractère imposant, ils occupent généralement une grande partie, sinon la totalité du cadre de la caméra. Ils interpellent d'autant plus qu'ils sont raccordés à des plans sans commune mesure avec leur échelle (plans d'ensemble ou de demi-ensemble, voir des plans généraux).

Ce changement brusque dans l'échelle de plan qui sollicite le spectateur lorsqu'il est perçu pour la première fois, se banalise lorsqu'il se transforme en une figure de style des Actualités. Cette banalisation sera mise au service de l'opération de substitution du symbole à l'homme que l'on essaiera d'illustrer à travers l'exemple des Actualités couvrant les élections de 1969.

Le corps occulté

À travers l'analyse d'une séquence d'un numéro d'Actualités couvrant les élections présidentielles et législatives, nous tenterons de montrer comment le cinéma occulte la déchéance physique de Bourguiba par le biais d'une instrumentalisation de portraits du leader en raccord et d'un jeu subtil sur le montage pour finalement mettre en relief le Bourguiba symbole figuré par ses portraits.

Les élections législatives et présidentielles de novembre 1969 constituent un tournant dans l'histoire de la Tunisie indépendante. En effet, le pays est confronté à la menace de vacance du pouvoir suite à la détérioration de l'état de santé de Bourguiba. Le pouvoir se doit aussi de trouver une sortie honorable à l'impasse à laquelle l'a mené la politique de collectivisation prônée par Ahmed Ben Salah. Les images couvrant ces élections se doivent donc de rassurer quant à l'état de santé de Bourguiba en mettant en avant le symbole qu'il est.

1968 d'une hépatite virale qui nécessitera un repos de six semaines. Le 7 novembre 1969, Bourguiba quittera Tunis pour soigner une dépression nerveuse. Son absence se prolongera jusqu'au 1er juin 1970.

Description de la séquence

Gros plan sur une affiche électorale au centre de laquelle figure un portrait de Bourguiba.

Contre-plongée en plan rapproché sur Bourguiba porté par les citoyens à son entrée à la municipalité de Carthage.

Raccord en plan rapproché sur une photographie sur fond blanc de Bourguiba s'acquittant de son devoir électoral en 1964. Il glisse d'une main tremblante une enveloppe dans l'urne sous le regard bienveillant de Taieb Mehiri (maire de Carthage et ministre de l'Intérieur).

Plan moyen sur Bourguiba en 1969. Il avance d'un pas hésitant deux enveloppes à la main ; à ses côtés, le maire de Carthage.

Plan de clôture : gros plan sur une fenêtre au centre de laquelle est bien en évidence un portrait géant de Bourguiba.

Lecture et interprétation

Cette séquence commence et se clôture par un gros plan sur une affiche figurant Bourguiba. Le plan d'ouverture a pour fonction essentielle d'introduire tout en l'atténuant les images du Bourguiba charnel. Le plan de clôture efface les images pathétiques du Bourguiba vieillissant et malade figuré par les plans qui le précédent. Ces plans seraient quelque peu anodins s'ils étaient analysés isolément, ils retrouvent toute leur signification dès qu'ils sont réinscrits dans une succession qui leur donne sens.

La chute du corps et son déclin ne sont pas « montrables ». La rupture avec les images d'un Bourguiba magnifié serait trop franche et l'idée sous-jacente est qu'au-delà du corps physique c'est l'idéal incarné par Bourguiba qui perdure. On assiste à travers cette séquence à une véritable substitution : le Bourguiba symbole intemporel se substitue au Bourguiba charnel, mortel et historique par le biais de l'artifice du montage.

Cette substitution n'est envisageable qu'au prix d'un double travail de « déréalisation » : un premier niveau où le corps est confondu avec l'image qu'en donnent les *Actualités* ; un deuxième niveau où c'est l'image de l'image du corps qui vaut pour le corps.

Ces images procèdent à un travail de désacralisation du corps du pouvoir.

À trop être sollicitées, elles s'usent et tournent à vide, et l'opération de substitution, dont il a été question, ne « prend » plus. Les mises en scène sont en quelque sorte subverties par le spectacle qu'en donnent les Actualités, elles s'épuisent en un spectacle pathétique où le corps, opérateur symbolique, se dilue en signe[14] ou en signe du signe.

14. Cette transmutation du symbole politique en signe par un trop plein d' images constitue une des toiles de fond de l'ouvrage de Lucien Sfez, *La politique symbolique*, Paris, PUF, 1993, 489 p.

Seule une opération de l'envergure de celle organisée par le pouvoir à l'occasion du retour du 1er juin 1970[15] serait de nature à colmater les brèches d'un régime en panne de symboles.

Le corps bourguibien redevient l'espace d'un jour le support symbolique qu'il a été durant la première décennie de l'indépendance.

Y a-t-il lieu de parler d'échec de la propagande du régime bourguibien ? Là est une autre question d'autant plus que notre analyse s'arrête en 1970, soit dix-sept ans avant la fin du règne bourguibien.

L'étude des effets de ces mises en scène médiatisées par le cinéma relève d'une sociologie de la réception des images du pouvoir qui reste à faire.

Ce qui est incontestable, c'est que la généralisation de la télévision qui a supplanté les actualités s'est traduite par une accentuation d'un certain nombre de traits décrits dans cet article.

Progressivement, une véritable « autocratie cathodique » s'est mise en place et la Tunisie entière s'est mise à vibrer au rythme des apparitions et disparitions du Combattant suprême (ce phénomène a atteint son apogée vers le début des années 1980). Il aura fallu « trois mots » prononcés par Bourguiba à la télévision en janvier 1984, lors des « émeutes du pain » (une des dernières grandes crises du régime), pour que tout rentre dans l'ordre... du moins provisoirement[16].

15. Le 1er juin 1970, Bourguiba regagne Tunis après une absence de sept mois. L'accueil qui lui sera fait sera grandiose et reproduira dans ses moindres détails les temps forts du retour du 1er juin 1955.

16. Les émeutes du pain sont consécutives à la décision du gouvernement Mzali de supprimer la compensation de produits de base pain, farine, pâtes, couscous... À cette occasion le corps bourguibien a été sollicité peut-être dans une de ses dernières apparitions marquantes. Se confiant aux micros d'une chaîne française, Bourguiba a déclaré, en décrivant la liesse successive à sa décision d'annuler toutes les décisions à l'origine du mécontentement populaire : « J'ai dit trois mots et ça a fait tout ça. »

19

L'autre Tunisie de Bourguiba : les ombres du Sud

Jean-Philippe BRAS*

> « Douz,... le plus solide bastion de la tribu des Mrazigues, dont il y a trente-trois ans j'ignorais jusqu'à l'existence... le sud nous était inconnu. »
>
> Habib Bourguiba, Douz, 17 novembre 1967.

La Tunisie a un Sud. Le président Bourguiba a fortement contribué à cette construction territoriale de la nation tunisienne.

Le projet politique de Bourguiba est d'abord l'indépendance de la Tunisie. Il est ensuite que la Tunisie rejoigne le concert des nations développées par un processus radical de transformation sociale. Le récit bourguibien sur la nation tunisienne repose sur une double représentation de la société : la société telle qu'elle est, et la société telle qu'elle doit être. La production de ces deux images en vis-à-vis permet de définir une trajectoire de cette transformation et un projet politique dans lequel la nation à la fois se mobilise et se définit. Enfin ce projet politique suppose et justifie un mode de répartition et l'usage de techniques du pouvoir. La dualité produit des effets de légitimité.

Cette architecture dualiste du projet bourguibien se caractérise par une remarquable stabilité – avec certes quelques variations –, ainsi qu'en témoigne la teneur de ses discours tout au long de sa carrière politique. Pour rendre compte à la fois de la dualité et de la stabilité des notions qui articulent ce discours sur la société tunisienne, nous avons dressé un tableau à deux colonnes à partir d'une lecture personnelle de ces discours

* Professeur de droit public à l'université de Rouen, ancien directeur de l'Institut de recherche sur le Maghreb contemporain (IRMC) de Tunis.

(qui constituent le matériau de cette contribution) et de notations tirées de travaux antérieurs[1].

Tableau 1. *Caractéristiques des états de la société : la dualité*

État ancien	État nouveau
Archaïque	Moderne
Sous-développement, arriération	Sociétés développées, civilisées
Vieux, « archéo »	Jeunes
Ombres, pénombre, ténèbres	Lumière
Isolement, éclatement, dispersion	Groupement, villes, villages, plaines
Bestialité	Humanité
Misère, insalubrité, insécurité	Prospérité
Temps cyclique, expansion-déclin	Temps linéaire, développement

Tableau n 2. *Processus de développement : transformation sociale et changement des mentalités*

Ignorance	Savoir
Conservatisme religieux	Islam moderne
Superstition (magie, marabouts)	*Ijtihad*
Dépravation des mœurs	Maîtrise de soi, de ses pulsions
Bestialité, paresse	Éthique, courage
Individualisme, égoïsme	Solidarité organique, coopération
Inégalités	Égalité
Hommes/femmes	Statut personnel
Tribalisme, régionalisme	Citoyenneté, civisme
Conflits, idéologies	Paix, consensus social
Affairisme, thésaurisation	Investissement
Routine, habitude, paresse	Innovation, dynamisme

1. M. Camau, « Le discours politique de légitimité des élites tunisiennes », *Annuaire de l'Afrique du Nord*, X, 1971, p. 25-68 ; Y. Ben Achour, « La réforme des mentalités. Bourguiba et le redressement moral », p. 145-160, dans M. Camau (dir.), *Tunisie au présent. Une modernité au-dessus de tout soupçon ?*, Paris, éd. du CNRS, 1987.

Tableau 3. *La conduite du processus de développement : acteurs, orientations et instruments*

Pouvoir étranger	Pouvoir national
État beylical, colonisateur	Chef de l'État
Tribus, clans	Parti, organisations nationales
Notables	Élites nationales
Classes sociales	Catégories nationales
Partis, syndicats	Parti unique, organisations nationales
Division, guerre	Intérêt général
Corruption, plaisirs (les princes de Grenade)	Raison, science et technique
Marxisme, communisme	Socialisme destourien
Libéralisme « sauvage »	Planification, coopération
Secret	Information, communication (verbe présidentiel)
Force	Persuasion, éducation (école-université), planification, violence légitime

Les deux Tunisie : pouvoir et territoire

Mais ce bréviaire bourguibien de la nation tunisienne ne vaut pas pour tous de la même manière. D'un côté, le projet national de Bourguiba est de faire entrer l'ensemble des Tunisiens de plain-pied dans la modernité, et la nation atteste de son existence par ce projet commun. La population tunisienne est inscrite dans un temps et un espace communs. D'un autre côté, le discours bourguibien procède à un décrochage dans le projet national entre territoires de la nation. Les populations, définies par des catégorisations territoriales fortes, sont impliquées de manière différenciée dans le processus de modernisation de la société tunisienne. Elles vivent dans des temporalités différentes, conduisant leurs actions dans des usages spécifiques de leurs propres passés, en quelque sorte dans des registres distincts de l'historicité[2]. On veut signifier par là que la dualité posée sur un mode diachronique dans le projet modernisateur (le passage d'un état à un autre) s'établit également de manière synchronique dans la lecture des territoires de la nation (les uns relevant de l'état ancien se

2. J. Baschet, « L'histoire face au présent perpétuel. Quelques remarques sur la relation passé/futur », p. 55-76, dans F. Hartog et J. Revel (dir.), *Les Usages politiques du passé*, Paris, *Enquête*, éd. de l'École des hautes études en sciences sociales, 2001.

reconduisant sur un mode cyclique, les autres entrés dans la modernité, dans des processus d'évolution donc irréversibles). De plus, les populations s'inscrivent de manière très clivées dans l'espace du territoire national : territoire ouvert du nomadisme et de l'errance en vis-à-vis du territoire refuge (montagne, grottes) ; territoire organisé et contrôlé de la ville (urbanité), de la plaine agricole.

La nation tunisienne est donc une, dans un projet commun, mais elle est aussi double, dans la conduite de ce projet. Le récit bourguibien sur la nation est producteur d'une autre Tunisie, qui n'est pas positionnée à l'identique dans la trajectoire de développement. Cette altérité est territorialement nommée, personnalisée, désignée par le « Sud », et fait l'objet de très nombreuses et de très constantes occurrences dans le discours bourguibien. S'agissant d'un récit fondateur de la nation, on comprendra que la question du statut de cette altérité a pu être particulièrement lourde de conséquences sur les représentations identitaires et les politiques publiques, et cela, jusqu'à aujourd'hui.

En effet, l'altérité peut être insérée dans un schéma gradualiste. Le Sud est au bas de l'échelle de développement, dans un état d'arriération, caractéristique par ses stéréotypes régionaux de la Tunisie ancienne. Des politiques volontaristes de développement permettront de l'insérer pleinement dans le giron national. Une telle lecture de l'altérité ne met pas en danger ou en cause le projet national. Il en va différemment d'une lecture « structurale », fixiste, déterministe de la dualité, où les ressorts de la personnalité du Sud relèveraient d'un essentialisme identitaire, le rendant littéralement impropre à recevoir l'œuvre de libération nationale. Si les « vieux démons », forcément sécessionnistes, sont toujours prêts à ressortir, cela signifie que l'État se trouve confronté au dilemme d'une gestion autoritaire de l'unité, ou d'une construction politique de la pluralité (régionalisation ou fédéralisation).

La seconde formule n'étant pas concevable dans la Tunisie bourguibienne de l'indépendance, la lecture structurale de la dualité conduira nécessairement à une gestion autoritaire de l'unité. La thèse développée ici est que le président Bourguiba a construit sa représentation de la nation tunisienne sur une tension entre ces deux lectures de la dualité, faisant prévaloir tantôt l'une, tantôt l'autre, les mêlant à l'occasion. En effet, le Sud ne saurait être irrévocablement irrédentiste et fermé à la modernité, sinon à mettre en cause la pertinence du projet national, mais son irrédentisme potentiel est une des bases essentielles du leadership bourguibien. C'est sur ce dernier trait que Bourguiba élabore son lien personnel au Sud et constitue une partie de ses ressources de légitimité dans son œuvre de construction de la nation tunisienne.

Dans le modèle bourguibien de transformation sociale, le conflit est toujours dépassable. Il ne peut légitimement perdurer car les intérêts des uns et des autres ne sauraient s'opposer de manière radicale dans le processus de développement national. Cette évacuation du conflit constitue le point aveugle du système politique, empêchant son articulation

sur un pluralisme politique, faisant toujours prévaloir le principe d'unité autour du chef de l'État ; ce qui suppose que le chef de l'État soit en position de réguler les conflits. Les solidarités autres que nationales, donc régionales, ethniques, de classe, etc, sont toujours disqualifiées. Parce que ce qui divise est source de déclin et menace l'unité nationale. En même temps, la diversité des composantes de la nation est reconnue et même valorisée dans les entreprises de mobilisation politique. Mais le prix à payer par les composantes est que la synthèse nationale se construise autour du chef de l'État.

Et ce Sud différent, lointain, rétif – politiquement immature, économiquement arriéré, socialement et géographiquement éclaté, indéterminé dans les relations entre populations et territoires – signifie la persistance du péril qui pèse sur la synthèse nationale. Cette persistance marque la permanence de la nécessité du leadership bourguibien. Car seul le président Bourguiba, par ses liens historiques avec le Sud tunisien, par sa compréhension personnelle du Sud, faite de sympathie et de réprobation, par son autorité sur les populations du Sud, est à même de surmonter les crises, de gérer les conflits, d'écarter le spectre de la division et de la sécession.

Varia sur les stéréotypes régionaux

Si le Sud condense les stéréotypes régionaux énoncés par Bourguiba, les notations sur les « autres » régions (en ayant à l'esprit que le Sud ici ne sera pas que géographique) et les traits de caractère de leurs habitants ne sont pas absentes du discours présidentiel. Elles permettent de dégager des critères discriminatoires dans la lecture des territoires, même si le principe d'égalité de traitement des régions de la part de l'État est simultanément réaffirmé. « Il n'est pas dans mes intentions d'accorder à Monastir plus qu'à toute autre ville de Tunisie, des privilèges particuliers. Pour moi aucune distinction ne doit être faite entre Tunis, Sfax, ou Bizerte » (Monastir, 17/06/1955)[3]. Mais plus loin, dans le même discours, il est dit que « la population du Sahel, véritable bouclier humain, s'érigea en défenseur inexpugnable du Destour et de la Patrie. Elle consentit les plus grands sacrifices. Hommes et femmes se jetèrent dans le combat (...). La lutte partit de cette ville ». Et Bourguiba ne manque pas de rappeler lors de ses visites dans le Sahel, la contribution décisive de cette région « citadelle du mouvement national » (Monastir 11/05/1963) à la lutte pour l'indépendance nationale, qui marque « l'intelligence naturelle des gens du Sahel » et leur compréhension du combat de Bourguiba (Sousse 25/08/1956).

3. Les dates et les lieux des discours de Bourguiba sont notés entre parenthèses.

La participation des populations à la lutte pour l'indépendance nationale constitue un paramètre d'autant plus important de cette grille de lecture des territoires, qu'elle est en relation avec des traits de caractère régionaux qu'elle révèle. On verra que cet argumentaire est particulièrement travaillé quand il s'agit du Sud. Il est utilisé de manière plus lapidaire dans d'autres cas : intelligence contre arriération mentale ; courage contre paresse. De ce point de vue, Béja est particulièrement mal lotie. Une population « peu réceptive », notamment à l'action du Néo-Destour, dont le niveau intellectuel et la paresse (on s'y complaît à la culture du blé) expliquent qu'elle ait été incapable de défendre ses terres contre la colonisation. Dans d'autres régions, notamment au Sahel, les habitants « n'étaient pas colonisables. Ici ils le furent » (Béja, 21/04/1960).

Ces jugements, qui flattent ou réprimandent, s'appliquant tantôt à Kasserine (la paresse), tantôt à Sfax (le dynamisme des chefs d'entreprise), tantôt au Jerid (intelligence, finesse, poésie, sensibilité), ne sont pas dépourvus d'une dimension conjoncturelle, donc sujets à variation. Ainsi, en 1955, « nos frères jerbiens s'enfoncent dans un chauvinisme regrettable et ferment leur esprit à tout raisonnement. Pour eux, l'affaire se résout à une question de personnes, et ils ne la considèrent que sous un angle particulier : celui du régionalisme et du racisme » (Soliman, 25/11/1955). En 1958, les affres du youssefisme sont plus loin : « les habitants de l'île sont suffisamment mûrs, suffisamment sages pour renoncer, lorsque le destin du pays est en jeu, à tout sectarisme de clocher et à tout lien fondé sur les particularismes dépassés » (Jerba, 26/11/1958). Même le Sahel n'échappe pas aux effets de ces variations, le président y relevant des « manifestations d'un retard qui est proprement désolant », notamment quand les charrettes à roues de métal persistent à circuler sur les routes goudronnées (Monastir 11/05/1963).

Ce Sud... si lointain

Le Sud est autre parce qu'à distance, composé de régions « quelque peu éloignées » (Maknassy, 22/02/1973), de « provinces excentriques du pays » (Siliana, 10/04/1957). Tozeur est une province « si éloignée de la capitale » (Tozeur, 03/11/1959). De cette distance naît l'ignorance, la méconnaissance réciproque. « Nous nous imaginions leurs régions comme des portions inaccessibles du territoire » (Ben Gardane, 03/12/1958). « À Rejeb Maatoug, sur la frontière sud-ouest, M. Bahi Ladgham a rencontré des gens coupés de tout, qui savaient à peine que la monarchie a été abolie en Tunisie et qu'un régime républicain dirigé par Bourguiba l'a remplacée ! » (Carthage, 22/03/1969). Dans le même discours, il insiste tout particulièrement sur cette thématique de l'autre pays toujours à découvrir, évoquant sa dernière tournée dans le Sud-Ouest et ses

« nouvelles découvertes, notamment à Chebika. C'est dire que, connaissant le pays pour l'avoir sillonné tant de fois au long de ces trente-cinq années, il me restait encore des choses à apprendre parce que je ne les avais pas vues par moi-même ».

Populations des frontières, vigilantes et loyales certes (la notation se retrouve également pour la Khroumirie, au Nord-Ouest), mais populations d'un *hinterland* dans une relation problématique, incertaine, non consolidée au centre. Il en va ainsi de « l'Extrême-Sud » ; « la situation géographique de cette région la tenait éloignée du pouvoir central auquel elle n'était pas rattachée par un lien organique puissant comme les autres provinces... (Dans le passé) les populations de l'Extrême-Sud vivaient pratiquement seules et indépendantes » (Medenine, 01/12/1958).

Mais Bourguiba ne se contente pas de questionner le lien politique des populations périphériques à la nation tunisienne. Il pose également la question du lien social, s'agissant de populations « bédouines », mobiles, potentiellement dangereuses. « Il n'est pas exclu que les criminels se recrutent parmi cette population flottante, sans attache, sans état civil, et qui échappe au contrôle des autorités responsables » (Carthage, 07/10/1958). Et quand la distance (sociale) s'accompagne de la proximité (géographique), le scénario peut être redoutable : « il est inconcevable qu'une métropole puisse vivre et prospérer avec un arrière-pays désertique. Une telle conjoncture l'expose à des dangers mortels. (...) Elle est asphyxiée par l'afflux de populations bédouines qui constituent pour elle une charge trop lourde à supporter ». Et, poursuit le président, ce ne sont pas les aumônes qui viendront résoudre les problèmes de « la population déshéritée qui s'agglutine dans les faubourgs de Sfax » (Sfax, 01/12/1968). Tunis, dont même la médina se gourbifie, n'est pas à l'écart de périls qui suggèrent une forme moderne de la razzia, réminiscence d'un Sud... si proche. Cette « population bédouine qui durant des siècles vivait en marge de la société organisée et qu'on rencontre souvent dans la proche banlieue de Tunis sans aller la chercher à Sakiet Sidi Youssef ou à Maktar » (Carthage, 07/10/1958). Dans le Sahel, on trouve autour des maisons « acceptables », « les gourbis et les huttes comme dans le fin fond de l'Afrique ou dans les îles perdues du Pacifique » (Jemmal, 18/06/1959).

Populations sans territoires : nomadisme et discontinuité des espaces

« Il n'est de civilisation que dans le peuple sédentaire » (El Hamma, 24/11/1958). Le nomadisme, voilà l'ennemi ! Bourguiba le dénonce de manière systématique lors de ses passages dans le Sud. « Il est nécessaire de fixer les hommes sur la terre dont ils vivent. Il faut les arracher à la misère d'une vie nomade, constamment occupée par la recherche des

pâturages. S'il pleut, aucune inquiétude pour le troupeau. Mais que la pluie vienne à manquer, et les pérégrinations recommencent. La raison en est que la terre est incapable de fixer l'homme. Entre eux, le lien demeure toujours précaire. Nul ne songerait à fuir la terre si elle assurait sa subsistance... Le Bédouin vit au jour le jour. Il ne recueille aucun enseignement d'expériences vite oubliées. Il n'a aucun souci du lendemain. Il ignore la stabilité. Il suffit d'un changement des conditions climatiques pour que s'étirent à perte de vue sur les routes ces caravanes de nomades avec le déballage hétéroclite des tentes et des piquets sur le dos des chameaux, des grappes de poulets se balançant au flanc des ânes tandis que les femmes suivent nu-pieds. Où vont-ils ? Ils ne le savent même pas » (Souassi, 19/05/1960).

Force évocatrice du verbe bourguibien qui mobilise mémoire et imaginaire collectifs – solidement adossés sur les prolégomènes khaldouniens – pour mieux mettre en exergue le péril et l'impasse nomades. Car quand les hommes sont détournés du travail d'une terre dont ils ne sont « pas sûrs de recueillir les fruits... la razzia (devient) d'un meilleur rapport » (Gafsa 25/10/1964). Péril pour la civilisation urbaine : « les villes étaient périodiquement mises à sac. Vous connaissez les catastrophes de Kairouan, de Madhia, de Tunis, d'autres encore que l'histoire nous rapporte. C'est alors que la civilisation se dégrade et tombe au plus bas et que le nomadisme réapparaît » *(ibid.)*. Péril pour les populations rurales obligées de se retrancher sur les hauteurs, de se réfugier dans les grottes pour se protéger des populations dangereuses (Beni Khadèche, 31/10/1966). « Des Tunisiens, des hommes comme nous, continuent de croupir dans des grottes et des gourbis » (Sfax, 01/12/1968). Or ces populations éclatées, « ceux qui vivent sur les crêtes des montagnes éloignées les unes des autres, dans des douars dispersés » *(ibid.)*, sédentaires mais résultantes du nomadisme, sont également une entrave au progrès. Leur dispersion sur le territoire empêche à la fois le lien social – la solidarité, la communauté – et l'action de l'État. Elles sont dans leur « termitière », – « le village (de Matmata) apparaît comme accroché à un nuage fauve qui nous change de la blancheur et des coloris des villes » (Matmata, 25/11/1958) –, leur « grotte », leur « caverne », leur « gourbi de chaume, (...) perdu dans la nature et entouré par une haie de figuiers de barbarie assortie de quelques oliviers » (Sfax, 01/12/1968) ; vu d'avion, le spectacle se répète tous les 20 ou 40 kilomètres, et Bourguiba ne peut s'empêcher « d'interpeller M. A. Ben Salah qui était à (ses) côtés pour lui faire part de (sa) stupéfaction » *(ibid.)*. Elles échappent ainsi « systématiquement à toute action gouvernementale qui vise à renforcer l'unité nationale (...) poursuivent depuis des siècles une existence solitaire en marge de la Nation (...) font bande à part » *(ibid.)*. Et l'on retrouve les connotations de la dangerosité politique et sociale de ces populations, « perchées si haut dans leur nid d'aigle, (...) dans leur repaire » (Beni Khadèche, 31/10/66). À l'opposé, « les agglomérations du Sahel où tous les deux ou quatre kilomètres on rencontre une petite cité (...) se montrent plus ouvertes au progrès

et ont été à l'avant-garde de la lutte pour l'Indépendance » (Sfax, 01/12/1968).

Seules la sédentarisation et le regroupement des populations permettront d'assurer le progrès de la « civilisation », le contrôle de l'État et du parti, et la continuité du territoire (sur l'obsession bourguibienne de la présence de l'État, de son chef, du parti, sur l'ensemble du territoire et auprès de toute la population, voir notamment, Carthage 07/10/1958). « Tout autre serait leur destin si ces nomades se regroupaient pour former des unités viables » (Béni Khadèche, 31/10/1966), et si les populations des montagnes redescendaient dans les plaines, pour profiter d'habitats salubres et des services publics de l'État dans des centres communautaires (Sfax, 01/12/1968). Pourtant, cette évidence de la modernisation, du modèle sahélien d'inscription des hommes dans le territoire ne va pas de soi. Et le président stigmatise cette résistance au progrès des populations du Sud, marque sa surprise et son incompréhension à celle-ci, laissant aux sciences sociales le soin de démêler les mécanismes psychosociologiques d'un tel phénomène : « Plus tard, de jeunes chercheurs viendront se pencher sur le passé de ces régions, ils se demanderont comment, perchés sur ces montagnes, dans cette nature désolée, des hommes ont pu mener si longtemps une existence de fauves » (Remada, 01/11/1966). Pour l'heure, le temps est à l'action, par la voie de la persuasion certes, mais aussi par la contrainte. Vis-à-vis de cette « humanité à part (...) il faut s'armer de beaucoup de patience pour la comprendre et l'aider à rejoindre le peuple tunisien dans la marche vers le progrès (...) (ce qui suppose) un travail d'explication (...) et parfois (...) d'user de la contrainte » (Carthage, 07/11/1958). La réitération des constats présidentiels à plus de dix ans de distance marque bien la difficulté de la mutation et justifie en creux le registre autoritaire. L'errance ou la tanière, « ce n'est plus possible à notre époque » (Remada, 01/11/1966). En conséquence, « le nomadisme intégral qui se caractérise par le transport de toute la famille et du patrimoine sur un chameau ne sera plus toléré » (El Hamma, 24/11/1958). Les populations des grottes sont priées de descendre dans les plaines et les tribus de se regrouper en villages. Sinon elles n'auront pas droit à l'eau, à l'électricité, à l'école et elles se verront confisquer leurs terres (Sfax, 01/12/1958 ; Souassi, 19/05/1960). Et, dans une juste prospective, mais qui inscrit ces modes d'habiter troglodytes dans une dimension déjà patrimoniale – relevant d'un passé irrémédiable –, Bourguiba promet une reconversion touristique à ces lieux, ramenés au statut de « curiosités folkloriques » (Tataouine, 01/11/1966 ; voir aussi Beni Khadèche, 13/11/1966). D'ailleurs, « à l'époque du Protectorat, les Français conduisaient au village des touristes étrangers pour leur montrer le paysage qui remonte à l'âge de la pierre et se rapproche de l'habitat animal. Des chromos étaient pris pour le commerce » (Matmata, 25/11/58). À la menace de sanctions, le président n'hésite pas à joindre la violence symbolique du verbe bourguibien dans une relation directe à ceux vers qui elle est orientée. Cette violence symbolique va viser tout particulière-

ment la tribu, parce que ce mode d'organisation sociale et politique, posé comme archétypique du Sud, est identifié comme la principale cause de la relation incriminée des populations au territoire et au temps.

La fin des tribus

Poser « la première pierre pour édifier une nation totalement sédentaire » (El Hamma, 24/11/1958), créer « une nation homogène à partir de cette poussière d'éléments hétéroclites qui vivent à des niveaux et selon des modes si différents, allant du citadin au bédouin et jusqu'au nomade perpétuellement en quête de pâturage » (Gafsa, 25/10/1964), cela signifie la fin des tribus.

Pourtant, les premières tournées dans le Sud du président du jeune État indépendant marquent une considération pour les tribus, encore sujets politiques. En préambule des discours, une adresse est faite aux « valeureux hommes de la tribu des Beni Zid » (El Hamma, 24/11/1958), et le président se déplace pour « rencontrer » et « s'entretenir avec » les tribus (Le Regueb, 8/1/1958 ; Tunis, 16/6/1956). Mais ces mentions (dont on comprend les fonctions dans le contexte de la crise yousséfiste) disparaissent très vite du discours bourguibien, sinon par référence à un passé certes prestigieux mais révolu, pour faire place à une dénonciation radicale du tribalisme. Dès 1956, « il n'y a plus de Beni X ou de Beni Y, il n'y aura que des Tunisiens » (Sidi Bouzid, 12/11/1956). Sur le registre historique, le rôle des tribus est toujours connoté de manière très négative, synonyme de pillages, de dévastations, de déclin, facteurs actifs de la circularité de l'histoire, ramenant « aux temps révolus, à la situation des Arabes anté-islamiques et à celle où nous étions sous la colonisation » (Maknassy, 11/01/1956 ; voir aussi Jemmal, 18/06/1959, Le Kef, 04/01/1963), même si le jugement porté sur leur participation à la lutte pour l'indépendance est ambivalent (cf. *infra*).

Les populations du Sud doivent donc « se défaire de l'esprit tribal » (Medenine, 30/10/1966), « surmonter (leur) appartenance à la tribu pour ne considérer que (...) la Nation tunisienne » (Maknassy, 06/11/1968). De manière plus universaliste, « les Azaiez, les Radhouan, les Maamar ne sont-ils pas tous frères ? Je me demande quelle différence il y a à descendre des uns ou des autres, à appartenir à telle branche ou telle autre, puisque en définitive nous remontons à Adam et Ève » (Maknassy, 11/01/56). Pourtant le tribalisme, comme le nomadisme, persiste et tout particulièrement dans le Sud, où les structures sociales paraissent médiocrement poreuses à l'œuvre de transformation sociale qui accompagne l'édification d'un État-nation indépendant. Il constitue un terrible péril dans la période transitoire des conventions d'autonomie, parce que « l'étranger invoquait comme raison de sa présence la nécessité de main-

tenir l'ordre, (...) appelait les guerres tribales » (Tunis, 01/01/1956), et que « les colonialistes (...) attendaient l'occasion de rétablir leur domination, sous prétexte que nous n'étions pas capables de nous gouverner » (Tataouine, 01/11/1966 ; voir aussi Ben Gardane, 03/12/1958). Les fréquents rappels à l'ordre à l'occasion des tournées dans le Sud pendant les années 1950, 1960 et 1970 marquent ce tropisme aux « résurgences du tribalisme d'antan », allant se nicher jusque dans les mines de Metlaoui ou de Redeyef, les troupes de l'UGTT restant Ouled Benyahyia, Akerma, Ouled Abid, ayant « encore parfois des querelles » (El Menzah, 01/05/1969 ; sur le retour des rivalités tribales dans le Sud, voir aussi Meknassy, 11/01/1956). En 1974, il dénonce encore les « virus, (...) les fléaux du tribalisme et du régionalisme », puisant ses exemples à Medenine pour le tribalisme et au Sahel pour le régionalisme (Monastir, 15/09/1974). Étonnement – « de tels événements ont de quoi étonner de nos jours » *(ibid.)* – et doute sur sa propre action – « j'en suis arrivé à croire que l'action que j'ai menée depuis plus de quarante ans pour unir les Tunisiens n'a pas donné tous les résultats escomptés » (Monastir, 03/04/1972) –, laissent vite la place à la dénonciation et à la sanction.

La lutte contre le tribalisme se joue largement sur le registre symbolique des dénominations et des postures. La dénomination des lieux d'abord est débarrassée de ses connotations tribales : « plutôt que de tenir à la communauté des ancêtres, comme c'est le cas pour le Beni-Zid, les Beni-Hemmam, les Beni-Ghanem, les liens doivent se référer à la terre (...) aux anciennes dénominations de gouvernorat de Ouerghemma et de délégation des Hamammas par exemple, nous avons substitué celles de Médenine et de Side Bouzid » (El Hamma, 24/11/1958). L'imposition systématique de noms patronymiques relève du même esprit : « les personnes appartenant à ces tribus ne portent pas de nom de famille. Leur identité est faite de référence à leurs ascendants (...). Des délais seront accordés aux intéressés pour choisir des noms de famille sans se laisser arrêter par des considérations tribales ou de parenté » (*ibid.* ; voir aussi Jemmal, 18/6/1959, sur le lien avec les enjeux du recensement). Ces mesures accompagnées de la sédentarisation des populations signifient qu'« il n'y a plus de place pour la tribu (...) car tout se tient » (Souassi, 19/05/1960). Il n'y pas de place non plus dans la Tunisie moderne pour l'habitus tribal, considéré certes avec quelque nostalgie : « je revois ces fameux cavaliers Hammama réputés pour leur esprit chevaleresque (...) faisant corps avec leur monture et qui se pressaient autour de moi. J'entends encore le battement des "tabals", les envolées des "zokras" et le bruit sourd des sabots des pur-sang qui galopaient ». Mais aujourd'hui « il faut qu'il (le cavalier) se débarrasse de son complexe de supériorité et qu'il ne méprise plus les agriculteurs et tous ceux qui ne montent pas à cheval. L'équitation est un sport que je voudrais voir pratiquer par les Tunisiens (...) et le gouvernement vous aidera à élever vos enfants dans cette tradition » (Sidi Bouzid, 29/10/1964). Où l'on imagine les Jlass, les Beni-Zid, les Ouerghemmas, etc., se mettre à la pratique du jumping.

Le Sud de Bourguiba

La construction bourguibienne du Sud s'exprime en un aller retour répétitif entre le « nous » collectif national et un « eux », ceux du Sud, à la fois tunisiens et si différents. Et cette tension identitaire, dont on a vu la permanence postulée par Bourguiba, ne peut être nationale que par la transaction du « je » bourguibien. En posant la pluralité dans la nation, il fonde une architecture de la représentation politique s'organisant autour de Habib Bourguiba, chef de l'État tunisien. Cette opération constitutionnelle et fondatrice de la construction d'une nation plurielle, dont on trouve de nombreux exemples dans la riche histoire des constitutions françaises[4], repose ici sur une double dimension du « je » : une dimension institutionnelle d'abord, « le régime présidentiel fort (étant) le seul indiqué dans notre pays pour éviter l'éparpillement du peuple en partis et factions parlant au nom des tribus et des villes » (Monastir, 15/09/1974) ; une dimension personnelle ensuite, par le lien qui s'est établi entre Bourguiba et le Sud dans la marche vers l'indépendance nationale et perpétué dans la Tunisie nouvelle.

Ce lien particulier est affectif : « pour les populations du Sud, j'éprouve une affection particulière » (Tunis, 02/5/1966) ; « ces régions déshéritées (...) sont l'objet de toute notre sollicitude » (Tataouine, 1/11/1966). Les discours prononcés dans le Sud comportent de nombreuses notations sur la « souffrance », qui peut devenir « atroce », du président à la vue de la misère des populations (voir notamment, Tozeur, 03/11/1959 ; Tunis, 29/12/1966). Ce lien s'est forgé à travers l'histoire commune de Bourguiba et des populations du Sud, dans la lutte pour l'indépendance nationale. Ici intervient un récit minutieux d'une relation qui a permis aux tribus du Sud de sortir – mais pas toujours – du cycle insurrection-soumission, auquel elles se trouvent condamnées par un *ethos* politique spécifique, et de participer pleinement à la libération du pays, en tant que composantes de la nation tunisienne. Suit l'énoncé de deux paradoxes que l'action du « Combattant suprême » va permettre de dépasser.

Premier paradoxe : c'est au colonisateur que Bourguiba doit sa connaissance du Sud (Douz, 17/11/1967). En exilant les leaders nationalistes dans le Sud (Bourguiba à Kebili puis à Borj le Bœuf), le pouvoir colonial visait trois objectifs : détourner de Bourguiba les populations des territoires civils ; décourager les nationalistes, en les faisant séjourner dans les régions sous régime militaire, où les populations, autrefois fières et valeureuses, étaient dorénavant soumises, humiliées, instrumentalisées par le colonisateur, avec la figure emblématique du goumier ; « montrer aux populations (du Sud) vivant sous sa férule, que ces avocats, ces médecins qui prétendaient lui tenir tête, étaient réduits à l'impuissance »

4. P. Rosanvallon, *Le Peuple introuvable. Histoire de la représentation démocratique en France*, Paris, Gallimard-NRF, 1998.

(Ben Gardane, 03/12/1958 ; voir aussi Meknassy, 06/11/1968). Ces mesures s'inspiraient donc de la démarche coloniale, visant à ne pas rattacher les provinces du Sud au reste du pays en leur conférant un statut spécial, marqué par une sujétion renforcée (voir Médenine, 01/12/1958). « Mais le résultat était contraire à ce qu'on attendait » (Meknassy, déjà cité), donnant à Bourguiba l'opportunité de connaître les populations du Sud, de trouver des soutiens auprès des tribus par ce contact direct et préparer ainsi leur intégration dans la lutte de libération nationale, de « travailler à l'unité des deux parties du pays » (Medenine, 15/08/61), ce que le colonisateur voulait précisément éviter et ce que d'autres courants du mouvement national répugnaient à faire, tablant uniquement sur la classe des intellectuels (Gafsa, 28/10/1958) et la Tunisie urbaine. « Je porte personnellement le poids d'une responsabilité spéciale vis-à-vis de ces tribus. Des liens personnels me lient à elles. Le mouvement néo-destourien a, en effet, voulu, dès sa fondation en 1934, les intégrer dans le combat pour la liberté, car elles n'avaient été présentes ni dans l'activité du Vieux-Destour ni dans celle des nationalistes de Tunisie (...). Ah ! nos dirigeants eussent été tout aise de nous voir borner notre activité à la rédaction d'articles de journaux et à la tenue de réunions de salon entre Tunis, Sidi Bou Saïd, et La Marsa » (El Hamma, 24/11/1958).

Mais Bourguiba, constructeur de l'unité nationale, à travers la lutte de libération va se trouver confronté à un second paradoxe : au Sud, le soulèvement conduit toujours à l'échec, faisant tomber les populations dans de longues périodes de servitude. Ne manquant pas de rappeler la succession de ces échecs, notamment au moment de la conquête coloniale, puis pendant la période de domination coloniale, le président les met sur le compte de leur « inexpérience politique » (Ben Gardane, 03/12/1958), « de soulèvements provoqués par l'enthousiasme irréfléchi et l'impulsion » (El Hamma, 24/11/1958). « Dans leur simplicité, ils s'étaient une fois de plus jetés dans l'insurrection (...). À chaque fois leur tentative tournait à la débâcle, à l'extermination. Cela tenait avant tout aux trahisons, aux dénonciations, aux actes d'espionnage qui étaient commis dans leurs propres rangs (...). Un soulèvement éclatait dans le Sud, soudainement, sans que les habitants de Gabès même en eussent vent » (Ben Gardane, déjà cité). Le Sud est donc pressé, désordonné et insurrectionnel, poussé par « un penchant atavique à l'anarchie » (Meknassy, 06/11/1968). Certains évoqueraient de nos jours une « culture de l'émeute ». Ces populations « n'avaient compris qu'un seul côté des choses. Il arrive ainsi à ceux qui ne sont pas rompus aux méthodes de la lutte politique de sauter brusquement du désespoir mortel et de la résignation totale aux plus délirantes exaltations (...). Grisés par la précédente étape... ils étaient portés à accélérer le rythme et ne pensaient qu'à des chevauchées dans les montagnes pour achever de pourchasser l'armée française » (Ben Gardane, *ibid.*). Dans l'autobiographie nationale bourguibienne, le Sud est donc pleinement partie prenante au processus de conquête de l'indépendance – grâce à Bourguiba – et signifie ainsi sa jonction, son appartenance à la nation ;

mais il constitue simultanément une menace permanente pour ce processus, n'ayant pas compris (ne pouvant structurellement pas comprendre) « qu'il n'était point question pour nous d'une victoire militaire remportée sur l'armée française, mais d'une victoire remportée sur la conception colonialiste française » *(ibid.)*, que le plan de Bourguiba était « plutôt basé sur un peu de bravoure et beaucoup de politique et de diplomatie » (Le Regueb, 08/01/1956 ; voir aussi Tunis, 01/01/1956).

Pour Bourguiba, ce sont donc ces traits de culture marquant un « manque de maturité politique » qui expliquent que « la subversion youssefiste qui faisait vibrer les cordes sensibles, qui excitait nos compatriotes contre la France en tirant argument de sa présence encore dans le pays, a pu trouver une certaine audience et recruter des partisans » (Ben Gardane, *ibid.*). Ce thème d'une disqualification régionale du projet politique youssefiste (il suffit en quelque sorte de regarder d'où viennent les soutiens pour en dire la nature) est récurrent, renvoyant le Sud à ses mauvais penchants, « la subversion (ayant) transformé la résistance en banditisme » (Meknassy, 06/11/1968 ; dans le même sens, sur les « mauvais bergers » et les « aventuriers », voir Medenine, 30/10/1966, Tataouine, 01/11/1966). Et ce rappel en 1968 signifie que le risque de la subversion est toujours là, dans les têtes et dans les faits, ce risque que Bourguiba avait écarté à l'époque – « la Nation a été sauvée grâce à la tournée que j'ai faite en 1955 dans ces régions » (Ben Gardane, *ibid.*) – et dont il continue de préserver la nation par sa présence à la tête de l'État et sur le territoire national.

Car ce lien du président au Sud doit nécessairement s'entretenir, se ressourcer dans le registre charismatique, par sa présence au Sud. Cette présence est mise en scène dans une densité physique : celle du corps du président qui « sillonne » sans cesse le territoire national, dont le Sud, « allant par monts et par vaux » (voir, par exemple, Matmata, 25/11/1958, Carthage, 22/03/1969, Monastir, 03/08/1972) ; celle du regard du président, qui fait une lecture du territoire « vu d'en haut », avec, dans le discours, d'abondantes références préliminaires aux itinéraires aériens précédant l'arrivée, lui révélant l'état du pays des confins. « Cette révélation, je la dois à mes voyages en hélicoptère (...). C'est là un aspect du pays qui m'avait échappé tant que j'effectuais mes voyages en voiture. Ce moyen de locomotion ne me mettait en contact qu'avec des réalités citadines, villes et villages » (Sfax, 01/12/1968). Les territoires du Sud n'échappent plus aux regards du président, ni à ses jugements : telle région devient « verdoyante » ; dans telle autre, l'habitat reste dispersé et précaire, le nomadisme perdure. Ces jugements s'inscrivent toujours dans des temporalités, car le président a (ou est d'une certaine manière) la mémoire du Sud. Et ces temporalités prennent sens dans la relation entre le président et le Sud. Ainsi se réfère-t-il régulièrement dans telle localité au discours tenu dans le même lieu plusieurs années auparavant, faisant de la régularité des visites une méthode d'évaluation des trajectoires dans la voie du progrès (voir notamment Tozeur, 03/11/1959).

Cette « méthode » bourguibienne, c'est aussi celle qui permet d'instrumenter les thématiques de la persistance, de la résurgence du double pays (le Sud reste le Sud, et donc *in fine* reste dangereux pour l'unité nationale), dictant l'impérieuse nécessité de la permanence du leadership bourguibien.

Quel héritage ? Que reste-t-il aujourd'hui de ces stéréotypes bourguibiens sur le Sud, énonçant un décalage persistant entre l'unification politique et l'unification culturelle du pays. Dans un premier temps, il peut être avancé que si la nation dualisée conforte la légitimité du « père »[5], les représentations du Sud qu'elle induit ont interféré sur la compréhension des crises qui ont secoué la Tunisie dans les années 1980. La lecture locale, « sudiste » et simultanément « étrangère » qui a été faite des mouvements qui ont affecté le Sud en janvier 1980 (Gafsa), et en janvier 1984, rappelant les grilles de lecture du yousséfisme, a conduit à chaque fois le régime à sous-estimer la dimension nationale de la crise, ce qui l'a fragilisé.

Cependant, il est aisé de repérer la persistance de cette dualisation du pays, au-delà de Bourguiba et du bourguibisme. Ainsi, les politiques publiques continuent de s'articuler sur le thème du double pays, de l'autre Tunisie, celle des « zones d'ombre », terminologie inaugurée par le président Bourguiba et pleinement reprise à son compte par son successeur. Le Fonds de solidarité de nationale dit « 26-26 » est devenu l'un des instruments de l'expression de la sollicitude présidentielle pour cet autre pays, « pour les régions de l'arrière-pays » (discours du président Ben Ali, Gafsa, 12/12/2001).

Ces différences sont également en voie de folklorisation (Bourguiba l'avait un peu annoncé dans ses discours), dans le cadre de politiques de « patrimonialisation », à destination des touristes de l'extérieur et de l'intérieur. On se reportera, dans ce sens, au supplément du journal *La Presse* du 21 septembre 2001, consacré au Sud, à « la vie du désert », à « ces Tunisiens qui vivent autrement ». Mais il est vrai que comme le soulignait André Martel dans le cadre du colloque qui a été à l'origine de cette publication, « toutes les Toyota du monde ne feront pas disparaître le Sud » ... tout au moins un certain regard sur le Sud.

5. Sur la construction des figures du Père, cf. L. de Cock, « Entre paternalisme, populisme et prophétisme », p. 65-75, dans A. Temimi (dir.), *Habib Bourguiba et l'établissement de l'État national : approches scientifiques du bourguibisme*, Zaghouan, FTERSI, 2000 ; A. Krichen, *Le Syndrome Bourguiba*, Tunis, Cérès-Productions, 1992, 198 pages.

TROISIÈME PARTIE

OPPOSITIONS, CONTESTATIONS ET RÉPRESSIONS

20

Bourguiba et les étudiants : stratégie en mutation (1956-1971)

Mohamed DHIFALLAH*

De l'entre-deux-guerres au lendemain de la seconde guerre mondiale, l'histoire du mouvement étudiant tunisien se confond presque entièrement avec celle de l'Association des étudiants musulmans nord-africains en France (AEMNA), au sein de laquelle les militants tunisiens jouent un rôle de premier ordre eu égard à leur nombre et à leur dynamisme. Cette association constitue la pépinière de l'élite politique du mouvement national qui, par la suite, prendra en main les destinées du nouvel État. Toutefois, Bourguiba n'a jamais appartenu à cette organisation pour la simple raison qu'il a obtenu son diplôme en juin 1927, alors que l'AEMNA a vu le jour quelques mois plus tard (décembre). En effet, la génération qui a fondé, participé ou dirigé les activités de cette organisation pan-maghrébine diffère de celle de Bourguiba.

À ce propos, on peut s'interroger aujourd'hui sur la réalité de l'engagement politique du leader pendant son séjour universitaire en France. La question lui a d'ailleurs été posée lors du cycle de conférences qu'il a données à l'Institut de presse en automne 1973. Un interlocuteur lui a demandé s'il s'était affilié à l'un des partis de la gauche française lors de ses études universitaires à la Sorbonne. Il a répondu par la négative en ajoutant pourtant que l'une de ses principales occupations intellectuelles était alors d'étudier les mécanismes de la vie politique en France, d'où son assistance fréquente aux réunions du Parlement français[1]. Il est vrai que le milieu étudiant nord-africain de l'époque a été très influencé par le Parti communiste français (PCF) ; notamment deux proches de Bourguiba,

* Chercheur à la fondation Temimi (Zaghouan-Tunisie).

1. « Bourguiba évoque la 2e épreuve de force », *L'Action*, 24 novembre 1973, p. 5. Cette conférence a été reproduite dans Habib Bourguiba, *Ma vie, mes idées, mon combat,* Tunis, Publication du ministère de l'Information, 3e édition (version arabe), 1984, p. 132-133.

Bahri Guiga et Tahar Sfar, ont subi cette influence. Quoi qu'il en soit, dans le contexte où Bourguiba a fait ces déclarations, l'agitation à l'université de Tunis battait son plein ; par conséquent, même s'il avait adhéré à l'un ou l'autre des partis de la gauche française (PCF ou SFIO) ou à un quelconque groupe politique, le leader n'aurait probablement pas reconnu ce passé d'étudiant militant, et ce pour ne pas légitimer les luttes présentes des étudiants de la gauche tunisienne contre son propre régime.

Ce constat nous conduit directement à poser la problématique de cette contribution : est-ce que Bourguiba, le militant nationaliste, diffère de Bourguiba, le chef d'État, dans son attitude vis-à-vis des étudiants et du mouvement estudiantin ? Et réciproquement, le mouvement étudiant tunisien a-t-il évolué dans son positionnement à l'égard du *zaïm* entre 1956, année de l'indépendance du pays et 1971, année du congrès historique du syndicat étudiant à Korba ?

Le mouvement étudiant comme pépinière de cadres

Pendant la lutte de libération nationale, Bourguiba cherche à tirer profit du mouvement étudiant. Il ne cesse alors de manifester son intérêt pour les étudiants et surtout pour ceux expatriés en France. Il entretient même des relations personnelles avec certains d'entre eux, afin de déceler leurs capacités et de les orienter vers l'action politique. La plupart du temps, leurs réactions sont encourageantes. Lors de sa visite à Paris au début de 1937, l'AEMNA organise une cérémonie en son honneur, pendant laquelle l'Algérien Brahim Ben Abdallah, président de l'association, invite ses collègues à imiter Bourguiba « et à suivre l'heureuse voie qu'il leur a tracée pour servir leur pays et le faire sortir des ténèbres ». Dans son allocution, Bourguiba va dans le même sens en invitant l'étudiant nord-africain à « s'occuper de la cause de son pays, le milieu (...) lui facilite outre les études une culture politique » ; il prend comme exemple les étudiants d'autres nations qui participent à tous les mouvements sociaux et politiques, et ajoute : « ce devoir incombe aux étudiants des peuples opprimés plus qu'à ceux des peuples libres »[2]. C'est donc un appel à la politisation du milieu étudiant qui s'insère dans le cadre d'une stratégie visant à former les futurs cadres politiques du mouvement national. De ce point de vue, le mouvement étudiant devient une école de formation politique et de diffusion de la conscience nationale. Si l'on se limite aux années 1930, l'on peut dire que la stratégie adoptée par Bourguiba a, en grande partie, réussi. De retour au pays, les nouveaux diplômés des universités françaises intègrent majoritairement les instances

2. Secrétariat de l'AEMNAF, *En Nahda*, 5 mars 1937 (en arabe), p. 3.

dirigeantes du Néo-Destour. On peut citer, entre autres grandes figures : Salah Ben Youssef, Ali Belahouane, Slimane Ben Slimane, Hédi Nouira, Habib Thameur, Mongi Slim et tous ceux qui ont fait leur apprentissage militant au sein de l'AEMNA, suscitant la méfiance des Zitouniens[3]. Car si Bourguiba utilise largement les étudiants zitouniens dans les tactiques du mouvement national, il ne leur permet pas d'accéder au Bureau politique du Néo-Destour. Quoi qu'il en soit, dans les années 1930 et précisément en 1933, Bourguiba incite les étudiants zitouniens à l'agitation dans le but d'écarter le recteur de la Grande Mosquée, Tahar Ben Achour, en raison de sa position jugée « suspecte » dans l'affaire des naturalisations[4]. Au printemps 1950, le leader appuie les revendications du Comité de la *Voix de l'étudiant zitounien* en déclarant « que la nation est déterminée à soutenir ses enfants zitouniens dans une affaire dont le succès sera bénéfique pour la patrie »[5]. Ce soutien du leader s'insère dans le cadre de la tactique du Néo-Destour visant à harceler le gouvernement libéral présidé par Mustapha Kaak.

En somme, pendant la lutte de libération nationale, Bourguiba veille à rester en contact avec toutes les composantes du milieu étudiant (zitouniens et expatriés en France), afin de les impliquer dans l'action politique et y sélectionner les futurs cadres et responsables.

Comment les choses ont-elles évolué avec l'indépendance ?

Après 1956, outre l'intérêt que manifestent les structures du nouvel État pour l'enseignement en général et les étudiants en particulier, le *raïs* a le souci de maintenir un contact direct avec les étudiants. C'est dans cet état d'esprit qu'il rencontre régulièrement les responsables étudiants, à l'occasion notamment de la Conférence annuelle des étudiants destouriens ou à l'issue du congrès annuel de l'Union générale des étudiants de Tunisie (UGET). Ces rencontres instaurent une « tradition mise à l'honneur par ce régime dès le lendemain de l'indépendance », selon l'expression de Bourguiba[6]. Les premières rencontres, tenues durant l'été 1956, sont d'ailleurs particulièrement significatives de l'intérêt que porte Bourguiba au mouvement étudiant. En l'espace de quelques semaines, en juillet 1956, le *zaïm* préside trois manifestations estudiantines, dont les deux premières ont été organisées par l'UGET : la Semaine de l'étudiant, la Conférence internationale de la presse étudiante et le Séminaire de la Jeunesse destourienne, auquel participent les étudiants tunisiens en France.

---

3. A. Temimi, *Mémoires et écrits politiques du militant Youssef Rouissi* (en arabe), Zaghouan, Fondation Temimi, 1995, p. 91.

4. Cf. notre thèse, *Le Mouvement étudiant tunisien* (1927-1939), Zaghouan, Fondation Temimi, 1999, p. 291-292.

5. « S. E. le Président *(sic)* et le Comité de la Voix de l'Étudiant Zitounien », *Al-Horriya*, 19 juin 1950, ; cf. également notre mémoire de CAR intitulé *La Voix de l'étudiant zitounien (1950-1956)*, faculté des sciences humaines et sociales de Tunis, 1988, p. 35-36.

6. Discours du 19 août 1962.

La première rencontre, qui se tient le 8 juillet, coïncide avec la déclaration de l'unité des deux organisations étudiantes « rivales », la *Voix de l'étudiant* (élèves de la Zitouna) et l'UGET (composée majoritairement d'expatriés en France). Cet événement est considéré par Bourguiba comme « la plus grande victoire et le plus grand événement dans l'histoire du pays depuis l'indépendance »[7]. Rappelons qu'après l'indépendance il y a eu d'autres événements bien plus importants, comme les élections à l'Assemblée constituante et la formation du gouvernement Bourguiba. Cependant l'unité des étudiants est présentée comme un « événement majeur », Bourguiba l'interprétant comme « la victoire ultime de toute la nation » et le garant de l'avenir du pays et de sa bonne direction. Il faut y voir ici l'effet contextuel d'une victoire personnelle de Bourguiba, parce qu'il est parvenu à neutraliser la *Voix de l'étudiant* (la fusion étant synonyme de dilution de l'élément zitounien), laquelle a soutenu son adversaire Salah Ben Youssef. Dans cette perspective de sortie de guerre civile, l'unité du mouvement étudiant tend à être perçue comme le premier jalon de l'édification de l'unité nationale.

Lors de sa rencontre avec les étudiants destouriens, le 27 juillet 1956, Bourguiba rappelle à son auditoire la sollicitude qu'il porte aux « étudiants qui poursuivent leurs études en France, parce qu'ils sont l'espoir de la nation. Elle doit compter sur eux pour qu'ils soient le cerveau pensant capable de diriger les rouages de l'État »[8]. Ainsi, le leader mise beaucoup sur le mouvement étudiant et surtout sur les étudiants qui, comme lui, par le passé, accomplissent leurs études dans les universités françaises. C'est presque exclusivement parmi eux qu'il sélectionne ses futurs collaborateurs, dont la formation et l'expérience leur permettent de participer à l'édification du jeune État national.

Le 25 du même mois, Bourguiba préside la Conférence internationale de la presse étudiante, organisée par l'UGET et réunissant de nombreux représentants de syndicats étudiants étrangers. Dans son allocution d'ouverture, le leader évoque la question des relations des étudiants avec la politique. C'est là un enjeu capital, les étudiants étant les mieux placés pour suppléer à l'hémorragie des cadres néo-destouriens provoquée par la crise yousséfiste. L'évocation de cette question par Bourguiba n'est pas neutre : elle traduit une stratégie d'homme d'État pour rallier les jeunes générations à son projet moderniste et les écarter définitivement de la « tentation yousséfiste ». Au début de son allocution, il se remémore ainsi son passé d'étudiant : « Je me souviens, affirme-t-il, de la question majeure qui préoccupait les gens il y a trente années : faudrait-il que les

7. « À la séance d'ouverture des festivités de la semaine de l'étudiant : Bourguiba prône l'unité des étudiants de Tunisie », *As-Sabah*, 10 juillet 1956, p. 1. Notons que nous avons nous-même traduit de l'arabe cette citation, sa version française dans les volumes des discours de Bourguiba n'étant pas fidèle à la version originale. C'est le cas des autres citations dans ce texte.

8. Discours du 27 juillet 1956.

étudiants s'occupent seulement de leurs études ou bien pourraient-ils s'immiscer dans les affaires politiques ? »[9]. Sans évoquer sa position personnelle à l'époque, il répond que « la plupart des gens pensaient qu'il incombait aux étudiants de ne s'intéresser qu'à leurs études. Les choses en demeurèrent là jusqu'à ce que les étudiants commencent à avoir leur mot, leur vision et leur influence sur l'orientation des gouvernements et des régimes politiques ». En effet, dans l'euphorie de la victoire des alliés contre le nazisme, est née l'Union internationale des étudiants (UIE), laquelle n'hésite pas à prendre des positions fermes contre le colonialisme. Puis, dès la fin des années 1940, le mouvement étudiant international s'est vu de plus en plus impliqué dans la guerre froide ; l'apolitisme perd du terrain pour une politisation poussée à l'extrême des milieux étudiants du monde entier. Quant à Bourguiba, il paraît alors adhérer à cette orientation du mouvement étudiant, en affirmant notamment que « nous considérons, qu'il faut compter sur l'opinion des étudiants, il leur est permis (...) de prendre des positions quant à la politique mondiale ; nous ne cessons de nous rappeler, nous les Tunisiens, l'attitude des étudiants à l'égard de notre cause nationale pendant la lutte ». C'est incontestablement un hommage rendu au mouvement étudiant international mais surtout à l'UGET. Telle une récompense octroyée par le *zaïm*, Bourguiba reconnaît aux étudiants tunisiens le droit de s'impliquer dans les affaires publiques.

Mais comment les étudiants tunisiens et, plus particulièrement les plus politisés d'entre eux, reçoivent-ils ce message bourguibien ?

Depuis sa création en mars 1952, l'UGET s'est imposée comme la principale composante du mouvement étudiant tunisien. Cette organisation a vu le jour dans un contexte très difficile. À la suite de l'arrestation de Bourguiba et des chefs nationalistes, un mouvement de contestation a gagné les établissements secondaires dans le pays et les milieux étudiants tunisiens en France. Ce sont les élèves affiliés ou proches du Néo-Destour qui ont été les principaux animateurs du mouvement et les inspirateurs de l'UGET. Cet héritage contestataire imprégnera pour toujours l'orientation et les options de la centrale estudiantine. Après le premier et le deuxième congrès, tenus respectivement à Paris en 1953 et dans la clandestinité à Tunis en 1954, le troisième congrès se déroule, peu après la signature des accords d'autonomie interne de juin 1955, en présence des ministres du gouvernement « populaire » de Tahar Ben Ammar. La participation massive des congressistes néo-destouriens a permis au parti de Bourguiba de s'immiscer dans les travaux du congrès et d'imposer une nouvelle direction à l'UGET.

Ainsi, en juillet 1956, Bourguiba s'adresse à des étudiants qui lui sont majoritairement acquis. Cette politisation consentie du milieu étudiant

9. « Le rôle de la jeunesse cultivée dans un État démocratique comme le pense le Président Bourguiba à travers son discours devant la conférence de la presse mondiale », *As-Sabah*, 27 juillet 1956, p. 1.

constitue un choix personnel qui lui permet de côtoyer de près les responsables étudiants, sur lesquels il est susceptible de s'appuyer dans l'avenir. En effet, la plupart de ceux qui assumeront le secrétariat général de l'UGET de 1952 à 1962, seront désignés à des postes de responsabilité politique[10] et deviendront des proches collaborateurs du *zaïm* : Mansour Moalla (1954-1955), Abdelmajid Chaker (1955-1956), Tahar Belkhodja (1957-1959), Mongi Kooli (1959-1960) et Mohamed Sayah (1960-1962). Au total, dix-neuf anciens de l'UGET accéderont à des postes ministériels[11]. C'est dire que l'UGET représente jusqu'au début des années 1960 une passerelle pour la société politique.

La stratégie bourguibienne visant à utiliser le syndicat estudiantin comme pépinière de l'élite politique nationale rejoint, en partie, les intérêts de certains leaders étudiants qui cherchent à jouer un rôle sur la scène politique. Mais ce positionnement de l'élite étudiante ne se traduit pas systématiquement par une allégeance totale au *raïs*. Dans certains cas, le syndicat estudiantin fait même figure de contre-pouvoir. À ce tire, rappelons le soutien de Hafedh Tarmiz, secrétaire général de l'UGET, à Ahmed Ben Salah, secrétaire général de l'UGTT, lors de la crise syndicale de la fin de 1956 ; mais aussi l'adoption par le V^e^ congrès de l'UGET en 1957 d'une « charte estudiantine » proclamant l'apolitisme[12], ainsi que le vote en 1958 d'une motion désapprouvant la dissolution par le régime du syndicat des médecins[13].

Une telle évolution de la centrale étudiante révèle une volonté de la part de ses dirigeants de maintenir une certaine indépendance à l'égard du régime, sans pour autant remettre en cause leur « soutien global » au projet bourguibien.

La gauche estudiantine et la stratégie de lutte

Le début des années 1960 marque un tournant dans l'histoire du mouvement étudiant tunisien[14]. En février 1961, lors de la journée internationale des étudiants contre le colonialisme, dédiée à la mémoire du

10. À l'exception de Mustapha Abdesselem, premier président de l'UGET, parce qu'indépendant et Hafedh Tarmiz, secrétaire général en 1956-1957, pour sa prise de position pro-Ben Salah lors de la crise syndicale de 1956.

11. M. Charfi, *Les Ministres de Bourguiba (1956-1987),* Paris, L'Harmattan, 1989, p. 163.

12. *L'Action*, 2-9 septembre 1957.

13. UGET, *Congrès 1953-1977,* Tunis, CDN, 1981, vol. 2, p. 187.

14. Tahar Chagrouche pense que le nouveau mouvement étudiant tunisien est né en 1961. Cf. T. Chagrouche, *Le Mouvement étudiant tunisien (1961-1981), genèse d'une intelligentsia*, mémoire de DEA en histoire et civilisation, université Paris-VII, sous la direction de Claude Liauzu, juin 1983, p. 3.

leader congolais assassiné Patrice Lumumba, se produit le premier conflit entre étudiants néo-destouriens et étudiants de gauche. Ces derniers protestent contre la tentative du régime de récupérer l'événement. Pour la première fois depuis l'indépendance, les forces de l'ordre interviennent pour disperser les manifestants et protéger les étudiants pro-régime (tendance Sayah). Le IX[e] Congrès de l'UGET à Carthage, qui se tient l'été 1961, scelle l'hégémonie des étudiants néo-destouriens : contrairement à la règle appliquée jusqu'alors, qui instaurait une répartition relativement consensuelle des sièges, aucun étudiant de gauche n'est élu ni au bureau exécutif ni à la commission administrative du syndicat. L'abîme se creuse désormais entre une majorité étudiante pro-gouvernementale qui va dominer la direction de l'UGET et une minorité de gauche qui entend défendre sa propre vision de l'action syndicale et espère jouer un rôle significatif au sein de la centrale estudiantine. Durant deux années consécutives, cette minorité gagne les élections de la corpo de l'UGET à Paris, victoire qui incite le régime à la dissoudre en février 1963. Cette inféodation du syndicat au régime est consacrée l'été suivant, au Congrès du Kef, au cours duquel est adoptée une nouvelle charte estudiantine scellant la liaison organique entre l'UGET et le parti au pouvoir. C'est dans ce contexte que des étudiants de gauche décident de créer à Paris, en octobre 1963, le Groupe d'études et d'action socialiste (GEAST), dit *Perspectives*.

La lutte est désormais ouverte entre les deux « tendances ». Bourguiba s'engage lui-même dans la controverse en apportant son soutien inconditionnel aux étudiants néo-destouriens. À chacune de ses interventions, il énumère ainsi les réalisations de l'État au profit des étudiants (prêts, bourses, nouveaux équipements universitaires...), cherchant à les faire adhérer à la ligne du parti et à la politique gouvernementale. Le *zaïm* tente de mobiliser les étudiants autour de son projet de société, rappelant que l'« l'État réserve le meilleur accueil à tous les hommes compétents qui veulent bien se joindre aux cadres de la Nation pour assumer leur part de responsabilité dans l'édification de notre société moderne. Les responsabilités gouvernementales et administratives, de même que l'action du parti, exigent un grand nombre de cadres »[15]. Dans ses discours, Bourguiba mêle la persuasion à la séduction, évitant de recourir dans un premier temps à la menace de répression. Il espère ainsi retourner les étudiants de la gauche contestataire par la seule force de ses arguments : « Lorsque je m'adresse aux jeunes et surtout aux étudiants, je voudrais les voir tous autour de moi pour m'écouter, qu'ils soient destouriens ou non, car je suis en mesure d'inculquer aux étudiants et à tous mes compatriotes l'esprit de sacrifice, l'enthousiasme et le dévouement »[16]. Parfois, il s'en prend directement à « l'irréalisme » des étudiants des différentes ten-

15. Discours du 23 juillet 1965 à la clôture des journées d'études des étudiants destouriens.

16. *Ibid.*

dances politiques (trotskistes, perspectivistes et communistes...) mais en laissant toujours ouverte la porte du dialogue.

Mais le verbe du *zaïm* ne semble produire que peu d'effets sur les militants étudiants qui sont de plus en plus nombreux à rejoindre les rangs de la contestation de son régime.

Il faut dire qu'au milieu des années 1960, le milieu étudiant a beaucoup changé eu égard à l'augmentation du nombre d'inscrits à l'université de Tunis. Leurs conditions de vie ne sont plus adaptées à la croissance des effectifs et les nouveaux étudiants commencent à échapper à l'emprise destourienne. La situation se complique davantage pour le régime avec la décision des étudiants de gauche de ne plus s'expatrier en France, mais de s'inscrire massivement à l'université tunisienne dans l'intention de remplir le « vide politique » laissé par l'UGET, inféodée au pouvoir. Ce sont ces nouveaux « militants de l'intérieur » qui contribuent à donner un nouveau souffle au mouvement étudiant, remettant en cause, pour la première fois, la légitimité de l'UGET.

Bourguiba se rendant compte du danger incite les étudiants néo-destouriens à s'opposer plus activement aux étudiants de gauche : « Il n'y a aucun prétexte (...) pour dire que les études sont plus importantes que la lutte contre le groupe Perspectives ; et ce qu'on appelle les progressistes ; il faut avoir devant vous deux objectifs, le premier consiste en l'intérêt pour les études et l'obtention des diplômes, le second est l'intérêt pour les problèmes nationaux pour que vous soyez de bons citoyens »[17]. Le leader décide de confier la lutte contre l'hégémonie de la gauche universitaire aux étudiants destouriens, pensant que ces derniers seraient suffisamment armés idéologiquement pour reprendre les choses en main et réduire définitivement l'influence de leurs adversaires. Constatant l'échec de cette stratégie interne, Bourguiba se résout, moins d'une année plus tard, à prendre en main lui-même la lutte contre les courants de gauche. Le premier incident majeur intervient, en février 1966, après une conférence de l'expert français René Dumont, au cours de laquelle les étudiants de gauche se livrent à un violent réquisitoire contre la politique économique du régime. Ces critiques sont particulièrement mal reçues dans les hautes sphères du pouvoir et Bourguiba lui-même, quelques jours après la conférence de Dumont, s'élève contre la théorie de la lutte des classes[18] et déplore de « voir quelques jeunes qui ne manquent ni de compétence ni d'enthousiasme mais qui se plongent dans des théories basées sur la lutte des classes et l'hostilité à la bourgeoisie et à l'impérialisme »[19]. C'est ainsi qu'il s'engage personnellement dans la campagne politique et idéologique contre l'hégémonie de la gauche étudiante, continuant néanmoins à appeler au dialogue : « Nous ne désespérons de

17. Discours du 21 avril 1965.

18. R. Le Tourneau, « Chronique politique », *Annuaire de l'Afrique du Nord*, V, 1966, p. 238.

19. Discours du 8 avril 1966.

personne. Nous croyons en la perfectibilité de l'homme. Il nous incombe de guider les égarés et persuader les méfiants quelles que soient les raisons de leur méfiance »[20].

Mais après les événements de décembre 1966 et surtout après ceux de mars 1968, l'attitude du régime à l'égard de la gauche universitaire se durcit. C'est le début des grands procès étudiants, fait unique depuis la répression judiciaire du complot de 1962. La direction de l'UGET se désolidarise des meneurs et se range aux côtés du pouvoir. La Commission administrative après avoir déploré les incidents s'en prend aux éléments de gauche « dont le but était de semer la discorde parmi les étudiants » ; elle exprime par ailleurs sa « gratitude au président Bourguiba pour la sollicitude et l'intérêt qu'il porte à la jeunesse tunisienne en général et aux étudiants en particulier »[21]. En fait, les responsables de l'UGET adopte une ligne « suiviste » à l'égard du régime, choisissant d'ignorer totalement les recompositions politiques et idéologiques qui se trament au sein du champ universitaire. De leur côté, les étudiants de gauche revendiquent l'autonomie de la centrale estudiantine à la fois vis-à-vis du parti unique (PSD) et du gouvernement. Rejetant catégoriquement cette aspiration à l'autonomie étudiante, le *zaïm* confirme dans ses déclarations le rôle de l'UGET en tant qu'organisation nationale, étroitement liée au parti : « Je me suis laissé dire, en effet, que certains étudiants, une infime minorité, condamnent l'UGET parce qu'elle serait inféodée au Parti (...). Le Parti réunit tous les Tunisiens qui veulent servir leur pays et sont disposés à consentir des sacrifices »[22].

C'est dans le cadre de cette reconquête de la base étudiante que Bourguiba et l'ensemble des responsables du PSD multiplient leurs tournées dans les communautés estudiantines tunisiennes à l'intérieur du pays et à l'étranger[23].

Mais les manifestations les plus violentes ont lieu en mars 1968. Ces événements éclatent précisément le 10 mars à l'occasion du réexamen par le Tribunal militaire de l'affaire de l'étudiant Mohamed Ben Jennet qui a été arrêté suite aux manifestations de juin 1967 et condamné à vingt ans de travaux forcés. Les manifestations et les grèves, dont le mot d'ordre principal est la libération de Ben Jennet, provoquent une agitation généralisée à l'université de Tunis et dans quelques établissements de l'enseignement secondaire, jusqu'aux vacances de printemps. Les forces de l'ordre interviennent et font des centaines d'arrestations. La plupart des

20. *Ibid.*

21. Bureau exécutif de l'UGET, « Travaux de la Commission administrative, déclaration de la CA de l'UGET », *Bulletin d'information*, Tunis, 28-30 décembre 1966.

22. Discours du 29 décembre 1966.

23. Entre autres responsables, citons Ahmed Ben Salah qui a rencontré, le 26 janvier 1967, les étudiants tunisiens à Strasbourg, et Mohamed Sayah, directeur du PSD, qui a présidé, le 3 février, un débat sur « La démocratie et le parti unique » avec la participation des étudiants destouriens.

étudiants interpellés appartiennent à différents groupes de gauche : perspectivistes, communistes et baathistes. C'est le plus grand nombre d'inculpés politiques[24] qui comparaissent devant la justice depuis les procès des youssefistes dans les années 1950.

Ces événements de mars 1968, qui coïncident avec la commémoration du douzième anniversaire de l'indépendance, sont perçus par le régime comme un affront à l'État tout entier. La réaction de Bourguiba en est d'autant plus virulente. Dans le discours qu'il prononce à l'occasion de la Journée de la science, le *zaïm* lance une attaque violente contre les meneurs « subversifs » qui se seraient infiltrés dans la jeunesse estudiantine, en affirmant la nécessité de les mettre hors d'état de nuire, et ce pour défendre la patrie, assurer la sécurité et respecter le prestige de l'État[25]. C'est dans ce contexte répressif qu'est instituée la Cour de sûreté de l'État, créée spécialement pour juger les inculpés des événements de mars 1968[26]. Ainsi, dès le printemps, la stratégie bourguibienne à l'égard du milieu étudiant s'est radicalement transformée : la contrainte a été introduite et le recours à la répression et à la violence policière s'est institutionnalisé, orientation que Bourguiba assume personnellement : « Nous nous intéressons aux étudiants et à leur instruction mais s'ils devenaient communistes ou maoïstes, il faudrait les combattre »[27]. Outre les appareils répressifs traditionnels, cette tâche est confiée aux appareils idéologiques, notamment aux moyens d'information qui véhiculent une image péjorative des étudiants protestataires. Par ailleurs, le régime recourt à des méthodes plus « douces » en promettant une nouvelle réforme en profondeur du système éducatif : « Il incombe à l'Université de Tunis, déclare Bourguiba, (...) d'arrêter les méthodes théoriques, les démarches scientifiques et les moyens pratiques pour lier l'enseignement et la recherche aux données de la réalité nationale, aux exigences de la marche de la nation tunisienne et à l'évolution de son destin »[28]. Mais il semble que cette politique tracée et adoptée à la hâte n'a eu aucun effet immédiat sur les revendications du mouvement étudiant.

Après le congrès de l'UGET tenu à Mahdia durant l'été 1969, la gauche estudiantine semble conforter son hégémonie dans le champ universitaire, tandis que les étudiants néo-destouriens, majoritairement favorables à Ben Salah, sont bouleversés par l'abandon de la politique collectiviste. Ces mutations auront des retombées considérables sur le rapport de force au sein du mouvement étudiant. Sans tenir compte de la nouvelle donne politique, les étudiants néo-destouriens se rendent au XVIII[e] Congrès tenu à Korba en août 1971, avec comme objectif prin-

24. Au total 134 inculpés dont 81 étaient incarcérés. Leur procès s'est déroulé devant la Cour de sûreté de l'État en septembre 1968.

25. Discours du 19 juin 1968.

26. Décret n° 68-17 du 2 juillet.

27. Discours du 9 septembre 1970.

28. Discours du 29 juin 1968.

cipal de sauvegarder en l'état la centrale estudiantine, afin qu'elle poursuive son rôle en tant qu'organisation nationale œuvrant en collaboration avec le PSD[29]. Quant aux étudiants de gauche, désormais majoritaires, ils sont décidés à accéder à la nouvelle direction. Sans entrer dans les détails, notons que les travaux du XVIII[e] Congrès laissent entrevoir de nombreuses irrégularités procédurales. Encore une fois, les étudiants néo-destouriens parviennent à se maintenir à la tête de l'UGET. Le nouveau Bureau exécutif adresse un télégramme au Combattant suprême lui exprimant « l'attachement de la masse estudiantine à votre personne en tant que leader de la révolution de notre peuple contre les forces du colonialisme et de l'exploitation » et déclare également que l'UGET « bannit de son sein tout extrémisme et toute démagogie »[30].

Les étudiants de gauche réagissent en dénonçant les nombreuses irrégularités et manipulations qui ont entaché le déroulement du XVIII[e] Congrès. Ils décident donc de mener campagne pour isoler la nouvelle direction de l'UGET inféodée au régime. Cette stratégie d'isolement des étudiants pro-régime semble porter ses fruits, puisque ces derniers sont contraints de cesser toute activité publique au sein du champ universitaire, au risque d'encourir des représailles de la part des étudiants partisans de l'autonomie.

L'année 1971 marque donc une nouvelle étape dans l'histoire du mouvement étudiant tunisien. L'« après-Korba » se caractérise par l'effacement total de l'organisation syndicale, suscitant par là même une rupture entre le mouvement étudiant et le régime de Bourguiba. Dès lors, le champ universitaire devient un refuge pour tous les courants politiques illégaux, alors que le parti au pouvoir y est quasiment absent : l'étudiant néo-destourien est assimilé à un agent du ministère de l'Intérieur. Par ailleurs, à la différence des responsables de l'UGET des années 1950, « happés » par l'appareil du parti et de l'État, les leaders étudiants néo-destouriens des années 1960, bien que davantage allégeants au PSD, ne connaîtront pas la même mobilité ascendante. À l'inverse, certains gauchistes qui se sont opposés avec force au pouvoir personnel de Bourguiba seront récupérés par la suite par l'appareil d'État. Les plus emblématiques de ces « reconversions politiques » étant celles de deux anciens leaders perspectivistes, Mohamed Charfi et Ahmed Smaoui, qui deviendront ministres sous Ben Ali.

En définitive, on peut se demander si la gauche estudiantine n'est pas l'enfant illégitime de Bourguiba. Elle partage avec lui son esprit révolutionnaire, son rationalisme et sa vision laïque. Sur le plan sémantique, la convergence est frappante. Le premier groupuscule de gauche, le Groupe d'études et d'action socialiste (GEAST), qui est né au sein du mouvement

29. « M. Hédi Nouira préside l'ouverture de la conférence nationale des étudiants destouriens », *Assabah*, 10 août 1971, p. 5.

30. Cf. les quotidiens de la place *La Presse, L'Action, Assabah et Al-Amal* à la date du 22 août 1971.

étudiant, n'a pas utilisé dans son sigle le qualificatif de « communiste » mais celui de « socialiste », à l'instar du Néo-Destour qui après avoir adopté le « socialisme destourien », est devenu, en octobre 1964, le Parti socialiste destourien (PSD). Signalons aussi dans sa dénomination le mot « Action » qui est le titre du premier journal lancé par Bourguiba. Le GEAST a par ailleurs édité sa revue sous le titre de *Perspectives* qui rappelle le document adopté par l'État tunisien et publié en juillet 1961, *Perspectives décennales de développement.*

Mais en dépit de cette « convergence sémantique » qui, avec du recul, traduit une adhésion de la gauche étudiante au projet sociétal bourguibien, la logique de rupture a fini par l'emporter. Le mouvement étudiant a définitivement échappé à l'influence du *zaïm* et du PSD, favorisant indirectement l'émergence d'une nouvelle hégémonie universitaire, celle des islamistes.

21

Bourguiba et la vie associative pendant la période coloniale et après l'indépendance

Habib BELAÏD*

Les biographies de Bourguiba[1], axées essentiellement sur son activité politique, négligent la vie associative ou la considèrent comme mineure, alors même qu'elle peut constituer un révélateur des réseaux d'amitié du personnage, de ses alliances politiques et même de la formation de ses idées politiques.

Revoir cet aspect de la biographie de Bourguiba peut permettre d'aborder la question des relations entre, d'une part, le champ politique et, d'autre part, les associations et les usages politiques de celles-ci. Mais l'entreprise ne va pas sans difficultés. Les liens de Bourguiba avec les associations ne sont pas directs. Ils s'avèrent discrets, flous, non écrits ou en marge des activités politiques proprement dites, d'autant plus que les statuts des associations interdisaient à celles-ci toute discussion politique et religieuse. De ce fait, les sources sont peu parlantes à ce sujet et ne procèdent que par allusion. Tribun et homme d'action surtout, Bourguiba a laissé peu de traces écrites. Toutefois, les articles de presse publiés entre janvier 1929 et 1933[2], que nous avons utilisés pour les besoins de cette

* Institut supérieur d'histoire du mouvement national, université de la Manouba, Tunisie.

1. Parmi les biographies de Bourguiba, nous citerons notamment S. Bessis et S. Belhassen, *Bourguiba. À la conquête d'un destin, 1901-1957*, t. 1, Paris, Jeune Afrique-Livres, 1988, 187 pages ; *Un si long règne, 1957-1987*, t. 2, Paris, Jeune Afrique-Livres (coll. : « Destins »), 1989, 262 pages. Le même éditeur a publié un album de photos retraçant la vie privée et publique de H. Bourguiba : *Habib Bourguiba*, Paris, Jeune Afrique-Livres, (coll. « Les contemporains »), 1982.

D'autres éléments biographiques constituent la biographie « officielle » de Bourguiba dans H. Bourguiba, *Ma vie, mon œuvre*, présentation et documents choisis par M. Sayah, *1929-1933*, t. 1, Paris, Plon, 1985, 401 pages ; *1934-1938* ; t. 2, Paris, Plon, 1986, 567

recherche, éclairent sur sa pensée et renseignent sur les milieux fréquentés (cercles, associations, etc.).

Nous nous proposons de retracer ici les usages politiques des associations (à l'exclusion des syndicats) par Bourguiba au cours des différentes étapes de son itinéraire : d'abord, en tant que militant et leader politique, qui trouve dans les associations un cadre d'intervention pour établir une solidarité sociale et culturelle, prélude à tout engagement politique ; puis, en tant qu'homme d'État autoritaire, dirigeant un parti habité, dès sa formation, par une logique d'hégémonie.

Les associations comme tribune

Au cours des années 1920, la politique pénètre de plus en plus la sphère publique et une sociabilité nouvelle naît dans les principales villes de Tunisie. Durant cette période, la presse tunisienne d'opinion, qui avait fait son apparition au début du XX^e^ siècle, se politise. Pour exposer ses idées et débattre avec ses interlocuteurs politiques, Bourguiba va utiliser non seulement l'arme de la presse, mais également le cadre associatif. Homme politique chez qui « le politique passe avant tout »[3], il se servira des associations, existantes – ou à créer –, comme tribune.

Lors de ses études à Paris, Bourguiba fréquentait surtout les mouvements politiques de gauche. De retour à Tunis, à la fin des années 1920, il

---

pages ; *1938-1943*, t. 3, Paris, Plon, 1986, 751 pages. Quelques traits de la personnalité de Bourguiba, psychologiques notamment, ont été « revisités » par L. Carl Brown, « Bourguiba and bourguibism revisited : reflexion and interpretation », *Middle East Journal*, 1, hiver 2001, p. 43-57.

La méthode biographique, qui permet de « restituer dans toute sa complexité, les liens entre l'individu et la société, est donc apparue comme un lieu d'observation particulièrement efficace », écrit Guy Chaussinand-Nogaret. L'histoire biographique a cessé « d'être culte du héros, commémoration stérile ou imagerie respectueuse ». Cf. G. Chaussinand-Nogaret, « Histoire biographique », dans H. Burguière, *Dictionnaire des sciences historiques*, Paris, PUF, 1986, p. 86-87.

2. H. Bourguiba, *Articles de presse, 1929-1933*, Tunis, Dar el Amal, 3^e^ édition, 1982, 508 pages ; M. Sayah (textes...) dans H. Bourguiba, *Ma vie...*, t. 1, *op. cit.*, p. 185-401. Nous ne disposons pas encore d'un recensement complet de tous les écrits de Bourguiba. Nous savons qu'il a écrit des articles en 1955-1956 dont certains reprennent une polémique ancienne où il « règle ses comptes » avec ses vieux adversaires politiques (*L'Action* des 22 et 29 octobre 1956 reprend la polémique H. Bourguiba-Mohamed Noômane de 1929 sur le voile de la femme). Bourguiba a également rédigé des mémoires à l'attention de la France (1936), un mémoire sur la Palestine adressé aux Anglo-Saxons (1945), un mémoire sur la situation des pays du Maghreb (1947), etc. Le reste des écrits est constitué de textes de discours.

3. Évoquant probablement la question sociale soulevée par Tahar Haddad à propos de la femme, Bourguiba confie à un proche : « Toutes les questions, qu'elles soient économiques ou sociales, découlent du politique, tout est pour l'heure secondaire », S. Bessis et S. Belhassen, *Bourguiba*, t. 1, *op. cit.*, p. 50.

entrera en relation avec des associations françaises comme l'Essor, dirigée par le socialiste Alexandre Fichet. Dans les colonnes du journal *L'Étendard tunisien*, il engagera une polémique avec notamment les socialistes Joaquim Durel et Mohamed Noômane sur la question du voile de la femme tunisienne[4]. En fait, les termes du débat étaient plus larges dans la mesure où Bourguiba évaluait l'expérience « d'occidentalisation à outrance » de Kemal Atatürk (sans le nommer) qui n'aurait pas tenu compte de la « capacité d'assimilation » du peuple.

Cherchant dans son combat politique à opposer la Métropole à la colonie, Bourguiba est à Vichy en mai 1931 pour défendre la cause de la Tunisie devant l'opinion politique française, au congrès de la Ligue française des droits de l'homme et du citoyen[5]. Il noue des liens durables avec la Ligue et notamment avec Félicien Challaye, professeur de philosophie au lycée Condorcet à Paris. Ce dernier l'a soutenu lors de sa détention dans le Sud tunisien en 1934-1936 et a entretenu avec lui une correspondance relativement suivie entre septembre 1934 et septembre 1935[6]. En mars 1934, date coïncidant avec la naissance du Néo-Destour, F. Challaye a déjà effectué une tournée en Tunisie et donné des conférences. Le congrès de Vichy de la Ligue des droits de l'homme, sur lequel Bourguiba est revenu à trois reprises dans les colonnes de la presse, lui a permis par ailleurs de constituer un réseau politique en France[7].

Profitant de toutes les occasions qui s'offrent à lui pour évoquer la question tunisienne, Bourguiba prend la parole le 26 juin 1936 lors du meeting organisé à la Mutualité à Paris par l'Étoile nord-africaine et l'Association de défense des peuples colonisés[8].

---

4. *L'Étendard Tunisien*, 23 février 1929, cité dans H. Bourguiba, *Ma vie, 1929-1933*, *op. cit.*, p. 194.

5. « Nous avons été les premiers à mettre le problème de la famine à l'ordre du jour de l'opinion publique tunisienne. Nous avons même porté cette grave question devant l'opinion publique française, soit au cours de notre intervention au dernier congrès de la Ligue des Droits de l'Homme qui réunissait les délégués de plus de 2 500 sections réparties à travers la France, soit les parlementaires [...], soit les publicistes [...] », dans *La Voix du Tunisien*, 13 juin 1931.

6. On compte au moins treize lettres échangées entre Bourguiba et son épouse et M. et Mme Challaye, publiées dans H. Bourguiba, *Ma vie, 1934-1938*, *op. cit.* En outre, F. Challaye préfacera l'opuscule Habib Bourguiba, *Le Destour et la France. Notes et documents depuis la chute de la dictature Peyrouton (avril 1936-avril 1937).* Préface de Félicien Challaye, Épinay-sur-Seine, Imprimerie commerciale, n. d. (1937).

7. Évoquant son action à Paris, Bourguiba écrit dans *La Voix du Tunisien* du 25 juin 1931, que ce congrès lui a permis « de prendre contact avec un nombre considérable d'hommes éminents qui ignorent tout de la Tunisie et qui nous ont promis le concours de leurs plumes et de leurs paroles pour faire aboutir nos légitimes revendications ». Bourguiba a été empêché par le vice-président de la Ligue, le député de l'Aisne Guernut, de présenter directement son intervention, qui fut lue par le représentant de la Fédération de la Seine. Cf. « Lettre ouverte à M. Guernut », *L'Action tunisienne* quotidien créé par H. Bourguiba et son équipe), 5 mai 1933.

8. M. Kraïem, *Mouvement national et Front populaire. La Tunisie des années trente*, Tunis, ISHMN, t. 2, 1996, p. 122.

La liberté d'association (souvent liée à la liberté de réunion) n'a jamais été une revendication spécifique chez Bourguiba. Mais elle était évoquée dans les motions générales adoptées par les congrès ou les conseils nationaux de son parti, qui réclamait en 1936 « l'octroi aux Tunisiens des libertés publiques (liberté de réunion et d'association, liberté de presse et d'opinion) »[9]. Cette revendication figurait déjà au programme du Destour de Abdelaziz Thaalbi.

Les associations comme moyen de mobilisation ou la recherche du lien social

Bourguiba s'inscrit dans le cadre du projet nationaliste de construction de l'identité nationale, dont les grands traits ont été définis et développés par le Destour depuis 1920. Il partira de cet acquis politique et s'en démarquera par son esprit et sa méthode.

Il soutiendra les associations tunisiennes (théâtrales, musicales, sportives, de bienfaisance, etc.) en tant qu'agents permettant le développement du lien social et comme moyen de défense de l'identité tunisienne. Il se dressera contre le système colonial qui crée une inégalité entre les associations tunisiennes et les associations françaises. Il analysera également les problèmes internes rencontrés par ces associations.

Dès son jeune âge, Bourguiba a témoigné d'un intérêt particulier pour le théâtre. Le trait était dû en partie au rôle de son frère aîné, qui avait animé une association théâtrale. Mais Bourguiba avait également une vocation d'« acteur ». Sans sacrifier au mythe de « l'acteur-né », force est de constater le rapport (précoce) de Bourguiba avec le public/foule, où l'image de soi est amplifiée.

La crise du théâtre tunisien, représenté par des troupes telles que l'Avenir théâtral, dirigé par Béchir Methenni en 1933, ou le Théâtre arabe, était certes liée à la crise générale qui frappait la population tunisienne. Mais elle tenait également à la concurrence des troupes étrangères en tournée en Tunisie, « qui n'avaient d'autre but que de faire de belles recettes et de s'en aller »[10]. L'absence d'acteurs professionnels et la désaffection du public tunisien comptaient aussi, d'après Bourguiba, parmi les facteurs explicatifs de l'échec du théâtre tunisien. Toutefois, en mars 1933, il constatait un certain réveil du théâtre tunisien[11], au même titre que d'autres activités culturelles ou professionnelles[12].

9. Conseil national du Néo-Destour du 10 juin 1936, *ibid.*, p. 118.

10. *L'Action tunisienne*, 1er novembre 1932.

11. « Le réveil de *l'Avenir théâtral* », *L'Action tunisienne*, 28 mars 1933.

12. Le décret beylical de 1932 autorise la constitution de syndicats professionnels, jusque-là tolérés.

Les sociétés de bienfaisance tunisiennes ne constituaient pas seulement des agents de solidarité sociale, mais également des enjeux politiques. Pour les autorités coloniales, ce réseau d'entraide entre Tunisiens ouvrait la voie de l'autonomie de la société tunisienne et atténuait l'influence de la « puissance protectrice » sur ses « protégés », alors même que la France fêtait le Cinquantenaire du Protectorat en Tunisie. Bourguiba a opposé à ce cinquantenaire, en guise de contre-propagande, un discours sur la misère des Tunisiens après tant d'années d'occupation.

L'appel à la solidarité sociale par l'encouragement de la Société musulmane de bienfaisance, qui recevait des dons en nature (huile d'olive fournie par les huileries à la Société au profit des indigents), était un axe de réflexion de Bourguiba en ce début des années 1930. Faute de moyens pécuniaires, considérait-il, les autres sociétés de bienfaisance devaient suivre l'exemple de celle de Tunis[13]. Malgré les services rendus « au nombre sans cesse croissant des miséreux », la Société musulmane de bienfaisance n'avait pu obtenir un local à la mesure de ses activités et ne bénéficiait que d'une subvention limitée. La critique des autorités se situait ici sur les plans social et administratif. Exploitant une polémique avec Abderrahmane El Béji, responsable de l'Association agricole indigène, Bourguiba a défendu les agriculteurs tunisiens touchés par la crise.

Le soutien apporté à la Ligue des musulmans français (créée en 1924), qui a revendiqué, à la fin de 1936, la réintégration dans la nationalité tunisienne, constitue l'un des aspects de la politique de mobilisation populaire poursuivie par Bourguiba dès 1933. En revanche, il a exclu de son discours les anciens combattants dont le mouvement émergeait pourtant durant l'entre-deux-guerres.

À travers ses articles de presse, on peut suivre également les cercles fréquentés par Bourguiba. En novembre 1932, il assiste à la commémoration du souvenir du poète et écrivain égyptien Ahmed Chawki, mort cette même année, organisée par l'association de la *Khaldounia*[14] ; il livre ses appréciations sur les différentes manifestations de cette journée, montrant une bonne connaissance du milieu littéraire tunisien.

Élève au collège Sadiki, Bourguiba avait des rapports privilégiés avec l'Association des anciens élèves de ce collège. Nous savons que celle-ci lui a attribué une bourse d'études à Paris pour l'année 1924-1925. Plus tard, il assistera à ses différentes manifestations. En 1937, il utilise la tribune de l'Association des anciens élèves du collège Sadiki (AAECS) pour critiquer, en présence du directeur général de l'instruction publique Gau, la politique française de l'enseignement en Tunisie. Pour produire

13. Cf. H. Bourguiba, « À la Bienfaisance Musulmane. Une initiative à encourager, un exemple à suivre », *L'Action tunisienne*, 9 décembre 1932 ; « Pour un nouveau local à la Bienfaisance Musulmane », *L'Action tunisienne*, 11 janvier 1933.

14. H. Bourguiba, « À la Khaldounia à la mémoire de Chawki », *L'Action tunisienne*, 28 novembre 1932.

plus d'effet, il se présente en tant « qu'ancien de Sadiki »[15]. Son intervention visait également à appuyer la réorganisation de la Jeunesse scolaire en tant que filiale de l'Association des anciens élèves du collège Sadiki, « antenne » plus politisée de celle-ci, et bénéficiant d'une marge de manœuvre plus grande. Dès 1931, l'AAECS était devenue un enjeu entre les deux principales tendances du nationalisme tunisien. Parmi ses adhérents, on y trouvait notamment, d'un côté, les frères Bourguiba (Mahmoud, M'hamed et Habib), Tahar Sfar, Tahar Lakhdar et Bahri Guiga, pour le Néo-Destour, et de l'autre, Ahmed Ben Miled, Ezzeddine Chérif et Taïeb Djémaïel, membres du Vieux-Destour[16]. Bourguiba a-t-il agi indirectement au sein de l'AAECS pour l'orienter politiquement, en chargeant, en 1933, son ami Tahar Sfar de créer la Jeunesse scolaire comme filiale de cette association ? Dès 1934, Mohamed Ali El Annabi, ingénieur polytechnicien, président, jusqu'en 1954, de l'Association des anciens élèves du collège Sadiki, a résisté à la politisation « excessive » de l'association et à la tentative de noyautage de l'association par le Néo-Destour[17].

Avec l'Association des étudiants musulmans nord-africains en France (AEMNA), Bourguiba appelle, après sa mission politique à Paris en 1937, les étudiants à la politisation du mouvement exigée par la situation coloniale de leur pays, et ce parallèlement à l'acquisition du savoir[18]. Au début de 1950, au siège de l'AEMNA à Paris, il condamnera la « doctrine communiste » et conseillera aux étudiants de « consacrer le plus clair de leur temps à travailler et non à faire de la politique stérile »[19].

Les liens du Néo-Destour avec les étudiants zitouniens remontent à l'année 1934, lorsque, quelques mois seulement après sa constitution, se crée à son instigation, un Comité de défense des étudiants de l'intérieur (ou

15. « J'ai donc pris la parole en tant qu'ancien de Sadiki pour discuter certains chiffres avancés par le Directeur de l'Instruction et lui montrer, chiffres en mains, qu'avec de la bonne volonté on peut très bien étendre l'instruction dans les campagnes, résorber progressivement la masse des enfants qui ne trouvent pas de place dans les écoles officielles, sans créer une dualité dans les programmes d'enseignement », *L'Action tunisienne,* 21 janvier 1937.

16. N. Sraïeb, *Le Collège Sadiki de Tunis, 1875-1956. Enseignement et nationalisme*, Tunis, Alif, 1994, p. 238.

17. Selon M. A. El Annabi, « Le Néo-Destour, fidèle à sa tactique de noyauter toutes les associations littéraires, sportives, et théâtrales du pays, a jeté son dévolu sur l'association des anciens Élèves du Collège Sadiki que j'ai su préserver jusqu'à présent d'une façon stricte de toute immixtion de personnalités politiques... ». Note adressée au directeur de l'administration centrale en juillet 1937, citée dans N. Sraïeb, *Le Collège Sadiki de Tunis, op. cit.*, p. 238.

18. Réception organisée le 3 mars 1937 par l'AEMNA en l'honneur de Bourguiba après son retour de France, M. Dhifallah, *Al Haraka at-tâlibiyya at-tûnisiyya (1927-1939),* [Le mouvement étudiant tunisien (1927-1939)], Zaghouan, Fondation Témimi pour la recherche scientifique et l'information (FTERSI), 1999, p. 269.

19. Résidence générale, Notice sur Habib Bourguiba, en date du 22 janvier 1951, Archives du Quai d'Orsay, série, *Tunisie, Correspondance politique, 1950-1955*, carton n° 300, folio 31.

Afâqi). En septembre 1937, le parti est intervenu pour mettre un terme à une grève qui avait trop duré et récolter les fruits de cette action à la suite de sa politisation. Bourguiba savait que le corps des étudiants (et élèves) de cette institution d'enseignement était loin d'être homogène. Cela permettait à son parti de pénétrer dans l'enceinte de la Zitouna grâce notamment à « l'aile bilingue » devenue importante depuis les années 1930.

Plus tard, en 1950, Bourguiba appellera les étudiants zitouniens, forts d'une dizaine de milliers, à « patienter » pour faciliter la tâche du gouvernement de négociations franco-tunisiennes de Mohamed Chenik, où siégeait le secrétaire général du Néo-Destour, Salah Ben Youssef. Les rapports de Bourguiba avec les Zitouniens étaient en dents de scie[20]. La non-satisfactionn de leurs revendications explique en partie l'impatience des étudiants de la Zitouna et leur rupture avec Bourguiba. En fait, ce dernier avait une sensibilité, voire une culture différente de celle du monde zitounien, tournée essentiellement vers le monde arabe, avec lequel Bourguiba a eu, au Caire, une expérience plutôt « négative » entre 1945 et 1949. Le Néo-Destour créera des associations rivales de la centrale des étudiants zitouniens, *Sawt at-Tâlib*, comme la *Koutla* en 1951. Cette opposition s'aggravera à l'occasion des négociations franco-tunisiennes d'autonomie interne en 1954-1955, lorsqu'un grand nombre d'étudiants zitouniens adopteront une attitude hostile à Bourguiba. Avec les étudiants des universités françaises et l'Union générale des étudiants tunisiens (UGET) en particulier, Bourguiba adoptera un ton paternel. Il leur rappellera après la signature des accords d'autonomie interne « les grands espoirs que la Patrie met en eux et les grandes responsabilités qui les attendent, qu'ils n'assumeront avec succès que dans l'unité, la discipline et l'oubli de soi »[21]. Cette attitude préférentielle confirmait ses choix pour un enseignement moderne, qu'il appliquera deux ans après l'indépendance, en marginalisant progressivement l'université de la Zitouna, foyer de la contestation culturelle et politique.

Bourguiba et les groupements de jeunesse : des organes d'encadrement

Les jeunes apparaissent entre les deux guerres comme un phénomène social et politique émergent. Les groupements politiques et culturels tentent de les engager dans leurs rangs. D'autant plus que la nouvelle

20. M. Dhifallah, « At-Talaba al-zaytûniyyîn wa l-haraka al-wataniyya (1952-1954) » [Les étudiants zitouniens et le mouvement national, 1952-1954], *IBLA*, 176, 1995, p. 313-327. Voir aussi M. Ayachi, « Le Néo-Destour et les étudiants zeytouniens : de l'alliance à l'affrontement », dans *La Tunisie de l'après-guerre (1945-1950)*, Actes de colloque, Tunis, ISHMN, 1991, p. 241.

21. Télégramme de Bourguiba à l'Union générale des étudiants tunisiens à l'occasion de leur 3e congrès, *Le Petit Matin*, 27 juillet 1955.

législation promulguée sous le Front populaire et notamment le décret beylical du 16 août 1936 sur les associations, modifiant celui du 15 septembre 1888, ouvre la voie à la constitution de nouvelles associations, souvent à l'instigation des partis nationalistes. Chaque parti politique avait des associations dans sa mouvance ou qui lui étaient proches. Celles émanant du Néo-Destour et au service de ce parti seront les plus actives. À cet égard, le Néo-Destour affichera une attitude franchement hégémonique. La fonction des associations était, selon Tahar Sfar, de « grouper le peuple entier sous les auspices du Néo-Destour ». Le 17 septembre 1936, Salah Ben Youssef, secrétaire général adjoint du parti, chargé de la propagande, écrivait : « Il faut que toutes les associations soient progressivement intégrées dans notre parti et que celui-ci devienne peu à peu le parti de toute la nation et l'émanation de ses désirs et de ses volontés »[22].

L'intérêt témoigné par Bourguiba à l'égard des associations sportives et de jeunesse remonte au début des années 1930, qui correspondent à l'essor de ces mouvements et à leur insertion dans le mouvement national.

En 1933, le sport est perçu par Bourguiba sous plusieurs aspects : corporel, éducationnel et identitaire. Young Siki, boxeur juif tunisien, se préparant pour le championnat d'Afrique du Nord poids mouche sous les « couleurs tunisiennes », est soutenu par Bourguiba dans son journal *l'Action tunisienne*. Convaincu de « l'importance sociale du sport, de sa valeur éducative sur les masses », Bourguiba encourage ce mouvement « qui en se propageant, en se généralisant, contribuera à fortifier les corps et à tremper les âmes » ; en somme, il le considère à la base « du renouvellement des peuples »[23].

Les renseignements sur l'intérêt accordé par Bourguiba aux clubs sportifs sont peu éloquents. Néanmoins, nous possédons quelques indices. Ainsi, un document photographique de 1937 montre Bourguiba avec le comité directeur et les supporters de l'Espérance sportive de Tunis, l'un des clubs populaires du football tunisien. Bourguiba assistait également aux matchs de football où jouaient des clubs tunisiens. Ses liens de parenté avec le docteur Chadly Zouiten, originaire comme lui de Monastir, président de l'Espérance sportive depuis 1932 et devenu en 1939 le premier président tunisien de la Ligue tunisienne de football, ont sûrement contribué à sa sensibilisation au domaine des sports et à leur effet mobilisateur des masses.

L'année 1936 a vu la constitution, entre autres, de groupements de jeunesse liés au Néo-Destour et permettant le rajeunissement de ses cadres : à l'université de la Zitouna, deux associations de jeunesse sont créées entre décembre 1936 et janvier 1937, à l'instigation du Néo-Destour : la *Râbita Ezzaytûniyya* et la *Chabîba Ezzaytûniyya* (Alliance et Ligue zitouniennes). Le parti dispose, en outre, d'autres groupements : la

22. M. Kraïem, *Mouvement national et Front populaire*, *op. cit.*, p. 226.
23. « La rentrée de Young Siki », *L'Action tunisienne*, 25 mars 1933.

Jeunesse destourienne, sorte de jeunesse politique, à l'instar des Jeunesses socialistes et des Jeunesses communistes, et un groupement scout, l'Étoile scoute, dirigée par un ex-sergent tirailleur Hassouna Zaouali, et dissoute à la suite des événements d'avril 1938. Ce groupement accompagnait Bourguiba dans ses tournées politiques dans le pays, notamment au Sahel et au Cap Bon[24]. Ses membres formaient en quelque sorte, des « gardes d'honneur », en encadrant les réunions politiques du Néo-Destour.

Les associations, notamment celles de jeunesse comme les mouvements scouts, constituaient pour Bourguiba un moyen de mobilisation politique. Mais elles lui permettaient également de soigner son « image de marque » de chef. C'est probablement à partir de 1936, après sa détention dans le Sud tunisien (1934-1936) que naît la légende du « leader » Bourguiba : « À chacun de ses déplacements, Bourguiba était précédé par un groupe de scouts plus ou moins nombreux, suivant l'importance de la localité où il se rendait. Ces scouts formaient à sa descente d'automobile une sorte de garde d'honneur qui l'accompagnait jusqu'au lieu de la réunion ». Ces scouts avaient aussi d'autres tâches telles que le maintien de l'ordre, la vente des cartes. Le transport et la nourriture des scouts qui accompagnaient le leader étaient à la charge du parti Néo-Destour[25].

Ces groupements – du moins les plus politisés – qui apparaissent *a priori* comme des éléments périphériques au parti, sont en fait essentiels pour le contact des dirigeants avec la base, et constituent le plus souvent des organes de diffusion de ses mots d'ordre, mais aussi de l'image du chef. Le cortège politique, né au cours des années 1920, s'est largement développé avec le Néo-Destour en associant de plus en plus les groupements de jeunesse. Au cours des années 1940, les cortèges deviennent moins spontanés ; obéissant à de nouveaux rituels, ils sont plus codés.

Symbole de l'idéal collectif, Bourguiba bénéficie d'un prestige que les années d'exil en Égypte (1945-1949) n'ont pas entamé[26]. En 1945, sa légende de « combattant suprême », terme apparu probablement après son emprisonnement à la suite des événements d'avril 1938, est largement partagée par les milieux nationalistes tunisiens. Ses déplacements dans

24. Hassouna Zaouali, instructeur de l'Étoile scoute, accompagnait Bourguiba dans ses tournées presque au même titre que Mongi Slim et Hédi Nouira. Le même scénario se reproduisait pratiquement sur les différents lieux de déplacement de Bourguiba, comme à Beni Khalled (Cap Bon) : Bourguiba est « attendu à l'entrée du village par les membres de section locale et une dizaine de scouts qui, en cortège, l'ont accompagné au lieu de la réunion ». Cf. « Le directeur de la Sûreté publique au Délégué à la Résidence générale, le 8 mars 1938 », *Fonds de la Résidence, carton n° 1717, folio 57.* Voir aussi H. Belaïd, « Les mouvements scouts en Tunisie dans les années trente », dans *Les Mouvements politiques et sociaux dans la Tunisie des années trente*, Actes de séminaire (1985), Tunis, MEERS, CNUDST, 1987.

25. M. Kraïem, *Mouvement national et Front populaire*, *op. cit.*, p. 219.

26. Le groupe néo-destourien du Caire était en proie à des dissensions dues aux difficultés financières et au caractère autoritaire de Bourguiba, alors secrétaire général du Comité de libération du Maghreb arabe.

les différentes localités sont de véritables « fêtes renouvelées » rassemblant une foule nombreuse dans un espace ouvert, et donnent lieu à un cortège qui révèle le caractère « semi-officiel » du déplacement de Bourguiba. Le cortège reproduit, à sa façon, le cortège présidentiel français[27]. C'est la « mise en valeur » du chef, incarnation d'un pouvoir non encore institutionnalisé.

Dès 1956, bénéficiant du plein pouvoir, Bourguiba agira sur le plan institutionnel et au niveau des dirigeants associatifs, pour la mise en place d'associations plus conformes à ses vues.

État national et fin du pluralisme du mouvement associatif

La décolonisation apparaît avant tout comme une libération collective plutôt qu'individuelle. Avec l'indépendance de la Tunisie, on assiste à la naissance du gouvernement « de l'unanimité » qui se traduit par l'unité du pouvoir et diffuse « une conception des libertés tendant à soumettre les individus à une stricte discipline communautaire »[28]. L'expression politique de l'unanimité nationale s'opère par le canal du parti unique, mais aussi par l'exercice du pouvoir personnel du leader.

Sur le plan juridique, le décret de 1936 est demeuré en vigueur jusqu'au 7 novembre 1959, date de la promulgation de la nouvelle loi sur les associations. Les dispositions de cette dernière en matière de libertés publiques sont plus restrictives que celles de la Constitution tunisienne, adoptée en 1958. L'adoption de cette loi n'a pas donné lieu à un débat public, contrairement à ce qui avait été le cas du régime constitutionnel en 1955. Au demeurant, les conditions de son élaboration ne sont pas connues[29]. Les débats sur les associations étaient-ils limités à des commissions de législation et à quelques cercles privés ? En tout cas, parler de libertés publiques ou d'associations aurait été à cette époque mal venu, d'autant que le pays venait de recouvrer son indépendance politique et préparait des élections présidentielles et législatives que le

27. En septembre 1949 à Sfax, le cortège comprend une soixantaine de voitures encadrées par des cyclistes, des bouquets de fleurs sont offerts à Bourguiba, etc. Cf. H. Belaïd, « Espace urbain et mouvements sociaux en Tunisie à la fin des années 1940 (1948-1949) », dans *La Tunisie de l'après-guerre (1945-1950),* Actes de colloque (1989), Tunis, Publication de l'ISHMN, 1991, p. 67.

28. Dans ce cadre, « seule la communauté sera le siège de véritables droits, les citoyens ne jouissent que de facultés conçues en fonction de l'intérêt collectif ». Cf. M. Camau *La Notion de démocratie dans la pensée des dirigeants maghrébins*, Paris, CNRS, 1971, p. 184.

29. Dans le journal *Le Petit Matin*, la loi du 7 novembre 1959 est passée sous silence. La préparation des élections présidentielles et législatives occupait les esprits. Cette loi ne fut, en effet, publiée par ce journal qu'un mois et demi plus tard et sans aucun commentaire.

Néo-Destour comptait organiser sous sa bannière avec le « label » *Union nationale*. Cette loi a servi, par ailleurs, à mettre fin aux activités des associations étrangères, françaises notamment, et à marginaliser les groupements communistes, tolérés jusqu'à 1963, date de l'interdiction du Parti communiste tunisien.

L'union nationale a eu pour conséquence l'unification des mouvements associatifs et professionnels et leur rattachement au Néo-Destour. En juin 1956, sous l'impulsion du secrétariat d'État à la Jeunesse et aux Sports[30], les associations scoutes ont été rassemblées au sein d'une organisation unique, l'Association du scoutisme tunisien, qui annonçait la fin du pluralisme de ces mouvements.

Le contrôle des structures sportives est devenu effectif dès le début des années 1960. Sur le plan juridique et institutionnel, le décret du 9 février 1960 définissant le statut des associations sportives et complétant en cela la loi du 7 novembre 1959 sur les associations, plaçait les associations sportives sous le contrôle de la Direction de la jeunesse et des sports. Il en contrôlait l'évolution et le cours ultérieur « en les dotant d'une mission et d'un projet à caractère social et d'envergure nationale »[31], en attendant la mise sous tutelle, à partir de 1968, des présidences des clubs de football de la capitale.

Dès 1955, des réunions préparatoires ont eu lieu à Tunis pour la constitution d'une nouvelle association féminine, l'Union nationale des femmes tunisiennes (UNFT), qui devait remplacer progressivement à partir de 1958, les autres groupements de femmes : l'Union des femmes musulmanes de Tunisie, créée en 1936 et dirigée par Bechira Ben Mrad, ainsi que l'Union des femmes de Tunisie (UFT) et l'Union des jeunes filles de Tunisie, créées en 1944, affiliées au Parti communiste tunisien et dirigées par Nabiha Ben Miled (1952-1963)[32]. Après l'indépendance, l'UFT n'a pu obtenir le visa prévu par la nouvelle loi sur les associations de 1959[33]. En mars 1955, une association féminine de sensibilité zitounienne, *Nadi el Fatat* (Club de la jeune fille) a eu une activité éphémère de quelques mois. Elle revendiquait des libertés civiques pour la femme tunisienne[34]. Désormais, avec l'UNFT, l'organisation féminine unique sera cantonnée dans un rôle de secours et de bienfaisance. Au niveau organique, l'UNFT deviendra une courroie de transmission du parti. Au

30. A. Van Leewen, « Les mouvements de Jeunesse tunisiens », *IBLA*, 74, 2e trim, 1956.

31. F. Moroy, « Football et politique à Tunis », *Correspondances,* bulletin scientifique de l'IRMC, 48, décembre 1997, p. 14.

32. S. Bakalti, « Mouvements et organisations féminines de lutte de libération nationale en Tunisie », p. 188-194, dans *Processus et enjeux de la décolonisation en Tunisie (1952-1964)*, Actes de colloque (1998), Tunis, ISHMN, 1999.

33. Cf. le témoignage de Nabiha Ben Miled, dans *Mémoire de femmes. Tunisiennes dans la vie publique, 1920-1960*, CREDIF-ISHMN, Tunis, éd. Média Com, 1993, p. 38.

34. Ce club a publié un bulletin hebdomadaire, *Al Ilhem*, de mars 1955 à janvier 1956, NS (3 numéros).

lendemain du congrès constitutif de l'UNFT (7-9 avril 1958), Bourguiba chargera le directeur du parti, Abdelmajid Chaker, de remplacer la présidente élue de l'Union par Radhia Haddad[35].

Le contrôle des professions libérales

La naissance du parti unique a mis fin à toutes les oppositions politiques et a consacré la mise sous tutelle des associations professionnelles (médecins, avocats, ingénieurs), en même temps que celle du syndicat des agriculteurs (UGAT), connu pour ses sympathies pour Salah Ben Youssef, et du syndicat ouvrier, l'UGTT, objet d'une scission provoquée par Bourguiba pour éliminer un adversaire ambitieux, Ahmed Ben Salah.

Créé en 1934, le Syndicat des médecins tunisiens s'est reconstitué pendant la deuxième guerre mondiale avec une quinzaine de médecins tunisiens. Ces derniers se sentaient peu concernés par le Conseil de l'Ordre des médecins de Tunisie, institué sous Vichy par le décret beylical du 12 juin 1941 et dominé par les médecins français et juifs. Des remous apparus pendant l'après-guerre au sein du syndicat des médecins de Tunisie signalaient le début de la politisation du corps médical[36]. À la fin des années 1940, avec le soutien du ministre tunisien de la Santé, Hamadi Ben Salem, les médecins tunisiens constituèrent l'Amicale des médecins tunisiens qui, dirigée par le docteur Mahmoud Materi, est demeurée en activité jusqu'à la fin de l'année 1956.

À partir de cette date, l'arrivée de médecins ayant terminé leurs études à l'étranger a renforcé le corps des médecins[37], qui ont reconstitué leur syndicat, sous la présidence du docteur Ahmed Ben Miled. Ce syndicat, qui succédait à l'Amicale, a tenté de conserver son autonomie face au Néo-Destour. Il comptait parmi ses membres des médecins « progressistes »[38], dont certains praticiens juifs.

---

35. D'après le témoignage de Asma Belkhodja-Rebaï : « Notre déception était grande, non pas de la personne de Radhia Haddad, mais de la manière dont l'affaire a été traitée. Mais à ce moment, déception et désaccord ne mènent pas automatiquement vers l'opposition. Et qui, à cette époque, oserait-il s'opposer à Bourguiba ? » Traduit de *Mémoire de femmes, op. cit.*, p. 37.

36. Cf. K. Bendana et H. Belaïd, « Infrastructure et politique sanitaires dans la Tunisie des XIX^e^ et XX^e^ siècles », *Watha'iq* (Tunis, ISHMN), 20-21, 1994-1995, p. 136-145.

37. En 1956, on compte 548 médecins contre 523 en 1952. Entre 1940 et 1956, le nombre de médecins s'est accru de 141 unités, d'après M. Camau, H. Zaïem et H. Bahri, *État de santé : besoin médical et enjeux politiques en Tunisie*, Paris, CNRS, 1990, p. 173.

38. Cette qualification touchait notamment les médecins qui ont signé « l'appel de Stockholm », tels que Charles Zérah, Ahmed Ben Miled et Cohen. Témoignage du docteur Saïd Mestiri, le 16 novembre 2000 (La Marsa).

En juin 1956, Bourguiba a menacé les médecins de les réquisitionner pour les besoins de sa nouvelle politique qui prévoyait une unification du dispositif sanitaire et une uniformisation de la protection sociale : « La sommation, significative d'une perception unilatérale de la relation État-profession, précédait de quelques mois la mise au pas effective »[39].

Le secrétaire général du Syndicat des médecins tunisiens, le docteur Hachemi Ayari, fut appuyé dans cette épreuve de force par la majorité des médecins tunisiens. Afin de vider le groupement de sa substance, H. Bourguiba appela les médecins « nationalistes » à quitter le Syndicat, qualifié de « communiste » : 35 % des médecins environ quittèrent effectivement le syndicat[40], qui fut dissous par Bourguiba en 1958. La défense du corps des médecins était désormais confiée au Conseil de l'Ordre des médecins, dont les statuts avaient été modifiés[41] et qui serait présidé par le docteur Brahim El Gharbi.

En 1958, les pouvoirs publics tentèrent de mettre en place un service national de santé qui marginaliserait la médecine de cabinet. Ils ont ainsi « déclenché une dynamique qui, échappant à leur contrôle, a déterminé les modalités d'émergence de la profession, alors même qu'ils réduisaient au maximum la marge d'autonomie du corps médical »[42]. La loi d'août 1970 sur l'organisation des carrières médicales atteste, du moins sur le plan juridique, d'une profession, naissance confirmée par la création la même année, de l'Association générale des médecins de Tunisie (AGMT), animée par « une nouvelle génération de médecins soucieuse de promouvoir l'action collective »[43]. En février 1977, s'est constitué le Syndicat national des médecins de la santé publique, affilié à l'UGTT, qui mettait fin à la perspective unitaire de l'AGMT. Cette différenciation des intérêts catégoriels a été confirmée par la création, à l'initiative essentiellement d'assistants, du Syndicat des médecins hospitalo-universitaires. Par ailleurs, le Conseil de l'Ordre des médecins a été supplanté par le Syndicat tunisien des médecins de libre pratique[44].

L'unification de la justice tunisienne devait créer un corps d'avocats unifié. Formé d'avocats « modernes » et *d'oukils* « traditionnels », le corps des avocats restera hétérogène dans sa composition, jusqu'au milieu des années 1960[45]. « Faible numériquement et écrasé par le régime

39. M. Camau *et al.*, *État de santé, op. cit.*, p. 180.

40. Témoignage du docteur Saïd Mestiri, déjà cité.

41. La loi du 15 mars 1958 relative à l'exercice et à l'organisation des professions de médecin, de chirurgien-dentiste et de vétérinaire prévoyait la présence au sein du Conseil de l'Ordre avec voix consultative, d'un représentant du Secrétariat d'État à la santé publique. Cité dans M. Camau *et al.*, *État de santé, op. cit.*, p. 214.

42. *Ibid.*, p. 181.

43. *Ibid.*, p. 184.

44. *Ibid.*, p. 190.

45. Bourguiba connaissait bien le monde des avocats, puisqu'il avait exercé pendant trois ans le métier d'avocat avant d'entamer sa carrière politique. Par ailleurs, son frère aîné Ahmed était au début des années 1950, président de l'Association des oukils.

bourguibien, (il) sera totalement neutralisé, incapable de se doter d'une identité professionnelle »[46]. Prenant prétexte de l'affaire du bâtonnier Chadly Khalladi, Bourguiba, tout à la fois, réglera ses comptes avec un vieil adversaire politique et placera l'Ordre des avocats sous le contrôle d'une Commission[47]. Le procès politique d'étudiants devant la Cour de sûreté de l'État devait provoquer l'engagement de quelques jeunes avocats « marginalisés » pour la défense des droits politiques. Ils constituèrent en 1968 l'Association tunisienne des jeunes avocats, avec pour principaux animateurs maîtres Abderrahmane El Héla[48] et Bouderbala. Certains membres de cette association se proposèrent de défendre les étudiants du mouvement d'extrême gauche Perspectives.

Affiliés d'abord à l'Association des ingénieurs et techniciens tunisiens, créée en 1937, les ingénieurs tunisiens ne se constituèrent en corps professionnel que tardivement. En 1972, les ingénieurs se séparèrent des techniciens et fondèrent l'Union nationale des ingénieurs tunisiens (UNIT). Groupement régi par la loi de 1959 sur les associations, l'UNIT a voulu créer une structure prenant en charge la profession et la défense de ses intérêts auprès des autorités. Celles-ci se sont montrées réticentes quant à la constitution d'une organisation « ayant un caractère syndical trop marqué »[49]. L'Ordre des ingénieurs n'a pu voir le jour que dix ans plus tard, en 1982.

Les organisations professionnelles ont tardé à se constituer en corps professionnels autonomes et n'ont pu, dans le cadre d'un régime autoritaire, s'affirmer comme « groupes de pression ».

Suivre l'itinéraire de Bourguiba sous l'angle des associations s'avère une tâche peu aisée. Bourguiba a surtout agi en tant que militant politique jouant, selon les époques, d'une « instrumentalisation » des associations. Celles-ci ont été utilisées tour à tour comme tribune pour conquérir une place politique et comme moyen de mobilisation ou d'encadrement. Durant la phase « journalistique » du début des années 1930, Bourguiba, recherchait, consciemment ou non, à travers les associations, à établir une solidarité sociale qui entraînerait nécessairement une solidarité politique. Les associations théâtrales et sportives avaient pour but de renforcer le lien social chez les Tunisiens contre l'occupation française et de fonder une « tunisianité » qui n'excluait pas les Juifs.

---

46. É. Hélin, *La Profession d'avocat en Tunisie, 1883-1987*, DEA de science politique comparative, Aix-en-Provence, IEP, 1994, p 55.

47. C. Khalladi est élu bâtonnier en 1958 et reconduit dans cette fonction en 1960 pour deux ans. Il a été accusé, en 1961, d'avoir tenu, « à la suite d'un jugement concernant le Casino municipal de Tunis (...) des propos injurieux pour la justice ». Son arrestation n'a pas provoqué la solidarité de ses collègues. *Ibid.*, p. 55.

48. Celui-ci a été l'un des fondateurs de la Ligue tunisienne des droits de l'homme en 1977.

49. Cf. É. Gobe, « Ingénieurs et société au Maghreb », *Correspondances*, bulletin scientifique de l'IRMC, 61, mai-juin-juillet 2000, p. 8.

La fin des années 1930 et les années 1940 confirment l'hégémonie du Néo-Destour. Bourguiba est alors le chef d'un parti non institutionnalisé qui domine l'espace politique tunisien. Mais il se place au-dessus du parti, contrairement à Salah Ben Youssef, « homme d'appareil », qui a, par ailleurs, contribué à la création d'organisations nationales au lendemain de la deuxième guerre mondiale.

L'indépendance politique est d'abord une libération collective et laisse peu de place à l'individu. La logique « unanimiste » d'un parti hégémonique allait accentuer la domination de l'État sur les groupes et les individus. On a assisté à une redéfinition des rôles et des statuts selon cette logique : l'association conçue sur la base de l'adhésion volontaire n'était plus de mise, du moins en tant qu'espace de liberté. L'indépendance et l'avènement de l'État national conduiront Bourguiba à mettre progressivement sous son contrôle l'ensemble du mouvement associatif. Par différents modes de mise sous tutelle, Bourguiba devenu chef de l'État provoque irrémédiablement la fin du pluralisme des mouvements associatifs : entre 1956 et 1958, il unifiera les groupements existants ou en créera d'autres plus favorables à ses vues, parallèlement à la mise au pas des oppositions politiques. Empêché de promouvoir le rôle de « citoyennes », le mouvement des femmes est relégué dans ses fonctions premières de secours et de bienfaisance. Les missions des organisations de jeunesse sont désormais définies par des commissions officielles. Les professions libérales encore de faible constitution ou de composition hétérogène sont purgées de leurs éléments contestataires et ne pourront se constituer en groupements autonomes face au nouveau pouvoir. Mis en place dès les premières années d'indépendance, ce système va se consolider, laissant très peu de marge de manœuvre au développement du mouvement associatif en Tunisie.

22

Pluralisme politique et presse d'opposition sous Bourguiba

Larbi CHOUIKHA*

L'attitude de Bourguiba à l'égard du pluralisme politique et de la presse partisane est davantage marquée par son sens du pragmatisme que par une adhésion à des principes généraux et immuables. Celle-ci est largement conditionnée par la conception qu'il se fait d'un État fort, s'appuyant sur un parti unique omnipotent aspirant à régenter la société et les individus. Mais les événements que connaît le pays pendant la décennie 1970-1980 commencent à montrer les limites et les faiblesses de cet édifice étatique, tel qu'il est conçu et réalisé à partir de l'indépendance. C'est donc sous le poids des faits qui marquent ces années, que Bourguiba s'efforce à repenser la relation entre l'État et la société en daignant s'ouvrir progressivement au pluralisme politique. Mais il l'accomplit selon son appréciation personnelle des enjeux du moment et des rapports de force qui les régissent.

À l'indépendance, la fragilité structurelle du nouvel État va transformer le projet originel de modernisation en une vaste opération d'étatisation de tous les aspects de la vie politique, sociale, économique et culturelle. Pour le *zaïm* (leader), l'unité nationale constitue la base de l'action gouvernementale et repose à la fois sur l'unité politique avec un parti unique, le Néo-Destour qui devient, à partir de 1964, le Parti socialiste destourien (PSD), et sur l'unité syndicale autour de la puissante centrale, l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT).

Dans ce contexte, l'existence d'un espace public autonome de l'État, doté de ses propres règles et acteurs, est proprement inconcevable pour Bourguiba. « Dans la mesure où il n'était pas séparé de la société, l'État ne pouvait la représenter. Ne faisant qu'un avec son appareil et sa bureau-

* Chercheur, universitaire.

cratie, il était extérieur aux gouvernés. Extériorité et imbrication ont trouvé leur expression dans le complexe État-Parti »[1].

En conséquence, dans l'esprit du *zaïm*, aucun leader autre que lui ni aucune organisation excepté son parti, dont il est le fondateur, ne peut aspirer à gouverner ou même, à partager le pouvoir avec lui. Et toute contestation ouverte de son régime et de son *leadership*, par exemple, la résistance yousséfiste dans les premières années de l'indépendance ou la crise syndicale des années 1977-1978, ne peut se régler que par la violence.

Dans cet ordre d'idées, la présence de partis d'opposition et, par voie de conséquence, l'existence et la diffusion d'une presse partisane et critique risqueraient à la longue de provoquer le démembrement de ce jeune État.

Telle est donc la raison principale qui motive l'interdiction de l'unique parti d'opposition existant encore en 1963, le Parti communiste tunisien (PCT) et de ses publications, au moment de la découverte du « complot yousséfiste », alors que les dirigeants communistes ont condamné les auteurs du complot en critiquant « le recours criminel à l'assassinat politique »[2].

L'acceptation du pluralisme politique au Congrès du PSD, le 10 avril 1981, est prononcée par Bourguiba, du bout des lèvres[3]. Sa décision intervient à la suite d'une succession de crises politiques et sociales qui ont secoué le pays et qui ont menacé d'ébranler les structures de l'État. En fait, trois événements conduisent Bourguiba à accepter le pluralisme politique mais dans les limites qu'il entend lui-même imposer.

Mentionnons tout d'abord les événements de janvier 1978 où, pour la première fois depuis l'indépendance, une fracture s'est opérée dans le pays après la journée sanglante du jeudi 26. L'armée a reçu l'ordre de tirer sur les manifestants et quelques centaines d'entre eux sont tombés sous les balles. Bien que la centrale syndicale ait été démantelée et ses dirigeants arrêtés, ces événements ont mis en évidence les limites de cet État bourguibien et de son système politique basé sur la violence et la répression contre toutes les formes de contestation. Le ressentiment popu-

1. M. Camau, « Totalisme étatiste et atrophie de l'État », p. 11-12, dans « L'État tunisien : de la tutelle au désengagement. Portée et limites d'une trajectoire », *Maghreb-Machrek*, 103, janvier-février-mars, 1984, p. 8-38.

2. *Le Monde*, 2 janvier 1963.

3. Ce passage du discours présidentiel a fait l'objet d'âpres discussions parmi les proches de Bourguiba, avant son acceptation définitive par celui-ci. Cf. la polémique entre Tahar Belkhodja et Béji Caïd Essebsi, dans l'hebdomadaire *Réalités*, 814 du 2-5 août 2001 et 818 du 30 août-5 septembre 2001. Par ailleurs, les applaudissements nourris des congressistes saluant la décision de Bourguiba de s'ouvrir au pluralisme politique l'ont visiblement irrité. Dans la composition du Comité central issu de ce congrès ainsi que celle du Bureau politique choisie par Bourguiba, les partisans de l'ouverture ne sont pas plus nombreux que ceux des tenants du monopole du parti. Cf. I. Ben Dhiaf, « L'amorce du "processus démocratique". La reconnaissance de principe du pluralisme et les difficultés de sa mise en œuvre », dans « Chronique Tunisie », *Annuaire de l'Afrique du Nord*, XX, 1981, p. 595-627.

laire engendré par ces événements sanglants a contribué à créer un climat propice à des actions violentes contre l'État. Deux ans après ce « jeudi noir », la ville minière de Gafsa est prise d'assaut par un groupe armé d'une soixantaine de Tunisiens venant de Libye et traversant la frontière algérienne. Et pendant une journée, cette ville est totalement coupée du reste du pays et des militaires et civils sont tués (48 morts officiellement). Bourguiba demande l'assistance logistique militaire étrangère (essentiellement, sous la forme de moyens de transport aérien) – de la France, des États-Unis et du Maroc –, pour venir à bout des assaillants.

Cette attaque menée par d'anciens putschistes youssefistes des années 1960, auxquels se sont joints plusieurs jeunes désœuvrés du Sud tunisien émigrés en Libye, a constitué une menace sérieuse contre l'État bourguibien. Les principales formations politiques non reconnues – PCT, Mouvement des démocrates socialistes (MDS), Mouvement de l'unité populaire (MUP), etc. – ont condamné cette action menée de l'extérieur, mais tout en appelant avec insistance « à la nécessité de renforcer le front intérieur par l'adoption d'une politique de démocratisation et de justice sociale »[4].

Enfin, le dernier événement est lié à l'influence de plus en plus prépondérante du courant islamiste tunisien dans la société. Le triomphe de la révolution iranienne à partir de 1979 ainsi que le démantèlement des structures syndicales ont propulsé l'islamisme qui devient ainsi le principal creuset du mécontentement social et politique contre le pouvoir central. La constitution de réseaux islamistes actifs qui se déploient dans le champ social et religieux à travers différents canaux de diffusion est perçue par le pouvoir comme une menace pour la stabilité des institutions de l'État et les structures du PSD.

Le XI[e] Congrès du PSD, en 1981, se tient donc dans ce climat marqué par des tensions sociales engendrées par la crise syndicale et ses conséquences, par des frustrations populaires du fait du rétrécissement des espaces de liberté et surtout, par des actions violentes contre les symboles de l'État bourguibien à l'instar de celles qui se sont produites dans la ville minière de Gafsa.

Acculé, le régime est contraint à une ouverture politique qui se manifeste par l'apparition des premiers journaux de l'opposition, et, par la suite, par la reconnaissance des formations politiques[5].

4. Cf. l'hebdomadaire *Le Phare*, 6, 10-16 février 1980, p. 4.

5. Quatre mois après la tenue de ce XI[e] Congrès du PSD, le Conseil des ministres du 18 juin définit publiquement les critères de reconnaissance légale. D'une part, il annonce pour le 1[er] novembre 1981 des élections législatives anticipées et, d'autre part, il invite toutes les formations d'opposition à participer à ces élections sous la forme de listes indépendantes. Il précise que « le chef de l'État considère que l'obtention d'un nombre de voix égal ou supérieur à 5 % des suffrages exprimés permettrait la reconnaissance des formations qui auront obtenu ce pourcentage ». Cf. *La Presse*, 19 juin 1981. Mais les irrégularités flagrantes et les fraudes manifestes qui ont entaché ces élections législatives « plura-

Bourguiba s'emploie à ouvrir le champ politique aux formations reconnues, selon sa propre appréciation des enjeux du moment, en tenant compte de leur profondeur historique (levée d'interdiction frappant le PCT, en juillet 1981), de leur représentativité populaire (reconnaissance du MDS, en novembre 1983, à la veille de son congrès constitutif, les 16 et 18 décembre 1983), mais aussi, en recourant à ses tactiques habituelles en vue d'exploiter au mieux les faiblesses et les contradictions de ses adversaires politiques les plus irréductibles, comme c'est le cas à l'encontre de son ancien ministre des années 1960, Ahmed Ben Salah[6].

Dans ce contexte, l'ouverture au pluralisme politique se fait progressivement, en fonction de l'humeur et de l'appréciation du *zaïm*.

Bourguiba écoute les avis de ses proches, scrute les événements à sa manière et prend seul sa décision. Il lui arrive même de prendre de court ses plus proches collaborateurs, comme en juillet 1981, au moment où il décide de lever la mesure d'interdiction qui frappe le PCT depuis dix-huit ans[7].

La demande de reconnaissance d'un parti politique se fait par la remise d'un récépissé par les services du ministère de l'Intérieur conformément à l'article 4 de la loi sur les associations du 7 novembre 1959. Les dispositions légales relatives aux partis ne verront le jour que le 28 avril 1988, un an et demi après la déposition de Bourguiba.

---

listes » – admises aujourd'hui par plusieurs ministres de Bourguiba – ont fait qu'aucune formation de l'opposition n'a pu atteindre la barre fatidique des 5 %. Elles ont été néanmoins tolérées, puis reconnues légalement, par la suite.

6. Reconnaissance, en novembre 1983, du Parti de l'unité populaire (PUP) de Mohamed Belhadj Amor, petite formation issue du MUP créé en 1976 et dirigé depuis Paris par Ahmed Ben Salah pour défendre le programme économique et social qu'il a mis en œuvre durant les années 1960 jusqu'à son éviction du gouvernement par Bourguiba en 1969.

7. Mohamed Harmel, premier secrétaire du PCT, nous relate qu'il est allé personnellement rencontrer Bourguiba dans sa résidence d'été à Skanès (Monastir), le 18 juillet 1981 pendant le mois de Ramadan, pour le remercier d'avoir autorisé la reparution des publications communistes après dix-huit ans d'interdiction. Et grande a été sa surprise de voir Bourguiba lui répliquer en ces termes : « mais qu'êtes-vous donc devenus, vous les communistes tunisiens qui faisiez parler de vous dans les années quarante et cinquante ? » Et Harmel de répondre : « Nous ne sommes plus visibles parce que vous avez décidé, Monsieur le Président, d'interdire les activités du PCT ! » Après quelques secondes de réflexion, Bourguiba, de sa voix tremblotante, s'exclama : « Levons donc aussitôt cette mesure d'interdiction ! » Et la décision a été annoncée à ses proches collaborateurs du Palais qui la rendront publique quelques heures après. En avril 1993, le Congrès du PCT a décidé de changer la dénomination du parti en *Haraket Ettajdid* (Mouvement Renouveau).

Les débuts de la presse d'opposition

Il convient de préciser que bien avant l'apparition des premiers journaux d'opposition, il existait des publications d'opinion qui étaient diffusées légalement à partir du milieu des années 1970. Dans leur quasi-totalité, celles-ci appartenaient au courant islamiste ou en étaient proches, comme *El Maarifa* (La Connaissance)[8], *El Mojtamaa* (La Société), revue bimensuelle publiée pour la première fois en octobre 1977 et suspendue en 1979, *El Habib,* parue en janvier 1981 et suspendue à son tour en 1983, et *15/21*, revue des « islamistes progressistes », parue en novembre 1982, dirigée par l'universitaire Hamida Ennaïfer.

À partir de l'année 1981, et à l'exception de *15/21* qui s'est sabordé en 1985, toutes les publications proches de ce courant, se voient interdire de paraître. Mais leurs idées et communiqués sont largement relayés par d'autres canaux, comme le quotidien indépendant *Es Sabah*, mais aussi *Er Raï* (L'Opinion) de Hassib Ben Ammar, ou encore, l'hebdomadaire indépendant *Le Maghreb*, créé le 11 avril 1981[9].

L'apparition des premiers journaux d'opposition à partir de 1977-1978, s'explique plus par un contexte de tension qui menace la prépondérance de l'État sur la société. Pour Bourguiba, il est devenu urgent d'autoriser la parution de ces journaux afin, d'une part, de contenir l'influence de l'hebdomadaire de l'UGTT, *Ech Chaab* (Le Peuple), qui tire à plus de 100 000 exemplaires et qui ne peut faire l'objet d'aucune mesure de saisie[10] et, d'autre part, de faire face à la montée des idées islamistes dans le pays.

Ainsi, en pleine effervescence sociale et politique des années 1977-1978, l'hebdomadaire *Er Raï*, proche des démocrates socialistes d'Ahmed Mestiri, est autorisé à paraître le 24 octobre 1977, soit une année après le dépôt de la demande aux services du ministère de l'Intérieur.

Ce journal se définit dans sa manchette comme un « hebdomadaire politique militant pour les libertés et le progrès ». Il s'impose comme

8. *El Maarifa*, qui a paru pour la première fois en 1961, reparaîtra après une longue interruption en 1972. Cette revue mensuelle, dont le rédacteur en chef est Rached Ghannouchi, en est venue progressivement à s'intéresser à la politique.

9. Jusqu'en 1982, date de l'ouverture des premiers procès contre les dirigeants islamistes, les directeurs de ces publications diffusaient largement des informations sur les islamistes et les idées développées par leurs partisans, moins par sympathie religieuse ou politique, mais plus pour des raisons commerciales. Le lectorat de ces publications se recrutait beaucoup parmi les militants et sympathisants islamistes. Cf. M. Elbaki Hermassi, « La société tunisienne au miroir islamiste », *Maghreb-Machrek*, 103, janvier-mars 1984, p. 39-56.

10. L'UGTT dispose de son imprimerie et de ses propres réseaux de distribution. La saisie d'un numéro d'*Ech Chaab* avant le 26 janvier 1978 aurait provoqué une épreuve de force aux risques incalculables, selon le témoignage du secrétaire d'État à l'Information de l'époque, Mustapha Masmoudi, lors du Colloque organisé par l'Association des journalistes tunisiens à Tunis, en 1988.

journal de référence pour tous ceux qui se présentent comme l'émanation de la société civile tunisienne[11]. Sa diffusion s'accroît pour dépasser les 32 000 exemplaires après la mise au pas de l'UGTT et de son journal *Ech Chaab*, en janvier 1978[12]. En juillet de la même année, le groupe d'*Er Raï* publie un hebdomadaire en langue française, *Démocratie*.

Mais un débat sur le rôle et la fonction d'un journal d'opposition est à l'origine d'une scission à l'intérieur d'*Er Raï*[13]. Le groupe des démocrates socialistes s'en retire pour créer en décembre 1980 un hebdomadaire de langue arabe, *El Mostaqbal* (L'Avenir), qui devient plus tard l'organe du Mouvement des démocrates socialistes avec la légalisation de ce parti le 19 novembre 1983. En octobre 1981, cette publication a son équivalent en français, *L'Avenir,* qui paraît plus ou moins régulièrement jusqu'en 1983.

Par ailleurs, en pleine campagne contre l'islamisme marquée par l'arrestation de ses principaux dirigeants durant l'été 1981, le PCT qui vient de recouvrer sa légalité, fait paraître son journal hebdomadaire *Attariq Aljadid* (La Voie nouvelle), le 7 octobre 1981, sous la bannière de « la lutte pour la démocratie, le progrès et le socialisme ».

Enfin, le responsable de la scission au sein du MUP, Mohamed Belhadj Amor, se voit accorder l'autorisation de faire paraître un journal, *El Wahda* (L'Unité), en octobre 1981, qui devient lors de la reconnaissance du Parti de l'unité populaire (PUP), le 19 novembre 1983, son organe officiel.

Parallèlement à ces journaux partisans, il existe à l'époque un florilège de publications d'opinion des plus disparates : des publications islamistes (jusqu'en 1981, comme nous l'avons précédemment souligné) à celles de la gauche marxiste ou nationaliste arabe, telles que *Le Mensuel*, *Outrouhat* (Thèses), *Le Progrès*, *El Mawqaf* (Position). L'existence de ces publications est tributaire, à la fois, de l'évolution de la situation politique dans le pays, marquée souvent par des saisies et suspensions de parution pour de longs mois, et des ressources propres à ces publications. Partant, à l'exception de *El Mawqaf* qui devient à partir du 12 septembre 1988 – date de la reconnaissance du Rassemblement socialiste progressiste (RSP) – son organe officiel, toutes ces publications ont aujourd'hui disparu du marché[14].

---

11. *Er Raï* publie régulièrement les communiqués émanant de la Ligue tunisienne de défense des droits de l'homme, des différents courants de pensée et des formations politiques non reconnues, y compris ceux des islamistes.

12. Cette diffusion retombera à 18 000 exemplaires en 1983.

13. Pour Hassib Ben Ammar et surtout pour Béji Caïd Essebsi, le rôle du journal « est une contribution dans la diffusion des idées démocratiques », alors que pour Ahmed Mestiri « c'est un instrument pour la constitution d'un parti politique ». Cf. Z. Ben Ahmed, *La Reconnaissance de la presse périodique d'opposition en Tunisie (1977-1983)*, thèse de doctorat de troisième cycle en sciences de l'information, université de Paris-II, 1985.

14. Cf. A. Ben Achour et S. El Ouni, *La Presse d'opinion en Tunisie : Outrouhat, Le Progrès, Le Mensuel*, mémoire (en arabe) de fin d'études de l'Institut de presse de Tunis, 1984-1985.

Le déploiement des organes des partis

Toutes les formations nouvellement reconnues jouissent d'une liberté d'action fort réduite : elles sont constamment soumises aux autorisations administratives et aux tracasseries de toutes sortes. Elles se déploient dans un espace public entièrement contrôlé par l'État-parti.

Leur moyen d'action et de rayonnement le plus efficace se réduit souvent à la parution, la vente et la diffusion de leurs publications, dans des conditions parfois très précaires.

Alors que les entreprises d'information publique, parmi lesquelles celles dirigées par le PSD, bénéficient de subventions et d'aides de l'État, les titres de l'opposition essentiellement, mais aussi, de façon discriminatoire, certains titres indépendants[15], s'en trouvent totalement privés.

En conséquence, en l'absence de tout mécanisme d'aide publique consentie à ces publications[16] et dans un contexte politique dominé souvent par les saisies et les suspensions, leurs comptes sont fréquemment déficitaires et leur existence même, hypothétique.

L'inexistence de toute forme d'aide de l'État à la presse d'opposition découle de l'idée que Bourguiba se fait du rôle de l'opposition et des défis qu'elle représente contre sa personne. Dans son esprit, puisque ces partis aspirent à s'emparer des leviers de commande, et en conséquence, à le supplanter à la tête de l'État, il paraît logique que dans cette confusion *zaïm*-État-PSD, toutes formes d'aides étatiques à des formations qui s'opposent à une telle configuration soient bannies. Cette proscription s'étend aussi aux insertions publicitaires émanant des entreprises publiques, et parfois privées, à l'absence d'abonnements administratifs – mis à part ceux destinés à la documentation nationale et universitaire, et qui peuvent être résiliés à tout moment. L'accès aux informations officielles et la couverture des événements nationaux, qui constituent leurs principales activités, leur sont accordés avec parcimonie, souvent au bon vouloir du responsable du département ministériel.

Parfois, certains ministres influents, comme Tahar Belkhodja, Béji Caïd Essebsi et d'autres invitent, de temps à autre, des journalistes de ces publications à couvrir les activités de leur ministère, et dans quelques cas,

15. Selon des journalistes de l'époque, quelques publications « indépendantes » recevaient, de temps à autre, des subsides de certains ministres provenant des caisses noires de leur administration.

16. Une proposition pour créer « un fonds d'aide de l'État à la presse d'opinion » a été soumise par les services du ministère de l'Information, alors dirigé par Tahar Belkhodja, à la cinquième session du Conseil supérieur de l'information en 1983. Cf. procès-verbal du document n° 2 (en langue arabe), portant sur « Projet de rapport de la commission d'aide de l'État à la presse », rapporteur : Mahmoud Ounis.

leur accordent des interviews ou débattent avec eux sur les plateaux de la télévision nationale[17].

Mais en contrepartie, toujours dans la logique de Bourguiba, il n'est pas question d'intervenir dans les affaires internes de ces partis, ni de répondre à des sollicitations en vue de contrer des scissions ou de conforter le pouvoir d'un leader de l'opposition menacé par des dissensions internes. Il est également impensable pour lui de décerner des décorations et d'accorder des gratifications ou des traitements de faveur à des personnalités de l'opposition[18]. Et selon ses ex-ministres, il est rare que Bourguiba prête attention à la lecture régulière de ces journaux.

La ligne de démarcation entre l'État bourguibien et l'opposition semble nettement établie et les formations reconnues se confortent dans leur statut d'opposition, davantage contre le système politique, ses hommes et leurs pratiques, que contre la personne du *zaïm*.

Par voie de conséquence, chaque publication ne peut tirer ses ressources que de ses propres moyens, qui sont de trois ordres. Tout d'abord, la vente militante dans l'espace public et les abonnements de soutien auprès des militants fortunés et des sympathisants représentent leur principale ressource. Ensuite, les subsides fournis par des hommes d'affaires privés, sympathisants, mais aussi, quelques responsables d'entreprises publiques, sous la forme de publicités « de complaisance » au profit du journal. Celles-ci demeurent visibles, à travers les encarts publicitaires, tant que le pouvoir politique ne s'y interpose pas[19]. Enfin, pour quelques formations comme le PCT et le MDS, l'organisation de fêtes publiques annuelles à Tunis[20] – fêtes *d'Attariq Aljadid*, *d'El Mostaqbal* – constitue aussi une

17. À partir de 1980, des rédacteurs des journaux de l'opposition ont été souvent conviés aux débats organisés par la télévision d'État (ERTT) à l'occasion des débats parlementaires de fin d'année sur les dispositions de la nouvelle loi de finance.

18. À partir de 1988, les partis de l'opposition légale – à l'exception, depuis 1992 du RSP de Néjib Chebbi, et du Forum démocratique pour le travail et les libertés (FDTL) de Mustapha Ben Jaafar reconnu légalement en octobre 2002 – bénéficient de multiples ressources matérielles et symboliques allouées par l'État. En plus des subsides qu'ils tirent de la loi de 1997 sur le financement des partis, des indemnités parlementaires que perçoivent leurs députés, leurs leaders disposent, en outre, d'un statut particulier (passeport « diplomatique », téléphones mobiles, etc.), et ont été décorés des insignes de l'Ordre du 7 novembre, décoration instituée par le président Ben Ali peu après son avènement, qui récompense « tous ceux qui œuvrent pour consolider les acquis du 7 novembre » (article 25 de la loi n° 97-80 du 1er décembre 1997). Sur ces questions, cf. M. Abdelhaq et J.-B. Heumann « Opposition et élections en Tunisie », Maghreb-Machrek, 168, avril-juin 2000.

19. Il arrive souvent que des représentants du pouvoir interviennent auprès de certains annonceurs pour leur intimer l'ordre de ne plus « aider » des publications incriminées. À partir de 1990, la publicité émanant des entreprises publiques et destinée aux publications nationales et étrangères, sera gérée directement par un organisme gouvernemental, l'Agence tunisienne de communication extérieure (ATCE).

20. Généralement, ces fêtes se déroulaient dans l'enceinte de l'ancien Palais de la Foire ou à l'intérieur du l'ex-Palais des Congrès situés tous deux sur l'avenue Mohamed V à Tunis.

ressource substantielle pour la trésorerie de leurs journaux. Pour *Attariq Aljadid*, la participation chaque année à la fête de *L'Humanité* à Paris demeure encore une activité lucrative. Celle-ci est particulièrement fructueuse entre les années 1978 et 1983 qui coïncident avec les périodes marquées par les luttes syndicales et par l'amorce du pluralisme politique dans le pays.

Pour assurer l'équilibre financier du journal, il faut, selon plusieurs responsables de ces publications, espérer en moyenne, une vente de 5 000 exemplaires par numéro au moins. Or, leur tirage moyen oscille entre 3 000 et 4 000 exemplaires par numéro selon les titres. *El Mostaqbal* au début de sa parution mais aussi *Attariq Aljadid* et plus tard *El Mawqaf* atteignent parfois ce seuil et le dépassent pour arriver exceptionnellement jusqu'à 10 000 exemplaires par numéro dans les contextes de crise politique et sociale[21].

En outre, les moyens matériels et humains des publications partisanes sont très limités. Le papier utilisé est de qualité médiocre et la parution et le respect de la périodicité dépendent parfois du bon vouloir de l'imprimeur et, souvent, de la capacité mobilisatrice de l'équipe rédactionnelle. Celle-ci est composée du responsable du parti, qui assure en même temps la direction de la publication, et de quelques rédacteurs – essentiellement des militants –, compagnons de route ou occasionnels recrutés souvent parmi les étudiants. La présence de journalistes professionnels est rarissime, car leur prise en charge à plein temps serait trop coûteuse. Par ailleurs, toutes les initiatives communes, telles que le projet de création en 1984 d'une coopérative regroupant tous les journaux d'opinion ainsi que *Ech Chaab*, pour la distribution et le recouvrement, ont échoué du fait de la mise au pas du journal de l'UGTT en 1985.

Le lectorat de ces publications est donc en nombre réduit. Il est composé notamment des sympathisants mais aussi de lecteurs occasionnels plutôt attirés par les scoops et les investigations que par le contenu idéologique du journal. Les étudiants, les enseignants, les ingénieurs, les avocats et les médecins, pour la plupart syndicalistes et militants des droits de l'homme, constituent l'essentiel de ce lectorat.

Une situation précaire

Ce qu'il convient d'entendre à l'époque par « presse d'opposition » se définit, à la fois, « par l'engagement politique pour la défense de valeurs politiques et culturelles mais aussi par la pratique d'une information pluraliste axée sur la révélation des conflits de la société et le débat

21. Comme ce fut le cas pendant les « émeutes du pain » de janvier 1984.

d'idées »[22]. Le défi auquel les rédacteurs de ces publications se trouvent confrontés, relève d'un équilibre très précaire qu'il leur revient de gérer avec subtilité.

Il s'agit pour eux de rechercher les sujets mobilisateurs et percutants du moment, qui se cristallisent au travers des scoops diffusés, des investigations qui débouchent parfois sur des scandales nationaux[23], des interviews de personnalités célèbres mais qui n'ont pas droit de cité dans le pays, etc.[24]. À cet égard, leur objectif est double ; d'une part, il leur faut marquer coûte que coûte leur territoire oppositionnel en se distinguant des journaux complaisants à l'égard du pouvoir et, d'autre part, prospecter, à chaque fois, des sujets inédits et incisifs à la fois, afin d'accroître la vente du journal. Mais dans le même temps, il leur est nécessaire de se prémunir contre les risques de saisies et de suspensions qui planent continuellement sur leurs publications.

Les questions sociales et syndicales sont très présentes dans les publications de l'opposition : les retombées des événements de janvier 1978 se font encore ressentir au milieu des années 1980. Les atteintes aux droits de l'homme et la pratique de la torture dans le pays sont souvent dénoncées[25]. Les billets humoristiques et les caricatures de tout genre prospèrent. Plusieurs personnages importants de l'État sont fréquemment tournés en dérision comme, par exemple, l'ancien Premier ministre, Mohamed Mzali. Mais jamais la personne du « Combattant suprême » ni son histoire ou ses discours ne peuvent faire l'objet de critiques ou de persiflages sans que des sanctions s'abattent aussitôt contre leurs auteurs[26]. Parfois, la simple évocation des noms de certains personnages historiques adversaires de Bourguiba, comme la référence à Salah Ben Youssef, une interview de Ahmed Ben Salah, provoque le courroux des censeurs.

La manière pour ces publications de se mouvoir dans cet équilibre précaire dépend en premier lieu de l'interprétation que l'administration se fait à chaque fois des principes censés régir leurs activités. Certains

22. Z. Ben Ahmed, *op. cit.*

23. Plusieurs cas de malversations, de détournements de fonds publics... sont révélés au grand jour par cette presse. Citons, à titre d'exemple, l'affaire « des coupes sauvages de pins » de la forêt de Tabarka (nord-ouest de la Tunisie) – espèce protégée mais très prisée pour son bois – où plusieurs responsables forestiers sont impliqués. Cette affaire est dévoilée pour la première fois par *Attariq Aljadid* en novembre 1983 puis relayée par des journaux de la place. Une enquête nationale est diligentée par le pouvoir politique et plusieurs responsables nationaux et régionaux sont sanctionnés.

24. Cf., en annexe de cet article, la présentation des journaux d'opposition.

25. Déjà, le 4 juillet 1980, *Er Raï* publie un dossier sur la pratique de la torture et appelle même à la constitution d'une commission d'enquête à ce sujet.

26. Dans son célèbre « J'accuse » publié dans l'organe en français du MDS, *L'Avenir*, de novembre 1981 au lendemain des résultats des élections législatives pluralistes contestés par l'opposition, Ahmed Mestiri s'en prend au ministre de l'Intérieur, aux gouverneurs des régions, mais jamais à Bourguiba, pour avoir ordonné et supervisé les fraudes électorales qui ont entaché ce scrutin « pluraliste ».

d'entre eux sont connus puisqu'ils sont énoncés par la loi mais laissés à l'appréciation discrétionnaire de celle-ci. Alors que d'autres, plus implicites, doivent être scrutés et jaugés en fonction des situations et des enjeux politico-personnels du moment.

Les mesures explicites prises à l'encontre de ces publications sont régies par les dispositions des articles 68 à 80 du Code de la presse de 1975. L'article 73 fixe notamment le régime de la répression des périodiques. Il en découle que la saisie d'un numéro est laissée à la discrétion de l'autorité administrative et, dans ce cas, le responsable de la publication incriminée a la possibilité d'ester en justice pour contester la mesure de saisie.

Par exemple, l'organe des communistes tunisiens a fait l'objet en l'espace de six ans, de cinq saisies, qui se sont soldées par des condamnations de suspension du journal, entre trois mois et un an, accompagnées de fortes amendes. Les faits les plus fréquemment reprochés portent sur « la diffusion des fausses nouvelles de nature à troubler l'ordre public », « l'outrage à un corps constitué », « la diffamation contre le gouvernement, contre un chef d'État étranger »... Les saisies s'opèrent directement par les services de police qui s'emparent des exemplaires des numéros incriminés dans les kiosques à journaux. Mais à partir de 1985 et jusqu'à nos jours, celles-ci se font directement à l'imprimerie, et ce avant la distribution du numéro[27].

Mais ce sont principalement les mesures implicites qui peuvent être prononcées à tout moment par l'autorité administrative que redoutent le plus les responsables des publications d'opposition : refus d'impression du journal par une imprimerie – qu'elle soit privée ou publique –, mais aussi refus de vente et de diffusion du journal par une société de distribution, ou impossibilité pour les rédacteurs d'accéder aux sources de l'information.

Ces mesures montrent que la « ligne blanche » à ne pas franchir n'est jamais clairement fixée et parfois même difficilement identifiable par les rédacteurs : « ce qui fut permis d'écrire à certains moments ne le serait plus en certains d'autres »[28].

Cependant, la saisie d'un numéro et la suspension du journal offrent aux responsables des partis l'occasion de donner à ces sanctions les dimensions d'un événement de portée nationale, en mobilisant non seulement leurs militants mais aussi la Ligue tunisienne des droits de l'Homme, l'Association des journalistes tunisiens (AJT), l'Ordre des avocats, etc. Il arrive même parfois que cet événement soit relayé par la presse internationale et provoque des réactions de solidarité émanant des organisations de défense de la liberté de la presse et des partis politiques français, européens...

27. Cf. « Dépôt légal... ou censure ? », *Attariq Aljadid* 3, janvier, 2002 p. 7.
28. Entretien avec des rédacteurs d'*Attariq Aljadid* de l'époque.

Il n'est pas rare, dans certaines formations secouées par une tension interne portant sur le contenu du journal, qu'une mesure de suspension contribue à dissiper les critiques des militants à l'encontre de la gestion et la politique rédactionnelle des responsables. Elle offre un répit pour ces rédacteurs afin de repenser la ligne éditoriale du journal et, surtout, elle leur sert de prétexte pour assainir leurs finances.

De Bourguiba à Ben Ali : aides publiques et satellisation de la presse partisane

Quelques semaines après la déposition de Bourguiba en novembre 1987, le directeur d'*Er Raï* a décidé – sans motif apparent – de saborder son journal[29]. D'autres publications indépendantes comme *Le Phare* et *Le Maghreb* ont cessé de paraître depuis[30]. Au même moment, cette presse d'opposition légale, qui a été tenue à distance sous Bourguiba, commence à bénéficier des largesses de l'État. Toutes les amendes prononcées du temps de Bourguiba par les tribunaux contre les titres de l'opposition, sont abrogées en mai 1988. À partir de 1989, des aides financières sont accordées chaque année sur une base légale[31]. Elles sont distribuées selon la périodicité de parution des titres, mais surtout en fonction de l'appréciation de l'administration[32]. En plus des aides directes légales, ces publications reçoivent aussi des aides indirectes, sous la forme de publicités d'entreprises publiques par le truchement de l'Agence tunisienne de communication extérieure (ATCE).

En conséquence, après quatorze années d'activité de la presse militante sous le nouveau régime d'aides de l'État, la pugnacité qui caractéri-

29. Selon des sources proches du journal, la publication en décembre 1987 – un mois après l'avènement du président Ben Ali – d'un article signé par Oum Zied (pseudonyme) portant sur « le dérapage autoritaire du régime de Ben Ali » aurait déclenché l'ire du pouvoir, le retrait du numéro et le lancement d'une campagne d'intimidations contre son directeur, Hassib Ben Ammar. Celui-ci, acculé, a sabordé son journal.

30. Cf. K. Labidi, H. Jouini et L. Chouikha, « État de la liberté de la presse en Tunisie de janvier 1990 au 31 décembre 1991 », p 94-119, dans *L'Information au Maghreb*, Tunis, Cérés-Productions, 1992.

31. Le décret présidentiel du 22 juin 2001 précise les modalités et le montant de ces aides : 120 000 dinars par an pour les quotidiens ou hebdomadaires de l'opposition légale et 30 000 dinars par an pour les mensuels. Le texte précise que ces versements se font en trois tranches à partir de la parution des titres.

32. L'éditorial d'*El Mawqaf* du 14 décembre 2001, 219, lance un SOS à ses lecteurs et à ses abonnés en les informant que le journal risque de (re)disparaître faute de publicité et d'aide publique : « *El Mawqaf* étant privé de l'aide financière aux journaux partisans, sous le prétexte "unique au monde" voulant qu'un parti politique non représenté au Parlement (c'est le cas du Parti démocrate progressiste, PDP, ex RSP) ne puisse pas recevoir d'aide étatique pour publier son journal ».

sait jadis ces journaux par leur ton, leur style incisif et leurs propos percutants, s'est progressivement affadie. Leur lectorat s'est complètement érodé et leur discours est devenu abscons, voire stéréotypé, si toutefois, il ne s'est pas aligné sur celui du pouvoir[33].

Ainsi, tant qu'elle était acculée à ne compter que sur ses propres ressources, la presse partisane d'opposition pouvait déployer toutes ses capacités créatives, imaginatives et audacieuses, défiant même les structures et les personnages de l'État et du parti au pouvoir. Aujourd'hui, elle est placée sous perfusion par l'effet d'un mécanisme d'aide étatique sous différentes formes. Du coup, ses potentialités et son statut se trouvent dilués.

ANNEXE

Les journaux de l'opposition non islamiste sous Bourguiba

Attariq Aljadid **(La Voie nouvelle)**

Sous la bannière de « la lutte pour la démocratie, le progrès et le socialisme ».
Organe du Parti communiste tunisien (PCT) devenu en avril 1993, Haraket Ettajdid (Mouvement Renouveau)
Directeur : Mohamed Harmel
Paraissant le samedi
Imprimerie de l'UGTT
Date de première parution : 7 octobre 1981
Tirage : 10 000 exemplaires
Vente : approximativement 60 %
Format : tabloïd
Nombre de pages : entre 12 et 16
Prix : 250 millimes
Aire de diffusion : Tunis, la région de Gafsa, mais aussi en France, essentiellement à Paris, par voie de diffusion militante

Principales mesures de saisies et de suspensions :

– le 8 octobre 1983, six mois de suspension pour diffusion de fausses nouvelles ;

33. Cf. le discours de l'opposition en campagne et la théorie de la démocratie consensuelle du président Ben Ali dans M. Abdelhaq et J.-B. Heumann, « Opposition et élections en Tunisie », art. cité.

– le 30 mars 1985, trois mois de suspension pour « diffamation contre le Roi d'Arabie Saoudite » ;
– saisie du numéro 154 du 16 novembre 1985, suite à la publication d'une longue interview d'un ancien adversaire politique de Bourguiba, Ahmed Ben Salah ;
– suspension pour une période de six mois à compter d'octobre 1986 pour « diffamation à l'encontre des fonctionnaires de l'État » ;
– en juillet 1988, la direction du journal décide de suspendre la parution du journal pour des raisons « matérielles » tenant aux difficultés rencontrées pour s'approvisionner en papier ;
– *Attariq Aljadid* reparaîtra trois ans plus tard, sous la forme d'une revue « de réflexion progressiste », mais de façon très irrégulière. En octobre 2001, elle reparaît avec une périodicité mensuelle sous la forme d'une revue bilingue (arabe/français).

El Mostaqbal (L'Avenir)

Organe du Mouvement des démocrates socialistes (MDS)
Directeur : Ahmed Mestiri
Paraissant le vendredi
Imprimerie de l'UGTT
Date de première parution : 1er décembre 1980
Tirage : 15 000 exemplaires
Vente : approximativement 70 %
Format : tabloïd
Prix : 250 millimes
Nombre de pages : entre 12 et 16
Aire de diffusion : l'ensemble de la Tunisie

Principales mesures de saisies et de suspensions :

De 1983 à 1988, le journal a été suspendu à peu près cinq fois et son directeur a comparu à quatre reprises devant les tribunaux :
– saisie du n° 176 du 18 décembre 1984, suite à la publication d'un éditorial jugé diffamatoire contre le parti au pouvoir (PSD) ;
– saisie du n° 178 du 1er janvier 1985 pour les mêmes motifs, mais avec une suspension d'un mois ;
– saisie du n° 188 du 19 avril 1986 et suspension pour six mois pour « diffusion de fausses nouvelles et atteintes à l'honneur des fonctionnaires et diffamation contre des corps constitués de l'État » ;
– interruption de parution du 30 janvier 1986 à juin 1988 pour des raisons « qui tiennent à l'augmentation du prix du papier journal ».

El Mawqaf (Position)

Organe du Rassemblement socialiste progressiste (RSP), formation reconnue le 12 septembre 1988, presque une année après la déposition de Bourguiba, et devenu en juin 2001 le Parti démocrate progressiste (PDP).
Directeur : Mohamed Néjib Chebbi
Date de première parution : 12 mai 1984
Paraissant le jeudi
Tirage : 12 000 exemplaires
Vente : approximativement 60 %
Format : tabloïd
Prix : 250 millimes
Nombre de page : entre 12 et 16
Imprimerie : la SNIPE, qui édite le quotidien gouvernemental *La Presse*
Aire de diffusion : Tunis et quelques pays étrangers comme la France et certains pays arabes

Principales mesures de saisies et de suspensions :

Plusieurs mesures de saisies et de suspensions en 1984 et 1985.
Entre le mois de juin 1988 et le 13 avril 1989, date de son interruption volontaire jusqu'en février 1990, plusieurs numéros n'ont pas paru, soit pour des raisons « techniques », soit en raison de saisies de l'imprimerie.

El Wahda (L'Unité)

Organe du Parti de l'unité populaire (PUP), issu d'une scission du MUP créé par Ahmed Ben Salah
Directeur : Mohamed Belhadj Amor
Date de première parution : 23 juin 1981
Paraissant le samedi
Tirage : 10 000 exemplaires
Vente : entre 40 et 60 %
Format : tabloïd
Prix : 200 millimes
Nombre de pages : entre 8 et 16
Imprimerie : Société tunisienne de l'imprimerie et des arts graphiques, Dar El Qalam
Aire de diffusion : l'ensemble de la Tunisie

Principales mesures de saisies et de suspensions :

Suspension pour six mois, le 28 décembre 1982, et plusieurs interruptions volontaires.

23

Bourguiba et les bourgeois

La crise de 1970-1971

Sadri KHIARI*

« Mon souhait est que la Tunisie de l'an 2000 se porte mieux qu'en 1971 » déclare Bourguiba dans son discours d'ouverture à la première réunion du Comité central que vient d'élire le congrès du Parti socialiste destourien (PSD). Trois décennies plus tard, le pays est malade, bien malade, et la responsabilité initiale en revient à Bourguiba lui-même. Car Bourguiba, au moment même où il prononce ces paroles pour l'an 2000, étouffe les premiers germes d'une démocratisation possible. Il désigne d'autorité un Bureau politique à sa convenance et annule sans autre forme de procès les résolutions du congrès. Le leader impose une autre règle dont les conséquences finiront par le rattraper : c'est à lui que doit désormais incomber le choix de son successeur en la personne de son Premier ministre. Le chemin est alors ouvert à la présidence à vie[1], aboutissement logique d'une telle procédure et à un certain 7 novembre 1987[2] qui en est l'aboutissement historique.

Comme toute crise, celle qui a suivi la disgrâce de Ben Salah, en automne 1969, a été diversement interprétée. On a pu y voir un conflit de générations, une étape dans la guerre de succession, une compétition opposant Sahéliens et Tunisois, un affrontement entre l'aile « dure » et l'aile « douce », les faucons et les colombes, ou encore l'antagonisme de fractions bourgeoises plus ou moins favorables à une libéralisation économique. Dans le *brouillamini* des faits et des hypothèses, il est bien difficile de trancher. Reste l'esquive habituelle des chercheurs, cherchant surtout à masquer leur perplexité : *quelle est la bonne explication ?* s'interrogent-ils après avoir énuméré les mille et une causes possibles d'un

* Politologue.

1. Qui est adoptée sur le plan constitutionnel en 1975.
2. Coup d'État de Ben Ali entraînant la destitution de Bourguiba.

événement. *Sans doute toutes à la fois*, concluent-ils pour n'avoir pas à choisir. Je ne dérogerai pas, non plus, à la règle. Les différentes interprétations qui ont été données me semblent, en effet, contenir, toutes, une part de vérité.

Dans le cadre de cette contribution, il ne s'agira donc pas de refaire le tri des arguments en faveur de l'une ou l'autre des thèses en présence mais de réexaminer la question sous l'angle des rapports de Bourguiba à la bourgeoisie[3]. Pour ce faire, je privilégierai une problématique qui interroge la spécificité de la forme de gouvernement dont le leader a été le fondateur, l'inspirateur et le maître d'œuvre. Car si la singularité du régime instauré à l'indépendance doit beaucoup aux rapports de force entre les classes et au jeu des institutions, elle est aussi le produit de l'individu Bourguiba, de sa personnalité, de sa vision des hommes et de la société, de sa conception du politique et de l'État[4].

L'ambivalence constitutive du bourguibisme

Tous les commentateurs s'accordent à souligner les rapports ambivalents de Bourguiba et des classes supérieures, et à rattacher cette psychologie-idéologie d'attraction-répulsion à sa trajectoire personnelle et à son itinéraire sociopolitique. Né à Monastir, dans le Sahel, le futur Combattant suprême est issu d'une famille de notables qui après un certain déclin consécutif à l'insurrection de 1864 aurait quelque peu remonté la pente. Un milieu petit-bourgeois et provincial qui suscite le dédain des familles les plus opulentes de la capitale. Durant les sept années qu'il passe au collège Sadiki, Bourguiba se heurte aux différences de classes et de statuts : il n'est qu'un « bledard »[5]. Il fréquente ceux qui sont placés au-dessus de lui dans la hiérarchie sociale et vit mal son statut inférieur. Il en garde, selon ses meilleurs biographes[6], une rancune tenace et une volonté de revanche doublées d'une attirance certaine. Plus que les riches en tant que tels, ce sont les *beldis* tunisois qui lui seront toujours particulièrement antipathiques. Adolescent, il passe près de deux années au Kef chez son frère Mohamed, un homme aux idées larges, ne craignant pas d'affirmer

3. J'emploie la notion de bourgeois ou de bourgeoisie dans un sens très large, parfois anachronique, comme concept générique pour désigner aussi bien la hiérarchie beylicale, les notables, les *beldis*, les grands propriétaires fonciers, les riches commerçants que tous ceux impliqués à des degrés divers dans la production et l'échange capitalistes. Je les désigne aussi comme les classes supérieures.

4. Pour une tentative d'appréciation de la philosophie politique bourguibienne, cf. R. Hamza, « L'État dans la pensée et l'action bourguibienne », à paraître.

5. Celui qui vient du bled, de l'intérieur du pays.

6. S. Belhassen et S. Bessis, *Bourguiba. À la conquête d'un destin 1901-1957*, t. 1, Paris, Jeune Afrique-Livres, 1988, p. 29.

ses convictions laïques et modernistes. L'influence de ce frère a sans doute été très importante pour Bourguiba le préparant à accueillir, alors qu'il étudie le droit à Paris, l'influence de la tradition socialiste modérée. « La véritable matrice de la formation politique de Bourguiba », écrivent Souhayr Belhassen et Sophie Bessis[7], est la coalition radical-socialiste dirigée par Édouard Herriot alors à Matignon. Le Cartel des gauches, c'est la droite de la gauche, une gauche très bourgeoise dans sa politique mais dont la base est populaire. La seconde tradition qui marquera Bourguiba, comme de nombreux leaders du Néo-Destour[8], est celle que porte le parti fasciste mussolinien. Cela n'est paradoxal qu'à première vue. Cet autre courant à base populaire, issu lui-même, en partie, du socialisme, développe un discours hostile au grand capital avec lequel il garde pourtant des liens étroits. Le modèle mussolinien est celui d'un régime autoritaire qui s'est appuyé sur le peuple pour mater le peuple et dont le discours opposé aux classes supérieures est d'abord le discours de l'ordre, qui est, comme chacun sait, l'ordre de la classe dominante. Son nationalisme exacerbé prône la résurrection de la grandeur passée d'un pays fragile et méprisé dans le reste de l'Europe ; c'est un nationalisme de la revanche. Le parti mussolinien est bien sûr profondément anticommuniste.

Il n'est pas difficile de retrouver Bourguiba au croisement de ces deux traditions. Habib Bourguiba est le petit-bourgeois type. Sa vision du monde, ses goûts littéraires, ses « valeurs », comme on dit aujourd'hui, sa politique, en sont caractéristiques. Sa psycho-idéologie aussi : la sorte d'attraction-répulsion qu'il éprouve vis-à-vis des classes supérieures se conjugue à un sentiment bizarrement mêlé de mépris et d'empathie à l'égard des classes subalternes, c'est-à-dire les perdants de l'histoire auxquels il refuse de s'identifier. Bourguiba déteste la notion et la réalité de la « lutte des classes » qu'il appréhende comme l'esprit des pauvres, des peuples « arriérés » et d'une périphérie dans lesquels il ne veut surtout pas se reconnaître. Il aspire plutôt à se faire accepter par les grands, les riches, les puissants, non pas dans un esprit de soumission mais pour leur en remontrer. Le gigantesque besoin de reconnaissance qui l'anime se métamorphose en délectation revancharde, voire en vengeance, quand il en a le pouvoir. Bourguiba est un grand humilié et un grand humiliateur. S'écarter du monde des « perdants », c'est opter pour le parti des bourgeois de la planète, c'est-à-dire le parti de l'Occident. S'il a choisi le camp des Alliés pendant la seconde guerre mondiale, c'est parce qu'il est convaincu que le camp de l'Occident est toujours le camp des gagnants. Le nazisme, comme le bolchevisme et plus tard le tiers-mondisme, c'est le camp de l'Orient, du peuple, de la marge, de ceux d'en bas.

7. *Ibid.*, p. 41.
8. *Ibid.*, p. 80 et 95.

L'itinéraire personnel de Bourguiba ne se distingue pas de son parcours politique. Le traumatisme primitif, il l'a vécu au sein du Vieux-Destour qui est un parti de bourgeois et de notables en tout genre. Dans ses mémoires, soigneusement recueillis par Khadija Cherif, le vieux-destourien Ezzedine Cherif oppose ainsi les *beldis* qui sont « l'élite », les « meneurs », les « penseurs » du parti, à la masse qui en constituait la base. « C'est de cette élite, reconnaît-il, que les dirigeants du Néo-Destour se méfiaient »[9]. En outre, Bourguiba perçoit sans doute le Vieux-Destour comme un parti de perdants. Pusillanimes vis-à-vis des autorités coloniales desquelles les dirigeants vieux-destouriens quémandent des réformes, ils le sont également à l'égard du Néo-Destour et n'osent guère s'opposer au coup de force et aux méthodes brutales des troupes de Bourguiba. Plusieurs décennies plus tard, Ezzedine Cherif s'en félicite encore. Bourguiba n'avait donc pas tout à fait tort : les *beldis* avaient intériorisé la défaite ; peut-être est-ce le sentiment de cette même fatalité de l'échec qui inhibera un Mestiri au lendemain du Congrès de Monastir.

Bourguiba est loin, cependant, d'avoir une attitude de rejet systématique à l'égard des classes supérieures. Surmontant sa méfiance vis-à-vis d'une classe dont il connaît la propension, en quelque sorte naturelle, à imposer son hégémonie, il a, néanmoins, cherché à s'en attirer les bonnes grâces tout en s'efforçant de la cantonner dans une position subordonnée. De même, l'attitude de Bourguiba à l'égard du palais beylical a toujours été équivoque. Sans rechigner à débaucher ses hommes ou à instrumentaliser le Bey lui-même, le fondateur du Néo-Destour n'a bien sûr jamais eu de sympathie pour la caste beylicale, responsable, à ses yeux, de la colonisation et incapable de s'en détacher réellement. Malgré sa légitimité bien contestable, le beylicat conserve à ses yeux la faculté d'exprimer la continuité d'une souveraineté dont le Protectorat est la négation. Le parti de Bourguiba ne revendique donc pas autre chose qu'une monarchie constitutionnelle. Mais la logique stratégique qui est la sienne tend à remettre en cause le cadre de l'autorité beylicale dans la mesure où le parti se pose en démiurge de la nation.

Les fondements du régime destourien

La stratégie bourguibienne consiste, en effet, à faire en sorte que le peuple tunisien se reconnaisse lui-même et se fasse reconnaître par la France comme une nation. *Avec* et *contre* la France, donc. Il s'agit de constituer cette nation, au moins comme ébauche, à travers le parti-creuset national, qui devient parti-État puis parti-État-Nation. La nation,

9. E. Cherif, *Mémoires d'un beldi*, propos recueillis et présentés par Khadija Cherif, Tunis, Cérès-Productions, 1990, p. 97-99.

c'est la négation de tous les clivages et de toutes les segmentations qui battent en brèche la fusion du peuple. L'esprit du parti de Bourguiba, c'est aussi le primat du politique à travers la question nationale ; c'est l'absorption par le politique de toutes les autres dimensions constitutives de la société et la dissolution de toutes les classes dans le creuset national. Bourguiba aurait ainsi confié à un de ses proches : « Toutes les questions qu'elles soient économiques ou sociales, découlent du politique. Hormis la politique, tout est pour l'heure secondaire »[10]. Dans l'esprit du leader, l'État est à lui-même son propre but et personne mieux que lui-même ne l'incarne. Il n'a pas dit « l'État, c'est moi », la formule était déjà prise, mais il lui a donné une extension encore plus forte : « Le système ? Quel système ? Mais c'est moi le système ! »[11]. Raouf Hamza parle d'« étato-centrisme »[12] ; on pourrait parler de manière complémentaire de « bourguibocentrisme ». C'est de ce point de vue que sont abordés les rapports avec les classes supérieures comme les rapports avec le mouvement ouvrier et le syndicalisme. Celui-ci, puisqu'il semble incontournable, doit être subordonné à la lutte nationale et à la construction du parti destourien puis, une fois l'indépendance acquise, à l'État et donc, cela va sans dire, à Bourguiba.

Cette stratégie se développe dans la matrice d'un rapport évolutif entre les classes, marqué par les nouvelles différenciations au sein des classes supérieures – avec notamment la décomposition de secteurs traditionnels au profit de secteurs plus insérés dans l'économie marchande moderne –, l'apparition d'un prolétariat qui bénéficie des traditions du mouvement ouvrier européen et le renforcement d'une plèbe mal socialisée, issue notamment de la désagrégation de l'économie paysanne et de certains secteurs de la petite bourgeoise urbaine. Ces contradictions explosent avec l'Autonomie interne et les différentes couches sociales, en formation ou en déclin, se coagulent autour des deux fractions du Néo-Destour, l'une dirigée par Bourguiba qui défend les accords d'Autonomie interne, l'autre par Salah Ben Youssef qui en rejette le principe et revendique la poursuite de la lutte jusqu'à l'indépendance totale. Très schématiquement, disons que la grande bourgeoisie traditionnelle, et en particulier de nombreux gros propriétaires terriens, se rallient, semble-t-il largement, à Salah Ben Youssef[13], de même que les masses paysannes les plus défavo-

10. S. Belhassen et S. Bessis, *op. cit.*, p. 50.

11. *Ibid.*, p. 17.

12. « L'État n'en apparaît pas moins dans la plupart de ses écrits, comme une réalité en soi qui ne procède pas de la société mais qui la transcende et qui se situe donc pour l'essentiel dans un rapport d'extériorité et de totale autonomie vis-à-vis de celle-ci », cité par R. Hamza, art. cité.

13. Cette opposition de la « grande bourgeoisie traditionnelle » s'exprime également à l'occasion de la convocation de l'Assemblée constituante prévue pour le 29 décembre 1955. Le Vieux-Destour prônait la non-participation. L'UGAT qui regroupait les grands propriétaires fonciers également. En revanche, l'UTICA soutient le Néo-Destour de même que l'UNAT créée pour concurrencer l'UGAT.

risées notamment dans le sud du pays et une frange importante, peut-être même majoritaire, de la petite bourgeoisie de la capitale. La base de Bourguiba n'est pas complètement hétérogène à celle de Ben Youssef mais son influence est plus marquée, régionalement, dans le Sahel et, socialement, dans les secteurs de la population portés par le mouvement ascendant du capitalisme et des formes politiques modernes (la fonction publique, par exemple). De nombreux facteurs ont joué en faveur de Bourguiba mais il en est un de décisif, c'est le soutien que lui a apporté l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT).

Les conditions de la résolution de la crise yousséfiste détermineront, pour une large part, la configuration du nouvel État[14]. Les rapports de classes en son sein ont, en effet, été fortement conditionnés par les circonstances de l'accession à l'indépendance. Le régime qui s'installe alors n'a pas bien sûr pour intention de remettre en cause les formes modernes de production et d'échange héritées de la colonisation. Les mécanismes institutionnels, juridiques et politiques qui se mettent en place procèdent d'un même esprit. Les bourgeois sont, par ailleurs, fortement représentés dans les différentes instances de délibération et de décision malgré l'ostracisme que manifeste Bourguiba à l'égard des *beldis* et des anciens du Vieux-Destour[15]. Mais le pouvoir bourguibien repose sur un équilibre à la fois volontaire et involontaire, sur la neutralisation réciproque des classes supérieures et des classes subalternes – y compris les couches « petites-bourgeoises » –, tenues en laisse au moyen d'un puissant appareil bureaucratique, organisant la coercition et le consentement. Bourguiba trône évidemment au sommet de la pyramide. Son rôle, Ben Salah, qui est à cette époque secrétaire général de l'UGTT et président de l'Assemblée constituante, le définira avec exactitude. Prenant la parole à la séance inaugurale, le 13 avril 1956, alors que le bureau de l'Assemblée vient de charger Bourguiba de former le nouveau gouvernement, il déclare, lucide : « Premier président du gouvernement indépendant, vous resterez toujours notre chef et l'arbitre de nos différends ». La place de l'UGTT, dans le système politique bourguibien, permet à celui-ci de contenir le monde du travail et, dans le même temps, de faire contrepoids à la pression déstructurante de la bourgeoisie. C'est d'ailleurs la finalité de tout le système que d'empêcher la lutte des classes et l'organisation politique autonome des classes, fatales, aux yeux de Bourguiba, à l'unité nationale et à la consolidation de l'État.

14. S. Khiari et O. Lamloum, « Le Zaïm et l'Artisan. De Bourguiba à Ben Ali », *Annuaire de l'Afrique du Nord*, XXXVII, 1998.

15. Le 7 août 1954, un gouvernement présidé par Tahar Ben Ammar, grand propriétaire foncier, est constitué avec le soutien du Néo Destour. À l'Assemblée constituante, ils sont très fortement représentés.

Les étapes de la crise

À l'origine des événements de 1970-1971, il y a les remous qui ont conduit à l'éviction de Ben Salah : malaise dans les campagnes, prenant parfois l'allure de révoltes, inquiétude des classes supérieures, notamment lorsque Ben Salah envisage la généralisation du système des coopératives, appréhensions des institutions financières internationales. Ces classes supérieures – cultivateurs ou industriels, nouveaux riches ou vieilles fortunes, politiciens corrompus ou administrateurs rusés, bureaucrates querelleurs ou patriotes inquiets – trouvent leurs porte-parole au sein du pouvoir en des personnalités comme Hédi Nouira, Mohamed Sayah, Mohamed Masmoudi, tous « Sahéliens », ou comme les « Tunisois » Bahi Ladgham, Ahmed Mestiri, Béji Caïd Essebsi, Hassib Ben Ammar, lesquels sont déjà, semble-t-il, majoritaires au sein de l'équipe dirigeante. L'infarctus de Bourguiba, le 14 mars 1967, libère les énergies contestataires et, plus encore, les ambitions. Désormais, et durant plus de vingt ans, c'est-à-dire jusqu'à ce que Ben Ali en résolve l'énigme avec ses brodequins, la question de la succession constituera la matrice de tous les conflits.

On peut situer le moment initial de la crise en 1968 lorsque A. Mestiri, ministre de la Défense, démissionne du gouvernement. Nous sommes à la fin du mois de janvier et Bourguiba vient de remanier les instances dirigeantes du PSD en dehors de tout congrès, bloquant ainsi un jeu politique déjà passablement grippé. Le geste audacieux de son ministre le met hors de lui – il n'y voit qu'une ruade insolente. A. Mestiri est immédiatement exclu du parti. Mais il sait qu'il ne restera pas longtemps en marge du pouvoir. À l'automne 1969, ce n'est pas lui mais Ben Salah qui reçoit le coup fatal. Le 8 septembre, le super-ministre se retrouve simple ministre de l'Éducation tandis que Bahi Ladgham est promu secrétaire d'État à la Présidence chargé de coordonner les affaires de l'État – Premier ministre, en somme. Au mois de novembre, c'est la déroute finale ; Nouira et Masmoudi sont nommés secrétaires généraux adjoints du PSD et Ben Salah quitte la Casbah[16] pour le boulevard du 9 avril. Trois mois plus tard, A. Mestiri réintègre triomphalement le parti.

La chute de A. Ben Salah permet de stopper la collectivisation et d'engager, de manière improvisée quoique prudente, une politique de libéralisation économique. Mais elle a pour effet d'altérer l'autorité de Bourguiba et de donner une formidable impulsion à la course pour la succession. Le bloc des « Sahéliens » – les fidèles de Bourguiba – et des « Tunisois » – les « libéraux » comme on appelle aussi les partisans de A. Mestiri – ne va pas tarder à exploser. Dans un premier temps, les rapports de force entre les différentes tendances restent cependant

16. Siège du futur Premier ministère.

fluctuants et relativement équilibrés, encore que les mestiristes semblent avoir le vent en poupe. Et ce vent a les airs d'un processus démocratique qui anime tout le pays, le parti et les institutions de l'État. L'Assemblée nationale, elle-même, est prise dans le tourbillon comme le montrent les polémiques – que reproduit, fait exceptionnel, la presse du pays – à l'occasion de l'examen du budget.

Un nouveau palier est franchi avec le remaniement ministériel de juin 1970 ; B. Ladgham est nommé Premier ministre, A. Mestiri à l'Intérieur, M. Masmoudi aux Affaires étrangères et H. Nouira à l'Économie. Ce sont alors les quatre personnalités les plus puissantes, représentant les deux tendances dominantes au sein du PSD. La nouvelle orientation politique est explicitée le 8 juin dans un discours programmatique de Bourguiba qui annonce une certaine démocratisation institutionnelle et une réforme de la Constitution élaborée par une « Commission supérieure » qui remplacera provisoirement le Bureau politique. En sont membres : Bahi Ladgham, Ahmed Mestiri (qui en est le rapporteur), Habib Achour, le chef de l'UGTT récemment réhabilité, Hédi Nouira, Bourguiba Jr, Mohamed Masmoudi, Hassib Ben Ammar, Abdallah Farhat et Sadok Mokaddem. En revanche, le plus jeune et le plus fidèle des bourguibistes, Mohamed Sayah, a été écarté. Il se consolera comme ambassadeur auprès des Nations unies. La composition de la Commission supérieure évoluera par la suite au rythme des rapports de force entre les tendances rivales.

Le 25 juin, la Commission supérieure rend public son *Manifeste*. Les réformes projetées ont une ampleur qui fait paraître bien timide le discours « historique » du 8 juin. Outre les modalités de la succession, le *Manifeste* aborde le fonctionnement interne du PSD qu'il propose de démocratiser ; il traite des rapports parti-État sans remettre en cause le dogme du parti unique mais dans ce même esprit de démocratisation ; il évoque aussi les rapports du parti et des « organisations nationales » (UTICA, UGTT, UNFT, etc.) qu'il souhaite plus indépendantes. Enfin, il annonce l'organisation d'une « consultation populaire », laquelle suscitera une telle mobilisation dans le pays que Tahar Belkhodja n'hésite pas à écrire : « Nous nous sentions tous débordés par ce flot "révolutionnaire" et cette mise en cause de tout le système »[17]. L'ancien ministre exagère à peine ; les premières conclusions dévoilent, en effet, l'existence d'une opinion publique favorable au pluralisme politique et à la restriction des prérogatives présidentielles. C'est un crime de lèse-majesté. Furieux, effrayé, Bourguiba met brutalement un terme à la consultation.

La contre-offensive commence. Bourguiba rééquilibre la direction du parti et nomme Hédi Nouira comme Premier ministre. Entre-temps, la Commission supérieure du PSD avait présenté son projet de réforme des institutions. Le principe du parti unique est maintenu ; toutefois la Com-

17. T. Belkhodja, *Les Trois Décennies Bourguiba*, Paris, Arcanteres-Publisud, 1999, p. 116.

mission recommande de réhabiliter les procédures électorales à tous les niveaux de l'appareil. Mais le changement le plus important concerne la Constitution. Il est prévu, en effet, de modifier l'équilibre et la distribution des pouvoirs : institutionnalisation du gouvernement et du Premier ministre, renforcement des pouvoirs de contrôle du législatif sur l'exécutif et atténuation du régime présidentiel. La Commission fait cependant l'impasse sur la question qui semble alors la plus urgente, la définition des modalités successorales. Qui occupera le siège de Bourguiba en cas de vacance du pouvoir : un vice-président élu en même temps que le président ? Ou, comme le stipule la Constitution de 1959 que les libéraux souhaitent voir respecter sur ce point, est-ce le président de la Chambre des députés qui en aura la charge le temps nécessaire à l'organisation de nouvelles élections ?

La querelle est d'autant plus âpre que les événements se bousculent. Car, ce même mois de novembre 1970, l'état de santé de Bourguiba se dégrade brusquement et la succession semble imminente. Le 4 janvier 1971, alors qu'il s'apprête à quitter la Tunisie à la recherche d'une improbable – du moins le croit-on – guérison, Bourguiba promulgue un décret désignant en la personne du Premier ministre celui qui devra lui succéder. Mais tout semble vain en cette période d'incertitudes, y compris les pronostics les plus pessimistes des médecins. Quelques mois plus tard, mal en point mais vivant, le Combattant suprême annonce son retour et, le 19 juin, il débarque à Tunis. La crise est alors à son comble. Habib Boularès vient de démissionner du gouvernement. Ses amis libéraux craignent que le congrès du PSD qui doit examiner les propositions de la Commission supérieure ne soit reporté *sine die*. Deux jours après son retour, Bourguiba a reçu Mestiri sans rien lui promettre. C'est le bras de fer. Le leader des libéraux présente sa démission du gouvernement et de la Commission supérieure mais Bourguiba la rejette. C'est presque un signe de faiblesse. Mestiri s'obstine. Plus grave : il rend publiques ses inquiétudes, arrachant à un Bourguiba, décidément trop hésitant, la poursuite du processus démocratique et la convocation du congrès. Initialement prévu pour le mois de septembre, celui-ci ne sera donc retardé que de quelques semaines. Mestiri retire aussitôt sa démission. Mais Bourguiba est un mauvais perdant. Deux semaines plus tard, un long discours annonce l'offensive. La réforme des institutions n'a rien d'urgent, affirme-t-il et, pour la clarté du message, Mohamed Sayah intègre la Commission supérieure du parti tandis que Mestiri est chassé du gouvernement.

Pour les libéraux, pourtant, la bataille n'est pas encore perdue. Le 11 octobre 1971, débute le VIII^{e} Congrès à Monastir et il se présente, pour eux, sous les meilleurs auspices. Dire, en effet, que Bourguiba n'est pas au mieux de sa forme est un euphémisme. Très défensif, il déclare vouloir prendre du champ et se retire à Carthage, tandis que Hédi Nouira monte à la tribune pour présenter le rapport de la Commission supérieure. Dans une intervention interminable, il met en garde contre le danger de la

« liberté absolue » dans le domaine économique ; il souligne que la « libre entreprise » et les « efforts privés » ne suffisent pas à résoudre les problèmes des pays sous-développés[18]. Dans la même ligne que Bourguiba, qui s'était réclamé du socialisme dans la continuité des orientations du Congrès de Bizerte en 1964, le Premier ministre réaffirme la « voie socialiste du développement » ; un socialisme original, spécifiquement tunisien, hostile à l'appropriation collective des moyens de production mais soucieux de redistribution sociale ; un socialisme qui conçoit le développement comme l'effet des interventions de l'État – un État investisseur et planificateur – conjuguées à l'initiative d'un secteur privé dynamique et fort.

Mais le point d'achoppement véritable est ailleurs et la « vedette », ce n'est pas Nouira, c'est Bahi Ladgham, porté par les libéraux, manifestement plus nombreux que leurs adversaires, et qui décident rien moins que le rétablissement du principe électoral à tous les échelons du parti y compris au niveau du Bureau politique. Le pluralisme électoral et partisan dans le pays n'est pas encore à l'ordre du jour mais déjà l'hyper-centralisme du PSD est battu en brèche. Le coup est d'autant plus dur pour les bourguibistes que les libéraux imposent également une autre de leurs vues, peut-être la plus importante : le maintien des dispositions constitutionnelles si une nouvelle attaque emportait Bourguiba.

Inquiet, pressé par ses fidèles, celui-ci se résout, le 14 octobre, à intervenir. Hédi Nouira me succédera, affirme-t-il en substance ; les plus jeunes – sous-entendu Mestiri – viendront après. Peine perdue ! Le lendemain, l'élection du Comité central confirme la fragilité de ses positions. La majorité de la nouvelle direction est composée de personnalités proches de Mestiri, lui-même élu en deuxième position après Bahi Ladgham tandis que Nouira, le dauphin désigné, n'arrive qu'en cinquième position. Les autres bourguibistes sont en queue de liste ou sont écartés. Une grande victoire pour les libéraux, mais une victoire à la Pyrrhus. Car Bourguiba n'est pas homme à se soumettre, tandis que les mestiristes ont une forte propension à la défaite. Le 22, Bourguiba convoque le Comité central et désigne un Bureau politique selon ses goûts. Plus précisément, il propose une liste de vingt candidats parmi lesquels les membres du Comité central doivent barrer six noms. Les libéraux protestent bien un petit peu, mais, finalement, ils se résignent à ce coup de force qui rétablit la prééminence de Bourguiba dans le parti et dans l'État. Dans son discours d'ouverture, *El Moujahid El Akbar* avait, de toute façon, donné le ton : « Toute séparation entre les attributions du Chef de l'État et celles du chef du Parti serait inconcevable dans un régime présidentiel où tout doit procéder des pouvoirs du Président. » Le Bureau politique, quant à lui, est « appelé à diriger le Parti en collabora-

18. « Nous ne saurions, souligne-t-il, adopter une orientation purement libérale et capitaliste de l'économie », cité dans « Chronique Tunisie politique », *Annuaire de l'Afrique du Nord*, X, 1971, p. 895.

tion avec le Président ou plutôt à assister le Président dans cette tâche »[19]. Le 30 octobre, un nouveau gouvernement est constitué, dirigé par Hédi Nouira. Aucun libéral n'en fait partie.

Somme toute, Bourguiba a surmonté l'épreuve sans trop de difficultés. Les mestiristes ne sont pas vraiment des rebelles. L'un d'entre eux, Rachid Driss, a accepté sa désignation au Bureau politique, les autres ont gardé le silence ; au mieux, ils ont protesté discrètement[20]. A. Mestiri, lui-même, convoqué devant la Commission de discipline du PSD, s'est contenté d'envoyer un télégramme à Bourguiba l'exhortant de prendre la peine de l'écouter mais cela n'empêchera pas sa suspension.

Très rapidement, il ne reste plus grand-chose des résolutions du VIII[e] Congrès. Le Conseil des ministres revient ainsi sur une de ses principales décisions et adopte le principe d'une succession par le Premier ministre. Trois ans plus tard, en septembre 1974, toujours à Monastir, le IX[e] Congrès décide l'exclusion définitive du groupe des libéraux.

Le rôle de l'UGTT

Habib Achour se flatte dans ses mémoires[21] d'avoir sauvé Bourguiba une première fois à l'occasion du congrès du Néo-Destour à Sfax, en 1955, et une seconde fois à l'occasion du congrès d'octobre 1971. Ce n'est qu'en partie faux. Dans les deux cas, le dirigeant syndical a, en effet, apporté un appui décisif à Bourguiba. Écarté sans ménagement par Ben Salah, Habib Achour revient en force à l'UGTT, une fois le puissant ministre évincé, avec pour mission de maîtriser la vague de contestation sociale qui s'ébauche dans les villes. La réconciliation entre Achour et Bourguiba est symboliquement marquée par la participation d'Abdelaziz Bouraoui, l'un des dirigeants de l'organisation ouvrière, à la Haute Cour chargée de juger Ben Salah. Pour autant, Achour n'est pas Béchir Bellagha, son pâle prédécesseur, et la direction achouriste reconstituée n'est pas un simple pion entre les mains du PSD ; elle a ses propres calculs et ses propres ambitions. Chevauchant la grogne sociale (grèves dans les mines et les chemins de fer, vague de licenciements, radicalisation étudiante...), Habib Achour monnaye son soutien et manigance,

19. *Ibid.*, p. 921-923.

20. Pour être précis : certains des leaders mestiristes (S. Mokaddem) ont refusé de siéger au Bureau politique ; d'autres (H. Ben Ammar, A. Rassaa et M. Ben Osman) ont démissionné du gouvernement. Mais Bourguiba n'en a eu cure. Dès que le Bureau politique a retrouvé une certaine autorité, il a repris l'appareil du parti en main et a renouvelé les Comités de coordination. Dans ses mémoires, H. Achour rapporte que les Comités de coordination de Tunis et de l'intérieur ont également protesté contre la composition du Bureau politique.

21. H. Achour, *Ma vie politique et syndicale*, Tunis, Alif, 1989.

exploite et attise les rivalités de clans dans les coulisses du pouvoir. Ce qui lui permet à la fois d'étendre ses réseaux, de multiplier ses points d'appui et d'obtenir quelques concessions en faveur des travailleurs. Le gouvernement Nouira avait d'ailleurs anticipé la montée des mécontentements que pouvaient susciter le fort taux de chômage[22] et les licenciements consécutifs au démantèlement des coopératives et à la mauvaise conjoncture de l'année 1970[23]. Des mesures d'urgence ont ainsi été prises pour donner de l'emploi aux ouvriers agricoles et, sans augmenter les salaires, accroître le pouvoir d'achat des couches les plus défavorisées[24]. En 1971, la bonne conjoncture (+ 7,8 % de croissance) permet un relèvement général des salaires annoncé bruyamment le 1er mai. La récolte exceptionnelle permet par ailleurs d'absorber en partie la demande d'emplois dans le secteur agricole.

Pour justifier son alliance avec les bourguibistes, le dirigeant syndical invoque la présence dans le camp des libéraux de représentants du syndicat patronal et, en particulier, de son vice-président Béchir Zarg El Ayoun. Selon Habib Achour, la préparation du Congrès de Monastir, dont les maîtres d'œuvre sont les mestiristes, s'est d'ailleurs caractérisée par la volonté de marginaliser les destouriens syndicalistes. De manière contradictoire, il explique, cependant, le bon score (il est dix-neuvième avec 455 voix sur 518) qui lui permet d'accéder au Comité central par la présence de nombreux syndicalistes parmi les délégués. À l'inverse, son adversaire de l'UTICA, lâché de toute évidence par les libéraux, n'obtient que 194 voix et n'est pas élu. Le congrès aurait-il été moins manipulé qu'il le prétend ? Ou alors Achour aurait-il joué sur les deux tableaux ? Quoi qu'il en soit, son camp demeure celui de Bourguiba qui le nomme immédiatement au Bureau politique. En contrepartie, le secrétaire général de l'UGTT participera activement à la campagne contre les libéraux[25] et apportera son appui au nouveau gouvernement.

Habib Achour, qui ne porte pas Hédi Nouira dans son cœur, prétend que celui-ci – qu'il compare à un « général sans troupe » – n'aurait pas pu constituer le nouveau gouvernement si lui-même n'était pas intervenu en sa faveur. S'il est difficile d'apprécier précisément le rôle qu'a effectivement joué le dirigeant syndical, il est incontestable que ce rôle a dû être suffisamment important pour finalement apparaître comme une menace et expliquer les relations heurtées puis la rupture entre l'UGTT et le pouvoir. Selon Tahar Belkhodja, à cette époque une personnalité de premier plan, Nouira « redoutait moins le parti que l'UGTT » qui devient son

22. Les demandeurs d'emploi constituent 16,6 % de la population active masculine en 1970 contre 14,7 % en 1969.

23. Le PIB n'augmente que de 3,2 %.

24. Ainsi, le 9 janvier 1970, les loyers des logements modestes sont réduits de 10 à 20 %, le régime de la sécurité sociale est amélioré et étendu aux ouvriers agricoles.

25. Cf. son discours très violent contre Mestiri devant les cadres syndicaux de la région de Tunis, *L'Action*, 7 novembre 1971.

« principal partenaire politique » et « Achour était trop au courant de tout, avant même les ministres concernés ». Face aux pressions d'Achour, se souvient-il, « l'organisation patronale s'alignait toujours sans susciter de difficultés majeures »[26]. Le leader syndical, qui aime également évoquer son emprise sur Hédi Nouira à cette époque, est cependant plus nuancé, regrettant, quant à lui, l'ascendant des patrons et des grands propriétaires terriens sur le Premier ministre, lequel se serait montré pareillement sensible à la pression des « durs » du parti comme Mohamed Sayah.

Par-delà les manœuvres de circonstance, les rapprochements et les brouilles – et au-delà les événements dramatiques du 26 janvier 1978 – une *solidarité systémique* unit Bourguiba et Achour[27]. Il existe une affinité structurelle entre le dirigeant de l'appareil bureaucratique syndical et le système bureaucratique bourguibien qui est bien plus décisive que des divergences de choix économiques et sociaux ou les stricts intérêts de la classe ouvrière dont se revendique la Centrale syndicale. L'UGTT a été dès l'origine partie prenante de la mise en place du régime bourguibien. À cheval sur la société politique et la société civile, impliqué à tous les niveaux de la hiérarchie du Néo-Destour et formant en même temps l'un des pôles d'un système quasi bipartite, l'appareil syndical est constitutif d'un appareil politico-administratif étatique et non étatique formant une unité fonctionnelle et conflictuelle à la fois. La bureaucratie syndicale est tenue de veiller à l'amélioration des conditions de vie des salariés qui constitue sa base ; mais elle le fait en tâchant de préserver le cadre du système politico-bureaucratique d'ensemble dans la mesure où son implication dans ce système a pour corollaire une certaine redistribution sociale, productrice de légitimation pour la partie – l'appareil syndical – et le tout – le régime politique destourien. La direction de l'UGTT est donc conduite à agir pour consolider sa présence au sein des instances de décision et de gestion de l'appareil d'État et du parti. Dans cet esprit, la motion générale du Conseil national de l'UGTT du 21-22 juillet 1972, qui révèle ce que Habib Achour attend du soutien apporté à Nouira, souligne la nécessité d'étendre la participation de l'UGTT aux diverses instances constitutionnelles de l'État vu « le rôle qu'elle a joué et qu'elle joue encore dans la défense de l'intégrité nationale et de l'ordre républicain ».

26. T. Belkhodja, *Les Trois Décennies Bourguiba*, *op. cit.*, p. 125.

27. S. Khiari, « Reclassements et recompositions au sein de la bureaucratie syndicale depuis l'Indépendance. La place de l'UGTT dans le système politique tunisien », Centre d'étude et de recherche internationale, 2000, www.ceri-sciences-po.org/archive/Dec00/khiari.pdf.

La transition avortée

La tendance Mestiri a perdu pour différentes raisons et, en particulier, parce qu'elle ne représentait pas d'intérêts sociaux définis et ayant du poids, capables de contrebalancer la logique bureaucratique du régime destourien. Il semble, en effet, abusif de dire que les « Tunisois » exprimaient plus ou moins objectivement, c'est-à-dire quasiment malgré eux, les intérêts d'une fraction particulière de la bourgeoisie, pressée de voir l'État se désengager totalement de l'économie. Bourguiba, lui-même, a pu percevoir ainsi ces « Tunisois » et ces *beldis* qui s'opposaient à lui. La libéralisation économique était déjà acquise depuis la chute de Ben Salah quand bien même des divergences secondaires pouvaient continuer d'exister concernant les modalités et les rythmes de cette libéralisation[28]. Au Congrès de Monastir, la question a certes suscité un débat mais sans constituer l'enjeu principal des polémiques. Du reste, si on peut admettre que certains aient pu trouver la libéralisation économique de Nouira trop partielle et trop lente, il est encore plus vrai que la bourgeoisie tunisienne a une tendance rentière particulièrement prononcée ; qu'elle s'est développée à l'ombre de l'État et qu'à l'ombre de l'État, elle avait encore beaucoup d'argent à gagner ; beaucoup trop pour constituer la base solide du projet de libéralisation politique porté par les mestiristes. C'est également le cas des autres secteurs de la population. La crise sociale à la campagne est en voie de résorption ; les résistances du monde du travail sont canalisées par la Centrale syndicale. Finalement, les mestiristes ont été portés jusqu'en octobre 1971 par l'impulsion politique suscitée par la crise bensalahiste mais ils sont demeurés une « coterie » sans enracinement réel. Sans doute tout cela permet-il de comprendre leur manque de pugnacité et la faiblesse des réactions suscitées par leur éviction. Malgré leurs limites, les propositions des mestiristes contenaient en puissance une dynamique fatale pour le système bourguibien dont l'aboutissement probable aurait été l'éclatement des principaux piliers de celui-ci, du Néo-Destour et de l'UGTT, accompagné, sans doute aussi – comme effet induit – d'une libéralisation économique plus rapide que celle qu'a mise en train Hédi Nouira. Mais nous entrons là dans le domaine glissant des conjectures...

28. T. Belkhodja rapporte que face à la lourdeur d'un appareil peu disposé à renoncer à sa maîtrise de l'économie, Hédi Nouira aurait eu ce commentaire résigné : « Nous n'y pouvons rien (...), les mentalités socialistes sont encore là », dans *Les Trois Décennies Bourguiba, op. cit.*, p. 117.

24

Bourguiba dans la mémoire islamiste tunisienne

Vincent GEISSER*
et Chokri HAMROUNI**

> « Nous sommes les enfants de Bourguiba et non les enfants de la Zitouna. Nous sommes en quelque sorte les fils rebelles du bourguibisme, les enfants rebelles de Bourguiba : nous avons tous en nous une dimension bourguibienne. »
>
> Habib Mokni, ancien porte-parole du MTI en France, membre du Bureau politique d'*En Nahdha*.

Au-delà de la « martyrologie » et de l'analyse « froide »

L'objet de cet article n'est pas de retracer l'histoire des relations conflictuelles entre Bourguiba et le mouvement islamiste tunisien – recherche en grande partie accomplie par un certain nombre d'auteurs[1] –,

* Chargé de recherche au CNRS (IREMAM).
** Enseignant, docteur en science politique de l'université de Paris-VIII.

1. F. Burgat, *L'Islamisme au Maghreb. La voix du Sud*, Paris, Karthala, 1988 ; du même auteur, *L'Islamisme en face*, Paris, La Découverte, 1995 ; M. Camau et V. Geisser, chapitre 7 : « Du MTI à En Nahdha : des islamistes pas comme les autres », *Le Syndrome autoritaire. Politique en Tunisie de Bourguiba à Ben Ali*, Paris, Presses de Sciences-Po, 2003, p. 269-313 ; E. Hermassi, « La société tunisienne au miroir islamiste », *Maghreb-Machrek*, 103, janvier-février-mars 1984, p. 39-55 ; du même auteur, « Montée et déclin du mouvement islamiste en Tunisie », *Confluences Méditerranée*, 12, 1994, p. 33-50 ; A. Zghal, « Le retour du sacré et la nouvelle demande idéologique des jeunes scolarisés : le cas de la Tunisie », dans C. Souriau (dir.), *Le Maghreb musulman en 1979*, Paris, CNRS, 1981, p. 41-64 ; du même auteur, « La nouvelle stratégie du Mouvement de la tendance

mais plutôt de *faire dire l'histoire par les islamistes eux-mêmes.* Nous pourrions ramener la problématique de cette contribution à une question centrale : *si les islamistes devaient écrire l'histoire de Bourguiba et du bourguibisme, comment l'écriraient-ils ?*

Ce travail de mémoire est d'ailleurs revendiqué par les acteurs eux-mêmes, anciens militants ou dirigeants du mouvement islamiste tunisien : « nous voulons faire l'histoire du bourguibisme, nous voulons faire notre histoire »[2]. On perçoit ici une certaine convergence entre les préoccupations du chercheur et celles des acteurs, manifestant un désir commun d'entreprendre une relecture de la société tunisienne à l'époque de Bourguiba et, plus particulièrement, une mise à jour des mécanismes de la répression : « le témoin est irremplaçable non seulement pour décrire certains aspects, détails de la répression, pour comprendre la vie intérieure des victimes, mais aussi pour analyser et comprendre la répression dans sa totalité et sa complexité »[3].

Afin d'entreprendre ce travail de « relecture » – la réécriture de l'histoire du bourguibisme par les islamistes[4] –, nous avons eu recours à une approche qualitative à partir d'entretiens auprès d'anciens militants et dirigeants de l'islam politique tunisien, à Paris et à Londres, villes où ils vivent majoritairement en exil[5].

Certes, l'on pourra contester une telle démarche sociologique qui repose d'abord sur des points de vue subjectifs, des récits décousus, des

---

islamique : manipulation ou expression de la culture politique tunisienne ? », dans I. W. Zartman (dir.), *Tunisie. La politique économique de la Réforme*, Tunis, Alif-Les Éditions de la Méditerranée, 1995, p. 197-212.

2. Mohamed Ghambgui, ancien rédacteur en chef de *El Habib*, organe officieux du MTI, entretien avec les auteurs, Paris, 2001.

3. K. Bartosek, « Les témoins de la souffrance », *Les Cahiers de l'IHTP*, « La bouche de la Vérité ? La recherche historique et les sources orales », sous la direction de D. Voldman, 21, novembre 1992, www.ihtp.cnrs.fr.

4. Cette réécriture par rapport à ce que l'on pourrait qualifier de « mémoire officielle », telle qu'elle est donnée à voir dans les ouvrages apologétiques de l'avant-1987 et dans les manuels scolaires actuels qui, pour cause de « changement », ne consacrent qu'une faible place à la légende bourguibienne. Sur la notion de « mémoire officielle », cf. R. Frank, « La mémoire et l'histoire », *Les Cahiers de l'IHTP*, 21, novembre 1992.

5. Dans le cadre de notre enquête, nous avons interrogé les personnes suivantes, au cours de l'été 2001 (juin-juillet) : Rached Ghannouchi (président-fondateur du MTI, actuel président du parti *En Nahdha*), Habib Mokni (membre-fondateur du MTI, membre du Bureau politique d'*En Nahda*), Salah Karker (membre fondateur du MTI, dissident d'*En Nahdha*), Dhaou Meskine (ancien responsable des Affaires religieuses au sein du *Majlis el Shura* du MTI), Mohamed Ghambgui (ancien rédacteur en chef du journal *El Habib*, organe officieux du MTI), Hafifa Makhlouf (première femme élue au sein du *Majlis el Shura* du MTI), Ridha Driss (ancien responsable étudiant et président du *Majlis el Shura* d'*En Nahdha* en exil), Aïcha Dhouadi, épouse Kéfi (membre du parti *En Nahdha*), Sayyed Ferjani (ancien sous-officier proche du MTI, impliqué dans le projet de coup d'État du 8 novembre 1987), Abdelwahab Hani (ancien vice-président de l'UGTE, syndicat étudiant proche du MTI), Sélim Ben Hamidane (ancien responsable régional à Sousse de l'UGTE).

souvenirs vagues et lointains, livrant ainsi des interprétations très « personnelles » de l'histoire récente, dans le sens d'une idéalisation de leur trajectoire d'opposants et de « martyrs » du bourguibisme[6].

Mais ce « recueil de subjectivité » s'intègre à un objectif de recherche qui est précisément de dépasser une historiographie classique, « trop sèche » du mouvement islamiste tunisien, dont les relations avec le bourguibisme seraient ramenées, soit aux différents « succès sécuritaires » du régime bourguibien contre « l'obscurantisme religieux » (version officielle) soit, au contraire, à une forme de martyrologe islamiste (version militante), décrivant sur un registre compassionnel la répression, les arrestations et les tortures. S'il convient de reconnaître qu'un travail de dépouillement des archives resterait probablement à faire (tracts, écrits propagandistes, rapports internes, journaux produits par la mouvance islamiste entre 1971 et 1991, comme documents officiels et littérature « grise » émanant des autorités tunisiennes), nous n'avons pas été en mesure de l'accomplir, parce que tout simplement celles-ci sont aujourd'hui dispersées et « verrouillées » par la logique sécuritaire. Nous le répétons encore une fois, afin d'écarter toute ambiguïté par rapport à notre objectif de recherche : c'est bien la « subjectivité reconstructrice »[7] des acteurs que nous avons cherché à sonder, subjectivité qui, paradoxalement, paraît nécessaire à la conquête d'une certaine objectivité scientifique sur la période bourguibienne. En effet, depuis le coup d'État « médical » du 7 novembre 1987, les acteurs politiques tunisiens ont trop appris à refouler leurs expériences et leurs souvenirs de la période bourguibienne : « des personnes ayant vécu et agi ont disparu dans la non-existence. Des événements passés, des livres anciens sont condamnés à ne pas exister »[8]. Dans le cadre de cette contribution, nous nous inscrivons délibérément à contre-courant de cette tentative de contrôler la mémoire, en cherchant à « faire parler » les témoins.

Toutefois, cette démarche de « reconstruction subjective » se heurte au problème de la *distance* dans le temps, l'espace et l'action.

D'abord, la distance dans le temps : les acteurs islamistes témoignent d'événements anciens et enfouis dans leur mémoire, dont la reconstitution reste imprécise et « polluée » par des formes de surinterprétation, voire même d'idéalisation, sur le registre de l'épopée : « Nous sommes les martyrs de Bourguiba ! »

Ensuite, la distance dans l'espace : nous sommes en présence d'acteurs ne vivant plus en Tunisie depuis plusieurs années et n'ayant même

6. Selon Denis Peschanski, « la (re)construction est le processus le plus classique, dans la mesure où qui dit mémoire dit construction, opérant sous l'effet des systèmes de représentations postérieurs (sans oublier qu'il s'agit de représentations de représentations, puisqu'on traque la mémoire d'un événement perçu, déjà médié) et de leurs déterminants », « Effets pervers », *Les Cahiers de l'IHTP*, 21, novembre 1992.

7. *Ibid.*

8. K. Bartosek, « Les témoins de la souffrance », art. cité.

plus la possibilité d'être les témoins directs des legs du bourguibisme. Comme nous le verrons, cette condition « d'exil forcé » n'est pas sans influence sur la construction et le déroulement du récit. L'éloignement de la « mère patrie » et du contexte autoritaire favorise la conquête d'une certaine objectivité, puisqu'il permet aux acteurs de se référer à d'autres sources d'interprétation du bourguibisme qui, dans le pays d'origine, sont toujours l'objet de censure et de verrouillage.

Enfin, la distance dans l'action : nous avons incité les militants et les leaders islamistes à réévaluer leur relation personnelle et collective à Bourguiba et au bourguibisme, alors qu'il s'agit d'un objet qui n'a plus de « prise directe » sur leur vie quotidienne. Il est loin le temps où les acteurs islamistes cherchaient par tous les moyens (ou presque) à renverser le régime de Bourguiba et à réformer la société bourguibienne en profondeur. Mais, à beaucoup d'égard, cette distance dans l'action est aussi salutaire pour le chercheur en sciences sociales, dans la mesure où le récit paraît moins soumis à la logique de l'engagement militant, à un discours formaté par l'organisation (MTI, *En Nahdha*, UGTE...), c'est-à-dire à une rhétorique balisée par la propagande anti-bourguibienne. Ainsi, les témoins islamistes parviennent à reconquérir une certaine liberté d'interprétation par rapport à une représentation idéologique et souvent doctrinale du bourguibisme, délivrée autrefois par l'autorité légitime du mouvement (l'émir et la direction politique).

En ce sens, l'une des hypothèses de ce travail de recherche est de démontrer qu'*il n'existe pas une vision unique, une « version islamiste » de l'histoire du bourguibisme mais bien un conflit d'interprétation, dont les lignes de clivage sont d'ailleurs moins politiques et idéologiques que sociologiques.*

Ces visions ou plutôt ces « versions » islamistes de l'histoire du bourguibisme n'échappent pas à une série de déterminismes sociologiques : les trajectoires personnelles, les itinéraires socioprofessionnels, les lieux d'exil et surtout les modes de reconversion politique qui influencent très largement les manières de lire ou relire l'histoire de Bourguiba et de la période bourguibienne. Sur ce plan, nous montrerons que les islamistes exilés à Londres et regroupés autour de la personne du cheikh Rached Ghannouchi semblent davantage entretenir un rapport conflictuel avec le bourguibisme que les islamistes exilés à Paris qui opèrent, eux, une forme de réappropriation critique de l'héritage bourguibien.

On prend ici toute la mesure des lieux de vie et d'action qui produisent des incidences sur les façons de reconstruire leur histoire personnelle, en tant qu'exilé tunisien, et leur « mémoire de groupe »[9], en tant qu'ancien ou actuel membre du mouvement islamiste.

9. R. Frank, « La mémoire et l'histoire », art. cité.

Les « tyrannies de l'intimité »[10] : Bourguiba, héros positif ou négatif de la mémoire familiale

La relation des militants islamistes avec le bourguibisme est d'abord une histoire personnelle, presque intime, avec le leader de la nation, le « Combattant suprême ». Elle constitue l'histoire banale de toutes ces générations de Tunisiens qui ont été marquées par « l'intrusion » du personnage Bourguiba dans toutes les sphères de leur vie passée : au sein de la famille, à l'école primaire, au lycée, à l'Université, dans leur milieu professionnel et parfois même dans la rue, dominée autrefois par ce que l'on pourrait appeler une certaine « ambiance bourguibienne ». Sur ce plan, les récits et les témoignages des militants et des dirigeants islamistes ne se différencient guère de ceux des autres citoyens, ces « Tunisiens ordinaires », dont la vie quotidienne avant le 7 novembre 1987 était rythmée par les apparitions de Bourguiba. Cette évocation d'une époque révolue donne lieu aujourd'hui à toutes sortes d'anecdotes, de petites histoires, parfois de chocs émotionnels, dont le héros principal est presque toujours Bourguiba. En ce sens, plus que le tyran de la nation, Bourguiba a d'abord été pour les islamistes tunisiens *le tyran de leur propre intimité familiale.*

Tous les témoins interrogés, sans exception, évoquent l'intrusion permanente du *raïs* et du pouvoir bourguibien dans leur vie familiale. Tous se remémorent ces discussions animées entre enfants et parents, où Bourguiba était le héros positif ou négatif d'un feuilleton presque intime qui les interpellait moins sur un registre politique ou partisan que dans leur quotidienneté de Tunisiens ordinaires :

> Par rapport à mon enfance, je me rappelle de Bourguiba à travers la télévision. Nous étions les premiers du quartier à avoir la télé. Il me reste l'image du quartier qui venait chez nous pour regarder la télé. Mon père n'était pas membre du Destour. Il n'avait pas d'engagement politique particulier. Non, il n'était pas membre du parti. J'ai aussi quelques souvenirs de l'école, du culte de Bourguiba : les hymnes, les chansons. C'est essentiellement notre entourage qui nous parlait de Bourguiba, surtout les vieux. Petit à petit, ça commençait à m'agacer cette image de Bourguiba (Mohammed Ghambgui).

De l'analyse des récits des témoins islamistes se dégage un élément récurrent : la grande majorité des interviewés affirme appartenir à des familles méfiantes, sinon réticentes, à l'égard du « pouvoir personnel » de Bourguiba et de sa politique de modernisation autoritaire. Ainsi, la relation au *zaïm* avant de revêtir une dimension politique et idéologique « réfléchie » et « engagée », semble s'être révélée au sein d'une culture

10. R. Sennet, *Les Tyrannies de l'intimité*, Paris, Le Seuil, 1995.

familiale souvent hostile au « Combattant suprême », sans que cela se traduise nécessairement par des attitudes et des comportements de type protestataire :

> Mon premier souvenir de Bourguiba remonte à 1951, lorsqu'il a visité Hamma. Mon oncle était celui qui protégeait Bourguiba. Tous les paysans étaient allés au souk de Hamma pour écouter Bourguiba. J'avais 10 ans. Lorsque l'appel à la prière est venu, mon père pensait que Bourguiba allait arrêter le discours pour aller prier. Mais il n'y a rien eu. Alors mon père est parti et a dit : « *Il n'y a pas de bien dans cet homme !* » Il a quitté et m'a pris par le main. Il croyait que Bourguiba était un leader musulman. Il attendait que Bourguiba amène les gens à la mosquée mais il ne l'a pas fait. Mon père m'a répété : « *Il n'y a pas de bien dans cet homme* » (Rached Ghannouchi).

D'aucuns vont même jusqu'à invoquer une tradition familiale « anti-bourguibienne » comme principale explication et/ou motivation de leur engagement personnel au sein de la mouvance islamiste, représenté comme un acte de fidélité à la mémoire groupale (le clan, le village, la région...) par opposition à la mémoire officielle (l'État, le parti, les organisations satellites...) :

> Oui, je me souviens d'une visite de Bourguiba dans la ville de Sfax. C'était en 1970, j'avais 8 ans. On nous a demandé de bien nous habiller pour l'accueillir. Mon grand-père a dit : « Non ! » Mon grand père a dit : « Bourguiba ne mérite pas cet accueil ! » Il ne voulait pas que j'aille voir Bourguiba. Je me souviens d'une anecdote à ce propos. J'avais 9 ans : ma grand-mère qui était une femme très simple devait aller chercher une attestation. On lui a demandé de passer à la cellule du PSD pour l'obtenir et elle a pris sa carte du parti. Lorsqu'elle a montré sa carte du PSD à mon grand-père, il était en colère (Ridha Driss).

Toutefois, sur le plan de la mémoire individuelle et familiale, la figure de Bourguiba n'a pas toujours été associée à celle du héros négatif. Au contraire, certains acteurs islamistes témoignent aujourd'hui de leur admiration passée, voire même de leur tendresse enfantine et adolescente, pour le *zaïm*. Leur engagement politique est ainsi perçu comme une rupture personnelle avec la *légende bourguibienne* (les représentations officielles et propagandistes du résistant, du père de la nation, du leader de l'indépendance...), qu'ils reconnaissaient pourtant comme partie intégrante de leur être et de leur « identité » sociale :

> C'est une époque où on nous a appris à aimer Bourguiba et j'étais convaincu. Bourguiba, c'était mon héros ! C'était notre idole ! On nous parlait de l'histoire de Bourguiba, son enfance, ses attitudes quand il était écolier. Nous étions convaincus que Bourguiba était un génie. Comment nous qui étions pro-Ben Youssef sommes-nous devenus pro-Bourguiba ?

> Mon père, lui, est toujours resté pro-Ben Youssef et il n'a jamais aimé Bourguiba (...). Sur ce plan, je n'étais pas d'accord avec mon père : moi, j'étais bourguibien ! (Dhaou Meskine).

De ce point de vue, la mémoire islamiste du bourguibisme fonctionne sur un mode stratigraphié : « le témoin dont on sollicite la mémoire individuelle, livre un témoignage révélateur d'une mémoire collective, elle-même soumise à l'interpénétration de diverses mémoires et tiraillée entre la mémoire du groupe et la mémoire diffuse (...), entre la mémoire officielle ou historique et la mémoire commune (...) »[11]. Mais ce tiraillement entre les différents registres de la mémoire n'apparaît pas simplement comme l'un des effets de la reconstruction subjective de la relation à un « grand personnage » (Bourguiba) ou à une époque révolue (les années de règne du Combattant suprême), il se révèle *a posteriori* comme l'un des vecteurs de la prise de conscience et de l'engagement politiques des témoins. En ce sens, l'on peut penser que ce conflit de mémoire(s) était déjà présent à l'état latent dans la société tunisienne des années 1960-1970, alors que nos témoins islamistes n'étaient encore que des militants anonymes des scènes politiques tunisiennes.

Qu'ils revendiquent leur appartenance à des familles de « tradition bourguibienne » ou, au contraire, à des familles farouchement opposées à l'autoritarisme du « Combattant suprême », les interviewés islamistes font référence unanimement à une prise de conscience assez précoce des ravages du « libéralisme bourguibien » dans la société tunisienne. Sur ce plan, ce sont souvent les atteintes répétées à la « culture arabo-musulmane » et à la religion qui sont aujourd'hui mis en avant par les témoins, se remémorant ainsi les « chocs émotionnels » provoqués par les « gestes anti-musulmans » de Bourguiba, comme si leur engagement islamiste avait d'abord revêtu un dimension culturelle, voire « civilisationnelle », avant de s'exprimer sur un registre davantage politique et contestataire. Chez les femmes du mouvement notamment, les questions de la « libéralité » des mœurs bourguibienne et de la répression étatique à l'égard du *hijeb* (la blessure symbolique du dévoilement) sont fréquemment évoquées au cours des témoignages :

> Je tiens à vous dire que l'une des femmes, dont Bourguiba a ôté publiquement le voile, c'était ma propre cousine ! J'ai été choquée par cet événement. J'avais une vision de Bourguiba comme « l'anti-musulman ». Nous étions très choquées par le discours de Bourguiba. Nous étions très choquées par son discours sur ses organes génitaux (Hafifa Makhlouf).

D'une manière générale, c'est le registre de la mémoire « intime » du croyant et du pratiquant musulman qui est sollicitée ici pour justifier *a posteriori* l'entrée en politique, confirmant ainsi notre hypothèse de

11. R. Frank, « La mémoire et l'histoire », art. cité.

l'existence d'une double temporalité dans l'émergence du phénomène islamiste en Tunisie : « il y a dans les débuts de l'islamisme un temps à la fois culturel et patriotique, voire même affectif et charnel, que les analystes ont parfois négligé d'étudier. Les temporalités cultuo-culturelles et politiques s'enchaînent chronologiquement tout en s'entremêlant et en se chevauchant. De plus, la dimension *affectuelle* n'est sûrement pas absente des motivations des étudiants croyants »[12]. Or, c'est bien ce registre affectuel dans la prise de conscience politique que nous donnent à lire aujourd'hui les souvenirs des anciens militants et leaders islamistes. Le thème de « la souffrance psychologique »[13], suscitée par la « froideur » de la machine étatique bourguibienne, est constamment présent dans leurs témoignages :

> Oui, je me souviens qu'en deuxième année secondaire, au moment du Ramadan, je n'ai pas supporté la provocation. En effet, en pension, ils ne voulaient pas que l'on fasse le *Ftûr* (la rupture du jeûne). Il n'y avait pas d'aménagements horaires pendant le Ramadan. Nous étions choqués collectivement pas cette politique qui ne respectait pas le Ramadan. Nous résistions à cela et nous faisions le mur pour aller acheter des dattes et du lait. Je sentais que le pouvoir cherchait à humilier les gens quelles que soient leurs convictions. C'était une humiliation collective ! L'image de Bourguiba tombait et puis elle s'est dégradée. Je commençais à douter, à vivre cette confrontation. Les gens souffraient. Nous étions humiliés (Dhaou Meskine).

Le récit des origines et des motivations de leur engagement politique s'exprime avec d'autant plus d'émotion[14] qu'il ne se greffe pas seulement sur une analyse froide de l'histoire de la période bourguibienne mais aussi une mémoire individuelle, mettant en scène un Bourguiba à la fois *voyeur* et *dévoreur* de leur propre intimité familiale :

> J'ai été très choqué par ma mère qui est allée à une fête avec une robe ouverte sur le dos ! Ma mère, c'était mon modèle ! Les fêtes mixtes commençaient à me choquer. Certaines évolutions me choquaient : les femmes, les gens qui mangent pendant le Ramadan. Tout cela me choquait. J'étais contre tout cela. Je commençais à faire le lien avec le bourguibisme. On commençait à avoir une conscience politique, à relier toutes ces choses-là. Je commençais à haïr le régime de plus en plus ; j'en voulais à ce régime. Je me disais : « il est un obstacle au progrès de notre peuple ! » (Mohammed Ghamgui).

L'on serait tenté d'interpréter ce « lien », qu'établissent systématiquement les témoins, entre leur expérience intime (la famille, l'enfance,

12. M. Camau et V. Geisser, *Le Syndrome autoritaire, politique en Tunisie de Bourguiba à Ben Ali*, *op. cit.*, p. 328.

13. K. Bartosek, « Les témoins de la souffrance », art. cité.

14. P. Braud, *L'Émotion en politique*, Paris, Presses de Sciences-Po, 1996.

l'école...) et leur engagement groupal et/ou collectif (l'adhésion et le militantisme au sein du mouvement islamiste), comme l'un des « effets pervers »[15] du récit oral, bien connu des historiens du Temps présent. Pourtant, ce processus de (re)construction subjective met en jeu, sur mode dialogique et concurrent, des niveaux et des registres de la mémoire, dont le principal mérite est de nous inciter à dépasser une « historiographie de l'évidence factuelle ». De ce point de vue, seul le recours à des témoignages oraux et à des entretiens approfondis nous permet de mesurer la portée d'événements sociopolitiques qui, en apparence, n'entretiennent qu'un rapport lointain avec l'histoire du mouvement islamiste sous Bourguiba.

Le statut de la femme : point de fixation de la mémoire groupale de « l'anti-bourguibisme »

Le passage de la mémoire intime à la mémoire groupale s'opère à travers des figures symboliques, dont le souvenir est désormais fixé par l'historiographie islamiste qui prétend s'inscrire concurrentiellement à la légende bourgubienne, telle qu'elle est donnée à voir par la propagande officielle. À ce titre, il n'est pas surprenant que l'un des mythes fondateurs de l'islamisme tunisien soit l'« affaire Chelbi » du nom de cette jeune fille pieuse et voilée qui, lors de la Nuit du Destin du mois de Ramadan 1975, avait refusé le baiser paternel du « Combattant suprême » et avait publiquement condamné les « excès » de sa politique en matière d'émancipation de la femme. Bien qu'elle n'ait jamais appartenu à la mouvance islamiste, Hind Chelbi[16] est considérée dans la mémoire du groupe comme l'un de ces *passeurs symboliques* qui a révélé au peuple tunisien son aspiration profonde à rompre avec les dérives du « laïcisme » bourguibien et à revenir aux valeurs d'authenticité *(al asâla)*. « Dans la mémoire islamiste, l'affaire Hind Chelbi constitue le "tournant", et certains la citent même comme l'événement majeur de leur engagement personnel dans le mouvement *Ittijâh Islâmi* »[17] :

15. D. Peschanski, « Effets pervers », art. cité.

16. Jeune enseignante en philosophie dans un lycée de la capitale, Hind Helbi avait été soigneusement sélectionnée par des responsables néo-destouriens pour venir donner une conférence en présence du président de la République. L'objectif de l'opération était de redorer la « façade islamique » du régime bourguibien, en mettant en scène une jeune femme pieuse et croyante. Retransmise en direct à la télévision, la conférence de la jeune femme se transforma en véritable réquisitoire contre la politique bourguibienne en matière de mœurs et de religion. Sur les détails de l'affaire Hind Chelbi, cf. M. Camau et V. Geisser, chapitre 7, *Le syndrome autoritaire*, *op. cit.*, p. 281-282.

17. *Ibid.*, p. 282.

> Si je me rappelle bien, en 1975, la femme de Bourguiba, Wassila, avait effectué un voyage en Arabie Séoudite, où elle avait dû subir les critiques des dirigeants sur le caractère « non islamique » de la Tunisie. En réaction, le pouvoir bourguibien a voulu montrer que les femmes tunisiennes sont aussi des femmes musulmanes. Le pouvoir a alors organisé au Palais de Carthage une sorte de conférence avec une femme, Hind Chelbi, qui a été retransmise en direct devant des milliers de téléspectateurs, le 1er octobre 1975. Hind Chelbi, professeur dans un lycée de Tunis, est apparue voilée à la télévision et a délivré un discours extrêmement critique sur la situation de la femme dans la société tunisienne. Pour moi, la conférence de Hind Chelbi constitue le moment fort de la prise de conscience islamiste en Tunisie du point de vue du pouvoir, mais aussi du point de vue des militants islamistes. Concernant le premier point, il y a eu une campagne de presse officielle contre les idées des islamistes. Quant au second, le sentiment était que les idées islamistes étaient très répandues dans la société. L'affaire Hind Chelbi constitue la première onde de choc entre le pouvoir et les islamistes dans le pays, même si Hind n'était pas spécialement engagée dans le mouvement. Auparavant, le 13 août 1974, l'Union nationale des femmes tunisiennes (UNFT) avait posé officiellement la question du *hijeb* à Bourguiba qui avait répondu qu'il s'agissait d'une question sans importance. La politique bourguibienne est une politique qui utilise la femme. Avec l'affaire Chelbi, c'est une utilisation qui s'est retournée contre lui. Avec « l'affaire Chelbi », qui a constitué un véritable choc, nous avons décidé de changer d'orientation (Habib Mokni).

La question de la femme dans les mouvements islamistes peut être ainsi traitée sous deux angles principaux. D'abord, du point de vue de la dynamique interne à chaque configuration sociale. Il existe autant de discours islamistes sur la femme que de sociétés arabo-musulmanes. Avec Olfa Lamloum, on peut repérer, une certaine « corrélation entre la place réservée par les pouvoirs publics aux femmes et le discours islamiste en la matière (...). La pratique et le discours islamiste à l'égard des femmes sont en dernière analyse le reflet du statut des femmes dans chaque société et renvoient au rôle de la religion comme mode de légitimation des pouvoirs »[18]. Ensuite, du point de vue de la dynamique interne au mouvement islamiste lui-même[19], c'est-à-dire en référence à son histoire et à sa mémoire particulières, à l'évolution de ses emprunts doctrinaux, à ses prises de position publiques et à son degré réel de féminisation (place et rôle des femmes dans l'organisation). En reliant ces deux perspectives d'analyse sociétale et intraorganisationnelle, l'on évite ainsi de tomber dans les « dichotomies paresseuses », dont nous avons maintes fois

18. O. Lamloum, « Les femmes dans le discours islamiste », *Confluences Méditerranée*, 27, automne 1998.

19. À ce propos, François Burgat écrit : « plus sûrement dans le dialogue de sourds entre "féministes" et "intégristes" de deux bords de la Méditerranée, la clé de l'articulation entre islamisme et modernisation doit être recherchée dans les dynamiques internes au mouvement islamiste », *L'Islamisme en face*, *op. cit*, p. 226.

souligné les limites à propos des registres islamiques d'énonciation et de mobilisation politiques (islam d'État/islam contre l'État) et qui nous conduisent presque toujours à penser l'islamisme à travers une problématique de la rupture avec l'ordre dominant[20]. L'intérêt n'est point, à proprement parler, de mesurer le degré d'ouverture et de modernité des islamistes tunisiens à l'aune de leur discours et de leurs pratiques par rapport au « sexe faible ». Plutôt que d'adopter cette posture néo-orientaliste, il nous paraît plus judicieux de mettre en exergue les multiples connexions avec les registres de la mémoire officielle, le féminisme d'État dans sa version bourguibienne, voire avec les « registres subversifs » du féminisme indépendant, représenté par les groupes gauchistes des années 1960-1970, la Ligue tunisienne des droits de l'homme ou l'Association tunisienne des femmes démocrates[21]. Il existe bien une ambivalence chez les leaders islamistes tunisiens à l'égard de la problématique de l'égalité des sexes. Toutefois, elle doit être recherchée autant dans leurs propres contradictions d'acteurs sociopolitiques (recours simultané aux registres de l'élitisme éclairé et du populisme traditionaliste), que dans une série d'ambiguïtés inhérentes au féminisme officiel. Ce dernier, depuis cinquante ans, se décline principalement sur un mode autoritaire et patriarcal, ce « féminisme au masculin » selon la formule très parlante de Lilia Labidi[22]. En ce sens, les positions des islamistes tunisiens relatives à l'égalité des sexes et à la « libération » de la femme constituent en quelque sorte *une ambivalence dans l'ambivalence de l'équation politique tunisienne*. « Profondément convaincu que l'évolution de la condition féminine est un des leviers essentiels de la modernisation de la société, [Bourguiba] n'a pas moins toujours veillé à ne pas aller trop au-delà de ce que cette dernière était capable d'accepter. Résolument moderniste dans ses fondements, la politique tunisienne des femmes et de la famille repose de ce fait sur une série d'ambiguïtés. Le féminisme d'État bourguibien est donc limité, dès l'origine, par les bornes qu'il s'est fixées : le respect de la norme patriarcale, le plus souvent mais pas toujours légitimée par le recours aux textes sacrés, tempère une très réelle volonté de modernisation »[23]. Cette observation de Sophie Bessis sur « la politique bourguibienne » à l'égard des femmes pourrait être reprise, en partie, à propos des positions adoptées par le mouvement islamiste. Celles-ci, au demeurant, ont évolué dans le temps. Bien qu'ils aient

20. M. Camau et V. Geisser, « L'islamisme imaginaire : identité obsédante et structurante des scènes politiques tunisiennes ? », *Maghreb-Machrek*, 175, printemps 2003, p. 35-52.

21. Sur l'histoire du féminisme indépendant en Tunisie, cf. I. Marzouki, *Le Mouvement des femmes en Tunisie au XX^e siècle*, Tunis, Cérès-Productions, 1993.

22. L. Labidi, « Discours féministe et fait islamiste en Tunisie », *Confluences Méditerranée*, 27, automne 1998.

23. Cf. dans le présent volume la contribution de Sophie Bessis, « Bourguiba féministe : les limites du féminisme d'État bourguibien ».

critiqué avec virulence certains aspects du féminisme d'État et du sécularisme bourguibien, les leaders islamistes tunisiens ont toujours cherché à ménager les sensibilités égalitaristes des milieux officiels et des cercles intellectuels de gauche, notamment au sein de la LTDH. Certains auteurs en ont conclu que les islamistes tunisiens sont aussi « les plus féministes des islamistes du Monde arabe », mythe de *l'islamoféminisme* que se plaisent à véhiculer aujourd'hui les porte-parole du mouvement :

> En 1986, lors du congrès clandestin du MTI à Sfax, j'ai personnellement lutté pour défendre la place de la femme dans le mouvement. Oui, j'ai lutté pour avoir un statut de la femme dans le mouvement. Ma conviction était que les femmes devaient participer au débat public, au débat politique (...). Je crois que l'on s'est trouvé dans ce mouvement [le MTI]. Notre conscience sociale et identitaire s'est transformée en conscience politique. J'ai été cultivée dans l'islam. Je suis rentrée dans *Nahda* car j'étais une femme active et cultivée. D'ailleurs, depuis 1981, Rached Ghannouchi a toujours défendu une conception égalitaire de la femme. Sur ce point, le bourguibisme a d'une certaine manière influencé le mouvement islamiste tunisien. Les sœurs tunisiennes ont l'habitude du débat public. Nous, les femmes tunisiennes, nous n'avons pas de problèmes avec la mixité. J'ai passé le bac au lycée des garçons ! (rires). Mon père disait toujours d'ailleurs : « *j'irais au paradis grâce à mes trois filles !* » (Hafifa Makhlouf).

Par souci d'intégration à la scène publique et par effet de politisation *(être un parti comme les autres)*, les responsables du mouvement islamiste tunisien, après s'être attaqués aux fondements du féminisme d'État (politique de contrôle des naissances, légalisation de l'avortement, instauration du mariage civil...), se sont ralliés progressivement à la majeure partie de ses principes[24]. Peut-être leur apparaissaient-ils de plus en plus comme une réalité psychologique et sociologique difficilement contournable, liée « à une prise de conscience du rapport entre l'homme et la femme qui désormais, marque, en profondeur, la société tunisienne »[25]. On peut penser que les islamistes tunisiens, du moins leurs leaders nationaux, se sont précisément inscrits dans cette « réalité psychologique ». Ils l'on fait probablement avec la même « dose d'ambivalence » que les promoteurs officiels du féminisme d'État, jouant simultanément sur les registres de l'universalisme (l'égalité des sexes), de la religion (le statut de la femme dans la loi charaïque) et de la tradition (le rôle « naturel » de

24. Sur les réformes bourguibiennes en matière de statut personnel et de condition de la femme, cf. S. Bouraoui, « Ordre masculin et fait féminin », dans M. Camau (dir.), *Tunisie au présent. Une modernité au-dessus de tout soupçon ?*, Paris, éd. du CNRS, 1987, p. 343-371.

25. L. Labidi, « Discours féministe et fait islamiste en Tunisie », art. cité. L'auteur ajoute : « Bien plus qu'une législation, [le Code du statut personnel] exprime une réalité à la fois psychologique et sociologique qui s'impose aux acteurs politiques. »

la femme dans la famille tunisienne). Les dirigeants du MTI, puis d'*En Nahdha*, ont développé une stratégie d'évitement des conflits par cohérence complexe, traduisant la volonté des acteurs de donner naissance à des formations permettant de s'y investir (préoccupation ontologique) et en même temps de s'adapter aux contextes présents (préoccupation pragmatique)[26]. Le discours de justification du ralliement des islamistes au code du statut personnel (CSP), autrefois combattu par le mouvement, illustre magnifiquement ce type de stratégie[27] :

> Nous considérons que le CSP est, dans l'ensemble, positif. Il conviendrait de rappeler qu'il est largement inspiré du projet établi par le cheikh Abdelaziz Djait, et donc du « Fiqh » islamique dans ses diverses écoles... Nous estimons donc que le CSP a constitué un pas positif, mais nous n'avons pas compris pourquoi certains tentent de le « sacraliser », alors que comme toute réalisation humaine, il appelle une réévaluation chaque fois que cela devient nécessaire... Certains, parfois par ignorance, parfois intentionnellement, veulent nous faire croire que le MTI, lorsqu'il lui est arrivé dans le passé de proposer la révision de certains articles du CSP, voulait en réalité le rétablissement de la polygamie (...). Je peux affirmer que le MTI n'a jamais envisagé et n'envisagera pas, dans l'avenir, le retour à la polygamie. Je vais plus loin en affirmant que la polygamie n'est pas considérée, par nous, comme un des fondements de l'Islam, ni comme un des fondements de l'action politique du MTI (...). J'estime que ceux qui appellent au rétablissement de la polygamie ne font que créer une diversion par rapport à la situation politique et sociale, d'une part, et discréditer le MTI et l'Islam d'autre part[28]...

Toutefois, ce discours « stratégique », lisse et épuré, n'a pas toujours été bien reçu par les militants de base, et notamment par les femmes du mouvement. Ces dernières tendent à considérer le bourguibisme (et aujourd'hui le benalisme) sous l'angle du *féminisme imposé*. Elles expriment cette même ambivalence à l'égard du féminisme d'État, valorisant, d'un côté, leur statut « exceptionnel » de femmes tunisiennes (sous-entendu préférable à celui des femmes des autres pays arabo-musulmans) et condamnant, de l'autre, les excès du processus autoritaire d'émancipation féminine :

---

26. Certains auteurs parlent de « réajustement ». Cf. S. Bouraoui, « Ordre masculin et fait féminin », art. cité, p. 354. Sur la notion de *stratégie par cohérence complexe*, cf. I. Taboada-Leonetti, « Stratégies identitaires et minorités : le point de vue sociologique », p. 60 et suite, dans I. Taboada Leonetti (dir.), *Stratégies identitaires*, Paris, PUF, 1990.

27. En septembre 1985, lors du 4e anniversaire du MTI, ses responsables proposaient un référendum populaire portant sur la révision du code du statut personnel, proposition qui sera, par la suite, abandonnée. Cf. S. Bouraoui, « Ordre masculin et fait féminin », art. cité, p. 354.

28. Entretien de A. Mourou, *Le Maghreb*, 119, 23 septembre 1988, p. 8.

> Nous, les jeunes femmes des années 1970, nous représentions l'échec de Bourguiba. Nous représentions les voilées de Bourguiba, alors que les autres filles étaient dévoilées. Par rapport à notre statut, à notre identité de femmes, il a voulu faire de la femme tunisienne une femme française : c'était du clonage ! À mon époque, il y avait des filles très libérales en Tunisie. J'ai vécu avec mes copines les mêmes expériences. Je n'avais pas de problèmes avec mes copines. En 1976, quand j'ai décidé de porter le voile, mes copines étaient surprises mais pas hostiles. Il y avait un sens du débat, de la discussion ! D'ailleurs, il faut bien avouer qu'il y a une chose que nous avons aimée chez Bourguiba : c'est l'éducation de la femme mais il est allé trop loin, il a dépassé les limites (Hafifa Makhlouf).

Au-delà de ces hésitations, de ces retournements et, parfois, des résistances, il faut reconnaître cependant que les dirigeants islamistes tunisiens ont très tôt privilégié une forme de féminisme interne, tendant à promouvoir la place et le rôle des femmes au sein de l'organisation, voire même dans les instances nationales du mouvement, telles que le *Majlis el Choura* (le Conseil représentatif)[29] : « La participation massive des femmes, relève Elbaki Hermassi, est un phénomène doublement paradoxal, étant donné l'absence de participation féminine à la vie syndicale du pays, d'une part, et la réputation "anti-féministe" de l'idéologie islamique de l'autre »[30]. Il n'est pas sûr, d'ailleurs, qu'il faille voir dans ce phénomène de féminisation interne, inégalé dans les autres partis et organisations socioprofessionnelles, un paradoxe de l'islamisme tunisien. Il traduit davantage une propension récurrente de ses dirigeants à intégrer les règles du jeu politique dominant, à faire preuve d'une sorte de surenchère idéologique autour des valeurs constitutives de la *tunisianité*. À ce titre, le traitement de la question de la femme par le mouvement islamiste tunisien ne constitue qu'une illustration parmi d'autres d'une succession de « recentrages » individuels, politiques et idéologiques qui contribue à produire des « effets de mémoire » paradoxaux par rapport à la légende bourguibienne.

29. C'est en 1978-1979 que la première femme a été élue au sein du Conseil représentatif du MTI, alors que le mouvement n'avait même pas encore déposé sa demande de légalisation. Malgré les efforts de féminisation interne, il semble que la part des femmes n'ait jamais dépassé 20 % dans les instances locales et nationales. Toutefois, ce pourcentage de représentation féminine est bien plus élevé que celui enregistré dans les autres partis et forces sociopolitiques tunisiens, à l'exception des associations entièrement féminines (Union nationale des femmes tunisiennes, Association tunisienne des femmes démocrates...). Témoignages de Hafifa Makhlouf et Salah Karker.

30. E. Hermassi, « La société tunisienne au miroir islamiste », art. cité., p. 42.

Du refoulement à la réappropriation sélective de la « légende bourguibienne »

Au cours des « années glorieuses » de l'islamisme tunisien (1981-1985), militants et dirigeants ont développé des lectures très idéologiques, pour ne pas dire dogmatiques, du bourguibisme au pouvoir. L'on peut résumer cette vision par la théorie du *dawlat kaafira* (l'État impie), à la tête duquel un leader totalement illégitime, à savoir Bourguiba, martyrisait le peuple, le niant doublement dans son identité culturelle (l'arabité) et religieuse (l'islam). Cette analyse, dogmatique et totaliste, a bien sûr évolué au cours des années 1980 et la majorité des islamistes a fini par admettre que le « Combattant suprême » jouissait d'une certaine légitimité populaire et que son pouvoir n'était pas réductible à la thèse de « l'État importé » de l'Occident[31]. Selon Habib Mokni, longtemps porte-parole du MTI en France, l'interprétation islamiste de l'État néo-destourien a connu un processus de *tunisification*, les fondements exogènes du régime bourguibien étant progressivement mis en balance avec les facteurs endogènes[32] :

> Pour nous, Bourguiba c'était un *kaafir* (incroyant), un dictateur, un anti-islamiste. L'État bourguibien était un État impie. Dès le départ, le règne de Bourguiba était le *dawlat kaafira* (l'État impie), l'État kaafir, l'État des mécréants. Mais il n'y avait pas encore d'opposition frontale à Bourguiba. Les gestes anti-musulmans de Bourguiba, nous ne les avions pas tous vécus mais nous les avions dans notre mémoire : la fermeture de la Zitouna, le dévoilement des femmes... Les conférences de Bourguiba à l'Institut de Presse (IPSI) étaient pour nous une véritable provocation (...). Avant 1980, nous adhérions à une idéologie radicale : pour nous, le gouvernement était impie et illégitime. Après 1980, notre analyse sur la société tunisienne a évolué. Il y avait chez nous une volonté de réfléchir sur la Tunisie : nous avons opéré une *tunisification* de notre réflexion (Habib Mokni).

Vingt ans plus tard que reste-t-il de ces analyses ? Se sont-elles radicalisées sous l'effet de la répression, de l'exil forcé et des nouvelles formes de sociabilité tissées avec les autres mouvements islamistes réfugiés en Europe (Londres, Paris, Berlin...) ? Ou, au contraire, le recul historique, a-t-il contribué à « injecter » des nuances, voire même encourager une révision totale des interprétations islamistes relatives à l'État bourguibien ?

---

31. B. Badie, *L'État importé. Essai sur l'occidentalisation de l'ordre politique*, Paris, Fayard, 1992.

32. Sur l'évolution de l'analyse de l'État bourguibien chez les islamistes tunisiens, cf. F. Burgat, *L'islamisme au Maghreb. La Voix du Sud*, *op. cit.*

Outre que les témoins islamistes interrogés se sont efforcés de restituer leur vision du bourguibisme au feu de l'action (quelle était leur interprétation du régime bourguibien au moment même où ils le subissaient ?), ils ont éprouvé également le désir de *reprendre en mains leur propre histoire*, voire même de se détacher de leurs lectures initiales, qu'ils jugent aujourd'hui trop dogmatiques. C'est précisément à ce niveau que surgit un conflit d'interprétation, faisant ressortir trois types d'interprétation dominants dans les milieux d'exilés islamistes : légitimiste, historiciste et pragmatique.

Les tenants islamistes de *l'interprétation légitimiste* de l'histoire développent un point de vue fixiste : Bourguiba est perçu fondamentalement comme l'imitateur de l'Occident et son État comme un « accident » dans l'histoire nationale, venant en quelque sorte briser la chaîne naturelle de l'arabité et de l'islamité. Les porteurs de cette mémoire légitimiste rejettent en bloc l'État bourguibien, refusant d'opérer un tri entre ses aspects positifs et négatifs :

> Bourguiba voulait transformer les Tunisiens en pays occidental. Bourguiba avait un mépris pour l'identité arabo-musulmane. C'est le problème du bourguibisme et de la gauche actuelle. Je n'aime pas qu'on m'impose à moi. Or, Bourguiba est un « imposeur ». Il a imposé à un pays. On doit respecter le peuple, on doit respecter les gens ! L'évolution de la société tunisienne au moment de la colonisation était relativement saine. Lorsque Bourguiba est arrivé à la présidence, il a détruit la société. Il a saccagé les bons fruits qui avaient mûri. C'est un projet négatif (Sayyed Ferjani).

Paradoxalement, cette analyse « légitimiste » de l'État bourguibien débouche sur une vision « optimiste » : il ne subsisterait plus actuellement du projet sociétal bourguibien que sa dimension sécuritaire *(Ben Ali, c'est le bâton de Bourguiba !)*[33] car, sur les plans culturel et social, il est condamné inéluctablement au dépérissement. Le jour où, peuple tunisien se réconciliera entièrement avec son identité arabo-musulmane ne saurait donc tarder. Cette vision de l'histoire tunisienne détermine une stratégie politique qui est loin de faire l'unanimité au sein de le mouvance tunisienne de l'islam politique : l'attente du « grand soir islamiste », moment providentiel où la Tunisie se libérera définitivement de ses scories occidentales. C'est une lecture de la Tunisie bourguibienne que l'on retrouve notamment chez les « exilés de Londres », c'est-à-dire chez ceux qui sont restés fidèles au *leadership* de Rached Ghannouchi :

> Les Français ont fait un mauvais pari sur Bourguiba. Ils ont parié sur une Tunisie qui soit à leur image, qui soit à l'image d'eux-mêmes ! Mais la Tunisie sera toujours arabe et musulmane. Ils doivent parier avec une

33. Expression de Rached Ghannouchi, entretien avec les auteurs, Londres, juillet 2001.

> Tunisie qui se réconcilie avec son identité arabo-musulmane ! (...) Bourguiba était jaloux de Dieu ; il était jaloux du Prophète ; il était jaloux de toute personne qui a de l'influence en Tunisie. Il voulait être le centre de l'Orient. Et il était prêt pour réaliser ses objectifs à marcher sur des cadavres. Bourguiba était un mangeur d'hommes. Il a toujours confondu lui-même et la Tunisie. Il était une personnalité malade. Tout l'univers tournait autour de Bourguiba, tout : l'unification de l'existence ! Tout était Bourguiba ! (Rached Ghannouchi).

L'expression de cette mémoire légitimiste ne plonge pas exclusivement ses racines dans une forme de conditionnement idéologique mais aussi dans un univers de sociabilités politiques quotidiennes (le milieu des exilés londoniens), où la figure de l'émir du mouvement (R. Ghannouchi) continue à influencer de manière déterminante les représentations de ses suiveurs. C'est une mémoire qui reste, en grande partie, « formatée » par la relation d'allégeance des disciples au cheikh fondateur du mouvement[34].

En revanche, les porteurs d'une *mémoire historiciste* réhabilitent en partie l'État bourguibien, non comme finalité sociétale, mais comme étape nécessaire au triomphe d'une « société musulmane authentique ». Par la radicalité de son projet réformiste, Bourguiba aurait permis le réveil d'une conscience identitaire, favorable à un retour aux idéaux et aux valeurs arabo-musulmanes. Par sa lutte acharnée contre la tradition, l'État néo-destourien aurait jeté, malgré lui, les bases d'un islamisme national et moderne. À certains égards, la violence symbolique et matérielle de l'État bourguibien a contribué à produire une accélération de l'histoire nationale. Elle a rendu service aux islamistes qui ont pu greffer leur projet d'islamisation de la société sur un sol fertile. C'est ce que l'on pourrait appeler *la théorie de la jachère ou de l'inoculation* : l'herbe moderniste bourguibienne aurait chassé la mauvaise herbe (les traditions anté-islamiques, les scories de la *jahiliya*) qui a ensuite rendu le sol fertile pour la floraison d'une nouvelle plante, à savoir l'islamisme. Cette étape de l'histoire tunisienne a permis de détruire le « virus de la tradition » par l'inoculation d'un autre virus (le virus bourguibien), favorisant à terme l'émergence d'un corps sain :

> Pour moi, Bourguiba a occidentalisé la société tunisienne et ça, c'est positif ! Il a contribué à changer une société qu'il fallait changer, qui avait besoin de changement, de ménage (...). Il a secoué un corps vieux, ça, c'est positif ! Je compare l'expérience bourguibienne par rapport aux autres sociétés arabes. Il a préparé le terrain au changement. Le fait, par exemple, de détruire la Zitouna constitue pour les islamistes une faute

34. A. Hammoudi, *Maîtres et disciples. Genèse et fondements des pouvoirs autoritaires dans les sociétés arabes, essai d'anthropologie politique*, Paris, Maisonneuve et Larose, Rabat, éd. Toubkal, 2001.

> grave. Mais dans le même temps, le fait d'avoir créé le vide au niveau de la représentation légitime de l'islam a profité au mouvement islamiste, à un projet islamiste nouveau. Le changement supposait deux étapes : la démolition et la reconstruction. Bourguiba nous a donné le permis de démolir et nous en avons fait un « permis de reconstruire ». L'alternance islamiste n'était possible que grâce au modernisme bourguibien. Sans la rupture bourguibienne, l'alternance islamiste n'aurait pas été possible. Bourguiba a secoué la société et il a impulsé une volonté de changement (Habib Mokni).

Cette mémoire historiciste renvoie autant à un positionnement idéologique au sein de la mouvance islamiste tunisienne, qu'à un mode de sociabilité. Elle est surtout véhiculée par les exilés parisiens qui, sans avoir rompu totalement avec leur cheikh, refusent de souscrire à une vision personnalisée de l'histoire tunisienne, c'est-à-dire celle d'une lutte entre deux hommes (Bourguiba/Ghannnouchi). Bien plus, elle traduit une volonté de distanciation par rapport à la relation maître-disciple (la légende de l'émir) par la réintroduction d'une grille de lecture fondamentalement idéologique : le bourguibisme comme nécessité historique.

Enfin, *la mémoire pragmatique* établit un bilan nuancé et contrasté du bourguibisme au pouvoir. Ses porteurs prétendent aujourd'hui se réapproprier une partie de l'héritage bourguibien, tout en développant un regard critique sur l'œuvre du « Combattant suprême ». Ils opèrent une sorte de tri sélectif entre les acquis positifs et les éléments jugés négatifs et destructeurs de leur « identité ». Cela ne les empêche pas de reprendre à leur compte les mythes fondateurs du bourguibisme qui renvoie aussi quelque part au *mythe national* : la supériorité du modèle éducatif tunisien sur celui des autres pays arabes, l'égalité hommes-femmes, le juste milieu économique entre libéralisme et socialisme, et surtout le choix d'un équilibre géopolitique entre l'Occident et l'Orient :

> Je trouve que Bourguiba a su donner une bonne image de la Tunisie par rapport à Ben Ali. C'est un homme d'État, il a laissé un héritage. Oui, c'est un homme d'État, il a laissé une école, une école bourguibienne. Il a réussi à forger une image positive de la Tunisie à l'extérieur : ça, c'est positif ! Il a poussé, il a aidé l'esprit cartésien et même, il nous a influencés à ce niveau : nous sommes d'ailleurs le mouvement islamiste, le meilleur du monde. Cette rationalité bourguibienne nous a influencés en tant qu'islamistes ! Nous avons une identité spéciale que Bourguiba nous a donnée : l'enseignement public, le libéralisme bourguibien qui nous distingue du socialisme de l'Algérie. La Tunisie a gardé un niveau économique acceptable grâce au libéralisme bourguibien. Je trouve aussi positif le pragmatisme, le réalisme de Bourguiba qui nous distingue du bla-bla des autres régimes arabes. Bourguiba a procédé à une normalisation réaliste. Il a su confiner l'armée dans un rôle mineur. L'image de Bourguiba venant à l'Institut de Presse, c'est une image qui me reste même si je ne l'ai pas vu personnellement. Bourguiba nous a obligés à suivre le cortège de la civilisation, il a secoué les mentalités, il a ouvert

> l'esprit des gens : c'est une idée que nous avons combattue et pourtant, il y avait quelque chose dans ce discours ! Oui, il faut une relecture du bourguibisme. Oui, il faut une relecture du bourguibisme ! (Mohammed Ghambgui).

Ce rapport pragmatique à la mémoire est surtout le fait des « nouvelles générations » islamistes socialisées et scolarisées dans le système bourguibien qui aspirent majoritairement à la défense et à la promotion d'une *tunisianité imaginaire*, censée être menacée par la « dérive sécuritaire » du pouvoir benalien[35].

En définitive, les témoins islamistes se livrent aujourd'hui à une forme de comparatisme historique « spontané » entre la période bourguibienne et la période actuelle, caractérisée par une fermeture du « système » et un rétrécissement des espaces de liberté. Ce comparatisme de *sens commun* aboutit à une réhabilitation posthume de certains « acquis » du bourguibisme (réappropriation critique et sélective), sans pour autant verser dans l'apologie du personnage et de son œuvre. En effet, il serait exagéré de parler de « nouveaux convertis » au bourguibisme à propos des militants et des dirigeants islamistes rencontrés lors de notre recherche. Toutefois, la position du rejet en bloc de la période bourguibienne, développée notamment par le cheikh Ghannouchi, reste marginale au sein du mouvement islamiste. Au terme de cette analyse, l'élément qui nous paraît le plus saillant est finalement l'adhésion partielle des islamistes tunisiens au *mythe national bourguibien*, voire même l'affirmation d'une certaine filiation spirituelle avec le projet sociétal de Bourguiba. De ce point de vue, les militants et les leaders islamistes contribuent à l'écriture et à la réactualisation permanente de la *légende bourguibienne* et, c'est en son nom qu'ils entendent revendiquer une certaine supériorité morale, intellectuelle et politique sur les autres mouvements islamistes du monde arabo-musulman.

35. V. Geisser, « Tous nostalgiques de Bourguiba », *Libération*, 12 avril 2000.

25

Les legs bourguibiens de la répression

Souhayr BELHASSEN*

Le 6 avril 2000, Bourguiba s'éteint à Monastir au terme de treize ans d'exil dans sa ville natale, vieillard presque centenaire oublié même par la mort.

Les journalistes et reporters venus sur place ont immortalisé un non-événement en diffusant l'image d'une Tunisie surveillée, gardée, muselée : tireurs d'élite sur les toits des maisons, gardes en cagoule noire postés dans les ruelles, nuées de policiers matraques au poing faisant barrage de leurs corps pour contenir les masses de jeunes élèves et de femmes accourus rendre un dernier hommage au « Combattant suprême » et empêchés par son successeur Zine El Abidine Ben Ali d'aller enterrer le Père[1]. Ces derniers se sont évité le chagrin et la révolte de voir le cortège funèbre emprunter le chemin des morts honteux, celui des voleurs, des suicidés, des naturalisés, accompagné d'un car de tourisme bourré de chefs d'État pendant que la télévision nationale diffusait des documentaires animaliers en boucle.

Cet instantané d'une Tunisie figée, aux ordres, frustrée et scandalisée de n'avoir pas pu accompagner un mort, « son mort », Habib Bourguiba à sa dernière demeure, traduit à la fois la part de l'héritage bourguibien et ce que son successeur en a fait. Depuis la mort du Combattant suprême, le bilan comparé de la gestion de la Tunisie par Bourguiba et par Ben Ali est devenu un phénomène d'actualité politique.

Identifier les éléments clés de la mise en place et de la pratique de la répression sous le régime de Bourguiba, c'est constater que, dans ce domaine, il n'y a pas eu de rupture entre les deux régimes, mais que ce sont plutôt deux étapes dans la pratique de la répression du couple

* Journaliste, vice-présidente de la Ligue tunisienne des droits de l'Homme (LTDH).

1. K. Ben M'Barek, « Chronique politique Tunisie », *Annuaire de l'Afrique du Nord*, XXXIX, 2000-2001, Paris, CNRS-Éditions.

Bourguiba-Ben Ali qui diffère, non dans sa nature, mais dans ses formes et son degré.

Partant de ce constat, on pourra dès lors relever les phases qui ont permis le passage de la répression comme élément constitutif d'un système sous le régime Bourguiba à la répression comme système *en soi* avec l'accession au pouvoir de Zine El Abidine Ben Ali.

Bourguiba : la répression comme élément d'un système politique

Quel que soit l'aspect de la politique de Bourguiba qu'on veuille aborder, on ne peut l'examiner sans passer par l'homme, qui n'est pas un démocrate ; il ne s'est d'ailleurs jamais prévalu de cette qualité. Sa volonté d'être toujours le premier fait qu'il emploie souvent des méthodes peu orthodoxes pour obtenir ce qu'il veut et trouve l'intimidation et l'élimination physique naturelles quand l'adversaire peut constituer une force autonome, donc un obstacle sur la voie royale qu'il a choisi de prendre : tentative d'assassinat de cheikh Thaalbi à Mateur en 1937[2], celui projeté de Mohammed Salah Mzali en 1954[3], l'assassinat de Salah Ben Youssef le 12 août 1961 et celui, envisagé, du syndicaliste Ahmed Tlili[4] et du secrétaire d'État à l'Économie Ahmed Ben Salah en 1970[5]. Bourguiba s'attachera très vite et tout au long de sa magistrature à mettre en place les outils politiques nécessaires à sa vision de la pratique du pouvoir.

Un État fort

Ce qui vaut pour l'homme vaut pour l'État. Dans l'esprit de Bourguiba, « les circonstances (présence de l'armée française, Révolution algérienne) exigent, dit-il, l'existence d'un pouvoir fort, solidement centralisé, ne souffrant d'aucune dispersion, soumis à une discipline rigoureuse ». À ses yeux le centralisme a priorité sur la démocratie. « Je m'inscris en faux, déclare-t-il, en 1957, contre les tenants du vieux principe traditionnel selon lequel certaines libertés sont antérieures à l'État. » Faisant fi des conséquences d'une telle affirmation, il poursuit : « ces libertés sont à proscrire, si elles doivent porter préjudice à la collectivité et provoquer l'effilochement de l'État. »

2. S. Bessis et S. Belhassen, *Bourguiba. À la conquête d'un destin 1901-1957*, Paris, Jeune Afrique-Livres, 1988, p. 79.

3. *Ibid.*, p. 142.

4. S. Bessis et S. Belhassen, *Bourguiba. Un si long règne 1957-1989*, Paris, Jeune Afrique, 1989, p. 56.

5. *Ibid.*, p. 93.

Bourguiba s'est aussi attelé à substituer l'État, cet arbitre suprême, seul détenteur de la légitimité, à toutes les instances, quelle que soit leur nature, qui régissent la vie des citoyens.

Cet État fort tel que conçu par Bourguiba ne pouvait générer que des institutions répressives dont Ben Ali allait hériter et qu'il renforcerait.

Un Parti-État

« À l'échelle de l'État, déclare Bourguiba, au Congrès de Sousse du Néo-Destour, en mars 1959, nous avons abouti à la centralisation du pouvoir entre les mains du gouvernement. Le parti doit pouvoir obéir à la même conception, s'inscrire dans le même contexte que l'appareil de l'État et harmoniser son action avec celle du gouvernement. » Dès lors les fédérations élues du parti néo-destourien remplacées par des comités de coordination sont dirigées par les délégués du Bureau politique. Mais il faudra attendre le Congrès de Bizerte d'octobre 1964 pour voir le parti se transformer en véritable rouage de l'État, et les membres du gouvernement, ainsi que les gouverneurs de régions deviendront membres du Comité central, nouvelle instance dans laquelle Bourguiba choisira les membres du Bureau politique. Rien n'échappera plus à la mainmise du puissant couple État-parti.

Des organisations nationales comme courroies de transmission

L'inféodation de l'organisation du travail est une constante de Bourguiba depuis la Confédération générale tunisienne du travail (CGTT) de Belgacem Gnaoui en 1938.

À partir du Congrès du parti de 1964 la création dans chaque entreprise de cellules professionnelles visait à faire de l'UGTT un simple rouage partisan. Cette dérive prendra du temps, fera couler du sang, mais ne se réalisera jamais totalement du temps de Bourguiba.

Quant à l'Union générale des étudiants tunisiens (UGET), elle est mise au pas en août 1963 lors de son XI[e] Congrès et de nombreux contestataires, dont la plupart des membres du groupe Perspectives, sont suspendus de l'organisation qui passe peu à peu sous le contrôle du parti[6]. Dans ce contexte, les organisations nationales auront dorénavant pour rôle essentiel de servir de courroies de transmission au parti.

6. A. Chérif-Chammari, *L'Itinéraire politique de l'opposition progressiste dans la Tunisie indépendante*, mémoire pour le DES de sciences politiques, université de Paris-I, 1975.

La Constitution

Avant même la promulgation de la Constitution, la loi électorale instituant le scrutin majoritaire à un tour éliminera les communistes et yousséfistes pour ne laisser que les représentants du Front national formé autour du parti de Bourguiba, le Néo-Destour.

La Constitution de 1959 traduira l'idée de Bourguiba que « l'homme qui est investi de la confiance de la nation agisse et rende compte de son action à l'Assemblée nationale ».

Élu en même temps que celle-ci au suffrage universel et pour la même durée, le président de la République est rééligible trois fois jusqu'en 1975, qui verra la loi fondamentale changer l'élection de Bourguiba en présidence à vie. La Chambre n'a sur le chef de l'exécutif aucun pouvoir de censure ; celui-ci doit se contenter de l'informer. Il a l'initiative des lois comme l'Assemblée mais ses projets de loi ont la priorité. Il peut par ailleurs légiférer par décrets-lois.

Enfin, si l'article 8 de la Constitution garantit la liberté d'association d'opinion, d'expression, de presse, de réunion c'est dans le cadre de la loi du 7 novembre 1959 qui laisse au ministre de l'Intérieur toute latitude en la matière. Cette disposition a permis d'envoyer des milliers de Tunisiens en prison, qu'ils soient membres d'associations civiles ou de groupements politiques non autorisés. La loi sur les passeports de 1975 et celle sur la presse en 1979 ont criminalisé des milliers de personnes. L'assignation à résidence est une décision du ministère de l'Intérieur, quand ce n'est pas une décision d'un responsable local ou régional de services de sécurité. Enfin, les agents de la police tunisienne n'ont jamais à tenir compte du droit à la protection à la vie privée.

L'indépendance de la justice : un principe plus qu'une pratique

Sur le chapitre de l'indépendance de la justice comme sur celui de toutes les libertés publiques, les constituants se sont contentés de poser des principes et ont confié à la loi le soin d'en fixer les modalités d'application. Avec la complicité des uns et la résignation des autres, Bourguiba a fait en sorte que le statut des magistrats ne soit pas toujours de nature à garantir l'indépendance de la justice. Il plaçait sa volonté et la sauvegarde de son régime au-dessus des lois, mais il fallait que les formes soient respectées. Cela ne voulait pas dire que les verdicts n'étaient pas décidés à l'avance. Les juridictions d'exception (Haute Cour, Cour de sûreté de l'État et la loi d'indignité nationale promulguée dès novembre 1957) ont permis à Bourguiba de condamner durement et de façon arbitraire des centaines de personnes.

Bourguiba a toujours eu une approche politique de la répression avec une stratégie et des tactiques. Cette logique excluait les violences ponctuelles mais faisait place aux répressions face à la tentative de coup d'État

de 1962, le soulèvement de Gafsa de 1980 ou la violence sociale du 26 janvier 1978 et celle de la révolte du pain de 1984. Reste la répression programmée, celle exercée contre les yousséfistes, les nationalistes arabes, la gauche et les islamistes. Il y a dans l'attitude de Bourguiba une constante, celle d'un homme qui protège son pouvoir et ses choix de société.

Des répressions bourguibiennes « exemplaires »

La répression des yousséfistes

La controverse à propos des conventions franco-tunisiennes sur l'autonomie interne conclues le 29 mai 1955 et négociées par le président du parti « Néo-Destour », Habib Bourguiba, mais condamnées par Salah Ben Youssef, secrétaire général de ce même parti, a opposé les deux chefs rivaux du parti nationaliste tunisien. Chacun voulait le pouvoir, tout le pouvoir[7]. Après Bourguiba avait fait très vite et très tôt le choix moderniste, laïque et pro-occidental, pour amener par la voie de la modération et du dialogue avec la France son pays vers l'indépendance. Il s'oppose à Salah Ben Youssef qui prendra le contre-pied de ces choix et prêchera l'avènement immédiat d'une Tunisie totalement indépendante, partie intégrante de la « nation arabe » et profondément ancrée dans l'islam.

Ce sont les choix identitaires de la Tunisie qui sont en jeu, mais ce sont surtout le présent et l'avenir de Bourguiba qui sont en balance.

La pratique de la répression prend une dimension exceptionnelle à l'occasion de la « dissidence » yousséfiste. Le parti et le pays sont profondément divisés entre deux camps aux aspirations inconciliables, les Tunisiens s'entretuent, Bourguiba finit par arracher l'indépendance trois mois à peine après que son adversaire a pris la fuite. Bourguiba va alors exercer une répression violente, radicale, sans nuance. L'armée française, encore présente sur le territoire tunisien, intervient massivement entre les 26 et 31 mars 1956 : 400 rebelles sont tués.

Les yousséfistes se livrent à des attentats, sabotages, déraillements de trains. La confusion est totale. Des hommes sont abattus, égorgés, enlevés. De l'autre côté, milices du parti, « comités de vigilance » et Jeunesse destourienne reçoivent les instructions des chefs. Toute la Tunisie est touchée et compte ses morts : 900 est le chiffre le plus souvent avancé, soit le double de ceux qui sont morts durant la lutte nationaliste. Les partisans de Ben Youssef écrasés, on crée une Cour criminelle spéciale

7. M. Sayah (textes réunis et commentés par), *Le Nouvel État aux prises avec le complot yousséfiste 1956-1958*, t. 1, Tunis, Dar El Amal, 1982.

dès le lendemain de la fuite de celui-ci. Les condamnations à mort sont nombreuses : on exécute par pendaison et sur la place publique comme à Souk al-Arba, on passe les rebelles par les armes.

Bourguiba veut mater ce peuple en rébellion et briser les ressorts qui l'animent. Les journaux sont saisis et les arrestations se comptent par dizaines.

La répression des youssefistes est une répression sans équivalent. Selon des témoins de cette époque, rien ne peut lui être comparé. Tout d'abord les prisonniers youssefistes étaient dans des bagnes : Borj Er Roumi, Borj-le-Bœuf, Ghar el-Melh qui n'étaient pas des lieux de marginalisation pour un court, moyen ou long terme, mais des lieux de destruction. Taillés à même la roche, suintant d'humidité et baignant dans l'eau, la cellule comportait des anneaux scellés au mur par lesquels étaient attachés les prisonniers qui faisaient leurs besoins sur place, s'alimentaient de choses innommables, et couraient comme des chiens devant des gardes-chiourmes, qui, jour après jour les torturaient. Les prisonniers politiques qui découvraient, à la fin des années 1960, cette lamentable réalité se sont rendu compte que Bourguiba pouvait être un barbare.

Le 12 août 1961, Bourguiba se débarrasse de Salah Ben Youssef en le faisant assassiner dans un hôtel de Francfort, en Allemagne.

La répression des nationalistes arabes

Plus que de conjurer le spectre du youssefisme, Bourguiba en réprimant les jeunes nationalistes arabes rentrés du Caire, de Damas ou de Bagdad où ils avaient effectué leurs études universitaires, a voulu mettre un frein à un expansionnisme arabe qui risquait de gangrener l'enseignement dispensé dans les établissements tunisiens. Celui-ci devait être, aux yeux de Bourguiba, porteur du rationalisme auquel il avait été formé. Dès 1963, une vague d'arrestations touche le milieu étudiant. C'est une des rares fois où Bourguiba fait procéder à une répression préventive, dure et systématique. La torture des étudiants vise à avoir des informations : financements, réseaux, connexions. Les services de sécurité dans ce cas précis relayaient les missions diplomatiques tunisiennes, qui avaient pour mission de contrecarrer les formidables moyens mobilisés non seulement par une idéologie mais aussi par des États arabes. Ceux-ci visaient à susciter des allégeances parmi les étudiants, devenus enseignants d'arabe, de philosophie, d'histoire disséminés un peu partout à travers la Tunisie et qui organisaient des cercles de recrutement, imprimaient des tracts, répandaient, entre autres, des discours enflammés et des appels à la guerre totale afin de libérer la terre de Palestine.

La répression de la gauche

À partir de 1967, c'est la gauche étudiante qui subit les foudres de Bourguiba.

L'opposition du groupe Perspectives au régime est totale : antidémocratique, pro-occidental, encourageant le capitalisme d'État, il ne trouve nulle grâce à leurs yeux. Que demandent-ils ? Que le pouvoir évolue ! Qu'écrivent-ils ? Ils témoignent des insuffisances et des limites de l'expérience de Bourguiba. Cela, le Combattant suprême ne peut le supporter. Cette contestation de son action le choque d'autant plus qu'il estime qu'à travers le choix du coopérativisme mené tambour battant depuis 1964 par Ahmed Ben Salah, son secrétaire d'État à l'Économie et au Plan, il a fait siennes les idées en vogue dans le tiers-monde, pour ne pas, entre autres, être dépassé sur sa gauche[8].

Il faut d'autant plus réprimer cette contestation qu'elle n'est pas la seule. Des critiques se sont déjà exprimées à l'intérieur de son propre parti. En 1968, le ministre de la Défense, Ahmed Mestiri, a démissionné, dénonçant avec fracas la personnalisation excessive du pouvoir et l'arbitraire. Les craquements du système et les querelles de clans rendent la répression contre les étudiants emprisonnés encore plus dure. De jeunes fonctionnaires, des médecins, enseignants et étudiants sont enlevés par la milice et jetés dans des villas. Torturés avec une cruauté inouïe, ces derniers pensent aujourd'hui que ces pratiques visaient en fait, non à leur extorquer des aveux, mais à les terroriser afin de mater toute velléité de contestation. Cent trente opposants ont été condamnés par la Cour de sûreté de l'État en mars 1968.

À partir de 1970, la radicalisation du mouvement de l'extrême gauche va se traduire par une volonté de quitter l'espace universitaire pour rejoindre le monde rural et la classe ouvrière, d'agir dans la clandestinité, d'exclure tout pluralisme et de désigner Bourguiba « suppôt de l'impérialisme » comme l'ennemi à abattre. Dès lors, c'est par centaines qu'on arrête les étudiants et les procès se succèdent. À la barre, les accusés dénoncent la torture. Le témoignage de Ahmed Ben Othman, publié par la revue *Les Temps modernes* en 1979, révèle la terrible réalité des geôles bourguibiennes.

La répression des islamistes

Dès la fin des années 1970, l'islamisme politique est devenu une force et ses militants se sont organisés en Mouvement de la tendance islamique (MTI), au point que le pouvoir s'en émeut et procède à un grand coup de

8. A. Chérif-Chammari, *L'Itinéraire politique de l'opposition progressiste dans la Tunisie indépendante*, *op. cit.*

filet[9]. En septembre 1981, s'ouvre à Tunis le procès de cent sept militants islamistes. Pour Bourguiba, la montée en puissance d'un parti religieux est un défi à son choix de société, un retour à cet « obscurantisme » contre lequel il a lutté toute sa vie. Alors que ses ministres hésitent à réprimer un mouvement qui a de profondes résonances populaires, celui qui a osé boire en public pendant le Ramadan se raidit devant toute concession faite aux islamistes. Les condamnations à de lourdes peines de prison ne mettent pas fin à une chasse aux sorcières qui ne fait que commencer, elles n'empêcheront pas non plus le coup de tonnerre du 3 août 1986. C'est en effet, dans sa ville natale, à Monastir, le jour même de son anniversaire que des groupes islamistes décident d'agir, défiant Bourguiba. Des explosions dans quatre hôtels de Sousse et de Monastir font treize blessés. La lutte islamiste n'est plus une contestation étudiante mais une lutte radicale qui aboutit à l'action violente. C'est un duel à mort entre Bourguiba et les islamistes. Ce dernier rappelle un vieux milicien, Béchir Zarg El Ayoun qui a fait ses preuves lors de la répression yousséfiste et le nomme sous-directeur de son parti. Ce retour est particulièrement significatif. Au procès des quatre-vingt-dix militants d'*En Nahdha*, Bourguiba exige des têtes. Sept condamnations à mort sont prononcées dont cinq par contumace. Ghannouchi, l'émir du MTI, est condamné à la prison à perpétuité, alors que Bourguiba voulait sa tête. On retrouve alors chez Bourguiba ce qui a constitué l'aiguillon de la répression yousséfiste : l'animosité personnelle qui le pousse à vouloir anéantir l'adversaire. Seulement, le pays a changé, l'élite est divisée par la proximité de la succession. D'ailleurs, cet enjeu sera fatal au chef de l'État qui tombera à la faveur de la répression islamiste. Celle-ci va réellement commencer avec l'accession de Ben Ali au pouvoir.

Pour Bourguiba donc, tous les moyens sont bons pour mettre au pas ses opposants. Que ce soit la manipulation et la mainmise sur les institutions ou l'utilisation de tout un système répressif, de la milice à la torture en passant par la grâce présidentielle. La fin, c'est-à-dire le maintien de sa politique et de sa personne au pouvoir, justifiant tous les moyens. Son successeur va reprendre et renforcer ces méthodes pour une seule fin, le maintien d'un homme au pouvoir.

De Bourguiba à Ben Ali : la répression comme système politique

Il y a chez Ben Ali comme chez Bourguiba un facteur essentiel dans le choix autoritaire : l'homme lui-même. Militaire, formé au renseignement,

9. F. Burgat, *L'Islamisme au Maghreb. La voix du Sud*, Paris, Karthala, 1988 ; E. Hermassi, « La société tunisienne au miroir islamiste », *Maghreb-Machrek*, 103, janvier-février-mars 1984, p. 39-55.

contrairement à Bourguiba il n'a eu aucun contact avec le politique. Il a de surcroît pris le pouvoir à la faveur d'un coup d'État. Connaissant le mode d'emploi, son souci premier est d'empêcher la constitution de centres de pouvoir autres que celui du Palais de Carthage.

L'obsession sécuritaire génère chez le nouveau président de la République (déplacement avec déploiement de forces et survol d'hélicoptères, routes bloquées à la circulation, rares visites dans les gouvernorats de la République), un comportement aux antipodes de celui de Bourguiba qui effectuait sa promenade quotidienne à pied, pratiquement sans gardes du corps. Cette obsession a, sur le plan politique, provoqué une centralisation autour du palais présidentiel qui repose sur la répression et le contrôle policier, faisant ainsi disparaître les relais que Bourguiba multipliait et avec lesquels il entretenait parfois des contacts directs, ce qui lui permettait la manipulation et la gestion à la fois subtile et habile des conflits. La disparition progressive de cet arrière-plan politique et l'élimination de tout contre-pouvoir va petit à petit amener Ben Ali à faire de la répression le cœur de son système de gouvernement.

Le « non-choix politique » de Ben Ali présentait alors la commodité de ne pas assurer les risques inhérents à une véritable politique d'ouverture au moment d'une prise de pouvoir qui s'était déroulée à l'ombre du drame algérien. Ce dernier est aussi à l'origine de l'acceptation par les milieux d'affaires, les classes moyennes et les intellectuels d'une subordination aux impératifs sécuritaires nécessaires, selon Ben Ali, à la stabilité politique et à l'établissement d'un contexte économique permettant à la Tunisie de relever les défis de l'Accord de libre-échange conclu avec l'Union européenne (1995)[10] et de faciliter ainsi le progrès social.

La mise au pas de la société civile et le développement de la répression

La démarche de Ben Ali, en répondant aux revendications de l'opposition lors de son accession au pouvoir, visait à en récupérer le discours, le programme et les hommes, et à vider dès lors la société civile de ses forces vives, la privant ainsi d'avenir immédiat.

Les élections législatives et présidentielles qui se déroulent le 2 avril 1989 marquent clairement les limites de l'ouverture lorsque le régime de Ben Ali constate que les islamistes pouvaient remporter dans certaines localités jusqu'à 25 % des voix[11].

Devant le refus de Ben Ali de légaliser leur parti alors qu'il en avait personnellement négocié les termes avec leur chef, Rached Ghannouchi,

10. Sur ce point, cf. chapitre 3, « Désengagement de l'État et désocialisation », dans S. Khiari, *Le Délitement de la cité,* Paris, Karthala (coll. « Les Afriques »), 2003, p. 75-100.

11. V. Geisser, « Des élections pour quoi faire ? Enjeux et "sens" du fait électoral de Bourguiba à Ben Ali », *Maghreb-Machrek*, 168, avril-juin 2000, p. 14-28.

les islamistes descendent dans la rue. Le gouvernement annonce la découverte d'un complot fomenté par *En Nahdha* en novembre 1990. Les arrestations se comptent par milliers, le reste du mouvement *En Nahdha* est pris dans un vaste coup de filet lancé à la suite de la découverte d'une cellule terroriste. Deux procès se succèdent en 1992 et prouvent la volonté du pouvoir d'écraser définitivement le mouvement islamiste.

Un appareil policier omniprésent (le nombre de policiers passe de 25 000 à 120 000 agents) va sans discontinuer « casser de l'islamiste » : forces de police, Garde nationale, administration pénitentiaire, avec la complicité de médecins, de journalistes, de magistrats, participent à une répression systématique dans les commissariats, les postes de la Garde nationale, les prisons, sur la voie publique ou dans les domiciles privés sans commission rogatoire. Les forces de sécurité procéderont à des perquisitions sans mandat. Intimidations, filatures ostentatoires, surveillances de domiciles, licenciements abusifs, contrôles policiers illégaux de comptes bancaires, interceptions de courriers, appels téléphoniques anonymes menaçants, confiscations des papiers d'identité, de passeports et montages de cassettes vidéo et photos pornographiques deviennent des pratiques courantes. De graves événements et une série de provocations contre les figures marquantes de la contestation démocratique ont marqué ces dernières années : agressions en pleine rue, violations de domiciles privés, mise à sac de bureaux, arrestations de leaders politiques suite à des parodies de procès.

Les morts sous la torture se comptent par dizaines. La terreur est institutionnalisée. Jamais l'appareil sécuritaire et policier ne s'est autant développé, n'a été aussi efficace et n'a dépendu aussi fortement de la présidence de la République. Les abus sont dénoncés par la Ligue tunisienne pour la défense des droits de l'homme (LTDH). Celle-ci est alors prise à partie par le pouvoir et une loi adoptée en février 1992, en vue de noyauter l'organisation de l'intérieur, aboutit au gel de ses activités. Les ministres venus de l'opposition ont depuis longtemps renoncé à obtenir une ouverture du régime, sous prétexte du « danger islamiste » contre lequel s'est d'ailleurs construite l'union sacrée. Tandis que l'écrasante majorité de la population reste silencieuse, les intellectuels vivent repliés sur eux-mêmes et pratiquent l'autocensure avec cynisme dans un environnement morose.

Avec la guerre du Golfe (1990-1991) se renforce l'entreprise d'encadrement de la presse. Pour la première fois, celle ci est diffusée avec des espaces blancs, traces de censure. Cette prise de contrôle se poursuit avec, entre autres, la création de l'Agence tunisienne de communication extérieure (ATCE) qui contrôle la publicité. La presse étrangère est pour la première fois interdite à grande échelle, événement qui deviendra vite banal.

Les élections municipales de 1995, humiliantes pour la principale force d'opposition d'alors, le Mouvement des démocrates socialistes

(MDS), qui n'obtient que deux sièges sur les quatre mille à pourvoir, est l'occasion pour son secrétaire général, Mohamed Moada, d'envoyer une lettre critique au chef de l'État, attitude qui se soldera par onze ans de prison pour l'intéressé.

Cette spirale de la répression permet de comprendre que réprimer l'islamisme n'a jamais été le seul but du président Ben Ali. Pour lui, toute contestation, d'où qu'elle vienne, doit être réprimée.

À l'occasion du 1er mai 1997, un certain nombre de syndicalistes appellent à la démission de leur direction à la solde du pouvoir et dénoncent la mainmise de celui-ci sur la justice et l'appareil d'État[12]. La lettre ouverte adressée le 25 juin 2000 par le juge Mokhtar Yahyaoui au président de la République confirme publiquement la dépendance du pouvoir judiciaire à l'égard de l'exécutif. Cette dénonciation du magistrat lui vaut la radiation du corps de la magistrature[13].

En même temps qu'il réprime, le régime de Ben Ali renforce, en effet, sa mainmise sur l'appareil d'État et du parti. Outre le fait que le secteur du patronat est dirigé de façon patrimoniale par un parent du chef de l'État, Hédi Jilani, il décourage toutes initiatives entrepreneuriales, préférant racketter les acteurs économiques, qui acceptent ainsi la domination du politique pour pouvoir poursuivre leurs affaires sans être inquiétés.

Cette vulnérabilité s'explique par le fait que le parti présidentiel, le RCD, redevenu tout-puissant, est plus que jamais un organe de délation à l'échelle du pays. Mais il n'a plus de force d'intervention directe comme la milice, intégrée dorénavant aux services de sécurité.

Les relais existant du temps de Bourguiba ayant disparu (sérail, barons du régime, milices du parti), le RCD est devenu un vivier où se recrutent les jeunes technocrates carriéristes. Sept mille organisations véritablement gouvernementales, « fausses ONG », sont destinées à servir d'instrument de propagande, quatre mille comités de quartiers sont mis en place à partir de 1988 à travers deux cent cinquante villes du pays et le *26-26*[14], ce fonds de solidarité nationale qui dépend exclusivement de la présidence de la République, est créé. Mais ce populisme qui coupait l'herbe sous les pieds de l'islamisme avait-il besoin d'être conforté par une destruction systématique de tout contre-pouvoir et de réduire au silence toute voix discordante ?

L'affaire du journaliste Riadh Ben Fadhel, victime d'une agression armée, le 26 février 2000, pour avoir contesté dans le quotidien français

12. S. Hamzaoui, « Champ politique et syndicalisme » *Annuaire de l'Afrique du Nord*, XXXVII, 1999, p. 369-380.

13. CNLT, Deuxième rapport sur l'état des libertés en Tunisie, chapitre 1, « Une justice sous tutelle », Tunis, 2002.

14. Sur le fonctionnement et les dérives de ce fonds social, cf. K. Zamiti, « Le Fonds de solidarité nationale : pour une approche sociologique du politique », *Annuaire de l'Afrique du Nord,* XXXV, 1996.

Le Monde un quatrième mandat présidentiel pour Ben Ali, permet de répondre par l'affirmative[15].

Les obsèques confisquées de Bourguiba avaient laissé les médias tunisiens sans voix. Apprenant que le journaliste Taoufik Ben Brik avait entamé une grève de la faim au siège du Conseil national pour les libertés en Tunisie (CNLT), ils s'y précipitèrent et avec eux tout ce que la société civile comptait de militants. Ce fut alors un feu de brousse. Quarante-quatre jours de grève entre Tunis et Paris, entre hôpital et clinique, quarante-quatre jours d'« une grève en Mondovision » écrira le journaliste Guy Sitbon. Celle-ci aura eu le mérite de secouer une société civile dont les membres constataient, chacun pour ce qui le concernait qu'il ne fallait plus revendiquer ses droits mais les exercer[16].

Le Congrès de la LTDH, qui se déroule les 27, 28 et 29 octobre 2000, révèle la radicalisation de cette élite dont une partie n'est pas prête à assumer la dérive affairiste et policière du régime tandis que l'autre se trouve de plus en plus engagée à la défendre. La nouvelle direction élue ne compte pas parmi sa direction depuis vingt-quatre ans qu'elle existe un représentant du parti au pouvoir.

À l'occasion du combat mené par la Ligue pour son indépendance, on constate que le mur de la peur imposée par le pouvoir s'est effrité et la marginalisation des canaux associatifs dépassée. Il convient d'être attentif à cette évolution qui fait qu'en dépit du quadrillage politique et policier, les militants, les syndicats, les intellectuels et les jeunes ont moins peur. Ce n'est pas qu'un frémissement. Un espace verrouillé et aux ordres, l'espace médiatique, est en train littéralement d'imploser avec le développement de paraboles dans les foyers et l'émergence de sites Internet et de journaux *online*, lesquelles offrent des possibilités nouvelles aux individus pour diffuser des contre-informations.

La torture comme exemple de la pratique de la répression

Pour illustrer le changement intervenu dans les legs de la répression depuis 1987, l'exemple de la torture telle qu'elle est pratiquée par le nouveau régime est significatif. Elle est décrite dans les enquêtes de la LTDH et du CNLT, du CRLDHT, dont le siège est à Paris et d'ONG internationales telles que Amnesty International ou la FIDH. Ainsi peut-

15. R. Ben Fadhel, « En finir avec le syndrome de Carthage », *Le Monde*, 27 mai 2000. Sur la tentative d'assassinat, cf. F. Beaugé et J.-P. Tuquoi, « Attentat mystérieux à Tunis contre Riadh Ben Fadhel. Vif émoi dans les milieux de l'opposition », *Le Monde*, 26 mai 2000 ; F. Aubenas, « Deux coups de feu ébranlent la Tunisie », *Libération*, 26 mai 2000.

16. Pour une analyse des répercussions internationales de cette affaire, cf. S. Khiari, Introduction de l'ouvrage *Tunisie. Le délitement de la cité*, *op. cit.* ; cf. aussi K. Ben M'Barek, « Chronique politique Tunisie », art. cité.

on rendre compte de la pratique de la torture sous le régime de Ben Ali : sa stratégie, sa pratique, ses lieux, ses agents, son dispositif et ses conséquences psychiques et physiques. Elle est géographiquement et humainement beaucoup plus étendue aujourd'hui, puisque tout poste de police peut se transformer en centre de torture, non seulement pour les prisonniers d'opinion mais aussi pour les droits communs et les personnes proches qui sont elles aussi systématiquement humiliées, harcelées, opprimées et torturées.

Sur 344 cas de tortures recensés entre 1987 et 2000[17] avec indication des noms, âges, dates d'arrestation, lieux de détention, dates et lieux de torture, on relève 31 décès dans des conditions jamais élucidées et cela alors même que la Tunisie a signé et ratifié la Convention sur la torture depuis 1988. Tous les témoignages concordent : la torture est pratiquée par les agents de l'État, fonctionnaires du ministère de l'Intérieur, de la Garde nationale, de la Police, et par des individus agissant à leur instigation. La torture se pratique à la direction de la Sûreté nationale mais aussi dans des centres de torture, dans les postes de police, de la Garde nationale et même dans des casernes comme à l'île de Zembra ou dans l'extrême Sud à Remada. Elle se pratique également dans les bureaux régionaux d'attribution des passeports ou destinés aux affaires politiques, dépendant du ministère de l'Intérieur : il suffit qu'ils soient équipés d'armoires métalliques contenant des gourdins, des seaux, des cordes, des bouteilles, des aiguilles, des produits inflammables, des équipements électriques, des chignoles... La pratique de la torture s'effectue de jour comme de nuit, généralement durant la garde à vue qui se prolonge souvent bien au-delà des trois à six jours réglementaires. La police enregistre l'arrestation le jour où elle est prête à livrer la personne arrêtée. Pour effacer les traces de torture, il existe des établissements spécialisés. La torture continue à prospérer avec l'aval des plus hautes autorités de l'administration, du gouvernement et de l'État.

Une liste des tortionnaires a pu ainsi être établie. Il s'agit d'agents du ministère de l'Intérieur, de l'administration des prisons et des centres de rééducation disséminés à travers le pays, impliqués dans des actes de torture comme responsables ou comme exécutants. Des plaintes ont été déposées contre des tortionnaires. À ce jour, un seul cas a abouti à la condamnation de l'État tunisien, le 19 novembre 1999, par le Comité des Nations unies contre la torture. C'est celui de Fayçal Baraket, mort sous la torture, le 8 octobre 1991, au poste de la Garde nationale de Nabeul (nord-est du pays) et pour lequel le défenseur des droits de l'homme Khaled Ben M'Barek s'est battu pendant huit ans.

17. Comité pour le respect des libertés et des droits de l'homme en Tunisie (CRLDHT), *La Torture en Tunisie*, 1987/2000, Paris, Le Temps des Cerises, 2000, p. 32-66.

Un contexte régional et international toujours complaisant

Si l'on se réfère au contexte régional et international, l'évolution autoritaire du régime tunisien n'a jamais vraiment gêné l'Occident. Comme pour Bourguiba, celui-ci observe à l'égard de Ben Ali une indulgence coupable et s'est toujours prudemment abstenu d'influer sur une quelconque libéralisation politique du régime. Et ce, pour deux raisons majeures.

La première est que la Tunisie a choisi l'insertion dans la mondialisation et qu'aux yeux de l'Occident cette option est bien plus importante que les accrocs que peut faire quotidiennement Ben Ali à son choix de « l'État de droit, des libertés, de la démocratie et des droits de l'Homme ». Les *satisfecit* du président français, Jacques Chirac, du président de la Banque mondiale et du Département d'État américain sont là pour le lui rappeler.

La seconde raison prend, à la suite des attentats du 11 septembre 2001, un relief inquiétant. Comme la presse tunisienne et les dirigeants occidentaux n'ont pas manqué de le rappeler, le président Ben Ali a trouvé « les réponses adaptées » au défi islamiste[18]. Le contexte régional, qui est loin de s'améliorer, ne peut que renforcer l'option répressive du régime qui peut ainsi poursuivre sa politique et encourager Ben Ali à briguer en 2004 un quatrième mandat pour la présidence de la République ou à placer l'un des hommes du « clan » afin d'assurer la continuité du système autoritaire.

18. S. Bensedrine, « Ben Laden a voté pour Ben Ali », *La Nouvelle Lettre de la FIDH*, 59, septembre 2002.

QUATRIÈME PARTIE

LE NATIONALISTE ET L'« AMI DE L'OCCIDENT »

26

« Mon ami » Hooker Doolittle : les premiers contacts américains avec Habib Bourguiba

L. Carl BROWN*

« Quand j'allais rencontrer Bourguiba, rappelle Walter Cutler, ambassadeur des États-Unis à Tunis de 1981 à 1984, mes visites s'effectuaient suivant un scénario immuable. Je me rendais au palais, où j'étais introduit, généralement par le ministre des Affaires étrangères, dans le bureau – une pièce relativement petite – de Bourguiba... Il se pouvait que j'aie une question de travail à évoquer mais généralement elle était traitée très rapidement... et j'avais alors droit à une promenade dans l'histoire. Bourguiba aimait faire le tour du propriétaire avec ses visiteurs et leur montrer ceci ou cela... Il y avait notamment ce que j'appelais les "instantanés" ; les photos de nationalistes tunisiens, prises par la police et les services de sécurité français ; Bourguiba figurait parmi eux... Ensuite, il en venait à une photo, remontant à 1943, où on le voyait serrant la main d'Hooker Doolittle sous l'aile d'un vieux C-47. "Eh, voilà mon ami", disait-il. À vrai dire, le plus souvent il essuyait une larme »[1].

Il est permis de soutenir que Hooker Doolittle, consul général à Tunis de 1941 à 1943, est à l'origine des relations des États-Unis avec Habib Bourguiba. Les brèves rencontres de ces deux personnalités offrent matière à un récit fascinant de nature à séduire les adeptes d'une lecture de l'histoire axée sur les individus et non point sur les processus désincarnés. Dans cette perspective du « héros dans l'histoire », Bourguiba apparaît comme la personnification du nationalisme tunisien, l'homme qui obtiendrait l'indépendance de la Tunisie treize ans après sa première rencontre avec le diplomate américain. Quant à Doolittle, représentant sur

* Princeton University.

Traduction de l'anglais par Michel Camau.

1. *Frontline Diplomacy : The U.S. Foreign Affairs Oral History* Collection Arlington, VA : Association for Diplomatic Studies and Training, 2000 CD-Rom.

le terrain d'un gouvernement américain profondément impliqué dans le jeu politique nord-africain du temps de guerre, il incarnerait la politique anticolonialiste américaine, déterminée à conduire la Tunisie vers la liberté. Ou bien, version plus conforme aux vues de nombreux observateurs français, Doolittle était-il un précurseur de la stratégie américaine visant à remplacer l'empire européen par l'imperium informel des États-Unis. Il y a du vrai dans cette lecture très personnalisée de l'histoire. Avec le recul d'une soixantaine d'années, Bourguiba et Doolittle nous apparaissent tous deux à juste titre comme des premiers rôles sur l'avant-scène de l'histoire. En effet, leur prise de contact peut être considérée comme une étape importante sur la voie de l'indépendance de la Tunisie. À l'époque, cependant, pour les autorités à même de peser sur la politique tunisienne en cette période de guerre, Bourguiba et Doolittle n'étaient que des personnages secondaires, quelque peu déphasés pas rapport aux exigences de l'heure. Pour autant, le fait de situer l'épisode Habib Bourguiba-Hooker Doolittle dans ce contexte historique plus large ne saurait diminuer leurs mérites. Au contraire, il ajoute foi à leur perspicacité.

Quel était donc ce contexte historique plus large et quels en étaient les principaux acteurs ? L'époque était celle de la seconde guerre mondiale, le plus grand conflit du XX^{e} siècle, qui débuta en septembre 1939. Dès juin 1940, la France, mise en déroute par le *Blitzkreig* nazi, avait signé un armistice avec les puissances de l'Axe (l'Italie de Mussolini, en effet, avait tenu le rôle du chacal en se joignant à l'Allemagne nazie, juste à temps pour participer à la mise à mort). Les dispositions de l'armistice plaçaient les deux tiers nord de la France sous occupation allemande et consentaient au restant du pays une indépendance et une neutralité fragiles. Cette France tronquée, avec pour capitale Vichy et dirigée par le maréchal Henri Philippe Pétain, le héros français de la première guerre mondiale, conservait (c'est là un aspect crucial pour notre propos) le contrôle de l'Empire, qui englobait toute l'Afrique du Nord – le Maroc et la Tunisie sous le statut de protectorats et l'Algérie, juridiquement partie intégrante de la France. Le général Charles de Gaulle, refusant d'admettre la défaite, s'était réfugié en Grande-Bretagne et avait tenté de rallier la France Libre à la poursuite du combat contre l'Axe. Mais au début ses partisans étaient peu nombreux. Beaucoup de Français le considéraient comme une officier qui avait désobéi à Pétain, son supérieur, voire comme un traître et de surcroît un instrument de la Grande-Bretagne. En ces temps troublés Pétain, était la figure du père auquel on devait obéissance.

La Grande-Bretagne a résisté seule à l'Axe jusqu'à l'attaque de l'Union soviétique par Hitler le 22 juin 1941, un an jour pour jour après l'armistice franco-allemand. Ce n'est que plus tard, en décembre 1941 que l'attaque japonaise contre *Pearl Harbor* provoqua l'entrée en guerre des États-Unis. Durant les mois précédents, le président Roosevelt s'était résolument employé à préparer les États-Unis à faire face à la menace de

l'Axe et à soutenir la Grande-Bretagne suivant des modalités à la limite de la belligérance malgré le très fort sentiment isolationniste américain opposé à tout engagement dans les « guerres d'Europe ».

Une option stratégique adoptée par les États-Unis bien avant *Pearl Harbor* consistait à faire le pari que le gouvernement Pétain de Vichy, compte tenu du soutien diplomatique et matériel américain, résisterait aux pressions allemandes et pourrait même se rallier ultérieurement à la cause des Alliés. À l'époque, un accord fut passé entre les États-Unis et la France de Vichy – l'accord Murphy-Weygand signé en février 1941 et approuvé par le maréchal Pétain le mois suivant. Il prévoyait la fourniture par les États-Unis d'approvisionnements de base (tels que produits pétroliers, charbon, tissus et fils de coton, sucre) à l'Afrique du Nord. En contrepartie, un petit nombre de vice-consuls américains étaient agréés pour contrôler les chargements et s'assurer qu'ils ne seraient pas transbordés ou mis à disposition de l'Axe. Ces vice-consuls (deux ont été nommés en Tunisie) faisaient partie d'un réseau de potentiels agents de renseignement. Leur mission était de sonder l'opinion publique d'Afrique du Nord et de prendre contact avec les quelques Français, au demeurant profondément divisés, qui agissaient dans la clandestinité. Avec d'autres ils ont été partie prenante de ce qui deviendrait l'Office of Strategic Services (OSS), le précurseur de la Central Intelligence Agency (CIA) de l'après-guerre.

Le lien ainsi établi entre les Américains et Vichy allait à l'encontre de la politique britannique. Celle-ci soutenait les Français libres de De Gaulle et entreprenait des actions militaires à l'encontre de la France de Vichy (comme l'attaque de la flotte française de Mers el-Kebir par la marine britannique, le malheureux raid gaulliste sur Dakar et l'intervention militaire conjointe des Britanniques et des Forces françaises libres qui, en juin 1941, arracherait la Syrie et le Liban au contrôle de la France de Vichy). Le « pari de Vichy »[2] de Roosevelt était également fortement critiqué aux États-Unis mêmes. À juste titre, pouvons-nous dire rétrospectivement, de nombreux Américains considéraient Vichy au mieux comme un régime semi-fasciste enclin à une collaboration active avec l'Axe.

Ce pari de Vichy aurait pu s'avérer une péripétie de la diplomatie de guerre si les Anglo-Américains, à la mi-1942, n'avaient pris la décision de débarquer des forces alliées en Afrique du Nord en guise de premier jalon des opérations militaires contre la domination hitlérienne en Europe. On a beaucoup écrit sur cette option en évoquant le désir présumé de Churchill d'attaquer le « ventre mou » de l'Europe ou le soutien appuyé du général Marshall à la perspective d'une invasion

2. Le classique en la matière est *Our Vichy Gamble*, l'étude de l'éminent historien diplomatique William L. Langer, publiée en 1947. Langer a bénéficié d'un accès sans aucune restriction aux archives officielles et reçu du gouvernement des États-Unis l'assurance que rien ne serait fait pour influencer ou censurer ses découvertes.

directe de la France à travers la Manche. Une reconstitution plus fidèle fait apparaître que « l'opération *Torch* » (non de code du débarquement en Afrique du Nord) a prévalu par défaut. Une invasion par la Manche ne pouvant être préparée avant 1943, l'opération *Torch* restait la seule modalité plausible d'un engagement des troupes américaines en 1942, chose à laquelle Roosevelt tenait énormément. Il l'avait, en effet, promis à Staline.

Aspect également en rapport avec notre histoire, l'ambitieux plan de débarquement de troupes alliées jusqu'en Tunisie à l'Est fut reconsidéré pour ne concerner seulement que le Maroc et l'Algérie. Par voie de conséquence, alors qu'elles s'étaient assuré, après leur arrivée le 8 novembre 1942, le contrôle du Maroc et de l'Algérie, les forces américaines et britanniques durent se frayer un passage en Tunisie. Cette campagne ne fut achevée avec succès qu'en mai 1943 (les forces de l'Axe furent prises dans un mouvement en tenailles avec d'une part, à l'Ouest, les forces de l'opération *Torch* et d'autre part, la 8e Armée britannique du général Montgomery qui, après la victoire alliée d'octobre 1942 à El Alamein, avait progressé par le désert occidental et la Libye).

À la suite du débarquement allié de novembre en Afrique du Nord, les Allemands occupèrent le reste du territoire français et envoyèrent également des troupes en Tunisie. Le résident général français (de Vichy) en Tunisie, l'amiral Esteva, obéit aux instructions de Pétain l'enjoignant de résister à l'invasion alliée et, partant, devint pratiquement une marionnette entre les mains des Allemands. Ainsi la Tunisie fut-elle un territoire disputé durant une période critique de novembre 1942 à mai 1943. À cette époque, le pouvoir *de facto* est passé des forces de l'Axe aux Alliés tandis que l'autorité *de jure* demeurait française – mais de quels Français s'agissait-il ? Ceux qui avaient suivi Vichy ? Les partisans de De Gaulle ? Les clandestins non gaullistes contactés par Murphy et ses subordonnés ? Ou bien encore quelque autre faction ?

On n'entrera pas ici dans le détail des efforts des Alliés visant, après le débarquement au Maroc et en Algérie, à réduire au minimum le rôle de la résistance française en Afrique du Nord, voire même à admettre tous les Français dans le camp allié. Il suffira de mentionner le général Giraud, courageux et compétent sur le plan militaire mais naïf en politique, la décision américaine de traiter avec l'amiral Darlan en dépit de son lourd passif de vichyste favorable à l'Axe, suivie seulement quelques semaines après par son assassinat la veille de Noël 1942, et le comportement ombrageux de De Gaulle dans ses négociations avec Churchill et Roosevelt (conférence de Casablanca, en janvier 1943) ainsi que ses relations glaciales avec tout Français aspirant au *leadership* ou incité à prétendre à celui-ci.

Comment Habib Bourguiba et son ami Hooker Doolittle s'intègrent-ils dans cette « grande fresque » de la politique vue d'Afrique du Nord au début des années 1940 ? Chez les Alliés régnaient la discorde et la confusion. Mais elles n'avaient pas du tout pour enjeu les besoins et les aspira-

tions de plus de 90 % des habitants de la Tunisie (ou, d'ailleurs, de ceux du Maroc et de l'Algérie). Réunir les différentes factions françaises, voilà ce qui importait. La population autochtone constituait tout au plus un problème éventuel de sécurité. Que la Tunisie accède à l'indépendance moins de quatorze ans après novembre 1942 aurait semblé chimérique à l'époque. Après une mission de trois semaines en Afrique du Nord et de l'Ouest, préalablement à la conception du « pari de Vichy », Robert Murphy écrivait : « Ces trois semaines en Afrique française m'ont laissé une forte impression. J'ai été fasciné par l'immensité des possessions françaises, leurs potentialités énormes pour la guerre ou la paix et leurs problèmes compliqués apparemment si bien maîtrisés par l'armée et l'administration françaises. Par-dessus tout, j'ai été enchanté de rencontrer des Français profondément antinazis, beaucoup plus favorables aux Britanniques que je ne l'avais prévu et se comportant comme s'ils devaient effectivement se battre pour préserver l'indépendance de leur empire africain. Il m'a semblé que le moins que nous puissions faire était de fournir à ces Français le modeste soutien économique qu'ils demandaient »[3].

Toute tentative pour dépasser la dimension exclusivement française du combat militaire et politique en cours en Afrique du Nord devait être dissuadée. Kenneth Pendar, l'un des vice-consuls de Murphy au Maroc, précisait que sa mission n'était pas de « faire de la politique avec les Arabes. Nous n'avions aucune intention de causer des ennuis aux Français. Américains, quelles que fussent nos opinions personnelles sur l'impérialisme, nous étions en Afrique du Nord en qualité d'invités et d'alliés, réels sinon officiels, du peuple français. Nous n'étions pas là pour prêcher la démocratie ou l'indépendance »[4].

En tout cas, le « pari de Vichy » a connu un succès partiel bien qu'imprévu. C'est la présence fortuite de l'amiral Darlan à Alger et l'accord très critiqué passé par les Alliés avec lui qui ont mis fin à la résistance armée des troupes françaises de Vichy au Maroc et en Algérie. L'assassinat de Darlan peu après eut l'avantage d'éliminer une personnalité que de Gaulle et bien d'autres Français (pour ne pas mentionner l'opinion publique alliée, qui était indignée) n'auraient pas acceptée. Mais la structure de base du pouvoir de Vichy en Afrique du Nord est demeurée largement intacte, depuis les responsables supérieurs civils et militaires jusqu'au modeste officier ou soldat de terrain. En d'autres termes, le seul point sur lequel les Français de toutes obédiences politiques – gaullistes, vichystes, royalistes et même communistes – tombaient d'accord résidait dans l'importance conférée à la sauvegarde de l'empire français. L'administration américaine en convenait tout autant. La doctrine militaire américaine est rarement « clausewitzienne ». Du point de vue améri-

3. R. Murphy, *Diplomat among Warriors*, New York, Greenwood Publishing Group, 1964, p. 80.

4. K. Pendar, *Adventure in Diplomacy*, New York, DaCapo Press, p. 21.

cain, les alliances sont davantage dictées par des considérations militaires immédiates que par des objectifs à long terme. Bien qu'il ne manquât pas de Français pour considérer que les Américains étaient résolus à les buter hors d'Afrique du Nord, une telle stratégie n'existait pas. Oui, Roosevelt s'est plu à rencontrer le sultan Mohammed Ben Youssef à Casablanca et à évoquer un éventuel soutien américain au Maroc. Mais le même Roosevelt, en dépit de son anticolonialisme viscéral, a délibérément cautionné la politique qui tendait à traiter avec la structure nord-africaine du pouvoir vichyste, et ce malgré la forte critique qu'elle suscitait aux États-Unis.

En ce sens Robert Murphy rapporte dans ses mémoires qu'il a rapidement étouffé dans l'œuf une opération clandestine visant « à "acheter" un gouvernement pro-Alliés ». Celle-ci, en effet, se serait apparentée à une sorte de coup d'État qui, cantonné aux seuls milieux dirigeants de l'élite autochtone dominée, ne faisait l'affaire de personne parmi les Français de toutes convictions. « Rien, soulignait Murphy, n'aurait davantage mis en rage nos partenaires français ni ne se serait avéré plus ruineux pour nos chances d'obtenir le soutien des forces militaires françaises que cette sorte d'espièglerie *(monkey-business)* »[5].

Le promoteur et le partisan de ce *monkey-business*, on l'observera avec intérêt, n'était autre que Hooker Doolittle. Qui donc était Hooker Doolittle ? Il était né dans la petite ville de Mohawk, de l'État de New York, le 27 janvier 1889. Diplômé de la Cornell University en 1911, il avait passé quelques années dans les affaires avant d'embrasser la carrière diplomatique. Il avait 28 ans lorsque, en janvier 1917, il fit l'objet d'une première affectation en qualité de vice-consul à Tiflis. Sa carrière en Afrique du Nord débuta en mai 1933 lorsqu'il fut nommé à Tanger. Il devait demeurer une décennie durant au Maghreb (à l'exception d'une brève mission en Espagne, en 1937, à l'époque de la guerre civile). En février 1941, il fut nommé à Tunis et y resta jusqu'en juillet 1943 (son séjour fut interrompu seulement par une brève mission à Rabat ; naturellement, il dut quitter Tunis après le rétablissement de l'occupation allemande consécutive à l'avancée des troupes alliées venant d'Algérie).

Le *monkey-business* proposé par Doolittle en février 1942 consistait dans des versements financiers au profit de membres de la famille beylicale en vue d'un remplacement du ministère tunisien en exercice par un autre plus favorable à la cause alliée. Doolittle avait communiqué le projet au colonel William Eddy qui dirigeait les activités de l'OSS[6] en

5. R. Murphy, *Diplomat Among Warriors*, *op. cit.*, p. 92.

6. Formellement, l'OSS n'existait pas encore. Il fut créé en juin 1942 par un ordre exécutif présidentiel faisant suite à plusieurs tentatives pour venir à bout de rivalités de services. À cette époque, on était parvenu une distinction plus nette entre les activités d'information (avec l'Office of War Information, OWI) et le travail de renseignement. William Donovan, qui avait déjà mis en place les activités de renseignement des États-Unis en tant que coordinateur de l'information (COI), fut placé à la tête de l'OSS. On

Afrique du Nord depuis Tanger où il était basé. Eddy, à son tour, transmit le projet à Donovan, son supérieur au sein de l'OSS, et au Département d'État. Mais lorsque ce projet lui parvint, Murphy n'éprouva aucune hésitation à s'y opposer. Dans son *Our Vichy Gamble*, Langer a dénigré le projet en le qualifiant de « quelque peu faintaisiste » et « du genre de l'opérette »[7].

En effet, Doolittle n'était pas le seul fonctionnaire américain à prêter attention à la population autochtone tunisienne et nord-africaine. Le colonel Eddy et, dans le cas d'espèce, Donovan, le responsable en chef de l'OSS, avaient approuvé le projet et avaient réuni l'argent nécessaire avant que Murphy ne réussisse à enterrer le dossier.

Eddy, colonel des marines couvert de décorations[8], avait grandi au Liban et pratiquait couramment l'arabe. Ses projets et opérations dans le cadre de l'OSS allaient jusqu'à impliquer la population autochtone d'Afrique du Nord. Il a même envisagé des dispositions pour libérer Abd el-Krim, le célèbre dirigeant du Rif des années 1920 et le leader nationaliste marocain Allal al-Fassi, l'un et l'autre emprisonnés et exilés. Il s'agissait de les ramener au Maroc pour conduire la lutte armée contre les Espagnols au cas où ceux-ci aideraient l'Axe[9]. Cependant, c'est un autre projet du colonel Eddy, présenté à la même époque que l'intrigue de palais préconisée par Doolittle, qui devait être retenu. Il consistait en une collaboration exclusive avec la résistance française en Afrique du Nord. Le fait que Langer ait commenté ce projet en le qualifiant d'« extrêmement sérieux » et lui ait ensuite consacré plusieurs pages pour détailler sa mise au point, dans le même temps où il dénigrait la proposition de Doolittle, en dit long[10].

---

trouvera une bonne vue d'ensemble de ces événements dans R. Dunlop, *Donovan : America's Master Spy,* Chicago, New York, San Francisco, Rand McNally & Co, 1982. Les trois premiers chapitres de la partie III et particulièrement le chapitre 28, « Prelude to Torch », offrent une vue d'ensemble intéressante, si ce n'est quelque peu dépourvue de sens critique, des activités de l'OSS en Afrique du Nord.

7. W. L. Langer, *Our Vichy Gamble*, *op. cit.*, p. 238-239. Langer présente comme « extrêmement sérieux » le projet qu'Eddy avait soumis à la même époque pour « provoquer une révolution dans l'armée (française) qui la rendrait capable d'entrer de nouveau en guerre aux côtés des États-Unis et de la Grande-Bretagne ». *Ibid.*

8. Le légendaire général George Patton lui rendit hommage, à sa manière de soldat bourru, lorsqu'ils se rencontrèrent pour la première fois en juillet 1942 lors d'une réunion de travail d'officiers de l'armée et de l'OSS consacrée à la préparation de l'opération *Torch*. À la vue d'Eddy entrant dans la salle en boitant (les séquelles d'une blessure de guerre) et de son uniforme des *marines* orné de cinq rangées de décorations gagnées durant les combats de la première guerre mondiale, Patton s'écria : « Je ne sais pas qui c'est mais ce gaillard a pas mal été canardé, n'est-ce pas ? » R. Dunlop, *Donovan : America's Master Spy, op. cit.*, p. 369.

9. *Ibid.*, p. 372. L'anthropologue Carleton Coon, connu de tous les spécialistes américains du Moyen-Orient pour son ouvrage classique *Caravan : The Story of the Middle East*, New York, 1951, était impliqué dans ces projets.

10. W. L. Langer, *Our Vichy Gamble*, *op. cit.*, p. 238 et suivantes. De nouveau, il convient de souligner que pour écrire son ouvrage, Langer a eu plein accès à toutes les

Pour avoir proposé une sorte de *monkey-business* beylical, Doolittle a été réprimandé à la fois par Murphy lui-même en mars 1942 et en avril de la même année par le directeur de la Division de Proche-Orient du Département d'État, Paul Alling. Ce dernier lui a notifié des instructions catégoriques : « Je dois dire d'emblée que le Département considérerait comme dangereuse au plus haut point toute tentative de retournement de la population arabe contre les Français. Notre politique vise à gagner la confiance des autorités et de la population françaises en général et à les inciter à soutenir la cause de la démocratie...

Bien que les sentiments de la population arabe entrent dans nos préoccupations, la position française revêt pour nous une importance beaucoup plus grande. Si nous nous impliquions dans un coup politique ainsi que vous le proposez, il pourrait en résulter chez les Français un ressentiment d'une amertume telle que nous risquerions tout simplement de nous trouver présentement expulsés d'Afrique du Nord.

(...) Bien qu'une organisation arabe nous fût sans aucun doute utile dès lors qu'elle aurait pour principale préoccupation de s'opposer à l'Axe, le Département apprécierait de manière très défavorable toute démarche consistant à patronner une sorte de révolution contre l'administration actuelle en Tunisie »[11].

Doolittle fit savoir qu'il avait compris que la politique américaine était de coopérer avec les Français et se garda de n'entreprendre avec les Tunisiens aucune nouvelle démarche susceptible de nuire à cet objectif. Cependant, comme la suite des événements l'a montré, il ne pouvait pas tout à fait refréner son mépris pour les Français de Vichy en Tunisie ni son intérêt pour la dimension tunisienne autochtone de la politique en ces temps de guerre. En juin 1942, la mort d'Ahmed Bey auquel succédait Moncef Bey semblait offrir une nouvelle occasion. Tout au long de son règne Ahmed Bey s'était révélé sans aucune envergure mais son successeur, Moncef, était plus entreprenant. Il prit des mesures témoignant de son intérêt pour ses sujets, proposa une vaste série de réformes au résident général Esteva, s'appuya sur des conseillers plus favorables aux Alliés ou du moins véritablement neutres et menaça même de démissionner après une épreuve de force avec Esteva. Par voie de conséquence, Moncef devint rapidement populaire auprès des Tunisiens et une source de préoccupation pour l'administration de Vichy. C'est avec satisfaction que Doolittle fit état de cette évolution.

La France de Vichy répondit au débarquement allié au Maroc et en Algérie, le 8 novembre 1942, par une rupture immédiate de ses relations diplomatiques avec les États-Unis. Le consulat général à Tunis fut fermé

---

archives du Département d'État et de l'OSS. Même si on éprouve quelque réticence à accepter son interprétation – son approbation du « pari de Vichy » –, force est de reconnaître que le point de vue de cet éminent historien diplomatique repose sur une exploration minutieuse des pensées et actions de l'Amérique officielle de l'époque.

11. Alling to Doolittle, 14 avril 1942. USNA 851S.00/203.

le même jour et Doolittle, ainsi que le vice-consul John Utter, parvint, en une semaine, à gagner l'Algérie. Par la suite Doolittle demeura peu de temps à Constantine avant d'être nommé à Rabat et de reprendre ses fonctions en Tunisie quelques mois plus tard avec l'avancée des armées alliées. Il était de retour à Tunis en mai 1943 (les Alliés prirent la ville le 8 mai) et serait bientôt appelé à rencontrer Bourguiba pour la première fois.

La situation de Bourguiba lui-même avait également été affectée par le débarquement allié de novembre en Afrique du Nord. Emprisonné depuis 1938, d'abord en Tunisie et par la suite en France, Bourguiba fut relâché par le tristement célèbre Klaus Barbie, le « boucher » de Lyon, et remis aux Italiens[12]. Installé à Rome et objet d'attentions de la part des Italiens, désireux de le rallier à leur cause, Bourguiba réussit à se garder de leurs prévenances. Après avoir prononcé sur les antennes de Radio Bari, le 6 avril 1943, une très prudente allocution destinée au peuple tunisien, il fut autorisé à regagner Tunis le lendemain. Ainsi, le 7 avril Bourguiba était de retour après presque cinq ans d'emprisonnement.

La situation qu'il rencontrait en tant que potentiel leader nationaliste n'était pas exempte de complexité ni de danger. Tunis et une grande partie de la Tunisie étaient soumis à l'autorité de Vichy et à l'occupation militaire de l'Axe, mais les forces anglo-américaines avaient déjà pénétré dans le pays[13]. Ainsi, durant un mois crucial Bourguiba fut relativement libre de ses mouvements et courtisé à la fois par le Bey et les autorités de l'Axe. Le représentant allemand en Tunisie, Rudolph Rahn, lui offrit même une aide financière pour l'aider à réorganiser le Néo-Destour. Bourguiba répondit prudemment que ce ne serait pas nécessaire « pour le moment »[14].

Bourguiba avait de longue date la ferme conviction que les Alliés finiraient par gagner la guerre et que, en conséquence, la Tunisie serait perdante si elle se compromettait avec l'Axe ou avec le régime de Vichy. En août 1942, dans une lettre adressée clandestinement depuis sa prison à Habib Thameur, responsable du bureau politique clandestin du Néo-Destour, Bourguiba soutenait catégoriquement : « Notre soutien aux Alliés doit être inconditionnel » ; il invitait le parti à établir des contacts avec les Français Libres. Cette lettre, il faut le noter, était antérieure de plusieurs mois à l'opération *Torch*, à la victoire britannique d'El Alamein

12. H. Bourguiba, *Hayati, Ara'i, Jihadi*, p. 141. Cf. également, S. Bessis et S. Belhassen, *Bourguiba. À la conquête d'un destin*, 1901-1957, Paris, Jeune Afrique-Livres, 1988, p. 96-98.

13. Ainsi, vers la fin de mars, les forces américaines ayant franchi la passe de Kasserine et atteint El-Guettar étaient en mesure d'opérer leur jonction avec la 8e Armée britannique qui avait enfoncé la ligne Mareth (construite en 1938 par les autorités françaises de Protectorat pour contrer une éventuelle invasion italienne depuis la Libye, la « ligne » emprunte son nom à la petite ville de Mareth située entre Gabès et Médenine).

14. H. Bourguiba, *Hayati, Ara'i, Jihadi*, *op. cit.*, p. 144.

et à la victoire soviétique de Stalingrad. L'époque n'était pas propice à ce qu'un ressortissant d'une possession coloniale française pût aspirer à une victoire alliée. Il existe même une trace encore plus ancienne de la prédiction de Bourguiba à propos de la victoire alliée. Compagnon de prison de Bourguiba, le docteur Slimane Ben Slimane se souvenait qu'en décembre 1940 lui-même et ses camarades, Bourguiba excepté, étaient favorables à l'Axe et s'attendaient à sa victoire. Après une écoute de la radio, Bourguiba s'était exclamé : « La bataille d'Angleterre est perdue, alors les Allemands perdront la guerre, ce n'est qu'une question de temps, souvenez-vous de Napoléon. » Et le docteur Ben Slimane d'ajouter : « Nous avons protesté sans le convaincre »[15].

Cependant, avec sa stratégie basée sur une victoire alliée, Bourguiba se trouvait en porte à faux avec son parti, le Néo-Destour, favorable à l'Axe, tout comme Doolittle avec la politique américaine visant à rallier les forces de Vichy. De plus, étant donné que ses rivaux du Vieux Destour avaient secrètement noué de bonnes relations avec les Alliés, Bourguiba éprouverait des difficultés à faire valoir à ces derniers lors de leur arrivée que le Néo-Destour et lui-même méritaient leur considération. La grande popularité de Moncef Bey chez l'ensemble des Tunisiens ne pouvait non plus être négligée. Bref, Bourguiba et le Néo-Destour n'étaient pas assurés de s'imposer comme la principale force au sein du nationalisme tunisien. Si le général Juin, arrivé avec les forces alliées victorieuses pour assurer l'intérim des fonctions de résident général à Tunis, avait de nouveau emprisonné Bourguiba, il est peu probable que les forces alliées auraient soulevé des objections. Il est également certain que les Tunisiens n'étaient pas alors en mesure de descendre dans la rue. En témoigne le fait que le 13 mai, moins d'une semaine après le défilé des troupes alliées dans Tunis, le général Juin sommait le populaire Moncef Bey d'abdiquer et l'exilait sur-le-champ à Laghouat dans le Sahara algérien (le 6 juillet, Moncef Bey prit acte du caractère irrévocable de ce coup de main et abdiqua en faveur de Lamine Bey).

Ainsi, durant les journées fatidiques du printemps 1943, Habib Bourguiba ne disposait que de peu d'atouts dans un jeu politique risqué. Force est de dire qu'il les a joués brillamment. Peu après son retour en Tunisie il rendit visite à Moncef Bey pour l'assurer de sa fidélité et de celle de son parti. Il s'employa à assigner à son parti une orientation favorable aux Alliés (plusieurs responsables du parti choisirent de partir avec les forces de l'Axe défaites). Il fit diffuser, le 9 mai et de nouveau le 13 mai, des déclarations du parti saluant la victoire des Alliés et se prononçant pour un soutien sans faille à leur cause. Plus significativement, Bourguiba exprima sans ambiguïté sa détermination à coopérer avec la France Libre. La déclaration du 13 mai signée de Bourguiba exhortait les Tunisiens en

15. Entretien de Juliette Bessis avec le docteur Ben Slimane, 21 mars 1975. Cf. J. Bessis, *La Méditerranée fasciste : l'Italie Mussolinienne et la Tunisie*, Paris, Karthala, 1981, p. 344.

ces termes : « Faites bloc aujourd'hui avec la France. Hors la France, il n'est pas de salut »[16]. Il chercha également à nouer des contacts avec les Américains, ce qui nous ramène à la rencontre entre Habib Bourguiba et Hooker Doolittle.

Avant d'évoquer cette rencontre il n'est pas inutile de rappeler que Doolittle était incontestablement le fonctionnaire américain en Tunisie le mieux informé et le plus expérimenté. Ses contacts avec de nombreuses personnalités politiques tunisiennes dès son arrivée à Tunis en février 1941 n'avaient pas manqué d'éveiller les soupçons des autorités françaises et de celles de l'Axe. Il y a dans les archives du résident général français maintes mentions de cet importun diplomate américain qui demeurent comme un hommage vivant à son engagement[17].

Doolittle, cependant, a commencé sa mission en Tunisie sans grande considération pour le Néo-Destour. En effet, quelques mois seulement après son arrivée à Tunis en 1941, dans ses dépêches à Washington, il en donnait une description sévère et dédaigneuse. Le Néo-Destour, soutenait-il, « est principalement composé de jeunes gens qui ne se distinguent pas par la position sociale ou la richesse et dont les intentions avérées sont de balayer les vieilles barbes qui leur barrent la route du pouvoir et de la renommée. De plus, insistait-il, le Néo-Destour coopèrerait sans état d'âme avec tout pouvoir, à la seule exception des Italiens, susceptible de donner des coups à leurs maîtres français ». Et Doolittle de conclure : « Le parti néo-destourien ne représente aucune valeur politique réelle. Il peut être considéré simplement comme une source d'ennui. Bien que nous ne saurions exclure d'avoir à le calmer de temps à autre, il s'avère foncièrement négatif. Sauf à considérer que le caractère des Arabes lui-même puisse changer radicalement et leur pensée s'adapter. On n'insistera jamais trop sur le fait que ce serait une erreur de voir dans le Néo-Destour quelque expression d'un mouvement démocratique parlementaire »[18].

La sévère appréciation de Doolittle en 1941 n'est peut-être pas trop surprenante. Les rangs du Néo-Destour et nombre de ses dirigeants témoignaient de sentiments favorables à l'Axe. Le réseau des contacts tunisiens de Doolittle semblerait avoir été davantage axé sur le Vieux Destour (il a eu plusieurs rencontres avec Thaalbi) et constitué à partir de

16. Le choix des mots utilisés par Bourguiba, *Hors la France, il n'est pas de salut*, est saisissant. Il présente une étroite similitude avec la doctrine théologique *extra ecclesiam nulla salus* (hors l'Église, il n'est pas de salut). Bourguiba en était-il conscient ? Avait-il au cours de ses études à Paris rencontré par hasard cette formule et l'avait-il retenue consciemment ou inconsciemment ? En tout cas, à plusieurs siècles de distance, on retrouve la même expression saisissante chez deux Nord-Africains. Le premier n'était autre que saint Cyprien de Carthage qui affirmait *extra ecclesiam nulla salus* dans son *Sur l'unité de l'Église catholique*, en l'an 251 de l'ère chrétienne.

17. Comme le montre même un examen superficiel de plusieurs études de Juliette Bessis et de Hassine Raouf Hamza. Cf. *infra* bibliographie.

18. Doolittle au secrétaire d'État, Tunis 20 août 1942. NA851S.00/186.

la cour beylicale. Tout cela suggère que même un diplomate entreprenant comme Doolittle pouvait ne pas être disposé à s'enquérir de quelqu'un tel Habib Bourguiba et de lui apporter son soutien dans le contexte politique de 1943. *A fortiori*, après la réprimande dont Doolittle avait fait l'objet pour son *monkey-business* de février 1943.

Sans doute les informations qu'il a par la suite réunies ont permis à Doolittle de se faire une idée plus positive de l'homme qu'il ne devait rencontrer qu'en 1943. À cet égard, un premier jalon fut le message que Bourguiba, alors qu'il était encore emprisonné, fit remettre par sa femme à Doolittle en octobre 1942 (avant le débarquement allié du 8 novembre, convient-il de noter de nouveau). Le message attestait de l'engagement de Bourguiba en faveur des Alliés et de ses directives en ce sens auprès de ses partisans en Tunisie[19].

Doolittle a également soigneusement pris note du discours prudent prononcé par Bourguiba à Radio Bari, le 6 avril 1943, juste avant son retour en Tunisie. Dans son rapport à Murphy, il observait que Bourguiba s'était refusé à toute collaboration avec les Italiens, même en ces circonstances lourdes de tentations et de dangers. Ce fut l'objet d'un vif échange entre les deux diplomates en avril 1943[20]. Doolittle déplorait la politique consistant à faire porter tous les efforts sur la coopération avec les Français et à ignorer les Tunisiens tandis que Murphy réaffirmait que telle demeurait la position américaine.

Conformément à sa position de principe, Doolittle a tenté également d'empêcher le projet français de déposition de Moncef Bey, décrit par lui comme « le souverain le plus populaire en Tunisie depuis Naceur Bey », mais ses arguments sont tombés dans l'oreille d'un sourd. La réussite à porter à l'actif de Doolittle fut sa rencontre avec Bourguiba et ensuite le harcèlement auquel il se livra sur Juin, résident général par intérim[21], pour empêcher toute action à l'encontre de Bourguiba.

Le propre souvenir de Bourguiba de sa première rencontre avec Hooker Doolittle est le suivant[22] : apprenant l'arrivée de forces alliées à Tunis, il est entré dans la clandestinité et a publié au nom du parti une déclaration célébrant la victoire des Alliés et soutenant leur cause. Il a également envoyé l'un de ses subordonnés auprès de Doolittle, qui fit part de sa disponibilité pour rencontrer Bourguiba mais souligna qu'il ne pouvait assurer sa protection dans l'éventualité de son arrestation par les autorités françaises. Doolittle précisa que les États-Unis étaient déter-

19. Doolittle au secrétaire d'État, Tunis 16 octobre 1942. NA 851 S.00/227.

20. Doolittle de Rabat à Murphy, le 12 avril 1943 et Murphy d'Alger à Doolittle, le 22 avril 1943. Il est intéressant d'observer que la dépêche de Doolittle du 12 avril s'adressait de manière protocolaire à Murphy appelé « Monsieur ». La réponse de Murphy était libellée « Cher Hooker » et la lettre suivante de Doolittle (du 3 mai, toujours depuis Rabat) « Cher Bob ».

21. Le général Juin a assuré l'intérim de la résidence générale jusqu'à ce que le général Mast, se remettant d'une blessure, fut en état de prendre ses fonctions.

22. H. Bourguiba, *Hayati*, *op. cit.*, p. 145-147.

minés, comme Bourguiba l'a plus tard indiqué, « à ne pas s'immiscer dans les affaires intérieures françaises ». Bourguiba pensa alors à « emprunter une autre voie » : « j'ai donc publié une longue déclaration appelant les Tunisiens à coopérer avec la France. J'ai précisé que la victoire alliée serait une victoire pour la démocratie... Le devoir exigeait que nous reportions la question de l'indépendance tunisienne jusqu'à la fin de la guerre parce que l'enjeu le plus important dans les circonstances présentes était que nous gagnions cette guerre et nous la gagnerions. » Étant donné que les autorités françaises empêchaient également la diffusion de cette seconde déclaration, Bourguiba comprit que les Français cherchaient à empêcher « ma voix d'atteindre les Alliés, ainsi ils pourraient se débarrasser de moi secrètement, m'accusant d'avoir collaboré avec l'Axe puisque c'étaient les Allemands qui m'avaient libéré ». Bourguiba a alors fait remettre une copie de sa déclaration à Doolittle et une rencontre secrète avec lui fut bientôt organisée. « Et M. Doolittle sans consulter son gouvernement est allé chez le général Juin », se rappelait Bourguiba.

Le bref compte-rendu de Bourguiba, remémoré plus de trente ans plus tard, sonne juste et pour l'essentiel est corroboré par le propre rapport de Doolittle[23]. Plusieurs points méritent d'être soulignés : Doolittle se conformait à la politique officielle américaine quand il précisait qu'il ne pouvait pas protéger Bourguiba contre les autorités françaises. Il n'est pas allé chercher Bourguiba.

En recevant ce message Bourguiba a compris la nécessité d'« emprunter une autre voie ». Ainsi, tandis que la première déclaration était clairement destinée aux Alliés, la seconde était aussi clairement une franche main tendue à la France. Ensuite une rencontre entre Bourguiba et Doolittle fut organisée et Doolittle, « sans consulter son gouvernement », a commencé à faire pression sur le général Juin pour laisser Bourguiba en liberté.

La démarche de Doolittle a demandé plusieurs semaines pour porter ses fruits. Lors de sa première rencontre avec le général Juin, Doolittle avait suggéré que celui-ci consulte ses propres services de sécurité, leurs rapports étant susceptibles de confirmer que le dossier de Bourguiba était effectivement limpide, y compris durant la période cruciale entre son retour en avril dans une Tunisie dominée par l'Axe et l'arrivée des forces alliées début mai.

Doolittle rendit compte au Département d'État après le règlement de la question, le 9 juin, suite à une rencontre entre Bourguiba et le général Mourot (le général Juin n'avait pas voulu recevoir, lui-même, Bourguiba). Il se livra à un exposé émouvant pour justifier ses actions, sachant qu'elles seraient probablement perçues comme des violations de la politique améri-

23. Cf. Doolittle au secrétaire d'État, dépêches #1, datée du 1er juin 1943 et #15, datée du 11 juin 1943. NA 851S.00/262.

caine : « Je dois indiquer ici que malgré les injonctions à ne pas me mêler des affaires arabes, du ressort exclusif de l'administration française, j'ai la conviction qu'une décision constructive a été prise. Le fait que les Français eux-mêmes soient venus au Consulat pour une question de cette nature indique qu'ils nous reconnaissent un certain droit à être consultés sur leur politique étant donné que nous sommes tous engagés dans le même combat.

Il est permis d'espérer qu'avec la pratique de la tolérance, de la patience et de ces principes pour lesquels nous sommes censés nous battre ils puissent faire quelque chose pour inciter la population musulmane d'Afrique du Nord à soutenir de tout cœur notre effort commun de guerre »[24].

Ainsi, grâce, dans une large mesure, à l'intervention de Hooker Doolittle, le général Juin qui avait agi de manière si précipitée pour déposer Moncef Bey a reconnu en fin de compte que Bourguiba pouvait être libre pourvu que, comme Juin l'indiqua, il ne se livrât à « aucune activité politique, demeurât à Tunis et n'en sortît que sur autorisation ; enfin que la moindre incartade de sa part serait de nature à faire rouvrir le dossier d'inculpation le concernant »[25].

Dans ses mémoires, Juin se défend adroitement de l'accusation d'avoir cédé à contre-cœur à la pression de Doolittle. Juin écrit qu'il avait pris soin de vérifier que Bourguiba depuis son arrivée à Tunis n'avait rien fait de compromettant. Cependant, il en rajoute ; à la même page, en effet, il note avec mauvaise humeur que pas un jour ne passait sans qu'il fût « harcelé » par Doolittle à propos de Bourguiba, ajoutant (à tort) : « il est de notoriété publique que les agents diplomatiques américains se sont toujours fait, en Afrique du Nord, les avocats des nationalistes les plus agissants »[26].

Juin conclut ses brèves références à Bourguiba et à Doolittle en donnant au lecteur l'impression que Bourguiba, craignant d'être arrêté de nouveau, était parti peu après pour Le Caire. En fait, Bourguiba est resté en Tunisie jusqu'en mars 1945, date de son départ clandestin pour Le Caire dans l'espoir de trouver auprès de la Ligue arabe récemment créée un soutien à la cause de la Tunisie.

Durant cette période, Bourguiba a cherché à reprendre en main et à reconstituer le Néo-Destour en prêchant en faveur d'une stratégie tendant à la conciliation plutôt qu'à la confrontation avec les autorités françaises auprès de partisans qui le plus souvent y étaient peu disposés. Les rapports des fonctionnaires français sur les rencontres de Bourguiba avec les fidèles du parti à Sfax et dans les environs en octobre 1943 montrent, en effet, qu'il ne jouait pas un double jeu consistant à prôner publiquement la coopération avec la France (et l'effort de guerre des Alliés) tout

24. Péroraison de la dépêche de Doolittle du 11 juin 1943.
25. Maréchal Juin, *Mémoires Alger-Tunis-Rome*, Paris, Fayard, 1959, p. 193-194.
26. *Ibid.*, p. 193.

en défendant secrètement une toute autre orientation[27]. Un passage du rapport en date du 27 octobre 1943 adressé par le chef de la sécurité régionale à Sfax au sous-directeur de la Sécurité à Tunis offre un éclairage particulièrement révélateur de la relation Bourguiba-Doolittle. Le fonctionnaire, auteur du rapport, qui demandait que celui-ci restât « absolument secret » pour protéger sa source, indiquait que Bourguiba avait tenu une réunion avec « un nombre restreint de personnes considérées comme sûres » et ajoutait : « Selon les dires de Bourguiba, au moment de la défaite de l'Axe dans la Régence, la situation était très mauvaise pour les Tunisiens et pour le Néo-Destour en particulier. L'attitude des Français et même des Alliés était marquée par une hostilité très vive à l'égard de tous les indigènes en raison de la position favorable à l'Axe adoptée par bon nombre d'entre eux, notamment par le Néo-Destour mal orienté par le Dr Thameur. Mais Habib Bourguiba, qui a vu le danger dès son arrivée en Tunisie, s'est employé avec la plus grande énergie à transformer cette situation. Dès l'occupation de Tunis par les troupes franco-américaines, il s'est caché craignant d'être arrêté. Puis il est entré presque aussitôt en relation avec le Consul général des États-Unis à qui il a exposé sa doctrine politique et les aspirations de son parti. Mr Doolittle a pris sa défense et, par ses interventions pressantes, a obtenu la promesse formelle des Autorités Françaises que le chef nationaliste ne serait par inquiété. Tous deux ont ensuite poursuivi leurs démarches pour créer un nouveau climat politique en Tunisie et faire arrêter les "persécutions" dont les musulmans étaient victimes. Le général Juin et surtout le général Mast (qui remplissait alors les fonctions de résident général) ont donné de nouvelles directives modifiant dans un sens beaucoup plus généreux la politique musulmane résidentielle en vue de provoquer une détente des esprits. Ce changement d'orientation est dû, pour une très grande part, aux efforts conjugués de Bourguiba et du consul général Doolittle. Bourguiba s'en attribue le principal mérite et prétend avoir, par son action, sauvé de la prison ou des camps de concentration nombre de ses compatriotes.

Le chef néo-destourien souhaite ardemment le retour de Mr Doolittle à Tunis dans l'espoir que l'influence de ce diplomate continuera à s'exercer en faveur des Tunisiens en général et du Néo-Destour en particulier »[28].

Doolittle, cependant, ne retournerait pas en Tunisie. Les autorités des États-Unis ont répondu aux pressions françaises demandant son départ en

27. Cf. l'article très révélateur de M. Dellagi, « L'Activité de Bourguiba à Sfax (22-29 octobre 1943) vue par les autorités françaises », *Revue d'Histoire maghrébine*, 7, 19-20, octobre 1980, p. 215-231. Dellagi note que Bourguiba rendait toujours visite aux contrôleurs civils français et s'efforçait de les convaincre de sa stratégie. Quelques fonctionnaires français lui faisaient confiance et facilitaient son activité mais, ajoute Dellagi, la plupart « disaient que si Burguiba *(sic)* était pro-Allié, il n'en était pas moins anti-français, et c'était ce qui importait à leurs yeux ».

28. *Ibid.*, p. 223.

le rappelant à Washington pour consultation à la fin de juillet 1943. Il a reçu ensuite de nouvelles affectations, servant brièvement en qualité de premier secrétaire de l'ambassade au Caire à partir de décembre 1943 et muté à Alexandrie en tant que consul général en avril 1944. Étant toujours considéré comme trop éloigné de la politique américaine de coopération avec les Français, Doolittle avait peu de chance de persuader ses supérieurs de le maintenir en poste à Tunis.

Après tout, même le neveu du président Roosevelt, Archie Roosevelt (le petit-fils du président Théodore Roosevelt), alors jeune officier de l'OSS qui rejoint la Tunisie depuis le Maroc peu après la victoire alliée, a lui aussi était muté de Tunisie quelque jours après le rappel de Doolittle. « Quelque part dans les vieux fichiers du Pentagone », rapporte Archie Roosevelt dans ses mémoires, « il y a un câble disant quelque chose dans ce genre : "le général de Gaulle demande que lieutenant Archibald B. Roosevelt, numéro de matricule 885630, soit immédiatement rappelé aux États-Unis" – signé "Eisenhower" »[29]. Roosevelt, qui avait d'abord rencontré Doolittle au Maroc, est venu en Tunisie peu après que les Alliés y remportèrent la victoire. Il contacta Doolittle qui le mit en rapport avec Bourguiba et d'autres dirigeants du Néo-Destour. Roosevelt et Doolittle ont même effectué ensemble un voyage dans le Sahel tunisien. Le jeune rejeton de cette célèbre famille présidentielle se rappelle que lui et Doolittle alors âgé de 54 ans dont vingt-quatre années d'expérience diplomatique « se sont mutuellement adoptés tout de suite. La tête couverte de cheveux blancs et la moustache assortie, il était l'image du parfait ambassadeur et aurait effectivement tenu ce rôle si la Tunisie avait été indépendante. Il avait une compréhension aiguë de la Tunisie et faisait de son mieux pour instruire ceux qui à Washington et en Algérie manquaient de connaissance ou étaient disposés à n'accepter que l'orientation officielle française »[30].

Archie Roosevelt, évoquant les quelques jours de 1943 passés en Tunisie, écrit qu'il n'oubliera jamais sa « première rencontre avec Habib Bourguiba, le président du Néo-Destour, dans son minuscule appartement de deuxième ordre dans une petite rue de Tunis. Dès le premier abord, précise-t-il à propos de Bourguiba, il m'a impressionné tel un visionnaire, un prophète moderne, avec de fascinants yeux bleus exorbités de son visage d'Andalou empreint de souffrance ». Archie Roosevelt, qui a également rencontré Salah Ben Youssef, ajoutait : « Bourguiba avait une personnalité très différente de celle de Salah Ben Youssef – extrêmement sérieux, tendu, destiné à la grandeur »[31].

---

29. A. Roosevelt, *For Lust of Knowing : Memoirs of an Intelligence Officer,* Boston, Little Brown & Co, 1988, p. 113.

30. *Ibid.*, p. 107.

31. *Ibid.*, p. 108. Roosevelt indique qu'il a demandé à Bourguiba, à Ben Youssef et à d'autres « d'écrire, chacun en ce qui le concerne, un compte-rendu des faits dont ils avaient eus connaissance, la chronique du mois écoulé incluant les actions des Allemands,

On peut trouver d'autres indications sur l'impossibilité pour Doolittle d'obtenir son maintien en Tunisie après la demande de départ formulée par les autorités françaises dans deux entrées laconiques du journal, publié par la suite, d'Harold Macmillan, l'homologue britannique de Robert Murphy en Afrique du Nord : « Lundi 12 juillet 1943, 10 : 30. Conversation avec le Consul général américain Doolittle. J'en ai retiré une impression très défavorable sur l'homme et sur ses activités. »

Et, « Samedi 24 juillet 1943, 11 heures-midi. Le général (américain) Bedell Smith est venu chez moi pour un entretien... Nous avons ensuite évoqué la politique tunisienne et mon souhait d'une mutation du Consul général américain (Doolittle) à Tunis, étant donné qu'il constitue une source de difficultés avec les Français et de désunion parmi les Alliés ».

Dans la présentation de la publication de son journal, Macmillan a justifié la stratégie alliée en des termes qui faisaient écho à l'appréciation de Robert Murphy citée plus haut : « Il était donc très important de conserver en l'état le grand système colonial français pour maintenir l'ordre dans tout le pays, même si cela signifiait le maintien en fonctions, au moins pour l'instant, des gouverneurs qui étaient tenus pour Vichystes. Ce n'est que progressivement, une fois affermie l'union entre Vichystes et Gaullistes et de Gaulle commençant à tenir les rênes, que nous pouvions nous permettre de démettre ces gouverneurs et de nous en remettre à la base solide et efficace du système colonial français »[32].

Doolittle dut son heure de gloire au président Roosevelt lui-même, qu'il rencontra le 9 novembre 1943 peu de temps avant que le président ne se rende aux conférences du Caire et de Téhéran. Dans son mémorandum de cet entretien, Doolittle rapportait que Roosevelt avait manifesté de la sympathie pour les Arabes et qu'il avait fait état de sa rencontre avec le sultan Mohammed V lors de la conférence de Casablanca. Doolittle indiquait également : « Quand j'ai déclaré que je croyais avoir interprété sans doute trop tôt ses propres sentiments, il a

---

des Français et du Destour ainsi que l'ensemble de la tragédie du Bey ». Il a alors promis d'intégrer le tout « dans une large synthèse destinée à tous les canaux militaires et civils américains qui m'étaient accessibles ». Il a plus tard intégré ces comptes-rendus écrits dans son propre rapport, achevé au début de juillet 1943 (p. 109-113). Je n'ai pas encore été en mesure de trouver trace de ce rapport que ce soit dans les archives du Département d'État ou de celles de l'OSS.

32. Dans les entrées de son journal (*War Diaries : Politics and War in The Mediterranean 1943-1945,* London, Macmillan, 1984), Macmillan se comporte à la manière d'un juge, non sans quelques remarques fausses à propos de Murphy qu'il a couvert d'éloges dans *The Blast of War.* Ce livre offre cependant une observation très intéressante : Murphy, bien qu'il ait été performant dans la mise au point de la politique de l'opération Torch, avait dû être remplacé peu après le débarquement. Les Alliés auraient ainsi estimé qu'il valait mieux prendre leurs distances avec les contacts douteux et les engagements tout aussi douteux que Murphy avait été obligé de prendre. Harald Macmillan, *The Blast of War*, London, Harper Collins, 1967, p. 236-239.

souri et dit qu'il lui semblait que tel était le cas »[33]. C'était bien cela. Roosevelt sympathisait avec la politique de Doolittle mais c'était « trop tôt ».

L'histoire de Bourguiba et de Doolittle n'a pas cependant pris fin avec le renvoi de Tunisie du diplomate américain. Quand, lassé de ne pouvoir parvenir à une amélioration de la situation en Tunisie, Bourguiba décida de mener sa campagne nationaliste à l'étranger, il se rendit clandestinement, *via* la Libye, en Égypte où il eut l'occasion de reprendre contact avec Doolittle. On a dit que l'épouse de Doolittle avait, d'une manière ou d'une autre, aidé Bourguiba à préparer son déplacement en Égypte[34] ; il est certain toutefois que Doolittle a facilité l'obtention par Bourguiba d'un visa américain qui lui a permis d'aller plaider sa cause à Washington et auprès des diplomates des Nations unies à New York. Cette partie de l'histoire mériterait d'être abordée en une autre occasion. De manière intéressante, elle met également en scène un autre personnage qui a beaucoup aidé Bourguiba en ces moments difficiles. Il s'agit de Cecil Hourani, d'origine libanaise, élevé en Angleterre à Manchester[35].

Le récit de la relation entre Bourguiba et Doolittle offre un éclairage sur plusieurs questions et thèmes plus larges dont beaucoup excèdent la brève période abordée ici. En guise de conclusion, nous les évoquerons brièvement.

Tout d'abord, est établi le primat de la dimension française de la politique nord-africaine du temps de guerre, au prix d'une quasi-exclusion de toute prise en compte sérieuse des intérêts autochtones nord-africains, que ce soit de la part des Alliés ou de l'Axe.

L'attention accordée à la dimension tunisienne par Doolittle non seulement a semblé prématurée à l'époque mais encore l'est demeurée très longtemps par la suite. Le rassemblement des différentes forces françaises, depuis les anciens vichystes jusqu'aux gaullistes, est demeuré problématique longtemps après mai 1943. Par la suite, les problèmes de l'après-guerre liés à l'intégration de la France dans une Europe reconstruite et à l'entente entre les États qui, en 1949, formeraient l'OTAN ont incité les États-unis à faire prévaloir le souci de ménager la France sur celui, généralement partagé par les Américains, de la décolonisation.

Ironiquement, alors que d'habitude l'opinion libérale, dans sa grande majorité, désapprouve les activités de services secrets, force est de constater que ce furent souvent l'OSS et la CIA, son successeur, qui coopérèrent avec les « autochtones » et les aidèrent. D'autres développements de

33. Mémorandum d'entretien avec le président Roosevelt établi par Hooker Doolittle, 9 novembre 1953. NA 851 S.00/257.

34. J. Bessis, « L'Opposition France-États-Unis au Maghreb », dans *Décolonisation française*, p. 347-348. J. Bessis s'appuie sur les Archives du Quai d'Orsay, carton 122. Note de la direction Afrique-Levant pour la Direction Amérique.

35. Cf. C. Hourani, « An Arab Leader : the Tunisian Experience », chapitre V, dans *An Unfinished Odyssey : Lebanon and Beyond*, London, Weidenfeld & Nicolson, 1984, p. 97-122.

l'épisode tunisien de 1940 à 1943 montreraient, par exemple, qu'en dépit de la circonspection témoignée par le Département d'État à leur égard, Irving Brown et l'AFL-CIO, financés par la CIA, ont apporté un soutien important au syndicalisme nationaliste tunisien et au Néo-Destour.

Bourguiba a rencontré chez les Américains une audience plus favorable que celle que pouvait lui assurer sa faible assise politique, et ce pour différentes raisons. Il faisait impression lors des contacts personnels et les Américains y ont été sensibles. Il apparaissait comme un nationaliste fervent mais raisonnable et flexible. Il était perçu également (à juste titre) comme un anticommuniste sincère et sérieux.

Jamais le réaliste Bourguiba n'a entretenu d'espoirs exagérés sur la portée du soutien américain. Autrement dit, il n'a jamais rêvé que les États-Unis pourraient contraindre la France à prendre des mesures favorables à la cause nationaliste. *Hors la France, il n'est pas de salut*, la formule était pour Bourguiba plus qu'un slogan destiné à séduire les Français. C'était l'expression d'une politique pragmatique ; la suite des événements, de 1943 à 1956, a démontré que la décolonisation en Tunisie serait nécessairement une affaire en grande partie bilatérale, entre Français et Tunisiens.

Hooker Doolittle, diplomate de carrière, est-il allé trop loin en outrepassant les instructions très claires de son gouvernement ? Après tout, dans l'exercice des fonctions diplomatiques (comme pour d'autres fonctions dans une démocratie), il est classiquement de règle que les agents peuvent, et devraient, se battre avec force pour faire valoir la politique qu'ils estiment la meilleure mais qu'une fois celle-ci rejetée ils doivent loyalement mettre en œuvre la politique qui a été adoptée. La seule alternative acceptable, suivant la norme généralement en vigueur, est la démission ou une demande d'affectation à une tâche que l'on peut fidèlement accomplir. Il n'y a pas ici de réponse facile. Que serait-il advenu si de Gaulle avait agi conformément à cette norme après la défaite de la France en 1940 ? Peut-être la meilleure façon de répondre serait de considérer que Doolittle a continué à agir pour modifier la politique officielle des États-Unis mais, qu'en aucune manière, il ne s'en est caché. Il a rendu compte en temps voulu de ce qu'il faisait. Il en a payé le prix avec une réprimande en 1942 et une mutation d'office en 1943.

L'épisode Bourguiba-Doolittle s'apparente-t-il davantage à une note en bas de page d'un récit plus important qu'à un tournant critique dans l'évolution de la Tunisie vers l'indépendance et dans le développement des relations américano-tunisiennes ? Compte tenu de la prudence qui, durant les années postérieures à la sortie de scène de Doolittle, a caractérisé la politique américaine à propos de la décolonisation de la Tunisie, il est difficile de soutenir la thèse du tournant critique. Mais encore que serait-il advenu si Bourguiba avait été de nouveau emprisonné (ou pire) en mai ou juin 1943 ?

Bien plus, les politiques momentanément récusées dans le cadre du processus diplomatique de décision réapparaissent parfois plus tard dans la formulation des orientations. Doolittle a perdu la bataille pour la poli-

tique étrangère des États-Unis en Afrique du Nord lors de la guerre et Robert Murphy l'a gagnée. Cependant, même dans la défaite, Doolittle n'a pas seulement atteint un résultat tangible de première importance en permettant à Bourguiba de pouvoir poursuivre sa campagne nationaliste qui en fin de compte devait déboucher sur l'indépendance. Doolittle a également donné mauvaise conscience à ces responsables américains qui à l'époque l'ont vaincu. En témoigne le mémorandum de Wallace Murray au secrétaire d'État adjoint A. A. Berle, en date du 27 juillet 1943. Murray y résumait le vif échange entre Doolittle et Murphy à propos de la déposition du Bey et de la mauvaise manière d'agir envers les Tunisiens après la victoire alliée. Il concluait avec ce pressentiment : « Après tout, parmi les trois implantations françaises en Afrique du Nord deux, à savoir le Maroc et la Tunisie, sont des protectorats et non point des composantes de l'Empire français. Le Maroc et la Tunisie ont été des pays indépendants avec lesquels ce gouvernement (des États-Unis) entretenait des relations diplomatiques. Ni les Maures *(sic)* ni les Tunisiens n'ont oublié leur indépendance perdue et il est très probable, qu'en temps voulu, on nous rappellera ces articles de la Charte de l'Atlantique qui disposent que les peuples auront les gouvernements de leur propre choix. Bien que le Maroc et la Tunisie puissent présentement ne pas être en mesure d'assumer les responsabilités d'une structure étatique indépendante, on ne peut que se demander si leur capacité à se gouverner eux-mêmes est moindre que celle, par exemple, des Éthiopiens ou des Afghans, dont le droit à l'indépendance n'est pas mis en doute.

Pour ma part, je considère que cette question est susceptible de venir nous hanter en temps voulu et que maintenir trop longtemps la politique actuellement poursuivie par M. Murphy ne serait pas opportun sur le long terme »[36].

En janvier 1947 un haut responsable du Département d'État a exhumé des dossiers ce mémorandum et l'a communiqué à ses collègues en le présentant comme pertinent au regard de « la situation politique en Tunisie » prévalant alors et en citant particulièrement le commentaire sur la politique de M. Murphy dont le maintien « ne serait pas opportun sur le long terme »[37].

Nous avons commencé cet article avec la description par un ambassadeur américain de Bourguiba évoquant la mémoire de son ami. Nous finirons en observant qu'aujourd'hui à Tunis une rue porte le nom de Hooker Doolittle et que Bourguiba, lorsqu'il s'est rendu en visite officielle à Washington en juin 1985, a apporté un portrait de Doolittle pour le montrer au président Reagan[38].

---

36. NA 851S.00/257 qui inclut la lettre d'accompagnement de Murray en date du 27 juillet 1943, son mémorandum de six pages portant la même date et la réponse de Berle datée du 30 juillet.

37. M. Schwartz à M. Timberlake, 20 janvier 1947. NA 851S00/1-2047.

38. A. Roosevelt, *For Lust of Knowing*, *op. cit.*, p. 107.

Quant à Hooker Doolittle il quitta l'Égypte en 1947 pour servir en qualité de consul à Lahore et ensuite à Karachi jusqu'à sa retraite en 1950. Mais il n'a jamais vraiment quitté le Maghreb, la région où son activité a été la plus marquante. Il s'est retiré à Tanger où il a fortement soutenu la création de l'*École américaine* de cette ville. Hooker Doolitte y mourut le 30 novembre 1966. Il est enterré à Tanger.

Bibliographie

Ouvrages collectifs

Les Chemins de la décolonisation de l'Empire français, Paris, éd. du CNRS, 1986 (*infra* : *Décolonisation française*).

Comité national tunisien d'histoire de la seconde guerre mondiale, *Actes du Colloque international sur l'histoire de la 2e guerre mondiale : Campagne de Tunisie novembre 1942-mai 1943*, Tunis, ministère de la Défense nationale, 1982 (*infra* : *Colloque international*).

La Tunisie de 1939 à 1945, Actes du 4e Séminaire sur l'Histoire du Mouvement national (5, 6 et 7 juin 1987), Tunis, Centre national universitaire de documentation scientifique et technique, 1989 (*infra* : *La Tunisie de 1939 à 1945*).

La Tunisie de l'après-guerre (1945-1950), Actes du Ve Colloque international sur l'Histoire du Mouvement national 26, 27, 28 mai 1989, Tunis, université de Tunis-I, 1991 (*infra* : *Tunisie 1945-1950*).

Bessis Juliette, « Les États-Unis et le Protectorat tunisien durant la deuxième guerre mondiale », dans *La Tunisie de 1939 à 1945*, p. 197-213.

–, *La Méditerranée fasciste : l'Italie mussolinienne et la Tunisie*, Paris, Karthala, 1981.

–, « L'opposition France – États-Unis au Maghreb, de la deuxième guerre mondiale jusqu'à l'indépendance des Protectorats, 1941-1956 », dans *Décolonisation française*, p. 341-356.

–, « La politique américaine en Afrique du Nord pendant la deuxième guerre mondiale », *Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée*, 36, 2e semestre, 1983, p. 147-161.

–, « Sur Moncef Bey et le Moncéfisme : la Tunisie de 1942 à 1948 », *Revue française d'histoire d'outre-mer*, 70, 260-261, 3e et 4e trimestres, 1983, p. 97-131.

Bessis Sophie et Belhassen Souhayr, *Bourguiba. À la conquête d'un destin, 1901-1957*, Paris, Jeune Afrique-Livres, 1988.

Bourguiba Habib, *Ma vie, mon œuvre, 1938-1943*, Paris, Plon, 1986.

–, *Hayati, Arai'i, Jihadi*, Tunis, 1978.

Chenoufi Moncef, « La position politique du président Habib Bourguiba à l'égard des puissances de l'Axe », dans *Colloque international*, p. 265-290.

Dellagi Moncef, « L'activité de Bourguiba à Sfax (22-29 octobre 1943) vue par les autorités françaises, *Revue d'Histoire maghrébine*, 7, 19-20, octobre 1980, p. 215-231.

Dunlop Richard, *Donovan : America's Master Spy*, Chicago, New York, San Francisco, Rand McNally & Co,1982.

Funk Arthur L., « Political relations between the United States and Tunisia during the Second World War », dans *Colloque international*, p. 211-220.

–, *The Politics of Torch : The Allied Landings and the Algiers Putsch 1942*, Lawrence (Ks), University Press of Kansas, 1974.

Hachiche Abdelwahab, « Srategy and tactics : The United States and Nationalist Tunisia », *Colloque international*, p 170-190.

Hamza Hassine-Raouf, « Les États-Unis et la question tunisienne (1939-1943) : à la recherche d'une politique », dans *La Tunisie de 1939 à 1945*, p. 215-248.

–, « Le Néo-Destour, des lendemains d'avril 1938 à la veille de l'indépendance : hégémonie et institutionnalisation », dans *Tunisie 1945-1950*, p. ?-229.

Hopwood Derek, *Habib Bourguiba of Tunisia : The Tragedy of Longevity*, London, Palgrave Macmillan, 1992.

Hourani Cecil, *An Unfinished Odyssey : Lebanon and Beyond*, London, Weidenfeld & Nicolson, 1984.

Juin A., maréchal, *Mémoires Alger-Tunis-Rome*, Paris, Fayard,1959.

Lacroix-Riz Annie, *Les Protectorats d'Afrique du Nord : entre la France et Washington du débarquement à l'indépendance : Maroc et Tunisie 1942-1956*, Paris, L'Harmattan, 1988.

Langer William L., *Our Vichy Gamble*, New York, Shoe String Press, 1947.

Macmillan Harold, *The Blast of War*, London, Harper Collins, 1967.

—, *War Diaries : Politics and War in The Mediterranean 1943-1945*, London, Macmillan, 1984.

Mechat Samya El, *Tunisie : les chemins vers l'indépendance (1945-1956)*, Paris, L'Harmattan, 1992.

Murphy Robert, *Diplomat among Warriors*, New York, Greenwood Publishing Group, 1964. Traduction française : *Un diplomate parmi les guerriers*, Paris, Laffont, 1964.

Pendar Kenneth, *Adventure in Diplomacy*, New York, DaCapo Press, 1945 (réédition : 1976).

Rey-Goldzeiguer Annie, « L'occupation germano-italienne de la Tunisie : un tournant dans la vie politique tunisienne », dans *Décolonisation française*, p. 325-340.

Roosevelt Archie, *For Lust of Knowing : Memoirs of an Intelligence Officer*, Boston, Little Brown & Co, 1988.

27

Bourguiba et les représentants américains au Caire en 1947

André MARTEL*

Le séjour de Bourguiba au Caire a déjà été étudié, de son départ « clandestin » de Tunis, le 25 mars 1945, à son retour « triomphal », le 9 septembre 1949. Les conditions de sa fuite, les difficultés de son voyage, son manque de moyens financiers, son action médiatique, les tensions entre le Néo-Destour et son leader exilé n'ont plus à être présentés[1]. Il en est de même pour l'analyse de la politique américaine à l'égard des protectorats d'Afrique du Nord dans le contexte des débuts de la guerre froide[2]. Toutefois, des documents du Département d'État, apparemment inexploités jusqu'à ce jour, permettent de mieux appréhender les méthodes américaines[3]. Ces correspondances montrent, en effet, par quelles voies le Département d'État s'efforce alors de maintenir le leader tunisien dans son jeu tout en le neutralisant. Comment, aussi, celui-ci tente de tirer le meilleur parti de la situation internationale. Un compte-rendu de conversations entre Habib Bourguiba et le premier secrétaire de l'ambassade des États-Unis au Caire, daté du 29 juillet 1947, illustre parfaitement ces comportements. Encore convient-il, avant de l'analyser, de rappeler l'action préalablement conduite par Bourguiba et de remettre cet entretien en situation.

* Professeur émérite, Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence.

1. S. Bessis et S. Belhassen, *Bourguiba, à la conquête d'un destin, 1903-1957*, t. 1, Paris, Jeune Afrique-Livres, 1988. *Habib Bourguiba, ma vie, mon œuvre* (textes réunis et commentés par Mohamed Sayah), 1944-1951, t. 4, Paris, Plon, 1986.

2. A. Lacroix-Riz, *Les Protectorats d'Afrique du Nord entre la France et Washington, du débarquement à l'indépendance. Maroc et Tunisie 1942-1956,* Paris, L'Harmattan, 1988.

3. National archives, 880.00/7. 2947, n° 2778. Documents consultés à l'occasion d'un séjour de recherche subventionné par le Wilson Center de Washington, que je remercie de son soutien.

Bourguiba au Caire de 1945 à 1947

Que retenir de la première partie de ce séjour ? Trois thèmes retiennent l'attention, dès lors que le récit au jour le jour n'est plus à faire : établir l'audience tunisienne en Orient, maintenir les contacts avec la France, obtenir et conserver le soutien américain. Dans le quotidien, ces trois types d'action se confondent autant qu'ils se succèdent.

Établir l'audience de la Tunisie dans le monde arabe

Pendant plus d'un an, Bourguiba vit au Caire pratiquement isolé, sans ressources assurées[4]. Il doit d'abord faire connaître la Tunisie et ses problèmes, puis asseoir l'audience destourienne, dans une ville où le sentiment national-arabe tourne à l'émeute anti-britannique, le 2 février 1946, et d'une manière plus large dans un Orient, un Machrek, qui ignore à peu près tout du Maghreb. Quelle autre voie pourrait-il emprunter que celle de la solidarité arabo-musulmane exaltée par l'évacuation de la Syrie et du Liban par les forces françaises et britanniques en mars-avril 1946 ? Il recherche donc les contacts avec les représentants, officiels ou non, des pays du Machrek. Très vite, il gagne la confiance de délégués saoudiens, syriens, irakiens, palestiniens ; en particulier du représentant de Bagdad au Caire, Tahsine Askri. En août 1945, il est invité par le souverain d'Arabie saoudite.

Ses efforts portent leurs fruits puisque, le 9 juin 1946, arrivent en Égypte cinq militants « historiques » du Néo-Destour (Habib Thameur, Taïeb Slim, Hedi Saïdi, Hassine Triki, Rachid Driss)[5] à qui Tahsine Askri a procuré des passeports irakiens[6]. Un Bureau du Néo-Destour est ouvert au 10, Shara Darih Saad, donnant ainsi au nationalisme tunisien une visibilité. Il devient le lieu de rassemblement des Maghrébins exilés. Ce qui ne déplaît pas à Bourguiba, « Président du Parti libéral constitutionnel tunisien » depuis le 30 juin 1946, mais à qui conviendrait un rôle maghrébin. Encore lui faut-il, en vue de l'inscription de la question tunisienne à l'ONU, le soutien de la Ligue arabe et de son secrétaire général, Abderrahmane Azzam Pacha Bey, dont il supporte mal l'arabisme et la prééminence.

4. Il est hébergé par l'Association des Jeunes musulmans et partage une chambre d'étudiants avec un Algérien, Chedly Mekki.

5. Libérés en 1942 par les Allemands des prisons françaises.

6. R. Driss, *Reflet d'un combat*, Tunis, Publications de l'Institut supérieur d'histoire du mouvement national, 1996. Je remercie Rachid Driss de son témoignage oral sur cette période ainsi que des confirmations et précisions écrites qu'il a bien voulu me faire parvenir.

Cet Égyptien occidentalisé affiche deux priorités : l'indépendance de la Libye et la reconnaissance d'un État palestinien arabe. Ayant fait ses premières armes comme conseiller d'Idriss Es Senoussy, éphémère émir de Libye en 1922, il tente désormais de le porter sur le trône d'un État libyen indépendant pour couper court aux projets de partage « néocolonial » franco-anglo-italien ou d'établissement d'un *trusteeship* des Nations unies auquel l'Union soviétique serait partie prenante. Le temps presse aussi en Palestine où les Anglais ont fait connaître leur décision d'abandonner leur mandat en raison de l'opposition des Arabes à la création d'un État d'Israël. À l'occasion de la visite d'une commission anglo-américaine, en mars 1946, Bourguiba défend la cause palestinienne, mais pour mieux attirer l'attention sur l'Afrique du Nord qu'il évoque toujours comme un ensemble de trois pays arabes distincts sous un même joug colonial.

Le 30 juin 1946, lors d'une réunion de la Ligue arabe, il dénonce la répression en Tunisie et en Algérie. Les radios et les journaux anglo-saxons répercutent ses propos. En Tunisie, le Néo-Destour est emporté par un courant unitaire, le « Moncéfisme » par référence au Bey déposé puis exilé en France en 1943. S'y retrouvent la bourgeoisie tunisoise, les oulémas de la Zitouna, les militants du Vieux-Destour et du Néo-Destour, mais aussi ceux de l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT), créée le 20 janvier 1946. Elle est dirigée par Ferhat Hached, nationaliste autant que syndicaliste, qui, sans s'inféoder au Néo-Destour lui apporte son soutien. Le 5 août, l'UGTT déclenche une grève à Sfax, suivie de la grande manifestation unitaire de la Nuit du Destin, le 23 août 1946 ; l'une et l'autre sont sévèrement réprimées par le Protectorat.

Maintenir le contact avec les représentants français

Au Caire, Bourguiba noue ouvertement des contacts avec l'ambassade de France. Il a pour interlocuteur le capitaine Soulié. Sait-il que cet ancien officier des Affaires musulmanes d'Algérie, excellent arabisant, s'est distingué en 1943 à la tête de partisans tunisiens hostiles aux fractions ralliées aux forces de l'Axe puis en Italie à l'état-major du général Juin, probablement à l'origine de son affectation au Caire ? Il est vrai que Bourguiba, depuis son procès et son internement dans l'extrême Sud, n'a aucun *a priori* contre les militaires français. La compréhensive complaisance du colonel Schmidt (un ancien de Lyautey) en 1944 dans le Sahel a conforté ce sentiment[7]. L'important n'est pas là, mais bien dans le message qu'il ne cesse de répéter. C'est par la négociation avec la France que la Tunisie doit recouvrer sa souveraineté, mais les Tunisiens ne recu-

7. Témoignage public de Habib Bourguiba recevant, en 1963, les membres d'un Congrès international d'histoire sociale au Palais de Carthage. Sur le colonel Schmidt, cf. *H. Bourguiba, Ma vie..., op. cit.*, t. 4, p. 12.

leront pas, s'il le faut, devant une épreuve de force dommageable pour la sauvegarde de l'influence et des intérêts français.

Une politique et un comportement condamnés par ses adversaires maximalistes, peut-être satisfaits de le savoir loin de Tunis et prêts à interpréter divers épisodes de son départ. Dans la nuit du 25 mars 1945, Bourguiba, échappant à la surveillance des autorités françaises, a quitté Tunis pour Sfax par voie ferrée et s'y est embarqué clandestinement pour la Libye. L'inefficacité de la police du Protectorat a suscité des sarcasmes ou des interrogations, même si elle est alors désorganisée par des épurations successives. La traversée de la Libye a été moralement et physiquement éprouvante. Ce qui n'a pas été relevé c'est, selon les déclarations de Bourguiba lui-même, l'existence d'itinéraires clandestins *(underground)* et de réseaux de passeurs entre l'Égypte et le Maghreb. Il en a bénéficié, échappant aux limiers français, ce qui est possible ; et aux agents britanniques, ce qui l'est moins car le Royaume-Uni contrôle alors la Tripolitaine et la Cyrénaïque[8]. Le consul britannique à Tunis n'a d'ailleurs pas été le dernier informé de son arrivée en Égypte. Parvenu à Alexandrie, il a été accueilli par Mounier-Millet, un instituteur ayant exercé à Monastir, peut-être déjà converti à l'islam, et très certainement acquis depuis longtemps à la politique d'émancipation de la Tunisie. Cet enseignant était-il en correspondance avec l'ambassade de France ?

Reste que Bourguiba était parti avec le concours des dirigeants du Néo-Destour, de Salah Ben Youssef en particulier. Certes, son autorité paraissait compromise, notamment par un communiqué mentionnant une fraternité franco-tunisienne, et son prestige entamé ; l'audience du Néo-Destour ne l'était pas moins. Seule une relance internationale pouvait donner aux nationalistes une nouvelle chance. Le moment était favorable : la guerre se terminait en Europe ; le 22 mars 1945 au Caire, était fondée une Ligue des États arabes ; la création d'une Organisation des Nations unies était dans l'air. Sa charte, signée le 26 juin, allait entrer en vigueur le 21 octobre. Bourguiba était au Caire depuis cinq mois.

Compromission de Bourguiba ou sens du compromis ? Sa condamnation de l'Union française, créée par la Constitution de 1946, interdit toute confusion. Le 29 juillet 1946, il écrit à Ferhat Abbas, leader de l'Union démocratique du Manifeste algérien (qu'il ne connaît pas, mais dont il apprécie la démarche), pour le presser de ne pas cautionner l'Union française, « suprême manœuvre d'un colonialisme aux abois »[9]. À ses yeux, les déclarations de son correspondant algérien sur la « souveraineté française », la « mère patrie », constituent un « crime » contre l'Algérie et les deux autres pays du Maghreb à qui la situation internationale offre un espoir de recouvrer leur indépendance. Depuis la seconde guerre mon-

8. A. Martel, *La Libye 1835-1990, essai de géopolitique historique,* Paris, PUF, 1991.

9. H. Bourguiba, *La Tunisie et la France, vingt-cinq ans de lutte pour une coopération libre,* Paris, Julliard, 1954, p. 189-200.

diale, la force n'est plus du côté de la France, une Ligue arabe a été constituée, les Anglo-Saxons voient dans l'Afrique du Nord la « clé de la Méditerranée centrale », une « base d'opération idéale contre une Europe vulnérable et toujours sujette à une bolchevisation éventuelle ». D'où deux objurgations, contradictoires en apparence seulement. D'une part, regagner « les rangs des purs *Moudjahidins* », défenseurs depuis Abdelkader de la souveraineté et de l'identité algériennes. D'autre part, ne pas désespérer de la France, qui en viendra à la négociation, forcée par les événements. « Je reste un partisan convaincu d'une étroite coopération avec la France, si la France renonce à sa politique de domination. »

Bourguiba prépare alors un voyage aux États-Unis, qu'il doit retarder à diverses reprises. Peu avant son départ, et comme s'il lançait un ultime appel, il remet une note à l'ambassadeur de France, le 24 novembre 1946[10]. « Il est logique qu'après son infortune momentanée, la France cherche, par une politique de grandeur, à reprendre sa place au premier rang des grandes puissances... » Faute d'une politique neuve, elle n'obtient que de « pénibles déboires au Levant, en Indochine, en Afrique du Nord où les mêmes méthodes coloniales sont en train de dresser contre la domination française les forces vives de trois peuples assoiffés de liberté et d'indépendance. » « En Tunisie par exemple nous avions fondé de grands espoirs sur la France nouvelle. » Mais la partie ne se joue plus seulement entre la France et la Tunisie, « les compétitions internationales sont devenues de plus en plus sévères et la Tunisie, qui a Bizerte, clé de la Méditerranée centrale, n'est peut-être pas à l'abri de toute convoitise. De plus le peuple tunisien n'est pas seul dans sa lutte (...). La Ligue arabe est entraînée (...) à s'intéresser aux peuples arabes du Maghreb et plus particulièrement à la Tunisie qui fait le pont entre l'Orient et l'Occident arabes. Pour moi, quelles que soient les fautes qui ont été commises dans le passé, je me refuse à désespérer complètement du bon sens français. Ce que la Tunisie réclame, c'est un statut d'État souverain, lié à la France par un traité d'alliance librement négocié qui garantit à cette dernière ses intérêts stratégiques, économiques, culturels (...). Le Gouvernement de la Tunisie sera national, constitutionnel, et démocratique sous l'égide du souverain légitime du pays (...). Tout cela, bien entendu, ne se fera pas en un jour. Mais nous attendons de la France nouvelle, (...) un geste spectaculaire qui montre qu'elle oriente désormais sa politique dans cette direction (...). Un tel geste (...) fera de nous les meilleurs amis de la France ».

10. « Note remise à M. Lescuyer, ambassadeur de France au Caire, sur sa demande, à la suite d'un entretien avec le capitaine Soulié, premier secrétaire d'ambassade », H. Bourguiba, *La Tunisie et la France, vingt-cinq ans de lutte pour une coopération libre, op. cit.*, p. 200-205.

Obtenir le soutien américain

L'audience obtenue en Orient constitue un acquis pour la cause tunisienne ; un acquis qui ne vaut pas reconnaissance. Où et comment Bourguiba pourrait-il l'obtenir sinon aux Nations unies avec le concours de la Ligue arabe appuyée par les États-Unis ? Avec l'aide de Doolittle et Tuck (représentant américain en Égypte), il reçoit un visa d'entrée en Amérique où il arrive le 2 décembre. En janvier 1947, il rencontre le sous-secrétaire d'État Dean Acheson au cours d'une réception à laquelle l'a invité l'ambassadeur d'Arabie saoudite, Lassad el Fkih. Un photographe fixe la scène pour la presse. C'est un incontestable succès médiatique. En réponse à une protestation de l'ambassadeur de France, Dean Acheson et Henderson, chef du Bureau Afrique et Proche-Orient, minimisent la portée de cet entretien ; Fuller les relaie à Tunis.

Bourguiba multiplie les contacts que lui procure principalement le Libanais Cecil Hourani, directeur du Bureau arabe d'information à New York. Il s'emploie à convaincre ses interlocuteurs de l'urgence de l'inscription de la question d'Afrique du Nord à l'ONU. Parmi les personnalités rencontrées, figure Harry H. Schwater, directeur de la division Afrique du Nord. Prenant la parole devant la cinquantaine de membres de l'*Oriental Society,* après avoir été présenté par M. Wright, en charge de l'Iran et de l'Afghanistan au Département d'État, il condamne la politique française de répression en Afrique du Nord, dénonce le piège de l'Union française, évoque le risque d'un recours des Maghrébins à l'URSS, « par désespoir ». Portant le problème au niveau stratégique, il souligne le danger, pour les communications méditerranéennes, de l'instauration d'un pouvoir communiste en France et donc en Afrique du Nord. Bourguiba a parfaitement assimilé les données de la politique américaine et a tenté d'en jouer. Il n'a pas réussi, toutefois, à faire une entrée officielle aux Nations unies et pas davantage obtenu une promesse de soutien d'Acheson, même s'il le prétend à son retour, s'exposant à un démenti qui l'oblige à nuancer son propos.

Au Caire s'était tenu du 15 au 22 février 1947 un Congrès de l'Afrique du Nord, qu'avait d'ailleurs inauguré le secrétaire général de la Ligue arabe en personne. À son issue s'était constitué un Bureau du Maghreb Arabe, un *Maghreb Center*, symbole de l'unité et de l'arabité de l'Occident arabe. Néanmoins, l'objectif qu'il se donne reconnaît implicitement les cas nationaux : « Renforcer l'action des mouvements de résistance à l'intérieur et à l'extérieur des pays, en vue de soulever le problème à l'ONU. » Habib Thameur dirige ce nouvel organisme dont Bourguiba devient le secrétaire général, le 21 mai. Deux courants s'y affrontent. L'un, qui a les faveurs de la majorité des exilés, dont Habib Thameur, privilégie l'action immédiate. L'autre soutient Bourguiba partisan de n'y recourir que comme moyen de pression diplomatique ou extrême recours.

Les États-Unis entre décolonisation et guerre froide

Décolonisation et guerre froide ou guerre froide et décolonisation ; ou plus exactement « émancipation » selon la terminologie d'alors ? Pour Bourguiba, depuis dix ans, l'indépendance est un absolu que la guerre froide situe dans un nouveau contexte. Pour les Américains, résolus à s'opposer à la menace soviétique, la guerre froide constitue la priorité, quel que soit leur attachement à la cause des peuples colonisés.

Une politique de containment

Dès le printemps de 1946, leur politique a été définie[11] ; un an plus tard elle n'a pas changé, elle s'est durcie. La décolonisation certes ; mais sans ébranler les pays d'Europe occidentale, alliés potentiels contre l'Union soviétique malgré la présence de ministres communistes. La France, dans cette vision mondiale, occupe une place à part en raison de sa puissance militaire ; aussi les Américains souhaitent-ils lui voir infléchir sa politique coloniale comme l'ont fait les Britanniques aux Indes et doivent bientôt s'y résoudre les Hollandais aux Indes néerlandaises. En Indochine, ils désapprouvent la guerre en cours, mais perçoivent l'ambiguïté du national-communisme vietminh. En revanche, la répression de l'insurrection malgache du 30 mars ne les préoccupe apparemment pas. Le nationalisme musulman des Indonésiens les rassure ; ils prennent parti pour eux lors de la crise du 20 juillet qui débouche sur l'indépendance, le 27 décembre. L'indépendance de l'Inde et du Pakistan, dont la proclamation doit avoir lieu le 15 août, les satisfait d'autant plus qu'elle prélude à celle de la Birmanie, le 17 octobre. Une évolution que Bourguiba suit attentivement car de grands pays musulmans s'imposent comme des acteurs nouveaux et des soutiens potentiels.

Sensibilisé par les pressions soviéto-communistes en Grèce, en Turquie, en Iran, le président Truman annonce, le 12 mars 1947, sa volonté de soutenir partout la résistance au communisme, c'est la stratégie du *containment* selon Kenan. Le 5 avril, son secrétaire d'État, George Marshall, propose un plan d'aide à la reconstruction de l'Europe. Déjà, le 11 mars, les ministres communistes ont quitté le gouvernement belge. Les 4 et 13 avril, ils sont évincés des gouvernements français et italien. Le 28 mai, les accords Blum-Byrnes officialisent le soutien financier américain en échange de l'ouverture du marché français. N'en demeure pas moins l'existence, en France, de 28 % d'électeurs communistes. Pour les Américains, c'est une menace.

---

11. A. Lacroix-Riz, *op. cit.*, p. 25-30. Sur le Maroc, un « rapport du Conseil National de Sécurité » (n° 12 NCC) de 1946 cité par N. Gun, *Les Secrets des archives américaines*, t. 2, Paris, Albin Michel, 1983, p. 244-247.

En Afrique du Nord, ils veulent prévenir une crise comparable à celle d'Indochine par une évolution négociée, répondant aux attentes des nationalistes opposés à l'idéologie marxiste. Le cadre institutionnel de l'Union française, fixé par la Constitution de 1946, pourrait s'y prêter. Pour l'Algérie, un statut est en débat ; il ne sera voté que le 27 août. En Tunisie, Jean Mons, ancien directeur de cabinet de Léon Blum, a été nommé résident général en février ; il est porteur de réformes, mais non d'engagements sur une renonciation au Protectorat.

Plus que la Tunisie, le Maroc préoccupe les Américains. Le 10 avril 1947, à Tanger, le Sultan exprime publiquement son soutien aux aspirations nationalistes. La France riposte, le 13 mai, en nommant le général Juin résident général. Le 25 mai arrive au Caire, Allal el Fassi, incarnation de l'*Istiqlal*. Le 30, Abd el-Krim, transféré de l'île de la Réunion en métropole, « s'évade » à Suez. La rumeur d'une connivence entre Bourguiba et le représentant américain se trouve accréditée par la présence de journalistes d'outre-Atlantique le jour de son « enlèvement ». Plus précisément, c'est le Bureau du Maghreb, qui informé par un correspondant de Mohamed Ali Tahar à Aden et un Américain, M. Black, a monté l'opération. Certains prétendent que la France a laissé s'enfuir le vieux chef emblématique de l'insurrection rifaine, comme rival possible du sultan. Très vite, Abd el-Krim devient le chef de file et le symbole du courant activiste par opposition à la tendance politique. Toutefois le Comité de libération du Maghreb arabe n'est fondé qu'en janvier 1948 ; postérieurement donc aux diverses rencontres rapportées ici. Court cependant très vite le bruit d'un prochain voyage des leaders tunisiens et marocains à New York où Bourguiba aurait fondé, pendant son séjour, un *North Africa Office*.

Les projets américains pour l'Afrique du Nord

Préoccupé par l'imminence d'une réunion du *Maghreb Center* au Caire à la mi-juillet, le Département d'État adresse, le 10 juin 1947, un *outgoing telegram*, frappé de la mention *Top secret*, à l'ambassadeur des États-Unis à Paris, Jefferson Caffery. Consacré à la dégradation de la situation en Afrique du Nord, ce long message, souvent répétitif, expose les inquiétudes des Américains redoutant un conflit comparable à celui d'Indochine qui ne profiterait qu'aux communistes *(to benefit no one except communists)*. Autre sujet de préoccupation : tôt ou tard, et peut-être dès septembre, la question risque d'être soulevée à l'ONU, ce qui mettrait la diplomatie américaine dans l'embarras alors que (mais le télégramme n'en dit rien) une Commission spéciale créée fin avril tente de dénouer la crise palestinienne. Il est donc urgent de connaître la nature, le programme et le calendrier des réformes que la France prépare.

Le télégramme détaille les mesures susceptibles de dénouer la crise et demande à l'ambassadeur de faire connaître oralement à « Ramadier et/ou

Bidault » que les Américains sont prêts à jouer les intermédiaires auprès des nationalistes maghrébins, voire à faire pression sur eux, si les Français partagent leurs vues. À l'appui de cette proposition, il doit faire valoir que son pays, *vitally interested* par une solution pacifique, souhaite un prompt relèvement de la France et comprend l'importance de la création de l'Union française au sein de laquelle l'Afrique du Nord doit trouver sa place. Un plan, échelonné et daté, offrirait aux trois pays le *self government* et des moyens de développement. En contrepartie, les « légitimes » intérêts français seraient garantis par l'intégration de ces *dominions* dans l'Union française.

La manière « d'approcher » les nationalistes compte autant que le contenu du plan. Dans un premier temps, seraient accordées aux « Arabes » la liberté d'expression et de réunion ainsi que l'existence légale de partis nationalistes ; droits reconnus aux communistes en métropole et dans les colonies. La France doit retrouver la confiance et la coopération des « Arabes », faute de quoi la situation continuera à se dégrader jusqu'à l'irréparable. En revanche, des États constitués et reconnus pourraient, sous son tutorat bienveillant, devenir des partenaires amicaux, qui constitueraient des remparts, et non des vassaux réticents exposés à des troubles coûteux en hommes et en argent.

Le Département d'État termine par deux précisions. D'une part, les États-Unis ne veulent jouer en Afrique du Nord aucun rôle dominant, ni politiquement ni économiquement. Ils sont prêts à le confirmer aux Français comme aux Arabes qui se rapprochent d'eux sans y avoir été encouragés. Ils sont, d'autre part, disposés à intervenir auprès des Arabes si le programme français correspond au projet américain. Toutefois les États-Unis reconnaissent la nécessité de délais sous réserve d'engagements datés. En effet, les peuples concernés ne possèdent ni les personnels ni les savoirs technologiques exigés pour un *self government* et ne sont pas en mesure d'assurer leur sécurité nationale. Ils doivent être éduqués pour être en mesure de se gouverner sans aide extérieure. La France est la mieux placée pour assurer cette transition, garante de ses intérêts.

Le rapport Knight (14 mai 1947)

Le télégramme du 10 juin prépare la tenue à Paris d'une *North African Conference,* le 16. Ce même 16 juin (pourquoi si tard ?), Jefferson Caffery transmet au Département d'État le volumineux rapport, en date du 14 mai, qu'un membre de son personnel, Ridgway B. Knigth, a rédigé au retour d'une enquête en Afrique du Nord du 14 avril au 7 mai. Voyage officiel, au cours duquel ce diplomate (officier de liaison au Maroc, en Italie et en France durant la guerre) a rencontré diverses personnalités françaises et maghrébines. S'excusant de la longueur de son mémoire, Knigth invoque la nécessité de saisir les facteurs économiques, sociaux et

psychologiques de la crise en cours. À l'en croire, la situation n'est pas désespérée, mais assez sérieuse pour appeler la prompte application d'un plan de réformes à long terme, caractérisé à la fois par la reconnaissance des justes aspirations nationales et par la fermeté dans son application, afin de prévenir le développement de situations chaotiques dans des pays loin d'être prêts pour une démocratie à l'occidentale.

Partout, le nationalisme se renforce de telle manière que les partisans de la France perdent confiance. Toutefois, la situation n'est pas la même dans les trois pays. C'est en Algérie, où règne un antagonisme aigu et passionnel, qu'elle est la plus grave, faute d'une structure sociale homogène. Elle paraît plus tendue au Maroc qu'en Tunisie en raison de l'inexpérience d'un nationalisme récent, associé au caractère belliqueux des populations. Heureusement le sultan, qui a acquis influence et prestige, est en mesure d'exercer une influence modératrice. La tension paraît moindre en Tunisie, dont la population est plus calme et les dirigeants nationalistes semblent plus réalistes. Cependant, ces appréciations reposent sur l'hypothèse d'un développement politique et économique à long terme alors qu'à tout moment, en raison de la combinaison du nationalisme et du fanatisme musulman, le pire peut arriver donnant l'occasion à l'armée française d'exercer une action qu'elle souhaite et qu'elle est à même de conduire.

Knight se dit troublé par l'incompréhension de la stratégie communiste. Pour les responsables français, le communisme serait en perte de vitesse et il serait impossible de faire d'un bon musulman un communiste. Ils ne comprennent pas qu'il ne s'agit pas de convertir les masses mais d'engager un processus de prise du pouvoir : soutien aux mouvements nationalistes, accomplissement de la « révolution national-bourgeoise », destruction de l'armature française puis, sous couvert des mots « démocratie » ou « liberté », mise en place d'assemblées constituantes et enfin élimination des nationalistes anticommunistes. Selon les Français, les Américains, estimant la France « partante », choisissent le moindre des deux démons *(evils)*. Ils soutiennent les nationalistes afin d'éviter la mainmise communiste sur les positions stratégiques d'Afrique du Nord.

Quelle est l'originalité de la Tunisie ? Tableaux statistiques à l'appui, elle se situe entre l'Algérie et le Maroc du point de vue de l'implantation coloniale, foncière et économique. Les Français ont davantage l'impression d'être chez eux qu'au Maroc, mais moins qu'en Algérie. Comme au Maroc, et contrairement à l'Algérie, la population a le sentiment de former un tout structuré. Le sentiment national y est ancré depuis plusieurs générations, associé à une forte conscience de l'autorité centrale. Le problème spécifique est celui du bey Moncef, déposé par les Français qui ne peuvent le rappeler car il est devenu le symbole du nationalisme. Son retour serait interprété comme une « abdication » de la France. Maintenu à Pau, il est le témoignage de la Tunisie persécutée ; s'il y meurt, il deviendra un martyr. Reste la possibilité, hautement improbable, d'un « nouveau » Moncef Bey acceptant, avec l'appui de la

bourgeoisie conservatrice, l'Union française sous réserve de l'indépendance à terme. Le Vieux et le Néo-Destour, légalement interdits, comptent plus de militants que les partis nationalistes marocains et algériens. L'UGTT est leur vitrine. L'exigence d'une « totale indépendance » et d'un examen rapide du cas de la Tunisie par l'ONU ne peut effacer le sentiment que les nationalistes se contenteraient de satisfactions moindres. Des observateurs avertis estiment qu'ils attendent les actions du nouveau résident général. Des incidents peuvent toutefois survenir, moins probables qu'au Maroc et en Algérie.

Le Parti communiste appuie la campagne pour le retour de Moncef Bey et, malgré le succès de l'UGTT (qu'il infiltre probablement), soutient les nationalistes. En Tunisie, comme au Maroc et en Algérie, les autorités françaises sont aveuglées par le refus du concours communiste par les nationalistes. Chastel, contrôleur civil de Tunis, aurait déclaré que les communistes, en Afrique du Nord, reçoivent leurs instructions d'Union soviétique. Pour Brouillet, secrétaire général, les Américains commettraient une erreur en soutenant les nationalistes afin de bloquer la pénétration soviétique. Comme lui, le délégué général considère que le rattachement à la France est acquis quelle que soit la politique de réformes en cours. Tous font entendre des réserves sur le nouveau résident général. Le général Duval se dit confiant dans la détermination de l'armée. Les autorités s'emploient à corriger, par des secours non dénués d'arrière-pensées politiques, les conséquences d'une sécheresse dont les effets ont été exagérés bien qu'elle dure depuis cinq ans.

En conclusion, la situation foncière en Tunisie et la solidité de ses structures sociales jouent en faveur d'un programme d'indépendance à long terme. Pendant la longue transition nécessaire, la France est la mieux qualifiée comme tuteur. À supposer qu'elle soit convaincue qu'une telle politique garantirait ses intérêts, il lui resterait à persuader les Tunisiens de sa sincérité. Comme pour le Maroc, elle pourrait d'elle-même proposer que les Nations unies soient le témoin de sa bonne foi. En revanche, si les Nations unies imposent un *trusteeship*, la France perdra la face. « Les Destours » provoqueraient alors des troubles pour précipiter l'indépendance sans considération pour les conséquences internationales de leur action.

Conférence à Paris et entretiens au Caire (juin-juillet 1947)

Le rapport de Ridgway B. Knight conditionne deux événements : la *North African Conference* réunissant à Paris, à la mi-juin 1947, les représentants américains au Maghreb et en Égypte ; les entretiens Ireland-Bourguiba au Caire dans les semaines suivantes. Les comptes-rendus de cette conférence et de ces conversations reproduisent les conclusions de

Knight en même temps qu'ils reprennent les orientations du Département d'État du 10 juin.

La « North African Conference » (Paris 16-19 juin 1947)

Le 20 juin 1947, Jefferson Caffery expédie au secrétaire d'État une dépêche de trois pages et un long rapport de trente-quatre pages relatifs à la *North African conference* tenue à l'ambassade des États-Unis à Paris du 16 au 19 juin sur instruction du Département, représenté par deux agents dont un en charge des colonies italiennes. Sous la présidence de Paul H. Alling, ayant rang de ministre à Tanger, elle a réuni, outre les deux représentants du Département, treize diplomates ou attachés militaires et navals dont la participation souligne l'importance stratégique du secteur. Six sont en poste au Maroc, un en Algérie, un en Tunisie (Fuller), un en Égypte (Ireland), quatre à Paris. Des chiffres qui suffisent à montrer les priorités. Ridgway B. Knigt, *Special Assistant to the Ambassador*, dirige le groupe de rédaction.

Au Maroc et en Tunisie, les autorités françaises appliquent un programme de réformes conduisant à terme à la création d'États associés, voire de *dominions* au sein de l'Union française, mais n'envisagent pas la reconnaissance d'une pleine souveraineté. En Algérie, le statut, qui devrait assurer une égale représentation des deux collèges, pourrait donner une majorité à la *Nationalist-Communist Combination*. Cependant les musulmans pro-français seraient susceptibles de les contrer, mais leur nombre fluctue en fonction de la détermination française.

Les nationalistes maghrébins peuvent compter sur la Ligue arabe. Les exilés, sous l'impulsion de Bourguiba, exercent sur elle une pression soutenue. Bien que Azzam Pacha porte un réel intérêt à leur cause, la Ligue ne souhaite pas porter la question devant les Nations unies avant le règlement des affaires de Palestine et d'Égypte. Le répit pourrait durer jusqu'en septembre. L'Angleterre soutient la France et, comme les États-Unis, serait prête à contribuer à la restauration de bonnes *Franco-Moslem relations*. Néanmoins des démarches communes ne sont pas souhaitables car elles seraient interprétées comme une pression conjointe. Diverses hypothèses sont émises à propos de la politique espagnole au Maroc. Quant à la Russie, son objectif est d'affaiblir puis de couper les liens entre l'Afrique du Nord et la métropole, quitte à les renouer dans l'éventualité d'un pouvoir communiste en France (le contexte d'agitation sociale en France, sans être explicitement évoqué, explique pareille hypothèse).

Les recommandations reprennent mot pour mot le télégramme du Département du 10 juin. Les États-Unis souhaitent une France forte exerçant une influence mondiale. Sa puissance dépend, dans une large mesure, de l'établissement de liens amicaux avec les pays d'Afrique du Nord actuellement en crise. Les États-Unis, *seriously concerned* par cette situation instable, qui risque de conduire *to the apparent indochinese*

impasse, suggèrent que les dirigeants français proposent aux leaders marocains et tunisiens un programme conduisant au statut de *dominion*. Un tel engagement affaiblirait les extrémistes et permettrait aux États-Unis de soutenir la France à l'ONU. De profondes et progressives réformes politiques, administratives et économiques (longuement détaillées) préparaient cette échéance. Cependant, le cas de l'Algérie est à dissocier en raison de sa spécificité et de sa complexité.

Les contacts avec les responsables français sont à prendre en deux étapes : d'abord, à Paris au plus haut niveau puis localement. Parallèlement, une approche de la Ligue arabe doit la persuader, ainsi que les leaders nationalistes en exil, de ne pas exiger, pour l'immédiat, une indépendance garantie à terme. Parallèlement, les États-Unis ont à étudier la conduite à venir dans trois hypothèses : le succès d'une révolte arabe générale ; le déclenchement d'un conflit du type « Indochine » ; la prise du pouvoir, légalement ou non, par les communistes. Dans ce dernier cas, trois réactions sont à envisager en Afrique du Nord : passivité générale, soulèvement contre Paris des Français associés aux nationalistes, soulèvement des Français contre les communistes et les nationalistes. Les États-Unis doivent, en toute circonstance, être prêts à prendre les mesures militaires et politiques propres à renforcer leur influence.

Les entretiens Bourguiba-Ireland (juin-juillet 1947)

Le 29 juillet 1947, Jefferson Patterson, chargé d'affaires par intérim au Caire, transmet au Département d'État un mémorandum sur de « récentes, informelles et discrètes » conversations entre Philip Ireland, premier secrétaire à l'ambassade, avec Habib Bourguiba, dont il rappelle la double qualité de *leader* du Néo-Destour et de *head* du *Maghreb Center*. Cette dépêche fait suite à d'autres correspondances expédiées les 11 juin, à la suite d'un précédent entretien (donc avant la *North African Conference* à Paris à laquelle Ireland a participé), 1er juillet, 24 juillet (deux messages le même jour), suivies de télégrammes les 25 et 28 juillet. Ces entretiens ont probablement eu lieu à l'initiative des Américains désireux de sonder les intentions du leader tunisien, avant et après la réunion du *Maghreb Center*, le 26 juillet. Il semble que les plus proches compagnons d'exil de Bourguiba n'en ont pas été informés.

Jefferson Patterson relève que Bourguiba s'est engagé, dans l'immédiat du moins, à ne pas ouvrir un Bureau du Maghreb aux États-Unis, à ne pas y envoyer de représentants, à ne pas faire appel aux Nations unies : les trois préoccupations principales du Département d'État. Néanmoins, ces engagements dépendent de son honnêteté intellectuelle et de sa capacité à contenir ses partenaires marocains, en particulier Abdelkhallek Torrès actuellement au Liban et Allal el Fassi, impatients des lenteurs de la Ligue arabe et désireux de se rendre aux États-Unis. Bourguiba paraît assuré de sa propre autorité sur les exilés maghrébins.

Le mémorandum, qui compte sept paragraphes d'une quarantaine de lignes dactylographiées, et dont aucun ne paraît prioritaire, fait écho, point par point, aux observations et recommandations de la conférence de Paris. Ils portent sur : l'actuel « leadership » du *Maghreb Center*, les projets immédiats de cet organisme, la reconnaissance de l'autorité d'Azzam Pacha, d'éventuelles intentions de voyage aux États-Unis, des demandes de soutien, l'éventualité de la venue de Moncef Bey en Égypte, les réactions de Bourguiba à la création de l'Union française. Deux préoccupations sont à distinguer : quatre paragraphes portent sur les *immediate plans* du *Maghreb Center*, trois autres sur de possibles projets des exilés.

L'ascendant exercé par Bourguiba et Abd el-Krim n'est-il pas remis en cause par les ambitions de Torrès et Al Fassi ? Bourguiba se dit confiant ; sans pour autant convaincre son interlocuteur, probablement renseigné sur le jeu des rivalités au sein du *Maghreb Center*. La création d'un bureau aux États-Unis, des déplacements outre-Atlantique, des interventions directes à l'ONU sont-ils en préparation ? Bourguiba, parlant pour lui-même et Abd el-Krim, réaffirme l'urgence de l'ouverture, éventuellement comme annexe de l'*Arab Office* à Washington, d'un Bureau du Maghreb comparable à celui de Londres. Il confirme que rien ne sera entrepris avant le retour d'Azzam Pacha, fin septembre, avant la VII[e] session du conseil de la Ligue. À ses yeux, le programme de l'ONU (Égypte, Indonésie, Balkans, Palestine) rend peu probable une inscription à l'ordre du jour des questions d'Afrique du Nord avant 1948. Cependant, en raison des « mesures maladroites et oppressives » des autorités françaises, « une explosion peut survenir à tout moment ». Une agitation que, selon le diplomate américain, il entretiendrait depuis l'arrivée d'Abd el-Krim. Bourguiba reconnaît l'intérêt porté par Azzam Pacha à l'Afrique du Nord malgré la priorité donnée à la question égyptienne ; ce qu'il admet. En revanche, il estime que la question palestinienne, en raison de sa complexité, ne peut être immédiatement résolue et répète que le destin de l'Afrique du Nord ne doit pas être indéfiniment reporté.

Abd el-Krim et Bourguiba iront-ils bientôt aux États-Unis, selon une information diffusée en Amérique par Mahdi Benounna ? Bourguiba déclare que le chef marocain n'en a pas l'intention ; pour le moment du moins. Et pas davantage Torrès ou Allal el Fassi, ne serait-ce que pour des questions d'argent, car le *Maghreb Center* est pauvre. Quant à lui, il souhaiterait s'y rendre, « pour la scolarité de son fils », mais subordonne sa décision à l'avis d'Azzam Pacha, jugeant inopportune une visite de Bourguiba aux États-Unis durant cette période. À cette occasion, Bourguiba approuve l'action du nationaliste marocain Mahdi Bennounna, mais dénie toute représentativité à Abid Abuhafa. Puis il revient (sans illusions ?) sur le besoin en armes des Nord-Africains « qui n'attendent qu'une occasion pour s'en procurer et s'en servir ». Les Maghrébins se rendraient maîtres de leur destin s'ils recevaient une portion des armes que la France obtient des États-Unis.

Échange également sur le futur de la Tunisie. L'objectif du Néo-Destour est d'établir un gouvernement constitutionnel avec un Bey à sa tête. Toutefois, seul Moncef Bey serait acceptable. « Sera-t-il bientôt en Égypte ? » interroge Ireland, probablement informé d'une rumeur sur un possible enlèvement du Bey déchu par des nationalistes résidant en France. « C'est tout à fait possible, il peut venir plus vite que vous le pensez. » Ireland, qui n'en obtient pas davantage, le met en garde contre les désagréments que la venue de Moncef Bey, après celle d'Abd el-Krim, vaudrait à l'Égypte dans ses relations avec la France. Bourguiba, renouvelant sa confiance au roi Farouk, ajoute : « Si les Égyptiens veulent se débarrasser de nous, ils doivent d'abord nous aider à gagner notre indépendance. »

Ireland, abordant le devenir de l'Union française, est surpris par le ton de la réponse. Avec emportement, Bourguiba s'élève contre le statut qui enserre les Algériens dans des liens encore plus forts qu'auparavant. Les Nord-Africains, insiste-t-il, n'accepteront jamais l'Union française. Nulle part, ni au Maroc, ni en Algérie, ni en Tunisie ils n'accepteront une union ou une fédération. Avec force, il prend position pour l'indépendance de la Libye, indispensable relais entre l'Égypte et l'Afrique du Nord, que sillonnent des itinéraires *underground* dont il a lui-même bénéficié. Et c'est bien pour isoler l'Afrique du Nord du reste du monde arabe que la France est favorable au retour des Italiens à Tripoli.

Pour finir, Bourguiba ne manque pas de dénoncer le risque d'une installation soviétique sur les côtes nord-africaines. Il faut d'urgence, dit-il, rendre justice à la cause des Nord-Africains pour prévenir leur basculement, par frustration et désespoir, dans le camp communiste qui multiplie les efforts pour « capturer les nationalistes ». Ireland ne commente pas cet avertissement, qu'il reproduit en fin de son rapport. En somme Bourguiba a dit ce que voulait entendre le diplomate américain et ce dernier envoie le mémorandum qu'attendait le Département d'État. Chacun est resté dans son rôle.

Inutile de revenir sur l'intérêt décalé de ces documents répétitifs qui n'apportent rien, on l'a dit, sur la politique américaine et le jeu de Bourguiba. Rien, sinon des compléments, des précisions et des confirmations pour une période bien précise : celle de la globalisation de la guerre froide ; de la reconnaissance comme États indépendants de l'Inde, du Pakistan et, à terme, de l'Indonésie et du Vietnam ; de la gestation d'Israël. En revanche, le rapprochement entre les entretiens Ireland-Bourguiba et la déclaration remise par ce dernier moins de deux semaines plus tard, le 9 août, à Pierre Artigue de l'Agence France-Presse pourrait s'avérer plus significatif[12]. On y retrouve les termes de la note remise à l'ambassadeur de France, le 26 novembre 1946. Comme si, renforcé dans ses certitudes par le comportement dilatoire des États-Unis et de la Ligue

12. H. Bourguiba, *La Tunisie et la France...*, *op. cit.*, p. 206-212.

arabe, Bourguiba refermait, provisoirement du moins, une parenthèse américaine, pour tenter de relancer les négociations avec la France ; sans concession fondamentale toutefois.

« Je ne suis pas un ennemi de la France mais je resterai l'ennemi irréductible de toute domination étrangère sur mon pays. La France ne peut pas élever indéfiniment un rideau de fer entre la Tunisie et le reste du monde arabe. Elle ne peut pas ignorer ce qui se fait dans le monde (...). Si, aujourd'hui, nous sommes tournés vers la Ligue arabe, si nous avons fondé des espoirs dans l'ONU, c'est que nous avons acquis la conviction qu'un accord équitable est malheureusement impossible à réaliser avec la France (...). Le peuple tunisien unanime a affirmé avec force, dans le Congrès national du 23 août, que seul un État tunisien souverain est en mesure d'assurer son salut... En l'acceptant (l'Union française), nous renoncerions à notre statut international d'État souverain (...). Nous ne voulons pas être Français, nous sommes Tunisiens et nous voulons le demeurer (...). La France a encore la possibilité de tenter cette expérience. Pour l'instant, le débat se déroule entre la France et le peuple tunisien. Il est sur le point de déborder sur le plan international. Il est certain que ce jour-là en Tunisie, comme hier en Syrie ou au Liban, comme demain en Indochine, on imposera à la France, (...) des solutions radicales qui iront à l'encontre de ses intérêts (...). J'estime encore qu'une entente est possible entre nos deux peuples. Dans la confiance réciproque, mais sur un pied d'égalité, nos deux pays peuvent marcher ensemble, la main dans la main. »

28

Habib Bourguiba et les États-Unis (1956-1987) : une relation pragmatique, constante et indépendante

Amine AIT-CHAALAL*

La politique d'un dirigeant s'incarne dans plusieurs dimensions : options et décisions politiques, économiques, sociales, culturelles. Un élément important pour la compréhension de la dynamique d'un régime se trouve aussi dans le développement de sa politique étrangère. Dans le cas de la Tunisie de Bourguiba, les relations avec les États-Unis constituent un objet d'analyse particulièrement dense. Cette contribution tente de présenter quelques éléments saillants de ces relations et de les re-situer dans leur contexte global, à la fois national, régional et international[1].

L'attitude du président Bourguiba par rapport aux États-Unis après l'indépendance de la Tunisie peut être caractérisée de la façon suivante : pragmatique, constante et indépendante[2]. Pragmatique car l'attitude

* Professeur, co-directeur du Centre d'études des crises et conflits internationaux (CECRI), université catholique de Louvain (UCL).

1. Ce texte a amplement bénéficié des commentaires avisés du professeur Ferhat Horchani, directeur du département des sciences politiques de l'université de Tunis-El Manar, auquel j'exprime toute ma reconnaissance. Lors du colloque d'Aix-en-Provence, j'ai également pu bénéficier des remarques de plusieurs participants. Des analyses et informations ont, par ailleurs, été recueillies lors d'interviews de plusieurs hauts responsables politiques et diplomatiques tunisiens et américains, réalisées dans le cadre de missions de recherche auprès de l'Institut d'études politiques de Paris, de l'Association des études internationales de Tunis et de la School of Advanced International Studies/ SAIS de la Johns Hopkins University de Washington. Conformément à leur souhait d'anonymat, je ne les cite pas. Je tiens à les remercier.

2. Pour la période qui précède l'indépendance cf. dans le présent volume, les contributions de L. Carl Brown, « Mon ami Hooker Doolittle. Les premiers contacts américains avec Habib Bourguiba » et d'André Martel, « Bourguiba et les représentants américains au

décrite comme « pro-américaine » du président tunisien correspond à une évaluation politique raisonnée de la situation internationale de la période considérée et constitue un choix idéologique affiché et assumé. Constante et empreinte de détermination car cette démarche se traduit par des prises de positions et des actes clairs et réaffirmés au fil des ans. Indépendante car cette politique ne signifie pas une acceptation sans concessions et sans conditions des positions américaines. Les positions et décisions des États-Unis sont acceptées, voire soutenues, lorsqu'elles correspondent aux analyses de la diplomatie tunisienne. Dès lors, si les convergences sont souvent réelles, des divergences apparaissent qui peuvent parfois se transformer en franches oppositions.

La politique étrangère du président Bourguiba vis-à-vis des États-Unis doit être plus globalement analysée dans le cadre des relations extérieures de la Tunisie. Ainsi les rapports avec Washington s'incarnent dans la dynamique des relations avec les principaux partenaires internationaux de la Tunisie, notamment au Maghreb, dans le monde arabe et en Europe (en particulier avec la France)[3]. Dans ce cadre, les rapports, parfois conflictuels, avec la France ont eu des impacts significatifs sur la nature et la densité des relations avec les États-Unis. Au-delà de l'inclinaison personnelle du président tunisien vers les États-Unis pour des raisons idéologiques, politiques et géostratégiques, les périodes de tension avec Paris incitent celui-ci à favoriser et intensifier les liens avec Washington[4]. Cette

---

Caire », ainsi que Sophie Bessis et Souhayr Belhassen, *Bourguiba. À la conquête d'un destin*, Paris, Jeune Afrique, 1988 ; A. Lacroix-Riz, *Les Protectorats français d'Afrique du Nord entre la France et Washington*, L'Harmattan, Paris, 1988 ; S. El Machat, *Tunisie : les chemins de l'indépendance*, L'Harmattan, Paris, 1992.

3. Sur les évolutions maghrébines et tunisiennes de cette période, outre les textes rassemblés dans ce volume, cf. notamment : K. Basfao et J.-R. Henry (éds.), *Le Maghreb, l'Europe et la France*, Paris, CNRS, 1992 ; S. Bessis et S. Belhassen, *Bourguiba. Un si long règne*, Paris, Jeune Afrique, 1989 ; M. Camau, *La Tunisie*, Paris, PUF (Que sais-je ?), 1989 ; M. Camau (éd.), *Tunisie au présent. Une modernité au-dessus de tout soupçon ?*, Paris, CNRS, 1987 ; A. Claisse et G. Conac (éds.), *Le Grand Maghreb. Données sociopolitiques et facteurs d'intégration des États du Maghreb*, Paris, Economica, 1988 ; H. Michel et J.-C. Santucci (éds.), *Le Maghreb dans le monde arabe ou les affinités sélectives*, Paris, CNRS, 1987 ; B. Kodmani-Darwish (éd.), *Maghreb, les années de transition*, Paris, Masson/IFRI, 1990 ; C. et Y. Lacoste (éds.), *L'État du Maghreb*, Paris, La Découverte, 1991 ; A. Layachi, *The United States and North Africa*, New York, Praeger, 1990 ; J. Leca (éd.), *Développements politiques au Maghreb*, Paris, CNRS, 1979 ; D. Long et B. Reich (eds.), *The Government and Politics of the Middle East and North Africa*, Boulder, Westview, 1995 ; B. Stora et A. Ellyas, *Les 100 Portes du Maghreb*, Paris, Atelier, 1999 ; M. Toumi, *Le Maghreb*, Paris, PUF (Que sais-je ?), 1988 ; M. Toumi, *La Tunisie de Bourguiba à Ben Ali*, Paris, PUF, 1989.

4. Sur la politique étrangère américaine, cf., entre autres, C.-P. David, *Au sein de la Maison-Blanche. La formulation de la politique étrangère des États-Unis de Truman à Clinton* ; M. Delaporte, *La Politique étrangère américaine depuis 1945*, Presses de l'université Laval/Presses universitaires de Nancy, Québec/Nancy, 1994 ; Complexe, Bruxelles, 1996 ; L. Johnson, *America as a World Power*, New York, Mc Graw Hill, 1991 ; A. Lennkh et M.-F. Toinet (éds.), *L'État des États-Unis*, Paris, La Découverte, 1990 ; L. Levy et L. Fisher (eds.), *Encyclopedia of the American Presidency*, New York, Simon

« triangularisation » est mise en œuvre avec subtilité et doigté par le Chef d'État tunisien. Les dirigeants maghrébins de la même période (en particulier le Roi Hassan II du Maroc et les présidents algériens Houari Boumediène et Chadli Bendjédid) agissent souvent de la même façon dans leurs relations avec la France et les États-Unis, de façon plus prononcée sur le plan politique et géostratégique pour le souverain alaouite, de manière plus axée sur l'économico-commercial dans le cas algérien[5].

En outre, le président Bourguiba a perçu la complexité pour la Tunisie d'être voisine de l'Algérie et de la Libye et de se mouvoir dans un Maghreb où se perpétue une rivalité significative entre dirigeants marocains et algériens (particulièrement forte et personnalisée entre le Roi Hassan II et le président Boumediene), qui se focalise depuis 1975 sur le dossier du Sahara occidental[6]. Le président Bourguiba a su habilement jouer de ces multiples champs de force et de tension pour faire qu'ils se neutralisent au bénéfice de la souveraineté et de l'indépendance de la Tunisie.

& Schuster, 1994 ; H. Smith, *Le Jeu du pouvoir. Dans les coulisses de la Maison Blanche*, Paris, Belfond, 1988 ; M.-F. Toinet, *La Présidence américaine*, Paris, Montchrestien, 1996.

5. Dans le cas du Maroc, cf. notamment : A. Berramdane, *Le Maroc et l'Occident (1800-1974)*, Paris, Karthala, 1987 ; P. Vermeren, *Histoire du Maroc depuis l'indépendance*, Paris, La Découverte (Repères), 2002 ; pour l'Algérie cf., entre autres : A. Ait-Chaalal, *L'Algérie, les États-Unis et la France. Des discours à l'action*, Paris, Publisud, 2000 ; P. Balta et C. Rulleau (éds.), *La stratégie de Boumédiène*, Paris, Sindbad, 1978 ; P. Balta et C. Rulleau, *L'Algérie des Algériens*, Paris, Éditions ouvrières, 1981 ; N. Grimaud, *La politique extérieure de l'Algérie (1962-1978)*, Paris, Karthala, 1984 ; N. Grimaud, « La diplomatie sous Chadli ou la politique du possible », *Annuaire de l'Afrique du Nord* 1991, p. 401-435.

6. Sur ce dossier cf. notamment : P. Balta (avec la collaboration de C. Rulleau), *Le Grand Maghreb des indépendances à l'an 2000*, Paris, La Découverte, 1990 ; M. Barbier, *Le Conflit du Sahara occidental*, Paris, L'Harmattan, 1982 ; J. Damis, *Conflict in Northwest Africa : The Western Sahara Dispute*, Stanford, Hoover Institution, 1983 ; M. de Froberville, *Sahara occidental. La confiance perdue. L'impartialité de l'ONU à l'épreuve*, Paris, L'Harmattan, 1996 ; T. Hodges, *Sahara occidental. Origines et enjeux d'une guerre du désert*, Paris, L'Harmattan, 1987 ; K. Mohsen-Finan, *Sahara occidental. Les enjeux d'un conflit régional*, Paris, CNRS, 1997 ; R. Parker, *North Africa. Regional Tensions and : Strategic Concerns*, New York, Praeger, 1987 ; A. Pazzanita et T. Hodges, *Historical Dictionnary of Western Sahara*, Scarecrow, Metuchen & Londres, 1994 ; Y. Zoubir et D. Volman (eds.), *International Dimensions of the Western Sahara Conflict*, New York, Praeger, 1993.

Une relation pragmatique

Le président Bourguiba effectue, dès avant l'indépendance de la Tunisie, une évaluation politique et idéologique de ce qui constitue, selon lui, l'intérêt national tunisien ainsi que de l'état de la scène internationale et régionale. Cela le mène vers des positions pro-américaines. La Tunisie, du fait du contexte historique de son accession à l'indépendance, de son positionnement géographique, de son environnement régional, de son poids démographique et économique, des rapports de force géopolitiques et idéologiques internationaux, se devait d'avoir une politique extérieure susceptible de préserver sa capacité d'action et sa souveraineté. En plus de ces éléments, la personnalité de Bourguiba constitue une donnée importante à prendre en considération. La formation intellectuelle de Bourguiba, son parcours personnel de leader nationaliste, son rejet de l'idéologie communiste, son scepticisme face au panarabisme, sa connaissance et ses rapports avec le monde arabe, l'Europe et les États-Unis ont structuré et façonné ses analyses et orientations politiques. Dans ce contexte, la Tunisie bourguibienne assume rapidement, avec réalisme et lucidité, le choix de l'orientation pro-américaine[7].

Dès les premières années de la Tunisie indépendante, les relations entre les deux pays sont marquées par leur intensité et leur chaleur. Ainsi, à la fin des années 1950, l'équation interpersonnelle Habib Bourguiba-Dwight D. Eisenhower[8] dynamise les relations bilatérales qui se caractérisent par le haut niveau des ambassadeurs tunisiens nommés à Washington[9].

Ce pragmatisme se manifeste dans le caractère triangulaire de la relation Tunisie / États-Unis / France, Habib Bourguiba jouant à son avantage de la complexité des rapports franco-américains. Ce réalisme bourguibien trouve son illustration durant la guerre d'Algérie suite au bombardement par l'aviation française du camp de réfugiés algériens situé dans la ville frontalière tunisienne de Sakhiet Sidi Youssef en février 1958[10]. Le

7. A. Mahjoubi, « Habib Bourguiba et le choix occidental », dans A. Temimi (dir.), *Habib Bourguiba et l'établissement de l'État national : approches scientifiques du bourguibisme,* Zaghouan, Fondation Temimi pour la Recherche scientifique et l'information, 2000, p. 99-107.

8. Président des États-Unis de janvier 1953 à janvier 1961.

9. On citera ainsi, par exemple, la désignation du fils du président tunisien, Habib Bourguiba Junior, comme ambassadeur aux États-Unis de 1961 à 1963.

10. Sur la guerre d'Algérie et son impact par rapport à la formulation de la politique étrangère tunisienne, cf. notamment : S. Chikh, *L'Algérie en armes*, Alger-Paris, OPU-Economica, 1981 ; B. Droz et É. Lever, *Histoire de la guerre d'Algérie 1954-1962*, Paris, Le Seuil, 1982 ; P. Eveno et J. Planchais (dir.), *La Guerre d'Algérie*, La Découverte/Le Monde, 1989 ; A. Horne, *Histoire de la guerre d'Algérie*, Paris, Albin Michel, 1980 ; B. Stora, *Histoire de la guerre d'Algérie (1954-1962)*, Paris, La Découverte (Repères), 1992 ; M. Teguia, *L'Algérie en guerre*, Alger, OPU, 1982.

bombardement et l'ampleur du bilan humain conduisent à la désignation d'une commission de bons offices américano-britannique qui prend largement en compte les griefs tunisiens[11]. Cette relation triangulaire se manifeste également lors de l'affaire de la base de Bizerte en 1961[12].

Le pragmatisme bourguibien se révèle à nouveau en janvier 1974 par l'abandon rapide, au vu des enjeux internationaux et régionaux, par le président tunisien du traité d'union avec la Libye signé à Jerba sous l'impulsion du ministre des Affaires étrangères Mohamed Masmoudi[13], qui est déchargé de ses fonctions. Par voie de conséquence, les orientations arabistes du ministre Masmoudi qui, dans le contexte international de l'époque, pouvaient être considérées comme relativement incompatibles avec la politique extérieure des États-Unis, sont également abandonnées. Ces évolutions sont perçues favorablement par Washington.

Cela n'empêche cependant pas la Tunisie d'accueillir le siège de la Ligue des États arabes (LEA) en 1979 lorsque celle-ci quitte Le Caire après la signature du traité de paix séparée entre l'Égypte et Israël. De la même façon, suite à l'expulsion de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) du Liban en 1982, la Tunisie accueille le *leadership* politique palestinien, avec l'approbation discrète des États-Unis du président Reagan. On signalera ici l'influence de l'épouse du président tunisien, Wassila Ben Ammar-Bourguiba, par rapport à certaines réticences du chef de l'État tunisien.

Ce pragmatisme permet à la Tunisie de Bourguiba de faire face, notamment avec l'appui des États-Unis et de la France, à certaines tentatives de déstabilisation, en particulier au début et au milieu des années 1980 (événements de Gafsa en 1980 et expulsions des travailleurs tunisiens de Libye en 1985).

Une relation constante et empreinte de détermination

Malgré des variations et des réorientations (la Tunisie bourguibienne ne se trouve pas systématiquement en accord avec les thèses américaines), la constance et la détermination imprègnent la politique extérieure de Bourguiba. Cette constance pro-américaine s'exprime parfois à contre-courant des tendances majoritaires de l'époque au sein du tiers-monde et du Monde arabe. Le rejet par Habib Bourguiba du communisme

11. Cf. la contribution dans ce volume de W. Ruf, « Le bourguibisme : doctrine de politique étrangère d'un État faible ».

12. Cf. la contribution dans ce volume de N. Grimaud, « Bourguiba et de Gaulle, la crise de Bizerte » et, sur toute la période Bourguiba, son ouvrage *La Tunisie à la recherche de sa sécurité*, Paris, PUF, 1995

13. Cf. M. Masmoudi, *Les Arabes dans la tempête*, Paris, Simoen, 1977.

et les fortes réticences par rapport à l'idéologie panarabiste expliquent en partie cette proximité avec les positions américaines.

Trois exemples, parmi tant d'autres, illustrent cette caractéristique.

Le premier est le soutien du président Habib Bourguiba à la politique américaine au Vietnam. Cette prise de position représentait une caractéristique significative et discordante dans un tiers-monde (et une part des alliés européens des États-Unis, comme la France gaulliste) qui se manifestait de manière plutôt hostile par rapport à l'intervention américaine et à ses méthodes. Il n'était pas aisé de faire accepter une telle position dans certains milieux politiques et intellectuels tunisiens, mobilisés par la dynamique de la lutte anti-impérialiste.

Le second exemple est l'opposition de Bourguiba à la politique du président égyptien Gamal Abdel Nasser. Cette opposition tout à la fois politique, idéologique mais aussi personnelle ne pouvait que satisfaire les États-Unis, de plus en plus hostiles au *raïs* égyptien. Les slogans arabistes unitaires émanant du Caire ne trouveront pas vraiment d'écho du côté du Palais de Carthage.

Le troisième exemple est la décision du président Bourguiba de rester très mesuré vis-à-vis des États-Unis suite au bombardement américain du territoire libyen en février 1986. Cette position fut fort contestée en Tunisie. Il est utile de préciser que la Tunisie était en situation difficile avec la Libye (rupture des relations diplomatiques) du fait de l'expulsion de plusieurs milliers de travailleurs tunisiens de ce pays l'année précédente. Cette constance se traduit aussi par les visites officielles du président Bourguiba aux États-Unis et par les nombreuses visites de hauts responsables politiques et militaires américains à Tunis. Elle s'incarne également dans le domaine militaire : acquisition de matériel militaire américain par l'armée tunisienne, entraînement aux États-Unis d'officiers tunisiens, facilités pour le mouillage de navires américains dans des ports tunisiens.

Une attitude indépendante

Les États-Unis trouveront donc souvent en Bourguiba un allié. Mais cela ne signifie certainement pas un allié inconditionnel ou inféodé. D'où une attitude indépendante que ce soit à l'égard des États-Unis ou des partenaires arabes.

Cette volonté d'indépendance se traduit notamment dans le choix des options de politique interne de la Tunisie. Ainsi, au niveau de la politique économique intérieure, pendant la décennie 1960, pour des raisons relevant de la nécessité de créer les bases du développement du pays, la Tunisie bourguibienne, en particulier sous l'impulsion du secrétaire d'État au Plan Ahmed Ben Salah, met en œuvre des options de type

socialiste. C'est d'ailleurs durant cette période, en 1964, que le Néo-Destour est rebaptisé Parti socialiste destourien (PSD). Cette phase prendra fin de manière plutôt abrupte en 1969, en particulier du fait des troubles que cette politique provoque dans l'agriculture[14]. Elle sera suivie par une période de libéralisation économique mise en œuvre par le Premier ministre Hédi Nouira et poursuivie par ses successeurs. Cette nouvelle orientation économique est perçue avec plus de faveur à Washington.

Par ailleurs, sur le plan international, la Tunisie participe activement à la dynamique du tiers-monde par son action au sein de l'Organisation des Nations unies (ONU), du Mouvement des non-alignés, de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), de la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (CNUCED) et de la Ligue arabe. Que ce soit sur la question palestinienne ou sur celle de l'*apartheid*, la Tunisie de Bourguiba n'hésite pas à affirmer des positions divergentes ou opposées à celles des États-Unis.

C'est d'ailleurs le dossier moyen-oriental qui permet à Habib Bourguiba d'afficher son indépendance politique de principe de façon très nette. Mais, dans ce cas, cette indépendance s'exerce non pas tant vis-à-vis des États-Unis mais par rapport aux positions arabes dominantes. En effet, en 1965, à Jéricho, devant des réfugiés palestiniens, le président tunisien prononce un retentissant discours dans lequel, pour sortir de l'impasse, il appelle le *leadership* palestinien et les dirigeants arabes à reconnaître la réalité du fait israélien et il souligne la nécessité d'entamer un processus de négociation lucide avec Israël[15]. Cette position, fort iconoclaste à l'époque, est stigmatisée avec virulence par plusieurs dirigeants arabes, en particulier par l'Égypte nassérienne. Cela dit, elle est hautement représentative de la capacité d'action souveraine du président Bourguiba. Elle correspond d'ailleurs à une analyse perçue plutôt favorablement par Washington.

Cette volonté d'indépendance à l'égard des États-Unis a l'occasion de s'exprimer vingt ans plus tard dans des circonstances particulièrement tragiques, également liées à la question palestinienne. Le 1er octobre 1985, dans la matinée, des avions militaires israéliens bombardent le quartier général de l'OLP dans la banlieue de Tunis (à Hammam Chatt), causant plusieurs dizaines de morts palestiniens et tunisiens. Le président de la République réagit avec grande vigueur face à cette agression. En effet, malgré un contexte régional particulièrement troublé (tensions avec la Libye), le président Bourguiba fait très clairement savoir qu'il est prêt à rompre les relations diplomatiques avec les États-Unis si les autorités américaines opposent leur veto à une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU condamnant l'agression israélienne. Il le signifie lors d'une

14. En particulier les tentatives de collectivisation des terres agricoles.

15. Cf. dans le présent ouvrage la contribution de Michele Brondino, « Bourguiba, *Policy Maker* entre mondialisation et tunisianité ».

audience accordée à l'ambassadeur des États-Unis à Tunis où il l'admoneste avec dureté en ce qui concerne l'attitude de son gouvernement. Finalement, après la mobilisation de tous les relais sensibles à la cause tunisienne à Washington et à New York, où agit avec détermination le ministre des Affaires étrangères Béji Caïd Essebsi, les États-Unis, fait rare, s'abstiennent lors du vote de la résolution 573 du Conseil de sécurité du 4 octobre 1985 qui condamne Israël[16].

La politique étrangère tunisienne sous Habib Bourguiba

Comme l'évocation des relations entre la Tunisie bourguibienne et les États-Unis le montre, cette politique étrangère est fort marquée par le parcours personnel et l'analyse politique que le chef d'État tunisien effectue par rapport aux réalités de son temps, qui lui font notamment rejeter l'idéologie communiste et le panarabisme.

Cette politique n'est cependant pas le fait d'un homme seul, le même constat pouvant être fait pour les options de politique intérieure. Si Habib Bourguiba en est un protagoniste majeur, elle est aussi la résultante du travail d'équipes et de générations de ministres, de diplomates, de hauts fonctionnaires ainsi que de nombreuses femmes et de nombreux hommes moins connus. Celles-ci et ceux-ci ont incarné la politique de Bourguiba. On peut d'ailleurs souligner l'interconnexion importante, aux plus hauts échelons, entre les sphères politique et diplomatique, phénomène qui se retrouve assez régulièrement dans les pays en développement durant les premières décennies de l'indépendance. Ces équipes ont d'ailleurs largement contribué à assurer la continuité et la solidité de la politique étrangère de la Tunisie, et cela notamment aux différents moments où le président Bourguiba était dans l'obligation de prendre un certain recul par rapport à la gestion quotidienne des affaires de l'État. Ce travail d'équipes s'intensifie après sa première alerte cardiaque en mars 1967 et se révèle crucial durant la décennie 1980.

L'analyse de la politique étrangère du président Bourguiba vis-à-vis du partenaire américain permet de saisir comment le chef de l'État tunisien a réussi par sa volonté personnelle à faire de son pays un protagoniste notable sur la scène internationale. Et cela malgré une position de départ – que ce soit au niveau géopolitique, démographique ou économique – qui pouvait sembler de prime abord relativement modeste. Les caractéristiques de pragmatisme, de constance et d'indépendance ont permis au fil du temps à cette politique de s'affirmer et d'être respectée. Ces options ont été prises en charge et relayées par des équipes solides et

16. Pour le texte de la résolution, cf. www.un.org/Docs/scres/1985/scres85.htm.

déterminées. Cette politique étrangère, qui a marqué les trente premières années de la Tunisie indépendante et dont l'héritage laisse sa trace profonde jusqu'à aujourd'hui, est une composante significative pour la compréhension des évolutions sociopolitiques tunisiennes. Tout comme dans le processus interne d'édification politique, économique et sociale, le président Bourguiba a joué un rôle déterminant dans l'élaboration, la formulation et la mise en œuvre d'une politique étrangère forte, déterminée et cohérente. Avec régularité et constance, il a su insuffler des lignes directrices solides et déterminantes. Il a su également constituer des équipes expérimentées pour mettre en œuvre ces orientations. Cela explique notamment le fait qu'à partir du moment où il a été affaibli physiquement et donc moins en mesure de suivre les dossiers, la politique extérieure de la Tunisie a gardé sa cohérence et sa pertinence. En outre, ces caractéristiques permettent de comprendre que, comme en politique intérieure, les orientations impulsées par le président ont perduré bien après son départ du pouvoir et ont permis à la Tunisie de continuer à exercer une action importante sur la scène internationale.

29

Le bourguibisme, doctrine de politique étrangère d'un État faible

Werner RUF*

> « C'est cette stratégie intelligente qui nous a permis d'aller de succès en succès. Elle demeurera valable tant que la lutte se poursuivra »[1].
>
> Habib Bourguiba, discours du 2 mars 1959.

Dans le même temps où la Tunisie accédait à l'autonomie interne[2], le 3 juin 1955, le parti du Néo-Destour était le théâtre de la lutte ouverte entre Bourguiba et Ben Youssef. Nombre d'arguments étayaient la position de Ben Youssef, pour qui les conventions n'étaient autres que l'abandon de l'objectif de l'indépendance[3]. Ainsi, l'article premier du traité du Bardo était réaffirmé par les conventions. Celles-ci, très précises et détaillées, ne prévoyaient, par exemple, la tunisification de la police que vingt ans après leur entrée en vigueur. Alors que la France croyait avoir réglé la question tunisienne pour une longue période les conventions n'étaient pour Bourguiba qu'une étape sur la voie de l'indépendance. Cette étape lui permit, tout à la fois, de se débarrasser de son rival à l'intérieur, Salah Ben Youssef, et de se faire accepter comme interlocuteur privilégié de la France et, au-delà, de l'Occident dans son ensemble.

---

* Professeur émérite de relations internationales à l'université de Kassel.

1. Tous les discours de Bourguiba cités ici le sont dans la version autorisée et publiée par le ministère tunisien de l'Information.

2. Les conventions sont entrées en vigueur le 31 août 1955. Texte des conventions dans N. Ladhari, *Les Conventions franco-tunisiennes du 3 juin 1955*, Tunis, Imprimerie du Nord, 1955.

3. Pour ce bref résumé de la doctrine bourguibiste je me réfère surtout à ma thèse *Der Burgibismus und die Aussenpolitik des unabhängigen Tunesien,* Bielefeld Bertelsmann Universitätsverlag, 1969, 280 pages.

Paradoxalement – ou plutôt logiquement au regard de la stratégie bourguibiste –, c'est en raison de leurs dispositions volumineuses et précises que les conventions d'autonomie interne offraient à Bourguiba la possibilité de les mettre en question immédiatement après leur entrée en vigueur et d'en demander la révision dans le sens d'un renforcement des attributs de souveraineté de l'État tunisien. Huit mois plus tard seulement, le 20 mars 1956, le protocole sur l'indépendance de la Tunisie fut signé, lui aussi lourd d'ambiguïtés. Certes, le traité du Bardo était abrogé mais le protocole prévoyait que les « dispositions des Conventions du 3 juin 1955 qui seraient en contradiction avec le nouveau statut de la Tunisie » seraient « modifiées ou abrogées »[4], c'est-à-dire qu'elles restaient négociables. D'ailleurs, le protocole comportait une autre nébuleuse : « (...) la France et la Tunisie conviennent de définir ou compléter les modalités d'une interdépendance librement réalisée (...) notamment en matière de défense et des relations extérieures »[5]. Sans attendre la ratification de l'accord, suivant lequel la politique étrangère restait sujette à un accord sur cette fameuse « interdépendance », Bourguiba développa aussitôt une activité intense au niveau des relations internationales. Elle déboucha sur la reconnaissance de l'État tunisien indépendant non seulement par plusieurs États arabes, mais également et surtout par les États-Unis et l'Italie, début mai 1956[6]. Démonstrativement, après la formation de son premier gouvernement, le 14 avril 1956, le Premier ministre Habib Bourguiba retira les compétences de ministres des Affaires étrangères et de la Défense respectivement au haut commissaire français et au commandant en chef des troupes françaises en Tunisie.

La France se plia vite aux actes unilatéraux bourguibiens : dès le 15 juin 1956, un « accord sur les questions de représentation diplomatique » fut conclu[7]. Dans le communiqué accompagnant l'accord, référence était faite à des négociations qui seraient engagées ultérieurement : « Ces négociations auront notamment pour objet la conclusion d'un traité d'alliance et d'amitié »[8]. Cette formule qui soulignait la souveraineté de la Tunisie remplaçait donc la formule ambiguë du protocole d'indépendance prévoyant la fameuse « interdépendance librement consentie ». Ainsi, la France, en l'espace de six semaines, avait accepté formellement les faits accomplis par la partie tunisienne en matière de souveraineté extérieure. Un refus catégorique l'aurait mise moralement en tort et aurait suscité des doutes sur l'honnêteté de sa politique qui déjà avait accepté le principe de l'indépendance de la Tunisie. L'armée française, cependant, nous y reviendrons, restait stationnée sur le territoire tunisien.

4. Protocole d'accord entre la France et la Tunisie, signé le 20 mars 1956, La Documentation française, série *Articles et documents*, 0335, 22 mars 1956.
5. *Ibid.*
6. *La Presse*, 9 mai 1956.
7. La Documentation française, série *Articles et documents*, 0373, 23 juin 1956.
8. *Ibid.*

J'ai choisi cette période courte et extrêmement intense de la politique bourguibienne envers la France pour illustrer la stratégie bourguibiste. Celle-ci s'était développée dès la fondation du Néo-Destour. Elle excellait par ce dosage de petits pas au service d'une volonté politique claire tout en suggérant l'attachement du mouvement national tunisien à la France : « Un lien consenti dans la liberté, dans la bonne foi, illustrerait et couronnerait la mission civilisatrice de la France. Un tel langage est accessible aux Français (...). Ce que je voulais, c'était gagner une partie de l'opinion française »[9].

Mais Bourguiba n'était pas pour autant un adepte de la non-violence. Ces petits pas de compromis pouvaient être assortis, si le « leader » le jugeait nécessaire, d'actions violentes. Imbu d'une haute estime de lui-même, il déclarait pathétiquement : « C'est au chef, je le répète, qu'il appartient de prendre ses responsabilités, de juger de la valeur des solutions politiques et de leur opportunité. Quand par mon refus j'engage le peuple dans une lutte à mort, c'est moi qui porte la responsabilité du sang versé »[10].

Cette illustration, bien que trop brève, fait pourtant percevoir les éléments tactiques du bourguibisme.

En évoquant les principes de liberté et d'égalité des individus et des peuples ainsi que les buts démocratiques de son parti, Bourguiba faisait appel à la morale politique des gouvernements occidentaux et du gouvernement français en particulier.

En se montrant toujours prêt à des compromis « raisonnables » et à des changements politiques non révolutionnaires mais évolutifs, Bourguiba sut apparaître comme le représentant d'un nationalisme modéré. Il suggérait par là que l'Occident et la France notamment avaient tout intérêt à l'appuyer. La fameuse politique des étapes n'était donc pas une fin en soi mais la conséquence logique de cette approche politique.

Bourguiba sut tirer profit des faiblesses des gouvernements de la Quatrième République en jouant les différents partis et groupes notamment de la gauche (à l'exception des communistes !) les uns contre les autres. Après la deuxième guerre mondiale, Bourguiba incorpora dans ce jeu les États-Unis et l'Organisation des Nations unies.

En insistant sur des positions juridiques formelles, il réussit à anticiper de possibles concessions de la France. En même temps, il passait de l'argumentation juridique à l'argumentation morale quand cela servait sa cause. Cette attitude lui permettait de mener des négociations sur une base continuellement élargie en ouvrant une nouvelle étape alors que la précédente n'était même pas encore achevée.

Chaque étape nouvellement ouverte ou acquise restait ambiguë dans son interprétation. Elle portait ainsi en elle-même un nouveau conflit

9. Habib Bourguiba, discours du 2 mars 1959.
10. *Ibid.*

potentiel qui pouvait être mis à l'ordre du jour le moment voulu afin de demander des concessions supplémentaires.

Finalement Bourguiba ne se priva pas de l'emploi de la violence. Mais il l'utilisa essentiellement à des fins de propagande pour exercer une pression politique sur les gouvernements français en mobilisant l'opinion publique française et mondiale.

On peut constater que cette stratégie avait besoin, pour réussir, de l'existence d'une condition essentielle : la Tunisie devait pouvoir faire comprendre à l'opinion française et mondiale qu'elle subissait un tort moral. La stratégie bourguibiste était un instrument idéal pour achever un processus de décolonisation de façon essentiellement non violente. Il en découle l'hypothèse que, la décolonisation achevée, la Tunisie devenue un État faible mais pourvu de tous les attributs de la souveraineté, le bourguibisme ne pouvait plus opérer. Cette hypothèse sera examinée en passant en revue la politique étrangère tunisienne, et notamment ses rapports avec la France, durant les années suivantes.

Malgré les succès diplomatiques et la conquête d'attributs essentiels de la souveraineté après la signature du protocole dit « d'indépendance », les troupes françaises restaient stationnées en Tunisie. Le bombardement du village tunisien de Sakiet Sidi Youssef près de la frontière algérienne par l'aviation française allait offrir une occasion unique pour essayer d'élargir cette souveraineté toujours incomplète[11]. Le gouvernement tunisien interdit immédiatement tout mouvement aux troupes françaises et demanda leur retrait complet du territoire tunisien, leur présence « meurtrière » étant devenue insupportable pour la « dignité nationale »[12]. La Tunisie saisit le Conseil de sécurité tandis que Bourguiba autorisait les gouverneurs à expulser des citoyens français dont la présence pouvait être comprise comme une « provocation risquant de causer des incidents ». Bourguiba tenta également de jouer la carte américaine contre la France en lançant l'idée de mettre la base de Bizerte à la disposition du « monde libre ».

La crise n'était toujours pas résolue lorsque survint le 13 mai 1958. Bourguiba accepta finalement un compromis, négocié en partie par des médiateurs américains avec le nouveau gouvernement du général de Gaulle : le retrait des troupes françaises échelonné sur une période de quatre mois, à l'exception de la base de Bizerte. Autre concession tunisienne (si c'en était une) : la construction d'un pipeline depuis les puits algériens d'Edjeleh jusqu'au port tunisien de La Skhira, ce qui irrita le FLN algérien. Ce dernier voyait dans ce contrat une reconnaissance de la conception française selon laquelle le Sahara ne faisait pas partie de l'Algérie[13]. En tout état de cause, la crise issue du bombardement de

11. Bombardement ordonné par le général Salan à l'insu du gouvernement français. Cf. *Le Monde*, 11 et 12 février 1958.

12. Habib Bourguiba, discours du 8 février 1958.

13. En effet, jusqu'en 1961, la France excluait toute négociation sur le Sahara avec le FLN et prônait, notamment après l'indépendance des États africains en 1960, comme

Sakiet Sidi Youssef se solda par une étape importante vers le renforcement de cette indépendance précaire du 20 mars 1956. Avec le départ des troupes françaises, la Tunisie avait enfin conquis la souveraineté territoriale, sauf sur Bizerte.

En mars 1961, de Gaulle franchit un pas décisif pour mettre fin à la guerre d'Algérie, avec les premières négociations entre la France et le FLN, qui eurent lieu en Suisse. Celles-ci furent précédées par une activité diplomatique intense entre la Tunisie et la France, qui culmina dans la rencontre de Rambouillet, le 27 février 1961, entre Bourguiba et de Gaulle. Le statut futur du Sahara y fut un thème central[14]. Or précisément les premières négociations entre la France et le FLN (20 mai au 13 juin 1961) devaient finalement échouer surtout en raison de la question du Sahara[15]. Alors que la rencontre de Rambouillet avait marqué un rapprochement substantiel entre la Tunisie et la France, qui culmina dans la reprise des relations diplomatiques interrompues depuis le bombardement de Sakiet Sidi Youssef, le gouvernement tunisien relança soudainement, le 5 juillet, la question de l'occupation française « d'une partie du territoire »[16]. La Tunisie bloqua la base de Bizerte et ses postes avancés, principalement à l'aide des organisations nationales (femmes, jeunesse, syndicats, étudiants, l'organisation des orphelins « Enfants de Bourguiba », etc.), tandis que l'armée progressait dans le Sud vers la borne 233. Dans son discours du 17 juillet, Bourguiba ne laissa aucun doute sur les buts véritables de son action : occuper les puits pétroliers d'Edjeleh déjà reliés par pipeline au port de La Skhira[17].

La France réagit brutalement contre les blocages tunisiens à Bizerte et Bourguiba essaya alors de jouer de tout l'appareil bourguibiste : dénon-

compromis l'éventualité d'un Office commun des ressources sahariennes (OCRS), auquel participeraient tous les États riverains du Sahara, sous l'égide de la France.

14. Cf. la presse tunisienne et française de février à juillet ainsi que les communiqués du gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) de la même époque. L'importance de la question du Sahara lors de la rencontre de Rambouillet fut confirmée à l'auteur dans un entretien avec Mohamed Masmoudi, le 6 juillet 1963. M. Masmoudi avait préparé la rencontre de Rambouillet.

15. Interview de Mohamed Yazid, ministre de l'Information du GPRA, *Le Monde*, 6 juin 1961.

16. Communiqué du gouvernement tunisien, cité d'après *Neue Zürcher Zeitung*, 7 juillet 1961.

17. Cf. l'étude détaillée dans W. Ruf, *op. cit.*, p. 160-174 et notamment le discours de Bourguiba du 17 juillet 1961. Est annexée à ce discours édité par le ministère tunisien de l'Information une carte qui représente le prolongement de la frontière tunisienne tout droit vers le Sud à partir de Bir Romane en suivant les longitudinales et en incluant Edjeleh dans le territoire tunisien. Il semble que le gros des troupes tunisiennes qui combattaient dans le Sud n'aient pas remporté de grands succès militaires (entretien de l'auteur avec Ahmed Tlili, 15 décembre 1964). Je n'ai pas pu vérifier si elles ont eu également à affronter des unités de l'ALN algérienne. Quoi qu'il en soit, le GPRA réagit fermement contre la tentative tunisienne : cf. le mémorandum du GPRA du 17 juillet 1961, qui constitue la réponse algérienne au discours de Bourguiba du même jour (cf. *La Presse*, 18 juillet 1961).

ciation de la violation de la souveraineté nationale par le fait de la présence militaire française dans la base de Bizerte, dénonciation également de la brutalité de la riposte française et appel aux Nations unies... Cependant, la crise de Bizerte n'était que formellement un conflit de décolonisation : la tentative d'élargissement du territoire tunisien vers le Sud était, en réalité, dirigée contre l'Algérie au moment où la France semblait prête à admettre la souveraineté d'une Algérie indépendante sur le Sahara.

La stratégie bourguibiste lors de cette crise échoua pour plusieurs raisons. La crise de Bizerte n'était plus un pur conflit de décolonisation mais recouvrait des buts expansionnistes tendant au règlement d'un litige territorial avec l'Algérie, précisément avant que celle-ci n'accède à l'indépendance.

La Tunisie n'avait plus en face d'elle un seul acteur, la France, mais elle était également confrontée à un second, qui luttait pour la décolonisation, le FLN algérien.

C'est précisément pour cette raison que la machine de propagande moralisatrice tunisienne fut mise en branle contre la France seule et le conflit lui-même présenté comme un conflit de décolonisation (qui, évidemment, concernait aussi les territoires du Sud, dont la Tunisie se sentait spoliée par l'arbitraire des frontières fixées par la France). Cela obligea la propagande tunisienne à se concentrer quasi exclusivement sur le statut de Bizerte. Mais Bizerte n'était pas le fond du problème, la présence française y servait de prétexte. La mobilisation de l'opinion publique et internationale pour la « libération » des territoires du Sud était, dans la conjoncture internationale du moment, inconcevable.

Finalement, la Cinquième République française, avec ses pouvoirs concentrés entre les mains d'un président autoritaire, n'était plus l'adversaire divisé contre qui Bourguiba pouvait lutter en jouant certaines fractions de la classe politique contre d'autres. Le fait, d'ailleurs, se confirma lors de la nationalisation des terres françaises en 1964.

Pour résumer, il apparaît que le succès du bourguibisme comme stratégie d'un État faible ou d'un État « en devenir » n'était possible qu'à condition de pouvoir jouer la carte morale et de réussir à trouver des interlocuteurs sympathisants du côté de la puissance impériale. On pourrait même pousser l'argument jusqu'à dire que c'était là une politique étrangère qui avait commencé dès 1934 comme stratégie spécifique au service de la conquête de l'indépendance de la Tunisie. Aussi longtemps qu'il s'agissait de décolonisation et que les conditions énumérées plus haut étaient réunies, le bourguibisme était cette « méthode rationnelle » décrite par Albert Hourani[18], qui, de façon efficace, poursuivait ses buts en s'exposant à des coûts réduits. Pour que puisse opérer le bourguibisme, Habib Bourguiba devait s'adresser à l'Occident, dont les valeurs

18. A. Hourani, *Arabic Thought in the Liberal Age 1798-1939*, London, Oxford University Press,1962, p. 366.

et principes permettaient une argumentation à base essentiellement morale. Dans le style qui lui est propre, Bourguiba lui-même sut mettre en relief cette condition, non sans souligner l'importance de sa propre personne : « Si Bourguiba lui-même désespère du monde libre, c'est qu'il ne lui reste plus personne. Le monde libre ne sera plus ce qu'il a été »[19].

Force est de constater que cette stratégie, limitée dans son champ d'application (son *scope*, pourrait-on dire) a permis à un petit pays, pauvre en ressources, d'accéder à l'indépendance, pas à pas certes, mais sans grand emploi de la violence et avec un coût en vies humaines relativement réduit. Cette stratégie a contribué également à faire de la Tunisie bourguibienne un acteur sur le plan international, dont l'influence sut dépasser son poids économique et surtout militaire.

19. Habib Bourguiba, discours du 13 mars 1958.

30

Bourguiba, *Policy Maker* entre mondialisation et tunisianité : une approche systémique et interculturelle

Michele BRONDINO*

La décennie des années 1960 a vu Bourguiba s'imposer comme chef charismatique d'un petit pays récemment indépendant, sans importance ni économique ni militaire, mais à la une dans le monde entier, surtout après sa tournée au Moyen-Orient en 1965. Dans une analyse détaillée de cette « aventure » moyen-orientale, parue en 1968, Samuel Merlin affirmait que le leader tunisien, en la circonstance, « s'est révélé être un homme d'État de stature internationale et un champion de la paix avec lequel il faut d'ores et déjà compter. (...) Sa vision de l'évolution de l'histoire et ses nombreuses initiatives en vue de contribuer à cette évolution font de lui l'un des plus intéressants personnages de la scène mondiale de notre temps »[1].

Bourguiba aura été un *policy maker* visionnaire et pragmatique, qui avait le « flair » de la grande politique nationale et internationale, conformément au jugement de son contemporain Charles de Gaulle, qui écrivait : « Ce Bourguiba est quelqu'un, c'est un lutteur, un politique, un chef d'État dont l'envergure et l'ambition dépassent les dimensions de son pays »[2]. Même si, ajouterons-nous, Bourguiba ne sut, contrairement à de Gaulle, se retirer le moment venu.

Sa formation de base ouverte à la « multiculturalité », son expérience d'homme politique, ses grandes capacités de négociation entre deux pôles extrêmes, sa tunisianité et sa vision globale des relations internationales font de Bourguiba un précurseur du modèle interculturel de négociation

* Chercheur et directeur SECUM.

1. S. Merlin, *The Search for Peace in the Middle East*, New York, Barnes & Co, 1968 ; trad. : *Le Défi de Bourguiba*, Paris, Denoël, 1970, p. 468.

2. C. de Gaulle, *Mémoires d'espoir*, Paris, Plon, 1999.

dont la diplomatie et la politique ont encore tant besoin bien que « l'interculturalité » soit en passe de devenir une nouvelle discipline[3].

Tunisianité et mondialisation

Aux figures du « Combattant suprême » pour l'indépendance de son pays et du « réformateur moderniste » qui a fait de la société tunisienne le modèle le plus avancé du monde arabe, Bourguiba ajoute celle du *policy maker* de grande envergure au niveau international.

Dès la fin des années 1950, il a développé une politique internationale tous azimuts. Les affaires internationales sont devenues « le domaine réservé de Bourguiba dont tous les ministres des Affaires étrangères (...) n'ont été que de simples exécutants »[4]. Il réussit à s'imposer au niveau international de manière inversement proportionnelle aux réelles possibilités économiques, politiques et militaires de la petite Tunisie. Cet impressionnant *crescendo* ne trouve de parallèle, à l'échelle arabe, qu'avec la personnalité de Nasser, quand bien même ce dernier représentait un pays d'une toute autre dimension tant sur le plan historique que sur celui du potentiel politique et matériel[5].

Comme l'a bien observé Mohsen Toumi, « la politique internationale accaparait toute l'énergie de Bourguiba et, devant ses compatriotes admiratifs, saoulés d'espaces planétaires, fiers ou bien sceptiques, atteints par le vertige, dépassés, il traitait de tout, du Congo à l'Asie du Sud-Est en passant par la Palestine »[6]. Aussi l'évolution de la politique étrangère tunisienne a-t-elle été le reflet de la vision bourguibienne du monde, avec ses valeurs et ses choix, mais aussi avec ses nuances par rapport aux axiomes énoncés et, parfois même, avec ses contrastes au niveau pragmatique de l'action, comme ce fut le cas pour le non-alignement[7]. Béji Caïd Essebsi, l'un des ministres des Affaires étrangères de Bourguiba, a ainsi résumé les grands principes de la politique internationale de la Tunisie : « La Tunisie n'est pas neutre. Sa politique étrangère a quatre dimensions : arabe, musulmane, africaine et méditerranéenne. Nous ne négligeons

3. Cf. M. Abdallah-Pretceille, « Interculturel (... et multiculturel) », dans F. de Bernard (dir.), *Le Dictionnaire critique de la mondialisation*, Paris, éd. Le Pré aux Clercs, 2002 ; F. Turiello, *Educare in prospettiva interculturale*, Napoli, ESI, 2001.

4. M. Toumi, « La politique africaine de la Tunisie », dans S. Chikh et H. Michel (dir.), *Le Maghreb et l'Afrique subsaharienne*, Paris, CNRS, 1980, p. 113-169.

5. Cf. J. Lacouture, *Quatre Hommes et leurs peuples*, Paris, Le Seuil, 1969.

6. M. Toumi, art. cité, p. 168.

7. Cf. M. Brondino, « Le grandi opzioni della politica estera tunisina », dans R. Rainero (dir.), *L'Italia e il Nordafrica contemporaneo*, Milano, Marzorati, 1988, p. 211-236.

jamais l'une de ces constantes pour en privilégier une autre, nous restons fidèles aux positions définies par le président Bourguiba : fermeté dans les principes, souplesse dans leur application »[8].

Dans son ambition de s'imposer comme *policy maker* sur le plan régional d'abord, c'est-à-dire maghrébin, arabe et africain, et sur le plan mondial ensuite, Bourguiba n'oublia jamais la « tunisianité », en l'occurrence l'ensemble des valeurs à la base de la formation de la personnalité et de l'identité de son pays. D'autant moins qu'à ses propres yeux il personnifiait la « tunisianité » au point de pouvoir affirmer en toute quiétude : « la Tunisie, c'est moi ». Dans cette perspective, le « bourguibisme » (la politique des petits pas et de la négociation basée sur la connaissance de l'autre et l'interaction avec lui) devenait le modèle à proposer – pédagogiquement – aux autres peuples pour résoudre leurs problèmes nationaux et internationaux.

La stratégie de Bourguiba était orientée essentiellement suivant deux grands axes. Le premier consistait en *une lecture systémique* de la politique internationale et partant en une grande aptitude à lire le local comme reflet du global, à relier le singulier à l'universel, aurait dit Gramsci. Le second tenait à *une lecture interculturelle* à travers la connaissance de l'autre et l'interaction avec lui. Les grandes lignes de la politique étrangère de Bourguiba témoignent de la cohérence et du suivi de ces principes dans ses procédures d'analyse et dans ses actions politiques, où l'art de la négociation et du compromis opérait toujours en connaissance de cause, notamment celle des hommes et des systèmes.

Du point de vue de notre analyse les données essentielles de la politique internationale de Bourguiba résident dans le rôle des institutions internationales telles que l'ONU et le mouvement des non-alignés d'une part ; et dans l'approche des problèmes de regroupements régionaux d'autre part.

L'ONU, institution clé de la paix dans le monde

Bourguiba a procédé à une lecture systémique des données internationales durant la décolonisation, tenant compte, avec réalisme, des données géo-historiques de la petite Tunisie, dont la politique étrangère est ancrée dans les dimensions arabo-islamique, africaine et méditerranéenne. Ce faisant, il a compris que les petits États anciennement colonisés, comme son pays, ne pouvaient conserver et renforcer leur indépendance, jouer un rôle dans la politique internationale qu'à travers les grandes institutions internationales, le non-alignement et les regroupements régionaux. Pour

8. P. Balta, « La Tunisie ou l'art de rester soi-même », *Le Monde*, 27 octobre 1983.

lui, l'ONU représentait l'institution fondamentale de sauvegarde des petites nations et le bouclier de la paix dans le monde. « Quant à nous, déclarait-il en 1960, nous avons choisi de nous accrocher à l'ONU. Parce que hors d'elle, il n'y a pas de salut pour les petites nations. Parce que celles-ci ne peuvent échapper aux effets d'hostilité réciproque qui animent les deux grands que grâce à l'ONU »[9].

Le 12 novembre 1956, année de son indépendance, la Tunisie est officiellement admise à l'ONU, dont elle sera l'un des membres les plus fidèles. Bourguiba lui-même participera plusieurs fois à ses séances et son soutien sera reconnu et souligné par la désignation à la présidence de l'Assemblée générale du Tunisien Mongi Slim, en 1961-1962. Au moment le plus aigu de la décolonisation de l'Afrique dans les années 1960, Bourguiba concevra l'ONU comme l'unique bouclier valable pour la sauvegarde de l'indépendance des nouveaux États qui « se joignant à ceux qui sont déjà indépendants, donneront plus de poids au continent africain et lui fourniront un appoint appréciable aux Nations unies, ce qui ne manquera pas de modifier la physionomie de l'assemblée générale »[10]. L'ONU sera donc la pierre angulaire de toutes ses initiatives en politique internationale, y compris le cas israélo-arabe.

Le mouvement des non-alignés

C'est dans cette perspective qu'il convient également de situer son exhortation au mouvement des non-alignés à soutenir l'ONU « pour développer un esprit public d'un type nouveau et pour engager l'ONU à jouer valablement son rôle générateur de paix, de raison et d'harmonie »[11]. Après la conférence de Belgrade en 1961, Bourguiba avait donné son adhésion au mouvement des non-alignés dans l'espoir d'écarter l'ingérence des superpuissances et l'antagonisme des blocs Est-Ouest qui conditionnaient alors lourdement la politique internationale, surtout en Méditerranée. Mais avec le temps, il comprit l'inefficacité du mouvement ; son adhésion revêtit un caractère de façade et se réduisit à une simple déclaration de principe. En vérité, Bourguiba avait déjà fait son choix avant même l'indépendance de la Tunisie : le choix de l'Occident, depuis la France, l'Europe, la CEE jusqu'aux États-Unis. De ce point de vue, l'option occidentale de Bourguiba révèle un pragmatisme d'analyse et d'action en contradiction avec certains des principes affichés de la politique étrangère de la Tunisie.

9. Habib Bourguiba, discours du 7 octobre 1960.
10. Habib Bourguiba, discours du 7 janvier 1960.
11. Habib Bourguiba, discours du 7 septembre 1973.

Son discours à la Conférence des non-alignés d'Alger en 1973 est particulièrement significatif à cet égard. Il constitue une analyse impitoyable du non-alignement, tiraillé entre ses désirs et la réalité. Bourguiba y faisait remarquer : « À Belgrade, en 1961, nous étions une sorte de réaction à l'antagonisme des blocs, et dans un monde marqué par la guerre froide, notre conférence fut un cri de conscience. (...) Nous dénoncions les pactes à caractère militaire. (...) Nous avions la noblesse de nous engager à ne pactiser avec aucun des super-antagonistes. (...) Le non-alignement, depuis, s'en est accommodé en opposant ces accords singuliers dits d'amitié et d'assistance aux accords classiques dits pactes militaires de défense. (...) À Belgrade, en fait, nous n'étions qu'une forme d'appel. Nous n'avons même pas réussi à devenir, depuis, une structure d'appel organisée et vigilante. (...) Après avoir été pendant longtemps les principales victimes de la guerre froide, ne sommes-nous pas pris, aujourd'hui, dans ce magma immense du flirt chaud entre l'URSS et les États Unis ? (...) Nous ne sommes pas un mouvement monolithique et nous ne militons pas pour une communauté fermée »[12].

Compte tenu de sa formation politique et culturelle, du type de colonisation enduré et de la lutte de libération particulière qui s'ensuivit, Bourguiba a toujours, pour des considérations d'ordre idéologique, tactique et géopolitique, opté en faveur du monde occidental et clairement manifesté son aversion pour la présence soviétique en Méditerranée et en Afrique[13]. Son anti communisme, qui allait de pair avec son anti-panarabisme, devint même un des signes distinctifs les plus marqués de ses rapports avec le monde arabo-islamique. Ce fut le cas en particulier avec les pays qui, de l'Égypte de Nasser à l'Algérie de Ben Bella et Boumédiène, subissaient l'influence soviétique et exaltaient l'unité de la nation arabe, entamant et limitant en cela l'indépendance nationale récemment acquise par des pays anciennement colonisés tels que la Tunisie, par exemple, ou niant la pertinence de la constitution de regroupements régionaux *in progress* comme le projet du Grand Maghreb arabe.

Les regroupements régionaux

Durant les années 1960, le panarabisme sous le *leadership* de Nasser portait l'espoir des masses arabes, qui considéraient que la libération de la Palestine ne pouvait se réaliser que par la guerre afin, comme disait un

12. *Ibid.*

13. A. Mahjoubi, « Habib Bourguiba et le choix occidentale », dans A. Temimi (dir.), *Habib Bourguiba et l'établissement de l'État national : approches scientifiques du Bourguibisme*, Zaghouan, FTERSI, 2000, p. 97-107.

slogan de l'époque, de « jeter les Juifs à la mer ». Contre ce mirage démagogique de la nation arabe, Bourguiba affirmait : « Je ne suis pas d'accord pour englober sous le vocable général du monde arabe toute cette région qui va de l'Irak au Maroc. (...) Il s'agit en réalité d'un groupe de pays, de nations qui sont indépendantes. Leur histoire n'est pas la même. La géographie leur impose des caractéristiques qu'on ne peut ignorer. Donc, ces pays qui constituent ce qu'on appelle le monde arabe ont des orientations différentes, tout spécialement en ce qui concerne les blocs occidental et oriental. Certains pays considèrent qu'il est de leur intérêt vital d'incliner vers l'Ouest. D'autres que leur intérêt vital se trouve à l'Est. Le fait que nous parlions la même langue ne nous impose pas l'obligation de suivre comme un seul homme l'un d'entre nous »[14].

En l'occurrence, Bourguiba refusait la contraignante politique panarabiste de Nasser, qui exploitait la Ligue arabe et la question palestinienne à ses fins. Il la dénonçait aux Tunisiens, en déclarant : « Il semble qu'au fond il y ait la volonté de Nasser d'assumer seul la direction du monde arabe afin d'apparaître aux yeux du monde comme le maître incontesté de ses destinées, avec tous les avantages que cela comporterait pour l'Égypte. Il se trouve que la Tunisie n'est en aucune manière disposée à sacrifier sa souveraineté à une quelconque direction étrangère. (...) Il est impensable qu'un homme comme moi, ayant lutté trente ans pour obtenir de la France l'indépendance de la Tunisie, accepte maintenant d'abdiquer cette indépendance entre les mains de Nasser. (...) En tant que grande nation, l'Égypte a droit à notre considération. Mais ce n'est pas une raison pour qu'elle cherche à imposer sa loi à tout le monde »[15]. De plus, avec beaucoup de réalisme et de clairvoyance politique, Bourguiba invitait les Arabes à considérer que leur conflit avec Israël n'était pas un tête-à-tête se déroulant en dehors du contexte international : « À notre époque, il n'existe pas de situation isolée du reste du monde. Autour et au-delà des Arabes, il y a deux géants, et dans leur lutte ils doivent tenir compte de la conjoncture mondiale »[16].

C'est dans cette même optique que Bourguiba a voulu affronter les problèmes du Proche et Moyen-Orient qui, hier comme aujourd'hui, sont au cœur des tensions et guerres internationales.

Fort de son expérience personnelle remontant à la création du Bureau du Maghreb arabe au Caire[17], Bourguiba, entre autres, fut le père fondateur du projet d'union des pays maghrébins. Il considérait la réalisation du Grand Maghreb comme la condition *sine qua non* pour tout autre projet d'association tel que la nation arabe ou l'OUA. Il s'agissait, à son

14. Habib Bourguiba, interview « Face à la nation » dans S. Merlin, *op. cit.*, p. 310.

15. *Ibid.*, p. 121.

16. Conférence de presse à Jérusalem du 6 mars 1965, dans S. Merlin, *op. cit.*, p. 40.

17. Cf. M. Brondino, *Le Grand Maghreb : mythe et réalités*, Tunis, Alif, 1990, chap. III, p. 68.

avis, d'une exigence basilaire, au point qu'elle était inscrite à l'article 2 de la Constitution tunisienne. Malheureusement le sous-développement de la région et la *realpolitik* des autres partenaires maghrébins ont toujours fait obstacle à son action pour l'union maghrébine. Celle-ci était conditionnée également par le conflit israélo-arabe, devenu un enjeu crucial pour toute la région concernée, et dont les retombées furent très lourdes sur la politique internationale.

La démystification du problème palestinien

La question israélo-arabe fut très tôt au cœur de son action politique. Mais connaissant bien la susceptibilité des différents acteurs et le caractère explosif de la question, Bourguiba a fait preuve de prudence. Il se souciait de la situer dans le contexte turbulent et mouvementé des événements historiques postérieurs à la deuxième guerre mondiale. Sa vision du conflit du Moyen-Orient met en évidence le deuxième axe de sa politique étrangère : *l'importance de la connaissance de l'autre dans la négociation.*

Bourguiba avait une connaissance approfondie du monde arabe aussi bien que du monde juif. Les signes de celle-ci se manifestent très clairement dans son approche de la question israélo-arabe en 1965. Ils sont le résultat de ses recherches et de son expérience sur le terrain pendant des années : son expérience des affaires orientales ainsi que son long séjour au Caire (1945-1949)[18], son mémoire sur la Palestine pour la Commission d'enquête anglo-américaine en 1946[19], ses contacts avec les milieux juifs et son action gouvernementale envers les Juifs tunisiens[20], ses perspectives pour une Tunisie intégrée dans les milieux maghrébin, avant tout, et arabe et africain, ensuite, au-delà de son choix de collaboration avec l'Occident.

Dans son courageux discours aux réfugiés de Jéricho, le 3 mars 1965, et dans ses conférences de presse tenues, les jours suivants, dans la vieille ville de Jérusalem (alors sous administration de la Jordanie) et à Beyrouth, Bourguiba a avancé ses propositions pour un règlement négocié du conflit israélo-arabe avec le retour à la légalité onusienne. Elles lui valurent un tollé de réactions hostiles dans les pays arabes (sauf en Tunisie) et un crescendo d'attention pour le courage de sa démarche

18. Cf. H. Bourguiba, *Ma vie, mon œuvre* (1944-1951), textes réunis et commentés par M. Sayah, t. 4, Paris, Plon, 1987.

19. *Ibid.*, p. 101.

20. Cf. A. Temimi, « La question palestinienne et les relations de Bourguiba avec le Congrès Juif mondial », p. 109-128, dans A. Temimi (dir), *op. cit.*

dans les milieux de la politique mondiale[21]. Ces réactions à « la bombe de la paix »[22] lancée par Bourguiba révèlent et démontrent que le « pèlerinage » – ainsi avait-il défini sa tournée au Moyen-Orient en 1965 – entamé en champion de la cause de l'unité et du nationalisme arabes, s'acheva avec le résultat contraire. Bourguiba était devenu, d'une part, « un traître de la cause arabe et un saboteur de l'unité arabe » aux yeux du monde arabe en général et, d'autre part, « un homme d'état d'envergure internationale » pour l'opinion publique mondiale[23].

Pour la première fois, un leader arabe osait envisager la question palestinienne en termes critiques d'impératifs de paix négociée avec Israël selon les résolutions de l'ONU. Ses analyses étaient incisives et touchaient en premier lieu les dirigeants arabes : « Il est regrettable, déclarait Bourguiba, que ceux qui occupent des postes de responsabilité dans les pays de Proche et du Moyen-Orient (...) ne se montrent pas à la hauteur de leur responsabilité et au lieu d'œuvrer pour le bien de leur peuple, n'agissent que dans leur propre intérêt. (...) Les gouvernants ne doivent pas tromper leurs peuples, mais être francs avec eux et ne pas se laisser guider uniquement par leurs passions. (...) Il y a ceux qui croient que la guerre et l'effusion du sang résolvent les problèmes. Mais jamais un seul problème n'a été résolu par la guerre et l'effusion du sang. (...) "Jeter les Juifs à la mer" c'est un slogan qui sonne creux et je n'y crois pas »[24]. Il stigmatisait ainsi le projet hégémonique de Nasser, qui aspirait à bâtir la nation arabe sous la direction égyptienne et comptait se servir de la Ligue arabe et du problème palestinien à ses propres fins. Conscient que la question palestinienne mettait aussi en jeu l'indépendance de la Tunisie, il dénonça la prétention hégémonique de Nasser en affirmant : « La Tunisie ne sera le satellite de personne. »

Il imputait la cause de la tragédie des Palestiniens à la démagogie des chefs arabes, qui droguaient leurs peuples avec « la politique du tout ou rien » ainsi qu'avec des slogans passionnels tels que « les Juifs à la mer » et une « outrance verbale » qu'il définissait comme « la maladie infantile du nationalisme ». Au contraire, d'après lui, les Arabes devaient se libérer du fanatisme, de la démagogie, de la passion de la guerre et du sang, et suivre le modèle tunisien de paix négociée : « Ce que nous avons fait en Tunisie devrait servir d'exemple aux autres peuples. » Conformément à l'exemple de la lutte tunisienne pour l'indépendance, les Palestiniens étaient invités à se prendre en charge et à lutter eux-mêmes pour leur indépendance en s'appuyant sur la légalité internationale de l'ONU.

21. Cf. S. Merlin, *op. cit.*

22. *Ibid.*, p. 31.

23. *Ibid.*, p. 30. Cette bouleversante prise de position lui valut la proposition au prix Nobel de la paix par la presse américaine et européenne.

24. *Ibid.*, p. 34-35.

Bourguiba, précurseur d'une diplomatie interculturelle

Politicien pragmatique menant une politique réaliste et graduelle, Bourguiba croyait qu'il n'y avait rien à gagner en désignant l'adversaire comme une incarnation du diable, « qu'il fallait non seulement employer la tactique qui convenait, mais aussi comprendre l'ennemi et son état d'esprit afin de mener un combat constructif », et ce pour obtenir « la meilleure des paix : celle qui ne fait ni vainqueurs ni vaincus »[25]. Avec son sens de l'histoire et son « flair » de la politique visionnaire, il s'adressait aux journalistes lors de la conférence de presse de Jérusalem, en ces termes : « Tout ce que je souhaiterais, c'est que nous tirions la leçon des tragédies du passé pour revenir au bon sens. (...) Nous connaissons la Palestine où le sang a coulé autrefois et où ont combattu les Croisés. (...) Aujourd'hui je vois des Chrétiens laïques ou appartenant au clergé, vivre en paix et dans la fraternité avec les Musulmans de Jordanie. Cela prouve que lorsque disparaissent les complexes d'infériorité et le goût de pouvoir, il y a place pour la cohabitation pour toutes les sectes. (...) C'est pourquoi il me semble que l'on peut peut-être parvenir à une coexistence de ce genre avec les Juifs. (...) Et un jour viendra où il apparaîtra clairement à tous que ces tragédies n'ont aucun sens. Les religions – ajoutait-il – ont des liens entre elles et offrent une large sphère de coopération sur la base du respect de notre liberté et de notre honneur. (...) C'est une chose possible. (...) Il est possible de coopérer avec les Juifs sur la base du respect mutuel. Nos mains se joignent aux leurs puisqu'ils sont un "Peuple du Livre". Sur cette terre existe une grande possibilité pour toutes les communautés ethniques ou religieuses de vivre dans l'harmonie et la coopération (...) si seulement elles veulent repousser la haine et se libérer de leurs complexes et de leurs extrémistes. (...) Ce que nous souhaitons c'est une paix sincère fondée sur l'amour et la fraternité »[26]. Ces réflexions de Bourguiba rappellent les paroles courageuses de Ytzhak Rabin à l'adresse de Yasser Arafat lors de la conclusion des accords d'Oslo en 1993, voix étouffée par l'extrémisme israélien, paroles qui invitaient à la paix : « Palestiniens, laissez-moi vous dire que nous sommes destinés à vivre ensemble sur le même sol de la même terre. Nous qui nous sommes battus contre vous, nous vous disons aujourd'hui, d'une voix claire et forte : assez avec le sang, avec les larmes, assez ! »[27].

C'était là un tournant radical ! Mais après tant d'années cette approche attend encore un terrain d'application tandis que les violences et les tueries continuent. Le langage des observateurs politiques d'aujourd'hui en revient toujours au thème du dépassement des fanatismes pour une entente réaliste. La récente analyse de B. Spinelli à ce sujet est particulièe-

25. *Ibid.*, p. 39.
26. *Ibid.*, p. 36-37.
27. Ytzhak Rabin, Washington, 13 septembre 1993.

rement éloquente : « Le mal, dans cette région du monde, c'est la présence redondante de Dieu. Non pas Dieu en soi (...) mais le Dieu *exploité* par la politique, l'anthropomorphisme des *cieux parallèles,* qui décident de faire et de défaire les accords, de faire ou de défaire un État, de donner ou de révoquer l'ordre de tuer. C'est ce Dieu, imaginé et manipulé, qui doit sortir du cœur des villes et laisser les hommes bâtir des ententes terrestres : basées sur la méfiance réciproque et sur la dissuasion plutôt que sur la victoire d'une conviction fidéiste commune. C'est dans la dissuasion classique qu'il est urgent de s'entendre, du moment que la mort de l'autre implique immédiatement et automatiquement la mienne. Cette nécessité absolue d'une paix froide, qui *précède* la sécurité retrouvée et la réconciliation plutôt que *d'arriver après* l'instauration de la confiance, n'a jamais été reconnue ni mise au centre des discussions »[28]. Bourguiba anticipa, il y a presque quarante ans, une telle vision.

Dans son approche basée sur la compréhension et la disponibilité à interagir avec l'autre, comme ce fut le cas, avec la France, dans son combat pour l'indépendance tunisienne, Bourguiba anticipait intuitivement les stratégies interculturelles des nouvelles formules politiques et diplomatiques. Celles-ci, fondées sur la confrontation en termes d'ethnographie de la négociation, reconnaissent la primauté du dialogue interpersonnel et interculturel pour donner cours à « un système de dialogue symétrique, condition nécessaire pour le partage des systèmes culturels autres »[29], évitant ainsi les stéréotypes idéologiques et l'affrontement.

Une situation d'impasse telle que celle qui caractérise le conflit arabo-israélien demande un changement radical. De jeunes groupes de recherches sur les relations diplomatiques sont en passe de construire de nouvelles stratégies diplomatiques nées de l'échec des approches traditionnelles à résoudre les complexités du conflit. Il s'agit de comprendre que l'approche anglo-saxonne, inspirée d'une organisation sociale de type *business-oriented,* ne peut prétendre résoudre des problèmes de nature si différente. Partout, le modèle anglo-saxon a eu tendance à identifier les processus de négociation diplomatique au modèle commercial alors qu'il s'agit, dans le cas du conflit israélo-arabe, de questions religieuses et nationalistes qu'il est difficile d'affronter à travers un modèle de communication utilitariste, en l'occurrence le système CBS, c'est-à-dire *Clear-Brief-Sincere*, modèle asymétrique par excellence car il ne tient pas compte de la matrice culturelle des négociateurs et ignore « l'interculturalité »[30].

---

28. B. Spinelli, *Il sonno della memoria. L'Europa dei totalitarismi*, Milano, Mondadori, 2001, p. 367.

29. Cf. M. Conoscenti, « Diplomat talk as intercultural negotiation : towards a simmetrical model », *Textus : English Studies in Italy*, n° 14/2, 2001, p. 535-566 ; R. Cohen, *Negotiating Across Cultures*, Washington DC, United States Institute of Peace Press, 1992 ; R. Scollon, *Intercultural Communication*, Oxford, Blackwell, 1995.

30. *Ibid.*

Citons encore les paroles de Bourguiba qui nous apparaissent d'une actualité inouïe : « La lutte, rationnellement conçue, implique une connaissance de l'adversaire, une appréciation objective du rapport des forces afin d'éviter l'aventure et les risques inutiles qui aggraveraient notre situation. (...) Il faut nous armer de lucidité, élaborer soigneusement nos plans et créer toutes les conditions du succès (...) et (nous) libérer du fanatisme, de la démagogie et de la passion de la guerre et du sang »[31].

Cette approche « bourguibiste », tout à la fois audacieuse et pragmatique, qui envisageait une paix négociée entre les deux parties, fit scandale en 1965. Mais, par la suite, surtout après la défaite arabe lors de « la guerre des Six Jours » en 1967, elle concourut à changer le cours de l'histoire. Sa pertinence reste encore à la base, *mutatis mutandis,* de toutes les solutions possibles de ce conflit crucial du Moyen-Orient qui conditionne si lourdement, après plus d'un demi-siècle, les rapports internationaux d'aujourd'hui en Méditerranée et dans le monde. Après la faillite du dernier grand espoir, celui de la Déclaration des principes d'Oslo de 1993, la question israélo-palestinienne a subi une escalade de violence meurtrière à la suite de l'attaque des *Twin Towers* de New York par le terrorisme islamiste, le 11 septembre 2001. Elle reste, en effet, l'une des causes principales de la confrontation Orient-Occident dans tous les domaines.

Aujourd'hui, l'heure est à l'affaiblissement des États nationaux face à la globalisation, qui fait de toutes les nations de petites nations. Elle est à l'échec de l'ONU qui n'a pas su conserver le rôle d'institution *super partes* que Bourguiba comme bien d'autres attendaient d'elle, à l'explosion de la « multiculturalité », à un redoutable *clash of civilisations*[32]. Dans ce contexte, les deux axes de la politique étrangère de Bourguiba, à savoir une lecture systémique et interculturelle des problèmes, s'imposent comme des phares pour lire la crise qui déchire le monde et plus spécifiquement la tragédie du Moyen-Orient qui empoisonne les relations internationales en Méditerranée et y bloque tous les processus de paix et de progrès.

31. S. Merlin, *op. cit.*, p. 38.

32. Cf. S. Huntington, *The Clash of Civilizations*, New York-London, W.W. Norton, 1996.

31

La France et la Tunisie à l'aune de la question algérienne

Paul-Marie DE LA GORCE*

Pour ceux qui, comme ce fut mon cas, suivirent les événements du Maghreb le plus souvent à partir d'Alger et toujours en fonction de la guerre d'Algérie qui dominait la scène politique française, en tout cas depuis l'année 1956, la situation de la Tunisie et ses relations avec la France n'étaient vues que sous l'angle du drame algérien. Tel est le témoignage que je peux apporter. Sur ce point capital, aucun doute n'est permis : il semblait évident que la Tunisie était inévitablement impliquée dans la guerre qui se menait à ses portes et qu'elle ne pouvait échapper à ses prolongements et à ses conséquences. Il ne faisait aucun doute non plus que ses relations avec la France s'en ressentiraient lourdement aussi longtemps que celle-ci refuserait la perspective, même à terme, de l'indépendance de l'Algérie. Pour ceux qui les observaient dans cette optique, il apparaissait que les rapports entre la France et la Tunisie, auxquels l'accession de ce pays à l'indépendance ouvrait des voies nouvelles et incontestablement favorables, ne pourraient jamais être normaux, convenables, profitables, tant que durerait la guerre d'Algérie. C'est dans cet esprit qu'il fallait les analyser et qu'ils l'ont été effectivement durant la période comprise entre l'indépendance tunisienne et l'indépendance algérienne.

Une réflexion préalable s'impose ici. La Tunisie pouvait-elle ou devait-elle être directement engagée dans la guerre d'Algérie ? Témoin de cette époque et dans les conditions que j'ai dites, je peux attester que la question fut souvent débattue durant les années 1956-1958. Faute d'informations précises et vérifiables sur la nature des relations entre le gouvernement tunisien – plus précisément le président Bourguiba – et la direction algérienne, on s'interrogeait sur l'éventualité d'une coalition qui

* Écrivain, journaliste.

étendrait le théâtre des opérations à la fois aux territoires tunisien et algérien et peut-être, si le Maroc sortait de sa réserve, à l'ensemble du Maghreb. J'ai gardé le souvenir des arguments échangés à ce propos : pour certains, l'ampleur même d'une guerre de libération anticolonialiste qui impliquerait à la fois les trois États d'Afrique du Nord, contraindrait la France à la recherche d'une négociation menant à l'indépendance algérienne, faute de pouvoir assumer la charge d'une guerre qui aurait pris de telles dimensions. On évoquait, dans cet esprit, la solidarité qui ne manquait pas, disait-on, d'exister entre les combattants algériens et ceux qui avaient milité, parfois les armes à la main, pour l'indépendance de la Tunisie et qui, du reste, furent les premiers à être appelés *fellagas*. De même évoquait-on l'armée de libération formée au Maroc, surtout dans le nord du pays, à la fin de 1955, dont on savait les liens qui la rapprochaient du FLN algérien au point que certains de ses chefs, rappelait-on, étaient eux-mêmes d'origine algérienne.

À ces spéculations s'opposait, disait-on, la volonté des gouvernements marocain et tunisien, et en particulier du président Bourguiba, de consolider en priorité l'indépendance récemment acquise. On en déduisait que la Tunisie, pour sa part, ne se laisserait pas entraîner dans la guerre d'Algérie au point de remettre en cause les relations nouvelles qu'elle pourrait désormais entretenir avec la France. À quoi s'ajoutait ce que l'on croyait savoir des conceptions personnelles du président Bourguiba, de ce qu'on appelait justement, souvent pour l'opposer à l'état d'esprit des Algériens, le bourguibisme. Il se définissait, comme on le savait déjà, par l'acceptation d'étapes conduisant à l'indépendance, par la volonté de dialoguer, malgré toutes les traverses, avec les gouvernements français, mais aussi par la recherche de relations privilégiées avec l'ensemble des pays occidentaux. C'était, semblait-il, l'exact opposé de la stratégie algérienne de conquête immédiate de l'indépendance, d'affrontements armés avec la France et de changements révolutionnaires propres à susciter la sympathie des pays socialistes. De là on déduisait que le président Bourguiba ne mêlerait pas le sort de la Tunisie à celui de l'insurrection algérienne. Mais de là aussi on pouvait diagnostiquer de probables oppositions entre Algériens et Tunisiens et plus précisément entre la direction du FLN et Bourguiba : chacun spéculait à sa façon sur les risques qui pourraient en résulter pour l'une et pour l'autre. Ce qui a été dit dans la communication de Mohammed Harbi recouvre l'ensemble de ces discussions[1]. Un seul point, en tout cas, était acquis : les relations franco-tunisiennes seraient directement fonction des développements de la guerre d'Algérie tant que celle-ci durerait.

1. M. Harbi, « Bourguiba et les relations tuniso-algériennes », communication orale au *Colloque international « Bourguiba : la trace et l'héritage »*, Institut d'études politiques/ IREMAM d'Aix-en-Provence, 27, 28 et 29 septembre 2001.

Ainsi s'explique la première crise grave qui survient entre Paris et Tunis, au premier semestre de 1958. Le considérable développement de l'ALN en territoire tunisien, l'importance de ses infiltrations à travers la frontière algérienne, laissent prévoir que les incidents vont se multiplier. On peut même les situer à l'avance sur la carte. Le barrage électrifié conçu et réalisé à partir de l'année précédente sous l'impulsion du ministre de la Défense nationale du gouvernement Bourgès-Maunoury, André Morice, couvre la frontière tunisienne mais à quelque distance. Pour des raisons tenant au relief du terrain, il s'en éloigne, en particulier depuis Mondovi dans la plaine de Bône jusqu'à Souk-Ahras, puis se dirige vers Tebessa. C'est donc entre Mondovi et Souk-Ahras et surtout entre Duvivier et Souk-Ahras qu'un passage semble possible sinon facile et ce secteur est exactement en face du « bec de canard », ce saillant du territoire tunisien où se trouve Ghardimaou, où l'ALN a une partie importante de ses hommes. C'est de là qu'ils peuvent, avec les moindres risques, s'enfoncer en Algérie dans le massif forestier de l'Oued Soudan. En résumé, les ouvertures apparemment praticables vers l'Algérie se situent en direction de Guelma au Nord comme de Tebessa au Sud.

C'est là, en effet, que s'engage et se livre la bataille des frontières qui va durer de fin janvier 1958 à début mai. Du côté français, elle est commandée par le général Vanuxem avec, en particulier, le 1er REP au nord et le 2e REP plus au sud. Et l'un des moments les plus intenses de la bataille se situera dans la nuit du 29 au 30 avril quand l'ALN déclenche une offensive de grand style avec la contre-offensive de la Légion étrangère du 30 avril au 2 mai. C'est dans le cadre de cet affrontement particulièrement dur et meurtrier que prennent place les incidents qui vont déboucher sur une crise franco-tunisienne majeure. Le 11 janvier, en effet, deux sections du 23e régiment d'infanterie sous les ordres du capitaine Allard – qu'ont bien connu tous ceux qui, comme moi, ont observé de près les événements d'Alger durant les années suivantes alors qu'il y était affecté – se mettent en embuscade à quelque 700 mètres de la frontière. Elles sont bientôt attaquées par des unités de l'ALN et n'échappent à l'encerclement qu'en laissant sur le terrain quatorze tués et quatre prisonniers. Cet épisode est important car la présence en territoire tunisien de ces quatre soldats français détenus dans un camp gardé par des combattants algériens paraîtra presque insupportable aux cadres de l'armée française d'Algérie et les conduira à vouloir une riposte, voire même une extension du conflit. Le 30 janvier, un avion français T-6 est abattu par la DCA algérienne située en Tunisie. Le général Jouhaud, commandant des forces aériennes en Algérie, et l'un des futurs auteurs du putsch du 22 avril 1961, ordonne que soit préparée une riposte aérienne, avec l'accord du général Salan, commandant supérieur des troupes en Algérie et du général Ély, chef d'état-major de la Défense nationale. Le 7 février au matin, c'est un avion de reconnaissance Marcel Dassault qui, cette fois, est atteint par un tir de DCA aux approches de Sakiet Sidi Youssef et qui doit se poser en urgence à Tebessa. La riposte est alors

déclenchée et, à la mi-journée, des avions Mistral, B-26 et Corsair attaquent en piqué Sakiet : c'est un jour et à une heure où se trouve le plus grand nombre de civils tunisiens dans les rues de la petite ville, de sorte que les pertes civiles sont notables comprenant femmes et enfants.

On en sait les conséquences : le président Bourguiba, qui avait auparavant refusé de recevoir le général Buchalet, envoyé par le président du Conseil Félix Gaillard pour discuter de la présence militaire algérienne en territoire tunisien, interdit tout mouvement aux garnisons françaises de Tunisie ; le ministre de la Défense nationale, Jacques Chaban-Delmas, désapprouve l'initiative des généraux d'Algérie mais, ne voulant pas les condamner publiquement ni les sanctionner, prévoit leur remplacement ; une mission de bons offices anglo-américaine est proposée par Londres et Washington, et acceptée par Paris ; ce début d'internationalisation de la guerre dans un climat aussi défavorable à la France est jugée inacceptable par la très grande majorité des forces politiques et le gouvernement Félix Gaillard est renversé. Cette crise conduira au renversement de la IV^{e} République, au retour du général de Gaulle au pouvoir, à une nouvelle phase de l'Histoire de la France, de ses institutions, de sa politique outre-mer, de sa politique étrangère.

C'est au cœur de cette crise que se situe un épisode qui en annonce la fin. Bourguiba ayant décidé de rappeler son ambassadeur à Paris, celui-ci, Mohamed Masmoudi, décide, avant de partir, de demander une audience au général de Gaulle. Ce n'est pas un geste fait au hasard. Il croyait savoir ce qu'il pensait des événements en cours. C'est que le général de Gaulle venait, durant les mois précédents, de recevoir, outre une dizaine de généraux venus l'entretenir du drame vécu par l'armée en Algérie, une série de personnalités qui l'ont entendu parler de l'affaire algérienne. L'écrivain algérien, Jean Amrouche, francophone et catholique, vient lui dire qu'il est désormais partisan de l'indépendance. Il reçoit Maurice Schumann et lui expose qu'il faudra proposer aux Algériens de se prononcer librement entre la sécession, la francisation et l'association, et que celle-ci ne doit pas leur être imposée par la force : exactement ce qu'il fera le 16 septembre 1959. Devant d'autres interlocuteurs, il assure carrément que l'Algérie aura un jour son indépendance – il prononce le mot – comme devant l'universitaire américain Robert Neumann, alors conseiller diplomatique du vice-président Nixon, le journaliste suisse Rosenberg, l'ethnologue Germaine Tillon, Roger Stéphane, l'un des fondateurs de l'hebdomadaire anti-atlantiste et anticolonialiste *France Observateur*, et je puis aussi en témoigner. Le futur roi Hassan II, reçu à son tour, en retire la même impression. Mohammed Masmoudi en a recueilli l'écho : il a eu, par Roger Stéphane lui-même, un compte-rendu de son entretien avec le général de Gaulle et, par son intermédiaire, de celui de Germaine Tillon. Très probablement sait-il aussi ce qui a été dit au prince héritier du Maroc. Il a donc demandé à voir le général de Gaulle et, sur-le-champ, il est invité à venir à Colombey. Il a raconté bien souvent ce que le général de Gaulle lui a dit, sa sympathie pour l'épreuve

subie par les Tunisiens, mais sans incriminer le commandement français, sa conviction que, conformément aux exigences de la géographie, la Tunisie et la France devaient rester proches... Mohamed Masmoudi fait alors savoir publiquement qu'avant de partir il a voulu rencontrer « celui qui incarne la vraie conscience française ».

Nul doute que Bourguiba ait attentivement suivi les moindres détails de cet épisode. Il put en mesurer la signification durant les semaines suivantes quand fut réglée, une fois le général de Gaulle au pouvoir, la question de la présence militaire française en Tunisie, Bizerte étant mise à part, et que furent rétablies des relations diplomatiques normales entre les deux pays. Quoi qu'il en soit, il fut désormais convaincu que ce serait avec le général de Gaulle que l'indépendance algérienne serait acquise.

Il est d'autant plus mélancolique de songer à la crise qui allait opposer Français et Tunisiens au mois de juillet 1961 que, dans l'intervalle, une certaine confiance mutuelle paraît avoir prévalu, le président Bourguiba continuant à penser que le général de Gaulle était seul capable de mettre un terme à la guerre d'Algérie. Ce dernier, de son côté, continuait à accorder sa confiance à ses interlocuteurs tunisiens au point qu'il prit Mohamed Masmoudi, devenu ministre, comme confident de sa désillusion et de ses regrets quant à l'échec de la Conférence franco-algérienne de Melun où passèrent les premières chances d'un dialogue qui eût conduit à des négociations décisives.

C'est au cours du long processus des pourparlers entre la France et le FLN en janvier 1961 que survint la crise de Bizerte. Elle se produisit alors que ceux-ci, entamés à Évian, avaient été suspendus le 13 juin, bien que les contacts aient été maintenus, le délégué algérien Saad Dhaleb restant à Bois d'Avaut en Suisse et les délégués français Bruno de Leusse et Vincent Labouret restant à la sous-préfecture de Saint-Julien, en France. Au mois de février précédent, Bourguiba s'était rendu à Paris dans le but avoué de convaincre le général de Gaulle qu'il devait négocier avec le FLN. En fait les contacts franco-algériens étaient en train déjà de se nouer mais le souci du secret amena les Français à n'en rien dire au président tunisien. C'est alors que celui-ci en vint à réclamer l'évacuation de ce qu'il appela « les parcelles de la Tunisie encore occupées ». On pensa, du côté français, qu'il ne s'agissait que de Bizerte. Le général de Gaulle donna son accord à l'évacuation de la base mais demanda des délais : c'est qu'il lui parut difficile, pour le succès des négociations avec le FLN, d'évacuer une base française de Tunisie alors qu'il cherchait à en obtenir le maintien d'autres bases en Algérie. Mais il apparut aussitôt que, de la part de Bourguiba, il s'agissait d'autre chose : ce n'était, comme l'a écrit le général de Gaulle « qu'un détour pour en venir à l'essentiel ». Et, en effet, il demanda la modification des frontières sud vers la « borne 233 », pour que « la Tunisie soit mise en possession de terrains pétrolifères ». A cette demande, il n'y avait aucune chance que le général de Gaulle consentit : il savait l'importance capitale que le Sahara et ses ressources avaient pour les négociateurs algériens et donc pour la coopé-

ration future entre la France et une Algérie indépendante. Il était logique, sans doute, qu'il s'opposa à la revendication tunisienne sur la « borne 233 ». Mais il n'en déduisit pas, comme la suite montra qu'il aurait mieux valu le faire, qu'il fallait accélérer le règlement du problème de Bizerte. De sorte que Bourguiba n'obtint rien. Comme on le sait, celui-ci se résolut alors à obliger la France à négocier en déclenchant une opération de forces limitées aux abords de Bizerte. La défense de la base entraîna une riposte militaire particulièrement énergique, causant de lourdes pertes humaines. Le fait est que cette crise n'eut pas de trop longs prolongements et que Bizerte fut évacuée comme prévu mais la politique de décolonisation menée par le général de Gaulle s'en trouva momentanément ternie.

Pour ceux qui l'ont vécue sur place, qui ont été témoins des pertes et des souffrances qui en ont résulté, il en reste un souvenir dérisoire et poignant. D'autant plus poignant qu'il est dérisoire. L'amiral Aman, qui commandait la base, avait eu grand soin d'entretenir jusqu'alors des rapports aimables, cordiaux, presque amicaux avec ses interlocuteurs tunisiens. Français et Tunisiens, en général, s'appliquaient à cultiver leur entente mutuelle, dans leur désir commun de montrer ce que pouvaient être les relations entre anciens colonisateurs et anciens colonisés, alors même que la guerre d'Algérie creusait sans cesse davantage le fossé qui continuait de séparer là-bas les uns et les autres. Georges Gorse, qui avait été à Tunis un ambassadeur d'une exceptionnelle qualité et qui était alors ministre dans le gouvernement de Michel Debré, se désespérait de voir son œuvre tout à coup ruinée. On n'osait plus dire que l'Algérie allait séparer encore la France et la Tunisie pendant longtemps puisque le général de Gaulle, en entamant des négociations avec le FLN, avait virtuellement reconnu que l'Algérie allait être indépendante et qu'il était résolu à l'imposer fût-ce au prix des pires épreuves, comme il l'avait montré en brisant le putsch du 22 avril 1961. Maurice Couve de Murville, son ministre des Affaires étrangères, devait écrire plus tard : « Aujourd'hui encore je ne comprends pas comment on en est venu là. »

Je ne parvenais pas davantage à comprendre, alors, ce que je voyais. Arrivé à Tunis le soir du premier jour des affrontements, je plongeais tout à coup dans un climat de guerre tel que plus rien ne semblait subsister des rapports établis, vaille que vaille, entre la France et la Tunisie. Dans l'hôtel où, ce soir-là, je rejoignis la plupart des journalistes français et étrangers, j'entendais ces confrères, servis comme d'habitude par le personnel tunisien, parler et se comporter comme si rien ne s'était passé. Mais à peine franchies les portes de cet hôtel, et sur le chemin de Bizerte, il n'y avait plus que la guerre avec son bruit de canons, ses cortèges de soldats rejoignant leurs positions et les convois ramenant les blessés et les corps des tués. Le lendemain j'ai quitté la rive tunisienne de la rade de Bizerte en volant une barque avec deux très célèbres journalistes anglo-saxons et j'ai rejoint la rive tenue par les Français. Je suis resté quelque temps auprès d'un jeune officier parachutiste, guidant à la jumelle le tir

de ses mitrailleuses et félicitant ses hommes pour la précision avec laquelle ils atteignaient leurs objectifs. Le soir, j'étais de retour sur la rive tunisienne et j'ai vu les cadavres des civils littéralement entassés dans des charrettes et, plus tard, dans un cimetière, ceux qui les enterraient, sous le soleil de l'été tunisien, se masquant le visage d'un mouchoir pour se protéger de l'odeur.

Sans doute ces souvenirs ne servent-ils à rien tant ils sont communs pour ceux qui, comme moi, ont vécu, comme combattants ou témoins, bien d'autres scènes semblables. Seul compte le sens historique et politique de ce drame, et qui est assez simple pour qu'on le résume en quelques mots : tant que la guerre d'Algérie se poursuivrait, il ne serait possible ni pour le président Bourguiba ni pour le général de Gaulle d'engager les rapports entre leurs deux pays vers l'avenir que, sans nul doute, ils souhaitaient tous deux.

32

La crise de Bizerte : Bourguiba et de Gaulle

Nicole GRIMAUD*

La crise de Bizerte est loin d'avoir livré tous ses secrets. Si les archives françaises sont largement ouvertes, il n'en est pas de même pour les sources tunisiennes. Ce déséquilibre dans l'information rend plus délicat encore tout jugement sur ce sujet controversé.

La bataille de Bizerte se déroule dans un contexte complexe et paradoxal qu'aggrave le choc de deux fortes personnalités.

Depuis quelques années, Bourguiba subit la pression de Nasser, du gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) et de Salah Ben Youssef qui l'accusent de connivence avec les Français et récusent par avance l'ancrage à l'Occident que le président tunisien souhaite pour son pays et pour le Maghreb quand il sera uni. N'a-t-il pas déclaré dès 1956 dans une interview retentissante : « Si la Tunisie avait à choisir entre l'OTAN et la Ligue arabe, dans la mesure où cela dépendrait de moi, elle opterait pour l'OTAN »[1]. Certes, la Tunisie manifeste concrètement sa solidarité à l'Algérie et la paie même parfois très cher, mais dans le désir de médiation de son président, on peut soupçonner des motivations non désintéressées : souci d'arrondir le domaine saharien, désir de se poser en leader du futur Maghreb. *La Voix des Arabes,* depuis Le Caire, déverse, par moments, des insultes à son égard. En 1961, la perspective de la libération de l'Algérie, réelle depuis février, accroît son intransigeance.

De plus, la Tunisie, en position de rivalité avec le Maroc, soutient l'indépendance de la Mauritanie. Et le Combattant suprême est, sur le plan intérieur, soumis à de fortes pressions d'une fraction du Néo-Destour.

---

* Ancienne directrice de recherche au CERI.

1. « Habib Bourguiba's policy for independent Tunisia », *The Times,* 22 mars 1956.

Pour de Gaulle, l'urgence est de régler honorablement l'affaire d'Algérie, tâche entreprise depuis près de trois ans déjà et énorme souci qui constitue le prisme au travers duquel il soupèse les autres dossiers de la région. Les multiples facilités accordées à l'Armée de libération nationale algérienne (ALN) par la Tunisie sont un sujet de forte irritation contre Bourguiba. Le dégagement de l'Algérie crée des tensions dans la société française allant jusqu'à des mouvements d'insubordination au sein de l'armée. Les tentatives d'attentats contre de Gaulle auront pour pendant le complot de décembre 1962 contre Bourguiba.

Le paradoxe sera donc que le plus pro-occidental des chefs d'État arabes, mis en difficulté en partie en raison de ses options, se retrouve en opposition violente avec Paris où l'on est très désireux de garder de bonnes relations tant avec la Tunisie que le Maroc où l'influence française demeure très forte. Or, bien que limitée, la guerre de Bizerte sera coûteuse en vies humaines : du côté tunisien, 632 tués, dont 330 civils essentiellement volontaires, ainsi qu'un millier de blessés. Les pertes de l'armée française s'élèvent à 27 tués et une centaine de blessés.

Afin de mieux cerner les contours de cette affaire où le maintien ou non de la base de Bizerte occupe une place centrale, il convient de revenir sur deux épisodes antérieurs.

La première tentative d'évacuation de Bizerte par la force, 4 janvier-5 février 1960

On le sait, l'échange de lettres du 17 janvier 1958 prévoyait la reprise de l'activité normale de la base de Bizerte en échange de l'évacuation des forces françaises stationnées dans le reste de la Tunisie. Il prévoyait aussi la négociation d'un accord provisoire destiné à assurer le maintien de la base et des conversations à ce sujet avaient été tenues. De son côté, l'Assemblée constituante tunisienne, de 1956 à 1959, avait pris des résolutions pour l'évacuation de Bizerte. Dans cette lignée, la demande présentée le 4 janvier 1960 par voie diplomatique est confirmée par Bourguiba dans son discours du 25 janvier qui fixe la date de la bataille au 8 février, en cas de rejet par la France. Une note en ce sens est remise au gouvernement français, le 28. Le lendemain, M. Couve de Murville reçoit Habib Bourguiba Jr., ambassadeur à Paris. Que dit ce dernier ? Son père désire que son initiative ne soit interprétée comme un ultimatum. La coïncidence avec les barricades d'Alger est malencontreuse. Pour la Tunisie, l'essentiel est d'obtenir une déclaration de principe sur l'évacuation, les délais sont secondaires, plusieurs années seraient acceptables. Mais dans le même temps, sur le terrain, des renforts de l'armée font route vers Bizerte (500 hommes), des armes commenceraient à être distribuées à la population, l'alimentation en eau de la base est perturbée.

Le tournant se situe le 4 février. Lors de l'entretien de Gaulle-Habib Bourguiba Jr., le général déclare en substance : « Si vous attaquez Bizerte, je riposte. » La note française du lendemain développe des arguments souvent repris par la suite : Bizerte appartient évidemment à la Tunisie, mais il existe un danger grave et permanent de guerre mondiale et la France se doit de contribuer à la défense de l'Occident. Vu l'importance stratégique de Bizerte, la France accepte de discuter des conditions de son utilisation mais ne consent pas à l'évacuer pour l'instant. Est passé sous silence l'intérêt pour la poursuite du conflit algérien de la base de Bizerte qui permet la surveillance aéro-maritime de tout l'Est algérien.

Devant la perspective d'une épreuve de force, Bourguiba recule. Les 5 et 8 février, il invite ses concitoyens à rester mobilisés... pour la lutte contre le sous-développement. L'affaire des barricades d'Alger lui offre une sortie honorable.

Les raisons immédiates de cette démarche qui échoue donc étaient externes. L'accord du 22 décembre 1959 promettant l'évacuation des bases américaines au Maroc dans un délai de quatre ans, l'accord du 1er septembre 1960 stipulant le départ des bases-écoles gardées par la France au Maroc, et l'évacuation par les Belges de leurs bases au Congo ont incité les Tunisiens à ne pas faire moins bien que leurs voisins. Mais au début de 1961, de Gaulle propose une rencontre à Bourguiba.

Le sommet de Rambouillet, 27 février 1961

Au total, quatre heures et demie d'entretiens en tête-à-tête des deux présidents suivis d'une séance de travail élargie à S. Mokaddem, M. Masmoudi[2], H. Bourguiba Jr., M. Debré, M. Couve de Murville et G. de Courcel. Rencontre capitale mais difficile à élucider comme tout tête-à-tête dont les acteurs donnent des versions divergentes. Les archives françaises livrent un seul compte-rendu du premier entretien préparatoire entre de Gaulle et Masmoudi le 8 février 1961. De Gaulle y écarte toute comparaison avec les bases d'instruction du Maroc car elles sont sans valeur stratégique, donc sans rapport avec Bizerte. À propos du statut de cette dernière, la France souhaite pouvoir utiliser la base à tout moment et éviter l'installation d'autres puissances. Il faudra trouver des formules satisfaisant le président Bourguiba tout en répondant aux desiderata français. Quant aux revendications frontalières, la France refuse de remettre en cause le tracé de 1956.

Mais que sait-on des décisions qui auraient été prises à Rambouillet concernant Bizerte ?

2. Sadok Mokaddem et Mohamed Masmoudi étaient alors respectivement secrétaires d'État aux Affaires étrangères et à l'Information.

Les Français ont été les plus précis.

– De Gaulle à Abdallah Fahrat, 7 juillet 1961 : il [de Gaulle] avait cru comprendre à Rambouillet qu'Habib Bourguiba était d'accord pour ne pas soulever la question de Bizerte jusqu'au règlement de l'affaire algérienne. Il devait constater que Habib Bourguiba avait « changé d'avis ».

– Couve de Murville à Dean Rusk, 4 août 1961 à Paris : « H. Bourguiba demandait le principe de l'évacuation et l'établissement d'un calendrier. Le général a répondu que si la France n'entendait pas rester indéfiniment à Bizerte, la situation internationale ne permettait pas d'envisager son départ et que par conséquent le moment serait mal choisi pour engager une discussion. Par contre, on pouvait examiner entre Français et Tunisiens des ajustements tels que celui qui était envisagé pour l'arsenal. M. Bourguiba n'a pas dit qu'il renonçait à ses demandes mais il n'avait nullement laissé entendre qu'il se préparait à une véritable explosion. » On notera les nuances introduites par Couve de Murville. Du côté tunisien, B. Ladgham et H. Bourguiba Jr. ont écrit qu'il y avait un malentendu, sans étayer ce jugement[3].

– Le président Bourguiba, dans son discours du 17 juillet 1961 : « (...) Un autre journal français avance que Bourguiba et De Gaulle sont convenus de différer le règlement du problème de Bizerte en attendant la solution du conflit algérien. Je m'inscris en faux contre ces allégations. Il est impensable qu'un accord soit intervenu sur cette base. Au cours de nos conversations, il m'a assuré qu'il était déterminé à promouvoir l'indépendance de l'Algérie (...). J'ai été amené à lui demander l'application de ce principe à Bizerte, le colonialisme n'étant pas plus payant à Bizerte qu'ailleurs. J'ai évoqué également les territoires du Sud. Il s'est montré réticent »[4].

Pourtant, le lien entre le règlement de l'affaire d'Algérie et l'évacuation de Bizerte est bien réel, Bourguiba ne l'évoque-t-il pas lui-même ?

M. Sayah, dans *La République délivrée*, lui confère un rôle déterminant : « C'est même parce qu'il comprit que de Gaulle n'excluait pas la possibilité de poursuivre la guerre longtemps encore (...) que Bourguiba décide de passer à l'action »[5]. De même, C. Hourani, venu voir G. Gorse, le 3 août, lui explique que Bourguiba était convaincu que la négociation algérienne ne pouvait aboutir. Cette coïncidence est soulignée par de Gaulle le 25 juillet 1962 auprès d'A. Peyrefitte : « L'année dernière, Bourguiba a cru que j'étais en position de faiblesse parce que le FLN avait rompu les négociations. Il s'est cru autorisé à lancer ses troupes sur Bizerte »[6].

---

3. Rapports F. 232 et F. 056 au colloque « De Gaulle en son siècle », 19-24 novembre 1990, Paris, Institut Charles-de-Gaulle.

4. M. Sayah, *La République délivrée, 1959-1964*, t. II, *De l'occupation étrangère*, Tunis, Dar el Amal, 1986

5. *Ibid.*, p. 376.

6. A. Peyrefitte, *C'était de Gaulle,* t. I, *La France redevient la France*, Paris, Fayard, 1994, p. 326-327.

En effet, la crise de Bizerte se situe exactement entre l'échec des premières négociations d'Évian (20 mai – 13 juin 1961) et la reprise des pourparlers à Lugrin, fin juillet. Ces divers éléments suggèrent l'hypothèse suivante.

À Rambouillet, de Gaulle, optimiste, avait laissé prévoir que la fin du conflit algérien était proche. Cet obstacle retardant la récupération de Bizerte allait donc être éliminé. Le communiqué à l'issue du sommet évoque les possibilités et l'espoir qui existent désormais « d'une évolution positive et rapide » de la question algérienne. Dans ce contexte, on conçoit que Bourguiba ait consenti (tacitement ou explicitement ?) à différer l'examen des problèmes de la Tunisie. Cette supposition est compatible avec ses propos du 8 septembre : « Quand on présente mon attitude comme celle d'un homme qui a accepté de renvoyer aux calendes grecques l'affaire de Bizerte, je dis que cette assertion est fausse. » En juin, par contre, la rupture d'Évian lui faisant redouter que le dossier algérien ne s'éternise, il change d'optique. De plus, il vient d'essuyer pas mal de déconvenues. Lors de la rencontre maghrébine suivant les obsèques de Mohamed V, son souhait de jouer un rôle actif dans la négociation franco-algérienne a été peu apprécié et de surcroît, le GPRA n'est pas prêt d'avaliser les prétentions tunisiennes sur le Sahara. Bourguiba, isolé dans le monde arabe, redoute d'être exclu des prochaines assises des non-alignés à Belgrade. En outre, des démarches successives auprès de Kennedy puis de Macmillan ne lui ont pas valu l'appui escompté : conseil lui a été donné de régler le problème de Bizerte directement avec de Gaulle. Plus tard, une tentative de réconciliation avec Salah Ben Youssef qui aurait pu désamorcer l'hostilité de Nasser a échoué aussi. Il semble donc que le leader tunisien se trouve dans une impasse et soit à la recherche d'un dividende de politique intérieure et extérieure. On comprend mieux pourquoi Bourguiba a alors saisi avec empressement le prétexte fourni par l'allongement de l'aire de roulement de l'aéroport de Sidi Ahmed, qui lui offrait, pensait-il, un motif de revenir sur ce qui aurait été convenu à Rambouillet[7]. En dramatisant cette modification, la Tunisie pouvait plaider que les Français passaient outre leur engagement de respecter le *statu quo* des installations de la base et renforçaient leur implantation en substituant les Mystère IV, plus rapides, aux vieux Mistral.

7. Il est à noter que cette modification était opérée à l'intérieur des limites de la base.

La bataille de Bizerte était-elle fatale ?

Le différend sur Bizerte devait-il fatalement déboucher sur une guerre ? La période « chaude » a couru du 24 juin, premier incident sur la base, au cessez-le-feu du 23 juillet à 0 heure[8].

Dans cette affaire, il faut considérer le fond et la forme. Sur le fond il existe, semble-t-il, un espace pour la négociation. La France dit qu'elle partira, veut bien alléger sa présence, reconvertir l'arsenal au bénéfice de l'économie tunisienne, mais se refuse à dire quand elle partira.

La Tunisie, quant à elle, veut que le principe du départ soit acquis officiellement (elle sait qu'il l'est, en fait), mais demande un calendrier et une date déterminée, même lointaine.

Donc il semblerait possible pour la France d'abandonner sa tactique dilatoire et de s'inspirer de l'accord conclu par les États-Unis avec le Maroc. C'était la solution préconisée par le Quai d'Orsay dès le 6 juillet et qui protégeait le mieux les intérêts de la colonie française (97 000 personnes en juillet 1961) qui, au cours des événements, va être maltraitée. Un délai de quatre ans devait, tout en donnant satisfaction à la Tunisie, laisser un sursis suffisant pour résoudre le conflit algérien, apaiser la crise de Berlin et aussi progresser suffisamment dans la maîtrise de l'arme atomique. À l'issue, Bizerte aurait pu être rétrocédée sans grand inconvénient. D'ailleurs, le 16 juillet, la France fait une demi-ouverture. Mais Bourguiba, considérant ne pouvoir faire une volte-face, il aurait fallu une vraie ouverture française dans un délai très rapproché pour prévenir la crise. Il y a donc eu *in fine* une rigidité du côté tunisien face à une demi-ouverture de Paris, qui n'a pas permis d'éviter le drame. Mais le discours de Bourguiba, le 17, devant l'Assemblée nationale n'apportait pas l'apaisement, au contraire.

Cette évolution est tellement incroyable qu'au Maroc, jusqu'au 19, on croit à un bluff monté par Bourguiba et Paris afin de dédouaner la Tunisie vis-à-vis du monde africain et arabe !

Bien que les archives françaises montrent qu'il existait constamment dans l'administration française un large consensus en faveur d'un compromis, cette option n'a pas été retenue essentiellement pour des raisons de forme. Et c'est là qu'interviennent les personnalités des deux chefs d'État qui ont géré ce dossier de très près et de bout en bout, donnant à leurs collaborateurs des instructions très précises, parfois minutées.

8. Pour plus de détails, se reporter à N. Grimaud, « La crise de Bizerte », dans *Actes du VIII^e Colloque international sur Histoire orale et relations tuniso-françaises de 1945 à 1962, la parole aux témoins*, 10-11 mai 1996, Tunis, Publications de l'Institut supérieur d'histoire du mouvement national,1998.

L'affrontement de deux personnalités et de deux logiques

L'itinéraire politique de ces deux chefs d'État et les services dont leur sont redevables leurs nations respectives expliquent sans doute qu'ils soient imbus de leur rôle et se sentent ombrageusement comptables de la grandeur de leur pays. Cette attitude va de pair avec une propension à conduire de façon très personnelle une diplomatie de prestige. Mais comment se perçoivent-ils l'un l'autre ? Au départ, de Gaulle a une opinion mitigée de Bourguiba. Fondamentalement, il voit en lui un « politicien », un « radical-socialiste ». En décembre 1959, il confie à Eisenhower : « Bourguiba n'est pas un mauvais homme et ce n'est pas un sot. Il fait partie de l'Occident. Nos rapports avec lui sont bons et médiocres à la fois »[9].

À la suite de Bizerte, le ton est plus sévère ; le 28 juillet 1961, de Gaulle répond à Adlaï Stevenson : « La passion de M. Bourguiba est d'être une vedette. Il a pu briller lorsque la Tunisie se vit accorder l'indépendance par la France. Maintenant, il essaie de prendre le mouvement algérien sous sa coupe (...). Pour garder la vedette, il attaque la France à Bizerte. » Selon de Gaulle, Bourguiba a commis une erreur de jugement en pensant que sous la menace la France céderait sur Bizerte et le Sahara. Mais M. Bourguiba à son tour « s'est trompé de république ».

De son côté, Bourguiba tient des propos guère plus amènes à l'égard du Général. Ainsi, dans une interview à *Der Kurrier*, le 24 juin 1959, il affirme : « De Gaulle propose à l'Algérie exactement ce qu'Hitler avait proposé à la France, la prospérité mais pas la liberté. » Ce rapprochement malheureux n'a pas échappé à l'Élysée. Durant la bataille de Bizerte, il déclare : « Il ne reste pour expliquer l'attitude extraordinaire du général de Gaulle que la réaction passionnelle, épidermique, qui joint à des vues très profondes et très claires sur l'avenir des sociétés humaines, des vues prophétiques sur l'avenir des civilisations. Mais cette réaction le montre aussi comme un homme du XIX^e^ siècle de l'Afrique du Nord de Papa, du XVII^e^ siècle pourrais-je même dire, vivant seul et isolé avec des attitudes contradictoires qui sont peut-être considérées comme la haute politique mais en fait déconcertent les meilleurs amis de la France et apparaissent rétrogrades et inefficaces »[10].

Le fort patriotisme, pour ne pas dire le nationalisme vigilant qu'ils avaient en commun, aurait pu constituer un point de rencontre entre Habib Bourguiba et le général de Gaulle, suscitant au minimum de la confiance, au mieux une complicité, à même de conduire au règlement dans l'harmonie de problèmes où la marge de manœuvre était étroite. Il

9. Procès-verbal d'un entretien de Gaulle-Eisenhower, 19 décembre 1959. *Documents diplomatiques français*, 1959, t. II, cité par C. Morelle et M. Vaisse, « De Gaulle et la Tunisie, 1958-1962 », dans *Actes du VIII^e^ colloque international, op. cit.*

10. Conférence de presse de Habib Bourguiba, UPI, 20 juillet 1961.

ne s'est rien produit de tel. C'est la méfiance réciproque qui sous-tend l'épisode tragique de juillet 1961 et se perpétuera jusqu'à l'évacuation de Bizerte en octobre 1963.

Dans ces conditions, chacun suit sa logique sans prendre en compte celle de l'autre.

De Gaulle s'efforce de dégager la France d'Algérie et il lui est donc impossible de rétrocéder Bizerte sans compromettre la négociation sur Mers el Kébir. Plus généralement, il est décidé à garder le contrôle de la situation, « sans nous laisser rien dicter ou arracher, soit du dedans soit du dehors », comme il le confie à son fils[11]. Dans cette rigidité nécessaire au « standing » de la France éprouvée par la décolonisation, il voit un atout pour obtenir la paix aux meilleures conditions avec l'Algérie. Mais au-delà, elle lui semble garante de l'exécution future des accords une fois signés. Le respect de la parole doit être absolu. Comment ne pas voir que les traitements infligés aux Français de Tunisie sont encore plus désastreux aux yeux de qui cherche à régler le sort de la communauté française d'Algérie.

Considérant que l'intérêt de la Tunisie et de la France est commun, le Général prend comme une offense le geste de Bourguiba qui ajoute à ses difficultés. C'est typiquement un manque de confiance.

Plus tard, le général, tout comme Couve de Murville, répétera à ses visiteurs que si l'évacuation avec maintien de facilités pour quatre ou cinq ans pourrait être acceptée, « il ne veut pas courir le risque que, par la menace et le chantage, nous n'en soyons rapidement amenés à un décrochage plus rapide ».

La seconde motivation est morale. Mais là aussi il veut éviter de créer un précédent. « Le souci de ne pas fournir au président tunisien un succès politique aux dépens de la France », puis « une victoire qui ne ferait que récompenser la menace et ensuite l'agression ».

Sur le plan international, le courage politique de De Gaulle en Algérie accroît sa marge de manœuvre et la situation à Berlin lui donne une parade pour refuser de quitter Bizerte, même s'il est évident que l'argument est surexploité.

Du côté tunisien, l'analyse est moins aisée. On pressent que le but de Bourguiba, c'est moins la base elle-même que, par sa récupération, se démarquer de la France à un moment où il est en posture de faiblesse dans son environnement tiers-mondiste, les bases devenant le symbole d'une période que l'on voulait réévaluer. Si son objectif avait été Bizerte, il n'aurait pas répété l'erreur de 1960, l'amalgame de la diplomatie et de la mobilisation populaire s'étant avéré contre-productif. Son scénario volontairement optimiste – quelques incidents sanglants auxquels le Conseil de sécurité mettrait le holà rapidement – a été pris en défaut. Sachant la base peu dotée de moyens de défense, il n'a pas imaginé les

11. Lettre à son fils du 5 octobre 1961, dans *Lettres, notes et carnets*, janvier 1961-décembre 1963, Paris, Plon, 1986, p. 48.

parachutages de renforts qui débutent le 19 juillet, à 17 h 15, sous le nom de code de « Charrue ». Mais, au pire, un affrontement dur n'était pas pour lui déplaire. Peut-être à tort, les archives françaises suspectent Taïeb Mehiri d'avoir conduit un clan très hostile à la France. Quoi qu'il en soit, le délai de trois heures environ séparant le début des tirs côté tunisien de la riposte française aurait pu permettre une rectification. Il y a donc eu un faux calcul, les mises en garde françaises n'ayant pas été prises au sérieux.

C'est, semble-t-il, parce qu'il a conscience du caractère inégal de sa position face à la France, mais aussi en raison de son caractère extraverti, que Bourguiba rassemble des appuis : mobilisation de l'opinion publique, de l'ONU, demande d'un avis sur Bizerte à l'OTAN, etc. Or ces démarches sont contre-productives selon Paris, où l'on émet inlassablement le même message : réglons nos affaires sans intrusion de tiers.

Pour finir avec cette guerre qu'il a lui-même qualifiée de « stupide », il est intéressant de citer l'avis de deux proches du président tunisien.

D'abord le jugement de Jean Rous, reçu par G. Gorse le 31 juillet 1961 : « Habib Bourguiba est un homme rusé et calculateur, mais, plus encore, passionné et capable de gestes déraisonnables quand son amour propre est en jeu. Il n'hésiterait pas le cas échéant à sacrifier son pays et sa personne pour rester fidèle à l'image qu'il s'est faite de lui-même. »

Puis le jugement que L. S. Senghor exprime dans une lettre à G. Pompidou, Premier ministre, le 2 mai 1962 : « Je connais les défauts de Bourguiba mais aussi ses qualités (...). Ses humeurs expriment très exactement un amour déçu. »

Ces deux explications renferment sans doute une part de vérité.

33

Bourguiba et le Maroc

Omar BENDOUROU*

Pour évoquer « Bourguiba et le Maroc », nous nous placerons d'un double point de vue. Nous dresserons d'abord un bilan des relations entre le Maroc et la Tunisie sous la présidence de Bourguiba. Nous tenterons ensuite de dégager la perception, par les Marocains, des réformes politiques, économiques et sociales réalisées sous l'égide de Bourguiba. Ce second angle d'analyse ne se bornera pas à l'examen des rapports entre les partis politiques marocains et le président tunisien, que certains leaders marocains ont côtoyé. Il prendra également en compte les réactions de représentants de la société marocaine, à la lumière d'une enquête auprès notamment de responsables d'organisations féminines et d'enseignants universitaires.

Les relations maroco-tunisiennes

Les relations entre le Maroc et la Tunisie ont connu des fluctuations conditionnées essentiellement par l'environnement régional et par la stratégie des alliances. De 1956 à 1987, on peut distinguer trois périodes caractéristiques de ces relations. La première, de 1956 à 1965, a été dominée par une méfiance réciproque entre les gouvernements respectifs. La deuxième, qui se situe entre 1965 et 1983, a correspondu à un réchauffement des relations entre les deux pays et s'est soldée par une alliance renforcée. La troisième, enfin, de 1983 à 1987, s'est traduite par une détérioration des rapports entre les deux gouvernements, confinant à l'hostilité.

* Professeur de droit public à l'université Mohamed-V de Rabat.

Relations de méfiance réciproque (1956-1965)

Les relations entre les deux pays vont connaître dès les premières années de l'indépendance des difficultés générées par deux événements : la proclamation de la république en Tunisie et la reconnaissance de la Mauritanie par le président Bourguiba.

La proclamation de la république en Tunisie, le 25 juillet 1957, par l'Assemblée constituante tunisienne, a suscité consternation et inquiétude chez le roi du Maroc et provoqué un refroidissement des relations entre les deux pays. L'inquiétude du souverain traduisait la crainte que la déposition du Bey ait valeur de message pour le mouvement national marocain et l'incite à s'inspirer de l'exemple tunisien pour mettre fin au régime monarchique considéré, par le régime de Bourguiba, commet archaïque et du passé. La proclamation de la république tunisienne a effectivement eu des répercussions sur la scène politique marocaine. Certains y ont applaudi, d'autres se sont montrés indifférents dans la mesure où elle relevait, à leurs yeux, de la politique intérieure tunisienne ; une partie des nationalistes l'a réprouvée.

La méfiance des autorités marocaines se renforcera lorsque le président Bourguiba décidera, en 1960, de reconnaître la Mauritanie alors revendiquée par le Maroc comme partie intégrante de son territoire. Le gouvernement marocain a estimé que cette décision était un acte d'hostilité contraire au Traité de solidarité et de fraternité signé entre les deux pays, le 30 mars 1957[1]. La Tunisie a justifié sa position par la volonté de contrecarrer la tendance hégémonique du Maroc et ses revendications territoriales, considérées comme relevant du passé. La décision tunisienne conduira au gel des relations diplomatiques entre les deux pays. Le Maroc constituera même un refuge pour les opposants au régime bourguibien, avec l'annonce à Rabat, le 29 mars 1962, par Mohammed Abdelkafi, disciple de Salah Ben Youssef, de la naissance du Front national démocratique tunisien[2]. Dans le conflit qui opposa la Tunisie à l'Algérie[3] sur la Borne 233, le Maroc n'a pas hésité à apporter son soutien à l'Algérie, avant de se proposer comme médiateur. Si la succession de Hassan II à Mohammed V a fait baisser la tension entre le Maroc et la Tunisie, elle n'a pas entraîné pour autant une amélioration substantielle

1. Ce traité prévoyait la concertation en matière de politique étrangère ainsi que la coopération économique et culturelle entre les deux pays. En outre, une convention culturelle et de nombreux accords ont été conclus, le 30 mars 1959. Cf. S. Ihraï, *Pouvoir et influence. État, partis et politique étrangère au Maroc*, Rabat, Edino, 1986, p. 73.

2. R. Le Tourneau, « Chronique politique », *Annuaire de l'Afrique du Nord*, I, 1962, p. 302.

3. Cf. W. K. Ruf, « La politique étrangère des États maghrébins », *Maghreb-Machrek*, 59, septembre-octobre 1973, p. 27. La crise de Bizerte « était dans le fond beaucoup moins une crise de Bizerte qu'une crise des territoires du Sud, liée à la volonté de mainmise tunisienne sur les gisements de pétrole d'Edjelé ». *Ibid.*

de leurs relations. Le malaise ne commencera à se dissiper progressivement qu'à partir de 1965.

Renforcement des relations entre les deux pays (1965-1983)

Lors de la réunion de la Ligue arabe des 28 et 29 avril 1965, après les prises de position de Bourguiba sur le conflit israélo-palestinien, le Maroc s'est opposé aux sanctions contre la Tunisie, préconisées par les pays du Moyen-Orient, ainsi qu'à son exclusion de la Ligue, demandée par M. Choukeiri, président de l'OLP[4]. Le président Bourguiba et le roi Hassan II ont pris conscience qu'ils partageaient certaines affinités qui devaient logiquement les amener à renforcer leurs relations. En effet, tous deux affichaient leur neutralité vis-à-vis des deux blocs, Est et Ouest, alors que l'Algérie estimait indispensable le rapprochement avec les pays de l'Est, censés constituer des amis naturels et fidèles et contre l'impérialisme occidental[5]. Par ailleurs, le Maroc et la Tunisie ont défendu des positions communes lors de l'ouverture des négociations sur le traité d'association avec la CEE[6]. En outre, les deux pays devaient, plus tard, rejoindre le groupement d'alliance promu par le roi Fayçal d'Arabie saoudite, en 1966, alors que l'Algérie se ralliait au camp de l'Égypte, de la Syrie et de l'Irak[7].

Ces prises de position ne constituaient, en réalité, que l'esquisse de nouveaux rapports, couronnés par la visite du président Bourguiba au Maroc, en octobre 1965, au cours de laquelle les deux chefs d'État convinrent de se rencontrer une fois tous les deux ans.

Toutefois, les relations entre les deux pays ne se sont réellement consolidées qu'après la réunion au Maroc, en 1969, du sommet islamique, auquel le président mauritanien avait été convié et qui s'était achevé par la reconnaissance officielle de la Mauritanie par le Maroc. Ce renforcement des relations bilatérales coïncida également avec le règlement des conflits frontaliers au Maghreb entre, d'une part, l'Algérie et la Tunisie et, d'autre part, le Maroc et l'Algérie. On assista, en effet, pendant quelques années à une intensification des activités diplomatiques inter-maghrébines, qui permettait d'envisager véritablement une forme d'union. Jamais, les trois pays du Maghreb ne furent aussi proches. C'est

4. B. Étienne et N. Sraïeb, « Bourguiba et Israël », *Annuaire de l'Afrique du Nord*, IV, 1965, p. 157.

5. M. Flory, « Chronique diplomatique », *Annuaire de l'Afrique du Nord*, II, 1963, p. 355.

6. B. Étienne et M. Flory, « Chronique diplomatique », *Annuaire de l'Afrique du Nord*, V, 1966, p. 283.

7. *Ibid.*, p. 279. Le roi Fayçal était le promoteur d'un vaste regroupement des pays islamiques. Pour lui, c'était l'islam, et non point l'alliance politique, qui devait être le lien fédérateur. Le Maroc et la Tunisie ont accueilli favorablement l'idée du roi Fayçal.

dans ce contexte que le président Bourguiba tout, comme le président Boumediene, a félicité le roi Hassan II après l'échec des deux tentatives de coup d'État, allant même jusqu'à envoyer des émissaires auprès de lui.

En 1973, le revirement de la Tunisie, qui proposa à l'Algérie une union à trois avec la Libye, n'entama pas durablement ses relations avec le Maroc. Lorsque, en 1974, sa tentative d'union avec la Libye valut à la Tunisie une menace d'invasion algérienne, le Maroc lui apporta un total soutien[8]. Par ailleurs, concernant l'affaire du Sahara occidental, la Tunisie adopta une attitude de neutralité positive, c'est-à-dire plus proche de celle du Maroc. En effet, elle n'a pas reconnu la « République arabe sahraouie démocratique » (RASD) ni entretenu de rapports avec le Polisario.

La solidarité entre la Tunisie et le Maroc se transformera en véritable alliance à la suite de l'attaque de Gafsa, en janvier 1980, par un commando d'opposants tunisiens, entraînés et armés par la Libye[9]. Le Maroc apporta une aide logistique à la Tunisie sous forme de moyens de transport aériens. Cette aide, appréciée par Bourguiba, valut au Maroc d'être considéré comme un allié privilégié de la Tunisie, au même titre que la France, la Grande-Bretagne et les États-Unis[10].

En définitive, durant cette période, les échanges commerciaux se sont intensifiés et les liens se sont renforcés entre les deux pays. Plusieurs accords de coopération furent signés dans différents domaines : éducation, jeunesse, information, création de commissions d'investissement, circulation des personnes (1980), etc. De plus, la Tunisie et le Maroc témoignèrent de leurs affinités sur le plan international et notamment de conceptions similaires de la région méditerranéenne : positions communes face à des questions comme la démilitarisation, appel à la CEE pour un resserrement de ses liens avec le Sud du bassin méditerranéen, relations privilégiées avec les pays modérés du tiers-monde, attitude face à la francophonie[11]. Par ailleurs, les deux pays n'ont pas adhéré au « front du refus » constitué après l'accord israélo-égyptien de Camp David (septembre 1978).

8. En juin 1974, Bourguiba s'est rendu au Maroc, où il a été reçu par le Roi Hassan II, qui l'a assuré de son soutien, avant la tenue à Rabat du sommet arabe du 22 octobre 1974.

9. « Dans la nuit du 26 au 27 janvier 1980 un commando armé, composé de Tunisiens (60 personnes) s'est rendu maître de la ville de Gafsa dont il n'a pu être délogé par l'armée qu'après de violents combats. Il a fallu à l'armée 12 heures pour intervenir et reprendre progressivement la ville. » Ce n'est que le 6 février que le chef du commando, Ahmed Meregheni, a été arrêté. Issa Ben Dhiaf, « Chronique politique », *Annuaire de l'Afrique du Nord*, XIX, 1980, p. 578.

10. I. Ben Dhiaf, art. cité, p. 580. Le 16 avril 1980, le Maroc a rompu ses relations diplomatiques avec la Libye, l'accusant d'être le principal soutien du Polisario.

11. M. Toumi, *Le Maghreb*, Paris, PUF, 1982, coll. « Que sais-je », p. 94.

Revirement d'alliance et incertitudes des relations bilatérales (1983-1987)

À partir de 1983, les relations entre le deux pays connaîtront un fléchissement débouchant sur un revirement d'alliance. La Tunisie se rapprochera de l'Algérie et signera avec ce pays, en mars 1983, un traité d'amitié, de fraternité et de concorde pour une durée de vingt ans, prévoyant la mise en place de commissions mixtes et définissant des projets communs dans les zones frontalières. Au lendemain de ce traité, le 18 mai 1983, le gazoduc trans-méditerranéen sera inauguré par les présidents algérien, tunisien et italien. La Mauritanie adhérera au Traité algéro-tunisien en décembre 1983. Tandis que les trois pays s'engageaient ainsi dans une alliance tripartite, la Tunisie semblait se rapprocher de la position algérienne sur le Sahara, estimant comme ses deux alliés que l'union du Grand Maghreb ne pouvait se faire aux dépens du peuple sahraoui[12]. Le Maroc, se sentant alors trahi, conclut avec le colonel Kadhafi, également isolé, le traité d'Oujda établissant l'Union arabo-africaine, le 13 août 1984. Ainsi, le Maroc et la Tunisie se retrouvaient dans deux alliances opposées. Celles-ci commencèrent à se défaire à la suite, d'une part, des intimidations aériennes et navales libyennes de 1985 contre la Tunisie, soutenue par la France, les États-Unis et l'Algérie, et d'autre part, du bombardement américain de Tripoli et de Benghazi, le 15 avril 1986. La rupture du traité d'Oujda, le 29 août 1986, a permis un rapprochement du Maroc avec la Tunisie, l'Algérie et la Mauritanie. Les relations économiques maroco-tunisiennes ont connu un nouvel élan, couronné par la signature de plusieurs accords : convention commerciale et douanière d'avril 1986, création de sociétés mixtes, coordination des politiques à l'égard de la CEE. Au moment même où de nouvelles perspectives politiques s'esquissaient entre les deux pays, encouragées par l'entente algéro-libyenne, le président Bourguiba était déposé.

Bourguiba vu par les partis politiques et la société civile marocains

La perception par les partis politiques et les représentants de la société civile marocains de la politique et des réformes engagées par Bourguiba reste mitigée. Certains apprécient positivement la politique du président, d'autres la critiquent fermement alors que certaines parties hésitent à se positionner clairement.

12. J.-C. Santucci, « Le "Grand Maghreb" réactivé. Crise des États et idéologie de substitution », *Annuaire de l'Afrique du Nord*, XXII, 1983, p. 408, note 21.

Bourguiba et le mouvement national

Il faut distinguer la période d'avant l'indépendance du Maroc de celle qui vient après.

Avant l'indépendance

Il y a peu de documents rendus publics par le mouvement national relatant les relations avec Bourguiba pendant l'occupation des deux pays. Certains nationalistes marocains ont néanmoins évoqué la nature de ces relations en des termes d'ailleurs généraux, comme c'est le cas d'Allal El Fassi[13] et d'Abdelkrim Ghallab[14]. Des entretiens réalisés auprès de certains nationalistes ayant côtoyé le président Bourguiba m'ont permis de dégager certains aspects de ces relations[15].

Les nationalistes marocains partageaient avec Bourguiba l'essentiel des analyses sur le protectorat français. La seule divergence entre eux résidait dans le fait que Bourguiba demandait une autonomie interne alors que les nationalistes marocains réclamaient l'indépendance totale, Bourguiba étant convaincu que la France n'accepterait pas le principe de l'indépendance.

Les nationalistes reconnaissent avoir été sensiblement influencés par le mouvement destourien sur plusieurs projets défendus par ce dernier comme les droits de la femme, l'enseignement et l'idée de constitution, qui étaient des projets familiers aux Tunisiens en raison de la nature de l'ancien régime imprégné par le pouvoir turc.

En ce qui concerne la personnalité de Bourguiba, sa perception par les nationalistes était mitigée. Ces derniers appréciaient la disponibilité de Bourguiba à collaborer avec eux sur certains projets maghrébins bien que ceux-ci aient été préparés sans lui, comme, par exemple, la constitution du Bureau du Maghreb arabe institué en 1947 alors que Bourguiba se trouvait à l'étranger. En effet, Bourguiba y adhéra dès son retour au Caire. Par ailleurs, les nationalistes retenaient deux caractéristiques de la personne de Bourguiba. D'une part, sa forte conviction de gouverner la Tunisie, s'estimant être l'homme providentiel pour ce pays. Pour ce faire,

13. A. El Fassi, *Al-haraka al-istiqlaliyya fi al-Mahgrib al arabi*, Tanger, éd. Gassus, 1957.

14. A. Ghallab, *Tarikh al-haraka al-watania fi-al-maghrib*, Casablanca, Société d'impression et d'édition, 1976.

15. J'ai réalisé des entretiens avec des personnalités politiques comme M'hamed Boucetta, ancien secrétaire général du parti de l'Istiqlal de 1974 à 1997 (entretien réalisé le 18 septembre 2001), M. Abdelkrim Ghallab, membre du Conseil de la présidence du même parti, ayant par ailleurs côtoyé le président Bourguiba en Égypte dans les années 1950 et occupé également des fonctions politiques au lendemain de l'indépendance du Maroc (entretien réalisé le 8 septembre 2001), et M. Abdeljabbar S'himi, rédacteur en chef du journal arabophone *Al Alam* (entretien réalisé le 8 septembre 2001).

il n'hésitait pas à prendre des risques impliquant même des dangers pour sa personne, comme sa décision de regagner brusquement la Tunisie en 1949 lorsqu'il apprit que Ben Youssef étendait de plus en plus sa domination sur les structures du parti[16]. D'autre part, les nationalistes relevaient son impulsivité qui le mettait en contradiction avec sa forte personnalité[17].

Après l'indépendance

Trois événements ont retenu l'attention des nationalistes marocains. Il s'agit de la proclamation de la république en Tunisie, de la reconnaissance de la Mauritanie et de la question du Sahara occidental. Les partis ont également réagi à la politique économique et sociale du président ainsi qu'à l'instauration du parti unique.

La proclamation de la république n'a pas surpris les nationalistes qui connaissaient Bourguiba. Ce dernier avait du mépris pour les Beys et ne cachait d'ailleurs pas ce sentiment à ses amis marocains. Il précisait qu'étant l'homme providentiel pour la Tunisie, sa mission consistait à créer et à consolider la nation tunisienne. Toutefois, le parti de l'Istiqlal, étant formé à l'époque de plusieurs courants, certains d'entre eux, très proches du Palais, acceptaient mal cette proclamation. Parmi eux, le président du parti de l'Istiqlal, M. Allal El Fassi, qui dans un article publié dans le journal *Al Alam* du 3 août 1957, critiquait la proclamation de la république. Il estimait que cette proclamation était un prélude à une révolution laïque future, prônée par les Français – notamment la presse française – aux dirigeants tunisiens pour orienter le pays vers l'Occident et le calquer sur le régime français. M. Allal El Fassi précisait que si l'Assemblée constituante tunisienne n'avait pas aboli l'islam, comme religion de l'État, certaines législations allaient vers le sens de la laïcisation de l'État, comme la suppression des habous privé et public, ou certaines lois du statut personnel qui n'avaient rien à voir avec la *charia al islamia*[18]. Cependant, certains responsables du parti de l'Istiqlal considéraient la

16. Ses amis marocains, en particulier M. Abdelkrim Ghallab, le mirent en garde contre son éventuelle arrestation par les autorités françaises. Bourguiba affirmait qu'il ne pouvait pas laisser Ben Youssef s'emparer du parti, au risque d'être lui-même emprisonné (l'entretien précité réalisé avec l'auteur).

17. Parmi les anecdotes relatées par M. Abdelkrim Ghallab, celle relative à la réaction de Bourguiba au discours du sultan Mohammed V à Tanger en 1947. En effet, lorsque le sultan s'allia avec les nationalistes marocains pour réclamer l'indépendance du Maroc, Bourguiba, ému, se confia à son ami Abdelkrim Ghallab pour lui affirmer qu'il était prêt à faire la *Bey'a* à Mohammed V pour gouverner la Tunisie, en précisant que le discours du sultan lui rappelait la période glorieuse des Almohades. Les propos de Bourguiba, me précisa le témoin, n'avaient pas de portée politique, mais montraient la nature impulsive et sentimentale de l'homme.

18. En l'occurrence, l'interdiction faite à la femme divorcée trois fois de revenir à son mari et le visa du gouverneur pour la validité du divorce.

proclamation de la république comme relevant de la souveraineté interne de l'État tunisien. D'autres politiques étaient même allés jusqu'à applaudir cette initiative en espérant qu'elle aurait une influence sur le régime marocain.

La reconnaissance de la Mauritanie a été considérée par les nationalistes du parti de l'Istiqlal comme une revanche du président Bourguiba sur le régime marocain qui n'a pas soutenu la proclamation de la république[19]. Ils considéraient Bourguiba comme étant le chef d'État dont le rôle fut décisif dans la reconnaissance de ce pays par la communauté internationale et a contribué par conséquent à le faire échapper à la souveraineté marocaine. Quant à l'Union nationale des forces populaires (UNFP), sa position était nuancée. Elle estimait que la question de la Mauritanie devait faire l'objet d'un référendum. Déjà, en novembre 1959, au cours d'une interview accordée au journal *Le Monde*, M. Ben Barka estimait que le rattachement de la Mauritanie au Maroc devait faire l'objet d'un référendum d'autodétermination. Cette opinion était également partagée par le président du Conseil de l'époque, M. Abdallah Ibrahim[20].

Si les relations entre les partis marocains et Bourguiba ont connu une détérioration progressive, elles n'ont pas subi pour autant de rupture. C'est ainsi que les responsables de l'Istiqlal ont même reçu le président Bourguiba à l'occasion de sa visite au Maroc en 1965.

En ce qui concerne la politique de Bourguiba vis-à-vis du conflit arabo-israélien, les partis marocains ont estimé qu'il faisait preuve de réalisme. M. M'hamed Boucetta, ancien secrétaire général du parti de l'Istiqlal de 1974 1997, m'a affirmé que M. Allal El Fassi partageait la même position que le président Bourguiba vis-à-vis de ce conflit, néanmoins, compte tenu du contexte international de l'époque, sa position n'avait jamais été rendue publique.

La politique économique et sociale menée par Bourguiba sous l'égide du parti unique a été accueillie favorablement par les partis de gauche qui sympathisaient avec la politique conduite sous Ahmed Ben Salah entre 1961 et 1969. Ils contestaient toutefois, comme les autres partis marocains, sa décision d'instaurer le parti unique.

Pour ce qui est de la question du Sahara occidental, certains responsables du mouvement national estimaient que la Tunisie soutenait plutôt le Maroc, d'autres considéraient sa position proche de la thèse algérienne.

---

19. Dans un article publié dans le journal *Al Alam* du 30 juillet 1957, l'éditorialiste s'étonne de la proclamation de la république en Tunisie alors que les dirigeants de ce pays n'ont pas hésité à soutenir le roi Mohamed Amine Lamine à plusieurs reprises et à se féliciter de ses prises de position. Cet article soutient en même temps le roi Mohammed V.

20. S. Ihraï, *op. cit*, p. 65.

La société civile

J'ai pris l'exemple des organisations féminines en raison des réformes introduites par le président Bourguiba dans le statut de la femme et celui des enseignants universitaires afin d'évaluer l'intérêt qu'ils portaient à la politique interne de la Tunisie.

Les mouvements de femmes

Il existe plusieurs ouvrages sur le statut de la femme au Maghreb. Plusieurs d'entre eux sont le fruit de la collaboration entre les différents chercheurs et associations maghrébins. En outre, des entretiens que j'ai réalisés avec certaines responsables et membres des organisations féminines non gouvernementales[21] ainsi qu'avec plusieurs universitaires qui s'intéressent à la question de la femme, m'ont permis de définir, dans une certaine mesure, leurs positions vis-à-vis des réformes entreprises par le président Bourguiba. De cette enquête, j'ai pu tirer les conclusions suivantes :

– les réformes introduites par Bourguiba, relatives aux droits de la femme en Tunisie, dénommées *Majallah Al Ahwal Achakhssia* sont familières à ces organisations et aux chercheuses universitaires ;

– les organisations non gouvernementales féminines considèrent que Bourguiba a fait preuve de courage politique dans l'introduction de telles réformes dans une société alors largement conservatrice ;

– dans la préparation de leurs documents relatifs aux réformes du statut personnel et aux droits de la femme au Maroc, les organisations féminines se sont inspirées de l'exemple tunisien, que ce soit dans leur projet interne ou dans le projet soumis au roi en 1993. Toutefois, ces organisations ne se référaient pas explicitement à l'exemple tunisien, encore moins à la période qui va de 1987 à nos jours et qui marque l'arrivée de Ben Ali au pouvoir. Aujourd'hui, bien entendu, les organisations féminines des trois pays du Maghreb (Algérie, Maroc et Tunisie) regroupées depuis 1992 dans le « Collectif 95 Maghreb Égalité » travaillent ensemble pour rendre l'égalité entre hommes et femmes effective dans les

21. Il s'agit essentiellement de Mmes Amina M'rini, présidente de l'Association démocratique des femmes au Maroc (entretien réalisé le 13 septembre 2001) et Fatiha Saddas vice-secrétaire nationale des femmes de l'USFP, co-fondatrice de l'association Joussour et membre de son Bureau national, co-fondatrice du Réseau arabe Aïcha, chef de cabinet de Mme Nezha Chekrouni, ministre déléguée auprès du ministre de l'Emploi, de la Formation professionnelle, du Développement social et de la solidarité, chargée de la Condition féminine (entretien réalisé le 14 septembre 2001). J'ai également obtenu auprès de certaines organisations des documents internes relatant leur position générale sur la question de la femme (Organisation de la femme istiqlalienne, Collectif 95-Maghreb Égalité, etc.).

différents domaines, dépassant de cette façon ce qui a été prévu par la loi tunisienne à l'époque de Bourguiba[22].

Les enseignants-chercheurs

J'ai effectué une enquête auprès des enseignants universitaires, particulièrement ceux de la faculté des sciences juridiques, économiques et sociales de l'université Mohammed-V Souissi-Rabat[23]. Cette enquête, bien que limitée, a révélé que la plupart des enseignants universitaires étaient familiers à la politique du président Bourguiba dans différents domaines.

Le statut de la femme

La grande majorité des enseignants (soit 85 %) se réfèrent au statut de la femme. Ils estiment les réformes introduites par le président Bourguiba positives dans la mesure où elles ont consisté à valoriser le statut de la femme. Certains estiment même que celles-ci étaient en avance par rapport à leur époque compte tenu de la situation de la femme qui prévalait dans les autres pays musulmans. Si une majorité se réfère à l'interdiction de la polygamie, une minorité seulement semble au courant de certaines réformes comme la suppression de la tutelle (10 %), ou la possibilité de divorce accordée à la femme mariée (15 %).

Réformes politiques

Lorsqu'on évoque les réformes politiques, les enseignants citent automatiquement l'instauration du régime de parti unique. Ils estiment dans leur grande majorité (90 %) que le président Bourguiba avait tort de l'instituer dans la mesure où il a conduit aux restrictions des libertés publiques. Une infime minorité (10 %) considère néanmoins ce système comme positif dans un pays du tiers-monde. On retrouve à ce stade, le débat idéologique sur le meilleur système pour les pays du tiers-monde leur permettant de mener le combat contre le sous-développement. L'existence d'une minorité d'intellectuels qui soutiennent encore le régime de parti unique n'est pas étrangère aux événements de 1989-1991 ayant conduit à l'effondrement des pays de l'Est et de l'URSS. Quand on

22. La position de l'organisation de la femme istiqlalienne est en retrait par rapport à celles des autres organisations issues des partis du mouvement national. Par exemple, l'organisation ne réclame pas l'interdiction de la polygamie (lettre envoyée à la Commission chargée de la réforme du code du statut personnel créée par le roi en mars 2001).

23. J'ai interrogé vingt-deux enseignants, de sexe masculin et féminin, qui relèvent de différentes catégories (professeurs, maîtres ou professeurs-assistants permanents et vacataires) et dont la tranche d'âge varie entre 35 ans et 50 ans. En outre, ces enseignants sont issus de différentes régions du pays et ont poursuivi leurs études dans diverses facultés du Maroc (Rabat, Casablanca, Fès, Oujda...).

demande aux enseignants de faire la comparaison entre les présidents Bourguiba et Ben Ali, beaucoup d'entre eux ne se prononcent pas, alors qu'une minorité (10 %) estime toutefois que la protection des libertés était plus assurée sous Bourguiba que sous Ben Ali. Les enseignants n'hésitent pas à se référer au régime politique marocain qui a, selon eux, le mérite d'avoir préservé le multipartisme qui fait partie de la culture politique du pays.

Réformes sociales et économiques

La majorité des enseignants insiste sur la politique d'éducation qui a contribué, à leurs yeux, à une prise de conscience quant à la nécessité de limiter le taux de natalité et à la formation d'une classe moyenne. Par ailleurs, la politique d'alphabétisation engagée par le président Bourguiba est considérée comme réussie à l'échelle du Maghreb et de l'Afrique. Sur ce point, les intellectuels marocains ressentent de l'amertume quant à la politique suivie par le pouvoir au Maroc. Ils sont convaincus qu'une politique d'éducation et surtout d'alphabétisation n'était pas la priorité du pouvoir marocain qui s'est plutôt préoccupé de la stratégie sécuritaire garantissant la stabilité du régime.

Quant aux réformes économiques, la moitié des enseignants estime qu'un effort réel a été entrepris dans ce domaine. Une partie relève que sa politique de libéralisation a été mieux gérée et plus positive que dans d'autres pays du Maghreb.

Politique étrangère

La politique étrangère du président Bourguiba est perçue positivement en ce qui concerne sa position vis-à-vis du conflit israélo-arabe. La grande majorité (65 %) estime que le président était visionnaire et audacieux, dans la mesure où sa position contestée au départ par certains pays du Front s'est avérée réaliste.

S'agissant de sa position à l'égard du Maroc, la grande majorité n'évoque pas la reconnaissance de la Mauritanie. Sur la question du Sahara occidental, une partie des enseignants (environ 30 %) précise qu'il a opté pour la neutralité et donc pour une politique qui concilie les positions marocaine et algérienne. Une minorité (30 %) estime toutefois que sa position était plutôt ambiguë, voire négative.

Les relations maroco-tunisiennes ont été, dans l'ensemble, caractérisées par une compréhension réciproque des positions de chaque pays, même dans les moments difficiles, comme, par exemple, la signature du Traité de mars 1983 entre la Tunisie et l'Algérie. Cette position tunisienne a été interprétée par les officiels marocains comme un acte qui a consisté essentiellement à neutraliser un voisin puissant, voire redoutable. Même si, au départ, le gouvernement tunisien a donné l'impression de se rallier à la thèse algérienne sur le Sahara occidental, la suite des événe-

ments a montré que sa position est demeurée inchangée. En effet, dans le souci de maintenir un équilibre entre les deux pays, la Tunisie a préféré adopter une attitude de neutralité.

Quant aux organisations de femmes, si, dans leurs revendications relatives aux réformes de la *Moudawana* (statut personnel), elles ne se réfèrent pas explicitement aux réalisations de Bourguiba, ce n'est pas par chauvinisme mais pour éviter de cautionner le régime tunisien actuel qui essaye de s'octroyer toute réforme progressiste, alors qu'il est considéré comme un régime despotique, ne respectant pas les droits humains.

En ce qui concerne l'enquête réalisée auprès des enseignants, bien qu'elle soit limitée à une seule université, elle permet néanmoins de constater que les enseignants ont une connaissance non négligeable des réformes de Bourguiba. Ce qui montre que les intellectuels s'intéressent au Maghreb en général et plus particulièrement à un pays comme la Tunisie qui les a impressionnés sur le plan du développement économique et social, quoiqu'il demeure en retrait par rapport à la démocratie politique.

En somme, la politique de Bourguiba, président qui a imprégné la Tunisie par sa forte personnalité et par les réformes qu'il a engagées, n'était pas inconnue au Maroc ni des Marocains, qui s'y sont intéressés de près. Dans les domaines économique et social, elle constituait un modèle à méditer.

34

Bourguiba vu d'Égypte

Iman FARAG*

Il y a dans l'exercice qui consiste à tenter de voir Bourguiba et la Tunisie à partir de l'Égypte quelque chose d'entendu et une série prédéfinie de thèmes obligés. En privilégiant le présent comme point de départ et de regard sur le passé, on ne reviendra ici sur les épisodes tumultueux d'une histoire tuniso-égyptienne, largement écrite[1], et en voie de réécriture, que pour mieux en saisir les déplacements opérés au présent. Non seulement pour éviter de reproduire en beaucoup moins bien ce que d'autres ont déjà écrit, mais aussi pour contourner quelques images d'Épinal liées à la question ; images dont l'inconvénient n'est pas qu'elles soient fausses, mais bien qu'elles sont toujours vérifiables.

Le retour sur Bourguiba comporte toute la complexité qu'implique la lecture de leaders dont l'image s'est confondue avec celle de la Nation. En d'autres termes, leader et nation se construisent réciproquement. Cela n'est pas le cas de tous les chefs d'État. Et pour « leaders » que soient certains d'entre eux, tous n'ont pas été reconnus comme « fondateurs » non plus. Chose que Bourguiba avait exprimée dans ses propres termes et qu'il avait singularisée en évoquant en 1972, « ces quarante années de vie commune » entre le peuple tunisien et lui.

Vu d'Égypte, Bourguiba est certes reconnu à ce double titre de leader et de fondateur de la Tunisie moderne. C'est en ce sens que s'expriment les discours qui au Caire, en 1987 comme en 2000, font écho à la dispari-

* CEDEJ, Le Caire.

1. Sur la couverture de ces événements à partir du Caire voir par exemple : sur le discours de Jéricho, « Indignation à Ghaza », *Al-Ahrâm*, 27 avril 1965 ; sur le complot présumé contre Bourguiba, « Défi : Bourguiba monte une mascarade sur la radio tunisienne avec la complicité d'un déserteur », *Al-Ahrâm*, 20 novembre 1958. Cf. également, « Ben Youssef se remémore : Nasser intervient pour libérer Bourguiba qui complote avec Mendès-France contre la patrie », *Al-Ahrâm*, 18 octobre 1958. Le rappel de ces épisodes d'un point de vue égyptien est repris dans la série d'articles publiée dans l'hebdomadaire *Al-Ahrâm al-Iktisâdi*, du 16 novembre au 28 décembre 1987.

tion « en deux temps » de Bourguiba. Les deux moments correspondent pourtant à deux dimensions, sinon deux saisies du personnage.

La couverture médiatique des événements de 1987, qualifiés de « coup d'État pacifique et constitutionnel » et mesure de salubrité, est événementielle et marquée par les justifications données à la destitution de Bourguiba. Déclencheurs directs, les peines de mort abusives que Bourguiba aurait voulu infliger aux islamistes tunisiens en re-faisant leur procès[2] et les nominations hasardeuses de ministres aussitôt démis de leurs fonctions. Le début de la fin serait marqué par la liquidation des partisans de Wassila Bourguiba après le divorce en 1986, l'exclusion de M. Mzali[3], signe de l'échec de l'ouverture politique qui suit les « émeutes du pain » de janvier 1984 et l'emprise grandissante d'un cercle restreint de proches, dont principalement la nièce du président. Tout en rapportant les signes d'une « débourguibisation » – effigie de Bourguiba supprimée de la monnaie tunisienne[4] et déboulonnage de ses statues dans quelques villes tunisiennes[5] –, il était clair aux yeux de ses observateurs cairotes que la Tunisie restait fidèle aux orientations fondamentales de Bourguiba. À cela rajouter cependant une éventuelle « politique arabe » plus active de la Tunisie et les signes de ce qui apparaissait alors comme un printemps tunisien et une réconciliation nationale : retour des exilés, libération de prisonniers politiques et, fait sans équivalent en Égypte, la fixation d'une limite d'âge à l'exercice de la présidence. Demeurait en revanche l'interrogation sur les conditions de la destitution de Bourguiba. Pour les uns, elles sont « plus complexes qu'il n'y paraît » et la destitution, préméditée de longue date : « en dépit du caractère pacifique de la destitution de Bourguiba, l'avenir révélera que des facteurs importants étaient en jeu, bien plus déterminants et complexes qu'une attestation médicale signée de sept médecins ou la formalité de l'article 57 de la Constitution »[6]. Pour d'autres, la destitution était dictée par l'immédiateté des événements : « cela n'a eu besoin ni d'une armée ni d'un complot ou d'une organisation de longue durée »[7]. En anticipant sur un conflit imminent qui aurait entraîné sa propre disgrâce, le plus téméraire des dauphins de Bourguiba – bien que n'étant pas le plus célèbre – avait osé ce à quoi nombre d'entre eux auraient pensé.

L'heure étant au consensus, de Bourguiba ne restait qu'une figure du pouvoir individuel, abusif dans son extension et sa longévité, excessif

2. Sur les médiations tentées par les représentants de la coalition islamique en Égypte et perçue comme une ingérence, cf. *Al-Sha'b*, 29 septembre et 4 octobre 1987, *Sawt al-arab*, 11 octobre 1987.

3. En février 1988, le quotidien *Al-Ahrâm*, publie en série le témoignage de ce dernier, édité la même année. M. Mzali, *Risâla maftûha ila Bourguiba*, Le Caire, Marqaz al-Ahrâm, 1988.

4. *Al-Wafd*, 2 juillet 1988.

5. *Al-Ahrâm*, 22 juin 1988.

6. *Al-Ahrâm al-iqtisâdi*, 16 novembre 1987.

7. *Al-Ahrâm*, 15 novembre 1987.

dans son exercice et qui devenait sa propre malédiction. « De ce qu'a été sa propre histoire, il n'a pas voulu tirer la leçon (...) ; il a préféré ignorer qu'un chef d'État a besoin de facultés intellectuelles et physiques ; il a préféré ignorer son état de santé qui a inspiré compassion puis dérision ; pariant sur son passé au profit d'un présent et d'un avenir incertains, il a cru que ce qu'il avait fait pour son peuple par le passé suffirait à combler ce dont il était à présent démuni. » À défaut de leaders arabes qui se seraient retirés du pouvoir de leur propre gré, ne restait que l'exemple de Senghor : « s'il avait pris exemple sur ce dernier, on n'en serait pas aujourd'hui à la situation actuelle ; aucun Tunisien n'oserait aujourd'hui prendre la défense de l'histoire du Combattant suprême »[8].

Impitoyable, ce jugement est partiellement nuancé lors des réactions au décès de Bourguiba en 2000. L'heure est à l'hommage que l'on doit aux morts. Et – on y reviendra – à une lecture de Bourguiba dans l'Histoire, où dominent des thèmes liés à l'actualité et des préoccupations panarabes, mais on n'y retrouve aucune trace de ce qu'aura été la Tunisie de Bourguiba comme s'il s'agissait là d'une question purement tunisienne. La disparition de Bourguiba est bien celle du « dernier en vie parmi la génération des artisans de l'indépendance nationale »[9]. À cet hommage, manque cependant un portrait de Bourguiba, équivalent par exemple, à celui – haut en couleur – du roi Hussein de Jordanie – tracé par le plus célèbre des journalistes égyptiens, M. H. Heykal. Il faut préciser que de manière plus générale, une bonne part de la couverture du Maghreb passe par le relais des agences de presse étrangères.

Vu d'Égypte, le *leadership* de Bourguiba semble pour le moins paradoxal, sinon incompréhensible, voire excessif, et c'est une image mitigée que les discours autorisés du Caire donnent de Bourguiba. Cela a probablement trait tant au personnage qu'à ses options politiques, pour autant que ces deux aspects puissent être dissociés, et la lecture au présent portant les traces d'un malentendu passé. Si certains observateurs reconnaissent volontiers qu'à son échelle la Tunisie représente « une des expériences de modernisation les plus abouties » dans le monde arabe – et pour autant que l'on prenne en compte ces catégories –, serait-ce en dépit ou à cause d'une recette politique bourguibienne qui, en son temps tranchait avec les choix fondamentaux des régimes postcoloniaux du monde arabe ? Mais, une fois de plus, demeurée sans réponse, la question semble de pure forme, et ce sont les interrogations actuelles et les enjeux du présent qui dominent[10]. Dans leur quête d'explications causales, certaines lectures *a posteriori* – mais en est-il d'autres ? – vont jusqu'à vouloir identifier ceux auxquels l'histoire aura « donné raison ».

---

8. *Ibid*

9. *Al-Ahrâm*, 24 avril 2000.

10. En outre, si les écrits sont relativement informés sur les méandres de la « politique politicienne » de la Tunisie, pourvoyeuse de clichés, il n'existe que fort peu d'éléments sur la société tunisienne.

Relectures

Dans cette relecture du passé aux fins du présent deux thèmes sont retenus qui sont une mesure de l'état du débat dans le monde arabe aujourd'hui. Le premier porte sur la Palestine et, en prise sur l'actualité, les commentaires relatifs à Bourguiba ramenaient à la surface le célèbre discours de Jéricho[11]. Non point tellement l'Intifada que le point sur le conflit entre les Arabes et Israël. Pour les uns, il s'agissait bien d'un « épisode », tuniso-égyptien au premier chef, sinon bourguibo-nassérien. Pour d'autres, le discours de Jéricho est ancré dans une perception ; la politique bourguibienne des étapes, l'expérience de la décolonisation tunisienne ou encore les réserves par rapport au nationalisme arabe et découlant de celles-ci, une lecture bourguibienne de la nature du conflit ; une question coloniale opposant Palestiniens et Israéliens et le soutien dû aux premiers n'est en rien implication dans une « cause arabe », mais soutien aux luttes pour l'indépendance de par le monde et réponse à un impératif humaniste[12].

Pour les uns, « Bourguiba était un visionnaire qui a dépassé son siècle en proposant aux Arabes cette option : s'ils ne peuvent mettre fin à l'État d'Israël par la force des armes, chose que le monde ne leur permettra pas, ils doivent chercher des voies plus efficaces et plus raisonnables. Bourguiba imaginait alors que la nation arabe apprécierait ses propos ou du moins les discuterait de manière rationnelle ; mais le fait est que la raison arabe oblitérée a refusé d'écouter Bourguiba et l'a considéré comme un traître ; Nasser a mené la campagne contre lui et des manifestations dans les capitales arabes l'ont dénoncé ; le destin de Bourguiba a voulu qu'il approche les 97 ans et voit les Arabes tenter de réaliser ce à quoi il avait appelé il y a 35 ans »[13]. Tout en retraçant l'histoire du conflit, un autre commentaire qui qualifie Bourguiba de « courageux, visionnaire et réaliste » met en évidence son appel pour l'acceptation du partage de la Palestine. Simplement, Bourguiba est ainsi placé dans la galerie des mauvais portraits ; des hommes politiques qui avaient été favorables au partage, le commentaire retient l'Irakien Nûri al-Saïd « agent des Britanniques » ou l'Égyptien Ismaïl Sidqi, « ennemi du mouvement national » selon les classements en vigueur de l'historiographie nationale. Leur image a été jusqu'ici pour le moins dire, négative[14].

---

11. Sur de nouveaux éclairages par les archives concernant le discours de Jéricho, A. Temimi, « La question palestinienne et les relations de Bourguiba avec le Congrès juif mondial », *Habib Bourguiba et l'établissement de l'état national. Approches scientifiques du bourguibisme,* Tunis, Fondation Temimi, avril 2000, p. 109-128.

12. Cf. sur cette question, cf. l'ouvrage de J. Auda, *Tunis, Mas'alat al-urûba wa qadayâha al-siasiyya* (Tunisie, la question de l'arabité et ses problèmes politiques), Le Caire, Al-Ahrâm, 1979.

13. *Al-Ahrâm*, 9 avril 2000.

14. *Al-Ahrâm*, 10 avril 2000.

Réhabiliter Bourguiba au Caire est ainsi révision des « opérations manquées » et réhabilitation de figures et d'options politiques et critique implicite de ce qu'ont été les figures et les options en vigueur. Ce que relèvent d'ailleurs les contestataires de cette vision des choses, pour lesquels le retour sur Bourguiba – sinon le détour par celui-ci – n'est qu'une instrumentalisation à des fins de dénigrement : « Il en est qui mettent en évidence le discours de Jéricho, comme hommage posthume, mais le fait est que cet épisode entache la mémoire de Bourguiba plus qu'il ne la met à l'honneur. C'est pour critiquer d'autres dirigeants arabes actuels qu'est mis en exergue cet épisode, au prétexte qu'en acceptant les propos de Bourguiba, les Arabes auraient pu s'épargner pertes et défaites. » Bourguiba visionnaire et réaliste, est alors un impulsif – sa position a été prise au dernier moment et ses plus proches collaborateurs (M. Mzali) en sont eux-mêmes surpris – doublé d'un complexé –, irrité du *leadership* de Nasser face auquel « il perd le contrôle de ses nerfs » – et c'est à cela que se réduirait sa célèbre « politique des étapes », qu'il fut par la suite contraint de justifier. « Elle n'aurait pas mené à l'indépendance tunisienne si le peuple tunisien n'avait entrepris de précipiter la lutte nationale, si la révolution algérienne et le nationalisme arabe en Égypte, n'avaient pas poussé la France à lâcher sa prise sur la Tunisie pour se concentrer sur l'Algérie »[15].

C'est sur le terrain même de la Palestine que la faisabilité des propositions bourguibiennes est mesurée et jugée illusoire : « elle supposait qu'Israël accepte le partage sans qu'aucune lutte palestinienne ne l'y oblige, ce qui est faux (...) ; que les Jordaniens renoncent à la Cisjordanie, ce qui est également faux (...) ; une telle proposition aurait exigé des moyens de pression palestiniens mêlant combat armé et lutte politique, avec un fort appui des pays voisins, toutes choses auxquelles Bourguiba n'a pas fait allusion (...) ; aussi, dire que les arrangements en cours sont une concrétisation de la vision de Bourguiba est largement erroné ; c'est plutôt la vision de De Gaulle qui prévaut ; à la veille de la confrontation de 1967, il avait prédit qu'Israël gagnerait la guerre et occuperait des territoires suscitant par là une question nationale palestinienne et une résistance avec laquelle il faudra un négocier »[16].

Dans une autre version enfin, « il en est qui tirent prétexte de la disparition de Bourguiba pour saper tous les fondements nationaux ; on ne peut évaluer les options d'hier à la lumière des donnes d'aujourd'hui ; avec tout le respect dû au rôle incontesté de Bourguiba dans l'avènement de l'indépendance tunisienne, ceux qui invoquent aujourd'hui le discours de Jéricho pratiquent l'intoxication ; ils oublient que Bourguiba n'était pas un adepte du nationalisme arabe, mais bien le premier partisan de la francisation et de l'occidentalisation. Lier la Tunisie à l'Europe, dont il la

15. *Al-Ahrâm*, 24 avril 2000.
16. *Al-Ahrâm*, 6 mai 2000.

considérait plus proche géographiquement, et comme il s'est évertué à le faire, était pour lui la seule voie à suivre pour la modernisation de la Tunisie[17].

Dans cette perspective, les positions de Bourguiba s'ancrent dans des visées plus fondamentales et dérivent en quelque sorte de ce qu'il pensait de l'arabité. Évoquant la visite en Libye de Bourguiba, un commentaire souligne que, face à une foule en liesse qui attendait de lui un mot en faveur de l'unité arabe, « il a refusé de céder face à la pression des masses, et de renoncer à ces aspects permanents de sa vie politique ne serait-ce qu'une minute pour satisfaire la foule. Ses espoirs, ses rêves et ses ambitions sont axés sur son état territorial, persuadé qu'il est de la spécificité d'une Tunisie qui a encore des années et des générations pour parachever son progrès et qu'il y a peu de temps à épuiser dans des slogans dont il ne croit pas à l'efficace ; cette conviction extrémiste est ce qui explique son occidentalisation extrémiste et l'occultation de certains aspects fondamentaux de la personnalité arabe et islamique de son pays »[18].

Cette assimilation entre une société tunisienne « occidentalisée » et ce que son leader aurait voulu qu'elle soit (et/ou qu'elle fût), on la retrouve tant dans les écrits d'islamistes que ceux de nationalistes arabes[19]. L'identité y est posée comme une donnée substantielle et non une construction. Effet de miroir aux discours du fondateur de la Tunisie moderne – dont le « dire était un faire » –, de telles analyses justifient pour leurs tenants d'un questionnement sur le « vrai visage de la Tunisie »[20].

Dans un autre registre, la relecture du passé est réponse à l'impossible démocratisation. Un observateur écrit ainsi de Bourguiba : « Ce n'était ni un général ni un colonel, mais bien le leader d'une lutte politique civile pour l'indépendance de son pays ; il était au plus loin du front de confrontation avec Israël, confrontation dont il a toujours été dit qu'elle était en lien direct avec ce qu'on a dénommé les dictateurs militaires ; comment se fait-il donc que Bourguiba ait été un dictateur ? Les aspects de cette dictature ne sont guère difficiles à démontrer : parti unique, prise de décision individuelle, virements soudains entre coopératisme et économie rentière capitaliste, pouvoir familial et règne de la délation. Ajoutons à cela l'affirmation répétée selon laquelle il ne saurait y avoir de Tunisie sans Bourguiba et l'exclusion systématique de toute personnalité qui

17. *Al-Ahrâm*, 20 avril 2000.

18. *Al-Ahrâm*, 20 avril 2000.

19. Il y aurait ainsi une recherche à faire sur les « critères de l'occidentalisation » dans les perceptions en évoquant notamment la question du plurilinguisme dont certaines formes sont assimilées à une altération de l'identité.

20. Cf. par exemple, Jihad Auda, *Tunis, mas'alat al-urûba wa qadayaha al-siasiyya* (Tunisie, la question de l'arabité et ses problèmes politiques), Le Caire, Al-Ahrâm, 1979. Analogue d'une certaine manière à la question sur l'identité de l'Égypte. Dans les deux cas, l'ancienneté de l'État-nation territorialisé et son affirmation précoce ne semblent simplifier en rien les « questionnements identitaires ».

acquiert poids politique ou popularité (...). Non, le Combattant suprême ne diffère en rien des gouvernants arabes des dernières décennies. Son parcours est pourtant bien différent qui le pousse aux mêmes positions. Quel sens attribuer alors à un *background* « civil » qui produit une dictature identique aux dictatures militaires ? »[21]. C'est sous cet angle de l'absence de démocratie qu'est évoqué Bourguiba. L'auteur de ces quelques lignes poursuit en éliminant les analyses habituellement évoquées pour expliquer la non-démocratisation des régimes arabes.

Au-delà de l'interrogation sur les « causalités », ce qu'il importe de souligner d'abord c'est que, en termes de déficit démocratique, c'est la concentration du pouvoir autour de l'individu Bourguiba que retiennent les commentaires, avec une quasi-absence présupposée des structures et des institutions. « Il a exercé son plein pouvoir individuel de l'indépendance à nos jours ; les institutions politiques, qu'il s'agisse du parti ou du parlement n'ont été qu'une concrétisation de ses volontés et desseins. Pis encore aucune de ces institutions n'a pu remplir les rôles qui lui étaient dévolus, ni en temps normal, ni en période d'exception. Preuve en est que seul Bourguiba a été en mesure de mettre un terme à la politique de coopératisme menée par Ben Salah, face à laquelle semblaient impuissantes toutes les institutions (...). Bourguiba a exercé le pouvoir individuel, au titre de héros de l'indépendance nationale, seul responsable de tout en dernière instance, détenteur exclusif de la confiance des Tunisiens qu'il pensait avoir acquis une fois pour toutes (...) Chef d'État, président du parti et leader, il va jusqu'à conseiller les juges (...). Il est le seul à prendre des décisions et les seules oppositions parlementaires visent à conforter son pouvoir »[22].

Moins en prise sur l'actualité, d'autres travaux à caractère plus académique ont esquissé des rapprochements sinon comparaisons égypto-tunisien. Dès 1988 était émise l'hypothèse que la Tunisie pourrait s'engager dans une « formule politique de type égyptien »[23] et en dépit des différences d'échelle, plusieurs travaux ont souligné la pertinence de cette comparaison[24]. À noter, l'érosion précoce des solidarités ethniques et la constitution d'un pouvoir central ayant des velléités d'autonomisation par rapport à l'Empire ottoman, le sentiment d'appartenance nationale, la stabilité territoriale, un mouvement national couplé à un courant réformiste ; « au moment de leur accès à l'indépendance, les deux pays sont les plus proches – aux dires d'un auteur – du modèle de l'État-nation ».

---

21. *Al-Ahrâm*, 6 mai 2000.

22. *Al-Ahrâm al-iqtisâdi*, 23 novembre 1987.

23. M. Camau, « Tarajji ya dawla ou la force et l'espérance ; propos sur le désengagement de l'État en Tunisie », *Récentes transformations politiques dans le monde arabe*, Bulletin du CEDEJ, Le Caire, 1988, p. 81-108.

24. G. Abdal-Gawwad (dir.), *Al-tahawul al-dimuqrâti al-muta'athir fi Misr wa Tunis* (Transition démocratique entravée en Égypte et en Tunisie), Le Caire, Marqaz al-qâhira li-huqûq al-insân, 1999.

Des bourguibisme et nassérisme aux successeurs, on constate le renouvellement des termes au sein d'une même comparaison. La tentative de comparaison entre l'Égypte et la Tunisie par A. Abdal-Rahmân mêle les outils de l'analyse marxiste et les perspectives du *political development*. Nassérisme et bourguibisme sont aux yeux de l'auteur deux expériences, sinon cas d'école, qui ont atteint leur maturité bien que l'une – celle de Nasser – soit close – et l'autre (au moment de l'écriture) non. C'est que l'avènement de Sadate au pouvoir marquerait un achèvement brutal du nassérisme et la fin d'un moment, alors que – raisonnement prospectif – l'expérience tunisienne ne connaîtrait de mutations décisives qu'après la disparition du leader. Le recul permet d'apprécier différemment ces hypothèses ; la disparition de Bourguiba n'aura pas entraîné forcément les changements escomptés, alors que des analyses continuistes (tocquevilliennes) de la transition post-nassérienne soulignent les éléments de continuité, qu'il s'agisse de la légitimation par la révolution du 23 juillet 1952 ou de la conversion aux thèses sadatiennes d'une part du personnel politique, ou encore de ce qui a pu être désigné comme « la nouvelle classe » issue de la période nassérienne et premier client de la politique d'ouverture économique formulée par Sadate.

L'intérêt de cette analyse réside, non point dans une comparaison terme à terme entre deux partis uniques, mais dans l'esquisse d'une équivalence fonctionnelle entre le parti (tunisien) et l'armée (égyptienne) comme étant lieu et scène des jeux et enjeux. L'intérêt est aussi la manière dont l'auteur souligne les différences en termes de « politisation ». En Égypte la concentration du pouvoir entre les mains des Officiers libres s'accompagne d'une dépolitisation radicale et le charisme nassérien est un facteur fondamental dans la dissimulation de l'autoritarisme bureaucratique et le caractère « populaire » du régime. La voie tunisienne est différente où pour opérer des chirurgies politiques répétées contre ses adversaires, Bourguiba en recourt au parti, poursuivant l'action de politisation des masses, là où le vide politique en Égypte est rempli par l'activité des bureaucrates[25].

Il n'est pas inintéressant de se demander ce qui subsiste d'une telle analyse, un quart de siècle plus tard, alors que les deux systèmes politiques ont expérimenté les formes de multipartisme qui ont été les leurs. Et que, à défaut d'alternance, celles-ci aient été accompagnées ou aient produit de nouvelles préoccupations, tant de recherche que d'action politique. Absente du lexique des années 1960 et 1970, la notion de « société civile » – et les usages qui en sont faits – semble à l'articulation de ces préoccupations.

Ainsi, les travaux d'une rencontre égypto-tunisienne tenue au Caire en 1997 soulignent que les « réformes libérales » – expression rejetée par

25. Cf. As'ad Abdal-Rahmân, *Al-inma' al-siyasi fil-tajribatayn al-nâsiriya wal-burqibiyya* (Le développement politique dans les expériences nassérienne et bourguibienne), Beyrouth, 1981.

nombre de participants – esquissées dans les deux pays n'avaient été que réponses ponctuelles des élites dirigeantes face aux menaces à leur existence. L'intérêt de ce travail ne réside pas tant dans cette hypothèse/conclusion que dans la démonstration et la chronologie de la réversibilité, si on peut dire ainsi, et l'alternance, non du pouvoir, mais des ouvertures et fermetures politiques. Dans les deux cas, les ouvertures, précoces par rapport au reste du monde arabe – en Égypte dès 1976 et en Tunisie de manière plus timide en 1979 –, ont pour but de souder des réconciliations nationales. Dans les deux cas, elles interviennent avec l'avènement d'un nouveau chef d'État, et sont en lien direct avec les nécessités d'apaisement qui suivent les colères de la rue et les « émeutes du pain ». On ne constate dans les deux cas aucun lien direct entre les pressions populaires ou les revendications et les ouvertures réalisées. Mieux ces dernières se présentent comme une grâce du Prince, alors que la montée des revendications amène d'autant plus de répression. Cette dernière se justifiant par la menace – réelle ou imaginée – que représenterait la contestation islamiste[26].

Les termes de cette analyse tracent leur propre limite. L'interrogation sur les réformes politiques dans les deux pays – comme forme de contrôle politique peu coûteuse – laisse à l'écart des pans entiers de la dynamique politique. Une comparaison reste à faire entre l'Égypte et la Tunisie au présent qui porterait sur les articulations entre espace public et champ politique. Peut-être les similitudes seront-elles moins évidentes. En Égypte, l'intégration par cooptation d'une part de la dynamique oppositionnelle et la marge de liberté d'expression qui accompagne celle-ci, aurait neutralisé une opposition qui en Tunisie semble devoir son apparent radicalisme à une exclusion non moins radicale.

Le legs du pouvoir personnel

Vu d'Égypte, l'ensemble du parcours et du phénomène Bourguiba, son action fondatrice et son statut d'artisan de la libération nationale de la Tunisie fait appel à la figure de Nasser. Nasser, Bourguiba, les deux semblent avoir marqué de manière durable la construction d'une « image du pays » qui survit à leur disparition. À l'observateur de la Tunisie à partir de l'Égypte, apparaissent deux figures du pouvoir personnalisé. Mais en disant cela on n'a rien dit ou presque, car divers indices laissent croire combien peuvent être différentes deux manières d'exercer le pouvoir tout aussi personnalisées. Par ailleurs, alors même qu'elle semble implicite dans tous les discours égyptiens sur la Tunisie, l'esquisse de

26. C'est l'essentiel de la démonstration de Aqdal-Gawwad, *op. cit.*

lecture parallèle à laquelle on se livre ici n'est pas un thème courant ; tant est si grand semble-t-il l'écart perçu entre les deux figures.

On ne reviendra pas sur les contenus respectifs de leurs discours, ni sur leurs vues politiques sur le monde. Le *leadership* nassérien prétend se poser à l'échelle du monde arabe et le bourguibisme est tunisien, qui se refuse à devenir une composante à l'intérieur d'un ensemble qu'incarnerait le *leadership* de Nasser. Pour ce qui est de l'entrée en scène – sinon « l'action inaugurale »[27] –, c'est en 1956, avec Suez, et de manière fugace que se construit la figure de Nasser comme leader, non seulement en Égypte, mais à l'échelle du monde arabe ; au point qu'on en oubliera très vite son ascendant de militaire et de fomentateur de coup d'État militaire, y compris au sein des militaires. Bourguiba est le produit d'un travail politique beaucoup plus long amorcé au moment de la lutte d'indépendance, consacré semble-t-il par la scène du retour triomphal à Tunis en juin 1955[28]. Le moment de la sortie – trop tôt pour l'un, trop tard pour l'autre ? – est tout autant tragique ; en dépit d'une énorme défaite en 1967, sa mort fera du Nasser perdant, un martyr, voire un héros. Destin tout aussi tragique pour Bourguiba, du moins si l'on prend en compte la scène de ses funérailles, telle qu'il en avait rêvé dans ses moindres détails – d'après le récit de Belkhodja[29] – et telle qu'elle a eu lieu. Pour un regard extérieur et superficiel, suggérant un mode de transition « à la tunisienne », un air de famille semble rapprocher la destitution de Bourguiba et la fin du beylicat[30]. À considérer le geste inaugural des deux premières Républiques du monde arabe, cette fin n'évoque en rien les derniers moments de Farouk roi d'Égypte, qui quitte le pays avec tous les honneurs, incarnation d'une monarchie dite « étrangère » tout à la fois détestée et fortement présente de par sa symbolique politique.

Cependant, et comme le montre l'exemple de Nasser, l'image des leaders se construit aussi *a posteriori* ; s'agissant de Bourguiba, il faut prendre la mesure du temps, tant semblent entremêlées les dimensions contradictoires du personnage ; la mesure aussi du présent par rapport à laquelle est jaugé – inévitablement quelquefois – le passé. Dans l'entre deux, on peut se demander si un trait commun aux deux hommes n'est pas le peu de cas qu'ils semblent faire de leur succession ; peut-être est-il plus exact de dire qu'ils y pensent trop – idée intolérable – comme si les successeurs étaient en mesure de les diminuer *a posteriori* ; quand Bourguiba en parle c'est pour souligner combien sera différente une

27. M. Camau, « Monsieur le gouvernement ; personnalisation et réalité substantielle du pouvoir », *Actes du colloque études politiques du monde arabe, approches globales et approches spécifiques*, Dossiers du CEDEJ, Le Caire, 1991, p. 162-178.

28. Entrée à cheval, grâce aux cours d'équitation organisés par les soins de E. Faure, selon T. Belkhodja, *Bourguiba, Sîrat zaïm shahâda 'ala 'asr*, Le Caire, 1999, 1re édition.

29. *Ibid.*, p. 37-38.

30. Al-Sâfi Saïd, *Burqîba sîra shibh muharrama* (Bourguiba une biographie quasi interdite), Beyrout, Riad al-rayys books, 2000, p. 20-24.

Tunisie sans lui et s'agissant de Nasser nombre d'analystes s'interrogent sur le choix de Sadate comme vice-président.

Hormis des moments exceptionnels, à l'extérieur de l'Égypte, le *leadership* nassérien n'a peut-être pas été uniquement une opération spontanée d'adhésion des masses ; celle-ci est entretenue par un appareil médiatique à l'échelle des échos panarabes, qui intervenait efficacement et disposait de multiples relais ; ainsi, la « Voix des Arabes » dont Bourguiba a d'ailleurs fait les frais. S'agissant de ce dernier, il semble au contraire que le gros du travail était assuré par Bourguiba lui-même qui comptait essentiellement sur ses propres performances. « Pour la première fois depuis de nombreuses années, ce n'est pas Bourguiba que les Tunisiens ont vu sur les écrans de télévision hier soir, mais l'annonce de sa destitution », écrit l'*Ahrâm*[31], Nasser s'adresse à l'Égypte et aux Arabes, Bourguiba à la Tunisie, mais tout deux ne perdent pas de vue qu'au-delà du « peuple », un public plus large – l'Occident – est là, et il est peut-être plus exact de dire que ce dernier fait intégralement partie de la scène. Pédagogue et chantre du modernisme, qui invective à l'occasion l'arriération du peuple, le propos de Bourguiba contraste avec celui d'un Nasser, plutôt mobilisateur. La part du « je » est plus présente chez un Bourguiba. Si Nasser se dispense du « je », il n'en est pas moins présent. En relevant le « je » du discours de 9 juillet 1967 où il annonce sa pleine responsabilité de la défaite et propose de se retirer, on peut exceptionnellement relever chez Nasser cette phrase extraite du discours de Manshiyya (1958), alors que des coups de feu sont tirés sur lui, dans le complot attribué aux Frères musulmans (et toujours nié par eux) ; « J'ai mis en vous le sens de la dignité et l'honneur ». Phrase que les adversaires de Nasser ont souvent reprise contre lui. Et dont on retrouve de multiples exemples dans les discours de Bourguiba.

Dans la stature exceptionnelle qu'acquièrent ces deux leaders, il est difficile de faire la part entre adhésion, intériorisation de la contrainte ou tout simplement habituation. Propagande officielle ou semi-officielle, certaines traces et discours apparaissent *a posteriori* comme excessifs, soulevant l'interrogation sur la manière dont ils ont pu être pris au sérieux ; à se demander s'ils ne participaient pas plus de la ridiculisation des leaders que de leur glorification[32] ; et la férocité des *nokta* égyptiennes qui critiquent Nasser égale la grandeur de ses funérailles. Rétrospectivement, ce qui permet au mieux de visualiser leur manière d'exercer le pouvoir, c'est le legs que Bourguiba et Nasser laissent à l'historiographie politique, matériau pour de futures réécritures.

Le mode de gestion des conflits et la trace écrite de ceux-ci constituent une première différence. Certes, Nasser a-t-il des ennemis, des faux amis,

31. *Al-Ahrâm*, 9 novembre 1987.

32. Un exemple en serait Mahjoub Ben Milâd, *Al-Habib Bourguiba fi subul al-huriyya al-tunisiyya* (Bourguiba, les voies de la liberté tunisienne), Tunis, Imprimerie de l'UGTT, 1968.

des proches devenus rivaux – militaires essentiellement –, et pour ne citer que deux dates, 1954 et 1967, les purges et règlements de comptes ne manquent pas. Ce ne seront jamais pour autant des « hommes forts » comparables à ceux que Bourguiba propulse puis exclut[33], et les ministres de Nasser n'auront jamais eu l'envergure de certains des ministres de Bourguiba, alors même que les deux leaders puisent dans des viviers de proches, largement comparables par les conditions sociales et historiques de leur construction et par la proximité avec les leaders ; à la solidarité de rang parmi les militaires correspond la place de Monastir[34]. Fleurissent aujourd'hui au Caire les mémoires d'anciens responsables politiques comme voie royale d'accès à l'histoire. Mais il n'y a pas de « Lettre ouverte au président Nasser » de son vivant, comparable à celle de M. Mzali. Pas plus que les mémoires politiques égyptiennes ne s'inscrivent dans ce cercle de sens plus large que semble constituer pour leurs équivalents tunisiens – avec les réponses[35] qu'ils suscitent et les réponses aux réponses – ce rapport avec l'ancienne métropole coloniale, prise à témoin.

Certes, l'Égypte nassérienne produit-elle de l'écrit et des documents qu'on peut assimiler à de « l'écriture officielle de l'histoire et à une « idéologie officielle ». « La philosophie de la révolution », écrit par Nasser, ou la « Charte nationale de 1961 » en sont la preuve. Ces documents comportent une vision et de l'histoire nationale et sa périodisation, et de ce que devrait être la société idéale. C'est *a posteriori* qu'il apparaît que ces versions n'ont pas été si officielles que cela. Ou plus précisément, qu'il s'est agi d'un paradigme pour le moins lâche, qui au moment même où il était mis en place, pouvait être simultanément interprété dans les termes les plus antagonistes du marxisme à la fidélité à l'authenticité islamique en passant par l'arabité. Une histoire des « politiques culturelles du nassérisme » reste encore à faire qui pourrait éclairer des dynamiques et paradoxes dont ne rend pas compte l'approche en termes de « culture politique ».

Cependant, Nasser ne signe pas une historiographie aussi personnalisée et aussi détaillée de la lutte nationale que deviendra *Ma vie, mes opinions, mon combat*, qui relate les épisodes les plus marquants de la lutte pour l'indépendance et le rôle qu'y joue Bourguiba. Version officielle et personnelle de l'histoire nationale par rapport à laquelle toutes les écritures devront se déterminer ? La question vaut pour l'ensemble de l'œuvre – orale retranscrite – de Bourguiba. Selon un auteur,

---

33. Le procédé est décrit par A. Krichen, *Le Syndrome Bourguiba*, Tunis, Cérès Production, 2e édition, avril 1983, p. 38-40.

34. Cf. Mounir Al-Shirfi, *Wuzara' Bourguiba, dirasa tarsum malâmih al-wazîr al-tunisi fi 'ahd al-hukm al-fardi* (Les ministres de Bourguiba étude sur les caractéristiques du ministre tunisien sous le pouvoir personnel), Carthage, Imprimerie Tunis, s. d.

35. Cf., par exemple, la lecture de Mzali par Abdal-Majid Al-Zamzami, *Tunis fi muwajahat al-tadlîl* (La Tunisie face aux contre-vérités), Beyrout, Dâr al-rawda, 1989.

« Non seulement le récit de sa vie interfère avec les événements que connaît la Tunisie entre 1927 et 1956, mais sa biographie est organisée de manière à recouvrir l'histoire d'une résistance héroïque d'un peuple entier, telle une brume épaisse recouvrant une ville, et ce avant d'être imposée comme étant histoire de la Tunisie moderne »[36].

La longévité de la vie politique de Bourguiba, qui est aussi le mode d'accès à l'indépendance de la Tunisie et la pérennité sans équivalent en Égypte du parti et de l'UGTT appelle une autre comparaison avec l'Égypte. Certes, la réécriture de l'histoire de la période dite d'Ancien régime, antérieure à 1952, et du mouvement national égyptien, suscite-t-elle des passions. Ainsi pour ce qui est de revisiter le classement entre nationalistes et pro-britanniques ou du postulat selon lequel le mouvement nationaliste occupait l'intégralité de la vie publique. Fondé ou non, le postulat d'un avant et un après 1952 continue d'être agissant, fournissant d'ailleurs un repère de démarcation entre disciplines. Cependant, pour un regard extérieur, il semble que les années qui précèdent l'indépendance tunisienne, leurs enjeux, leurs clivages, voire leurs grandes figures, soient encore aujourd'hui d'une actualité et d'une vivacité que n'ont plus leurs équivalents égyptiens.

Dans les faits, les temps de Bourguiba et de Nasser ne sont pas tout à fait les mêmes, même si quatre années seulement séparent les deux Républiques. La comparaison entre les deux leaders fondateurs est tout à la fois légitime et anachronique. Au moment où il accède – avec ses camarades – au pouvoir, Nasser est un jeune homme issu de l'Académie militaire. L'expérience politique qu'ont lui et ses camarades se résume à la fréquentation des groupes politiques d'alors. Bourguiba qui a dépassé la cinquantaine a lui déjà rencontré les grands de ce monde. Ses études de droit en France, ses séjours en prison, ses voyages dans les capitales européennes et les contacts qu'il y noue, le métier d'avocat, les chancelleries qu'il fréquente, voire la lutte qu'il mène contre les anciens destouriens, le journalisme, tout cela ne fait-il pas de lui – ou du moins de cette tranche de sa vie – un équivalent de ces politiciens « d'anciens régimes » qu'il avait rencontrés au Caire en 1945 ? Et contre lesquels se soulèvent précisément les Officiers libres ? Le Bourguiba d'avant l'indépendance se comparait à Sa'ad Zaghloul. À juste titre si on arrête l'image sur l'orateur s'adressant aux foules, mais on peut se demander ce qu'il en serait alors de la place de Thaalbi le fondateur ; le Bourguiba politicien évoquerait plutôt un Mustafa al-Nahas. Le parallèle – au demeurant fondé – entre Nasser et Bourguiba se heurte ainsi aux scansions différenciées des deux histoires nationales. En Égypte, la commodité du découpage Nasser/Sadate/Moubarak le dispute à sa simplification outrancière, mais c'est précisément ce qui permet de faire débat. Avantage ou inconvénient, en Tunisie, s'impose une seule ère Bourguiba de trente ans, le double si on prend en compte la période qui précède l'indépendance.

36. *Ibid.*, p. 22.

Un point de comparaison possible est ce que les deux leaders livrent d'eux-mêmes. « Nous savons presque tout de lui parce qu'il avait la faiblesse de croire que tout ce qui le concernait était édifiant et riche d'enseignements pour le reste de ses concitoyens »[37], écrit un auteur à propos de Bourguiba. On n'évoque la « publication » de la vie privée de l'homme public que fut Bourguiba, que pour mieux mettre en évidence, le voile de pudeur qui sépare public et privé chez un Nasser dont on sait tout au plus quelques éléments sommaires sur une vie de famille et une enfance des plus anodines. Rien de ces éléments longuement évoqués par Bourguiba[38]. Selon Clement Henry Moore, au début des années 1960, l'éloge par M. Masmoudi de l'austérité du style de vie de Nasser comportait une critique implicite de l'ostentatoire Bourguiba[39]. C'est uniquement ces dernières années que sont publiés des albums photos portant sur des scènes de la vie privée de Nasser.

Contrairement aux hommes qui ont connu Bourguiba et ont inscrit leurs mémoires, ou les auteurs qui après coup écrivent sa biographie, ni les témoins proches de Nasser ni ses biographes n'apportent plus d'indications sur sa vie privée. Le voile de pudeur s'étend jusqu'aux ressources romanesques, puisque *Nasser 1956* (un film de 1996) s'en tient à cette même version. Quant à Sadate, plus enclin que son prédécesseur à se raconter dans ses discours ou ses interviews accordées à la télévision ou la presse, et dont sont publiées les photos (en père de famille, sportif, dans des situations quotidiennes, avec à chaque fois le costume adéquat etc.), ses propos et faits semblent susciter en Égypte plus de dérision que d'adhésion. Avec les tics de langage, ces moments où Sadate se complait dans « l'insolite » amusent mais fournissent une bonne part des *nokta* de la période sadatienne. À croire qu'il existerait un seuil d'acceptabilité du spectacle politique, en deça duquel celui-ci tournerait au burlesque. À la décharge de Sadate, le film qui raconte sa vie et porte son nom (2001) s'en tient lui aussi à la plus officielle des versions. Il est ainsi de (quasi) notoriété qu'à un moment de sa vie de jeunesse, Sadate tentait de faire une carrière d'acteur ; comme après tout Bourguiba amateur de théâtre. Non seulement les traces matérielles de cet épisode ont disparu (document retiré de la Bibliothèque nationale), mais il n'est guère mentionné dans le film ; Nasser et Sadate se retrouvent à la même enseigne : héros et tout au plus pères de famille vertueux. De quoi poser la question sur ce que pourrait être un film sur Bourguiba. Là ce n'est plus d'histoire qu'il s'agira mais du travail de la mémoire. À supposer qu'on n'ait jamais pu les dissocier.

---

37. A. Krichen, *op. cit.*, p. 38.

38. L'enfance, la famille « pauvre », les souvenirs scolaires, la vie étudiante à Paris, la rencontre avec sa première épouse... Bourguiba, *Ma vie, mes opinions, mon combat*, Tunis, Secrétariat d'État à l'information, 1977.

39. C. H. Moore, *Tunisia since Independence. The Dynamics of One-party Government*, Berkeley & Los Angeles, University of California Press, 1965, p. 99.

Le passé aux fins du présent

Mesure de la « distance parcourue » et de la réversibilité des analyses politiques, pour le moins contingentes, le thème Bourguiba remet en scène et rappelle à la mémoire les moments de cette histoire tout à la fois proche et lointaine que sont en Égypte « les années 1960 » ; c'est alors prétexte à traiter des questions d'actualité et tirer la « morale de l'histoire ». Ce à quoi on a affaire est ainsi oscillation entre un renouvellement des questions perçues comme signifiantes dans le monde arabe fin de siècle, et entre des perceptions plus ancrées, structurées durant le moment des indépendances nationales et fortement marquées par la trace des fondateurs. De ceux-ci subsistent en effet les « grandeurs » respectives des États-nations et la manière dont ont été assises et construites les vues sur l'inscription dans le territoire et l'histoire.

En l'absence des protagonistes fondateurs pourtant, le malentendu historique perd de son acuité et n'est pas exempte de révisions. « Arabité », « régimes révolutionnaires » ou « camp impérialiste », des mots récurrents que l'on rencontre dans le dossier Bourguiba/Nasser des années 1960, que veulent dire ces mots aujourd'hui, dès lors que le classement des États arabes n'a plus pour grandes lignes la bipolarité du monde ? C'est ainsi tout le lexique des années 1960 et les conflits dont il a été l'expression, qui peut faire l'objet d'une relativisation. Elle pourrait s'étendre également à une littérature d'accompagnement ; produite dans des moments de mobilisation durant lesquels l'État est perçu comme l'acteur principal sinon exclusif, cette littérature a quelquefois repris les catégories du discours dominant – ceux des leaders – pour décrire les sociétés, dont ces derniers formulaient, il est vrai, les attentes. Le tout, justifiant du postulat de l'identification des masses aux leaders.

L'alignement pro-occidental de la Tunisie de Bourguiba, le rejet du romantisme de l'arabité, les options en matière économique ou encore les prises de position vis-à-vis de la question palestinienne, voilà en gros, ce qui pour un regard extérieur, à partir d'un autre lieu du monde arabe, aura constitué le principal du « bourguibisme ». Défini dès lors par la négative, comme ayant fait l'économie de « la parenthèse socialiste arabe ». La singularité tunisienne de ce parcours – sinon « trajectoire d'État-nation » – pourrait-elle justifier d'un Bourguiba « visionnaire » qui aurait ainsi évité à son pays le coût des choix nassériens – leurs déroutes économiques, et politiques, les retombées d'un alignement anti-américain – et des revirements pro-américains et néolibéraux des successeurs ? Vu d'Égypte et à travers une part des commentaires et polémiques qu'il suscite, Bourguiba semble ainsi un des scénarios virtuels que l'Égypte n'aura pas connu ; en décidant d'imprimer leur marque sur le cours de l'histoire, les Officiers libres égyptiens auraient imposé la rupture du 23 juillet 1952, là où le passage à la République indépendante tunisienne opère en continuité.

En formulant l'interrogation sur la singularité, on ne peut en même temps qu'enregistrer les similitudes. Toutes choses égales par ailleurs, et sous certains de ses aspects au moins, en « fin de parcours », la scène politique des années 1990 suggère un « air de famille » entre les régimes tunisien et égyptien, les contestations internes dont ils font l'objet, les pressions auxquelles ils sont soumis et la manière dont leur stabilité est intimement liée à une donne régionale. Les parcours comparés des États-nations suggèrent alors qu'une fois la parenthèse nassérienne fermée, le Caire et Tunis se retrouvent sous une même enseigne.

Deux couples de polarisations sont ainsi à l'œuvre ; la première d'entre elles oppose à la singularité des parcours historiques depuis les indépendances, la ressemblance entre les régimes actuels. Une seconde polarisation oppose le renouvellement de la donne politique au présent, aux « grandeurs nationales » établies et liées aux figures des leaders. On peut évoquer ici la manière dont les discours politiques tunisiens et égyptiens invoquent respectivement la donne géographique – justifiant des positionnements politiques des deux pays dans le Maghreb et le Machrek, eux-mêmes construits comme sous-systèmes. Il en est de même pour la donne démographique ; fierté et fardeau de l'Égypte, elle justifierait de son poids politique, alors que la maîtrise de la croissance démographique tunisienne renvoie l'image d'une société « légère », réceptive à la modernisation et « gouvernable ». Il suffit pour cela de mettre en vis-à-vis les tableaux respectifs des deux pays et leurs « classements » dans la littérature onusienne. De ce point de vue, les imaginaires nationaux respectifs qui portent encore les marques de Nasser et de Bourguiba, se caractérisent par une longévité qui dépasse de loin celle des régimes politiques. C'est peut-être le propre des leaders fondateurs.

CINQUIÈME PARTIE

LES « FAISEURS » D'HISTOIRE, ACTEURS ET TÉMOINS DU BOURGUIBISME

35

Les « faiseurs » d'histoire

Michel CAMAU*
Vincent GEISSER**

« Le silence n'est donc pas nécessairement l'oubli ».

Robert Frank, « La mémoire et l'histoire »,
Cahiers de l'IHTP, 21, novembre 1992.

Avec le courant américain de l'*Oral History*, animé dans l'entre-deux-guerres par Allan Nevins et Louis Starr[1], le recours aux témoignages de personnalités politiques et intellectuelles s'est imposé comme un « genre » dominant dans les sciences sociales, même si depuis il a fait l'objet de nombreuses critiques, notamment de la part des historiens français. Outre le caractère élitiste d'une telle démarche (interroger les « grands » en ignorant délibérément les « anonymes » de l'histoire), certains auteurs ont souligné les risques de fétichisation du registre oral au détriment de l'écrit, favorisant une dérive subjectiviste, voire psychologiste, des sciences humaines et sociales.

Bien que stimulante, nous n'avons pas l'intention de rentrer ici dans cette « querelle d'historiens »[2] qui dépasse d'ailleurs notre projet scienti-

* Professeur des universités, Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence.
** Chargé de recherche au CNRS (IREMAM).

1. L. M. Starr, « Oral history », in *Encyclopedia of Library and Information Sciences*, vol. 20, New York, Marcel Dekker, 1977, p. 440-463 ; H. T. Hoover, « Oral history in the United States », *in* M. Kammen (dir.), *The Past before Us. Contemporary Historical Writing in the United States*, Ithaca and London, Cornell U.P., 1980, p. 391-407.

2. Cf. sur ce thème, les actes du colloque organisé par de l'Institut d'histoire du temps présent (ITPH), « La bouche de la Vérité ? La recherche historique et les sources orales », *Les Cahiers de l'IHTP*, 21, novembre 1992, numéro en ligne sur www.ihtp.cnrs.fr.

fique. Notre objectif se veut plus modeste, conditionné, en grande partie, par les contraintes inhérentes au contexte autoritaire tunisien. Car, force est d'admettre la quasi-impossibilité de consulter aujourd'hui les « archives politiques » de la période bourguibienne, tenues soigneusement au secret par son successeur Zine El Adidine Ben Ali, quand elles n'ont pas été purement et simplement détruites, afin de faire disparaître à jamais les traces « honteuses » ou « compromettantes ». À cet égard, « la source orale n'est qu'un pis-aller, une façon de combler les lacunes des archives habituellement utilisées »[3]. Pourtant, elle n'est pas que cela. Outre une volonté de compensation à un écrit « verrouillé » ou « spolié » par un régime autoritaire, soucieux de livrer au monde sa version policée de l'histoire de la Tunisie contemporaine – une histoire « novembriste »[4] diraient certains –, le recours aux témoignages oraux de personnalités de la période bourguibienne s'inscrit également dans une démarche volontariste, visant à faire émerger « une histoire objective de la subjectivité »[5]. Nous avons bien conscience qu'il s'agit d'« archives provoquées »[6], faisant moins appel à la spontanéité des témoignages des acteurs qu'à une mise en scène discursive de « leur » l'histoire à la fois personnelle et collective, suscitée par les impératifs de la recherche universitaire. À ce titre, le colloque *Habib Bourguiba, la trace et l'héritage*, a bien représenté l'un de ces « moments forts » ayant contribué à « libérer » la parole des acteurs-témoins de l'avant 7 novembre 1987, dans un contexte où la mémoire orale et écrite fait toujours l'objet d'une surveillance étroite, voire d'une répression institutionnalisée. Toutefois, ce processus de libération de la parole, prolongé par des entretiens avec des anciennes personnalités gouvernantes (État-parti)[7], des acteurs protestataires (leaders de la gauche étudiante et du mouvement islamiste)[8] ou des observateurs étrangers de la période bourguibienne (diplomates et journalistes)[9],

3. D. Voldman, Avant-propos, « La bouche de la Vérité ? La recherche historique et les sources orales », *Les Cahiers de l'IHTP*, 21, *op. cit.*

4. « Novembriste », qualificatif employé pour désigner les nouvelles réalisations du président Ben Ali qui a réalisé son coup d'État « constitutionnel », le 7 novembre 1987.

5. R. Frank, « La mémoire et l'histoire », « La bouche de la Vérité ? La recherche historique et les sources orales », *Les Cahiers de l'IHTP*, *op. cit.*

6. D. Voldman, Avant-propos, art. cité.

7. Nous publions les entretiens de trois anciens ministres (Tahar Belkhodja, Béji Caïd Essebsi et Mohamed Sayah) et d'un ancien journaliste proche du Néo-Destour qui a aussi occupé des fonctions de responsabilités dans l'administration (Mohamed Ben Smaïl).

8. Cf. les témoignages de l'ancien leader du mouvement *Perspectives*, Noureddine Ben Khader, et des extraits d'interviews d'anciens dirigeants du Mouvement de la tendance islamique (MTI) dans l'article de V. Geisser et C. Hamrouni, « Bourguiba dans la mémoire islamiste ».

9. Étaient présents au colloque « Habib Bourguiba, la trace et l'héritage » : Charles Debbasch, Éric Rouleau, Pierre Hunt et Paul-Marie de La Gorce qui ont tous connu personnellement Bourguiba en tant que journaliste, diplomate ou « conseiller ». Seule la communication de ce dernier figure dans cet ouvrage.

n'est pas exempt de critiques et de limites sur lesquelles nous souhaiterions nous arrêter.

Des coauteurs de la légende bourguibienne

Dans le recours aux témoignages oraux et écrits pour retracer la vie d'un régime, d'un groupe social ou encore davantage d'une personnalité politique, les historiens ont coutume de distinguer les « grands » des « petits » témoins : « Les premiers se différencient des seconds par l'appréciation qu'ils portent eux-mêmes sur leur rôle historique, sur l'auto-conscience d'avoir participé aux événements de leur temps et d'avoir eu prise sur leur cours. Que l'historien puisse contester ce rôle ne change pas la catégorisation, car le récit tout coloré des teintes de l'auto-proclamation, en garde les tons dominants. Le grand témoin est celui qui a construit son identité sur une action volontaire et consciemment interprétée, quel qu'ait été le niveau de responsabilité ou d'action réelle. De ce point de vue, l'ancien ministre ou l'humble militant de base n'ont pas des statuts essentiellement différents. Les uns et les autres peuvent dire "je" ou "nous". Ils sont des "témoins-sujets" »[10]. En revanche, les seconds (les « petits témoins », les anonymes, les sans-grade...) ont le sentiment d'avoir subi « les événements, le cours et le poids de l'histoire. Même si l'on a eu tendance récemment à découvrir l'acteur méconnu sous le témoin passif ou même à réhabiliter une passivité ayant du sens, il reste un "témoin-objet" »[11].

À cet égard, les acteurs sollicités dans la cadre du colloque *Habib Bourguiba, la trace et l'héritage* et de la rédaction de cet ouvrage collectif sont bien des « grands témoins », selon la formule consacrée par les historiens du Temps présent : ils ont tous occupé des fonctions de responsabilité au sein du complexe de l'État-parti (Néo-Destour, gouvernement, présidence de la République...) ou dans les organisations de l'opposition étudiante et/ou partisane (UGET, *Perspectives*, MTI...). D'autres apparaissent aussi comme des « observateurs privilégiés » de la période bourguibienne, de par leur fonction dans les services diplomatiques ou dans les milieux de la presse internationale. On perçoit d'ores et déjà la critique qui pointe sur notre entreprise scientifique : celle d'avoir délibérément écarté une « histoire sociale » de la Tunisie bourguibienne, nécessairement « réaliste », parce que proche du peuple, au profit d'une histoire « vue d'en haut » (celle des ministres et des leaders contestataires), obligatoirement biaisée, parce que fondée sur l'auto-glorification des témoins

10. D. Voldman, « Définitions et usages », *Les Cahiers de l'IHTP*, 21, novembre 1992, art. cité.

11. *Ibid.*

et la mystification des faits. C'est un travers élitiste que nous assumons en grande partie. Pourtant, il ne constitue pas un choix proprement dit ou une « option scientifique » mais davantage un « effet de système », imposé par la situation tunisienne actuelle. L'autoritarisme benalien a fait taire les « sans-grade », les transformant en « sans-voix », rendant particulièrement périlleuse, sinon impossible, toute tentative pour sonder la mémoire publique ou diffuse, à la fois indéfinissable et fluctuante[12].

Toutefois, cet « effet de système » ne se décline pas exclusivement au présent (la censure, la négation ou la révision de certaines facettes de l'histoire bourguibienne) mais aussi très largement au passé : une socio-histoire du bourguibisme qui est finalement centrée, focalisée, pour ne pas dire happée par le personnage du « Combattant suprême » et qui, dès lors, ne pouvait faire appel qu'à ses proches, ses courtisans, ses déçus et ses déchus, ou encore à ses opposants et ses « victimes »[13]. L'on mesure à quel point l'effet du « pouvoir personnel » contribue à produire une « histoire personnelle », continuant à hanter l'esprit de l'historien, du politologue et du citoyen ordinaire, incapable de se défaire du « fantôme de Bourguiba »[14].

N'est-ce peut-être là qu'une phase transitoire vers la construction d'une histoire plus distanciée, plus froide, moins « personnalisée », sans doute plus « objective » ?

Le recours aux « grands témoins » du bourguibisme nous paraît pourtant une étape « quasi obligée », parce que totalement négligée jusqu'à récemment par les chercheurs et les universitaires[15], longtemps confrontés au silence pesant des acteurs, admirateurs ou détracteurs du « Combattant suprême ».

Une mémoire piégée ?

Cette démarche de recueil des témoignages et des récits sur la période bourguibienne comporte néanmoins un certain nombre de pièges et d'ef-

12. Définition de la « mémoire publique » développée par H. Rousso, cité par R. Frank, « La mémoire et l'histoire », *Les Cahiers de l'IHTP*, 21, novembre 1992, art. cité.

13. Parmi les « grands témoins » interrogés pour ce livre, certains ont connu la prison et la torture sous le régime de Bourguiba.

14. M. Camau, « Le fantôme de Bourguiba », *Le Monde*, 22 avril 2000.

15. Il a fallu attendre l'année académique 2000-2001 pour voir organiser en Tunisie et en France les premiers colloques ou séminaires rassemblant des témoins du bourguibisme. Outre le colloque international d'Aix-en-Provence, l'on peut citer également les initiatives de la Fondation Temimi pour la recherche scientifique et l'information (FTRSI) à Zaghouan et le colloque commératif de l'Institut du Monde arabe, en janvier 2001, en présence d'anciens ministres, collaborateurs du « Combattant suprême » et ambassadeurs de France en Tunisie (Tahar Belkhodja, Chedli Klibi, Habib Boularès, Pierre Hunt...).

fets pervers, bien connus des praticiens de l'entretien à portée historique[16].

Le témoignage historique repose d'abord sur une forme de *subjectivité reconstructrice* : « l'interviewé reconstitue ce passé à la lumière de la suite de son histoire, en fonction de son présent, c'est « le handicap de l'*a posteriori* » dont parle Jean-Jacques Becker[17], « pour une postérité rêvée, alors que la source écrite opère sa reconstruction en fonction d'autres enjeux du présent, et à la lumière de projets concrets d'un avenir à construire »[18]. Ce handicap de l'*a posteriori* se pose de manière d'autant plus aiguë dans le contexte autoritaire tunisien que les « acteurs-témoins » de la période bourguibienne doivent à la fois se protéger des menaces du présent (leur parole n'est pas totalement libre) et se justifier des « erreurs » du passé (la crainte permanente du Tribunal de l'histoire). Il se manifeste avec encore plus de saillance chez les anciens ministres et responsables du parti unique (PSD) qui tendent à « naturaliser » leur trajectoire sociopolitique en l'accordant avec le « sens de l'histoire » ou, du moins, ce qu'ils perçoivent être le « sens de l'histoire bourguibienne » (sous-entendu la seule trajectoire historique possible pour la Tunisie indépendante). À écouter leur parole, à lire leur témoignage, ils n'ont fait qu'agir selon la « logique du moment », ne s'écartant de la voie tracée par le « Combattant suprême » que pour l'améliorer ou tenter de sauvegarder la « part noble » de l'héritage du leader. Ils avaient une mission et ils ont aujourd'hui le sentiment de l'avoir parfaitement remplie, ne laissant aucune prise à l'analyse critique. Leur témoignage apparaît ainsi comme une légitimation *a posteriori* et une réactualisation permanente du syndrome autoritaire[19].

Il y aurait aussi beaucoup à dire sur la « subjectivité reconstructrice » des anciens opposants à Bourguiba, notamment les leaders islamistes du MTI et d'*En Nahda* qui versent en permanence dans le discours de l'autojustification de leurs actions et discours passés, occultant les aspects les plus sombres de leur histoire (usage de la violence, rejet radical du sécularisme bourguibien, projet de coup d'État...) et cela afin d'entretenir l'illusion d'une « continuité raisonnable » de leur combat politique[20].

Le recours au témoignage oral est porteur, ensuite, d'une série d'effets pervers relevant principalement du phénomène d'extrapolation qui conduit l'acteur à généraliser à partir de son expérience personnelle : « C'est là l'une des sources majeures de l'incompréhension entre l'historien et le témoin, un témoin qui souvent ne retrouve pas, dans le tableau qui est fait du passé qu'il a vécu, la réalité du passé qu'il a pour sa part

16. D. Peschanski, « Effets pervers », *Les Cahiers de l'IHTP*, 21, novembre 1992.

17. J.-J. Becker, « Le handicap de l'*a posteriori* », *Les Cahiers de l'IHTP*, « Questions à l'histoire orale. Table ronde du 20 juin 1986 », 4, juin 1987, cité par R. Frank, « La mémoire et l'histoire », art. cité.

18. *Ibid.*

19. M. Camau et V. Geisser, *Le Syndrome autoritaire. Politique en Tunisie de Bourguiba à Ben Ali*, Paris, Presses de Sciences-Po, 2003.

20. V. Geisser et C. Hamrouni, « Bourguiba dans la mémoire islamiste », art. cité.

perçue. Cette distance peut devenir rejet. Celui-ci est manifeste dans ce jugement définitif tellement entendu : qui n'a pas vécu la période ne peut pas la comprendre. Or, se trouve très souvent, à l'origine, la généralisation à tous d'une expérience nécessairement individuelle, nécessairement spécifique »[21]. Pour saisir ce phénomène d'extrapolation chez les témoins de la période bourguibienne, nous choisirons une illustration empruntée non pas aux cercles dirigeants (ministres et responsables du PSD), mais aux milieux de l'opposition perspectiviste. En tant qu'enquêteurs français, qui n'avions pas vécu directement la répression contre les « gauchistes tunisiens » durant la période 1967-1972, nous nous demandions s'il y avait une véritable radicalisation de la lutte contre le régime expliquant, en partie, la répression féroce décidée par Bourguiba ; ou bien, si cette répression démesurée (arrestations massives, grands procès, tortures...) était surtout due à un « effet de peur » de la part de dirigeants ayant l'impression de ne plus maîtriser du tout la situation. De ce point de vue, la confrontation des témoignages des acteurs de l'extrême gauche tunisienne est riche d'enseignements. Si certains témoins, à partir de leur expérience personnelle, tendraient à conforter la thèse de la radicalisation, voire même du « projet insurrectionnel » de certaines factions du gauchisme tunisien, d'autres, en revanche, privilégient une explication en termes de « fermeture du système politique » et de « dérive sécuritaire » du régime bourguibien. Dans le premier cas, les témoins justifient la répression, tout en la condamnant ; dans le second, ils rejettent entièrement la responsabilité d'une telle dérive policière sur l'évolution dictatoriale du pouvoir bourguibien[22]. Il ne s'agit pas pour nous de prendre parti pour l'une ou l'autre de ces versions de l'histoire du « gauchisme tunisien » mais de souligner ici l'effet d'extrapolation inhérent à tout témoignage individuel qui est lui-même le produit d'une histoire personnelle : ceux qui ont connu la prison et la torture n'ont pas forcément le même rapport à l'histoire bourguibienne que ceux n'ayant été condamnés qu'à des peines d'emprisonnement plus courtes. L'on retrouverait un « conflit de mémoire » similaire chez les anciens dirigeants du Mouvement de la tendance islamique, opposant ceux qui assument aujourd'hui le recours [passé] à la violence et ceux préférant rester muets sur la question. Les premiers ont majoritairement quitté le mouvement islamiste, révisant leur position par rapport à l'héritage bourguibien (« tout n'était pas si mal, nous avons aussi commis des erreurs... »), alors que les seconds continuent à adhérer à la martyrologie de « l'islamo-pacifisme », victime de la « terreur bourguibienne »[23].

---

21. D. Peschanski, « Effets pervers », art. cité.

22. Cf. le témoignage de l'ancien leader du mouvement *Perspectives*, Noureddine Ben Khader, répondant indirectement à la version de l'histoire de l'organisation défendue par Mohammed Charfi.

23. Dans le premier groupe, nous trouverions des personnalités comme Abdelfatah Mourou (ancien n° 2 du MTI), alors que le second serait formé des « derniers fidèles » de

Enfin, la dernière série d'effets pervers, mise en évidence par les historiens du Temps présent, pourrait être regroupée sous le phénomène de la rehiérarchisation subjective des faits historiques, constituant « un mécanisme proche de l'extrapolation. Le témoin tend à hiérarchiser les événements qu'on lui demande d'évoquer, en fonction de son expérience individuelle ». Nous serons relativement brefs sur ce point, en rappelant que nous avons parfois été déçus par la pauvreté de certaines « parties » des témoignages. En effet, nous pensions qu'*a priori* les entretiens nous apporteraient des précisions et des informations inédites sur la « prise de conscience officielle » de la montée et de l'enracinement du phénomène islamiste dans le pays. Dans cette perspective, nous avons choisi d'interroger longuement les anciens ministres et responsables du PSD sur les systèmes de fichage, d'infiltration et de surveillance pratiqués à l'égard des premiers noyaux islamistes en Tunisie. Nous les avons également interpellés sur le mythe de l'« islamisme fabriqué » par le régime pour contrer l'opposition de gauche. Or, force est d'admettre que nous n'avons obtenu que des renseignements fragmentaires, comme si finalement la question islamiste n'avait représenté qu'un problème mineur dans la vie politique tunisienne de ces trente dernières années. Nous sommes restés sur notre faim. Il est difficile d'expliquer aujourd'hui le caractère laconique des témoignages des anciens dignitaires du régime sur cette question pourtant centrale de l'histoire politique tunisienne. Faut-il y voir une manifestation d'amnésie, un refus d'assumer leur part de responsabilité dans la répression sanglante qui a frappé les islamistes dans les années 1980 ? Ou, au contraire, n'étaient-ils pas les « bonnes personnes » à interroger, n'ayant qu'une connaissance fragmentaire du dossier à l'époque des faits[24] ?

Il nous paraît difficile de trancher en faveur de l'une ou l'autre de ces hypothèses (amnésie ou incompétence des témoins ?). En tout cas, une chose est sûre : nos interviewés ont entrepris une forme de rehiérarchisation des événements, nous contraignant à revoir notre copie à la baisse et à rechercher les informations auprès d'autres sources.

Mais plus fondamentalement, à travers ces phénomènes de reconstruction subjective, d'extrapolation et de rehiérarchisation des faits sociohistoriques se joue un enjeu de mémoire(s) qui oppose autant les groupes sociaux entre eux que les individus confrontés à « leur » histoire collective et personnelle.

Rached Ghannouchi (n° 1 du parti) qui refuse toujours de reconnaître l'usage de la violence et le projet de coup d'État du 8 novembre 1987. Cf. V. Geisser et C. Hamrouni, « Bourguiba dans la mémoire islamiste », art. cité.

24. Ce qui peut paraître suprenant quand on sait que parmi nos « grands témoins », deux sont d'anciens ministres de l'Intérieur et l'un a occupé pendant de longues années les fonctions de directeur du Parti socialiste destourien. Pouvaient-ils ignorer l'ampleur du phénomène ?

La « mémoire stratigraphiée » du bourguibisme

La mémoire historique d'un individu ne saurait être réduite à son expérience personnelle, aussi prestigieuse et riche soit-elle, mais se situe « à la croisée des mémoires de plusieurs collectivités, [qu'il] intériorise toutes selon un assemblage qui lui est propre »[25].

Dans cette « chimie réorganisatrice »[26], telle que la donne à voir le témoignage, il convient d'abord d'évoquer l'empreinte de *la mémoire officielle* qui, dans le « cas tunisien », agit avec d'autant plus d'efficacité symbolique qu'elle a connu une forme de matérialisation totalisante, caractéristique des régimes autoritaires. Celle-ci continue à imprégner tous les aspects de la vie individuelle, familiale et sociale des Tunisiens, à un point tel que la tentative de promotion d'une « nouvelle histoire benalienne » a produit dans les consciences tunisiennes un effet de *feed-back*, presque inattendu : plus que jamais, la « légende bourguibienne », écrite pourtant par les écrivains officiels[27], se trouve aujourd'hui confortée comme mémoire populaire et revendiquée, jouissant d'une sorte de légitimé posthume. Bourguiba, « Combattant suprême », « Père de la nation et de la Tunisie moderne » : qui aujourd'hui oserait le contester ? Ainsi, le registre totalisant ou totaliste de la mémoire officielle de l'avant-1987 produit des effets différés en termes d'adhésion. Elle paraît susciter davantage de consentement populaire en ce début de troisième millénaire que dans les années de règne : « Bourguiba est mort, vive Bourguiba ! »[28].

Mais cette mémoire officielle n'est performative, à l'échelle du témoignage individuel, que parce qu'elle emprunte le chemin à la fois complémentaire et concurrent des « expériences particulières » du groupe : l'association lycéenne, le syndicat étudiant, le parti, le mouvement..., ce qui suppose aussi une « mémoire sélective », travaillant également dans le sens d'une construction identitaire[29]. En dépit de l'apparente homogénéité des positions sociopolitiques occupées par nos « grands témoins » à l'époque bourguibienne, il est possible de repérer aujourd'hui l'influence des formes d'identification groupale dans le déroulement de la mémoire historique. Sur ce plan, leur témoignage contribue à éclairer les enjeux contradictoires et les luttes idéologiques qui se tramaient au sein du groupe dirigeant tunisien, au-delà d'un semblant d'unité et de l'allégeance inconditionnelle au leader. Si Bourguiba constituait sans aucun doute le centre du système, auquel était personnellement relié chaque « suiveur-dominant » (ministres, dirigeants du parti, hauts fonction-

25. R. Frank, « La mémoire et l'histoire », art. cité.

26. *Ibid.*

27. Entre autres Mohamed Sayah, ancien directeur du Parti socialiste destourien, ancien ministre et auteur d'une dizaine d'ouvrages sur l'épopée bourguibienne.

28. V. Geisser, « Tous nostalgiques de Bourguiba », *Libération*, 12 avril 2000.

29. R. Frank, « La mémoire et l'histoire », *op. cit.*

naires...), la cohérence de son pouvoir renvoyait à des logiques de soumission et des positionnements « éthiques » fondamentalement différents selon les acteurs. Si chez certains de ces anciens responsables (Mohamed Sayah), c'est le parti et ses organisations satellites qui représentent par excellence les « lieux de mémoire » du bourguibisme (PSD, UGET, UJT...), d'autres mettent davantage en avant un imaginaire centré sur la notion du « service de l'État » au sens large (Tahar Belkhodja), sans oublier ceux qui développent un imaginaire élitaire fondé sur l'idée de continuité et d'équilibre entre « grandes familles » de la période beylicale et nouveaux dirigeants de la Tunisie bourguibienne (Beji Caïd Essebsi).

Quant aux témoins de l'opposition à Bourguiba, la mémoire groupale se décline surtout en fonction de la place et du rôle joué au sein de l'organisation d'origine. Par exemple, chez Rached Ghannouchi, émir historique du MTI, le témoignage révèle en permanence une sorte de confusion volontaire entre le destin personnel et le destin du mouvement islamiste tunisien dans son ensemble : « je suis le MTI et le MTI c'est moi ! » L'on observe ici un rapport à la mémoire du groupe et, au-delà à la mémoire nationale, qui reproduit dans ses grandes lignes le complexe du pouvoir personnel bourguibien. En revanche, chez un ancien leader de l'extrême gauche étudiante, comme Noureddine Ben Khader, la mémoire groupale s'énonce principalement en termes de « convivialité générationnelle » et d'affinités socioculturelles, où les individualités tendent à passer au second plan dans le récit. La mémoire collective reste emprunte d'un imaginaire de luttes idéologiques et la reconstruction des « histoires personnelles » s'efface devant l'évocation des sociabilités sociopolitiques : « nous, les internationalistes, francophones, néo-citadins, issus de la petite bourgeoisie » par opposition à « eux, les nationalistes arabes, dialectophones, issus de l'intérieur du pays et des milieux populaires ».

Sur un plan plus général, les témoignages de ces personnalités de la période bourguibienne participent aussi de la « mémoire publique » et/ou de la « mémoire diffuse »[30], et cela d'autant plus qu'ils sont, la plupart du temps, redevenus des citoyens presque ordinaires. On peut se demander dans quelle mesure ce « ralliement » à la mémoire diffuse n'apparaît pas aussi comme une forme d'autoprotection de la part d'anciens acteurs de la vie politique tunisienne qui préfèrent aujourd'hui se réfugier dans l'ordinarité, voire dans la banalité, de leur témoignage : « La mémoire est ensevelie, enterrée, occultée : mémoire des individus, des groupes et des différentes couches de la société, mémoire de la nation. L'histoire est ainsi devenue un champ miné, et pour les gouvernants, et pour les historiens »[31]. Il persiste *une part d'indicibilité* de l'expérience personnelle et collective tendant à prouver que les plaies de la période bourguibienne ne

30. H. Rousso, « Chapitre 7 », p. 287 et suiv., *Le Syndrome de Vichy, 1944-1987*, Paris, Le Seuil, 1990, cité par R. Frank, *ibid.*

31. K. Bartosek, « Les témoins de la souffrance », *Les Cahiers de l'IHTP*, 21, novembre 1992.

se sont pas complètement refermées. C'est moins ici dans *la parole* des témoins que dans *leur silence* que l'on prend conscience des effets différés de la « mémoire mutilée » du bourguibisme.

36

Noureddine Ben Khader*

Entretien**

Avant d'aborder votre parcours politique, pourriez-vous nous parler de vos origines familiales ?

Je suis issu d'une famille semi-féodale du Sud tunisien. Mon grand-père paternel gérait un patrimoine immobilier et agricole important accumulé aux dépens de ses « associés » nomades. Il exerçait, par ailleurs, les fonctions de cheikh, fonction administrative qui le liait étroitement tant aux autorités beylicales que coloniales.

Mon père, gauchiste avant la lettre, a récusé les avantages que pouvait lui procurer la situation de la branche riche des Khader, pour s'installer avec sa famille dans la partie basse et pauvre de notre village. Il a eu le Certificat d'études primaires, ce qui n'était pas évident pour l'époque et la région, et a même profité de quelques années d'études secondaires. Cela en fit le principal « intellectuel du village ». J'en ai hérité une initiation précoce à la langue française et une familiarité tout à fait insolite avec les œuvres des grands maîtres de la littérature classique, ainsi que de la bande dessinée, fournies en abondance par les liasses de rebuts qui servaient, dans l'épicerie que tenait mon père, de papier d'emballage.

Mon père était nationaliste fervent et cadre actif du Néo-Destour. Il a pris part d'une façon très conséquente à la phase armée de la lutte nationale, ainsi que mon oncle maternel d'ailleurs. La question palestinienne l'interpellait très fort. Lors du schisme qui a traversé le pays au moment des négociations avec la France sur les conditions de l'indépendance, il a choisi le camp de Ben Youssef. Bourguiba, conscient de son rayonnement dans la région, a décidé de l'éliminer et un commando l'a assassiné au vu et au su de tout le monde un jour de novembre 1956. Quelques jours

---

* Membre fondateur du Groupe d'étude et d'action socialistes tunisien (GEAST), dit *Perspectives*.

** Entretien réalisé par Michel Camau et Vincent Geisser en avril 2002. Transcription revue et corrigée par N. Ben Khader.

avant son assassinat, j'ai eu l'occasion de lui dire que je ne partageais pas ses choix politiques et que le discours de Bourguiba m'était plus proche.

Comme la plupart des élèves de ma génération, je me sentais en phase avec le Destour et ses revendications. La notion de sacrifice ne me répugnait pas. Mal m'en prit car cela se traduisit par une sanction très négative sur la suite de mes études : l'exclusion, à l'âge de quatorze ans, du lycée de Tunis où j'ai été admis par miracle.

En 1958, je suis parti en France pour suivre des soins médicaux dans un sanatorium. Outre les Français, il y avait des communautés plus ou moins importantes d'élèves venant de diverses colonies. Mes préférences allèrent au groupe des Algériens, dont la cause me paraissait plus urgente et l'argumentation plus forte intellectuellement.

Et dans quelles circonstances a été créé le Groupe d'étude et d'action socialistes tunisien (GEAST), dit Perspectives *?*

Le mouvement *Perspectives* a été créé à Paris en 1963. C'est une émanation directe des débats au sein de l'UGET[1]. Dans la section de Paris, il y avait deux tendances dominantes de gauche, les communistes du PCT[2] et les trotskistes, plus quelques nationalistes arabes. C'étaient les formations les plus actives. Parallèlement, il y avait des éléments indépendants qui luttaient contre l'hégémonie du Destour[3]. En fait, *Perspectives* est né du refus de l'appropriation de la section syndicale par ces deux tendances (les communistes et les trotskistes), de cette volonté de distanciation avec les deux grands courants politiques de l'UGET. *Perspectives*, ce sont des indépendants qui disaient n'avoir d'allégeance que pour la Tunisie. Le noyau des indépendants comprenait aussi quelques communistes et quelques trotskistes en rupture de banc. Pour nous, les indépendants, seuls nous motivaient les échos plutôt pessimistes qui nous parvenaient du pays et les mésaventures de l'après-indépendance dont on percevait de plus en plus la gravité.

Vous vous qualifiez d'« indépendants » ?

Je ne sais plus si le terme « indépendants » était utilisé à l'époque mais je pense que oui. Avant de fonder *Perspectives*, le premier texte que nous avons produit consistait en une invite pressante pour la communauté estudiantine tunisienne à s'intéresser à ce qui se passe dans le pays. À chaque fois qu'un événement grave survenait en Tunisie, nous appelions à un rassemblement au 115, boulevard Saint-Michel. L'on tenait des assemblées générales où il y avait environ 200 à 300 étudiants. C'était énorme à l'époque.

1. Union générale des étudiants de Tunisie créée en 1952.
2. Parti communiste tunisien créé en 1920.
3. N. Ben Khader fait référence au parti au pouvoir, le Néo-Destour qui deviendra, en 1964, le Parti socialiste destourien (PSD).

Qu'est-ce qui vous différenciait au sein de l'UGET-Paris de ces deux courants dominants ?

Ce que qui nous différenciait des communistes et des trotskistes, c'est qu'ils étaient plus marqués que nous par les pratiques de groupes politiques organisés et qu'ils avaient des choix idéologiques très arrêtés. Nous, nous voulions coller à la Tunisie. Les débats idéologiques au sein de l'UGET ne nous concernaient pas. Nous étions des patriotes attachés à notre terre. Jamais, je n'aurais voulu ne pas rentrer en Tunisie. Notre premier texte exprime d'ailleurs cette volonté de délaisser les idéologies étrangères pour nous mettre au service exclusif de notre patrie. Au départ, le groupe fondateur était composé de Ahmed Smaoui, Hachemi Jegham, Mohammed Charfi, Mohammed Mahfoud, Khémaïs Chammari, Hasssen Ouardani, Abdelhamid Mezghenni et moi-même. Notre premier support a été le bulletin de la section de l'UGET-Paris *(El Ittihad)*. Nous nous y exercions à la rédaction et y développions un discours rassembleur sur le registre : la Tunisie, c'est le commun dénominateur, c'est l'intérêt de la Tunisie qui doit seul faire l'objet de notre attention, etc.

Et, vous personnellement, par quels courants de pensée avez-vous été influencé ?

J'ai beaucoup été influencé par l'existentialisme de Sartre. Cela a correspondu sans doute à des dispositions personnelles à concevoir la responsabilité de l'être humain comme un fait majeur. La pensée sartrienne m'interpellait dans la mesure où elle reposait sur l'idée que chacun de nous est responsable et de lui-même et de ce qu'il y a autour de lui, qu'il n'y a pas de possibilité de se mentir, de se trouver des alibis pour ne pas s'engager, que ce soit dans la vie personnelle ou dans la vie collective. À Paris, je fréquentais beaucoup l'entourage de Sartre à Saint-Germain, je lisais la revue *Les Temps modernes*. Je le voyais en personne, car il était accessible, il se produisait devant des auditoires d'étudiants, notamment d'étudiants maghrébins. Je savais qu'il sympathisait avec Kateb Yacine[4] et cela me le rendait encore plus proche. La polémique avec le Parti communiste[5] m'interpellait aussi : elle me paraissait porteuse de richesse. Cet homme engagé qui contestait ce qu'il y avait de totalitaire dans la pensée marxiste me paraissait intéressant, alors qu'à l'époque je n'avais pas lu une seule ligne de Marx.

C'est plus tard, que j'ai commencé à découvrir le marxisme à travers les citations de Sartre. J'ai commencé à lire les ouvrages de Rosa Luxembourg, de Jaurès et tout ce qui pouvait paraître aux éditions Maspero. Mais Marx et Lénine, je ne les ai lus qu'après mon retour à Tunis. Les deux livres qui m'ont le plus marqué étaient *Le Manifeste du Parti communiste* et *Le 18 Brumaire de Louis Napoléon Bonaparte*.

4. Écrivain algérien.
5. N. Ben Khader fait référence ici au PCF.

J'ai été aussi influencé par les milieux militants algériens, parce qu'ils avaient un discours tiers-mondiste sur l'industrialisation, l'agriculture, la réforme agraire... Je me rappelle que je lisais régulièrement *Révolution africaine* et les papiers de Mohamed Harbi[6] que je n'ai d'ailleurs jamais rencontré. J'ai été marqué également par le leader marocain Mehdi Ben Barka qui est venu à plusieurs reprises nous rencontrer au 115, boulevard Saint-Michel : son discours me plaisait. Il faut dire que les débats idéologiques sur le Maghreb me concernaient beaucoup.

Au début du groupe Perspectives, *quels étaient vos objectifs et vos motivations ?*

Les premiers temps, notre objectif était de continuer à mobiliser, continuer à faire en sorte que les positions de gauche soient incluses dans les résolutions de l'UGET. La deuxième chose, c'était de débattre chaque fois qu'on le pouvait au sein de la section de Paris et cela malgré nos divergences, malgré nos différends. Quand la revue a été lancée nous avions pour objectif premier de réaliser les études les plus approfondies et les mieux rédigées possibles, sa diffusion la plus large possible et la participation la plus assidue possible à la vie de la section parisienne de l'UGET afin de gagner la partie.

Quel type de relations entreteniez-vous avec le parti (Néo-Destour) et le pouvoir ?

La période de Mohamed Sayah à la tête de l'UGET[7] a correspondu à une reprise en mains par le Néo-Destour. Il se manifestait une certaine violence comme le vol des urnes par des responsables destouriens. C'était la période de normalisation syndicale. Il est vrai que l'UGET était un vivier pour l'État, d'où une course à l'allégeance à l'égard de Bourguiba. Mais, à ma connaissance, aucun d'entre nous [fondateurs de *Perspectives*] n'a été concerné par le militantisme au sein du Néo-Destour après l'indépendance. Il faut dire que nous étions à Paris et que nous étions donc plus sensibles à l'internationalisme et moins soumis aux directives d'un chef. De plus, par nos parents restés au pays, nous commencions à entendre parler des difficultés qui surgissaient. De plus en plus nous prenions conscience du fait que l'indépendance n'était pas le paradis qu'on nous promettait. Personnellement, je n'étais pas anti-destourien, mais force est de constater que le Néo-Destour était le tremplin idéal pour les promotions sociales et politiques. Je regrette de le dire, mais je ne connais personne parmi les destouriens qui ait marqué intellectuellement son époque, je ne vois pas qui parmi eux est devenu un grand cinéaste, un grand romancier, ou un grand philosophe.

6. Ancien cadre du FLN et animateur de la revue « intellectuelle » *Révolution africaine*. Aujourd'hui, historien et auteur de nombreux livres sur la guerre d'Algérie.

7. Élu secrétaire général de l'UGET en 1962.

Mustapha Ben Jaafar[8]*, l'un des anciens dirigeants étudiants proches du Néo-Destour, nous a pourtant affirmé que, malgré vos différends, il régnait une certaine convivialité au sein de l'UGET-Paris ?*

Cela est tout à fait vrai. Tant que les destouriens n'en étaient pas arrivés à la violence, il régnait effectivement une certaine convivialité au sein de l'UGET-Paris. Aux congrès de l'organisation syndicale, personne ne trouvait à redire au fait que la majorité soit destourienne. De leur côté, les destouriens acceptaient le dialogue avec les opposants de gauche, voire admettaient certains des amendements proposés par les représentants de cette dernière quand il fallait voter les résolutions du congrès. Il est vrai que la minorité avait beaucoup de choses à dire sur tout. Ce n'était pas la guerre, comme chez les étudiants algériens certes, mais avec le temps, l'ambiance a commencé à se dégrader au sein de l'UGET, du fait que la majorité des étudiants destouriens était de plus en plus favorable à la répression. Bien sûr, il est facile aujourd'hui pour tel ou tel des protagonistes destouriens de l'époque d'insister sur ses qualités démocratiques précoces. Mais j'espère que des débats ouverts pourront un jour s'organiser pour que la vérité sur les uns et les autres soit établie avec le plus de rigueur et de loyauté possible.

Lorsqu'ils se rendaient à Paris, les dirigeants destouriens avaient l'habitude de rencontrer les étudiants tunisiens. Pouvez-vous évoquer ces rencontres ?

Oui, je me souviens notamment de la rencontre avec Ahmed Ben Salah[9]. Je crois que c'était en 1962. Il avait accepté d'affronter l'ensemble des étudiants. Mais je ne me rappelle pas qu'il ait dit des choses qui auraient pu convaincre ou nous apprivoiser par leurs qualités intellectuelles. À ma connaissance, Ben Salah avait été envoyé par Bourguiba pour contrecarrer ce raz de marée de jeunes contestataires. Il voulait nous convaincre que nous avions tort. Nous l'interpellions sur la démocratie, sur le programme de l'UGTT et nous lui posions cette question : *est-ce que vous concevez que les gens puissent aller au paradis à coups de trique ?* En fait, il n'a convaincu personne, ni sur les raisons de l'interdiction du Parti communiste ni sur le complot contre Bourguiba [décembre 1962]. Ben Salah répétait toujours que c'était lui qui avait raison et que nous n'avions rien compris à rien.

Et dans quelles circonstances, avez-vous décidé votre retour en Tunisie ?

J'ai décidé de rentrer au pays durant l'été 1964. L'opposition facile, bien au chaud dans un café parisien n'était pas de mon goût. J'étais inti-

8. Actuellement dirigeant du parti d'opposition légale, le Forum démocratique pour le travail et les libertés (FDTL).

9. Membre du gouvernement, représentant du courant socialiste du Néo-Destour.

mement convaincu qu'il me fallait vite me décider pour l'une ou l'autre alternative : rentrer au pays et assumer les conséquences de mes choix aussi dangereuses qu'elles puissent être, ou abandonner les facilités des oppositions salonardes pour retourner à mes études volontairement interrompues, par exemple. Une anecdote piquante a précipité mes choix en faveur du retour. Un jour que j'étais assis sur un banc face au jardin du Luxembourg, un clochard assis à côté de moi m'a traité de sale bicot. C'était la première fois que cette insulte m'a concerné personnellement et directement, je l'ai pris très mal et j'ai décidé de rentrer immédiatement dans mon douar d'origine, là au moins où je pouvais tout subir sauf l'insulte de l'exclusion raciste.

C'est Khémaïs Chammari qui a trouvé le plus à redire sur ma décision. Il fallait, disait-il, d'abord consolider davantage ce que nous avions entrepris à Paris. J'ai fait la sourde oreille. J'ai été très content de savoir que Mohamed Charfi et sa femme Faouzia Rekik ainsi que Ahmed Smaoui avaient eux aussi décidé de mettre les voiles cet été-là.

Revenons sur vos motivations. Quels étaient vos objectifs de départ ? Vos projets se limitaient-ils au syndicalisme étudiant, à l'UGET ?

Nos projets de départ consistaient en l'accumulation de connaissances objectives suffisantes sur la situation dans le pays qui autoriserait des prises de position motivées crédibles et loyales. Au départ, *Perspectives* était organisé en groupe d'étude. Plus précisément, nous avions mis en place quatre commissions : culture, agriculture, industrie et une autre, dont je ne me rappelle pas l'intitulé. Notre projet était de rassembler des documents qui alimenteraient le travail de ces commissions. L'intention de départ était clairement intellectuelle. Nous cherchions à analyser, à comprendre la société tunisienne. La critique majeure que nous adressions aux trotskistes et aux communistes, c'était l'absence de la Tunisie dans leurs préoccupations, en apparence du moins. Nous leur disions : *mais où est la Tunisie dans vos analyses, on ne la voit pas ?*

Sur quelles sources vous appuyiez-vous pour développer vos analyses ?

Nous consultions les travaux universitaires et les thèses de doctorat de la faculté de droit de Paris. La majorité des membres de *Perspectives* était universitaire en contact avec les sommités du droit et des sciences humaines. En ce qui me concerne, j'assistais aux conférences de Jacques Berque sur les structures du Maghreb. On lisait tous les grands auteurs tiers-mondistes de René Dumont à Tibor Mende en passant par Georges Despois, etc., dont je retrouve, avec plaisir, aujourd'hui les livres chez les bouquinistes de Tunis. Nous lisions des monographies sur la Tunisie, qui paraissaient aux PUF, par exemple l'étude de Paul Sebag sur Melassine [quartier populaire de Tunis].

Pouvez-vous nous décrire les débuts de l'implantation du mouvement Perspectives *en Tunisie ?*

Notre mouvement a commencé à prendre en Tunisie entre 1964 et 1966 (année de la première arrestation). Ahmed Smaoui et moi, nous animions des débats, des présentations devant des petits groupes dans les chambres universitaires. Il n'y avait jamais plus de dix personnes. Oui, nous tenions des réunions hebdomadaires dans les chambres universitaires. On impressionnait par notre courage. On n'avait peur de personne ! On discutait librement, on transgressait les interdits. On se réunissait pour débattre de tout dans les cafés de Tunis entre le boulevard du 9 avril (l'Université) et le Colisée (centre-ville). On rapportait une façon d'être de Paris. C'était une sorte de *dolce vita* militante. Il y avait une présence féminine très forte dans notre groupe. Il y avait une atmosphère particulière de liberté : on se serait cru dans une ville de province française. Le journal *Perspectives* était imprimé en France et distribué clandestinement en Tunisie. À l'époque, le pouvoir ne faisait apparemment pas grand cas de notre style de vie. Nous n'avions pas vraiment conscience de la persécution. Cette période a duré de 1964 à 1966. Après, les déboires ont commencé : en 1966 (quelques jours de garde à vue), puis en juin 1967 et l'arrestation de Mohamed Ben Jennet, figure emblématique du mouvement, et surtout en mars 1968.

Vous parlez de « présence féminine ». Quelle était la place des femmes dans Perspectives *?*

Il n'y avait aucune réticence quant à la place des filles dans le mouvement. En 1961, quand j'ai « débarqué » au 115 du boulevard Saint-Michel, j'y ai vu des filles tunisiennes qui fréquentaient les cafés avec les garçons et manifestement sortaient avec eux. Cela m'a paru être la révélation la plus extraordinaire que je pouvais avoir. Ce côté agréable m'a incité à rester et à chercher à comprendre ce qui se passait. Après, au café « Gai Lussac », nous avons développé des rapports garçons-filles qui me paraissent aujourd'hui idylliques. Jamais, depuis, je n'ai vécu, en groupe, cette intensité de rapport entre les deux sexes et ce respect mutuel. Les filles n'étaient pas des compagnes de vie classiques, mais elles étaient d'abord nos compagnes d'idées, de convictions. C'était très important.

Il semblerait que Gilbert Naccache ait joué un rôle important dans l'implantation du mouvement Perspectives *en Tunisie. Pourriez-vous nous décrire son itinéraire ? Était-il trotskiste ?*

Oui, Gilbert Naccache, « Papi » pour les intimes, était trotskiste. Il était contre l'exil à l'étranger et reprochait aux trotskistes de Paris d'être trop bureaucratisés, d'être trop déconnectés par rapport à la réalité tunisienne. Il estimait qu'ils étaient embourbés dans leurs débats idéologiques et pas du tout concernés par l'évolution du mouvement à Tunis. Il était ingé-

nieur agronome. C'était un garçon brillant qui avait terminé ses études avant nous. Il a choisi de rentrer en Tunisie l'année même où sa mère et ses sœurs quittaient le pays, comme une bonne partie de la communauté juive d'ailleurs[10]. Il ne voyait pas d'autre espace de vie que la Tunisie, et même aujourd'hui, il est blessé quand on lui pose la question : *mais pourquoi tu es resté en Tunisie avec toutes ces difficultés ?* Il n'accepte pas ce discours et je lui sais toujours gré de cet attachement. À l'époque, il était détaché par le ministère de l'Agriculture auprès de la FAO. Il a eu beaucoup de problèmes avec sa direction : il n'était pas d'accord avec les méthodes de développement appliquées en Tunisie. Il pensait qu'elles ne s'intéressaient pas suffisamment aux régions défavorisées. Manifestement, il était déjà en contact avec le syndicat de l'agriculture de l'UGTT.

Et vous précisément quelles étaient vos relations avec Gilbert Naccache ?

Quand je suis rentré définitivement en Tunisie, c'est lui qui m'a hébergé. Il avait un grand appartement. J'y avais une chambre et nous vivions une vie de célibataires. Grâce au compagnonnage de Naccache, j'ai pu sans trop de difficulté me réacclimater à la Tunisie. J'ai pu continuer à m'enrichir sur le plan intellectuel car on avait les mêmes lectures. On lisait *Le Monde*, *Le Nouvel Observateur*, on achetait des livres et on en discutait.

Il était trotskiste et était le plus jeune de son groupe. Il a essayé de convaincre ses camarades trotskistes de nous rejoindre. Ils y ont mis du temps. Lui-même a pris le temps suffisant pour nous voir à l'œuvre et se convaincre du bien-fondé de nos pratiques. Lorsqu'il en a été convaincu, il s'est donné corps et âme au groupe. Jamais militant n'a été aussi généreux et aussi intrépide que lui.

Il existe une polémique autour du fait que Naccache soit devenu rapidement un dirigeant, alors qu'il était l'un des derniers arrivés. Son adhésion à Perspectives *a-t-elle modifié les objectifs de votre mouvement ?*

Je crains que cette polémique ne couvre que très mal des instincts douteux. Papi a permis à de nombreux camarades qui rentraient de Paris de se « réacclimater » à la Tunisie. Il a aussi contribué à maintenir une certaine modernité dans le mouvement. De 1964 à 1966, tout le groupe rentré de Paris, sans exception, entretenait avec lui les relations les plus étroites et les plus amicales. Contrairement à ce que j'entends dire parfois, mes rapports avec Papi n'étaient pas faits de domination de l'un par l'autre. Papi est venu sincèrement et loyalement à *Perspectives*, il l'a servi de son mieux. Beaucoup mieux, en tout cas que ceux qui aujourd'hui, pour se dédouaner, croient intelligent de charger le minoritaire par qui toujours le scandale arrive, quand on veut aller par le chemin le plus court au secours de la victoire.

10. Gilbert Naccache est issu d'une famille juive tunisienne.

C'était la période maoïste de l'histoire de Perspectives *?*

Non, bien avant. Papi n'est pas l'initiateur du maoïsme dans le groupe. Dès notre arrivée de Paris, nous cherchions à gagner la sympathie des meilleurs. Naccache en était un. Lorsqu'il a rejoint le groupe, il était naturel qu'il y joue les premiers rôles. Notre direction n'était pas une direction centralisée fermée sur elle-même et jalouse de ses prérogatives. Toute personne disponible et manifestant des qualités réelles était très vite adoptée. C'est ainsi que cela s'est passé pour Naccache comme pour d'autres.

Mais en dehors des milieux étudiants et universitaires, développiez-vous des actions dans d'autres secteurs sociaux ?

Oui, nous développions des actions en direction de l'UGTT. C'est Papi qui nous a fait prendre conscience de l'importance de l'UGTT. Certains comme lui et Rachid Bellalouna ont très vite compris que l'UGTT était un lieu tout aussi essentiel que l'UGET, dans la mesure où certains d'entre nous étaient déjà dans la vie active et pouvaient donc militer dans le syndicat des travailleurs. Je sais que beaucoup de professeurs perspectivistes sont allés à Kairouan pour participer à une réunion syndicale et cette participation a été remarquée. En tout cas, nous développions simultanément des actions dans les deux structures syndicales. Il fallait surtout convaincre les étudiants que l'UGET était un lieu privilégié de débats, chose qui leur était totalement étrangère car ils pensaient que l'UGET était synonyme de Destour et qu'il était infecté de policiers. Ils estimaient que l'UGET ne servait à rien. À travers l'exemple de nos actions menées au sein de la section de l'UGET-Paris, nous cherchions à leur prouver le contraire.

Vous avez aussi développé une stratégie de l'entrisme ?

Non, jamais. Cela aurait pu être le cas tant la stratégie de l'entrisme pouvait se justifier par les conditions difficiles du militantisme indépendant à cette époque. Mais cette stratégie n'a jamais été développée ni par la direction de *Perspectives*, ni par ses militants. La confusion est née d'une opinion libre rédigée par Naccache et parue dans l'un des numéros de la revue suivie par une réponse rédigée par un militant de Paris. Jamais débat collectif n'a été organisé dans les structures du groupe autour de cette stratégie.

Mais fondamentalement vous étiez dans la lignée bourguibienne, pas le Bourguiba du pouvoir quotidien, mais le Bourguiba du projet moderne de construction nationale et étatique ?

Aujourd'hui, je ne dirais pas le contraire. À l'époque, nous croyions que nous étions dans l'opposition radicale à Bourguiba. Il était pour nous

le « Comédien suprême »[11]. En fait, nous adhérions complètement à l'idéologie positiviste et moderniste de Bourguiba. Nous étions ses enfants illégitimes. Ce qui nous opposait véritablement à lui c'était la question de l'impérialisme. Nous considérions que les positions officielles de la Tunisie sur le Vietnam et Cuba, entre autres, étaient des plus réactionnaires. On critiquait également le « pouvoir personnel ». Nous relisions toujours l'éditorial d'*Afrique Action* de 1961 qui dénonçait le pouvoir personnel[12]. Mais à l'époque, c'est vrai, notre pensée n'était pas encore dominée par les catégories marxistes. Nous ne parlions pas encore de prolétariat, de parti du prolétariat. Nous ne croyions pas à la nécessité d'une lutte violente contre la bourgeoisie. Nous cherchions à organiser notre travail en commissions d'étude, à écrire des articles pour notre revue. Nous débattions du contenu des revues théoriques qui paraissaient à l'époque. À l'époque, il faut avouer également qu'il n'y avait pas de pressions policières qui nous empêchaient de manifester nos opinions. Sur les questions importantes de la femme, de l'enseignement, de la Palestine, par exemple, nous étions assez favorables aux positions de Bourguiba. En 1965, au plus fort du conflit Bourguiba-Nasser, je me souviens que nous étions collectivement sur les positions du premier. Nous avons surtout été attaqués quand, en 1967, nous avons développé dans notre fameuse « Brochure jaune » nos positions sur la Palestine. Nous étions la bête noire des nationalistes et des socialistes arabes car nous étions favorables à un État fédéral en Palestine.

À l'époque, avant 1967, vous vous situiez finalement dans le sillage du réformisme tunisien. Le régime ne semblait pas s'inquiéter outre mesure. D'ailleurs il paraît que Bourguiba lisait votre revue Perspectives *?*

Oui, il est connu qu'à l'issue de chaque congrès de l'UGET, Bourguiba avait toujours l'habitude de recevoir la nouvelle commission administrative, majoritairement destourienne. En 1965, on m'a rapporté qu'il avait fortement pris à partie ses hôtes au sujet de la faiblesse de leurs écrits comparés à ceux qui paraissaient dans notre revue. Comment expliquer, leur aurait-il demandé, qu'avec tous les moyens mis à votre disposition par le Parti et l'État vous rédigiez des choses aussi nulles, alors qu'avec leurs moyens limités, les gens de *Perspectives* peuvent produire des écrits aussi denses et aussi documentés ? Ce fait m'a été relaté par le patron de la Direction de la sécurité de l'État (DSE) lors de notre arrestation en 1968.

Venons-en maintenant à la période maoïste de l'histoire de Perspectives. *Certains, comme Mohamed Charfi, parlent d'ailleurs de « dérive maoïste ».*

11. Détournement de la légende du « Combattant suprême ».

12. Cf. l'entretien dans ce même volume avec Mohamed Ben Smaïl, ancien rédacteur en chef de *L'Action* puis d'*Afrique action*.

Ils accusent notamment le coopérant français, Jean-Paul Chabert, de vous avoir manipulés. Que pensez-vous de cette version ?

Je suis d'accord avec Charfi sur l'évolution maoïste de *Perspectives* mais, en revanche, je ne peux pas le suivre sur la thèse de la manipulation. Comme je vous l'ai dit au sujet de Gilbert Naccache, je trouve trop facile de rejeter la responsabilité de ses actes sur les autres surtout quand il s'agit d'étranger ou de minoritaire. C'est trop facile, voire suspect. Le maoïsme était un phénomène universel, comme le marxisme d'ailleurs. Il aurait été anormal qu'une génération de jeunes Tunisiens, aussi à l'écoute du monde ne cherche pas à être en phase avec les concepts et les idées dominants du moment. Je continue à revendiquer aujourd'hui cette « dérive » comme l'un des moments forts de mon investissement personnel, de ma culture et de mon équilibre psychique. C'était une adhésion à un grand rêve universel. Ce qui importe pour moi, c'est que l'on a été porté par ce rajeunissement de la pensée marxiste dans son aspect dynamique. Nous étions sensibles au discours de la Révolution culturelle. C'était un discours qui appelait à la révolte, au droit à la révolte, un discours qui affirmait que l'on pouvait déplacer des montagnes. Voilà à quoi se résume notre engagement maoïste.

Ce n'est donc pas le côté « Gardes rouges » qui vous attirait dans le maoïsme ?

La meilleure preuve, c'est que l'on ne s'est jamais organisé en « Gardes rouges ». Nous n'avons mis en œuvre ni séances de sports, ni arts martiaux. Pour nous, le maoïsme, c'était la révolution culturelle ! C'est parce qu'elle était « culturelle », qu'elle a produit une résonance dans nos esprits. Ce n'était pas J.-P. Chabert, coopérant français qui avait une profonde sympathie pour la Tunisie et son élite, qui était le principal « déclencheur » : c'était la situation tunisienne qui appelait cette jeunesse à être active. Et qu'a-t-elle trouvé sur le marché de l'idéologie de l'époque ? La Révolution culturelle ou le nationalisme arabe. Nous avons choisi la Révolution culturelle, et plus particulièrement son aspect festif. Mais nous ne nous sommes jamais organisés dans le but de nous emparer du pouvoir par la violence.

Et vous continuiez toujours à vous revendiquer de la démocratie ou est-ce que vous la considériez comme une notion bourgeoise ?

En février 1968, nous avons rédigé et distribué très largement un tract-pamphlet contre Ahmed Mestiri, l'accusant d'être un faux démocrate et soutenant que seule la destruction de l'État bourgeois ouvrirait la voix à la vraie démocratie. Aujourd'hui, je tiens cette thèse pour très contestable et j'aurais souhaité qu'on ne l'ait pas soutenue (je vous signale en passant qu'il s'agit là d'une thèse léniniste et non maoïste). Toujours est-il que c'est à cette époque que nous avons voulu faire la jonction avec la classe

ouvrière C'est à cette époque aussi que nous avons lancé *El Amel el tunsi*[13], une publication rédigée en tunisien et destinée aux travailleurs. Nous publions des lettres et des poèmes, principalement d'émigrés tunisiens en France. Nous allions chercher les ouvriers dans les usines. La revue *Perspectives* s'est transformée : d'une revue intellectuelle, elle est devenue un journal de propagande. Nos articles étaient de moins en moins théoriques. Sur ce changement de ligne, et autant que ma mémoire me soit fidèle, je témoigne que je n'ai souvenir d'aucune opposition caractérisée. Je veux dire par là qu'aucun militant n'a jamais soumis, ni à la base ni aux instances dirigeantes, un texte solidement argumenté remettant en cause la ligne qui prévalait et attirant l'attention sur ses dangers. La polémique viendra plus tard, violente, destructrice mais en prison entre quatre murs. J'espère que les archives du mouvement deviendront un jour accessibles pour aider à la connaissance de la vérité.

Pour revenir à la phase chinoise de Perspectives, *ne peut-on pas émettre l'hypothèse d'une manipulation de l'ambassade de Chine à Tunis ?*

Non, je ne pense pas que cette idée de manipulation soit pertinente. Je tiens à rappeler que c'est nous qui avions pris l'initiative de contacter l'ambassade de Chine, et non le contraire. D'ailleurs, j'avais très peur au moment de notre procès que ce fait soit retenu comme pièce à charge, à savoir : la possession d'une littérature diffusée par l'ambassade chinoise et surtout une machine à écrire qu'elle nous avait gracieusement offerte. Nous étions dans l'inconscience complète.

Est-ce que l'on peut dire que vous étiez libertaires à l'image des libertaires des années 1960 ? Libertaires par rapport au style de vie, à la croyance en l'autonomie de l'individu ?

C'est certain, nous n'avions rien du puritanisme des « Gardes rouges ». Nous étions des jouisseurs. Nous aimions la vie. Nous aimions sortir. Lors de notre passage à Paris, nous avions fait l'apprentissage de la liberté et de l'amour des belles choses. Le contexte avait changé à la fin des années 1960. L'université drainait désormais des étudiants qui n'avaient pas grand-chose à voir avec notre façon d'être. Ils étaient moins portés sur l'intellect et davantage sur l'action et l'investissement physique. Ces nouveaux perspectivistes étaient l'expression de la Tunisie profonde.

13. *Le Travailleur tunisien*, publication créée en 1967 qui deviendra plus tard le nom d'un groupe politique issu de *Perspectives* mais démarqué de ses fondateurs.

Venons-en maintenant à la question de la répression. Comment expliquez-vous cette attitude très ferme du pouvoir alors que vous ne représentiez pas un réel danger pour la sécurité de l'État ?

Nous avons dû l'affoler, parce que, pendant la période de février-mars 1968, nous avons développé une politique d'agitation comme sans doute peu de groupes savent le faire. Nous avons appris à manipuler ce que l'on appelle la « ronéo vietnamienne », c'est-à-dire à fabriquer nous-mêmes nos supports d'agitation. Nos tracts, toujours rédigés en français, étaient diffusés à grande échelle par des groupes qui s'investissaient la nuit. Nos graffitis qui s'étalaient sur les murs des faubourgs et sur les bus mobilisaient flics, employés de municipalités et miliciens du parti pour les effacer... C'est aussi à cette période que nous avons appelé aux grands rassemblements à l'université. Des assemblées générales libres regroupaient des centaines, voire des milliers d'étudiants. C'en était probablement trop pour un régime habitué à l'autosatisfaction et à la fiction de l'adhésion unanime de la population.

À ce moment-là précis de votre évolution (1967-1968), quels étaient vos objectifs ? Vous souhaitiez renverser le pouvoir ?

Jamais nous n'avons songé à quelque chose de pareil. On veut absolument nous ramener à des catégories préétablies mais je crois que *Perspectives* ne répond pas à ces canons-là. Nous avons sans doute constitué la première manifestation forte du refus de la société tunisienne de prendre pour argent comptant les discours souvent faits de mensonges et de fausses promesses. Nous étions l'expression d'une société qui n'avait plus pour souci l'indépendance par rapport à l'étranger mais la revendication du droit à l'autonomie du citoyen par rapport aux diktats de l'État. Bien sûr des formules à l'emporte-pièce ont dû exister, des dépassements verbaux ont dû piquer au vif tel ou tel responsable incriminé. Mais fallait-il pour cela confondre les signes de l'affirmation forte du désir d'une citoyenneté libre avec la volonté de prise de pouvoir et la condamnation à des dizaines d'années de bagne pour complot contre la sûreté intérieure et extérieure de l'État.

Au moment de votre procès, en 1968, il y avait déjà deux groupes bien distincts au sein de Perspectives *? Peut-on parler d'un clivage, d'une scission ?*

Il semble aujourd'hui établi que le pouvoir a décidé, à la fin de l'enquête, de responsabiliser onze noms qui devaient être fortement condamnés et de libérer tout le reste. Les événements de Mai 68 en France et surtout les événements de Prague ont paru à Bourguiba et à son équipe justifier une procédure nouvelle : élargir au maximum le champ de la répression et traduire devant les tribunaux des centaines d'inculpés. Le verdict final a bien reproduit le schéma premier : onze « dirigeants » à maintenir éternel-

lement en prison, les autres, « corrigés » par le père de la nation devaient être libérés après un temps plus ou moins long.

Cela reproduisait-il un clivage politique au sein de *Perspectives* à ce moment précis de son histoire ? Je ne le crois pas, pour peu que clivage et scission impliquent des débats préalables, des luttes et des désaccords irréductibles sur le fond des sujets débattus.

En revanche, sur l'attitude face aux tortionnaires, sur le contenu des procès-verbaux de police et du juge d'instruction, sur la fermeté morale des uns et des autres devant la Cour de sûreté de l'État, il y a eu sûrement clivage. Mais sa nature, sa profondeur ne pourront être connues que lorsque les documents d'archive deviendront accessibles.

Ce qui est sûr et à propos duquel les témoignages peuvent être nombreux, c'est ce qui s'est passé lors de notre transfert au bagne de Borj Er Roumi à Bizerte, immédiatement après l'énoncé du verdict du tribunal.

Jugeant d'après la lourdeur des peines que le régime carcéral allait de toute évidence se durcir d'un jour à l'autre, l'ensemble des détenus sans exception avait décidé à la prison civile de Tunis d'une date précise lors de laquelle devait débuter une grève de la faim pour protester contre les nouvelles conditions de détention et réclamer le statut de détenus politiques. Cette décision a été communiquée aux familles ainsi qu'à ceux qui organisaient notre soutien autant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays.

Les craintes se sont malheureusement avérées justifiées. Les conditions de réception et de détention qui ont accompagné les transferts à Borj Roumi ont été des plus innommables, des plus inhumaines. Le jour convenu, un clivage réel et profond a séparé la communauté des détenus toutes tendances confondues : perspectivistes, communistes, nationalistes arabes. Pour les uns, la résistance s'imposait plus que jamais et du sort de cette confrontation dépendait la suite de nos rapports avec nos geôliers, pour les autres il fallait surseoir à la décision convenue et tenir compte des rapports de force trop défavorables.

La grève a eu lieu sur fond d'invectives, voire de dépassements verbaux condamnables.

Je reste aujourd'hui convaincu qu'une partie essentielle s'est jouée là. La belle histoire d'héroïsme tranquille inscrite dans la mémoire des autorités carcérales jusqu'à ce jour a été initiée par cette confrontation. Depuis, des luttes plus dures on été menées par les mêmes et par d'autres, charriés par les nouvelles vagues de répressions. C'est à leur honneur et à l'honneur de tous les hommes et femmes libres de ce pays.

Je ne peux pas en dire autant de ceux qui, au plus fort de la lutte pour la survie, ont jugé bon de quémander la grâce de Bourguiba. Outre ce qu'il y a de moralement condamnable dans ce geste quand on se prétend homme de principes, il aura contribué largement à prolonger les souffrances de ceux qui ont préféré la dignité, car depuis les autorités n'ont cessé de croire que des nouvelles têtes allaient fatalement tomber et qu'il n'y avait qu'à laisser faire le temps.

Quelles étaient alors vos conditions de détention ?

En prison, nous avons découvert la Tunisie moyenâgeuse : les caves, la tonte, les uniformes, les besoins faits à même le sol. Il y avait dans les caves des prisonniers quasiment aveugles qui étaient là depuis la répression du coup d'État de 1962. Nous avons aussi été privés pendant des mois des droits les plus élémentaires comme la visite des parents, la lecture et la correspondance, ce qui nous a poussé à faire grève sur grève de la faim afin d'imposer aux geôliers le respect. Le drame de la répression en Tunisie, c'est que tout le monde devient amnésique. Aujourd'hui, tous disent : « on ne savait pas ! » C'est le comble du cynisme ! Je suis persuadé que, tôt ou tard, ce dossier s'ouvrira. Ce qu'il révélera sera terrible pour ceux qui croient aujourd'hui avoir échappé à la justice humaine.

En prison, continuiez-vous à avoir des activités politiques ? Les clivages entre vous persistaient ?

Plus qu'à nulle autre période, la vie en prison a donné lieu à des débats idéologiques passionnés et virulents. Les lectures essentielles étaient constituées des œuvre de Marx, Lénine et Mao. Les démarcations portaient sur la caractérisation de la nature de la prochaine révolution en Tunisie : socialiste façon Lénine, ou démocratique bourgeoise façon Mao. Les débats faisaient aussi rage sur les tâches de l'heure : devaient-elles être de propagande ou d'agitation ? La question palestinienne et les thèses hardies du groupe, développées dans la fameuse « Brochure jaune », continuaient à alimenter les polémiques entre nous et les nationalistes arabes, compagnons de prison pour un moment. Et cela sans parler de la tactique la plus appropriée à suivre face à nos geôliers pour adoucir les conditions difficiles qui étaient les nôtres. Concernant les longues années de prison qui ont duré de 1968 à 1979, deux observations importantes méritent d'être faites. Premièrement, d'apparence fécondes, ces luttes idéologiques et ces polémiques développées en prison et en l'absence de tout contact avec la réalité se fossilisaient de plus en plus et se ramenaient à des querelles de glossateurs. Chacun finalement défendait une religion avec son livre saint. Deuxièmement, les fondateurs de *Perspectives* et la façon d'être et de penser qu'ils ont imprimée au Groupe façon originale, étaient de plus en plus minoritaires, de plus en plus persécutés. L'air du temps était revenu au nationalisme arabe, à la solidarité interarabe avec ses dérives réductrices et ses méthodes violentes dans la résolution des conflits.

À partir de 1972 et surtout de 1974, nous avons assisté à l'irruption d'une nouvelle génération de militants dont les conceptions du monde et de la vie étaient aux antipodes des nôtres. Adieu transgressions des interdits et internationalisme fervent, bonjour le rigorisme moral et les référents identitaires fossilisés et réducteurs. Tout, et pêle-mêle, nous était reproché : notre culture francophone, nos libertés par rapport aux tradi-

tions... Certains allaient jusqu'à appeler au jeûne de ramadan pour ne pas choquer... les détenus de droit commun ! D'autres tenaient en les tablettes de chocolat ou les boîtes de fromage que nous envoyaient nos parents ou nos amis la preuve irréfutable de notre embourgeoisement. L'un d'eux a été jusqu'à traiter Naccache de juif.

À eux tous ici et à tous les autres, mes salutations sincères et ma fierté d'avoir été leur compagnon sur ce chemin si cafouilleux et si plein d'embûches qui mène à l'affirmation de soi et à la joie de faire partie de ceux et celles qui, à leur corps défendant, auront essayé d'accomplir leurs devoirs d'homme et de citoyen.

Aujourd'hui, une partie de tous ces militants que vous évoquez n'a plus aucune activité politique. L'autoritarisme demeure pourtant. Vous avez été quasiment condamnés à mort. Que s'est-il passé pour que se produise cette rupture par rapport à l'espace de votre engagement politique ?

D'abord, et c'est humain, la répression a été tellement dure, tellement violente, qu'elle a laminé bien des énergies, émoussé bien des volontés. Ensuite, et là encore c'est compréhensible, l'âge, les contraintes familiales réduisent la disponibilité des hommes et des femmes au sacrifice et à l'abnégation.

Mais là n'est peut-être pas le fondamental. Beaucoup des acteurs de l'époque 1968 ont pris conscience que la lutte a changé de camp et de nature. La politique en tant que niveau privilégié dans la vie des sociétés les convainc moins qu'avant. Ils sont plus perméables aux grandes idées des droits de l'homme ainsi qu'aux grandes questions interpellant la globalisation et ses effets néfastes. Surtout beaucoup d'entre eux pensent qu'aujourd'hui, en Tunisie, l'essentiel des efforts des intellectuels doit porter sur le niveau culturel. Ils pensent qu'il ne peut y avoir de politique différente sans alternative culturelle et, pour peu que l'observateur soit curieux, il observera aisément que des domaines aussi cruciaux que le cinéma, le théâtre, l'édition ou le journalisme sont les lieux de prédilection des meilleurs de la génération de 1968. Ils y font peut-être œuvre médiatiquement moins visible, mais certainement à terme politiquement plus efficace.

37

Mohamed Ben Smaïl*

Entretien**

Vous avez été l'un des fondateurs de l'hebdomadaire L'Action *dans le contexte des négociations d'autonomie interne de la Tunisie. Avant d'évoquer votre rôle dans le cadre de* L'Action, *pourriez-vous rappeler tout d'abord l'itinéraire qui vous a conduit sur cette voie ?*

Je suis né à Jerba en 1927 d'un père beaucoup plus que modeste, d'une famille pauvre d'épiciers, d'apprentis épiciers. À l'époque, pour gagner sa vie, on quittait Jerba. On y laissait sa famille et on allait hors de l'île, notamment en Algérie. Plus précisément, mon père est parti à Constantine comme apprenti épicier et puis, suivant la démarche classique du Jerbien, il a ouvert sa petite épicerie. Il est allé à la conquête d'une ville que les Tunisiens n'avaient pas encore « découverte » dans cet Est algérien qui était une zone de déplacement pour les Jerbiens. Il est allé à Bône, Annaba aujourd'hui, la ville dont « le cimetière donne envie de mourir ». À l'époque, on avait l'habitude de dire que c'était une ville coquette. Nous y avons vécu trente ans. Mon père a été épicier avant de devenir, lors de la guerre, grossiste torréfacteur. Il a connu la réussite économique. Entre-temps, durant ma scolarité, j'ai circulé entre Jerba et Bône. Je suis entré à l'école primaire à dix ans après avoir vécu dans les arrière-boutiques de Constantine et de Bône. À l'école primaire, j'ai sauté trois classes, j'ai passé deux ou trois ans à Jerba sans mes parents. Lorsque la guerre a éclaté, j'étais à la veille de présenter le certificat d'études et, âgé de treize ans, je n'avais encore rien vu de la vie si ce n'est Jerba et les vacances chez mes parents à Constantine et à Bône. Mon père m'a demandé de venir passer le certificat d'études à Bône. J'ai donc quitté Jerba trois ou quatre mois après le début de l'année scolaire. À Bône, on m'a intégré dans une classe où j'étais le seul élève non fran-

*. Ancien rédacteur en chef des hebdomadaires *L'Action* et *Afrique Action*.

** Entretien réalisé par Michel Camau et Vincent Geisser en avril 2002. Transcription revue et corrigée par M. Ben Smaïl.

çais. C'était en 1940, l'année où le maréchal Pétain est arrivé au pouvoir. D'ailleurs, « Maréchal, nous voilà ! », nous l'avons chanté en classe. J'ai obtenu un brillant certificat d'études avec comme sujet de composition française : « Vous êtes à la guerre, sur le front, et vous venez chez vous en permission. À l'issue de dix jours de permission, vous repartez vers le front. On vous raccompagne à la gare. Décrivez la scène. » Ma copie a été l'une des meilleures du département, alors qu'en arrivant à Bône j'avais eu une réaction de colonisé face à la défaite de la France. Après le certificat, mon père s'est décidé à me faire poursuivre des études. J'ai présenté le concours du collège Sadiki, où j'ai été reçu. Six ans après, j'étais titulaire du diplôme de fin d'études de Sadiki. La guerre avait perturbé mes études, les interrompant durant un an.

Quels étaient vos camarades d'études au collège Sadiki ?

C'était la promotion de Bourguiba junior. Mohamed Masmoudi[1] était également au collège mais il a trois ou quatre ans de plus que moi. Béchir Ben Yahmed n'était pas dans ma classe mais appartenait à la même promotion que moi, c'est-à-dire la promotion 1940-1946 ou 1940-1947. Mohamed Masmoudi, Ahmed Ben Salah, Chedli Klibi étaient nos aînés.

Diplômé de Sadiki en 1947, je suis revenu à Bône où j'ai passé péniblement mon bac en 1948-1949. Ensuite, en 1950, je suis parti à Grenoble où j'ai suivi de pénibles études de droit, pour lesquelles je n'étais pas du tout doué. C'est par le plus grand des hasards que je me suis retrouvé à Grenoble et en faculté de droit. Mon père m'y avait envoyé parce que l'un de mes amis « faisait son droit » à Grenoble. J'étais plutôt doué pour la chose littéraire ; j'écrivais de petits poèmes, je tenais un journal. Je haïssais la matière que j'étudiais. Au bout de trois ans de mauvaises études, j'avais achevé ma deuxième année de droit alors qu'à l'époque la licence en droit en comportait trois. C'était entre 1950 et 1953-1954, la marmite nationaliste était en train de bouillir de partout. J'ai fait surtout de la politique et du journalisme ; du journalisme étudiant en tant que rédacteur à *Grenoble Université*. La politique a fini par l'emporter sur le droit. Alors que je n'avais pas achevé ma licence, je me suis impliqué

1. Mohamed Masmoudi, né en 1923, a présidé la fédération de France du Néo-Destour à partir de 1949. Ministre d'État dans le gouvernement Ben Ammar en 1954, il a participé aux négociations d'autonomie interne de la Tunisie. Après l'indépendance, il a siégé au bureau politique du Néo-Destour et exercé plusieurs responsabilités ministérielles, dont le secrétariat d'État à l'Information entre décembre 1958 et octobre 1961. Proche de l'équipe de l'hebdomadaire l'*Action*, devenu par la suite *Afrique Action* (B. Ben Yahmed et M. Ben Smaïl), il a été limogé, en 1958 et en 1961, en raison des positions critiques adoptées par cet organe de presse à propos du procès de Tahar Ben Ammar et du « pouvoir personnel ». M. Ben Smaïl évoque ces deux crises dans la suite du présent entretien. M. Masmoudi, en sa qualité de ministre des Affaires étrangères de juin 1970 à janvier 1974, a été l'un des principaux artisans de l'union avortée entre la Tunisie et la Libye (accord de Jerba du 12 janvier 1974).

dans une entreprise journalistique. Ben Yahmed, qui était alors à Paris, m'a proposé de participer à la création d'un organe de presse. J'ai accepté et ainsi, en 1955, de retour à Tunis, je participais à *L'Action*, hebdomadaire particulièrement proche de Bourguiba. En effet, à Paris, Ben Yahmed faisait partie, avec Masmoudi, Hassan Belkhodja, Habib Ben Cheikh, de l'équipe de « Jeunes-Turcs » entourant Bourguiba. Nous étions un peu l'avant-garde des jeunes inconditionnels de Bourguiba qui sortaient à peine des prisons et des exils français. Nous étions, en quelque sorte, ses porte-parole.

Lorsque vous étiez étudiant à Grenoble, l'UGET existait-elle déjà ?

Oui, l'UGET existait. J'étais très militant à l'époque : l'UGET, le Néo-Destour, dont je dirigeais la cellule locale.

L'AEMNA[2] *était-elle également active ?*

Son rôle, à l'époque n'était pas évident, je ne sais pas pourquoi. Mais l'UGET, par contre, était importante. Nous, à Grenoble, étions une des succursales de province, et nous faisions écho à l'activité décisionnelle partagée entre les dirigeants de Paris et de Tunis. Les grands animateurs de l'UGET en France, nos interlocuteurs, étaient Hamed Karoui, actuellement vice-président du RCD, Mansour Moalla, Hédi Baccouche, Béchir Ben Yahmed également...

Vous parliez à l'instant des « Jeunes-Turcs » à propos de Masmoudi, Ben Yahmed et d'autres. S'agissait-il de réseaux récents ou plus anciens ? Avec Ben Yahmed, vous étiez camarades du collège Sadiki et natifs tous deux de Jerba. Vos familles se connaissaient-elles ?

Nos familles se connaissaient ; quant à Masmoudi nous le connaissions depuis le collège Sadiki. Il y avait le « groupe Sadiki », la « mafia Sadiki ». Masmoudi était en deuxième ou troisième année lorsque j'étais en sixième. Mais il existait une très grande solidarité entre Sadikiens. Ces « Jeunes-Turcs », pour beaucoup, étaient des sadikiens.

Le collège Sadiki constituait-il le premier lien de solidarité ? Avant la solidarité régionale elle-même ?

Oui, avant la solidarité régionale, une solidarité plus forte. Ben Yahmed et moi-même sommes jerbiens mais Masmoudi est de Mahdia. Tous nos collaborateurs, par la suite, n'ont pas été nécessairement des Jerbiens.

Pour en revenir aux réseaux, il y avait surtout le clivage entre Paris et Tunis au sein du militantisme national, l'éternel problème entre les exté-

2. Association des étudiants musulmans nord-africains en France.

rieurs et les locaux, que les Algériens ont connu par la suite. Quand nous sommes rentrés à Tunis, nous étions censés constituer la garde rapprochée de Bourguiba. Nous avons été accueillis par les militants « de l'intérieur », disons, avec réserve. Le journal que nous avons lancé a brillamment démarré, s'est imposé comme le porte-parole d'un « néo-bourguibisme ». Apparemment, il n'y avait pas de désaccord avec les « locaux », les Tunisois et les gens qui penchaient plutôt pour Ben Youssef. Mais des nuances importantes existaient. Derrière la façade, un désaccord se profilait entre les « néo » et les youssefistes, puis avec ceux qui hésitaient et ne se sont décidés qu'à la dernière seconde. Bourguiba ne l'a emporté dans le conflit avec Ben Youssef qu'au dernier moment grâce à son génie du rétablissement sportif. Nous, nous étions du côté « néo ».

Qu'est-ce qui vous attirait chez Bourguiba par rapport à Ben Youssef ?

C'était son énorme « aura », son génie de la séduction. Bourguiba exerçait un extraordinaire pouvoir séducteur sur les jeunes. Je me souviens d'une rencontre à Paris avec Bourguiba, qui sortait des prisons françaises. J'étais resté bouche bée devant lui, Bourguiba, une petite serviette autour de la taille, en train de nous préparer à manger (du riz, précisément), à nous jeunes étudiants, dans le logement de Masmoudi, rue des Acacias. Nous étions prêts à tout pour lui. Son discours allait tellement dans le sens des jeunes enthousiastes que nous étions, excédés par le défi colonial et entrevoyant l'indépendance. Nous étions en 1953-1954, la guerre d'Indochine prenait fin, l'indépendance du Maroc était en vue, l'Algérie également bougeait... Il y avait toute une ambiance.

Et Ben Youssef ? Vous n'étiez pas sensible aux thèmes qu'il abordait ?

C'est un peu plus tard alors que nous étions à Tunis que Ben Youssef s'est déclaré. Le fait que Ben Yahmed et moi soyons jerbiens comme lui ne nous a pas ébranlés dans notre soutien à Bourguiba. D'ailleurs, Ben Youssef nous en a fait le reproche lorsque plus tard je suis allé l'interviewer au Caire. Pendant un an, la Tunisie a balancé entre le youssefisme et Bourguiba, qui, sorti des prisons françaises où il avait été détenu pendant des années, jouissait d'une aura fantastique, parlait merveilleusement bien une langue simple et adaptée à l'écoute populaire. Ben Youssef, voyant le danger venir de gauche et soutenu par un FLN[3] furieux de l'option « autonomie interne », s'est jeté à droite vers une sorte d'islamisme, d'« arabisme » intransigeant, le poussant à résister jusqu'au bout. C'était la grande époque du nassérisme. Il y a eu effectivement en Tunisie un début de guerre civile. Dans ce combat nous avons été du côté de Bourguiba contre le youssefisme.

3. Le Front de libération nationale algérien.

Abstraction faite de la solidarité régionale, les thèmes de Ben Youssef laissaient-ils totalement insensibles les jeunes que vous étiez ?

Nous arrivions de l'Occident et étions totalement insensibles aux arguments de Ben Youssef, à l'époque nassérien et pro-arabe. Personnellement, je me considérais certes « destourien » mais surtout nationaliste progressiste. Je ne pouvais donc pas aller dans le sens de Ben Youssef. Bourguiba, à ce moment précis de l'histoire nationale, exprimait pleinement nos aspirations et nous avons été totalement derrière lui pendant toute une période, jusqu'au moment où lui-même s'est écarté de cette voie.

Pensez-vous que le conflit Ben Youssef-Bourguiba, au-delà de leurs personnes, a activé un clivage culturel préexistant au sein de la société tunisienne ?

Ben Youssef a joué sur l'instinct politique du Tunisien moyen, qui est un instinct arabo-musulman, à droite, identifiant la colonisation à l'occidentalisation de notre société. Bourguiba s'estimait musulman de culture. Pas plus. Les gens qui le connaissaient le savaient et les Tunisiens le soupçonnaient plus ou moins. C'était donc facile de jouer la démagogie au lendemain d'un combat de libération contre l'infidèle, contre ceux qui nous tuaient moins d'un an auparavant. Bien sûr, le combat libérateur de la Tunisie n'a pas été identique à celui de l'Algérie. Mais il avait quand même laissé des traces à l'époque et les Français étaient encore là. Ils avaient même animé une structure terroriste, « La Main rouge », qui a fait quelques dégâts. Nous sortions d'une situation où il était facile de jouer l'anti-occidentalisme, l'anti-Français, l'anti-colonisateur, et Bourguiba, de ce point de vue, c'était limite. Avec l'autonomie interne, il aurait trahi. Ben Youssef s'est emparé de l'autonomie interne comme d'une arme : « Vous voyez, Bourguiba a trahi, nous voulons l'indépendance totale. »

Ben Youssef, à votre avis, a-t-il agi par pure démagogie ? Était-il quand même porteur d'un courant ?

Il a agi, je ne dirais pas par démagogie mais par tactique, suivant un mode de prise de pouvoir. Il n'avait plus que cette voie-là. Bien sûr, Ben Youssef n'était en aucune manière ni islamiste, ni musulman, ni tellement pro-arabe. Il n'y avait que cette voie-là, d'abord pour aller dans le sens « populaire », ensuite pour contrecarrer le discours de Bourguiba, un discours d'État, un discours de dialogue, un discours occidental. Bien sûr, Bourguiba, lui-aussi, se référait à nos racines arabo-musulmanes, mais il défendait, si vous voulez, la tendance « Atatürk » de l'époque, une tendance d'ouverture.

Lors des négociations d'autonomie interne avez-vous été associé au groupe de conseillers autour de Bourguiba ?

Non, moi je n'en étais pas. Mais j'étais dans l'équipe de *L'Action*, qui a été créée à cette époque. Au sein de ce journal, j'étais plutôt le journaliste, le reporter, que l'analyste politique. Contrairement à Ben Yahmed, homme politique qu'il a toujours été.

Cette crise a-t-elle activé la solidarité régionale à Jerba ?

Jerba était totalement acquise à Ben Youssef.

Que ce soit à Jerba ou à Tunis dans la médina, les Jerbiens étaient tous avec Ben Youssef ?

Les Jerbiens était derrière Ben Youssef, sans trop comprendre, souvent sans chercher à comprendre, sauf quelques intellectuels.

Mis à part ces intellectuels, peut-on dire qu'avec la crise youssefiste apparaît à ce moment-là un clivage Nord-Sud ? Le Sud était-il davantage enclin à se montrer yousséfiste ? Ou ne s'agirait-il là que d'une vision simpliste ?

Peut-être que le Sud a toujours été moins exposé, si l'on peut dire, au « soleil » de l'Occident et qu'il a davantage eu affaire avec l'armée française. Mais le clivage était plutôt entre intellectuels et non-intellectuels. Pendant une courte période, il y a eu une espèce de débat : « tu discours, je discours ». Sur ce terrain, Bourguiba a été le plus fort. Il parlait davantage à la raison tout en se montrant plus charmeur que Ben Youssef. Il avait un sens extraordinaire du discours. Au sein des classes bourgeoises, intellectuelles et même chez les grands possédants à l'intérieur du pays, les gens calculaient. De ce point de vue, Bourguiba touchait davantage. Ben Youssef allait dans les mosquées, il faisait des discours flamboyants, il touchait le petit peuple. Bourguiba attirait davantage, intéressait davantage les classes éclairées bourgeoises, grande ou petite bourgeoisie. Il apparaissait plus bénéfique aux intérêts de ces classes mais il excellait aussi à séduire les masses laborieuses. Ben Youssef, lui, partait un peu en guerre, contestant tout, risquant de faire de nouveau couler le sang et suscitant de nouveaux démons. Finalement, l'habileté, l'aura, le sens du discours de Bourguiba l'ont emporté. Nasser avait beau aider Ben Youssef, ça ne passait pas. Les petits maquis youssefistes ont été démantelés. D'où finalement le départ assez rapide de Ben Youssef pour Le Caire.

Dès 1954, vous avez choisi votre camp. Vous êtes dans l'équipe de L'Action, *en qualité de rédacteur en chef. Le journalisme correspond à un carrefour dans votre trajectoire. Finalement, vous n'avez pas eu de carrière politique. Peut-être avez-vous été ministre une fois ?*

Je n'ai pas été ministre, je ne l'ai été que par intérim. J'étais dans cette expérience journalistique vraiment corps et âme. Je croyais en Bourguiba et j'en étais très proche. Il s'est constitué une petite équipe fort sympathique avec Masmoudi et Ben Yahmed. Assez rapidement, on m'a demandé d'être le chef de cabinet de Masmoudi quand celui-ci a été nommé ministre de l'Information. Je le suis devenu tout en restant rédacteur en chef de *L'Action*. Lorsque Masmoudi s'est absenté pendant deux mois, j'ai assuré son intérim. Par la suite, fin 1959, Bourguiba m'a nommé directeur général de l'Office du tourisme. Il voulait dynamiser ce secteur, dont je ne connaissais rien. Jusque-là, je m'occupais de la guerre d'Algérie, j'étais reporter, très fier de mon métier de journaliste. J'étais très connu et très redouté dans le milieu ainsi que par Robert Lacoste[4]. Lorsque Abdallah Farhat, directeur du cabinet présidentiel, m'a dit que Bourguiba voulait me nommer directeur général de l'Office du tourisme, je lui ai répondu que je n'y connaissais rien. Il a rétorqué : « Ça ne fait rien, tu apprendras ! » Comment suis-je devenu directeur général du tourisme ? Mon père rentrait de son aventure algérienne après avoir passé trente ans à Bône. Ses locaux avaient été plastiqués par l'OAS ; on lui reprochait, entre autres, mes activités journalistiques. J'étais d'ailleurs interdit de séjour en Algérie. Mon père avait tout vendu là-bas et cherchait à s'installer à Tunis. Il a trouvé un hôtel, un petit hôtel tenu par des Français au centre de Tunis. Il en a acheté le fonds de commerce. Il s'agit du *Carlton*, qui existe toujours. Alors quelqu'un a dit à Bourguiba : « Tu sais, Ben Smaïl, le journaliste, son père a acheté un hôtel. » C'était l'argument décisif ! Je suis resté quatre ans à la direction du tourisme. Nous y avons fait du bon travail.

Bourguiba avait-il déjà une vision du développement touristique ?

Bourguiba était un homme d'inspiration prophétique. Il savait percevoir les événements et les hommes. Bien avant tout le monde, il savait repérer le potentiel d'action ou d'innovation chez telle ou telle personne et entrevoir les perspectives de l'avenir économique dans le pays. Instinctivement, il croyait au tourisme. Quand il m'a appelé, nous avions, à l'époque, un seul hôtel qui fonctionnait à peu près correctement. C'était le *Miramar* à Hammamet, qui était géré par quelqu'un de bizarre, un certain Chartos, dont on ne savait trop s'il était français, allemand ou israélien. Il fallait, avant tout, m'a-t-on dit, que je « nationalise le *Miramar* » ! J'avais pour mission de prendre possession de cet hôtel, et à

4. R. Lacoste était à l'époque ministre résident en Algérie.

partir de là nous avons démarré. Bourguiba croyait au tourisme dans la mesure où il voulait que Monastir, sa ville natale, devienne une grande cité touristique. Pendant quatre ans il m'a « matraqué » pour que le maximum de projets d'hôtels soit réalisé à Monastir. Avec la très belle équipe de collaborateurs que j'avais constituée et en liaison avec le ministère de l'Équipement, nous avions pour objectif d'assurer l'implantation d'un certain nombre de zones touristiques : Jerba, Tozeur-Nefta, Gafsa, Kairouan, Sousse-Monastir, Tunis et Hammamet. Mais finalement nous nous sommes retrouvés avec cinq ou six grands hôtels à Monastir et un seul à Jerba (l'hôtel *Ulysse*), Gafsa, Kairouan, Bizerte... Je voudrais écrire un livre à ce sujet : nous formions une équipe extraordinaire. Pour mieux nous initier au tourisme, nous faisions venir des Suisses, des Français, des Italiens ; c'était une très belle période, une période formidable. Mais un jour il s'est passé quelque chose entre Bourguiba et moi. Il avait voulu que je nomme quelqu'un, un parent d'une amie, à l'un des postes de commissaire au tourisme. Cette personne ne remplissait pas les conditions requises. Un jour, j'ai rencontré fortuitement Bourguiba au Belvédère, alors qu'il était à pied et moi en voiture. Je suis allé le saluer. Il m'a alors demandé pourquoi je n'avais pas nommé ce commissaire du tourisme. Je lui ai fait observer que je me conformais à la loi des cadres. « Quelle loi des cadres ? C'est moi qui l'ai faite cette loi des cadres ! » Il y a eu plusieurs incidents de ce genre, qui ont créé une atmosphère de crise. C'est moi qui ai démissionné, en 1963. J'ai été le premier démissionnaire, à ma connaissance, du régime bourguibien.

Vous avez exercé une autre responsabilité publique en qualité de directeur de la RTT[5]*. Vous avez été nommé à ce poste après la chute de Ben Salah ?*

Directeur de la RTT, c'était en 1970. La santé de Bourguiba commençait à décliner. Il était malade, il avait même quitté le pays pour se rendre en Suisse, je crois, et après aux États-Unis. À cette époque, il y a eu une espèce d'embellie démocratique. Les Mohamed Masmoudi, Ahmed Mestiri, Habib Boularès, Bibi[6], tous se sont retrouvés dans la même équipe. Personnellement, j'avais quitté le journalisme, j'avais quitté *Jeune Afrique*, j'avais quitté l'administration.

Étiez-vous déjà P-DG de Cérès-Productions ?

Oui, mais j'ai d'abord préparé la création de cette affaire dans l'arrière boutique du *Carlton*, pendant un an à peu près. J'étais correspondant régulier de la radio suisse pour les événements d'Algérie. Je vivais un peu de cela. J'étais donc en train de créer cette entreprise, Cérès-Productions.

5. Radio télévision tunisienne.
6. Surnom de Habib Bourguiba Jr.

J'avais acheté un terrain, investi, embauché du personnel. Alors que je faisais démarrer cette imprimerie, j'ai reçu plusieurs coups de fil de ministres me disant que j'étais l'homme qu'il fallait pour la RTT, j'avais fait beaucoup de radio et animé des émissions. Bibi, Masmoudi et deux ou trois autres ministres ont insisté et m'ont pratiquement obligé. Bahi Ladgham, qui était alors Premier ministre, m'a ainsi nommé directeur général de la RTT. Je l'ai été pendant neuf mois. J'ai éprouvé beaucoup de joie à constater que cette période a longtemps été appelée « le printemps » de la RTT. Nous avons entrepris une véritable révolution, en l'absence de Bourguiba. On envoyait des journalistes interviewer les gens sur les trottoirs, on donnait la parole à des personnes à la limite de l'opposition... Nous avons prouvé que l'on peut libérer l'information dans une radio-télévision d'État, permettre le débat et renoncer à la langue de bois et aux discours laudatifs du parti unique. Sans nuire outre mesure à l'aspect autoritaire du système.

Qui vous a fait tomber ?

Je suis parti quand Hédi Nouira était Premier ministre. J'ai travaillé quelques mois alors que Bahi Ladgham était à la tête du gouvernement. C'était sans problème. Quand Nouira est arrivé, il m'a dit que j'avais « carte blanche ». J'avais effectivement carte blanche. Je ne dépendais pas du tout de mon ministre qui n'était ni plus ni moins que Habib Boularès. Pendant neuf mois Boularès n'a jamais pris le téléphone pour me faire une observation. Mieux que cela, il organisé une réception en mon honneur quand je suis parti.

J'avais convenu avec Nouira, avec le gouvernement, qu'on ne faisait pas des comptes-rendus de discours qui duraient trois heures, qu'on me laissait la possibilité de juger moi-même du nombre de minutes. C'était mon métier, on m'a laissé faire jusqu'au moment où Si Hédi Nouira a commencé à se vexer parce que, d'après lui, je ne diffusais pas suffisamment ses discours. De manière imperceptible, le pouvoir voulait que je renonce à ma conception de l'information, à ce style nouveau imprimé à la RTT. Je ne voulais pas marcher dans ce rôle, on revenait à la manière d'informer de jadis. J'ai démissionné. Pour la première fois, un ministre a organisé une immense réception, avec cadeau et photos, pour me remercier.

Nouira ne vous a pas sanctionné ?

Nouira m'en a voulu pendant quelque temps mais nous sommes redevenus amis comme naguère. C'était un brave homme mais il était pris par la politique et sans doute quelque peu par l'ivresse du pouvoir.

Revenons à L'Action, *avec une question sur les modes de contact entre le journal et le palais présidentiel. Quels étaient éventuellement les types de consignes ou de messages qui pouvaient passer entre la présidence et le journal ? Ou alors existait-il des frontières ?*

Je dois dire qu'on était parti sur une équivoque mal vue. Nous avions pris comme titre L'*Action*. Or, *L'Action tunisienne* avait été le nom du journal de Bourguiba, un produit bourguibien. Dans la lutte, nous étions à 100 % avec lui. Il nous avait pris en sympathie, il était le père spirituel de l'équipe qui faisait *L'Action*. Dans son esprit, c'était « son » journal. Tant que nous avons été « son » journal, c'est-à-dire durant les deux premières années, il n'y a eu aucun problème. Mais les choses ont changé dès qu'il a commencé à virer vers la présidence entière et indiscutable. Au début et pendant un bon bout de temps, nous étions, si vous voulez, les « Jeunes-Turcs » de Bourguiba. Il n'avait pas encore conquis tous les pouvoirs comme il souhaitait le faire, comme il avait programmé de le faire. Au début, nous étions ses porte-parole. Il y avait une véritable osmose dès le départ entre Bourguiba et nous. C'était une action commune de toute l'équipe, Bourguiba et ses « sbires », ses hommes. Donc, il y avait une équipe de jeunes qui était derrière Bourguiba, parallèlement au parti, une espèce d'alliance nimbée d'équivoques. Au parti, il y avait des gens anti-Masmoudi, comme on a pu le constater par la suite. Nous étions vus comme les hommes de Bourguiba, les hommes de Masmoudi, les hommes anti-Ben Youssef. Pendant deux ans nous sommes restés dans le rang, derrière Bourguiba. Nous étions ses enfants. Nos relations ont commencé à se tendre le jour où nous avons publié un article sur Tahar Ben Ammar, sur son procès et sa condamnation : on ne met pas en prison, écrivions-nous, on ne maltraite pas la main qui a signé les conventions d'autonomie interne. Ensuite, il y a eu la crise de Bizerte.

Comment vous-même et l'équipe de L'Action *avez-vous vécu la crise de Bizerte, ce moment difficile pour les fidèles de Bourguiba ?*

Un moment très difficile. Nous avions déménagé, nous avions quitté la rue Al Jazira pour la place Pasteur. Le local d'*Afrique Action* (nous avions changé de titre après notre première crise avec le Néo-Destour, consécutive à l'affaire Ben Ammar) donnait sur la place. Nous étions tellement proches des combats que Taïeb Méhiri, le ministre de l'Intérieur, nous avait envoyé des armes pour nous défendre contre l'éventuelle arrivée des paras français. Pour ceux-ci, en effet, nous étions des « journalistes-fellagas », des « salopards » qui écrivions des papiers contre eux, nous étions leurs ennemis jurés.

Bourguiba nous avait montré comment il avait prévu l'opération de Bizerte. Sur une espèce de tableau, il avait programmé jour par jour une série d'initiatives. Bizerte était programmé dans sa tête mais il n'avait pas imaginé l'ampleur de la réaction française.

Comment avez-vous réagi à la volte-face de Bourguiba sur Bizerte ? Lorsqu'on interroge d'autres personnes, beaucoup disent que les gens de L'Action *et d'*Afrique Action *ont été les premiers à s'insurger contre Bourguiba, dont ils étaient les partisans mais qui les avait placés dans une situation impossible en changeant de position sur la question de Bizerte.*

Il ne s'agissait pas tellement de cela. À mon avis, c'était une volte-face nécessaire, une sorte de salut. De Gaulle a fait un discours particulièrement hautain. Bourguiba a pris prétexte d'une petite phrase pour faire état d'une position « raisonnable » de la France. Nous, nous marchions assez dans cette tactique, parce que l'on était dans l'impasse. Dans l'affaire de Bizerte, ce qui a produit une forme de cassure entre Bourguiba et nous tenait à son côté provocateur et à son indifférence pour les milliers de morts envoyés en toute connaissance de cause à la boucherie. Nous avons très mal supporté cela. D'où notre deuxième crise avec Bourguiba. Nous avons publié un article sur « le pouvoir personnel », Masmoudi était sur le point d'être renvoyé, nous étions menacés. Nous avons arrêté la parution d'*Afrique Action* et ensuite *Jeune Afrique* a été créé, siégeant à Rome, puis à Paris (désormais sans moi).

Est-ce Béchir Ben Yahmed qui a écrit l'article sur « le pouvoir personnel » ?

Autant que je m'en souvienne, c'est essentiellement lui. À l'époque, on travaillait de la manière suivante : l'un de nous rédigeait le papier, on le reprenait en groupe, tout le monde était impliqué. Masmoudi, Ben Yahmed et moi étions le noyau rédactionnel.

*Farouk en couverture de ce numéro d'*Afrique Action*, était-ce votre initiative ?*

Tout ce qui était couverture, astuces et légendes, c'était moi.

Mettre la photo de Farouk, c'était provocateur.

Oui, tout à fait provocateur. Nous avons fait des choses beaucoup plus provocatrices. Un jour, nous avons provoqué Habib Boularès. Il avait été profondément youssefiste, il avait été aux côtés de Ben Youssef lorsque c'était la grande bagarre. Quelques années après, je retrouve Boularès rédacteur en chef du quotidien du Néo-Destour, *Al Amal*, nous prenant à partie et nous insultant, nous les gens de *L'Action* et d'*Afrique Action*. Le lendemain, je publie une photo en grand à la une de *L'Action* où l'on voit Ben Youssef avec Boularès à sa gauche, assortie d'une légende assassine : « à gauche, Habib Boularès ». À ce moment-là, il était le directeur tout puissant de l'information d'*Al Amal*, le journal de Bourguiba, l'homme de Bourguiba, celui qui le défendait, qui nous reprochait ceci ou cela, faisait état de soi-disant plaintes des militants à notre encontre. Quand le journal est parti, d'abord à Rome, puis à Paris, j'ai survécu à peu près six ou huit

mois. J'avais, entre-temps, lancé mon entreprise. Toutes les deux semaines, j'allais à Rome. J'avais déjà pris un peu de distance avec Ben Yahmed et je m'éloignais petit à petit du journal.

L'article sur « le pouvoir personnel » était une décision collective. Vous saviez qu'il aurait des conséquences. Pour vous que signifiait-il ? Un au revoir ?

Ce n'était pas inconscient mais l'on ne pouvait pas faire autre chose, et rester dans le journalisme. Nous étions des passionnés. Ben Yahmed, lui qui est beaucoup plus clairvoyant que moi en ce qui concerne l'avenir, avait déjà des idées. Il pensait à l'avenir, il avait de grandes ambitions, il voulait, me semble-t-il, *via* cette aventure journalistique, s'affirmer comme un grand de la politique.

En écrivant cet article vous ne pensiez pas amener Bourguiba à se réformer ?

Non, mais il fallait s'affirmer et je crois que Ben Yahmed qui était le plus politique d'entre nous, peut-être le plus clairvoyant aussi, voulait marquer notre désaccord avec Bourguiba. Mais je le répète, c'est un article qui a été longuement discuté à trois ou quatre.

Béchir Ben Yahmed a-t-il exercé son « pouvoir personnel » sur l'article ?

Oui, pour une grande part. Prudent, habile, débrouillard, pas nécessairement à cheval sur tous les principes, il a du métier et du talent.

Mohamed Masmoudi avait-il vu le projet d'article ?

Je suppose que oui. Je ne sais plus trop, je n'ai plus une mémoire très précise de cela qui date d'il y a quarante ans. Mais il l'a approuvé en tout cas.

Béchir Ben Yahmed et vous-même vous « rouliez » pour vous, vous ne « rouliez » pas pour Masmoudi ? Qui était-il, une relation ?

Masmoudi avait avec nous une espèce d'amitié profonde, d'amitié équivoque, surtout entre lui et Ben Yahmed, parce que moi je n'avais pas d'ambition politique. Entre lui et Béchir, il y avait un jeu qui ne manquait pas de non-dits de part et d'autre, et je ne jurerais pas qu'ils n'aient pas joué la comédie, l'un et l'autre, l'un à l'autre. Ils se sont séparés rudement.

Et vous, avez-vous gardé des contacts avec Masmoudi ?

On est resté très amis, Masmoudi et moi. Entre nous, il y a beaucoup de souvenirs communs, une sympathie personnelle, cordiale, en dehors de tout intérêt d'ordre politique, de stratégie.

Vous avez été exclu du Néo-Destour, suite à l'article sur le « pouvoir personnel » ?

Personnellement je n'y ai jamais été inscrit, mais le parti et Bourguiba c'étaient deux choses différentes, même pour Masmoudi qui était l'un des chefs du parti et même pour Béchir qui était militant du parti. Personnellement, j'ai cessé d'être dans le parti dès que nous sommes rentrés de France, c'est-à-dire lors de la création du journal en 1955.

Bourguiba vous a-t-il reçu après cet article ?

C'était en 1961, nous étions déjà en froid depuis longtemps, il y avait une cassure. Je l'ai revu par la suite. Il ne s'agissait pas de « rancune » dans nos rapports mais d'une admiration désormais mesurée de mon côté et d'une estime de fond que nourrissait un père en colère et un peu déçu. À cet égard, il était un homme assez exceptionnel. Il comprenait nos attitudes d'une certaine manière bien qu'elles ne lui conviennent pas. Il était capable de nous revoir et de nous embrasser. Puisque, par la suite, j'ai été directeur du tourisme, je l'ai vu très souvent. Je suis resté avec lui en bons termes indépendamment de tout cela.

Quel type de relations a pu s'établir entre ce personnage et le jeune homme que vous étiez et, d'une manière générale, le personnel politique tunisien jusque dans les années 1960 ? Diriez-vous, comme un anthropologue marocain dans un livre sur l'autoritarisme dans le Monde arabe[7]*, qu'il s'agissait de relations de maître à disciples ? Pour vous, Bourguiba était-il le passeur, l'initiateur ?*

Pendant une bonne période, il y a eu de cela. Pour schématiser, notamment au moment de l'indépendance, nous avions à choisir entre plusieurs courants qui nous rassemblaient tous dans la même veine, celle de l'indépendance. Une fois que le courant de l'indépendance est parti dans deux ou trois directions, il y a eu le courant Bourguiba. Ce courant-là a mobilisé beaucoup de monde. L'autre courant étant celui de l'Orient. Mais il est vrai qu'il y a eu cette relation de maître à disciples tant que Bourguiba a été un homme ouvert, jusqu'à ce qu'il commence à faire montre, d'une façon spectaculaire, de pouvoir personnel. Dès que le pouvoir personnel a commencé à prendre en lui, les choses se sont légèrement troublées, des gens sont devenus ses adversaires, d'autres ont pris des distances et lui-même a pris des distances, il n'avait plus ce contact. Mais effectivement l'on peut dire que *grosso modo* de 1950 à 1960-1961, un peu avant Bizerte, il y avait une relation de maître à disciples.

7. Cf. A. Hammoudi, *Maîtres et disciples. Genèse et fondements des pouvoirs autoritaires dans les sociétés arabes. Essai d'anthropologie politique*, Paris, Maisonneuve et Larose, Rabat, éd. Toubkal, 2001.

Y avait-il de l'admiration ?

Admiration et soumission même, fidélité indiscutée. Nous, nous n'avons commencé à discuter Bourguiba que la deuxième ou troisième année de *L'Action* quand ça commençait à partir dans tous les sens, que le pouvoir personnel se durcissait. Quand on pense que par fidélité et parce que nous étions dans cette espèce d'aveuglement bourguibien, nous avons laissé se faire l'opération conduite contre *Perspectives* ! L'action de Bourguiba envers *Perspectives* a été criminelle, un acte intolérable.

En aviez-vous conscience ?

Très mal, très peu, j'ai l'impression qu'on fermait les yeux. Il y a toute une intelligentsia qui a été maltraitée comme cela n'est pas permis.

38

Tahar Belkhodja*

(originaire de Ras Jebel)

Entretien**

Nous souhaiterions commencer cet entretien par votre premier engagement public, à savoir votre militantisme au sein de l'Union générale des étudiants tunisiens (UGET). Pourriez-vous nous en parler ?

C'était en 1955. J'étais à l'École coloniale d'agriculture, où 95 % des élèves étaient de nationalité française. Avant l'autonomie interne, la France et la Tunisie ont négocié le statut des différentes institutions culturelles. J'ai milité pour que l'École passe sous statut tunisien. C'est dans ces circonstances précises que j'ai eu mon premier contact avec l'UGET. En 1957, j'ai été élu au secrétariat général.

L'UGET avait été créée à Paris en 1952. La grande majorité de ses membres faisaient leurs études universitaires dans la capitale française. Il y avait, à l'époque, un petit nombre à l'Institut des hautes études de Tunis. Les élèves de l'enseignement secondaire constituaient la masse des adhérents. L'UGET voulait être la conscience du peuple tunisien et incarnait en quelque sorte la seule contestation à l'égard de la tendance droitière de Bourguiba et de sa politique à l'aube de l'indépendance.

De son côté, la Voix de l'étudiant (VE) représentait les élèves de la Zitouna. Elle avait été initiée par Fadhel Ben Achour qui cherchait à sauvegarder l'institution zitounienne. Bourguiba était bien obligé de tenir compte de l'existence de ce groupe de pression zitounien. J'ai été chargé de négocier l'union avec les responsables de la Voix de l'Étudiant. Après six ou sept mois de pourparlers, nous sommes parvenus à un compromis

---

* Ancien directeur du Cabinet de Ben Salah (septembre 1966-juin 1967), directeur général de la Sûreté nationale (juin 1967-1969), secrétaire d'État à l'Agriculture (juin-novembre 1970), ministre de la Jeunesse et des Sports (novembre 1970-novembre 1971), ministre de l'Intérieur (mars 1973-décembre 1977), ministre de l'Information (décembre 1980-juin 1983).

** Entretien réalisé par Michel Camau et Vincent Geisser en janvier 2002. Transcription revue et corrigée par T. Belkhodja.

qui a abouti à la création de l'UGET-VE. Malgré nos différences de sensibilités politiques et idéologiques, un consensus existait au sein de la « nouvelle UGET » quant à la nécessité de préserver l'indépendance du syndicat et ses orientations progressistes.

Mais la crise yousséfiste n'a-t-elle pas produit des répercussions au sein de l'UGET à l'instar de ce qui s'est passé dans le parti ?

Au sein de l'UGET, par sentimentalisme ou régionalisme, certains étaient yousséfistes. Le panarabisme et toutes les valeurs qui y étaient associés faisaient que les étudiants zitouniens se sentaient plus proches de Ben Youssef que de Bourguiba. Le véritable conflit se développait au sein de l'appareil du Néo-Destour qui était tenu, à l'époque, par Ben Youssef. La crise nous avait agités et « bousculés » mais, de par notre formation intellectuelle, notre rationalité, notre vie en France, nous ne partagions pas les conceptions de Ben Youssef. Les étudiants qui accomplissaient leur cursus en Orient ne représentaient qu'une minorité.

En revanche, la crise entre Bourguiba et l'UGTT a été davantage ressentie dans le milieu étudiant.

Pourriez-vous nous dire quelques mots sur cette crise ?

En 1956, durant la crise qui a opposé Bourguiba à Ahmed Ben Salah, secrétaire général de l'UGTT, nous nous sommes prononcés contre la scission syndicale. Nous avons clairement soutenu Ben Salah contre la volonté du Néo-Destour de faire de l'UGTT un satellite du parti. À l'époque, le siège de l'UGET était situé à Bab Souika, dans l'ancien cabinet d'avocats de Bourguiba qui nous avait été octroyé par le parti. Sans préavis, nous avons été priés de déménager. Nous avons alors été hébergés par l'Union générale des agriculteurs tunisiens (UGAT) qui était dominée par les yousséfistes. Lors de la répression anti-yousséfiste, nous avons été contraints de déménager une nouvelle fois. C'est un Juif tunisien, Simon Zana, directeur du *Petit Matin*, qui nous a prêté gracieusement des locaux, situés rue Saint-Charles, l'actuelle rue Bach-Hamba.

Toutefois, Bourguiba ne pouvait pas laisser évoluer une organisation telle que la nôtre en dehors du « système ». Prétextant l'inauguration de nos nouveaux locaux, il nous a rendu inopinément visite, le 8 juillet 1957, et scellé ainsi la réconciliation.

C'est à ce moment-là que Bourguiba vous a remarqué. Votre élection à la tête de l'UGET ne doit-elle pas précisément à une intervention personnelle du raïs ? N'étiez-vous pas au sein de l'UGET « l'homme de Bourguiba » ?

Il est vrai que le secrétaire général qui m'a précédé, Hafedh Tarmiz, était attaché à la personne de Ben Salah. Mon élection au secrétariat général répondait à une volonté de préserver l'UGET du conflit. L'UGET

soutenait l'UGTT mais pas forcément Ben Salah. Je n'étais pas « le candidat du parti » qui avait d'ailleurs son propre candidat : Mohamed Amamou. Je fus élu pour sauvegarder l'indépendance de notre organisation estudiantine vis-à-vis du parti, tout en soutenant Bourguiba.

L'UGET a représenté une école politique extraordinaire. Plus de 90 % de ses responsables ont fait une carrière politique et gouvernementale. Nous étions formés à la dialectique et au discours. Nous savions nous imposer et nous étions bien estimés.

Venons-en maintenant au deuxième temps de cet entretien : la « crise de Bizerte ». À l'époque, vous étiez chargé d'affaires à l'ambassade de Tunisie à Paris. Il semblerait qu'il y ait eu des différences d'appréciation, voire même des divergences, au sein de la partie tunisienne quant à la manière de gérer la crise.

C'est une affaire qui a fait boule de neige. Nous avons tous été impliqués sans que nous ayons prévu l'affrontement final. En revanche, je m'inscris en faux contre la thèse de la manigance et de la manipulation. Pour moi, Bizerte est d'abord un problème entre Bourguiba et de Gaulle. Nous n'avons pas été associés aux décisions et aux délibérations. Autant Bourguiba que de Gaulle ont géré cette affaire de manière « très personnelle ».

Nous étions du côté de Bourguiba. Il était difficile de nous dédire une fois la crise passée. Aujourd'hui, l'on peut toujours épiloguer sur les erreurs de part et d'autre mais, faut-il rappeler, la crise de Bizerte était étroitement liée au contexte algérien.

Mais, le 6 septembre 1961, il s'est produit une volte-face dans l'attitude de Bourguiba. Un tel retournement n'a-t-il pas suscité des grincements de dents dans les milieux dirigeants tunisiens ?

Il fallait de part et d'autre trouver une issue politique à la crise. Dans sa conférence de presse, le 6 septembre, de Gaulle a déclaré que « la France ne resterait pas éternellement à Bizerte ». La presse tunisienne, qui était très majoritairement anti-de Gaulle, resta critique. Bourguiba réagit autrement dès le lendemain et saisit l'occasion pour renouer le dialogue. Il sut exploiter habilement une « petite phrase » de De Gaulle pour reprendre les discussions, en occultant toutes les autres critiques du président français. En Tunisie, la réaction la plus vive a été celle des « francophones » : Mohamed Masmoudi, Béchir Ben Yahmed... Ils avaient critiqué avec virulence la nouvelle position de Bourguiba dans ce fameux article d'*Afrique Action*, paru le 7 octobre 1961 et intitulé « Le pouvoir personnel »[1]. Pourquoi cet article paraissait-il le jour où précisément Bourguiba décidait de tendre la main à de Gaulle ? Il faut restituer le contexte pour connaître tous les tenants et aboutissants.

1. Sur cet épisode, cf. dans le présent ouvrage l'entretien avec Mohamed Ben Smaïl.

La bataille de Bizerte a-t-elle suscité une mobilisation populaire ?

Dans nos pays, les mobilisations populaires revêtent toujours un caractère organisé. C'est le parti qui faisait monter et descendre la pression. Les événements n'étaient pas spontanés : ils étaient bien préparés par le Néo-Destour. C'est principalement la Jeunesse destourienne qui a été mobilisée pour la bataille de Bizerte, ce qui explique d'ailleurs que la grande majorité des victimes étaient des civils.

Bourguiba a-t-il été suivi dans sa tentative de faire de Bizerte un symbole national, un lieu de mémoire ?

Bizerte fait partie du patrimoine historique. Il est tout a fait normal que Bourguiba ait cherché à exploiter la situation et valoriser les morts. Il est tout à fait logique que l'on érige un monument et que l'on fasse du 15 octobre, date de l'évacuation, une fête nationale. Je tiens quand même à rappeler que nous avions proposé à la France d'accepter le principe de l'évacuation et que les modalités pratiques soient négociées. Mais de Gaulle l'a toujours rejeté en prétextant qu'il n'acceptait pas de négocier sous la pression, alimentée par les mobilisations populaires. On connaissait sa position : Bizerte restait d'actualité tant que la France n'aurait pas complété sa défense atomique. Il est vrai que la question algérienne avait surdéterminé l'affaire de Bizerte. Bourguiba n'avait pas prémédité la crise. C'est l'enchaînement d'événements malheureux, liés à la crise algérienne, qui a débouché sur l'affrontement. Il est faux de soutenir que Bourguiba était dans un état de faiblesse tel qu'il était contraint de créer l'événement pour redorer son blason à l'égard du Monde arabe, en général, et de l'Égypte de Nasser, en particulier.

Nous arrivons au troisième « moment fort » de votre vie publique et politique : votre nomination par Bourguiba, en septembre 1966, comme directeur de cabinet de Ben Salah. Celle-ci ne répondait-elle pas à la volonté du raïs de mieux contrôler, voire de neutraliser, son secrétaire d'État au Plan et à l'Économie ?

Non, ce n'était pas pour le contrôler ou encore moins le neutraliser. Cette nomination répondait davantage à la volonté de Bourguiba de l'aider. C'est une constante chez lui. Quand il nomme un responsable à des fonctions gouvernementales et lui assigne des objectifs, il cherche par tous les moyens à le soutenir dans son action, même parfois, malgré lui.

En novembre-décembre 1965, Bourguiba était en tournée officielle en Afrique de l'Ouest, où j'étais ambassadeur. Le président eut des entretiens très poussés avec Houphouët et Senghor au sujet de leurs expériences respectives de développement économique. Senghor expliqua à Bourguiba comment l'expérience socialiste de son Premier ministre, Mamadou Dia, avait totalement échoué et cachait des ambitions pour le pouvoir suprême. Bourguiba, même s'il ne l'a jamais avoué, avait été

particulièrement touché par ce témoignage. Il fut bousculé et commença à avoir des doutes. Il savait que Ben Salah avait des ennemis en Tunisie au sein même du Bureau politique. Mais il le soutenait, assumait sa politique et pensait finalement que toutes ces critiques émanaient de rivaux jaloux, y compris celles provenant de sa femme, Wassila Ben Ammar. Quand il est rentré en décembre 1965, il a commencé à accorder du crédit à ces diverses oppositions. Il m'a demandé alors de regagner Tunis. Il cherchait à me mettre à l'épreuve. Il m'a nommé auprès de Ben Salah pour l'aider à se réconcilier avec son environnement politique et voulait avoir en même temps une vision claire de la situation. Des rumeurs étaient notoires sur la faillite des entreprises publiques. Bourguiba cherchait donc quelqu'un qui lui dise « la vérité » sur l'état du pays. Ma nomination auprès de Ben Salah répondait moins à un désir de contrôler le secrétaire d'État qu'à une forme de vigilance politique.

Quel était votre regard personnel sur cette expérience socialiste ?

Dès le départ, je savais que notre « socialisme » était une expérience désastreuse. Ma présence au Sénégal m'avait permis de prendre conscience des effets pervers d'une telle idéologie adoptée dans un environnement local inapproprié et même hostile. En effet, le gouvernement sénégalais avait appliqué la même option, inspirée par les mêmes thèses de Gérard de Bernis et François Perroux. Ces économistes avaient de bonnes idées mais malheureusement nos pays n'étaient pas prêts pour accompagner un plan aussi radical, surtout quand il cachait des visées politiques.

En effet, j'avais assisté au Congrès de Bizerte en 1964. Le Néo-Destour adopta à cette occasion une structure partisane de type « totalitaire ». Ahmed Ben Salah pensa impliquer l'UGTT et l'ensemble des organisations nationales et les rendre satellites du parti. Tout devait converger pour soutenir sans contestation la politique socialiste. Toutes les structures de l'État et du parti devenaient des organes dociles au service de Ben Salah et de ses exigences.

Mais comment avez-vous pu travailler aux côtés de Ben Salah, sachant que vous aviez des vues totalement opposées ?

Depuis 1956, Ben Salah savait très bien que je n'étais pas l'un de ses adeptes. J'étais contre la scission de l'UGTT mais je n'avais pas d'engouement pour sa personne. J'avais accepté ma mission auprès de lui, dans la mesure où elle pouvait contribuer à ce que ça change assez vite. J'étais devenu paradoxalement à la fois son premier collaborateur et son « censeur ». Chaque jour, à six heures du matin, nous arrivions ensemble au bureau et nous parlions de la situation politique et économique. Mais le processus était déjà très engagé et il était difficile de changer le cours des événements. Je conviens toutefois que Ben Salah a eu le mérite d'entreprendre la refonte de notre appareil économique et social. Malheu-

reusement, il n'a pu le mener à bonne fin. Si la faute est collective, sa responsabilité personnelle est prépondérante.

Aviez-vous une stratégie pour essayer de limiter à la fois l'omnipotence du parti et les dérives de la politique socialiste ?

Non, car j'étais simplement directeur de cabinet. J'étais conscient des dangers. Je savais que, depuis 1964, le pays était à la merci de Ben Salah. L'erreur de Bourguiba était d'avoir presque tout concentré dans les mains d'une seule personne et cela sans contrôle d'aucune instance de la République, du gouvernement ou d'un quelconque autre organisme public. La société civile était absente. Je n'avais pas grande influence pour inverser ce processus. Le parti n'avait plus aucun pouvoir ; ce n'était ni le Bureau politique, ni le Comité central qui décidaient de la mise en œuvre de la politique. C'était une forme de fuite en avant. Je pense que le véritable tournant est intervenu en 1964, au Congrès de Bizerte, où tout a été verrouillé. Il faut dire que le secrétaire d'État à l'Économie avait promis au *rais* un triplement du PNB sur une période de dix ans. Au début, la Banque mondiale et les États-Unis soutenaient l'expérience socialiste et souhaitaient même en faire un « modèle » pour l'ensemble du tiers-monde. C'est avec le constat désastreux d'une inspection de la Banque mondiale en Tunisie, en 1966, que les Américains et les bailleurs de fonds internationaux décidèrent de retirer leur soutien à l'expérience bensalahiste.

Les cadres du PSD étaient-ils convaincus par cette option « socialiste » ? Ou s'agissait-il d'une soumission par peur des représailles ?

À l'époque et surtout à ses débuts, tout le monde soutenait la politique socialiste. En fait, il existait une minorité d'adeptes chevronnés, le reste des cadres se soumettait progressivement. Il n'y avait pas suffisamment de résistances au sein du parti ou du gouvernement pour inciter Bourguiba à changer de politique. Ben Salah a réussi à maîtriser toutes les formes d'opposition. Les émeutes populaires et sanglantes qui ont éclaté à M'saken et dans d'autres localités du pays ne l'ont pas fait changer de comportement politique et l'ont même incité à brûler les étapes.

Mais Ben Salah ne jouait-il pas une partie de la population (les classes moyennes urbaines) contre une autre (les ruraux) ?

Ben Salah ne cherchait pas à capter de soutiens. Il recourait à la coercition et à la discipline. Son mot d'ordre était : « Maintenant vous allez souffrir, vous verrez après ! » Les gens ont effectivement souffert et ils n'ont rien vu venir.

Peut-on considérer que c'est la bureaucratie d'État qui a été la principale bénéficiaire de cette expérience socialiste ?

Oui, c'était logique dans un système de parti unique. On nommait n'importe qui, n'importe où et on faisait n'importe quoi... La période Ben Salah a correspondu à l'ère de l'arrivisme et de l'opportunisme. C'était aussi l'« ère des musclés du parti » qui avaient été utilisés contre toutes les formes de protestation.

Votre réflexion sur la dérive sécuritaire du bensalahisme nous conduit à aborder un nouvel aspect de cette époque : l'institutionnalisation de la répression. En 1967, vous avez été nommé directeur général de la Sûreté nationale. Vous avez donc eu une connaissance assez fine des rouages sécuritaires. Dès votre prise de fonction, il s'est produit un événement qui marque encore aujourd'hui la mémoire du mouvement étudiant en Tunisie : « l'affaire Ben Jennet ».

La répression contre les étudiants avait commencé bien avant 1967. Déjà en 1963 et en 1966, il y a eu des manifestations et des arrestations, suite aux affrontements entre les contestataires. Le système était tel que le parti était omnipotent et omniprésent. Il avait ses hommes et sa propre milice. En 1975-1976, le Bureau politique avait même décidé de créer des vigiles dans l'enceinte même de l'Université. En tant que ministre de l'Intérieur, j'y étais opposé. L'on avait même demandé à mon ministère de former les nouveaux vigiles. J'avais refusé. L'expérience avait finalement échoué. La politique répressive était conduite essentiellement par les membres exaltés du PSD, répartis dans les différents secteurs sociaux. Il existait une totale confusion entre les compétences du parti et celles de l'État. Cependant, en tant que ministre de l'Intérieur avec l'approbation de Bourguiba et malgré l'appréhension de certains collègues et même l'hostilité de la direction du parti, j'ai permis la création de la Ligue tunisienne des droits de l'homme en mai 1977, la première en Afrique et dans le Monde arabe et contribué à autoriser le premier journal d'opposition *Er Raï* (L'Opinion), le porte-parole de la mouvance libérale conduite par Ahmed Mestiri.

En fait, dès la mise en place du régime bourguibien, le parti a revêtu une dimension répressive très marquée ? La crise youssefiste a constitué en quelque sorte la première étape ?

Je peux affirmer que durant toute la période bourguibienne, l'on n'a jamais dénombré un seul mort sous la torture. C'est vrai, il se produisait parfois des exactions. Nous avions hérité de la période coloniale des hommes et des méthodes que nous avons peut-être amplifiés. Cependant nous n'avons jamais pratiqué d'expéditions punitives, absolues et définitives. Bourguiba souhaitait les condamnations longues et rudes afin qu'il puisse faire jouer son droit de grâce et exploiter sa magnanimité. De

son temps, il n'y pas eu d'assassinats politiques. L'exception se situait pendant la période youssefiste, où les militants des deux côtés s'entretuaient.

En termes de répression, aviez-vous des écoles de référence ?

Nous avions des relations avec de nombreux services de sécurité dans le monde entier. Les informations circulaient. À l'époque, il n'y avait pas véritablement d'école de référence. La plupart des responsables qui avaient géré le système de sécurité étaient des anciens de l'UGET : ils ne pouvaient donc pas aller très loin dans la répression. Quoi que l'on dise, leur formation politique et idéologique leur interdisait la dérive répressive !

Mais qui décidait des actions répressives ? Quel était le circuit de commandement ?

Je vais vous donner un exemple précis. En 1967, au moment où j'ai été nommé directeur de la Sûreté, certains élèves du collège Alaoui ont manifesté dans la cour de l'école. Ils étaient environ un millier. Comme le collège était situé juste à côté d'une caserne de la Garde nationale, les élèves déterraient des pavés et les jetaient juste de l'autre côté du mur. J'avais préféré accompagner les événements et les laisser évoluer avant de prendre une décision. Mais le parti n'était pas de cet avis et avait réagi vivement par la voix de Bahi Ladgham : « Où est l'État ? Où est la police ? »

Ce fut l'une des rares fois où Bourguiba m'a directement pris à partie : « On ne peut pas permettre cela. Il faut faire respecter la loi ! » Je lui avais fait valoir que si la police intervenait dans l'enceinte de l'établissement, ce serait probablement le carnage. J'avais demandé pathétiquement que l'on m'accorde quelques heures pour régler l'incident. En effet, à 13 heures environ, au moment de l'heure du repas, les portes du collège Alaoui se sont ouvertes et les élèves se sont dispersés dans le calme. Le conflit était terminé. Je vous ai donné cet exemple pour souligner l'importance de la gestion personnelle dans le règlement des crises. On m'a souvent reproché d'avoir créé la Brigade de l'ordre public (BOP). On me surnommait d'ailleurs « Tahar BOP ». Mais précisément, une telle création permettait d'éviter ce genre de situation explosive qui pouvait dégénérer facilement. Nous n'avions pas de police anti-émeutes, comme dans les pays modernes. J'ai donc appelé deux instructeurs américains qui ont formé en quatre mois la BOP, un peu sur le modèle des CRS français. La BOP, qui a pourtant été beaucoup décriée, n'a jamais tué personne. Bien qu'armés et aguerris, ses agents n'ont jamais tiré. Le 10 octobre 1977, au moment des émeutes populaires de Ksar Hellal, je conduisais les opérations de sécurité à partir de mon QG de Tunis. J'ai interdit à quiconque, aussi bien de l'armée que de la police, de tirer sur la foule. Dans ces cas-là, la première qualité c'est la patience et le sang-froid. Si vous réagissez à chaud, vous favorisez l'escalade.

En décembre 1977-janvier 1978, quand des événements dramatiques se sont déroulés à Tunis, je n'étais déjà plus au ministère de l'Intérieur, que j'avais heureusement quitté un mois auparavant.

Mais les années 1970 ont connu plusieurs phases dans la répression, notamment après la période dite des « Cent fleurs » de la consultation populaire. Comment expliquez-vous que cela n'ait pas débouché sur une ouverture du système ?

Oui, là je crois que nous avons raté le coche au cours de cette période dénommée officiellement « pause d'observation ». Après Ben Salah, il s'est produit une sorte de « sursaut démocratique. Nous avons posé aux militants et aux citoyens différentes interpellations sur les prérogatives du président de la République, les pouvoirs de l'Assemblée nationale, les réformes institutionnelles à mettre en œuvre, etc. Les gens ont répondu massivement. C'était l'effervescence généralisée dans le pays. Nous fûmes dépassés par les événements. Certains dirigeants ont été pris de panique. Bourguiba a été obligé d'arrêter le processus en cours, faute de solutions pratiques que nous aurions pu concevoir et proposer. C'était une occasion ratée, à la suite des maladresses des premiers collaborateurs de Bourguiba.

Lorsque vous exerciez des responsabilités au ministère de l'Intérieur, il s'est déroulé des procès d'opposants, concernant notamment les perspectivistes et les partisans de Ben Salah ?

Les perspectivistes était un groupe qui comprenait des gens de tous bords, aussi bien des trotskistes, des baathistes, des nationalistes arabes... Ils publiaient une revue et appelaient à changer le régime en accusant Ben Salah d'être l'auteur d'une « réforme bourgeoise ». Nous avons réagi quand ils descendaient quotidiennement dans la rue. Ils cherchaient à phagocyter l'UGTT et l'UGET. J'étais partisan de les contenir. Mais comme pour le collège Alaoui, que j'ai évoqué précédemment, les « faucons du parti » exerçaient des pressions : « Il faut réprimer ! »

Je suis donc allé voir Bourguiba. Il fallait « ramasser » tout ce monde et les déférer devant la Justice. Nous avons ainsi évité les exactions des milices du parti.

Et votre attitude à l'égard du Mouvement de l'unité populaire (MUP) de Ben Salah ?

Des militants du MUP, en 1975, se sont réunis à Madrid et ont rédigé un pamphlet contre le Premier ministre, Hédi Nouira, en le traitant de « bourgeois libéral ». Ces « Mupistes » sont revenus en Tunisie et ont commencé à diffuser des tracts acerbes à l'égard du régime. Il s'est produit le même scénario que pour les autres affaires : les faucons du PSD ont réagi en exigeant de réprimer ses partisans. Pour moi, la

meilleure des solutions était de les arrêter légalement afin d'éviter l'affrontement dans l'illégalité.

Vous les arrêtiez pour les protéger en quelque sorte ?

C'était une sorte de protection. Ils furent condamnés mais affranchis après quelque temps, bien avant la fin de leur peine. Je n'avais pas vraiment le choix. Il fallait crever l'abcès. C'était la gestion la plus convenable.

En fonction de ce que vous dites, nous avons l'impression d'un polycentrisme du pouvoir. Il existe une unité apparente qui est la personne de Bourguiba et une multiplicité de centres de pouvoir. Chaque responsable en charge d'un secteur était constamment sous la pression des autres centres de pouvoir et se devait d'essayer de gérer au mieux la situation. Êtes-vous d'accord avec cette analyse ?

Je m'explique. Il y avait un seul pouvoir : c'était Bourguiba. Ce que vous décrivez, c'est plutôt la résultante de comportements individuels de ceux qui se considéraient comme les « vigilants » et les « sauveteurs » du régime. Certains voulaient faire du parti, de ses structures et de sa milice, le centre du pouvoir dans le pays. Le Néo-Destour était pour eux le seul détenteur du pouvoir. Mais cette attitude était contraire à l'esprit du président de la République, pour qui le parti n'était que l'instrument de l'État. Le parti était là pour rassembler et aider à l'application de la politique de l'État. Bourguiba incarnait l'État et le parti, les gouverneurs dans les régions étaient « ses représentants », les responsables du parti étaient impliqués automatiquement dans l'action et les tâches étatiques.

Dans ce cas, il convient non pas de parler de polycentrisme mais de « jeu de proximité » qui fait que chaque responsable était sous la menace permanente des propos tenus par tel ou tel autre dignitaire du régime, dans le style : « Monsieur le Président, X ne fait pas ce qu'il doit faire dans certaines situations, etc. »

En effet, de tels attitudes et comportements ont existé sous Bourguiba. C'est normal, mais il fallait savoir se défendre. Personnellement, j'ai été mis en cause à de très nombreuses reprises par le parti. Nous étions à sa merci et la situation pouvait se compliquer à tout moment. Il fallait choisir le moindre mal.

On pourrait parler de « système de Palais » ?

Non, c'étaient le parti et la pensée uniques, empruntés au système communiste, qui est essentiellement non démocratique. J'en ai souvent discouru pour soutenir que les structures de l'État étaient malades. Si nous avions voulu réglementer et changer la démarche du gouvernement et faire fonctionner autrement les structures, Bourguiba nous aurait certai-

nement encouragés. La preuve, en 1981, quand on lui avait proposé le pluralisme, il avait tout de suite approuvé. L'essentiel pour lui, c'était que les structures de l'État ne soient pas en cause. Malheureusement, les gens au pouvoir, y compris moi-même, ont voulu huiler le système, mais sans changer un tant soit peu. En fin de compte, nous en avons usé et abusé.

Pendant les années 1970, le mouvement islamiste a commencé à émerger en Tunisie. À partir de quel moment précis, le régime a-t-il pris conscience de ce phénomène en tant que « menace » pour sa stabilité ?

Il est nécessaire de faire un petit retour en arrière. Au moment de l'indépendance, Bourguiba, qui était moderniste, a décidé de fermer l'Université de la Zitouna et d'unifier l'enseignement. C'était une bonne chose, car la Zitouna représentait un enseignement archaïque qui ne fournissait au pays que des religieux, des chômeurs, des gens marginaux. Une faculté de théologie a été créée. À cette époque, certains pensaient, au sein du régime, que la meilleure façon de contrer la gauche étudiante et les gauchistes était de favoriser ces radicaux de droite et ces « pseudo-islamistes » pour mieux contrer les « gauchistes ».

Vous avez donc aidé les islamistes ou, du moins, les futurs islamistes ?

Oui. La décision a été prise au niveau du Bureau politique du PSD. Nous estimions que nous pouvions les utiliser. Nous avions, par exemple, créé l'Association pour la sauvegarde du Coran. Nous avions également « réparti » les diplômés de la faculté de théologie dans les collèges et les lycées. Mais cette ambiance islamiste n'était pas particulière à la Tunisie. Il s'est produit un phénomène de convergence : d'aucuns ont pensé que l'islam pouvait être un élément de pouvoir. Au début, il faut avouer que nous n'avions pas du tout conscience de la gravité du phénomène. Nous cherchions à résoudre les problèmes immédiats. Nous ne pensions pas que l'ascension du mouvement prendrait une telle ampleur.

À partir de quel moment avez-vous commencé à ficher les activistes et à considérer les islamistes comme « dangereux » pour le régime ?

Nous n'avons pas tout de suite perçu le « danger ». Bourguiba et le système étaient encore forts. Cela ne constituait pas véritablement un problème politique pour le régime. À cette époque, c'était l'extrême gauche qui infiltrait l'UGTT, pas les islamistes.

Alors à quelle date situeriez-vous l'émergence de l'islamisme comme question sécuritaire ?

Quand je suis revenu au gouvernement, en 1980, en tant que ministre de l'Information, l'on commençait à en parler sérieusement. Certains d'entre nous ont d'ailleurs joué sur ce phénomène. Le Premier ministre se prononçait clairement pour l'arabisation. Nous avons peut-être un peu

participé à l'éclosion du phénomène. Certaines personnalités du régime pratiquaient un jeu très subtil en la matière.

En fait, les leaders islamistes tiraient partie de la dégradation de la situation économique pour recruter des angoissés et des chômeurs. C'était un problème commun à l'ensemble des pays musulmans, confrontés à une profonde crise économique et sociale. C'est toujours vrai aujourd'hui. Ces marginaux rejoignaient les islamistes et étaient prêts à adhérer à n'importe quel extrémisme.

Au départ, nous étions très forts, le pays était solide. Bourguiba était présent. Nous suivions de très près ces islamistes qui n'avaient pas encore beaucoup d'audience dans le pays. Mais leur action souterraine et subtile leur a permis de gagner des adeptes.

Lorsque les islamistes évoquent leur mémoire politique, ils font toujours référence à l'« affaire Hind Chelbi », à la fameuse conférence de la Nuit du Destin de 1975. Pourriez-vous nous dire quelques mots sur cette affaire ?

Je m'en souviens, parce que j'étais présent. Mais l'on ne peut pas dire que ça a été le détonateur du mouvement islamiste. Une jeune fille était venue donner à la Kasbah avec grande éloquence, pendant le mois de Ramadan, à la salle du gouvernement, une conférence qui avait marqué les esprits. Elle affirmait une orientation panislamique modérée qui avait été jusqu'alors occultée en Tunisie. Nous estimions que le discours de Hind Chelbi [défense des valeurs arabo-musulmanes et critique du « laïcisme bourguibien] relevait d'une initiative purement individuelle. Aucun mouvement n'était derrière elle. En réalité, son discours relevait d'une profession de foi personnelle. Nous nous interrogeâmes sur le personnage et vérifiâmes qu'il n'y avait pas de ramification derrière cette initiative.

Nous souhaiterions aborder avec vous la crise de décembre 1977-janvier 1978. Certes, vous n'étiez plus au ministère de l'Intérieur au moment des événements[2]*. Mais vous étiez en quelque sorte un observateur privilégié par votre bonne connaissance des principaux protagonistes. Dans vos écrits*[3]*, vous différenciez trois clans au sein de l'appareil néo-destourien : les faucons, les modérés et les colombes. Pourriez-vous approfondir votre analyse ?*

Il s'agissait d'une affaire entre deux hommes qui a mal tourné. Au départ, c'était probablement une bonne perspective : Hédi Nouira cherchait à mettre en œuvre son programme économique en s'appuyant non pas sur un syndicat docile mais sur une organisation compréhensive et responsable. Pour ce faire, il avait tout fait pour que Habib Achour – qu'il

2. T. Belkhodja a été révoqué du ministère de l'Intérieur, le 25 décembre 1977, soit un mois avant le « jeudi noir ».

3, Cf. T. Belkhodja, *Les trois décennies Bourguiba*, Paris, Arcantères-Publisud, 1998.

avait défendu, comme avocat, à Sfax pendant la période coloniale – soit à la tête de l'UGTT. Il estimait que tant que l'accord avec Achour tenait, tout se passerait bien. Leur entente reposait sur une sorte de division du travail : Nouira gérait les instances du parti et du gouvernement, et Achour les instances syndicales. Tout le monde semblait s'accommoder de cette situation avec la bénédiction de Bourguiba. Mais ce « plan de contrat social », ce Pacte social[4], n'avait d'ailleurs jamais été discuté démocratiquement à l'intérieur du parti ou du syndicat. En mars 1977, lors du XIV[e] Congrès de l'UGTT, 600 syndicalistes ont signé une pétition pour contester ce pacte. Ces derniers protestaient contre le fait d'être bâillonnés par la direction syndicale. Bien qu'Achour ait été réélu à l'unanimité des délégués du congrès, il ne pouvait maîtriser les éléments protestataires. La crise devenait inévitable.

Dans votre témoignage, vous semblez insister sur la responsabilité du parti, ou plus précisément de certains clans néo-destouriens, dans la dégradation du dialogue social ?

Oui, car je pense que la crise de janvier 1978 est l'une des résultantes du système. Depuis le Congrès de Bizerte, en 1964, nous sommes entrés dans un système rigide de parti unique avec pour corollaire la satellisation de la société civile. La création des cellules professionnelles du parti dans les entreprises économiques, concurrençait directement celles de l'UGTT.

L'État contrôlait 80 % de l'économie du pays. Le conflit concernait certes l'UGTT et le patronat mais l'affrontement réel était entre le syndicat et l'État.

Vous avez l'air d'esquiver les responsabilités personnelles à la fois dans le déclenchement et le déroulement de la crise. Pourtant, dans votre ouvrage, vous avez bien montré qu'au sein du parti, certains dignitaires poussaient à la fermeté et d'autres appelaient à la modération. Il semblerait que face à ces deux positions extrêmes, Nouira ait été plutôt hésitant.

La division au sein du gouvernement et du parti s'accentua suite à des divergences de fond dans la gestion de notre politique intérieure et de certaines « affaires » de l'extérieur. Il faut rappeler qu'avant 1977 il s'était produit deux événements régionaux : la tentative d'union tuniso-algérienne au Kef, en juin 1973, et l'union tuniso-libyenne, à Jerba, en janvier 1974. Dans les deux cas, c'étaient des tentatives unitaires qui avaient été bien préparées ailleurs, à la fois par des Tunisiens et des non-Tunisiens. En fait, ces projets s'inséraient directement dans la course au pouvoir et à la succession. Celui qui pensait réussir le projet unitaire pouvait s'imposer et s'emparer, à plus ou moins long terme, du pouvoir. Ce furent finalement des tentatives suicidaires au service d'ambitions

4. Signé le 19 janvier 1977 pour la durée du plan quinquennal (1977-1982).

personnelles. Nous eûmes alors de graves problèmes avec l'Algérie et la Libye qui ont perduré jusqu'en 1978. Le comble fut en septembre 1977, à Tripoli, avec cette réunion tripartite préméditée entre le secrétaire général de l'UGTT, Habib Achour, l'ancien ministre tunisien des Affaires étrangères, Mohamed Masmoudi, et le leader libyen, Kadhafi. Le Premier ministre Nouira comprit qu'il s'agissait de la formation d'une coalition contre lui et que l'UGTT et surtout Achour avaient rejoint le camp de ses ennemis. C'est dans ces circonstances précises que les problèmes se sont compliqués et ont abouti à la rupture d'un équilibre déjà assez fragile, car trop personnel.

En fonction de ce que vous décrivez, l'on a l'impression que tout se noue autour de Nouira et que de facto *le rôle de Bourguiba est effacé ?*

Non, son rôle n'était pas du tout effacé. Nous sommes dans une configuration comparable à celle de la période collectiviste. Avec Mzali, ça sera d'ailleurs la même chose, lors des « émeutes du pain », en janvier 1984. Bourguiba faisait trop confiance à ses Premiers ministres, qui ne se rendaient pas compte de la dégradation de la situation ou qui ne voulaient pas l'accepter. Nous avons, par exemple, occulté les véritables raisons des émeutes de Ksar Hellal d'octobre 1977. Le parti faisait porter la responsabilité des émeutes sur des « éléments communistes ». On avait accusé la police de ne pas remplir sa mission et on avait applaudi l'intervention de l'armée pour mettre fin aux émeutes. Le président de la République refusa ma démission. Je lui affirmais que ces émeutes n'étaient pas un accident mais qu'elles en annonçaient d'autres. Mais on continuait à croire en la force de l'État et en l'efficacité du parti. On sait ce qu'il en est advenu.

Le ministère de l'Intérieur, que vous dirigiez, produisait-il des rapports sur la dégradation de la situation sociale ?

Nous produisions des rapports mais il est vrai que Bourguiba ne les lisait pas. Il privilégiait davantage les échanges directs et oraux, cela lui suffisait pour saisir les situations et décider rapidement en conséquence. Mais il ne pouvait accepter que « son » parti soit si faible. Le « tournant de 1964 » (Congrès de Bizerte) avait largement contribué à le scléroser. Nous en subissons encore à ce jour les effets. Nous ne parvenons toujours pas à les transcender, afin de consolider la démarche moderniste qu'a entreprise Bourguiba et de la compléter par une politique saine et démocratique, si nécessaire et si impérieuse en ce début de XXI^{e} siècle.

39

Béji Caïd Essebsi*

Entretien**

Nous voudrions commencer cet entretien par une évocation de vos origines familiales et de votre parcours scolaire et universitaire.

Je n'aime pas beaucoup parler de moi. D'ailleurs cela m'a permis de durer quelque peu en politique. Je suis né le 29 novembre 1926, non pas à Tunis, mais en réalité à Sidi Bou Saïd, dans la *zaouïa* de Sidi Bou Saïd. Ma mère y a accouché de manière imprévue. Son père, un grand bourgeois de Tunis, président de la corporation des chéchias, habitait Sidi Bou Saïd. Elle était en visite chez lui lorsque ma naissance s'est annoncée. Comme il y avait peu de médecins sur place et que la maison de mon grand-père jouxtait la *zaouïa*, on y a installé ma mère, par croyance. Mes parents m'ont donné pour prénom Béji, celui du saint de Sidi Bou Saïd. Ainsi suis-je né dans une *zaouia*, alors que par la suite durant ma carrière politique j'ai beaucoup combattu le maraboutisme. J'ai été déclaré à l'état civil de Tunis parce que notre maison familiale s'y trouvait et aussi, je crois, parce que les Tunisois étaient dispensés du service militaire. Il s'agissait d'un privilège de l'époque des Beys, dont bénéficiaient également les titulaires du certificat d'études. Mon frère, aujourd'hui grand avocat international, qui est né à La Marsa, a passé le certificat d'études pour échapper au service militaire.

Mon père était agriculteur, un bourgeois de Tunis, un « aristocrate » dit-on. Mais peu importe, bourgeois ou « aristocrate », il était de condition modeste sur le plan financier. Je l'ai peu connu. Il est décédé, en

*. Ancien directeur de la Sûreté nationale (janvier 1963-juillet 1965) ; secrétaire d'État à l'Intérieur (juillet 1965-septembre 1969) ; ministre de la Défense (novembre 1969-juin 1970) ; ambassadeur en France (août 1970-novembre 1971) ; ministre délégué auprès du Premier ministre (décembre 1980-avril 1981) ; ministre des Affaires étrangères (avril 1981-septembre 1986).

** Entretien réalisé par Michel Camau et Vincent Geisser en avril 2002. Transcription revue et corrigée par B. Caïd Essebsi.

effet, alors que je n'avais que neuf ans. De fait, nous avons été élevés par notre mère. J'ai effectué mes études primaires d'abord à La Marsa puis à Hammam-Lif, où mon père, malade, avait dû s'établir pour les besoins d'une cure thermale et où il est mort. Ensuite, j'ai rejoint le collège Sadiki, où j'ai poursuivi ma scolarité primaire et secondaire. Sadiki, dont j'ai obtenu le diplôme, était l'école dans le sens large du terme, une école de patriotisme et de culture. Nous les Sadikiens, nous avons tous été bilingues, de culture arabe et de culture française.

Au collège Sadiki, en compagnie de quels camarades avez-vous effectué votre scolarité ?

Il y avait Taïeb Mehiri qui était mon aîné. Il était pratiquement en terminale alors que je débutais. Il y avait également Ahmed Ben Salah, Mohamed Masmoudi, Béchir Ben Yahmed, Mohamed Ben Smaïl, Habib Bourguiba Jr., Mohamed Mzali... J'ai quitté le collège Sadiki en 1948 pour préparer la seconde partie du bac au lycée Carnot de Dijon. Mais j'ai passé le bac à Marseille et à Aix, parce qu'il n'était pas possible de prendre l'option d'arabe à Dijon ou à Lyon. Ensuite, j'ai rejoint Paris pour m'inscrire à la faculté de droit de la rue Cujas.

À cette époque, étiez-vous déjà engagé politiquement ?

Vous savez, tous les Tunisiens étaient, pour ainsi dire, « engagés » dès la naissance. J'ai rejoint le parti destourien au moment de la guerre, c'est-à-dire pratiquement en 1942. J'avais donc à peu près quinze ans. J'ai milité aux jeunesses destouriennes et à la cellule d'Hammam-Lif, où avec ma famille nous habitions depuis la mort de mon père et où nous sommes restés jusqu'à l'indépendance avant de retourner dans notre maison de Tunis. J'étais à la cellule comme tout le monde. À l'époque, il n'y avait pratiquement d'autre choix que le Néo-Destour à moins de se placer du côté des Français. D'ailleurs, au collège Sadiki, tout le monde était néo-destourien.

N'y avait-il pas de partisans du Vieux-Destour au collège Sadiki ?

Non, les vieux-destouriens étaient beaucoup plus âgés que nous. Dans ma génération, on ne comptait qu'un ou deux élèves dont les pères étaient au Vieux-Destour et qui, par filiation, se réclamaient de ce parti.

Et les communistes ?

Oui, bien entendu, il y avait des communistes. Certains de nos professeurs étaient communistes Je me rappelle que notre professeur de sciences en classe de « mathématiques élémentaires », Monsieur Laurent, était un communiste actif. Parmi les élèves, j'avais un camarade, un ami, qui a été, par la suite, secrétaire général du Parti communiste en Tunisie. Il s'appelait Bouarrouj, un garçon brillant, devenu professeur de sciences.

Mohamed Harmel, autre futur secrétaire général, était également sadikien. Ce garçon, très représentatif de Tunis, de la capitale, n'était pas de ma génération. Je ne l'ai pas connu à Sadiki. Bouarrouj, en revanche, appartenait à ma promotion. Plus tard, lorsque j'ai été ministre de l'Intérieur, il n'a jamais voulu me rencontrer (il a toujours eu des démêlés avec la police). J'avais beaucoup d'estime pour lui mais il était très sectaire, intransigeant.

Dans les années 1940 vous habitiez Hammam-Lif. Vous avez donc été témoin de la déposition de Moncef Bey en 1943[1] *?*

Bien sûr. Mais je dois dire que j'avais déjà été marqué par les événements d'avril 1938 à Tunis. La direction du collège Sadiki avait décidé de fermer l'établissement. J'étais donc rentré à Hammam-Lif, où j'ai été témoin de ces événements et de la répression. J'ai bien connu Moncef Bey notamment parce que ma famille était un peu liée à la famille beylicale. L'un de mes cousins avait épousé la fille du prince Lamine, celui qui, par la suite, a succédé à Moncef Bey. De plus et surtout, mon cousin germain Chedli était l'officier d'ordonnance de Moncef Bey. Il l'a accompagné volontairement dans son exil. Il est demeuré à ses côtés jusqu'à sa mort. Il a ramené sa dépouille à Tunis et a conduit l'enterrement. D'ailleurs, tout le monde dit que les Caïd Essebsi sont des gens fidèles, loyaux... C'était vrai pour lui, peut-être pas pour tout le monde. Toujours est-il que nous avons conservé cette réputation.

Je me souviens de l'époque de Moncef Bey. Alors que j'étais en sixième, j'ai obtenu la première place pour l'épreuve de français au concours général organisé à l'échelle de la Tunisie. Il y a eu une réception offerte à la Résidence générale par l'amiral Esteva en l'honneur des lauréats. Celui-ci a prononcé un discours, que je n'ai pas bien compris, et nous a remis nos prix. L'un de mes camarades m'a beaucoup impressionné lors de cette remise des prix. Il a demandé à l'amiral Esteva de lui offrir, plutôt qu'un livre, une photo dédicacée. En sortant, dans la rue de Yougoslavie, il a déchiré la photo de l'amiral. Cet épisode, qui date de 1941, m'a marqué.

Ma mère, personne très pieuse, appartenait à une famille nationaliste, très nationaliste, les Ben Jaafar. Parmi ceux-ci, on compte plusieurs militants de premier ordre, dont Naceur Ben Jaafar et, plus récemment, Mustapha Ben Jaafar[2]. Nous soutenions Moncef Bey, qui résidait à Hammam-Lif et y vivait de manière simple au milieu de la population. La Tunisie était sous occupation allemande. Beaucoup de Tunisiens avaient afflué à Hammam-Lif, déclaré « ville ouverte » du fait de la présence du Bey. Malheureusement, les combats y ont été des plus intenses. Hammam-

1. Le bey Moncef, déposé en 1943 par les autorités françaises, après la libération de la Tunisie, résidait au palais d'Hammam-Lif.

3. Président du Forum démocratique pour le travail et les libertés, parti reconnu en octobre 2002.

Lif était la dernière ligne de défense des Allemands. Ils avaient installé des canons sur le Bou-Kornine pour stopper l'avancée des troupes américaines venant du Nord et britanniques en provenance du Sud. Pendant trois jours, nous avons subi des bombardements qui ont causé beaucoup de victimes. Après la défaite des Allemands et l'arrivée du général Juin, Moncef Bey a été déposé et déporté, d'abord en Algérie à Laghouat puis à Pau, où il est mort quelque temps après.

J'ai milité à la cellule néo-destourienne d'Hammam-Lif jusqu'en 1947, c'est-à-dire jusqu'à mon départ pour Dijon et ensuite pour Paris. En juillet 1952, le jour même où j'ai obtenu la licence en droit, des policiers sont venus me demander très courtoisement de quitter la France. Mes camarades français ont organisé une protestation. Mais le 15 juillet j'ai pris le bateau pour rentrer à Tunis.

Lorsque vous étiez étudiant, militiez-vous à l'UGET ?

Non, l'UGET n'existait pas encore. J'ai siégé au bureau de l'AEMNA[3], dont j'ai été vice-président la dernière année de mes études, en 1952.

Mon séjour à Paris a été très important non seulement pour mes études mais également sur le plan politique. J'ai été chargé de nombreuses missions. Ainsi, par exemple, j'ai représenté le Néo-Destour au Congrès des étudiants arabes à Leyde, en Hollande. Je m'en rappelle très bien parce qu'à l'époque Bourguiba est venu à Paris.

Lors de mon arrivée à Paris, parmi les militants, je connaissais surtout Taïeb Mehiri. Comme je l'ai déjà dit, nous étions ensemble au collège Sadiki. Nous avions habité également le même quartier à Tunis, aux deux extrémités de la même rue. Il vivait chez son grand-père, négociant en huile à la place Bab Souika. Les Mehiri venaient de Jerba ou de Sfax. Mais Taïeb, comme tous ses cousins, était né à Tunis et y avait été élevé. Contrairement à son oncle et à son grand-père, vieux-destouriens, il était un néo-destourien très engagé. Il jouissait d'une grande estime en raison de sa droiture et de son engagement.

J'avais comme camarade le fils de Bourguiba, Habib Bourguiba Jr. Nous avions été ensemble à l'annexe du collège Sadiki. Sa mère, Mathilde devenue Moufida après sa conversion à l'islam, une grande dame respectée de tous, était très amie avec la mienne. À Paris, nous étions dans la même année à la faculté de droit. Compte tenu de la modestie de nos ressources financières, nous partagions les mêmes livres, que nous achetions en commun.

Quand avez-vous fait la connaissance de Bourguiba lui-même ?

Personnellement, je l'avais vu une première fois à Hammam-Lif mais je ne lui avais pas parlé. C'est à Paris que je devais réellement le rencontrer, grâce à son fils.

3. Association des étudiants musulmans nord-africains en France.

Bibi[4] et moi n'étions pas toujours en bonne intelligence avec les responsables du parti. Personnellement, je faisais toujours montre d'une certaine liberté. J'étais un militant, j'aimais bien mon pays et le parti mais je n'aimais pas beaucoup recevoir des ordres aveugles, sans explication. Au fond Habib Jr était comme moi, mais il avait le lourd handicap d'être le fils de Bourguiba. Je lui faisais part très franchement de mes désaccords avec les modes de comportement des dirigeants du parti. Il me répondait qu'il fallait que je fasse la connaissance de son père, que celui-ci n'était pas un dirigeant comme les autres. Il en a parlé à son père et un jour alors que je revenais de Leyde il m'a dit : « Le président (lorsqu'il parlait de son père, par respect, il le désignait de la sorte) veut te voir. » Il m'a emmené à l'hôtel *Lutetia*, où Bourguiba donnait une interview au rédacteur en chef du *Monde* pour l'étranger, devant un parterre formé de jeunes, dont Mohamed Masmoudi qui était alors en charge du parti à Paris. Cette rencontre a définitivement marqué ma vie.

À l'époque, je me plaignais de certains responsables, de Salah Ben Youssef et des autres. Ils étaient désagréables, se montraient assez hautains et très cassants. On les accusait d'être compromis dans des affaires plus ou moins louches. J'avais été élevé dans une famille très orthodoxe qui avait certes un nom mais vivait très chichement avec pour unique source de revenus une petite propriété héritée de notre père. Aussi, j'avais des réactions assez épidermiques contre ce qui n'était pas très propre chez les dirigeants du parti. Mais Bourguiba était effectivement différent des autres. À l'hôtel *Lutetia*, J'ai vu un homme, coiffé du fez, qui fumait cigarette sur cigarette, exposait et expliquait, sans que le journaliste parvienne à poser des questions. J'étais impressionné par sa fougue. Lorsqu'il a terminé, Bourguiba m'a interpellé : « Viens, j'ai besoin de toi ! » Nous sommes allés discuter dans ses appartements. À un moment donné, il s'est levé pour prendre une douche, jetant de côté son tricot de peau plein de sueur. Alors j'ai eu la surprise de constater que son tricot était troué et recousu avec du fil rouge. J'ai compris qu'il l'avait lui-même reprisé. Franchement, j'étais tellement ému que j'en venais aux larmes. Lorsqu'il est sorti de la douche, nous avons repris notre longue discussion sur le pourquoi et le comment de la politique à suivre. Il était pleinement disponible et c'était cela qui le différenciait des autres dirigeants. Chaque fois qu'il pensait déceler des qualités chez un jeune il s'investissait totalement.

Voilà comment j'ai fait la connaissance de Bourguiba lors de son séjour à Paris. Il ne m'a plus quitté mais moi également je ne l'ai plus quitté. Il aimait parler avec moi. Il m'emmenait place de la Sorbonne devant la fameuse statue d'Auguste Comte, assortie de la devise « vivre pour autrui ». Il m'invitait à déjeuner, toujours au même endroit, le seul qu'il connaissait, un restaurant espagnol, boulevard des Italiens. Quand il

4. Surnom d'Habib Bourguiba Jr.

se levait de table il tendait son portefeuille au maître d'hôtel en lui disant de se payer et de ne pas oublier le pourboire. Il aimait aller au théâtre avec nous les jeunes. Les autres camarades, comme Hassan Belkhodja et Mohamed Masmoudi, n'osaient pas s'asseoir à côté de lui. Il appréciait beaucoup le théâtre. Il nous emmenait au Français mais également une fois au Chatelet, où nous avons vu une pièce dont les dialogues étaient parfois grivois. Je l'ai beaucoup suivi. Un lien s'est ainsi tissé entre lui et moi.

En janvier 1952, il est rentré à Tunis quand le gouvernement tunisien (le gouvernement Chenik) a déposé sa plainte à l'ONU contre la France. Il a été arrêté le 18 janvier. Pour ma part, comme je l'ai déjà dit, je suis rentré à Tunis en juillet 1952. Un parent de ma famille maternelle, Fethi Zouhir, grand avocat à Tunis, m'a proposé de travailler dans son cabinet en attendant la possibilité de retourner en France pour poursuivre des études approfondies de droit. Je me suis inscrit au barreau de Tunis et j'ai prêté serment le 3 octobre 1952. Le 5 décembre de la même année, lors de l'assassinat de Ferhat Hached, Fethi Zouhir a été arrêté. J'ai dû prendre sa suite étant donné que j'étais le seul stagiaire. J'avais à gérer un cabinet énorme alors que j'ignorais tout de la profession. J'ai commencé à plaider. À cette époque, il s'agissait de défendre des militants devant le Tribunal militaire. J'avais quatre ou cinq affaires par jour. Bien que je ne fusse pas très expérimenté, je me suis fait la main. J'ai eu comme client important, Ahmed Tlili, le dirigeant syndical et néo-destourien, le père d'Abderrahmane Tlili, qui est actuellement à la tête d'un parti, l'UDU[5].

Ahmed Tlili a-t-il été votre client dès le début de la vague d'arrestations de 1952 ?

Je l'ai connu alors qu'il était en prison. Il m'a fait savoir qu'il voulait me voir. Lorsque je l'ai rencontré, je lui ai dit que son affaire était trop grave, qu'elle était au-dessus de mes compétences. Il m'a répondu : « C'est toi qui vas plaider pour moi. Si je m'en sors ce ne sera pas grâce à une grande plaidoirie ; si je suis condamné, tu n'en seras pas la cause. » Un grand monsieur !

Comment avez-vous vécu la crise yousséfiste ?

J'étais acquis à la politique de Bourguiba alors même que Ben Youssef avait des liens de parenté avec ma famille : sa femme était la sœur de Fethi Zouhir, mon patron. Lorsque Ben Youssef s'est enfui de Tunisie, le Bureau politique, le gouvernement, avait autorisé sa femme à le rejoindre. Avec Fethi Zouhir, alors chef de cabinet de Tahar Ben Ammar, qui présidait le gouvernement d'autonomie interne, j'ai accompagné l'épouse de Ben Youssef. Personnellement, je n'avais aucun atome crochu avec Ben

5. Union démocratique unioniste.

Youssef ni avec ses méthodes. Cela dit, nous avons vécu la crise yousséfiste et nous y avons participé peu ou prou.

La fédération de Tunis du Néo-Destour avait hésité entre Bourguiba et Ben Youssef. Taïeb Mehiri a-t-il été d'emblée pour Bourguiba ? A-t-il hésité ?

Il n'a pas hésité. Il était de la fédération de Tunis puisqu'il militait dans la capitale mais il n'en était pas le responsable. En effet, à l'époque il occupait d'autres fonctions, celles de directeur du parti. Il avait été coopté à ce poste suite à l'arrestation de la plupart des dirigeants. Mehiri a été toujours et totalement pour Bourguiba. Il ne m'appartient pas d'expliquer son choix. En revanche, je peux expliquer le mien. Pour moi, il s'agissait d'un choix intellectuel. J'ai choisi l'homme et ses idées, sa manière de vivre, de dialoguer avec les gens, d'expliquer sa politique, de faire pénétrer son message... Bourguiba était un homme disponible, qualité considérable pour un leader de son importance. Ainsi m'a-t-il consacré la plus grande partie de son séjour à Paris en 1951, me voyant tous les jours. Pourquoi ? C'est à lui qu'il aurait fallu poser la question. Je pense qu'il a eu raison, car je lui suis resté très fidèle, mais ma fidélité n'a jamais entamé ma liberté d'expression. Lorsque je n'étais pas d'accord avec lui je le lui disais. Je l'ai d'ailleurs quitté de mon propre gré à deux reprises.

Pour en revenir à la fédération de Tunis, quels en étaient les responsables à l'époque ?

Azouz Rebaï, qui a effectivement eu des problèmes avec Bourguiba, et un grand militant, Ali Zlitni, qui pour sa part a pris fait et cause pour Ben Youssef. Il faut dire que l'appareil du parti, les « apparatchiks », était pour Ben Youssef. En effet, c'était lui et non Bourguiba qui avait dirigé effectivement le parti et en contrôlait l'appareil. Bourguiba voyait les choses de très haut. Il était un grand visionnaire, un grand théoricien, un grand tacticien, un grand militant, il fixait les orientations, la stratégie, mais pour la gestion de tous les jours, il n'était pas très doué. Chaque fois qu'il s'est mêlé directement du fonctionnement du parti, son intervention n'a pas été du meilleur effet. Pendant les quatre années où il a séjourné en Égypte, entre avril 1945 et septembre 1949, il n'a pratiquement pas eu accès aux structures du parti. D'ailleurs, Bourguiba émettait des réserves sur tous ceux qui, restés en Tunisie, géraient le parti, même ceux qui étaient les plus bourguibiens. Il a tenu en suspicion pratiquement tous ceux qui ont eu à diriger le parti : le docteur Habib Thameur, Mongi Slim, Rachid Driss... C'est là un trait important du personnage. La famille bourguibienne – c'est-à-dire « l'entourage », ses deux nièces, son secrétaire particulier, les gens de Monastir – colportait les mauvaises nouvelles, les grossissait et entretenait l'animosité de Bourguiba. Celui-ci a toujours eu le sentiment d'être victime d'un complot visant à l'éloigner et à le marginaliser.

Suspectait-il Taïeb Mehiri ?

Non, Bourguiba a soutenu Mehiri. Il l'a poussé parce que Taïeb était un jeune, le plus jeune par rapport aux autres responsables.

Bahi Ladgham ? Celui-ci ne s'est-il pas montré hésitant au début du conflit entre Bourguiba et Ben Youssef ?

Je ne pense pas que Bahi Ladgham ait hésité. Ladgham était pour la direction du parti. Il a travaillé, en effet, avec Salah Ben Youssef et les autres. Il ne faut pas oublier que Salah Ben Youssef n'est entré en conflit avec Bourguiba qu'au moment de la signature de l'autonomie interne. Il se trouvait alors en Suisse et était toujours consulté. Bahi Ladgham a publié les correspondances qu'il a échangées avec tous les responsables lorsqu'il représentait le parti à New York, auprès de l'ONU. Il a effectivement joué un rôle très important. Il était presque le passage obligé, la clé de voûte du système à l'extérieur. Lorsque, en 1952, nous sommes entrés en conflit ouvert avec le Protectorat, l'activité extérieure a pris une importance capitale. Tout passait par Bahi Ladgham, à New York. Il assurait un dispatching du courrier. Il ne pouvait donc être pour X ou pour Y. Il avait certainement des affinités avec Bourguiba dans la mesure où celui-ci était « le président », le plus ancien, le plus âgé. Chez les militants il y a toujours eu ce respect et cette distance. De ce point de vue, j'ai fait exception, j'ai rompu avec cette tradition, parce que j'étais très jeune et m'autorisais des libertés de langage avec Bourguiba.

À quelle « tradition » faites-vous allusion ? Le respect pour les anciens ? Ce n'était pas une tradition propre au parti...

Oui, cette tradition de respect pour les anciens. Et puis, nous éprouvions beaucoup de respect pour Bourguiba lui-même. Quand je m'adressais à lui, j'y mettais les formes mais je disais ce que je voulais dire. Je dois reconnaître qu'il l'a toujours accepté, contrairement au procès qu'on lui fait sur son prétendu refus d'écoute. Peut-être parce qu'il savait que moi je ne mettais pas en cause son *leadership*. Quand il me demandait quelque chose, je répondais tout de suite par l'affirmative, puis je revenais le voir, lui exposais les données du problème et lui disais ce qui était possible et ce qui ne l'était pas. Je dois à la vérité de reconnaître qu'il a toujours rectifié sa première décision en fonction des éléments qui lui étaient fournis.

Vous êtes entré au cabinet de Bourguiba lorsqu'il a pris la direction du gouvernement en avril 1956.

Oui, mais je n'ai rien fait pour y entrer. Un jour je traitais une affaire au Tribunal lorsque l'on est venu me dire que « le président » voulait me voir. J'ai d'abord cru qu'il s'agissait du président du Tribunal. Je me

rends au Dar-el Bey[6], j'y trouve deux camarades, qui m'attendaient, Abderrazak Rassaa, devenu par la suite ministre des Finances, et Azouz Mathari, futur président de la STB[7], ministre des Finances et gouverneur de la Banque centrale. Je vois Bourguiba, qui interpelle son directeur de cabinet, Abdallah Farhat, et lui demande de me confier des dossiers à traiter. Je fais observer : « Monsieur le président, je n'y connais rien, je suis un bleu. » Et lui de répondre : « Et moi, tu crois que je ne suis pas un bleu, nous sommes tous des bleus ! » Je me suis retrouvé avec des piles de dossiers. On ne m'a pas demandé mon avis.

Quels genres d'affaires suiviez-vous au cabinet de Bourguiba ?

Toutes sortes d'affaires. Les dossiers ont été partagés entre Rassaa, Mathari et moi. Ainsi j'ai eu à m'occuper du 1er mai, des ouvriers, parce que j'étais un avocat des syndicalistes de l'UGTT. Mais je ne suis pas resté longtemps au cabinet de Bourguiba, moins de quatre mois. En juin 1956, la Tunisie présentait sa candidature à l'Organisation internationale du travail, à Genève. J'y ai représenté le chef du gouvernement dans une délégation où il y avait également Ahmed Ben Salah, secrétaire général de l'UGTT et le ministre du Travail Me Mohamed Chakroun, qui était le chef de la délégation. Bourguiba m'a alors convoqué à Paris où il se trouvait. Il m'a demandé de rejoindre Tunis et d'aller travailler avec Taïeb Mehiri, ministre de l'Intérieur, à la réforme de l'organisation régionale et à la tunisification de la municipalité de Tunis. Dans le cadre du décret beylical du 21 juin 1956, les gouvernorats ont été créés, mettant fin à l'organisation du territoire en caïdats. Les caïds ont été remplacés par les gouverneurs, choisis dans l'appareil du Néo-Destour. Généralement, ils étaient des présidents de fédérations du parti. Le nouveau directeur de l'administration régionale était Driss Guiga, qui avait préparé la réforme avec Taïeb Mehiri. On m'a nommé secrétaire général du gouvernorat de Tunis avec pour principale tâche la tunisification de la municipalité de Tunis. J'y suis resté de juin à octobre 1956. Ensuite, j'ai été nommé « directeur des affaires politiques » au ministère de l'Intérieur. Mais il n'y avait aucune structure administrative correspondant à cette direction des affaires politiques. J'étais chargé de préparer les élections municipales. Nous avons rédigé les nouvelles dispositions de la loi municipale, en mai 1957. Trois ou quatre mois après, j'ai été nommé directeur général de l'administration régionale et communale, ce que l'on appelait le « chef des gouverneurs ». J'ai occupé ce poste pendant cinq ans.

En quelle année avez-vous été nommé directeur de la Sûreté nationale ?

En août 1962, j'ai été convoqué par le président qui m'a annoncé son intention de me charger du tourisme. Il m'a dit : « Je pense que le

6. Siège du Gouvernement, à proximité de la Kasbah de Tunis.
7. Société tunisienne de banque.

tourisme va être la première industrie du pays. J'aimerais que tu procèdes à une étude de ce secteur et que tu me présentes des propositions. Dois-je en faire un ministère ? Je te donne carte blanche. » J'ai donc été chargé de l'Office du tourisme, du thermalisme et de l'artisanat. J'ai commencé à travailler sur ce dossier mais un jour en écoutant la radio, j'ai appris que j'étais nommé directeur de la Sûreté nationale.

Comment Bourguiba choisissait-il les responsables ?

Tous les matins, à la Kasbah, Bourguiba avait une séance de travail avec le ministre de l'Intérieur, le ministre des Affaires étrangères, le ministre de la Défense, Bahi Ladgham, qui était également le coordinateur du gouvernement, le directeur du cabinet présidentiel et le directeur du parti. Lors de cette réunion quotidienne avec ses principaux collaborateurs, Bourguiba traitait de tous les sujets. Ensuite chacun des participants mettait en œuvre, dans le cadre de ses fonctions, les décisions ainsi arrêtées. Telle était la méthode de travail de Bourguiba.

En ce qui concerne ma nomination à la direction de la Sûreté, je dois d'abord rappeler que le ministre de l'Intérieur, Taïeb Mehiri, était de mes amis et que nous avons longtemps collaboré (je suis resté quatorze ans au ministère de l'Intérieur). Lorsque j'ai appris que j'avais été nommé à la Sûreté, j'ai demandé des explications à Mehiri. Il m'a assuré que cette décision n'était pas de son fait mais qu'elle avait été prise à l'initiative de Bourguiba lui-même. En fait, un complot, le complot avorté de décembre 1962 dans lequel étaient impliqués, entre autres, des militaires, venait d'être découvert. Le président a alors décidé de changer de directeur de la Sûreté. Driss Guiga, le titulaire du poste à l'époque, a permuté avec moi. Il a été affecté au tourisme tandis que je le remplaçais à la Sûreté. J'y suis resté trois ans, jusqu'à la mort de Taïeb Mehiri en juin 1965, auquel j'ai succédé comme ministre de l'Intérieur.

Bourguiba avait donc une extrême confiance en vous, il vous connaissait bien...

Oui, il me connaissait bien et moi aussi je le connaissais bien. Bien sûr, il avait confiance en moi, comme il avait confiance en tous ceux qui travaillaient avec lui. Je vous ai expliqué quel avait été mon itinéraire. Je ne l'avais pas cherché mais les choses se sont présentées comme cela.

Votre confiance à l'égard de Bourguiba n'a pas été ébranlée par la crise de Bizerte ?

Non.

Ne pensez-vous pas qu'il a commis une erreur tactique, qu'il a mal anticipé ?

La crise de Bizerte ne peut pas être envisagée indépendamment de son contexte. Dès le départ, nous voulions l'indépendance totale mais l'apport

de Bourguiba tenait à ce qu'il avait proposé une démarche par étapes. C'est là l'explication que l'on donne généralement de son différend avec Ben Youssef. Personnellement, je n'en suis pas convaincu. En effet, Ben Youssef avait accepté moins que l'autonomie interne : il avait siégé dans le gouvernement Chenik à l'époque des « réformes Périllier », qui n'étaient que des réformettes. Le processus évolutif pour atteindre l'indépendance a été le choix de tout le parti. Bourguiba, bien sûr, en était l'initiateur mais c'était notre choix à tous même si certains actuellement essayent de se désolidariser de cette démarche. L'indépendance proclamée le 20 mars 1956 n'était qu'un bout de papier signé par Christian Pineau, le ministre français des Affaires étrangères. L'armée française restait en Tunisie, les colons également. En réalité, en mars 1956, nous avons commencé à créer les conditions de l'indépendance. Nous avons mis du temps en raison de la guerre d'Algérie et de ses répercussions : la Tunisie était devenue une base arrière de la révolution algérienne. Chaque étape sur la voie de l'indépendance s'est faite au forceps. Finalement, après le retour de De Gaulle au pouvoir, il y a eu un accord entre la France et la Tunisie pour l'évacuation des troupes françaises, à l'exception de Bizerte. C'était là une concession pour régler l'ensemble de la question de la présence militaire française. Mais nous voulions récupérer Bizerte plus tard.

Avant la crise de Bizerte, il y a eu la rencontre entre de Gaulle et Bourguiba à Rambouillet. À ce propos on a écrit beaucoup de choses qui ne sont pas toutes conformes à la vérité. En réalité, c'est de Gaulle qui voulait voir Bourguiba et non l'inverse. Il préparait, d'après ce que m'a dit Bourguiba, des changements dans sa politique algérienne et désirait avoir un avis à ce sujet. C'était tout à son honneur. Laissons de côté les prétendus rôles que certains s'attribuent dans cette affaire. Personne n'a joué de rôle hormis de Gaulle qui a pris cette initiative. Bourguiba a profité de la rencontre de Rambouillet pour aborder l'ensemble des problèmes alors que de Gaulle se montrait réticent à cet égard. Les gens qui étaient présents ont raconté ce qu'ils ont bien voulu dire. Personnellement, je n'étais pas à Rambouillet. Mais je sais que Bourguiba y a abordé le problème de Bizerte et que de Gaulle lui a répondu que ce n'était pas le moment. Contrairement à ce qui a été écrit par la suite, de Gaulle n'a pas formulé un accord de principe sur l'évacuation. Certains invoquent à ce sujet les mémoires de De Gaulle. Peut-être que l'un des deux chefs d'État a menti mais pourquoi serait-ce nécessairement Bourguiba ? De Gaulle a seulement observé que la France rendrait un jour Bizerte à la Tunisie mais qu'elle avait des responsabilités dans le cadre du Monde libre. Or les Américains, défenseurs du Monde libre, avaient, pour leur part, fixé une date pour l'évacuation de leurs bases du Maroc. Dans ces conditions, pourquoi maintenir la base française de Bizerte ?

Autre élément à prendre en considération, la présence algérienne en Tunisie constituait une source de problèmes et de pressions. En 1958, Bourguiba avait dit publiquement qu'il renvoyait le règlement de la ques-

tion de Bizerte à plus tard, pour faciliter la solution du problème algérien. Mais il a dû revenir sur sa parole. À Bizerte, nous rencontrions une opposition forte. Les Bizertins considéraient que Bourguiba et la Tunisie, pour leur propre confort, avaient vendu la ville. Certains, dont le responsable du parti dans cette ville, étaient impliqués dans le complot de décembre 1962. Par ailleurs, la situation économique était difficile. On avait interdit le Parti communiste non pas parce qu'il constituait un grand danger par lui-même mais parce qu'il avait un journal où étaient dénoncées régulièrement les pénuries et la misère.

Dans ces conditions, Bourguiba a pensé qu'il fallait faire pression sur la France pour obtenir l'évacuation de Bizerte. À mon avis, il a commis une erreur d'appréciation sur le caractère de De Gaulle. Ces deux personnages hors pair ne se sont pas compris : un malentendu historique. De Gaulle, lors d'un entretien avec Habib Bourguiba Jr., avait formulé une mise en garde : « Si vous attaquez, je réagirai. » Effectivement, la réaction française a été très violente.

Lorsque les autorités françaises ont annoncé l'allongement de la piste d'atterrissage de la base de Bizerte, nous y avons vu la volonté de pérenniser l'implantation. La protestation tunisienne a été essentiellement un mouvement populaire, l'armée tunisienne ne disposant pas, au demeurant, d'effectifs importants. La France a riposté de manière très dure en envoyant des parachutistes venus d'Algérie. De Gaulle lui-même a envoyé comme instructions à l'amiral Aman : « Frappez vite et fort. »

On a prétendu que Taïeb Mehiri, ministre de l'Intérieur, avait été à l'origine de l'affrontement de Bizerte. Je ne suis pas d'accord avec cette interprétation. Moi-même, en ma qualité de directeur de l'administration territoriale, j'étais à Bizerte, avec Mehiri, le jour des parachutages français. Nous étions venus pour tenir une réunion publique et discuter avec le gouverneur. Nous n'avions pas prémédité de déclencher une guerre. Mehiri, responsable le plus important présent sur les lieux, a considéré qu'il fallait se défendre. Mais, en aucun cas, il n'a donné d'instructions, lui ministre de l'Intérieur, aux militaires tunisiens.

Il y a eu beaucoup de morts. Certains, y compris malheureusement d'anciens responsables, en font commerce. Les uns parlent de 10 000 morts, d'autres de 5 000. Il a bien fallu les enterrer tous ces morts ! S'ils étaient si nombreux, on en trouverait trace. D'après moi, le nombre était inférieur à un millier. Pour affirmer cela, je me base sur les pensions attribuées aux familles des victimes.

L'affaire de Bizerte n'a pas été une réussite. Il y a eu des fausses manœuvres, peut-être de mauvaises appréciations. Recourir à la pression était notre manière d'agir, qui nous avait réussi en d'autres circonstances. C'est ainsi que nous avions obtenu le départ des troupes françaises du reste du territoire : avec « la politiques des barrages », nous avions bloqué les troupes françaises dans leurs casernes ; il s'agissait de politiser la question et d'obtenir l'intervention des Nations unies. Ce qui est effectivement arrivé mais tardivement : le secrétaire général des Nations unies

s'est déplacé lui-même à Bizerte où je l'ai accompagné dans la voiture qui a été fouillée par les soldats français.

Abordons la question de la politique socialiste des années 1960 et du rôle que vous y avez joué.

Au sein du parti, lors de l'indépendance, il y avait deux tendances. Certains étaient sensibles à la dimension sociale des problèmes tandis que d'autres, disons pour ne blesser personne, n'étaient pas « socialisants ». Ainsi, en 1956, lors de la crise de l'UGTT, je n'étais pas favorable, tout comme Taïeb Mehiri et Bahi Ladgham, à la scission syndicale destinée en réalité à détruire l'UGTT. Ce n'est pas le fait du hasard si ceux qui ont été les plus virulents pour soutenir la création d'un autre syndicat étaient considérés comme proches du milieu des affaires.

Après le complot de décembre 1962, nous avons été plusieurs à considérer qu'il fallait tirer la leçon de l'événement. En effet, le complot n'avait pas été seulement l'affaire de militaires. Y étaient également impliqués des braves gens, des militants, des patriotes. Nous avons dit qu'il fallait faire quelque chose, que notre régime n'avait pas été créé pour servir les nantis. Nous avons estimé nécessaire de mettre l'accent sur le social. Dans cette perspective, le Conseil national du parti s'est réuni en mars 1963. Avec trois autres personnes, j'avais été chargé par Taïeb Mehiri, secrétaire général adjoint, et Abdelmajid Chaker, directeur du parti, de préparer le projet de résolution. Dans ce texte, nous avons, pour la première fois, utilisé l'expression « socialisme destourien ». Ahmed Ben Salah siégeait au gouvernement mais il n'avait pas été à l'origine de cette initiative. Le Conseil national, après débats, a adopté la résolution à l'unanimité, tout les participants debout, chantant l'hymne national. Je me rappelle que de vieux camarades m'avaient pris à partie : « Le "socialisme destourien" ? Le "destourien" disparaîtra et il ne restera que le socialisme. »

Pour définir le socialisme destourien, nous sommes partis de la constatation que le peuple tunisien est un peuple de juste milieu (il y a d'ailleurs un verset du Coran qui parle de « juste milieu »). Notre conception du socialisme rejetait la lutte des classes, la dictature du prolétariat et reconnaissait le principe de l'unité nationale. Nous estimions que toutes les composantes de la société tunisienne n'étaient pas loin les unes des autres, nous étions tous non pas des nantis mais des démunis. Ainsi, pour les élections législatives et municipales, nous présentions des listes d'unité nationale, avec des syndicalistes, des membres de l'organisation patronale, de l'union des agriculteurs et du parti.

En octobre 1964, le parti a tenu son congrès à Bizerte. C'est à cette occasion que s'est opéré un changement et que Ben Salah a eu son mot à dire. Il a présenté le rapport politique au congrès, organisé par l'un de ses amis, Hédi Baccouche, alors gouverneur de Bizerte. Lors du congrès, on a changé la structure du parti destourien. Celui-ci avait toujours été un

parti démocratique. Toutes les structures étaient élues : comités de cellules, fédérations, Conseil national, Bureau politique. À Bizerte, nous avons opéré des changements radicaux qui expliquent le dérapage intervenu par la suite. Les garde-fous n'existaient plus et le parti n'était plus un parti démocratique.

Mais le Néo-Destour avait déjà une commencé une réforme. Le Congrès de Sousse en 1959 avait entériné une suppression des fédérations.

C'est vrai, mais on a procédé par étapes, comme pour l'indépendance. Les changements se sont opérés surtout à partir de Bizerte. On a créé un Comité central, formé pour moitié d'élus et de cooptés (les membres du gouvernement étaient membres de droit du Comité central). De plus, le bureau politique était désormais désigné par le président parmi les membres du Comité central, qu'ils aient été élus ou cooptés. Ainsi, le président pouvait-il nommer au Bureau politique un ministre qui n'avait jamais les pieds dans une cellule et ne connaissait rien du parti. Par ailleurs, à l'échelle régionale, les Comités de coordination, en principe émanations des cellules, avaient un secrétaire général non pas élu mais désigné par la direction du parti. Bien plus, le gouverneur, représentant de l'État, représentait également le parti et présidait le Comité de coordination. Il y a donc eu une confusion des structures propice aux dérapages et aux pertes de contrôle. Ahmed Ben Salah, devenu premier secrétaire général adjoint à la mort de Taïeb Mehiri, s'adressait directement aux gouverneurs, autorités du parti et de l'État, sans le passage par le ministère de l'Intérieur.

Ne s'agissait-il pas d'une réforme voulue par Bourguiba ?

En tout cas, elle était approuvée par lui. Nous l'avons acceptée, les uns parce qu'ils n'y pouvaient rien et les autres parce qu'ils voulaient rester en place.

Plus tard, lors d'une réunion des cadres, nous avions fixé un cadre pour le socialisme destourien dans le domaine économique. Nous avions énoncé le principe de la coexistence et de la coopération entre trois secteurs, privé, public et coopératif. Nous avions également considéré que l'État ne devait privilégier aucun des trois secteurs. C'est sur ce point qu'il y a eu dérapage. La coopérative, basée par définition sur le volontariat, est devenue quasi obligatoire et dans la pratique on a favorisé le secteur coopératif au détriment du secteur privé, marginalisé et même brimé, et du secteur public.

Qui a inspiré la réorganisation du Parti ?

C'est Ben Salah qui en a été principalement l'inspirateur.

L'argument qui était donné était-il un argument d'efficacité ?

Oui, à tel point que chaque fois qu'un problème se posait, on confiait la responsabilité du secteur à Ben Salah. C'est comme cela qu'il est devenu ministre de l'Économie, des Finances, du Plan et même de l'Éducation nationale.

Vous étiez ministre de l'Intérieur. Pour la nomination des gouverneurs comment les choses se passaient-elles ? Qui décidait ? Vous ou Ben Salah ?

C'était le président, bien entendu. On se consultait, il y avait les réunions du Bureau politique. Nous faisions des propositions au président.

Les propositions étaient-elles émises par les membres du Bureau politique ?

Oui, tout le monde faisait des propositions, y compris le proche entourage du président. D'ailleurs, je dois dire qu'il n'y a pas eu beaucoup de gouverneurs proposés par Ben Salah. On exagère à ce sujet. Les gouverneurs qui ont été accusés d'extrémisme socialiste avaient été nommés auparavant. Hédi Baccouche a été nommé gouverneur par moi-même, sur proposition de Taïeb Mehiri en 1963, alors que j'étais directeur de l'administration régionale. Amor Chéchia était gouverneur depuis 1956. Il n'avait rien d'un socialiste ! Baccouche, par contre, était socialiste, il l'était plus que Ben Salah. Celui-ci a dû faire nommer un ou deux gouverneurs, que j'ai acceptés. Une fois, j'étais contre, mais malgré tout j'ai été obligé d'accepter. Une seule fois. En réalité, nous avons assumé.

Soutenir que les gouverneurs étaient à la botte de Ben Salah serait donc beaucoup trop simple ?

Ce serait même simpliste et faux. Dans l'hypothèse où Ben Salah intervenait, nous avions la possibilité de faire obstacle, mais généralement Bourguiba arbitrait en faveur de Ben Salah.

Il y a eu une série d'incidents liés à cette politique socialiste : protestations à M'saken, à Ouardenine... Comment l'appareil politique réagissait-il à ces signaux d'alarme ?

On disait que les protestations étaient le fait de réactionnaires qui refusaient le socialisme alors que nous prétendions apporter le bonheur. Tant que les contestations étaient le fait de gros propriétaires terriens, on pouvait s'en tenir à cette explication. Mais il est arrivé un moment où force était de constater qu'il ne s'agissait plus de cela. À mon avis, le déclenchement du processus de remise en cause de la politique des coopératives est lié à un incident qui s'est produit à Hammamet. Des petits propriétaires de lopins de terre à agrumes, qui avec le quart d'un

hectare pouvaient vivre normalement, ne voulaient pas entrer dans les coopératives. Le gouverneur de l'endroit n'a pas été très honnête. Il a arrêté une quarantaine de personnes, en les accusant d'avoir voulu assassiner Ben Salah et le gouverneur. Ministre de l'Intérieur, j'ai demandé que les individus arrêtés soient transférés à Tunis et j'ai chargé la DST de l'enquête. Lorsque le directeur de la DST m'a informé que le fond de l'affaire était tout autre, je suis allé voir ces personnes. Ces agriculteurs m'ont fait part de leur désespoir, comment on les obligeait à renoncer aux lopins de terre qui les faisaient vivre pour entrer dans une coopérative où on leur donnerait un sac de blé tous les quatre mois. Deux seulement m'ont affirmé être disposés à exécuter les responsables de leur malheur. Je suis allé voir Bourguiba, je lui ai livré les éléments de l'affaire et lui ai expliqué en quoi elle était susceptible d'affecter le régime. Il m'a demandé ce que je proposais. J'ai répondu qu'il fallait libérer les intéressés mais pas tous en même temps pour éviter que la position du gouverneur ne devienne intenable. Après réflexion, il a considéré qu'il fallait libérer tout le monde à la fois.

La remise en cause de la politique des coopératives a été le résultat d'un processus évolutif. Ben Salah avait préparé un texte visant à généraliser les coopératives (dont, je me souviens, au tout début, nous avions décidé l'expérimentation dans un seul gouvernorat). Il ne l'a pas imposé mais proposé. Il était alors à Sfax en compagnie de Hédi Baccouche, gouverneur de la région. Il a envoyé le projet à Bourguiba. Celui-ci était furieux non seulement à cause du texte lui-même mais également de la réception grandiose, digne d'un chef d'État, organisée à Sfax par Baccouche en l'honneur de Ben Salah. Il a demandé à Bahi Ladgham de réunir le Conseil de la République pour étudier le texte. Il signifiait ainsi qu'il n'en voulait pas.

Mais il y avait une révolte. À Ouardenine, des destouriens étaient au nombre des protestataires.

Oui, c'est vrai, il y avait eu une forte contestation. Il faut savoir mettre fin à une politique et nous ne l'avons pas su. À Ouardenine, on voulait installer une « unité de production » – on n'utilisait même plus le terme de coopérative. Abdallah Farhat, précisément « l'homme de Ouardenine », devait l'inaugurer. Lui-même était favorable à cette politique. Mais les gens du lieu se sont opposés à l'inauguration. Le gouverneur a voulu recourir à la force. D'où jets de pierres, une révolte à la palestinienne. Il a fait appel à l'armée qui malheureusement a tiré et tué une personne. Les choses se sont envenimées parce que les manifestants se sont insurgés contre le fait qu'on les empêchât de relever la dépouille de la victime. Le gouvernement est intervenu, Bahi Ladgham est venu sur place, moi-même également, pour essayer de calmer les esprits. Mais c'était une alerte sérieuse.

Et M'saken ?

Ce n'était pas tout à fait la même chose. Il s'agissait de gens qui ne voulaient pas renoncer à leurs oliviers et qui ont exprimé leur désaccord pour leur remplacement par des arbres fruitiers. Mais il n'y a pas eu de mort ni de grave incident. M'saken est traditionnellement une région de gens très conservateurs, très pieux. Il y a eu des islamistes chez eux. Le parti a toujours eu du fil à retordre avec eux et leur animosité.

Ben Salah a été condamné pour cette politique des coopératives. Il est passé en Haute Cour. Mais n'était-ce pas Bourguiba le premier responsable de cette politique ?

Pourquoi cette question ? Il n'y a pas de doute là-dessus. Bourguiba, lui-même, a dit qu'il était responsable, qu'il s'était trompé. Il existe des *apparatchiks*, des cadres dont on dit qu'ils sont « les hommes de X ». Ceux-là ne veulent pas accepter que Bourguiba puisse se tromper. Bourguiba disait que c'était lui qui donnait les instructions. Sans lui, Ben Salah n'aurait jamais rien pu faire. Un jour, un 24 janvier, dans un discours prononcé à Tunis, à la Coupole, Bourguiba, qui avait le sens de la formule, a déclaré que tout devait faire partie des coopératives, sauf les femmes. Il était responsable, il s'est trompé, comme il l'a reconnu. Par la suite, il est vrai, il a dit : « C'est quand même un homme qui m'a trompé ! » Mais Ben Salah n'est pas moins responsable pour cela mais également les membres du bureau politique à des degrés divers.

On a parlé de fabrication de fausses statistiques.

C'est possible. Mais quand on est un homme politique on ne sort pas ces arguments-là. Toutes les statistiques sont plus ou moins manipulées, mais il y a des réalités que nous vivons. Nous, nous étions en contact avec la réalité, on ne saurait masquer cela. Nous savions qu'il y avait des mécontents. Mais même au Bureau politique du parti nous n'étions pas tous d'accord. Quand on en parlait avec le président, il disait : « Oui, les débuts sont toujours difficiles, les gens ne sont pas toujours contents. Nous avons conquis l'indépendance avec une poignée de militants. Il faut aller de l'avant, les choses vont s'arranger. » Malheureusement, les choses ne se sont pas arrangées.

Vous y avez cru ?

Oui, mais nous étions conscients que ça ne marchait pas sans difficulté. D'ailleurs, nous avons essayé d'en tirer la leçon à l'occasion du congrès de Monastir de 1971. Pourquoi les choses ont-elles perduré pendant un temps relativement long ? Nous avons gaspillé des ressources d'un petit pays qui n'en avait pas beaucoup. La structure économique était archaïque mais elle existait. Nous l'avons cassée, surtout dans le secteur agricole. Mais ce n'était pas en faisant un discours que l'on

pouvait remettre tout cela en place. Nous en payons jusqu'à maintenant les conséquences.

La réorganisation opérée lors du congrès de Bizerte ne permettait plus aux structures du parti de fonctionner normalement, d'apporter la contradiction. Dans les cellules, tout le monde protestait mais la courroie de transmission ne fonctionnait plus. C'est pourquoi nous avons dit qu'il fallait tirer les enseignements d'un dérapage dont nous étions tous responsables et réintroduire la démocratie dans les structures du parti. Nous avons fait le congrès de 1971 à cause de cela.

Quand vous dites « nous », à qui faites-vous référence ? À l'ensemble du parti ?

Nous étions toute une équipe avec Ahmed Mestiri, Hassib Ben Ammar, Habib Boularès... De nombreux militants appartenant à toutes les régions du pays avaient soutenu cette démarche. Nous avons dit que les choses ne pouvaient plus rester en l'état et Bourguiba a acquiescé.

Bourguiba n'avait pas l'air très content ?

Cela ne faisait rien, il a tout de même acquiescé. Il a prononcé un discours où il a présenté ses excuses à la nation. Il fallait tout de même du courage pour parler de la sorte. Il a dissous le Bureau politique et chargé une commission de préparer un congrès. Durant ce congrès, nous avons défendu le point de vue de la démocratie au sein du parti et nous avons obtenu la majorité : pour l'élection au Comité central, nous étions quinze parmi les vingt premiers.

Vous avez obtenu la majorité mais à l'issue du congrès...

Voilà le problème, dans ces situations il faut savoir ne pas être excessif. « Tout ce qui est excessif est insignifiant », disait Talleyrand. Ahmed Mestiri a fait une déclaration évoquant lui-même et « ses amis ». Tout de suite, on a crié à la scission et au fractionnisme. Mestiri a été suspendu par le président parce qu'il était accusé de vouloir faire élire tout de suite le Bureau politique par le congrès. Finalement on a adopté la formule d'un Comité central élu, qui lui-même élit le Bureau politique. Quand il a vu le résultat des élections au Comité central, Bourguiba est venu avec de nouvelles propositions : « Je ne peux pas travailler avec des gens que l'on m'impose. Je vous donne une liste de vingt candidats parmi lesquels vous élirez les membres du Bureau politique. » Je n'étais pas d'accord, j'ai démissionné de mon poste d'ambassadeur à Paris et j'ai rencontré longuement Bourguiba qui m'a très bien reçu. J'ai publié dans *Le Monde* du 12 janvier 1972 une « libre opinion » qui reste actuelle.

J'ai été exclu du parti trois ans après, lors du congrès de 1974 (Mestiri avait été exclu bien avant). Avec d'autres élus au Comité central, j'ai été empêché de participer à ce congrès, alors que nous en étions membres de

droit. Nous avons alors envoyé à tous les congressistes un projet de résolution, qui comportait la phrase suivante : « Un parti qui n'est pas capable d'assurer la démocratie en son sein ne peut pas être crédible quand il prétend l'assurer au niveau du pays. » Nous étions sept signataires.

Quand vous étiez au ministère de l'intérieur, vous avez eu à connaître directement de la politique du régime à l'égard des opposants et notamment du groupe Perspectives. *Y avait-il conscience d'un danger, des alertes ?*

À l'époque, le ministère de l'Intérieur n'était pas le ministère de la police mais celui de la politique générale, à travers notamment l'action des gouverneurs. Bien sûr, dans ce cadre, il avait pour rôle de mettre fin aux atteintes à l'ordre public et de réprimer les fauteurs de troubles. Mais nous n'avons pas eu beaucoup à intervenir en ce domaine. Certes, il y a eu l'affaire yousséfiste mais celle-ci a été traitée principalement par le parti. D'ailleurs, nous ne sommes pas encore guéris des conséquences néfastes de cette scission qui a beaucoup hypothéqué le présent et une grande partie de l'avenir de la Tunisie. Après, se sont manifestés ceux que vous appelez les « perspectivistes ». Ils ne présentaient quelque importance que dans la mesure où ils étaient généralement des gens instruits, des professeurs, des intellectuels...

Ils ont commencé leurs activités à Paris, puis à Tunis en 1964. En 1966, la police a procédé à de premières arrestations suite à la saisie de leur revue, Perspectives, *imprimée à Paris. Les choses se sont envenimées, notamment en 1967 avec l'arrestation de Ben Jennet (« l'affaire Ben Jennet ») et surtout en 1968.*

J'ai l'habitude d'assumer mes responsabilités. Jusqu'au 5 juin 1967, j'étais responsable, d'abord en tant que directeur de l'administration régionale – j'étais pratiquement le numéro 2 du ministère de l'Intérieur –, ensuite comme directeur de la Sûreté à partir de 1963 et enfin comme ministre de l'Intérieur, à partir de 1965. Mais en juin 1967, Bourguiba a confié la direction générale de la Sûreté à Tahar Belkhodja et ce domaine a échappé à mon contrôle bien que je sois resté ministre de l'Intérieur. J'ai, d'ailleurs, eu récemment une polémique à ce sujet avec T. Belkhodja, qui dans son livre a présenté une version des circonstances de sa nomination contraire à la vérité. Tout ce qui est antérieur au 5 juin 1967 est de ma responsabilité.

Le 5 juin 1967 a eu pour contexte la « guerre des Six Jours » opposant Israël à l'Égypte, la Syrie et la Jordanie. Le gouvernement tunisien avait sur la question palestinienne une approche différente de celle des dirigeants du Machrek. Bourguiba l'avait exposée lors de sa tournée au Moyen-Orient en février 1965, où je l'avais accompagné en ma qualité de responsable des services de sécurité. Lorsque la guerre a éclaté, le gouvernement tunisien n'a pas réagi avec la célérité requise pour

dénoncer Israël et témoigner de sa solidarité avec les pays arabes. Il a tergiversé : Bourguiba était à Carthage, nous ne pouvions prendre position sans le consulter. Les gens sont descendus dans la rue. Au début, ils se bornaient à manifester. Ils se sont amassés devant l'ambassade de Grande-Bretagne, au centre de Tunis, puis ils sont allés devant le Centre culturel américain. Ce jour-là, comme d'habitude, à Tunis, une seule brigade de police était en service. Chaque brigade – elles se relayaient toutes les six heures – comptait 125 agents. Mais, une fois décomptés les personnels malades, en congé ou affectés à des postes de protection des ambassades ou autres bâtiments, il n'y avait, en tout et pour tout, le 5 juin, que 55 policiers en ville. En effet, au ministère de l'Intérieur, nous ne nous appuyions pas principalement sur les forces de police – nous n'en avions pas – mais nous tenions par la force politique, le rayonnement des dirigeants, le parti... Il fallait que le Bureau politique adopte une position et celle-ci a tardé. Les manifestants, lorsqu'ils ont vu qu'il n'y avait pas de forces de police devant, ont commencé à jeter des pierres. À la direction du parti, nous avons eu une discussion. Certains étaient partisans de l'utilisation de la force, c'est-à-dire du recours à l'armée.

Qui était partisan de l'utilisation de la force ?

Ahmed Ben Salah, Mohamed Sayah, bien sûr, Allala Laouiti, secrétaire particulier de Bourguiba, peut-être Tahar Belkhodja, qui était le chef de cabinet de Ben Salah. Allala Laouiti m'a téléphoné à ce sujet. Je lui ai fait observer que, pour une affaire de cette nature, il importait que le président lui-même me fît connaître directement sa position. Moi, j'étais contre l'utilisation de la force. J'avais compris qu'au-delà de quelques éléments qui voulaient en découdre avec le régime, il s'agissait d'un mouvement populaire. Je l'ai dit à Bahi Laghdam, qui était, lui-même, objet de pressions. Ahmed Mestiri, le ministre de la Défense nationale, qui n'était pas partisan de l'implication de l'armée dans le rétablissement de l'ordre, a considéré, quant à lui, que l'armée ne lui appartenait pas mais que si la décision de la faire intervenir était prise par le gouvernement, il lui fallait une réquisition du ministre de l'Intérieur, c'est-à-dire de moi-même. Je n'ai pas voulu procéder à une réquisition.

En ville, il y a eu des débordements, surtout en raison d'une fausse manœuvre du Bureau politique. Celui-ci a décidé d'organiser une réunion publique au centre-ville, sur l'emplacement de la foire commerciale de Tunis, avenue Mohamed-V. La réunion, à laquelle les gens avaient été conviés par haut-parleurs, était présidée par Mongi Slim et Ahmed Ben Salah. Elle a mal tourné dans la mesure où les actes les plus graves ont été commis à l'issue de ce meeting : lorsque les gens en sont sortis, ils ont commencé à saccager, à brûler, etc.

Ces actes ont été commis par les participants à la réunion organisée par le parti ?

Bien entendu ! C'était n'importe qui. On avait organisé une réunion populaire pour essayer de canaliser la réaction aux événements du Moyen-Orient. En réalité, il n'y a pas eu de morts ni un seul coup de feu tiré. Je considère que ce qui s'est passé n'est, en définitive, pas très grave, compte tenu des circonstances. Le lendemain, je ne vous le cacherai pas, nous avons fait appel à des peintres pour rebadigeonner la ville et nous avons présenté des excuses à l'ambassadeur de Grande-Bretagne et au Grand Rabbin. La synagogue de Tunis n'avait pas brûlé mais des manifestants y étaient entrés et avaient tenté, en vain, d'y mettre le feu.

Nous avons eu un différend sur la façon de gérer cette crise. Les uns souhaitaient recourir à la force tandis que pour ma part je voulais qu'on utilise des moyens politiques. On a mené contre moi toute une campagne pour essayer de me déloger. Il paraît que je gênais dans la mesure où je me conformais à la politique du gouvernement mais essayais d'agir avec discernement. Certains ont vu le président Bourguiba pour tenter de faire pression sur lui. D'après Tahar Belkhodja, chef de cabinet de Ben Salah (qui, lui-même, était aussi à l'origine de ces pressions), il aurait vu le président qui lui aurait dit : « D'accord, je vais te charger de ceci, je vais te charger de cela. » Jusque-là, c'est peut-être vrai. Mais lorsqu'il dit que le lendemain Bourguiba nous aurait reçus tous les deux ensemble et aurait tenu tels ou tels propos, je réponds que c'est faux. Je n'ai pas rencontré le président pour la bonne raison qu'il était malade. J'ai opéré sans son accord mais avec celui de Bahi Ladgham, qui était en charge de cette affaire. Nous ne nous sommes rencontrés chez le président que le 9 juin, pour tirer la leçon des événements. Avant cette réunion, je me suis entretenu longuement avec Bourguiba, une heure et demie durant, pour lui expliquer le pourquoi et le comment de ce qui s'était passé. Je lui ai dit : « Il serait indigne de votre régime de nous défausser sur la police. Nous avons été en présence d'un mouvement spontané du peuple qui était mécontent de notre position sur le Moyen-Orient. » Il l'a compris. J'ai remis mon poste à sa disposition mais il a estimé qu'il n'en était pas question. J'ai accepté la nomination de Tahar Belkhodja comme directeur de la Sûreté, c'est-à-dire de la police, à la place de Fouad Mebazaa, tout en précisant que j'avais moi-même assumé la responsabilité directe des opérations le 5 juin. Deux jours après cette réunion, Tahar Belkhodja a demandé de diriger également la Garde nationale. Bourguiba a acquiescé en le nommant directeur général de la Sûreté. Il a consenti cette concession dans la mesure où il avait refusé mon départ du ministère. J'ai dit à Bourguiba que cette nomination cumulative était une erreur. Il m'a répondu : « Laisse-le faire son expérience, on verra ! » À vrai dire, cette « expérience » a tourné court. En tout cas, à partir du 9 juin 1967, je n'étais plus, de fait, responsable de la sécurité. Celle-ci est passée sous le contrôle de Tahar Belkhodja. C'est donc lui qui a eu à traiter de « l'affaire

Ben Jennet » et des *Perspectivistes*. Je me souviens bien de Ben Jennet parce que nous avions filmé les manifestations et qu'il apparaissait sur les images, avec d'ailleurs des gens qui étaient du parti. Néanmoins l'affaire a été traitée par Tahar Belkhodja et non par moi. Cela dit, je ne sais pas exactement de quoi les *perspectivistes* se plaignent. Ils disent qu'ils ont été victimes de violences. Certains de mes amis, il est vrai, ont fait de la prison.

Nombre d'entre eux ont été arrêtés en 1968 et ont fait l'objet de tortures. Ils disent que lors de leur emprisonnement à Borj Er Roumi, ils ont découvert une autre face de la Tunisie qu'ils n'imaginaient pas. D'ailleurs, ils y ont croisé des condamnés du complot de 1962, détenus dans des conditions ahurissantes.

Les conditions étaient difficiles parce que Borj Er Roumi était une ancienne prison française, celle de la Légion étrangère. Personnellement, je ne l'ai visitée qu'après. J'ai vu que c'étaient des caves humides. Mais auparavant, je ne le savais pas.

Cette affaire livre sur Bourguiba et son régime un éclairage peu favorable.

Je ne veux pas dédouaner Bourguiba ni me dédouaner moi-même, puisque après tout il y a eu toute une période où moi-même j'étais responsable. Tahar Belkhodja n'a été responsable qu'à partir de juin 1967. J'ai eu à connaître de l'affaire du complot de décembre 1962, pour laquelle Bourguiba s'est montré très intransigeant. Mais je ne crois pas qu'il savait exactement dans quelles conditions les condamnés étaient détenus. Il ne s'occupait pas de ces choses-là. Néanmoins son intransigeance, son refus de l'éventualité de leur libération relèvent du constat.

Vous avez pu le vérifier vous-même, à Borj Er Roumi les prisonniers étaient détenus dans des caves. Les condamnés du complot de 1962 y sont restés pendant plus de dix ans. Les condamnés du groupe Perspectives *y sont restés...*

Ceux-là, ils n'étaient pas dans des caves...

Ils sont restés quatre mois dans les caves.

Je ne sais pas si vous me croyez, mais je l'apprends maintenant.

Ils ont décrit ces conditions de détention. Gilbert Naccache a publié un livre, Cristal.

Ils ont été arrêtés en 1968. Je n'ai pas eu à m'occuper de l'affaire de *Perspectives*. Pour celle du complot de décembre 1962, j'étais en fonctions puisque, comme je l'ai déjà dit, j'ai été nommé directeur de la Sûreté à cette occasion. Mais elle a été traitée par le ministère de la Défense

nationale parce que des militaires ont été impliqués. D'ailleurs, les condamnations ont été prononcées par le Tribunal militaire. Ils sont restés sous le contrôle de l'armée jusqu'au jugement. Pour l'exécution des peines, ils ont d'abord été détenus à Ghar el Mellah, en bord de mer, où les conditions étaient très mauvaises. On les a ensuite transférés à Borj Er Roumi, l'ancienne prison de la Légion étrangère qui avait été réaménagée.

Nous voudrions aborder à présent le phénomène islamiste. Quand situez-vous la prise de conscience de l'existence de celui-ci ?

Il y a toujours eu des islamistes en Tunisie comme dans tous les pays musulmans...

En tant que ministre de l'Intérieur, vous ont-ils été signalés ?

Non, le problème des islamistes n'existait pas. Mais je dois dire que notre parti porte une responsabilité dans cette affaire parce qu'y prévalait la thèse suivant laquelle pour combattre les gauchistes il fallait laisser émerger les islamistes, surtout à l'université. Le jeune directeur du parti de l'époque était partisan de cette politique.

On les dénommait déjà khouanjis *?*

C'est un terme générique utilisé depuis les « Frères musulmans ». D'ailleurs, il est devenu une étiquette fourre-tout sous laquelle on désigne même des gens qui sont tout simplement des musulmans. Mais effectivement ils se sont organisés et ils ont joué un rôle à partir, je pense, du début des années 1980. Je me rappelle que Ahmed Bennour, responsable de la sécurité[8], avait présenté un organigramme où, pour la première fois, apparaissaient les fonctions d'« émir » et autres. Auparavant, il y avait des baathistes, très peu nombreux, mais peut-être ne les connaissions-nous pas tous. Le phénomène *khouanji* n'est devenu important que dans les années 1980. Ils se sont développés sur le dos des gauchistes que le parti avait combattus.

Une dernière question, relative celle-ci aux événements de janvier 1984, aux émeutes consécutives à l'augmentation du prix du pain. Vous étiez revenu au gouvernement en 1980, en qualité de ministre des Affaires étrangères. Vous n'avez donc pas eu à traiter directement cette affaire. Mais en tant que membre du gouvernement de l'époque, pouvez-vous porter un témoignage ? Quel a été le rôle de Bourguiba ? Celui de Mohamed Mzali, Premier ministre, de Wassila Bourguiba ? Comment le Parti s'est-il comporté ?

À plusieurs reprises, Bourguiba avait poussé Mzali à augmenter le prix du pain. Mais Mzali se montrait réticent. Le président avait été

8. Directeur de la Sûreté, puis secrétaire d'État à l'Intérieur entre 1980 et 1984.

informé de gaspillages : les poubelles regorgeaient de pain et certains faisaient profession de son ramassage pour l'alimentation des animaux d'élevage. Mzali, après avoir résisté aux pressions de Bourguiba, a fini par céder et a décidé de doubler le prix du pain. Il a donné comme argument la nécessité d'alléger la charge des finances publiques, de combler les déficits de la Caisse générale de compensation, qui subventionnait les prix à la consommation d'un certain nombre de produits, dont le pain. Il a convaincu les dirigeants syndicaux, au premier rang desquels Habib Achour, en leur promettant de compenser l'augmentation du prix du pain par des indemnités et par une aide aux plus démunis. Au gouvernement, nous avons discuté. Tout le monde était d'accord sur le principe d'une augmentation du prix du pain. Mais les avis divergeaient sur le montant de l'augmentation. Personne n'approuvait le doublement du prix sauf ceux qui ne pouvaient dire non à Mzali. Pour ma part, j'ai fait observer que doubler le prix était une erreur dans la mesure où le pain n'est pas un produit comme les autres, il a une charge symbolique. J'ai proposé qu'on étale l'augmentation sur cinq ans. Mzali a refusé, il s'est entêté. Il en est résulté « la révolte du pain » et sa répression, la mise en cause du régime et l'appel à l'armée. L'état d'urgence a été proclamé. Certains auraient voulu que l'on décrétât l'état de siège, ce qui aurait eu pour effet de conférer les pouvoirs à l'armée.

Lorsqu'il y a eu cette révolte, Bourguiba m'a téléphoné pour me demander mon avis. Il envisageait de réduire le montant de l'augmentation du prix du pain à 20 % du prix initial. Je lui ai répondu que cela me semblait la meilleure solution pour un retour à la normale. Il m'a convoqué avec Mzali et d'autres ministres. Durant cette réunion, il a de nouveau évoqué l'éventualité d'une révision à la baisse du montant de l'augmentation. Mzali s'y est opposé, considérant qu'il n'y avait que deux possibilités : maintenir la décision prise ou revenir purement et simplement à la situation antérieure. Je lui ai fait remarquer qu'un retour à la situation antérieure rendrait impossible toute augmentation par la suite, fût-elle minime. Il n'a pas voulu en démordre dans la mesure où il était tenu par la promesse, faite à l'UGTT, d'indemnités en faveur des salariés. Mieux valait, à ses yeux, abroger la décision d'augmentation. Bourguiba a alors tranché en ce sens et prononcé un discours pour annoncer l'abrogation. Dans ces conditions, de mon point de vue, se posait la question d'un changement de gouvernement. On ne saurait avoir non seulement un président inamovible mais également un gouvernement inamovible. Ce dernier devait être remplacé. J'ai exprimé mon sentiment à Bourguiba qui a estimé que ce n'était pas le moment.

Le lendemain de la réunion chez Bourguiba s'est produit le clash entre Mzali et le ministre de l'Intérieur, Driss Guiga. Le premier a accusé le second d'avoir manqué de vigilance et bien plus d'avoir désarmé les forces de police. Il a fait état d'une opération montée contre lui par l'épouse du président, Wassila Bourguiba, et par son prétendu candidat à

la primature, Guiga. Il a demandé la révocation du ministre de l'Intérieur. Bourguiba lui a donné satisfaction.

Vous qui avez été ministre de l'Intérieur, pensez-vous que l'accusation de sabotage portée contre le ministre de l'Intérieur, Driss Guiga, était fondée ?

Absolument pas.

Seriez-vous d'accord pour dire que les forces de police n'étaient pas équipées pour rétablir l'ordre de manière, pourrait-on dire, « républicaine » et qu'elles étaient débordées ?

Rien ne prouve qu'elles étaient débordées. Peut-être, tout simplement, que l'on n'a pas voulu réprimer. Moi-même, lorsque j'étais ministre de l'Intérieur, j'ai eu à faire face à des situations dans lesquelles je n'ai pas voulu réprimer. Il s'agit d'une position politique et non d'un sabotage. Driss Guiga est un haut fonctionnaire de l'État, un homme qui a le sens des responsabilités. Je ne le vois pas agir de façon déloyale en fonction de différends personnels avec le Premier ministre.

Qui a décidé de l'intervention de l'armée ? Bourguiba ?

À l'époque, j'étais ministre des Affaires étrangères et par conséquent je n'ai pas eu à connaître directement de cette décision. À cette époque, c'est-à-dire avant la réforme constitutionnelle qui a suivi le changement du 7 novembre 1987, le Premier ministre avait autorité sur l'ensemble de l'administration tunisienne, à part les Affaires étrangères dont le président Bourguiba faisait son domaine réservé.

C'est donc le Premier ministre, Mohamed Mzali, qui a pris la décision ?

Sûrement, mais je ne crois pas qu'il l'ait fait sans avoir au préalable consulté le président Bourguiba.

40

Mohamed Sayah*

Entretien**

Comment en êtes-vous venu à vous engager dans la « Jeunesse destourienne » et le militantisme néo-destourien ?

Je pense d'abord que mon engagement dans le Néo-Destour ou sa Jeunesse n'avait rien de très original en son temps. Tout comme, du reste, le processus par lequel j'y avais été amené ou l'âge auquel j'ai eu à le contracter. En tout cela, je pense avoir cédé à la tendance générale qui s'exprimait alors dans le pays. Et, plus particulièrement, chez les jeunes de ma génération : ils étaient pour la plupart enclins à suivre le Néo-Destour plutôt que toute autre formation politique que comptait alors la Tunisie. Car, il faut le dire, une forme de pluralisme avait cours sous le Protectorat. Du moins à partir du début des années 1920 et dans les limites compatibles avec le régime du protectorat : un régime tutélaire, par excellence, excluant donc, et du point de vue du pouvoir en tout cas, toutes formes d'expression de la souveraineté populaire. C'était la porte étroite. Mais elle a eu pour le moins le mérite de permettre aux partis qui ont su s'en accommoder de s'enraciner dans le pays. Et même lorsque l'un d'eux – en fait le Néo-Destour – a été frappé plus d'une fois d'interdiction, de l'inciter à faire en sorte que la résistance à laquelle il est acculé ne soit qu'une autre façon de faire de la politique. Ainsi, au cours de cette période, je parle des années 1940, quatre partis au moins se parta-

** Ancien directeur du Parti socialiste destourien – PSD (octobre 1964-novembre 1969 ; juin 1973-avril 1980) ; secrétaire d'État à l'Information (novembre 1969-juin 1970) ; ministre des Travaux publics et de l'Habitat (octobre 1971-juin 1973) ; ministre de la Jeunesse et des Sports (juin-novembre 1973) ; ministre délégué auprès du Premier ministre, en qualité de directeur du PSD (novembre 1973-avril 1980) ; ministre de l'Équipement et de l'Habitat (août 1984-mai 1987) ; ministre de l'Éducation nationale (mai-novembre 1987).

* Entretien réalisé par Michel Camau et Vincent Geisser en avril 2002. Transcription revue et corrigée par M. Sayah.

geaient la scène politique tunisienne. C'était, dans l'ordre chronologique où ils s'étaient déclarés – la déclaration étant alors la seule formalité exigée pour la création d'un parti – le Parti communiste et le Parti libéral constitutionaliste tunisien ou Destour (Constitution), tous les deux créés en 1920. Il y avait également, même si à l'époque nous ne connaissions pas directement ses dirigeants, le Parti socialiste, en fait la Fédération tunisienne de la SFIO qui ne devait pas avoir beaucoup de militants parmi les jeunes Tunisiens, mais qui n'était pas moins active sur la scène politique tunisienne ; avec notamment son journal, *Tunis socialiste,* et les rapports qu'elle assurait entre les nationalistes tunisiens et les dirigeants socialistes et libéraux en France. Il y avait enfin et suite à la scission opérée en 1934 au sein du Parti libéral constitutionaliste tunisien, un quatrième parti du même nom et que la presse a dû dénommer Néo-Destour, le distinguant ainsi du précédent appelé depuis Vieux-Destour.

C'est vers ce parti que les jeunes de toutes conditions et dans leur majorité se sont tournés. Pourquoi cette prédilection ? Et, pour répondre surtout à votre question, comment en sont-ils venus à s'y engager ? Au commencement de tout, pour chacun de nous, il y avait, largement répandue, chez les jeunes de cette époque, cette grande disponibilité à un idéal, le besoin d'en avoir un et de le servir. Or il s'est trouvé que l'idéal qui primait sur tous les autres à cette époque, en Tunisie et dans l'ensemble des pays sous domination, était l'idéal national. Et, que de tous les partis que nous venons d'évoquer, c'est le Néo-Destour qui est apparu, dès sa création, le plus apte à incarner cet idéal. À le servir d'une façon qu'aucun de ses prédécesseurs n'a accepté de le faire : c'est-à-dire d'aller au peuple, de s'employer à l'organiser, à l'unir pour mieux l'associer à « une lutte rationnellement conçue ». Une lutte qui exige courage, abnégation et sacrifice. Mais qui nécessite aussi réflexion, calculs et autres nécessités tactiques qui s'avéraient indispensables pour compenser la disproportion des forces en présence et conquérir des positions à partir desquelles il serait plus aisé d'atteindre l'objectif. Avec tout cela, le Néo-Destour n'offrait pas seulement aux jeunes de quoi étancher leur soif d'idéal, ou exalter leur foi patriotique. C'était, en plus, la porte ouverte à l'action, si attractive elle aussi pour les jeunes, surtout lorsqu'elle est au service de la liberté. Tout aussi important pour eux, mais aussi pour les besoins de l'action, ils y trouvaient le guide et le modèle de héros qu'il leur fallait. Habib Bourguiba, le stratège et le véritable fondateur du Néo-Destour, dénommé déjà, après deux grandes épreuves de force avec le Protectorat, le Combattant suprême. Mais jusque-là nous ne le connaissions pas directement. Pourquoi ? Parce que de 1938 à 1943, et suite aux événements du 9 avril, il était incarcéré en Tunisie puis en France, notamment au Haut Fort Saint-Nicolas à Marseille. Puis et après deux années en Tunisie, sous surveillance, il a été de 1945 à 1949 en exil volontaire en Égypte. Alors dans l'intervalle, il était pour nous comme un héros de légende. On nous parlait beaucoup de lui ; sa légende était déjà célébrée et chantée dans des poèmes en arabe littéraire et surtout en dialectal. Mais

nous ne le connaissions qu'à travers des photos, encore rares à l'époque. Je pense surtout à ce portrait pris de lui à son retour de sa première déportation à Bordj le Bœuf (à l'extrême Sud tunisien) où il portait la barbe, et que les cellules vendaient dans les villages.

La signification de tout cela, c'est beaucoup plus tard que nous en avons pris conscience. Mais les souvenirs que je garde de cette période leur donnent pleinement corps. En ce qui me concerne, j'étais, de par ma famille, prédisposé à me tourner vers le Néo-Destour. Deux cousins germains de mon père, beaucoup plus jeunes que lui et de quinze à vingt ans mes aînés, étaient des militants du Néo-Destour. Ils avaient déjà connu la répression et la détention en Tunisie mais aussi à la prison de Barberousse à Alger. Alors que j'étais tout jeune, âgé à peine de quatre ans, se sont produits à Tunis les événements du 9 avril 1938. Le Sahel, où le Néo-Destour était déjà solidement implanté, a été le théâtre d'une opération de ratissage visant à arrêter les militants des cellules. Je n'étais pas dans mon village mais avec ma famille j'ai appris comment, très tôt le matin, les soldats étaient entrés dans la maison de mon oncle, l'avaient saccagée et avaient arrêté ces deux cousins. Cette dimension familiale a joué, mais je n'ai appartenu activement au Néo-Destour qu'une fois au collège Sadiki. Pour les gens de notre génération – et je dirais pour l'Histoire –, Sadiki représentait beaucoup plus qu'un simple collège. C'était une véritable institution. Déjà à l'époque, il revêtait une signification politique. Cet établissement a été créé à la fin du XIX^e^ siècle, en 1875, dans le cadre de la politique de la première génération de réformistes tunisiens. Ceux-ci vivaient alors une véritable révolution copernicienne. Ils cherchaient à s'insérer tout à la fois dans le monde moderne et dans leur société, grâce à l'instruction, une autre instruction. L'instruction a toujours existé en Tunisie. Mon grand-père maternel, qui était *adl* (notaire), a effectué des études assez poussées à la Grande Mosquée – université de la Zitouna à Tunis. Un autre parent, le mari de ma tante, qui était déjà magistrat en 1915, avait fait lui aussi des études à la Zitouna, complétées par une formation à l'École de droit de Tunis où des hauts magistrats français leur dispensaient des cours en langue française assistés d'un interprète. Ses enfants, par contre, mes aînés d'une quinzaine d'années avaient fait leurs études modernes au lycée français avant de devenir médecin, pharmacien, juriste. Mais le collège Sadiki avait cette particularité : il offrait, une autre instruction moderne qui, outre la culture arabo-musulmane, assurait l'apprentissage des langues étrangères, de la culture française notamment et des sciences exactes. Il est devenu, peu à peu, bien avant notre génération, une école de patriotisme au sens moderne du terme, un patriotisme qui ne se résume pas au simple fait d'être musulman. Comme mes camarades, j'ai trouvé au collège Sadiki l'environnement propice à l'engagement, en tant que jeune, dans l'action du parti. Existait alors ce que l'on appelait la « Jeunesse scolaire ». Déjà en 1949-1950, le Parti nous demandait de nous y organiser en cellules. Pour nous y initier, il y avait surtout Azouz Rebaï et Tahar Amira au local

des Anciens de Sadiki[1], à la rue Dar el-Jeld, le vendredi, jour de notre sortie de l'internat. Venaient à notre rencontre aussi, pour nous donner des causeries, des dirigeants plus célèbres : Ali Belhaouane, surnommé depuis 1938 « leader de la jeunesse », Hedi Nouira considéré comme l'idéologue du parti et plus généralement connu comme membre du Bureau politique et par ses éditoriaux dans l'hebdomadaire du parti, le journal *Mission*. Une année après, nous avons été invités à suivre quelques cours dispensés par l'École du parti. C'était cette fois au local de la fédération du parti à Tunis, à la rue Garmattou. Parmi les conférenciers, nous avons eu notamment Bahi Ladgham qui nous a entretenus pendant cinq semaines des origines du Protectorat et de la compétition entre les grandes puissances pour l'occupation de la Tunisie. Pour moi et, je crois pour toute ma génération, cela a été déterminant. Mais comme tout un chacun, j'avais en plus ma propre histoire avec Bourguiba. Elle a commencé par les rencontres que j'ai eues avec lui en 1949, à son retour d'exil. Des rencontres où il m'a semblé, de prime abord, assister à du « déjà vu ». L'impression qui se dégageait de l'homme correspondait parfaitement à l'image que je me faisais de lui. Mais au fur et à mesure que je m'approchais de lui, que je l'écoutais, je m'apercevais que l'homme recélait bien d'autres qualités que ce charisme – appelé à l'époque magnétisme – qui se dégageait de sa personne. À ce charisme et à toutes les qualités qui le lui ont valu, s'ajoutaient ce qui allait m'attacher de plus en plus à lui et à son parti : sa conception de la lutte nationale et la place qui y est faite au peuple et à la raison. Le peuple pour nous dire comment l'organiser, l'éduquer et faire de lui l'artisan de sa propre libération ; et la raison pour nous dire la nécessité de recourir à elle en toutes circonstances et surtout pour nous doter d'une stratégie adéquate et engager notre lutte dans une voie passante.

La première fois que je l'ai vu, ce fut à Monastir où je faisais partie des jeunes destouriens de mon village (Bouhajar à une dizaine de kilomètres de Monastir) venus accueillir le leader et assister au meeting où il a prononcé un discours, le premier qu'il m'a été donné d'entendre et d'en mesurer l'effet sur la foule. Puis et comme il s'empressa, dès le lendemain, à pratiquer ce qu'il appelait « le contact direct », ses tournées dans les villages, j'ai eu à le revoir à Ksar Hellal et à Moknine où j'ai également vu, pour la première fois, Ahmed Ben Salah prononcer le discours de bienvenue. Ce fut ensuite à Bouhajar où j'ai pu le voir de plus près. Après l'accueil populaire, le bain de foule, il a dîné chez l'un des cousins de mon père en compagnie de militants, environ une cinquantaine de personnes, dont j'étais. Nous avons passé presque deux heures avec le leader. C'était lui qui parlait le plus souvent. Les autres, qu'il connaissait

1. Association des anciens élèves du collège Sadiki, fondée en 1905 par Ali Bach-Hamba, l'une des principales figures du mouvement Jeunes-Tunisiens considéré comme le précurseur du Mouvement national tunisien. Ali Bach-Hamba a été condamné au bannissement après l'événement sanglant du Djellaz en novembre 1911. [M.S.]

presque tous individuellement, posaient des questions. Comme pour tout le monde, il m'est resté de cette première rencontre le souvenir du regard de Bourguiba et sa manière théâtrale d'exprimer par les mains et le visage ce qu'il énonçait ensuite par la parole. Un journaliste français, je crois, a dit que lorsque l'on le regardait à la télévision, Bourguiba donnait l'impression de répéter en parlant ce qu'il disait par le geste. J'ai également retenu de cette rencontre – et c'était là ma première découverte – sa façon de se livrer à l'éducation politique de gens simples, en l'occurrence des artisans, des paysans et des petits commerçants. Il leur expliquait quelques notions d'action politique d'une manière admirable. Il parlait de sa méthode, du flux et du reflux, de la politique des étapes, de la nécessité de faire alterner pression populaire et dialogue et de chercher un compromis. Il venait à peine d'arriver du Caire, et comme je l'ai compris par la suite, son programme d'action était tout tracé. Déjà à Monastir, et après avoir rendu compte de l'action menée à l'étranger, des soutiens qu'il a pu gagner à la cause tunisienne, il dit toute sa joie de retourner au « bon combat », en précisant qu'il s'agissait du contact direct avec le peuple et du dialogue avec la France. Dans ses conversations, donc, avec les militants, il s'employait à préparer l'opinion tunisienne et la base de son parti au programme en « sept points » qu'il allait exposer en avril 1950 à l'opinion française et sur la base duquel a pu se former le gouvernement Chenik avec la participation du Néo-Destour en la personne de Salah Ben Youssef. Bourguiba exposait tout cela. Je me souviens que pour convaincre les gens, dont les visages trahissaient l'hésitation devant la perspective, choquante, de discuter avec les Français et de participer à un gouvernement du Protectorat, il leur a cité ce proverbe français : « Il faut savoir aussi embrasser son ennemi pour mieux l'étouffer. » Et après l'avoir prononcé comme tel, il l'a traduit pour son auditoire de la manière suivante : « Comme un boxeur, il faut savoir se rapprocher de son adversaire, c'est comme ça que l'on peut donner des coups et gagner. » Personnellement, j'ai gardé en tête ces propos parce qu'ils donnent à mesurer le soin que prenait Bourguiba à dispenser à son peuple une éducation politique. Ce fut là ma première rencontre avec Bourguiba. La deuxième, ce fut quelques semaines après à Tunis. À notre retour au collège Sadiki, des responsables du parti, je crois, que c'était Tahar Amira et Azouz Rebaï, nous ont appris que le président Bourguiba souhaitait rencontrer un groupe de jeunes de Sadiki. Ce fut un vendredi, jour de congé hebdomadaire pour notre établissement, Bourguiba nous a reçus au local des Anciens de Sadiki. Nous étions une quarantaine d'élèves en tout. Il a passé avec nous presque trois heures, de neuf heures à midi. Durant tout ce temps, il a été pratiquement le seul à parler. J'en ai retenu sa pédagogie et cette politique visant, comme il le disait lui-même, à faire travailler la matière grise, à susciter la réflexion...

En quelle langue intervenait-il ?

En dialectal, le langage habituel de Bourguiba... Avec les élèves de Sadiki, il alternait un peu le dialectal avec le français. Il parlait rarement en arabe classique sauf dans certaines occasions solennelles mais un arabe beaucoup plus proche du peuple, plus vivant. Il a créé une sorte de troisième langue entre le dialectal et l'arabe classique littéraire. Concernant cette réunion, je me souviens d'une autre notion qu'il a cherché à nous expliquer et à nous inculquer. Il disait : « Faire son devoir est quelque chose d'important. Je vous invite à réfléchir et à vous souvenir qu'il y a une chose encore plus importante et beaucoup plus difficile : c'est le fait de savoir quel est son devoir. » Il nous a cité des exemples tirés de l'actualité brûlante de l'époque. Nous étions, je crois, en décembre 1949. La Zitouna était en effervescence. Une controverse apparaissait au sein des étudiants. Jusque là, ils avaient été pour la plupart avec le Néo-Destour. Mais déjà se manifestaient les premiers signes d'un débat parmi les étudiants de la Zitouna. Certains se réclamaient de l'islam, s'y identifiaient, tandis que d'autres, sans être opposés à celui-ci, étaient considérés comme destouriens. Bourguiba nous a dit : « Il y a un risque qu'un jour certains disent que la défense de l'islam, la défense de l'arabe, la défense de notre personnalité exige de rompre tous rapports avec les représentants de telles ou telles religions. Ils se trompent, notre stratégie est tout autre. » Je me suis toujours souvenu de cette rencontre. En effet, parmi les qualités de Bourguiba, j'ai surtout apprécié cette recherche de la méthode la mieux adaptée à la situation de la Tunisie pour apporter une solution au problème complexe de la décolonisation en évitant les effusions de sang et bien d'autres souffrances endurées par d'autres pays. Voila comment j'ai commencé à m'engager dans le militantisme néo-destourien.

Après le collège Sadiki vous êtes entré à l'Université et vous avez préparé une licence d'arabe.

Oui, mais auparavant, en 1951, bien que bon élève, j'ai été renvoyé du collège Sadiki. Cette année-là, en beaucoup d'occasions nous avons donné libre cours à notre contestation. La première fois, ce fut en décembre 1950 à la suite de la fusillade survenue à Enfida en répression d'une grève des ouvriers agricoles affiliés à l'UGTT[2]. Pour marquer sa solidarité avec celle-ci et, sans doute aussi, pour montrer que sa participation à un gouvernement de protectorat ne signifiait pas de sa part renonciation à la lutte ni la moindre compromission avec la répression, le Néo-Destour appela alors à des mouvements de protestation. À Sadiki, nous avons opté pour « la grève des bras croisés » : nous entrions en classe mais nous demandions à notre professeur de nous excuser de ne pas

2. Union générale tunisienne du travail.

prendre de notes. Aucun de nos professeurs sollicités ainsi, les Français comme les Tunisiens, n'a cherché à nous en dissuader. La deuxième fois, ce fut en mars ou avril 1951, toujours sous la forme d'une « grève des bras croisés ». Avec comme prétexte cette fois, la crise surgie alors au Maroc au sujet de « la question berbère » considérée par le Mouvement national marocain comme une grave menace pour l'intégrité du pays. Dernier épisode, dernière goutte qui a fait déborder le vase, dans mon cas, ce fut la manifestation devant le palais beylical à l'occasion de la fête du trône, le 15 mai 1951. Ce jour-là, Lamine Bey devait proclamer sa volonté d'instaurer une monarchie constitutionnelle une fois notre souveraineté recouvrée. Le parti nous avait invités à nous joindre à cette manifestation pour apporter notre soutien au Bey. Sur place, il y avait un grand nombre de jeunes destouriens mais également des étudiants de la Zitouna affiliés à l'association dite la Voix de l'étudiant musulman tunisien. Le différend latent entre ces derniers et le Néo-Destour s'est accusé en la circonstance, il est devenu public et a tourné en échauffourées. Pour ma part, je devais, longtemps après, me trouver en conflit avec une certaine tendance se prévalant de l'islam pour imposer ses propres options politiques, le plus souvent archaïques et condamnées à l'échec. Mais ce conflit avait commencé, en fait, dès 1951. Le fait d'avoir participé à cette manifestation m'a valu, ainsi qu'à d'autres camarades tous membres du parti[3], le renvoi du collège Sadiki. Pendant quelque temps, j'ai cru que mon avenir était compromis. S'il n'en a pas été ainsi, c'est d'abord grâce à ma tante paternelle, « maîtresse femme », veuve du magistrat déjà évoqué, qui m'a accueilli à Sfax où j'ai pu poursuivre mes études secondaires. Mais pour m'inscrire au collège de Sfax, il a fallu, surtout, la bonne volonté du censeur de Sadiki, Mohamed Souissi, un mathématicien, promu après docteur ès lettres. Il a accepté de me délivrer un bulletin de fin d'année ne faisant pas mention de mon renvoi de Sadiki par mesure disciplinaire. Le seul problème qui s'est posé à moi une fois inscrit au collège, c'est d'avoir eu à choisir entre poursuivre mes études en classe de latin ou en section tunisienne préparant au diplôme de fin d'études de Sadiki. C'est avec regret que j'ai dû abandonner le latin, que m'avait fait tant aimer notre professeur à Sadiki, M. Ovigne, le seul à m'avoir informé de mon exclusion après m'avoir défendu en conseil de classe. J'ai pu, en tout cas, obtenir mon diplôme de fin d'études de Sadiki et mon bac. Par la suite, je suis entré à l'École normale supérieure de Tunis, le premier établissement d'enseignement supérieur créé après l'indépendance. Cette priorité reflétait l'importance que la Tunisie indépendante allait donner au développement de l'instruction, en commençant – signe s'il en est du sens stratégique de nos aînés – par la formation de formateurs. L'accès à cette école se faisait par concours et, à titre d'en-

3. Cherif Materi, Abdelkrim Moussa, Mohamed Salah Bou Aziz, Ali Cheteoui, Abdelaziz Tabka etc. connus tous par la suite pour avoir assumé des responsabilités dans la haute administration de la Tunisie indépendante. [M.S.]

couragement, les étudiants percevaient un présalaire. Pour garantir le niveau de son enseignement, il a été fait appel à la Sorbonne pour parrainer cette école. Comme enseignants, et à défaut de professeurs d'université tunisiens, nous avons eu comme assistants des agrégés d'arabe que nous avions déjà connus à Sadiki. Parmi eux, il faut citer notamment Mahmoud Messadi, avant qu'il ne fût appelé, en 1958, à la tête du ministère de l'Éducation nationale pour mener à terme la grande réforme du système éducatif, portant généralisation de l'enseignement et son unification sur le modèle sadikien. Citons aussi Chedli Klibi, avant qu'il ne fût appelé lui aussi à de hautes fonctions au sein du gouvernement, comme directeur de la radio puis comme ministre de la Culture ; Ahmed Abdesselem désigné déjà comme directeur de l'École normale supérieure puis, et à partir de sa création en 1960, comme pro-recteur de l'Université tunisienne. Citons enfin, Chedly Bouyahia, Mahjoub Ben Miled, Abdelwaheb Bakir et Farhat Dachraoui, devenus tous, après la soutenance de leurs thèses de doctorat, professeurs d'université. Au titre du parrainage, il y avait comme professeurs, pour la littérature arabe, les deux grands orientalistes, Régis Blachère et Charles Pellat. Pour la littérature française, il y avait Maurice Got et Henri Nadal, venu spécialement, en 1959, pour présider le jury de notre promotion, la première. Ma fierté – la seule dont je me permette de faire état – est d'avoir obtenu mon certificat de littérature française avec 15 à l'écrit et 16 à l'oral, mention bien ; et mon certificat de littérature arabe, obtenu en 1960, avec mention assez bien, après avoir calé à l'oral – je tiens à le dire – en 1959 avec le professeur Blachère. Mais cela ne l'a pas empêché de me proposer, dès la rentrée, un sujet de DES[4] à préparer sous sa direction. Pour m'encourager, il m'a même parrainé pour un poste de lecteur à Bordeaux pour la rentrée suivante. J'ai dû y renoncer en raison de mes engagements à l'UGET[5] où je n'avais cessé de militer, depuis sa création en 1952.

Comment la création de l'UGET s'est-elle décidée ?

L'UGET a été créée dans le feu de l'action déclenchée par l'arrestation de Bourguiba et de ses compagnons, le 18 janvier 1952, et du soulèvement qui s'en est suivi dans le pays. Telle que nous l'avions vécue, la création de cette organisation faisait partie intégrante de la grande mobilisation à laquelle les différentes couches de la population se sont associées spontanément face à la répression. Depuis les années 1930, la doctrine du Néo-Destour était de créer ce qu'on appelait des « organisations nationales » conçues comme cadre pour la participation des différentes catégories sociales à la réalisation des aspirations nationales. C'est ainsi qu'il y eut, déjà en 1936-1937 pour le compte des travailleurs, la refondation

4. Diplôme d'études supérieures, l'équivalent du DEA aujourd'hui.
5. Union générale des étudiants de Tunisie.

sous le même nom, de la CGTT[6] de M'hamed Ali el Hammi, dissoute en 1925 et recréée une seconde fois après sa dissolution en même temps que le Néo-Destour en avril 1938, par Farhrat Hached en janvier 1946, sous le nom de l'UGTT. Il y eut aussi, au cours des années 1940, une organisation pour les artisans et les commerçants sous le nom de l'UTAC[7] et une autre pour les agriculteurs, l'UGAT[8]. Pour la jeunesse et les étudiants, il y avait des organisations proches du Néo-Destour, telles que la « Jeunesse scolaire », les scouts tunisiens et de nombreuses associations culturelles. Il existait aussi une association d'étudiants à l'Institut des hautes études, mais elle était considérée comme dominée par l'élément français. L'idée de la création de l'UGET a germé chez les étudiants de l'Institut des hautes études de Tunis, eux-mêmes en rapport avec d'autres étudiants à Paris, comme une organisation nationale devant regrouper l'ensemble des étudiants – qui étaient peu nombreux, quelques centaines – et élèves du secondaire. Mais l'action s'est déclenchée à partir des collèges et de la Zitouna. En mars 1952, les élèves étaient en grève et ceux de Sfax parmi les premiers. Nous avons manifesté en fait, le 11 février, devant le consulat de Grèce à Sfax. Pourquoi ? Parce que la Grèce assurait, au cours de ce mois, la présidence du Conseil de sécurité. Notre manifestation était destinée à faire parvenir à ce dernier une lettre lui demandant d'inscrire à l'ordre du jour du conseil la requête du gouvernement tunisien. Notre délégué, Ahmed Chtourou, était à peine parvenu à rentrer dans le consulat, que les forces d'ordre sont venues nous disperser à coups de matraques. Une dizaine d'entre nous ayant été interpellés au cours de cette course poursuite, nous avons manifesté, le lendemain, dans la cour du collège aux cris de : « À bas le colonialisme. Libérez les détenus. » Les forces de police, n'étant pas loin, sont accourues avec l'intention de tous nous arrêter dans l'enceinte de l'école. Seul le principal de l'époque, M. Fougères, un grand libéral, a pu nous en sauver. Mais pour avoir refusé de rejoindre nos classes, nous avons été renvoyés. D'abord pour deux semaines, puis jusqu'à la fin de l'année. C'est en mars, en tout cas, et pendant que tous les établissements étaient en grève, que nous avons commencé les réunions préparatoires pour constituer des comités provisoires de l'UGET, aux niveaux régional et national. Le comité constitué à ce dernier niveau était présidé par Abdelmajid Chaker. Le Néo-Destour, qui prônait l'action directe de manière ponctuelle et limitée, insistait sur le travail de masse. Par la suite, il nous a dissuadés de faire grève et nous a demandé de nous consacrer à nos études dans l'intérêt de la patrie. Depuis, nous n'avons plus organisé de manifestations. La seule fois où nous avons mené une action collective, ce fut au lendemain de l'assassinat de Farhat Hached, le 5 décembre 1952. En signe de protesta-

6. Confédération générale des travailleurs tunisiens.
7. Union tunisienne des artisans et des commerçants.
8. Union générale des agriculteurs tunisiens.

tion et pour exprimer notre douleur, nous avons observé la « grève des bras croisés ». L'UGET, depuis, a eu à se consacrer à un travail d'organisation et d'éducation de la masse des étudiants. Elle a tenu son congrès constitutif en juillet 1953 à Paris. Un deuxième en 1954, dans la clandestinité à Tunis. Le troisième congrès, toujours à Tunis mais publiquement cette fois, s'est tenu en juillet 1955, après la proclamation de l'autonomie interne. Jusque-là, mon travail à l'UGET s'est limité à Sfax avec des amis comme Adessalem Kaffal, Abdessalem Kallel, Bechir Yaiche, Abdelaziz Tajina, Mustapha Kraïem, Fethi Ben Hamida, Abdessalem Moakhar et bien d'autres.

Quels étaient avec vous les premiers dirigeants de l'UGET ?

Je n'étais pas parmi les premiers dirigeants de l'UGET. C'est en 1956 seulement que j'ai été élu à la Commission administrative (CA). Mais comme je viens de le signaler, Abdelmajid Chaker a été à la tête du bureau provisoire constitué en mars 1952. Mais pas pour longtemps. Étant, à l'époque, surveillant à Sadiki – où je l'avais connu avant mon renvoi – il menait, par ailleurs, une action militante au sein d'un réseau qui allait s'illustrer par la diffusion de tracts et la fabrication de bombes artisanales. Arrêté fin avril 1952, il fut condamné à dix ans de prison ; gracié en 1954, il a pu rejoindre la France pour terminer ses études de droit. Dans l'intervalle, et lors du congrès constitutif de Paris, l'UGET a eu son premier président élu, un docteur en droit, Mustapha Abdessalam, qui eut par la suite à occuper de hautes fonctions au sein de l'administration centrale. Le deuxième président élu fut Mansour Moalla, ancien de l'ENA de Paris, qui fut par la suite l'un des principaux concepteurs et animateurs de la politique économique tunisienne, d'abord à la Banque centrale au côté de Hédi Nouira puis comme ministre dans la plupart des gouvernements de Bourguiba. Le troisième élu fut Abdelmajid Chaker, au cours du congrès de 1955. Sa candidature, recommandée par le parti, avait posé problème car il n'était pas délégué au Congrès. Pour contourner la difficulté, une décision a été prise, contestée par une partie des délégués, d'amender le règlement intérieur par l'adjonction d'une disposition conférant à tout ancien président de l'Union la qualité de membre de droit du Congrès.

En 1956, qui siégeait avec vous à la Commission administrative de l'UGET ?

Au sein de cette CA, il y avait Hafedh Tarmiz, qui venait de succéder à Chaker à la tête de l'UGET avec le titre, non plus de président, mais de secrétaire général. Il n'avait pas encore achevé ses études supérieures à Paris, lorsque à la demande de ses amis de la fédération de France, qui était prépondérante à l'époque, il accepta de faire le sacrifice d'une année pour assumer les fonctions de secrétaire général à Tunis. C'était un bon militant, doté d'une bonne culture politique, vif d'esprit, un bon débatteur

mais un peu cassant. La rigidité dont il lui arrivait de faire preuve sur certaines questions devait le désigner comme bouc émissaire pour une position que la CA a prise à l'unanimité lors de sa session de décembre 1956 sur la crise de l'UGTT. Je ne peux citer de mémoire tous ceux qui ont pris part à cette réunion. Je me limiterais aux membres les plus en vue et qui ont continué à assumer des responsabilités à l'UGET, pendant quelques années encore. Citons : Tahar Belkhodja qui allait succéder à Tarmiz, Mongi Kooli qui allait succéder à Belkhodja et auquel j'allais succéder en 1960. Il y avait aussi Bechir Saïdane, secrétaire général de la fédération de France, Mokhtar Fakhfakh, Mohamed Amamou, Mohamed Ennacer, Kmar Magtouf, Slimane Dogui, Hédi Zghal, Bechir Kachoukh, Hassen Remadi, Mohamed Salah Jemal, Hachmi Stambouli, ces deux derniers étant issus du comité exécutif de La Voix de l'étudiant (zitounien) après son unification avec l'UGET, en septembre 1956... L'important, c'est ce qui s'est dit lors de la réunion de décembre 1956. Le débat a porté sur le limogeage d'Ahmed Ben Salah du secrétariat général de l'UGTT, qui faisait suite à la scission de cette dernière, opérée par Habib Achour avec les encouragements de Bourguiba. Nous partagions tous pratiquement la même façon de voir. Nous avons condamné la scission et déploré la manière dont Ben Salah avait été écarté. Nous considérions que tout cela affaiblissait la classe ouvrière et servait le libéralisme économique. Nous avons adopté une motion en ce sens. Le lendemain, lors d'un discours à Melassine, Bourguiba a évoqué ces « jeunes » qui ne savaient pas de quoi ils parlaient. Il n'est pas question, disait-il, d'un libéralisme comme ils l'entendent, où les gros poissons mangent les plus petits. Il n'en sera jamais ainsi, ajoutait-il, car ce parti et ce gouvernement ne sont pas le parti et le gouvernement d'une classe, de la bourgeoisie. Il a critiqué Tarmiz, disant qu'il était un proche de Ben Salah, son ancien élève, ce qui était vrai. Il a demandé son départ, qui est intervenu lors du congrès de juillet 1957, avec son remplacement par Belkhodja.

Pourquoi le choix de Tahar Belkhodja ?

Belkhodja a évoqué cela dans son livre. Mais à vrai dire, le parti n'a pas décidé, n'a pas pressenti Belkhodja comme candidat à la succession de Tarmiz. Bourguiba a manifesté son mécontentement, son désaccord avec une motion. Il ne nous en a pas tenu rigueur, il n'a pas engagé de poursuites contre quiconque, pour avoir adopté cette motion. Il nous a répondu publiquement dans un discours. C'est tout juste s'il a fait demander à l'UGET de quitter le local qu'il lui avait donné une année auparavant et qui n'était autre que son ancien bureau d'avocats à Bab Souika, et le siège du Néo-Destour pendant plus de vingt ans. Elle a trouvé un autre local à la rue Saint-Charles, tout près de l'Institut des hautes études et... de l'avenue Habib-Bourguiba. En apprenant que l'UGET allait inaugurer ce local, lors de la semaine culturelle nationale de l'étudiant, Bourguiba chargea son secrétaire particulier, Allala Laouiti, de lui faire savoir qu'il aimerait visiter le nouveau local et participer à

cette manifestation culturelle étudiante. Cela dénote l'intérêt porté par Bourguiba à l'UGET, ainsi que sa manière de tourner la page et d'aller toujours au-devant des étudiants. Qui Laouiti a-t-il trouvé à l'UGET ? Qui Bourguiba a-t-il trouvé en arrivant au siège de l'UGET ? Ils ont trouvé Belkhodja. Dès lors Bourguiba ne s'est occupé que de celui-ci. Une façon d'ignorer Tarmiz. Lors du congrès de 1957, en remplacement de celui-ci, la direction du parti avait appuyé la candidature de Mohamed Amamou ; voire celle, et avant qu'il ne la retire, de Mohamed Abdesselem qui avait été secrétaire général du temps où Moalla était président. Je faisais partie de ceux qui soutenaient la candidature de Belkhodja. Celui qui le connaissait mieux que moi, à l'époque, Bechir Saïdane assurait qu'avec lui il y aurait plus de chance pour un travail d'équipe. Ce qui n'a pas été faux au cours des deux années où il a été secrétaire général. Puis, il faut le dire, l'intervention de la direction du parti en faveur d'un candidat a toujours rebuté les étudiants, y compris les destouriens. Cela ne devait pas changer lorsque j'ai été, plus tard, directeur du parti...

Comme vous le savez, on dit qu'à cette époque vous étiez marxiste.

Oui. Bien sûr. Je n'étais pas au Parti communiste, mais déjà à Sfax j'avais subi l'influence de mon professeur de philosophie. Pour notre génération, en classe de seconde, nous nous prenions déjà pour des intellectuels et commencions à affirmer notre appartenance à tel ou tel courant philosophique ou littéraire. Moi, je croyais être existentialiste : Camus, Sartre évidemment. Arrive l'année de philo avec un jeune et brillant professeur, Mohamed Karray, qui débarquait de Paris. Marxiste, communiste, il ne cachait pas ses orientations ni ne cherchait à les imposer. Honnête, il nous enseignait tous les autres courants philosophiques avec la même application. À la fin de l'année, avec beaucoup de camarades de ma classe, j'étais pratiquement devenu marxiste. En été, il animait un cercle d'études pour nous faire lire Marx et nous le commenter. Voila comment j'ai été attiré par le marxisme mais tout en restant membre du Néo-Destour sans discontinuité.

N'avez-vous jamais été tenté par le PC ?

Oui, pendant un moment, en 1955-1956, pratiquement jusqu'à l'affaire de Hongrie. Je ne l'ai jamais caché...

Certains disent que vous avez appartenu au Parti communiste.

Comme militant non. À partir de 1956, à l'UGET, il y avait des questions qui nous différenciaient et qui faisaient débat au sein du Néo-Destour. Avec mon groupe je pensais que la Commission administrative devait comporter des représentants des communistes et par la suite des autres tendances lorsqu'elles ont commencé à s'exprimer. Il s'agissait de conserver notre unité et d'éviter la radicalisation des minorités. J'ai toujours pensé de cette façon. Nous évitions cette radicalisation et prêchions

pour un accord avec les communistes. En face de nous, il y avait généralement, surtout chez les communistes, jusqu'en 1959-1960, des interlocuteurs favorables à cette unité. Lors de chaque congrès, pour le vote de la motion de politique générale, sorte de charte annuelle, nous recherchions le dialogue et la conciliation. Pratiquement chaque terme était pesé. Nous étions assez nombreux, je crois même la majorité, à opter pour cette conciliation. Certains camarades du Néo-Destour n'en voulaient pas. Ils estimaient que le fait de travailler de cette manière avec les communistes constituait déjà une sorte d'écart, de prise de liberté à l'égard du parti et que nous agissions ainsi par électoralisme.

Comment en tant que responsable étudiant avez-vous vécu la crise yousséfiste ?

Je l'ai davantage vécue au sein du parti, comme destourien. Il y a eu un débat à l'UGET avant que la crise n'éclate au grand jour et devienne un différend politique, presque une guerre civile. Il faut se souvenir des dates. Bourguiba est revenu à Tunis le 1er juin 1955. C'était le retour triomphal, la fête, la victoire, une sorte de 14 juillet... Les Tunisiens n'ont jamais été aussi unis, unanimes que ce jour-là. Mais les militants du parti n'ignoraient pas l'apparition de dissensions entre les dirigeants. Mais tout cela était complètement occulté par cette victoire. Ben Youssef, quant à lui, n'est revenu du Caire qu'en septembre 1955 sur l'insistance du parti. Entre-temps, en juillet 1955, nous avons tenu le 3e congrès de l'UGET et à ce moment-là il n'y avait pas de désaccord public, de rupture. Le Bureau exécutif élu avec Chaker à sa tête avait opté dès le départ pour Bourguiba et pour le Bureau politique. Il faut dire, en effet, que Bourguiba avait fait en sorte que Ben Youssef se retrouve isolé parmi les dirigeants. En définitive, tous les autres membres du Bureau politique sont restés avec Bourguiba. Auparavant, il y avait eu quelques intrigues ou manigances. Mais lorsqu'en octobre 1955 il leur a fallu opter, tous les autres membres du Bureau politique ont été unanimes. Ben Youssef en est sorti seul et a créé ce qu'il appelait « le Secrétariat général ».

À ce moment là l'UGET a-t-elle connu des remous ?

Le congrès de l'UGET était déjà passé. Personnellement, j'ai vécu cela à l'intérieur du parti. Au départ, il y avait hésitation. Beaucoup de gens, la majorité des gens, disaient : « Dans cette affaire, il vaut mieux que Bourguiba et Ben Youssef s'entendent, nous ne voulons pas intervenir. » En tout cas, mon groupe et moi-même, nous récusions les orientations affichées par Ben Youssef. Il était devenu partisan de l'arabisme, du nationalisme arabe, d'une vision moyen-orientale. Il se réclamait alors de la Zitouna, alors qu'en 1951, au moment de mon renvoi du collège Sadiki, il était la bête noire de la Voix des étudiants zitouniens. À l'époque, pour les Zitouniens, Ben Youssef, c'était le mécréant, l'homme qui représentait la compromission avec le Protectorat, celui qui participait

au gouvernement Chenik, un gouvernement du Protectorat. Il y avait déjà un différend, un vieux différend entre Ben Youssef et Fadhel Ben Achour. Bourguiba ne s'est pas privé d'en tirer profit. Dès 1949, à son retour d'exil, il a multiplié les gestes en direction de Fadhel Ben Achour et de toute sa famille pour ménager un compromis, pour éviter d'entrer en conflit avec l'*establishment* zitounien. À ce propos, il existe une lettre magnifique adressée par Bourguiba à Ben Youssef en mai 1951. Bourguiba était alors en tournée au Moyen-Orient. Ben Youssef, qui siégeait au sein du gouvernement Chenik, était en conflit avec les Zitouniens. J'ai publié des extraits de cette lettre dans *Le Nouvel État*[9]. Personnellement, j'avais soutenu que le camp de Bourguiba était celui du peuple, de l'UGTT, du progrès. Pour nous, Ben Youssef c'était plutôt la réaction et le nationalisme moyen-oriental, vague et réactionnel.

N'y avait-il pas des étudiants favorables à Ben Youssef ?

Oui, mais seulement quand il y avait des signes d'hésitation au sein de la direction du parti. Une fois que le Bureau politique, dans sa totalité, s'est prononcé pour Bourguiba, il n'y a pratiquement pas eu de partisans de Ben Youssef parmi les étudiants de l'UGET. À quelques exceptions près comme, par exemple, mes amis Abdelhamid Chouchane et son frère, Abdelaziz Chouchane, notre aîné de quatre ou cinq ans, originaires du Sahel et élèves du collège Sadiki comme moi. Ils ont fait de la résistance, Abdelaziz a même été condamné à mort par contumace, parce qu'il avait réussi auparavant à s'enfuir en Libye. Il a fait l'objet de la même condamnation dans la Tunisie indépendante pour avoir été impliqué dans l'une des multiples tentatives d'assassinat de Bourguiba par des partisans de Ben Youssef. Mais après le changement intervenu en Libye le 1er septembre 1969, ils s'en sont retournés vers la patrie. Celle-ci, n'ayant pas oublié qu'ils l'avaient servie et que le différend avec Ben Youssef avait déjà pris sa place dans l'histoire, qu'il était « historisé », les a accueillis à bras ouverts. Comme beaucoup d'autres avant eux, les deux ont été graciés et Abdelaziz qui a retrouvé sa place dans le parti de Bourguiba a eu à assumer de nombreuses responsabilités électives, comme maire de sa ville, Kalaa Kebira et comme député.

Vous avez été élu secrétaire général de l'UGET en 1960. À ce moment-là les dissensions ne commençaient-elles pas à s'affirmer au sein de l'organisation ?

Oui, il y a toujours eu un débat. C'était cela, à mon avis, la véritable mission de cette organisation et c'est ce qui en faisait la valeur : un espace de dialogue et une école de démocratie. En fait, la recherche du

9. Cf. *Le Nouvel État. Aux prises avec le complot youssefiste 1956-1958. Textes réunis et commentés par Mohamed Sayah*, t. 1. Tunis, Dar El Amal, 1982, p. 312-316. [M.S.]

consensus et du compromis a fonctionné jusqu'à mon départ du secrétariat général en 1962, en dépit d'un premier accroc à l'occasion de l'assassinat de Lumumba en février 1961. Jusque-là il y avait débat, un débat intense au Congrès national notamment, dans les assemblées générales, à la section de Paris surtout... Pour ma part, lorsque j'étais secrétaire général de l'UGET, j'ai inauguré une tradition : une fois par an, le secrétaire général s'imposait de rendre visite à chaque section et d'y engager le débat dans une AG d'information, une tribune libre en fait. Ainsi j'allais en Europe, en France notamment, dans toutes les villes universitaires. Les réunions étaient de plus en plus houleuses. On en venait parfois aux mains. Khemaïs Chammari, qui venait de commencer ses études en France, s'est manifesté pour la première fois à la section de Paris en essayant – avant qu'il n'en fût empêché par ses camarades – de m'agresser physiquement. Cela ne l'a pas empêché, deux semaines plus tard, de venir me voir au local de l'UGET à Tunis et de discuter de manière amicale. Cela signifie que dans les différends, prétendument idéologiques, qui nous opposent et l'extrême tension qui marque parfois nos débats, une bonne part revient à l'humeur du moment, à la fougue de la jeunesse, sinon au tempérament national. Mais cela veut dire aussi que les conflits idéologiques, de quelque intensité qu'ils soient, ne manquent pas de s'atténuer, une fois que l'on a eu à en débattre, en se regardant dans les yeux. Beaucoup de mes amitiés se sont nouées à la suite de tels débats.

Vous avez connu alors les premiers moments du groupe Perspectives *?*

Oui, en 1961. Mais pas en tant que tel et sous ce nom. Certains de ses futurs membres et la tendance dont ils allaient se réclamer, du moins dans certains de ses traits, se sont manifestés en février 1961. L'événement catalyseur, en cela, était l'assassinat de Lumumba et les mouvements de protestation qu'il a suscités dans le monde, chez les jeunes et les étudiants en particulier. C'était l'un des moments forts du tiers-mondisme en pleine ascension ces années-là. Je ne veux pas donner à la Tunisie et encore moins à l'UGET plus d'importance qu'elles n'en ont. Mais permettez-moi de rappeler au sujet de la Tunisie qu'elle n'a pas été pour rien dans l'émergence de la notion même de tiers-monde et le sens politique qui lui a été donné. C'est-à-dire la revendication des peuples, jusque-là marginalisés, de s'inscrire dans l'Histoire. Et au commencement de tout, comme disait Bourguiba, de cesser d'avoir « dans l'équation gouvernementale une valeur égale ou proche de zéro ». Au sujet de l'UGET, j'ajouterais que la crise qui s'y était déclarée à cette occasion allait montrer comment la Tunisie indépendante a eu à gérer les problèmes nés de cette revendication. Notamment chez la partie la plus politisée de sa jeunesse, les étudiants gagnés, comme un peu partout dans le monde à l'époque, au révolutionnarisme et à la radicalisation. À l'origine de cette crise, en effet, et comme premier signe de cette tendance à la radicalisation, il y eut le différend sur la forme de l'action par laquelle l'UGET entendait s'associer à la protestation générale contre l'assassinat de

Lumumba. Plutôt qu'un meeting organisé conjointement à la bourse du travail avec l'UGEMA[10] et la Jeunesse destourienne, le choix des contestataires se portait sur une manifestation de rue. Un choix révélateur d'une propension à l'action, que le groupe *Perspectives* laissera apparaître dans son appellation – GEAST[11] – mais qui trouvait surtout son explication dans son refus de toute coopération avec le Néo-Destour. C'est-à-dire la rupture, signe s'il en est de la radicalisation. À cela s'ajoutaient, pour mieux s'expliquer cette défiance envers le Néo-Destour, les penchants idéologiques du groupe. La guerre froide aussi a joué un rôle prépondérant. C'était le temps où l'Afrique était divisée en deux blocs : celui de Casablanca dit « révolutionnaire » et celui de Monrovia dit, dans le meilleur des cas, « modéré ». Des étiquettes qui ne correspondaient à rien de sérieux. En tout cas pas à la réalité. Mais cela n'était pas sans effet sur l'attitude de certains de nos jeunes. Ils ne pouvaient pas admettre que la Tunisie fasse partie du groupe de Monrovia et non celui de Casablanca. La contestation portait encore plus sur l'appui de la Tunisie aux Nations unies dans la gestion de la crise congolaise, et l'envoi, en dépit de l'opposition de l'Union Soviétique, d'un contingent de Casques bleus au Congo. La participation de la Tunisie à ce contingent était dénoncée comme un acte d'alignement sur les États-Unis. Tous ces griefs, les contestataires auront à les exposer à la date fixée pour le meeting, le 21 février, célébré alors comme journée internationale de solidarité contre le colonialisme. Ils le firent à leur manière, par l'invective et le chahut. D'abord au cours de la manifestation qu'ils ont tenu à organiser tout le long de l'avenue Habib-Bourguiba jusqu'à la bourse du travail. Puis, lors de leur irruption au meeting en criant des slogans hostiles à l'UGET et au Néo-Destour. Enfin, lors de l'occupation du local de l'UGET où ils crurent, un moment, pouvoir s'emparer de l'organisation et s'ériger en « comité de salut public ». Tout cela, sans que la police, instruite en cela par Taïeb Mehiri, ministre de l'Intérieur, n'eût à rien faire d'autre qu'encadrer et prévenir tout débordement[12]. Le tout se termina, ce soir là, au local de l'Union par une réunion avec le secrétaire général, à l'issue de laquelle a été publiée une résolution condamnant la violence d'où qu'elle vienne, et fixant la date d'une réunion extraordinaire de la CA pour trancher le différend. La réunion de celle-ci, à la date fixée, ne pouvait pas être plus tendue. Mais au bout de trois jours de débat, la preuve a été faite que le consensus était toujours possible. Sans éluder les problèmes posés,

10. Union générale des étudiants musulmans algériens.

11. Groupe d'études et d'action socialiste.

12. Un seul incident : l'un de mes adjoints, Belgacem Chebbi, que j'ai chargé d'aller calmer les manifestants, s'est retrouvé à terre au cours d'une altercation avec un responsable du parti, Mohamed Salah Belhaj, un valeureux militant dénommé Ach Chaâb (le Peuple), venu lui-même pour calmer les étudiants. Seize ans après, en 1977, le domicile de Mohamed Salah Belhaj en rupture – pour un temps – avec le PSD, sera le lieu de rencontre des principaux promoteurs de la Ligue tunisienne des droits de l'homme (LTDH). [M.S.]

mais sans qu'aucune partie n'ait eu à se déjuger, une résolution a pu être adoptée à l'unanimité, déplorant les incidents du 21 février mais confirmant l'attachement à la charte de l'union et à la ligne politique tracée par le précédent congrès. Suite à cela, et comme la crise avait suscité partout des remous et des divisions, j'ai proposé au Bureau exécutif de soumettre l'accord réalisé, ainsi que notre propre gestion, au débat dans toutes les sections. C'est ainsi qu'a commencé la tradition que je viens d'évoquer et qui a contribué d'autant à élargir l'espace de débat et de dialogue que l'UGET offrait alors à l'ensemble des courants politiques. Mais, dans l'immédiat, cela nous a surtout permis de remplir la première condition de succès du prochain congrès qui allait statuer sur cette crise et l'évacuer : c'est-à-dire s'assurer que l'élection des délégués au congrès ne donne lieu à aucune contestation. Tel a été le cas, et le Congrès d'août 1961 semblait remplir toutes les conditions à un retour à la politique consensuelle. Il n'a pu en être ainsi totalement. La guerre de Bizerte, intervenue dans l'intervalle, ou plutôt l'une des réactions de l'opinion à cette guerre a soulevé un problème qui a rendu plus difficile encore la conciliation au sein de ce congrès. Entre autres réactions à cette guerre, et comme il arrive souvent en cas de conflit de ce genre, l'opinion s'est braquée sur la langue et la culture françaises devenues subitement objet de ressentiment et de rejet. Et à titre de boycott, plus d'une voix se sont élevées pour demander de ne plus envoyer nos étudiants en France. Était-ce pour être en phase avec l'opinion que le gouvernement a décidé, sans qu'il l'ait déclaré jusque-là, d'interdire le départ des étudiants à l'étranger ? Le premier à le déclarer publiquement fut le secrétaire d'État à la Présidence, Bahi Ladgham, à l'ouverture du congrès de l'UGET. Et comme pour expliquer cette mesure, il proclama qu'à Bizerte « le napalm a brûlé la coopération culturelle ». Les étudiants, de quelques bords politiques qu'ils fussent, ne pouvaient accepter cette mesure. Mais à moins de heurter de front le gouvernement, ce qui ne pouvait se concevoir alors que le pays était en guerre, j'ai soutenu auprès de tous qu'il ne pouvait être question pour le congrès de dénoncer publiquement cette mesure. Par contre, le silence du congrès à ce sujet aiderait la nouvelle direction à obtenir la révision de cette décision. Aucun consensus n'a pu se réaliser sur ce point. Ni sur d'autres d'ailleurs. Toutes les résolutions, après d'âpres débats, ont été votées à la majorité, souvent assez courte, lors de ce congrès. Raison de plus qu'à l'élection de la CA, chaque tendance n'a pu compter que sur ses propres voix. Depuis, et pour la première fois depuis l'indépendance, il n'y a plus eu de liste consensuelle.

Un dernier mot, en épilogue à ce congrès, pour rapporter une nouvelle qui est venue vite dissiper l'inquiétude des étudiants. Et nous convaincre tous qu'il n'était point nécessaire d'entrer en conflit avec le gouvernement pour faire valoir nos droits. Le dialogue pouvant s'avérer tout aussi efficace. Bourguiba qui se trouvait à la première conférence des non-alignés à Belgrade, m'invita le jour même de son retour à Tunis, à dîner. C'était l'aubaine. Dans le compte-rendu qu'il m'a demandé de faire sur le

congrès, j'ai glissé que les étudiants ne comprenaient pas pourquoi le napalm n'a brûlé que la coopération culturelle et non la coopération commerciale, par exemple. Bourguiba a souri et m'a demandé de venir à la conférence de presse qu'il allait donner le lendemain. « Tu auras de bonnes nouvelles », ajouta-t-il. Dans cette conférence il trouva l'occasion de déclarer que « la coopération culturelle est au-dessus de tout. Nos étudiants sont autorisés à retourner en France ».

Pour en revenir au groupe Perspectives, *quand et comment s'est-il manifesté ?*

C'est en octobre 1963 que le groupe s'est manifesté en tant que tel. Jusque-là et à partir de février 1961, nous assistions plutôt à cette tendance à la radicalisation chez nombre de militants au sein de l'UGET. Pour nous l'expliquer, nous pensions que cela procédait d'un phénomène général affectant divers mouvements de gauche à l'échelle internationale. En fait, les premiers signes ont commencé plus tôt en Tunisie. Déjà en 1958, une scission s'était produite au sein de la section de Paris du Parti communiste tunisien. À l'initiative de Ezzedine M'Barek, vivement combattu en cela par Nouredine Bouarrouj, un groupe trotskiste s'était constitué. Certains de ses membres devaient rejoindre avec Ezzedine M'Barek à partir de 1963 le Néo-Destour. D'autres participaient au même moment à la création du groupe *Perspectives* au côté d'autres éléments de sensibilité politique différente et qu'il m'a été donné de connaître bien avant. C'était le cas notamment de Mohamed Charfi, un ancien camarade de classe au collège de Sfax, C'était un patriote, plutôt proche du Néo-Destour, mais il ne s'engageait pas encore dans l'action militante. Même à l'UGET, je ne l'ai rencontré qu'à mon dernier congrès, celui de Bizerte en 1962. Il est apparu comme chef de file d'un nouveau courant. C'était un bon orateur. Il utilisait un langage châtié aussi bien en arabe qu'en français. Il savait être un débatteur et un polémiste acerbe. Lors de la discussion du rapport moral, il fut parmi les plus écoutés et le plus critique pour ma gestion. Mais je me souviens qu'après quelques jours de débats, lors du vote du rapport moral – mon quitus – il n'y a eu que six ou sept abstentions et pas une seule voix contre. J'étais content de constater qu'il restait encore des possibilités de dialogue et d'entente.

En fait, la composition du groupe restera toujours secrète, et même lorsque la revue *Perspectives* paraîtra, les articles porteront des pseudonymes. À ce moment-là, j'étais devenu directeur adjoint du Néo-Destour et je dirigeais le journal *L'Action*. À ce titre je faisais partie des responsables qui recevaient cette petite revue trimestrielle. Nous la lisions avec intérêt car, indépendamment de sa ligne politique, il y avait souvent des dossiers thématiques qui prêtaient à discussion mais qui aident à réfléchir. Bourguiba lui-même la recevait et la lisait. Il me téléphonait parfois et me demandait si j'avais lu le dernier numéro. Il disait : « Ce sont des communistes. Or, je m'en souviens, ajoutait-il, lorsque les communistes, des gens intelligents, se sont aperçus que Moncef Bey était populaire, leur

parti est devenu moncéfiste. Quand même, ne savent-ils pas que Bourguiba a le peuple avec lui ? » Je lui expliquais qu'il ne s'agissait pas du Parti communiste, mais d'étudiants se réclamant de nouvelles tendances au sein de la gauche. Il semblait rester sur sa faim, mais il n'insistait pas. Tant que l'action de *Perspectives* s'est limitée à un travail d'analyse, de réflexion, je dirais même d'endoctrinement politique, le régime n'a rien entrepris contre le groupe. Généralement lorsque Bourguiba m'appelait au sujet de *Perspectives* c'était pour me dire comment il fallait répondre à ses critiques. Je le faisais dans les éditoriaux de *L'Action* ou à l'occasion de réunions avec des jeunes de l'UGET favorables au Néo-Destour. Mais le groupe ne se limitait pas à rédiger des articles et à les publier. Ni à débattre de choix politiques ou idéologiques au sein de l'UGET. La tentation de l'action était manifeste dès le départ chez certains de ses membres. Nous devions l'apprendre beaucoup plus tard, mais la question est restée longtemps en débat au sein du groupe, tant sur la forme de cette action que sur la stratégie dans laquelle elle devait s'inscrire. En conséquence à cela et sans que nous l'ayons appris, la direction du groupe a décidé de s'installer, à partir de 1964-1965, à Tunis où se trouvait la masse des étudiants. La forme d'action retenue – et la façon de la déclencher – ne tarda pas à se préciser : profiter des moments d'émotion, et au besoin les susciter, pour provoquer une agitation à l'Université. Et autant que possible la transférer dans la rue avec l'espoir d'y associer la population. Ainsi, en 1963, un étudiant est victime d'un accident dans une salle de culture physique. En tombant sur la nuque, il est mort sur le coup. Vive émotion à la faculté des sciences où ses camarades arrêtent les cours et manifestent dans la rue pour protester contre les carences de la santé publique. La police arrive cette fois à contenir la manifestation et la maintenir aux abords de la faculté. Le doyen, aidé par les responsables de l'UGET, finit par ramener le calme. Une autre fois, en février 1965, un steak mal grillé, au restaurant universitaire – à ce qui a été dit – provoque une manifestation sur l'avenue Habib-Bourguiba qui, cette fois, s'est terminée par un meeting au cercle des étudiants où j'ai tenu à les rencontrer et à engager le dialogue sur la gestion des œuvres universitaires. Une fois encore, en décembre 1966, et sous un prétexte aussi anodin, des étudiants de la cité universitaire de Ras Tabia se sont querellés avec un chauffeur d'autobus, qui les a conduits en cours de route à un poste de police. Dès que la nouvelle arrive à la faculté des sciences, c'est le grand émoi. Les cours sont suspendus et les étudiants sortent dans la rue dans un espace aussi central et exigu que la rue de Rome. La police accourt pour disperser les manifestants. L'événement est créé et la presse en rend compte, en décrivant ce qu'elle a vu : « des policiers casqués, bottés, en train de matraquer les étudiants ». C'était la répression. Cette fois, Bourguiba, excédé, a demandé que des sanctions soient prises contre ces « trublions ». L'idée est venue de retirer le sursis militaire – dont bénéficiaient alors les étudiants – aux éléments impliqués dans ces événements. En la soumettant à Bourguiba, j'ai fait valoir qu'elle était préférable à l'organisation de procès, ce que recherchaient les meneurs.

Bourguiba en a convenu. Et lui-même, évoquant l'affaire, quelques jours après dans un discours télévisé à l'occasion du jour de l'an, lui a donné sa pleine signification : pour lui, cette agitation était le signe et le résultat du développement de l'enseignement, si tant est qu'il a pour rôle – et tel était son avis – de cultiver l'esprit critique et former un peuple difficile à gouverner. Son choix, arrêté depuis longtemps – et il eut à le renouveler ce soir-là – était de préférer avoir affaire à un peuple instruit et difficile à gouverner plutôt qu'un peuple docile et ignorant.

En tant que directeur adjoint du parti, est-ce que vous étiez appelé à jouer un rôle dans cette affaire de Perspectives *?*

Non, je n'avais pas pour fonction de suivre cette affaire ou de rôle précis à y jouer. Mon rôle, comme tout responsable à la direction du parti, était d'écouter les étudiants destouriens, de chercher à les associer à la prise de décision et leur donner des arguments à développer dans leur confrontation avec les tendances adverses dans les meetings et les assemblées générales. Et ce, dans le but, comme Bourguiba aimait à le rappeler autrefois, de faire de l'ennemi un adversaire, de l'adversaire un partenaire et si possible un ami. Il n'y avait pas de responsable politique qui, de passage à Paris, ne se sentît obligé de passer une soirée avec les étudiants de toutes tendances au 115, boulevard Saint-Michel ou à la Maison de Tunisie, boulevard Jourdan. C'était comme cela que nous travaillions. Je m'intéressais donc à cette affaire comme ancien de l'UGET, comme journaliste aussi et parce que Bourguiba s'intéressait toujours aux étudiants...

Vous n'étiez pas responsable de la Sécurité. Mais que pensez-vous du traitement infligé à ces opposants et notamment de leurs conditions de détention ?

Oui, je n'étais pas responsable de la Sécurité, mais je ne m'en tiens pas pour quitte. J'ai ma part de responsabilité dans tout ce qui a pu être commis d'excès et d'abus dans cette affaire. Je sais qu'il y en a eu. Mais je dois vous dire qu'à l'exception d'une affaire imputée à l'un de mes collaborateurs à la direction du parti, tout le reste, c'est longtemps après les faits que j'ai eu à l'apprendre. Ainsi, et à propos du traitement infligé à ces opposants, comme vous le dites, et sur leurs conditions de détention, c'est de la bouche de certains d'entre eux – mes vieux amis – après leur libération en 1970, qu'il m'a été donné de savoir ce qu'ils ont pu endurer. Ce témoignage et bien d'autres que j'ai continué à recueillir m'ont à chaque fois révulsé, profondément indigné. Cela ne tient pas lieu d'excuses et de regrets, car je n'ai pas attendu ce jour pour le faire. Notamment en ce qui concerne l'affaire dans laquelle je me sens plus directement impliqué. Et l'essentiel pour moi, à ce sujet, n'a pas été seulement de présenter des excuses. Le plus important en pareil cas est de dire exactement ce qui s'est passé, de reconnaître les torts commis, de les dénoncer comme tels. Je le referai volontiers ici. Mais auparavant, laissez-moi dire

brièvement comment nous en sommes arrivés là. Et plus exactement quand et suite à quoi il a été décidé d'engager des poursuites judiciaires à l'encontre des membres de ce groupe. En vous demandant de nous arrêter un instant sur cette question, je ne cherche nullement à justifier quoi que ce soit ni dans l'affaire évoquée ici ni encore moins dans les poursuites engagées à leur encontre en mars 1968. Mon objectif est plutôt de dire comment le pouvoir, après avoir résisté pendant cinq ans au moins à une telle tentation, a fini par y céder et prendre une décision qu'il avait réussi jusque-là à éviter. Tout cela mérite, de mon point de vue, d'être signalé parce que c'est avec cette décision – et c'est ce que je veux souligner surtout ici – que tout a basculé. Loin de moi de discuter du bien-fondé de cette décision. Je ne l'ai pas fait en son temps, je ne peux que l'assumer. Mais je dois à l'histoire de dire que je l'ai ressentie comme un échec et une défaite pour tous. Pour notre génération surtout, c'était l'occasion perdue d'une grande avancée dans le chemin de la modernité, à laquelle nous ne pouvions pas avoir été mieux préparés... Bref et pour revenir à l'instant auquel tout a basculé, je signalerai, sans jeter la pierre à personne, que l'agitation qui secouait sporadiquement l'Université depuis quelques années – et qui allait, on le sait, se poursuivre une vingtaine d'années encore – était devenue quasi permanente à partir de janvier 1968. Avec des tentatives répétées de la porter dans la rue, d'y entraîner les foules, d'assurer la jonction tant rêvée avec le prolétariat. La dernière de ces tentatives ne pouvait pas viser plus haut : chercher à perturber la tournée triomphale que Bourguiba avait l'habitude d'effectuer avec ses hôtes en visite d'État. L'hôte, ce jour-là, je m'en souviens, était Houphouët-Boigny. Moins d'une demi-heure avant l'arrivée du cortège à Bab Bhar, Bahi Ladgham, secrétaire d'État à la Présidence et secrétaire général du parti, me téléphone pour me demander de changer une partie du parcours : celle où, selon des informations qui lui sont parvenues du ministère de l'Intérieur, de petits groupes d'étudiants ont choisi d'infiltrer les foules dans l'intention de les entraîner dans des mouvements de protestation juste au passage du cortège. Rien de cela ne devait se passer en fait. Mais Bourguiba, en apprenant cette tentative, y a vu comme un défi à l'État et à son autorité. Sa décision était prise, elle ne laissait plus de choix ; il considérait que si nous continuions à faire preuve de laxisme, nous courrions le risque de devoir un jour recourir à l'armée pour rétablir l'ordre. Il faut dire qu'il y avait eu le précédent du 5 juin 1967[13]. Il fallait éviter que se reproduise ce genre de troubles. C'est à la suite de cela qu'a été prise la décision d'engager des poursuites judiciaires. Chez les mili-

13. À l'occasion du déclenchement de la guerre « des Six Jours » entre Israël, d'une part, l'Égypte, la Syrie et la Jordanie, d'autre part, la ville de Tunis a été le théâtre de mouvements de rue se soldant par le saccage du Centre culturel américain, de locaux de l'ambassade de Grande-Bretagne, de la Grande Synagogue et de magasins. La police, débordée, n'a pu rétablir l'ordre – avec l'aide de l'armée – que plus de trois heures après le début des incidents.

tants aussi, notamment ceux de la première heure et ceux qui se sont battus pour l'indépendance et l'ont payé au prix de leur liberté, ce fut la colère et l'exaspération. Pour eux, l'État était en train de trop « gâter les étudiants » et sans un rappel à l'ordre, ils risquaient de détruire ce qu'ils avaient pu construire. C'est ainsi qu'a commencé l'affaire imputée au parti. Il ne s'agissait ni de milices, comme on allait les nommer longtemps après, ni de barbouzes, l'appellation en vogue à l'époque. C'étaient des militants qui s'avisèrent d'appeler le docteur Zouhair Essafi et le professeur Habib Attia à « arrêter d'exciter » les étudiants sur le Vietnam et de présenter la Tunisie comme un pays pro-impérialiste. Mais ils l'ont fait à la limite de la correction, notamment avec Attia. Et avec l'un et l'autre, il faut le dire, à la limite du droit. L'abus de droit a été commis surtout avec Ahmed Smaoui, avec la façon dont il a été appréhendé, mais aussi avec les sévices corporels – et disons-le, pour mieux la dénoncer, la torture – qui lui ont été infligés lors de son interrogatoire. Le comble est qu'il allait s'avérer qu'à ce moment-là Smaoui avait déjà rompu avec le groupe *Perspectives* et qu'il travaillait au secrétariat du maire de Tunis, Hassib Ben Ammar, par ailleurs responsable et l'une des grandes figures du parti. C'étaient des gaffes pendant un moment de confusion et de flottements que seules la colère et l'exaspération pouvaient expliquer. Mais rien de cela n'est l'expression d'un choix délibéré et encore moins d'une politique systématique.

Pourquoi Bourguiba a-t-il imposé aux opposants de Perspectives *des conditions de détention d'une extrême gravité ?*

D'abord, je ne crois pas que ce soit Bourguiba qui décidait des conditions de détention. Tahar Belkhodja, responsable de la Sécurité à l'époque, a eu à témoigner au sujet d'une question plus brûlante encore : la torture. L'explication qu'il en a donnée exclut que ce soit le directeur général de la Sûreté lui-même ou le ministre de l'Intérieur et *a fortiori* Bourguiba qui ordonnaient de traiter de cette façon tel groupe ou tel prisonnier. D'après lui, le phénomène serait imputable à des policiers qui avaient conservé les usages de l'époque du Protectorat. Ce qui n'est pas tout à fait faux. Les protestations contre la torture ne sont apparues que pendant la guerre d'Algérie. Jusque-là, ces pratiques paraissaient tout à fait normales. Disons que c'était dans les mœurs de l'époque. C'était même la règle générale avant que le monde n'ait eu à changer. Et notre regard avec lui... Il est exclu en tout cas, pour moi, que ce soit Bourguiba qui ait décidé de ces conditions de détention. Il ne pouvait pas donner de tels ordres. Ce n'était pas dans sa politique. Il y a une phrase qu'il aimait rappeler dans de pareils cas : « Il s'agit de les mettre hors d'état de nuire » sans plus. Je sais que certains lui prêtent une sorte d'obsession contre ces gens-là. Ils se trompent. L'obsession de Bourguiba était pour la cohésion du pays, pour la stabilité et pour le progrès.

Considérait-il « ces gens-là » comme dangereux parce que pro-chinois ?

Non pas parce qu'ils étaient pro-chinois. Parce qu'ils étaient descendus dans la rue et qu'ils cherchaient plus qu'à rééditer ce qui s'était produit le 5 juin 1967. Cette fois-là, les étudiants avaient commencé à manifester devant le Centre culturel américain, ils l'avaient saccagé, puis ils s'étaient rendus devant l'ambassade de Grande-Bretagne ; ensuite, ce fut la pègre, non plus les étudiants, mais la pègre qui s'est attaquée à la synagogue, aux magasins...

Concernant la répression de Perspectives *et d'autres, dites-vous que ni le parti, le ministère de l'Intérieur ou le directeur de la Sûreté ne contrôlaient finalement les conditions de détention ?*

C'est ce que je pense. Pour Bourguiba en tout cas. Quant au parti, tout dépend de ce que vous entendez par là. Si vous pensez à la direction du parti, je peux vous dire que le parti n'en est en rien concerné. Le seul contrôle que le parti pouvait avoir à ce sujet, c'était par le ministre de l'Intérieur qui était généralement membre du Bureau politique. Autre précision : le Bureau politique en tant que tel n'avait aucun droit de regard sur la marche de l'administration, y compris l'administration pénitentiaire. Mieux, le ministre de l'Intérieur n'était tenu en aucune manière de rendre compte au Bureau politique de tels problèmes. Le contrôle dans ce domaine, comme dans tous les autres, s'exercait par la hiérarchie de chaque département sous l'autorité du ministre intéressé, en rapport avec les services de l'administration centrale relevant du Premier ministre. Nous sommes bien loin avec ça du système soviétique dont certains, pour des raisons diverses, nous accusent.

Mais lorsque l'on incarcère des individus à Borj er-Roumi, ne sait-on pas quelle est la situation qui prévaut dans ce lieu de détention ?

D'abord qui « on » ? En ce qui me concerne en tout cas, je n'avais même pas, en ma qualité de directeur du parti, à être informé du lieu ou des conditions de détention de ce groupe ou de tout autre. Je n'étais pas au courant de la présence à Borj er-Roumi d'autres détenus condamnés bien avant cette affaire. C'est Tahar Belkhodja qui nous a appris leur existence en disant qu'il y avait à Borj er-Roumi des gens que l'on avait tout simplement oubliés.

Cela ne vous paraît-il pas invraisemblable ?

Réellement, c'est ce qui m'a été dit.

Revenons sur votre trajectoire politique et le parti. Lorsque Bourguiba vous nomme directeur adjoint du Néo-Destour en août 1962 à 28 ans, vous ne vous y attendiez pas. Il vous avait donc remarqué à travers l'UGET ? S'agissait-t-il de votre première responsabilité au sein du parti ? Aviez-vous été responsable d'une fédération, d'une cellule ?

Non, je n'avais pas exercé de responsabilité officielle, élective, sauf à l'UGET. Et l'UGET, ce n'était pas le parti. Mais c'était une bonne école aussi.

Bourguiba nommait-il beaucoup de jeunes dans des fonctions aussi importantes ?

Je vous remercie pour cette question. C'est toujours avec étonnement que l'on m'a demandé comment j'ai pu être nommé si jeune à des fonctions aussi importantes. J'y répondais en demandant que l'on me citât l'un des membres des différentes équipes de Bourguiba, depuis la première avec laquelle il avait créé le Néo-Destour, qui n'ait pas été nommé par cooptation personnelle. Tous, à commencer par Salah Ben Youssef, Hedi Nouira, Mongi Slim, jusqu'à Mohamed Masmoudi, Ahmed Mestiri et les membres de notre génération, ont été promus de cette façon. Mieux, que l'on me cite les différents directeurs du parti qui m'ont précédé à ce poste. Après avoir été directeur adjoint, j'ai succédé à Abdelmajid Chaker comme directeur en 1964. Savez-vous à quel âge Chaker avait été nommé directeur du parti ? Lorsqu'il a été nommé en 1956, il avait à peine 30 ans lui aussi. Mais beaucoup de gens ont oublié cela pour ne parler que de Sayah devenu directeur du parti à l'âge de 30 ans. Bourguiba a toujours cherché à repérer les personnes susceptibles d'exercer des responsabilités. Qu'est-ce qui lui a plu chez Mohamed Sayah ? Je ne saurais vous le dire.

Comment mémorisait-il les états de service ? Tenait-il des fiches ? Se fiait-il uniquement à sa mémoire ?

Non, il ne tenait pas de fiches. Il n'a jamais été enclin à travailler de cette façon. Non pas qu'il se fiait seulement à sa mémoire qui était prodigieuse. Mais parce que il avait aussi sa façon de se faire une opinion sur les hommes, de les sonder, de les situer politiquement et de les suivre. Là aussi, le contact direct qu'il avait érigé en principe d'action sur le plan politique, s'avérait pour lui d'une grande utilité. Au cours de ses tournées dans le pays, mais dans son bureau et chez lui aussi, il n'arrêtait pas de recevoir. Je me souviens de la première fois où il m'a reçu. C'était en 1958, avec Tahar Belkhodja. Nous venions de participer au congrès constitutif de la Confédération panafricaine des étudiants à Kampala, en Ouganda. À notre retour, Bourguiba nous a reçus et retenus à dîner. Nous lui avons présenté un compte-rendu. Il avait l'art de nous faire parler. Je me souviens d'avoir évoqué la situation de l'Afrique et de son éveil ainsi que les problèmes qui allaient se poser. Je parlais comme un jeune

étudiant politisé, qui lisait *L'Observateur, L'Express* et qui prétendait faire des analyses et un peu de prospective. À un moment donné, nous faisions état de la misère, de la pauvreté et de la soumission en Afrique. Nous n'en avions pas encore tiré de conclusions, lorsque Bourguiba nous interrompit pour nous prévenir contre des conclusions systématiques que de telles analyses suggèrent. Mieux, il nous mettait en garde contre toute comparaison de la Tunisie avec ces pays, disant que l'Europe constituait notre horizon, « le balcon d'en face », de l'autre côté de la Méditerranée. Il nous demandait de raisonner par comparaison avec l'Italie, la Grèce ou la France. J'ai conservé ce souvenir. Mais la première fois que j'ai eu réellement à prendre la parole devant Bourguiba date de l'année où j'ai été élu secrétaire général de l'UGET. Comme il le faisait généralement avec les responsables de l'UGET, il m'a reçu en compagnie de deux ou trois membres du Bureau exécutif avant la séance de clôture du congrès, pour prendre connaissance des résolutions adoptées et notamment de la résolution de politique générale. Je lui ai lu celle-ci. Il m'a arrêté une première fois sur un passage où nous parlions de la politique économique et de la politique de développement. L'UGET se comportant un peu comme un parlement, nous préconisions, principalement, une « authentique réforme agraire », la limitation de la propriété privée, le partage de terres, la création de coopératives, etc. Il m'a arrêté et s'est écrié : « C'est dramatique ! Voilà des jeunes, des étudiants qui, au lieu de réfléchir sur des problèmes réels et concrets, divaguent et répètent des slogans. Car il s'agit bien de slogans ! Le gouvernement peut-il tirer profit de ce que vous dites et vous écouter ? » Autour de Bourguiba, il y avait Hédi Nouira, gouverneur de la Banque centrale à l'époque, Mohamed Mzali, alors directeur de la jeunesse et des sports, et deux autres personnes, tous de Monastir, où se déroulait l'entretien. Croyant me venir en aide, Mohamed Mzali est intervenu pour déclarer : « Monsieur le Président, il n'y a pas de problème, je connais bien Si Mohamed, il va rectifier ce texte. » J'avais à peine réagi pour dire que je ne pouvais de ma propre initiative modifier une résolution votée par le Congrès, que le président intervint pour aller dans ce sens et dire que ce qui l'intéressait n'était pas le texte d'une résolution mais notre compréhension des problèmes. Il a enchaîné par la suite avec Hédi Nouira pour dire : « Il faut l'aider, il faut élaborer un programme de conférences, leur donner quelques moyens pour les aider à organiser des visites dans les régions. Qu'ils aillent à Gafsa où nous avons distribué des terres aux anciens résistants. Qu'ils aillent voir ce que les bénéficiaires ont fait des terres : ils ont coupé des oliviers pour faire du charbon de bois ! » C'était la réalité.

On dit que Bourguiba était très sensible à l'art de la prise de parole devant un auditoire et qu'il y voyait un critère de sélection des cadres.

Tout à fait. C'était pour lui la condition de base, notamment pour l'exercice des fonctions politiques ou d'autorité. Pour juger de la capacité des futurs cadres en la matière, il aimait les écouter, de préférence à leur

insu (en se faisant remettre un enregistrement de l'un de leur discours) ou en les prenant à l'improviste. Je me souviens d'une autre occasion où j'ai dû plancher à l'improviste sans m'y être préparé. C'était pendant la guerre de Bizerte. La même semaine se tenait à Tunis un séminaire international sur le rôle du mouvement étudiant dans le développement, organisé par l'UGET avec le soutien des deux organisations internationales estudiantines, l'UIE[14] et le COSEC[15], et la participation de grands économistes de l'Ouest comme de l'Est. Il y avait notamment pour la France François Perroux et Gérard de Bernis. Cette rencontre avait débuté avant le déclenchement de la guerre de Bizerte. Elle s'est poursuivie en dépit de celle-ci. Le directeur du parti, Abdelmajid Chaker à l'époque, m'a téléphoné le lendemain de l'ouverture des hostilités pour me reprocher de continuer à débattre dans un colloque sur le développement alors que le pays était en guerre. J'ai cherché à contacter Bourguiba par l'intermédiaire d'Abdallah Farhat, son directeur de cabinet, pour lui dire qu'une éventuelle interruption de la rencontre me paraissait dommageable. Bourguiba m'a demandé de venir assister à la conférence de presse qu'il avait pris l'habitude de tenir quotidiennement à son bureau, à la Kasbah. À la fin de celle-ci, il m'a dit : « Tu as bien fait, poursuis les travaux du colloque. Cela montre au monde que la Tunisie se préoccupe de développement alors qu'on lui fait la guerre. » Je lui ai demandé s'il voulait bien recevoir une délégation des participants ou venir lui-même clôturer les travaux du séminaire. Il choisit de nous recevoir tous à la fin des travaux au palais Essâada de La Marsa, où il résidait. Une fois sur place, Bourguiba m'a engagé à prendre la parole. J'ai dû improviser une allocution où j'ai parlé de tout sauf de la guerre de Bizerte. Lui-même est intervenu durant presque une demi-heure sans aborder véritablement la question de Bizerte. À la fin il m'a retenu pour me dire qu'il avait apprécié mon intervention : « Je suis content de toi, tu as montré que la crise de Bizerte est quelque chose de passager et que ce qui nous intéresse c'est l'avenir. » C'était d'ailleurs ce qu'il venait de déclarer publiquement.

Vous avez été le directeur du parti à plusieurs reprises, de 1964 à 1969 et de 1973 à 1980, au total pendant un peu moins de quinze années. À l'échelle locale et régionale, le parti ne serait-il pas, dans une certaine mesure, l'art d'irriguer des structures préexistantes et d'y parvenir par le canal de notabilités locales ? Pourriez-vous évoquer le fonctionnement du parti dans sa relation avec les clivages régionaux ou locaux et les notabilités locales ?

Oui, je commencerai par une remarque générale. Je ne sais comment vous définissez vous-mêmes Bourguiba et son œuvre d'une façon géné-

14. Union internationale des étudiants, d'obédience soviétique, dont le siège était à Prague.

15. Secrétariat de coordination de la Conférence internationale des étudiants, d'obédience occidentale, dont le siège était à Leiden (Pays-Bas).

rale. Pour ma part, je pense que Bourguiba était un authentique révolutionnaire. En tout cas, son œuvre est une révolution, une révolution sociale et une révolution politique, qui se mesure par des réalisations que nous n'avons pas évoquées ici, telles que l'émancipation de la femme ou l'instruction. Ce que je veux dire, surtout à ce sujet, c'est que cette révolution a été conduite avec les moyens du réformisme, c'est-à-dire en partant de ce qui existait et en essayant de l'améliorer, de le perfectionner et d'introduire des changements. À propos de l'objet de la deuxième partie de votre question, c'est-à-dire à propos des clivages régionaux, je dirais par exemple, que dans la région minière de Gafsa – je le sais par expérience –, il était impossible de garantir la tenue d'un congrès de cellule sans arrangement préalable entre les notables des deux grands clans, les *Bouyahyi* et les *Ouled Abid*. Parfois nous étions obligés de composer, de prendre en compte les clivages locaux et d'amener les intéressés à s'entendre sur la liste à faire élire. Parfois nous y réussissions et d'autres fois non. Mais il ne s'agit là que de cas particuliers. Dans l'ensemble, le parti, même avec tous ses défauts – car il en avait – était un aréopage qui permettait de doubler les structures archaïques, de les ébranler et de les amener à se fondre dans un même moule. Rien n'est parfait évidemment, personne et aucune entreprise ne pouvant être au-dessus de tout soupçon. Mais jamais les Tunisiens, dans toutes leurs composantes, les citadins et les ruraux, les *Beldi* et les *Campagnards*, les bourgeois et les ouvriers, les *Jlass* et les *Hammama*, les *Majer* et les *Frechiches*, les *Mrazig*, les *Ouled Dabbab* et les *Douiret*, les *Touazin* et les *Accaa* aux confins de la Libye, les *Ouled Ayar* et les *Kroumir* aux confins de l'Algérie, n'ont été aussi unis qu'ils ont pu l'être au sein du Néo-Destour. Beaucoup de gens nous reprochent, reprochent à Bourguiba et à son régime d'avoir trop secoué ces structures anciennes. Dans un colloque universitaire tenu récemment sur les tribus, j'ai entendu quelques jeunes chercheurs dire des choses assez intéressantes, mais parfois avec leur fougue ils donnaient l'impression que la tribu était une panacée, une solution à tous les problèmes de la démocratie. Je pense qu'on ne peut pas dire que le parti était un plaquage sur les structures anciennes, sauf dans des cas très particuliers. D'une manière générale le parti constituait un ensemble de structures qui ont permis de regrouper de plus en plus les Tunisiens autour de quelques choix politiques qui venaient compenser, atténuer, les sentiments d'appartenance à une tribu ou à un clan. Je suis conscient qu'il y a beaucoup de choses qui s'apparentent au feu sous la cendre : les micro-régionalismes, des types d'alliance qui posent problème non point parce que ces phénomènes sont particulièrement forts mais parce qu'ils peuvent être une raison de conflits et de divisions. Mais les structures du parti, malgré leurs défauts qui sont plutôt les nôtres et qui tiennent au fait que nous sommes encore dans une phase de construction de cette société étatique, ont permis l'évolution de la société, l'émancipation de la femme, le développement de l'enseignement ; j'ajouterais l'affirmation de plus en plus patente de l'individu, autant de réalisations qui ne pouvaient s'effectuer dans le cadre de structures anciennes.

Indépendamment des caractères archaïques ou non des structures, le parti ne consentait-il pas une marge d'autonomie à la périphérie dans la mesure où son fonctionnement était lié au rôle de notabilités locales ?

Au départ, il y avait beaucoup d'autonomie accordée, comme vous le dites, à la périphérie. Pendant la lutte de libération et les premières années de l'indépendance, le parti était organisé en fédérations suivant des arrangements entre des responsables du parti qui avaient émergé, en raison non point de leur position sociale mais du rôle qu'ils avaient joué dans l'action militante, dans la lutte de libération. Celle-ci leur avait permis de devenir des notabilités même à l'échelon national, alors qu'au départ ils ne comptaient pas, « ils n'étaient rien ». C'étaient des artisans, des épiciers, des fellahs, des ouvriers, de simples manœuvres et évidemment des petits fonctionnaires, des instituteurs, des professeurs, des intellectuels... qui ne venaient pas forcément de la bourgeoisie. Ce n'étaient pas des notables à proprement parler. Ils correspondaient plutôt à une autre notabilité, à l'émergence d'une nouvelle catégorie sociale qu'Abdelkader Zghal a essayé d'analyser et qu'il a fini par appeler « le peuple ». Le tiers-état dans le sens que lui avait donné l'abbé Sieyès lors de la Révolution française. Avec le temps, ces fédérations étaient un peu devenues un facteur de clanisme au contour imprécis, changeant, mais qui n'est pas sans rappeler d'anciens clans. À partir de 1958, Bourguiba s'est senti dans l'obligation de restructurer le parti et de l'ouvrir à ce qu'il allait appeler au Congrès de Sousse en 1959, une « mission constamment renouvelée ». Cela a consisté en fait à reconvertir un mouvement de libération nationale en un parti politique. Ce n'était pas une mince affaire. Cela a impliqué, entre autres, la suppression des fédérations et leur remplacement par de nouvelles structures adaptées au nouveau découpage administratif du territoire, plus centralisées sous la présidence d'un délégué du Bureau politique nommé, avant qu'ils ne fussent remplacés en 1963 par des secrétaires généraux des Comités de coordination. L'objectif visé à travers tout cela était d'amener les structures du parti à s'affirmer à tous les échelons comme un espace politique. Celui-ci peut tenir compte des notabilités, mais dans la mesure où elles s'adaptent à la nouvelle mission du parti. Depuis ces années-là, et jusqu'à 1987, il y a eu beaucoup d'élections et celles-ci étaient organisées de manière à ce qu'il y ait de plus en plus de débats et de véritables choix au sein des structures du parti. Un congrès de cellule était un événement dans une localité et les choses n'étaient pas arrangées d'avance, sauf dans certaines zones très chaudes, comme je viens de le signaler. Dans la région des mines à Gafsa et également à Zarzis, je m'en souviens, il y avait parfois des bagarres en raison des clans. Il s'agissait moins de clans anciens que de nouveaux clans entre personnalités. D'une manière générale, les élections assuraient suffisamment d'autonomie pour l'émergence de compétences, de gens ayant joué un rôle important à l'échelle politique ou sociale, des personnes qui n'étaient pas du tout des notabilités au regard de la puissance de l'argent ou de l'importance de la famille. Ceux qui émergeaient

ne le devaient pas nécessairement à leur appartenance familiale. Très souvent ils étaient choisis en raison de leurs compétences, du fait qu'ils avaient effectué des études, qu'ils avaient assumé des responsabilités et qu'ils s'étaient montrés capables de réussite.

Certains considèrent que le parti est entré dans une phase de déclin et de perte d'autonomie. Avec le recul, ne pensez-vous pas que la période de Ben Salah, de la politique des coopératives, a correspondu à une prise de distance avec ce que vous décrivez comme la formation d'une nouvelle notabilité, l'impulsion d'une dynamique sociale, l'éducation du peuple... ?

Tout cela nécessiterait beaucoup de développements. D'abord, il y a toujours une part de subjectivité dans de telles affirmations. Là où certains voient un déclin, une perte d'autonomie, d'autres y verraient une phase ascendante. Je n'aime pas parler de façon sommaire de la période Ben Salah comme s'il s'agissait de Staline. Certains ne s'en privent pas aujourd'hui alors qu'ils étaient en bonne place aux côtés de Ben Salah. Je pense que la crise réelle des coopératives recouvre une période assez limitée. Cela a commencé le jour où l'on est passé de la période où les coopératives agricoles étaient créées sur la base d'études de rentabilité à l'improvisation, à la généralisation, soit en fait à partir de l'année 1967-1968 et surtout d'octobre 1968 à juillet 1969. C'est à ce moment-là que s'est opéré le décalage. Jusque-là, au contraire, il y avait beaucoup de jeunes qui participaient, qui cotisaient. La décennie 1962-1971 a été évaluée. Les chiffres ont une signification : le taux de croissance du PIB a été en moyenne de 4,6 % par an, à peu près ce que nous réalisons maintenant depuis dix ans. Mais à l'époque les moyens n'étaient pas les mêmes. Il y a eu trop de polémiques. Je pense que la période des années 1960 a été celle de l'infrastructure du développement, avec des projets mais aussi des institutions, une stratégie et une méthode de travail. Et avant tout, la formation des hommes. Beaucoup de cadres – dans le sens général du terme – ont émergé au cours de cette période. J'entends par là non seulement les cadres de l'administration mais aussi les entrepreneurs, ceux qui ont initié le développement touristique et de l'industrie. Mais aussi les cadres politiques. Les jeunes et les étudiants qui ont fait leur premier pas au cours de ces années ont longtemps servi le pays et beaucoup d'entre eux continuent. La crise est venue lorsque d'autres ambitions sont venues se mêler à la politique économique. Ce n'étaient plus des objectifs économiques qui étaient recherchés et qui pesaient sur les choix et les décisions, mais des calculs politiques. En fait, de vaines querelles. Après la maladie de Bourguiba en 1967, on a commencé à penser à l'après-Bourguiba, à la succession. Comme Bourguiba l'avait dit à l'époque, il y a eu un quadrillage économique pour des desseins politiques. Il en est allé ainsi à partir de 1967-1968 et cela a abouti à une impasse parce que la politique économique ne tenait plus compte des règles de l'économie mais répondait à certaines ambitions politiques.

En 1967-1968 vous étiez toujours directeur du parti. Quels étaient vos rapports avec Ahmed Ben Salah ?

J'avais beaucoup de considération pour Ahmed Ben Salah, déjà pour ce qu'il proposait en 1956, bien qu'à l'époque ce fût prématuré. Mais je ne me suis rapproché de lui et lui ne m'a connu personnellement que lorsqu'il a été nommé secrétaire d'État au Plan et aux Finances. J'étais alors secrétaire général de l'UGET. En cette qualité, et au même titre que tous les responsables des organisations nationales, je faisais partie du Conseil supérieur du plan, organisme chargé de suivre l'élaboration des *Perspectives décennales de développement* et le pré-plan triennal. Au fur et à mesure que j'assistais aux réunions de ce conseil, je découvrais les qualités que j'allais apprécier le plus en lui, au cours des longues années que nous avons passées au parti : c'est-à-dire une vive intelligence, cette éloquence toute naturelle qu'il avait et une imagination créatrice, autant de qualités d'un meneur d'hommes. Je crois que nous avons fait ensemble un assez bon travail, surtout en direction des jeunes et des intellectuels... Pendant tout ce temps et je dirais même jusqu'à la fin, nos rapports étaient des plus corrects et des plus cordiaux. Certes, et comme cela arrive pour tous, il nous arrivait de ne pas partager les mêmes appréciations sur certains hommes ou certains faits. Mais à l'exception d'une ou deux fois à la fin de 1966, et à propos de positions que j'avais prises et exposées à Bourguiba sur des questions se rapportant à la réforme commerciale, je n'ai jamais senti qu'il m'en tenait rigueur. D'ailleurs même à cette occasion, et après une franche discussion avec lui, nos rapports étaient restés tout à fait confiants... Du moins jusqu'à la fin de 1968, lorsque éclata ce qui a été appelé « l'affaire Belkhodja », à l'époque directeur général de la Sûreté, et dans la quelle je n'ai pas été moins accusé de comploter contre les coopératives. Une affaire incroyable, une véritable aberration, parce que le poids et la nature des faits invoqués dans cette affaire sont sans aucune mesure avec la gravité de l'accusation. Déjà à l'époque, et surtout avec le recul du temps, cette affaire ne pouvait pas être mieux significative des difficultés que connaissait alors le mouvement coopératif et des remous qui s'en suivaient dans l'opinion. Mais on peut y voir aussi deux de nos péchés mignons. Le premier largement répandu chez les Tunisiens – mais que l'on peut considérer aussi comme le défaut de l'une de leurs qualités, leur grande sensibilité, en l'occurrence, doublée de leur franc parler – consiste en cette propension à l'amplification accompagnée elle aussi d'une spontanéité qui frise la non-retenue. C'est ce que nous avons fait un jour d'octobre au cours d'un déjeuner où nous étions quatre convives chez un ami commun, et où en parlant de tout et de rien et des difficultés du mouvement coopératif, nous nous sommes arrêtés à la façon dont on camouflait le déficit de certaines coopératives agricoles. Le second péché mignon, plus visible quant à lui chez nos élites et aussi bien partagé par elles, réside non pas tant dans leur allergie à la critique que dans la fâcheuse tendance qu'elles ont d'y voir une attaque personnelle. Et comme il n'a jamais manqué autour du

tout-puissant, de zélateurs et d'autant de délateurs pour lui rapporter, bien amplifiée, toute critique se rapportant à sa gestion ou à ses choix, nous nous sommes trouvés deux mois après, début décembre 1968, accusés par Ben Salah, et sans qu'il ait cherché à vérifier auprès de moi ou de quelqu'un d'entre nous la véracité des propos qui nous étaient attribués, de complot contre les coopératives et la politique économique du gouvernement. Cela avait coûté à Belkhodja, en plus de son poste de directeur général de la Sûreté, ainsi qu'à deux de nos amis communs, Ahmed Bennour et Hassen Kacem, trois mois de prison, avant que la Justice n'eût déclaré l'accusation dénuée de tout fondement. Quant à moi, c'est grâce à Bourguiba et à son sens politique que j'ai échappé à la prison et à un traitement encore plus hasardeux, si l'affaire n'avait pas été soumise à la Justice. Conscient du retentissement que l'affaire pourrait avoir dans le pays et à l'étranger si l'on devait dire que le directeur du parti lui-même y était impliqué, Bourguiba s'est avisé de ne pas m'en exclure officiellement. Et plutôt alors que de me faire interroger comme mes trois amis par le secrétaire général du parti, il s'en chargea lui-même. Ce qui me donna l'occasion, après lui avoir confirmé les propos qui m'étaient prêtés personnellement, de soutenir que rien de ce qui avait été dit ne pouvait justifier les graves accusations lancées contre nous. Et qu'en tout état de cause, il ne pouvait être question pour nous, et dans l'État de droit qu'il avait choisi de construire, de répondre de telles accusations que devant la Justice. Et non devant une commission du parti. Pour tout cela je suis resté en titre directeur du parti, mais pendant huit mois j'étais plutôt « au frigo ». Pour revenir à mes rapports avec Ben Salah, je peux vous dire que même pendant cette période ils sont restés des plus corrects, voire cordiaux. Je demeure d'ailleurs convaincu que s'il n'avait pas tenu tête à Bourguiba, une fois avérés les résultats négatifs de sa gestion, et poussé à l'adoption d'une loi pour la généralisation des coopératives, Ben Salah aurait continué à exercer des responsabilités au sein du parti et du gouvernement.

Abordons, si vous le voulez bien, les événements sanglants du 26 janvier 1978. La chronologie et les conditions dans lesquelles les protagonistes en sont arrivés à, l'épreuve de force sont connues : les tensions sociales, le conflit entre Habib Achour et la direction du parti, le limogeage du ministre de l'Intérieur, Tahar Belkhodja, la grève générale, les manifestations et émeutes, la répression avec l'intervention de l'armée. Nous souhaiterions vous entendre sur les modalités du processus de prise de décision, sur les rôles respectifs de Bourguiba, de Hédi Nouira, le Premier ministre, du parti, de la Sûreté... ? Comment de ce point de vue, les choses se sont-elles passées, sans omettre bien sûr l'affaire des milices du parti ?

Il est difficile de répondre brièvement à une telle question. Surtout si je dois, comme vous me le demandez, évoquer le processus de prise de décision, les rôles respectifs qui y reviennent aux principaux protago-

nistes et la façon dont les choses se sont passées de ce point de vue jusqu'à l'épreuve de force. Un raccourci pourrait toutefois m'y aider, mais à la condition de ne pas m'en tenir à la chronologie que vous tenez pour connue. Et qui, permettez-moi de vous le signaler tout de suite, ne correspond pas, sur plus d'un point à la réalité. J'y reviendrai tout à l'heure. Mais pour l'instant laissez-moi d'abord rappeler le cadre institutionnel auquel se réfère le processus de prise de décision et le « qui » a « fait quoi » dans cette dramatique et vaine épreuve de force.

Le raccourci qui m'y aiderait me commande de commencer par le « limogeage » du ministre de l'Intérieur. Car c'est à partir de là que l'on peut entrevoir le tout : le cadre institutionnel, le processus de prise de décision qui lui est propre, les principaux protagonistes, y compris ceux qui ne sont pas cités dans votre question. Je m'attacherai à évoquer le tout aussi brièvement que possible avant de m'arrêter aux deux questions qui concernent la direction du parti : son « conflit avec Habib Achour » et « l'affaire des milices du parti ». Le cadre institutionnel s'éclaire, on ne peut mieux, à travers la question que le Premier ministre s'est avisé de poser au chef de l'État avant de lui exposer son différend avec son ministre de l'Intérieur. Une question dont il faut dire, tout de suite, qu'il n'était pas d'observateurs avertis en Tunisie et surtout de députés qui n'ont pas eu à se la poser après le discours de Belkhodja à l'Assemblée nationale lors du débat sur le budget de son département. Interrogé sur la recrudescence des grèves et des troubles qui agitaient alors le pays, il en a donné une explication diamétralement opposée à celle que le Premier ministre avait exposée quelques jours avant à la même tribune. Alors que celui-ci avait dénoncé le caractère prémédité de cette agitation et le danger qu'elle représentait pour le pays, le ministre de l'Intérieur y voyait des mouvements spontanés imputables à des problèmes sociaux. D'où la question que le Premier ministre eut à poser au chef de l'État, trois jours après que son différend avec le ministre de l'Intérieur fut apparu publiquement, devant l'Assemblée nationale. « Votre gouvernement, devait dire Nouira à Bourguiba, a-t-il une ou deux politiques, Monsieur le Président ? » La réponse de celui-ci fut prompte : « Donnez-moi une feuille, je vous la signerai en blanc, désignez qui vous voulez à l'Intérieur... »

Le différend, en lui-même, nous renvoie à une crise qui durait – rien que sous sa phase aiguë – depuis les premiers jours de septembre 1977. Mais, si on le considère en rapport avec le verdict qui vient d'être rendu et les termes dans lesquels il l'a été, cela nous renvoie à la grande réforme apportée à la Constitution tunisienne en 1975, mais qui a été conçue et appliquée dans son esprit – cela vaut d'être précisé – dès le début de la décennie. Autant dire donc que c'est dans la foulée de la crise de la collectivisation que cette réforme a été conçue. Et que pour en avoir été ainsi, elle s'était préoccupée avant tout de combler la principale lacune que cette crise avait révélée dans la Constitution de 1959 : à savoir qu'une telle dérive a pu se produire dans le pays sans que l'Assemblée nationale eût à réagir... La solution imaginée d'emblée, pour combler cette lacune,

et convenue rapidement entre Bourguiba et la Commission supérieure du parti[16], devait, tout en préservant la caractère présidentiel du régime, facteur de stabilité, rendre possible un meilleur contrôle de l'Assemblée sur l'action du gouvernement. La formule institutionnelle trouvée pour cela, s'inspirant au départ du modèle français[17], consistait à institutionnaliser la fonction de Premier ministre et à déconcentrer à son profit certaines prérogatives du président. Le tout se traduisant par une sorte de dédoublement au sein de l'exécutif, à la faveur duquel le gouvernement, tout en restant responsable devant le chef de l'État, aurait aussi à rendre compte de son action devant l'Assemblée. Et pourrait, le cas échéant, s'exposer à sa sanction. Un nouvel équilibre en fait était ainsi réalisé entre l'exécutif et le législatif, à la faveur duquel le Premier ministre pourrait jouer le rôle de tampon ou de fusible. Mais où il pourrait aussi servir de révélateur d'une crise profonde et déclencher une procédure de défiance au gouvernement, qui, à certaines conditions et au cas où des élections anticipées devaient ramener la même majorité à l'Assemblée, conduire jusqu'à l'*empêchement*. Le premier pas dans toute cette procédure serait une motion de l'Assemblée attirant l'attention du chef de l'État sur son désaccord avec l'action du gouvernement ou de l'un de ses ministres. Ce pas, bien des députés ont pensé que le moment était venu de le franchir avant que Nouira n'ait posé sa question à Bourguiba. Mais le jour même où l'arbitrage a été rendu sur ce différend, la démission de cinq ministres montrait que Belkhodja n'était pas le seul en désaccord avec le Premier ministre. Une crise ministérielle qui a été très vite réglée, mais qui n'était pas sans signification.

Voilà comment, pour quelle raison et en vertu de quel pouvoir a été prise la décision de démettre Tahar Belkhodja de ses fonctions de ministre de l'Intérieur. Par-delà le cadre institutionnel dans lequel cette décision a été prise apparaissent les modalités du processus de prise de décision à son stade final et au niveau le plus élevé de la hiérarchie ; ainsi que les rôles respectifs de Bourguiba et de Nouira à ce stade, tout au moins, de l'évolution du conflit. Apparaissent également, et rien qu'à l'annonce le même jour de la démission des cinq ministres, d'autres tensions d'une tout autre nature que les tensions sociales. Et à travers ces nouvelles tensions, d'autres protagonistes, apparemment en phase avec l'UGTT, mais dont il était difficile de croire qu'ils l'étaient réellement pour des raisons sociales.

16. Organisme désigné par Bourguiba en juin 1970, après la dissolution du Bureau politique, et chargé de préparer la réforme de la constitution et de l'organisation du congrès qui devait l'adopter en octobre 1971. Il était animé notamment alors par Hédi Nouira, en tant que secrétaire général du parti et Ahmed Mestiri en qualité de rapporteur de cette commission. [M.S.]

17. Entre autres consultations à ce sujet, il y a eu celle sollicitée par Béchir Ben Yahmed à Charles Debbasch, auteur par ailleurs d'un livre, tiré de sa thèse de doctorat, sous le titre, La République tunisienne qui est resté longtemps la référence de base dans l'étude du régime politique tunisien. [M.S.]

Pour Bourguiba, disons-le tout de suite, la première fois où il eut à user de ses pouvoirs dans cette crise – et la seule jusqu'au 26 janvier –, ce fut le jour où il a pris parti, comme nous venons de le signaler, pour son Premier ministre. Le 26 janvier, autant le dire dès maintenant aussi, son rôle a consisté, sur proposition toujours de son Premier ministre, à signer le décret proclamant l'état d'urgence. Dans l'intervalle, dès les premiers jours du déclenchement de cette crise et à chacun des multiples rebondissements qu'elle a connues, il s'en est tenu à appeler les différentes parties à assumer leurs responsabilités et à « éviter au pays tout ce qui est de nature à apporter atteinte à sa stabilité, sa cohésion et à son unité »[18]. Mais même sur ce plan, il faut le dire, Bourguiba n'en a pas fait tant. La raison pour cela était son état de santé, devenu depuis une dizaine d'années le principal objet de spéculations du microcosme politique tunisien. Près d'une année en fait avant le déclenchement de cette crise, Bourguiba présenta les signes d'un nouvel accès de ce qui avait été diagnostiqué chez lui par certains de ses médecins traitants, en France et aux États-Unis, comme « une psychose maniaco-dépressive ». Cela lui a valu, comme en 1971, un séjour de plusieurs mois à Genève où il était suivi par l'équipe du professeur Ajuria Guerra. À son retour à Tunis début janvier 1977, il a déclaré à la télévision vouloir – et devoir à la demande de ses médecins – se décharger sur son Premier ministre de toutes ses obligations, y compris ses audiences avec les ministres... Il ne devait pas se conformer longtemps à cette recommandation. Mais il n'en a pas fallu plus pour relancer les spéculations sur la succession. Et attiser d'autant les rivalités et les convoitises, à l'intérieur et un peu autour de nous. Le plus convoité alors, dois-je le préciser ici, était le poste de Premier ministre depuis qu'il avait été institué en faveur de son titulaire – du moment –, déjà en décembre 1969, la succession automatique pour le reste de la législature en cas de vacances du pouvoir à la tête de l'État. Tout aussi convoitée pour le même dessein, et pratiquement elle aussi à partir de la même période, allait être l'UGTT. Cela tenait d'abord, il faut le souligner, au rôle qui a été toujours le sien comme principal partenaire du parti au cours de la lutte de libération, puis et après l'indépendance, son allié incontournable dans l'exercice du pouvoir. Mais ce rôle, jamais l'UGTT n'a eu à le jouer aussi pleinement – et les convoitises sur elle donc n'ont été aussi fortes – que lorsqu'il a été envisagé déjà en 1971, et à la seule initiative de Nouira, d'instituer en sa faveur et dans l'intérêt de tous la politique contractuelle. Une politique qui mérite d'être évoquée ici

18. Hédi Nouira, le 17 septembre 1977, à l'issue d'une audience avec Bourguiba, en compagnie d'Habib Achour et de Tahar Belkhodja. Achour devait déclarer de son côté, à l'issue de la même audience : « Le Président, très ému, nous a fait une déclaration nous invitant à considérer, comme par le passé, l'intérêt supérieur de la Nation en consolidant l'unité nationale. L'UGTT qui a toujours été un organe d'union ne sera jamais un facteur de division pour le pays. L'UGTT, le gouvernement et le Parti œuvreront pour que cesse tout ce qui est de nature à créer ou alimenter le différend qui est nuisible au pays. » [M.S.]

pour les acquis sociaux qu'elle avait valus alors aux travailleurs et qui n'avait pas eu d'équivalent jusque-là, et même après. Elle mérite aussi d'être rappelée ici parce qu'elle était, il ne faut pas l'oublier, objet d'un débat feutré à l'intérieur de l'UGTT, avant de l'avoir été ouvertement au cours de cette crise. Mais cela dit, j'ajouterais quelques mots seulement pour souligner l'avantage qu'elle représentait du seul point de vue qui nous intéresse ici : c'est-à-dire le fait d'associer l'UGTT comme les autres partenaires sociaux au processus de prise de décision sur des questions aussi cruciales que celles touchant à la politique salariale et plus généralement à la redistribution des fruits de la croissance, ainsi qu'aux problèmes de production et d'organisation du travail. Mieux encore, et c'est là qu'apparaît la signification de cette politique, toute décision prise à ce sujet par les différents partenaires en concertation avec l'État, aurait valeur de loi. C'est le « droit conventionnel », dit-on, qui vient compléter le droit légal, apportant généralement des améliorations considérables au droit commun du travail. Autant dire, alors que tous les accords conclus ainsi – il y en a eu cent dix jusque-là, à commencer par la convention collective cadre promulguée en mars 1973 et suivie depuis de trente-neuf conventions sectorielles et soixante-dix statuts d'entreprises publiques – ont compté comme autant de sources de droit et de centres de décision éclatés. Autant dire aussi qu'avec cette politique, et c'est la raison pour laquelle nous étions nombreux à la soutenir avec Nouira, une chance nous était donnée d'approfondir la réforme en cours de la Constitution. De l'inscrire dans une perspective devant conduire progressivement à une réforme de l'État, de sorte que la déconcentration du pouvoir entamée au sein de l'exécutif, serve bien au-delà des limites des deux pouvoirs et profite davantage à la société en y ménageant des espaces de débat et des structures permettant d'associer de plus en plus de Tunisiens à la gestion de la chose publique.

Tous ces rappels, vous voudrez bien m'excuser de les avoir ajoutés après notre entretien, parce que je crois – et je pense utile d'en prévenir le lecteur non averti – que la crise objet de notre discussion était beaucoup plus complexe qu'il ne pouvait paraître à travers l'énoncé, nécessairement bref et évocateur du point de vue adverse, de votre question. Et qu'elle en comportait par-delà sa dimension sociale deux autres au moins, l'une de caractère politique plus en rapport avec la crise de la succession, et l'autre, en rapport avec la crise interne au sein de l'UGTT et le débat auquel n'échappe aucun mouvement syndical sur la politique contractuelle. Il reste un dernier rappel que vous me permettrez d'ajouter aux précédents et qui, lui, me permettra de nuancer l'impression que pourrait avoir le lecteur sur le rôle de Nouira dans cette crise, s'il devait s'en tenir à ce que nous avons dit précédemment à ce sujet. Pour cela, il suffit de rappeler de quelle patience il a pu être – et quelle disponibilité il a pu montrer – aussi bien lorsque les conflits étaient d'ordre social, que lorsque, tout en l'étant ils ont été instrumentalisés à des desseins inavoués et inavouables. Dans le premier cas, c'est-à-dire depuis le début de la

décennie jusqu'à 1977, le nombre de grèves a été multiplié par quinze sans qu'il y ait eu à aucun moment rupture. Dans le second cas, c'est-à-dire depuis le début de septembre jusqu'à l'annonce de la date de la grève générale, et alors que s'accumulaient les volte-face et le reniement de tout engagement pris, le gouvernement était toujours resté disponible, aussi bien que le Bureau politique, à tout arrangement. À deux reprises au moins, après celle déjà évoquée sous l'égide de Bourguiba, la réconciliation a été scellée, avant d'être, sous les prétextes les plus fallacieux, dénoncée unilatéralement. Deux gestes effectués par Hédi Nouira à des moments cruciaux méritent d'être rappelés à cet effet. Le premier, faisant suite à la démission de Habib Achour du Bureau politique, signe s'il en faut d'une volonté délibérée de rupture, a consisté en cette déclaration : « Je regrette la démission de M. Achour. Comme il n'y a pas de contraintes en Tunisie, il est libre de faire ce qu'il veut. Mais, il ne doit jamais y avoir de rupture entre le gouvernement et le syndicat. Le dialogue doit pouvoir continuer et ensemble nous devons trouver un dénominateur commun. » Le second, plus direct et circonstancié, a consisté plutôt en une proposition présentée officiellement par le ministre des Affaires sociales, Mohamed Jomâa, à Habib Achour, lui demandant de renoncer à la grève générale et de s'abstenir donc de l'annoncer, moyennant quoi le gouvernement s'engageait à avancer au 1er février le rendez-vous annuel, dit d'avril, au cours duquel il était procédé traditionnellement à l'ajustement des salaires et à l'examen de toutes autres questions s'inscrivant dans le cadre de la politique contractuelle. Rien n'y fit malheureusement. Le drame n'a pu être évité. Mais à noter que le recours à l'armée et le décret qui l'autorisait, Nouira ne s'y est résolu que tard dans la matinée et lorsque les services de la police n'étaient plus en mesure de faire face aux émeutiers. C'était le jeudi, jour du Conseil des ministres qui commença comme à son habitude à neuf heures, mais devait être levé plus tôt. Entre autres points à l'ordre du jour, il y avait l'examen d'un texte se rapportant à l'ordre des avocats. Il était environ onze heures, lorsque, à la suite d'une communication avec le ministre de l'Intérieur, le docteur Dhaoui Hannablia, resté à son bureau ce jour-là, le Premier ministre leva la réunion après avoir dit : « Il ne peut plus être question maintenant de l'ordre des avocats. L'heure est à l'ordre tout court. »

Venons-en maintenant aux deux questions relatives à ce que vous avez appelé « le conflit entre Habib Achour et la direction du parti » et « l'affaire des milices du parti ». Je vais vous étonner peut-être en vous disant que si j'étais revenu à la direction du parti en 1973, c'était après que Habib Achour, de son propre chef, et sans qu'il m'en ait jamais parlé, fut allé le réclamer à Bourguiba. Il est vrai qu'en 1965, lors d'une précédente crise entre le gouvernement et l'UGTT, nous n'étions pas toujours sur la même longueur d'onde, tel d'ailleurs ne pouvait être le cas pour nous deux. Mais jamais, il y a eu ni de sa part ni de la mienne la moindre mésentente personnelle et encore moins de raisons de nous en vouloir

l'un à l'autre. Il en a toujours été ainsi pour moi en tout cas, même lorsque, pour des raisons que j'ignore, il a semblé croire que j'avais « comploté » contre lui. En quoi avait consisté ce complot ? C'était en 1975. À son retour d'un voyage aux États-Unis, il lui aurait été dit – et écrit même après – qu'en son absence j'avais cherché à l'évincer de l'UGTT, en proposant à Bourguiba de le remplacer par Fahrat Dachraoui. Un professeur d'Université – le mien à l'École normale supérieure – qui a été ministre des Affaires sociales et, à ce titre, avait participé à la mise en œuvre de la politique contractuelle avec notamment l'élaboration de la convention collective cadre... Dans cette affaire, il y a eu une sorte de manipulation et d'imposture à partir de faits réels. Farhat Dachraoui s'est rendu un jour chez Bourguiba – mais je n'étais pas avec lui, je n'étais même pas au courant de ce rendez-vous – pour lui présenter sa thèse de doctorat, qu'il venait de publier. Récemment, Dachraoui a eu lui-même à démentir catégoriquement que je l'aie accompagné chez Bourguiba ou l'aie entretenu un jour à ce sujet. C'est dans *Réalités* qu'il a eu à le faire après la publication du livre de Belkhodja où ce dernier a ressorti cette fausse accusation en opérant une confusion. Pour Belkhodja, cette audience que Bourguiba aurait accordée à Dachraoui en ma présence, aurait eu lieu non pas en 1975 mais en 1977. Ce n'est pas vrai, ni dans la première ni dans la seconde de ces circonstances. Mais l'accusation en son temps, c'est-à-dire en 1975, a fait son effet. La Commission administrative, chauffée à blanc, pouvait dénoncer alors l'intention du parti d'attenter à l'autonomie de l'UGTT et de la mettre sous sa férule. Était-ce à cela que voulait aboutir celui qui a inventé cette affaire ?

Reste l'affaire des milices. L'accusation lancée contre moi à ce sujet est autrement grave ; elle n'en est pas moins fausse. Cela ressort des faits qui, eux, « sont têtus », autant que ce qui a été dit et écrit à ce sujet en son temps. Si vous consultez n'importe quel dictionnaire, vous constaterez que le terme « milice » désigne une force militaire ou paramilitaire. Sur ce qui a été dit à l'époque, nous disposons de la presse. Quoi que l'on pense de la presse tunisienne, celle-ci permet de trouver des traces. Le mot « milices » a été prononcé pour la première fois par Mohamed Masmoudi, fin octobre, début novembre 1977. Le jour même en Tunisie il a été repris en écho par le responsable régional de Sfax de l'UGTT, qui a parlé de « milices » et de gens préparant « une tentative d'assassinat de Habib Achour ». On a même fait état d'une liste de 200 syndicalistes menacés de mort. Tout cela a été publié dans le journal de l'UGTT, *Ech Chaab*, en 1977. Rien n'était aussi faux. Mais comme la technique de la manipulation le commande, c'est toujours à partir d'un faux semblant que l'on en fait toute une montagne. Ce qui a été appelé « tentative d'assassinat » reposait en fait sur « une menace de mort » proférée à dix mille lieues d'Achour – en fait à Sousse, alors que celui-ci se trouvait à Kerkenah – au cours d'un dîner abondamment arrosé, en compagnie de convives à l'identité et la moralité douteuses. Cela devait donner lieu à une semaine de grèves tournantes dans les chefs-lieux de région accom-

pagnées de manifestations violentes. Le tout a été mentionné dans le *Livre blanc* que nous avons publié après les événements de janvier 1978. Je n'ai rien à y ajouter.

Pour ce qui est des « milices » aussi, il n'y en a pas eu au sens de force militaire ou paramilitaire. Mais, pour accréditer l'idée, on partira comme toujours d'un fait sans rapport avec l'accusation. Le fait dans ce cas précis était ce qu'on appelait les « services d'ordre ». Il est vrai que l'Université a été le théâtre d'échauffourées à propos desquelles on a accusé le parti. En réalité, c'est la fédération des dockers qui y est intervenue, envoyée par Habib Achour, alors que je n'étais pas directeur du parti. Achour disait en 1972, les textes existent, que l'UGTT était comme les « gardes rouges » de Mao, qu'elle défendait le gouvernement et le régime.

Comme je l'ai expliqué, il existait un « service d'ordre » du parti dont les membres, fichés par la police, portaient un brassard. Ils intervenaient uniquement lorsqu'il y avait de grandes manifestations dans le pays, comme la visite de chefs d'État, parce qu'il n'y avait pas suffisamment de policiers. En 1978, après le 26 janvier, le ministre de l'Intérieur a déclaré qu'il ne disposait pas d'assez de policiers pour assurer le respect du couvre-feu. Il a demandé que le parti mette des gens à sa disposition. J'ai posé des conditions. En réunion du Bureau politique et du gouvernement, j'ai dit qu'il fallait faire recruter ces jeunes par les responsables régionaux, et qu'une fois recrutés ils devraient toujours être accompagnés d'un agent de police en uniforme.

Plus tard, en 1981, lorsqu'il y a eu un changement de gouvernement suite à la maladie de Nouira, on a fait le procès de la « milice » de Sayah et de ses principaux adjoints à la direction du parti. Qu'avions-nous fait ? Nous avions mobilisé l'opinion, alerté les cellules dans notre presse et dans les meetings pour résister, éviter au pays la déroute, la ruine de l'économie. J'avais dénoncé une tentative de déstabilisation, de destruction, une entreprise subversive pour des buts inavoués qui n'avaient rien à voir avec l'action syndicale et l'intérêt des ouvriers. Une instruction judiciaire a été ouverte à l'encontre de mes collaborateurs et de nombreux militants du Comité de coordination de Tunis. Mes adjoints ont passé six mois en prison. Le juge d'instruction m'a convoqué. J'ai passé des heures devant lui pour répondre à ses questions. Par la suite, pendant six mois, j'ai dû lui répondre par écrit à d'autres questions. Finalement, la Justice a établi que l'accusation relative à l'existence de milices ne reposait sur aucun fondement, qu'il n'y avait rien qui tombait sous le coup de la loi. On dira ce que l'on veut à propos de la Justice. Mais je peux assurer que Bourguiba avait donné des instructions en ma présence pour que des poursuites soient diligentées à l'encontre notamment d'Ameur Ben Aïcha, directeur adjoint du parti, vieux militant et membre du Bureau exécutif de l'UGTT pendant des années jusqu'à ce qu'il fût décidé d'empêcher le cumul des responsabilités au sein du PSD et de l'UGTT.

Pendant un mois, l'hebdomadaire *Er Raï* a invité les personnes qui auraient eu à souffrir des milices à s'exprimer dans ses colonnes.

J'attendais avec intérêt. La seule personne qui s'est présentée a fait état d'une agression en 1972 à Tunis dans le quartier de Jebel Lahmar, sans être en mesure de dire qui étaient ses agresseurs.

L'accusation de prétendues « milices » a servi les visées non pas de l'UGTT, mais d'un clan en dehors de l'UGTT qui cherchait à s'en servir et l'a entraînée dans des sordides querelles et une épreuve qui fut la plus douloureuse que notre génération ait eu à vivre. Mais il n'est pas de pays industrialisé qui n'en a pas connu dans son histoire. Espérons et travaillons pour que notre pays et notre peuple comptent parmi ceux qui ont su tirer les enseignements nécessaires d'une telle épreuve. Le fait que l'UGTT a confirmé son attachement à la politique contractuelle ne peut pas être de meilleur présage pour de nouvelles avancées dans le sens de la modernité.

Pour achever cet entretien, abordons la question du mouvement islamiste. À quel moment précis le parti, dont vous étiez le responsable, a-t-il commencé à prendre conscience de ce que l'on a appelé plus tard « le danger » ou « la menace islamiste » ?

Les premières indications sont venues des cellules en 1979, signalant la présence dans les mosquées, les entreprises, d'éléments, souvent des jeunes, se réclamant de l'islam et il apparaissait qu'ils étaient organisés sous le commandement d'un émir. On peut trouver trace de cela dans les journaux. J'ai fait procéder à des discussions au sein de commissions pour analyser le phénomène et sa signification. Je me suis mis à relire des livres sur les sectes. Ma première réaction a été de traiter de cette question dans le bulletin hebdomadaire d'information adressé aux chefs de cellules et consacré aux affaires débattues dans le cadre du Bureau politique et du gouvernement. Je me souviens d'avoir consacré cinq ou six numéros de ce bulletin à l'analyse du mouvement islamiste.

Quel terme utilisiez-vous pour dénommer ce mouvement ?

« Khouanji ». Le terme en lui-même est d'origine égyptienne. Je suis l'un de ceux qui ont vulgarisé cette dénomination. En effet, elle a une connotation péjorative et fait sens par rapport à des querelles sur l'usage de l'islam auxquelles le parti avait été mêlé dès ses débuts dans les années 1930.

J'ai donc pris en compte le mouvement intégriste dès 1979. Par la suite, on m'a accusé d'avoir favorisé les islamistes. J'aurais ainsi cherché à contrecarrer les communistes, les marxistes, les gauchistes à l'Université auxquels le parti ne serait plus parvenu à faire face.

Nous avons discuté de ce mouvement au Bureau politique. Certains de mes amis me reprochaient d'en faire trop. Dans les comités de cellules, des gens considéraient que nous nous étions écartés de la voie de la religion. Des signes sont apparus et des appels au retour à l'islam dès le début des années 1970. Mais les islamistes n'ont commencé réellement à

se faire remarquer qu'en 1981 après, ne l'oublions pas, la victoire de Khomeini. Personnellement, je n'ai pas eu à m'en occuper beaucoup parce que depuis 1980 j'ai été appelé à exercer d'autres fonctions : j'avais été nommé ministre de l'Équipement. Il est vrai que j'étais toujours membre du Bureau politique, où nous n'en parlions pas beaucoup. À un moment donné, Mohamed Mzali, Premier ministre et secrétaire général du parti, a commencé à faire l'éloge des dirigeants de ce mouvement. J'en ai été choqué. Je me souviens qu'en 1985 j'ai fait observer que si nous continuions à nous taire nous irions au-devant de surprises. Et que tout ce qui avait été construit risquerait d'être mis en cause.

Votre intervention date donc de l'époque où Mohamed Mzali a reçu Rached Ghannouchi ?

Oui, quand il a reçu Ghannouchi et Mourou. Je ne critiquais pas Mzali pour cela. Il avait le droit de les recevoir. Pour moi, le problème était les manifestations. J'ai dénoncé ces manifestations non pas du mouvement lui-même mais de la périphérie, ces municipalités qui se relayaient chaque jour pour la sauvegarde du Coran. Car il y avait cette « Association pour la sauvegarde du Coran.

Quand l'Association pour la sauvegarde du Coran a-t-elle été créée ?

Elle a été créée en 1971, je crois. À l'époque j'étais représentant de la Tunisie auprès de organisations des Nations unies à Genève. Je suis venu à Tunis parce que Bourguiba m'avait désigné comme membre de la Commission supérieure chargée de préparer le congrès du parti. À la télévision, j'ai vu le directeur du parti, qui était alors Mohamed Ben Amara, un grand ami, présider la séance d'ouverture du congrès de l'Association pour la sauvegarde du Coran. Le lendemain, je lui ai dit sur le ton de la plaisanterie : « Je vais créer une autre association, l'association de la sauvegarde de la Tunisie. Ce n'est pas le Coran mais la Tunisie qui est en jeu. » La vérité c'est que personne d'entre nous ne voyait clairement la portée de ce mouvement. L'utilisation de l'islam à des fins politiques n'était pas encore évidente. Ce qui était plutôt visible et choquant même à mes yeux, c'était la tendance chez certains à afficher leur ferveur religieuse. Cela ressemblait, à une époque, à de la tartufferie et chez d'autres il y avait un besoin d'apparaître et une soif de considération.

Entre avril 1980 et novembre 1987, j'ai dirigé le ministère de l'Équipement puis celui de l'Éducation nationale. Je siégeais au Bureau politique mais généralement nous n'y disposions pas d'information sur le mouvement islamiste, si ce n'est en une seule occasion grâce à une documentation émanant du ministère de l'Intérieur. Lorsque, en mai 1987, j'ai été nommé ministre de l'Éducation nationale j'ai pu mesurer l'ampleur du phénomène. À quelques exceptions près, toutes les facultés et les établissements d'enseignement supérieur étaient en grève. Dès ma nomination et profitant du week-end, j'ai pu m'entretenir avec des professeurs

et des doyens. Ils ont attiré mon attention sur le problème des « cartouchards » : les étudiants ne pouvaient se présenter à un même examen que quatre fois, ils ne disposaient que de quatre « cartouches ». Cette réglementation rencontrait l'opposition des étudiants et entretenait une agitation qui paralysait l'Université. Après cette réunion, j'ai pris la décision de permettre aux étudiants ayant épuisé leurs « cartouches », de se présenter aux examens en qualité de candidats libres. J'ai annoncé cette décision le jour même de ma prise officielle de fonctions. Il s'en est résulté un soulagement parmi les étudiants et en deux ou trois jours les cours ont repris dans pratiquement tous les établissements universitaires. Nous avons retardé la date des examens mais l'année universitaire n'a pas été une année blanche. J'ai acquis la conviction que le mouvement intégriste ne pouvait se développer que dans la mesure où il existait des problèmes d'ordre social ou psychologique. J'ai pris conscience que l'Université n'était plus suffisamment outillée tant sur le plan des locaux que sur celui du personnel enseignant. Avec mes deux collègues secrétaires d'État, Abdelkader Mehiri pour l'Enseignement supérieur et Hédi Khelil pour l'Enseignement secondaire, avec les doyens et quelques amis universitaires, dont notamment le docteur Abdelaziz Gachem, Mohamed Charfi et Bechir Tekari, nous avons engagé une réflexion pour élaborer une loi d'orientation du système éducatif, qui a été reprise par la suite. La place de la langue française était également en jeu dans cette réforme. Bourguiba, en effet, m'avait dit : « Je t'ai nommé à l'Éducation nationale pour que tu corriges ce que Mohamed Mzali a fait. Pendant dix ans, il a marginalisé le français. Or c'est grâce à la langue française que nous avons eu accès à la science. Grâce à elle, nous avons rencontré Montesquieu. Sans Montesquieu ce régime perdrait sa légitimité. » Un autre problème urgent s'est posé à moi et à mes collègues : le port du voile, officiellement prohibé par une vieille circulaire mais qui restait assez répandu chez les élèves et même chez bon nombre d'enseignantes. Après réflexion, nous avons opté pour une solution qui ne parle pas expressément du voile, mais qui l'a totalement exclu de l'école tunisienne. Cela a consisté à demander à chaque établissement de se choisir un uniforme et d'exiger de tous les élèves de toutes conditions sociales, et quelles que soient leurs opinions, de le porter en signe de respect de l'école et d'égalité. La circulaire qui leur a été adressée dans ce sens leur recommandait d'inviter tous les parents d'élèves et d'en convenir avec eux. Cela a bien fonctionné.

Par la suite, en septembre et octobre, j'ai perçu une nouvelle mobilisation. Mais le mouvement intégriste ne cherchait plus alors à se nourrir des problèmes sociaux ou des sujets de mécontentement. Il passait à l'action violente. C'était le terrorisme...

Index

A

Abassi (Driss), 153.
Abbas (Ferhat), 80, 432.
Abd Al Raziq (Ali), 98, 99.
Abd el-Krim, 21, 227, 413, 436, 441, 442.
Abdal-Gawwad (Gamal), 511, 513.
Abdallah-Pretceille (Martine), 464.
Abdal-Rahmân (As'ad), 512.
Abdelhaq (Mohamed), 348, 353.
Abdelkader (Nasreddine, Émir), 433.
Abdelkafi (Jellal), 96, 197, 139-150.
Abdelkafi (Mohamed), 494.
Abdesselem (Ahmed), 115, 610.
Abdesselem (Mohamed), 614.
Abdesselem (Mustapha), 318, 612.
Abdouh (Mohamed), 10, 43, 44, 45, 67, 71, 72, 75, 88.
Abélès (Marc), 176, 286.
Abou Zayd (Nasr Hamed), 45.
Abuhafa (Abid), 442.
Acheson (Dean), 434.
Achour (Habib), 215, 233, 234, 235, 264, 364, 367, 485, 574, 575, 576, 600, 633, 634, 638, 639, 640.
Ackerman (Bruce), 212.
Afghani (Jamaleddine), 43, 44, 49, 59, 67, 71.
Ahmed Bey, 11, 414.
Aït-Chaalal Amine, 445-454.
Akram Ellyas, 446.
Al Ahnaf (M.), 219.
Al Husseini (Mohamed Amine), 117, 254.
Al Zamzami (Abdal-Majid), 516.
Al Assad (Hafez), 151.
Al-Ashmawy (Mohamed S.), 76.
Albera (Dionigi), 151.
Alexander (Christopher), 224.
Al-Farabi (Abou Nasr Mohamed), 51.
Allagui (Abdelkrim), 113-124.
Allard (René), 477.
Alling (Paul), 414.
Almond (Gabriel A.), 14.
Al-Nahas (Mustapha), 517.
Al-Saïd (Nûri), 508.
Al-Sirfi (Mounir), 516.
Amamou (Mohamed), 565, 613, 614.
Aman (amiral), 588.
Amara (Mohamed), 66.
Amira (Tahar), 605.
Ammar (Habib), 186, 189.
Amor (Abdelfattah), 210.
Amrani (Fadila), 183, 186.
Amrouche (Jean), 478.
Apter (David E.), 15, 183
Apulée, 115.
Arafat (Yasser), 196, 258, 471.
Arkoun (Mohamed), 76.
Artigue (Pierre), 443.
Arvieux (Laurent d'), 214.
Atatürk, Voir Kemal (Mustapha)
Attia (Habib), 624.
Attwood (D. W.), 132.
Aubenas (Florence), 402.
Auda (Jihâd), 508, 510.
Austin (John Langshaw), 274.
Averroès, 41.
Avicenne, 41.
Ayachi (Mokhtar), 34, 331.
Ayadi (Taoufik), 113.

Ayari (Hachemi), 337.
Ayari (Moktar), 23.
Azouna (Jalloul), 218.
Azri (Tahsine), 430.

B

Babadji (Ramdane), 92.
Baccouche (Hédi), 186, 589, 591, 592.
Bach Hamba (Ali), 71, 113, 606.
Bachrouch (Taoufik), 214.
Bacon (Francis), 159.
Baczko (Bronislaw), 160.
Badie (Bertrand), 14, 385.
Baduel (Pierre Robert), 115.
Bahri (Hajer), 186, 336.
Bakalti (Souad), 335.
Bakir (Abdelwaheb), 610.
Balandier (Georges), 75, 286.
Balta (Paul), 447, 465.
Baouendi (cheikh), 260.
Barak (Ehoud), 195.
Baraket (Fayçal), 403.
Barbie (Klaus), 415.
Barbier (Maurice), 447.
Barreau (Hervé), 154.
Barrouch (André), 123.
Barrouch (Jules), 122.
Barrouhi (Abdelaziz), 196, 199, 208.
Bartosek (Karel), 372, 373, 378, 531.
Barzali (cheikh), 66.
Baschet (Jérôme), 297.
Basfao (Kacem), 446.
Baubérot (Jean), 82.
Baviskar (B. S.), 132.
Bayart (Jean-François), 220.
Bayram (Hamida), 85.
Bayrem (Mohamed), 59.
Beau (Nicolas), 201, 205, 208.
Beaugé (Florence), 205, 208, 402.
Beck (Carl), 182.
Becker (Jean-Jacques), 527.
Beguin (François), 141.
Béji (Hélé), 15, 36, 143, 145.
Bel Hadj Ammar (Ferjani), 215.
Belhadj Amor (Mohamed), 218, 236, 241, 342, 344, 346, 355.
Belaïd (Habib), 325-340.
Belaïd (Sadok), 116.
Bélanger (Alain J.), 287.
Belhaj (Mohamed Salah), 618.
Belhaouane (Ali), 315, 606.
Belhassen (Souhayr), 28, 86, 103, 107, 249, 285, 325, 358, 359, 361, 391-405, 415, 427, 429, 446.
Belkhodja (Hassan), 551, 563, 582.
Belkhodja (Tahar), 153, 164, 165, 194, 198, 199, 208, 318, 342, 347, 364, 368, 369, 370, 514, 524, 526, 531, 563-576, 595, 596, 597, 598, 613, 614, 624, 625, 626, 632, 633, 634, 635, 636, 639.
Belkhodja-Rebaï (Asma), 336.
Bellagha (Béchir), 367.
Bellalouna (Rachid), 541.
Bellin (Eva), 218, 224.
Ben Abdallah (Brahim), 314.
Ben Achour (Amel), 346.
Ben Achour (Fadhel), 89, 563, 616.
Ben Achour (Rafaâ), 80, 183, 186, 211, 217.
Ben Achour (Sana), 75, 106, 113.
Ben Achour (Tahar), 71, 85, 315.
Ben Achour (Yadh), 58, 75, 76, 83, 152, 210, 212, 296.
Ben Ahmed (Zouhair), 346, 350.
Ben Aïcha (Ameur), 640.
Ben Ali (Hussein), 222.
Ben Ali (Zine El-Abidine), 50, 112, 149, 169, 170, 172, 177, 179, 181, 185, 186, 190, 193, 194, 200, 201, 202, 205, 206, 215, 217, 223, 224, 225, 226, 237, 238-247, 323, 348, 352, 353, 357, 386, 388, 391, 392, 393, 398, 399, 401, 403, 404, 503, 524, 527.

Ben Amara (Mohamed), 642.
Ben Ammar (Hassib), 142, 214, 345, 346, 352, 363, 364, 365, 367, 594, 624.
Ben Ammar (Tahar), 317, 362, 550, 558, 582.
Ben Badis (Abdelhamid), 85.
Ben Barka (Mehdi), 500, 536.
Ben Baz (Abdelaziz), 54, 55, 56, 57.
Ben Bella (Ahmed), 257, 467.
Ben Brik (Taoufik), 402.
Ben Cheikh (Habib), 551.
Ben Daiya (Asma Nouira), 219.
Ben Dhiaf (Issa), 185, 342, 496.
Ben Fadhel (Riadh), 401, 402.
Ben Ghedhahem (Ali), 148, 162.
Ben Hamida (Fethi), 612.
Ben Hamidane (Selim), 372.
Ben Hammed (Ridha), 211.
Ben Jaafar (Mustapha), 218, 348, 537, 579.
Ben Jaafar (Naceur), 579.
Ben Jennet (Mohamed), 321, 539, 595, 598.
Ben Khader (Noureddine), 524, 528, 531, 533-548.
Ben Miled (Ahmed), 22, 330, 336.
Ben Miled (Mahjoub), 515, 610.
Ben Miled (Nabiha), 335.
Ben Miled (Zohra), 104.
Ben Mrad (Béchira), 104, 335.
Ben Mustapha (Hédi), 121.
Ben Osman (Lassaad), 367.
Ben Othman (Ahmed), 397.
Ben Salah (Ahmed), 94, 97, 125, 106, 176, 200, 207, 210, 212, 218, 230, 231, 232, 234, 236, 239, 258, 262, 263, 278, 291, 302, 318, 321, 322, 336, 344, 350, 354, 355, 357, 362, 363, 367, 370, 392, 397, 450, 500, 511, 537, 550, 556, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 571, 578, 585, 589, 590, 591, 592, 593, 596, 597, 606, 613, 631, 632, 633.
Ben Salah (Hafedh), 90, 123.
Ben Salem (Hamadi), 336.
Ben Slimane (Slimane), 255, 257, 315, 416.
Ben Smaïl (Mohamed), 524, 542, 549-562, 565, 578.
Ben Yahia (Habib), 247.
Ben Yahmed (Béchir), 123, 550, 551, 552, 554, 555, 559, 560, 561, 565, 578, 635.
Ben Youssef (Mohamed), 412.
Ben Youssef (Salah), 11, 32, 86, 105, 153, 174, 176, 178, 230, 235, 215, 252, 255, 256, 260, 278, 315, 316, 331, 332, 336, 339, 350, 361, 362, 376, 377, 392, 395, 396, 422, 432, 455, 483, 487, 494, 499, 505, 533, 552, 553, 554, 558, 559, 564, 581, 582, 583, 584, 587, 607, 615, 616, 626.
Benattar (C.), 106.
Benattia (El Hadi Adib), 127, 128, 134.
Bendana (Kmar), 336.
Bendix (Reinhard), 180.
Bendjedid (Chadli), 447.
Bendourou (Omar), 493-504.
Bennouna Mehdi, 442.
Bennour (Ahmed), 201, 599.
Benoist Méchin (Jacques), 42.
Bensedrine (Sihem), 242, 404.
Berle (A.), 426.
Bernard (François de), 464.
Bernis (Gérard de), 567, 628.
Berque (J.), 21, 26, 30, 130, 213.
Berramdane (Abdelkhaled), 447.
Bersot (M.), 253.
Bertin (André), 219.
Bessis (Albert), 121, 123.
Bessis (Juliette), 33, 416, 417, 424, 427, 249-268.
Bessis (Sophie), 28, 86, 95, 101-112, 200, 219, 249, 285, 325, 358, 359, 361, 381, 392, 415, 427, 429, 446.

Bey (Fayçal), 222.
Biad (Abdelwahab), 208.
Bidault (Georges), 437.
Blachère (Régis), 610.
Black (M.), 436.
Bleuchot (Hervé), 98.
Blondel (Jean), 169.
Blum (Léon), 279, 435, 436.
Bontems (Claude), 69.
Borrmans (Maurice), 73.
Bou Aziz (Mohamed Salah), 609.
Bouarrouj (Nouredine), 578, 579, 620.
Boucetta (M'hamed), 498, 500.
Bouderbala (Néjib), 76.
Bouguerra (Abdeljalil), 122.
Boularès (Habib), 249, 526, 556, 557, 559, 594.
Boulehya (Ismaël), 218.
Boumédiène (Houari), 258, 263, 447, 467.
Bouraoui (Abdelaziz), 367.
Bouraoui (Soukaïna), 382, 383.
Bourdieu (Pierre), 173.
Bourgès-Maunoury (Maurice), 447.
Bourguiba (Fatouma), 102.
Bourguiba (Habib), en raison du nombre très élevé d'occurrences, les renvois de pages n'ont pas été référencés.
Bourguiba (M'hamed), 330.
Bourguiba (Mahmoud), 330.
Bourguiba (Mathilde, Moufida), 580.
Bourguiba Jr (Habib, alias Bibi), 198, 364, 448, 484, 485, 486, 556, 557, 578, 581, 588.
Bourguiba-Ben Ammar (Wassila), 104, 199, 236, 237, 257, 263, 266, 380, 449, 506, 567, 599, 600.
Bouyahia (Chedly), 610.
Bouzgarou (Chedlia), 104.
Brami (Norbert), 122.
Bras (Jean-Philippe), 295-309.
Brauch (Hans Günter), 202, 208.
Braud (Philippe), 172, 173, 288, 378.
Braudel (Fernand), 140.
Brondino (Michèle), 451, 463-474.
Brouillet (René), 439.
Brown (Irwing), 425.
Brown (Leon Carl), 130, 173, 190, 194, 208, 215, 224, 255, 326, 407-428, 445.
Buchalet (Victor), 478.
Burgat (François), 96, 371, 372, 380, 385, 388.
Burgière (Henri), 326.

C

Cacoub (Olivier, Clément), 139, 146.
Caffery (Jefferson), 436, 437, 440.
Caïd Essebsi (Béji), 72, 73, 198, 214, 342, 346, 347, 363, 452, 464, 524, 531, 577-602.
Camau (Michel), 9-17, 31, 32, 58, 91, 94, 142, 152, 162, 166, 169-191, 193, 198, 213, 214, 215, 218, 219, 220, 223, 296, 334, 336, 337, 342, 371, 378, 379, 381, 382, 407, 446, 511, 514, 523-532, 533, 549, 563, 577, 603.
Camus (Albert), 614.
Cassarino (Jean-Pierre), 189.
César, 215.
Chaban-Delmas (Jacques), 478.
Chabbi (Aboulkacem), 22, 26, 27.
Chabert (Jean-Paul), 543.
Chagrouche (Tahar), 318.
Chaker (Abdelmajid), 318, 336, 589, 611, 612, 615, 626, 628.
Chakroun (Mohamed), 585.
Challaye (Félicien), 327.
Chalmers (Douglas A.), 217.
Chammari (Khemaïs), 535, 538, 617.

Charfi (Abdelmajid), 99.
Charfi (Mohamed), 75, 99, 239, 323, 528, 535, 538, 542, 543, 620, 643.
Charfi (Mounir), 318.
Chastel (André), 144.
Chatti (Habib), 215.
Chaussinand-Nogaret (Guy), 326.
Chawki (Ahmed), 329.
Chebbi (Belgacem), 618.
Chebbi (Nejib), 348, 355.
Chechia (Amor), 591.
Cheddadi (Abdesselam), 155.
Chehata (Chafik), 76.
Chekrouni (Nezha), 501.
Chelbi (Hind), 379, 380, 574.
Chelhod (Joseph), 76.
Chenik (Mohamed), 331, 587, 607, 616.
Chenoufi (Moncef), 427.
Chérif (Abdallah), 133.
Cherif (Ezzedine), 360.
Cherif (Khadija), 360.
Chérif (Mohamed Hédi), 58, 88, 136.
Cherif-Chammari (Alya), 393, 397.
Cheteoui (Ali), 609.
Chekir (Hafidha), 219.
Chikh (Slimane), 448.
Chirac (Jacques), 404.
Chouchane (Abdelaziz), 613.
Chouchane (Abdelhamid), 613.
Chouikha (Larbi), 342, 341-356.
Choukeiri (Mohamed), 495.
Chourou (Béchir), 202.
Chraïti (Lazhar), 257.
Chtourou (Ahmed), 611.
Churchill (Winston), 409, 410.
Claisse (Alain), 446.
Cohen (Bernard), 199, 208, 285.
Cohen (Robert), 472.
Coleman (James S.), 14.
Collet (Jean), 290.
Comolli (Jean-Louis), 287.
Comte (Auguste), 581.
Conac (Gérard), 446.
Condorcet (Jean-Antoine-Nicolas de Caritat, marquis de), 159, 160.
Conoscenti (Michelangelo), 472.
Coon (Carleton), 413.
Courcel (Geoffroy de), 485.
Courdesses (Lucie), 279.
Couve de Murville (Maurice), 480, 484, 485, 486, 490.
Cutler (Walter), 407, 434.

D

Da Silva (Pablo), 219.
Dachraoui (Farhat), 157, 610, 639.
Dadone (Ugo), 253.
Dahan (Jacques), 123.
Dandler (Jorge), 132.
Darlan (Philippe), 410, 411.
Dassault (Marcel), 477.
David (Charles-Philippe), 446.
David (John), 447.
De Gaulle (Charles), 11, 172, 173, 177, 256, 408, 409, 410, 411, 422, 423, 458, 459, 463, 478, 479, 480, 481, 484, 485, 486, 487, 489, 490, 509, 559, 565, 587, 588.
Debbasch (Charles), 524, 635.
Debray (Régis), 92.
Debré (Michel), 480, 485.
Delaporte (Murielle), 446.
Dellagi (Moncef), 127, 421, 428.
Delmet (Christian.), 98.
Deprez (Jean), 89.
Desanti (Pierre), 130.
Despois (Georges), 538.
Dhaleb (Saad), 479.
Dhifallah (Mohamed), 330, 313-324.
Dhouadi (Aicha), 372.
Dia (Mamadou), 566.
Diamond (Larry), 15.
Djaït (Abdelaziz), 62, 71, 88-89, 106, 383.

Djaït (Hichem), 75.
Djémaïel (Taïeb), 330.
Djrad (Ali), 22.
Dobry (Michel), 186, 187.
Dogui (Slimane), 613.
Domenach (Jean-Marie), 276.
Donlop (Richard), 413, 428.
Donovan (William), 413.
Doolittle (Hooker), 255, 407, 408, 410, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 424, 425, 426, 445.
Driss (Rachid), 367, 430, 583.
Driss (Ridha), 372, 376.
Droz (Bernard), 448.
Dubray (Gérald), 182.
Dumont (René), 320, 538.
Durel (Joaquim), 103, 327.
Duval (Raymond), 439.
Duvignaud (Jean), 36.

E

Easterman (Alex), 114, 121.
Eddy (William), 412, 413.
Edelman (Murray), 170, 171, 172.
Eisenhower (Dwight David), 422, 448, 489.
El Annabi (Mohamed Ali), 330.
El Fassi (Allal), 413, 436, 441, 442, 498, 499, 500.
El Fikh (Lassad), 434.
El Gharbi (Brahim), 337.
El Ghoul (Yahia), 116.
El Hella (Abderrahmane), 338.
El Hendili (Taher), 127.
El Kaabi (Khemaïs), 249.
El Mechat (Samya), 428.
El Oumi (Saida), 346.
El Quardawi (Youssef), 56, 57.
El Shakankiri (Mohamed), 76.
Ellis (Stephen), 220.
Ély (Paul), 477.
Ennacer (Mohamed), 613.
Ennaïfer (Hamida), 99, 345.
Ennaïfer (Mohamed Salah), 260.
Entelis (John P.), 223-247.
Es Senoussi (Idriss), 431.
Essaegh (Abdelhamid), 66.
Essafi (Zouhair), 624.
Essnoussi (Mohamed), 106.
Esteva (Jean-Pierre), 579.
Étienne (Bruno), 495.
Eveno (Patrick), 448.

F

Fahmy (Mansour), 76.
Fakhfakh (Mokhtar), 613.
Fanon (Frantz), 33.
Farag (Iman), 505-520.
Farès (Jellouli), 213, 215.
Farhat (Abdallah), 215, 364, 486.
Farhat (Sallah), 114.
Farouk (roi), 443, 514, 559.
Faure (Edgar), 514.
Fayçal (roi), 260, 495.
Ferchiou (Sophie), 88, 136.
Ferhat (Abdallah), 555, 585, 592, 628.
Ferjani (Sayyed), 372, 386.
Fichet (Alexandre), 327.
Fillali Al Ansari (Abdou), 98.
Finidori (Jean-Paul), 23.
Fleron (Frederic J.), 182.
Flory (Maurice), 495.
Fontenelle (Bernard Le Bovier de), 159.
Foucault (Michel), 219.
Frank (Robert), 372, 374, 377, 523, 526, 527, 529, 530, 531.
Frégosi (Franck), 53, 79-99, 219.
Froberville (Martine de), 447.
Funk (Arthur), 428.

G

Gachem (Abdelaziz), 643.
Gafsia (Nawel), 53, 63, 64, 69-78.

Gagnon (Gabriel), 132.
Gaillard (Félix), 478.
Galilée, 41.
Garas (Félix), 174.
Gardner (Howard), 172.
Geertz (Clifford), 172.
Geisser (Vincent), 9-17, 151, 169, 173, 178, 179, 181, 182, 184, 187, 371-389, 393, 399, 523-532, 533, 549, 563, 577, 603.
Gellner (Ernest), 89, 91, 141, 144, 175, 219.
Ghalioun (Burhan), 36.
Ghallab (Abdelkrim), 498, 499.
Ghambgui (Mohamed), 372, 373, 378.
Ghannouchi (Mohamed), 247.
Ghannouchi (Rached), 57, 206, 238, 239, 240, 242, 265, 267, 345, 372, 374, 376, 382, 386, 387, 388, 389, 398, 399, 529, 531, 642.
Gherairi (Ghazi), 210.
Ghodbani (Hassan), 235.
Gnaoui (Belgacem), 393.
Gobe (Éric), 189, 338.
Goethe (Johann Wolfgang von), 51.
Goldman (Nahum), 121.
Gorse (Georges), 480, 486, 491.
Got (Maurice), 610.
Grabar (Oleg), 144.
Grami (Amel), 55.
Gramsci (Antonio), 465.
Granai (Georges), 143.
Grawitz (Madeleine), 182, 210.
Grimaud (Nicole), 199, 208, 447, 449, 483-521.
Guellaty (Hassen), 113.
Guerra (Ajuria), 636.
Guiga (Bahri), 314, 330.
Guiga (Driss), 236, 237, 266, 585, 586, 600, 601.
Gun (Nerim), 435.
Guy (Raphaël), 146.

H

Hached (Ferhat), 128, 176, 255, 431, 582, 611.
Hachiche (Abdelwahab), 428.
Haddad (Charles), 114, 120, 121.
Haddad (Tahar), 21-27, 44, 72, 75, 95, 104, 106, 326.
Haddad Radhia, 336.
Hajji (Lotfi), 53-67.
Hallaq (Waël B.), 70.
Hamdane (Mohamed), 289.
Hammoudi (Abdellah), 198, 206, 208, 561.
Hamrouni (Chokri), 371-389, 524, 527, 529.
Hamza (Hassine Raouf), 49, 358, 361, 417, 428.
Hamzaoui (Salah), 401.
Hani (Abdelwahab), 372.
Hannablia (Dhaoui), 638.
Hannibal, 164, 249.
Harbi (Mohamed), 29, 476, 536.
Harmel (Mohamed), 344, 353, 579.
Haroun Al Rachid, 154.
Hartog (François), 297.
Hassan II (roi), 447, 478, 494, 495, 496.
Hauteclocque (Jean de), 128.
Hedrick (Smith), 447.
Hegel (Georg Wilhelm-Friederich), 10, 51, 215, 221.
Hélin (Élise), 338.
Hendenson (Larry), 434.
Henry Jean-Robert, 440.
Hermassi (Mohamed Elbaki), 183, 215, 345, 371, 384, 398.
Hermet (Guy), 210.
Herriot (Edouard), 359.
Hervieu-Léger (Danièle), 176.
Heumann (Jean-Bernard), 348, 353.
Heykal (Mohamed H.), 61, 507.
Hibou (Béatrice), 189, 220.
Hobsbawm (Eric J.), 9.
Hodges (Tony), 447.

Hoodboy (Pervez), 45.
Hoover (Herbert), 523.
Hopkins (Nicholas), 125-138
Hopwood (Derek), 98, 428.
Horchani (Ferhat), 445.
Horne (Alistair), 448.
Houissa (Selma), 123.
Houphouët-Boigny (Félix), 566, 623.
Hourani (Albert), 460.
Hourani (Cecil), 424, 428, 434, 486.
Hunt (Pierre), 524, 526.
Huntington (Samuel P.), 183, 473.
Hussein (Saddam), 240.
Hussein de Jordanie (roi), 507.

I

Ibn Abi Dhiaf (Ahmed), 42, 44, 59, 115.
Ibn Ali Dinar, 115.
Ibn Arafa, 66.
Ibn Elfourat (Assad), 66.
Ibn Khaldoun, 26, 49, 155.
Ibn Naji, 66.
Ibn Zaïd, 66.
Ibrahim (Abdallah), 500.
Idriss (cheikh), 53.
Ihraï (Saïd), 494, 500.
Ilbert (Robert), 153.
Ireland (Philippe), 441, 443.

J

Jaurès (Jean), 535.
Jazi (Dali), 212, 215, 241, 247.
Jegham (Hachemi), 535.
Jemal (Mohamed Salah), 613.
Jilani (Hédi), 401.
Johnson (Loch), 446.
Jomâa (Mohamed), 638.
Jomier (J. P.), 72.
Jouhaud (Edmond), 477.
Jouini (Hédi), 352.
Jugurtha, 11, 35, 156, 164.
Juin (Alphonse), 416, 418, 419, 420, 421, 428, 431.
Julien (Charles André), 95, 128, 232.
Julliard (Jacques), 176.

K

Kaâbi (Abdallah), 247.
Kaak (Mustapha), 315.
Kacem (Hassen), 633.
Kachoukh (Bechir), 613.
Kadhafi (Moammar), 50, 252, 258, 263, 265, 497, 576.
Kadi (Abou Bakr), 117.
Kadri (Aïssa), 28.
Kaffal (Abdessalem), 612.
Kahn (Philippe), 82.
Kallel (Abdallah), 242.
Kallel (Abdessalem), 612.
Kammen (Michael), 523.
Kant (Emmanuel), 217.
Kantorowicz (Ernst), 92.
Karaoui (Hamed), 551.
Karila (Juliana), 130.
Karker (Salah), 372, 384.
Karray (Mohamed), 614.
Kasdaghli (Habib), 120.
Kassab (Ahmed), 132.
Kassem (Abdelkrim), 173, 256.
Kazemi (Farhad), 137.
Kechrid (Salah ed-Dine), 74.
Kellner (Douglas), 194.
Kemal (Mustapha), 49, 54, 56, 75, 80, 84, 89, 107, 194, 197, 259, 327, 553.
Kenan, 435.
Kennedy (John Fitzgerald), 487.
Kerrou (Mohamed), 83, 88, 94, 121, 219.
Kgight (Ridgway B.), 437, 438, 439, 440.
Khaddar (Moncef), 164, 269-283.
Khalladi (Chadly), 338.

Khayati (Mustapha), 98.
Khelil (Hedi), 286, 643.
Khéreddine (Pacha), 11, 59, 67.
Khiari (Sadri), 357-371, 399, 402.
Khomeini (Moussawi), 642.
Kilani (Mondher), 83, 121, 219.
King (Stephen J.), 218, 224, 225.
Klibi (Chedli), 55, 137, 526, 550, 610.
Kodmani-Darwish (Basma), 215, 446.
Kologlu (Orhan), 80.
Kooli (Mongi), 318, 613.
Kraïem (Abdelmajid), 117.
Kraïem (Mustapha), 28, 117, 214, 216, 220, 327, 332, 333, 612.
Krichen (Aziz), 152, 153, 309, 516, 518.

L

La Bretèque (François de), 287
La Gorce (Paul-Marie de), 475-482, 524.
Labidi (Kamel), 352.
Labidi (Lilia), 381, 382.
Labouret (Vincent), 479.
Lacoste (Robert), 555.
Lacoste (Yves), 155, 446.
Lacoste-Dujardin (Camille), 446.
Lacouture (Jean), 95, 175, 286, 464.
Lacroix-Riz (Annie), 428, 429, 435.
Ladgham (Bahi), 233, 300, 363, 364, 366, 369, 486, 557, 570, 584, 586, 589, 592, 596, 597, 606, 619, 623.
Ladhari (Noé), 455.
Laghmani (Slim), 76.
Lakhdar (Tahar), 330.
Lakhmi, 66.
Lamine Bey, 69, 222, 416, 500, 579, 609.
Lamloum (Olfa), 362, 380.
Langer (William L.), 409, 413, 428.
Laouiti (Allala), 596, 633.
Larif-Béatrix (Asma), 39-52, 182.
Laroui (Abdallah), 144, 146, 147.
Latour (Bruno), 15.
Laurent (M.), 578.
Lavigerie (Charles), 22.
Layachi (Azzedine), 446.
Le Tourneau (Roger), 320, 494.
Leca (Jean), 182, 210, 220, 446.
Lefort (Claude), 92.
Leibniz (Gottfried Wilhem), 159.
Lénine (Vladimir Illitch), 56, 535, 547.
Lennkh (Annie), 446.
Lescuyer (M), 433.
Leusse (Bruno de), 479.
Leveau (Rémy), 188.
Lever (Évelyne), 448.
Lewis (Bernard), 79.
Liauzu (Claude), 21-28, 95, 318.
Linton (Ralph), 180.
Linz (Juan J.), 180, 181, 182, 190.
Lipset (Seymour Martin), 15.
Lumumba (Patrice), 319, 617, 618.
Luxembourg (Rosa), 535.
Lyautey (Louis Hubert), 139, 431.

M

M'Barek (Khaled), 391, 402, 403.
MacGregor Burns (James), 179, 180.
MacIntyre (Alsadair), 219.
Macmillan (Harold), 423, 428, 487.
Madison (James), 211.
Magtouf (Kmar), 613.
Mahiou (Ahmed), 217, 219.
Mahjoubi (Ali), 221, 448, 467.
Mahmoud (Mohammed), 535.
Makhlouf (Hafifa), 372, 377, 382, 384.
Manaï (Ahmed), 198, 200, 201, 208.
Mao Tsetoung, 547.
Marcellesi (Jean-Baptiste), 279.
Marcuse (Herbert), 194, 208.
Marie (Michel), 290.

Marks (Gary), 15.
Marquina (Antonio), 208.
Marshall (George), 409, 435.
Martel (André), 309, 429-444, 445.
Martel (Pierre-Albin), 90.
Martinez (Luiz), 189.
Marx (Karl), 535, 547, 614.
Marzouki (Ilhem), 17, 28, 104, 381.
Marzouki (Moncef), 241.
Masmoudi (Mohamed), 122, 198, 233, 363, 364, 366, 449, 459, 478, 479, 485, 518, 550, 551, 552, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 565, 576, 578, 581, 582, 626, 639.
Masmoudi (Mustapha), 345.
Mast (général), 418, 421.
Materi (Cherif), 609.
Materi (Mahmoud), 25, 95, 336.
Mathari (Azouz), 585.
Mazouki (Nasr), 212.
M'barek (Ezzedine), 620.
Mebazaa (Fouad), 597.
Mehiri (Abdelkader), 643.
Mehiri (Taïeb), 292, 491, 558, 580, 583, 584, 585, 586, 588, 589, 590, 591, 618.
Meiss-Cohen (Mordekhei), 119.
Mekki (Chedly), 430.
Mellini Ponce di Leon (Alberto), 253, 254.
Memmi (Albert), 31.
Menchari (Habiba), 103.
Mende (Tibor), 538.
Mendès-France (Pierre), 11, 213.
Mer (Jacqueline), 173.
Meregheni (Ahmed), 496.
Merlin (Samuel), 114, 463, 470, 473.
Merton (Robert K.), 180.
Meskine (Dhaou), 372, 377, 378.
Messadi (Mahmoud), 145, 146, 610.
Messaoudi (B.), 115.
Messner (Francis), 81.
Mestaoui (Habib), 97.
Mestiri (Ahmed), 73, 107, 118, 119, 185, 207, 214, 233, 234, 262, 278, 345, 350, 354, 360, 363, 364, 366, 367, 370, 397, 543, 556, 569, 594, 596, 626, 635.
Mestiri (Saïd), 336, 337.
Mestre (Achille), 90.
Methenni (Béchir), 328.
Metz (Christian), 287.
Mezghani (Ali), 75, 90.
Mezghenni (Abdelhamid), 535.
Meziou (Kelthoum), 75, 90.
Micaud (Charles A.), 181, 184, 197, 208.
Michel (Hubert), 446, 464.
Milner (Sir Alfred Lord), 201, 202, 208.
Mitterrand (François), 172, 175.
Moada (Mohamed), 218, 242, 401.
Moakhar (Abdessalem), 612.
Moalla (Mansour), 318, 551, 612, 614.
Mohamed (prophète), 55, 60, 154, 282.
Mohamed Ali Pacha, 11.
Mohamed Ali El Hammi, 22, 23, 611.
Mohamed V, 123, 423, 487, 494, 499, 500.
Mohsen-Finan (Khadija), 447.
Mokaddem (Sadok), 121, 215, 364, 367, 485.
Mokni (Habib), 371, 372, 380, 385, 388.
Moncef Bey, 255, 260, 414, 416, 418, 420, 438, 439, 442, 443, 579, 580, 620.
Mons (Jean), 436.
Montané (Michel-Alexis), 179, 180.
Montesquieu (Charles de Secondat, baron de), 40, 212, 643.
Montgomery (Bernard), 410.
Moore Henry (Clement), 14, 129, 190, 193-208, 518.
Moore Jr. (Barrington), 208.

More (Thomas), 160.
Morelle (Chantal), 489.
Morice (André), 477.
Moroy (Franck), 335.
Moubarak (Hosni), 517.
Mounier-Millet, 432.
Mourot (général), 419.
Mourou (Abdelfatah), 238, 239, 383, 528, 642.
Moussa (Abdelkrim), 609.
Moussa (Hichem), 215.
M'rini (Amina), 501.
Murphy (Emma C.), 190, 217.
Murphy (Robert), 409, 410, 411, 412, 413, 414, 418, 423, 426, 428.
Murray (Wallace), 426.
Mussolini (Benito), 259, 408.
Mzali (Mohamed Salah), 392.
Mzali (Mohamed), 91, 97, 145, 146, 198, 236, 237, 265, 266, 267, 293, 350, 506, 509, 516, 576, 578, 599, 600, 601, 627, 642, 643.

N

Naccache (Gilbert, alias Papi), 539, 540, 541, 543, 548, 598.
Naceur Bey, 418.
Nadal (Henri), 610.
Napoléon 1er, 39, 40, 42, 83, 416.
Napoléon III, 535.
Nash (June), 132.
Nasser (Gamal Abdel), 11, 45, 173, 177, 190, 207, 253, 256, 257, 261, 450, 464, 468, 470, 483, 487, 505, 508, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 519, 520, 542, 554, 566.
Neto (Limongi), 202, 208.
Nettl (J. P.), 183.
Neumann (Robert), 478.
Nevins (Allan), 523.
Nixon (Richard), 478.
Nohelle (Eve), 105.
Noômane (Mohamed), 326, 327.
Norton (Augustus Richard), 224.
Nouira (Hédi), 125, 215, 233, 234, 235, 236, 262, 263, 265, 315, 323, 333, 363, 364, 365, 366, 368, 369, 370, 451, 557, 571, 574, 575, 576, 606, 612, 626, 627, 633, 634, 635, 636, 637, 638, 640.

O

Okba Ibn Nefâa, 61.
Omar Ibn El Khattab, 56.
Orphée, 52.
Ouardani (Hassen), 535.
Ouertani (Manoubia), 102.
Oum Zied (pseudonyme), 352.
Ounis (Mahmoud), 347.
Ovigne (M.), 609.

P

Pacha Bey (Azzam Abderrahmane), 436, 440, 442.
Papaterra (Fernado), 208.
Parker (Richard), 447.
Parsons (Talcott), 180.
Patterson (Jefferson), 441.
Patton (George), 413.
Pazzanita (Anthony), 447.
Peirce (Charles), 288.
Pellat (Charles), 610.
Pendar (Kenneth), 411, 428.
Périllier (Louis), 587.
Perroux (François), 567, 628.
Peschanski (Denis), 373, 379, 527, 528.
Pétain (Philippe), 408, 409, 550.
Peyrefitte (Alain), 486.
Peyrouton (Marcel), 327.
Pierrepont-de Cock (Laurence), 29-37, 93, 309.

Pineau (Christian), 587.
Planchais (Jean), 448.
Platon, 193.
Pompidou (Georges), 491.
Poncet (Jean), 129.
Pourtois (Hervé), 219.
Przeworski (Adam), 202, 208.

R

Rabin (Ytzhak), 471.
Rahn (Rudolph), 415.
Ramadier (Paul), 436.
Rassaa (Abderrazak), 367, 585.
Reagan (Ronald), 14, 426, 449.
Rebaï (Azouz), 121, 583, 605, 607.
Redissi (Hamadi), 209-222.
Reich (Bernard), 446.
Rekik (Faouzia), 538.
Remadi (Hassen), 613.
Rémond (René), 85, 87.
Renan (Ernest), 41, 43, 50.
Revel (Jacques), 297.
Rey-Gold Zeiguer (Annie), 428.
Rezette (Robert), 117.
Ridha (Rachid), 67, 71, 72.
Rist (Gilbert), 159.
Rivière (Claude), 94.
Robespierre (Maximilien de), 215.
Rodinson (Maxime), 175.
Rondot (Pierre), 80.
Roosevelt (Archie), 422, 428.
Roosevelt (Franklin), 408, 409, 410, 412, 422, 423, 424.
Roosevelt (Théodore), 422.
Rosanvallon (Pierre), 220, 306.
Rouleau (Éric), 524.
Rous (Jean), 491.
Rousseau (Jean-Jacques), 212.
Rousso (Henry), 526, 531.
Royer (Jean), 139.
Ruf (Werner), 449, 455-462, 494.
Rulleau (Claudine), 447.
Rusk (Dean), 486.

S

Saadaoui (Ahmed), 135, 136.
Sadate (Anouar el-), 258, 261, 512, 515, 517, 518.
Saddas (Fatiha), 501.
Saïd (Al-Sâfi), 514.
Saïd (Edward), 195.
Saïdane (Bechir), 614.
Saïdi (Hédi), 430.
Saint (Lucien), 117.
Saint Augustin, 115, 210.
Saint Cyprien, 115, 417.
Salan (Raoul), 458, 477.
Santucci (Jean-Claude), 446, 497.
Sarrag (W.), 115.
Sartori (Giovanni), 169, 179.
Sartre (Jean-Paul), 535, 614.
Savary (Alain), 11.
Sayah (Mohamed), 31, 140, 146, 148, 198, 236, 237, 318, 319, 321, 325, 326, 363, 364, 365, 369, 395, 429, 469, 486, 524, 530, 531, 536, 596, 603-643.
Schacht (Joseph), 69, 72, 76.
Schmidt (colonel), 431.
Schuman (Maurice), 478.
Schumpeter (Joseph), 209.
Schwartz (M), 426.
Schwater (Harry), 434.
Scollon (Robert), 472.
Sebag (Paul), 221, 538.
Sebaï (H.), 106.
Senghor (Léopold Sédar), 26, 491, 566.
Sennet (Richard), 375.
Sfar (Béchir), 71.
Sfar (Rachid), 237.
Sfar (Tahar), 314, 330.
Sfez (Lucien), 292.
S'himi (Abdeljabbar), 498.
Sidqi (Ismaïl), 508.
Sieyès (Emmanuel), 630.
Sigler (John), 217.
Siino (François), 151-166.
Siki (Young), 332.

Sitbon (Guy), 402.
Slama (Bice), 148.
Slim (Mongi), 315, 333, 466, 583, 596, 626.
Smadja (Henri), 249.
Smaoui (Ahmed), 323, 535, 538, 539, 624.
Smith (Andy), 179.
Smith (Bedell), 423.
Socrate, 221.
Sohnoun, 66.
Sorbets (Claude), 179.
Spinelli (Barbara), 471, 472.
Spinoza (Baruch), 79, 215.
Springborg (Robert), 207, 208.
Sraïeb (Noureddine), 28, 182, 330, 495.
Staline (Josef), 410, 631.
Stambouli (Hachmi), 613.
Starr (Louis), 523.
Stéphane (Roger), 478.
Stevenson (Adlaï), 489.
Stone (Russell A.), 182.
Stora (Benjamin), 446, 448.
Strauss (Leo), 209.

T

Tabka (Abdelaziz), 609.
Taboada-Leonetti (Isabelle), 383.
Taguieff (Pierre-André), 159.
Taha (Mahmoud), 98.
Tahar (Mohamed Ali), 436.
Taïeb (Emile), 122.
Tajina (Abdelaziz), 612.
Talbi (Mohamed), 99, 155.
Talleyrand (Charles Maurice de), 594.
Tarmiz (Hafedh), 318, 564, 612, 613, 614.
Teguia (Mohamed), 448.
Tekari (Bechir), 643.
Temimi (Abdeljelil), 93, 114, 220, 309, 315, 448, 467, 469, 508.
Tenzer (Nicolas), 211.
Tertullien, 115.
Thaalbi (Abdelaziz), 44, 71, 72, 106, 228, 255, 328, 392, 417, 517.
Thameur (Habib), 254-255, 315, 415, 421, 430, 434, 583.
Thorez (Maurice), 279.
Tibi (S.), 118.
Tiffenau (Dorian), 154.
Tillon (Germaine), 76, 478.
Timberlake (Justin), 426.
Timoumi (Hédi), 114.
Tlili (Abderrahmane), 241, 582.
Tlili (Ahmed), 183, 230, 261, 392, 459, 582.
Tobbal (Brahim), 256.
Toinet (Marie-France), 446.
Torrès (Abdelkhalek), 441, 442.
Toumi (Moshen), 164, 189, 446, 464, 496.
Toynbee (Arnold J.), 48.
Tozy (Mohamed), 84.
Triki (Hassine), 430.
Trotabas (Louis), 80.
Truman (Henry), 435.
Tuck (S. Pinkney), 434.
Tuquoi (Jean-Pierre), 201, 205, 208, 402.
Turgot (Anne Robert Jacques), 159.
Turiello (Franco), 464.

U

Utter (John), 415.

V

Vaisse (Maurice), 489.
Van Leewen (A.), 335.
Vanderwalle (Dirk), 215, 224.
Vanuxen (général), 447.
Vatin (Jean-Claude), 89, 91, 175.
Verdier (Jean), 130.
Vermeren (Pierre), 447.

Voldman (Danièle), 372, 447, 524, 525.
Volney (Constantin-François de Chassebœuf), 40, 41, 42, 50.
Voltaire (François Marie Arouet, dit), 40, 41.

W

Waltz (Susan), 136.
Ware (Lewis B.), 188, 215.
Waterbury (John), 137, 220.
Weber (Max), 9, 180, 219, 220.
Weygand (Maxime), 409.
White (Gregory), 206, 208, 224.
Wiarda (Howard J.), 217.
Wolff (Robert Paul), 194, 208.
Wright (M.), 434.

Y

Yacine (Kateb), 535.
Yahyaoui (Mokhtar), 401.
Yaiche (Bechir), 612.
Yazid (Mohamed), 459.
Ysmal (Colette), 182.

Z

Zaghloul (Sa'ad), 517.
Zaïem (Hédi), 186, 336.
Zakarya (Fouad), 98.
Zalila (Iqbal), 285-293
Zamiti (Khalil), 131, 401.
Zana (Simon), 564.
Zaouche (Abdeljelil), 71, 113
Zarg El Ayoun (Béchir), 368, 398.
Zartman (I. William), 182, 218, 372.
Zehioua (Mahmoud), 215.
Zerah (Charles), 336.
Zghal (Abdelkader), 81, 138, 219, 371, 630.
Zghal (Hédi), 613.

Zlitni (Ali), 583.
Zouali (Hassouna), 333.
Zoubir (Yahia), 447.
Zouhir (Fethi), 215, 582.
Zouiten (Chadly), 332.
Zussman (Mira), 132.

Table des matières

Les auteurs 5

Avertissement 7

La trace et l'héritage 9
Michel Camau et Vincent Geisser

PREMIÈRE PARTIE

RACINES ET PORTÉE DU PROJET RÉFORMATEUR

1. **Bourguiba, héritier de Tahar Haddad et des militants réformistes des années 1920 ?** 21
Claude Liauzu

2. **Projet national bourguibien et réalités tunisiennes** 29
Laurence Pierrepont-de-Cock

3. **Habib Bourguiba, l'intelligibilité de l'histoire** 39
Asma Larif-Béatrix

4. **Pour une relecture critique de la relation de Bourguiba à l'islam** 53
Lotfi Hajji

5. **Bourguiba et le Code du statut personnel : réflexions sur le recours à l'*ijtihad*** 69
Nawel Gafsia

6. Bourguiba et la régulation institutionnelle de l'islam : les contours audacieux d'un gallicanisme politique à la tunisienne 79
Franck Frégosi

7. Bourguiba féministe : les limites du féminisme d'État bourguibien 101
Sophie Bessis

8. Bourguiba et les Juifs 1930-1967 113
Abdelkrim Allagui

9. Un village tunisien sous Bourguiba 125
Nicholas Hopkins

10. Villes et territoires de la Tunisie à l'heure du nationalisme . 139
Jellal Abdelkafi

11. Une histoire de rechange, le nouveau temps bourguibien 151
François Siino

DEUXIÈME PARTIE

L'HOMME DE POUVOIR, LE POUVOIR D'UN HOMME

12. Leader et leadership en Tunisie. Potentiel symbolique et pouvoir autoritaire 169
Michel Camau

13. De Bourguiba à Ben Ali : modernisation et dictature éducative 193
Clement Moore Henry

14. L'autoritarisme de Bourguiba : continuités et ruptures 209
Hamadi Redissi

15. L'héritage contradictoire de Bourguiba : modernisation et intolérance politique 223
John P. Entelis

16. Les contradictions d'un règne en situation défensive 249
Juliette Bessis

17. L'énonciation et l'énoncé bourguibiens : le pouvoir d'État en Tunisie de 1959 à 1971 269
Moncef Khaddar

18. Des mises en scène du pouvoir à la fiction du pouvoir. Bourguiba au prisme des actualités cinématographiques tunisiennes 285
Ikbal Zalila

19. L'autre Tunisie de Bourguiba : les ombres du Sud 295
Jean-Philippe Bras

TROISIÈME PARTIE

OPPOSITIONS, CONTESTATIONS ET RÉPRESSIONS

20. Bourguiba et les étudiants : stratégie en mutation (1956-1971) 313
Mohamed Dhifallah

21. Bourguiba et la vie associative pendant la période coloniale et après l'indépendance 325
Habib Belaïd

22. Pluralisme politique et presse d'opposition sous Bourguiba 341
Larbi Chouikha

23. Bourguiba et les bourgeois. La crise de 1970-1971 357
Sadri Khiari

24. Bourguiba dans la mémoire islamiste tunisienne 371
Vincent Geisser et Chokri Hamrouni

25. Les legs bourguibiens de la répression 391
Souhayr Belhassen

QUATRIÈME PARTIE

LE NATIONALISTE ET L'« AMI DE L'OCCIDENT »

26. « Mon ami » Hooker Doolittle : les premiers contacts américains avec Habib Bourguiba 407
L. Carl Brown

27. Bourguiba et les représentants américains au Caire en 1947 429
André Martel

28. Habib Bourguiba et les États-Unis (1956-1987) : une relation pragmatique, constante et indépendante 445
Amine Ait-Chaalal

29. Le bourguibisme, doctrine de politique étrangère d'un État faible 455
Werner Ruf

30. Bourguiba, *Policy Maker* entre mondialisation et tunisianité : une approche systémique et interculturelle 463
Michele Brondino

31. La France et la Tunisie à l'aune de la question algérienne.... 475
Paul-Marie de La Gorce

32. La crise de Bizerte : Bourguiba et De Gaulle 483
Nicole Grimaud

33. Bourguiba et le Maroc 493
Omar Bendourou

34. Bourguiba vu d'Égypte 505
Iman Farag

CINQUIÈME PARTIE

LES « FAISEURS » D'HISTOIRE, ACTEURS ET TÉMOINS DU BOURGUIBISME

35. Les « faiseurs » d'histoire 523
Michel Camau et Vincent Geisser

36. Noureddine Ben Khader 533
Entretien

37. Mohamed Ben Smaïl 549
Entretien

38. Tahar Belkhodja 563
Entretien

39. Béji Caïd Essebsi 577
Entretien

40. Mohamed Sayah 603
Entretien

Index 645

Achevé d'imprimer en mai 2004
sur les presses de la Nouvelle Imprimerie Laballery
58500 Clamecy
Dépôt légal : mai 2004
Numéro d'impression : 405055

Imprimé en France

Michel CAMAU *est professeur des Universités à l'Institut d'Études Politiques d'Aix-en-Provence (Centre de science politique comparative).*

Vincent GEISSER *est chargé de recherche au CNRS à l'Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman (IREMAM) d'Aix-en-Provence.*

Les deux auteurs ont publié en 2003, Le syndrome autoritaire. Politique en Tunisie de Bourguiba à Ben Ali (Presses de Science Po).

Habib Bourguiba
La trace et l'héritage

Des lendemains de la première guerre mondiale à la veille de la chute du Mur de Berlin, la trajectoire de Habib Bourguiba, né en 1903, s'est confondue avec le « court XX[e] siècle ». Tour à tour journaliste militant, avocat, leader de parti et chef d'État, le fondateur de la République tunisienne aura vécu pour la politique soixante années durant, dont la moitié vouée à l'exercice du pouvoir. Déposé en 1987 par un coup d'État « constitutionnel », il s'est éteint en l'an 2000, dans la solitude d'une semi-captivité.

Au-delà des particularités de la scène tunisienne, la figure de Bourguiba est partie prenante des conflits et recompositions du « siècle des extrêmes » : l'apogée des empires coloniaux et les mouvements d'indépendance nationale, la montée des fascismes et leur liquidation à l'issue de la seconde guerre mondiale, l'ordre mondial bipolaire de la guerre froide et l'implosion de l'URSS, l'essor de l'État social et son démantèlement sous la poussée des forces du marché, la sécularisation des formes sociales et le renouveau des idiomes religieux...

La trace de Bourguiba, réformateur, décolonisateur et tuteur du développement serait-elle dépourvue de prolongement au-delà du siècle qu'elle a parcouru ? N'aurait-elle de signification et de portée qu'au regard de la seule Tunisie ? N'aurait-elle laissé en héritage que l'autoritarisme ?

Plutôt que de faire œuvre biographique, cet ouvrage rassemble des contributions et des témoignages inédits. Il se propose d'analyser et d'interpréter des moments et des sites du parcours de Bourguiba dont les enjeux et la profondeur dépassent, souvent de loin, sa personne et son action. Non point pour les besoins d'un quelconque procès en canonisation ou, à l'opposé, en usurpation d'histoire. Mais tout simplement parce que s'abstenir de poser les jalons d'une évocation de la trace et de l'héritage de Bourguiba serait renoncer à la compréhension d'un présent si pesant.

9 782845 865068
ISBN : 2-84586-506-6